



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 18 novembre 1959 au 4 février 1960

1959-1960

Texte établi par Guillaume Couture

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 4e session

Vol. 1 - Séances du 18 novembre 1959 au 4 février 1960

1959-1960



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 4^e session

Vol. 1 - Séances du 18 novembre 1959 au 4 février 1960

1959-1960

Texte établi par Guillaume Couture

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot	
Recherche et reconstitution:	Guillaume Couture	
	Maria Buttazzoni	
	Frédéric Lemieux	
Introduction:	Alexandre Turgeon	
Traduction:	Mathieu Boily	
	Marcelle Tardif	
	Linda Shan Jones	
	Geneviève Gagnon	
	Mireille Belisle	
Révision et édition:	Michel Rhéaume	
	Donald Chouinard	
	Marie Auger	
Indexation:	Josée Levasseur	
Collaboration:	Marie Auger	Frédéric Lemieux
	Danielle Bernier	Louise Ouimet
	Christian Blais	Jocelyn Saint-Pierre
	Marthe Bussièrès	Réjeanne Trépanier
	Rénald Buteau	Sylvie Turcotte
	Gilles Gallichan	Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 4^e trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23972-6

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le monde, le Canada, le Québec au tournant des années 1960

Depuis le milieu des années 1950, les relations entre l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et les États-Unis sont sous le signe de la coexistence pacifique. Maître d'œuvre de la déstalinisation, Nikita Khrouchtchev, secrétaire général de l'URSS, se rend en Amérique du 15 au 28 septembre 1959. Il s'agit de la toute première visite officielle en sol américain d'un haut responsable soviétique. Le secrétaire général y rencontre son vis-à-vis, le président américain Dwight D. Eisenhower, et en profite pour parcourir les États-Unis. Sa visite se tient sous les auspices d'une grande victoire du programme spatial soviétique qui, plus tôt, a réussi à envoyer une première sonde sur la Lune, sous le nez de la *National Aeronautics Space Administration* (NASA)¹. Les médias suivent le chef de l'URSS pas à pas dans son périple.

Effective depuis 1950, l'occupation par les forces militaires chinoises du Tibet prend un nouveau tournant au printemps 1959. Devant les soulèvements populaires sporadiques, depuis le milieu des années 1950, les relations entre les capitales Lhassa et Pékin sont tendues. Elles sont définitivement rompues, le 28 mars, avec la dissolution du gouvernement tibétain. Le chef spirituel des Tibétains, le dalaï-lama, prend la fuite et se réfugie en Inde pour y dénoncer les actions de la Chine. Le 29 avril 1959 est annoncée la création du gouvernement tibétain en exil.

Sous l'impulsion de Londres, l'Association européenne de libre-échange (AELE) est ratifiée, le 4 janvier 1960, en réplique à la Communauté économique européenne (CEE). À ses débuts, l'AELE compte sept membres : le Royaume-Uni, le Danemark, la Norvège, la Suisse, le Portugal, l'Autriche et la Suède. L'AELE concurrence la CEE durant 13 ans, avant de voir le Royaume-Uni quitter ses rangs pour rejoindre la CEE, en 1973. Cette défection sonne le glas de l'AELE comme organisme de premier plan, bien qu'elle existe encore au XXI^e siècle, ne comptant plus que quatre pays membres en son sein : la Norvège, la Suisse, l'Islande et le Liechtenstein.

À Cuba, tout reste à faire après que Fidel Castro eut évincé Fulgencio Batista du pouvoir, le 1^{er} janvier 1959. À l'intérieur du pays, Castro met en place une importante réforme agraire, le 17 mai 1959, qui a pour effet d'exproprier les intérêts étrangers, au grand dam des industries américaines qui crient au communisme. Quant aux relations extérieures, conscient de la menace américaine à 200 kilomètres à peine de ses côtes, Castro tente dans un premier temps d'assurer Eisenhower, en avril 1959, que la révolution cubaine n'est pas communiste. Mais, dès l'année suivante, le divorce avec Washington est consommé et La Havane se jette dans les bras de Moscou.

Le Mouvement des droits civiques aux États-Unis prend de l'ampleur, profitant de quelques événements fortuits qui aident grandement sa cause. Le 1^{er} février 1960, à Greensboro, quatre étudiants noirs s'assoient au comptoir du magasin Woolworth's, réservé aux Blancs, protestant contre la ségrégation raciale pratiquée dans cet établissement. Appelée le « *sit-in* », cette forme de protestation sera reprise un peu partout aux États-Unis et deviendra l'un des symboles les plus en vue du Mouvement. Six mois plus tard, les quatre étudiants en question s'assoient au même comptoir. Cette fois, leur commande est prise.

Au Canada, le gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker est bien en selle. Premier ministre depuis le 21 juin 1957, Diefenbaker décide de briguer les élections moins d'un an après avoir remporté les suffrages. Les élections du 31 mars 1958 font élire 208 députés sous la bannière progressiste-conservatrice, tandis que les libéraux menés par Lester B. Pearson mordent la poussière avec 48 élus². Il s'agit alors de la plus importante majorité parlementaire de l'histoire canadienne. Fort de cette victoire décisive, Diefenbaker planche sur un projet de Déclaration canadienne des droits, projet qui germe dans son esprit depuis 1946. Cette Déclaration canadienne des droits devient son leitmotiv³. Sous son impulsion sont adoptées une série de lois concernant les droits de la personne. Dans cette optique, les autochtones inscrits obtiennent le droit de vote au fédéral, le 18 mars 1960, à la suite d'une loi adoptée par la Chambre des communes⁴. Quelques mois plus tard, le 10 août, la Déclaration canadienne des droits, point culminant de la volonté législative de Diefenbaker en la matière, est adoptée au Parlement fédéral⁵.

Débutés, en 1954, sous Louis Saint-Laurent – premier ministre libéral du Canada de 1948 à 1957 –, les travaux de la voie maritime du Saint-Laurent arrivent enfin à leur terme. Le 25 avril 1959, le brise-glace *D'Iberville* est le premier navire à entreprendre la traversée complète de la voie maritime. À cette occasion, la reine Elizabeth II et le prince consort Philip d'Édimbourg sont reçus officiellement au Château Frontenac, le 23 juin. L'inauguration officielle a lieu, le 26 juin, en présence de la reine et du président Eisenhower.

Au Québec, divers éléments défraient les manchettes. La Société Radio-Canada annonce, le 27 juillet, que l'émission d'affaires publiques *Point de mire*, animée par René Lévesque, sera retirée des ondes. Cette décision aurait possiblement été prise dans la foulée des événements reliés à la grève des réalisateurs de la société d'État, grève qui a duré de décembre 1958 à mars 1959 et qu'avait appuyée Lévesque⁶.

Le 1^{er} février 1959, le caricaturiste Normand Hudon a remplacé au *Devoir* son mentor Robert La Palme, terreur du gouvernement duplessiste, lui qui avait fait des membres de l'administration provinciale ses têtes de Turc, dès 1944. Alors que La Palme cesse d'être un caricaturiste de combat à son passage à *La Presse* en février 1959, Hudon reprend le flambeau. S'il éprouve quelques difficultés à s'affranchir de l'influence de son maître dans les premiers temps, faisant d'Antoine « ti-Toine » Rivard sa victime de prédilection, il s'en affranchira en 1960. Il sera sans pitié pour les membres de l'Union nationale, notamment pour Daniel Johnson qui devient sous sa plume acerbe « Danny Boy », un ministre que La Palme avait curieusement épargné⁷.

Un certain nombre d'événements à caractère religieux et historique se déroulent en 1959. Le 3 mai 1959, Marguerite d'Youville est la première Canadienne à être béatifiée. À cette occasion, le cardinal Paul-Émile Léger célèbre une messe en la basilique Saint-Pierre de Rome⁸. Du 5 au 9 octobre 1959, au Séminaire de Québec et dans la cité universitaire de Sainte-Foy ont lieu les fêtes en l'honneur du 300^e anniversaire de l'arrivée de Mgr François de Laval en Nouvelle-France. Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal de 1940 à 1950 et dont le départ de l'épiscopat s'était fait dans la controverse⁹, s'éteint à Victoria, le 19 novembre 1959. On commémore également le 200^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham, le 13 septembre 1959, moment clé de la Conquête¹⁰.

Le 9 avril 1959, le Canadien de Montréal entreprend à domicile la défense de son titre face aux Maple Leafs de Toronto. Le club montréalais, mené à l'attaque par son capitaine Maurice Richard, vieillissant mais toujours redoutable, vise une quatrième Coupe Stanley d'affilée, la 11^e de son histoire. La série est brève. Le club de hockey le Canadien l'emporte en cinq parties à domicile devant une foule en liesse qui porte ses héros aux nues. La saison 1959-1960, qui débute le 8 octobre à Montréal, est le théâtre de deux événements des plus mémorables. D'une part, il s'agit du dernier tour de piste du « Rocket » qui prendra sa retraite au terme de la saison. Richard se retire en pleine gloire, soulevant à bout de bras une 8ième coupe Stanley lors du dernier match de la saison, le 14 avril 1960, contre les Maple Leafs une fois encore. D'autre part, le gardien de but Jacques Plante change à tout jamais le visage du hockey en arborant, pour la première fois de l'histoire de la Ligue nationale de hockey, un masque lors d'une joute contre les Rangers de New York, le 1^{er} novembre 1959, au Madison Square Garden. Sans le savoir, Plante vient de révolutionner la pratique de son sport.

Lancée en 1956, la nouvelle vague française démarre sur les chapeaux de roues en 1959 à l'occasion de la sortie, le 4 mai, du film *Les Quatre Cents Coups* de François Truffaut. Outre ce dernier, parmi les ténors de ce mouvement, on compte Jean-Luc Godard, Éric Rohmer, Alain Resnais et Claude Chabrol. Ces jeunes réalisateurs, pour la plupart dans la trentaine, sont le juste reflet de leur époque. D'une jeunesse bouillonnante, à l'orée des trente glorieuses, remettant en question les façons de faire traditionnelles, ils cherchent plus que tout à apposer leur marque personnelle sur leurs œuvres, à faire du véritable cinéma d'auteur, au fi des conventions. Parmi les films de la nouvelle vague qui sortent en 1959-1960, soulignons *Hiroshima mon amour* (1959), de Resnais, mais d'abord et avant tout *À bout de souffle* (1960), de Godard, le film phare par excellence de la nouvelle vague. Avec cet opus ont débuté les films modernes, de dire le célèbre Roger Ebert, du *Chicago Sun Times*, dans son compte rendu¹¹.

À l'aube des années 1960, le Bureau de censure de la province de Québec est des plus actifs, placé qu'il est sous l'autorité du procureur général, Maurice Duplessis. Dans son ouvrage *Anastasia ou la censure du cinéma au Québec*, l'historien Yves Lever relate, avec force détails,

les décisions prises par les employés du Bureau pour censurer les films de l'époque, à l'aune d'une sensibilité catholique à fleur de peau. La censure québécoise en a, en particulier, contre les formes d'une actrice en plein essor, dénommée Marilyn Monroe, qui fait sensation.

Some Like It Hot (Billy Wilder) est approuvé avec 12 coupures totalisant deux minutes et demie. Le censeur ne cache pas son intention : « All cuts were made because of over exposure of M. Monroe » (8 avril 1959). Des scènes retranchées se dégagent un érotisme sulfureux, presque agressif, dû à la mise en scène, aux gestes ambigus, au costume presque transparent de l'actrice dans une scène de spectacle, à la façon apparemment naturelle, mais hautement provocante, de mettre ses seins en valeur. Une telle sensualité est rarement atteinte depuis, malgré la nudité devenue presque la norme¹².

La revue multidisciplinaire *Recherches sociographiques* voit le jour en 1960, dans les murs de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Fondée par Fernand Dumont, Jean-Charles Falardeau et Yves Martin, tous trois professeurs au Département de sociologie de l'Université Laval, la revue s'imposera rapidement comme l'un des carrefours les plus prisés par les chercheurs en sciences humaines au Québec, voire au Canada.

Mais ce qui retient surtout l'attention au Québec, et même au Canada, en 1959, ce sont bien certainement les derniers jours du régime Duplessis qui, de toute évidence, sont comptés. À tour de rôle, Paul Sauvé et Antonio Barrette veilleront aux intérêts de la province de Québec en 1959 et en 1960. Pour certains, la 4^e session de la 25^e Législature est la véritable antichambre de la Révolution tranquille¹³ qui ébranle ce que d'aucuns ont appelé et continuent d'appeler la « grande noirceur¹⁴ ».

« Un colosse venait de tomber¹⁵ ». La fin de Maurice Duplessis, la fin d'une époque

Vers la fin de la session 1957-1958, l'impensable se serait produit. Duplessis s'interrompt au beau milieu d'une envolée oratoire. Un blanc le saisit. Il ne peut continuer. L'affaire ne laisse pas indifférent son adversaire des dernières années, Georges-Émile Lapalme : « Au cours des dernières séances, il avait eu un trou de mémoire, en plein milieu d'une phrase. Le tragique planait sur la Chambre. Maurice Duplessis était frappé à mort nous le pressentions confusément, mais sans y croire vraiment, vu qu'il était immortel¹⁶. »

Duplessis est fatigué, malade, diminué, en perte de vitesse; il ne peut maintenir le rythme de travail effréné que fut le sien durant les quinze dernières années.

Une tache sombre apparut sur son front et prit de l'ampleur durant l'année 1959, jusqu'à atteindre le diamètre d'une pièce de 25 cents. Ses bras devinrent si maigres qu'on en voyait les tendons; sa peau semblait aussi sèche et fragile qu'un parchemin. Triste spectacle pour ceux qui, après avoir connu le colosse d'antan, le voyaient ainsi décrépiti¹⁷.

L'heure de la retraite semble avoir sonné pour le « cheuf », mais Duplessis ne s'en laisse pas imposer pour autant. En juillet 1959, à l'occasion d'une rencontre des ministres des Finances de la Confédération à Ottawa, rencontre à laquelle le premier ministre de la province de Québec n'est pourtant pas convié, il vole la vedette. À l'issue des travaux, il donne une conférence de presse où il fait flèche de tout bois. Sa performance est si éclatante que le *Toronto Telegram* titre : « Pauvre Jean Lesage¹⁸! »

Qu'on se le tienne pour dit, Duplessis n'est pas encore fini et compte bien rester, jusqu'au bout, un adversaire redoutable pour tous ses rivaux, quels qu'ils soient. Mais, selon l'historien Conrad Black, Duplessis ne se fait aucune illusion sur sa détérioration physique, constante tout au long de 1959, malgré ces quelques moments où il semble, contre toute attente, retrouver son énergie et sa fougue d'antan¹⁹.

Le 2 septembre, accompagné de Gérald Martineau et de quelques autres, Duplessis se rend à Schefferville, dans le Nord québécois, visiter l'Ungava dont les ressources naturelles

lui avaient fait miroiter tant de projets pour la province. C'est dans les bureaux de l'Iron Ore qu'il est foudroyé par une hémorragie cérébrale qui le plonge dans les nimbos de l'inconscience²⁰.

De Schefferville, la rumeur se répand à Québec telle une traînée de poudre. Nul ne sait toutefois si Duplessis est seulement indisposé ou s'il est au contraire affligé par quelque sombre mal. Puis, devant une horde de journalistes qui envahissent, le vendredi, les rues de Schefferville, Martineau émet un communiqué laconique où il annonce que les heures du premier ministre sont comptées.

Terrassé par la première attaque qu'il a subie, Duplessis en essuie trois autres le vendredi. Il rend l'âme à minuit cinq minutes, jour de la fête du Travail²¹. Son décès plonge le Québec tout entier dans le deuil, confondant jusqu'à ses adversaires les plus irréductibles. C'est Paul Sauvé qui annonce officiellement le décès de celui qui fut son mentor durant toutes ces années. « Ses collègues sont profondément convaincus que la meilleure façon d'honorer sa mémoire, c'est de continuer son œuvre », déclare-t-il sur les ondes de la radio de Radio-Canada²².

La dépouille du premier ministre est amenée de Schefferville à Québec le jour même de son décès. Elle est exposée en chapelle ardente dans la salle de l'Assemblée législative. En l'espace d'une journée, plus de 100 000 personnes viennent lui rendre un dernier hommage. Le lendemain, son corps est ramené à Trois-Rivières, sa ville natale. Le corps du défunt est exposé, une dernière fois, au palais de justice. Le 10 septembre 1959, il est porté en terre en présence de nombreux dignitaires dont Diefenbaker, premier ministre du Canada²³.

Selon Conrad Black, comme « aux funérailles de Wellington ou de Hindenburg, tout le monde avait le sentiment qu'une ère venait de prendre fin²⁴ ». Au passage du corbillard, des milliers de Trifluviens se massent le long du cortège de celui qui fut leur député depuis 1927. Signe du temps qui passe, implacable, les funérailles du chef de l'Union nationale sont télédiffusées par Radio-Canada dans le cadre d'une émission spéciale²⁵, une première dans l'histoire canadienne²⁶.

Une fois Duplessis mis en terre, une question est sur toutes les lèvres : « Qui lui succédera? » La question hante même les libéraux. En fait, cet échange intime, reproduit dans les mémoires de Lapalme : « Jean Lesage me demanda : "Qu'est-ce que tu en penses?" Je lui répondis : "Paul Sauvé va lui succéder. Ce sera plus difficile avec lui qu'avec Duplessis." - "Tu penses cela?" - "Oui." - "Moi aussi"²⁷." Ils ont vu juste.

Le nom de Sauvé se détache rapidement du lot. Dauphin attitré de Duplessis depuis des années²⁸, Sauvé est son successeur tout désigné. Lorsque le premier écho de la nouvelle parvient à Québec, tous les ténors du parti se massent à ses côtés²⁹. Un doute seulement persiste. L'inimitié entre Sauvé et Martineau, grand argentier du parti qui détient les cordons de la bourse, est bien connue de tous et pourrait bien être une pomme de discorde au sein de l'Union nationale³⁰. Sans coup férir³¹, Sauvé impose son autorité sur le Cabinet, la députation et les instances du parti, qui accueillent tous sa nomination avec un soupir de soulagement.

Le lendemain des funérailles de Duplessis, Sauvé prête serment comme 17^e premier ministre de la province. Le 14 septembre, il convoque la Chambre pour le 18 novembre, date à laquelle débutera la 4^e session de la 25^e Législature. Les cent jours du gouvernement Sauvé – 114, pour être plus exact – débutent.

Les parlementaires

Outre Duplessis, un autre membre de l'Assemblée est décédé le surlendemain de la prorogation de la précédente session parlementaire. Il s'agit de Pierre Bohémier, député unioniste de Labelle, qui s'éteint à Montréal le 7 mars 1959³². Avant que reprennent les travaux parlementaires, la Chambre basse recense une autre perte : Antonio Auger, député unioniste de Lac-Saint-Jean depuis 1948, remet sa démission, le 15 juillet 1959, pour aller siéger à la Chambre haute.

Lorsque Sauvé devient premier ministre, trois circonscriptions sont vacantes : celles de Labelle, Lac-Saint-Jean et Trois-Rivières. Tel qu'il avait été prévu sous son prédécesseur, deux élections partielles se tiennent le 16 septembre, l'une dans Labelle, l'autre dans Lac-Saint-Jean. Fernand-Joseph Lafontaine et Paul Levasseur, tous deux de l'Union nationale, l'emportent haut la main³³. Par respect pour la mémoire de son chef, Sauvé n'émet pas de bref d'élection pour la tenue d'une élection partielle dans Trois-Rivières, qui reste vacant jusqu'à la tenue des élections générales³⁴.

Au Cabinet, Sauvé témoigne du même penchant que Duplessis pour la stabilité³⁵. Lors de son assermentation, il introduit seulement deux nouveaux personnages au Conseil des ministres : Maurice Bellemare et Jacques Miquelon, à titre de ministre d'État. Antoine Rivard, quant à lui, est promu procureur général, titre que s'était toujours réservé Duplessis. Rivard cumulait déjà les postes de solliciteur général et de ministre des Transports et des Communications, l'un depuis le 12 avril 1950, l'autre depuis le 30 juin 1954. Il n'a toutefois pas l'occasion de porter ces trois chapeaux³⁶. Sauvé le déleste de celui de solliciteur général lors de son assermentation, le 11 septembre, pour mieux en coiffer Miquelon, le 4 novembre.

Au Conseil législatif, Jean-Louis Baribeau préside les séances depuis sa nomination comme Orateur de la Chambre haute, le 1^{er} février 1950. Au terme de la session 1957-1958, trois divisions sur les 24 sont inoccupées : celles de Kennebec, de Bedford et de Lauzon, toutes trois pour cause de décès³⁷. Les 13 conseillers issus de l'Union nationale font alors face aux huit du Parti libéral. Le 8 avril 1959, Ernest Benoît gonfle d'autant les rangs de l'Union nationale en devenant conseiller de la division de Kennebec. Le 30 septembre, Gérald Martineau démissionne de la division des Laurentides pour être nommé le jour même à celle de Lauzon. Auger prend sa place dans les Laurentides. Seule la division de Bedford reste à combler³⁸. Et, depuis 1948, Pierre Gelly est le huissier de la verge noire, dernier du titre dans la province de Québec.

À l'ouverture des Chambres, le 18 novembre 1959, les 93 circonscriptions sont représentées, à l'exception de Trois-Rivières. La répartition des sièges se lit comme suit : 72 pour l'Union nationale, 17 pour le Parti libéral, et trois indépendants. Orateur de l'Assemblée législative depuis le 15 décembre 1955, Maurice Tellier s'acquitte une fois de plus de cette tâche, secondé par Germain Caron, nommé Orateur suppléant le 4 décembre 1958.

À la mort subite et inattendue de Sauvé, le 2 janvier 1960, le portrait à l'Assemblée législative et au Cabinet en est sensiblement modifié. Antonio Barrette, député de Joliette, devient le 18^e premier ministre du Québec, le 8 janvier 1960. De ce fait, la circonscription de Deux-Montagnes est laissée vacante, les ministériels comptant 71 députés. Au Conseil des ministres, deux ministères sont à combler, ceux du Bien-être social et de la Jeunesse, que Sauvé avait occupés sans interruption depuis leur création, le 18 septembre 1946³⁹. Ces deux ministères reviennent à Jean-Jacques Bertrand, lui qui était ministre des Terres et Forêts dans les cabinets Duplessis et Sauvé depuis le 30 avril 1958. La chaise musicale se poursuit et s'arrête avec Miquelon, nouveau ministre des Terres et Forêts. Il abandonne par le fait même le poste de solliciteur général, qui reste vacant jusqu'à la nomination de Claude Wagner, le 31 août 1964, dans le gouvernement Lesage. Maurice Custeau et Armand Maltais font également leur entrée au Cabinet, en tant que ministres d'État. Sinon, tous les autres membres du Cabinet sous Sauvé et Barrette ont été nommés et affectés à leur titre par Duplessis, sans exception⁴⁰.

Paul Sauvé, le dauphin couronné

Lorsque Sauvé accepte officiellement, le 10 septembre, de succéder à Duplessis à la tête du gouvernement québécois, on peut affirmer sans se tromper que toute sa carrière, que toute sa vie le préparait à assumer ces plus hautes fonctions. Fils d'Arthur Sauvé – journaliste de profession et chef du Parti conservateur du Québec de 1916 à 1929⁴¹ –, dès son plus jeune âge il baigne dans la vie politique. Chez son père, il côtoie les ténors du parti, tant au fédéral qu'au provincial, tels que Camillien Houde, Onésime Gagnon et surtout Maurice Duplessis. Des liens d'amitié et d'estime se tissent rapidement entre les Sauvé père et fils et le jeune député de Trois-Rivières.

À 23 ans, Sauvé succède à son père dans le comté de Deux-Montagnes, lors d'une élection partielle tenue en 1930. En 1936, lorsque l'Union nationale prend le pouvoir, il

devient Orateur de la Chambre basse à 29 ans, le plus jeune à accéder à ce poste depuis la Confédération.

Durant la Seconde Guerre mondiale, bien qu'étant un ardent opposant de la conscription, Sauvé s'engage dans l'armée. Il dirige un régiment de Canadiens français au nombre desquels se trouve Fernand Dostie, un ami qui deviendra plus tard son chef de cabinet. À son retour du front, en 1945, toujours député de Deux-Montagnes⁴², Sauvé retrouve Duplessis à l'Assemblée législative et accède au Conseil des ministres l'année suivante, le 14 septembre. Il est titulaire du tout nouveau ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

La relation privilégiée entre les deux hommes les sert réciproquement. D'un côté, Duplessis a confiance en ce jeune homme et en ses talents; de l'autre, Sauvé bénéficie d'une liberté de parole peu commune au sein du Cabinet. Au fait de ses dossiers, c'est lui qui prend la parole lorsque les débats portent sur les affaires qui le concernent, pas un autre, pas même Duplessis⁴³. Pourtant, il était assez courant, voire d'office, que Duplessis interrompe l'un de ses ministres lorsque l'un de ceux-ci laissait tomber certaines paroles qui sonnaient faux à l'oreille du premier ministre⁴⁴.

Pierre Laporte a su immortaliser cette relation particulière dans une formule-choc, inoubliable, qui a fait époque. Elle lui provient en fait d'un sénateur québécois, qui l'a lancée dans une soirée mondaine, et dont il rappelle les justes mots : « Il y a dans le gouvernement de la province trois sortes de ministres : ceux qui sont assez intimes pour dire *Oui, Maurice*, ceux qui disent *Oui, cheuf...* et il y a Paul Sauvé⁴⁵! » Le mythe de Paul Sauvé venait de trouver là l'une de ses deux assises⁴⁶.

Orateur de l'Assemblée législative de 1936 à 1939, Sauvé est rompu aux règles et procédures parlementaires, qu'il connaît sur le bout des doigts. La joute parlementaire, dans ses méandres et ses redoutes, n'a plus de secret pour lui. Il est, de l'aveu même de Lapalme, un *debater* accompli, parmi les plus redoutables de la Chambre basse⁴⁷.

Sous le feu de l'ennemi en Normandie, Sauvé est devenu un meneur d'hommes aguerri. Il a appris autant à se faire obéir de ses hommes qu'à obéir à ses supérieurs, une métaphore qu'il emploie en Chambre, le 24 novembre 1959, pour justifier sa relation avec son prédécesseur en regard de ses mesures comme premier ministre. Tout comme l'officier Sauvé ne s'est jamais pris pour le commandant en chef, le ministre Sauvé ne s'est jamais pris pour le premier ministre⁴⁸. L'argument, s'il en convainc certains⁴⁹, laisse plutôt froid le chef de l'opposition, qui a déjà vu le premier ministre sous un meilleur jour⁵⁰.

Bien assez tôt, Sauvé assume seul le titre de dauphin⁵¹, une position que nul ne conteste, si ce n'est peut-être le jeune député de Bagot, Daniel Johnson, qui aurait eu, un certain temps, de légitimes prétentions⁵². Celui-ci devra attendre son tour.

La seconde assise du mythe de Paul Sauvé consiste en un mot, un seul, irrémédiablement associé à son souvenir dans la mémoire collective. On pourrait même dire que le mot le résume, le subsume complètement. Il s'agit du célèbre « Désormais... ». Ce mot s'est retrouvé partout. Du slogan électoral⁵³ au sous-titre percutant⁵⁴ en passant par la politique du même nom⁵⁵, tout y passe! Il prend même des allures de mysticisme sous la plume du journaliste Cyrille Felteau qui se remémore les cent jours avec un soupçon de nostalgie : « Quelques jours plus tôt, on était encore dans l'ère Duplessiste [*sic*]; c'était "avant". Demain, ce serait... "désormais". [...] De sa bouche, tout naturellement sortaient les paroles que tous avaient soif d'entendre à ce moment-là⁵⁶. »

« Désormais... » Ce mot est « lourd de sens⁵⁷ », il « donne le ton⁵⁸ ». Il s'agit d'un « mot qui en dit long⁵⁹ » et qui permet à Sauvé de marquer une rupture nette avec son prédécesseur sur nombre de politiques, en faisant preuve d'ouverture⁶⁰. Pour Jean Hamelin et André Garon, ainsi qu'Yves-Henri Nouailhat, on doit surtout à Sauvé d'avoir amorcé « une véritable opération de déblocage sur le plan administratif et à manifester son désir de rompre avec la politique de son prédécesseur⁶¹ ».

De nombreuses réformes, réclamées à grands cris par l'opposition libérale tout au long des années 1950, sont entreprises ou en voie de l'être sous Sauvé⁶². Parmi ces mesures mises en chantier ou menées à bon terme par le premier ministre, notons le règlement du dossier des

subventions fédérales aux universités et la création d'un *Hansard*. Toutes ces législations ont l'heur de ravir les libéraux et le malheur de voir s'émousser les uns après les autres leurs arguments sur la cote du premier ministre, dont la popularité ne se dément pas.

Pour illustrer ce changement draconien de mentalité, cette bouffée d'air frais pour le dire avec Gérard Filion⁶³, du *Devoir*, autant laisser la parole à Lapalme, celui-là même qui a croisé le fer avec Sauvé à l'automne 1959 :

De septembre à janvier, Paul Sauvé, débordé, n'utilisa plus dans ses discours qu'un seul mot : *désormais*. Avec ce vocable, il séparait deux modes de vie politique, deux ères dont la dernière serait trop brève pour porter son nom. Dans le fond, il n'y eut pas de grands accomplissements, mais le seul fait d'agir sans Maurice Duplessis donnait une impression de liberté. André Laurendeau, dans *Le Devoir*, écrivait que ce qui donnait un air de nouveauté profonde au régime Sauvé, c'était que celui-ci avait décidé de nous faire marcher sur les pieds alors que Duplessis nous avait fait marcher sur la tête⁶⁴.

Bien d'autres contemporains racontent que Sauvé n'avait que ce mot à la bouche. C'est le cas de Lionel Bertrand, député libéral de Terrebonne entre 1960 et 1964 : « Maintes fois sur les lèvres de Paul Sauvé, souvent harcelé par l'opposition, revient ce mot magique qui met fin à une époque : "DÉSORMAIS..." "Désormais", tout changera⁶⁵. » Dès le tout premier caucus du parti, Sauvé aurait même débuté son allocution par un tonitruant « Désormais... », si les souvenirs du député de l'Union nationale dans Compton, Claude Gosselin, sont bons⁶⁶.

Au juste, quand Sauvé a-t-il lancé ce fameux « Désormais... »? Nul ne saurait le dire, pas même la politologue Denise Bombardier⁶⁷. Ce qui fait d'ailleurs dire à Gérard Filion que Sauvé, « un bon jour, je ne sais pas en quelles circonstances, [...] a dit "désormais", le fameux⁶⁸... » Seuls Pierre Duchesne⁶⁹ et Denise Bombardier⁷⁰ soulignent que le terme est issu des milieux journalistiques, que ce « sont les journalistes qui lui ont collé l'étiquette ».

Nous avons dépouillé les journaux *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil* et *L'Événement-Journal* pour les mois de septembre et octobre 1959 pour tenter de trouver ce fameux « Désormais... ». Nous avons également vérifié les pages de *L'Action catholique*, du *Montreal Star*, du *Toronto Star*, du *Montreal Gazette* et du *Globe and Mail*, du 11 au 14 septembre 1959 – soit les premiers jours du régime Sauvé. Jamais avons-nous pu trouver la moindre citation où Sauvé aurait prononcé le vocable. Au contraire, le premier ministre cultive les déclarations où il rappelle son attachement à son prédécesseur.

Par contre, nous avons trouvé des articles qui nous ont permis de comprendre, concrètement, comment la légende s'est formée. L'histoire du « Désormais... » se passe juste avant la première conférence de presse du premier ministre. Aux journalistes assemblés, Sauvé leur assure la collaboration du gouvernement, rompant avec la célèbre « dictée » que Duplessis faisait subir aux courriéristes parlementaires. Rappelant avec émotion que son père avait été journaliste, Sauvé leur dit : « Je réalise pleinement ce que sont vos fonctions, et tout ce que je pourrai faire pour vous faciliter la mission que vous avez de renseigner la population, je le ferai avec plaisir. Soyez assurés que nous tiendrons compte des conditions difficiles dans lesquelles vous êtes obligés de travailler⁷¹. » Ça y est! Les journalistes entrent dans une nouvelle ère.

Le 16 septembre, un arrêté ministériel confirme les dires du premier ministre à l'égard des journalistes en nommant Robert Prévost à titre de directeur de l'Office provincial de publicité et chef de l'information :

Qu'il soit désirable et nécessaire que le peuple de la province de Québec reçoive toute l'information qui lui est nécessaire pour se tenir au courant de l'administration de ses affaires et pour apprécier la valeur des actes posés par ses administrateurs;

Qu'à ces fins, il est à proposé de créer un poste de chef de l'information et que le titulaire de ce poste ait pour principales attributions de fournir aux différents services d'information de la presse, de la radio et de la télévision tous les

renseignements qui leur sont nécessaires pour renseigner le peuple de la province de Québec⁷².

Plus tard, dans *Le Devoir*, en date du 19 octobre, un article relate un discours prononcé par Jean Lesage devant la Fédération libérale du Québec : « Qui donc reconnaît maintenant que M. Duplessis brimait nos libertés? Nul autre que le nouveau chef du vieux régime. Dès le lendemain des obsèques de M. Duplessis, M. Sauvé déclarait que **dorénavant** les journalistes auraient accès à toutes les informations de l'administration provinciale afin de pouvoir renseigner le public⁷³! » Le mot « dorénavant » est en caractère gras dans cet article.

Le journaliste – et ancien député – André Laurendeau vient compléter le tableau avec un texte qu'il signe dans *Le Devoir*, le 13 novembre : « M. Sauvé a un tempérament très différent. Il s'est montré jusqu'ici sage et habile. En deux mois, il a complètement modifié le paysage. Ses *désormais*, ses *à l'avenir* tombent comme des coups de hache sur ce qui reste de vieux embêtements duplessistes⁷⁴. » Deux autres articles du *Devoir* poursuivent sur cette lancée. Lors d'une séance au comité des bills publics, on écrit que « M. Sauvé consulte ses collègues! », ce qui tranche avec la façon de faire de Duplessis. *Le Devoir* rapporte la chose sous le titre : « Encore un heureux "désormais"... », le 2 décembre 1959⁷⁵. Le 19 décembre, devant la décision de Sauvé de revoir le bill 34, *Le Devoir* annonce : « Un "désormais" de taille – Le bill 34 : la clause relative à l'énumérateur unique est rayée⁷⁶! » Ces deux articles illustrent de manière éloquente comment certaines décisions, certains actes de Sauvé ont été perçus comme marquant une rupture nette avec son prédécesseur, auxquels d'aucuns ont apposé le vocable « Désormais... » pour les immortaliser.

En revanche, dans ses discours prononcés à l'Assemblée législative, Sauvé n'aurait laissé échapper ce mot qu'à une seule occasion en tant que premier ministre. Le 14 décembre, en comité plénier sur l'étude du projet de loi de l'autoroute Montréal-Laurentides, le député de Westmount-Saint-Georges, John Richard Hyde, suggère de changer la loi en ce qui concerne la nomination du personnel. À cette occasion, Sauvé use certes dudit vocable, mais, devant l'attitude caustique des oppositionnels, qui le narguent à propos de ses rapports avec son prédécesseur, Sauvé se rebiffe et réplique, cinglant. Il ne permet pas qu'on l'attaque sur ce flanc, quitte à rebrousser chemin et à s'enfermer dans ses positions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) [...] propose de rapporter le projet et dit qu'il préparera un amendement pourvoyant à ce que ce soit l'Office qui nomme désormais les employés et non le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, lors de l'étude de la loi de l'autoroute, l'opposition a proposé un amendement dans le même sens que celui que veut apporter maintenant le premier ministre.

[...]

M. Hamel (Saint-Maurice): L'ancien premier ministre (M. Duplessis) avait alors déclaré que l'amendement de l'opposition n'avait pas de bon sens.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai assez de respect pour sa mémoire pour penser maintenant que, s'il a dit ça, c'est qu'il avait raison. Aucun amendement ne sera apporté. On laisse tout cela comme c'est. Êtes-vous contents?

Jamais Sauvé ne renie l'œuvre de son prédécesseur. Nous devons d'ailleurs au politologue Dale C. Thompson la meilleure formule pour résumer succinctement la politique de Sauvé lors des cent jours, et ce, plus encore que le « Désormais... » : « D'évidence, il avait trouvé moyen d'offrir aux Québécois à la fois réforme et continuité⁷⁷. »

Jean Pelletier, attaché de presse de Sauvé, raconte que celui-ci avait pour habitude de dire : « Le même but, mais pas les mêmes moyens⁷⁸. » En Chambre, il tient le même discours : « La voix de la province peut avoir changé et son ton peut avoir changé, mais la province de Québec n'a pas changé. C'est probablement le seul domaine où notre politique a été la plus

constante. Nous poursuivons simplement le travail entrepris par feu l'honorable Maurice Duplessis. » (24 novembre 1959)

Le ministre Antoine Rivard se fait l'écho des paroles de son chef : « Comme le premier ministre lui-même l'a dit à la conférence d'Ottawa, la voix a changé. L'accent aussi a peut-être changé. Mais une chose demeure la même : la pensée de l'Union nationale et de Maurice Duplessis, que le nouveau premier ministre continue de maintenir avec tant de vigueur et de succès. » (30 novembre 1959) Quelques changements de forme sont admis, mais le fond, lui, reste le même⁷⁹.

Les libéraux font de la bile. Jean Lesage est persuadé⁸⁰, tout comme certains ténors libéraux⁸¹, que l'Union nationale avec Sauvé balayera le Parti libéral lors des prochaines élections. L'humilité de Lesage est d'autant plus méritoire qu'il fait cette concession en 1978. Intimement persuadé de sa victoire prochaine, et du fait que Lesage mordra la poussière, voire qu'il ne sera jamais élu à l'Assemblée législative, Sauvé trouve néanmoins lieu de s'inquiéter. Ayant eu vent des rumeurs selon lesquelles Lapalme songe à ne pas se représenter, il s'enquiert de ses intentions et lui fait part de son malaise à ce sujet :

Si vous ne revenez pas, je me demande bien qui sera le chef de l'opposition après l'élection. Jean Lesage ne trouve pas de comté. S'il va dans Bellechasse, nous le battons. Personne dans la province ne croit qu'il peut me vaincre. J'ai la cote d'amour. Je ne me vante pas en affirmant que je tiens la province dans ma main. Vous devriez rester, il y aura du travail à faire en Chambre⁸².

Sauvé craint de se retrouver devant une opposition affaiblie, voire décapitée, qui serait dès lors dans l'incapacité d'accomplir le travail parlementaire qu'est le sien. Il cherche donc à s'assurer que Lapalme, qu'il tient visiblement en haute estime, restera en selle. Voilà un homme dont la contribution en Chambre est significative, et dont la Chambre basse ne saurait se passer, pense-t-il.

Au pas de course, le premier ministre Sauvé abat de la besogne et se met au boulot. La liste des projets entamés par son gouvernement est impressionnante. Il aurait même planifié, au dire de son chef de cabinet, Fernand Dostie⁸³, une saignée du caucus afin d'en purger le mauvais sang : 23 députés et sept ministres, dont Antoine Rivard et Daniel Johnson, auraient même été dans sa mire⁸⁴. Fait à noter, Antonio Barrette est le seul à avoir rendu publique son intention de ne pas se présenter aux élections prochaines⁸⁵.

Le 18 décembre, lorsque Sauvé s'adresse aux députés, tout juste avant l'ajournement de la session pour les Fêtes, on peut dire que le repos annoncé est bel et bien mérité.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) remercie tous les membres de la Chambre basse pour le travail ardu accompli dans la première partie de la session de 1959-1960. Nous partons tous l'âme sereine, dit-il. À tous les députés, à leur famille, j'offre les meilleurs vœux du premier ministre et des membres du Conseil exécutif. À tous, je souhaite la paix, du bonheur, de la santé et la réalisation des désirs les plus chers.

Telles sont les dernières paroles que Sauvé prononce en Chambre. Le dimanche 2 janvier, il subit chez lui, à Saint-Eustache, à deux heures du matin, une crise cardiaque qui lui est fatale. La nouvelle terrasse la province. Le trépas soudain de Sauvé, à 52 ans, fut un véritable soufflet pour le début de la nouvelle année. Tout comme aux funérailles de Duplessis, les avis sont unanimes sur le départ de ce premier ministre, parti trop vite. « Ceux qui l'ont vu au cours des quatre derniers mois plonger tête baissée vers l'avenir trouvent incroyable de le voir s'arrêter brusquement, laisser là des douzaines de dossiers qu'il avait ouverts ou réouverts depuis qu'il était le premier ministre du Québec », d'écrire Pierre Laporte, dans les pages du *Devoir*⁸⁶.

Denise Bombardier y va, pour sa part, d'un commentaire éclairant : « Durant quatre mois, le citoyen québécois n'aura lu sur Sauvé que des éloges, n'aura vu à la télévision que des images favorables et n'aura entendu à la radio que des propos "qui sont une bouffée d'air frais", dira Lévesque dans un commentaire⁸⁷. » En fait, la lune de miel de Sauvé avec la province n'a jamais

pris fin, quoi qu'en dise Lapalme⁸⁸. Les journalistes et chroniqueurs du temps continuent de faire pleuvoir sur le gouvernement Sauvé des gerbes de fleurs, comme le rappelle l'un d'entre eux : « Nous regardions avec intérêt tout ce remue-ménage dans la politique québécoise. Nous laissons au gouvernement le temps d'agir et nous nous donnions, à nous, le temps de réfléchir, d'analyser ce qui se passait. Nous en étions encore à nous demander si nous ne rêvions pas lorsque la mort vint frapper le premier ministre⁸⁹. » Son décès tragique constitue la touche finale, le ciment qui permettra de figer le souvenir, le mythe de Paul Sauvé dans la mémoire collective.

Sauvé a droit à des obsèques nationales⁹⁰ célébrées par Mgr Paul-Émile Léger, le 5 janvier. Sous les regards des citoyens secoués, la classe politique québécoise et canadienne vient se recueillir devant la dépouille de celui qui a su répondre aux attentes, des plus élevées dans son cas. Déjà, parmi l'assistance de l'église de Saint-Eustache⁹¹, une question se fraie un chemin, lézardant sur son passage la fragile unité de l'Union nationale, mise à mal par les derniers événements et que Sauvé avait réussi à maintenir avec fermeté et doigté durant les cent jours. Qui lui succèdera? Au décès de Duplessis, le choix de Sauvé s'est imposé rapidement et a fait l'unanimité. Quatre mois plus tard, le même cirque se répète, au risque d'entraîner dans sa foulée l'Union nationale dans les dédales de la vie politique.

Antonio Barrette à la tête du gouvernement

Au lendemain du décès de Duplessis, seule la personnalité forte de Sauvé avait empêché que l'Union nationale ne succombe à de sempiternelles luttes intestines. Dans les premiers jours de l'année 1960, il appert cette fois que la succession ne se fera pas aussi aisément⁹².

Les tractations pour trouver un nouveau chef se déroulent d'abord chez Paul Dozois, ministre des Affaires municipales⁹³, puis chez Antonio Barrette, ministre du Travail⁹⁴. Au sein du Cabinet, différents noms sont pressentis tandis que d'autres – notamment Daniel Johnson⁹⁵ – cherchent à mousser leur candidature. Yves Prévost, secrétaire de la province, apparaît comme le choix privilégié⁹⁶. Intelligent, capable, compétent, il inspire le respect des deux côtés de la Chambre. Pour des raisons de santé, il décline toutefois l'offre qui lui est faite⁹⁷. Antoine Rivard et Antonio Talbot sont également sollicités, en regard de leur expérience parlementaire et de leur prestance au sein du parti, mais ils déclinent l'invitation chacun à leur tour⁹⁸.

Les ténors de l'Union nationale sont dans une impasse, faute de candidats sérieux et valables pour assurer la succession. C'est dans ces circonstances que la candidature de Barrette commence à circuler parmi les ministres rassemblés en conciliabule chez leur collègue des Affaires municipales. Et Barrette, lui? Ne pourrait-il pas faire l'affaire? Ne pourrait-il pas assumer l'intérim? D'emblée, Barrette avait coupé net aux spéculations en affirmant qu'il n'était nullement intéressé par le poste, et qu'il ne nourrissait aucune ambition de la sorte⁹⁹.

Devant le désistement systématique des autres candidats en lice, certains reviennent à la charge et redoublent d'ardeur pour convaincre Barrette qui apparaît d'heure en heure comme le choix du compromis¹⁰⁰. Barrette se fait désirer¹⁰¹. Discret, tandis que Johnson livre un combat acharné pour promouvoir sa candidature, Barrette préfère des tractations à mi-voix, seul à seul. Alors que ses collègues se font de plus en plus pressants, il finit par accepter de bonne grâce et énonce ses conditions : « Que le sondage sur mon nom se révèle positif et que les ministres et les députés approuvent ma candidature à l'unanimité¹⁰². »

Or, le choix de Barrette est loin de faire l'unanimité au sein même du Conseil des ministres¹⁰³. Tous se souviennent de sa défaveur auprès de Duplessis qui n'aurait guère apprécié les pratiques de patronage du ministre du Travail dans son comté, en particulier en ce qui concerne le sanatorium de Joliette, alors en construction¹⁰⁴. La disgrâce de Barrette est consommée lorsque celui-ci se voit refuser l'accès à la Chambre pour l'ensemble des 2^e et 3^e sessions de la 25^e Législature, en 1957-1958 et en 1958-1959. Selon Jean Lesage, cette disgrâce a même servi, bien malgré lui, le principal intéressé :

Et on pensait au « désormais », on pensait qu'il fallait quand même essayer de continuer dans la ligne de Sauvé, de capitaliser, parce que définitivement le « désormais » était populaire. Alors, comme M. Barrette avait été en rupture de ban depuis des années avec M. Duplessis, il cadrait bien dans le renouveau de l'Union nationale. Et, on pensait que vis-à-vis de la population, on continuerait

de bien marquer la césure qui s'était faite entre l'ancien et le nouveau avec le « désormais » de M. Sauvé¹⁰⁵.

Les plus réfractaires à la nomination de Barrette font partie de l'ancienne garde rapprochée de Duplessis, ses fidèles parmi les plus fidèles. Il s'agit de Gérard Martineau et de Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation mais surtout organisateur provincial de l'Union nationale, qui souhaitent sa perte. Ensemble, ils disposent de la caisse et de la machine électorales, ces deux gages des victoires unionistes des 15 dernières années. En temps voulu, elles feront toutes deux défaut à Barrette¹⁰⁶.

C'est une chose de rallier le Cabinet derrière un homme. C'en est une autre de rallier le caucus. Barrette ne fait pas l'unanimité au sein de la députation, loin s'en faut. Le mandat d'obtenir leur approbation incombe à Maurice Bellemare qui ne passe pas par quatre chemins. Sa stratégie est des plus simples : elle consiste à mettre les députés devant le fait accompli : « Le médecin d'Yves Prévost lui interdit d'accepter le poste de premier ministre. Les ministres se sont entendus sur le nom de Barrette. Tout le monde est d'accord¹⁰⁷ ! » Une stratégie qui ne sera pas couronnée de succès. Le député de L'Islet, Fernand Lizotte, claque la porte dans un tollé public qui fait grand bruit dont se serait bien passée l'Union nationale, grandement fragilisée¹⁰⁸. Au terme de l'exercice, Barrette est choisi chef de l'Union nationale, le 7 janvier 1960. Le lendemain a lieu son assermentation comme 18^e premier ministre de la province de Québec.

En tant que premier ministre, les qualificatifs ne manquent pas en ce qui concerne Barrette. Ou plutôt, en ce qui ne le concerne pas. À ce titre, les auteurs ont rivalisé d'imagination et d'ingéniosité. Barrette serait ainsi particulièrement handicapé vis-à-vis ses illustres prédécesseurs dont il n'a ni la « trempe¹⁰⁹ », ni le « panache¹¹⁰ », ni « l'envergure¹¹¹ », ni « l'ascendant¹¹² », ni le flair politique, ni le « *skill in manoeuvring*¹¹³ », ni la « stature¹¹⁴ », ni le « leadership », ni le « charisme mobilisateur¹¹⁵ ». Pour Gilles Gariépy, il « chaussait des bottes trop grandes pour lui¹¹⁶ ». Barrette, un « homme sans élan » pour reprendre l'expression de Susan Mann Trofimenkoff¹¹⁷, est écrasé par le souvenir de ses prédécesseurs pour le dire avec Lapalme¹¹⁸.

L'inimitié entre Lapalme et Barrette est bien connue¹¹⁹. On peut affirmer que les deux hommes s'exécraient copieusement¹²⁰. Pour Lapalme, c'est d'autant plus surprenant, car il est reconnu comme un politicien calme, posé et qui conserve toujours son sang-froid¹²¹; sauf lorsqu'il est question de son adversaire de Joliette. Appelé en entrevue, quelques années plus tard, à revenir sur Barrette, Lapalme n'en est que plus cinglant encore :

[Barrette] écrit qu'avant de démissionner, il avait des choses fantastiques à présenter et que si elles avaient été acceptées, l'Union nationale aurait balayé la province. Bien, c'était quoi? C'était de promettre des égouts à toutes les municipalités de la province de Québec; c'est ça qui est écrit en toutes lettres dans ses mémoires.

Barrette ne comprenait absolument rien à ce qui se passait. D'ailleurs, il n'avait pas l'envergure pour être premier ministre. En Chambre, quand il avait un argument à invoquer devant une objection, il se levait et disait : « M. l'Orateur, je suis le premier ministre de la province de Québec. » C'était l'argument, ça. Il passait absolument à côté¹²².

C'est un tout autre portrait que Gérard Filion brosse de Barrette, un ami personnel :

C'était un homme chaleureux, très gentil, très aimable, compréhensif, pas fanatique pour deux sous. Il avait un bon sens de l'humour; je me rappelle qu'on pouvait blaguer sur l'Union nationale, sur M. Duplessis, et ça ne le faisait pas pincer le bec pour deux sous. D'un autre côté, c'était un bonhomme qui était assez limité dans ses moyens intellectuels, qui n'avait aucune préparation économique, aucune préparation juridique : par conséquent, la fonction de diriger un gouvernement ou un parti dépassait ses capacités¹²³.

Comme premier ministre, Barrette suit la voie tracée par Sauvé¹²⁴. Il poursuit les affaires laissées ouvertes par son prédécesseur et s'illustre à l'occasion du règlement du dossier des subventions fédérales aux universités québécoises¹²⁵, que d'aucuns attribuent à tort à Sauvé¹²⁶. Il se réclame aussi de Duplessis dont il n'hésite pas à rappeler le souvenir en Chambre. Le 15 mars 1960, alors que la session tire à sa fin, Barrette énonce clairement les priorités de son gouvernement – en éducation et dans la lutte au chômage – sans néanmoins se réclamer du souvenir de ses prédécesseurs comme il avait pourtant l'habitude de le faire.

Au-delà des qualités et défauts de Barrette, de ses torts et travers, de son ambition démesurée ou de sa fausse modestie, un fait demeure : rien ne le préparait dans son parcours à assumer la charge de premier ministre. Surtout pas dans les délais qui furent les siens. Au terme d'une âpre course à la succession, rappelons que ce n'est que le 7 janvier qu'il est désigné chef de l'Union nationale et premier ministre de la province, le lendemain. La session est censée reprendre ses activités normales le 11, soit à peine trois jours plus tard. « Sauvé avait ajourné la session au 11 janvier. J'étais son successeur. Je me faisais un point d'honneur de siéger à la date qu'il avait désignée », d'écrire le député de Joliette dans ses mémoires¹²⁷.

Tandis que son prédécesseur avait été officier de l'armée, Orateur de la Chambre et avocat, toutes des fonctions qui l'ont préparé d'une façon ou d'une autre à assumer la charge de premier ministre, Barrette est un fils d'ouvrier, un *self-made man*. Le fait qu'il n'ait aucun diplôme universitaire est une lettre écarlate à son dossier, un fait qui suscite chez lui un profond complexe d'infériorité¹²⁸. Aussi s'enorgueillit-il d'avoir reçu des doctorats honorifiques d'universités québécoises. Il se plaît à rappeler à tous, partisans comme adversaires, ces honneurs qui lui ont été faits : « Lorsque, tout à l'heure, j'ai exprimé mon regret de n'être pas passé par l'université, quelqu'un a remarqué que l'on a eu la délicatesse de me décerner à moi quelques diplômes *honoris causa*. » (29 janvier 1960)

Pris au dépourvu, mal préparé, au prix d'efforts herculéens, il souquera ferme jusqu'à la fin de la session pour mener à bon port la barque du gouvernement unioniste, qui navigue alors dans les eaux les plus agitées qu'elle ait connues depuis le premier mandat de Duplessis. L'entrée en Chambre du premier ministre Barrette se fait dans la turbulence. La veille, le 10 janvier, Martineau laisse le navire et se rend en Floride, ne manquant pas d'indiquer avant son départ que Barrette n'est nullement son chef, et qu'il ne le reconnaît pas comme tel¹²⁹.

Le lendemain, le ministre du Travail n'est pas au bout de ses peines. Selon Lapalme, il commet une faute qui lui sera fatale. Une faute dont s'était également rendu coupable Adélard Godbout, en 1939. Il décide de ne pas présider les comités des bills privés et des bills publics, y déléguant respectivement Talbot et Rivard. Cette décision est pourtant accueillie favorablement, au départ, par Denys Paré, du *Soleil*, qui salue la décision de Barrette de ne pas se tuer à la tâche comme l'ont fait ses prédécesseurs avant lui¹³⁰. Lapalme ajoute :

Ignorant le pullulement des requêtes, des prières et des suppliques, restant loin des représentations verbales ou des luttes que se livraient des intérêts privés, [Barrette] perdait pied quand les échos en parvenaient à la Chambre. J'ai vu, à deux ou trois reprises, Antonio Barrette incapable de dire un mot au sujet d'un bill privé rebondissant à la Chambre. Il était perdu dans la discussion, un autre prenait sa place¹³¹.

En Chambre, probablement pour masquer la maîtrise défaillante des dossiers qui lui échoient, Barrette adopte un ton goguenard, hautain vis-à-vis des députés de l'opposition. Il ne faudrait pas pour autant commettre l'erreur d'exagérer l'incompétence de Barrette en Chambre. Bellemare relate un échange qui s'est tenu à la Chambre basse entre Barrette et Lapalme, que reprend Pierre Godin¹³², tout au désavantage du premier ministre :

« Est-ce que le premier ministre a pensé aussi d'amender la loi des faillites? » Alors, le premier ministre dit : « Oui, on a pensé sérieusement à amender la loi des faillites, parce que c'est absolument nécessaire dans les temps que nous traversons de voir à régler ce problème-là » - « Le premier ministre est bien sûr? » - « Certainement! » - « Eh bien! J'apprendrai au premier ministre que la loi des faillites est une loi fédérale. » Alors, je n'ai pas besoin de vous dire comment le député de Joliette s'est assis un peu décontenance¹³³...

Quoi qu'en dise Bellemare, on ne retrouve nulle part cet échange dans les comptes rendus réalisés par les membres de la Tribune de la presse. Nous avons plutôt cette remarque de Barrette, précise et concise, à propos d'une motion de Glendon Pettet Brown, député de Brome, qui « déclare que le gouvernement n'a rien à faire avec l'objet de cette motion et que la loi de faillite est sous la juridiction du fédéral ». (9 mars 1960)

Le 22 février 1960, à l'occasion d'un échange sur le budget, Barrette témoigne du peu de cas qu'il fait du rôle de l'opposition en Chambre, ce qui était tout le contraire de Sauvé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): [...] Je dirai au premier ministre...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député a-t-il une question à me poser?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Pas du tout... j'ai des conseils à donner au premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le premier ministre n'a pas de conseils à recevoir d'un personnage comme le député de Westmount (M. Hyde).

Alors que les ministériels avaient été revigorés par le leadership de Sauvé, tout confiants qu'ils étaient en leurs moyens, on les sent plus nerveux, sur la défensive sous la coupe de Barrette. Les libéraux se sont eux-mêmes ajustés. Ils ont bien senti que Barrette montrait moins d'assurance que Sauvé. Dès la séance du 12 janvier 1960, les fauves sont lâchés sur la personne même du premier ministre. Comme l'a dit Dale C. Thompson, les libéraux n'ont pas laissé la moindre chance au nouveau venu de faire ses preuves¹³⁴. Le ton est donné, le reste de la session se déroulera sous le signe de la confrontation tous azimuts.

Jean Lesage s'engage

Depuis le confort du Club de réforme de Québec¹³⁵, Lesage suit d'un œil attentif les débats qui se tiennent à l'Assemblée législative en son absence. Élu chef du Parti libéral du Québec, le 31 mai 1958, au terme du congrès au leadership où il avait eu raison de Paul Gérin-Lajoie et de René Hamel¹³⁶, Lesage décide de ne pas briguer un siège lors des élections partielles. Il préfère attendre son tour et fourbit patiemment ses armes dans l'attente des prochaines élections générales. Non pas que l'envie d'en découdre avec Duplessis ne se fasse pas sentir. Il préfère l'affronter dans les conditions propices, sur le terrain qu'il jugera approprié.

Le décès de Duplessis et l'assermentation de Sauvé contrecarrent ses projets. Lesage se lançait en politique afin de défaire un *vieux* gouvernement, assailli de toutes parts par la corruption, véritable gangrène en son sein. La présence d'un nouveau chef plus jeune, dynamique, au ton avenant, change considérablement la donne. Sans tarder, Lesage monte à l'offensive. Fin septembre, il trouve son angle d'attaque. Il s'en prend à Sauvé, « nouveau chef du régime vieilli et corrompu¹³⁷ », idée-force que d'autres, tel le député de Rouyn-Noranda, Edgar Turpin, reprennent en Chambre : « Non seulement il est nécessaire de repenser la politique agricole et la colonisation, comme l'a admis enfin le nouveau chef du vieux régime... » (30 novembre 1959)

Le chef libéral ne concentre pas son tir que sur la personne du premier ministre. Il s'en prend également à d'autres figures de l'administration Sauvé, considérées comme étant des maillons faibles dans les circonstances. Le 28 septembre, Lesage réclame une enquête sur le scandale de la Corporation du gaz naturel, afin de faire rejaillir l'odieuse sur Sauvé; il demande aussi la démission immédiate des ministres Camille Pouliot et Joseph-Damase Bégin, impliqués dans des scandales de népotisme; il espère enfin le retour de la politique d'appel des soumissions publiques pour tout contrat gouvernemental, pratique abandonnée sous Duplessis.

Lesage ne dérougit pas. Or, ce que Lesage réclame, Sauvé commence à l'appliquer. Ce à quoi le chef libéral réplique : « L'Union nationale renie M. Duplessis, mais elle demeure fidèle

au duplessisme¹³⁸. » Le 30 septembre paraît *Lesage s'engage, libéralisme québécois d'aujourd'hui*, un essai où il explique son parcours de la scène fédérale à la scène provinciale¹³⁹.

Malgré les efforts soutenus de Lesage, rien n'y fait. Sauvé ne faillit point à la tâche, et l'avenir semble bien sombre pour le chef libéral. La situation aurait été si mauvaise au sein des rangs libéraux qu'une cabale, dirigée par le père Georges-Henri Lévesque, aurait tenté de le déposer à la fin de 1959, tant il était devenu apparent qu'avec lui point de victoire n'était possible¹⁴⁰.

Le 2 janvier, l'impossible se produit : Sauvé meurt. On sait d'office que son successeur sera d'un autre bois, c'est-à-dire un adversaire d'autant moins redoutable. Le choix de Barrette, le 7 janvier, a de quoi réjouir l'establishment libéral, et Lesage en particulier.

S'il est possible que l'éloignement entre Barrette et Duplessis, dans les dernières années de la vie de ce dernier, ait contribué de quelque manière que ce soit à la nomination de Barrette, Lesage s'applique à mettre à bas cette idée avant qu'elle germe dans l'esprit des électeurs de la province. Le 12 janvier, en conférence de presse, Lesage traite le premier ministre de « conservateur de vieille souche », évoquant au passage son appui sans équivoque au colonel George Drew, abhorré des Canadiens français¹⁴¹, lors de la campagne électorale fédérale de 1949¹⁴², et rappelle son implication dans le scandale de la Corporation du gaz naturel¹⁴³.

Tel est le message que Lesage veut faire passer auprès de l'électorat : Barrette, c'est « l'homme d'Ottawa, de la police provinciale et du gaz naturel¹⁴⁴ ». Dès lors, ce n'est plus qu'une question de temps avant que sorte le slogan qui fera fureur lors de la campagne électorale : *C'est le temps que ça change*¹⁴⁵.

Georges-Émile Lapalme : enfin, la lumière au bout du tunnel!

Lapalme rapporte dans ses mémoires un mot que Duplessis eut à son endroit : « Pendant une conférence de presse un journaliste lui avait posé cette question : "Que pensez-vous de Lapalme?" - "Lequel? Le caricaturiste ou la caricature¹⁴⁶?" », faisant référence au populaire caricaturiste de l'époque, Robert La Palme.

Du 18 novembre 1953 au 5 mars 1959, Lapalme a affronté Duplessis à l'Assemblée législative à titre de chef de l'opposition. Durant plus de six ans, il essuie les foudres du premier ministre, au sommet de sa forme, qui se joue de lui, le raille avec la complicité complaisante de l'Orateur – Alexandre Taché dans un premier temps, Maurice Tellier dans un second – qui, décision sur décision, donne raison aux ministériels. La lutte entre les deux hommes remonte à plus loin encore : au 20 mai 1950 plus précisément, alors que Lapalme avait remplacé George Carlyle Marler à la tête du Parti libéral du Québec.

Même après avoir cédé sa place à Lesage, à l'issue du congrès de mai 1958, Lapalme se présente à l'Assemblée législative, le 19 novembre 1958, à l'ouverture de la session. De bonne grâce, il se plie de nouveau à la musique parlementaire telle que dirigée par Duplessis. Au printemps 1959, Lapalme est excédé plus que jamais – à ce moment¹⁴⁷ – de la chose politique. La fatigue pèse lourd sur ses épaules. Le 26 février 1960, il lance en Chambre : « Quant à moi, j'ai une position en or pour parler de la chose. Je n'attends plus rien de la politique. Politiquement, je m'en fous, mais éducationnellement [*sic*], je ne m'en fous pas. »

Le décès de Duplessis change tout. À l'ouverture de la session, le 18 novembre 1959, il a devant lui non pas le député de Trois-Rivières, quelque peu retors et l'œil malicieux, mais le député de Deux-Montagnes, un *debater* des plus respectueux des règles parlementaires. Le contraste entre les deux façons de faire est saisissant et a profondément marqué Lapalme¹⁴⁸. Selon Lionel Bertrand, Sauvé « est avec l'opposition d'une courtoisie désarmante, ce qui fait tellement contraste avec Duplessis. Il se rend de bonne grâce à ses demandes et accepte ses suggestions; s'y oppose-t-il, il le fait avec une gentillesse qui désarme davantage¹⁴⁹ ».

Si le ton est assurément à la collaboration des deux côtés de la Chambre, à l'automne, c'est tout le contraire qui survient lorsque les Chambres sont de nouveau réunies le 11 janvier 1960, au retour des Fêtes. Lapalme se retrouve face à un nouvel adversaire en la personne du premier ministre Barrette.

Après avoir rongé son frein en silence durant tant d'années¹⁵⁰, Lapalme ouvre les vannes face à son vis-à-vis de Joliette. L'inimitié personnelle entre les deux hommes entre en ligne de compte : il le considère à ce point terne qu'il en vient à regretter le temps « où Duplessis nous assommait de sophismes et tentait chaque jour de nous terroriser¹⁵¹ ». Lapalme comprend que la droite est désarçonnée. Aussi est-il hors de question pour les libéraux de fournir la moindre occasion au gouvernement de faire ses preuves, de *laisser la chance au coureur* pour y aller d'une expression un tant soit peu familière.

Parallèlement à ses activités en Chambre, Lapalme doit également composer avec un chef, Lesage, avec lequel les relations ne sont pas toujours cordiales, comme le rapporte Dale C. Thompson :

Leurs rencontres [...] étaient souvent marquées d'amères altercations et Lesage finissait par battre en retraite, pleurant d'impuissance. Lorsque ses nerfs étaient ainsi à bout, il inclinait davantage vers les excès de boisson. Lors de la réunion de la fédération libérale en novembre 1959, des aides prévinrent Lapalme que le chef souffrait, dirent-ils euphémiquement, de la grippe et qu'il lui demandait de prendre la parole à sa place. « Qu'il se dégrise », répondit Lapalme¹⁵².

Malgré leurs différends, les deux hommes mènent les troupes libérales au combat. Comme nous l'avons vu, Lesage y va d'attaques nourries contre le gouvernement, tant celui de Sauvé que de Barrette, rapportées par les médias, tandis que Lapalme tient le fort en Chambre et planche au programme du parti. Ce programme, publié à titre posthume en 1988¹⁵³, est tout entier rédigé de la main de Lapalme : dans celui-ci, il annonce les idées-forces de la Révolution tranquille que sont l'étatisation, le nationalisme et la rationalisation. Selon l'historien Robert Comeau, Lapalme a su :

associer réformisme social et développement de l'autonomie québécoise. [...] On y trouve ces idées audacieuses qui ont permis au PLQ d'être, à l'époque, ce réservoir de projets spectaculaires à l'origine de la modernisation du Québec. Lapalme, attentif aux débats en cours depuis le début des années 1950, a réussi à produire un programme de gouvernement qui présentait une vision articulée du travail à réaliser et qui suscita l'adhésion d'une majorité de Québécois. C'était un véritable projet de société, qui allait inspirer les gouvernements du Québec pendant 25 ans¹⁵⁴.

Ce travail de pionnier lui vaut d'ailleurs d'être considéré par d'aucuns comme *le* précurseur de la Révolution tranquille¹⁵⁵. Plus spécifiquement, son attention au cours de la session se focalise autour du fait français¹⁵⁶, de l'industrie touristique et des ressources naturelles, trois enjeux qui lui tiennent à cœur et qui ne le quitteront pas lorsqu'il deviendra ministériel, à l'issue des élections du 22 juin 1960. Dans *Le vent de l'oubli*, Lapalme s'étend longuement sur la question du fait français, qui continue de faire vibrer son âme au diapason de son engagement politique alors qu'il rédige ses mémoires¹⁵⁷.

Sur les ressources naturelles, sujet sur lequel son inspiration ne tarit jamais, il insiste sur ce que devrait être le rôle de l'État en ce domaine. À ses détracteurs qui l'accusent de pencher en faveur de la nationalisation, il répond qu'il ne s'en fait ni l'ardent promoteur ni le preux défenseur : « Ce que j'ai demandé, c'est que l'État intervienne et qu'il y aille de sa garantie. Cela ne signifie pas de la nationalisation. » (15 janvier 1960)

Si Lapalme occupe toujours le devant de la scène en Chambre du côté des oppositionnels, il doit néanmoins composer avec un « conseiller en matière de stratégie » particulièrement bouillant¹⁵⁸, un ancien rival aux plus hautes ambitions, René Hamel. Ce qui fait d'ailleurs dire aux ministériels que les libéraux ont trois chefs, au grand déplaisir de Lapalme.

René Hamel, la stratégie d'attaque

Partisan et membre du Bloc populaire dans les années 1940, Hamel est par la suite député de Saint-Maurice-Lafleche à la Chambre des communes sous cette bannière, de 1945 à 1949. Au

sein de cette formation politique, il pourfend de belle manière les libéraux – ce dont les unionistes feront leurs choux gras – avant de se joindre au Parti libéral du Québec, en 1952, dans le comté de Saint-Maurice.

Son talent parlementaire ne fait pas de doute. Lorsque Lapalme doit s'absenter de la Chambre en 1956 et en 1957 pour des raisons de santé, le choix de Hamel s'impose de lui-même pour assurer l'interim. Sa prestation éveille en lui des ambitions qui le poussent à se porter candidat à la succession de son chef, en 1958. Il est défait par Lesage qui s'assure toutefois ses services. Il sera son « conseiller en matière de stratégie », un poste taillé sur mesure pour lui ; devenant, en somme, le leader parlementaire des libéraux en Chambre, il réduit d'autant le rôle de Lapalme qui reste chef de l'opposition.

Hamel réserve quelques-unes des attaques les plus cinglantes aux ministériels. À l'Assemblée législative, le 29 février 1960, il expose clairement un cas flagrant de patronage :

Alors, comment expliquer la lettre que voici? Elle est signée par M. Hervé Lizotte, ingénieur forestier, [...] et concerne une demande faite par M. Gérard Corbin [...], appuyé par le conseil municipal du postulant. J'y lis ceci :

« Pour que la gratuité soit accordée sur le permis, il faut de toute nécessité que cette gratuité soit recommandée soit par le député soit par la personne qui le remplace au point de vue patronage. Faites faire une recommandation dans ce sens par M. Soucy de Rivière-du-Loup qui me l'adressera et j'interviendrai auprès de l'honorable ministre. »

Ce qui veut dire : Mettez-vous à genoux devant M. Soucy, le patronneux.

Hamel est l'homme tout désigné lorsque vient le temps de faire sortir de ses gonds ceux d'en face. Sauvé n'y est pas immunisé, bien au contraire. Le 14 décembre, ce dernier perd son sang-froid lorsque Hamel, après avoir insinué qu'il était pratique courante que des fonctionnaires soient payés par le gouvernement pour faire de la « petite politique », refuse de donner des noms.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): [...] Qu'on donne des noms, qu'on apporte des précisions, qu'on dénonce des coupables s'il y en a. Mais il y a une limite à ce procédé malhonnête qu'utilise le député de Saint-Maurice, qui consiste à se promener dans la province et à lancer de la boue à ceux qui consacrent leur vie à la province. Si le député a des accusations à porter, qu'il se lève et qu'il ait donc le courage nécessaire de les porter ici, en Chambre, comme un homme, au lieu de se contenter d'insinuations malhonnêtes et de faire semblant de porter des accusations.

(M. Sauvé est en colère et frappe violemment sur son bureau.)

Un trio d'indépendants : Frank Hanley, Lionel-Alfred Ross et Dave Rochon

Pour conclure le portrait des forces en présence à la Chambre, il faut mentionner les trois indépendants de l'Assemblée législative : Frank Hanley, député de Montréal-Sainte-Anne, Lionel-Alfred Ross, député de Montréal-Verdun, et Dave Rochon, député de Montréal-Saint-Louis. Le premier a toujours été un indépendant, tandis que les deux autres se sont d'abord fait élire sous la bannière libérale, le premier en 1948, le second en 1944. Tous deux furent exclus par Lapalme du caucus, le 20 juin 1957, lui qui signale à demi-mot leur trahison, dans ses mémoires¹⁵⁹. Il s'agit d'un trio qui n'ont d'indépendant que le nom, eux qui votent la plupart du temps du côté du gouvernement¹⁶⁰, tant et si bien qu'il leur semble bon de rappeler à leurs confrères qu'ils ne sont pas des ministériels, mais bien des « indépendants », ce qui ne manque pas de susciter parfois l'hilarité générale en Chambre. (3 mars 1960)

Le discours du trône

Lorsque les parlementaires se réunissent à l'Assemblée législative, le 18 novembre 1959, pour la lecture du discours du trône, un spectacle empreint de cérémonie, auquel ils sont

habitué, les attend. Une centaine de soldats du Royal 22^e Régiment sont au garde-à-vous devant le parlement, les canons tonnent. Un élément tranche toutefois avec le passé : une caméra montée en girafe, laquelle retransmet les événements, en direct, à la télévision de Radio-Canada. Six autres caméras sont à l'intérieur, dans la Chambre haute, afin d'immortaliser le tout¹⁶¹.

Le lieutenant-gouverneur Onésime Gagnon quitte le Bois-de-Coulonge accompagné de son épouse, Marie-Cécile-Eulalie Desautels, sur la fin de l'avant-midi. Vêtu de son uniforme de cérémonie tout chamarré d'or, la poitrine recouverte de médailles, une épée d'apparat serties à son flanc, il passe en revue les troupes avant de pénétrer dans l'enceinte du Parlement. L'y attendent une députation quelque peu nerveuse et des galeries bondées. Lorsqu'il s'assied sur le trône, son épouse prend place à ses côtés, à sa gauche, une première¹⁶². Comme le veut la coutume, le premier ministre s'installe à sa droite, debout. Dès les premières lignes, Gagnon rappelle à la mémoire de chacun le souvenir encore présent de Duplessis.

Le discours du trône est chargé. Trente-sept projets de loi sont inscrits au *Feuilleton*, un record dans les annales parlementaires d'alors, et 24 sont distribués séance tenante aux parlementaires¹⁶³. Le discours annonce une série de mesures où le gouvernement compte agir, et vite. La priorité est donnée à l'éducation, en particulier aux universités¹⁶⁴. Les relations fédérales-provinciales sont également à l'ordre du jour du gouvernement. Pour le sociologue Dorval Brunelle, le discours du trône marque un net « changement d'attitude à l'égard du gouvernement fédéral, où l'"opinion définitive" établie depuis 1954 le cède soudain devant un ton nouveau¹⁶⁵ ».

L'Union nationale n'oublie pas ses appuis les plus chers en proposant, comme par le passé, « d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de la classe rurale », notamment par une augmentation du prêt agricole. La classe ouvrière n'est pas en reste alors que le lieutenant-gouverneur annonce que le gouvernement travaillera « à apporter plus de souplesse aux rouages de la Commission des relations ouvrières ». Mais ce qui retient l'attention, au point de faire la une de trois journaux¹⁶⁶, c'est l'ouverture faite à l'assurance-hospitalisation par le gouvernement Sauvé, qui s'avance prudemment dans ce dossier des plus épineux¹⁶⁷ :

Aucun principe constitutionnel ne s'oppose à l'institution éventuelle d'un plan d'assurance-hospitalisation, mais en ce domaine comme en bien d'autres, la province de Québec possède des caractéristiques qui lui sont propres; il faudra procéder avec prudence, dans le respect des traditions, en tenant compte de notre système particulier d'hospitalisation. Toute solution hâtive pourrait s'avérer désastreuse.

Cette ouverture du gouvernement en la matière ne fait pas l'unanimité. On lui reproche d'être au mieux timide, au pis, sans avenant véritable. Pour sa part, le politologue Yves Vaillancourt est catégorique : « Au chapitre de la santé, le discours du trône annonçait peu de changements, comme si l'ombre de Duplessis planait encore¹⁶⁸... »

Comme il est d'usage, l'honneur de lancer le bal des adresses en réponse au discours du trône revient aux tout nouveaux membres de la Chambre, soit Paul Levasseur, député de Lac-Saint-Jean, et Fernand-Joseph Lafontaine, député de Labelle. Loin de rompre avec la tradition, les benjamins de l'Assemblée législative vantent les mérites du gouvernement de l'Union nationale et rendent un hommage soutenu au premier ministre disparu et à celui qui l'a remplacé au pied levé en septembre. Lafontaine insiste sur la colonisation en raison de son comté, baptisé en l'honneur du curé Antoine Labelle, et vante « la législation abondante et productive du gouvernement de l'Union nationale ». (19 novembre 1959)

C'est au tour de Lapalme de prendre la parole. Dans ses premières salves servies au gouvernement, le chef de l'opposition évoque la difficile et ingrate tâche qu'est la sienne. D'autres avant lui, et il cible le père du premier ministre, Arthur Sauvé, ont eu à remplir cet office, une charge dont Lapalme compte bien s'acquitter. Sauvé n'est pas insensible à cette délicatesse et lui rend la pareille.

Lorsque les débats reprennent, le 24 novembre, Lapalme laisse tomber les gants blancs. De l'éloge, il passe à la diatribe. Il se concentre sur les actions du gouvernement, sur lequel il tire à boulets rouges. D'emblée, il définit clairement en quoi consiste le rôle – surveiller et suggérer –

et le devoir – critiquer et combattre – de l’opposition à ses yeux, qui deviennent dans ses mains un levier d’autant puissant qu’il s’en prend à l’administration actuelle sur ses rapports houleux avec l’ancienne : « J’ai combattu M. Duplessis pendant neuf ans, et je l’ai combattu à l’époque où il était le plus puissant, je l’ai combattu pendant qu’il était de l’autre côté. Je n’ai pas eu à attendre sa mort pour critiquer sa politique. Ce que j’ai eu à lui dire, je lui ai dit ici, en face. »

Par la suite, il passe au peigne fin le programme législatif du discours du trône. Il relève les contradictions du discours unioniste des 15 dernières années, notamment en ce qui a trait au rôle du gouvernement québécois dans la route Transcanadienne, à l’application des mesures préconisées dans le rapport de la commission royale d’enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay, 1956), et au besoin impromptu de repenser la politique agricole et les relations ouvrières. L’assurance-hospitalisation retient son attention, Lapalme en profitant pour rappeler un jeu de mots suranné que Duplessis leur avait servi jadis : « La meilleure assurance contre la maladie, c’est la santé. »

Après avoir montré l’incurie du discours du trône, Lapalme porte ses doléances sur ce qui ne s’y retrouve pas. Il attire l’attention de la Chambre sur le fait qu’il n’y soit pas question « des facultés universitaires, de la réforme électorale, de la création d’un conseil économique, de l’inventaire des ressources naturelles, des commissions scolaires et d’une politique claire et détaillée des relations fédérales-provinciales », des sujets dont l’importance ne fait pas de doute à ses yeux. Au bout de deux heures et demie, le chef de l’opposition termine sa harangue, parmi les plus violentes qu’il ait jamais faites en Chambre selon Sauvé, en y allant de ses suggestions au gouvernement actuel en ce qui a trait à l’amendement de la Constitution.

La réplique ne se fait pas attendre. À la reprise de la séance, à 20 heures, Sauvé se lève sous les acclamations de la droite. Il rend coup pour coup au chef de l’opposition. Si ce dernier a fait ses choux gras du fantôme de Duplessis, Sauvé lui rend la monnaie de sa pièce en revenant sur la course à la chefferie libérale, retournant le fer dans la plaie encore béante de la fierté blessée du chef de l’opposition. Le premier ministre confronte ensuite les remarques à l’effet de quoi il nierait l’héritage de Duplessis par les mesures progressistes qu’il met en branle. Pour ce faire, c’est au tour de Sauvé de mettre en lumière les contradictions inhérentes au discours libéral, profitant du même souffle pour situer son administration sur l’échiquier politique :

Nous continuons l’œuvre commencée avant nous. Et nous restons perplexes devant les pirouettes, les culbutes et les volte-face qu’on nous offre de l’autre côté de la Chambre. L’opposition se contredit. De temps en temps on nous dit « C’est exactement le même gouvernement », et du même souffle, avant que la phrase ne soit terminée, on nous accuse d’avoir tout changé et on déclare que nous renions le passé.

Sur la question des octrois fédéraux aux universités, Sauvé affirme qu’il travaille activement à régler le dossier. Sur l’assurance-hospitalisation, il réaffirme la nécessité d’étudier en profondeur ce dossier avant d’aller de l’avant. À cette fin, la voie préconisée par Sauvé est celle d’instaurer une commission d’enquête, laquelle pourra étudier la question sous toutes ses coutures, et fournir ainsi ses recommandations au gouvernement en temps et lieu. Il conclut son adresse en soulignant la filiation d’idées entre lui et son père politique, en particulier dans le domaine des relations fédérales-provinciales. Tout comme Duplessis, Sauvé considère que l’autonomie de la province est un principe immuable sur lequel point de compromis ne peut survenir. Il y va d’une véritable profession de foi envers celui qui fut son chef en assurant tous les membres de la Chambre qu’il poursuit « le travail entrepris » par Duplessis, lui qui sera assurément un exemple à suivre pour les « générations à venir ».

Pour la suite des choses, du 25 novembre au 1^{er} décembre, nombre de députés des deux côtés de la Chambre prennent la parole. Les uns pour livrer une critique nourrie des politiques du gouvernement, chiffres à l’appui, sur les questions de nature économique; les autres pour défendre le gouvernement ou faire l’apologie des chefs de l’Union nationale. Le discours du trône est finalement adopté à l’unanimité, le 1^{er} décembre 1959.

Les finances publiques

John Samuel Bourque, ministre des Finances, dépose le budget le 10 décembre, près de cinq mois avant la fin de l'exercice financier en cours, alors que la tendance des dernières années voulait que l'exercice se tienne plutôt au printemps¹⁶⁹.

À 14 h 45, Bourque fait son entrée en Chambre, vêtu pour l'occasion d'un veston noir et d'un pantalon rayé¹⁷⁰. Après avoir remis une copie de son discours au chef de l'opposition, comme le veut la coutume, il prend la parole. Il s'agit du troisième discours du budget que le député de Sherbrooke prononce.

Bourque rend hommage à Duplessis dont il rappelle les nombreux mérites. Sous son impulsion, la province de Québec « est passée de l'état de province agricole à l'état de province industrielle. Son expansion rapide est en voie de faire d'elle une véritable puissance économique. Hier, elle était uniquement une image du passé; aujourd'hui, elle est un espoir en l'avenir ». Dans son apologie, il effectue un va-et-vient continu entre le passé et l'avenir qui ne se confrontent ni ne s'opposent, mais se côtoient et s'articulent l'un à l'autre, où « l'année 1959 a marqué pour la province de Québec la fin d'une brillante époque et le début d'une ère nouvelle ».

Bourque passe ensuite au cœur de son propos. Il ne fait pas de doute pour le ministre des Finances que l'année 1959-1960 en est une de prospérité économique. Il avance même que la situation économique du Québec est plus stable encore que celle du Canada. Différents indices appuient ses dires. D'une part, la dette nette a diminué de 31 000 000 \$ depuis le 31 mars 1958, pour se situer à 194 385 355 \$; d'autre part, la dette *per capita* s'en va s'amenuisant. Alors qu'elle s'élevait à 87.16 \$, en 1944, elle n'est plus qu'à 39.10 \$. Cette diminution, souligne-t-il, est survenue alors que la plupart des gouvernements, des entreprises et des individus voyaient leurs dettes prendre de l'ampleur, ce dont Bourque s'enorgueillit, tout en saluant le travail de son prédécesseur, Onésime Gagnon.

Pour l'année 1959-1960, les revenus de la province de Québec se chiffrent à 593 633 900 \$, soit une augmentation de 47 000 000 \$ par rapport à l'année financière précédente, augmentation qu'il attribue à la bonne marche des affaires. À ces revenus s'ajoutent des dépenses ordinaires de l'ordre de 479 210 000 \$, pour un surplus au compte ordinaire de 114 423 900 \$. En comptabilisant la somme des travaux de nature permanente – pour 113 584 000 \$, un record dans les annales selon le ministre –, le surplus de la province de Québec pour l'exercice financier en cours est estimé à 839 000 \$.

Viennent ensuite les prévisions pour la prochaine année fiscale. Prenant à témoin un groupe d'experts cités dans le *National Post*, Bourque considère de bon aloi que la prochaine année sera encore meilleure que la présente. Les revenus sont estimés à 617 797 200 \$, les dépenses ordinaires, à 500 672 300 \$ et celles imputables au capital, à 116 625 000 \$. Le tout pour un surplus au compte ordinaire de 117 124 000 \$, et un surplus global de 500 000 \$.

Du même souffle, il annonce qu'aucun changement ne sera apporté aux impôts. En primeur, Bourque annonce que Diefenbaker a répondu à la proposition faite par Sauvé afin de régler le dossier des subventions fédérales aux universités, ce dont le premier ministre du Québec informera la Chambre après la lecture du discours. Le député de Sherbrooke est également des plus critiques envers les autorités fédérales, en particulier envers la politique monétaire du Canada qui « pose, à l'attention des pouvoirs publics, des problèmes dont la solution [lui] semble extrêmement difficile ». Bourque termine son discours, lequel a duré près de trois heures, en soulignant avec éloquence la nécessité d'un nouveau pacte entre le fédéral et les provinces, à l'aube du centenaire de la Confédération, qui se doit d'être célébré sous le signe de la bonne entente.

Ce discours reçoit un appui unanime des journaux, par moments dithyrambiques, dont la plupart soulignent les montants records prévus¹⁷¹. Par exemple, Denys Paré, de *L'Événement-Journal*, coiffe son article du titre « Brillantes perspectives de l'économie générale de la province¹⁷² ».

En tant que critique des finances, Lapalme se charge d'assurer la réplique au budget. Méthodiquement, il le décortique dans ses moindres méandres et soubassements. Il livre alors un discours soutenu, pétri de ses réflexions où il s'appuie sur une batterie de chiffres et de données.

En fait, Lapalme livre dans sa réplique l'essentiel du programme qu'il a élaboré dans ce qui deviendra l'ouvrage *Pour une politique*¹⁷³.

En outre, Lapalme trouve « inusité[c]¹⁷⁴ » cette hâte du gouvernement de présenter si tôt le budget, forçant ainsi le ministre des Finances à devoir estimer les cinq derniers mois de l'année courante. Il est permis de croire que le programme chargé de la législation ait incité Sauvé à annoncer les crédits rapidement. On ne saurait par ailleurs ignorer les rumeurs de plus en plus persistantes du déclenchement des élections générales¹⁷⁵.

Pour terminer, une pléthore de députés des deux côtés de la Chambre prennent la parole dans les débats subséquents qui perdureront jusqu'au 18 mars 1960. Ces délais anormalement longs – sans qu'il n'y ait eu d'ajournements notables – s'expliquent probablement du fait que le budget a été lu avant le dépôt des crédits, comme le soulignait *La Tribune*¹⁷⁶, et que les procédures parlementaires furent grandement perturbées pour la suite des choses à la reprise de la session, le 11 janvier 1960.

Les faits marquants de la session

La session 1959-1960 en est une des plus chargées de l'histoire parlementaire québécoise, ne serait-ce qu'en égard de son imposant bilan législatif. Au terme de 65 séances, 237 bills ont été présentés, desquels 226 bills ont reçu la sanction du lieutenant-gouverneur, un record dans les annales parlementaires de l'époque. On répertorie également le dépôt de 99 documents et de quelque 198 avis de question et de motion.

Deux premiers ministres ont foulé le tapis vert de la Chambre basse¹⁷⁷. Il serait aisé de croire qu'il s'agit en fait de deux périodes historiques, distinctes l'une de l'autre. Ce serait méestimer, d'une part, l'apport de Barrette et surestimer, d'autre part, la rupture entre les deux administrations. Ce n'est pas tant une session en deux temps qu'une session en deux tons. De la conciliation¹⁷⁸ à l'âpreté¹⁷⁹, ainsi sont menés les échanges sous Sauvé, Barrette et Lapalme, où l'initiative passe de la droite à la gauche.

Un monument élevé à la mémoire de Maurice Duplessis

Durant son court mandat, Sauvé n'aura de cesse de composer avec le fantôme de Duplessis, ce qui fait d'ailleurs dire à Lapalme, le 1^{er} décembre : « Quand le premier ministre actuel s'absente, on a l'impression, bien malgré nous, que c'est l'ancien premier ministre qui va subitement entrer dans cette Chambre. » D'un côté, Sauvé cherche à se démarquer de son prédécesseur, question d'apposer sa marque personnelle sur les affaires de la province; de l'autre, il doit composer avec cet héritage qu'est le sien.

Deuxième chef de l'Union nationale, il ne doit pas couper les ponts avec le premier, afin de maintenir à flot sa base électorale. Dans cette optique, Sauvé dépose à l'Assemblée législative le bill pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice L. Duplessis, qui concerne l'érection d'un monument, une mesure chargée de symbolique. Cette mesure se voudrait, selon Denise Bombardier, une tentative désespérée de Sauvé d'apaiser la vieille garde unioniste qui le lui aurait imposée¹⁸⁰, mécontente qu'elle était de voir l'héritage duplessiste bafoué quotidiennement par la nouvelle administration¹⁸¹.

La deuxième lecture du bill est faite le 1^{er} décembre. *The Montreal Daily Star* précise qu'à ce moment « le climat de quasi-gaieté ponctué de solides boutades a fait place à une profonde attention » dans la Chambre basse¹⁸². D'emblée, Sauvé précise qu'il veut « dégager de toute considération de partisannerie politique la présentation de cette mesure ». Traçant à grands traits les mérites de Duplessis et faisant ressortir comment son décès a su réunir partisans et adversaires confondus dans le deuil, il termine en soulignant qu'il a « l'honneur, de présenter ce projet de loi et d'en demander l'adoption ».

Lapalme assure la réplique de l'opposition. On le sent hésitant, quelque peu inconfortable dans ses propos où il souligne qu'il est trop tôt pour instaurer pareil monument : « Seule l'Histoire sera en mesure de dire quel rôle a joué M. Duplessis dans le développement de la province. » Dans ses mémoires, il se remémore ses échanges avec Sauvé au-dedans comme en

dehors de la Chambre. Il affirme avoir tenté de le dissuader en privé, « en invoquant les haines vivaces qui dureraient encore longtemps ». Du même souffle, il souligne n'avoir pas osé exprimer à haute voix son principal argument, « que nous avions la certitude que ce monument serait irrémédiablement maculé dès le lendemain de son inauguration et que les libéraux seraient en posture d'accusés¹⁸³ ». Bien qu'il comprenne la position de Lapalme, Sauvé considère que l'histoire n'est pas infaillible pour autant.

Prenant pour exemple les portraits des Orateurs affichés sur les murs du parlement après leur départ, Sauvé juge bon d'honorer la mémoire de Duplessis dès maintenant. Une fois son discours complété, Lapalme et Sauvé y vont d'un échange à première vue anodin. Alors que le premier « se dit prêt à permettre l'adoption de la mesure sur division, sans la tenue d'un vote officiel et enregistré », le second « insiste pour que le vote soit enregistré ».

L'insistance de Sauvé pour que le vote soit enregistré en bonne et due forme met au jour l'importance qu'il accordait à ce projet de loi. Sans attendre, la Chambre se divise et le projet de loi est adopté, seuls les libéraux ayant voté contre. Le bill est sanctionné par le lieutenant-gouverneur, le 18 décembre, en présence de son instigateur, Paul Sauvé.

La construction du monument est confiée au sculpteur Émile Brunet qui le complète le 22 mai 1961, sous Lesage¹⁸⁴. Craignant des désordres publics, sans compter que son gouvernement a des comptes à régler avec l'Union nationale¹⁸⁵, le premier ministre libéral refuse d'inaugurer la statue. Débute alors une saga qui perdurera près de 16 ans, une saga qui prit des allures de légende urbaine avant de se terminer en 1977, peu de temps après l'arrivée au pouvoir de René Lévesque à la tête du Parti québécois, en 1976. Ce dernier inaugure le monument en grande pompe, le 9 septembre 1977. À cette occasion, il déclare que c'est « un très mauvais exercice pour une société que celui de prétendre effacer des morceaux de l'histoire¹⁸⁶ ».

Le scandale de la Corporation du gaz naturel

Depuis que *Le Devoir* a dévoilé au grand jour le scandale de la Corporation du gaz naturel, le 13 juin 1958¹⁸⁷, l'Union nationale est rongée par cette affaire. Les libéraux s'emparent du dossier. Durant l'été de 1958, le gouvernement de Duplessis passe de sombres heures, et tout indique que la session suivante, dont l'ouverture est prévue pour le 19 novembre, s'amorcera sous de bien sombres auspices pour la droite. C'est sans compter avec l'esprit retors de Duplessis, pour reprendre les paroles de Lapalme¹⁸⁸. Il donne comme directive à tous les ministres élaboussés de poursuivre chacun en libelle *Le Devoir* pour ensuite déclarer, cela fait, que l'affaire étant désormais *sub judice*, il n'est plus question d'aborder la question de quelque façon que ce soit en Chambre.

Ce n'est pas faute d'essayer. À plusieurs reprises au cours de la session 1959-1960, les oppositionnels évoquent l'affaire, tentent d'attirer les ministériels dans les mailles de leurs filets. À une occasion, ils semblent enfin être parvenus à leur fin. Dans son adresse en réponse au discours du trône, John Richard Hyde revient sur l'affaire. Sans tarder, Rivard, en l'absence momentanée de Sauvé¹⁸⁹, soulève un point d'ordre auprès de l'Orateur, qui reste sans suite. De retour en Chambre, le premier ministre cause tout un émoi en permettant le débat :

Si le député veut discuter les mérites de l'administration du gaz par la province ou par l'entreprise privée, il peut le faire. Si le député veut se demander s'il eût été préférable de conserver cet actif ou de le vendre, pas d'objection. S'il veut discuter du prix payé, prétendre que ce prix est trop élevé ou trop bas, ou que sais-je, il peut le faire. Il n'a pas le droit toutefois de discuter des choses qui sont pendantes devant les tribunaux. (26 novembre 1959)

L'attitude de Sauvé tranche radicalement avec celle de son prédécesseur qui n'avait jamais accepté que l'on ose seulement mentionner cette affaire en Chambre. Les membres de la Tribune de la presse en sont ébahis. Vincent Prince, de *La Presse*, parle d'un « important changement d'attitude¹⁹⁰ », tandis que Pierre Laporte, du *Devoir*, fait référence à une « volte-face¹⁹¹ » de la part du gouvernement. Il ne faut pas oublier que Sauvé est un fin stratège, un vieux loup de la politique qui a fait ses classes auprès de Duplessis, en face de Taschereau. Certes, il a fait preuve d'ouverture en permettant le débat, sans manquer de le restreindre en

imposant des balises bien précises à la discussion que nul ne saurait franchir impunément. Qui plus est, il a pris au dépourvu les libéraux en ouvrant subitement le débat, un instant à peine après que Rivard eut soulevé un point d'ordre. En fait, Sauvé tend un piège aux membres de l'opposition dans lequel ils se précipitent tous, tête baissée, les uns après les autres.

Dans un premier temps, Hyde poursuit son adresse en réponse au discours du trône. Tout juste avant que la Chambre suspende ses travaux, il conclut son adresse en proposant, secondé par Philippe Lalonde, député de Montréal-Saint-Henri, un amendement selon lequel les membres de la Chambre regrettent que le gouvernement n'ait pas l'intention d'instaurer une enquête royale afin de tirer au clair les événements entourant la Corporation du gaz naturel. Il s'agit d'une motion de non-confiance à l'endroit du gouvernement. À la reprise des travaux, à 20 heures, c'est au tour de Hamel de monter à l'offensive du château unioniste sur cette question. Sauvé l'attend de pied ferme et le rappelle à l'ordre :

M. Hamel (Saint-Maurice): [...] Il est important de savoir quel prix on a payé. Il y a de plus le rôle joué par certains personnages au cours de ces transactions. Il est généralement admis que la décence veut que personne ne doive être placé entre son intérêt et son devoir. C'est tellement sérieux qu'on a vu, en Colombie-Britannique, un ministre de la couronne...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai été très clair, cet après-midi et je crois que j'ai fait preuve de bonne foi. J'ai dit que je n'avais pas d'objection que l'opposition se demande si un tel réseau de gaz pourrait être plus avantageusement exploité par l'État ou par l'entreprise privée, s'il eût été plus opportun pour l'Hydro de le conserver ou si le prix versé était suffisant.

Rien n'y fait. René Hamel persévère en traitant de l'affaire elle-même, débordant dès lors des balises prescrites au préalable par Paul Sauvé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on me nomme les ministres impliqués dans les procédures judiciaires. Je ne les nommerai pas ceux-là. Il y a des poursuites en libelle parce qu'un journal d'opinion, *Le Devoir*, a dit que ces ministres n'avaient pas agi décentement...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député s'obstine. Il veut répéter les accusations du *Devoir* qui ont provoqué les poursuites. Je répète que nous sommes prêts à discuter de la transaction dans les lignes que j'ai indiquées tout à l'heure, même si la Chambre a décidé, l'an dernier, que même ce point était hors d'ordre. Si le député s'obstine à passer par des chemins détournés, je vais demander à la Chambre de déclarer tout le débat hors d'ordre.

[...]

M. Hamel (Saint-Maurice): Je m'imaginai que le premier ministre discuterait cette question de façon sérieuse. Il prétend que je ne sais pas le prix payé pour le réseau de gaz de l'Hydro. Mais qui le sait? [...]

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): [...] Dans ces conditions, je mets mon point d'ordre sur la motion elle-même et je vous demande de la déclarer hors d'ordre parce que la Chambre en a ainsi décidé l'an dernier.

Hamel termine son plaidoyer en appelant la Chambre, en appui à l'amendement proposé par Hyde, à tenir une enquête royale. En guise de réponse, Sauvé est cinglant et s'amuse ferme à retourner le fer dans la plaie vive aux dépens des libéraux dépités. « Avez-vous eu comme moi l'impression que l'on était désappointé que nous ne fassions pas d'objections à la discussion de la transaction proprement dite entre l'Hydro et la Compagnie du gaz naturel? », les relance-t-il, narquois. Il revient par la suite sur l'ouverture qu'il a faite, s'en servant pour attaquer les libéraux :

Il (l'honorable M. Sauvé) rappelle l'offre fait à l'opposition en après-midi d'inscrire une motion au *Feuilleton* de la Chambre pour demander de façon précise toutes les informations dont elle a besoin sur la transaction de l'Hydro. Il ajoute qu'il est prêt à laisser la discussion se faire au grand jour, sur tous les points. Mais on refuse cette offre, dit-il. On préfère présenter une motion d'amendement à l'adresse, c'est-à-dire une motion de non-confiance, une motion de blâme, dans laquelle on réclame une enquête royale.

Durant un discours qui dure près de 45 minutes, selon le courriériste du *Temps*¹⁹², Sauvé s'attaque à contrecarrer les uns après les autres les arguments de l'opposition, à laver l'honneur du gouvernement et à justifier en quoi la transaction s'est faite dans les règles de l'art, pour le plus grand bénéfice de la province. Il va plus loin encore, assurant que loin d'avoir des regrets, il ne changerait « absolument rien de ce qui a été fait. Je demanderais à l'Hydro de continuer son développement hydroélectrique et je mettrais de côté le système du gaz naturel ». Les libéraux en sortent amoindris¹⁹³. S'ils continuent de revenir là-dessus, y compris sous Barrette, ils se buteront à l'Orateur qui déclarera la discussion comme étant hors d'ordre.

L'Orateur en conflit d'intérêts

À l'ouverture de la session, l'Orateur, Maurice Tellier, est pris au centre d'une controverse. En septembre, les libéraux ont appris qu'il était l'un des directeurs de la compagnie LaSalle Equipment Inc., qui se spécialise dans la vente de pelles mécaniques, laquelle compagnie aurait vendu pour 102 833 \$ en équipement au gouvernement. S'emparant de l'affaire, Lesage réclame sa démission le 27 septembre¹⁹⁴. L'affaire rebondit en Chambre, le 2 décembre 1959, lors de la deuxième lecture du bill concernant l'Orateur de l'Assemblée législative, déposé par Lapalme, qui prévoit que l'Orateur ne puisse plus avoir de capacités administratives au sein de compagnies traitant avec le gouvernement de la province.

Comme le bill le concerne au premier titre, Tellier cède sa place à l'Orateur suppléant, Germain Caron, qui présidera à sa place les discussions, décision saluée par Lapalme. Celui-ci rappelle à la Chambre que les règles actuelles font en sorte que les ministres de la couronne ne peuvent siéger au conseil d'administration de compagnies qui font affaire avec le gouvernement. Cette décision s'appuie sur le principe qu'un homme ne peut et ne saurait servir deux maîtres, et qu'en toute circonstance, il doit servir la province. Là-dessus, il souligne que :

le personnage le plus important de la Chambre, c'est l'Orateur. [Son rôle] est au-dessus de celui des ministres. L'Orateur remplit une mission encore plus délicate, puisqu'il doit rendre des décisions sur des questions présentées par le gouvernement ou par l'opposition. Aussi, il doit être au-dessus de tout soupçon et rigoureusement impartial, parce qu'il est tenu de rendre justice à tous les députés de la Chambre. L'Orateur a le pouvoir de déclarer hors d'ordre des mesures qui sont présentées ou de faire expulser des députés. Il est presque souverain, et seule la Chambre entière pourrait se placer sur sa route, mais elle ne le fait pas, soucieuse de garder le prestige reconnu à celui qui occupe ce haut poste.

Suivant le même principe que pour les ministres de la couronne, il apparaît évident pour Lapalme que l'Orateur doit être tenu aux mêmes règles de conduite, ce à quoi la législation actuelle ne prévaut pas. Dans sa réponse, non content de renchérir sur l'argumentaire de Lapalme, Sauvé l'appuie totalement. Au passage, il ne manque pas de souligner que Tellier n'a commis aucune faute, le Règlement dans sa forme actuelle ne lui interdisant pas de cumuler les charges, ce qui n'est plus le cas dès lors.

Le projet de loi est approuvé unanimement dans une atmosphère de bonne entente et de collaboration des deux côtés de la Chambre, typique de la session sous Sauvé, et sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 18 décembre.

La fonction publique

Dès son entrée en fonction, Sauvé s'applique à revaloriser la fonction publique, quelque peu laissée pour compte sous Duplessis. Il aurait « dans sa serviette, selon Pierre Godin, un projet de refonte complète de la fonction publique¹⁹⁵ ». Parmi les mesures mises de l'avant, il augmente la rémunération des employés de l'État¹⁹⁶. Est signé à cet effet un arrêté ministériel, le 28 octobre, accordant sept millions de dollars supplémentaires aux fonctionnaires : « Dorénavant, ils seront payés suivant leur compétence¹⁹⁷ », déclare-t-il. Cela a pour effet de redonner à la fonction publique sa dignité et son utilité, pour reprendre les termes de Gérard Bergeron¹⁹⁸. Pour Jean Pelletier, Sauvé a réussi à « redonner aux fonctionnaires le goût d'être fonctionnaires¹⁹⁹ ».

Une opinion que partage Denise Bombardier. Selon elle, l'État québécois a su profiter durant la Révolution tranquille de cette manne de jeunes diplômés qui pouvaient, depuis Sauvé, considérer la fonction publique comme une voie d'avenir non seulement viable, mais exaltante. Ces jeunes technocrates, fraîchement diplômés, « constitueront le noyau de fonctionnaires qui ont eu, par la suite, une influence considérable sur le pouvoir politique, en particulier dans le domaine de l'éducation²⁰⁰ ».

Malgré son importance évidente dans les mesures entreprises par le gouvernement Sauvé, le traitement de la fonction publique n'a pas retenu l'attention de la Chambre. Les deux projets de loi en question, les bills 52 et 81, ne sont lus une première fois qu'au retour de la session du temps des fêtes, sous Barrette. Comme le bill 52 ne consiste qu'en un réaménagement des procédures en cours, il ne suscite aucune discussion en deuxième lecture, si ce n'est Hyde qui « exprime l'opinion que le bill est inutile ». (15 janvier 1960)

La deuxième lecture du bill 81, si elle ne soulève pas les passions, attise néanmoins la flamme de Lapalme qui s'oppose à ce que ce soit le « lieutenant-gouverneur en conseil [qui] détermine le traitement de chacun des membres de la Commission [du service civil]²⁰¹ », comme le prévoit la loi. Ce à quoi Barrette répond que le changement est minime « car, lorsqu'une loi est présentée par le gouvernement pour fixer le salaire du fonctionnaire, ce salaire a été, en premier lieu, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les augmentations de salaire, dans le cas à l'étude, devraient donc être décidées d'abord par le Cabinet, avant d'être soumises à la Chambre ». Ce bill est adopté le jour même, et sanctionné le 18 mars 1960.

Le dossier des subventions fédérales aux universités

L'éducation est la grande priorité des gouvernements Sauvé et Barrette. Sous leur égide, une quinzaine de projets de loi sont adoptés et sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. De tous ces projets de loi, le bill 58 a occupé l'avant-scène en Chambre.

En primeur dans son discours du budget, Bourque avait annoncé aux parlementaires que Diefenbaker avait donné suite à la proposition de Sauvé afin de régler, de manière définitive, le dossier des subventions fédérales aux universités, véritable pierre d'achoppement entre les deux paliers de gouvernement à partir de 1952. Depuis, près de 25 000 000 \$ revenant de droit au Québec dorment dans les coffres à Ottawa, faute d'une entente. Une somme que Sauvé veut à tout prix récupérer, tout en restant fidèle à la ligne de conduite préconisée par Duplessis.

Une fois la lecture du discours du budget complétée en fin d'après-midi, la séance reprend ses activités à 20 heures. Sauvé fait alors la lecture en Chambre, sous les applaudissements de la droite, de la lettre de Diefenbaker qu'il a reçue sur l'heure du midi. Dans les grandes lignes, Ottawa reconnaît à Québec le droit de prélever lui-même les fonds destinés à cette fin par le programme fédéral – à concurrence de 1.50 \$ par tête – en augmentant de 9 % à 10 % la part provinciale de l'impôt fédéral sur les sociétés. Si cette majoration de l'impôt ne compensait pas l'investissement provincial, le fédéral pourvoirait à cette carence.

Alors que certains ministériels frappent bruyamment sur leur pupitre²⁰², les oppositionnels restent silencieux tout au long de la lecture²⁰³. Une fois celle-ci complétée, aucune question n'est même posée, les libéraux préférant se concerter avant de se prononcer sur la question. La réplique vient, plus tard, du côté de Jean-Marie Nadeau, éminence grise du Parti libéral. Celui-ci considère que la proposition du fédéral est inacceptable car s'il « permet aux

provinces de percevoir plus d'impôts [...] il leur dit, en même temps, à quelles fins ils devront être affectés. Autant dire que c'est le gouvernement fédéral qui décidera quelles subventions recevront les universités par le truchement des provinces²⁰⁴ ». Un nouveau chapitre s'écrit dans la sempiternelle lutte pour l'autonomie de la province.

Le sujet rebondit en Chambre, le 14 décembre. Aux questions de Lapalme, qui cherche à savoir dans quel contexte la proposition a été faite, Sauvé précise que le contact s'est fait à l'occasion de la conférence des ministres des Finances, plus précisément le 15 octobre²⁰⁵. Il justifie également sa décision de ne pas fournir le texte de sa proposition en arguant « qu'il est important de conserver le caractère privé à ces entretiens entre les deux gouvernements en ne déposant pas immédiatement en Chambre le texte des propositions [...] faites à Ottawa ».

Lapalme revient à la charge le lendemain, pendant sa réplique au discours du budget. Disséquant la lettre de Diefenbaker, dont il n'apprécie guère l'équivoque, il pose une batterie de questions où ressortent les préoccupations soulevées par Nadeau. En substance, Lapalme se demande si le fédéral impose lui-même, de son côté, toutes les conditions préalables au règlement ou si le provincial a son mot à dire dans l'entente. L'insistance de Lapalme place Sauvé sur la défensive. Il interrompt le chef de l'opposition dans son discours, qui acquiesce de bonne grâce à sa demande, afin d'apporter une mise au point. Il tient à souligner avoir « dit qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne voie en ce sens que c'est la première fois qu'Ottawa offre une alternative depuis qu'il s'est immiscé dans le domaine de l'enseignement universitaire. Je n'ai pas été plus loin que cela! », termine-t-il.

Le 17 décembre, Sauvé revient sur le propos en faisant la lecture en Chambre de la lettre qu'il a envoyée à Diefenbaker. Comme le signale avec justesse Lapalme, Sauvé se contente dans cette lettre de demander des explications. Placé une fois de plus sur la défensive par le chef de l'opposition, Sauvé réaffirme la volonté autonomiste de la province. Le lendemain, Sauvé présente en Chambre le bill 58, qui prend acte des tractations faites de part et d'autre sur le dossier, dont est faite la première lecture. Devant l'importance de la chose qui retient toute son attention, il demande à la Chambre « de prendre quelques minutes de son temps pour un à-côté qui est intimement lié au sujet de cette loi ». Soulignant à quel point l'affaire fait couler de l'encre dans la province, il martèle que les relations entre Québec et Ottawa sont à un point critique.

Les ententes actuelles entre Ottawa et les neuf autres provinces, ententes auxquelles le Québec n'a pas apposé sa signature, viendront à échéance en 1962. Le premier ministre y va de ce commentaire :

Je n'ai aucun doute que la période que nous avons à traverser d'ici 1962 est la plus importante dans l'histoire des discussions entre les pouvoirs fédéral et provinciaux. Si on ne réussit pas en 1962 à faire un pas important dans la voie du respect intégral de l'esprit et de la lettre de la Constitution, on aura fait un pas immense dans le sens contraire.

Je demande à ceux qui veulent se prononcer là-dessus qu'on traite la question en tenant compte non seulement de son importance en elle-même, mais aussi de ses répercussions sur l'ensemble des relations fédérales-provinciales. Et veuillez croire qu'en prononçant ces paroles je parle en toute franchise. Il ne faut risquer aucun commentaire qui puisse compromettre le succès des pourparlers noués entre le gouvernement fédéral et les provinces. (18 décembre)

Au dire d'Aurée Cloutier, secrétaire personnelle de Duplessis et de Sauvé, le dossier des subventions fédérales aux universités éprouve durement le premier ministre. Elle raconte l'avoir vu huit jours avant sa mort : « Il sortait du Conseil des ministres et il m'a dit en me serrant les mains : "Je suis assez fatigué! Le problème des universités me bouleverse, je n'en dors pas"²⁰⁶. »

La mort de Sauvé a pour conséquence de léguer à son successeur une panoplie de dossiers en cours, dont celui des subventions fédérales aux universités. Dès son arrivée en poste, Barrette s'attelle à la tâche. Il prend d'abord connaissance de la correspondance entre Sauvé et

Diefenbaker sur la question et fait la lecture en Chambre de la dernière lettre envoyée par ce dernier qui clarifie certains points, lettre à laquelle Barrette devra répondre.

Une semaine plus tard, soit le 22 janvier, la réponse du gouvernement du Québec est fin prête. Barrette en fait la lecture aux membres de l'Assemblée. Tenant pour acquis les avances faites par Diefenbaker dans sa lettre, soit que le gouvernement de la province « a décidé d'exercer son droit de porter de 9 % à 10 % l'impôt sur les profits des sociétés », Barrette ajoute que le « gouvernement de Québec a aussi décidé, [...] après une nouvelle étude des besoins de nos universités, de leur accorder [...] une contribution additionnelle dépassant substantiellement 1.50 \$ par tête de sa population, quelle que soit l'issue des pourparlers entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec ».

Pour le chef de l'opposition, un élément reste à tirer au clair. L'augmentation d'un point de pourcentage de l'impôt aux sociétés engendrera des revenus supplémentaires de l'ordre de 9 200 000 \$, alors que le montant prévu des subventions fédérales aux universités s'élève pour leur part à 7 500 000 \$²⁰⁷. Le risque est grand, de l'avis de Lapalme, de voir le gouvernement fédéral s'emparer à son profit de l'excédent. Ce à quoi Barrette oppose une fin de non-recevoir : « S'il existe une différence et si, par égard pour les autres provinces du pays, nous devons négocier à ce sujet, nous sommes prêts à rencontrer les autorités fédérales... Mais je n'ai pas l'intention de discuter cette question²⁰⁸. »

Le débat sur la deuxième lecture du bill 58 se déroule le 26 février. Dans sa présentation du projet de loi, Barrette produit, de l'avis de Lapalme, un discours éminemment partisan. Produisant d'entrée de jeu un bref historique du dossier, Barrette légitime ensuite la position de son gouvernement en prenant à charge Donald Fleming, ministre fédéral des Finances et Receveur général, qui a déclaré « que l'instruction publique relève exclusivement des provinces et que le gouvernement actuel d'Ottawa le reconnaît nettement », tout en décochant quelques flèches au passage contre Lesage. Outre de soulever les carences intrinsèques de son discours, Lapalme déplore que la Chambre ne soit pas tenue au courant des tractations faites de part et d'autre : « Pour se prononcer sur l'entente elle-même, il faut attendre d'en connaître les modalités. Pour l'instant, nous les ignorons. » Ce débat se termine en queue de poisson, le 29 février. L'absence impromptue de John Richard Hyde²⁰⁹, qui devait poursuivre le débat, incite Barrette à demander le vote sur le projet de résolution et sur la troisième lecture. Les députés présents adoptent alors le bill à l'unanimité²¹⁰.

Par la suite, en coulisse, s'élabore, entre les deux gouvernements, une formule afin de trancher le nœud gordien de l'affaire, appelée le « *opting out* ». Cette formule permet aux provinces de se retirer de tout plan fédéral qu'elles considèrent ne pas convenir à leurs intérêts propres. En pareil cas, les provinces pourront se prémunir des fonds prévus à cette fin par le gouvernement fédéral pour instaurer leur propre programme, une formule utilisée à profusion par les gouvernements Lesage et Johnson²¹¹ avant que Pierre Elliott Trudeau n'en sonne l'hallali à son arrivée au pouvoir en 1968²¹².

Si certains attribuent le règlement du dossier à Sauvé²¹³ – qui l'a amorcé –, d'autres reconnaissent le mérite qui revient de droit à Barrette²¹⁴. Il en est de même de la formule du « *opting out* », au cœur du règlement, imputée à tort à Sauvé par d'autres²¹⁵. Les mesures annoncées dans le règlement sont instaurées dans le bill 60, qui est déposé en première lecture à la Chambre le 29 janvier. Adopté en deuxième lecture le 7 mars, il reçoit la sanction royale le 10 mars 1960.

Déclaration des droits et libertés

Alors que le gouvernement Diefenbaker est à mettre les touches finales à son projet de déclaration canadienne des droits et libertés, les échos de ce projet parviennent à l'Assemblée législative, saisie de l'affaire par Lapalme dans une motion qu'il présente le 3 février. Il rassure d'abord la Chambre : il ne s'agit ni d'une question partisane ni d'une motion de non-confiance. Il s'agit, pour lui, d'un sujet de la plus haute importance.

Selon Lapalme, « le projet fédéral tel que rédigé consiste en une pénétration fort avancée dans les domaines que la Constitution réserve aux provinces. Si le bill des droits de l'homme était adopté par Ottawa, et même si on lui apportait certains amendements, il n'en constituerait

pas moins un accroec à l'autonomie provinciale, car le principe resterait le même ». Loin d'être un texte de nature symbolique, comme d'aucuns pourraient le croire, cette déclaration s'attaque, d'après Lapalme, « à la racine même du droit civil, qui est de la juridiction exclusive des provinces. [...] Tout cela finira par être interprété comme aux États-Unis, dit-il, où une loi d'un État enlevant un droit d'accès à une grande route a été déclarée invalide parce que contraire aux droits fondamentaux contenus dans le bill des droits de l'homme ».

Lapalme propose la création d'un comité de 15 députés, qui étudierait la question pour en connaître tous ses tenants et aboutissants. Dans sa réplique, Rivard fait part de son intention de continuer la discussion « dans l'objectivité et la sérénité ». S'il ne partage pas les appréhensions de Lapalme dans son ensemble, il reconnaît toutefois que la question est problématique en vue de la préservation de l'autonomie de la province. Comme il le rappelle, en « vertu du Code civil français, le Québec possède certains droits exclusifs qu'il est le seul à posséder, et il ne pourra jamais admettre que le gouvernement fédéral exerce un droit de surveillance sur eux ». Or, comme l'Union nationale a fait son pain et son beurre de l'autonomie, de Duplessis à Barrette en passant par Sauvé, Rivard ne considère pas que la formation d'un tel comité soit la mesure appropriée à la situation présente.

Rivard propose plutôt d'amender la motion en question en y ajoutant ce qui suit : « L'Assemblée législative de la province de Québec réaffirme que les droits des provinces ne peuvent être restreints, diminués, amendés ou changés par un acte du Parlement du Canada et sans l'assentiment des Législatures provinciales, et elle prie le greffier de l'Assemblée législative de transmettre copie de cette motion au très honorable premier ministre du Canada. » Ajourné, le débat reprend le 17 février, en l'absence de son instigateur, indisposé selon toute apparence par des maux d'arthrite²¹⁶. Remplaçant Lapalme, Brown réaffirme la nécessité de référer l'étude de la question à un comité parlementaire formé spécialement à cet effet.

Pour finir, l'amendement de Rivard est adopté à l'unanimité.

Les relations ouvrières

Pour la première fois depuis 1954²¹⁷, le gouvernement du Québec se propose de modifier la loi des relations ouvrières par le bill 8, déposé par le ministre du Travail, le 19 novembre. Ce bill prévoit la réintégration pleine et entière de salariés qui auraient été congédiés en raison ou à cause d'activités syndicales, et revoit la formation de la Commission des relations ouvrières, qui sera désormais composée moitié de représentants ouvriers, moitié de représentants patronaux. Cette mesure témoigne d'une ouverture de la part du gouvernement²¹⁸.

Le débat en deuxième lecture du bill 8 a lieu le 2 décembre. Selon le député de Joliette, le projet de loi, dans ses grandes lignes, « élargit les cadres de la Commission des relations ouvrières, son activité et ses pouvoirs et accorde une protection accrue aux ouvriers en ce qui concerne le respect du droit d'association et les congédiements pour activités syndicales », à la satisfaction des représentants syndicaux et des employeurs. Pour René Hamel, s'il est un point que l'on peut reprocher au projet de loi dans sa forme actuelle, c'est le manque de souplesse inhérente à la Commission des relations ouvrières. Il regrette également que la nomination des commissaires soit faite par le gouvernement, ce qui augmente d'autant le risque de collusion.

Tout comme son confrère, le député libéral de Richmond, Émilien Lafrance, salue ce qu'il considère être « un effort loyal de la part du gouvernement pour améliorer cette loi [des relations ouvrières]. Nous nous en réjouissons, dit-il, car cette loi doit être un instrument de paix sociale et non pas une cause de conflits sociaux ». Il soulève, par ailleurs, la nécessité de recourir à des amendes plus sévères à l'endroit des compagnies coupables, puisque, à son avis, les amendes actuelles ont peu d'incitatifs. Dans sa dernière intervention, Barrette admet volontiers qu'il s'agit d'« un cadre assez rigide », mais se dit prêt à « l'élargir encore », sans hésiter, si le besoin s'en fait ressentir.

Adopté à l'unanimité par la Chambre, le bill est sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 18 décembre 1959.

Une motion de non-confiance envers le premier ministre Barrette

À la reprise des travaux parlementaires en janvier 1960, la mort soudaine de Sauvé est sur toutes les lèvres. La première séance est ajournée en signe de deuil alors que les hommages pleuvent toujours sur la tombe du regretté député de Deux-Montagnes, dont le fauteuil est désormais occupé par Barrette.

Les affaires courantes de la Chambre basse reprennent le lendemain, mais sont subitement interrompues. Hamel se lève sur une question de privilège pour proposer, à la fin de son discours, une motion de non-confiance contre la personne même du premier ministre. En tant que premier ministre, Barrette n'a encore rien fait pourtant; encore eût-il fallu qu'il ait le temps de faire quoi que ce soit, que déjà les libéraux sortent l'artillerie lourde. Ils sentent que c'est le moment ou jamais de reprendre le pouvoir face à une Union nationale considérablement affaiblie et ne perdent pas de temps.

La motion concerne une affaire remontant au 14 décembre 1959²¹⁹ alors que Hamel lui avait demandé la liste des employés de la Commission du salaire minimum, ce à quoi le ministre du Travail lui avait assuré qu'il aurait le tout sous peu. Barrette, devenu entre-temps premier ministre, n'ayant pas obtempéré à l'ordre de la Chambre de fournir ce document, Hamel considère que Barrette, non le gouvernement, a perdu la confiance de la Chambre, ce qui soulève l'ire des ministériels, indignés²²⁰.

Les discussions s'enveniment. Alors que Hamel réclame un droit de réplique du fait qu'il s'agit d'une motion de fond, une voix ministérielle lui lance : « Pas une motion de fond, une motion de fou! » À trois reprises, l'Orateur est amené à rendre une décision – toujours en faveur du gouvernement –, toutes contestées par Hamel.

Hamel revient à la charge les 15 et 26 janvier, jusqu'à ce que le premier ministre dépose le document en question le 27. Cela ne satisfait guère Hamel. Le 5 février, il revient une ultime fois sur cette affaire. Il argue que le document qui a été déposé n'est toujours pas conforme puisqu'« il ne donne pas la liste des allocations et donne la liste des fonctionnaires de la Commission alors que les motions réfèrent au "personnel" de cette commission ». Ses doléances restent toutefois sans conséquence. Toute cette affaire donne le ton au reste de la session, qui se déroulera sous le signe de la confrontation acerbe.

Contestation systématique des décisions de l'Orateur

Les libéraux, sous l'impulsion de Lapalme, s'appliquent à bloquer les activités parlementaires en 1960. Pour ce faire, les députés libéraux vont contester systématiquement les décisions de l'Orateur, en appelant de ses décisions. Le président du comité plénier ne sera pas plus épargné, sinon dans une moindre mesure.

Il faut dire que la fonction même de l'Orateur a bien mauvaise presse depuis le retour de Duplessis au pouvoir, en 1944. Taché (1945-1955) et Tellier (1955-1960) occupent ce poste sous les gouvernements unionistes et prennent toujours position en faveur du gouvernement, au grand dam de l'opposition. En dix ans, l'opposition en appelle des décisions de l'Orateur : 87 des 108 décisions rendues par Taché sont contestées par la gauche; 129 des 142 décisions de Tellier le sont également²²¹.

Même sous la gouverne du premier ministre Sauvé, les députés de l'opposition avaient remis en question chacune des cinq décisions de l'Orateur en l'espace de seulement 19 séances. Sous Barrette, cela perd toute commune mesure. L'Orateur est appelé à se prononcer à 29 occasions, et l'opposition porte aux voix 27 d'entre elles. Les présidents des comités pléniers ne sont pas en reste, eux qui voient les oppositionnels contester cinq de leurs 12 décisions.

L'assurance-hospitalisation

Dès le discours du trône, le gouvernement annonce son intention d'étudier en profondeur la possibilité d'instaurer un plan d'assurance-hospitalisation pour le Québec²²². Une commission d'enquête sera instaurée, dont le mandat sera d'étudier les conditions et les besoins de la

population et, au terme de leur enquête, de faire rapport au gouvernement « en vue de l'organisation, aussi prochaine que possible²²³ » d'un tel plan d'assurance-hospitalisation, tel que défini par le bill 66. Une mesure considérée insuffisante par les libéraux pour qui le temps presse²²⁴.

Lapalme fait sienne cette urgence d'agir, prenant à témoin Duplessis lui-même : « Ce que nous considérons comme urgent, ce n'est pas de créer une commission... Ça, c'est retardataire... Ce que nous réclamons, c'est ce que M. Duplessis voulait déjà le 16 juin 1943 quand il a déclaré : "Le problème étant étudié depuis longtemps, le moment d'agir est arrivé, et ce qu'il faut, c'est une loi!" » (11 février 1960) Ce à quoi les ministériels réitérent qu'il est nécessaire de prendre en compte les particularités propres à la province avant d'agir.

Le bill est adopté à l'unanimité le 16 février, et reçoit la sanction royale le 10 mars. La politique étant ce qu'elle est, le bill 66, tant décrié par les oppositionnels, sera la pierre d'assise sur laquelle les libéraux pourront instituer leur plan d'assurance-hospitalisation, lequel entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1961²²⁵.

À chacun ses victoires... La séance qu'il fallait ajourner

Parmi les affrontements entre Lapalme et Barrette, la séance du 27 janvier reste dans les annales. À 17 h 10, soit près de 50 minutes avant la fin réglementaire de la séance, Barrette demande l'ajournement de la Chambre alors que la séance a débuté avec une demi-heure de retard. Alors que Lapalme réclame des explications, Barrette refuse d'obtempérer :

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne suis pas tenu de donner de raison pour demander l'ajournement de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vous pourriez au moins avoir la courtoisie de nous dire pourquoi. Vous nous coupez une heure sur les trois heures de la journée des députés. C'est un manque absolu de courtoisie à l'endroit des députés et une mesure dictatoriale.

« Mesure dictatoriale ». Barrette saute à pieds joints sur l'occasion et exige que Lapalme se rétracte. L'Orateur le somme de retirer ses paroles, jugées antiparlementaires, mais ce dernier ne fléchit pas. S'ensuit un échange entre les deux hommes où Tellier tente de le convaincre de revenir sur sa décision, mais en vain. Lapalme est donc nommé par l'Orateur, mesure qui a pour effet immédiat de priver le député en question de son droit de parole en Chambre pour le reste de la séance. Sur ces entrefaites, Lapalme quitte la Chambre basse. Mais avant de tirer sa révérence, il enjoint ses confrères de continuer « de *parler* la motion jusqu'à six heures²²⁶ », ce qu'ils firent, l'ajournement demandé n'ayant dès lors plus raison d'être.

Dans ses mémoires, Lapalme revient longuement sur cet incident et jette un jugement implacable contre Barrette auquel il sert une leçon de parlementarisme bien sentie :

Quand on a l'expérience de la procédure, on ne *force* jamais l'adoption d'une motion pour ajournement, surtout si on est pressé d'ajourner, car l'opposition n'a qu'à parler sur cette motion et le temps passe, passe jusqu'à l'ajournement réglementaire. [...]

[Et Barrette de dire :] « Je suis le premier ministre de la province de Québec et j'ai le droit de présenter cette motion sans rendre des comptes au chef de l'opposition. » Évidemment qu'il en avait le droit! Mais j'avais aussi le droit de ne pas consentir! [...] [En définitive, Barrette n'a] pas obtenu son ajournement. Dans son livre²²⁷, c'est là sa victoire : un ajournement perdu. Tout le monde n'a pas les mêmes exigences²²⁸...

La disgrâce de Camille Pouliot

La séance du 3 mars 1960 est le théâtre de ce qui constitue pour Pierre Laporte l'« un des événements les plus dramatiques de la dernière décennie à l'Assemblée législative²²⁹ ». Lapalme y livre un réquisitoire impitoyable contre Camille Pouliot, ministre de la Chasse et des Pêcheries, impliqué dans un scandale de népotisme concernant la compagnie dirigée par son fils²³⁰. Alors qu'il rédige ses mémoires, Lapalme affirme être encore rongé par les remords concernant son rôle dans cette histoire²³¹.

L'accusation est grave, les preuves accablantes. Le père, en sa qualité de ministre, a subventionné la compagnie du fils afin qu'elle desserve le transport aérien dans la région de la Gaspésie. Les fonds publics ont-ils été dépensés en vain? Là n'est pas la question, d'affirmer Lapalme : « Il fallait condamner une politique²³². » Qui plus est, un échange d'avions a été conclu entre le gouvernement et ladite compagnie, tout à l'avantage de cette dernière. Lapalme est catégorique : « Je ne sais pas comment, en dehors de la Chambre, on qualifierait cela, mais pour nous, c'est du népotisme. Ce traitement de faveur de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée a conduit cette dernière à faire de la sollicitation auprès des propriétaires de club de chasse et de pêche dépendant du ministère de la Chasse et de la Pêche. »

Du côté des ministériels, Rivard et Barrette interrompent certes Lapalme, mais celui-ci persiste et signe. Il est plus caustique et déchaîné que jamais²³³. Après cette tempête, Pouliot tente tant bien que mal de défendre son honneur. Amené par Lapalme sur un terrain des plus glissants, non seulement Pouliot n'évite pas les écueils qui jalonnent sa route, mais il s'enfonce plus profondément encore alors qu'il laisse parler sa fibre paternelle : « On appelle cela du népotisme? Quand je vois ainsi quelqu'un consacrer tout son temps et tous ses efforts au service d'une cause, de ses concitoyens et d'une région, même s'il est fils de ministre, je n'appelle pas ça du népotisme, mais du patriotisme. [...] C'est du népotisme que de travailler pour son pays et ses enfants? Voyons donc M. le président. »

Dans ses mémoires, Lapalme revient sur cette scène et s'étonne de la réaction du premier ministre : « Personne ne se leva pour répondre. [...] Barrette le regardait, mais restait assis. C'était navrant²³⁴. » Aussi, durant la séance, Lapalme se lève-t-il et demande la démission du ministre, laissé à lui-même. N'en revenant toujours pas, il se confie à Rivard : « "J'ai connu un homme qui n'aurait pas laissé les choses se passer ainsi. Duplessis aurait pris la défense de son ministre et serait ensuite passé à l'attaque. Regardez le docteur : il est seul à son siège. Personne n'est allé lui parler." Il faisait pitié, abandonné de tous, surtout de son chef qui n'avait pas ouvert la bouche. »

Les ministériels ne manquent pas de remarquer la torpeur de Barrette qui n'avait osé prendre sa défense, et le lui reprocheront amèrement par la suite²³⁵. Pour Lapalme, cette séance marquante ne fait pas de doute dans son esprit : il s'agit du « commencement de la fin²³⁶ » pour l'Union nationale.

Pour une politique agraire

Les dispositions de la politique agricole du gouvernement retiennent largement l'attention des débats lors de la session. Sous Sauvé, le crédit agricole reste le fleuron de l'administration unioniste dont les mérites sont multiples. Selon Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, le « but du prêt agricole, c'est d'assurer la stabilité et la sécurité sur la ferme. Le cultivateur est capable de payer 2 % et c'est parce qu'il est capable de payer qu'il n'y a pas eu de pertes. Le vrai crédit agricole, c'est celui que M. Duplessis a établi ». (1^{er} décembre 1959)

Du point de vue des oppositionnels, la situation des agriculteurs est bien moins rose qu'il n'y paraît. Pour Alcide Courcy, député d'Abitibi-Ouest, il est temps de « repenser la politique agricole dans la province ». (15 décembre 1959) Après avoir décrié l'inaction du gouvernement sous Duplessis et Sauvé en la matière, il présente les points sur lesquels la législation québécoise devrait se focaliser : « Recherche scientifique, enseignement, vulgarisation, mise en marche, voilà les points de la politique agricole à l'avenir sur lesquels le gouvernement devrait porter ses efforts. »

Les mesures mises en place par les gouvernements Sauvé et Barrette, notamment les bills 5 et 79, prévoient d'augmenter significativement les sommes consacrées au crédit agricole afin d'accroître d'autant le pouvoir d'achat des agriculteurs, en ciblant le matériel spécifique aux fermes, tel l'achat d'outillage spécialisé ou la construction de certains bâtiments, dont des silos ou des hangars.

Les « orphelins de Duplessis »

Un ouvrage de Jacques Hébert défraie les manchettes et revient ci et là au gré des débats parlementaires. Dans *Scandale à Bordeaux*²³⁷, paru en 1959, le polémiste relate le triste sort réservé à un jeune enfant illégitime qui croupit à la prison de Bordeaux et dont il a pu consulter le dossier. Cette affaire sera l'une des premières pièces au dossier de ce que l'on appellera, par la suite, les « orphelins de Duplessis ». Devant l'insistance des oppositionnels, qui ne lâchent pas prise, le procureur général, Antoine Rivard, prend la parole et tente de calmer le tout, le 17 mars 1960, en soulignant les mesures prises par le gouvernement depuis pour remédier à la situation.

Le journal des débats

Dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, le 24 novembre, Lapalme attire l'attention des députés sur la présence de sténographes dans la Chambre. Il s'enquiert de la raison de leur présence et demande à « avoir une copie du texte qu'ils vont en transcrire ».

Sauvé répond que ces dispositions ont été prises à la suite d'une demande des membres de la Tribune de la presse, demande qu'il a acceptée de bonne grâce. Les sténographes, issus du palais de justice, avaient vocation d'aider les journalistes dans leur travail de retranscription des débats, non de suppléer à leur tâche. Une expérience qui tourne rapidement au vinaigre, les sténographes n'étant guère équipés pour accomplir adéquatement leur travail. Une expérience nécessaire, toutefois, puisqu'elle sensibilise le premier ministre aux questions entourant la retranscription de débats.

La question réapparaît, le 2 décembre, alors que Lapalme propose une motion sur la tenue d'un journal officiel des débats parlementaires. Il rappelle que non seulement l'expérience de sténographie, en l'occurrence, « n'a pas été très concluante, dit-il. Elle a même eu un effet désastreux ». Pour illustrer à quel point la tâche des sténographes n'a pas été exécutée convenablement, Lapalme présente une « perle » de leur part qui provoque l'hilarité de la Chambre : « L'un des sténographes à l'œuvre dernièrement lui a fait dire alors qu'il s'adressait au procureur général (l'honorable M. Rivard) : "Je m'excuse, Antoine"²³⁸! » En attribuant ces mots à Lapalme, les sténographes laissent entendre que le député n'avait pas respecté le Règlement de l'Assemblée voulant que l'on interpelle un député par le nom de la circonscription qu'il représente ou par la fonction qu'il occupe au Conseil exécutif.

En retour, Lapalme réitère qu'il « faut intéresser la population à la chose publique et servir la cause du parlementarisme au Québec. Un *Hansard* serait un document authentique. Certains y chercheraient peut-être l'écho de leurs propres paroles; d'autres y chercheraient les paroles de leurs adversaires ».

Dans sa réponse, Sauvé reconnaît la lourde tâche qui incombe aux membres de la Tribune de la presse, auxquels il rend hommage, laissant entendre, au passage, qu'ils travaillent selon le système des *pools*²³⁹ : « Comment ont-ils pu rédiger en vitesse leur compte rendu de ce qui s'est dit au bureau du premier ministre devant la délégation et se retrouver, aussitôt après, au comité des bills publics, dont des comptes rendus ont été publiés, je me le demande. Ils ont dû prendre entre eux des arrangements mystérieux que j'ignore. » (2 décembre 1959)

Se rangeant aux arguments de Lapalme, Sauvé apporte son soutien à sa motion. À la surprise générale²⁴⁰, il propose que soit formé sur-le-champ un comité spécial qui étudiera la faisabilité du projet. Composé de Lapalme, de Rivard et de Caron, ce comité remet son rapport le 18 mars 1960 à la Chambre, lors de la dernière séance de la session. Au terme de leurs travaux, qui les ont vus s'enquérir des dispositions prises par les gouvernements de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan, les membres du comité y vont du constat suivant :

Il nous semble que le système le plus effectif, qui rendrait le plus de services, serait celui d'engager un nombre suffisant de sténographes ou de sténotypistes qui enregistreraient les débats et qui les transcriraient suivant le système adopté à la Chambre des communes à Ottawa. Cette transcription pourrait être par la suite polycopiée à un nombre suffisant pour satisfaire les membres de l'Assemblée de même que ceux de la Galerie de la Presse.

Mis à l'essai dans les années subséquentes à partir des recommandations faites par ledit comité, le *Journal des débats* sera créé officiellement le 4 janvier 1964²⁴¹.

Faits cocasses, faits divers

La session 1959-1960 contient son lot d'étrangetés, de bizarreries, de faits tant insolites qu'inusités. Certains députés se permettent parfois quelque homélie prophétique, dont la justesse des propos est surprenante, si elle n'est renversante. Tel est le cas de Lafrance, alors qu'il reprend les idées-forces du mythe de la grande noirceur : « L'histoire démontrera combien l'incurie, l'opportunisme électoral, le favoritisme et l'improvisation administrative du régime de l'Union nationale ont retardé de plus de 25 ans l'épanouissement social, économique et culturel de notre peuple. » (30 novembre 1959) Déjà, au tournant des années 1960, la grande noirceur est un sujet à la mode et n'est pas l'exclusivité de la gauche, loin s'en faut. Alors que Barrette « compare le régime de M. Godbout à la grande noirceur » (4 mars 1960), Caron, pour sa part, considère « que les libéraux préfèrent l'obscurantisme, car si le peuple est moins renseigné, ils auront peut-être la chance d'être élus... » (11 février 1960)

Il arrive que des adversaires, rompus aux affres de la joute parlementaire, se permettent de badiner en plein débat. Alors que tous deux sont troublés par un chiffre sur lequel la confusion semble régner, Sauvé et Lapalme font preuve d'une belle complicité dans les circonstances en se répondant du tac au tac :

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): [...] On m'informe qu'en date du 31 décembre 1958, la dette du pont Jacques-Cartier était de \$14,926,000, plus \$14,185,816 pour les déficits accumulés et les intérêts, soit une somme globale de \$29,111,000. Ces chiffres me paraissent fabuleux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Moi, je ne comprends plus rien!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Moi non plus!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Disons que ce n'est pas la journée de la compréhension! (9 décembre 1959)

Dans la même lignée, des députés de part et d'autre y vont à l'occasion de facéties qui ont l'heur de détendre l'atmosphère. Dans une discussion sur les bibliothèques publiques, Hamel s'inquiète, le 7 décembre, que la commission concernée ne soit soumise à des intérêts partisans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut prendre des précautions. Si par hasard le gouvernement plaçait certains de ses amis dans cette commission, on pourrait bien imposer *Quinze années de réalisations*²⁴² comme livre de lecture.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela serait aussi bien, à coup sûr, que *Lesage s'engage*.
(Rires)

Les débats en Chambre sont parfois le lieu de retrouvailles autant inattendues qu'inusitées, comme celles d'un étudiant et de son maître qui se retrouvent après tant d'années. Mais des flammèches finissent par jaillir, surtout lorsque l'élève (Hamel) cherche à en montrer au maître (Rivard) :

M. Hamel (Saint-Maurice): En Chambre, il s'agit de projets de loi publics. Les avis publics sont pour les projets de loi privés, et il faut renseigner la population. Va-t-il falloir maintenant, que je donne des cours à mon ancien professeur à Laval?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député de Saint-Maurice aurait dû comprendre ceux que je lui ai donnés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le procureur général (M. Rivard) a trouvé autrefois que je comprenais ses cours puisqu'il m'a accordé son prix à l'université pour le meilleur élève. Je plains le reste de la classe s'il considère que je n'ai rien appris.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Bien, tout ce que je peux dire, c'est que vous semblez en avoir oublié beaucoup depuis ce temps. (14 janvier 1960)

Sans surprise, certains mots restent, au grand dam des personnages concernés. À l'Assemblée législative, il arrive ainsi fréquemment que les députés libéraux rappellent à Rivard la saillie de Duplessis à son endroit, le fameux « toé, tais-toé » que tous ont frais à la mémoire, tel Émilien Lafrance qui, le 16 février 1960, veut parler :

Un député ministériel: Tais-toé et assis-toé.

M. Lafrance (Richmond): Je ne suis pas le solliciteur général²⁴³.

Même rendu dans les banquettes de l'opposition, en 1960, le pauvre Rivard ne sera pas au bout de ses peines alors que les libéraux au pouvoir continueront de rappeler le souvenir de cette anecdote.

Albert Dionne, député libéral de Rimouski, y va d'une proposition insolite. Citant l'expertise du commandant Lucien Beaugé, dont la réputation n'est plus à faire à ses dires, il propose au gouvernement d'établir un barrage sur le détroit de Belle-Isle, ce qui « améliorerait sensiblement notre climat, pour le plus grand bénéfice de l'agriculture, de la navigation, des pêcheries et du tourisme ».

D'après le commandant Beaugé, si l'on construisait une jetée pour arrêter les glaces dans le détroit de Belle-Isle, qui n'a que neuf milles de largeur à un certain endroit, et que l'on détournait le courant du Labrador, tout se passerait comme si la province de Québec était située à 240 milles plus au sud, et il en résulterait un prolongement de la saison chaude à Gaspé et le long du fleuve Saint-Laurent. [...] Il vaudrait la peine de dépenser quelques milliers de dollars pour scruter plus à fond cet audacieux projet. (1^{er} décembre 1959)

Ce n'est pas la première fois que ce projet des plus audacieux de Beaugé remonte à la surface des débats parlementaires. René Chaloult, alors député indépendant de Québec, avait soumis les mêmes recommandations au gouvernement, le 28 avril 1947. Comme quoi il est de ces idées particulières qui fascinent les esprits et traversent les époques.

Alexandre Turgeon

Critique des sources

La Tribune de la presse

Du mois de novembre 1959 au mois de mars 1960, la présidence de la Tribune de la presse est assurée par Fernand Renault, du *Montreal Star*, secondé dans ses fonctions par Pierre Laporte, du *Devoir*, et par Ken Stewart, du *Toronto Telegraph*, qui agissent tous deux à titre de vice-présidents. Henri Dutil, du *Soleil*, remplit pour sa part les fonctions de secrétaire.

Les autres courriéristes parlementaires connus sont : Wilbur Arkison, de *The Gazette*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Dominique Clift, du *Globe and Mail*; Richard Daigneault, Gilles Marcotte et Jacques Monnier, de *La Presse canadienne*; Calixte Dumas et Charles-Eugène Pelletier, de *L'Action catholique*; Denys Paré, du *Soleil*; Paul Leclerc, du *Montreal Star*; Fernand Marcotte, de *Broadcast News*; Gilles Méthot, du *Nouvelliste*; Warren Stafford, du *Quebec Chronicle-Telegraph*; Marc-Émond Thivierge, de la *United Press International*; et Brian Upton, du *Star*.

La Tribune de la presse accueille dans ses rangs deux nouveaux médias, lesquels viennent gonfler d'autant la galerie. CFCM-TV, une station de télévision privée de Québec, et CHRC, une station de radio de Québec, délèguent chacun un courriériste pour suivre les débats. Il s'agit de Gérard Fecteau, de CFCM-TV, et de Jacques Gauthier, de CHRC. Cette session marque donc l'entrée des médias électroniques à la Tribune de la presse.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes... ou non?

S'il est un élément sur lequel les membres de la Tribune semblent constamment buter, et ce, tout au long de la session, c'est bien lorsque vient le temps de rapporter les montants présentés par les députés lors de leurs discours. La plupart du temps, les discordances recensées d'un journaliste à l'autre sont minimes. Parmi tant d'autres cas de la sorte, prenons celui du 15 février 1960, alors que Lafrance discute de montants alloués à la construction des ponts. Alors que *Le Soleil* parle d'une somme de 16 millions de dollars, *L'Action catholique* parle plutôt de 18 millions de dollars. Comme les *Comptes publics* de 1961 rapportent pour leur part la somme de 16 millions de dollars, le nombre publié par *Le Soleil* a été conservé dans la reconstitution des débats.

Il arrive par contre que la disparité soit d'un tout autre ordre. C'est le cas de Hamel, le 15 janvier, qui signale qu'un journal fait fausse route. Alors qu'il avait avancé que les frais de publicité de l'Union nationale s'élevaient à 23 000 \$ par candidat, le journal en question a plutôt rapporté le nombre gargantuesque de 23 000 000 \$. Ce qui fait dire à un Barrette, le sourire aux lèvres²⁴⁴ :

Le député du Saint-Maurice a droit à son opinion, mais les chiffres mentionnés sont fantastiques et fantaisistes. Une telle somme représente sans doute la publicité de tous les partis politiques depuis 10 ou 15 ans pour le moins.

(Éclats de rire général)

Pareille coquille met également en cause le chef de l'opposition. Le 19 janvier, il tient à signaler qu'une erreur s'est glissée dans les comptes rendus de certains journaux, dont *Le Soleil*. Dans son discours du 15 janvier portant sur la transformation des matières premières, il avait cité en exemple l'industrie sidérurgique du Bengale, qui emploie non pas 300 personnes comme on lui a attribué à tort, mais près de 30 000 individus. L'erreur est somme toute assez banale, et sans conséquence, mais Lapalme ayant à cœur le dossier des richesses naturelles, il tient à ce que la rectification soit faite en bonne et due forme.

La Tribune de la presse, un partenaire sur lequel il faut compter

Les parlementaires ont pleinement conscience que le travail des courriéristes parlementaires constitue un puissant levier de l'opinion publique qui peut servir autant à leur

avantage qu'à leur désavantage. Ainsi, le 22 février, alors qu'oppositionnels et ministériels se déchirent sur la question des documents déposés aux archives et la procédure à suivre, l'Orateur, à qui revient l'ultime responsabilité dans ce dossier, tient à tirer les choses au clair. Pour ce faire, il s'adresse directement aux députés et communique, selon toute apparence, une copie de son discours aux membres de la Tribune qui, pour leur part, le reproduisent intégralement dans leur média respectif. Il appert toutefois que *Le Devoir* ait déformé, sciemment ou non, la nature du propos :

M. l'Orateur: Je désire faire une observation relativement à ce qui a paru dans certains journaux de vendredi, concernant la séance de jeudi dernier, et je tiendrais à ce que les journaux reproduisent exactement mes remarques.

Je lis, dans un journal, ce qui suit: "Le gouvernement provincial a décidé qu'à l'avenir, les libéraux seront obligés de consulter les documents dans le bureau des archives, documents que la Chambre basse oblige de produire."

Je lis dans un autre entrefilet qui se lit comme suit: "À l'avenir, les libéraux devront consulter les documents au bureau même des archives et ne pourront plus les emprunter"²⁴⁵...

Ces notes de journaux sont manifestement inexactes, incomplètes et fallacieuses et sont de nature à tromper le public, en plus d'être injustes pour l'Orateur.

Des mots qui manquent à l'appel, ou à reconsidérer

Parfois, dans les comptes rendus quotidiens, une expression, un mot lâché au hasard – perdu dans le brouhaha des discussions – est attribué à un parlementaire qui, malheureusement, n'a pas pu être identifié par aucun des courriéristes.

D'autres propos rapportés par les courriéristes parlementaires portent davantage confusion. Tel est le cas de cette phrase qu'aurait lancée à brûle-pourpoint Germain Caron, au beau milieu du discours de René Hamel sur la loi de l'instruction publique, alors que la Chambre était en comité plénier :

M. Hamel (Saint-Maurice): [Ce télégramme] a eu son écho dans les journaux, notamment dans *Le Nouvelliste* qui étalait la nouvelle sur huit colonnes.

M. Caron (Maskinongé): C'est un tissu de mensonges.

Cette phrase de Caron, telle que rapportée par *Le Nouvelliste*, est à prendre avec précaution. De prime abord, on la retrouve dans l'introduction de l'article et non dans le corps du texte; aussi on ne sait quand elle a été dite²⁴⁶. Qui plus est, selon Gilles Méthot, courriériste du *Nouvelliste*, ces paroles s'adressent au quotidien. La journée même de la parution de l'article, Caron se rend auprès de Méthot afin de faire une mise au point concernant cette phrase, mise au point publiée dès le lendemain. Au dire de Caron, il n'a jamais prononcé l'expression telle quelle. Il aurait plutôt déclaré « qu'il y a eu malentendu », faisant alors allusion à une méprise entre trois individus²⁴⁷.

La reconstitution des débats, reproduite à partir des comptes rendus réalisés par les membres de la Tribune de la presse, n'est certes pas un exercice parfait, étranger aux erreurs et aux incorrections. Les quelques exemples mentionnés montrent quelques-unes de ces failles rencontrées. Mais, dans son ensemble, l'essentiel des débats reconstitués de 1959-1960 demeure tout de même un portrait fidèle de la session.

Alexandre Turgeon

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. « 15 septembre 1959 – Visite de Nikita Khrouchtchev aux États-Unis », *Perspective Monde*, Université de Sherbrooke, [en ligne] <http://perspective.usherbrooke.ca/>
2. Parmi les décisions notables de Diefenbaker à la tête du gouvernement du Canada, notons celle de faire entrer Ellen Fairclough au Cabinet. Il s'agit de la première femme à siéger au sein du Cabinet fédéral.
3. Denis Smith, « Diefenbaker, John George », *Dictionnaire biographique du Canada*, [en ligne] <http://www.biographi.ca/>
4. Au fédéral, le droit de vote est accordé aux Inuits en 1950. « Droit de vote », *L'Encyclopédie canadienne*, <http://www.thecanadianencyclopedia.com>.
5. À ce sujet, on consultera Jean-Pierre Fournier, « Diefenbaker, champion des droits de la personne », *Les Archives de Radio-Canada*, le 28 novembre 1971, [en ligne] <http://archives.radio-canada.ca/>
6. Pierre Godin, *René Lévesque*. Tome 1 : *Un enfant du siècle 1922-1960*, Montréal, Boréal, 1994, p. 368.
7. Notons que Normand Hudon s'en prend à Daniel Johnson une fois qu'il est devenu la figure de proue de l'Union nationale.
8. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/>
9. Mgr Charbonneau avait notamment pris position pour les ouvriers lors de la grève de l'amiante à Asbestos, en 1949, ce qui aurait fait de Duplessis son irréductible adversaire. Ce serait sous les pressions de Duplessis et de son entourage que Mgr Charbonneau demande au pape Pie XII de le relever de ses fonctions, le 10 février 1959. Sa démission, effective immédiatement, est annoncée par Rome le lendemain.
10. À ce sujet, on consultera Guy Frégault, *La guerre de la conquête*, Montréal, Fides, 2009 (1955), 514 p. et Charles-Philippe Courtois (dir.), *La Conquête : une anthologie*, Montréal, Typo, 2009, 485 p.
11. Roger Ebert, « Breathless (1960) », *rogerebert.com*, [en ligne] <http://rogerebert.suntimes.com/>
12. Yves Lever, *Anastasia ou la censure du cinéma au Québec*, Sillery, Septentrion, 2008, p. 165.
13. Une tendance récente de l'historiographie québécoise consiste à souligner l'apport de Paul Sauvé à la Révolution tranquille, en lui donnant le rôle de « précurseur ». Voir : Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, p. 499; Paul Labonne, *Paul Sauvé : désormais, l'avenir, 1907-1960*, Outremont, Point de fuite, 2003, 109 p.; et Jacques Parizeau, « Quand le Canada n'est plus au centre de la scène », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dirs.), *La Révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB éditeur, 2000, p. 139. Dès 1971, Denise Bombardier affirme que Sauvé est « le précurseur de la "Révolution tranquille" » : Denise Bombardier, *Les « cent jours » du gouvernement Sauvé*, mémoire de maîtrise (science politique), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1971, p. 168. Dans la série radiophonique *La Révolution tranquille*, diffusée à Radio-Canada à l'occasion du cinquantième de ladite révolution, l'hypothèse est avancée que Sauvé en soit le père.
14. D'autres auteurs continuent de dissocier Paul Sauvé de la Révolution tranquille et de l'associer, de fait, à la grande noirceur. Voir : Jean-Claude Deschênes, « La Révolution tranquille et les réformes de la santé », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dirs.), *La Révolution tranquille...*, p. 293. Notons pour finir que l'anniversaire consacré de la Révolution tranquille est le 22 juin 1960, date de l'élection de Jean Lesage et de son « équipe du tonnerre ».
15. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires*. Tome 2 : *Le vent de l'oubli*, Montréal, Leméac, 1970, p. 244.
16. *Ibid.*, p. 237.
17. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1999, p. 503.
18. *Ibid.*, p. 512. Voir : Dale C. Thompson relate lui aussi l'affaire, en situant plutôt la conférence au mois de juin. Voir Jean Lesage et la révolution tranquille, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984, p. 108.
19. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 512.
20. À ce sujet, on consultera C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 513-514.
21. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 513-514.
22. Paul Sauvé, « Annonce du décès de Maurice Duplessis », *Les Archives de Radio-Canada*, le 7 septembre 1959, [en ligne] <http://archives.radio-canada.ca/>
23. Jean-Michel Leprince, « Duplessis, mort et renié », *Les Archives de Radio-Canada*, le 7 septembre 1979, [en ligne] <http://archives.radio-canada.ca/>
24. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 517.
25. Roland Lelièvre, « Les funérailles de Duplessis », *Les Archives de Radio-Canada*, le 10 septembre 1959, [en ligne] <http://archives.radio-canada.ca/>
26. Martin Pâquet, « Le deuil comme consensus. Les rituels funéraires des responsables politiques au Canada et au Québec, 1868-2000 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 1 (automne 2005), p. 84.
27. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 244.
28. Cette opinion fait consensus auprès de tous, contemporains et chercheurs confondus. Voir : D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 108; Pierre Godin, *Daniel Johnson*. Tome 1 : *1946-1964 : La passion du pouvoir*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1980, p. 116; et G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 244.
29. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 515.
30. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*. Tome 2 : *1944-1959*, Montréal, Fides, 1973, p. 706; et P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 115-116.
31. Selon certains, Paul Sauvé retire son indépendance vis-à-vis de Gérard Martineau du fait de sa situation financière avantageuse. Jamais durant sa carrière il dut recourir aux services de la caisse électorale pour assurer son élection dans Deux-Montagnes. Voir : P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 119.
32. Pierre Bohémier remporte sans opposition la circonscription de Labelle lors des élections partielles qui se tiennent le 15 octobre 1958. Le siège était vacant depuis le 20 août 1958, depuis la démission d'Albiny Paquette, nommé au Conseil législatif dans Rougemont.
33. Il est à noter que le Parti libéral ne présente aucun candidat dans Lac-Saint-Jean et "n'a pas montré trop d'animosité" dans Labelle, pour citer Lapalme. (19 novembre 1959) Cette décision de Lesage, qui préfère fourbir ses armes en prévision des élections générales, suscite les railleries des ministériels en Chambre.

34. « Trois-Rivières restera sans député jusqu'aux prochaines élections », *Le Soleil*, 14 septembre 1959, p. 1.
35. Réjean Pelletier, *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, p. 119-124.
36. Fait à noter, Denise Bombardier raconte qu'à la toute première rencontre du Cabinet sous Sauvé, Rivard aborde familièrement celui qui avait été la veille son collègue d'une franche tape dans le dos, accompagné d'un bonhomme : « Salut Ti-Paul ! » Ce à quoi il répondit, flegmatique : « Bonjour Monsieur le procureur général. Ayez donc l'obligeance de vous rappeler que nous sommes au Cabinet et que vous vous adressez au premier ministre. » Denise Bombardier, *Les « cent jours » du gouvernement Sauvé*, mémoire de maîtrise (science politique), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1971, p. 107-108.
37. Élisée Thériault s'éteint le 30 juillet 1958, Jacob Nicol, le 23 septembre, et Émile Moreau, le 28 janvier 1959. On notera que les trois étaient d'allégeance libérale.
38. Barrette y pourvoira en y nommant Joseph-Oscar Gilbert, le 30 mars 1960, soit 12 jours après la prorogation de la 4^e session de la 25^e législature.
39. À l'origine, il s'agissait d'un seul et même ministère, mais, devant l'ampleur de la tâche, la décision de les scinder en deux ministères, avec leur personnel respectif, s'imposa d'elle-même le 15 janvier 1959. Il est à noter que du 18 septembre 1946 au 17 août 1947, Sauvé et Paquette furent respectivement ministre du Bien-être social et de la Jeunesse et ministre de la Santé et du Bien-être social au sein du cabinet Duplessis. Une situation normalisée le 17 août 1947, Paquette n'étant plus que ministre de la Santé.
40. Dont voici d'ailleurs une liste exhaustive : Antonio Barrette, ministre du Travail; Paul Dozois, ministre des Affaires municipales; Laurent Barré, ministre de l'Agriculture; Joseph-Damase Bégoin, ministre de la Colonisation; John Samuel Bourque, ministre des Finances; Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce; William McOvat Cottingham, ministre des Mines; Camille Pouliot, ministre des Pêcheries et de la Chasse; Daniel Johnson, ministre des Ressources hydrauliques; Arthur Leclerc, ministre de la Santé; Yves Prévost, secrétaire de la province; Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics; Antonio Talbot, ministre de la Voirie; Antonio Élie, Wilfrid Labbé et Gérard Thibault, ministres d'État.
41. Arthur Sauvé fut, à l'Assemblée législative, député conservateur dans Deux-Montagnes de 1908 à 1930 et, à la Chambre des communes, député conservateur dans Laval-Deux-Montagnes de 1930 à 1935. Dans le cabinet Bennett, il fut ministre des Postes pour la même période.
42. Bien qu'absent du Québec lors des élections générales de 1944, son épouse Luce Pelland fait campagne en son nom et parvient à le faire élire avec une majorité de 1 509 voix face au libéral Jean-Léo Rochon.
43. Gérard Bergeron, *Pratique de l'État au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, p. 68.
44. Qui ne connaît pas la fameuse anecdote du copieux « Tais-toi, tais-toi... Laisse-moi faire ! » que Duplessis servit à Baie-Comeau, le 14 juin 1958, au pauvre Rivard, tout décontenancé de cette boutade gaillarde. Voir : Mathieu Rompré, « Le "toé, tais-toé" de Duplessis : mythe ou réalité? », *Bulletin de l'Assemblée nationale*, vol. 30, n^{os} 1-2 (septembre 2001), p. 20; et Michel Sarra-Bournet, « Duplessis, Maurice Le Noblet », *Dictionnaire biographique du Canada*.... Le caricaturiste Robert La Palme fit ses choux gras de l'affaire. Tout devient prétexte pour La Palme d'insérer ci et là dans ses caricatures le solliciteur général qui pour un rien se faisait rabrouer promptement par le premier ministre, qui ne mâchait pas ses mots : « Toé, tais-toé⁴⁴ ! » Parmi les caricatures de La Palme, on consultera notamment celles parues dans *Le Devoir* les 7 et 21 juillet et le 1^{er} août 1958, toutes à la page 4. La légende est rendue telle d'ailleurs qu'elle dépasse tout entendement : « Le fameux "toé-tais-toé" que Duplessis lançait à ses ministres en pleine Chambre résume bien le fondement du duplessisme. » de soutenir Denise Bombardier, dans *Les « cent jours »*..., à la page 53.
45. Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, p. 65.
46. Nous parlons de mythe, du fait que ce passage des plus anecdotiques de Laporte sur la personnalité de Sauvé a depuis été repris à toutes les sauces, par différents auteurs. Réjean Pelletier et Dale C. Thompson, l'un dans *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa 1944-1970* (p. 124), l'autre dans *Jean Lesage et la révolution tranquille* (p. 109), reviennent sur cet extrait en commettant l'erreur d'attribuer ces propos à Laporte. Sous leur plume, c'est Laporte qui parle, qui analyse, qui classe « en trois catégories » les ministres de Duplessis. Alors qu'il s'agit de prime abord d'une déclaration à l'emporte-pièce d'un sénateur québécois que Laporte, sans doute par considération pour la formule, insère dans son ouvrage. Il est d'ailleurs digne de mention qu'outre cette brève mention Pierre Laporte ne revient qu'à une seule autre occasion sur Sauvé dans son ouvrage *Le vrai visage de Duplessis* (p. 22), bien qu'il consacre un pan entier de son ouvrage aux relations du chef avec ses ministres (Maurice Duplessis et ses ministres, p. 65-76). Dans ce chapitre, outre l'anecdote ci-haut mentionnée, il n'est nulle part fait mention de Sauvé.
47. G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 198.
48. C'est plutôt en ces termes que Pierre Godin rapporte les propos de Sauvé : « Quand j'étais dans l'armée, j'étais un simple major. Je ne discutais pas les ordres de mes supérieurs. Quand Duplessis était premier ministre, j'exécutais ses ordres. Je ne discutais pas. » dans *Daniel Johnson*..., p. 126.
49. D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 109.
50. G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 278.
51. D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 108.
52. Voir : Marguerite Paulin, *Maurice Duplessis : Le Noblet, le petit roi*, Montréal, XYZ, 2002, p. 141; et René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 221-222.
53. M. Sarra-Bournet, « Duplessis... ».
54. Paul Labonne utilise le vocabulaire comme sous-titre de son ouvrage *Paul Sauvé : désormais, l'avenir, 1907-1960*.
55. G. Bergeron, *Pratique de l'État*..., p. 68.
56. Cyrille Felteau, « Le prélude du 22 juin 1960 », dans *Une certaine révolution tranquille : 22 juin 60-75*, Montréal, Éditions La Presse, 1975, p. 11.
57. C. Black, *Maurice Duplessis*..., p. 521.
58. Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau*. Tome 1 : *Le Croisé, 1930-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 2001, p. 211.

59. Jean-Louis Gagnon, *Les Apostasies. Tome 2 : Les dangers de la vertu*, Montréal, Éditions La Presse, 1988, p. 16.
60. Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille : propos et confidences*, Montréal, Centre éducatif et culturel, 1989, p. 173; D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 16; Yves-Henri Nouailhat, *Le Québec de 1944 à nos jours : un destin incertain*, Paris, Imprimerie nationale, 1992, p. 95; Jean Hamelin et André Garon, « Introduction : La vie politique au Québec de 1956 à 1966 », dans V. Lemieux (dir.), *Quatre élections provinciales au Québec, 1956-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969, p. 12; M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 102.
61. J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12; Y.-H. Nouailhat, *Le Québec...*, p. 95. On notera par ailleurs qu'Yves -Henri Nouailhat utilise le même passage, mot pour mot, dans son ouvrage.
62. D. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 110.
63. M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 102.
64. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 277.
65. Lionel Bertrand, *Quarante ans de souvenirs politiques*, Sainte-Thérèse, Éditions Lionel Bertrand, 1976, p. 78-79.
66. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 126. Le député Pierre Laporte en rajoute, alors qu'il siège à l'Assemblée législative. À la séance du 3 avril 1962, il affirme : "L'Union nationale a répandu le gauchisme à l'époque où elle était au pouvoir et elle a conservé cette pratique dans l'opposition. Mais le gauchisme est mort. Il est mort quand Sauvé, debout en face de moi, a dit : Désormais."
67. Elle date pourtant dans son mémoire une autre déclaration de Sauvé, soit qu'il aurait déclaré le 8 septembre à propos de son prédécesseur qu'il « faut continuer son œuvre ». D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 1.
68. M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 102.
69. P. Duchesne, *Jacques Parizeau...*, p. 211.
70. D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 16.
71. « M. Sauvé assure les journalistes de la collaboration du gouvernement », *Le Soleil*, 12 septembre 1959, p. 11.
72. Archives nationales à Québec, Conseil exécutif, arrêté en conseil du 16 septembre 1959, no 870-59.
73. « M. Lesage : L'U. N. a renié Duplessis mais elle conserve le duplessisme », *Le Devoir*, 19 octobre 1959, p. 3.
74. « M. Sauvé déconcerte amis et adversaires », *Le Devoir*, 13 novembre 1959, p. 4.
75. « Encore un heureux "désormais"... – M. Sauvé consulte ses collègues! », *Le Devoir*, 2 décembre 1959, p. 1.
76. « Un "désormais" de taille – Le bill 34 : la clause relative à l'énumérateur unique est rayée! » *Le Devoir*, 19 décembre 1959, p. 1.
77. D. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 111.
78. M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 101-102.
79. Pierre Godin rapporte également de tels propos de la part de Sauvé en conférence de presse. Voir : P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 123. Une stratégie tout en subterfuges, selon Pierre Godin, persuadé du machiavélisme politique de Sauvé. « Politicien rusé, Sauvé se défend bien de renier le duplessisme ou même de le contredire. Il est tout simplement en quête d'un nouveau style qu'il définit dans un slogan : "Le même but, mais pas les mêmes moyens!" Néanmoins, personne ne s'y trompe. Ni la presse ni le libéraux moroses. Rien ne sera plus comme avant. Ce qu'on appellera dans moins d'un an "la Révolution tranquille" vient de commencer. » dans *ibid.*, p. 127.
80. M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 46.
81. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 280-281.
82. *Ibid.*, p. 279.
83. Nous connaissons maintenant l'identité de l'informateur de Denise Bombardier. Il s'agit de Fernand Dostie, tel que révélé par Paul Labonne dans le cadre du colloque *Duplessis, son milieu, son époque*, tenu à Trois-Rivières et à Québec les 17, 18 et 25 septembre 2009.
84. D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 108. Il faut toutefois prendre avec un grain de sel cette information, comme il s'agit d'un témoignage d'un proche de Sauvé qui n'est corroboré par aucun autre témoin.
85. A. Barrette, *Mémoires...*, p. 192-193.
86. Pierre Laporte, cité dans C. Felteau, « Un prélude... », p. 11.
87. D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 129.
88. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 278. Lapalme annonce également la fin de la lune de miel en Chambre, le 24 novembre 1959, soit lors de la troisième séance de la session.
89. D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 145.
90. « Paul Sauvé – Un homme politique tourné vers l'avenir », *Bibliothèque et Archives nationales du Québec*, [en ligne] <http://www.banq.qc.ca/>
91. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 143.
92. Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, p. 141; M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 47; Y.-H. Nouailhat, *Le Québec de 1944...*, p. 95; et G. Bergeron, *Pratique de l'État...*, p. 68.
93. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 138.
94. *Ibid.*, p. 148.
95. *Ibid.*, p. 139.
96. M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 46.
97. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 150-151. On notera qu'au terme des élections du 22 juin 1960, qui virent Lesage l'emporter sur Barrette, ce dernier démissionna, remplacé par Prévost qui assure l'intérim. Il ne sera toutefois pas en mesure de siéger en Chambre pour des raisons de santé.
98. C. Black, *Maurice Duplessis...*, p. 521.
99. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 138.
100. D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 141.

- 101 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 144.
 102 *Ibid.*, p. 151.
 103 R. Pelletier, *Partis politiques*..., p. 238.
 104 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 153-154.
 105 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale*..., p. 47. Sa longue absence de la Chambre basse à la fin des années 1950 a sonné le glas de l'*homo civilis*, ajoutent les auteurs. *Ibid.*, p. 104.
 106 J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12; et D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 113.
 107 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 152-153.
 108 *Ibid.*, p. 161.
 109 D. Brunelle, *La désillusion*..., p. 141.
 110 R. Pelletier, *Partis politiques*..., p. 238.
 111 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale*..., p. 106.
 112 J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12; Y.-H. Nouailhat, *Le Québec de 1944*..., p. 95. Comme une fois n'est pas coutume, Yves-Henri Nouailhat repique la même expression à Jean Hamelin et André Garon.
 113 Herbert Furlong Quinn, *The Union nationale: Quebec nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, p. 177.
 114 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 163-164.
 115 P. Gérin-Lajoie, *Combats*..., p. 174.
 116 Gilles Gariépy, « L'Union nationale meurt, le Parti québécois naît et les libéraux règnent », dans *Une certaine révolution tranquille : 22 juin 60-75*, Montréal, Éditions La Presse, p. 29.
 117 Susan Mann Trofimenkoff, *Visions nationales : une histoire du Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1986, p. 403.
 118 G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 284.
 119 L. Bertrand, *Quarante ans*..., p. 106.
 120 Voir : G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 157.
 121 « Trahison. J'ai tu l'histoire détaillée de celle ou de celles qui m'ont touché, je n'ai pas parlé des députés Ross et Rochon, j'ai passé sans le voir à côté de tel conseiller législatif, je n'ai pas raconté l'odyssée de l'agent X de Jos.-D. Bégin, etc. », *Ibid.*, p. 290.
 122 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale*..., p. 106-107.
 123 *Ibid.*, p. 107.
 124 C. Blais, G. Gallichan, F. Lemieux et J. Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles*..., p. 499; J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12; H. Quinn, *The Union nationale*..., p. 177; G. Bergeron, *Pratique de l'État*..., p. 68.
 125 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 129-130, 152; L. Bertrand, *Quarante ans*..., p. 106; G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 283.
 126 L. Bertrand, *Quarante ans*..., p. 79. On notera que Lionel Bertrand, d'un côté, affirme que « Sauvé trouve la formule pour les obtenir » (p. 79), tandis que de l'autre il reconnaît que « Barrette récupère quelque 25 millions de la Fondation des universités canadiennes » (p. 106). Pour sa part, Michel Lamy reconnaît leurs mérites à tous deux. Voir : Michel Lamy, *La révolution tranquille et le nationalisme politique : analyse du contenu des discours de Jean Lesage durant le premier mandat du gouvernement libéral (1960-1962)*, mémoire de maîtrise (science politique), Québec, Université Laval, 1994, p. 23.
 127 A. Barrette, *Mémoires*..., p. 205.
 128 Voir : M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale*..., p. 107.
 129 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 161.
 130 Denys Paré, « C'était un géant en pleine maturité, dit l'hon. Barrette », *Le Soleil*, 12 janvier 1960, p. 3.
 131 G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 164.
 132 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 164.
 133 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale*..., p. 104.
 134 D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 113.
 135 Les présences de Lesage au Club de réforme sont bien connues. Les ministériels s'en moquent d'ailleurs en Chambre, tel Jean-Jacques Bertrand : "Et si nous avions eu à décider où doit rester le chef qui est en dehors de la Chambre, nous l'aurions laissé au Club de Réforme, son "parlement-école". (Rires)". (27 novembre 1959)
 136 Lapalme avait finalement décidé de se retirer de la course à sa succession pour appuyer Lesage.
 137 D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 110.
 138 G. Bergeron, *Incertitudes d'un certain pays : le Québec et le Canada dans le monde (1958-1978)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, p. 120.
 139 « Publication du livre "Lesage s'engage" », *Bilan du siècle*...
 140 G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 280.
 141 À ce sujet, on consultera Alexandre Turgeon, *Le nez de Maurice Duplessis. Le Québec des années 1940 tel que vu, représenté et raconté par Robert La Palme : analyse d'un système figuratif*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2009, p. 75-79.
 142 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 159.
 143 D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 113.
 144 P. Godin, *Daniel Johnson*..., p. 159-160.
 145 D. Thompson, *Jean Lesage*..., p. 113.
 146 G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., tome 2, p. 115.
 147 Il le sera plus encore lorsqu'il sera appelé, au terme des élections du 22 juin 1960, à participer au gouvernement de la province, d'où le titre des plus cyniques dont il affuble le troisième tome de ses mémoires. Le paradis du pouvoir. Voir : G.-É. Lapalme, *Mémoires. Le paradis du pouvoir*, Montréal, Leméac, 1973, tome 3.
 148 Pour s'en convaincre, on consultera *ibid.*, p. 276-279.

- 149 L. Bertrand, *Quarante ans...*, p. 78.
 150 Les mésaventures de Lapalme au cours des années 1950 sont nombreuses. Pensons ainsi aux deux élections
 151 générales de 1952 et 1956 qui virent l'Union nationale triompher, à sa défaite personnelle dans Joliette en
 152 1952, aux criants problèmes du Parti libéral durant ses années de vaches maigres, pour culminer avec la
 153 contestation de son leadership, qui propulsa Lesage à la tête du parti en mai 1958.
 154 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 284.
 155 D. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 112.
 156 G.-É. Lapalme, *Pour une politique : le programme de la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur,
 157 1988, 348 p.
 158 R. Comeau, « La Révolution tranquille : une invention? », dans Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier
 159 (dirs.), *La Révolution tranquille...*, p. 15-16.
 160 *Ibid.*, p. 15; Jean-Charles Panneton, *Georges-Émile Lapalme, précurseur de la Révolution tranquille*,
 161 Montréal, VLB éditeur, 2000, 190 p.; M. Sarra-Bournet, compte rendu de l'ouvrage de J.-C. Panneton,
 162 *Georges-Émile Lapalme...*, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, n° 2 (automne 2002), p. 272;
 163 Claude Corbo, « Aux sources de la Révolution tranquille : redécouvrir Georges-Émile Lapalme », dans
 164 Jean-François Léonard (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988,
 165 p. 8.
 166 Sylvain Simard, « Les relations France-Québec : aspect important de la Révolution tranquille », dans
 167 Y. Bélanger, R. Comeau et C. Métivier (dirs.), *La Révolution tranquille...*, p. 158.
 168 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 241.
 169 Georges-Émile Lapalme souligne d'ailleurs que ses discours étaient « d'une grande violence ». Voir : *Ibid.*,
 170 p. 201.
 171 *Ibid.*, p. 290.
 172 À titre d'exemple, le 3 mars 1960, à l'occasion d'un vote sur la décision du président du comité plénier,
 173 Hanley vote pour la première fois de la session contre le gouvernement.
 174 « Reportage sur l'ouverture du Parlement », *Progrès Islet*, 14 novembre 1959, p. 7.
 175 Jacques Monnier, « Cérémonial empreint de grandeur – Une importante session parlementaire s'ouvre »,
 176 *La Presse*, 18 novembre 1959, p. 17.
 177 « Faits saillants de la première séance de la nouvelle session », *Montréal-Matin*, 19 novembre 1959, p. 7.
 178 D. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 111.
 179 D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 136.
 180 « L'assurance-hospitalisation : "Il faudra procéder avec prudence et sans hâte" », *L'Événement-Journal*,
 19 novembre 1959, p. 1; « L'assurance-hospitalisation en vigueur bientôt dans le Québec », *Le Nouvelliste*,
 19 novembre 1959, p. 1; « Plan d'assurance-santé au Québec? », *La Tribune*, 19 novembre 1959, p. 1.
 Épineux, du fait que l'assurance-hospitalisation a longtemps été refusée d'office par Maurice Duplessis.
 Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, Presses de
 l'Université de Montréal, 1988, p. 199.
 En fait, au cours des 22 derniers exercices financiers, le discours du budget a été lu neuf fois en février, huit
 en mars, trois en avril, ainsi qu'une fois en mai et en janvier. Il faut remonter au 16 octobre 1936 pour
 trouver un discours du budget qui ait été lu si tard dans l'année, ou plutôt si tôt au cours de l'exercice
 financier. Ce premier budget de l'administration Duplessis s'est lui-même tenu dans des circonstances
 particulières. Ce budget n'a toutefois que peu marqué les mémoires parlementaires, ce qui fait dire – à tort
 – à Jacques Monnier qu'il semble que ce soit la première fois que le budget est déposé avant Noël. Voir là-
 dessus : Christian Blais, « Introduction historique – 1^{re} session de la 19^e Législature (du 19 mai 1935 au
 11 juin 1936) », *Débats reconstitués de l'Assemblée législative*, Assemblée nationale, Québec; et
 J. Monnier, « L'hon. John S. Bourque prévoit un budget record de \$617,797,200 – Un excédent réel de
 \$500,200 », *La Presse*, 11 décembre 1959, p. 1.
 Pour ce qui est des deux budgets qui ont été déposés en janvier et en mai, soit les 9 janvier 1952 et 21 mai
 1940, la tenue ou l'issue d'élections générales expliquent ce décalage. Le 25 octobre 1939, le Parti libéral
 sous la gouverne de Godbout a remporté les élections. La 1^{re} session de la 21^e Législature débutant le
 20 février 1940, cela laisse près de trois mois jour pour jour au trésorier provincial, James Arthur
 Mathewson, afin de préparer son premier budget. La tenue des élections générales, prévues pour le
 16 juillet 1952, explique quant à elle le fait que Gagnon ait déposé son budget si tôt dans la nouvelle année.
 « Hommage au personnel », *Montréal-Matin*, 11 décembre 1959, p. 9.
 Fernand Renault, « \$593,633,000 In Revenues Set Record », *Montreal Star*, 10 décembre 1959, p. 1;
 J. Monnier, « L'hon. John S. Bourque... »; « Budget sans précédent... »; Maurice Bernier, « Budget record
 à Québec », *Montréal-Matin*, 11 décembre 1959, p. 3.
 D. Paré, « Brillantes perspectives de l'économie générale de la province », *L'Événement-Journal*,
 11 décembre 1959, p. 3. Dans les pages de *La Tribune*, on souligne toutefois une situation quelque peu
 problématique. Le discours du budget ayant été lu si tôt dans l'exercice financier, les députés n'ont pas
 encore pris connaissance du détail des crédits prévus par le gouvernement pour le prochain exercice
 financier. « L'hon. J. S. Bourque avait cru à un déficit de sept millions préalablement », *La Tribune*,
 11 décembre 1959, p. 1.
 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 279.
Ibid.
 « On s'interroge sur la proximité d'élections générales au Québec », *L'Événement-Journal*, 11 décembre
 1959, p. 3.
 « L'hon. J. S. Bourque... », p. 1.
 De 1867 à 2010, on compte 141 sessions parlementaires de l'Assemblée législative – puis nationale. De ces
 141 sessions, dix ont connu deux premiers ministres.
 Voir : L. Bertrand, *Quarante ans...*, p. 78-79.
 Voir : G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 284.
Ibid., p. 278-279.

- 181 D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 112.
- 182 *The Montreal Daily Star*, 2 décembre 1959, p. 1.
- 183 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 278-279.
- 184 Ginette Larocque, « Le Duplessis du sculpteur Émile Brunet », *Bulletin de l'Assemblée nationale*, vol. 38, n° 2 (automne 2009), p. 31.
- 185 La Commission royale d'enquête sur l'administration publique, présidée par le juge Élie Salvas, est instituée par le gouvernement Lesage le 5 octobre 1960. Voir : D. C. Thompson, *Jean Lesage...*, p. 138.
- 186 J.-M. Leprince, « Duplessis, mort... ».
- 187 « Scandale à la Corporation de gaz naturel de Québec », *Le Devoir*, 13 juin 1958, p. 1.
- 188 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 273.
- 189 Vincent Prince, « Important changement d'attitude », *La Presse*, 27 novembre 1959, p. 2.
- 190 *Ibid.*
- 191 P. Laporte, « Volte-face à l'Assemblée législative – Le premier ministre Sauvé permet le débat sur le GAZ NATUREL », *Le Devoir*, 27 novembre 1959, p. 1.
- 192 *Le Temps*, 3 décembre 1959, p. 3.
- 193 « From the discussion which followed it was obvious that the Liberals were unprepared, although Mr Hamel did not fare too badly under the circumstances. » Voir : *Montreal Daily Star*, 3 décembre 1959, p. 3.
- 194 On notera que Tellier a quitté entre-temps son poste de directeur de la compagnie.
- 195 P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 124.
- 196 J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12. Une fois de plus, on peut dire que Jean Hamelin et André Garon soutirent carrément les mots de la bouche à Yves-Henri Nouailhat. Voir : Y.-H. Nouailhat, *Le Québec de 1944...*, p. 95.
- 197 *Le Devoir*, 29 octobre 1959, cité dans D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 81.
- 198 G. Bergeron, *Pratique de l'État...*, p. 69.
- 199 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 101.
- 200 D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 159.
- 201 *Statuts de Québec*, 8-9 Elizabeth II 1959-1960, chapitre 36.
- 202 *The Quebec Chronicle-Telegraph*, 11 décembre 1959, p. 1.
- 203 *La Presse*, 11 décembre 1959, p. 2.
- 204 *La Presse*, 12 décembre 1959, cité dans D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 120-121.
- 205 *The Quebec Chronicle-Telegraph*, 15 décembre 1959, p. 2.
- 206 M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 103. Le témoignage d'Aurée Cloutier entre d'ailleurs en contradiction avec les propos de Denise Bombardier. Cette dernière affirme que Paul Sauvé, dans une volonté de rompre avec le passé, « renvoie à Trois-Rivières Mlle Cloutier », dans *Les « cent jours »...*, p. 111.
- 207 Chiffres avancés dans *The Gazette*, 23 janvier 1960, p. 1.
- 208 On notera que Barrette, dans ses mémoires, ne souligne en aucun cas l'intervention de Lapalme sur cette question. Voir : A. Barrette, *Mémoires...*, p. 215-216.
- 209 Le train qui devait le ramener de Montréal est retardé par un déraillement survenu près de Trois-Rivières.
- 210 Voir : *L'Action catholique*, 1^{er} mars 1960, p. 1; et *Le Soleil*, 1^{er} mars 1960, p. 11.
- 211 D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 156; Jean Pelletier, cité dans M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 101; D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 139.
- 212 John English, « Trudeau, Pierre Elliott », *Dictionnaire biographique du Canada...*
- 213 L. Bertrand, *Quarante ans...*, p. 79.
- 214 P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 129; L. Bertrand, *Quarante ans...*, p. 106; J. Hamelin et A. Garon, « Introduction... », p. 12. Et curieusement! Y.-H. Nouailhat, *Le Québec de 1944...*, p. 95.
- 215 P. Duchesne, *Jacques Parizeau...*, p. 211; D. Bombardier, *Les « cent jours »...*, p. 156; Jean Pelletier, cité dans M. Cardinal, V. Lemieux et F. Sauvageau, *Si l'Union nationale...*, p. 101; D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 139.
- 216 *L'Événement-Journal*, 18 février 1960, p. 10.
- 217 *La Tribune*, 20 novembre 1959, p. 9.
- 218 À l'automne 1959, une seule grève d'importance est en cours dans la province, celle de la Dominion Textile à Magog, qui dure depuis le 26 septembre. Pour Dorval Brunelle, il appert évident que Duplessis « eût sans doute fait illico investir la ville par la Police provinciale », alors que Rivard, procureur général, s'est engagé à ne pas la faire intervenir à moins que les forces de police locales ne le lui demandent expressément. Voir : D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 140-141; et *Le Devoir*, 28 novembre 1959, p. 1.
- 219 Pour sa part, Hamel affirme « avoir "proposé d'adopter une motion pour que la Chambre ordonne qu'il soit produit et déposé, sur le bureau, une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle s'il en est". (12 janvier 1960) ».
- 220 Appelé à revenir sur ces événements dans ses mémoires, on sent bien toute la colère de Barrette, bouillant, qui de toute évidence n'a pas digéré depuis cet affront. Voir : A. Barrette, *Mémoires...*, p. 205.
- 221 Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 54.
- 222 Un pareil plan est en vigueur au fédéral depuis le 1^{er} juillet 1958, à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête sur les services de santé présidée par Emmett M. Hall, le gouvernement Duplessis refusant d'y adhérer. Voir : J.-C. Deschênes, « La Révolution tranquille... », p. 293.
- 223 *Statuts de Québec*, 8-9 Elizabeth II, 1959-1960, chapitre 12.
- 224 Yves Vaillancourt partage leur avis et brosse un portrait bien sombre de la situation au Québec au tournant des années 1960 dans son ouvrage. Voir : Y. Vaillancourt, *L'évolution des politiques...*, p. 200.
- 225 D. Brunelle, *La désillusion...*, p. 140.
- 226 G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 284.

227. Barrette revient lui-même sur cet incident dans ses mémoires. Selon ses dires, le chef de l'opposition avait prévu, cette journée-là, de le faire sortir de ses gonds. Lapalme ayant été nommé par l'Orateur, ce qui fit dire à Barrette : « Ainsi fut pris celui qui croyait prendre. ». Voir : A. Barrette, *Mémoires...*, p. 162-163.
228. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 283-284.
229. *Le Devoir*, 7 mars 1960, p. 1.
230. L'histoire est connue dès le printemps 1959. Laporte raconte même une histoire mettant en scène un Duplessis badinant sur cette affaire avec Lesage dans *Le vrai visage de Duplessis*, à la page 24 : « Vous avez l'air pressé, monsieur Lesage? - En effet j'ai hâte que ce soit mon tour de parler, car je dois assister à une assemblée ce soir dans les Cantons de l'Est et je crains d'être en retard. - Ne vous en faites pas. Je vais dire un mot à monsieur Pouliot. Il connaît cela l'aviation, lui! Il mettra un avion à votre disposition pour que vous arriviez à temps à votre réunion. »
231. « Je ressasse ici un remords qui me poursuit depuis la soirée où j'exécutai un ministre que j'estimais et qui depuis est allé mourir sous la bure. », dans G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 284.
232. *Ibid.*, p. 284.
233. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 164.
234. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 285.
235. P. Godin, *Daniel Johnson...*, p. 163-164.
236. G.-É. Lapalme, *Mémoires...*, tome 2, p. 285.
237. Jacques Hébert, *Scandale à Bordeaux*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1959, 157 p.
238. Il va sans dire que la bonne humeur de la Chambre à l'écoute de cette anecdote indique hors de tout doute que Lapalme n'a jamais prononcé ces paroles. Il l'eût fait qu'il aurait été alors vertement ramené à l'ordre par les ministériels. Malgré ces ratés plus qu'évidents, et les nombreuses difficultés auxquelles ils durent faire face, le compte rendu des sténographes a été conservé puisqu'il leur arrivait – déformation professionnelle de leur part? – de jeter sur le papier des éléments que nul autre n'avait cru bon relever. Pensons principalement à l'adresse en réponse au discours du trône faite par Lapalme, le 24 novembre. Pour conclure son imposant discours des plus critiques envers le programme législatif du gouvernement, il formule quelque 14 propositions concernant la Constitution canadienne. Le travail des sténographes étant ce qu'il est, on y retrouve certaines phrases étranges, sinon illisibles, du moins particulièrement nébuleuses. Or, comme seul le compte rendu des sténographes contenait cet élément, il fut conservé, malgré ces imperfections et ces carences, quitte à demander un certain travail de remodelage lors de la reconstitution des débats.
239. Sur les pools, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
240. Nombreux sont les journalistes qui s'étonnent de voir Sauvé approuver une mesure que Duplessis avait rejetée si longtemps du revers de la main. Voir : *L'Événement-Journal*, 3 décembre 1959, p. 10; et *The Montreal Daily Star*, 3 décembre 1959, p. 1.
241. Gilles Gallichan, « La reconstitution des débats parlementaires du Québec : mémoire politique et identité nationale », dans Jean-Pierre Wallot, Pierre Lanthier et Hubert Watelet (dirs.), *Constructions identitaires et pratiques sociales*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2002, p. 247.
242. Robert Rumilly, *Quinze années de réalisations : les faits parlent*, Montréal, 1956, 237 p. Pour René Durocher (« L'histoire partisane : Maurice Duplessis et son temps vus par Robert Rumilly et Conrad Black », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 3 (1977), p. 408), il s'agit d'un « ouvrage de propagande », tandis que pour Xavier Gélinas, la publication de cet ouvrage « porte un dur coup à la crédibilité de l'historien dans certains milieux. » (*La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 86).
243. On notera qu'Émilien Lafrance, en faisant allusion à Antoine Rivard, mentionne son poste de « solliciteur général », poste qui n'est plus le sien depuis l'assermentation de Paul Sauvé, au lieu de l'appeler le « procureur général » ou le « ministre des Transports et Communications ». Déjà, dans les mémoires, le poste de Rivard en tant que solliciteur général reste associé à l'affaire du « toé, tais-toé ».
244. *Le Soleil*, 16 janvier 1960, p. 13.
245. Il semble que cette affirmation concerne *Le Devoir* qui, le 19 février, à la page 3, fustige la nouvelle règle concernant les documents déposés aux archives et insiste sur le fait qu'elle soit préjudiciable à l'opposition.
246. Gilles Méthot, « Me Germain Caron s'en prend au Nouvelliste – L'imbroglio scolaire survenu à Louiseville le 11 juillet rebondit à l'Assemblée législative », *Le Nouvelliste*, 12 février 1960, p. 1.
247. « Mise au point – Il y a eu malentendu, dit Me Germain Caron », *Le Nouvelliste*, 13 février 1960, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Boussole, La (Nicolet)
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho de Vaudreuil-Soulanges, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho des Monts, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La

Guide, Le
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal Métropole
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Mire, La
Monde ouvrier, Le
Nouveau-Québec, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Revue de Terrebonne, La
Rouanda Monitor, The
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sommet, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Bourque, John Samuel. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. S. Bourque, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 10 décembre 1959.* [s.l.]: 1959. 21 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1959-1960, Québec 1959-1960.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1959-1960, Québec 1959-1960.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1959-1960.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1959-1960, Vol. XCV*, Québec, 1960, viii, 779, lviii, lix p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 8-9 Elizabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1960, 1124, xxvi p. (partie I), 547 p. (partie II)

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1959-1960.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xl
Bibliographie.....	xlix
Table des matières.....	liii
L'Exécutif en 1959-1960.....	lvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	lix
Par ordre de circonscription	lxi
Débats	
1 Séance du mercredi 18 novembre 1959	1
2 Séance du jeudi 19 novembre 1959	9
3 Séance du mardi 24 novembre 1959	23
4 Séance du mercredi 25 novembre 1959	61
5 Séance du jeudi 26 novembre 1959	75
6 Séance du vendredi 27 novembre 1959.....	103
7 Séance du lundi 30 novembre 1959	113
8 Séance du mardi 1 ^{er} décembre 1959.....	139
9 Séance du mercredi 2 décembre 1959.....	163
10 Séance du jeudi 3 décembre 1959	179
11 Séance du vendredi 4 décembre 1959	197
12 Séance du lundi 7 décembre 1959.....	207
13 Séance du mercredi 9 décembre 1959.....	223
14 Séance du jeudi 10 décembre 1959.....	235
15 Séance du lundi 14 décembre 1959.....	263
16 Séance du mardi 15 décembre 1959.....	283
17 Séance du mercredi 16 décembre 1959.....	323

18	Séance du jeudi 17 décembre 1959.....	341
19	Séance du vendredi 18 décembre 1959.....	367
20	Séance du lundi 11 janvier 1960.....	381
21	Séance du mardi 12 janvier 1960.....	387
22	Séance du mercredi 13 janvier 1960.....	395
23	Séance du jeudi 14 janvier 1960.....	409
24	Séance du vendredi 15 janvier 1960.....	425
25	Séance du mardi 19 janvier 1960.....	439
26	Séance du mercredi 20 janvier 1960.....	449
27	Séance du jeudi 21 janvier 1960.....	459
28	Séance du vendredi 22 janvier 1960.....	473
29	Séance du mardi 26 janvier 1960.....	483
30	Séance du mercredi 27 janvier 1960.....	489
31	Séance du jeudi 28 janvier 1960.....	505
32	Séance du vendredi 29 janvier 1960.....	523
33	Séance du mardi 2 février 1960.....	531
34	Séance du mercredi 3 février 1960.....	545
35	Séance du jeudi 4 février 1960.....	563
36	Séance du vendredi 5 février 1960.....	589
37	Séance du mardi 9 février 1960.....	597
38	Séance du mercredi 10 février 1960.....	605
39	Séance du jeudi 11 février 1960.....	609
40	Séance du vendredi 12 février 1960.....	633
41	Séance du lundi 15 février 1960.....	641
42	Séance du mardi 16 février 1960.....	657
43	Séance du mercredi 17 février 1960.....	681
44	Séance du jeudi 18 février 1960.....	695
45	Séance du vendredi 19 février 1960.....	713

46 Séance du lundi 22 février 1960.....	719
47 Séance du mardi 23 février 1960.....	735
48 Séance du mercredi 24 février 1960.....	749
49 Séance du jeudi 25 février 1960.....	765
50 Séance du vendredi 26 février 1960.....	781
51 Séance du lundi 29 février 1960.....	793
52 Séance du mardi 1 ^{er} mars 1960	809
53 Séance du mercredi 2 mars 1960.....	819
54 Séance du jeudi 3 mars 1960.....	831
55 Séance du vendredi 4 mars 1960.....	851
56 Séance du lundi 7 mars 1960.....	869
57 Séance du mardi 8 mars 1960	887
58 Séance du mercredi 9 mars 1960.....	907
59 Séance du jeudi 10 mars 1960.....	927
60 Séance du vendredi 11 mars 1960.....	939
61 Séance du lundi 14 mars 1960.....	953
62 Séance du mardi 15 mars 1960	975
63 Séance du mercredi 16 mars 1960.....	997
64 Séance du jeudi 17 mars 1960.....	1013
65 Séance du vendredi 18 mars 1960.....	1033
 Index des participants	 1055
Index des sujets.....	1113
Index des bills publics et privés	1167

L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1959-1960**

**Cabinet Sauvé
(du 11 septembre 1959 au 8 janvier 1960)**

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, premier ministre, ministre Bien-être social et ministre de la Jeunesse

L'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Antoine Rivard, procureur général et ministre des Transports et des Communications

L'honorable Daniel Johnson (père), ministre des Ressources hydrauliques

L'honorable Arthur Leclerc, ministre de la Santé

L'honorable Yves Prévost, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Jacques Miquelon, solliciteur général et ministre d'État

L'honorable Jean-Jacques Bertrand, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Maurice Bellemarre, ministre d'État

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Gérard Thibeault, ministre d'État

Orateur

L'honorable Maurice Tellier

L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1959-1960 (*suite*)

Cabinet Barrette
(du 8 janvier 1960 au 5 juillet 1960)

L'honorable Antonio Barrette, premier ministre et ministre du Travail
L'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales
L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture
L'honorable Jean-Jacques Bertrand, Ministre du Bien-être social et ministre de la Jeunesse
L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et des Pêcheries
L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation
L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Finances
L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce
L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines
L'honorable Antoine Rivard, procureur général et ministre des Transports et des Communications
L'honorable Daniel Johnson (père), ministre des Ressources hydrauliques
L'honorable Arthur Leclerc, ministre de la Santé
L'honorable Yves Prévost, secrétaire et registraire de la province
L'honorable Jacques Miquelon, ministre des Terres et Forêts
L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics
L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie
L'honorable Antonio Élie, ministre d'État
L'honorable Maurice Bellemare, ministre d'État
L'honorable Maurice-Tréflé Custeau, ministre d'État
L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État
L'honorable Armand Maltais, ministre d'État
L'honorable Gérard Thibeault, ministre d'État

Orateur

L'honorable Maurice Tellier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BROWN, Glendon Pettes	L	Brome
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARBONNEAU, Edgar	UN	Montréal-Sainte-Marie
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURCY, Alcide	L	Abitibi-Ouest
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
COUTURIER, Alphonse	L	Rivière-du-Loup
CUSTEAU, Maurice-Tréflé	UN	Montréal-Jeanne-Mance
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DIONNE, Albert	L	Rimouski
DOZOIS, Paul	UN	Montréal-Saint-Jacques
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FORTIN, Joseph-Émile	UN	Mégantic
GABOURY, Benoît	UN	Matane
GAGNÉ, Arsène	UN	Montréal-Laurier
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GALIPEAULT, Jean-Paul	L	Québec-Ouest
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOSSELIN, Claude-Gilles	UN	Compton
GUILLEMETTE, Éloi	UN	Frontenac
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Joseph-Maurice	UN	Châteauguay
LADOUCEUR, Clodomir	UN	Verchères
LAFONTAINE, Fernand-Joseph	UN	Labelle
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAROUCHE, Joseph-André	UN	Témiscamingue
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEVASSEUR, Paul	UN	Lac-Saint-Jean
LEVESQUE, Gérard D.	L	Bonaventure
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MALTAIS, Armand	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Léonce	UN	Jonquière-Kénogami
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PARENT, Oswald	L	Hull
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, Léopold	UN	Laval
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHETTE, Émilien	UN	Québec
ROCHON, Dave	I	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	I	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
RUSSELL, Armand	UN	Shefford
SAINT-PIERRE, René	L	Saint-Hyacinthe
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SCHMIDT, Loyola	UN	Vaudreuil-Soulanges
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THÉBERGE, Robert	L	Chambly
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TREMBLAY, Lucien	UN	Maisonnette
TURCOTTE, Jean-Joseph	UN	Roberval
TURPIN, Edgar	L	Rouyn-Noranda
VACHON, Henri	UN	Wolfé

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	L	Courcy, Alcide
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	L	Levesque, Gérard D.
BROME	L	Brown, Glendon Pettes
CHAMBLY	L	Théberge, Robert
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	Gosselin, Claude-Gilles
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Guillemette, Éloi
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	L	Parent, Oswald
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
JONQUIÈRE-KÉNOGAMI	UN	Ouellet, Léonce
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Lafontaine, Fernand-Joseph
LAC-SAINT-JEAN	UN	Levasseur, Paul
LAVAL	UN	Pouliot, Léopold
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, Lucien
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gaboury, Benoît
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Fortin, Joseph-Émile
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Custeau, Maurice-Tréflé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-LAURIER	UN	Gagné, Arsène
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Charbonneau, Edgar
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Dozois, Paul
MONTREAL-SAINT-LOUIS	I	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	I	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUEBEC	UN	Rochette, Émilien
QUEBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUEBEC-EST	UN	Maltais, Armand
QUEBEC-OUEST	L	Galipeault, Jean-Paul
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	L	Dionne, Albert
RIVIERE-DU-LOUP	L	Couturier, Alphonse
ROBERVAL	UN	Turcotte, Jean-Joseph
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	L	Turpin, Edgar
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	L	Saint-Pierre, René
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Russell, Armand
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larouche, Joseph-André
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Schmidt, Loyola
VERCHÈRES	UN	Ladouceur, Clodomir
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 18 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

La législature ayant été prorogée le 5 mars 1959, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la quatrième session de la vingt-cinquième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif.

Discours du trône²

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est agréable d'inaugurer aujourd'hui la quatrième session de la vingt-cinquième législature.

Au moment où vous vous apprêtez à reprendre vos travaux parlementaires, il sied de rappeler les principaux événements qui ont marqué les récents mois, et qui s'inscriront en caractères indélébiles dans les annales de la province. Comment ne pas évoquer, dès ces premiers mots, le souvenir vivace de celui qui, pendant 18 ans, a apposé à la conduite des affaires du Québec le sceau de sa puissante personnalité et de son inlassable énergie? Le 7 septembre dernier, à Schefferville, le Maître rappelait à lui l'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, au cœur même de ces régions prometteuses qu'il avait inscrites avec tant d'autorité sur la carte des territoires récemment ouverts à la

civilisation. Dans ses destins insondables, peut-être la Providence a-t-elle voulu le ravir à ses parents et collaborateurs au moment précis où il parcourait, tel un pionnier du XX^e siècle, les solitudes qu'il avait si intensément contribué à placer sous la main productive de l'homme; peut-être a-t-elle souhaité pour cela choisir justement la fête du Travail, afin de souligner l'une des principales caractéristiques de sa personnalité. Vous serez très bientôt invités à poser à la mémoire de l'illustre défunt un geste qui symbolisera, à l'intention des générations futures, l'impressionnant hommage qui lui a été rendu lorsque ses restes furent déposés dans sa terre natale des Trois-Rivières.

Le 11 septembre, l'un des collègues du disparu, après avoir siégé 29 ans à la Chambre basse, prêtait son serment d'office pour lui succéder. La province de Québec se donnait alors le dix-huitième premier ministre de son histoire parlementaire. Puisse la divine Providence lui conserver la santé et la force qu'exigent de si lourdes responsabilités.

Depuis la dernière session, nous avons été honorés de la visite de Sa Gracieuse Majesté Elizabeth II, reine du Canada, et de son noble époux, le Prince Philip, à l'occasion de l'inauguration de cette remarquable réalisation du génie moderne qu'est la canalisation du Saint-Laurent. Nous avons réaffirmé à notre gracieuse souveraine l'assurance de notre loyauté, et nous en renouvelons ici l'expression.

Le trois centième anniversaire de l'arrivée en Nouvelle-France de monseigneur François de Montmorency de Laval a fait l'objet tout récemment de mémorables manifestations religieuses. Cette commémoration du tricentenaire de la hiérarchie de l'Église au Canada a conduit dans les murs de la Vieille Capitale une foule de distingués prélats. La province a été profondément honorée par la visite, à cette occasion, de Son Éminence Révérendissime le Cardinal-Légat Alfredo Ottaviani, qui a été prié de présenter à Sa Sainteté Jean XXIII l'expression de nos religieux hommages.

La dernière session a été marquée par le décès d'un membre du Conseil législatif, l'honorable Émile Moreau, dont la disparition a été soulignée dans les deux Chambres.

Le deuil n'a pas épargné non plus la Chambre basse. Dès après la session, nous avons la douleur d'apprendre le décès subit du député de Labelle, M. Pierre Bohémier. Tout récemment élu par acclamation, le représentant de cette circonscription avait déjà conquis l'amitié de tous ses collègues.

Depuis la prorogation des Chambres, des élections partielles ont été tenues dans deux comtés de la province situés en différentes régions. Elles ont permis à des milliers d'électeurs de renouveler à l'administration actuelle la confiance dont l'ensemble du Québec avait fait preuve à son égard en 1956, et d'exprimer leur appui à celui qui venait d'assumer la succession du regretté premier ministre.

Mon gouvernement croit nécessaire, avant que ne se tienne au cours de l'an prochain une conférence plénière des chefs des gouvernements fédéral et provinciaux, de définir son attitude dans la Confédération canadienne. Il exige le respect intégral du pacte confédératif, il en accepte les obligations, mais il réclame les moyens qu'il lui reconnaît pour les remplir. Il souhaite contribuer au développement et à la grandeur du Canada, mais il croit que c'est en assurant au Québec son plein épanouissement, en lui conservant son caractère propre et en maintenant ses traditions qu'il réalisera le mieux cette fin.

L'éducation, qui constitue une responsabilité strictement provinciale, est au nombre des toutes premières préoccupations de mon gouvernement. Les problèmes qu'elle suscite ne résultent ni de l'inertie, ni de la négligence, mais bien de l'essor qu'elle a connu en ces 15 dernières années. Il vous demandera de l'autoriser à prendre les moyens de stabiliser la situation financière de nos institutions éducationnelles à tous les paliers de l'enseignement. Si nous voulons que notre population jouisse pleinement des bénéfices du développement de nos ressources naturelles, il est nécessaire de continuer à assurer un développement parallèle dans le domaine éducationnel.

L'essor industriel du Québec continue de faire l'admiration des économistes, et le gouvernement a la ferme intention de tout mettre en œuvre pour en maintenir la courbe ascendante. Mais ce développement ne doit pas faire oublier la mission moins spectaculaire, mais non moins essentielle, de l'agriculture, symbole de stabilité et de survivance. Le gouvernement se propose d'intensifier les mesures susceptibles de contribuer au progrès de la classe rurale.

Il vous demandera à cette fin d'augmenter les crédits consacrés au prêt agricole dont les bienfaits sont plus manifestes que jamais. Il vous invitera également à hausser le maximum des prêts, tant pour les agriculteurs déjà établis que pour ceux qui projettent un premier établissement. Il maintiendra son effort incessant dans le domaine du drainage, qui permet la récupération de précieuses terres arables et dans celui de l'électrification rurale.

Mon gouvernement croit que la colonisation est une œuvre nécessaire, particulièrement pour la

consolidation du patrimoine agricole, et il vous proposera des mesures propres à intensifier son action en ce domaine.

L'hygiène publique et la santé en général continueront de bénéficier de l'attention militante du gouvernement. Aucun principe constitutionnel ne s'oppose à l'institution éventuelle d'un plan d'assurance-hospitalisation, mais en ce domaine comme en bien d'autres, la province de Québec possède des caractéristiques qui lui sont propres; il faudra procéder avec prudence, dans le respect des traditions, en tenant compte de notre système particulier d'hospitalisation. Toute solution hâtive pourrait s'avérer désastreuse. Il vous sera soumis une législation qui facilitera au gouvernement l'obtention de toutes les données du problème, ce qui lui permettra d'étudier la situation en profondeur et de l'aborder avec réalisme. Vous serez également invités à légiférer sur les conditions de salubrité dans les établissements où les radiations ionisantes peuvent constituer un danger.

Mon gouvernement n'oublie pas qu'à la santé du corps doit s'ajouter celle de l'esprit. En plus de veiller de près sur les différents paliers de l'éducation, il s'efforcera d'encourager les initiatives d'ordre culturel, telles que les concours littéraires ou scientifiques, et la multiplication des bibliothèques publiques.

Mon gouvernement vient en aide aux corporations municipales dans une proportion remarquable qui a été sans cesse croissante. Sa participation financière au fonctionnement des rouages municipaux a même atteint un degré de parité avec le total des taxes versées par les contribuables aux municipalités. Cependant, son effort n'en restera pas là. Il vous demandera d'approuver l'augmentation des crédits qu'il met déjà à la disposition des localités pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies; il vous invitera à poser un geste semblable à l'égard de celles qui sont dans l'impossibilité financière d'aménager ou de construire des systèmes d'aqueduc et d'égout ou d'utiliser de nouvelles sources d'approvisionnement d'eau potable; il vous recommandera de renouveler aux municipalités l'autorisation de conclure avec le gouvernement fédéral les ententes nécessaires à l'exécution de travaux destinés à remédier au chômage; il vous priera d'adopter un projet de loi qui apportera une réduction de la part municipale dans le domaine de l'assistance publique, ce qui dégrèvera encore le budget des municipalités; il vous demandera enfin l'autorisation d'alléger également leur fardeau pour ce qui a trait aux écoles de protection de la jeunesse.

Le gouvernement réaffirme son attachement à la libre entreprise; consciente de ses droits et respectueuse de ses obligations, elle constitue le moyen le plus efficace d'assurer la prospérité du Québec. Mais la bonne entente entre patrons et employés s'avère essentielle au maintien de ce système. Le gouvernement vous soumettra une législation destinée à apporter plus de souplesse aux rouages de la Commission des relations ouvrières; il apportera une attention particulière aux salariés qui, à cause de l'exercice d'un droit syndical, pourraient être l'objet de congédiement, de suspension ou de déplacement; il vous demandera d'approuver une politique plus généreuse à l'égard des accidentés du travail et de leurs dépendants et d'augmenter les montants consacrés à la réadaptation de ces accidentés.

Bien que le gouvernement ait déjà à son crédit toutes les grandes lois modernes d'assistance sociale dont bénéficie le peuple, il n'entend pas s'arrêter en si bonne voie; il se propose de se pencher sur le problème de l'adoption; il présentera une mesure destinée à intensifier l'aide aux agences sociales; il se propose de consolider l'œuvre déjà accomplie dans le domaine de la prédélinquance et de la lutte à la délinquance juvénile.

Afin de faciliter l'application et l'interprétation de notre législation, mon gouvernement vous proposera des mesures pour compléter la refonte de nos lois de base, et particulièrement de notre Code civil, de notre Code de procédure civile, de notre Code municipal et de nos lois statutaires d'intérêt général.

Tout en acceptant pleinement ses responsabilités dans les domaines que je viens d'énumérer, mon gouvernement veut également exprimer sa ferme intention de maintenir le sain équilibre qui caractérise la situation financière de la province, afin que celle-ci conserve le crédit remarquable dont elle jouit sur le marché des obligations; car il s'agit là d'une fort précieuse réputation, surtout en ce moment où la situation du crédit s'avère plus difficile.

De nombreux projets d'intérêt privé et d'intérêt public vous seront également soumis. La Législature pourra en prendre connaissance dès les premiers jours de la session.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence, comme cela se pratique maintenant, et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux au cours de cette session³.

Les députés reviennent à la salle de l'Assemblée⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
entre dans la Chambre⁵.
(Applaudissements)⁶

Brefs d'élection:

District électoral de Labelle

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Labelle.

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral de Labelle

Québec, le 14 juillet 1959

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Nous soussignés, Maurice L. Duplessis, député pour le district électoral des Trois-Rivières et premier ministre de la province, et Yves Prévost, député pour le district électoral de Montmorency et secrétaire de la province, vous notifions officiellement que le siège du député pour le district électoral de Labelle à l'Assemblée législative de Québec est devenu vacant par suite du décès de M. Pierre Bohémier, au moment de sa mort, député dudit district électoral.

Le présent avis vous est transmis en vertu de la loi. Veuillez donc, s'il vous plaît, agir en conséquence.

(Signé) Maurice L. Duplessis
(Signé) Yves Prévost

Brefs d'élection:**District électoral de
Lac-Saint-Jean**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au président général des élections un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Lac-Saint-Jean.

Vacances dans les districts électoraux:**District électoral de
Lac-Saint-Jean**

Le 15 juillet 1959

L'honorable Maurice Tellier, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Je soussigné, J.-Antonio Auger, médecin, domicilié à Alma, comté de Lac-Saint-Jean, et député du district électoral de Lac-Saint-Jean à l'Assemblée législative de Québec, donne par les présentes ma démission comme député du district électoral de Lac-Saint-Jean à l'Assemblée législative de Québec⁷.

Cette démission, je l'ai signée, en présence de l'honorable Jean-Jacques Bertrand, ministre des Terres et Forêts et député du district électoral de Missisquoi et de M. Jean-Joseph Turcotte, notaire, député du district électoral de Roberval à l'Assemblée législative de Québec.

(Signé) J.-Antonio Auger, M.D.
(Signé) Jean-Jacques Bertrand
(Signé) Jean-Joseph Turcotte

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Labelle

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 24 septembre 1959

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze (15) juillet mil neuf cent cinquante-neuf (1959) et adressé à M. Henri LaFontaine, protonotaire et greffier, domicilié à 142, de la Madone, Mont-Laurier, M. Fernand-J. Lafontaine, ingénieur civil, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Labelle, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Pierre Bohémier, décédé.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

**District électoral de
Lac-Saint-Jean**

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 24 septembre 1959

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze (15) juillet mil neuf cent cinquante-neuf (1959) et adressé à M. J.-Oswald Fleury, chef-opérateur, domicilié à 114 Highway Street, Isle-Maligne, Lac-Saint-Jean, M. Paul Levasseur, industriel, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de son bureau, élu député du collège électoral de Lac-Saint-Jean, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. J.-Antonio Auger, démissionnaire.

François Drouin, c.r.
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés⁸:**Député de Lac-Saint-Jean**

Le nouveau député de Lac-Saint-Jean, accompagné de l'honorable premier ministre (M. Sauvé) et du député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), se rend au bureau de la Chambre⁹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Paul Levasseur, député du collège électoral de Lac-Saint-Jean. M. Levasseur a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.
(Applaudissements)

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

Député de Labelle

Le nouveau député de Labelle, accompagné de l'honorable premier ministre (M. Sauvé) et du député de Papineau (l'honorable M. Lorrain), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Fernand-J. Lafontaine, député du collège électoral de Labelle. M. Lafontaine a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Qu'il prenne son siège.
(Applaudissements)

M. Lafontaine (Labelle) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

Projets de loi:**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre¹⁰.

(Les députés de la Chambre exemptent M. l'Orateur d'en donner lecture)¹¹

**Prise en considération
du discours du trône**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

**Institution des
comités permanents**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité des relations industrielles;
8. un comité du Code municipal;
9. un comité des bills privés en général;
10. un comité des bills publics en général;
11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces

matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité dont la Chambre vient de décider la formation, et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Sauvé, Bellemare, Bourque, Élie, Leclerc et MM. Hamel, Hébert, Johnston, Kirkland, Lapalme et Ross forment ledit comité spécial.

Adopté.

Motions de condoléances:

Ajournement en signe de deuil, Décès de M. Duplessis et de P. Bohémier

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹²: Le 7 septembre dernier, à Schefferville, dans la terre qu'il avait chérie entre toutes, mourait celui qui avait dirigé les destinées de sa province pendant 18 ans et qui avait consacré à sa province les 32 dernières années de sa vie.

D'ici quelques jours, je proposerai à cette Chambre une loi qui nous permettra de prendre les mesures qui s'imposent afin de perpétuer de façon tangible la mémoire de celui qui a laissé, par sa mort, un vide immense dans la province de Québec, vide qu'il est difficile de combler. Et, en proposant que la Chambre s'ajourne aujourd'hui en signe de deuil, je veux rappeler en peu de mots le rôle considérable que l'illustre homme d'État disparu a joué dans la province de Québec.

Avant lui, son père avait été député en cette Chambre, et c'est dans sa famille qu'il a acquis l'amour de sa province et a été initié aux problèmes politiques. Élu député pour la première fois en 1927, M. Duplessis a été, à deux reprises, chef du gouvernement et il est l'homme qui a dirigé, pendant le plus grand nombre d'années, les destinées du Québec. C'est pourquoi sa mémoire vivra éternellement dans le cœur et l'esprit des générations futures. Il a été le symbole vivant de l'attachement fervent à sa petite patrie et à ses traditions ancestrales. Pour ceux qui ont eu le privilège de

travailler avec lui et pour notre population, il fut toujours un exemple de dévouement, de travail, d'énergie et de fermeté dans la défense des droits des siens. Le plus grand monument en son honneur sera le Nouveau-Québec, qu'il a aidé à créer.

Lors de son décès, il a reçu des témoignages d'estime sans précédent, dans l'histoire de la province et du pays. M. Duplessis est parti en pleine force et en pleine gloire. Il est mort comme il l'aurait souhaité, dans l'exécution de son travail. Le vide qu'il laisse serait difficile¹³ à combler si, dans le cours de sa vie, les œuvres qu'il laisse n'avaient pas couvert toute la province de Québec.

Il (M. Sauvé) offre ensuite ses condoléances à la famille de M. Pierre Bohémier, député de Labelle qui, durant son bref séjour sur la colline parlementaire, dit-il, avait conquis l'amitié et le respect de tous ses collègues.

Je réitère alors, dit-il, l'expression de mes condoléances aux familles Duplessis et Bohémier, et propose ma motion d'ajournement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nul n'est plus qualifié que l'actuel premier ministre pour rendre au regretté défunt l'hommage qui convenait. Sa longue collaboration explique son admiration sans réserve.

Mais M. Duplessis n'avait pas eu seulement des amis. À côté de ses amis et des partisans de M. Duplessis, il y avait la faction importante de ses adversaires. C'est de ceux-ci dont vous entendez la voix. Mais, autour d'une tombe, amis et adversaires se rencontrent et même se mêlent. Pour nous, de ce côté-ci de la Chambre, à cause des luttes ardentes que nous avons livrées, l'homme politique ne peut se présenter à notre esprit de la même façon qu'à celui de ses amis politiques et de ses collaborateurs intimes. Nous, nous voyons de près l'homme politique, et d'un peu moins près l'homme lui-même.

Nous sommes dans une situation qui nous fait comprendre jusqu'à quel point l'homme politique est entouré de dévouement d'une part, mais souvent de préjugés, de passions et de louanges, d'autre part. Aussi, est-il difficile pour les vivants de porter un jugement juste. Il faut le recul de l'histoire pour juger un homme comme celui-là, être complètement impartial, et faire le partage entre les préjugés et l'adoration.

Devant la tombe de l'honorable Maurice Duplessis, nous nous inclinons avec respect, en laissant à l'histoire le soin de départager les qualités et les responsabilités de l'homme politique et celles de l'homme lui-même, et de déterminer sa place dans l'essor de la province.

Permettez à ceux qui ont lutté contre lui de se joindre à ses amis et à ses partisans pour lui rendre un ultime hommage. Malgré tout le fracas de la politique, il y a toujours des qualités de l'homme qui restent¹⁴. Pour le chef de l'opposition et ses collègues qui ont eu l'occasion de le rencontrer souvent, qui ont pu converser avec lui de choses autres que celles de la politique, nous retenons surtout du disparu son ardeur au travail et son désintéressement personnel. Pour ma part, à travers la fumée des combats, je garderai de cette période de ma vie politique durant laquelle j'ai connu M. Duplessis un souvenir intense.

Il (M. Lapalme) offre ensuite les condoléances de l'opposition libérale à la famille de M. Pierre Bohémier qui est disparu, dit-il, trop tôt pour réaliser ses ambitions. C'est avec respect que je seconde la motion du premier ministre pour que la Chambre s'ajourne en signe de deuil.

M. Ross (Montréal-Verdun)¹⁵: M. Duplessis laisse à sa province un exemple de patriotisme, de devoir, de courage et d'esprit de travail. Pendant toutes les années qu'il a siégé dans cette Chambre, il a donné la preuve de son dévouement et de son grand amour de la province.

Ses œuvres sont nombreuses. On conservera de lui le souvenir d'un grand Canadien, d'un homme d'État d'envergure exceptionnelle et, assurément, de l'un des plus grands premiers ministres que la province ait eus jusqu'à date. Pour avoir siégé avec lui pendant 15 ans, j'ai appris à le connaître, à l'estimer, et à apprécier son génie politique et ses qualités transcendantes. Il (M. Ross) formule ses sympathies à l'adresse du gouvernement, de la Chambre basse et de la famille du défunt et, en terminant, il offre également des condoléances à la famille de M. Pierre Bohémier.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 heures¹⁶.

NOTES

1. Pour la première fois, la séance est retransmise par la télévision de Radio-Canada. Le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1959, à la page 3, confirme

d'ailleurs que "les réflecteurs de la télévision inondaient la Chambre de leurs feux éblouissants." Il note également qu'une grande foule assistait à cette première séance; "le parquet et les galeries étaient bondés."

2. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 5, rien n'indique que cette exemption ait été demandée ou accordée à l'Orateur. À défaut de souligner toutefois cette exemption, *Le Soleil* du 19 novembre 1959, à la page 24, rapporte "qu'au lieu de le lire de nouveau, le Président en fait distribuer une copie à chacun des représentants du peuple". Cette même source indique, à la page 24, au sujet de cette seconde lecture, que "c'est une simple formalité". Ceci nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

3. Le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1959, à la page 3, souligne que le *Feuilleton* a une taille inusitée. Le gouvernement y a inscrit 37 projets de loi et leur seule nomenclature couvre près de quatre pages. Selon le journal, il s'agit d'un record dans les annales de l'Assemblée législative. L'ordre du jour comportait aussi un grand nombre de motions et de questions de l'opposition.

4. Selon *L'Action catholique* du 19 novembre 1959, à la page 3, le retour des députés se fait à 4 h 30.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1959, à la page 7, le premier ministre se présente à la députation à 4 h 35, après avoir accompagné le lieutenant-gouverneur à la réception donnée au Café du Parlement.

6. Il s'agit de la première apparition de l'honorable M. Sauvé à l'Assemblée, en tant que premier ministre et la plupart des journaux soulignent l'ovation que lui ont accordée les députés de l'Union nationale. Un journal partisan, le *Montréal-Matin* du 19 novembre 1959, à la page 7, rapporte pour sa part que les acclamations et les bravos ont duré plus de deux minutes.

7. M. Auger a été nommé conseiller législatif de la division des Laurentides le 13 septembre 1959.

8. *L'Action catholique* du 19 novembre 1959, à la page 3, souligne que le député de Lac-Saint-Jean est présenté en premier, suivi par le député de Labelle.

9. *L'Action catholique* du 19 novembre 1959, à la page 3, explique que les parrains vont chercher les nouveaux députés à l'extérieur de la Chambre pour les conduire au pied du trône de l'Orateur.

10. Selon *Le Soleil* du 19 novembre 1959, à la page 24, le discours du trône ayant été lu précédemment, dans la salle du Conseil législatif, l'Orateur ne fait qu'en distribuer une copie à chacun des députés.

11. Selon la procédure parlementaire habituelle, les députés peuvent exempter le Président de reprendre la lecture du discours du trône. Même si aucune mention à cet effet n'est inscrite dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, l'on peut présumer que cette exemption a été accordée par les députés, puisque le Président a fait distribuer une copie du discours à chaque député.

12. *Le Soleil* du 19 novembre 1959, à la page 8, note que le premier ministre est fort ému au moment de commencer son discours. La Chambre, note ce même journal, écoute les éloges funèbres avec émotion.

13. Certains journaux, notamment *La Presse* du 19 novembre 1959, à la page 21, emploient le mot "impossible" au lieu de "difficile".

14. *Le Soleil* du 19 novembre 1959, à la page 50 et *Le Devoir* du même jour, à la page 2 rapportent plutôt: "Malgré tout le fracas de la politique, il y a toujours des qualités de l'homme qui s'estompent." Il s'agit manifestement d'une erreur, la phrase n'ayant ainsi aucun sens.

15. *L'Action catholique* du 19 novembre 1959, à la page 3, affirme que M. Ross parle ici au nom des indépendants, qui sont alors au nombre de trois.

16. *L'Action catholique* du 19 novembre 1959, à la page 3, souligne que la séance dure à peine 30 minutes.

Séance du jeudi 19 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Maurice Michaud (M. Boudreau);
- de Quebec Gas Transmission Lines Inc., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit (M. Chalifour);
- de la paroisse canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en remplaçant le mot "Frères" par le mot "Religieux" (M. Cloutier);
- de dame Gabrielle Couture Rioux, demandant l'adoption d'une loi validant certaines donations entre-vifs et conventions matrimoniales (M. Cloutier);
- de Kenneth E. Sorensen et son épouse dame Elizabeth Mary Foord, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Elizabeth Christine Reynolds en celui de Sorensen (M. Custeau);
- de Demitrios Hadjis, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Custeau);
- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah" (M. Custeau);
- de Tadeusz Konrat, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Custeau);
- de Euclide Labrèche, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J. Labrèche (M. Custeau);
- de Yves Fortier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession légale (M. Custeau);
- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi lui accordant la reconnaissance

civile à ses Facultés de philosophie et de théologie (M. Custeau);

- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, communément appelées Sœurs grises, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de Gilles Brossard et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Paul Brossard (M. Custeau);
- de Sydney Phillips et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Beth Zion Congregation (M. Earl);
- de The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);
- de dame Marie Morand Dumouchel, demandant l'adoption d'une loi établissant clairement des titres de propriété située à Saint-Joachim de Châteauguay (M. Laberge);
- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe (M. Ladouceur);
- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'Hôpital Saint-Joseph de Granby (M. Ladouceur);
- de Duvan Copper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser la date de la transmission de son règlement (M. Larouche);
- de La Filature de l'Abitibi Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);
- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);
- du Cimetière de l'est de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de La fondation mondiale contre la faim et la misère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de Joseph Roland Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Auclair (M. Rochette);

- de Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Rochon);

- de Armin Feldman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Community Holy Association of United Congregation (M. Rochon);

- de Lakeshore Unitarian Church, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Sir George Williams College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Sir George Williams University (M. Somerville);

- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Séminaire de Saint-Charles-Borromée (M. Gérin);

- de Jacques Beaubien et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession du Très Honorable Raoul Dandurand (M. Charbonneau).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Sauvé pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des relations industrielles:

Président: M. Hébert.

Les honorables MM. Barrette, Bellemare, Élie, Leclerc, Sauvé, Thibault; MM. Boudreau, Earl, Hamel, Lafrance, Lapalme, Levesque, Poulin, Roy.

Nombre des membres: 15.

Quorum: 6.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Gagnon.

Les honorables MM. Barrette, Bellemare, Bertrand, Bourque, Dozois, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon, Prévost, Rivard, Sauvé, Thibault; MM. Blanchard, Boudreau, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Ducharme, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Galipeault, Gérin, Gosselin,

Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Levasseur, Levesque, Maltais, Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Tremblay, Turpin.

Nombre des membres: 58.

Quorum: 17.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Sauvé.

Les honorables MM. Bellemare, Bertrand, Cottingham, Dozois, Élie, Johnson, Lorrain, Miquelon, Rivard, Talbot; MM. Chalifour, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Earl, Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Langlais, Lapalme, Lavallée, Levesque, Maltais, Poulin, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Turcotte.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 12.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Bertrand, Dozois, Labbé, Prévost; MM. Bernatchez, Brown, Chartrand, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Gagnon, Galipeault, Gérin, Hamel, Hébert, Lafontaine, Lavallée, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Somerville, Turcotte, Vachon.

Nombre des membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: M. Riendeau.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon, Sauvé; MM. Bernatchez, Brown, Chalifour, Chartrand, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Gosselin, Guillemette, Hamel, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lapalme, Larouche, Lavallée, Levesque, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Raymond, Roy, Russell, Turcotte, Turpin, Vachon.

Nombre des membres: 38.

Quorum: 18.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Bellemare, Rivard; MM. Bernatchez, Brown, Cloutier, Courcy,

Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Hébert, Lalonde, Levasseur, Levesque, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Pouliot (Laval) Raymond, Rochette, Rochon, Roy, Schmidt, Somerville, Turcotte, Turpin.

Nombre des membres: 32.

Quorum: 12.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Gérin.

Les honorables MM. Bellemare, Bertrand, Bourque, Cottingham, Élie, Labbé, Leclerc, Miquelon, Sauvé; MM. Bernard, Bernatchez, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Gagnon, Guillemette, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Somerville, Théberge.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 14.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bellemare, Bourque, Thibeault; MM. Bernard, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dionne, Earl, Gagnon, Gérin, Gosselin, Hébert, Hyde, Laberge, Lalonde, Levesque, Lizotte, Parent, Plourde, Rochette, Somerville, Théberge.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent des comptes publics:

Président: l'honorable M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Bellemare, Labbé, Miquelon, Rivard, Sauvé; MM. Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Earl, Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Lapalme, Lavallée, Levesque, Parent, Plourde, Ross, Roy, Théberge, Tremblay.

Nombre des membres: 29.

Quorum: 14.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Ross¹.

L'honorable M. Thibeault; MM. Bernatchez, Boudreau, Cloutier, Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gosselin, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Lavallée, Lizotte, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Somerville.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent de la Bibliothèque de la Législature:

Les honorables MM. Bertrand, Prévost, Rivard; MM. Bernard, Chalifour, Desjardins, Gérin, Hébert, Hyde, Kirkland, Larouche, Maltais, Poirier, Riendeau, Ross.

Comité permanent des impressions législatives:

Les honorables MM. Bellemare, Bertrand; MM. Gérin, Gosselin, Johnston, Lafrance, Maltais, Ross, Roy, Thuot, Turcotte.

Projets de loi:

**Monument à la mémoire
de M. Duplessis²**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis.

Il s'agit d'une procédure pour autoriser la Chambre à élever, sur des terrains qui appartiennent au parlement, un monument à la mémoire de celui qui a dirigé les destinées de la province pendant 18 ans et lui a consacré 32 ans de sa vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
accidents du travail**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Investissements immobiliers
des universités**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Protection de la jeunesse

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 concernant la protection de la jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 concernant la révision du Code municipal de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des relations ouvrières³

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières.

Il s'agit, dit-il, d'une loi qui vient à point et dont le but est d'assurer un climat de bonne entente dans le monde industriel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'adoption

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 modifiant la loi de l'adoption.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Institut de microbiologie et d'hygiène

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi des pensions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des emprunts pour chômage

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'art musical

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi de l'art musical.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des concours littéraires ou scientifiques

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'hygiène publique**

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
prévention
des incendies**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'électrification rurale**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
conciliation entre
locataires et propriétaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
la colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi concernant la colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'acquisition
de terres de colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du département
de la colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi du département de la colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de l'assistance
aux personnes âgées**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Prêts hypothécaires
d'Hydro-Québec**

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Clinique d'aide à l'enfance

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi instituant une clinique d'aide à l'enfance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi
du secrétariat**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 modifiant la loi du secrétariat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'instruction publique**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des titres de propriété
en Gaspésie et au Saguenay**

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant

la loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ordre du mérite forestier

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 instituant l'Ordre du mérite forestier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'autoroute Montréal-Laurentides

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 modifiant la loi de la Régie des transports.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'impôt sur le revenu

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessaires par ses développements.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'école d'agriculture à Oka

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bibliothèques publiques

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fonds d'amortissement

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxes de vente et d'éducation

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Orateur de l'Assemblée législative⁴

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 concernant l'Orateur de l'Assemblée législative.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Monument à la mémoire de M. Duplessis

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice L. Duplessis.

Adopté.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles.

Adopté.

Investissements immobiliers des universités

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

Adopté.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Code municipal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 concernant la révision du Code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté.

Institut de microbiologie et d'hygiène

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté.

Loi des pensions

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Loi de l'art musical

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi de l'art musical.

Adopté.

Loi des concours littéraires ou scientifiques

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques.

Adopté.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

Loi de la colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 modifiant la loi concernant la colonisation.

Adopté.

Loi de l'acquisition de terres de colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.

Adopté.

Loi de l'assistance aux personnes âgées

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans.

Adopté.

Loi de l'impôt sur le revenu

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté.

Loi de l'école d'agriculture à Oka

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

Adopté.

Bibliothèques publiques

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Attention⁵!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Double K.

(Rires de tous les députés)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

Adopté.

Fonds d'amortissement

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32 concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics 1958-1959

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1959*. (Document de la session no 3)

Adresse en réponse au discours du trône

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lafontaine), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il (M. Levasseur) présente ses hommages à l'Orateur. Il félicite l'honorable Antonio Auger, son prédécesseur dans le comté du Lac-Saint-Jean, de son ascension à la Chambre haute⁶, l'honorable député de Champlain (M. Bellemare) de son entrée dans le Conseil exécutif de la province de Québec et le nouveau député de Labelle (M. Lafontaine).

Il (M. Levasseur) souligne la présence en Chambre de son curé, Mgr O.-D. Simard, de Saint-Joseph d'Alma, d'une nombreuse délégation du comté ainsi que de son père, âgé de 86 ans, qui visitait pour la première fois l'Assemblée législative de sa province⁷.

Mon élection en septembre dernier devait être une ratification populaire de la décision des membres de l'Union nationale de choisir le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, comme chef de leur parti. Je suis convaincu que la campagne électorale à laquelle j'ai participé n'a été que le préliminaire de ce que sera l'élection générale de l'an prochain.

(Applaudissements à droite)

Les œuvres du gouvernement et les critiques de l'opposition seront les mêmes. Mais le peuple de la province sait toutefois que l'Union nationale continuera d'accorder toute son attention aux problèmes de l'éducation et de la santé publique et travaillera de toutes ses forces à assurer le bien-être matériel du peuple de cette province.

Dans le comté du Lac-Saint-Jean, la population rurale, comme la population urbaine, a porté un jugement à peu près identique sur les propos de nos adversaires et sur l'action du gouvernement. Les deux candidats auxquels j'ai dû faire face, celui du Parti social démocratique et celui de la Ligue d'action civique, ont perdu leur dépôt parce que cette population du Lac-Saint-Jean considère que son seul drapeau, c'est celui de la province de Québec.

Il (M. Levasseur) évoque le souvenir de l'honorable Maurice Duplessis et rend hommage à sa carrière active et féconde. Il était depuis longtemps entré dans l'histoire comme l'une de nos belles figures politiques, dit-il, et sa gloire éclipsa celle de tous ceux qui l'ont précédé. Son nom restera synonyme d'attachement à nos droits, à nos traditions et à nos institutions politiques.

Sous l'administration de M. Duplessis, l'agriculture a été renouée, les industries se sont multipliées, de nouvelles villes ont été construites, le marché de l'emploi a connu un regain de vie et l'éducation a connu un essor prodigieux. S'il était possible de retrancher d'un seul trait tout ce qu'il a fait, toutes les œuvres qu'il a inspirées, nous pourrions comprendre alors plus facilement la mesure de son talent, la puissance de sa vision et la place qu'il occupera dans l'histoire.

Au lendemain de la mort de M. Duplessis, les conseillers législatifs et les députés de l'Union nationale ont choisi unanimement l'honorable Paul Sauvé pour lui succéder. Bien que jeune encore, le nouveau chef de l'Union nationale possède une très

longue expérience parlementaire et politique, et nul n'est mieux préparé pour la lourde tâche de chef de l'État.

Il (M. Levasseur) fait l'éloge du nouveau chef du gouvernement (l'honorable M. Sauvé.) Il est premier ministre depuis à peine deux mois, dit-il, et son esprit de décision et ses merveilleux talents lui ont déjà assuré une place de premier plan sur la scène politique canadienne.

À Ottawa, lors de la conférence des ministres provinciaux des Finances, il a fait entendre fermement la voix de la province de Québec et il a fait, particulièrement sur la question des subventions universitaires, des suggestions concrètes. Tous espèrent que les suggestions qu'il a faites seront acceptées. Elles marqueront, nous en sommes convaincus, le début d'une ère nouvelle pour le développement de nos institutions d'enseignement universitaire, pour le prestige de notre race et pour le plus grand bien de notre pays.

À Ottawa, il a été lui aussi l'ardent défenseur de nos prérogatives et de nos droits. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il resterait fidèle à la doctrine politique et constitutionnelle de son prédécesseur. Comme lui, il croit à la nécessité de sauvegarder les institutions fédérales et provinciales dans l'esprit de l'Acte de 1867.

Comme lui, il cherchera à conserver intacts nos droits et privilèges, afin de permettre à notre province de se développer librement, suivant son esprit et ses traditions. Et il est encourageant de voir que les dirigeants de certaines provinces canadiennes se trouvent aux prises avec la brutale réalité et qu'ils sont obligés d'admettre que le point de vue de l'ancien comme du nouveau premier ministre du Québec est le seul logique et le seul qui peut permettre à notre pays de se développer normalement.

Le pays étant dans une période de paix, les provinces sont toutes aux prises avec des problèmes d'expansion, et cette expansion est absolument nécessaire pour assurer l'accroissement du bien-être des contribuables et le maintien de l'emploi à un haut niveau au Canada et dans le Québec. La province de Québec est à la tête de l'expansion industrielle qui a cours partout au Canada depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Malheureusement, le développement industriel de la province exige la création de nouvelles villes. Cela signifie que le gouvernement provincial doit appuyer la construction de nouvelles routes, fournir le matériel hospitalier adéquat et s'assurer que les municipalités disposent des fonds nécessaires pour assumer les dépenses additionnelles qu'entraîne une telle expansion. Mais en face de ces

besoins d'expansion, le Québec et les autres provinces sont malheureusement paralysées par des revenus de taxation limités par le gouvernement fédéral et, cette année, par un crédit de plus en plus difficile. Cette situation ne peut durer.

À la suite des déclarations du premier ministre, on peut compter sur l'appui du gouvernement pour que les droits de la province soient respectés. Nous croyons, tout comme la population de la province, que le chef actuel de l'Union nationale est en mesure de défendre nos intérêts et de contribuer à résoudre équitablement ces problèmes et ces difficultés qui perdurent entre Québec et Ottawa.

La population du Québec, tout comme celle de mon comté du Lac-Saint-Jean est constituée en grande partie d'agriculteurs et d'ouvriers. L'Union nationale continuera, j'en suis convaincu, sa politique de protection des cultivateurs et contribuera à améliorer l'économie familiale rurale avec le crédit agricole et l'électrification rurale. La classe ouvrière pourra également compter sur le gouvernement pour faire respecter ses droits. D'ailleurs, de récentes rencontres entre le premier ministre et les centrales ouvrières en font foi et fournissent la preuve du climat favorable qui existe dans la province de Québec.

Il (M. Levasseur) insiste ensuite sur le problème financier qui se pose aux corps publics locaux. Le gouvernement de la province de Québec, dit-il, a toujours eu comme objectif le dégrèvement progressif des obligations imposées aux commissions scolaires et aux corporations municipales. Je suis convaincu que le nouveau premier ministre continuera de s'inspirer du même idéal à ce sujet que son prédécesseur.

Les corporations municipales et scolaires sont des créations de l'État provincial, mais il ne faut pas oublier qu'elles souffrent, elles aussi, des effets de la politique de centralisation. Le problème le plus grave auquel elles doivent faire face aujourd'hui est celui des restrictions sur le crédit. La majorité des municipalités et des commissions scolaires sont aux prises avec des travaux d'expansion nécessités par la construction domiciliaire. Ces nouvelles habitations exigent de nouveaux services publics, elles exigent de nouvelles écoles. C'est une nécessité d'ordre social, à laquelle ces corporations ne peuvent pas se soustraire.

Les municipalités ne peuvent pas non plus demander à la génération actuelle de payer le coût complet de ces travaux qui doivent servir durant plusieurs générations. Les générations futures devront contribuer aux travaux d'expansion des municipalités de la province de Québec pour faire face à l'expansion qui leur est imposée par la construction domiciliaire. C'est là que se pose le problème de

l'argent, le problème des emprunts. Toutefois, les conditions du marché sont si mauvaises actuellement, si défavorables, le taux de l'intérêt est si élevé que les dirigeants hésitent longtemps avant de grever l'avenir de leurs constituants d'une façon aussi lourde.

Ce problème échappe au contrôle du gouvernement provincial, ce qui est, à mon avis, la source principale des difficultés de l'heure présente. Il faudrait que les dirigeants des corps publics comprennent la situation qui leur est faite par les circonstances économiques de l'heure présente. Le gouvernement provincial, dans le domaine qui lui est propre, trouvera, j'en suis convaincu, les mesures qui s'imposent pour régler définitivement ces problèmes aigus qui embarrassent énormément les administrations municipales et scolaires.

Depuis 1944, le budget du département de l'Instruction publique a été multiplié par 10, sous l'administration de l'Union nationale. Il y a 15 ans, l'Université de Montréal était au bord de la faillite; la cité universitaire de Québec n'existait pas; l'Université de Sherbrooke n'était qu'un projet. Grâce au gouvernement, ces trois institutions font aujourd'hui notre orgueil et elles ouvrent leurs portes à des milliers et des milliers d'étudiants. Je comprends que cette expansion exige des déboursés considérables, qu'elle pose des problèmes qui n'existaient pas autrefois.

C'est ce qui a poussé le premier ministre à chercher une solution définitive au problème universitaire. Il continue ainsi l'œuvre entreprise par son prédécesseur. Il désire, croyons-nous, que le problème de l'éducation demeure la préoccupation principale du gouvernement. Je sais que, dans le domaine de l'enseignement primaire, bien des améliorations ont été apportées. À deux reprises déjà, le gouvernement est intervenu pour libérer les commissions scolaires de leurs dettes. Il contribue largement au paiement des constructions d'écoles et il assure en bonne partie aux instituteurs et institutrices des salaires raisonnables. L'éducation est le plus magnifique des placements, c'est le plus productif parce qu'il assure l'avenir de notre jeunesse et qu'il prépare pour demain une province plus belle et plus grande. Ce développement de l'éducation a permis à un très grand nombre de nos jeunes d'atteindre des postes de direction dans les professions, dans les affaires et dans le commerce. Nous ne sommes plus, comme certains pessimistes le prétendaient dans le passé, des serviteurs dans la maison de nos pères, nous devenons de plus en plus nos propres maîtres et nos propres dirigeants.

Inutile de dire que j'éprouve un sentiment de légitime fierté de servir dans les rangs de l'Union

nationale. C'est un honneur que je dois à la confiance qu'ont bien voulu m'accorder mes électeurs du comté du Lac-Saint-Jean. Ils m'ont choisi pour les représenter à l'Assemblée législative parce que, depuis de très nombreuses années, je me suis intéressé à leurs problèmes. J'ai essayé de coopérer avec tous pour assurer le développement de la région qui nous est chère. La région Saguenay-Lac-Saint-Jean est très riche en ressources naturelles. Elle a profité, je le sais, de la politique d'expansion économique inaugurée par le gouvernement de l'Union nationale. Elle connaît ses ressources hydrauliques immenses et elle désire que cette énergie électrique serve de plus en plus au développement de son économie. Le Lac-Saint-Jean est une entité économique; il possède un visage qui lui est propre et il aimerait contribuer encore davantage au progrès collectif de toute la province.

Les électeurs ont bien voulu me choisir comme leur porte-parole devant cette Chambre. Je les en remercie et je puis les assurer que ma sincère ambition est de travailler de mon mieux, avec tout le dévouement nécessaire, dans le meilleur intérêt de toutes les classes de la société, et de contribuer de toutes mes forces au progrès et à l'avancement de mon beau comté de Lac-Saint-Jean.

Il (M. Levasseur) fait écho à la célébration des fêtes du troisième centenaire de l'arrivée à Québec de Mgr de Laval⁸. L'État, dit-il, s'est plu à reconnaître l'œuvre magnifique de l'Église en terre canadienne. Qu'il soit permis au député du comté de Lac-Saint-Jean, de se faire l'interprète des membres de l'Assemblée législative, pour dire les sentiments d'affection que nous entretenons pour l'Église de notre pays et la piété filiale que le peuple du Québec éprouve envers celle de Rome.

(Applaudissements à droite)⁹

M. Lafontaine (Labelle) fait l'éloge de son prédécesseur comme député de Labelle, M. Pierre Bohémier¹⁰, et de l'ex-premier ministre Duplessis.

Il (M. Lafontaine) explique le résultat de l'élection partielle du 16 septembre dernier, alors qu'il succédait à feu M. Pierre Bohémier. Il est d'avis que le mandat qu'il vient de recevoir s'explique à la fois par la reconnaissance envers l'ancien premier ministre et à la confiance dans le nouveau chef du gouvernement. Le comté de Labelle, dit-il, a beaucoup reçu du gouvernement provincial et il entend que le gouvernement actuel continue encore très longtemps sa politique de développement et de consolidation.

Il (M. Lafontaine) souligne qu'il a une raison particulière pour traiter des problèmes de la

colonisation. Le comté que je représente, dit-il, a été ouvert par un homme de haute vision, Mgr Labelle¹¹, qui voulait arrêter la désastreuse saignée causée par l'émigration des nôtres dans les États de la Nouvelle-Angleterre. Depuis sa fondation, le comté de Labelle a toujours consacré pour le patrimoine national un attachement non équivoque. J'affirme avec conviction que la fondation du comté de Labelle repose sur la foi des ancêtres, foi dans l'Église du Christ et foi aussi dans l'avenir de notre splendide région que tant de visiteurs viennent admirer.

Si nous analysons notre développement démographique, nous nous rendons compte qu'il y a deux phases principales dans notre grand mouvement de colonisation. Autrefois, la colonisation était tout simplement considérée comme un palliatif aux crises aiguës de chômage et se présentait alors sous l'égide de secours humanitaires au bénéfice d'une population souffrante. Cette œuvre de pionniers a fourni, dans le temps, à certains déshérités de la vie, l'occasion de posséder leur place bien à eux, tout en leur procurant une vie saine et heureuse. Il reste que, bien que basée sur une grande charité chrétienne, cette politique ignorait trop la qualité première d'un bon colon: la vocation agricole. En fait, les colons d'aujourd'hui sont appelés à devenir les cultivateurs de demain.

L'évolution rapide de l'économie québécoise ouvre aujourd'hui de nouveaux horizons à tous les talents. De nos jours, toutes les sphères de l'activité humaine réclament la compétence la plus parfaite. La colonisation ne fait pas exception. C'est pourquoi la première phase de la colonisation, qui fut souvent œuvre de charité pure et simple, est à son déclin et que la deuxième phase, axée vers une politique de consolidation, est en plein développement et se caractérise par un puissant apport de la science et de la technique.

La nouvelle politique d'affermissement est lancée à plein. Afin de hâter l'épanouissement de nos centres ruraux, dans certaines paroisses des régions agricoles, divers comités paroissiaux ont été formés et ils s'occupent d'une façon particulière du choix judicieux des colons. L'étude des sols, exécutée dans les laboratoires du ministère de la Colonisation, ainsi que les enquêtes économiques entreprises dans diverses régions par les spécialistes du ministère, contribuent à la réalisation d'un plan d'ensemble qui ne varie pas dans ses principes, mais seulement dans ses détails d'application. Car on donne, au sein du ministère, une place prépondérante à la technique.

C'est ainsi que le gouvernement ouvre gratuitement aux fils de colons les portes des écoles d'agriculture. Les chemins de colonisation reçoivent

aussi une attention particulière. Dans mon seul comté de Labelle, le gouvernement actuel dépense, pour les chemins secondaires, une somme très supérieure à celle que les municipalités déboursent aux fins semblables.

Le déneigement des routes permet aussi de rejoindre pratiquement toutes les régions reculées de la province 12 mois par année. Cette innovation a permis de maintenir notre activité économique à son plus haut niveau possible.

Il (M. Lafontaine) considère comme une gigantesque œuvre de génie la construction de l'autoroute des Laurentides¹² et il vante les avantages économiques qui en découlent pour toute la région des Laurentides au nord de Montréal.

Il (M. Lafontaine) parle du tourisme activé par le ministère des Terres et Forêts. Partout dans la région des Laurentides, dit-il, les rives de lacs magnifiques, propriétés de la couronne, sont subdivisées en emplacements de villégiature, facilitant ainsi aux citoyens l'accès aux joies de la nature et consolidant du même coup les finances de nos municipalités. Les touristes investissent chez nous des sommes intéressantes, ce qui ouvre de nouveaux marchés et de nouvelles sources de revenus pour les colons, tout en aidant les commissions scolaires et les conseils municipaux à boucler leurs budgets.

Toute la politique du gouvernement provincial actuel converge vers un seul but: le bien-être général du peuple. L'élaboration du programme d'action des autorités du Québec est empreinte de justice sociale et ce programme est taillé aux dimensions des ambitions légitimes de la population de la province.

La lutte pour la conservation de nos droits constitutionnels et le respect de nos traditions est intimement liée à notre indépendance fiscale et, encore là, le gouvernement actuel donne à tous le spectacle d'une équipe d'hommes clairvoyants et dont la haute vision politique nous permet de croire en une Confédération canadienne où nous, du Québec, ne serons pas des parents pauvres, mais des associés de plein droit, tel que voulu par les Pères de la Confédération. Pour remplir les obligations que le gouvernement doit accomplir, il faut de toute nécessité qu'on puisse compter sur les revenus nécessaires et qui nous reviennent légalement; c'est pourquoi le gouvernement actuel a toujours maintenu ses positions, et nous sommes assurés qu'avec lui notre dignité nationale ne sera jamais mise à l'enchère publique.

Il (M. Lafontaine) parle de politique de grandeur. Seuls les députés ministériels peuvent utiliser cette expression, déclare-t-il. Pour parler de politique de grandeur, il nous faut nécessairement

regarder dans la législation abondante et productive du gouvernement de l'Union nationale. Cette législation est graduellement et fidèlement adoptée au besoin de notre population.

Il (M. Lafontaine) passe ensuite en revue les réalisations de l'Union nationale et les progrès du Québec à la suite de l'impulsion donnée par l'honorable Maurice Duplessis dans les domaines agricole, industriel et économique. Il voit dans l'essor économique formidable de la province un point de rapprochement entre les représentants de sa profession et le premier ministre défunt.

L'action de M. Duplessis, dit-il, rejoignait celle des ingénieurs, et il n'a pas manqué d'encourager ces derniers en leur fournissant les instruments dont ils avaient besoin pour la mise en valeur des richesses naturelles et pour l'expansion de l'industrie du Québec.

Il (M. Lafontaine) souligne le développement de l'enseignement technique et professionnel. L'École des mines fut créée, dit-il. L'École polytechnique de Montréal a été métamorphosée en un centre de haute culture scientifique. Une autre école pour la formation d'ingénieurs a été établie à l'Université de Sherbrooke, et l'Université Laval a reçu elle aussi un octroi généreux pour transformer sa Faculté des sciences appliquées.

Il (M. Lafontaine) transmet au premier ministre les vœux de la corporation des ingénieurs professionnels. Pour la continuation de l'essor économique du Québec, dit-il, nous avons besoin de la jeunesse et du dynamisme d'une politique agressive et constructive.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avant de passer à la demande d'ajournement, je voudrais féliciter le proposeur et le second de l'adresse, contre lesquels, aux dernières élections complémentaires, le Parti libéral n'a pas montré trop d'animosité¹³.

Je tiens à rappeler des noms qui étaient inscrits jadis sur le pupitre que j'occupe présentement: Honoré Mercier¹⁴, Mathias Tellier¹⁵, Arthur Sauvé¹⁶. De l'endroit qu'occupait autrefois le père du chef du gouvernement, il me fait plaisir de rendre hommage au fils, devenu premier ministre de la province. Et c'est avec une arrière pensée que j'évoque le souvenir de l'honorable Arthur Sauvé, car je suis certain que lorsque le père du présent premier ministre était chef de l'opposition, il s'est souvent levé pour critiquer le gouvernement. Si jamais les débats se font violents, que le premier ministre n'oublie pas que son père, a dû, lui aussi, élever le ton en maintes circonstances en son temps.

Il (M. Lapalme) souhaite bonne santé au premier ministre et l'assure de sa collaboration et de celle des députés libéraux lorsqu'il s'agira d'assurer le bien commun. Il peut arriver, dit-il, que nous le combattions, loyalement, mais ce sera toujours en vue du bien commun.

Je voudrais profiter de cette circonstance où je parle pour la première fois en présence du nouveau premier ministre pour insister sur la nécessité d'un plus grand respect pour la politique et le parlementarisme, à l'avenir, afin d'assurer mieux le bien du peuple.

Il (M. Lapalme) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est bien dommage que toutes les discussions en Chambre ne puissent pas se faire sur le ton et dans une atmosphère comparable à celle de cet après-midi. Il (M. Sauvé) félicite les deux nouveaux députés et déclare que la Chambre a pu se rendre compte qu'elle avait fait deux excellentes acquisitions. Tous deux sont bien préparés aux importantes fonctions qu'ils auront à remplir, déclare-t-il. L'un (M. Levasseur) est maire de sa ville depuis plusieurs années. L'autre (M. Lafontaine) par ses contacts avec les services de la colonisation, est bien au courant des problèmes de ceux qui veulent agrandir notre patrimoine agricole. Tous deux sont des actifs pour la Chambre et pour toute la population.

Il (M. Sauvé) remercie le chef de l'opposition de sa gentillesse à son égard. Je reconnais, dit-il, qu'il a l'habitude de tels gestes. Il m'a rappelé qu'il est arrivé souvent à mon père, alors qu'il siégeait à sa place, d'engager des débats vigoureux. Ce que je sais, c'est qu'il ne s'empportait jamais sans une excellente raison. Le présent chef de l'opposition n'a pas à s'inquiéter. Je suis né dans la politique et il faudrait que je déroge à mes responsabilités politiques et aux leçons que j'ai reçues de mon père, pour m'écarter du respect que je dois à la Chambre et à nos institutions parlementaires.

Il est nécessaire de placer la politique au-dessus de toutes les attaques. La carrière de l'homme politique est de plus en plus exigeante et de plus en plus difficile. Il devrait y avoir moyen, pour ceux qui font de la politique, de rendre cette politique la moins désagréable possible. C'est pour cela que je veux remercier le chef de l'opposition de son geste aimable et courtois.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 20 novembre 1959, à la page 1, c'est la première fois qu'un député indépendant est nommé président d'un comité parlementaire.

2. Dès la première séance, la session s'annonce chargée puisque 38 projets de loi subissent leur première lecture. Selon *L'Action catholique* du 20 novembre 1959, à la page 3, il s'agit d'une première depuis la Confédération.

3. D'après *La Tribune* du 20 novembre, à la page 9, c'est la première fois depuis 1954 que le gouvernement propose de modifier la loi sur les relations ouvrières.

4. Selon *La Tribune* du 20 novembre, à la page 9, le projet de loi concernant l'Orateur de l'Assemblée est proposé par le chef de l'opposition M. Lapalme. Il suit de près la démission de M. Tellier, Orateur de la Chambre, comme directeur de l'entreprise LaSalle Equipment Inc. Quelques semaines avant, le chef du Parti libéral avait demandé la démission de M. Tellier, l'accusant d'être directeur-actionnaire de cette compagnie, distributrice de pelles mécaniques, et qui a effectué des transactions avec le gouvernement du Québec. M. Tellier avait déclaré que sa compagnie n'avait vendu aucune pelle mécanique au gouvernement, mais seulement des pièces de rechange qu'il était impossible de se procurer ailleurs.

5. *Le Soleil* du 20 novembre 1959, à la page 19, rapporte un incident cocasse: les lois mises à l'ordre du jour par le gouvernement sont désignées en première lecture par les lettres de A à Z, si elles sont en nombre suffisant. Or, comme il y avait 38 projets de loi, il vint un moment où le *Feuilleton* désignait les lois par les lettres en double, soit AA, BB, etc. C'est le premier ministre qui dirigeait alors la procédure parlementaire et c'est donc lui qui appelait les lois une à une en les désignant par leur lettre. C'est en arrivant au KK que M. Lapalme a cru bon d'avertir M. Sauvé.

6. M. Auger a été nommé conseiller législatif de la division des Laurentides le 13 septembre 1959.

7. *Le Soleil* du 20 novembre 1959, à la page 16, souligne que c'est avec émotion que M. Levasseur salue son père.

8. François-Xavier de Montmorency-Laval de Montigny (1623-1708), premier évêque de Québec, arrivé en juin 1659.

9. *Le Progrès du Saguenay* du 20 novembre 1959, à la page 4, rapporte qu'une délégation d'une centaine de personnalités du comté de Lac-Saint-Jean, dont le père de M. Levasseur, sont venus à Québec à l'occasion du discours du nouveau député.

10. M. Bohémier est décédé en fonction le 7 mars 1959.

11. Antoine Labelle (1833-1891), curé de Saint-Jérôme (1868), contribue fortement à la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Figure emblématique du développement de cette région et de la colonisation, il devient sous-ministre de la Colonisation dans le cabinet Mercier (1888-1891).

12. *Le Montréal-Matin* du 20 novembre 1959, à la page 8, souligne d'ailleurs que M. Lafontaine est ingénieur professionnel, et *La Presse* du même jour, à la page 1, ajoute qu'il est diplômé de l'École polytechnique.

13. Le Parti libéral n'a pas présenté de candidats au Lac-Saint-Jean lors de ces élections complémentaires, tandis que M. Lafontaine a obtenu trois fois plus de votes que son adversaire libéral dans le comté de Labelle (6,635 contre 1,930).

14. Honoré Mercier (1840-1894), chef de l'opposition libérale de 1883 à 1887 et premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

15. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur de Joliette de 1892 à 1916 et chef de l'opposition de 1909 à 1915. Nommé juge à la Cour supérieure du district de Montréal et, plus tard, juge en chef de la province de Québec.

16. Arthur Sauvé (1874-1944), député conservateur de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de 1908 à 1930. Chef de l'opposition de 1916 à 1929 et chef du Parti conservateur du Québec de 1922 à 1929. Père de Paul Sauvé, alors premier ministre du Québec.

Séance du mardi 24 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation d'Oka, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de la ville de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui permettant d'annexer un autre territoire (M. Blanchard);
- de Jewish Congregation of Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Congrégation Beth Ora (M. Charbonneau);
- de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'abolir le droit de retour constitué par l'une des clauses d'un acte de vente intervenue entre Léandre Coutu et l'œuvre et fabrique de la Mission de Saint-Donat (M. Chartrand);
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à fusionner son administration à celle de La Solidarité compagnie d'assurance sur la vie (M. Chartrand);
- de la cité de Joliette, les commissaires d'écoles de la ville de Joliette, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Chartrand);
- de l'Union Canadienne, compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la ville de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford-Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);

- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);

- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de The Steel Company of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la ville de Lac-Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guillemette);

- de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de Ville de Dollard (M. Custeau);

- de la ville de Boucherville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);

- de Gustave Doyon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la vente d'un immeuble dépendant de la succession de Roch Lanctôt (M. Blanchard);

- de Omer Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Constant (M. Blanchard);

- de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement concernant l'évaluation foncière de Saint-Maurice Power Corporation (M. Ducharme).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Maurice Michaud (M. Boudreau);

- de Quebec Gas Transmission Lines Inc., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit (M. Chalifour);

- de la paroisse canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en remplaçant le mot "Frères" par le mot "Religieux" (M. Cloutier);

- de dame Gabrielle Couture Rioux, demandant l'adoption d'une loi validant certaines donations entre-vifs et conventions matrimoniales (M. Cloutier);

- de Kenneth E. Sorensen et son épouse dame Elizabeth Mary Foord, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Elizabeth Christine Reynolds en celui de Sorensen (M. Custeau);

- de Demitrios Hadjis, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Custeau);

- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah" (M. Custeau);

- de Tadeusz Konbrat, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit (M. Custeau);

- de Euclide Labrèche, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J. Labrèche (M. Custeau);

- de Yves Fortier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession légale (M. Custeau);

- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi lui accordant la reconnaissance civile à ses Facultés de philosophie et de théologie (M. Custeau);

- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, communément appelées Sœurs grises, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de Gilles Brossard et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Paul Brossard (M. Custeau);

- de Sydney Phillips et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Beth Zion Congregation (M. Earl);

- de The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);

- de dame Marie Morand Dumouchel, demandant l'adoption d'une loi établissant clairement des titres de propriété située à Saint-Joachim de Châteauguay (M. Laberge);

- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe (M. Ladouceur);

- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'Hôpital Saint-Joseph de Granby (M. Ladouceur);

- de Duvan Copper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser la date de la transmission de son règlement (M. Larouche);

- de La Filature de l'Abitibi Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- du Cimetière de l'est de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de La fondation mondiale contre la faim et la misère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de Joseph Roland Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Auclair (M. Rochette);

- de Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Rochon);

- de Armin Feldman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Community Holy Association of United Congregation (M. Rochon);

- de Lakeshore Unitarian Church, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Sir George Williams College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Sir George Williams University (M. Somerville);

- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Séminaire de Saint-Charles-Borromée (M. Gérin);

- de Jacques Beaubien et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession du très honorable Raoul Dandurand (M. Charbonneau).

Dépôt de documents:**Ministère de la Colonisation,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 4)

(Applaudissements de la Chambre)²

**Ministère de l'Agriculture,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 5)

(Applaudissements de la Chambre)

**Ministère des Mines,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministère des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 6)

(Applaudissements de la Chambre)

**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau ci-dessous)

État relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement suivant les rapports du Conseil et soumis en vertu de l'article 10, du chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

No	Service et rapports du Conseil	Au 18 novembre 1959		
		Montant	Mandat d'argent émis	Solde disponible
1.	Conseil exécutif:			
	Comité de secours en Gaspésie (A.C. no 742, du 5 août 1959)	\$ 12,000.00	\$ 12,000.00	.....
2.	Terres et Forêts:			
	Protection des forêts: Extinction d'incendies forestiers..... (A.C. no 1243, du 28 octobre 1959)	400,000.00	.....	400,000.00
		\$ 412,000.00	\$ 12,000.00	\$ 400,000.00

Ministère des Finances, bureau de l'auditeur

Québec, le 19 novembre 1959

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

(Document de la session no 7)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Loi des pensions,
article 9**

Rapport sur les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil, signé depuis le 13 novembre 1958, ledit rapport préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (chapitre 13, Statuts refondus, 1941). (Document de la session no 8)

**Ministère des Terres et Forêts,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 9)

(Applaudissements de la Chambre)

**Ministère des
Affaires municipales,
Rapport 1958**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministère des Affaires municipales de la province de Québec pour 1958. (Document de la session no 10)

(Applaudissements de la Chambre)

**Ministère des Travaux publics,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 11)

(Applaudissements de la Chambre)

**Surintendant de
l'Instruction publique,
Rapport 1958-1959**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1958-1959. (Document de la session no 12)

(Applaudissements de la Chambre)

**Commission hydroélectrique,
Rapport 1958**

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec pour l'année 1958. (Document de la session no 13)

(Applaudissements de la Chambre)

**Secrétaire de la province,
Rapport (article 29)**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 29 de la loi du secrétariat (Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitre 57). (Document de la session no 14)

(Applaudissements de la Chambre)

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Imprimeur
de la Reine**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le Rapport de l'Imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des Statuts de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des Statuts de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 20 novembre 1959

(Document de la session no 15)

Dépôt de documents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency)
dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Commissions délivrées,
1958-1959**

Liste des commissions délivrées pendant l'année 1958-1959, en vertu de l'article 5 de la loi des employés publics (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 10). (Document de la session no 16)

**Commission du service civil,
Rapport 1958-1959**

Rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec pour l'année fiscale 1958-1959. (Document de la session no 17)

**Remises des droits
et peines**

État détaillé des remises des droits et des peines, faites en vertu de l'article 44 de la loi du contrôle du revenu (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 73). (Document de la session no 18)

**Loi des compagnies
à fonds social étrangères**

Rapport du secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 13 de la loi des compagnies à fonds social étrangères (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279). (Document de la session no 19)

**Commission des accidents du travail,
Rapport 1958**

Rapport de la Commission des accidents du travail pour la période finissant le 31 décembre 1958. (Document de la session no 20)

**Pension de retraite des
employés civils**

Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel du service civil. (Document de la session no 21)

**Loi pour assurer la sauvegarde
des revenus essentiels
de la province**

Rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 3 de la loi pour assurer la sauvegarde des revenus essentiels de la province concernant les arrêtés en conseil adoptés en vertu de ladite loi. (Document de la session no 22)

**Loi pour diminuer
les dépenses publiques,
(bureaux administratifs)**

Rapport concernant les arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement. (Document de la session no 23)

**Loi favorisant
le drainage
des terres**

Rapport concernant les arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la loi favorisant le drainage des terres. (Document de la session no 24)

**Loi de
l'amélioration de la voirie**

Rapport concernant les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi concernant l'amélioration de la voirie provinciale, 9 George VI, chapitre 37. (Document de la session no 25)

**Loi de la suppression des
passages à niveau**

Rapport concernant les arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la loi concernant la suppression des passages à niveau. (Document de la session no 26)

**Loi concernant
Bellevue Québec Mines**

Rapport concernant tout arrêté en conseil adopté en vertu de la loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Bellevue Québec Mines, Limited. (Document de la session no 27)

Loi pour stabiliser la petite entreprise

Rapport concernant les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 28)

Taux de taxes foncières

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'évaluation imposable, les taux des taxes foncières et les dettes en cours des municipalités urbaines et rurales au 31 décembre 1958. (Document de la session no 29)

Archiviste, Rapport 1957-1958, 1958-1959

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour les années 1957-1958 et 1958-1959. (Document de la session no 30)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Chemins de fer, Rapport 1958

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1958. (Document de la session no 31)

États et statistiques, Rapport 1958

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1958. (Document de la session no 32)

Ministère de la Voirie, Rapport 1958-1959

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie, pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 33)
(Applaudissements de la Chambre)

Questions et réponses:

Appareils de Téléphone de Dorchester

M. Lafrance (Richmond): 1. Quels sont les nom, prénom, adresse et fonction de chacun des sept employés du gouvernement possédant une automobile ou ayant à leur disposition une automobile du gouvernement équipée d'un appareil radio téléphonique par la compagnie Téléphone de Dorchester, dont les noms n'apparaissent pas dans la réponse reproduite à la page 423 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative, pour la session 1958-1959*?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Honorable J.-D. Bégin, ministre, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Maurice Blanchet, inspecteur de colonisation, Saint-Pamphile, comté de L'Islet.

Jean-Charles Boutin, technicien en drainage, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Vincent-F. Chagnon, chef du Service des travaux, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Ernest Lacroix, inspecteur de colonisation, Saint-Samuel-Station, comté de Frontenac.

Roméo Lalonde, sous-ministre, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Mario Marcon, ingénieur professionnel, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Charles-E. Savard, officier spécial, Hôtel du Gouvernement, Québec.

René Tremblay, chef du service de l'outillage, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Une autre automobile du ministère, servant à des enquêteurs spéciaux.

2. Ministère de la Colonisation.

Radio-communication au ministère de la Colonisation

M. Lafrance (Richmond): Relativement aux stations fixes du système de radio-communication du ministère de la Colonisation, mentionnées à la page 424 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative, pour la session 1958-1959*:

a. Où est située l'antenne qui est mentionnée comme étant au service de M. René Tremblay?

b. À quelle fin sert l'antenne installée à l'aéroport? Les communications sont-elles possibles par cette antenne avec les avions du ministère de la Colonisation et l'avion personnel du ministre de la Colonisation?

c. Quels sont les nom, adresse et fonction de chacune des personnes qui ont eu la possession de l'antenne portative y mentionnée (appareil mobile) depuis l'automne 1957 jusqu'à date?

d. À quoi précisément a servi ladite antenne portative depuis l'automne 1957 jusqu'à date?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): a. Ministère de la Colonisation, Centre industriel Saint-Malo, Québec.

b. Elle sert à établir des communications avec tout le réseau routier et à garder en contact le service de l'outillage avec les inspecteurs et les mécaniciens, qui voient particulièrement au bon fonctionnement de notre machinerie. Les communications sont possibles entre les avions du ministère et cet appareil. L'avion du ministre n'est pas raccordé au système.

c. Il n'y a pas d'antenne portative; c'est un appareil portatif qui peut être placé indifféremment dans l'avion Mallard ou le Beachcraft, qui peut être prêté à nos ingénieurs ou arpenteurs, lorsqu'ils ont affaire en forêt ou encore à remplacer un appareil défectueux.

d. Il n'y a pas de record.

Rosaire Plante

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les prénom et adresse de M. R. Plante, dont le nom apparaît à la page 199 des *Comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 1958*, sous la rubrique "Autres dépenses" (ministère de la Colonisation)?

2. Quelles étaient les fonctions de ce M. Plante durant cet exercice financier?

3. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

4. Quelle est la nature exacte des services rendus, des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Rosaire Plante, Vautrin, comté d'Abitibi-Est.

2. M. Plante n'est pas fonctionnaire.

3. et 4. Exécution de travaux de labour et de défrichement avec son tracteur.

D. Veilleux et le ministère de la Colonisation

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Relativement au montant de \$12,133.38 payé par le ministère de la

Colonisation à M. D. Veilleux, montant qui apparaît à la page 205 des *Comptes publics de la province pour l'exercice financier 1957-1958*, sous la rubrique "Autres dépenses",

1. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

2. Quelle est la nature exacte des services rendus, des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

3. À quelle date et à quelles conditions les services ont-ils été rendus, les marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Si un ou des contrats écrits de service ou d'achat a ou ont été signés, à quelle date l'a-t-il ou l'ont-ils été et par qui:

a. Pour le gouvernement?

b. Pour M. D. Veilleux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Services rendus, marchandises et effets fournis.

2. Construction de roulottes et de garde-soleil pour tracteurs;

3. D'avril 1957 à février 1958, suivant commandes approuvées par le Bureau général des achats.

4. Aucun.

Rosaire Vachon

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quels sont les prénom et adresse de M. R. Vachon, dont le nom apparaît à la page 199 des *Comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 1958*, sous la rubrique "Autres dépenses" (ministère de la Colonisation)?

2. Quelles étaient les fonctions de ce M. Vachon durant cet exercice financier?

3. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

4. Quelle est la nature exacte des services rendus, des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Rosaire Vachon, Palmarolle, comté d'Abitibi-Ouest.

2. M. Vachon n'est pas fonctionnaire.

3. et 4. Exécution de travaux motorisés avec son tracteur.

Trans-Gaspésien Aérien

M. Thérberge (Chambly): Relativement au montant de \$30,989.80 payé par le ministère de la

Chasse à Trans-Gaspésien Aérien Ltée, montant qui apparaît à la page 185 des *Comptes publics de la province pour l'exercice financier 1957-1958*, sous la rubrique "Autres dépenses",

1. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

2. Quelle est la nature exacte des services rendus, des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

3. À quelle date et à quelles conditions les services ont-ils été rendus, les marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Si un ou des contrats écrits de service ou d'achat a ou ont été signés, à quelle date l'a-t-il ou l'ont-ils été et par qui:

a. Pour le gouvernement;

b. Pour la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. 2. et 3. Nolisement au coût moyen de \$2,000 par mois, d'un avion Cessna 180 sur flotteurs en été, et sur skis ou roues, en automne et hiver, spécialement basé à l'aéroport de Mingan:

a. pour la surveillance du Nouveau-Québec et la protection du caribou;

b. l'aménagement, l'entretien de la réserve de Mingan encore appelée parc du Saguenay (cette réserve de chasse et de pêche a une superficie de plus de 21,000 milles carrés dans une région où les lacs sont innombrables, mais où il n'y a pas de chemin);

c. le transport des touristes, des gardiens et des guides et leurs provisions;

d. la construction de camps sur le bord de nos lacs, le transport des ouvriers et du matériel de construction de mars 1957 à mars 1958. Tout cela a coûté en transport \$22,000 selon le tarif régi et approuvé par la Commission de transport aérien onze (11) mois: \$22,000; repeuplement de la réserve de castors du comté de Saguenay dans les mois d'août et septembre: \$6,668.20; transport des employés du département de Gaspé à Mingan, aller et retour (biologistes, gardes-chasse): \$445; transport de Gaspé à Mingan par bimoteur de matériaux, ameublement de l'hôtel du Parc de Mingan et celui des camps; provisions pour les touristes: \$1,606.60; parachutage de nourriture pour des animaux en perdition à cause de la hauteur de la neige: \$270; total: \$30,989.80

De cette somme de \$30,989.80, il faut déduire la part que nous a remboursée le gouvernement du Canada, soit: \$3,334.10. (Voir *Comptes publics*, page 181) et les recettes obtenues

par les touristes à Mingan, soit \$4,627.73; Total: \$7,961.83

4. Non.

Drainage du lac Saint-Mathieu³

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Rimouski (M. Dionne) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Une copie des derniers estimés et mémoires des ingénieurs qui ont été transmis au service du drainage du ministère de l'Agriculture, concernant le projet de drainage de la décharge du lac Saint-Mathieu, comté de Rimouski (rivière aussi appelée Grande-Rivière-Sud-Ouest).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare que les documents dont on demande la production sont de ceux qui sont définis comme privés et confidentiels par le paragraphe 2 de l'article 690 du Règlement, et il propose que ladite motion soit, en conséquence, rayée du *Feuilleton*.

M. Parent (Hull) se lève pour protester.

Décisions de l'Orateur:

Refus d'un ministre de répondre à une question

M. l'Orateur déclare qu'en vertu de l'article 686 du Règlement et de la note 2 sous ledit article, un ministre peut refuser de répondre à une question, et qu'il n'est pas permis à un député d'insister pour avoir une réponse s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés, si ces renseignements sont contenus dans un document dont la communication peut être demandée au moyen d'un ordre ou d'une adresse à la Chambre, ou si les renseignements demandés ne peuvent être convenablement donnés que dans un débat général.

La motion: "Que la motion portant production de documents soit rayée du *Feuilleton*" est adoptée.

Police des liqueurs, Rapports Auclair et Plante

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Hull (M. Parent) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie du ou des rapports faits au procureur général et/ou à l'un quelconque des officiers de ce département entre le 1^{er} mars 1956 et le 1^{er} novembre 1959, de toute enquête et enquêtes conduites par un officier de la Sûreté provinciale du nom de Auclair et/ou un inspecteur de la Commission du service civil du nom de Plante au sujet d'irrégularités sérieuses qui auraient été commises par des officiers et agents de la Police des liqueurs, division de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare que les documents dont on demande la production sont de ceux qui sont définis comme privés et confidentiels par le paragraphe 2 de l'article 690 du Règlement, et il propose que ladite motion soit, en conséquence, rayée du *Feuilleton*.

M. Parent (Hull) se lève pour protester.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) affirme qu'il ne peut y avoir de discussion sur sa déclaration.

Décisions de l'Orateur:

Refus d'un ministre de répondre à une question

M. l'Orateur: En vertu de l'article 686 du Règlement et de la note 2 sous ledit article, un ministre peut refuser de répondre à une question, et il n'est pas permis à un député d'insister pour avoir une réponse, s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés, si ces renseignements sont contenus dans un document dont la communication peut être demandée au moyen d'un ordre ou d'une adresse à la Chambre, ou si les renseignements demandés ne peuvent être convenablement donnés que dans un débat général.

La motion: "Que la motion portant production de documents soit rayée du *Feuilleton*" est adoptée.

Demande et dépôt de documents:

Pont sur la rivière Missisquoi à Highwater

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Copie des plans et devis et des estimations concernant le pont qui a été construit en 1956 au-dessus de la rivière Missisquoi, sur les lots 288-289, dans le canton de Potton, à Highwater;

2. Copie de tous contrats accordés pour la construction dudit pont, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 34)

York Enterprise et Chantier maritime de Gaspé

M. Théberge (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a. une copie de l'inventaire des immeubles, meubles et marchandises que le gouvernement a acquis lorsqu'il fit l'achat du Chantier maritime "York Enterprise" le 6 juillet 1954, pour le prix de \$60,500;

b. un état détaillé des paiements faits par le gouvernement à l'occasion de l'achat de cette entreprise avec mention des personnes, sociétés ou corporations auxquelles ces paiements furent faits, du montant payé dans chaque cas et de la date à laquelle le paiement fut fait;

c. un état détaillé des articles que le gouvernement a subséquemment vendus aux personnes, organismes et sociétés dont les noms sont mentionnés dans la réponse consignée à la page 311 des *Journaux de l'Assemblée législative de la session 1954-1955*, avec mention des quantités et des prix;

d. une copie de tout contrat, entente ou convention entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, relativement à la location par le gouvernement dudit Chantier maritime "York Enterprise" au Chantier maritime de Gaspé inc.;

e. un état mentionnant les noms, prénoms et adresse des directeurs et officiers du Chantier maritime de Gaspé inc.;

f. un état détaillé des articles en magasin qui n'étaient pas utiles au département des pêcheries et que celui-ci a vendus au Chantier maritime de Gaspé inc., pour la somme de \$38,289.28, tel que mentionné dans la réponse consignée à la page 331 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative pour la session 1958-1959*, avec mention en regard des quantités et des prix;

g. une copie du contrat de vente au Chantier maritime de Gaspé inc. des articles dont il est fait mention au paragraphe *f*, avec la date du paiement du montant de \$38,289.28.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)
dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 35)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Nous reconnaissons le droit des députés à obtenir de l'administration toutes les informations compatibles avec l'intérêt public et nécessaires pour toute la discussion des affaires de la province. Il y a déjà au *Feuilleton* 23 questions et 35 motions pour production de documents, ce qui fait en tout 58 demandes de renseignements. Je crois qu'il est raisonnable que je suggère que les députés ne demandent que les renseignements dont ils ont spécifiquement besoin. Certaines demandes de renseignements qui apparaissent au *Feuilleton* vont certainement trop loin. On demande sûrement des détails inutiles et dont la production exigerait une somme de travail simplement fantastique.

Il (M. Sauvé) cite certains cas particuliers où l'on demande notamment de produire la liste de tous les employés de chaque ministère, département, commission, office et régie relevant du gouvernement avec, en regard, pour les années 1957-1958 et 1958-1959, les montants qu'on lui a versés à titre d'allocation d'automobile. On veut aussi savoir la marque et le modèle de l'automobile employée, dit-il. Ce serait là un travail exorbitant. Pourquoi ne demande-t-on pas la couleur aussi de l'auto? Il (M. Sauvé) cite également un autre exemple de demande, concernant une liste complète des objets vendus dans un garage du gouvernement.

Le gouvernement engage du personnel supplémentaire pour la durée de la session et les fonctionnaires produisent certainement davantage depuis qu'ils ont obtenu des hausses de traitements, et je constate que c'est le cas parmi le personnel du bureau du chef de l'opposition. Mais il ne faudrait pas, tout de même, que cela aboutisse à une exagération dans les demandes de renseignements. Je ne voudrais pas, quant à moi, avoir le désagréable devoir d'en refuser. Ces demandes de renseignements trop généraux exigent des recherches très prolongées; il ne faut pas risquer de paralyser le rouage de l'administration pendant des semaines.

Il est difficile d'accroître davantage le personnel des divers ministères uniquement pour la

production de documents. Je demande donc que l'on s'en tienne uniquement à ce qu'on veut savoir et qu'on n'en profite par pour jeter un coup de ligne dans tout le domaine de l'administration provinciale pour essayer de trouver une histoire de 20 ou 30 sous. L'opposition ne devrait pas aller à la pêche à l'aveuglette, en posant des questions aux ramifications infinies dans l'espoir de trouver, par hasard, quelques irrégularités minimales ici et là, mais savoir davantage où elle va et ce qu'elle veut. Que les questions soient précises et le gouvernement n'aura aucune excuse à n'y pas répondre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)
acquiesce à la demande d'un signe de tête.

Adresse en réponse au discours du trône⁴

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 19 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁵:
M. l'Orateur, lorsqu'on est arrivé à un certain âge, ou si l'on veut, à un âge certain, la vie nous ménage quelquefois des accidents plus ou moins graves, qui constituent occasionnellement nos sujets de conversation. Nous sommes quelques-uns dans cette Chambre, M. l'Orateur, à pouvoir parler entre nous de ces accidents que sont nos maladies. C'est un avantage discutable.

Vous venez vous-même de passer, si je puis m'exprimer ainsi, sous la coupe de la Faculté et je crois que cela se voit encore aussi⁶. Ai-je autre chose à vous souhaiter qu'une bonne santé, une meilleure santé. Les glorioles ou les déceptions de la politique comptent bien peu en face de la maladie, et nous

avons eu l'occasion déjà de méditer sur tout cela. Je vous souhaite donc un rétablissement complet, dans l'espoir que mes discours n'aggraveront pas votre cas.

Lors de la demande d'ajournement, j'ai, vous le savez, dit quelques mots à l'adresse du proposeur et du secondeur, de même que j'ai souhaité la bienvenue à celui qui me fait face aujourd'hui. Entrant directement dans le vif du débat, je crois devoir m'arrêter quelques instants sur quelques-uns des événements qui se sont déroulés depuis que la dernière session a pris fin.

Quelques-uns de ces événements ont été mentionnés dans le discours que nous avons devant nous. Il y a eu le passage chez nous de la plus haute autorité civile⁷. Il y a eu également le passage chez nous de la plus haute autorité civile américaine⁸. La population du Canada, et celle de la province de Québec en particulier, ont manifesté non seulement son savoir-vivre, mais son loyalisme.

Il y a des événements qui ont touché peut-être plus directement les Canadiens de langue française de la province de Québec, événements qui ont amené par leur commémoration plusieurs dirigeants de l'Église canadienne. La béatification de mère d'Youville⁹, le troisième centenaire de la hiérarchie catholique au Canada, l'arrivée de Mgr de Laval¹⁰. Ce dernier événement a pris une importance particulière du fait qu'un légat papal était parmi nous¹¹.

Ces jours derniers, un journal de Montréal signalait la disparition d'un personnage qui a joué un grand rôle dans la vie canadienne. Il s'agissait de celui qui avait été pendant 10 ans archevêque de Montréal et qui, depuis 10 ans, exerçait le plus humble ministère dans une autre province. Mgr Charbonneau¹² a laissé le souvenir d'un homme dont les préoccupations allaient aux plus humbles de ses ouailles.

Si j'abandonne, M. l'Orateur, ce que j'appelle ce terrain auguste sur lequel nous avons rencontré les autorités religieuses et civiles et si je peux continuer à m'occuper des quelques événements qui ont marqué cette année, je me dois de passer à un terrain un peu moins auguste, celui de la politique.

On n'a pas manqué, dans les deux discours qui ont marqué l'ouverture du débat, de souligner ces événements que furent les élections partielles. Évidemment, M. l'Orateur, il n'est pas dans mon intention de parler des batailles que le Parti libéral a livrées dans ces circonscriptions. Mais les élections partielles dans Labelle et dans Lac-Saint-Jean ont donné lieu à des remarques sur l'absentéisme du

Parti libéral, et je voudrais relever une phrase qui a été prononcée à l'époque par le membre de cette Chambre qui, à ce moment-là, portait le titre de ministre de la Jeunesse, parce qu'il va arriver encore longtemps que le ministre de la Jeunesse transpire dans le premier ministre actuel.

Le ministre disait, le 30 août, je cite le journal, que "l'activité de l'opposition était tombée à son plus bas niveau dans l'histoire politique de la province de Québec¹³". C'est curieux, mais il semble me rappeler une époque où les profondeurs étaient encore plus profondes. Par ses commentaires, le ministre de la Jeunesse démontre qu'il ne s'en rappelle pas, lui. C'est sans doute qu'il a la mémoire courte. Lors des élections de juin 1919, l'opposition atteignit, à mon point de vue, son plus bas niveau¹⁴. Je n'ai pas à m'excuser vis-à-vis le premier ministre en lui rappelant des souvenirs amers qui se sont déroulés à l'époque¹⁵ de son père. Je veux simplement établir les faits et mettre les choses à la place où elles doivent être. Ces élections reportaient le gouvernement du temps au pouvoir. Alors, il y a eu cette fois-là 45 élections par acclamation et lutte dans 36 comtés seulement. En somme, l'opposition avait laissé élire le gouvernement par acclamation. Je puis vous garantir, M. l'Orateur, que tel ne sera pas le cas aux prochaines élections.

Au cours de cette année, il y a eu une chose dont je vous parlerai plus longuement tout à l'heure, et qui s'appelle une conférence fédérale-provinciale, ou plutôt, je me corrige, il y en a eu deux. Celle de juillet, qui ne fut qu'une réunion pour convenir d'une autre réunion, et celle des 15 et 16 octobre, que de nombreux journaux du pays ont appelée l'inutile conférence, où le ministère des Finances du Canada n'avait à offrir aux provinces que des déficits, en disant qu'il était préférable d'attendre en 1962, soit après les élections générales, pour discuter du partage final des revenus.

Il (M. Lapalme) cite les commentaires des journaux. "Toutes les provinces sont déçues", disait l'un; "Les provinces n'obtiennent rien d'Ottawa", disait l'autre. Le climat mérite qu'on revienne à ce sujet qui menace d'être éternel dans notre politique. J'y reviendrai en temps et lieu.

Et puis, M. l'Orateur, nous avons eu, comme je le rappelais l'autre jour, un nouveau premier ministre dont, c'est la tradition qui le veut, la lune de miel se termine aujourd'hui, puisque maintenant les luttes reprennent. Nous avons un nouveau premier ministre, si nous ne l'avions pas su, M. l'Orateur, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) nous l'aurait rappelé. Le ministre du Travail, je suis

heureux qu'il soit un honnête homme, à un moment donné, quand il est revenu sur la scène politique pour assister à la présentation d'un mémoire d'une centrale syndicale au gouvernement, a annoncé cette nouvelle sensationnelle avec une gaieté explosive¹⁶. En recevant une délégation de la C.T.C.C.¹⁷, si j'en crois les journaux, il a fait une déclaration qui dit ceci; je cite: "Je connais la C.T.C.C. depuis longtemps, ce n'est pas une organisation nouvelle dans la province."

Mais il y a quelque chose de nouveau dans la province. Nous avons un nouveau premier ministre..." Bref, ce fut ce jour-là, d'après un journal, l'une des plus belles bienvenues dont la C.T.C.C. ait été l'objet depuis de nombreuses années. Pour ma part, je serais plutôt porté à dire que ce fut le commencement de la déstalinisation.

Comme l'a dit un journaliste, l'effet de la mort de M. Duplessis a été magnifique, la surprise a été foudroyante. La nouvelle du changement de premier ministre eut un effet magique. Elle rendit la vue aux aveugles, délia la langue des muets et fit relever les échinés. Les langues se sont déliées, c'est vrai, M. l'Orateur. Mais je crois qu'elles se sont plus déliées de l'autre côté de la Chambre que de notre côté. Depuis, nous avons entendu toutes sortes de déclarations surtout de ceux qui ont exercé directement le pouvoir. Et à les entendre, on est porté à se dire: "Comme ils ont dû souffrir!" Pourtant, le gouvernement est le même.

Lorsque je regarde de l'autre côté, je vois le premier ministre (l'honorable M. Sauvé) qui est ici depuis 29 ans, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), le ministre des Travaux Publics (l'honorable M. Lorrain), le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) aussi, le ministre du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Beaulieu), le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot); ils étaient tous ici depuis très, très longtemps, le gouvernement est le même, ils sont tous là sauf un, on l'a remplacé par le député de Champlain (l'honorable M. Bellemare)¹⁸.

En face de ceci, M. l'Orateur, j'établis mes positions et je commence par dire quel est le rôle de l'opposition. Le premier, c'est un rôle de surveillance. Elle se doit aussi de suggérer. Si elle croit qu'une bonne chose doit être faite, elle n'a pas le droit de la garder pour elle seule, elle doit le dire, et je reviendrai là-dessus tantôt. Son devoir est de critiquer et de combattre. Et son devoir est également de collaborer. Je soulève deux de ces questions en particulier: combattre et suggérer. Ce matin,

M. l'Orateur, j'ouvre un journal dans lequel on a dit, à l'occasion, que le premier ministre actuel avait montré du courage. M. l'Orateur, j'ai pris la peine de dire que je voulais établir mes positions, j'ai combattu M. Duplessis pendant neuf ans, et je l'ai combattu à l'époque où il était le plus puissant, je l'ai combattu pendant qu'il était de l'autre côté.

Je n'ai pas eu à attendre sa mort pour le critiquer, pour critiquer sa politique. Ce que j'ai eu à lui dire, je lui ai dit ici, en face. Il m'est arrivé de le faire bondir de son siège. Je n'ai jamais cru qu'il fallait du courage pour cela. Je l'ai accusé de beaucoup d'actions et d'omissions. Je lui ai reproché de diriger seul toute la politique du gouvernement et toute la politique de la province, sans s'occuper de ses ministres. Lors de la préparation d'une loi des adjoints parlementaires, j'avais pu suggérer que tous les salaires des adjoints parlementaires lui soient versés parce qu'il faisait l'ouvrage tout seul¹⁹.

J'ai attaqué à l'avant-dernière session, pendant près d'une semaine, sa politique éducative et universitaire; je l'ai attaqué sur sa conception du parlementarisme; je l'ai attaqué sur sa politique touchant le développement des richesses naturelles, pour sa façon discrétionnaire de distribuer l'argent du peuple; je l'ai attaqué sur les bills 34²⁰, 19 et 20²¹, et combien d'autres.

Nos positions devant lui ont été claires, nettes et précises. Nous avons combattu face à face. Nous lui avons dit des choses discutables, et il nous en a dites. Peut-être avons-nous été injustes, peut-être l'a-t-il été. M. l'Orateur, la position que j'entends établir est celle-ci: c'est que nous l'avons fait sans hypocrisie, en face de lui. Et puis, il a disparu et, aujourd'hui, son remplaçant et le gouvernement qui se compose pourtant des mêmes ministres parlent et agissent comme s'ils venaient d'enlever le pouvoir des mains des adversaires et qu'ils se sont attelés à la tâche de défaire tout ce qu'ils avaient mal fait ou négligé de faire.

Cependant, les adversaires, c'étaient nous et c'est comme adversaires, au cours des années, que nous avons fait des suggestions et des critiques au gouvernement, c'est-à-dire tous ceux qui sont ici moins un qui n'y est plus, suggestions que le gouvernement a refusées et combattues. Comment pourrions-nous ne pas rappeler aujourd'hui ces attaques, ces suggestions? Soudainement, on les accepte en partie. On trouve même dans les discours des ministériels des phrases de mes anciens discours. Ils se donnent l'air d'accepter maintenant des suggestions que le Parti libéral faisait depuis longtemps et qu'ils avaient toujours repoussées avec énergie.

Or, aujourd'hui, je puis affirmer que jamais un parti politique n'a été aussi justifiable que le nôtre de rappeler avec vérité et précision ses attaques et ses prévisions. Les libéraux auraient tort de ne pas mentionner le fait que leur politique a inspiré le gouvernement. Reculer devant la crainte de n'avoir rien fait sur ce point où le bon sens et la vérité sont indiscutablement avec nous, ce serait à mon avis une faiblesse que je ne permets pas.

M. l'Orateur, on a souvent dit des grands hommes: "Morts, ils parlent encore". Voyons le sort que le gouvernement fait à l'heure actuelle à la voix de celui qui n'est plus son maître.

M. Duplessis avait dit un jour, avant les élections de 1952: "Nous allons faire disparaître l'opposition, ce n'est pas le Parti libéral que nous voulons faire disparaître, c'est l'opposition." Mais si l'opposition avait disparu, où donc le gouvernement actuel aurait-il pris ses idées et ses inspirations?

M. l'Orateur, il y a eu la question de l'assurance-hospitalisation dans la province de Québec depuis longtemps. Mais hier et aujourd'hui sont deux jours bien différents, en tant que la politique québécoise est concernée. Toutes les autres provinces canadiennes, à l'exception de Québec, se sont prévaluées de la proposition fédérale pour établir l'assurance-hospitalisation. Le premier ministre actuel a déclaré pour sa part qu'il fallait d'abord étudier le problème de l'assurance-santé ainsi que le problème de l'hospitalisation, avant d'agir. C'est à se demander où étaient donc les gens de l'Union nationale durant ces dernières années?

Une commission spéciale avait été en effet constituée sous le gouvernement libéral, en 1941, pour enquêter sur le problème des hôpitaux, et les deux rapports de cette commission ont été déposés à l'Assemblée législative au cours de la session de 1943²². Plus tard, au cours de la même session 1943, à la suite de la réglementation qui a été faite par la commission qui avait enquêté sur les problèmes des hôpitaux, le gouvernement libéral fit adopter, le 15 juin 1943, la loi établissant la Commission de l'assurance-maladie. Dans un rapport déposé en 1944, les membres en furent nommés: il y avait celui qui vient de mourir, le juge Garneau²³; le docteur Blanchet²⁴, professeur à l'Université Laval et M. Durnford²⁵ de Montréal.

En 1945, les membres actuels, du moins la majorité d'entre eux, parce qu'ils sont encore pas mal tous du gouvernement, adopta le bill no 7 intitulé: "Loi abrogeant la loi d'une Commission d'assurance-maladie." Il serait assez curieux de nommer les gens qui ont voté en faveur de cette loi

abolissant l'assurance-santé. J'ai vu les noms de ceux qui sont en face de moi. Les députés de l'opposition, du Bloc populaire, et un indépendant, M. Chaloult²⁶, firent front contre ce que je qualifie de geste antisocial du gouvernement de l'Union nationale²⁷.

Mais aujourd'hui, le même gouvernement propose la formation d'une commission pour étudier tous les aspects de la création d'un plan d'assurance-santé ou d'assurance-hospitalisation pour le Québec. Et les contribuables, pendant ce temps-là, contribuent à plus de \$40,000,000 par année pour aider à payer des comptes d'hôpitaux de citoyens d'autres provinces, sans qu'il n'en reste aucun montant pour la province de Québec.

Alors, M. l'Orateur, je me demande qui avait raison en 1943? Qui disait la vérité en 1943, qui ne la disait pas? Qui avait raison en 1944, 1945 et 1946 et qui avait tort?

En ce temps-là, l'Union nationale s'opposait à des lois visant à un but qu'elle veut atteindre aujourd'hui. Est-ce que cela signifie que le premier ministre a modifié les opinions qu'il avait en 1944, ou si cela signifie que, pendant que le premier ministre Duplessis était en vie, il n'osait pas s'opposer à aucune des idées de son chef? Si le nouveau premier ministre croit maintenant qu'il est judicieux de donner suite à ces propositions, pourquoi étaient-ils, lui, les ministres et les simples députés de son parti, si silencieux quand leur chef, feu le premier ministre Duplessis, était vivant? La seule conclusion logique que nous pouvons tirer de cette attitude de volte-face du gouvernement actuel, c'est que les députés de l'Union nationale ont manqué de courage pour défendre leurs propres convictions aussi longtemps que Duplessis était vivant.

(Applaudissements à gauche)

Et ici, il me semble m'apercevoir qu'il y a des sténographes dans cette Chambre. Je comprends qu'ils sont là à prendre des dépositions. Il est à se demander s'il est permis d'avoir l'emploi de sténographes hors de la galerie de la presse. Si tel est le cas, j'aimerais au moins avoir une copie du texte qu'ils vont en transcrire²⁸.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: Rien n'empêche des sténographes de prendre des notes, à la condition qu'ils se tiennent de l'autre côté de la barre de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

M. l'Orateur, ce matin, ou hier soir, je ne me souviens pas très bien, messieurs les journalistes ont

demandé si j'avais objection à avoir les services de sténographes officiels pour prendre les paroles qui seraient peut-être prononcées en après-midi, et j'ai répondu que je n'avais aucune objection s'il y avait possibilité d'accommoder les journalistes²⁹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avant cette digression, je demandais qui a dit vrai, et qui n'a pas dit vrai? Où était la vérité? Pendant qu'il s'agissait de combattre une motion sur l'assurance-maladie, qu'est-ce qu'on a dit de l'autre côté de la Chambre? C'est à ce moment-là qu'on a demandé des comptes rendus officiels. Selon *L'Action catholique* en date du 16 juin 1943³⁰, l'honorable monsieur Duplessis critiquait la loi des libéraux en disant: "Ce n'est pas si difficile à régler. Le problème est étudié depuis longtemps. Le temps est arrivé d'agir" Or, cette année, nous avons dans quelques mois des élections générales. Et on nous présente quoi? Des lois, des projets à étudier.

(Applaudissements à gauche)

Le 25 février 1945, dans *Le Soleil*, je vois que le gouvernement veut abolir l'assurance-maladie parce qu'elle coûte trop cher et le gouvernement possède des employés et des techniciens nécessaires pour faire le travail. Cette déclaration a été faite par le docteur Albiny Paquette, en marge de la loi qu'il présentait sur les activités de cette commission.

Il y a respectivement 16 ans, 15 ans et à peu près 14 ans, le chef de l'Union nationale déclarait que les problèmes n'étaient pas difficiles à régler, qu'on avait des techniciens et des employés dans le département pour faire ça. C'est pour ça qu'on abolissait la loi.

Le Soleil du 9 mars 1945³¹ dit: "M. Sauvé, le ministre de la Jeunesse dans le temps, reproche à l'opposition de travailler à faire croire au public que l'Union nationale est opposée à l'assurance-maladie, et il ajoute que les fonctionnaires du ministère de la Santé sont parfaitement préparés pour faire une étude approfondie du sujet." En 1959, on propose une loi pour étudier la question d'assurance-santé.

(Applaudissements à gauche)

Si le problème était si facile à régler il y a 15 ans, s'il y avait au ministère de la Santé tout le personnel voulu, pourquoi nommer aujourd'hui une commission d'étude? Quand on lit dans le discours du trône qu'aucun principe constitutionnel ne s'oppose à l'assurance-hospitalisation, c'est une contradiction flagrante avec ce que déclarait il y a quelques années l'ancien chef de l'Union nationale. Quand nous, libéraux, nous proposons des motions pour étudier cette question de l'assurance-

hospitalisation, on nous traitait de démagogues et, parce que nos droits demandaient des dépenses d'argent, on nous répondait que nous soulevions des appétits stériles³². Ou bien on nous répondait des choses ridicules³³, comme cette phrase de M. Duplessis: "La meilleure assurance contre la maladie, c'est la santé." Le nouveau premier ministre, qui était alors ministre de la Jeunesse, avait approuvé la déclaration et dit: "Oui".

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, il y a eu des campagnes électorales depuis 15 ans, il y a eu des sessions de l'Assemblée législative. Nous avons plusieurs fois proposé que l'on étudie sans délai le problème de l'assurance-hospitalisation. Nos adversaires ont alors parcouru la province pour dire que nous étions des démagogues, des commentateurs et que nous soulevions des appétits stériles. Aujourd'hui, au discours du trône, ce sont eux qui nous annoncent qu'ils proposeront la création d'une commission pour étudier cette question. Où étaient les gens sincères? Quand donc ces gens-là étaient-ils de bonne foi, quand ils dénonçaient nos demandes ou quand ils ont décidé de faire ce que nous avions demandé?

(Applaudissements à gauche)

Cette prise de position équivaut à de fausses représentations dans tout un parti politique. Les députés du gouvernement de l'Union nationale peuvent avoir été fidèles envers feu le premier ministre Duplessis, quand ils ont voté contre les suggestions de l'opposition par peur ou à cause d'autres considérations, mais leur attitude démontre maintenant qu'ils ont été infidèles à la population. La province peut-elle faire confiance encore plus longtemps à de tels opportunistes?

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, nous avons présenté ici des motions relativement à la classification et quant à l'échelle des salaires des fonctionnaires. Nous avons accusé la Commission du service civil de ne pas avoir fait son travail. Je me rappelle entre autres du député de Verchères, M. Arthur Dupré³⁴, et il y en a plus d'une quinzaine qui ont présenté des motions, mais on n'a pas pu obtenir quels étaient les salaires véritables.

On l'a accusé de ne présenter que des rapports incomplets. On nous a présenté un rapport d'une page seulement sur 15,000 fonctionnaires du service civil. Nous n'avons jamais été capables d'avoir des chiffres précis sur le nombre de fonctionnaires dont les tâches avaient été reclassifiées.

On avait ça verbalement, et si on demandait des détails, on répondait tout simplement ces mots: "plusieurs" On demandait combien il y avait eu d'ajustements, et on répondait: "plusieurs". Nous avons présenté des motions sur les salaires des fonctionnaires. On nous a répondu que nous seuls avions des appétits stériles, et que les postes du fonctionnarisme étaient parmi les plus en demande dans la province, que tout le monde courait après. C'était la réponse! Mais à un moment donné, en 1955, nous avons posé de multiples questions, et après de multiples pressions auprès des ministres, dont nous ne dirons pas ici les noms, on a eu la réponse suivante du solliciteur général³⁵... Bien, est-il ici? ...

(Applaudissements à gauche)

Je n'ai pas eu l'occasion de féliciter l'ancien solliciteur général³⁶. On lui posait les questions, mais il ne se souvenait pas trop dans le temps ce que c'était qu'un solliciteur général. Aujourd'hui, il est resté au ministère des Transports. Alors, on se rend compte des actes des électeurs du comté de Montmagny.

(Applaudissements à gauche)

Alors, à ceux qui disaient qu'il n'y avait pas de classification, le solliciteur général répondait en 1955 que la classification était très avancée. Le 14 janvier 1957, on demandait au premier ministre du temps et il affirmait que la moitié des fonctionnaires avaient été reclassifiés, et on s'est fait accuser de soulever de la démagogie³⁷.

Aujourd'hui, changement de premier ministre et la Commission du service civil fait en quelques semaines ce que nous réclamions depuis des années. Et de l'autre côté de la Chambre, ils en sont tellement fiers qu'ils brandissent le document pour s'en servir comme un drapeau. Mais pourquoi alors nous a-t-on dit que nous soulevions des appétits stériles? Qui donc disait vrai à ce moment-là? Qui donc disait faux? Les ministres qui refusaient d'agir ou ceux qui se rendent aujourd'hui à nos demandes? Où est la vérité?

J'ai appris qu'il y aurait déduction de l'épargne-retraite dans l'impôt sur le revenu. Ah! Lorsque furent discutés un par un les multiples articles de l'impôt sur le revenu personnel dans la province de Québec, on a demandé cette chose-là pendant longtemps. Je me souviens que M. George Marler, qui était chef de l'opposition, avait demandé, en 1953, que cela soit inclus dans le projet de loi. On lui avait répondu par une pirouette et un sourire. Aujourd'hui, les mêmes membres du gouvernement qui ne dirent pas un mot à ce moment-là, ils sont tous

là, jugent bon ce que nous avons réclamé il y a déjà six ans. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) nous interrompt tout le temps. Il n'a pas dit que ce n'était pas bon dans ce temps-là. Aujourd'hui, il dit que c'est bon. Qui donc disait la vérité? Qui donc ne la disait pas?

Lisons les journaux pour apprendre que le gouvernement entendrait à l'avenir faire une chose qu'il refusait à l'opposition. La situation est la même en ce qui a trait aux collèges classiques féminins de la province.

À maintes reprises, on a demandé que les collèges classiques féminins soient placés sur le même pied que les collèges classiques masculins. Le gouvernement s'y est toujours opposé, jusqu'à ce qu'il fasse une brusque volte-face, il y a quelques semaines. Quand nous demandions cette chose, le chef répondait: "Non!" Le ministre de la Jeunesse (M. Sauvé) était là. Il n'a pas interrompu son chef pour dire: "M. Duplessis, ça n'a pas de bon sens de refuser ça".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Aujourd'hui, ce sont vos partisans qui vous interrompent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À ce moment-là, personne n'a dit un mot de l'autre côté de la Chambre. Les ministres étaient là, les mêmes ministres qu'aujourd'hui, et ils n'ont pas dit un seul mot. Depuis quelques semaines, le nouveau chef de l'ancien gouvernement annonce: "Les collèges classiques féminins seront sur le même pied que les collèges classiques masculins." À quel moment c'était vrai? À quel moment c'était faux? Quand et où se trouvait la vérité? Quand il s'opposait à notre demande ou maintenant qu'il l'accepte?

Une voix ministérielle: Toujours!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'en arrive à cette question qui a fait couler beaucoup d'encre dans la province de Québec. Elle soulève de longs débats depuis très longtemps. Elle a été abondamment traitée par un grand nombre de journaux et de revues. Cette question qui a été soulevée par des organismes, et associations de toutes sortes, auxquels se joignait l'opposition libérale.

Cette question qui a soulevé des débats entre nous, session après session, et qui, une fois en particulier, a duré deux ou trois jours. On l'a deviné de l'autre côté, c'est celle des subventions statutaires.

Ah! si nous avions un *Hansard*!³⁸ M. l'Orateur, si nous avions des comptes rendus officiels des débats, je n'aurais qu'à les déposer sur la table.

On y trouverait toutes les déclarations faites sur cette question par l'ancien premier ministre. Tous les qualificatifs y étaient pour nous dire que nous étions ridicules et mal renseignés. Le premier ministre disait que son gouvernement n'était pas statufié, que c'était de l'essence même d'un gouvernement d'agir à sa discrétion³⁹.

Les commissions scolaires qui viennent faire leur pèlerinage, les universités qui sont aux prises avec des déficits, les collèges de même que les autres organismes éducationnels, ne sont-ils pas en droit de savoir d'avance sur quelles sommes d'argent ils pourraient compter pour boucler leur budget? À ce moment-là, on disait: "on ne peut pas habiller tous les enfants d'une même famille avec les mêmes grandeurs d'habit."

Je prends les journaux du 26 octobre, *Le Devoir*, *Le Nouvelliste*: "Subventions statutaires!", "Garanties des emprunts!", "Subventions statutaires aux universités du Québec." Et le premier ministre dit, d'après le journal, que les subventions doivent avoir un caractère de continuité et doivent être versées suivant un mode régulier. "Subventions statutaires!"

Je partage encore cette façon de penser et j'ai eu l'occasion de le dire. M. l'Orateur, j'ai entendu dire dans cette Chambre, par l'ancien premier ministre, quand nous parlions de la situation financière des universités, une phrase, je ne peux pas la cueillir dans un *Hansard* mais je crois être très honnête en la mentionnant, c'était quelque chose de formidable. Il était question des octrois universitaires, et cette phrase, c'est celle-ci: "J'aiderai ceux qui veulent s'aider."

Aujourd'hui, le gouvernement partage le point de vue de celui qui dit que les subventions aux universités doivent être versées suivant un mode régulier, garantissant leur indépendance, et déclare que les subventions aux universités doivent avoir de la continuité.

Aujourd'hui, le gouvernement adore-t-il ce qu'il avait brûlé? Ce que les universités voulaient savoir, c'était quand, combien et de quelle façon. Le premier ministre leur répond aujourd'hui qu'elles le sauront. Dans combien de temps?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Non seulement elles le sauront, elles le savent aujourd'hui. C'est encore mieux⁴⁰.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est tant mieux. La remarque du premier ministre est une preuve additionnelle qu'il y eut une époque dans la province où il y eut de fausses représentations. Nous parlons de ça depuis 1950. Depuis 1950 que nous faisons des statuts. Depuis 1950, il est passé deux générations d'étudiants dans les universités et les cours classiques, et le tort qui leur a été causé est probablement irréparable.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a eu la génération de Schefferville.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, de ce côté-ci de cette Chambre, des députés étaient intéressés à la question de la route Trans-Canada. Bien des députés libéraux à travers les comtés desquels elle passe ont souvent soulevé cette question en Chambre, notamment le député de Drummond (M. Pinard). Ces messieurs-là s'accordaient pour dire que la route Trans-Canada était de l'ordre du fédéral et qu'elle devait devenir une réalité.

Ce fut dit par des journaux, des revues. À l'exception des membres du gouvernement, tous les citoyens, appuyés par des autonomistes reconnus, proclamaient que cette route était nécessaire et demandaient que l'offre du gouvernement fédéral soit acceptée et que cela ne constituerait pas une intrusion fédérale dans l'autonomie de la province.

À ce sujet, les députés libéraux ont eu des réponses assez édifiantes de la part de l'ancien premier ministre. Du côté de l'opposition, nous disions que le gouvernement refusait l'offre d'Ottawa parce que ce dernier mettait comme condition principale la demande de soumissions publiques, mais le gouvernement ne voulait pas en demander. Tout indique que c'est encore la même raison qui vaut aujourd'hui.

Il n'y a pas longtemps, j'ai lu ceci dans *L'Action catholique*, c'était en mars 1959, le ministre des Transports et Communications (l'honorable M. Rivard)⁴¹ disait à une délégation de l'Association des camionneurs que jamais le gouvernement de la province n'accepterait d'ordre du fédéral ni d'argent pour construire une route Trans-Canada. "Pourquoi serions-nous des dupes?" disait alors le ministre.

M. l'Orateur, j'ouvre le *Petit Journal* du 20 septembre; c'est un numéro édifiant, le premier ministre le sait, enfin, il faut se méfier par exemple, il reconnaît la photographie, il avait une entrevue. Le journaliste pose la question suivante: "Et les offres du fédéral pour la construction de la route Trans-

Canada, allez-vous toujours les refuser pour des raisons d'autonomie?" Réponse du premier ministre actuel: "Oublions pour le moment la raison d'autonomie. Une importante question de piastres et de cents se mêle à cette affaire. Pourquoi ne pas chercher compensation, car il y a là matière à compensation financière entre deux gouvernements." C'était il y a quelques semaines et je suis bien tenté, comme le ministre des Transports et Communications (l'honorable M. Rivard), de me demander: "Pourquoi serions-nous dupes?" Et on dit: "Pourquoi avez-vous été des dupes?"

On voit assez facilement, M. l'Orateur, où est la vérité. J'ai lu dans les journaux que le premier ministre, dans une de ses premières déclarations comme chef du gouvernement, a parlé de prendre des mesures d'urbanisme dans la région de Montréal, principalement aux sorties de l'île. Je me souviens d'avoir soulevé ici même tout un débat sur la nécessité de prévoir l'avenir dans la périphérie de Montréal, me basant sur la partie du rapport Tremblay⁴² recommandant au gouvernement du Québec de prendre à sa charge les dépenses découlant des mesures d'aménagement régional. Ce mémoire était écrit, il a pu y référer, il y en a peut-être encore des copies. Il y en a d'autres qui ont parlé de cette incroyable situation qui existe sur la rive sud, du côté de Jacques-Cartier. Pourquoi est-ce qu'on n'a rien fait? Ça fait 15 ans que c'est un besoin urgent.

Au moment où l'Union nationale prenait le pouvoir, on a laissé les villes autour de Montréal se former n'importe comment. Parce qu'on n'a rien fait dans ce sens à Montréal, ça va coûter des centaines de millions pour les sortir du trou où elles se sont précipitées dans l'espace de quelques années et pour régler les immenses problèmes de circulation qui se posent dans la périphérie de la métropole. Dans sa déclaration, le premier ministre disait qu'il était urgent de faire quelque chose. Moi je dis que cela fait 15 ans que c'est un besoin urgent et que le gouvernement n'a rien fait. Partout, on insiste sur l'urbanisme, mais tout le pourtour de la ville de Montréal a été gâté par le manque de prévision du gouvernement du Québec. On a laissé étouffer l'île de Montréal et tout ce qu'il y a autour, et aujourd'hui, c'est urgent. Qui donc disait la vérité?

M. l'Orateur, s'il y a un sujet qui a été utilisé par la propagande de nos adversaires, n'est-ce pas celui de l'agriculture. Sans insulter les cultivateurs, le sujet de l'agriculture a été accommodé à toutes les sauces par le gouvernement actuel. Mais jamais on ne parlait d'autre chose que du prêt agricole.

De notre côté, nous avons souvent souligné l'urgence d'avoir une véritable pensée agricole. À maintes reprises, ici dans la Chambre, lors de débats sur les discours du trône ou sur le budget, en tant que les discours du budget étaient concernés, les libéraux ont vainement suggéré au gouvernement Duplessis de repenser la politique agricole. Et le ministre de l'Agriculture se levait et nous faisait des discours de la Saint-Jean-Baptiste où il était question de la langue et de la foi.

À notre surprise, c'est le premier ministre actuel lui-même qui disait la même chose, dans une tournée politique. Il l'a dit à Matane, le 5 octobre: "Le gouvernement, devra repenser totalement tout le problème agricole de la province de Québec." Voilà qu'on nous donne encore raison après avoir tant répété que nous avions tort⁴³.

(Se tournant vers le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) Je m'excuse auprès du ministre de l'Agriculture, si des adversaires peuvent être des amis, je crois que nous sommes des amis, d'être obligé de lui jeter à la face les désaveux de son chef. Alors, M. l'Orateur, qui disait vrai? Ceux qui, il y a quelques années disaient: "Il faut repenser l'agriculture, il faut se refaire une pensée agricole", ou ceux qui répondaient que l'agriculture, dans la province de Québec, était la plus prospère de tout le monde entier?

L'ancien député de Lévis, M. Bélanger, l'actuel député de Saint-Maurice (M. Hamel), en particulier, et plusieurs autres du côté de l'opposition avaient, chaque année, discuté de la Commission des relations ouvrières, discuté du Conseil supérieur du travail, discuté la loi des accidents du travail. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a été absent, il ne sait pas ce qui s'est passé; il aurait pu faire comme ceux qui sont à l'extérieur, lire des journaux. Combien de fois le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne s'est-il pas levé pour faire des recommandations, combien de fois ne nous sommes-nous pas levés ici pour demander un code du travail, pour réclamer la mise du Conseil supérieur du travail sur un pied d'efficacité?

Combien de fois ne nous sommes-nous pas levés ici pour demander au premier ministre des explications sur le Conseil supérieur du travail, et si nous avions eu un compte rendu, il ne nous manquerait plus que le ton avec lequel ces choses-là étaient dites dans le temps. Ce ne sont pas les circonstances les plus agréables, mais nos suggestions faisaient rire le premier ministre du temps.

Combien de fois a-t-il lui, l'ancien premier ministre, parlé de la composition du Conseil

supérieur du travail et que nous lui disions: "Mais ne l'avez-vous pas constitué? N'a-t-il pas été constitué avec des gens qui sont sensés connaître quelque chose, quelques-uns d'entre eux n'étaient-ils pas des experts?" Il nous répondait que les membres de ce Conseil étaient "du bon monde"⁴⁴. Quand nous demandions si le Conseil avait siégé, nous n'avions jamais de réponses satisfaisantes.

Pourtant, l'inactivité du Conseil du travail provoquait des protestations de la part des unions ouvrières. Nous avons fait écho à ces choses durant la campagne de 1952 et des orateurs de l'Union nationale, c'étaient les mêmes qu'aujourd'hui, ils sont ici, nous ont assimilés au Parti ouvrier⁴⁵. Nous n'avons jamais été capables d'avoir des renseignements sur le Conseil supérieur du travail.

Mais aujourd'hui, tel que nous l'a annoncé le ministre du Travail (M. Barrette), nous avons un nouveau premier ministre. Et on nous donne encore tardivement raison, après avoir combattu nos demandes. Le ministre du Travail est redevenu actif au sein du gouvernement depuis qu'il y a un nouveau premier ministre, et le Conseil supérieur du travail va reprendre vie alors qu'il avait presque complètement cessé d'exister. On s'en vient avec des législations qu'on aurait pu étudier pendant des années et des années.

Des législations qu'il fallait. Quand on demandait des détails, l'autre côté de la Chambre disait non, refusait de répondre. Les membres du gouvernement avaient pris l'habitude de ne rien dire et suivaient leur chef. Où était la vérité? Qui était sincère alors? Le groupe qui réclamait un Conseil supérieur du travail efficace et qui essayait un refus ou ceux qui ont changé d'idée à ce sujet? On assiste à un revirement complet envers la main-d'œuvre organisée dans la perspective des élections qui doivent se tenir dans quelques mois. Le nouveau premier ministre reçoit les unions ouvrières à bras ouverts et examine minutieusement leurs suggestions. Ce changement a été qualifié de radical.

(Applaudissements à gauche)

Alors, qu'est-ce que vous voulez ... nous savons quelle est la puissance d'information de l'Union nationale, nous savons quelles sont ses possibilités de télévision, et c'est pourquoi ces fausses représentations du gouvernement sont encore plus graves.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, ceux qui ont le privilège de voir venir de loin savent combien il est intéressant de voir monter le matin, le long de la colline du parlement, les longs pèlerinages. Ça vient de tous les coins de la

province, de toutes les commissions scolaires, de toutes les municipalités, de toutes les corporations municipales, de tous les organismes privés, de tous ceux qui sont obligés de venir quémander auprès des ministres et députés.

Les libéraux ont souvent dénoncé l'inutilité de cette affluence à la Législature, chaque année, de délégués de tous les coins de la province et qui ressemble à la ruée vers l'or de 1898. Combien de fois n'avons-nous pas, libéraux, demandé de mettre dans les lois des articles généraux qui empêcheraient ces voyages de représentants du peuple venant ici, à grands frais, réclamer la permission de payer des salaires et dépenses aux maires, conseillers, commissaires d'écoles ou d'imposer une taxe de vente ou d'éducation?

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a employé à ce moment-là des expressions assez dures. Il a été obligé d'en retirer une, je crois, ou il n'a pas eu le temps de la dire toute, lorsqu'il parlait de cet hôtel où était immolée la liberté... je viens de passer à côté...

Alors, M. l'Orateur, nous avons souvent dénoncé cet état de choses, mais le premier ministre du temps nous répondait que c'était une chose nécessaire. Nous autres, qui étions là, parlions fort comme nous n'avons jamais parlé, mais d'autres ne disaient rien, ils acquiesçaient même. Les ministres et les députés l'applaudissaient, le premier ministre actuel avec les autres. Ils applaudissaient alors qu'ils étaient convaincus dans le fond de leur cœur et qu'ils se demandaient: "Mais qu'est-ce que c'est ça?"

Le premier ministre actuel éprouvait lui-même cette peine et il n'a pas pu s'empêcher de le laisser savoir maintenant que tout est changé. Il a dit qu'il y aurait une sorte de consolation, et voilà qu'il nous annonce qu'il ne sera plus nécessaire de faire ces pèlerinages à Québec.

(Applaudissements à gauche)

Nous avons souvent reproché au gouvernement de n'avoir pas de position positive, en particulier sur la question de l'autonomie, de n'avoir pas agi dans les limites du domaine où la province avait des droits, et d'avoir laissé bien des positions inoccupées.

J'ai averti souvent, depuis quelques années, que si la province de Québec n'agissait pas de façon positive, le gouvernement du Canada entrerait dans les champs réservés par la Constitution aux provinces, notamment dans le champ de l'assurance-hospitalisation.

Ici, dans cette Chambre, je sais que c'est ennuyeux de l'entendre dire, mais je m'adressais au premier ministre et j'ai dit: "Si nous ne faisons rien, le gouvernement fédéral n'aimera pas ça." Or, ces

avantages qu'on nous avait donnés, on les a mis de côté. Le premier ministre (l'honorable M. Sauvé), dans son entrevue au *Petit Journal* du 20 septembre nous a donné raison. Il a dit qu'en n'occupant pas divers champs, la province de Québec a créé un vacuum et que le gouvernement fédéral a occupé ce que Québec n'avait pas occupé⁴⁶.

(Applaudissements à gauche)

Ce sont ces gens qui sont au pouvoir depuis 15 ans et ils viennent nous dire qu'il s'est formé un vide. Alors, M. l'Orateur, pourquoi ces choses-là n'ont-elles pas été dites au moment où le Parti libéral lui-même le disait? Pourquoi? Pourquoi? C'est parce qu'on n'était pas d'accord avec les objections que formulait l'opposition? Et on disait que c'était statutaire! Le gouvernement s'est plus préoccupé de faire des luttes électorales que de remplir le vide dont le premier ministre a parlé dans son entrevue au *Petit Journal*. Ce n'est qu'au jour où les Chambres voudront collaborer et cesser de mettre une étiquette libérale en bleu qu'on pourra faire cesser cette manie.

Le gouvernement a agi ainsi dans tous les domaines. L'an dernier, le député de Brome (M. Brown) dont la voix, je crois, est assez forte pour être entendue dans cette Chambre, attirait l'attention du gouvernement sur la nécessité d'encourager les bibliothèques publiques dans la province de Québec. La chose a été demandée par d'autres députés libéraux, et le secrétaire (l'honorable M. Prévost) n'a même pas daigné répondre à cette question.

Au moment où on démontrait qu'on avait des bibliothèques dans des pays moins favorisés que le nôtre, le premier ministre du temps s'est contenté de demander au député de Brome (M. Brown) ce qui se passait à Hong-Kong. Il lui a répondu: "Je le dirai au premier ministre après l'ajournement". À trois heures, le député de Brome renseignait le premier ministre sur ce qui se passait à Hong-Kong et il lui disait le nombre de volumes qu'il y avait dans les bibliothèques de cette ville.

Mais, aujourd'hui, je vois dans le discours du trône que le gouvernement dit que nous avions raison; il se propose d'encourager les bibliothèques publiques et il prend des initiatives d'ordre culturel et scientifique. Mais pourquoi ne pas l'avoir dit quand l'opposition le demandait? Pourquoi, comme dans les autres cas, avoir toujours refusé les demandes des libéraux pour les accorder ensuite? Pourquoi les ministériels n'ont-ils pas parlé avant? Comme ils sont braves depuis le mois de septembre. M. l'Orateur, a-t-il fallu 15 ans pour en faire des braves?

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement fédéral, il y a quelques années, a bâti la loi de l'assurance-chômage et toutes les provinces se sont empressées de s'en prévaloir, sauf la province de Québec. Quand nous avons soulevé, pendant ce temps-là, la question d'assurance-chômage, quand nous avons soulevé que le chômage pénétrait en particulier dans la ville de Québec, on nous accusait de soulever des appétits stériles et de dénigrer notre province.

Le gouvernement du Québec est arrivé bon dernier dans tous les domaines, et lorsqu'il s'est décidé d'agir, ce fut sous la pression de l'opinion publique. On proposait depuis longtemps cette mesure. Mais qui donc avait raison à ce moment-là? Qui donc disait vrai? À quel moment disaient-ils vrai? La fausse représentation, on la trouve presque à la grandeur de la province, et c'est la Législature de la province de Québec qui en est responsable.

(Applaudissements à gauche)

En somme, M. l'Orateur, si les positions libérales n'ont pas eu à changer, l'Union nationale ne peut pas en dire autant.

(Applaudissements à gauche)

Si tout a tellement changé, l'Union nationale n'a plus sa raison d'être. Quant à moi, ce que j'ai dit il y a 10 ans, M. l'Orateur, aujourd'hui, je puis dire encore la même chose. Mais je défie les ministres de faire la même chose sans se trouver dans une situation intenable et contradictoire. Je puis les mettre en face de quelques-unes de leurs contradictions, mais elles sont infinies. Et sans la présence du Parti libéral dans la province de Québec, la situation serait encore pire qu'elle ne l'est actuellement.

(Applaudissements à gauche)

Si ce qu'on fait aujourd'hui est bien, pourquoi ne l'avoir pas fait plus tôt? Et pourquoi avoir combattu l'opposition qui réclamait toutes ces choses? Pourquoi ces législations nouvelles? Pourquoi ces actes nouveaux ne sont-ils pas venus avant?

Était-ce parce que M. Duplessis n'en voulait pas? Si c'est cela, peut-on dire que tous les membres du gouvernement actuel, y compris le premier ministre, consentaient à se soumettre au chef par crainte, au risque d'être déloyaux envers toute la population de la province?

(Applaudissements à gauche)

Enfin, M. l'Orateur, si leur ancien chef avait vécu encore longtemps, on peut se demander si le gouvernement actuel, le premier ministre en tête, aurait toléré tout cela jusqu'à la fin, avec la même pusillanimité.

Comment, M. l'Orateur, en un vil plomb, l'or pur s'est-il changé?

(Applaudissements à gauche)

Pour parler comme le poète, certains d'entre eux vont se demander s'ils n'abusent pas.

(Applaudissements à gauche)

J'ai des doutes, M. l'Orateur, sur les mots que je puis employer au point de vue parlementaire, mais pour se refaire plus qu'un front neuf, une virginité nouvelle, pour montrer qu'ils se désolidarisent du régime qu'ils trouvent désuet, le gouvernement doit aller beaucoup plus loin. Il ne doit pas se contenter d'accueillir avec le sourire les délégations qui viennent le voir. C'est un régime de contraste. N'est-il pas allé jusqu'à laisser entendre qu'il sortirait le rapport Tremblay? Je me souviens, les années passées, je n'avais pas pu mettre la main dessus. Mais il ne suffit pas de changer de manière, de faire semblant d'exhumer le rapport Tremblay avant les élections. Tant mieux s'il sort avant.

Les volte-face ne suffisent pas, il faut aller au fond des problèmes. M. l'Orateur, tous ces actes, toutes ces paraphrases me semblent quelque peu ingrates. Il faut plus que des déclarations pour montrer qu'on veut aller au fond des problèmes. Si le nouveau premier ministre est sérieux dans sa décision de faire des changements dans les politiques du régime de l'Union nationale, il existe un grand nombre de domaines où il peut mettre en application les suggestions de l'opposition libérale.

Comment se fait-il que, dans le discours du trône, on ne traite pas des facultés universitaires, de la réforme électorale, de la création d'un conseil économique, de l'inventaire des ressources naturelles, des commissions scolaires et d'une politique claire, et détaillée des relations fédérales-provinciales? On aurait pu parler de ça dans le discours du trône.

(Applaudissements à gauche)

Toute la carte électorale de la province est à changer si on veut donner justice aux électeurs. J'ai lu dans les journaux qu'on dépenserait peut-être un montant de \$475,000, mais croit-on qu'on va procéder? Nous sommes à la veille d'élections et la session est amorcée. Il est question de répartition de comtés. Dans certains comtés, le nombre de voteurs est beaucoup trop considérable par rapport au nombre d'électeurs de d'autres comtés. Quand on représente 100,000 voteurs, qu'il y a 175,000 voteurs, pour nous élire, comme on en compte dans certains comtés, alors que dans certains comtés ça prend 15,000 à 20,000 voteurs, je dis que ce n'est pas juste pour les membres de la Chambre que le nombre

de voteurs ne soit pas pris en considération⁴⁷. Le nombre de voteurs ne doit pas être plus nombreux dans un comté que dans un autre. Il me semble que les choses traînent déjà depuis assez longtemps. Il me semble qu'avant on s'était entendu. La réforme électorale a été réclamée depuis assez longtemps pour que le peuple ait enfin la représentation désirée⁴⁸.

Mais la réforme électorale signifie beaucoup plus qu'une redistribution complète des comtés. Il faut aller complètement au fond des choses. Il faudrait aussi limiter les dépenses électorales et faire assumer par l'État, et non par la caisse électorale, celles qui sont essentielles et incompressibles, de façon qu'il ne soit plus nécessaire d'être riche ou d'accepter une aide extérieure pour se faire élire. Et il y a aussi les dépenses pour l'administration d'un comté qu'il faut ajouter pour les autres qui sont capables de se faire élire mais qui sont pauvres. Il n'y en a pas beaucoup, il faut des hommes fantasques. Un homme pauvre est-il capable de venir représenter en Chambre son comté sans l'aide financière extérieure? J'en doute.

Il faudrait aussi faire disparaître certaines anomalies contenues dans les lois. Quand je songe, à chaque élection, à ses milliers de votes souillés délibérément, je ne peux m'empêcher de penser à ces machines pour l'enregistrement des votes, pour éviter qu'un trop grand nombre de bulletins ne soient rejetés. Le gouvernement devrait rétablir le système à deux énumérateurs nommés pendant les élections, un nommé par le parti du gouvernement, et l'autre, par l'opposition.

Il y aura toujours des voleurs, et toujours des pauvres et des riches, mais tant et aussi longtemps qu'on ne prendra pas les mesures voulues, il y aura toujours des abbés O'Neill et des abbés Dion qui viendront rendre des jugements sur la politique dans la province de Québec⁴⁹.

Si le gouvernement veut aller au fond des choses, le partage de quelques comtés ne suffit pas. Ici, je sais que je n'ai pas le droit de discuter une loi qui existe dans les Statuts. Je ne la mentionnerai pas, tout le monde l'a à l'esprit. Si le gouvernement veut réellement montrer qu'il veut aller au fond des choses, il devra aller plus loin.

À l'heure actuelle, en Amérique du Nord, nous entendons parler de planification. Partout, jusqu'aux endroits les plus riches et les plus peuplés, partout on engage des experts et on est en train de planifier. Des organismes de tous genres ont demandé une planification générale. Et, en face de ceci, on a des déclarations contradictoires de deux

ministres: un qui dit qu'il l'avait confié à un organisme, et l'autre dit qu'il n'en avait pas entendu parler.

Il n'existe aucune planification en ce qui concerne le développement économique de la province. C'est une politique faite au petit bonheur. Les libéraux réclament depuis longtemps l'établissement d'une politique tracée selon un plan élaboré en vertu de données précises. L'Union nationale est née de l'Action libérale nationale, qui avait inclus dans son programme la création d'un conseil économique. Après avoir fait sien ce programme, l'Union nationale l'a mis de côté pour la plus grande part.

En 1943, le Parti libéral a créé un organisme d'orientation économique, mais après son retour au pouvoir, en 1944, l'Union nationale l'a laissé mourir, faute de subsides. Aujourd'hui cependant, les demandes se font de plus en plus nombreuses en faveur d'un pareil organisme. La lutte se fait de plus en plus dure sur le plan économique et la province doit s'entourer d'experts; il est normal de se préparer en conséquence. Il devrait y avoir quelque chose là-dessus dans le discours du trône. Si le gouvernement voulait aller au fond des choses, il y a un moyen d'en arriver à un bon résultat.

Nous revendiquons encore la tenue d'un inventaire de nos ressources naturelles dont le résultat pourrait nous conduire à une politique nouvelle relative aux richesses de la province. Je crois avoir reçu jusqu'à date deux volumes, sur deux ou trois cotés.

Nous avons demandé des renseignements et des précisions à plusieurs reprises et nous avons appris que ça se faisait par temps perdu. Nous réclamions un inventaire des ressources naturelles et une politique nouvelle des ressources naturelles. Je me demande s'il n'y a pas, à l'heure actuelle, un déplacement dans le gouvernement concerné vers un politique nouvelle.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur le long plaidoyer que j'ai fait sur les ressources sorties du sol canadien et qui sont travaillées aux États-Unis. Je n'ai pas l'intention de décrire les navires portant drapeau américain et transportant nos ressources. Depuis longtemps, le Parti libéral demande que nos matières premières soient ouvrées et converties en produits finis dans la province, pour donner du travail aux nôtres. Il y a 10 ans que j'en parle, que je réclame qu'il se fasse quelque chose dans le domaine de la sidérurgie. J'ai même vu des hommes politiques comme M. Diefenbaker endosser ce que je demandais.

Le gouvernement a toujours répondu qu'il n'existait pas de marchés et que c'était, de plus, l'affaire de l'entreprise privée. Nous voyons aujourd'hui différents organismes, comme la Chambre de commerce, venir endosser la prise de position de celui qui vous parle. Depuis deux mois, on discute d'assurance-santé, d'aide aux universités, d'instruction accessible à la masse et de l'industrie sidérurgique.

J'ouvre le *Petit Journal* du 15 novembre et je vois que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) nous apprend, dans une déclaration récente, qu'il y a un marché, qu'une industrie sidérurgique s'impose et que le gouvernement va la créer. Ce n'est pas un comptable que ça prenait pour le ministère du Commerce et de l'Industrie, c'était un géologue. Il y a deux ans, un géologue disait de construire des hauts-fourneaux pour transformer l'acier. Mais il disait: "C'est impossible, ça ne tient pas debout." Et il y a eu d'autres adjectifs de prononcés à ce moment-là.

Comment expliquer le revirement de la politique provinciale concernant l'industrie sidérurgique? Il y a quelques jours, le ministre du Commerce a répondu que c'est toujours la politique gouvernementale de transformer nos richesses naturelles en produits ouvrés utilisables chez nous. Quand j'ai exposé la pénurie de l'acier de 10,000,000 de tonnes, le ministre a seulement dit que jusqu'à présent nous n'étions pas intéressés à investir notre argent dans l'industrie. N'est-ce pas parce qu'on nous a toujours prêché que nous étions bons à rien? "Nous n'avons pas le marché voulu" répondait le ministre.

M. l'Orateur, il y a des grèves de l'acier depuis au moins 10 ans. Chaque fois qu'il y a eu une grève de l'acier aux États-Unis, le marché de l'acier canadien est bloqué. Pas d'acier! Pour s'excuser d'un pont dont la construction était retardée, le premier ministre disait: "C'est parce qu'il y a une pénurie d'acier". Chaque fois que les États-Unis font une grève de l'acier, les usines canadiennes de l'automobile ferment leurs portes.

En Chambre, il y a trois ou quatre ans, j'ai donné tous les chiffres d'importation d'acier au Canada, et le premier ministre disait: "Nous n'avons pas le marché voulu." Et maintenant, selon l'honorable ministre du Commerce (M. Beaulieu), les portes sont ouvertes, le marché canadien de l'acier est ouvert. Le commerce montréalais à lui seul peut englober la production de l'industrie sidérurgique. La région métropolitaine grandit à vue d'œil, la province aussi, et une industrie sidérurgique s'impose.

L'industrie sidérurgique s'impose, le gouvernement l'a créée. Qu'arrivera-t-il du ministre? Il va probablement se faire traiter d'imbécile par le premier ministre. S'il est un discours du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), et je ne fais pas ça pour m'amuser aux dépens du premier ministre actuel, mais s'il est un discours dont je me souviens, qui fut prononcé par le ministre de la Jeunesse, c'est celui où il a dit un jour, dans une grande envolée, avec beaucoup d'ardeur: "Je ne ferai jamais partie d'un gouvernement qui serait responsable de la création d'une industrie sidérurgique".

L'intervention du gouvernement dans la sidérurgie, c'est une chose qui était refusée couramment par le premier ministre du temps et par le premier ministre actuel...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai attendu presque trois heures pour demander au chef de l'opposition d'être sérieux. Je n'ai jamais déclaré ça. Jamais, ni de près ni de loin, et c'est contraire à tout ce que j'ai pensé et tout ce que j'ai dit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous avons toujours dit que le gouvernement devait tout faire pour la sidérurgie. De l'autre côté, le premier ministre ne prétendait-il pas que cela relevait de l'entreprise privée? Son ministre dit maintenant que le gouvernement va créer l'industrie sidérurgique. Aujourd'hui on nous dit: l'entreprise de Robert Lafleur est une entreprise gouvernementale. La situation n'a pas dû changer du jour au lendemain. S'il y a des marchés aujourd'hui, il y en avait également hier. En repoussant les suggestions de l'opposition, on a retardé le développement économique de plusieurs régions de la province. Il est étonnant que le gouvernement ait toujours refusé de donner suite aux suggestions du Parti libéral à ce sujet.

Le chef du gouvernement dit que ça fait trois heures qu'il attend que le chef de l'opposition soit sérieux. Il y en a qui siègent depuis assez longtemps ici. Ils savent les positions que j'ai prises sur les problèmes d'acier, ils savent les accusations que j'ai portées, ils le savent aujourd'hui encore une fois. Il est bon que les hommes du pouvoir connaissent un peu les tares du purgatoire. Il y a une chose que je souhaite, M. l'Orateur, c'est que vous n'en soyez pas malade depuis le mois de septembre.

Le décrochage des patins est déjà commencé. Tout le monde le sait aujourd'hui, c'est une demande que je répète depuis des années. Ce gouvernement a

toujours refusé, et il nous a toujours dit qu'il n'y avait pas de marché de l'acier. Cela vient de changer du jour au lendemain parce qu'il y a une grève aux États-Unis. Le gouvernement a toujours refusé à chaque fois que j'ai parlé des richesses naturelles. Soyez sérieux! Celle-là, c'est la meilleure, ça s'en vient bien.

Je déplore aussi que le discours du trône ne fasse pas mention d'une commission des universités. Cela servirait d'intermédiaire entre l'État et les institutions d'enseignement supérieur. Son rôle pourrait consister en l'étude des demandes des universités, tout en coordonnant les besoins en vue de dresser des programmes de construction à long terme. C'est un problème majeur, auquel il faudrait apporter une solution majeure.

J'ai lu quelque part que des particuliers se proposent de former un Office de linguistique. C'est surtout par le fait que le français de notre province peut se distinguer des autres. Encore faut-il que nous ayons le souci de bien parler notre langue. La France elle-même a senti ce besoin, puisqu'elle s'est donné un Office du vocabulaire français. Chez nous, c'est le gouvernement qui devrait prendre l'initiative de créer un pareil organisme. Je demande aux autorités gouvernementales de prendre part à l'offensive que le Conseil de l'instruction publique a lancée pour la conservation de la pureté de notre langue. Si on veut une politique d'ordre culturel, nous devons commencer par nos traditions et par la langue française elle-même.

M. l'Orateur, je suis pour une politique claire, nette, précise et détaillée en matière de relations fédérales-provinciales. Mais le discours du trône n'énonce que les généralités habituelles. De temps en temps, il se pose des gestes; il s'est surtout posé des gestes négatifs. Mais pouvons-nous dire, en dehors des grandes phrases qui ont été dites, qu'il a été énoncé ici une politique fédérale-provinciale? Chaque fois qu'il semblait qu'une politique des relations fédérales-provinciales allait être élaborée, les phrases devenaient des phrases d'ordre général, sans aucune précision.

Pourtant, ce n'est pas d'hier que le besoin d'une telle politique se fait sentir. Vingt ans seulement après la Confédération, l'honorable Honoré Mercier convoquait les premiers ministres provinciaux à une Conférence interprovinciale tenue à Québec du 20 au 28 octobre 1887, dans le but d'étudier les questions qui ont été ou pourraient être soulevées relativement à l'autorité des provinces, à leur rapport tant que financier qu'aux autres intérêts communs⁵⁰.

On a reproché aux Pères de la Confédération de n'avoir pas tout prévu et on a donné comme exemple qu'en 1867, alors qu'il n'y avait pas de radio, qu'il n'y avait pas d'automobile, qu'il n'y avait pas de télévision, qu'il n'y avait pas de téléphone, quelques chemins de fer, tout ça n'était même presque pas ébauché.

Et, par conséquent, les Pères de la Confédération n'ont pas pu prévoir l'automobile, la télévision, le téléphone. Mais cette conception est entièrement fausse.

En 1887, 20 ans seulement après la Confédération, il n'y avait pas encore de télévision, il n'y avait pas encore d'automobile, les chemins de fer, oui, ils ont grandi avec les chemins de fer, mais il n'y avait pas de radio. Mais seulement 20 ans après les Pères de la Confédération, Mercier disait: "Il faut se réunir pour les questions soulevées relativement à l'autonomie des provinces et à leur apport d'ordre financier."

Alors, je n'ai pas l'intention, M. l'Orateur, de dire tout ce qui se passait à ce moment-là, mais si tous les députés, parce que je crois qu'il y en a encore quelques-uns qui n'ont pas regardé toute la documentation, je ne veux pas les injurier parce qu'ils ne se sont pas plongés dans la lecture des vieux documents, si tous les députés allaient fouiller dans les documents, ils verraient que, dès 1887, et 20 ans après la Confédération, Mercier convoquait à Québec une conférence des provinces, parce que le besoin se faisait sentir d'une délimitation plus claire des juridictions et des sources de revenus. Il demandait des choses qui nous paraissent assez curieuses, dont la rétribution de subsides fédéraux.

En 1887, bien qu'il (Mercier) ne pouvait réclamer ça définitivement, il demandait le droit de réclamer la taxe d'accise, le contrôle des chemins de fer, il demandait la franchise postale, il demandait les moyens de communication plus faciles, le droit de légiférer en matière de pêcheries, il demandait le droit de faire disparaître une partie de l'article 92⁵¹.

M. l'Orateur, les conférences interprovinciales se sont succédées. Il y en a eu une en 1902, et lorsque la question financière est venue à l'ordre du jour, le premier ministre du Canada a été mis au courant.

D'autres conférences semblables eurent lieu par la suite. Il y a eu des conférences provinciales en 1910, en 1913, en 1926, et il a eu entre temps des conférences fédérales-provinciales.

Il est facile de constater que jusqu'en 1926, c'est-à-dire pendant 60 ans, les provinces ont demandé une augmentation des subsides fédéraux. Et on trouve en 1926 que, quand le premier ministre et

les premiers ministres provinciaux adoptèrent cette mesure⁵², ils l'ont adoptée le plus tranquillement du monde⁵³.

La vérité est que le gouvernement fédéral n'a pas pu disposer de la question de façon à améliorer leur sort. C'est ce qui entraînait la formation d'une sorte de caisse pour la province, et c'est une résolution qui a été adoptée.

Alors, M. l'Orateur, en 1926 également, la province s'est contentée de passer une résolution avec l'idée que disparaissent les discussions qui pourraient intervenir dans l'avenir, dans l'existence de l'impôt. Mais à un moment donné, la situation a changé. Tout ce que nous avons gagné dans la réclamation faisait place à la demande.

Depuis 1926, rien. Cet après-midi, M. l'Orateur, en 1959, il y a donc 33 ans que les provinces se sont réunies pour la dernière fois. Pourtant, elles ne cessent de répéter depuis 1887 que les lois données antérieurement n'étaient pas satisfaisantes, que l'esprit de la Constitution a été violé, qu'il faut en particulier réajuster les droits fiscaux.

En 1950, il y a eu ici, à Québec une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle a été créé un comité des procureurs généraux. Ce comité devait grouper en différentes catégories les articles de la Constitution, en vue de déterminer pour chaque catégorie une procédure d'amendement. On songeait à des clauses qui pourraient être amendées par Ottawa seul, d'autres qui pourraient l'être par les provinces seules ou par Ottawa et une majorité des provinces, d'autres qui ne pourraient être touchées sans le consentement unanime, etc. À ce moment-là, il était beaucoup question de rapatrier et même refaire la Constitution.

En 1950, toujours à l'époque de la Conférence fédérale-provinciale de Québec, j'ai eu l'occasion d'exposer ce que je croyais être non seulement pratique pour le parti, je calculais d'expliquer les différentes opinions et les suggestions qui avaient été faites sur différents plans, et comment la Constitution pouvait être amendée. Il y a eu un plan par le Sénat, par M. Marler, un autre avait été déposé par d'autres.

J'avais pour ma part formulé plusieurs suggestions⁵⁴. Premièrement, dans la rédaction des amendements, s'arranger de façon à déclarer expressément que le Canada est un pays bilingue. Deuxièmement, qu'il serait temps de faire un traité véridique entre le provincial et le fédéral. Troisièmement, qu'une demande officielle soit faite pour que le bilinguisme dans le Canada apparaisse de

façon éclatante dans la Constitution même, qu'elle soit rédigée dans les deux langues. Quatrièmement, de ne plus recourir aux lenteurs pour l'amender. Cinquièmement, d'oublier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et de faire de la Constitution une loi totalement canadienne. Sixièmement, en matière de langue, nous constatons, pour plusieurs, le danger de l'extinction de la langue française. L'exemple qui est cité est le Nouveau-Brunswick, et demain, nous serons une autre minorité⁵⁵.

Quand il s'agit de diminuer leurs droits constitutionnels, que les provinces amendent ou proposent des amendements qui devraient être soumis au référendum. Je demandais d'abolir le désaveu, et le droit de réserve⁵⁶, de donner aux provinces le choix d'un lieutenant-gouverneur et, pour les impôts successoraux, de redistribuer la taxation.

Dixièmement, une délégation de pouvoirs devrait être créée et autorisée par la Constitution. Onzièmement, le droit de vote aux jeunes gens de 18 ans. Et j'expliquais que si on donne l'obligation à des gens âgés de 18 ans d'aller défendre la patrie, d'aller se faire tuer pour la patrie, on doit aussi leur donner le droit de se prononcer sur les questions politiques.

(Applaudissements à gauche)

Douzièmement, la création d'un conseil permanent interprovincial dans les consultations. Treizièmement, un tribunal permanent des provinces et, s'il y a lieu, de voir à la permanence des autorités provenant de Québec. Et le Québec étant tellement grand, que ce soit mené par Québec s'il le faut.

(Applaudissements à gauche)

Quatorzièmement, instituer un ministère des affaires fédérales-provinciales, dont le ministre siègerait au conseil. En 1949, alors que j'étais député fédéral, j'avais même demandé une nouvelle constitution canadienne. Mais, pendant des années, M. Duplessis avait employé cette phrase: "On ne touchera pas à un iota de la Constitution". Mais là où il y a eu des déclarations sensationnelles, ce fut le 9 août 1950, à La Malbaie, lorsque le premier ministre Duplessis a déclaré ce qui suit: "Ce que nous voulons, c'est une constitution nouvelle pour le Canada, faite au Canada, pour les Canadiens et par les Canadiens." "Nous ne voulons pas des habits fabriqués ailleurs." C'était le 5 novembre 1950. C'est l'un des points de base, et ça ne peut pas être plus basique que ça.

Neuf ans se sont écoulés depuis. Où en sommes-nous? Le silence entoure maintenant ce qui avait fait dans le temps l'objet de discussions

passionnées. Franchement, ce n'est pas pour les diminuer, mais je demande à cette Chambre où est allé son intérêt dans ce domaine? Je n'ai pas le temps de tout dire, mais ça a été dit par des hommes, huit ans avant: "Il faut une nouvelle constitution." Il y avait quelque chose comme un accord général. Nous ne savons plus, M. l'Orateur, si les procureurs généraux et les premiers ministres sont encore du même avis quant à un comité des procureurs généraux.

Nous ne savons pas où nous en sommes. Nous n'entendons plus parler d'une nouvelle constitution. Nous ne savons même pas si le comité des procureurs généraux est encore à l'œuvre. Il est surprenant que cette idée soit disparue si rapidement. Est-ce que le gouvernement va la relancer?

Ce sont là, je ne dirai pas des questions principales, ce sont des questions de méthode à savoir comment le principe doit être établi de nouveau dans la province. C'est pourquoi chaque année, dans le débat sur l'adresse, j'ai préconisé la tenue d'une conférence des provinces. Ce qui fait la faiblesse des provinces dans leurs négociations avec Ottawa, c'est qu'elles ne présentent pas de front commun. Elles font des demandes contradictoires, chacune tirant de son côté. L'impression qui s'en dégage en est une de désarroi. Si elles se rencontraient d'abord pour s'entendre sur leurs demandes essentielles, leur position serait beaucoup plus forte.

Les principaux instruments dont nous avons préconisé l'usage à l'appui de l'autonomie provinciale sont les conférences interprovinciales, le Secrétariat permanent des provinces, le Conseil permanent des affaires fédérales-provinciales et la formation d'un comité parlementaire composé de tous les groupes politiques, dont la tâche serait de préparer une politique cohérente en matière de relations fédérales-provinciales et d'étudier les amendements qu'on pourrait apporter à la Constitution canadienne.

Aujourd'hui, on peut plaider devant l'opinion publique sur les questions des relations fédérales-provinciales, mais on ne peut pas plaider des questions de droit devant le public et, jusqu'à date, nous nous promenons les uns et les autres sur des questions de droit, et nous ne présentons pas de méthodes sur lesquelles on puisse se mettre en marche, se mettre à la besogne.

À l'appui de ceci, il y a toujours ce rapport de la commission Tremblay qui, si les propositions que je viens d'émettre ne satisfont personne, pourrait servir de base à une discussion. Si nous parlons

toujours, nous allons toujours continuer à régler ces questions-là par petits morceaux, attachés, remis, donnés, redonnés. La province de Québec ayant le particularisme que l'on sait, c'est à elle qu'il appartient d'être la première dans l'élaboration de toute une politique générale. Non pas une politique qui serait partielle, mais une politique, claire, précise.

Tant et aussi longtemps que deux hommes se contentent de se dire: je suis propriétaire de ce lot-là et qu'ils ne font rien d'autre, y a-t-il des chances qu'ils en arrivent à un accord, je ne dirai pas définitif, car en matière de constitution il n'y a jamais rien de définitif? Je crois que la province de Québec devrait présenter un plan concis, précis et essayer de vendre son idée aux autres provinces, de s'entendre avec elles, afin qu'elles finissent par être capables de parler d'autres choses que de celles que nous avons voyageées continuellement entre Ottawa et Québec.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, je termine en disant ceci: ce qu'il nous faut, c'est une politique et non pas des politiques. Un ensemble et non pas des morceaux jetés de temps à autre ici et là. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas de changer un homme pour un autre, c'est le changement de toute une équipe pour une autre. C'est le seul moyen de rejoindre mes premières remarques et de réparer dès maintenant l'irréparable outrage.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
(se lève).

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, le chef d'opposition a terminé son discours par une phrase qui n'aura surpris personne. Il a dit qu'il n'est pas favorable au remplacement d'un homme par un autre homme. Il fallait s'y attendre⁵⁷.

(Murmures à droite)

Il est maintenant six heures moins dix, M. l'Orateur, et bien que je sois convaincu que je n'aie pas besoin de deux heures et demie du temps de la Chambre pour dire ce que j'ai à dire, je crois qu'il serait exigeant de penser que je doive me contenter de dix minutes, non seulement pour répondre au chef de l'opposition, mais pour élaborer la politique du gouvernement au cours de la session qui commence. J'ai donc l'honneur de proposer l'ajournement du débat. Nous siégerons ce soir à huit heures.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat ajourné jeudi le 19 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

(Acclamations à droite)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
En ce premier jour de travail parlementaire, chacun s'attendait normalement à ce que le chef de l'opposition commente les mesures annoncées par le gouvernement dans le discours du trône, qu'il en fasse remarquer les carences et qu'il fasse des suggestions utiles, des suggestions de nature à apporter une amélioration au bien-être de la population et au développement de la province de Québec.

Chacun s'attendait normalement aussi à ce que le premier ministre élabore les politiques annoncées dans le discours du trône et qu'il donne des précisions sur l'orientation que le gouvernement veut donner à la province de Québec.

Personne, évidemment, ne pouvait s'attendre à ce que les deux chefs parlent ici comme chef de leur parti, car le chef du Parti libéral n'est pas en cette Chambre. Tout le monde sait qu'il fuit l'Assemblée législative. Il est donc arrivé que le chef de l'opposition (M. Lapalme) a parlé comme chef du Parti libéral, et cela lui a pris deux heures de temps pour se rendre compte qu'il n'est pas le chef du Parti libéral provincial.

Le chef de l'opposition a parlé avec violence, une violence inaccoutumée de sa part. Il s'est

emporté, s'est fâché, il a parlé de manque de courage de ma part, de reniement, et il a même eu l'amabilité de parler de l'élection générale de 1919.

Je ne veux pas le suivre partout sur le terrain qu'il a couvert, mais il convient que je fasse une mise au point relativement à la comparaison qu'il a faite des élections générales de 1919 et des élections de 1959.

Il y a entre les deux une différence énorme que le chef de l'opposition est inexcusable d'ignorer. En 1919, l'élection a été appelée tout de suite après l'élection du nouveau chef de l'opposition.

En 1919, le chef de l'opposition n'avait pas assez de soldats pour couvrir tout le champ de bataille, mais c'était un chef qui voulait se battre et qui s'est battu⁵⁸.

En 1959, le chef de l'opposition aura de la difficulté à nous faire croire que son chef voulait se battre. Il ne nous fera pas croire qu'il n'avait pas deux soldats pour se rendre dans deux comtés. En 1959, il y avait bien un chef du Parti libéral provincial, mais un chef caché derrière les portes d'un club politique⁵⁹, un chef qui n'avait pas le courage d'affronter le peuple, et de porter le drapeau de son parti. Il a laissé ce soin à celui qu'il a limogé et qu'il a remplacé⁶⁰.

Le chef de l'opposition a servi à la Chambre, dans l'après-midi, une édition corrigée du discours qu'il a prononcé à la convention qui a choisi M. Lesage comme chef du Parti libéral.

Et, cet après-midi, il a mis deux heures en cette Chambre pour dire à ses partisans: "Voyez comme vous avez eu tort de ne pas me suivre."

Le chef de l'opposition a mis deux heures et demie à nous dire, à nous aussi, que nous avons eu tort de ne pas le suivre quand il faisait telle ou telle affirmation et quand il faisait des propositions en cette Chambre.

Il nous a donné pourtant un bien mauvais exemple. Comment voulait-il que ses adversaires le suivent quand son propre parti l'abandonnait? Pourquoi nous reprocher à nous de ne pas l'avoir compris quand eux, ses partisans, l'ont renié?

M. Lafrance (Richmond) rit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Celui qui rit en ce moment est précisément l'un de ceux qui sont responsables de cette situation.

Il nous a dit: "Vous siégiez dans le gouvernement précédent. Pourquoi n'avez-vous pas fait il y a cinq ans ce que vous nous proposez maintenant?"

M. l'Orateur, j'ai servi dans l'armée canadienne au cours de la dernière guerre. J'ai d'abord été commandant de compagnie avec les Fusilliers Mont-Royal. J'ai agi comme commandant de compagnie et, à aucun moment, je ne me suis pris pour le général McNaughton, le Commandant en chef de l'armée canadienne⁶¹. J'ai essayé d'être un commandant de compagnie convenable, de m'acquitter de mes responsabilités.

Plus tard, j'ai été commandant de bataillon. Et encore une fois, je n'ai jamais pensé que j'avais la responsabilité de commander l'armée canadienne. Je suis revenu au pays et je suis devenu ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. Je ne me suis pas pris pour le premier ministre. J'ai tâché d'organiser mon département de manière à rendre service aux jeunes et à toutes les classes qui avaient le plus besoin du gouvernement. Je ne sache pas que le chef de l'opposition ait jamais formulé de violentes critiques au sujet de ce département. Et si on a des critiques à exprimer, je crois qu'après 13 années, il serait normal que je le sache. En résumé, je ne me suis jamais pris pour un autre. D'autres dans cette province y gagneraient à faire de même.

Le 11 septembre dernier, dans les circonstances que l'on sait, j'ai été assermenté comme premier ministre de cette province. Depuis lors, j'agis et je parle comme premier ministre. Cet après-midi, le chef de l'opposition a fait une longue colère que l'on peut résumer ainsi: "Je suis fâché parce que je ne peux pas critiquer ce que vous avez fait depuis le 11 septembre."

Le chef de l'opposition semble prendre pour acquis qu'avant le 11 septembre il ne se faisait rien dans cette province. Cela le scandalise que nous apportions des améliorations. Le gouvernement de la province de Québec ne renie pas le passé et il n'y a rien de surprenant à ce qu'il pose aujourd'hui les conclusions de l'œuvre qu'il a édifiée depuis 15 ans sous la direction de l'honorable Maurice Duplessis. Nous ne faisons que continuer ce qui se fait depuis 1944, alors qu'on a amélioré les politiques d'année en année. Cette politique a été soumise au peuple à tous les quatre ans et elle a reçu son approbation à plusieurs reprises et d'éclatante façon.

Nous continuons l'œuvre commencée avant nous. Et nous restons perplexes devant les pirouettes, les culbutes et les volte-face qu'on nous offre de l'autre côté de la Chambre. L'opposition se contredit. De temps en temps on nous dit "C'est exactement le même gouvernement", et du même souffle, avant que la phrase ne soit terminée, on nous accuse d'avoir tout changé et on déclare que nous renions le passé.

Il faudrait enfin qu'on se décide pour une attitude ou pour l'autre! Nous disons, nous: "C'est la même politique qui se continue." Elle a évolué de 1944 à 1959 et évoluera encore. Qu'y a-t-il de surprenant à ce que nous posions aujourd'hui des conclusions et que nous essayions d'améliorer ce que nous édifions depuis 15 ans?

Le discours du trône, dit-il, consacre la toute première place à la question de l'éducation. En 1944, c'était un problème. C'est encore un problème en 1959 mais, ainsi que le précise le discours du trône, non pas à cause de l'inertie du gouvernement ni de la négligence de ce dernier, mais à cause du développement phénoménal de la province et du programme d'expansion, aux niveaux élémentaire et secondaire.

Nous avions de terribles problèmes en 1944, alors qu'il n'y avait pas d'écoles, pas de routes, qui eux étaient le résultat de l'inertie et de la négligence du gouvernement qui nous a précédés.

Le régime précédent avait passé une loi de fréquentation scolaire obligatoire, mais il avait oublié de construire des écoles. On se rappelle le genre d'écoles qu'il y avait à ce moment-là, lesquelles d'ailleurs symbolisaient bien l'ancien régime. Il était à peu près impossible de recruter des instituteurs et des institutrices, car on ne voulait pas consacrer le temps et les efforts nécessaires pour finalement recevoir rien de plus qu'une pitance comme salaire.

Le sort fait aux collèges classiques était misérable. J'affirme qu'alors ils n'avaient jamais reçu un seul sou du gouvernement provincial pour des dépenses capitales comme leurs dépenses de construction. Ils ne recevaient qu'une maigre pitance qu'ils avaient réussi à arracher.

Au palier de l'université, c'était la même chose. L'Université de Montréal était aux portes de la banqueroute. L'Université Laval se débattait contre de terribles problèmes financiers qui paralysaient son action. Seule l'Université McGill était dans une situation un peu meilleure, car elle recevait des dons de particuliers.

Que s'est-il passé depuis? Nous avons commencé par bâtir avant de consolider, et les problèmes que nous devons affronter aujourd'hui dans ce domaine de l'éducation résultent de l'essor que l'éducation a prise. Mais quel chemin parcouru depuis quelques années! Il (l'honorable M. Sauvé) note alors le déménagement de l'Université de Montréal, la création de la Cité Universitaire de Laval et l'établissement d'une nouvelle université à Sherbrooke. Cette dernière institution, dit-il, n'existait même pas en 1944.

Il (l'honorable M. Sauvé) donne une série de chiffres se rapportant aux maisons d'enseignement et à ceux ou celles qui les fréquentent. Depuis 1944, dit-il, le gouvernement a octroyé \$127,104,000 aux universités de la province, \$23,140,500 aux collèges classiques, \$124,434,000 depuis 1946, seulement aux commissions scolaires en primes de traitements, pour les aider à payer un meilleur salaire à leur personnel enseignant.

En outre, depuis 1944, le gouvernement provincial a distribué aux commissions scolaires plus de \$200,000,000 pour les aider à la construction d'écoles. Ceci a permis la construction de 4,400 nouvelles écoles, soit 4,021 nouvelles écoles catholiques et 379 nouvelles écoles protestantes⁶². Cela a ajouté au total 20,886 classes nouvelles au système en vigueur.

Il dit tenir à énumérer ces chiffres pour la gouverne de ceux qui passent leur temps à commercialiser le pessimisme, qui affirment à la face du pays que l'éducation est en arrière chez nous et que nous n'avons rien de bon. Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, a de telles réalisations à son crédit dans le domaine de l'éducation élémentaire et secondaire qu'en juin dernier, le Québec avait plus d'étudiants dans les universités que toute autre province au Canada. Selon la statistique fédérale, on comptait 94,400 élèves dans les universités de tout le pays en juin dernier. De ce nombre, la province de Québec en comptait 31,000, soit 33 % de tous les élèves universitaires de tout le pays. Ceux qui vont puiser des exemples en Ontario aimeront-ils que je leur apprenne que des élèves au niveau universitaire, la province voisine en avait, en 1959, 27,800⁶³, soit 3,200 de moins que la province de Québec, malgré le fait que la population de l'Ontario soit plus nombreuse que celle du Québec?

Si ce que disent les marchands de pessimisme et les commerçants de la noirceur était vrai en parlant de l'éducation dans la province, comment se fait-il alors que nous ayons 31,000 jeunes gens inscrits dans les universités de la province?

Québec ne tire pas de l'arrière dans le domaine des bourses d'études. À Saskatoon, en juillet dernier, Mlle Rosemary Bushnell du service de recherche de la Conférence canadienne des universités, a appris à un congrès d'éducateurs⁶⁴ qu'en 1956-1957, la province de Québec a contribué à elle seule 54 % de la somme totale payée aux étudiants dans toutes les provinces. Elle ajoutait que l'Ontario n'avait donné que 25 % seulement.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'instruction est gratuite jusqu'à la 12^e année là-bas!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Comme c'est fin! Nous parlons d'université et le député pense à l'instruction élémentaire. L'instruction gratuite n'aurait pu améliorer le député. Pendant que la province aidait 4,835 étudiants⁶⁵ grâce au système de bourses, l'Ontario venait en aide à 881 étudiants seulement. Si deux générations d'étudiants ont souffert dans le Québec, comme le prétend le chef de l'opposition, qu'ont donc dû être les souffrances des étudiants de l'Ontario?

Selon le *Tax Memo*, une publication fédérale, le pourcentage du budget consacré à l'éducation est plus élevé dans le Québec que dans les autres provinces. Il a fallu bâtir à tous les paliers de l'enseignement. Toute personne de bonne foi, qui a vu la province il y a 20 ans et la voit aujourd'hui, ne peut traverser nos villes et nos campagnes sans être frappée par la pléiade de belles écoles modernes et hygiéniques qui ont surgi partout.

Le chef de l'opposition a dit que les dettes scolaires étaient parties de zéro. Elles sont parties de zéro, parce que nous les avons ramenées à zéro en les remboursant toutes. Nous avons payé \$100,000,000 de dettes scolaires.

Ces dettes avaient été contractées parce que, sous les régimes libéraux, les écoles ne recevaient rien. Aujourd'hui, les écoles ont contracté des dettes pour se bâtir, mais par contre, avec leurs édifices actuels, elles disposent d'un actif de plus de \$364,000,000. En 1927, dans Deux-Montagnes, au cours d'une campagne électorale, le plus gros de la lutte s'est fait pour savoir qui avait obtenu \$700 pour l'école d'Oka.

Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait dans le domaine de l'éducation, bien au contraire. Nous proposons maintenant de consolider les gains que nous avons faits. C'est ce que le discours du trône annonce. Et c'est ce que nous allons réaliser au cours de la présente session. À chaque mesure que nous présenterons, le chef de l'opposition ne pourra voter contre. Mais il clamera son dépit d'être obligé de voter pour.

(Applaudissements)

Relativement aux octrois statutaires, il (M. Sauvé) répète ce qu'il a dit à l'Université de Montréal, à savoir qu'on ne peut trouver à l'avance une formule qui règle tous les problèmes. L'enfant se développe et ne peut porter toujours le même habit, dit-il.

À l'Université de Montréal, je n'ai pas parlé d'octrois statutaires pour décrire le nouveau système d'octrois qui sera proposé. Pourquoi? Parce que l'expression a été utilisée comme ballon politique par

ceux qui étaient plus intéressés aux élections de Winnipeg qu'à servir les fins de l'éducation et qu'on lui avait donné un sens mesquin.

Le problème des octrois fédéraux aux universités existe depuis plusieurs années. Il existe depuis qu'une loi a été passée à Ottawa, par un gouvernement dont faisait partie le chef du chef de l'opposition⁶⁶. Et quand je fais une proposition concrète pour régler ce problème, voilà que ce monsieur se lève et dit: "On m'a volé ma patente. Je la cachais à toute la province, mais j'avais, moi, le moyen de régler ça." Pourquoi n'avoir pas plutôt, quand il était membre du gouvernement fédéral, fait en sorte de ne pas créer le problème?

On nous a fait un crime d'avoir appliqué une suggestion du rapport Tremblay. C'est comme si le rapport Tremblay, ça n'appartenait qu'au Parti libéral. La commission Tremblay n'a pourtant pas été créée par les libéraux. C'est nous qui l'avons instituée.

Dans son mémoire à la commission Tremblay, l'Université Laval demandait qu'on ne porte pas atteinte à la liberté des institutions, que les subventions aient un caractère de continuité, qu'elles soient versées suivant un mode défini. J'ai dit à Montréal que j'étais d'accord avec cela, et tel sera le caractère de l'aide que nous apporterons à nos institutions de haut savoir. Le chef de l'opposition trouve cela étrange?

Des législations annoncées par le discours du trône seront soumises à la Chambre. L'opposition devra alors prendre ses responsabilités. J'ai bien l'impression qu'elle n'osera pas voter contre, mais qu'elle exprimera du dépit de voir que ces mesures sont présentées. Je laisse à la province le soin de juger son attitude et la nôtre.

Le chef de l'opposition, cet après-midi, s'est scandalisé du fait qu'à Matane, puis à Chicoutimi, j'aie prononcé une phrase qu'il n'a pas aimée. J'ai déclaré qu'il faudrait bientôt repenser notre politique agricole. J'ai dit cela dans un contexte que le chef de l'opposition n'a pas donné à la Chambre. En fait, il s'agit de continuer l'œuvre déjà commencée par le gouvernement. C'est cette œuvre qui nous a conduits au stade où nous sommes, qui est un stade de consolidation. La province connaît depuis quelques années un développement industriel fantastique. Nous avons une superficie de terre arable qui est restreinte.

Elle s'étend surtout des deux côtés du fleuve Saint-Laurent, qui est en même temps notre grande voie commerciale. Chaque fois qu'une industrie importante vient s'établir chez nous, elle tourne d'abord les yeux sur les rives de cette voie fluviale.

Et c'est 8, 10, 12 ou 15 terres qui disparaissent du domaine agricole de la province de Québec. J'ai dit que nous devrions bientôt repenser la politique agricole pour remédier à cette lacune. J'ai dit qu'il faudrait envisager la possibilité de maintenir la même production agricole, et même de l'augmenter, avec un domaine plus restreint.

Dans le domaine de l'agriculture, le discours du trône affirme que nous apporterons des améliorations au prêt agricole, dont les bienfaits sont plus manifestes que jamais. Je ne voudrais pas prendre le temps de la Chambre à citer les bienfaits du prêt agricole, j'aurai l'occasion d'en reparler dans la législation qui viendra. Mais une chose m'a frappé quand j'ai examiné les derniers rapports du prêt agricole, c'est que plus de la moitié des prêts consentis la dernière année servent maintenant à l'établissement des fils de cultivateurs.

Notez que l'emprunteur ne paye que 2½ % d'intérêt, alors que s'il devait emprunter dans le cours ordinaire des affaires, il paierait 6 % ou 7 %⁶⁷. Cette différence représente un cadeau de \$8,400 que lui fait la province sur une période de 30 ans. Ajoutez à cela l'octroi de \$1,000 que nous payons en cinq ans pour l'établissement des fils de cultivateurs et vous arrivez à un cadeau de \$9,400. Quand le ministre de l'Agriculture de la province de Québec fait plus que ne fait le père lui-même pour l'établissement de son fils, je dis qu'il a raison et que les chiffres le prouvent.

(Applaudissements)

Quand le chef de l'opposition nous reproche d'avoir adopté les mesures préconisées par son parti, veut-il faire de la politique ou travailler au bien commun? S'il veut réellement servir les intérêts de la province de Québec, il devrait se réjouir au lieu de se fâcher en constatant que nous faisons passer ces mesures dans la législation.

M. l'Orateur, le chef de l'opposition, cet après-midi, après avoir parlé de la santé de l'Orateur, a gravement compromis la sienne lorsqu'il a parlé de l'assurance-hospitalisation dans la province de Québec. Le chef de l'opposition s'est scandalisé aussi de ce que le discours du trône parle de l'assurance-hospitalisation. Il prétend que nous contredisons ce qu'ont dit dans le passé mon prédécesseur, monsieur Duplessis, ou des ministres qui étaient, dans ce temps-là, membres du gouvernement de la province.

Pourtant, le discours du trône dit qu'aucun principe constitutionnel ne s'oppose à l'établissement d'un plan d'assurance-hospitalisation dans la province. Mais il ajoute qu'en ce domaine comme

dans d'autres, la province de Québec a des caractéristiques qui lui sont propres, qui nous empêchent de donner à ce problème une solution hâtive qui pourrait s'avérer désastreuse. Cela n'a pas toujours été admis quand les membres de l'opposition disaient que la province de Québec était une province comme les autres. Le discours du trône ne réclame pas l'institution d'un tel système chez nous. Il se contente d'annoncer la création d'une commission dont la tâche sera d'enquêter sur tous les aspects du problème. Nous attendrons ses conclusions.

Le chef de l'opposition a rappelé qu'en 1941 le gouvernement du temps a passé une loi pour établir un plan d'hospitalisation et que les ministériels d'aujourd'hui ont voté contre. Voyons ce que c'était! En 1941, le gouvernement du temps a passé une loi créant une commission chargée d'enquêter. Durant la session de 1943-1944, la Législature a voté une autre loi relative à l'assurance-maladie. Je ferai grâce à la Chambre de lire toute la loi, mais à l'article 16, on déclarait qu'il faudrait une autre loi pour mettre ce plan en vigueur⁶⁸. Nous avons voté contre cette loi parce qu'elle ne donnait rien à la province. C'était une promesse électorale.

Comparez la situation de 1943 à celle de 1959, je pense que c'est un peu léger, pour ne pas dire plus. La situation actuelle chez nous est beaucoup plus compliquée au point de vue hospitalisation qu'elle ne l'était à ce moment-là, parce que nous avons un plus grand nombre d'hôpitaux. Et il faut tenir compte que la province de Québec a un système d'hospitalisation particulier et que nous avons trois sortes d'hôpitaux. Nous avons des hôpitaux propriétés du gouvernement, des hôpitaux propriétés d'organisations privées et des hôpitaux administrés par les communautés religieuses.

J'ai reçu plusieurs délégations et, à l'heure actuelle, on me représente que le coût d'opération d'un hôpital varie entre \$19 et \$23 par jour, par lit. Si c'est vrai, il nous faudrait remonter le taux de l'assistance publique de \$10.50 par jour, par lit, à \$23 par jour, par lit. Nous n'avons pas les moyens de faire cela. On m'a dit également que, dans les hôpitaux construits récemment, il faut 3.2 personnes pour prendre soin d'un seul malade.

On m'a dit encore que tous les hôpitaux ont des déficits. Agrandir un hôpital, dit-on, c'est augmenter son déficit. Pour toutes ces raisons, je crois que nous n'avons pas le droit d'envisager notre participation à un plan d'assurance-hospitalisation,

sans un inventaire complet de cette question. Que l'on dise ce qu'on voudra sur le sujet, je n'embarquerai pas la province sur un chemin où l'on ne voit pas devant soi. Nous ne voulons rien commencer que nous ne pourrions terminer.

J'ai envoyé des officiers de mon département faire une enquête dans d'autres provinces. Ces officiers sont revenus avec la conviction que nous avons été chanceux de ne pas accepter trop tôt le projet du gouvernement fédéral. Nous allons continuer à faire preuve de prudence et faire enquête sur le système administratif de nos hôpitaux, sur la cause des déficits et sur tout le système de financement. L'argent nécessaire pour financer de telles entreprises provient du peuple et le peuple a le droit de savoir où nous le conduisons.

Il (l'honorable M. Sauvé) rappelle pourquoi son gouvernement, qui n'avait pas coopéré avec Ottawa au temps des libéraux au chapitre de l'assistance-chômage ou assistance aux miséreux, avait décidé de le faire après l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Ce n'est pas une question de partisanerie politique, dit-il. La raison est tout autre. Nous avons refusé la proposition de l'ancien gouvernement libéral parce qu'elle était pleine de restrictions. Le gouvernement conservateur a fait disparaître ces restrictions et c'est ce qui nous a amené à coopérer.

Le chef de l'opposition a parlé du développement de nos ressources naturelles. Le discours du trône en parle aussi. Nous avons développé notre domaine minier. C'est le gouvernement qui a permis cela: Chibougamau, Abitibi, Gaspésie et Nouveau-Québec, et ce, en dépit de la lutte acharnée de l'opposition pour empêcher ce dernier développement. On a même essayé d'en faire un scandale, jusqu'à ce que le chef du chef de l'opposition lui impose silence en déclarant à Ottawa, comme premier ministre, que c'était là une belle initiative⁶⁹.

En somme, on nous reproche de ne pas avoir construit une sidérurgie et de ne pas avoir ensuite ouvert les mines de fer! Je vais être bien franc avec le chef de l'opposition, nous n'avons pas fait cela parce que ça n'avait pas de bon sens.

Le chef de l'opposition veut savoir pourquoi nous n'avons pas établi d'industrie sidérurgique en 1949, alors que nous avons commencé à produire du minéral de fer en 1954. La réponse est simple, c'est parce que ça n'avait pas de bon sens. Avant de créer une industrie sidérurgique, il faut avoir du fer pour l'alimenter. Et les premiers chargements de minerai de fer en provenance du nord québécois ne datent que de cinq ans.

Et cela réfute du même coup les allégations du chef de l'opposition à l'effet que nous nous opposons systématiquement à une industrie sidérurgique au Québec. Il s'en établit une présentement. Il s'établira d'autres industries lourdes à mesure que nos ressources minières seront exploitées. Tout cela se fera normalement. Ce ne sera pas le résultat de discours, de menaces d'étatisation, mais d'une politique progressive qui aura préparé le terrain.

Il (l'honorable M. Sauvé) déclare vouloir terminer en commentant l'un des premiers paragraphes du discours du trône. Ce paragraphe, dit-il, explique que le gouvernement croit nécessaire, avant que ne se tienne au cours de l'an prochain une conférence plénière des chefs des gouvernements fédéral et provinciaux, de définir son attitude dans la confédération canadienne. Il exige le respect intégral du pacte confédératif, il en accepte les obligations, mais il réclame les moyens qu'il lui reconnait pour les remplir. Il souhaite contribuer au développement et à la grandeur du Canada, mais il croit que c'est en assurant au Québec son plein épanouissement, en lui conservant son caractère propre et en maintenant ses traditions qu'il réalisera le mieux cette fin.

Au cours d'une conférence de presse à Ottawa, pendant la conférence fiscale d'octobre, on m'a demandé si l'attitude de la province de Québec avait changé depuis le décès de M. Duplessis. J'ai répondu que la province de Québec avait la même attitude à ce propos en octobre que celle qu'elle avait en juillet, et que celle qu'elle avait toujours eue, parce qu'elle était conforme à ses aspirations les plus profondes.

À cette conférence de presse que je donnais à Ottawa, j'ai lu une longue citation de Sir John A. Macdonald⁷⁰ qui, le 6 février 1865, disait que bien que lui et ses concitoyens du Haut-Canada eussent favorisé une union législative, il avait été convenu, pendant et après la conférence de Québec, que ce mode de gouvernement ne serait jamais accepté par le Québec et les Maritimes qui voulaient garder leurs caractéristiques propres⁷¹. Ce Père de la Confédération déclarait, du même coup, sa conviction que seule une forme fédérative de gouvernement était possible pour le Canada.

Les Canadiens français d'alors n'auraient jamais voulu accepter autre chose que la forme fédérative de gouvernement. C'est exactement l'attitude qu'a eue Maurice Duplessis de 1944 à 1959, et j'ai dit à Ottawa en termes très clairs à toutes les provinces de la confédération canadienne, aux représentants du gouvernement fédéral: "Si nous avons

une confédération comme système constitutionnel dans le pays, c'est parce que la province de Québec l'a exigée en 1865 et que vous l'avez acceptée en 1867. Les raisons que nous avions en 1865 et en 1867, nous les avons encore en 1959. Et si vous voulez que le pays vive comme l'union de toutes ses provinces, il faut respecter le pacte confédératif⁷². C'est pourquoi aucun premier ministre du Québec ne peut rien modifier dans ce domaine.

J'ai ajouté: "Ce n'est pas la naissance ou la mort d'un homme qui fait que la province de Québec est différente des autres." C'est une vérité historique que tous connaissent, que connaissent ceux qui ont élaboré la Confédération, et que doivent connaître ceux qui leur ont succédé. La voix de la province peut avoir changé et son ton peut avoir changé, mais la province de Québec n'a pas changé. C'est probablement le seul domaine où notre politique a été la plus constante. Nous poursuivons simplement le travail entrepris par feu l'honorable Maurice Duplessis.

Le chef de l'opposition s'est scandalisé par ce que j'ai dit dans une conférence de presse, en parlant de la route transcanadienne. Le chef de l'opposition a d'ailleurs choisi une phrase séparée de son contexte: "Oubliez pour l'instant l'autonomie."

Mais quand je discute pour convaincre un compatriote de langue anglaise et de religion protestante de la Colombie-Britannique ou de la Saskatchewan, je n'ai pas à me scandaliser s'il n'a pas les mêmes réactions qu'un Québécois de langue française et de religion catholique. Je dois utiliser des arguments qu'il comprend. J'ai donc dit: "Oubliez pour l'instant l'aspect de l'autonomie et parlons de cents et de dollars." C'est là un langage que n'importe quel Canadien de n'importe quelle province peut comprendre...

J'ai dit: "Nous sommes un peu responsables de n'avoir pas occupé tous nos champs de taxation..." Je parlais des provinces en général. Le chef de l'opposition a parlé de vacuum dans les champs de taxation, mais ce n'est pas à nous qu'il faut le reprocher.

Le chef de l'opposition devrait être la dernière personne au monde à critiquer la position du gouvernement sur la question des ententes fiscales avec le gouvernement fédéral. Il devrait se souvenir que ce sont les membres de son parti, quand ce dernier était au pouvoir, qui ont ouvert la porte à Ottawa et ont en fait invité le gouvernement fédéral à empiéter sur les champs de taxation que le Québec avait laissés libres. Ce n'est pas nous qui avons laissé Ottawa venir s'emparer de ces champs.

Mais qu'est-ce que nous avons vu plus tard quand nous avons voulu réparer cette erreur et les récupérer? Nous avons trouvé sur notre chemin celui qui parlait cet après-midi. Quand, dans cette Chambre, mon prédécesseur s'est levé pour faire adopter la loi provinciale de l'impôt sur le revenu, qui a cherché à l'empêcher? Celui qui se fâchait cet après-midi.

Nous avons imposé notre propre impôt sur le revenu. C'est notre geste qui a forcé le fédéral à reculer. Ça été la capitulation de Windsor à Montréal. Nous avons fait de même pour l'impôt sur les successions, pour l'impôt sur les corporations, pour l'impôt sur la gazoline. S'il est un domaine où nous n'avons pas de leçons à recevoir et où nous n'avons rien à renier, c'est bien celui-là.

Il (l'honorable M. Sauvé) rend hommage à l'honorable Maurice Duplessis pour le rôle de premier plan qu'il a joué dans la revendication des droits des provinces. Son attitude dans le domaine des relations fédérales-provinciales, dit-il, restera comme un monument pour condamner ceux qui l'ont combattu quand il tentait de récupérer les droits de la province de Québec cédés à Ottawa par les libéraux en 1942. L'attitude adoptée par le premier ministre Duplessis servira d'exemple aux générations à venir. Nous réclamons le crédit de l'avoir aidé, alors que d'autres tentaient de le descendre.

La seule manière d'arriver à un quelconque niveau d'entente dans les questions fédérales-provinciales est de faire respecter entièrement les clauses de la Confédération. Nous allons continuer la lutte pour nos droits fiscaux en vertu de la Constitution canadienne, parce que nous avons conscience que c'est là un devoir impérieux envers le peuple de cette province.

Comme il est dit dans le discours du trône, nous allons continuer à travailler à la grandeur du Canada, et nous croyons que c'est notre province qui aura le rôle le plus important à jouer. C'est en travaillant au développement de la province que nous pourrons le mieux travailler au développement du Canada tout entier.

(Applaudissements à droite)

M. Vachon (Wolfe) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Poulin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 9 h 45.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 3, souligne que les galeries étaient "remplies à craquer" au cours des deux séances, pour écouter les discours de MM. Lapalme et Sauvé.

2. Au début de la séance, 10 ministres déposent le rapport annuel de leur département, un événement assez rare pour que plusieurs journaux en fassent mention. Selon *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 12, c'est la première fois qu'un si grand nombre de documents publics voient le jour d'aussi bonne heure. *La Presse* du 25 novembre 1959, à la page 53, souligne que l'opposition qui, dans les années passées, avait pris l'habitude de réclamer jour après jour la présentation de ces documents, a applaudi dérisoirement chacun des ministres à mesure qu'ils se sont levés.

3. Selon *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 5, les deux motions suivantes ("Drainage du lac Saint-Mathieu" et "Police des liqueurs") ont été étudiées après le discours de M. Lapalme. Nous avons toutefois préféré conserver la version officielle contenue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, qui place ces motions en début de séance.

4. Dans le cadre de la journée des chefs, et pour la première fois dans l'histoire de l'Assemblée législative, des sténographes ont assisté aux travaux de la Chambre, afin de faire un compte rendu officiel des discours. C'est à la demande des membres de la tribune de la presse parlementaire que le premier ministre a retenu, à titre d'expérimentation, les services de quatre sténographes du palais de justice. Cependant, selon *La Presse* du 25 novembre 1959, à la page 1, l'expérience n'a pas été très concluante, puisque le compte rendu ne fut disponible qu'à 8 heures le lendemain matin, soit bien après celui des journalistes. *La Presse* du 25 novembre 1959, à la page 53, et *Le Soleil* du même jour, à la page 12, et *La Patrie* du 29 novembre suivant, à la page 93, soulignent toutefois que les sténographes ont dû travailler dans des circonstances difficiles. D'abord, n'ayant pas au parlement l'équipement dont ils

avaient besoin, ils ont dû se rendre au palais de justice pour transcrire leurs notes. Ensuite, ils n'étaient pas assez nombreux, il aurait fallu sept ou huit sténographes, comme à Ottawa, pour faire un bon travail. Enfin, l'acoustique de la Chambre semble avoir causé problème. Les sténographes étaient installés à des pupitres de l'autre côté de la barre de la Chambre, alors que, pour saisir toutes les paroles des orateurs, il aurait fallu les installer près de la table du greffier, ce que le Règlement ne permet pas.

Pour les besoins de la reconstitution, nous avons eu la chance de consulter le compte rendu sténographié du discours de Georges-Émile Lapalme, ainsi qu'une partie du discours de Paul Sauvé, inséré par erreur à l'intérieur de celui de M. Lapalme. Mais alors que nous fondions beaucoup d'espoir sur les comptes rendus des sténographes pour la reconstitution des discours, ils se sont avérés catastrophiques. *Le Soleil* du 25 novembre, à la page 12, parle d'ailleurs d'une "expérience qui a été plutôt pénible" pour les sténographes, et c'est ce qui se matérialise dans les comptes rendus. Ils sont en effet truffés de répétitions, de phrases incomplètes et de mots impropres, si bien que plusieurs paragraphes sont tout à fait incompréhensibles. Dans certains cas, l'amélioration de la ponctuation, l'ajout de marqueurs de relation ou la suppression de certaines répétitions a permis d'atteindre un semblant d'intelligibilité sans pervertir le sens du discours. Mais plusieurs passages restés indéchiffrables ont néanmoins dû être abandonnés. Afin d'illustrer l'ampleur du problème, nous avons inséré en note quelques exemples de passages incohérents.

Néanmoins, le compte rendu des sténographes améliore considérablement le discours reconstitué. Il nous permet par exemple d'ajouter les phrases introductives que les journaux rapportent rarement, préférant s'en tenir à l'essentiel. Par ailleurs, contrairement aux journalistes qui reformulent les phrases pour les adapter à l'écrit, les sténographes tentent de recopier le discours mot à mot. La lecture en est sensiblement compliquée, mais lorsqu'on lit le discours à haute voix et qu'on s'efforce de mettre les bonnes intonations, on a parfois l'impression d'être en Chambre et on entend presque les députés applaudir après chaque attaque.

5. Le discours de M. Lapalme dure 2 h 30 et *Le Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 2, souligne qu'il est le plus long que M. Lapalme ait prononcé depuis qu'il siège à l'Assemblée législative. Le

journal souligne également que le chef de l'opposition a prononcé son discours sur un ton combatif en employant des formules "passablement lapidaires" à l'endroit des ministres. Proche du gouvernement, le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1959, à la page 11, précise que son discours "commence à 3 h 25, qu'à 4 h 30 M. Lapalme semble vouloir reprendre son siège, mais qu'une fois lancé dans un exposé sur les problèmes constitutionnels, il reprend son souffle et poursuit jusqu'à 5 h 50." La *Réforme* du 5 décembre 1959, à la page 3, précise d'ailleurs que M. Lapalme parle sans texte.

6. Selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1959, à la page 11, M. Lapalme souligne ainsi l'intervention chirurgicale que M. Tellier vient de subir.

7. M. Lapalme veut sans doute parler de la visite de la reine Elizabeth II, de passage à Montréal le 26 juin 1959 dans le cadre de l'inauguration de la voie maritime du Saint-Laurent.

8. Toujours dans le cadre de l'inauguration de la voie maritime du Saint-Laurent, le président Dwight D. Eisenhower était lui aussi venu à Montréal.

9. Marie-Marguerite d'Youville (1701-1771), fondatrice des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (Sœurs grises). Elle est la première personne née au Canada à être béatifiée. Elle fut également canonisée en 1994.

10. François-Xavier de Montmorency-Laval de Montigny (1623-1708). Devenu le premier évêque de Québec le 16 juin 1659.

11. Le légat papal en question était Son Éminence le cardinal Alfredo Ottaviani. Les fêtes du tricentenaire de l'arrivée de Mgr de Laval eurent lieu à Québec du 5 au 9 octobre 1959.

12. Mgr Charbonneau (1892-1959), qui fut archevêque de Montréal de 1940 à 1950, est décédé le 19 novembre 1959. Ordonné prêtre en 1916, il est sacré évêque de Hearst en 1939. Il devient archevêque de Montréal en 1940, jusqu'à sa démission en 1950.

Il était l'un des rares membres de l'épiscopat à ne pas se rallier au premier ministre, Maurice Duplessis. En 1949, il appuie d'ailleurs les grévistes de l'amiante et ordonne que des quêtes soient tenues, dans tout le diocèse, en leur faveur. Il est toutefois contraint à démissionner de son poste d'archevêque

de Montréal en janvier 1950, à cause des pressions faites à Rome de la part du gouvernement et de l'épiscopat québécois. Il s'était alors réfugié en Colombie-Britannique.

13. M. Lapalme cite sans doute *Le Soleil* du 31 août 1959, à la page 3. L'article intitulé "L'activité de l'opposition est à son plus bas niveau au Québec, selon M. Sauvé" rapportait ces paroles prononcées au cours de l'assemblée organisée pour appuyer la candidature de M. Lafontaine à l'élection complémentaire de Labelle. Les libéraux n'y présentaient aucun candidat.

14. Aux élections de 1919, les conservateurs n'avaient présenté que 20 candidats sur 81 circonscriptions. Au terme des élections, l'opposition ne comptait que 7 députés, soit 5 conservateurs et 2 députés ouvriers, et les conservateurs n'avaient recueilli que 24 % des votes. Le Parti conservateur était alors dirigé par Arthur Sauvé, père du premier ministre d'alors, d'où l'intérêt des propos de M. Lapalme.

15. Nous avons modifié ce court passage tiré du compte rendu des sténographes. Les mots "après le pouvoir" ont été remplacés par "à l'époque", lesquels semblent plus vraisemblables.

16. En effet, M. Barrette n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et le début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une maladie. Selon le journaliste Pierre Godin, une brouille avec Maurice Duplessis serait plutôt à la source du problème. Au printemps 1959, M. Barrette fait un voyage autour du monde, notamment au Japon, et il revient finalement à la tête de son ministère après la mort de M. Duplessis. À ce sujet, voir Pierre Godin, *La Révolution tranquille. La fin de la grande noirceur*, vol. 1, Montréal, Boréal, 1991, p. 168.

17. Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.).

18. Maurice Bellemare a été nommé ministre sans portefeuille le 11 septembre 1959, jour des funérailles de Maurice Duplessis.

19. Le débat entourant la loi des adjoints parlementaires et son adoption a eu lieu lors de la séance du 7 décembre 1954.

20. Le bill 34 modifiant la loi électorale de Québec, adopté durant la session 1952-1953 malgré les protestations de l'opposition, imposait de nombreuses restrictions à la loi électorale adoptée en 1945 (Loi électorale de Québec, S.Q. 9 George VI, chapitre 15). Parmi ces restrictions, on supprimait le droit qu'avait le parti de l'opposition de nommer un deuxième énumérateur électoral lors de la confection des listes d'électeurs.

21. Le bill modifiant la loi des relations ouvrières, sanctionné le 28 janvier 1954, faisait perdre son accréditation à tout syndicat qui tolérait dans ses membres un communiste. Le bill 20 modifiant la loi des différends entre les services publics et leurs salariés, également sanctionné le 28 janvier 1954, entraînait la même conséquence pour un syndicat qui faisait une grève illégale.

22. Les rapports de la Commission d'enquête sur les hôpitaux ont été déposés à l'Assemblée législative le 4 mars 1943.

23. Antonio Garneau (1897-1959), juge à la Cour supérieure du Québec de 1951 à 1957.

24. Roméo Blanchet (1902-), médecin et professeur de physiologie à l'Université Laval.

25. Les sténographes, à la page 5, écrivent plutôt "le docteur Donald". Cependant, nous avons préféré la version des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1944, (page 22), où ne figure aucun docteur Donald mais un M. Durnford. Les *Journaux de l'Assemblée législative* fournissent également le nom de M. Michael Guimont.

26. René Chaloult (1901-1978), député à l'Assemblée législative pour l'Union nationale dans Kamouraska de 1936 à 1939, pour le Parti libéral dans Lotbinière de 1939 à 1944, et comme indépendant dans le comté de Québec de 1944 à 1952.

27. Nous avons dû retirer un paragraphe incompréhensible du compte rendu des sténographes, à la page 3, qui se lisait comme suit: "Aujourd'hui, le gouvernement, par la voix du discours du trône et autrefois par la voix de son premier ministre, annonçait, à l'initiative de sa part une des lois absolument instituées, inaugurées et commencées depuis quinze ans, mais ce n'est pas dû à sa première session après son avènement au pouvoir."

28. M. Lapalme recevra effectivement une copie du compte rendu des sténographes. C'est d'ailleurs cette copie que nous avons utilisée pour reconstituer son discours. Tout porte à croire que M. Lapalme en a pris connaissance puisqu'il fera une remarque sur le travail des sténographes au cours de la séance du 2 décembre 1959.

29. Selon *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 3, ce serait plutôt l'Orateur qui aurait déclaré que la demande de sténographes officiels a été faite par la galerie de la presse. Mais si on en croit le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1959, à la page 13, et le compte rendu des sténographes, à la page 4, ces paroles sont plutôt celles de M. Sauvé.

30. L'article en question de *L'Action catholique* a paru en page 16, sous le titre "Création d'une Commission d'assurance-maladie."

31. L'article en question du *Soleil*, a paru en page 3 sous le titre "Le gouvernement abolit une utile commission".

32. Plusieurs journaux du 25 novembre rapportent une version identique de ce passage. *La Presse*, à la page 2, *L'Action catholique*, à la page 3, et *Le Soleil*, à la page 12, utilisent le terme "appétits stériles". Les sténographes, en page 4, ont plutôt compris "actes d'hystérie".

33. À la place de "ridicule" les sténographes, en page 4, ont écrit "formidable".

34. Et non pas Arthur Dutil, comme l'ont écrit les sténographes, à la page 5.

35. Le solliciteur général était alors Antoine Rivard.

36. Selon la version des sténographes, en page 5, M. Lapalme aurait dit: "Je m'excuse, Antoine. Je n'ai pas eu l'occasion de vous féliciter." Évidemment, ces paroles surprenantes sont à l'encontre de l'éthique parlementaire. M. Lapalme revient d'ailleurs sur cette phrase lors de la séance du 2 décembre 1959 et cite le compte rendu des sténographes pour montrer à quel point l'expérience ne fut pas concluante.

37. Ce paragraphe, remodelé, se lisait ainsi dans le compte rendu des sténographes, à la page 5: "Alors, le solliciteur général, le 14 janvier 1957, dit: - Le ministre répond à ceux qui disent qu'il n'y a pas de classification, - il répond de manière à ne les informer que de ceux qui viennent à sa mémoire. On

demande au premier ministre du temps, - il y a eu des questions d'échangées entre le premier ministre du temps et le chef de l'opposition, - une chose qui s'est produite à ce moment-là, au sujet de cette question, et il s'était fait accuser de soulever de la démagogie."

38. L'expression "*Hansard*" vient de la Chambre des communes anglaise. Au milieu du XIX^e siècle, les frères Luke et Thomas Curson Hansard (1776-1833) conclurent un contrat pour la publication du compte rendu officiel des délibérations de cette Chambre. Les frères Hansard disparurent, mais on continua à parler de Hansard pour désigner le journal des débats, et l'expression se répandit dans les différents pays du Commonwealth, y compris au Canada. À ce sujet, voir le *Montréal-Matin* du 7 décembre 1959.

39. *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 5, écrit plutôt: "...que la discrétion était l'essence même du gouvernement", ce qui n'a pas du tout le même sens que la phrase du *Soleil* du même jour, à la page 12: "...c'était l'essence même d'un gouvernement d'agir à sa discrétion." Les sténographes, en page 6, écrivent quant à eux: "Le sens même du gouvernement, c'est la discrétion".

40. M. Sauvé fait sans doute allusion à l'annonce qu'il a fait le matin même, lors d'une entrevue à la radio, dans laquelle il commentait la rencontre qu'il avait eue avec le ministre des Finances du Canada, Donald Fleming, au sujet des \$26,000,000 détenus en fiducie par la Conférence des universités. Lors de l'entrevue, M. Sauvé a affirmé qu'une proposition concrète avait été faite au gouvernement fédéral et qu'une solution était sur le point d'être trouvée pour récupérer ces montants.

41. Et non le "ministre des Travaux publics" comme le disent les sténographes, à la page 6.

42. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

43. En ce qui concerne les trois derniers paragraphes, les journaux nous ont permis

d'améliorer une section particulièrement nébuleuse du compte rendu des sténographes, à la page 8, qui se lisait comme suit: "Sans insulter les cultivateurs, n'est-ce pas, il a servi à toutes les classes son programme agricole qui, entre tout le monde, exposait un crédit agricole ici dans la Chambre, lors de débats sur les discours du trône ou sur le budget en tant que les discours du budget étaient concernés, - au moins celui du ministre des Finances, avec l'U.C.C., avec moi, d'avoir à penser à l'école, il a été question de cela dans cette Chambre, nous avons dit et nous l'avons écrit: il faut repenser à l'agriculture dans la province de Québec, et quand nous rencontrions l'ancien premier ministre, ou l'actuel, le ministre de l'Agriculture se levait et nous faisait des discours de la Saint-Jean-Baptiste où il était question de la langue et de la foi; aujourd'hui, c'est l'actuel premier ministre, et il répond: "il ne s'est pas passé ces choses-là depuis 10 ans."

"Quand je parle de l'actuel premier ministre, depuis le mois de septembre, le premier ministre s'en va faire des tournées dans la province, il va à Chicoutimi, - je vois le rapport dans le *Soleil* du 21 octobre, qu'est-ce que dit le premier ministre?" "Il faut repenser notre politique".

44. Ici, trois sources du 25 novembre se contredisent. La version du *Soleil*, à la page 40, que nous avons retenue, dit: "...que les membres du Conseil étaient du bon monde". *Le Devoir*, à la page 6, écrit plutôt "...que les membres de ce Conseil étaient dupes". Enfin, les sténographes, en page 9, écrivent "...le premier ministre répondait: "C'était pas de mon monde à moi.""

45. Alors que *Le Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 40, rapporte: "...nous ont assimilé au Parti ouvrier", les sténographes, en page 9, écrivent plutôt: "...nous ont accusés d'être un parti défait".

46. La version des sténographes, en page 9, du dernier paragraphe illustre bien les difficultés qu'ils ont connues. Il se lisait comme suit: "On voit aujourd'hui, sur le journal du 20 septembre, cette déclaration du premier ministre: "ça, ça construirait un factium dans le champ des impôts". Le premier ministre a dit ceci: "nous n'avons pas à nous occuper et de soulever des questions de revenu tel que prévu par l'Acte de l'Amérique du Nord". Est-ce que c'est former un factium? "

47. Ces chiffres sont tirés du compte rendu des sténographes, en page 11. *La Gazette* du

27 novembre 1959, à la page 4, écrit plutôt: "Il y a quelques comtés d'un peu plus de 10,000 électeurs et d'autres avec plus de 130,000 électeurs, et ils ont une représentation égale à l'Assemblée." En réalité, d'après *Le Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 3, les extrêmes sont les comtés de Laval (135,000 électeurs) et des Îles-de-la-Madeleine (5,181 électeurs).

48. *La Patrie* du 29 novembre 1959, à la page 93, explique que des contraintes matérielles viennent compliquer davantage la répartition des comtés. D'abord, les députés commencent à être à l'étroit à l'Assemblée législative, la Chambre étant conçue pour 65 députés, alors qu'elle en loge déjà 93, en 1959. Les locaux pour les bureaux font également défaut puisqu'aucun édifice parlementaire n'a été construit depuis un quart de siècle. Pendant ce temps, le budget de la province a quintuplé et on a créé de nouveaux ministères et de nouveaux services, si bien que les bureaux du gouvernement sont éparpillés aux quatre coins de la ville. L'efficacité et le Trésor en souffrent. Le journal souligne que la province paye \$2,000,000 en loyers.

49. Les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill sont des spécialistes de la morale sociale. En 1956, ils publient un article dans la revue *Ad Usum Sacerdotum*, qui s'adresse au clergé, dans lequel ils dénoncent les pratiques électorales duplessistes (mensonges systématiques, emploi du mythe, achat de votes, violation de la loi électorale, faux serments et substitutions de personnes, etc). *Le Devoir* publiera de larges extraits de l'article, qui fera sensation et marquera un tournant dans l'histoire politique québécoise. Le texte sera réédité sous forme de livre en 1960, sous le titre *Le Chrétien et les Élections*. À ce sujet, voir Pierre Godin, *La Révolution tranquille. La fin de la grande noirceur*, vol. 1, Montréal, Boréal, 1991, p. 87.

50. Il s'agissait de la première conférence interprovinciale.

51. L'article 92 de la loi constitutionnelle de 1867 concerne "les pouvoirs exclusifs des législatures provinciales".

52. Nous avons remplacé le mot "loi" provenant du compte rendu des sténographes par le mot "mesure", plus vraisemblable et moins imprécis.

53. Une conférence interprovinciale se tint à Ottawa du 7 au 9 juin 1926. Les autorités fédérales n'y étaient

pas présentes. Tous les premiers ministres s'accordèrent alors pour réclamer l'augmentation des subsides et pour résister aux empiétements fédéraux en matière d'incorporation des compagnies et de législation sur les assurances. (Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. 28, Ottawa, Fides, 1955, p. 192.)

54. Seuls les sténographes, en page 15, font l'énumération des propositions de M. Lapalme concernant la Constitution, ce qui explique la présence de certaines phrases étranges dans les prochains paragraphes. Devant l'importance de cette partie du discours du chef de l'opposition, nous avons choisi de conserver le maximum du compte rendu des sténographes, quitte à transcrire quelques phrases nébuleuses. Cette partie du compte rendu étant particulièrement catastrophique, un important travail de remodelage a tout de même été fait pour en arriver à ce début d'intelligibilité.

55. Nous avons remplacé "majorité" par "minorité" dans cet extrait tiré du compte rendu sténographié.

56. Selon la Constitution canadienne, le gouvernement fédéral a le droit de demander aux lieutenants-gouverneurs des provinces de réserver leurs sanctions royales pour étude de projets de lois provinciaux par le cabinet fédéral (droit de réserve). La Constitution canadienne permet également au gouvernement fédéral de désavouer des lois provinciales (droit de désaveu). Le dernier désaveu au Canada remonte à 1943, et à 1910, dans le cas du Québec.

57. *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 5, écrit plutôt "...M. Lapalme vient d'affirmer qu'il est en faveur de remplacer un homme par un autre." La version retenue, tirée du *Montréal-Matin* du même jour, à la page 11 et du compte rendu des sténographes, en page 16, est plus probable, car M. Sauvé semble faire une allusion sarcastique au remplacement de M. Lapalme par M. Lesage à la tête du Parti libéral.

58. En 1919, le chef de l'opposition était Arthur Sauvé, père de Paul Sauvé. M. Lapalme a fait référence à cette élection quelques heures auparavant, lors de son discours.

59. M. Sauvé parle du Club de Réforme, le club politique du Parti libéral à Québec, où M. Lesage prononce régulièrement des discours.

60. *L'Action catholique* du 25 novembre 1959, à la page 3, écrit plutôt "Il a laissé ce soin à celui qui l'a

limogé et qui l'a remplacé", ce qui ne fait aucun sens. *La Presse* du même jour, à la page 53, écrit pour sa part: "Il a laissé ce soin à celui qu'il a limogé et qui l'a remplacé." Nous avons finalement préféré la version du *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15: "Il a laissé ce soin à celui qu'il a limogé et qu'il a remplacé."

61. Le général Andrew George Latta McNaughton (1887-1966), commandant des forces canadiennes durant la Seconde Guerre mondiale. Il fut également ministre de la Défense (1944-1945) et représenta le Canada au Comité conjoint canado-américain sur les eaux limitrophes de 1950 à 1962.

62. Chiffres tirés du *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15. Le même jour, le *Montréal-Matin*, à la page 2, affirme plutôt qu'il s'agit de 4,127 écoles catholiques et 279 écoles protestantes, alors que *La Tribune*, à la page 10, donne les chiffres 4,125 et 279 écoles.

63. Chiffre du *Montréal-Matin* du 25 novembre 1959, à la page 2. Le *Sherbrooke Daily Record* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 27,880.

64. Le *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15, précise qu'il s'agissait d'une réunion de la Conférence canadienne des universités et collèges du Canada.

65. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15. Le même jour, le *Montréal-Matin*, à la page 3, et *L'Événement*, à la page 8, donnent plutôt "4,385 étudiants".

66. Rappelons qu'en 1952 le gouvernement fédéral commençait à verser des subventions aux universités du pays. Le Québec avait alors accepté ces subventions "sous réserve", mais les avait refusées dès 1953 afin de préserver l'autonomie de la province, l'éducation étant de compétence provinciale.

67. Chiffre du *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15. Les sténographes, en page 7, écrivent ici: "6 ou 6½ pour cent".

68. M. Sauvé fait référence à la loi instituant une Commission d'assurance-maladie (7 George VI, 1943, chapitre 32), sanctionnée le 23 juin 1943. Elle n'a donc pas été votée durant la session 1943-1944, comme le rapporte *Le Soleil* du 25 novembre, à la page 15, mais à la session 1943 qui s'est terminée le 22 juin 1943.

69. La "donation" des gisements de fer du Nouveau-Québec aux Américains (Iron Ore) fut un des principaux chevaux de bataille des libéraux à partir de l'élection de 1948. Mais le 26 février 1951, le premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent (libéral), fit une déclaration à la Chambre des communes qui coupa l'herbe sous les pieds des libéraux provinciaux. Dans ses mémoires, M. Lapalme décrit cet événement comme étant "le plus désespérant de sa carrière comme chef de parti". M. Saint-Laurent avait déclaré: "Quant à moi (...) je ne me plains pas de dispositions qui ont été prises en vue d'exploiter ces ressources. (...) Je suis plutôt porté à croire qu'il faut féliciter l'administration provinciale d'avoir conclu des ententes qui marquent le début de l'exploitation de cette région." À ce sujet, voir Georges-Émile Lapalme, *Mémoires. Le vent de l'oubli*, vol. 2, Ottawa, Éditions Leméac, 1970, p. 84.

70. John Alexander Macdonald (1815-1891), premier ministre (libéral conservateur) du Canada de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891.

71. La Conférence de Québec fut tenue du 10 au 27 octobre 1864.

72. Il s'agit de la version du *Soleil* du 25 novembre 1959, à la page 15. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, écrit "pacte fédératif" au lieu de "pacte confédératif".

Séance du mercredi 25 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Sicard Inc., demandant l'adoption d'une loi aux fins de fixer pour une période de dix ans l'évaluation de ses biens imposables situés dans la cité de Sainte-Thérèse (M. Blanchard);

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de Le Gaz provincial du nord de Québec ltée, demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit (M. Larouche);

- de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être formée en corporation professionnelle (M. Maltais);

- de Serge Donati et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Gagnon (M. Ouellet, Saguenay);

- de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Maltais);

- de la ville de Duvernay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de l'Hôpital général Fleury inc., demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation de Sainte-Monique-des-Saules, demandant l'adoption d'une loi érigeant son

territoire en municipalité de ville sous le nom de ville Les Saules (M. Rochette);

- de la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Saint-Elzéar, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de l'Hôpital général du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi concernant la composition de son Bureau des gouverneurs (M. Ouellet, Saguenay);

- de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de La Mutuelle des commissions scolaires, compagnie d'assurances générales (M. Blanchard);

- de Joseph Maurice Antoine Miso (Moisan), demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs (M. Pouliot, Laval);

- de dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre tous les biens de la succession de feu Lewis Azef (M. Rochette);

- de la ville de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et annexant un certain territoire (M. Blanchard);

- de la corporation municipale de la ville de Belleterre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de St. Therese Realities Ltd., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation d'Oka, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de la ville de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui permettant d'annexer un autre territoire (M. Blanchard);
- de Jewish Congregation of Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Congregation Beth Ora (M. Charbonneau);
- de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'abolir le droit de retour constitué par l'une des clauses d'un acte de vente intervenue entre Léandre Coutu et l'œuvre et fabrique de la Mission de Saint-Donat (M. Chartrand);
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à fusionner son administration à celle de La Solidarité compagnie d'assurance sur la vie (M. Chartrand);
- de la cité de Joliette, les commissaires d'écoles de la ville de Joliette, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Chartrand);
- de l'Union Canadienne, compagnie d'assurances, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de la Corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- de la ville de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Fortin);
- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de The Steel Company of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);
- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de la ville de Lac-Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guillemette);
- de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de Ville de Dollard (M. Custeau);
- de la ville de Boucherville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Richelieu);
- de Gustave Doyon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la vente d'un immeuble dépendant de la succession de Roch Lanctôt (M. Blanchard);
- de Omer Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Constant (M. Blanchard);
- de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- la pétition de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement concernant l'évaluation foncière de Saint-Maurice Power Corporation (M. Ducharme).

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société d'administration et de fiducie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Maurice Michaud;
- de Quebec Gaz Transmission Lines Inc., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit;
- de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en remplaçant le mot "Frères" par le mot "Religieux";
- de dame Gabrielle Couture Rioux, demandant l'adoption d'une loi validant certaines donations entre vifs et conventions matrimoniales;
- de Kenneth E. Sorensen et son épouse dame Elizabeth Mary Foord, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom Élizabéth Christine Reynolds en celui de Sorensen;

- de Demetrios Hadjis, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Robert Brettschneider et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and Affiliated Congregation Shaare Tefillah;

- de Tadeusz Konbrat, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit;

- de Euclide Labrèche, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu J. Labrèche;

- de Yves Fortier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession légale;

- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi accordant la reconnaissance civile à ses facultés de Philosophie et de Théologie;

- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, communément appelées Sœurs grises, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Sydney Phillips et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation sous le nom de Beth Zion Congregation;

- de The Elmwood Cemetery of Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Duvan Copper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi aux fins de régulariser la date de la transmission de son règlement;

- de Joseph-Roland Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Auclair;

- de Anatole Lesyk et Jean Paul Dufour, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Arnim Feldman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Community Holy Association of United Congregations;

- de Lakeshore Unitarian Church, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Sir George Williams College, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Sir George Williams University;

- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Séminaire Saint-Charles-Borromée;

- de Jacques Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession du très honorable Raoul Dandurand.

Projets de loi:

Adoption de Elizabeth Christine Reynolds

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Shaare Tefillah

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah et son affiliée Congregation Shaare Tefillah.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dimitrios Hadjis

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tadeusz Konbrat

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 modifiant la

charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage
Rioux-Couture**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Quebec Gas
Transmission Lines**

M. Chalifour (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Community Holy Association
of United Jewish Congregations**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Joseph Roland
Villeneuve**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Raoul Dandurand**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 concernant la succession du Très Honorable Raoul Dandurand.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Joseph Labrèche**

L'honorable M. Custeau (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter

le bill 138 concernant la succession de Joseph Labrèche.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Beth Zion
Congregation**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 constituant en corporation Beth Zion Congregation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Duvan Copper
Company Ltd.**

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant Duvan Copper Company Ltd.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Yves Fortier

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie
de Jésus**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Séminaire
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 constituant en corporation le Séminaire de Saint-Charles-Borromée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Lakeshore
Unitarian Church**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 concernant Lakeshore Unitarian Church.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Maurice Michaud**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant la succession de feu Maurice Michaud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sir George Williams
College**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant Sir George Williams College.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs grises
de Montréal**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 modifiant la charte de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Elmwood Cemetery Company
of Sherbrooke**

M. Gosselin (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

**Comité mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

CONSEIL LÉGISLATIF

19 novembre 1959

Ordonné: Que les honorables MM. Baribeau, Barrette, Connors, Laferté, Martineau, Paquette et

Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque;

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Bertrand, Prévost et Rivard, et MM. Bernard, Chalifour, Desjardins, Gérin, Hébert, Hyde, Kirkland, Larouche, Maltais, Poirier, Riendeau et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

**Comité mixte
des impressions législatives**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bellemare et Bertrand, et MM. Gérin, Gosselin, Johnston, Lafrance, Maltais, Ross, Roy, Thuot et Turcotte représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte;

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Questions et réponses:

Dr J.-E. Migneault

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Quel est le salaire ou la rémunération que reçoit le Dr J.-E. Migneault, de Charlesbourg, comme contrôleur de la radio du ministère de la Colonisation?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Aucun salaire ni aucune rémunération.

Rupture d'un câble électrique

M. Dionne (Rimouski): Le ministre des Ressources hydraulique (l'honorable M. Johnson), est-il au fait des interruptions de courant à la station de l'Hydro-Québec, aux Boules, et, si oui, pourrait-il nous dire quelles mesures il entend prendre pour remédier aux effets désastreux de ces interruptions?

L'honorable M. Johnson (Bagot): La Chambre et le député sont sans doute au courant des efforts déployés par l'Hydro pour régler ce problème. Je suis en mesure de déclarer aujourd'hui que nous avons fait installer des générateurs diesel qui permettront de suppléer au manque d'électricité, si un ou même deux des quatre câbles sous-marins qui apportent l'électricité aux Boules venaient à faire défaut. Je vais continuer mon enquête sur cette affaire et donner d'autres renseignements au député s'il y a lieu.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 24 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹: Contrairement à ce que prétend le gouvernement de l'Union nationale, l'expansion industrielle de la province de Québec laisse à désirer sur bien des points. Le Québec détient un record peu enviable au chapitre des faillites tant individuelles que commerciales. En 1958², 75 % de toutes les banqueroutes commerciales enregistrées au Canada et citées dans un rapport publié récemment par l'Office fédéral de la statistique se sont produites dans la province de Québec. Selon ces mêmes statistiques, il y a eu au

Canada un total de 2,072 banqueroutes, dont 1,332 dans la seule province de Québec, alors que l'Ontario n'en avait que 534, et le reste du pays, 206. Le nombre de salariés à avoir fait faillite au Québec la même année a été de 1,034 alors que le total pour tout le pays n'était que de 1,168. Malheureusement, on ne trouve dans le discours du trône aucune mention de ce que fait le gouvernement pour remédier à cette situation et pour opérer le redressement qui s'impose. Si nos lois en sont responsables, elles devraient être amendées au plus tôt.

Dans le discours du trône, le gouvernement annonce des mesures au sujet du problème de la criminalité juvénile afin de consolider les progrès accomplis. Le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires pour freiner la vague de criminalité juvénile, qui est devenue une réalité dans toutes les grandes villes de la province et, quoique dans une proportion moindre, dans les petites municipalités. Partout dans la province des groupes de citoyens examinent ce problème qui touche les jeunes dans nos villages et nos villes, s'efforçant d'améliorer la situation dans leur région. Le gouvernement se vante d'avoir dépensé ces dernières années des millions et des millions de dollars dans le domaine des mesures sociales, pour étudier et régler les problèmes de la jeunesse, pour mettre sur pied des écoles de réforme pour les jeunes délinquants, et il prétend qu'il n'a pas l'intention de s'arrêter à mi-chemin. Toutefois, le gouvernement n'a rien fait pour étudier les causes de la criminalité juvénile et pour tenter d'aller à la racine du problème. Le problème de la criminalité juvénile est plus aigu que jamais si l'on en croit les rapports des journaux, il y aurait à toutes les heures des attaques à main armée et des vols. Il y a quelque chose qui ne va pas quelque part.

Le gouvernement de l'Union nationale dépense sans compter³. L'actuel gouvernement est incapable d'administrer l'argent du peuple. Il faudrait qu'il apprenne à prévoir un budget ne dépassant pas les crédits votés par l'Assemblée chaque année. Durant l'année fiscale qui s'est terminée le 31 mars dernier, le gouvernement a dépensé environ \$546,500,000 selon un rapport présenté la semaine dernière, tandis que le ministre des Finances avait prévu, dans le budget déposé le 7 février 1958, des dépenses de \$506,537,000. C'est de \$39,948,566.82 que le budget approuvé par la Chambre a été "défoncé", suivant une expression du terroir qui fait image. Depuis 1945-1946, le gouvernement a ainsi dépensé, en sus des autorisations des élus du peuple, un montant global de \$606,630,201.

Il (M. Earl) aborde le problème des relations fiscales de Québec avec le pouvoir central. Notre

province, dit-il, s'est toujours refusée à signer les ententes acceptées par toutes les autres provinces. Dans ce domaine réside évidemment le facteur autonomie, mais il ne faut pas oublier qu'il existe pour les autres provinces également, même s'il n'est pas exactement le même que celui de la province de Québec. Les provinces qui ont ainsi profité financièrement des ententes fiscales fédérales ont autant que la province de Québec le souci de protéger leur autonomie. La différence, c'est qu'elles n'en ont jamais fait un enjeu électoral. Les neuf provinces qui ont signé des ententes fiscales ont consenti à l'inévitable. Elles n'étaient peut-être pas d'accord en principe, mais elles ont fait preuve de plus de réalisme sur cette question, en acceptant les versements annuels du gouvernement fédéral à leur satisfaction.

Le gouvernement du Québec aurait dû signer les ententes fiscales avec Ottawa. En ne le faisant pas, la province française a perdu, de 1952 à 1957, une somme globale de \$629,409,951 pendant que notre province sœur, l'Ontario, recevait pour sa part un total de \$699,425,384 sur \$1,604,012,104, payé par le Canada aux neuf autres provinces.

En 1952-1953, par exemple, Ottawa a payé à neuf provinces \$284,777,000. L'Ontario a reçu \$123,327,000, et Québec a refusé un montant de \$112,562,000. En 1953-1954, Ottawa a versé globalement une somme de \$309,226,000. L'Ontario a reçu \$135,447,000, et Québec a refusé \$121,824,000. En 1954-1955, le fédéral a payé \$327,444,000 aux neuf provinces ayant signé les ententes fiscales. L'Ontario a perçu une somme de \$142,746,000, et Québec a refusé \$127,908,000.

En 1955-1956, Ottawa a payé \$319,624,000, et Québec aurait pu recevoir \$140,433,000.

Le \$629,000,000 qu'aurait pu toucher Québec nous a glissé entre les doigts en raison du manque de compréhension et de coopération du gouvernement de l'Union nationale. La population de la province de Québec a contribué à ces versements sans recevoir un cent en retour. Si elle avait accepté cette somme globale de \$629,000,000 qui fut mise à sa disposition pendant une période de cinq ans, son gouvernement aurait pu faire de grandes choses pour nos universités, nos écoles, nos hôpitaux, le bien-être social, la jeunesse, pour ne pas parler des routes du Québec.

Nous l'avons refusé au nom de l'autonomie. Si l'autonomie de la province est en jeu en recevant des paiements provenant des ententes fiscales, pourquoi ne serait-elle pas en jeu quand Québec accepte \$43,060,000 en paiements de péréquation qui proviennent, comme dans le cas précédent, du

produit des taxes directes imposées par le fédéral aux citoyens canadiens?

Jusqu'ici, les autres provinces, qui se sont partagé entre elles un milliard et demi de dollars en vertu des ententes fiscales durant la période citée plus haut, n'ont pas perdu pour autant une parcelle de leur autonomie en recevant du fédéral des sommes provenant des impôts, même si elles n'ont pas toujours été satisfaites des ententes.

Pendant que je parle d'autonomie, j'aimerais déclarer que le Parti libéral du Québec est aussi fier et jaloux que tout autre parti des droits de la province. S'il arrivait que l'autonomie de notre province soit, à un moment donné, gravement menacée de quelque façon que ce soit, les libéraux du Québec seraient prêts au combat pour protéger cette autonomie; mais, en même temps, nous nous efforcerions toujours de coopérer avec les neuf autres provinces du Canada dans l'intérêt du peuple de notre province, en général, sans songer à recourir à l'autonomie comme à un ballon politique que l'on se relance.

Il n'y a rien dans l'entente proposée aux provinces par le gouvernement fédéral pour la route Trans-Canada, qui soit une atteinte à l'autonomie de la province de Québec, et le gouvernement provincial a manqué à son devoir en ne signant pas un contrat avec le gouvernement d'Ottawa pour que la province profite des octrois fédéraux votés par la Chambre des communes, pour permettre la construction d'une grande route nationale, de l'Est à l'Ouest.

Le gouvernement du Canada a déjà donné aux neuf autres provinces canadiennes, qui ont accepté les termes d'Ottawa, une somme globale d'un quart de billion de dollars à cette fin du Trésor fédéral. La province d'Ontario a reçu pour sa part des octrois atteignant \$57,000,000, et il ne lui reste à compléter que 1,147 milles pour terminer la section de la route Trans-Canada dans ses limites. Et cela, à même le produit des impôts payés par tous les Canadiens, y compris ceux du Québec. Les citoyens de la province de Québec contribuent par leurs taxes à favoriser les autres provinces du Canada. C'est un véritable crime contre la province de Québec de ne pas profiter des millions qui sont à sa disposition pour cette œuvre nécessaire.

Il (M. Earl) accuse les membres du gouvernement de n'avoir pas signé l'entente dès 1950, quand la première offre fédérale fut faite à ce sujet. Mais l'Union nationale pourrait encore, dit-il, même si elle est en retard, modifier ses vues à ce sujet,

principalement au sujet de l'obligation imposée par Ottawa de demander des soumissions publiques.

Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas voulu coopérer avec Ottawa dans ce domaine uniquement parce que les autorités fédérales ont fait adopter une loi qui oblige les provinces à demander des soumissions publiques. Or, l'Union nationale ne veut pas entendre parler d'un tel système, encore moins évidemment de la présence de représentants d'Ottawa à l'ouverture de ces soumissions, car ça répugne à sa politique. Elle peut invoquer différents alibis pour ne pas signer l'entente, mais c'est là que se trouve la véritable raison de son refus.

Le nouveau premier ministre nous parle d'une nouvelle image, mais personnellement, ce n'est pas ce que je peux constater. Un vieux dicton dit que lorsqu'on chasse le naturel, il revient au galop. Si l'administration avait vraiment changé, elle aurait mis sur pied, entre autres choses, un régime de soumissions publiques pour l'octroi de contrats et elle aurait amendé la loi électorale.

M. Parent (Hull): Le gouvernement ne devrait pas se vanter d'un développement industriel qui se fait actuellement un peu trop au petit bonheur, sans plan d'ensemble. Le ministère de l'Industrie et du Commerce pourrait faire bien davantage pour favoriser l'essor économique de la province et multiplier les emplois.

Pour l'instant, notre province demeure "celle qui est la plus sensible au chômage"⁴, le bulletin de la Banque Canadienne Nationale le souligne. Ce qu'il nous faudrait, c'est un conseil d'orientation économique, qui dresserait des plans pour la mise en valeur des ressources de l'ensemble de la province et pour chacune de ses régions.

Les comparaisons avec l'Ontario continuent de nous être défavorables dans tous les domaines. Ainsi, pour la dernière année fiscale, seulement 928 cultivateurs du Québec ont payé de l'impôt sur le revenu, contre 14,135 en Ontario. Les médecins ont payé seulement \$6,000,000 d'impôt dans le Québec, contre \$15,000,000 en Ontario. Les instituteurs ont payé un peu plus de \$3,000,000 dans le Québec, quand ceux de l'Ontario payaient \$14,000,000. Les fonctionnaires provinciaux du Québec ont payé un peu plus de \$3,000,000, quand ceux de l'Ontario payaient \$16,000,000. Tout cela prouve que les rentrées d'argent des diverses catégories de citoyens sont beaucoup plus faibles au Québec.

Il (M. Parent) demande au gouvernement de donner suite aux recommandations de la Canadian Tax Foundation dont le 13^e congrès annuel a eu lieu

dernièrement dans la Vieille Capitale, au sujet de l'entrée en ligne de compte de la dépréciation et des pertes dans le calcul de l'impôt provincial sur les sociétés industrielles et commerciales⁵.

Nos entreprises ont droit de déduire, de l'impôt fédéral, l'impôt provincial jusqu'à concurrence de 9 %. Mais comme le calcul de l'impôt provincial ne se fait pas de la même façon que le calcul de l'impôt fédéral, cela cause un énorme préjudice à la province de Québec. Il faudrait donc que les autorités du Québec fassent concorder, sous ce rapport, la loi provinciale avec la loi fédérale.

Il (M. Parent) demande qu'on institue un tribunal spécial d'appel pour l'impôt dans le Québec, qui entendrait les appels des contribuables et dont la tâche serait de réviser, s'il y a lieu, la cotisation des sociétés à l'impôt provincial sur le revenu.

Il (M. Parent) déplore la lenteur d'action de l'administration provinciale de l'impôt sur le revenu et des remboursements qu'elle fait. Il (M. Parent) s'étonne que cette administration refuse de reconnaître les certificats émis par l'administration fédérale pour attester que tel ou tel citoyen a prouvé qu'il avait eu, au cours de l'année, tant de frais médicaux.

Il (M. Parent) soutient qu'il devrait y avoir un bureau de l'impôt à Hull et que, d'une façon générale, l'administration de la province devrait décentraliser ses services.

Un autre problème aigu dans la province de Québec est le problème financier des commissions scolaires. Ce problème ne cesse de s'aggraver dans la province de Québec, en dépit du fait que le gouvernement de notre province a déjà payé les dettes scolaires au montant de \$100,000,000 en 1946. Il s'aggrave tellement que, depuis la première loi pour venir en aide à l'éducation, les commissions scolaires se sont endettées de nouveau pour une somme de \$275,000,000, ce que le premier ministre a oublié de déclarer. Et la tragédie se continue, leur dette globale augmente toujours parce qu'elles sont obligées de faire face à des dépenses en immobilisations considérables pour prendre soin du nombre de plus en plus grand d'enfants qui entrent aux classes chaque année.

La situation économique s'en mêle, et les commissions scolaires, qui se voient dans l'obligation de faire des emprunts pour se financer, se trouvent en face d'un taux d'intérêt qui dépasse maintenant 7 %, parce que leurs obligations portant à leur face un taux de 6 % se vendent à peine \$92 et \$93 par \$100. Il n'est pas rare de voir des commissions scolaires payer jusqu'à 7.55 % sur leurs obligations. Malgré les octrois du gouvernement, les commissions scolaires

se saignent à blanc et leur problème s'aggrave de jour en jour. C'est une situation désastreuse.

Cependant, une solution est nécessaire. Comme un financier d'Ottawa, spécialiste des problèmes municipaux et scolaires, le disait dernièrement, le problème numéro 1 de notre province, c'est d'équilibrer le budget de l'administration des écoles. Mais cet équilibre ne pourra jamais être atteint sans que le gouvernement n'établisse des barèmes statutaires de subventions chaque année, afin que les administrateurs sachent où ils vont et sur quels montants ils peuvent compter quand ils préparent leurs budgets. Dans l'Ontario, le gouvernement a établi un barème fixant d'avance les sommes que les commissions scolaires reçoivent de Toronto pour les dépenses d'éducation proprement dites et pour celles qu'elles doivent faire pour la construction de nouveaux immeubles destinés à l'enseignement.

Pourquoi serait-il si difficile au Québec d'établir un barème d'octrois automatiques pour l'enseignement alors que cela se fait si facilement en Ontario? La vérité, c'est que la situation des commissions scolaires de la province de Québec est déplorable et le gouffre dans lequel le gouvernement les a plongées se creuse davantage parce que l'administration s'obstine à faire de la politique avec les octrois discrétionnaires qu'il disperse à travers la province, au gré de ses intérêts mesquins.

Il (M. Parent) suggère au gouvernement de convoquer une conférence provinciale-municipale-scolaire pour étudier à fond le problème de la répartition des sources de revenus des corps publics.

Il (M. Parent) aborde un problème qui concerne de près son comté: l'agrandissement de l'Institut technologique de Hull. L'institut actuel, dit-il, est trop petit pour recevoir convenablement les 285 élèves qui s'y sont inscrits pour les cours du jour et les 950 pour les cours du soir. Le nombre des élèves est si élevé qu'on a dû transformer le gymnase en salle de cours. Il faudrait entreprendre dans le plus bref délai des travaux de construction et prévoir pour les besoins futurs. Il faudrait aussi ajouter à l'école une section nouvelle pour l'enseignement des arts graphiques qui pourrait préparer les candidats désireux de travailler à l'Imprimerie nationale qui se trouve à Hull également. Il y a 2,200 personnes qui travaillent dans l'imprimerie à Hull.

Le gouvernement applique la loi des liqueurs de façon hypocrite. Cette loi est même la plus hypocrite qui soit dans les Statuts de la province de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien! Cette loi a été passée par vous autres les libéraux, en 1921.

M. Parent (Hull): La situation contre laquelle le clergé et la Ligue du Sacré-Cœur de la province protestent le plus vigoureusement depuis quelques années, c'est la façon dont l'actuel gouvernement applique cette loi, c'est la tolérance instituée en système en marge de la loi. De plus, de nombreux journaux de Montréal soulignent qu'on n'a aucun respect pour cette loi. On a beau écrire au procureur général pour lui signaler les abus, rien ne change.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Quand avez-vous écrit?

M. Parent (Hull): J'ai écrit le 9 juillet, sans résultat. C'est une chose bien connue du public que la loi est ouvertement violée. Les administrateurs de la province doivent le savoir aussi. On a fermé sept ou huit établissements⁶ à Montréal, un geste qui avait pour but d'effrayer les autres, pour une raison que seul le gouvernement connaît, mais les mêmes abus continuent dans les autres. Ceux qui ont de l'influence et bénéficient de la protection des autorités peuvent laisser leurs établissements ouverts et vendre de la boisson à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et le dimanche, et ils ne sont pas inquiétés.

Non seulement les établissements où il se vend des spiritueux restent ouverts à toute heure, mais l'organisation de l'Union nationale à Gatineau avait organisé une réception qui devait avoir lieu dans la soirée d'un dimanche de Pâques. Le parti avait contremandé la réception parce que des protestations avaient été formulées.

Il n'est pas rare dans certains coins du Québec de voir des hôtels et des clubs vendre ouvertement de la boisson, bien qu'ils ne détiennent pas un permis de la Commission des liqueurs du Québec. On appelle cela de la tolérance, et apparemment certains députés y donnent leur approbation. Il est évident que la situation fait l'affaire du gouvernement...

(Protestations à droite)

Le gouvernement donne le mauvais exemple en violant lui-même la loi, dont l'application dans la province est en voie de gâter irrémédiablement une partie de notre jeunesse. Si la loi est trop sévère, qu'on l'élargisse, mais du moins qu'on la fasse respecter. Cette loi date de 1921⁷ et elle y gagnerait, sans doute, à être refaite de façon à faire face aux situations nouvelles.

Il conviendrait de former un comité pour étudier cette loi, en scruter l'application et les règlements, en examiner les répercussions qui peuvent en résulter au point de vue social.

Il (M. Parent) revient à la charge au sujet de la construction d'un nouveau pont sur l'Otaouais, entre Hull et Ottawa que partageraient les gouvernements ontarien et québécois ainsi que le gouvernement fédéral. La réalisation de ce projet, dit-il, est devenue nécessaire et même urgente, pour répondre aux besoins de la circulation. Il (M. Parent) espère qu'une entente sera bientôt conclue entre les autorités concernées.

Il (M. Parent) propose que le gouvernement rende l'assurance automobile obligatoire.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)⁸ rend hommage à la mémoire de feu M. Duplessis et affirme que les familles, la jeunesse et les enfants de son comté ont perdu en lui l'un de leurs meilleurs amis, le meilleur ami, dit-il, que la population du Québec, tant celle de langue anglaise que de langue française, n'ait jamais eu.

M. Duplessis était non seulement admiré dans sa province, mais aussi à l'extérieur, comme en ont fait foi les témoignages innombrables de regret et de sympathie qui ont afflué de toutes les parties du monde à son décès. M. Duplessis était l'ami de toutes les classes de la société québécoise. En le perdant, le Canada français a perdu le plus grand chef qu'il ait jamais connu.

Il (M. Hanley) ajoute qu'en se levant pour participer au débat, il voulait tout particulièrement relever les remarques décourageantes et déplacées de certains députés de l'opposition contre les mesures législatives adoptées sous le régime Duplessis. Je ne comprends pas, dit-il, que certains députés aient le culot de critiquer toutes les initiatives du plus grand premier ministre que la province de Québec ait eu. Le procédé est très mesquin. C'est la pire bassesse qu'un membre de la Chambre puisse commettre.

Il (M. Hanley) s'élève à ce sujet contre des remarques qu'a formulées, auparavant, le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) qui a dit qu'en dépit du fait que le gouvernement dépense de fortes sommes pour combattre la délinquance juvénile, le problème est plus aigu que jamais.

Il (M. Hanley) rappelle la grande générosité du premier ministre défunt. Bien des jeunes, sans ressources financières, dit-il, lui doivent d'avoir pu poursuivre leurs études. Il (M. Hanley) fait observer que son comté doit beaucoup aux initiatives de Maurice Duplessis. Grâce à l'intervention de l'ancien premier ministre et à la générosité d'un philanthrope, M. J. W. McConnell⁹, de Montréal, dit-il, on a pu organiser en particulier, le "Boy's Club" du comté de Sainte-Anne au coût de \$1,000,000. C'est aussi grâce

à la générosité de son gouvernement, par l'entremise du département du Bien-être social et de la Jeunesse¹⁰, que cette œuvre a pu vivre, se développer et donner d'excellents résultats. Une saine activité organisée occupe les jeunes et les éloigne de la rue. Je crois bien que ce district peut donner l'exemple à toute la province en ce domaine puisque la criminalité juvénile a diminué de 97 %. Il (M. Hanley) se dit persuadé qu'un progrès comparable a été accompli dans d'autres régions de la province.

Il est heureux, dit-il, que l'Union nationale ait fait l'unanimité au sujet de son successeur. Les citoyens des deux langues sont fiers de ce nouveau chef qui s'est distingué sur les champs de bataille au cours de la dernière guerre. La population de langue anglaise est d'ailleurs assurée d'être traitée avec autant de justice et d'équité que sous le gouvernement de son illustre prédécesseur.

Déjà, le discours du trône a promis aux municipalités que leur fardeau financier serait allégé au chapitre de l'assistance publique. Le gouvernement a aussi promis de légiférer dans le domaine ouvrier et l'on peut s'attendre qu'avec le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) à la direction de son ministère, ces lois seront bienfaites pour les salariés¹¹.

Il (M. Hanley) félicite le gouvernement de la décision qu'il a prise d'autoriser à nouveau les municipalités du Québec de bénéficier de l'assistance fédérale pour les travaux d'hiver, de nature à pallier les effets du chômage. La cité de Montréal a largement bénéficié de cette aide fédérale l'an dernier, dit-il. La décision du gouvernement Sauvé à ce propos réjouira particulièrement ceux qui se rappellent la triste période de 1939-1940, alors que nombre de chômeurs devaient chercher de l'emploi à l'extérieur au salaire dérisoire de 10 cents l'heure.

Il (M. Hanley) rappelle que son comté, l'un des plus durement frappés par la récente épidémie de polio, a obtenu la précieuse coopération des autorités du ministère provincial de la Santé. Plus de 10,000 citoyens du comté ont pu être inoculés contre cette maladie, dit-il.

Il (M. Hanley) trouve injuste la remarque d'un député de l'opposition (M. Parent) qui a laissé entendre que la loi des liqueurs, en particulier, n'est pas respectée à Montréal. Il (M. Hanley) loue le travail des autorités policières qui font leur devoir et ne négligent rien pour faire de Montréal une ville propre. Il ne faut pas oublier, dit-il, que Montréal est une métropole, une ville cosmopolite, un grand centre touristique. Malgré tout, l'ordre et la loi y règnent beaucoup plus que ne le laissent entendre certains articles de journaux mal inspirés et donnant

à entendre que le vice est généralisé à Montréal. Je ne vois aucune raison de critiquer le procureur général de la province pour les conditions qui existent à Montréal.

Il (M. Hanley) dit qu'il y aurait moins de vols de banques et d'attaques à main armée si les institutions bancaires consultaient les autorités policières avant d'entreprendre la construction de leurs nouveaux édifices. Certains édifices abritant des banques et des caisses populaires offrent si peu de protection, dit-il, qu'ils invitent plus ou moins au cambriolage. Dans certains cas, les murs sont tellement minces qu'un outillage rudimentaire de cambriolage pourrait les transpercer.

Il (M. Hanley) suggère que les institutions bancaires soumettent les plans de leurs nouvelles constructions aux autorités policières, afin que celles-ci les conseillent sur la façon d'équiper ces édifices contre le cambriolage. Les autorités policières font tout ce qu'elles peuvent pour réduire les vols de banques et les attaques à main armée, dit-il, et je crois qu'elles méritent une meilleure coopération de la part des banques et des caisses populaires de la province.

M. Brown (Brome)¹² reproche au gouvernement du Québec d'avoir échoué à mettre sur pied un système de défense civile en cas d'attaque nucléaire par un pays ennemi. Il est malheureux, dit-il, que le gouvernement de l'Union nationale ait choisi d'éviter ce problème crucial, le discours du trône n'y a pas même fait allusion et l'on n'a prévu aucun crédit pour cette chose.

C'est grave que les choses en soient ainsi, si l'on songe qu'à cause de l'utilisation des avions modernes à grand rayon d'action, quelques heures seulement seraient nécessaires à des ennemis pour lancer contre nous une attaque à la bombe atomique. Et l'on sait quel caractère meurtrier présente l'explosion d'un tel projectile. Les statistiques établissent que, dans un rayon de cinq milles du point d'impact, toute survie est impossible; entre cinq milles et huit milles de distance, les chances de survie sont minimales. Qu'un bombardement réussisse et ceux d'entre nous qui ne périeraient pas seraient privés d'électricité, de chauffage, de réfrigération et d'eau potable, sans parler des moyens de transport qui seraient complètement désorganisés. Comparativement à l'horreur de notre situation alors, la tragédie de Pearl Harbour paraîtrait peu de chose.

Les gouvernements des autres provinces ont accepté les fonds offerts par Ottawa et ils ont effectué certaines dépenses pour prévenir une telle désorganisation catastrophique. L'an dernier,

l'Ontario a dépensé \$190,776 pour la défense civile, la Colombie-Britannique, \$187,271, l'Alberta \$118,000, la Saskatchewan, \$39,356, le Manitoba, \$32,126, le Nouveau-Brunswick, \$12,758¹³, la Nouvelle-Écosse, \$30,780 et Terre-Neuve, \$30,763.

Mais Québec n'a pas déboursé un seul sou. Pourtant, Ottawa lui a envoyé son programme détaillé afin de mettre sur pied un système adéquat de défense civile en 1952. Depuis sept ans, rien n'a été fait.

De temps immémorial, le Saint-Laurent a été la voie classique d'invasion du Canada. Cela devient particulièrement vrai dans le cadre de la lutte pour contrer une attaque nucléaire. On ne peut demander meilleure signalisation que celle que constituent les villes qui se détachent le long des côtes du vaste Saint-Laurent et de ses îles. Il serait facile pour l'ennemi de paralyser le tiers de l'industrie lourde canadienne, saper le canal de communication de la voie maritime et rompre nos exportations de fer vers le centre des États-Unis.

Ou bien le gouvernement est atrophié ou alors il néglige les meilleurs intérêts du peuple. Lorsque l'armement moderne est utilisé pour attaquer une ville, la dévastation peut être totale. Les services locaux sont interrompus et le gouvernement local peut s'effondrer. À moins de disposer d'une planification et d'un service d'information adéquat, la perspective d'avoir à lutter pour survivre est des plus lugubres. La seule possibilité qu'il y ait des survivants dépend d'une évacuation préalable des cibles anticipées. Or, les grandes villes ne peuvent pas être évacuées de nuit. C'est un processus extrêmement complexe qui requiert des mois et des années de planification ainsi que le plus haut niveau de compétences techniques. Dans le reste du Canada, on a procédé à des simulations d'évacuation. Les mêmes conditions prévalent à Boston et à New York, où on a mis sur pied des organisations de défense civile compétentes.

Le gouvernement nous annonce qu'au-dessus de nous le ciel est bleu, pendant qu'il se cache la tête dans le sable de l'agriculture en perdition. Bien que le gouvernement prétende depuis les dernières sept années, dans tous les discours du trône, qu'il soutient l'agriculture comme pierre angulaire de l'entreprise privée, la perte nette dans les revenus de la ferme en 1958, comparée avec celle de 1951, se chiffre à \$59,815,000. De 1951 à 1957, les revenus de la ferme ont diminué dans les produits suivants: de \$12,450,000 pour l'avoine; \$1,730,000 pour l'orge; de \$3,133,000 pour les grains mixtes; de \$34,000 pour les pois séchés; de \$11,506,000 pour les

pommes de terre; et de \$452,000 pour les betteraves. En tout, c'est sept années de spectacle durant lesquelles le gouvernement a tenté de convaincre les cultivateurs qu'il travaillait pour eux.

Le discours du trône contenait toujours des phrases flatteuses, aimables, essayant de convaincre les cultivateurs que le ciel est au beau fixe. On leur disait que l'agriculture tient la première place dans l'entreprise privée, qu'elle a une importance prépondérante, que le gouvernement est désireux de continuer les améliorations apportées à l'agriculture, qu'il considère qu'une agriculture prospère est essentielle au Québec. Le gouvernement a toujours eu soin d'employer des mots pompeux dans les déclarations relatives au problème des campagnes, mais cela n'a pas empêché nos fermiers d'aller de déficit en déficit.

Ainsi, en 1952, le déficit pour les cultivateurs de la province a été de plus de \$19,000,000; 1953, plus de \$3,000,000 de pertes; 1954, déficits de plus de \$21,000,000; 1955, un gain de \$12,000,000; 1956, 1957, pertes de \$36,000,000 et \$7,000,000 et un gain de \$16,000,000 pour l'année 1958. Au total, cela fait, pour sept ans, un déficit global de \$59,815,000 si l'on tient compte des bénéfices des meilleures années. En somme, le gouvernement continue de faire grand état de ce que devrait être la classe agricole, mais le sort du cultivateur de la province reste dans un état lamentable.

Le ciel est bleu, M. l'Orateur, le ciel est bleu, même s'il tombe des cordes. Notre gouvernement est l'exemple parfait du rêveur qui prétend qu'il ne pleut pas. Mettez-vous la tête dans le sable, propose le gouvernement, dites que tout va bien, ajoutez quelques millions additionnels des fonds publics au budget et accrochez-vous aux mêmes formules désuètes.

Il (M. Brown) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que le débat soit de nouveau ajourné¹⁴.

Adopté.

Questions et réponses:

Hôtel Rocher-Panet à L'Islet

M. Couturier (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement a-t-il acheté l'hôtel Rocher-Panet, à L'Islet, et, dans l'affirmative, à quelle date, de qui, à quel prix et pour quelles fins le gouvernement entend-il utiliser cet immeuble?

2. Dans la négative, le gouvernement projette-t-il d'acheter cet édifice?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. a) Le 23 novembre 1959;

b) M. Félix Vachon;

c) \$250,000;

d) Pour y établir un centre d'accueil pour vieillards des deux sexes.

Demande et dépôt de documents:

Secours aux sans-travail

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'accord, intervenu au cours de l'année 1959, entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada, relativement à la mise en application dans la province de Québec de la législation fédérale de secours aux sans-travail aptes à travailler mais ne pouvant pas toucher de prestations d'assurance-chômage.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 36)

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 26 novembre 1959, à la page 5, souligne que M. Earl est le critique financier de l'opposition libérale. *La Tribune* du même jour, à la page 1, note qu'il prononce son discours en anglais.

2. Alors que *L'Événement* du 26 novembre 1959, à la page 1, et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 23, disent que ces statistiques sont celles de 1958, *L'Action catholique* du même jour, à la page 3,

écrit plutôt 1959. C'est toutefois peu probable puisque l'année n'est pas encore terminée.

3. *La Presse* du 26 novembre 1959, à la page 61, souligne que M. Earl revient à chaque année sur ce sujet.

4. *Selon L'Action catholique* du 26 novembre 1959, à la page 10, M. Parent cite ici le bulletin de la Banque Canadienne Nationale.

5. Plutôt que "sociétés industrielles et commerciales", *Le Soleil* du 26 novembre 1959, à la page 8, emploie le mot "corporation".

6. Donnée de *L'Action catholique* du 26 novembre 1959, à la page 10. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, dit plutôt "cinq ou six établissements".

7. Date de *L'Action catholique* du 26 novembre 1959, à la page 10. *The Gazette* du 26 novembre 1959, à la page 1, écrit plutôt "1931", mais il s'agit manifestement d'une erreur.

8. Tout porte à croire que M. Hanley a fait son discours en anglais. *L'Action catholique* du 26 novembre 1959, à la page 3, précise en effet que trois des quatre députés prononcent leur discours en anglais. Étant donné que MM. Hanley, Earl et Brown ont tous trois fait leurs études en anglais, contrairement à M. Parent qui a étudié à l'école supérieure de Hull, on peut présumer que M. Parent est celui qui a fait son discours en français.

9. Propriétaire du *Montreal Star*, J. W. McConnell était l'un des plus riches et des plus influents industriels du Canada. Philanthrope et mécène, il finança de nombreuses œuvres de bienfaisance par le biais de la McConnell Foundation. Il était également un ami intime de Maurice Duplessis et contribuait massivement à la caisse électorale de l'Union nationale. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. Le pouvoir*, vol. 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 460-468.

10. Le titulaire de ce ministère était alors l'honorable M. Sauvé.

11. M. Barrette a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner. Il ne peut pas s'occuper adéquatement de son ministère et il offre d'ailleurs sa démission trois fois à M. Duplessis, qui chaque fois la refuse. Au printemps, il fait un voyage autour du monde, notamment au Japon, et revient

finallement à la tête de son ministère après la mort de M. Duplessis.

12. *Le Soleil* du 26 novembre 1959, à la page 3, souligne que M. Brown est un "instituteur fort bien renseigné sur la chose agricole." Pour la même raison que M. Hanley, on peut présumer qu'il prononce lui aussi son discours en anglais.

13. *La Presse* du 26 novembre, à la page 61, donne plutôt \$112,000 pour le Nouveau-Brunswick.

14. *L'Action catholique* du 26 novembre 1959, à la page 3, souligne que M. Brown n'a pas encore terminé son discours à 6 heures, ce pourquoi il propose l'ajournement de la Chambre.

Séance du jeudi 26 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la Commission des écoles catholiques de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de Russell Lukasiewicz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de Lukas (M. Custeau);
- de M. & M. Propane Gas Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat l'installation et la distribution de leur produit (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);
- des représentants légaux de feu Charles-J. Baillargeon et de feu Elzéar Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi validant un titre de propriété (M. Rochette);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);
- de la municipalité de Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la corporation de la paroisse de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la cité de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de Autobus Lévis-Québec inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- de la ville de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de ville de Pincourt (M. Schmidt);

- de J.-Albert Daoust, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de vendre une ferme située dans la paroisse de l'Île-Perrot (M. Schmidt);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tremblay);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de la ville de Danville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);

- de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Herbert Jacobs (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de la ville de Cowansville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);

- des syndic des écoles complémentaires du comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Custeau);

- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);

- de Dragutin Baum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Charles Dragutin Baume (M. Pouliot, Laval);

- des maîtres nettoyeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Tremblay);

- de dame Amélia Renée Lesnouski, demandant l'adoption d'une loi disposant qu'elle est le véritable acquéreur d'un certain immeuble (M. Pouliot, Laval);

- de Rosemere Management Corporation, demandant l'adoption d'une loi érigeant en ville certains territoires qu'elle possède (M. Blanchard);

- de M. Eddy Monette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Thérèse (M. Blanchard);

- de la ville de Saint-Bruno-de-Montarville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Sicard Inc., demandant l'adoption d'une loi aux fins de fixer pour une période de dix ans l'évaluation de ses biens imposables situés dans la cité de Sainte-Thérèse (M. Blanchard);
- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);
- de Le Gaz provincial du nord de Québec ltée, demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit (M. Larouche);
- de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être formée en corporation professionnelle (M. Maltais);
- de Serge Donati et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Gagnon (M. Ouellet, Saguenay);
- de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Maltais);
- de la ville de Duvernay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de l'Hôpital général Fleury inc., demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière (M. Pouliot, Laval);
- de la corporation de Sainte-Monique-des-Saules, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville Les Saules (M. Rochette);
- de la Commission des écoles catholiques de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de Saint-Elzéar, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de l'Hôpital général du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi concernant la composition de son Bureau des gouverneurs (M. Ouellet, Saguenay);
- de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de La Mutuelle des commissions scolaires, compagnie d'assurances générales (M. Blanchard);
- de Joseph Maurice Antoine Miso (Moisan), demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs (M. Pouliot, Laval);
- de dame Lilian (Lea) Ruttenberg Azef, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre tous les biens de la succession de feu Lewis Azef (M. Rochette);
- de la ville de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et annexant un certain territoire (M. Blanchard);
- de la corporation municipale de la ville de Belleterre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);
- de St. Therese Realities Ltd., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard).

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Jewish Congregation of St. Laurent, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Congregation Beth Ora;
- de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec, demandant l'adoption d'une loi autorisant à fusionner son administration à celle de La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

Projets de loi:

Fusion de l'Union Saint-Joseph et La Solidarité

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant la

fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Congregation Beth Ora

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

International Publishing Company

M. Dionne (Rimouski): Relativement au contrat octroyé par le gouvernement de la province de Québec à International Publishing Company pour une campagne de relations publiques, de publicité, d'annonces illustrées, d'émissions radiophoniques et de télévision, aux États-Unis et au Canada, durant les saisons printemps-été 1958, automne 1958, et hiver 1958-1959, au coût de \$500,000:

1. À quelle date a été signé le contrat dont une copie a été produite en Chambre par le premier ministre le 21 janvier 1959 comme document sessionnel numéro 23?

2. Qui a signé ledit contrat pour et au nom du gouvernement de la province de Québec?

3. Qui a rédigé les 40 articles illustrés que l'International Publishing Company s'est engagée à distribuer aux éditeurs de journaux et magazines canadiens et américains, et qui a fourni les illustrations pour lesdits articles?

4. Qui a rédigé les 40 nouvelles que ladite compagnie s'est engagée à fournir aux éditeurs de journaux et magazines canadiens et américains?

5. Qui a pris les 100 photos que ladite compagnie s'est engagée à fournir auxdits éditeurs et qui a défrayé le coût de la prise desdites photos?

6. Qui a préparé les clichés desdites photos et qui a défrayé le coût de ces clichés?

7. Combien de films ont été utilisés pour les 50 émissions télévisées que la compagnie s'est engagée à obtenir, et quel est le titre de chaque film ainsi utilisé?

8. Qui avait fait chacun de ces films et quel avait été le coût original de chaque film?

9. Qui a fait les copies requises de chacun des susdits films; quel en a été le coût et qui a payé cette dépense?

10. Est-ce à la connaissance du gouvernement, aucun de ses membres ou officiers, qu'International Publishing Company a transporté en tout ou en partie à des tiers ledit contrat de publicité et, dans l'affirmative, à qui et à quelles conditions?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. 23 janvier 1958.

2. Le chef du cabinet du premier ministre.

3. et 4. Ces articles ont été rédigés par diverses personnes, sur les instructions et sous la direction de International Publishing Company; les photos ont été fournies par International Publishing Company.

5. Les employés de International Publishing Company, qui a elle-même défrayé le coût de ces photos.

6. Les clichés des photos fournies par International Publishing Company aux diverses publications ont été faits aux frais de ces dernières, suivant entente intervenue avec International Publishing Company.

7. Un grand nombre de films ont été utilisés, dont voici les titres:

"Le Carnaval de Québec, Ski dans le Vieux Québec, Paysages d'hiver du Québec, Une fin de semaine de ski au Québec, Vacances de ski dans les Laurentides, Ski au Québec, Paysages enneigés des Laurentides, Les pèlerins au Québec, La province de Québec, Le temps de la neige au Québec".

8. Tous ces films, sauf "Ski au Québec" ont été fournis par International Publishing Company et tournés par des compagnies de films, suivant entente avec International Publishing Company. L'Office provincial de publicité ignore le coût de ces films.

9. Les copies requises ont été faites par les compagnies de films qui ont produit les films, suivant entente intervenue avec International Publishing Company.

10. International Publishing Company travaille en collaboration avec Desbarats Advertising Agency, en vertu d'une entente dont l'Office provincial de publicité ignore les termes.

Dépenses dans Richmond, Instruction publique

M. Lafrance (Richmond): Quelles sommes d'argent le ministère de la Voirie et le département de l'Instruction publique ont-ils respectivement dépensées dans et pour le comté de Richmond au cours de chacun des exercices financiers de 1951-1952 à 1958-1959 inclusivement?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Sommes dépensées par le département de l'Instruction publique dans et pour le comté de Richmond au cours de chacun des exercices financiers de 1951-1952 à 1958-1959 inclusivement:

1951-1952	\$ 356,069.16
1952-1953	\$ 411,763.30
1953-1954	\$ 339,479.34
1954-1955	\$ 514,923.01
1955-1956	\$ 665,337.02
1956-1957	\$ 663,900.70
1957-1958	\$ 978,274.79
1958-1959	<u>\$ 1,018,392.82</u>
	\$ 4,948,140.14

Demande et dépôt de documents:**Concessions minières****M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**

propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des documents émis par le ministre des Mines relativement à des concessions minières d'une superficie de 200 acres et moins, au cours de chacun des exercices financiers 1953-1954, 1954-1955, 1955-1956, 1956-1957, 1957-1958 et 1958-1959.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 37)

**Révision
des lois minières****M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**

propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du rapport sommaire fait au chef de cabinet du premier ministre le 18 novembre 1957, et une copie du rapport sommaire fait au premier ministre de la province le 3 décembre 1958 par la Commission d'étude et de révision des lois minières de Québec, rapports mentionnés dans la réponse donnée le 4 mars 1959 par l'honorable M. Cottingham et qui apparaît à la page 605 des *Journaux de l'Assemblée législative pour la session 1958-1959*.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 38)

Projets de loi:**Adoption de
Elizabeth Christine Reynolds**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Congregation Shaare Tefillah

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah et son affiliée Congregation Shaare Tefillah soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dimitrios Hadjis

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Tadeusz Konbrat

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Anatole Lesyk
et Jean-Paul Dufour**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Frères de
Saint-Vincent de Paul**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat de mariage
Rioux-Couture**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Community Holy Association
of United Jewish Congregations**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Raoul Dandurand**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la succession du très honorable Raoul Dandurand soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Joseph Labrèche**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant la succession de Joseph Labrèche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Beth Zion Congregation

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 constituant en corporation Beth Zion Congregation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Yves Fortier

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Lakeshore
Unitarian Church**

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 concernant Lakeshore Unitarian Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Maurice Michaud**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant la succession de feu Maurice Michaud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Sir George Williams
College**

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant Sir George Williams College soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sœurs grises de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la charte de la communauté des

sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph Roland Villeneuve

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Duvan Copper Company Ltd.

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant Duvan Copper Company Ltd. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Compagnie de Jésus

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Séminaire de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 constituant en corporation le Séminaire Saint-Charles-Borromée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 25 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Brown (Brome)¹: J'ai prononcé trois discours en cette Chambre concernant l'agriculture. Dans le premier, j'ai essayé de dépeindre les véritables conditions qui existent sur une ferme telles que je les connais, ayant été associé à l'agriculture toute ma vie. J'ai souligné la lutte continuelle du gros intermédiaire pour dominer le marché, qui fait en sorte que les trois quarts des fermiers ne reçoivent pas plus de 7 cents la pinte pour leur lait et dont quelques-uns reçoivent encore moins que 7 cents. Les transporteurs de lait fluide reçoivent 11 cents la pinte pour leur lait et les laiteries de Montréal reçoivent le double de cette somme du consommateur pour la pinte de lait.

À ma deuxième tentative, je vous ai démontré au moyen de vos propres statistiques que la direction archaïque de votre gouvernement au département de l'Agriculture augmente sans cesse le budget de l'agriculture tandis qu'en même temps le revenu net des fermiers baisse. Je vous ai aussi fait remarquer que, dans le budget de l'agriculture comme tel, le fermier ne reçoit en réalité que 2 cents directement sur chaque dollar du budget.

À ma troisième tentative, je vous ai prouvé, sans être contredit par le gouvernement, que le rapport sur les opérations agricoles émis par le Conseil du marketing agricole, sous la présidence du juge Héon, était le rapport le plus erroné jamais rédigé en cette province sur l'agriculture. Ceci concerne l'année 1957. Toutes les affirmations énoncées dans ce rapport

contredisent directement les statistiques tirées du livre officiel édité par le gouvernement provincial.

Nous sommes maintenant retombés dans la même vieille ornière du gouvernement proclamant le bien-être du fermier, brossant une belle image de lumière et de soleil quand, en réalité, c'est un sombre désespoir qui habite le cœur de plusieurs fermiers qui peinent de l'aube au crépuscule, tout en ayant à faire face aux taxes, aux hypothèques, aux factures d'hôpitaux, au coût de la vie, à des frais généraux et à un revenu qui va en décroissant.

Le cultivateur est le seul homme d'affaires au pays qui ne sait jamais quel sera son revenu annuel, parce qu'il ne reçoit que peu ou pas de protection de la part du gouvernement. Le cultivateur, courbé sur le sol du pays, du matin au soir, travaille sans compter ses heures sept jours par semaine.

Comment le gouvernement de l'Union nationale de cette province peut-il espérer aider le cultivateur quand ils reçoivent de leurs fonctionnaires dignes de confiance des rapports tels que celui du Conseil du marketing agricole?

Il (M. Brown) cite le *Bulletin des recherches agronomiques*: "Un examen des développements agricoles dans le Québec démontre que les progrès ont été lents en comparaison des autres grandes régions agricoles du pays. Depuis 10 ans, les progrès agricoles ont été extrêmement rapides, mais Québec vient derrière l'Ontario dans ce domaine."

Pourtant, notre gouvernement déclare que ce même Conseil du marketing facilitera la vente des produits agricoles. Les fermiers de la province de Québec ont besoin de prix appropriés pour leurs produits ainsi que de moyens pour faciliter ces ventes. Presque n'importe qui peut vendre un bon produit à bas prix, mais ce que le fermier doit obtenir, c'est un prix équitable pour son produit, un prix qui est proportionné aux prix inflationnistes de tous les autres produits et aux salaires payés à toutes les autres couches de la société.

Les membres du gouvernement de l'Union nationale ont répété à maintes reprises que les cultivateurs sont prospères dans cette province. Étant donné la situation actuelle, l'attitude présente du gouvernement et le profond fossé qui sépare le producteur du consommateur, il est impossible, pour le cultivateur moyen, de faire plus qu'exister sur sa ferme avec sa famille. Étant donné la situation actuelle, de plus en plus de cultivateurs abandonnent leurs terres en laissant la honte et la désolation là où il y avait auparavant la beauté et la croissance.

Dans le rapport du Conseil du marketing agricole, à la page 3, on trouve cette déclaration: "Le

revenu le plus important provient du bétail; 78 % du revenu provient de la vente de produits bovins."

Donc, le gouvernement admet volontiers que le bétail, les veaux, la volaille et les porcs ainsi que leurs produits dérivés constituent la base de l'agriculture au Québec.

Ainsi, la vache laitière, qui est à la base même de l'agriculture au Québec, transforme les produits de la ferme moyenne en fertilisants et en argents. Essayons donc d'imaginer ce que le cultivateur reçoit de sa ferme sur une base moyenne.

La ferme moyenne de la province de Québec possède en moyenne 10,4 vaches d'après les chiffres de la division des statistiques du gouvernement québécois qu'on m'a rapportés le 25 novembre 1958. Laissons-lui le bénéfice du doute et disons qu'il possède 11 vaches. Prenons donc M. X qui est un homme marié avec trois enfants, ce qui représente la famille moyenne. Plaçons donc M. et Mme X sur une ferme moyenne entièrement équipée et libre de toute dette, ce qui ne représente pas le cultivateur moyen du Québec, une ferme qui a une superficie de 138 hectares, la superficie moyenne d'une ferme des Cantons-de-l'Est, avec des prés, des pâturages et des terres en friche. Disons que ses enfants fréquentent encore l'école. Pour ce qui est des autres sortes de bétail, nous avons le chiffre moyen de huit porcs, une centaine de poules et deux chevaux. Nous donnerons aussi en théorie à notre cultivateur une automobile et un tracteur.

La dernière publication du Conseil national du lait donne les chiffres suivants concernant la répartition des produits laitiers dans leurs spécialités pour la province de Québec: le beurre accapare 50 % de tout le lait produit; les concentrés de lait et la crème glacée, 12 %; le fromage, 3 %; les autres produits, 6 % et le lait fluide, 28 %. Le lait utilisé pour 73 % des multiples usages se vend \$3 le 100 livres et le lait utilisé pour la consommation en gros se vend \$4.85 le 100 livres.

Prenons donc une famille québécoise moyenne de cinq personnes sur une ferme moyenne libre de toute dette des Cantons-de-l'Est, une ferme de 138 hectares de champs de pâturages, de terres en friche et de boisés et imaginons seulement ce qui se passe. Si - et je souligne, si - le cultivateur envoie son lait à la laiterie pour la fabrication de beurre, de lait en poudre, de crème et de fromage, son profit pour ce lait ordinaire sera de \$3 le 100 livres. Onze vaches qui donnent en moyenne 6,000 livres de lait par année totalisent 66,000 livres de lait, ce qui donne \$1,980 au cultivateur.

Sur une ferme moyenne des Cantons-de-l'Est, ce cultivateur aura aussi huit porcs, peut-être

une centaine de poules et deux chevaux, et il fera transformer son bois en pulpe ou en bois de chauffage. Disons qu'en tout son autre revenu provenant de sa ferme sera égal à celui qui provient de ses vaches, soit \$2,000. Pour mettre les choses au mieux, établissons le revenu du cultivateur moyen à \$4,000 plus un montant de \$252 qui provient des allocations familiales pour ses enfants - un programme du Parti libéral - ce qui donne donc un revenu total de \$4,252.

Essentiellement, une livre de grain produit une livre de lait et ceci maintient la vache productive pendant les 12 mois de l'année. Bien sûr, M. l'Orateur, vous comprenez que, pendant environ deux ou trois mois par année, la vache moyenne prend du repos, mais elle doit être nourrie pendant cette période afin d'être prête à produire.

Donc, une vache qui produit 6,000 livres de lait doit consommer, en plus de son fourrage habituel, 6,000 livres de grain ou son équivalent en fourrage ensilé ou en drêche. Si le cultivateur achète ce mélange laitier en gros, il atteindra la moyenne de \$180 pour une vache de son troupeau, ce qui lui coûtera le grand total de \$1,980 pour son troupeau de 11 vaches.

Parlons maintenant de ses porcs. Si le cultivateur reçoit 28 cents pour une livre, son profit sur un porc de 200 livres est de \$8, et cela, s'il est chanceux. Cependant, à 28 cents la livre, le cultivateur recevra \$448 pour ses porcs. Mais le coût d'élevage de ses porcs sera de \$384.

Parlons maintenant d'autre chose. Je suppose que vous allez me permettre de voir que le cultivateur peut élever et éduquer sa famille, avoir le téléphone et l'électricité, payer ses taxes, avoir une automobile et payer l'essence pour son tracteur ainsi que les frais habituels d'entretien que n'importe quelle propriété exige. Détaillons ces frais:

Nourriture pour une famille de cinq personnes (\$50 par mois): \$600;

Vêtements et dépenses scolaires (à \$200 par mois pour 4 mois [sic]): \$600;

Taxes municipales et scolaires: \$100;

Entretien et dépenses pour l'automobile (\$30 x 12 mois): \$360;

Électricité pour un an: \$240;

Téléphone pour un an: \$48;

Tracteur (\$20 x 12 mois): \$240;

Entretien de la machinerie et de la propriété: \$300;

Grain pour les chevaux: \$72;

Grain pour les vaches: \$1,980;

Coût d'alimentation des porcs: \$384;

Donc, il y a des dépenses minimum de \$4,924 pour un revenu maximum de \$4,252, d'où une perte de \$672.

Naturellement, ces chiffres ne tiennent pas compte de la maladie dans la famille, des loisirs, de la maladie chez les animaux, de l'assurance sur la famille, les édifices, l'automobile ou le tracteur, des honoraires de sociétés ou d'un budget quelconque pour de la main-d'œuvre supplémentaire.

Si notre cultivateur envoyait ses produits à Montréal et possédait les mêmes vaches, mais avec un profit de \$4.85 le 100 livres, sa recette totale serait de \$5,473 pour des dépenses de \$4,924.

De tels chiffres mettent en lumière l'absolue nécessité d'étudier la situation agricole. Les vieilles méthodes conjuguées à de vieilles idées ne sont pas suffisantes pour tirer le sel de cette terre et de cette province des sables mouvants de l'indifférence que représente le pouvoir.

Que l'Assemblée législative convoque la commission sur l'agriculture. Que tous les partis oublient leurs ruses politiques et voient à ce qu'un juste prix soit accordé à chaque récolte.

Nos aviculteurs ont bien de la peine à écouler leurs produits sur le marché, avec des profits raisonnables, pendant que la volaille américaine entre ici à plein camions et inonde le marché québécois. Pendant la période de six semaines commençant le 1^{er} octobre 1959, 470,623 livres de volaille américaine sont entrées au Canada, ce qui a eu comme résultat que le producteur canadien n'a reçu qu'un paiement symbolique pour sa production. Souvent ces importations sont de mauvaise qualité parce que les producteurs américains gardent la meilleure marchandise pour les consommateurs se trouvant de l'autre côté du 45^e parallèle. Le tableau agricole est donc plutôt sombre, contrairement à ce que dit le gouvernement. Il (M. Brown) demande au gouvernement s'il a donné suite à la motion, inscrite l'an dernier, à l'effet d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement canadien pour que cesse la venue de volailles américaines sur notre marché.

Le gouvernement devrait légaliser la fabrication et la vente de cidre fort et de champagne et encourager la population à boire plus de lait. Ces deux gestes aideraient les fermiers québécois qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts.

À cause d'un excédent dans la récolte de pommes, cette année a été une année difficile pour les fermiers. Le gouvernement devrait encourager ces derniers à utiliser leurs surplus pour la fabrication de cidre fort et de champagne. Le champagne pourrait être aussi bon que la variété importée de France et moins dispendieux. On assurerait ainsi aux cultivateurs une nouvelle source de revenus et cette question

pourrait être réglée rapidement au cours de la présente session.

Le gouvernement gaspille de l'argent dans des dépliants inutiles qui sont distribués aux fermiers au lieu de commanditer une campagne publicitaire dans les journaux pour encourager la population à boire du lait. Le gouvernement devrait consentir un rabais de cinq cents sur la pinte de lait achetée dans une épicerie. Quelqu'un qui achète quatre pintes de lait au magasin épargnerait alors assez d'argent pour acheter une pinte de plus, ce qui encouragerait les gens à boire plus de lait. Le gouvernement provincial ne fait rien pour protéger le cultivateur canadien contre la venue à Montréal de lait produit en Ontario. Il en entre 5,000 gallons par jour².

Il (M. Brown) demande au gouvernement de distribuer plus équitablement les subventions entre les divers comtés agricoles de la province et de faire preuve d'agressivité et d'esprit de progrès dans tous les domaines de l'agriculture.

Il (M. Brown) presse le gouvernement d'installer des terrains de pique-nique et de camping le long des autoroutes du Québec, afin de donner aux gens une meilleure chance de bénéficier du bon air de la campagne. Le Québec traîne loin derrière en ce domaine, dit-il. Toutes les autres provinces et tous les États américains possèdent des terrains de camping où les gens peuvent quitter les autoroutes avec leurs remorques ou installer leur équipement de camping. Si le gouvernement ne met pas bientôt de côté des terres à cet effet, spécialement aux abords des lacs et des endroits panoramiques, elles seront toutes achetées par des intérêts privés³.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) s'élève contre ceux qui prétendent que M. Duplessis n'a rien fait de positif en matière d'autonomie provinciale. Il y a à l'Assemblée législative des cas où l'histoire n'attend par pour porter son jugement. C'est ce qui est arrivé à la grande question de l'autonomie, qui a fait de M. Duplessis, l'une des plus illustres figures politiques du parlementarisme canadien. Il (M. Ouellet) passe en revue les réalisations de feu M. Duplessis dans le domaine fiscal en vue du rapatriement des droits de taxation du Québec. M. Duplessis, dit-il, a commencé sa lutte historique pour le rapatriement des droits provinciaux de taxation, en 1942, alors que le gouvernement libéral du temps et M. Godbout cédaient à ses amis libéraux, les champions centralisateurs d'Ottawa, nos plus précieux droits de taxation. À ce moment-là, M. Duplessis était considéré comme un saboteur de l'unité nationale, un ennemi des provinces pauvres,

une fausse note dans la grande famille des centralisateurs de M. Lesage et consorts. On l'accusait alors de tous les péchés politiques.

M. Duplessis a quand même poursuivi cette lutte avec l'appui de l'électorat. Mais depuis, le climat a changé. M. Duplessis a eu raison et, aujourd'hui, les provinces qui le trouvaient hier malcommode, s'apprêtent à l'imiter et ne se gênent plus pour dire qu'il avait raison. Il y a des gens dans cette province qui osent prétendre que M. Duplessis n'a rien fait de concret pour solutionner l'impasse fiscale, et que l'Union nationale s'est contentée de s'opposer à Ottawa avec son chef.

M. Duplessis fit triompher le principe du droit des provinces à la taxe directe. Ceux qui accusent M. Duplessis de s'être fait un poulain électoral de cette question fiscale, non seulement dénaturent-ils les faits, mais ils accusent en même temps les 4,000,000 d'électeurs de la province d'avoir manqué de sérieux. M. Duplessis a maintenu le droit fiscal des provinces et a appliqué la plus concrète des solutions par l'imposition de son impôt provincial sur le revenu qui ouvrait ainsi la porte à toutes les formules constitutionnelles qui nous permettront par la suite de rapatrier peu à peu les droits du Québec enlevés par Ottawa.

Jamais un homme d'État n'a pris un risque politique aussi grand que celui-là. Cet impôt provincial devait forcer le gouvernement d'Ottawa à reculer, et à accepter qu'il soit déductible de l'impôt fédéral. À ce moment-là, M. Duplessis risquait sa carrière politique et celle de son parti. Mais il aimait assez sa province pour prendre de grands risques, et les événements lui ont donné raison.

L'établissement d'un impôt provincial sur le revenu était fort habile. Il faut connaître la mentalité anglo-saxonne au Canada pour qui le précédent est plus fort que la loi écrite, pour réaliser toute la subtilité du procédé de M. Duplessis. En instituant un impôt provincial, il battait nos centralisateurs les plus endurcis à leur propre jeu, créant ainsi un précédent qui faisait triompher le droit des provinces à la taxe directe et jetait un nouvel éclairage sur les droits des provinces dans l'esprit du public. L'attitude des chefs libéraux sur cette question présente un vif contraste avec celle de M. Duplessis et celle de l'actuel premier ministre (l'honorable M. Sauvé). Au début de cette lutte, M. Jean Lesage fut un de ces centralisateurs qui sont passés à deux cheveux de démolir les droits chèrement acquis par le pacte confédératif. Il (M. Ouellet) reproche à un autre chef libéral du Québec d'avoir dit que la "totonomie"⁴ ça se mange. Comparez l'attitude

libérale avec celle de l'ancien premier ministre, dit-il, et vous comprendrez pourquoi il n'y a que 17 députés dans l'opposition et qu'il y en aura encore moins après les prochaines élections.

Prendre de tels risques, poser de tels gestes, était-ce une lutte négative? M. Duplessis, au lieu d'accepter les ententes fiscales qui nous apportaient quelques millions bien tentants, a lutté seul au point qu'en 1959 on entrevoit des solutions efficaces. Ceux qui ont fait de la politique avec cette question, ce sont les libéraux de Québec et d'Ottawa qui, à chaque élection, ont tenté de faire lâcher l'électorat du Québec en lui faisant miroiter les millions offerts par Ottawa.

Il (M. Ouellet) cite Wilfrid Laurier qui déclarait en 1887 que "ces augmentations successives de subsides, faites sans règle, sans proportion, constituent en réalité un système de corruption entre les mains du gouvernement fédéral" et qu'elles constituent en réalité "le paiement de la note en récompense de trahisons politiques".

Ceux qui avaient espéré que la disparition de M. Duplessis amoindrirait la résistance aux centralisateurs ont été bien déçus, après avoir entendu les premières déclarations du nouveau premier ministre (l'honorable M. Sauvé). Après la mort de M. Duplessis, la politique de l'Union nationale n'a pas changé. M. Duplessis a été le commando de choc qui a pris l'adversaire en défaut; l'actuel premier ministre sera le stratège de la reddition. M. Duplessis a été encore le pilote de bombardement qui a brisé la résistance des adversaires de nos droits; l'actuel premier ministre sera l'armée envahissante qui assurera la réintégration de nos droits. Tous auront travaillé pour la même victoire, chacun selon l'immense talent dont l'a gratifié la Providence.

La province a perdu récemment un grand chef, mais heureusement pour elle, l'autonomie retrouve un autre grand défenseur, à la taille du premier. Le nouveau premier ministre, n'a pas besoin de congrès répétés pour connaître le problème de sa province. Il occupe avec honneur le siège de son prédécesseur, à la tête de son équipe, ce qui est beaucoup plus efficace pour la province que de diriger un parti politique par téléphone. Quand il s'engage, ce n'est pas dans des bouquins de propagande; il ne craint pas d'aborder les solutions qui s'imposent et il ne cherchera pas à fuir quand on lui offrira la bataille.

L'Union nationale ne pouvait pas disparaître avec son fondateur, parce qu'elle repose sur un principe plus fort que les hommes politiques. L'Union nationale a fait cause commune avec la

survivance des droits provinciaux, et c'est pourquoi ce parti ne pouvait pas mourir au moment où ses droits sont à la veille de triompher dans tout le pays.

Il (M. Ouellet) dit que si notre fréquentation universitaire est plus forte que celle des autres provinces, c'est parce que le gouvernement actuel a progressé plus vite que les autres au stade primaire et secondaire.

Il (M. Ouellet) affirme qu'à titre de représentant d'une circonscription ouvrière, le nouveau premier ministre (M. Sauvé) jouit de tout son admiration et de celle des ouvriers sincères du comté de Kénogami-Jonquière. Il (M. Ouellet) signale le bon ton des mémoires présentés récemment par les centrales syndicales. La question du chômage, dit-il, n'est pas une responsabilité du provincial qui n'a pas les leviers de commande de la finance, des marchés d'exportation et de l'immigration. Nos responsabilités sont limitées à nos obligations.

Il (M. Ouellet) remercie le gouvernement pour tous les travaux exécutés dans son comté. Cela a contribué à rendre moins sévère la crise de chômage dans cette région, dit-il. Ce qui a été fait dans mon comté comme partout ailleurs dans la province démontre que le gouvernement actuel, s'il a été le champion des droits constitutionnels, a aussi été le champion des réalisations dans tous les domaines, social, matériel et autres.

M. Courcy (Abitibi-Ouest)⁵ offre ses félicitations à l'Orateur de la Chambre (l'honorable M. Tellier) et au nouveau premier ministre (l'honorable M. Sauvé) qui, dit-il, siège pour la première et peut-être pour la dernière fois comme chef du gouvernement de la province de Québec.

Cela ferait beaucoup de bien aux ministériels de venir siéger de ce côté-ci de la Chambre. Ça leur permettrait de penser, chose qu'ils n'ont pas eu l'occasion de faire depuis nombre d'années, et qui leur était d'ailleurs défendue. Ça ferait aussi du bien à toute la province d'avoir une administration plus jeune, plus entreprenante. Nos amis d'en face ont souvent répété, à la suite de leur ancien chef, qu'un gouvernement était pourri après 15 années de pouvoir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Mon gouvernement n'a que deux mois.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il est inutile pour le gouvernement de tenter de faire croire qu'il est composé d'hommes nouveaux. C'est le premier ministre lui-même qui a dit que son gouvernement continuait l'œuvre commencée en 1944. Nous aurons probablement des élections l'an prochain.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
On ne le sait pas.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre adjoint de la défense nationale (M. Pierre Sévigny) l'a annoncé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Pour tenir des élections, il faut des adversaires!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre nous parle souvent de 1944 à nos jours, mais il devrait se souvenir du début de l'administration de l'Union nationale. L'Union nationale a pourtant débuté avant 1944. C'est drôle qu'on oublie toujours de parler de cette fameuse période de 1936 à 1939. Est-ce qu'on est gêné d'en parler? A-t-on peur que la province se souvienne d'avoir été conduite, en trois ans, jusqu'au bord de la banqueroute?

Il (M. Courcy) reproche aux ministériels de tenter de faire croire qu'avant 1944 il n'y avait rien dans la province de Québec. Il y avait des universités, dit-il, où le premier ministre et quelques-uns de ses collègues ont fait leurs études, il y avait des écoles, il y avait des cultivateurs, des colons et des routes.

Une voix ministérielle: C'est vrai, il n'y avait que des pitons.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Comment il se fait que le premier ministre et ses collègues ont pris leur instruction dans la province de Québec et non ailleurs?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
(En murmurant) Oui, et on a eu bien du mérite.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le discours du trône ne parle pas de l'abolition du régime infâme de la tolérance dans l'application de la loi des liqueurs, ni de la réforme de la loi électorale, ni de l'obligation pour le gouvernement de demander des soumissions publiques. Il n'y a rien non plus pour aider les cultivateurs à obtenir des prix raisonnables pour leurs produits, principalement pour le bois de pulpe, rien non plus pour faire disparaître le gaspillage des fonds publics, rien non plus promettant de faire la lumière sur l'affaire du gaz naturel, ni rien permettant de croire que nos richesses naturelles seront ouvertes complètement dans la province de Québec, rien pour faciliter des prêts à court terme aux cultivateurs et aux colons dénoncés récemment par les colons du diocèse d'Amos.

Il (M. Courcy) dit que la région qu'il représente reste déficitaire dans tous les domaines de l'agriculture, principalement dans celui du beurre, du lait et des agneaux. Les cultivateurs d'Abitibi, dit-il, n'arrivent pas à vivre de leurs terres et c'est la raison pourquoi plusieurs les abandonnent pour aller chercher ailleurs le pain de leurs familles. On assiste à une véritable course aux emplois extérieurs. Les maisons se vident, les lots sont abandonnés. À cause de cela, le fardeau financier et les charges municipales, scolaires et paroissiales se font plus lourds et retombent sur ceux qui restent, mais ils finissent eux-mêmes par se lasser et par prendre à leur tour la route de la ville.

Il (M. Courcy) reproche au gouvernement de l'Union nationale de suivre une politique agricole à courte vue, au jour le jour, sans planification⁶. Il demande au gouvernement de voir dans la colonisation et l'agriculture une œuvre de vie. Le gouvernement, dit-il, devrait aider davantage les colons à devenir des cultivateurs et consolider les exploitations agricoles. Il faut aujourd'hui investir \$20,000 pour constituer un établissement agricole rentable. Le gouvernement fournit environ \$4,000, mais il devrait augmenter son aide, car pour un établissement agricole sur un lot de 100 acres, ce n'est pas suffisant; le colon est incapable, par ses seuls moyens, de devenir cultivateur.

Pour aider à faire ce pas qui sépare la colonisation de l'agriculture, le gouvernement devrait offrir un crédit agricole amélioré et augmenté et favoriser les achats d'engrais chimiques. Il devrait y avoir une entente entre les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation pour mettre toute une équipe de techniciens et un grand nombre de machines agricoles à la disposition de nos défricheurs et cultivateurs de l'Abitibi, à prix réduits, pour que le défrichement motorisé soit augmenté. Il devrait instituer un plan d'établissement pour les fils, dans la même paroisse si possible.

Il (M. Courcy) estime nécessaire que toute la production animale reste dans la région, pour nourrir la population et c'est pourquoi il réclame l'expansion de l'élevage et la construction d'un abattoir en Abitibi. Les producteurs, dit-il, pourraient ainsi économiser entre 3 et 5 cents la livre sur tout le bœuf, le porc et l'agneau produits dans la région.

Il (M. Courcy) réclame aussi l'établissement d'une ferme provinciale modèle de deux ou trois cents acres, à base d'herbage et d'élevage, dans le comté d'Abitibi-Ouest, pour servir de centre de production de semences hâtives appropriées au climat local et aussi de centre d'insémination artificielle.

Il (M. Courcy) réclame également la construction d'une route pour ouvrir à la civilisation la région du lac Matagami; ainsi que l'établissement d'une papeterie et d'une raffinerie de zinc dans son district.

Il (M. Courcy) suggère enfin l'élaboration d'un plan d'ensemble pour intensifier l'essor économique du Nord-Ouest québécois, la concession de 300 acres de terre par colon et l'étude de ce que doit être la ferme idéale, afin de pouvoir, par la suite, assurer aux chefs d'exploitation agricole une rémunération comparable à celle des autres citoyens.

Il (M. Courcy) prétend qu'il ne voit pas dans l'élection du député de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) une marque de confiance pour le gouvernement, mais un recul.

(Rires)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Si on continue de reculer de cette façon, vous allez bientôt disparaître complètement.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il est une autre chose dont le nouveau député de Lac-Saint-Jean n'a pas parlé. Pas plus d'ailleurs que le nouveau premier ministre lui-même. Et pour cause, puisqu'il continue, a-t-il dit, le même système qu'autrefois. Ce sont les méthodes à l'honneur dans l'Union nationale. Et à propos de méthodes, il en est une qui répugne à la population honnête de notre province, c'est l'obligation de s'agenouiller devant les patrons du régime. D'ailleurs, le nouveau député de Lac-Saint-Jean en sait quelque chose, lui à qui le régime a imposé l'humiliation d'abdiquer à l'avance son indépendance aux patrons de son comté...

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre et je demande à l'Orateur de rappeler le député d'Abitibi-Ouest à l'ordre. Il n'a pas le droit d'insinuer que j'ai été élu avec le patronage. Nous avons eu des élections honnêtes et je défie le député de dire le contraire.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le régime lui a imposé l'humiliation d'abdiquer à l'avance son indépendance en faveur des patrons de son comté...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député d'Abitibi-Ouest siège depuis assez longtemps dans cette Chambre pour savoir qu'il n'a pas le droit d'employer un tel langage. Ce n'est ni poli, ni courtois ni conforme aux règlements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'a encore rien dit de condamnable.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Un tel langage n'est pas admis au Parlement.

M. l'Orateur cite le paragraphe 21 de l'article 285 des règlements qui défend d'attaquer, directement ou indirectement, la conduite d'un membre de l'une ou l'autre Chambre, sauf en discutant une motion mettant sa conduite en question.

Il (M. l'Orateur) permet au député d'Abitibi-Ouest de continuer.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): J'affirme que dans tous les comtés, il existe un système organisé, basé sur le patronage pour aider à élire les députés ministériels: le système des patrons.

Et je disais qu'il existe aussi dans le comté de Lac-Saint-Jean. J'en ai la preuve puisque le député qui vient d'être élu s'est engagé par convention écrite à remettre l'exercice du patronage. Et cela, en contravention de la loi électorale de notre province.

Voici ce que dit en effet la loi et ses amendements:

"372. 1. Se rendent coupables d'une infraction désignée dans la présente loi sous le nom de corruption:

"b) toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, donne, procure, convient de donner, convient de procurer, offre, promet, promet de procurer ou promet de travailler à procurer quelque charge, place ou emploi, soit à quelque électeur ou autre personne, soit pour quelque électeur ou autre personne, en vue d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter ou bien en raison de ce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter dans une élection;

"c) toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention ou procure quelque avantage, ainsi qu'il est ci-dessus prévu, soit à une personne, soit pour une personne, en vue de l'induire à favoriser ou à s'efforcer de favoriser l'élection d'un député à l'Assemblée législative, ou de l'induire à obtenir ou à s'efforcer d'obtenir le vote d'un électeur dans une élection;

"d) toute personne qui, par suite ou à cause de don, prêt, offre, promesse, avantage ou convention comme susdit, s'efforce ou s'engage de favoriser, favorise ou promet l'élection d'un député à

l'Assemblée législative, ou bien s'efforce ou s'engage d'obtenir, obtient ou promet le vote d'un électeur dans une élection.

"2. Quiconque se rend coupable de quelque infraction visée par le présent article est passible, pour chaque infraction, d'une amende de cent à cinq cents dollars et d'un emprisonnement d'un à douze mois et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement additionnel d'un à six mois."

En effet, avant le jour de la mise en nomination, ce candidat aurait signé un testament politique dont je donne lecture à la Chambre pour l'édification de ses membres et aussi pour l'édification du peuple de la province. Écoutez bien ce que dit ce document:

"À tous ceux que les présentes concernent:

"Les présentes seront considérées comme étant ma volonté et le désir de mon peuple, que les messieurs dont les noms apparaissent sur la liste ci-jointe soient en toute circonstance, soit pour achat, travaux, positions, matériaux, consultés et leur décision considérée comme finale." C'est signé: P. Levasseur.

"Chefs de liaison:

"Sainte-Croix: Philippe Laprise et F. T. Croft.

"Saint-Gédéon: Charles Desgagné, Donat Beauséne.

"Desbiens: Roch Potvin, Didyme Laforge.

"Hébertville: J.-H. Côté, René Fortin.

"Hébertville Sta.: Raymond Deschesne.

"Saint-Jérôme: Raymond Lebel.

"Saint-Bruno: Fernand Lavoie, Louis-Marie Tremblay.

"Saint-Cœur de Marie: Théophile Lavoie, V. Simard.

"Ascension: Ronaldo Noël, Joseph Boily.

"Saint-Henri de Taillon: Philippe Lefebvre, F. Simard.

"Sainte-Monique: J.-Noël Gagnon, Gérard Belleau.

"Isle Maligne: Oswald Fleury⁷.

(S'arrêtant au nom d'Oswald Fleury) Qu'est-ce qu'il faisait dans le comté de Lac-Saint-Jean aux dernières élections? Il remplissait la fonction de président des élections. Or, la loi électorale est formelle à ce sujet:

"23. Immédiatement après avoir été nommé, tout président d'élection doit prêter serment, suivant la formule 1, de bien et fidèlement remplir sa charge, sans partialité ni faveur, et il doit, dans les cinq jours de sa nomination, faire parvenir au président général des élections un duplicata de ce serment.

"1. - (Article 23)

"District électoral de

"Serment du Président d'élection

"Je, soussigné..... (nom, prénom, profession), domicilié à ... étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, jure que j'agirai en qualité de président d'élection, fidèlement, et conformément à la loi, sans partialité, crainte, faveur ni affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

"Signé..... (Président d'élection)"

Donc, si M. Oswald Fleury a prêté serment comme président des élections, il a violé, d'un autre côté, la même loi parce qu'il assumait les fonctions partiales et partisans de patroneux dispensant dans le comté les faveurs du gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

À quelle date remonte le document?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le document signé par le député de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) est daté du 28 août 1959⁸. J'aimerais entendre le procureur général (l'honorable M. Rivard) et le premier ministre (l'honorable M. Sauvé) nous dire ce qu'ils entendent faire à ce sujet. En effet, ne sont-ce pas là deux cas flagrants de contravention que le procureur général s'est engagé à faire respecter?

D'ailleurs, tout le monde commence à être au courant maintenant dans la province de l'odieux système des patroneux de l'Union nationale. Ce n'est qu'un exemple. J'en ai ici quelques (autres) que je tiens à citer à la Chambre:

Première lettre de Dorvini Breton

"Saint-Bernard, Avril 1951

"Monsieur Bernard Valliaire

"Cher Monsieur,

"J'aime à te remercier pour ce que tu fais pour moi, tu es contre moi, mais peut-être que tu comprendras qu'il te manquera quelque chose pour compléter ce que tu devrais avoir du Gouvernement, comme tu sais très bien que tu avais été refusé pour ton octroi de trois cents piastres, et c'est qui qui te l'a fait avoir, c'est moi, et encore là, il y a une occasion (sic)

semblable, ton père, sa pension lui a été refusée, mais je suis sûr de lui faire donner après les démarches que j'ai faites pour cela, mais je sais pas ce qui sera à l'avenir, mais il a signé en ma faveur; tu a (sic) été le seul dans ton bout de rang qui est resté contre moi par la petite demande qu'on a faite.

"A toi Dorvini Breton."

Deuxième lettre de Dorvini Breton

"Saint-Bernard, 19 février 1951

"Monsieur Antoine Grégoire

"La présente est pour t'avertir, de ne pas faire ce que tu as fait en 1949, en ce qui regarde pour moi; j'ai fait avoir la pension à ton père, mais il est plus facile pour moi de leur faire perdre si je le veux, comme tu le sais, tu n'as pas fait ce que tu devais faire, mais fais ce qui te plaira au printemps, mais moi aussi je ferai ce qui me plaira en retour de la manière que tu agiras envers moi, et cela est à réfléchir.

"Dorvini Breton"

Un notaire qui signe "patroneux"

"Village du Bic,
"le 26 mai 1958.

"Mme Isidore Guimond,
"Les Hauteurs,
"Cté Rimouski,
"Madame,

"Je vous transmets, sous pli, une lettre reçue de la Commission des Allocations Sociales du Québec, en réponse à ma lettre.

"Vous trouverez dans cette lettre les raisons du refus de la Commission d'augmenter votre pension.

"Veuillez me croire,
"Votre bien dévoué,

"Emile Gagnon, notaire,
"Chargé du patronage dans le comté de Rimouski.
p. M. Gagnon
"EG/mg "

"Commission des allocations sociales du Québec
"Dossier No. A-78529

"Ministère du Bien-être social
"et de la Jeunesse
"Québec, le 23 mai 1958

"Me Emile Gagnon, Notaire,
"Casier postal 95,
"Le Bic,
"Cté Rimouski, P.Q.

"Sujet: Mme Isidore Guimond
"née: Virginie Valcourt,
"Les Hauteurs,
"Cté Rimouski, P.Q.

"Monsieur,

"Faisant suite à votre communication du 7 courant, je regrette d'avoir à vous informer que notre Commission ne peut augmenter le taux de l'allocation de Mme Guimond et qu'elle doit lui continuer le versement d'allocation au rythme mensuel de \$35.00 en considération des revenus qu'elle et son époux sont censés réaliser.

"Comme vous le savez sans doute, en vertu des prescriptions des règlements régissant la loi de l'assistance vieillesse le maximum de revenu permis dans le cas de deux conjoints vivant ensemble est de \$1,620 par année, allocation comprise.

"Sur la base des renseignements contenus au dossier de cette bénéficiaire, nous avons fixé ses revenus annuels de la façon suivante.

"Estimation de la valeur de la nourriture et du logis qui leur sont fournis gratuitement par leur fils: \$540.00.

"Pension de la sécurité de la vieillesse du mari: \$660.80.

"Allocation d'assistance versée au taux de \$35.00 par mois: \$420.

"Total: \$1,620.

"Votre tout dévoué,

"A. Desjardins.
"Assistance-secrétaire et
"Officier Légiste.
"TB/AD/TG""

Partout ce sont des menaces, du chantage, des promesses. On promet un octroi à un fils de cultivateur; on menace de couper une pension. Je constate que le nouveau premier ministre n'a pas encore annoncé qu'il mettrait fin à ce système révoltant de la puissance des patroneux de l'Union nationale. Nous nous attendions qu'il ferait une

déclaration à ce sujet. Le système du patronage est si bien enraciné dans la province que les patrons sont rendus aujourd'hui à se croire plus importants que les représentants élus par le peuple, et qui constituent en quelque sorte dans les comtés les véritables membres du cabinet clandestin du régime. Aura-t-il le courage de le faire? C'est lui qui a la réponse.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Si le nouveau premier ministre veut prendre le crédit des œuvres louables du chef auquel il a succédé, il devra porter également le blâme pour ce qui a été fait de mal. On a parlé du "new look" de l'Union nationale, parce que le premier ministre a copié divers points du programme libéral; mais il n'en a pas copié assez, et ce qu'il a copié, il l'a fait beaucoup trop tard.

Le discours du trône lu la semaine dernière était remarquable par son grand nombre d'omissions, remarquable par les choses qu'il n'a pas dites. Ainsi, le discours du trône n'indique pas que le gouvernement a l'intention d'abandonner sa néfaste politique de contrats sans soumissions publiques. L'omission de la part du gouvernement de demander des soumissions constitue un mépris flagrant de la loi. Il est vrai que la loi permet au gouvernement d'octroyer un contrat sans faire de demande de soumissions dans les cas d'urgence. Il est vrai aussi que le discours du trône ne contient aucune indication que le gouvernement a l'intention de modifier sa politique en ce qui concerne sa participation à la construction de l'autoroute transcanadienne. L'omission de la part du gouvernement du Québec de conclure une entente avec Ottawa pour la construction de la portion québécoise de l'autoroute transcanadienne a coûté aux payeurs de taxes de la province des millions et des millions de dollars.

Naturellement, le fait que les règlements relatifs à la construction de l'autoroute stipulent que des soumissions publiques doivent être demandées peut avoir quelque chose à voir avec le peu d'enthousiasme du gouvernement du Québec à s'impliquer dans le projet.

Le discours du trône ne donne aucune indication que le gouvernement a l'intention de modifier la présente loi électorale pour corriger les abus qui ont été commis ici pendant les élections durant plusieurs années.

Le nouveau premier ministre laisse entrevoir la possibilité d'octrois statutaires pour les universités, mais rien ne dit que cette politique du gouvernement s'étendrait aux municipalités et aux commissions scolaires, qui devront continuer de faire

la courbette devant le régime. Apparemment, les octrois aux commissions scolaires seront encore décidés dépendamment si les commissions en question se sont bien comportées et si elles sont sympathiques ou non au régime de l'Union nationale.

Le premier ministre a demandé, cette semaine, aux membres de cette Chambre, de ne pas exiger de renseignements inutiles. J'espère que cela ne nous empêchera pas, en particulier, de pouvoir poser des questions sur la vente du réseau gazier de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel du Québec. De toute façon, à l'aide des renseignements que nous possédons déjà, je voudrais aujourd'hui, discuter de ce contrat de vente intervenu en 1957.

Je sais, M. l'Orateur, que vous avez déjà rendu des décisions sur le sujet. Je ne veux mentionner dans mon exposé aucun des aspects de cette transaction qui font actuellement l'objet de poursuites devant les tribunaux. Mais je soumets que le fait même et l'opportunité de la vente des biens du réseau de distribution de gaz à Montréal à la Corporation de gaz naturel du Québec ne sont pas elles-mêmes devant les tribunaux et qu'elles n'ont rien à voir avec les procédures judiciaires actuellement pendantes. Je crois que j'ai pleinement le droit de discuter si oui ou non cette vente était une bonne affaire⁹.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Les propos que tient actuellement le député contredisent les bonnes intentions qu'il avait manifestées au début de ses remarques. Le prix de vente du système gazier et la vente sont des sujets qui sont actuellement devant les tribunaux.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas mon avis. Le débat actuellement en cours devant les tribunaux se rapporte à des individus et à un journal. Sans doute les sujets mentionnés par le ministre sont-ils énumérés incidemment dans les procédures judiciaires, mais cela ne signifie pas qu'elles soient *sub judice*. Le débat devant les tribunaux ne porte ni sur l'opportunité de la vente, ni sur le prix. L'Hydro-Québec n'est pas partie à cette action, ni la Corporation de gaz naturel. Cette transaction a-t-elle été bonne pour la province de Québec? C'est le seul point que je désire discuter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹⁰: (Qui vient d'entrer en Chambre) Si le député veut me permettre, je crois que nous pouvons raccourcir ce débat. Si le député veut discuter les mérites de l'administration du gaz par la province ou par l'entreprise privée, il peut le faire. Si le député veut

se demander s'il eût été préférable de conserver cet actif ou de le vendre, pas d'objection. S'il veut discuter du prix payé, prétendre que ce prix est trop élevé ou trop bas, ou que sais-je, il peut le faire. Il n'a pas le droit toutefois de discuter des choses qui sont pendantes devant les tribunaux¹¹.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On a prétendu en hauts lieux que l'Hydro-Québec opérait son système gazier à perte.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce qu'on a dit. Nous avons simplement déclaré que pour transformer un système de distribution de gaz manufacturé en une entreprise adaptée au gaz naturel, il aurait fallu dépenser de \$35,000,000 à \$40,000,000.

L'entreprise aurait, de plus, opéré à perte pour plusieurs années. À ce moment-là, l'Hydro-Québec devait emprunter pour des développements hydroélectriques urgents. Nous n'avons pas cru que ce fût une bonne chose d'emprunter en même temps pour le gaz naturel.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Selon des chiffres publiés par l'Hydro-Québec, le réseau de distribution de gaz avait enregistré un revenu net de \$1,886,000 en 1954, de \$1,600,000 en 1955, de \$1,350,000 en 1958, et de \$288,000 durant les quelques mois qui ont précédé la vente, effectuée le 25 avril 1957. Le gaz manufacturé a rapporté en moyenne \$1,500,000 de profits par année de 1954 à 1957, mais on crée l'impression que l'affaire était déficitaire. Le réseau était profitable et il n'est pas raisonnable de dire qu'on conservait une entreprise en faillite.

Le public a le droit de connaître les détails de la transaction. Mais, avant qu'il puisse se former une opinion sur les mérites de la transaction, il doit connaître les faits. Nous avons le droit d'en savoir davantage sur l'option secrète de 1955 de l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel...

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il n'y a pas eu d'option.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Une option avait été enregistrée. Cette déclaration avait été inscrite dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée*. M. Duplessis a affirmé qu'il y en avait eu une. D'autres l'ont nié. Où est la vérité?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre. L'an dernier, dit-il, le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable

M. Johnson) a déclaré qu'il n'y avait pas eu de telle option et cela aussi avait été inscrit dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée*. Que dans le cours de la discussion on ait entendu ceci ou cela, ça ne change rien.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le texte cité par le premier ministre¹² dit simplement qu'il n'y a pas eu d'option enregistrée¹³.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, précisons. Comme premier ministre, en prenant mes responsabilités de premier ministre, j'affirme qu'il n'y a jamais eu d'option de donnée par l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel, ou entre le gouvernement et la Corporation. C'est clair, car l'Hydro n'avait pas le pouvoir de donner une option sans l'autorisation du Conseil des ministres, qui n'a jamais donné une telle autorisation.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Aucune option par un ministre ou un membre du gouvernement?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Soyons sérieux. Seule l'Hydro-Québec, avec l'approbation du cabinet, pouvait donner légalement une option.

M. Galipeault (Québec-Ouest): L'an dernier, le premier ministre Duplessis a déclaré exactement le contraire, que l'Hydro avait bel et bien accordé une option à la Corporation.

Des voix: Non, non.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'on soit donc de bonne foi. Le député n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il n'a pas le droit de faire directement. Il est obligé de prendre ma parole, laquelle d'ailleurs est conforme aux faits.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): On a hâté l'adoption de la loi autorisant l'Hydro-Québec à vendre le réseau, à la fin de la session de 1957.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre, M. Duplessis, avait offert de retarder l'étude de la mesure, mais le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) avait répondu que la question à l'étude était bien connue.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) affirme n'avoir jamais fait de telle déclaration. Il était impossible, dit-il, de savoir de sources officielles le prix exact reçu par l'Hydro pour son réseau de gaz.

Le peuple du Québec a droit d'avoir toutes les informations au sujet de la transaction Hydro-Québec-Corporation de gaz naturel. Il y a eu au moins trois prix de mentionnés variant de \$30,000,000 à \$39,000,000¹⁴. Nous voulons connaître le prix exact et tous les autres détails relatifs à cette affaire.

Je propose donc, secondé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion sur l'adresse soit amendée, en y ajoutant les mots suivants:

"Toutefois, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement ait l'intention d'instituer une enquête royale, tel que réclamé par l'opinion publique et les membres de la loyale opposition de Sa Majesté, sur une matière fondamentale se rattachant au bien-être de la population de la province, à savoir: la vente du réseau de gaz de l'Hydro-Québec à la Quebec Natural Gaz Corporation, en français la Corporation de gaz naturel du Québec¹⁵, et les faits qui ont entouré cette vente."

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹⁶.

Reprise de la séance à 8 heures¹⁷

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat ajourné mercredi le 25 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le peuple se pose une foule de questions sur cette vente du réseau

gazier de l'Hydro. Il se demande d'abord s'il y a moyen de savoir combien la Corporation de gaz naturel du Québec a payé à l'Hydro pour ce service.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais pourquoi ne nous l'avez-vous pas demandé? Vous ne l'avez pas demandé...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre pourra parler quand j'aurai terminé. Je n'ai qu'une heure à ma disposition. On a divers documents à ce sujet qui mentionnent des prix différents. Ainsi, le prospectus de l'Hydro, en date du 1^{er} février 1957, dit que l'Hydro s'attend de recevoir à peu près \$30,000,000 pour la vente de son réseau...

L'honorable M. Johnson (Bagot): Lisez un peu plus loin...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Citez le document en entier.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est un document de 47 pages. Je n'aurais pas assez de mon heure pour le lire en entier. Je vais citer les chiffres que je crois devoir citer.

Dans un autre document, un prospectus de la Trans-Canada Pipe Lines, quelques semaines plus tard, on parle de \$35,000,000. Un prospectus ultérieur de l'Hydro, mentionne \$39,100,000, puis un dernier mentionne la vente faite, le 25 avril 1957, au montant de \$32,100,000.

Il est important de savoir quel prix on a payé. Il y a de plus le rôle joué par certains personnages au cours de ces transactions. Il est généralement admis que la décence veut que personne ne doive être placé entre son intérêt et son devoir. C'est tellement sérieux qu'on a vu, en Colombie-Britannique, un ministre de la couronne ...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai été très clair, cet après-midi et je crois que j'ai fait preuve de bonne foi. J'ai dit que je n'avais pas d'objection que l'opposition se demande si un tel réseau de gaz pourrait être plus avantageusement exploité par l'État ou par l'entreprise privée, s'il eût été plus opportun pour l'Hydro de le conserver ou si le prix versé était suffisant.

J'ai ajouté, cependant, qu'il y avait d'autres aspects *sub judice* qu'on ne pouvait discuter. Je ne voudrais pas attendre que le député ait jeté tout son venin...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je demande au premier ministre de retirer ses paroles. Il a droit de penser ce qu'il voudra, mais il ne peut le dire. C'est antiparlementaire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai aucune objection à retirer l'expression qui correspondait à mon idée. Je ne voulais tout simplement pas que le député transgresse la décision prise. Je crois que j'ai laissé beaucoup plus de latitude à l'opposition que celle-ci ne s'y attendait. Je suis allé plus loin qu'elle ne s'y attendait...

M. Hamel (Saint-Maurice): Aucunement, je croyais même que le gouvernement voterait avec nous pour l'amendement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député nous fournit une autre preuve qu'il n'est pas qualifié pour être le stratège de son parti en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant de me déclarer hors d'ordre, le premier ministre aurait peut-être avantage à m'écouter. Je vais peut-être le féliciter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas de félicitations qui soient hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux dire que si le prix de vente a été trop bas, c'est qu'il y avait des gens qui, dans cette affaire, avaient un double intérêt de vendeur et d'acheteur ...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député sait qu'il est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'on me nomme les ministres impliqués dans les procédures judiciaires. Je ne les nommerai pas ceux-là. Il y a des poursuites en libelle parce qu'un journal d'opinion, *Le Devoir*, a dit que ces ministres n'avaient pas agi décentement ...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député s'obstine. Il veut répéter les accusations du *Devoir* qui ont provoqué les poursuites. Je répète que nous sommes prêts à discuter de la transaction dans les lignes que j'ai indiquées tout à l'heure, même si la Chambre a décidé, l'an dernier, que même ce point était hors d'ordre. Si le député s'obstine à passer par des chemins détournés, je vais demander à la Chambre de déclarer tout le débat hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le devoir de l'opposition de chercher à savoir pourquoi la transaction a été bâclée à un prix inférieur à la valeur du service vendu ...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment le député peut-il parler de prix inférieur à la valeur du service de l'Hydro, quand il vient de dire qu'il ne sait pas à quel prix l'Hydro l'a obtenu?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je m'imaginai que le premier ministre discuterait cette question de façon sérieuse. Il prétend que je ne sais pas le prix payé pour le réseau de gaz de l'Hydro. Mais qui le sait? On cite plusieurs chiffres différents dans les prospectus. Comment peut-on expliquer une transaction bâclée dans ces conditions-là, alors que certains personnages étaient placés entre leur devoir et leur intérêt?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre. Je regrette que le chef de l'opposition n'ait pas pris personnellement la direction de cette discussion.

Il est évident que le député veut continuer dans la même voie. Dans ces conditions, je mets mon point d'ordre sur la motion elle-même et je vous demande de la déclarer hors d'ordre parce que la Chambre en a ainsi décidé l'an dernier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi le premier ministre se fâche-t-il? Je sou mets respectueusement, M. l'Orateur, que la Chambre a décidé de discuter cette motion.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre était prête à la discuter, mais le député de Saint-Maurice ne veut pas rester dans l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette motion ne peut pas être déclarée hors d'ordre à ce moment-ci. Tout ce que l'on peut faire c'est de poser la question au préalable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le premier ministre maintient sa demande?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer qu'il a averti le député de Saint-Maurice six fois¹⁸. Il (l'honorable M. Sauvé) ajoute qu'il n'a pas d'objection à la motion elle-même mais que le député de Saint-Maurice s'obstine à s'engager dans les à-côtés de la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut savoir clairement si le chef du gouvernement continue de demander le rejet pur et simple de la motion en amendement. Dans ces circonstances, dit-il, il faut bien me rendre compte que la discussion de l'affaire du gaz naturel va encore tourner de la façon que l'on sait.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice, au lieu de rester dans le caractère intrinsèque de la vente du réseau de gaz, cherche à analyser les actes des personnages qui ont participé à la transaction, alors que ces actes sont devant les cours de justice. Quand on entre dans des comparaisons entre les individus et entre les provinces, toute question qui surgit qui peut préjuger d'un procès est interdite par les règlements. C'est à cette façon d'agir que le premier ministre s'objecte.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il ne peut s'engager que pour lui-même. Il demande aux ministériels d'écouter les arguments de l'opposition, quitte à répondre ensuite.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre sera-t-il satisfait si je lui dis que je ne ferai allusion à aucun membre de cette Chambre? J'affirme toutefois que de hauts fonctionnaires de l'Hydro-Québec ont tiré des avantages particuliers de la transaction. Si je me limite à ces personnages, sans faire allusion à des membres de cette Chambre le premier ministre sera-t-il satisfait?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, si le député fait ce qu'il dit. Et qu'on sache bien qu'il n'est pas question de protéger des députés ou des ministres, mais tout simplement de ne pas parler de ce qui est devant les tribunaux. Je suggère à l'opposition de présenter une motion, de mettre dans ce texte tout ce qu'elle veut savoir et je m'engage à la laisser discuter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a un autre point obscur, c'est la contradiction entre certains hauts personnages relativement à cette option secrète. Le premier ministre dit qu'il n'y en a pas eu, alors que certains personnages et certains prospectus disent oui.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il quelqu'un du côté de l'opposition qui va discuter sérieusement?

M. Hamel (Saint-Maurice): Sérieusement? L'an dernier, et c'est rapporté aux journaux de la

Chambre, le premier ministre a affirmé qu'il y avait eu une option.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tout cela a été précédemment discuté. J'ai l'impression que le député veut passer son heure à discuter autre chose que le gaz naturel!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a des choses mystérieuses dans cette affaire. Cette année le premier ministre dit une chose et l'an dernier ...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, nous sommes au début de la session et je voudrais, autant que possible, qu'il y ait du décorum dans cette Chambre. Bien à regret, je vous rappelle qu'il y a une sanction contre un député qui s'obstine à ne pas respecter le Règlement. Cette sanction, c'est de le nommer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soumets simplement le point suivant: Comment se fait-il qu'il y ait contradiction? Le premier ministre lui-même a dit au député de Westmount (M. Hyde) que cette question de l'option avait été réglée l'an dernier.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que le député avait posé une question et que la réponse était au *Feuilleton*.

M. l'Orateur: Le député veut trouver une contradiction entre un procès-verbal de l'an dernier et une déclaration précise du premier ministre. Le procès-verbal, c'est une rédaction de l'Orateur lui-même. Les mots qu'il utilise pour résumer une situation complexe ne sauraient être attribués à une personne en particulier. Quant à la déclaration du premier ministre, elle est claire, précise. Le député doit l'accepter.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous demandons une enquête royale parce qu'il y a des choses pas claires dans cette transaction; parce qu'il y a des divergences de vues sur l'importante question de l'option; parce que l'opinion publique s'est émue et que plusieurs publications dont *Le Devoir*, *L'Action catholique*, *Le Soleil*, la revue *Relations* et des corps publics comme la C.T.C.C. et la F.T.Q. ont demandé une enquête royale. Ou bien il y a quelque chose à cacher, ou bien il n'y a rien. Pourquoi ne pas faire faire la lumière par des gens qualifiés? Moi, j'avoue que je ne le suis pas pour trancher cette question. Si le gouvernement refuse, l'opinion publique croira qu'on veut lui cacher quelque chose qui n'est pas beau à voir.

La demande d'enquête royale est tout à fait normale de la part de l'opposition dont la tâche est de surveiller l'administration du gouvernement et des compagnies de la couronne. Or, l'opposition se doit de demander qu'on fasse la lumière relativement à cette transaction en vertu de laquelle l'Hydro-Québec, une compagnie de la couronne, a vendu son réseau de distribution de gaz à une entreprise privée, car l'opinion publique s'est inquiétée des circonstances qui l'ont entourée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹⁹: Avez-vous eu comme moi l'impression que l'on était désappointé que nous ne fassions pas d'objections à la discussion de la transaction proprement dite entre l'Hydro et la Compagnie du gaz naturel? Si mon impression est fautive, comment se fait-il que des gens qui, depuis des mois et des mois, vont par monts et par vaux dans la province réclamer une enquête royale, affirmant dur comme fer certains faits, portant des accusations, disent lorsque la discussion commence sur la même affaire: "Nous ne sommes pas qualifiés pour en juger". Or, c'était là justement tout à l'heure leur conclusion: "Nous ne sommes pas qualifiés pour affirmer si le prix de vente a été suffisant" ont-ils dit quand, une demi-heure plus tôt, leur même porte-parole disait: "Nous réclameons une enquête royale parce que nous prétendons que le prix n'était pas suffisant", et quand, cinq minutes plus tôt, ce même député affirmait qu'il ne connaissait pas exactement ce prix.

Ce sont ces gens-là qui crient au scandale depuis des mois, des années. Mais ce sont aussi ces gens-là qui viennent au Parlement dire: "Nous avons crié au scandale, mais nous ne savons pas pourquoi!"

Je ne peux pas croire que le député ignore tellement le sens du Règlement de cette Chambre. Je ne peux pas croire qu'il ne savait pas, en commençant à parler, qu'il s'attirerait des rappels à l'ordre. Il faut bien en conclure que, pendant une heure, il a préféré parler sur des points d'ordre soulevés des à-côtés qui sont actuellement *sub judice* que de traiter le fond du sujet.

Il (l'honorable M. Sauvé) rappelle l'offre faite à l'opposition en après-midi d'inscrire une motion au *Feuilleton* de la Chambre pour demander de façon précise toutes les informations dont elle a besoin sur la transaction de l'Hydro. Il ajoute qu'il est prêt à laisser la discussion se faire au grand jour, sur tous les points. Mais on refuse cette offre, dit-il. On préfère présenter une motion d'amendement à l'adresse, c'est-à-dire une motion de non-confiance, une motion de blâme, dans laquelle on réclame une

enquête royale. On se plaint de ce que le discours du trône n'annonce pas une enquête royale. Ce discours du trône n'en annonce pas parce que nous ne ferons pas d'enquête sur la transaction intervenue entre l'Hydro-Québec et Natural Gaz.

(Applaudissements à droite)

La transaction intervenue entre l'Hydro-Québec et la Corporation de gaz naturel n'est pas compliquée. On peut discuter *ad vitam aeternam*. Les opinions peuvent se partager sur la question des avantages ou de désavantages de la distribution du gaz par l'État ou par une entreprise privée. On peut discuter également pendant bien longtemps pour savoir si, au moment où la transaction a été faite, il était opportun ou non de la conclure. De toute façon, je dis qu'il n'est pas du ressort des gens, qui seraient chargés de faire une enquête royale, de dire s'il est mieux ou moins bien que le réseau de distribution du gaz soit étatisé.

Est-ce que le gouvernement responsable devant le peuple n'est pas plus qualifié pour répondre à ces questions d'intérêt public que des juges, fussent-ils d'un tribunal provincial ou d'un tribunal fédéral? Car il y a des juges qui ont été d'excellents administrateurs, d'autres de moins bons administrateurs. Une enquête royale ne réglerait rien de cette partie du débat.

Il y avait à Montréal un réseau de canalisations pour la distribution du gaz manufacturé qui appartenait à l'Hydro-Québec. Cette dernière avait étatisé les installations de Montréal, Heat & Power et de Beauharnois. Le gaz qu'elle distribuait était fabriqué par une compagnie qui n'appartenait que partiellement à l'Hydro-Québec: Montreal Coke Manufacturing Co.

Au même moment, l'Hydro-Québec avait acquis une compagnie de transport maritime: Keystone Transport. Là encore, l'Hydro-Québec était associée dans la proportion de 50 % avec des intérêts de Pittsburg. L'équipement du service de distribution de gaz était déjà vieux et en mauvais état. Or, à l'époque, on a commencé à exploiter au Canada et aux États-Unis le gaz naturel.

L'Hydro s'est trouvée en face de deux alternatives: ou bien faire face à la concurrence d'entreprises privées qui vendraient du gaz naturel dans la région de Montréal, ou bien transformer son réseau de canalisations distribuant du gaz artificiel²⁰ pour distribuer du gaz naturel. Mais cette solution aurait entraîné des dépenses de plusieurs millions de dollars. On a même parlé dans le temps de \$32,000,000 ou \$35,000,000.

Or, l'Hydro-Québec avait, à ce moment, à réaliser des projets de travaux de centaines de millions de dollars pour développer son système de

distribution de l'électricité qui, échelonnés sur un certain nombre d'années, devaient permettre la mise en valeur de notre énergie hydroélectrique à travers toute la province. Les administrateurs de l'Hydro-Québec, plutôt que d'emprunter pour une seule ville, ont pensé qu'il était préférable de fournir aux quatre coins de la province la force motrice et la lumière nécessaires, ce qui allait permettre l'industrialisation des différentes régions.

Les administrateurs de l'Hydro-Québec n'ont pas voulu risquer de compromettre leur crédit et paralyser l'exécution de projets dont la réalisation conditionnait la stabilisation économique de la province. Les administrateurs de l'Hydro-Québec ont exprimé leur opinion au gouvernement, en soulignant que leur rôle devait être de mettre en valeur nos ressources hydrauliques et de continuer le développement de son système de distribution de l'électricité, et non de faire la distribution du gaz. Le gouvernement fit sienne l'opinion de l'Hydro-Québec. L'étatisation du réseau du gaz par l'Hydro-Québec n'avait été qu'une conséquence secondaire de l'étatisation d'installations électriques. Si c'était à recommencer, il recommanderait la même attitude.

Mais ce n'est pas tout. Il y avait un autre aspect à la question. C'était de savoir s'il est bon pour le gouvernement de la province d'étatiser le réseau de distribution d'un produit naturel provenant d'une autre province. Il ne faut pas oublier qu'il ne se produit pas de gaz naturel dans notre province. Le gaz naturel est produit dans l'ouest du pays. Nous sommes à une époque où nous devons avoir un franc-parler. Or, la province de Québec ne peut se mettre dans une position où, un beau matin, une de ses sœurs de la Confédération pourrait la faire mettre à genoux.

Nous avons au Québec des lois interdisant la vente de bois hors de notre province²¹, ou la vente de l'électricité. Rien dans la Constitution canadienne ne défend à l'Alberta ou à la Saskatchewan de faire ce que la province de Québec peut faire avec son bois ou son électricité. Il n'y a rien qui puisse empêcher l'Ontario, demain matin, de passer une loi pour dire que le transport du gaz par pipeline, à travers son territoire, est un danger public pour la population, et pour défendre ce transport.

Dans de telles circonstances, le gouvernement de notre province devait être prudent. Il (M. Sauvé) affirme qu'il n'a pas voulu compromettre notre avenir. S'il avait consenti à compromettre cet avenir, il aurait commis un crime.

Je n'ai pas la moindre hésitation. Si la question se posait aujourd'hui ou demain, de faire

faire la distribution du gaz, soit par l'Hydro, soit par des intérêts privés, je ne changerais absolument rien de ce qui a été fait. Je demanderais à l'Hydro de continuer son développement hydroélectrique et je mettrais de côté le système du gaz naturel.

Vers 1955, un groupe a obtenu de la Législature, à l'unanimité, le pouvoir de s'incorporer. L'opposition, qui se dit éclairée, a approuvé la mesure. Puis, la corporation en question a entrepris des pourparlers avec M. Potvin, président de l'Hydro, nommé à ce poste par l'ancien gouvernement. À la suite de ces pourparlers, les membres de la corporation se sont dits prêts à dépenser quelque \$30,000,000 pour acheter le vieux système de gaz manufacturé et la Keystone Transport. Subséquentement, M. Potvin a écrit à la Compagnie de gaz naturel et s'est déclaré prêt si le gouvernement y consentait, à vendre les intérêts de l'Hydro dans la Montreal Coke, la Keystone Transport et le gaz manufacturé. Comme je l'ai déjà dit, l'Hydro n'a pas le pouvoir d'aliéner ce qui appartient à la province et ne pouvait donner d'option.

En 1957, le gouvernement a autorisé l'Hydro à transiger avec la compagnie de gaz naturel. Le contrat a été signé et enregistré à Montréal. Auparavant, une loi avait été passée avec presque aucune discussion autorisant l'Hydro à vendre son réseau de gaz. Comme vous le voyez, il n'y a pas eu de cachette dans la transaction, tout est compris dans le contrat de vente. Et c'est cela que l'on voudrait soumettre à un juge, dans une enquête royale!

Quelles ont été les conditions de la vente? Environ \$30,000,000, c'était le prix de base. Lors de la signature du contrat, il a été payé \$22,000,000 pour le système de distribution du gaz et les intérêts de l'Hydro dans la Keystone Transport, \$8,000,000 pour les intérêts dans la Montreal Coke et quelques milliers de dollars pour autres intérêts inhérents à la transaction. Et voilà toute l'affaire que le député de Saint-Maurice prétend si mystérieuse! Il n'y a pourtant rien de compliqué dans tout cela.

Je répète: \$30,000,000 comme prix de base, plus l'inventaire du matériel, plus un montant pour un loyer qui avait été payé à Montréal, plus les dépenses de capital que pouvait avoir faites l'Hydro sur son système de distribution de gaz entre le moment de l'offre et le moment de la transaction, ce qui veut dire que la compagnie acheteuse a payé \$32,775,599²² en avril 1958.²³ Il faut ajouter à cela \$4,438,839 payés aux intérêts de la compagnie Koppers de Pittsburgh. Cela fait en tout \$39,414,436²⁴.

Si l'on avait posé des questions sur la transaction, il y a un an et demi, ce sont les renseignements qu'on

aurait obtenus. Et remarquez que rien n'a été fait à la cachette. Tout cela est dans le contrat enregistré au bureau d'enregistrement à Montréal. Et il était facile de voir le contrat. Le document était accessible au public et il n'y avait rien de dissimulé. Combien y en a-t-il du côté de l'opposition qui sont allés voir le contrat? Comment se fait-il que le député de Westmount-Saint-Georges, avocat de grosses compagnies, ne se soit pas renseigné à ce sujet et tente de faire du mystère, en Chambre, en proposant la tenue d'une enquête royale?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): J'y suis allé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Et comment se fait-il alors que vous avez affirmé cet après-midi que vous ne saviez pas le prix de la vente?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Comment se fait-il que vous avez laissé votre collègue de Saint-Maurice (M. Hamel) se plaindre pendant une heure qu'il ne savait pas le prix de vente? Ce n'est pas correct. Ce n'est pas gentil! De plus, vous l'avez laissé aux prises avec de nombreux rappels à l'ordre. Ce n'est pas loyal. On comprend comment des gens qui sont ainsi divisés ne puissent vraiment aspirer à prendre le pouvoir. Et ce sont ces députés-là qui se sont présentés dans la province en disant qu'ils ne connaissaient rien de la transaction, qu'il fallait une enquête royale pour établir la vérité! M. l'Orateur, il y a des gens qui cachent leur ignorance et je comprends cela. Mais que des gens fassent exprès pour se faire passer pour ignorants, je le comprends moins. Évidemment, l'opposition a voulu faire un show électoral. Ça lui a bien mal réussi. À date, le député qui a présenté la motion (M. Hyde) n'a rien dit, et l'autre (M. Hamel) a parlé pendant une heure pour dire qu'il n'était pas qualifié pour discuter la question.

La transaction a été prévue par un bill voté par la Chambre, et lorsqu'il a été question du prix de vente, le gouvernement a consulté M. Potvin, considéré comme un grand expert dans les questions de gaz et d'électricité et un homme d'une probité indiscutable²⁵. Nous croyons avoir fait notre devoir. Nous avons accepté le prix mentionné et personne, de l'autre côté de la Chambre, n'a jamais dit que ce prix était insuffisant. S'il est insuffisant, qu'on l'établisse maintenant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il lui est impossible d'établir exactement toutes les données de l'affaire à l'étude. Si j'étais en mesure de le faire, dit-il, nous n'aurions pas besoin d'une enquête royale.

Le premier ministre a présenté un tableau de la transaction, mais il en a oublié des aspects importants. Les aspects dont il n'a pas fait mention sont précisément ceux que nous voulons montrer au grand jour. Le chef du gouvernement a prononcé un discours sérieux, mais en partie seulement. Le premier ministre a du culot de demander à l'opposition ce qu'elle voulait savoir exactement sur la transaction.

Je crois que le premier ministre et tous les ministres savent exactement ce que nous pensons de cette affaire, puisque toutes ces questions sont détaillées dans une pétition présentée en bonne et due forme au lieutenant-gouverneur de la province il y a 14 mois, et à laquelle aucune réponse n'a encore été donnée. La pétition réclamait la formation d'une commission royale dont la tâche serait de faire enquête sur la transaction.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Combien de signatures compte la pétition?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Elle est signée de 16 députés et cela suffit pour donner au moins une idée de la pensée de l'opposition. Il est assez difficile de traiter la question, car neuf dixièmes de toute l'affaire reste *sub judice*. On nous dit qu'il est possible de traiter de cette affaire, mais à tout moment, le premier ministre soulève des points d'ordre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ce sont les règlements et non moi qui vous empêchent de traiter de certains aspects de la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis un an et demi, le chef du Parti libéral provincial (M. Lesage) a parlé dans toutes les parties de la province des questions qui sont présentement devant les tribunaux, à cause des poursuites en diffamation intentées par des membres du gouvernement contre le journal de Montréal. S'il n'a pas le droit de parler de cette question, pourquoi le gouvernement et tous les membres du cabinet ne le poursuivent-ils pas? Il (M. Lesage) a parlé de cette transaction à la radio, à la télévision et dans des conférences de presse pendant tout l'hiver et l'été derniers. Il y a deux moyens d'éclaircir cette affaire: on pourrait poursuivre le chef libéral ou tenir une enquête royale.

Le premier ministre a traité de l'affaire en parlant uniquement de ce que tout le monde connaît des choses apparentes. Si l'opposition présentait une motion en vue d'obtenir tous les détails désirés en marge de cette affaire, on n'irait pas plus loin que ce soir. L'opposition serait forcée de suivre la même route aussi étroite que celle qui nous est offerte aujourd'hui.

Nous demandons une enquête royale non seulement sur les choses que le premier ministre a bien voulu dire ce soir, mais aussi sur tous les aspects de la question, sur les choses que le premier ministre n'a pas voulu dire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je tiens à faire remarquer au chef de l'opposition que ce qui n'est pas conforme aux règlements, pour lui, l'est aussi pour moi. Je suis astreint aux mêmes règlements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait allusion à la déclaration du premier ministre qui disait qu'il manquait de coopération dans les rangs de l'opposition. Les ministres sont eux-mêmes divisés, dit-il. Cet après-midi, le procureur général (l'honorable M. Rivard) refusait à l'opposition de traiter de l'affaire du gaz naturel. Quelques minutes plus tard, le premier ministre permettait à l'opposition de traiter certains aspects de la question.

Si le gouvernement n'avait rien à cacher, il ne devrait pas hésiter à oublier les règlements de la Chambre pour permettre à l'opposition d'embarquer sur ce terrain. Vraiment, si j'étais pris dans cette affaire comme le sont les ministres de l'Union nationale, je prendrais les mesures pour essayer de me disculper, et je ne me retrancherais pas derrière les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Depuis quand est-il permis à un député de commettre une lâcheté semblable? Le gouvernement ne craint rien, mais s'il veut exiger que l'opposition respecte les règlements de la Chambre, il ne doit pas lui-même donner le mauvais exemple en autorisant leur violation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre accuse le député de Saint-Maurice (M. Hamel) de parler de la chose sans en connaître tous les détails. Le député de Saint-Maurice pouvait traiter du sujet d'une façon différente en dehors de la Chambre, et c'est ce qu'il a fait. Il a au moins le privilège de dire certaines choses sans être inquiété

de quelque façon que ce soit. Comment se fait-il donc que les députés peuvent traiter différemment cette question, selon le lieu où ils se trouvent, en dehors de la Chambre ou sur le parquet de l'Assemblée législative?

M. l'Orateur: Les règlements ont été faits sous un autre gouvernement et on ne peut pas reprocher à un député de vouloir les appliquer tels qu'ils sont.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Citant un éditorial du *Soleil*) "Au-dessus de la question de libelle, il y a des questions de principe que seule une enquête royale pourrait permettre de résoudre." Tous ces journaux, tous ces organismes qui ont réclamé une enquête ne voient donc pas les choses dans la même perspective que le premier ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est leur droit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À part la question du libelle, il y a celle des circonstances qui ont entouré la vente du réseau de gaz. Le premier ministre a posé un principe dangereux quand il a dit que nul n'était mieux qualifié que le gouvernement pour en juger. Ça voudrait dire qu'il serait mieux qualifié que n'importe quel juge pour se juger lui-même.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je n'ai pas dit qu'un juge est moins bien qualifié que nous pour nous juger. Ce que j'ai dit, et que je répète, c'est que les juges ne sont pas mieux qualifiés que le Parlement pour décider si, dans le domaine du gaz, la province est mieux servie par l'entreprise privée ou par l'entreprise d'État. C'est le gouvernement qui a la tâche de décider ces choses et qui est responsable au peuple.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je réponds qu'à cause de ce que nous savons, ou de ce que nous croyons savoir, la proposition du premier ministre n'est pas la bonne. Nous demandons une enquête royale, parce qu'il y aurait des témoins que nous pourrions mettre dans la boîte, que nous pourrions interroger sur les circonstances qui ont entouré la transaction, et nous pourrions établir une jurisprudence en la matière, car des cas semblables peuvent se représenter. L'Hydro craignait de perdre son crédit? Ai-je le droit de dire que c'était tellement dangereux que certains conseillers de l'Hydro se sont eux-mêmes intéressés activement à la compagnie qui

a acheté le gaz? Et ce qui était bon pour la Compagnie de gaz naturel ne pouvait-il pas être bon également pour l'État, pour l'Hydro?

Il ne s'agissait pas d'étatiser quelque chose qui était du domaine de l'entreprise privée; il s'agissait seulement d'adapter un réseau qui existait déjà, qui était déjà étatisé, à un produit naturel venant de l'Ouest.

On aurait pu subitement nous couper le gaz? Le premier ministre oublie les efforts surhumains qui ont été faits pour vendre du gaz aux États-Unis. De toute façon, si le ravitaillement était coupé, le résultat serait le même. Et est-ce que le gaz a plus de chances de nous arriver avec une compagnie privée qu'avec l'État?

Le premier ministre a affirmé une chose aujourd'hui. L'an dernier, j'ai entendu un autre premier ministre dire autre chose. J'ai été obligé alors de prendre la parole de M. Duplessis. Aujourd'hui, je suis obligé de prendre celle du premier ministre actuel. J'ai infiniment d'estime pour le premier ministre actuel et je ne dirai pas que je n'en avais pas pour l'ancien premier ministre. Le poste de premier ministre est un poste de très grandes responsabilités. Et quand, sur une question qui divise l'opinion, deux premiers ministres parlent différemment, je dis que c'en est déjà assez pour obtenir une enquête royale sur la transaction dont il s'agit.

Le premier ministre a dit: "La lettre envoyée par l'Hydro-Québec à la Corporation de gaz naturel est peut-être ce que l'opposition prend pour une option."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ça n'en est pas une.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):
Peut-être, mais c'est peut-être cette chose, c'est peut-être autre chose. Une enquête royale le dira. Le sujet de cette enquête serait la pétition que nous avons remise au gouvernement il y a plus d'un an.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins,

Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 65.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Questions transformées en ordres:

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante:

Subventions et primes

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Sous la rubrique "Subventions et primes", aux pages 116 et suivantes des *Comptes publics pour l'exercice financier 1957-1958*, il appert que les montants qui suivent ont été versés à diverses personnes dans les comtés de:

Dorchester.....	\$37,378.35
Gaspé-Sud.....	27,749.91
Montmagny.....	13,922.18
Rouville	36,646.67

2. Quels sont, pour chaque comté, les noms, prénoms et adresse de ces diverses personnes?

3. Quel montant chacune de ces diverses personnes a-t-elle reçu et à quel titre?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'article 686 (1) du Règlement, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 39)

Questions et réponses:

La séance est levée à 10 h 30.

Dépenses dans Richmond

M. Lafrance (Richmond): Quelles sommes d'argent le ministère de la Voirie et le département de l'Instruction publique ont-ils respectivement dépensées dans ou pour le comté de Richmond au cours de chacun des exercices financiers de 1951-1952 à 1958-1959 inclusivement?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quant à ce qui concerne le département de la Voirie:

Exercice financier 1951-1952.....	\$663,720.53
Exercice financier 1952-1953.....	829,310.48
Exercice financier 1953-1954.....	484,735.22
Exercice financier 1954-1955.....	427,798.09
Exercice financier 1955-1956.....	504,012.54
Exercice financier 1956-1957.....	686,872.40
Exercice financier 1957-1958.....	724,631.80
Exercice financier 1958-1959.....	742,840.63

Demande et dépôt de documents:**À la Canadienne enr.**

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des chèques émis par le gouvernement, avec son ou ses endossements, pour ou à l'ordre de la société "À la Canadienne enr.", en paiement de la subvention de \$1,000 versée à cette société par l'entremise du ministère de l'Industrie et du Commerce, tel qu'il appert à une réponse donnée par l'honorable M. Beaulieu, à la page 392 des *Procès-verbaux* ou page 416 des *Journaux* pour la session 1958-1959.

Adopté.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 40)

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin et non plus à 11 heures. Elle se terminera à midi et demi et non plus à une heure de l'après-midi²⁶.

Adopté.

NOTES

1. La veille, M. Brown avait commencé son discours en anglais, on peut donc supposer qu'il le continue également dans cette langue. Poursuivant son discours, il est possible que M. Brown ait repris une partie de son argumentation de la veille afin de rafraîchir la mémoire de ses collègues. C'est l'impression que nous donnent *La Presse* du 27 novembre 1959, à la page 21, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, qui reproduisent, dans leur édition du vendredi, une partie du discours fait le mercredi. Cependant, ces journaux ne reproduisent aucunement les paroles que M. Brown a prononcées le jeudi. Nous avons donc préféré la version du *Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 9, qui laisse croire que M. Brown a poursuivi son discours exactement où il l'avait laissé, sans revenir en arrière.

2. Chiffre tiré du *Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 9. *La Presse* du même jour, à la page 21, écrit plutôt 8,000 gallons.

3. *La Tribune* du 27 novembre 1959, à la page 2, explique que la question des tables à pique-nique a été étudiée au cours d'une conférence sur le tourisme à Ottawa, et le gouvernement a offert une aide financière aux provinces pour l'établissement de ces tables en bordure de la route transcanadienne. Le Québec ne participe pas aux travaux d'aménagement de cette route, mais l'offre fédérale pour les tables à pique-nique lui est quand même ouverte.

4. La "totonomie" était le terme utilisé par libéraux pendant et après M. Duplessis pour se moquer des politiques autonomistes de l'Union nationale. Par exemple, M. Duplessis refusait toute aide fédérale s'immisçant dans les compétences provinciales comme l'éducation ou la santé. Or, l'opposition trouvait qu'il était rétrograde de refuser l'aide d'Ottawa au nom de l'autonomie provinciale pendant que certaines classes de la population (étudiants, invalides, malades ou autres) étaient dans le besoin. En outre, les libéraux dénonçaient également l'utilisation électoraliste de l'autonomie provinciale

par M. Duplessis et son parti. Pour les libéraux, c'était là de la "totonomie", déformation péjorative de l'"autonomie" chère aux unionistes. Dans ce même esprit, le drapeau fleurdelisé, adopté en janvier 1948, était également une cible de choix des libéraux. Dans *Le Devoir* du 23 octobre 1962, André Laurendeau écrit qu'"au début, le drapeau devint un peu le drapeau de l'Union nationale. Les libéraux le boudaient; ils ne se montraient guère nationalistes, alors, et se moquaient des fleurs de lis comme de la totonomie". Les débats de la Chambre du 25 novembre 1954 nous permettent de préciser davantage la portée de ce terme. Le terme "totonomie" aurait été utilisé lors d'une assemblée contradictoire à Sainte-Julienne vers 1948, dans le comté de Montcalm, entre Maurice Tellier, le député unioniste de l'endroit, et Georges-Émile Lapalme, alors député libéral à Ottawa. Ce dernier, au dire de M. Tellier, tourna en ridicule la position autonomiste du gouvernement Duplessis en la traitant de "totonomie". En réplique, M. Lapalme se défendit bien d'avoir prononcé le mot "totonomie". Il faut dire qu'en automne 1954, Maurice Duplessis est sur le point de faire plier le gouvernement fédéral de Louis Saint-Laurent sur l'importante question de l'impôt provincial, un enjeu au cœur du principe d'autonomie provinciale unioniste. Pour plus de détails sur cette question, consulter la séance du 25 novembre 1954 et, pour l'article d'André Laurendeau, consulter Raoul ROY, *Pour un drapeau indépendantiste*, Montréal, éd. du Franc-Canada, 1965, à la page 93.

5. *Le Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 11, note qu'après plusieurs discours plutôt sobres, M. Courcy a su déridier la Chambre grâce à son sens de la répartie.

6. *Le Montreal Daily Star* du 26 novembre 1959, à la page 31, précise que M. Courcy est le critique officiel de l'opposition en matière d'agriculture.

7. D'après *La Presse* du 27 novembre 1959, à la page 65, M. Courcy arrête sa lecture au nom d'Oswald Fleury, mais *Le Devoir* du même jour, à la page 1, publie la lettre au complet. Elle se termine comme suit:

Naudville: René Coudé.

Alma: Damase Tremblay, Arthur Simard.

Signé: Paul Levasseur

Accepté par: Damase Tremblay, J.-Arthur Simard.

Le 28 août 1959.

Le Devoir précise également que M. Fleury avait poussé la délicatesse de conscience jusqu'à

refuser de se faire photographier en compagnie de M. Levasseur lors de l'assermentation de ce dernier.

8. Cette lettre a donc été envoyée un peu plus de deux semaines avant l'élection partielle dans le comté de Lac-Saint-Jean, qui a eu lieu le 16 septembre 1959.

9. *La Presse* du 27 novembre 1959, à la page 1, souligne que lors de la session précédente, M. Hyde avait déjà tenté, sans succès, d'aborder la question du gaz naturel, M. Duplessis affirmant que l'affaire ne pouvait être discutée puisqu'elle était devant les tribunaux. En effet, le gouvernement a intenté des poursuites en diffamation contre le journal *Le Devoir*. L'affaire commence le 13 juin 1958, lorsque *Le Devoir* révèle en première page qu'au moins six ministres du cabinet Duplessis et quatre conseillers législatifs ont profité de la vente par Hydro-Québec, l'année précédente, de son réseau de distribution de gaz naturel à la Corporation de gaz naturel de Québec, pour réaliser d'importants profits. Mis au courant de la transaction avant qu'elle ne soit rendue publique, les ministres et conseillers impliqués ont acheté des actions de la Corporation de gaz naturel de Québec; une fois la vente conclue, la valeur des actions a rapidement augmenté, permettant aux intéressés de réaliser des profits estimés à \$20,000,000. L'opposition a tenté plusieurs fois de revenir sur cette affaire, mais les poursuites intentées contre *Le Devoir* empêcheraient la discussion.

10. *L'Action catholique* du 27 novembre 1959, à la page 5, précise que l'honorable M. Sauvé vient alors d'entrer en Chambre après une brève absence.

11. Même si l'honorable M. Sauvé pose des limites au débat, les journalistes sont très surpris qu'il permette la discussion sur la question du gaz naturel, alors que M. Duplessis s'y était toujours opposé. Les manchettes des journaux du 27 novembre 1959 en font foi: *Le Devoir*, à la page 1, parle d'une volte-face tandis que *La Presse*, à la page 1, parle d'un "important changement d'attitude". Selon le *Montreal Daily Star* du 3 décembre 1959, à la page 2, les libéraux aussi sont surpris de l'attitude du gouvernement: "il était évident que les libéraux n'étaient pas préparés, même si M. Hamel ne s'en est pas trop mal tiré dans les circonstances".

12. *L'Action catholique* du 27 novembre 1959, à la page 5, écrit "le ministre" plutôt que "le premier ministre", mais il s'agit manifestement d'une erreur.

13. *L'Événement* du 27 novembre 1959, à la page 22, attribue cette intervention à M. Hamel plutôt qu'à M. Hyde.

14. Chiffre du *Devoir* du 27 novembre 1959, à la page 12. *Le Soleil* du même jour, à la page 26, mentionne plutôt "de \$30,000,000 à \$40,000,000".

15. Cette phrase semble démontrer que M. Hyde fait son discours en anglais. Après avoir nommé la "Quebec Natural Gas Corporation" il aurait donc ajouté, pour éviter la confusion: "in french, la Corporation de gaz naturel du Québec".

16. Selon *L'Événement* du 27 novembre 1959, à la page 1, l'Assemblée s'apprêtait à prendre le vote quand M. Hamel exprime le désir de faire quelques commentaires. C'est pourquoi la séance a été ajournée.

17. Les journaux n'indiquent aucune heure de reprise de la séance.

18. Donnée du *Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 11. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, écrit plutôt "quinze fois".

19. *Le Temps* du 3 décembre 1959, à la page 3, souligne que le discours de M. Sauvé dure 45 minutes.

20. L'expression "gaz artificiel" provient du *Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 26. *L'Action catholique* du même jour, à la page 5, emploie plutôt l'expression "gaz manufacturé".

21. Version du *Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 26. *L'Action catholique* du même jour, à la page 5, écrit plutôt "...la vente de bois **mort** de notre province..." Il s'agit manifestement d'une erreur.

22. Chiffre de *L'Action catholique* du 27 novembre 1959, à la page 5. *Le Montreal Daily Star* du même jour, à la page 1, écrit plutôt "\$32,775,559".

23. Le *Quebec Chronicle* du 27 novembre 1959, à la page 1, est le seul à journal à rapporter une date de transaction à cet endroit du discours. Tous les journaux, y compris *The Quebec Chronicle* plus tôt dans le même article, soutiennent que la vente a eu lieu en avril 1957. Il semble donc que "avril 1958" soit ici une erreur.

24. Chiffre de *L'Action catholique* du 27 novembre 1959, à la page 5. Le même jour, le *Montréal-Matin*,

à la page 2, donne plutôt "\$39,494,498" et *The Quebec Chronicle*, à la page 1, "\$39,494,438". Comme tous les journaux rapportent des chiffres très semblables, il est impossible de comprendre comment, en additionnant \$32,775,599 et \$4,438,839, l'honorable M. Sauvé en arrive à un résultat de \$39,414,436.

25. *Le Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 26, attribue ce paragraphe au "chef de l'opposition", mais il s'agit manifestement d'une erreur et il aurait fallu lire "le chef du gouvernement".

26. *La Presse* du 27 novembre 1959, à la page 51, explique que, dans le passé, il est arrivé que le débat se prolonge si tard que des députés ont manqué leur train et ont eu de la difficulté à rentrer dans leur localité pour la fin de semaine. C'est pourquoi le premier ministre a proposé d'avancer d'une demi-heure la séance du vendredi matin.

Séance du vendredi 27 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);
- de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);
- de la ville de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la ville de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);
- de Gaétan Marsan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Didace Lavoie (M. Custeau);
- de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);
- de la Chaîne coopérative du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Levasseur);
- de la ville de Saint-Georges, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de Coenraad Zurbier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté (M. Poulin);
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Custeau);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);
- de la corporation du village d'Hébertville et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Levasseur);
- de dame Alyre Aubin, demandant l'adoption d'une loi prévoyant l'émission d'un certificat de décès de son époux (M. Caron);
- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);
- de Westminster Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certaines propriétés acquises de Howard Smith Paper Mills Limited, *et al.* (M. Custeau);
- de la corporation de la cité des Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la Commission des écoles catholiques de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de Russell Lukasiewicz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui de Lukas (M. Custeau);
- de M. & M. Propane Gas Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat l'installation et la distribution de leur produit (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);
- des représentants légaux de feu Charles-J. Baillargeon et de feu Elzéar Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi validant un titre de propriété (M. Rochette);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);
- de la municipalité de Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de la corporation de la paroisse de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la cité de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de Autobus Lévis-Québec inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- de la ville de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de ville de Pincourt (M. Schmidt);
- de J.-Albert Daoust, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de vendre une ferme située dans la paroisse de l'Île-Perrot (M. Schmidt);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tremblay);
- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);
- de la ville de Danville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);
- de Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Herbert Jacobs (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de la ville de Cowansville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Russell);
- des syndics des écoles complémentaires du comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Custeau);
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Schmidt);
- de Dragutin Baum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Charles Dragutin Baume (M. Pouliot, Laval);
- des maîtres nettoyeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Tremblay);

- de dame Amélia Renée Lesnouski, demandant l'adoption d'une loi disposant qu'elle est le véritable acquéreur d'un certain immeuble (M. Pouliot, Laval);
- de Rosemere Management Corporation, demandant l'adoption d'une loi érigeant en ville certains territoires qu'elle possède (M. Blanchard);
- de M. Eddy Monette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Thérèse (M. Blanchard);
- de la ville de Saint-Bruno-de-Montarville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Riendeau).

Projets de loi:

Loi des relations ouvrières¹

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit référé au comité des relations industrielles.

En raison de l'importance de cette mesure, tous les représentants des patrons et employés pourront venir exposer leur point de vue sur les amendements projetés. Le comité des relations industrielles de la Chambre basse siégera jeudi le 3 décembre prochain, à 10 heures, pour entendre les recommandations ou suggestions des divers groupes intéressés à se prononcer sur cette question. Cette étude du projet de loi devant le comité permettra aux associations de patrons et d'ouvriers de suggérer toutes les modifications qu'elles jugeront opportunes au bill. Ces modifications pourront être incorporées ainsi à la mesure s'il y a lieu, avant que le bill ne revienne en Chambre pour approbation en deuxième et troisième lectures.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il n'a aucune objection à cette procédure.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre et au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), s'il ne serait pas à propos de soumettre également à ce comité le projet de loi qui amende la loi des accidents du travail.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il ne croit pas la chose nécessaire. Il y a une

différence entre les deux lois, dit-il. Pendant que le bill 8 relatif aux relations ouvrières comporte des sanctions contre les patrons qui violent la loi, l'autre qui amende la loi des accidents du travail n'a pas les mêmes conséquences. Tout ce qu'on pourrait nous suggérer sur ce dernier sujet serait l'augmentation des indemnités. Il n'y a pas d'objections de principe à soumettre ces amendements à la loi des accidents du travail au comité des relations industrielles, mais cela donnerait peu de résultats. Il n'y a rien de contentieux, alors qu'il y en a dans le bill numéro 8. Notre projet de loi hausse considérablement les indemnités accordées aux victimes d'accident. Nous sommes allés aussi loin que la chose est possible d'après les études des experts. Les suggestions que les employés pourraient nous faire seraient évidemment de rendre la loi encore plus généreuse.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il abonde dans le même sens. Les intéressés, dit-il, veulent plutôt être entendus sur les amendements que propose le gouvernement à la loi des relations ouvrières.

M. Hamel (Saint-Maurice) réplique qu'il est injuste, à son avis, que la Commission des accidents du travail base ses décisions sur un rapport médical qui reste secret.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette question pourra être discutée en Chambre quand la loi amendant la loi des accidents du travail sera discutée en comité plénier et en troisième lecture.

La motion est adoptée.

Demande et dépôt de documents:

Commissaires d'écoles de Louiseville

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en 1959 en rapport avec les commissaires d'écoles de Louiseville.

Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 41)

Projets de loi:

Fusion de l'Union Saint-Joseph et La Solidarité

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Congregation Beth Ora

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Incident de l'Île-aux-Grues²

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait observer que, selon ses informations concernant les incidents de l'Île-aux-Grues, les choses ne se sont pas passées comme le procureur général (l'honorable M. Rivard) les a expliquées plus tôt cette semaine³.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) rappelle certains aspects de cet incident et souligne que la Jeunesse libérale avait organisé une vente de boisson au profit du "fonds de la libération du parti oppositionniste". Les trois jeunes gens poursuivis, dit-il, n'ont été retracés qu'il y a deux ou trois jours et on leur a servi une sommation qui les forcera à se présenter devant les tribunaux pour s'expliquer. Il (l'honorable M. Rivard) admet que les informations qu'il avait fournies préalablement cette semaine n'étaient pas exactes parce qu'il avait été mal renseigné.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 26 novembre courant,

sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) félicite l'Orateur (l'honorable M. Tellier) de son retour à la santé. Tous les députés élus depuis 1956, dit-il, ont eu du peuple le mandat d'appuyer l'Union nationale. L'Assemblée législative est formée de gens qui viennent du peuple. Elle représente la démocratie en action et ses membres n'ont pas été élus, comme le prétendent les adversaires de l'Union nationale, par la "machine infernale". Si ce qu'ils entendent par machine infernale est une conjugaison d'efforts soutenus par le feu sacré, l'enthousiasme, le dévouement, nous avons été, nous sommes et nous serons toujours en faveur de ce feu-là.

Il (l'honorable M. Bertrand) félicite l'honorable député de Champlain (M. Bellemare) de sa nomination dans le Conseil exécutif. Le député de Champlain, dit-il, s'est révélé un organisateur hors pair au cours des différentes campagnes électorales. Il est un homme habile, affable, vivant et actif. Quand vous le voyez arriver dans un comté, il s'empresse de connaître tous les gens du comté.

Le genre d'élections que le député de Champlain organise est du genre de celles qui font honneur à un parti comme l'Union nationale. Elles sont honnêtes. Si certaines gens en ont peur, c'est qu'elles leur font perdre des sièges. Le député de Champlain est également très dévoué et se garde bien de faire usage de boisson ou de corruption.

Ce n'est pas la faute du député de Champlain si l'opposition disparaît. Elle disparaît faute de combattants. Le seul arbitre dans le domaine électoral, c'est le peuple. Il ne faudrait pas tomber, en politique, dans un travers qui se manifeste parfois au hockey, en disant que l'équipe gagnante a acheté l'autre. Quand l'opposition crie que les élections sont malhonnêtes, elle fait penser au club de hockey qui perd toujours et qui dit que l'arbitre est vendu. La vérité vraie, c'est

que, dans la province de Québec aujourd'hui, la population réalise que le gouvernement de l'Union nationale sert bien les intérêts de la collectivité.

Un député oppositionniste (M. Courcy) a dit que l'Union nationale ne parle que de la période de 1944 à 1959 et semble gêné d'évoquer celle de 1936 à 1939. Voyons donc, c'est tout simplement pour raccourcir la nomenclature des œuvres de l'Union nationale. Il nous faudrait parler du prêt agricole, du drainage, des pensions, etc. Mais nous aurons l'occasion d'en parler et nous n'oublierons pas nos réalisations de chaque année.

Le chef de l'opposition rapportait certains propos d'Honoré Mercier⁴ dans sa lutte pour l'autonomie provinciale, en concluant que le problème sera probablement éternel. En 1890, Honoré Mercier lançait un appel pour qu'on mette fin aux haines qui divisent, et pour que la Chambre tout entière défende les droits provinciaux. Par sa vie, par ses gestes, par ses discours, Honoré Mercier a été la personnification de la voix de la province, lui qui n'a pas pu assurer la réalisation de son idée merveilleuse d'unir toutes les bonnes volontés, ni de son rêve de grandeur où tous les citoyens de bonne volonté travaillent au progrès de la province.

L'histoire a voulu qu'il incombe à Maurice Duplessis d'assurer la réalisation de ce rêve, l'union de toutes les bonnes volontés pour donner au Québec une politique véritablement nationale.

L'honorable Maurice Duplessis est mort et tous, partisans et adversaires, chacun suivant nos idées, nous l'avons aimé. Pour nous tous, il a été plus que ce qu'on dit les éloges dont il a été l'objet dans tout le pays et à l'étranger. Il a été un maître qui nous a enseigné les éléments nécessaires dans l'art difficile du gouvernement, ce que doivent être de bons législateurs, ce qu'il faut faire pour diriger sa province, son peuple et son pays.

Armand Lavergne⁵ avait dit un jour de M. Duplessis: "Ouvrez-lui les portes de la gloire, il y est destiné..." Son œuvre principale a été la fondation d'un grand parti politique qui lui a permis d'accomplir tout le reste.

Le nouveau chef du gouvernement a écrit dans les Statuts de la province ses lois qui permettent à la jeunesse de préparer son avenir. Le premier ministre s'est livré tout entier dans une courte lettre qu'il écrivait des champs de bataille à son père, Arthur Sauvé⁶, et dans laquelle il disait: "Si je puis à mon retour servir mon parti et les miens, je serai prêt..."

Cet homme était prêt. Nous avons eu l'occasion de le voir à l'œuvre depuis deux mois; nous l'avons entendu comme premier ministre en

Chambre, depuis le début de la session. J'irai même jusqu'à dire que si nous avions eu à décider lequel d'entre nous était le plus digne et le mieux préparé pour succéder à M. Duplessis, chacun de nous, en son âme et conscience, aurait spontanément désigné le premier ministre actuel pour jouer ce rôle. Il était prêt.

Si la Chambre avait eu à choisir aussi le chef de l'opposition, il est probable que nous aurions tous choisi le chef actuel. Et si nous avions eu à décider où doit rester le chef qui est en dehors de la Chambre, nous l'aurions laissé au Club de Réforme⁷, son "parlement-école".

(Rires)

Le député de d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) nous a fait des reproches au sujet de la vente du bois de pulpe dans la province. Il voulait sans doute faire allusion à l'Office des producteurs de bois de pulpe. Il aurait dû d'abord reconnaître que cet Office a pu naître grâce à la nouvelle technique des plans conjoints que met à leur disposition la loi de l'Office des marchés agricoles du Québec adoptée par l'Union nationale. Il s'agit d'une politique nouvelle, qui n'est pas facile d'application, car il faut faire l'éducation des gens. Malgré cela, cette loi a rendu des services inappréciables aux cultivateurs, et je suis heureux d'affirmer que plus de 20,000 cultivateurs propriétaires de boisés de ferme se sont unis pour mettre sur le marché un quart de million de cordes de bois de pulpe.

Les différents plans conjoints de mise en marché sont appliqués et dirigés par 10 offices de producteurs de bois qui opèrent dans les régions de la Gaspésie, Matapédia, Rimouski, Matane, Charlevoix, Montmorency, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Lévis-Bellechasse, Saguenay, Témiscamingue et le Nord-Ouest québécois⁸ et qui régissent une production annuelle moyenne de 500,000 cordes de bois de pulpe au total, d'une valeur marchande approximative de plus de \$9,000,000, livrées aux acheteurs de 13 compagnies forestières faisant affaire dans la province.

Les négociations de vente du bois entre les offices et producteurs et quelque 189 agents-acheteurs et courtiers des moulins de papier se sont avérées nécessairement longues et laborieuses, puisqu'il s'agissait d'utiliser pour la première fois une nouvelle technique de négociations. Généralement, les conventions signées ont réglé définitivement la plupart des conditions de la mise en marché du bois de pulpe. Ce sont, comme l'on pouvait s'y attendre, les clauses portant sur les prix et les frais de transport qui ont provoqué les désaccords. Dans tous les cas, moins deux qui ont suscité un arbitrage, l'intervention

du gouvernement et la conciliation subséquente faite par l'Office des marchés ont amené la signature d'ententes.

Toutes les conventions ainsi signées ont valu aux producteurs, sur une transaction globale de \$4,000,000, des augmentations variant de \$0.65 à \$1.50 la corde, selon les endroits de livraison et les besoins d'un marché donné. Ainsi, l'on peut établir à environ \$200,000 les revenus supplémentaires dont ont profité les cultivateurs des diverses régions intéressées de la vente de leur bois. L'augmentation moyenne, par corde, en 1959, représente donc \$0.85 comparativement à l'an dernier.

Ces premières négociations qui sont le fruit d'une législation toute nouvelle ont inculqué un sens de réalisme aux parties intéressées et ont provoqué, de part et d'autre, un effort louable de compréhension. Il (M. Bertrand) remercie le président et les membres de l'Office des marchés agricoles du travail inlassable qu'ils se sont imposé et félicite les producteurs et les acheteurs de leur coopération. Il souhaite que les négociations pour les ventes de 1960 se fassent encore dans une atmosphère de concorde et s'avèrent des plus profitables.

Le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) a prononcé un discours défaitiste, dans lequel il a reproché à la province de Québec de n'avoir pas signé les ententes fiscales canadiennes et de n'avoir pas accepté l'inévitable et adopté une attitude réaliste comme les neuf autres provinces canadiennes.

Nous n'acceptons pas, à l'Union nationale, pareil défaitisme. Il y a une seule période de notre histoire où nous avons dû accepter l'inévitable parce que nous étions forcés de le faire, et c'est sur les champs de bataille des plaines d'Abraham, il y a 200 ans. Mais depuis, avec la tradition britannique, qui nous a valu, au prix de luttes héroïques, la liberté et le "fair play", nous avons toujours lutté et nous continuerons de lutter pour ne pas accepter l'inévitable.

Il faut bien reconnaître que l'attitude du député de Notre-Dame-de-Grâce, d'accepter l'inévitable, est malheureusement dans la tradition de l'opposition libérale disons depuis 1939, car avant cette période, il y eut des chefs libéraux qui ont pensé et agi comme nous à ce sujet. C'est le Parti libéral qui a renoncé à certains champs de taxation qu'il a fallu reprendre.

Mais la population du Québec sait que le gouvernement actuel continuera de se battre pour ses droits constitutionnels. De ce côté-ci de la Chambre, sans forfanterie, avec dignité, sans boudier les autres provinces, nous avons toujours affirmé que les droits de la province de Québec sont sacrés, car nous

affirmons que nous avons le droit de percevoir toutes les taxes qui sont nécessaires à l'accomplissement de nos devoirs.

Si la Constitution nous a reconnu des obligations et des pouvoirs, elle a aussi décidé qu'il n'était que juste que nous ayons les revenus nécessaires pour les exercer. Et nous avons dit, comme Laurier, qu'il n'est pas bon qu'un gouvernement perçoive les taxes pendant qu'un autre les administre.

L'inévitable, pour nous, jamais. Nous n'en voulons pas. Nous avons tenu, nous tenons et nous tiendrons.

(Applaudissements)

L'État provincial a un devoir primordial à remplir, celui de l'aménagement, du contrôle et de la surveillance de notre immense domaine forestier. Nous voulons continuer à le remplir en nous inspirant des principes d'autonomie qui nous confèrent le droit d'administrer notre propre maison comme nous l'entendons, en utilisant tous nos revenus pour assurer la mise en valeur de nos ressources naturelles.

Citant le rapport Tremblay^o, il (M. Bertrand) signale qu'il existe une très grave anomalie dans la répartition des revenus fiscaux provenant des entreprises forestières du Québec. Les commissaires, dit-il, ont noté, par exemple, que pour l'année 1954, l'État fédéral avait perçu \$100,000,000 en impôts de ces entreprises, alors que l'État provincial n'avait lui-même perçu que \$10,000,000, soit 10 fois moins. Depuis le temps, ces chiffres ont sans doute augmenté considérablement. Je ne crois pas qu'une proportion de 10 % puisse être considérée comme acceptable, lorsque l'on tient compte des obligations que nous devons remplir au Québec à ce chapitre.

C'est une injustice flagrante qui ne cadre pas du tout avec la situation et les responsabilités respectives des deux gouvernements. Il faudra y penser lorsque viendra le temps de renouveler les ententes fiscales en 1962 et de discuter des nouvelles répartitions des revenus entre Ottawa et les provinces. C'est la province qui est propriétaire du domaine forestier. Le département québécois des Terres et Forêts a l'entière responsabilité de conserver ce domaine, de sa mise en valeur, de l'inventorier, de le protéger contre le feu, les insectes et les maladies, d'en surveiller l'aménagement de le préserver pour les générations futures et, dans bien des cas, il a le devoir de construire des routes d'accès pour soutenir l'exploitation rationnelle de nos forêts. Elle doit faire tout cela avec seulement 10 % des revenus fiscaux provenant de l'industrie forestière québécoise.

Tous ces services coûtent des millions et des millions de dollars à la province de Québec annuellement.

Et nous recevons seulement \$10,000,000, alors que le gouvernement fédéral, avec \$100,000,000, rafle la part du lion. Il faut en outre garder à l'esprit que ces richesses forestières appartiennent à la population du Québec et qu'elles doivent être exploitées pour le bénéfice de la province. Je crois qu'il est raisonnable de dire, et toute personne sensée en conviendra, que les chiffres que j'ai cités concernant l'industrie forestière ne représentent pas une proportion équitable des revenus qui proviennent de ce secteur. Au moment où l'on parle de redistribuer les sources de revenus suivant les tâches assumées par chaque gouvernement, n'est-il pas juste que nous cherchions à redresser la situation? Nous verrons à réclamer justice avec bonne volonté, dans un esprit de conciliation, sans chercher noise à personne, mais sans accepter non plus comme inévitable une situation qui est indubitablement anormale à sa face même.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

À moins que nous acceptons l'inévitable.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi):

Nous n'accepterons pas plus l'inévitable en ce domaine qu'en aucun autre.

Sans verser dans la partisanerie, je dois signaler qu'en 1949, une loi a été passée à Ottawa concernant la conservation des forêts, ce qui est de toute évidence une responsabilité provinciale. Quand Mercier parlait des empiétements du pouvoir central, comme il avait raison. Le chef de l'opposition avait donc raison de dire que le problème de l'autonomie se posait constamment. Toujours nous devons lutter et refuser d'accepter les empiétements que certains de nos amis d'en face considèrent comme inévitables.

L'exploitation de nos ressources naturelles et la mise en valeur de nos bois doivent se faire surtout par l'entreprise libre. Ce qui ne signifie pas que nous favorisons les trusts et les grosses compagnies qui veulent maintenir le peuple dans la pauvreté. L'entreprise libre, cela comprend non seulement les grandes sociétés, mais aussi les petits établissements commerciaux et industriels ainsi que des syndicats forestiers, des propriétaires de moulin à scie, des coopératives. Cela signifie l'initiative personnelle, l'énergie créatrice, des profits raisonnables, mais non pas l'ambition désordonnée et l'égoïsme.

Dans notre vie économique, l'importance du secteur forestier est soulignée par ces chiffres de 1957-1958: l'industrie forestière a payé plus de \$250,000,000 en salaires à 84,852 personnes et la valeur de sa production a dépassé les \$650,000,000. Cela bénéficie à toute la population.

Depuis 1944, le gouvernement a dépensé près de \$34,000,000 pour la protection des forêts de la province et pour favoriser cette activité forestière. Il a versé \$292,810 à l'Association forestière québécoise et aux Clubs 4-H, depuis 1944, qui font une œuvre magnifique de propagande en faveur de la conservation de nos richesses; \$600,000 en subventions spéciales depuis 1947 pour la construction de l'École d'arpentage et de génie forestier de Laval; \$1,105,000 depuis 1944, en allocations versées annuellement au syndicat financier de l'Université Laval, en vertu de la loi de l'enseignement forestier de l'Université Laval; \$259,975 distribués par le ministère de la Jeunesse sous forme de bourses d'études aux étudiants en génie forestier depuis 1944; \$92,959 attribués également sous forme de bourses par le ministère des Terres et Forêts pour des études de spécialisation postuniversitaires; \$2,356,397¹⁰ investis dans l'École forestière de Duchesnay depuis 1944; \$33,942,772¹¹ ayant servi à la protection de nos bois, depuis 1944, et \$1,770,367 employés pour faire l'inventaire de la richesse de la forêt dans un territoire ayant une superficie de 17,107 milles carrés. À cela, il faut ajouter que 92 % des concessions forestières, dont le total s'élève à 82,633 milles carrés, ont été aménagées et inventoriées, aménagement et inventaire payés par les compagnies; \$2,829,017¹² utilisés pour les pépinières et le reboisement; 70,937,172 plants produits; 20,500,000 plants distribués pour le reboisement des terrains privés; 32,575,190 plants actuellement dans les pépinières; et d'autres. On a de plus racheté des seigneuries comprenant un territoire de plus de 2,000 milles carrés. Enfin, on a voté les lois pour stabiliser la petite industrie et pour assurer l'exploitation rationnelle de la forêt.

Nous sommes prêts à coopérer avec tous les groupements pour créer un climat favorable, pour faire comprendre au peuple l'importance de ses richesses naturelles. C'est pourquoi, dit-il, je (l'honorable M. Bertrand) serai heureux de présenter, au cours de la session, une loi instituant l'Ordre du mérite forestier, destiné à reconnaître et à récompenser le mérite de ceux qui s'emploient à créer un climat favorable à la conservation de cette importante richesse naturelle qu'est la forêt. Tous doivent conjuguer leurs efforts pour atteindre ce résultat¹³.

(Applaudissements à droite)

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Parler de l'agriculture, c'est aussi traiter de la nécessité d'aider en créant des marchés pour les produits

agricoles. Parler de l'aviculture, c'est le contrôle par les compagnies du nombre considérable d'éleveurs; parfois trop de volailles et de dindons sont élevés et les prix tombent. Il en est ainsi du porc, les prix baissent, l'élevage se discontinue, les prix remontent et c'est alors que les éleveurs achètent à nouveau à gros prix pour revendre tous ensemble.

Il (M. Saint-Pierre) suggère l'établissement d'un organisme dont la fonction serait de s'occuper des conditions de la production et de la demande. Les fermiers, dit-il, sont trop souvent désemparés par les dégringolades du marché qui les mystifient complètement. Cet organisme, dit-il, pourrait renseigner les cultivateurs sur les marchés et leur indiquer dans quel sens orienter leur production.

Il y a aussi le drainage qui est une nécessité partout. Je crois que nous sommes tous d'accord pour constater la nécessité de cultiver au maximum, et surtout là où la terre est la plus propre à produire. La région où j'habite en est une, et il arrive qu'il faudrait drainer davantage certaines terres pour qu'elles produisent. Je demande donc à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré) de prendre en sérieuse considération la demande que je lui fais et aussi, de ne pas trop laisser au patronage de la paroisse la liberté de donner ou de refuser; quant au patronage du comté, il ne lui appartient pas de faire parvenir les chèques du ministère qui sont des primes sur les travaux ou autres. On devrait cesser la pratique trop répandue d'adresser les chèques aux cultivateurs par l'entremise du "patroneux".

Il y a un manque de main-d'œuvre agricole dans certaines régions, et à certaines époques de l'année. Le ministère de l'Agriculture pourrait rendre un très grand service en établissant un système de placement spécial, afin que par l'entremise d'agronomes qui sont partout dans la province, on puisse trouver l'aide nécessaire et aussi aider à la crise du chômage.

Il (M. Saint-Pierre) suggère au gouvernement d'enquêter sur les spéculations auxquelles se livrent certains groupes qui prennent des options sur des terres de la rive sud de Montréal dans la seule intention apparemment de revendre ces options à profit. Des cultivateurs ont été ainsi amenés à donner des options et, par voie de conséquence, à négliger leurs terres, dit-il.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

On ne peut légalement empêcher un cultivateur qui veut vendre sa terre de consentir à des options.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) souligne, à l'intention du procureur général (l'honorable

M. Rivard), le cas d'un gardien de prison de Saint-Hyacinthe, un monsieur Lévesque, père de sept enfants, assommé il y a quelque temps par un bandit notoire. On continue de payer le salaire à ce gardien qui n'a pu encore reprendre son travail, dit-il, mais ce salaire n'est que de \$28 par semaine.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le salaire de cet employé civil a dû être haussé en même temps que celui de tous les autres fonctionnaires. Mais, de toute façon, dit-il, j'apporterai une attention toute spéciale à ce cas.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Des permis de vente de liqueurs sont accordés pour un soir, à raison de \$10 par soir par l'entremise des patronneux du parti. Il arrive qu'on ne les fait même pas payer. Je cite le cas d'un organisateur du parti qui a donné un permis à un individu quelconque en lui disant que c'était son cadeau de noces.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) se doit de s'occuper de l'industrie textile. Des milliers et des milliers de personnes sont en chômage dans ce secteur de notre économie, par la suite de fermeture de plusieurs usines. Il fait absolument l'intervention des autorités supérieures de la province, afin d'obtenir d'Ottawa une protection efficace pour cette branche de l'industrie. Presque toutes les villes du sud de la province souffrent grandement de la crise actuelle. C'est une industrie très importante chez nous et qui devrait être protégée.

Dans le domaine de l'éducation, on ne devrait pas venir à la fin d'une année scolaire demander de payer des déficits qui pourraient être évités si l'on avait des octrois statutaires. Non des octrois discrétionnaires, comme dans un cas que je connais bien: deux personnes s'occupant de patronage sont venues à peu près au même temps; l'une a obtenu 65 % et l'autre, 75 %. Si, sur ce point, on écoutait les recommandations de la Fédération des commissions scolaires, on comprendrait que le seul but de demander le système d'octroi statutaire est d'éloigner le patronage politique de nos commissions et de permettre à des personnes responsables, et parfois en dehors de l'esprit de parti, de pouvoir prendre la charge de commissaires d'écoles.

Le gouvernement doit sérieusement prendre en considération qu'une part plus grande de revenus doit être accordée aux villes qui, à elles seules, représentent au-delà de 50 % de la population et, sur ce, je ne parle que des cités et villes, et cela, d'après le rapport du département des Affaires municipales

qui vient d'être remis. Les dettes des cités et villes et corporations rurales sont de \$880,363,511 et \$161,197,301 pour les villes, et \$48,872,121 pour les corporations rurales.

Il faudrait en venir aussi à une évaluation des propriétés à peu près uniformes dans la province pour les prêteurs, pour les administrateurs, les autorités parlementaires; cela serait nécessaire et donnerait des chiffres plus réels. Les municipalités sont dans l'obligation d'obtenir du gouvernement le droit d'exemption de taxes et d'avance d'argent ou de dons de terrains ou autres privilèges pour des montants dépassant quelques fois plusieurs milliers de dollars.

Ces dernières doivent donner les services demandés et elles n'en ont souvent pas les moyens. Il est grand temps pour le gouvernement de partager certains impôts et taxes avec les municipalités. Il me semble que le gouvernement devrait les aider en leur remettant une partie de la taxe perçue sur la gasoline qui leur aiderait à l'entretien de leurs rues l'été et l'hiver.

Il (M. Saint-Pierre) insiste sur la nécessité de routes modernes. Nous en avons déjà, dit-il, mais je ferai remarquer que la route 9 est étroite et ne répond pas aux exigences de la circulation moderne¹⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement provincial mène actuellement des travaux d'élargissement sur cette route.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): C'est vrai, mais les travaux avancent à un rythme trop lent. Il y a aussi d'autres routes, reliant les principaux points de la province, qui devraient être complétées. Ces travaux sont nécessaires et urgents. On devrait les poursuivre plus activement.

Un certain journal de ma ville m'a bien averti que je ne devais en rien m'attribuer le mérite parce que cette route est commencée. Ce journal me juge mal, il interprète mal mes paroles, il ne me connaît pas. Cela ne m'intéresse aucunement en ce qui me concerne. C'est pour une cause bien plus grande que je demande de compléter certaines routes, et je vise bien plus haut que le journal le prétend, car je veux préserver des vies. Je voudrais éloigner la mort de certaines routes où la circulation est si dense qu'on ne peut à peu près pas circuler sans danger. Combien d'automobilistes à l'heure actuelle sur la route 9, entre Saint-Hyacinthe et Montréal? Tous les jours, c'est par dizaine de milliers au moins, je le crois.

Vous savez, M. l'Orateur, que la route n'a que 20 pieds de largeur; c'est un ruban d'asphalte et de ciment. Tous les journaux parlent de la section entre

Montréal et Saint-Hyacinthe¹⁵ comme de "la route du suicide". Sept personnes ont été tuées en trois jours entre Saint-Hyacinthe et Montréal, et il y avait 15 morts du 1^{er} janvier au 8 juillet, sans compter les blessés. Il importe de prévenir les accidents. On a déjà approuvé une somme de \$1,000,000 pour ces travaux sur la route 9. Si le gouvernement n'a pas tout l'argent disponible pour mettre à bien ce projet essentiel, qu'il en emprunte. Je demande donc qu'on la complète à deux tronçons et qu'on la termine bientôt, du moins entre Saint-Hubert et Saint-Hyacinthe.

Cette route est aussi nécessaire pour le développement de la province. Elle aurait pu être terminée si le gouvernement avait essayé d'obtenir une part des \$350,000,000 de crédits qu'Ottawa a votés pour la construction de la route Trans-Canada. Comment se fait-il que nous ne profitons pas de l'argent qui nous appartient? Ottawa a payé 50 %, et parfois 90 %, du coût de construction de cette dernière route dans les provinces qui se sont prévaluées de l'offre, c'est-à-dire toutes les provinces sauf le Québec. Nous avons ainsi perdu entre \$15,000,000 et \$25,000,000 sous le prétexte de défendre l'autonomie, alors qu'une foule d'autonomistes renommés, comme ceux du *Devoir*, prétendent que l'autonomie n'était pas menacée et que le gouvernement de Québec aurait dû accepter.

Je comprends difficilement qu'une entente bien faite pourrait nuire à notre autonomie et porter atteinte à nos droits. Cet argent nous appartient et il importe d'en profiter au lieu de payer des taxes dont une proportion va aux autres provinces, plus réalistes que Québec, et qui se construisent de belles routes aux frais des citoyens de Québec qui continueront, tant que l'Union nationale sera là, à se tuer sur les routes de 24 pieds de largeur qui sont de rigueur chez nous. Les avantages offerts par Ottawa le sont seulement jusqu'au 1^{er} décembre 1960 en vertu des prescriptions de la loi fédérale adoptée pour la construction de la route nationale à travers tout le pays. Pour le Québec, il va donc être trop tard¹⁶.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹⁷ propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les comités des bills privés et publics siégeront mardi matin à 10 h 30. Les personnes dont les projets

de loi sont inscrits pour étude ce jour-là devront être présentes. Ceux qui ne seront pas présents aux dates et aux heures prescrites courent le risque de voir leurs bills rejetés. Ceux dont les bills ne sont pas prêts n'ont absolument aucune excuse. J'ai répété plusieurs fois que nous avons l'intention d'accélérer les pèlerinages annuels à la Législature, et quiconque ne se conformera pas à nos règles se verra exclu de l'agenda.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain à 3 heures de l'après midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. Selon *The Montreal Daily Star* du 27 novembre 1959, à la page 23, "les amendements proposés constituent les réformes les plus convoitées par les unions syndicales pendant des années". *La Presse* du même jour, à la page 8, explique que les principaux changements proposés par cette loi concernent des sanctions plus sévères pour l'employeur qui congédie un employé pour activité syndicale, la vitesse des procédures devant la Commission de relations ouvrières et la composition même de cette Commission. Jean Marchand, secrétaire général du C.T.C.C. avait fait savoir, dès la première lecture de la nouvelle loi, qu'elle n'était pas encore assez sévère.

2. Le résumé des événements survenus lors du pique-nique annuel de l'Association de la Jeunesse libérale de Montmagny à l'Île-aux-Grues, le 26 juillet 1959, diffère grandement selon l'allégeance du journal qui en fait part. Ainsi, *Le Peuple*, proche des Unionistes, un hebdomadaire unioniste de Montmagny, publie, à la une de son édition du 31 juillet 1959, un article intitulé "Scandale à l'Île-aux-Grues", dans lequel on parle d'un pique-nique ayant tourné à "l'orgie". Le journal accuse certains jeunes libéraux ivres d'être, entre autres, entrés dans l'église de

Saint-Antoine, d'y avoir versé de la bière dans les bénitiers et de s'être mis à danser sur une musique de rock and roll avec accompagnement d'orgue. L'affaire aurait fait grand bruit à Montmagny, quoique l'autre hebdomadaire de tendances libérales, *Le Courrier de Montmagny*, n'en fasse mention que pour publier une mise au point de l'Association des jeunes libéraux (1^{er} août 1959, à la page 11) et pour accuser M. Rivard, procureur général de la province et député de Montmagny, d'avoir publicisé l'affaire en y référant dans un discours (*Le Courrier de Montmagny*, 7 août 1959, à la page 6). Selon les jeunes libéraux, les incidents se seraient produits en dehors du lieu du pique-nique et par des gens ne faisant pas partie de l'Association libérale.

3. *Le Montréal-Matin* du 28 novembre 1959, à la page 5, nous apprend que, plus tôt dans la semaine, le procureur général (l'honorable M. Rivard), en réponse à des remarques d'un député oppositionniste, a annoncé que trois jeunes gens avaient été poursuivis en justice pour leur participation au pique-nique de l'Île-aux-Grues et condamnés à l'amende. Malheureusement, aucun indice ne nous permet de savoir à quel moment les députés ont abordé ce sujet en Chambre.

4. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre (libéral) du Québec de 1887 à 1891.

5. Armand Lavergne (1880-1935), avocat et homme politique. Il participa, avec Olivar Asselin, à la fondation de la Ligue nationaliste en 1903. Député nationaliste à l'Assemblée législative de 1908 à 1916 puis député conservateur à la Chambre des communes dans Montmagny de 1930 à sa mort.

6. Arthur Sauvé (1874-1944), député conservateur à l'Assemblée législative dans Deux-Montagnes de 1908 à 1930. Chef de l'opposition de 1916 à 1929 et chef du Parti conservateur du Québec de 1922 à 1929. Père de Paul Sauvé.

7. Le Club de Réforme est le club politique du Parti libéral à Québec situé à l'époque sur la rue Briand.

8. La nomenclature des régions diffère selon les journaux. *Le Soleil* du 27 novembre 1959, à la page 1, cite "Lévis-Bellechasse" et "Bellechasse", mais oublie le "Témiscamingue" et "Montmorency". Pour sa part, *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, fait les mêmes oublis que *Le Soleil*, mais ne répète pas "Lévis-Bellechasse".

9. Il s'agit du rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay. Cette commission avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953 afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Son rapport, remis en 1956, propose une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

10. Chiffre de *La Presse* du 28 novembre 1959, à la page 20. Selon le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, il s'agit plutôt de "\$2,356,375.75".

11. Chiffre de *La Presse* du 28 novembre 1959, à la page 20. Selon le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, il s'agit plutôt de "\$33,943,772.80".

12. Chiffre de *La Presse* du 28 novembre 1959, à la page 20. Selon le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 3, il s'agit plutôt de "\$2,820,017".

13. Un journal favorable à l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 28 novembre 1959, à la page 2, soutient que M. Bertrand a prononcé son meilleur discours et probablement le plus agressif depuis qu'il siège à l'Assemblée législative. Le journal souligne également que M. Bertrand a été applaudi avec enthousiasme et qu'à la fin de son discours, les membres du gouvernement sont allés lui serrer la main.

14. *Le Soleil* du 28 novembre 1959, à la page 11, emploie à la fois les termes "route 9" et "boulevard Sir-Wilfrid-Laurier". Ces deux noms désignent la même route, l'autoroute Jean-Lesage (autoroute 20) actuelle.

15. *Le Nouvelliste* du 28 novembre 1959, à la page 12, parle plutôt de la section "entre Drummondville et Saint-Hubert".

16. *Le Montréal-Matin* du 28 novembre 1959, à la page 5, souligne que le discours de M. Saint-Pierre dure une heure.

17. Contrairement au procès-verbal, *L'Action catholique* du 28 novembre 1959, à la page 3, affirme plutôt que c'est M. Saint-Pierre qui, n'ayant pas terminé son discours à 12 h 30, demanda l'ajournement du débat.

Séance du lundi 30 novembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fortin);
- de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Turcotte);
- de la ville de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la ville de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);
- de Gaétan Marsan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Didace Lavoie (M. Custeau);
- de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);
- de la Chaîne coopérative du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Levasseur);
- de la ville de Saint-Georges, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);
- de Coenraad Zurbier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté (M. Poulin);
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);
- de la corporation du village d'Hébertville et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Levasseur);
- de dame Alyre Aubin, demandant l'adoption d'une loi prévoyant l'émission d'un certificat de décès de son époux (M. Caron);
- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gosselin);
- de Westminster Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certaines propriétés acquises de Howard Smith Paper Mills Limited, *et al.* (M. Custeau);
- de la corporation de la cité des Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay).

Questions et réponses:

**Services culturels
et de récréation**

M. Brown (Brome): Quels montants d'argent le département de l'aide à la jeunesse a-t-il:

- a) promis de payer;
- b) payés;

pour des services culturels et fins de récréation, terrains de jeu et centres de loisir, associations pour la culture physique et autres semblables existant dans la province, depuis le 1^{er} septembre à date?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

- a) \$12,000 - Engagement payable en quatre versements annuels égaux de \$3,000 chacun;
- b) \$29,275 - Subventions diverses.

**Knowlton Athletic Association,
Youth Club**

M. Brown (Brome): 1. Le gouvernement a-t-il versé un montant quelconque au cours de chacune des années financières 1955-1956, 1956-1957, 1957-1958, 1958-1959, et depuis le 1^{er} avril 1959 jusqu'à date:

a) à la Knowlton Athletic Association?

b) à la Knowlton Youth Club?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été payé et par l'entremise de quel département dans chaque cas et au cours de quelle année financière, et quels sont les noms et prénoms de la/ou les personnes qui ont endossé chacun des chèques dans chaque cas?

3. Quels sont les noms et prénoms des officiers en charge de chacune desdites associations au cours de chacune des années financières qui ont touché lesdits montants?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. a) Oui, en 1955-1956 et 1956-1957.

b) Oui, en 1957-1958, 1958-1959 et 1959-1960.

2. Payé par le département du Bien-être social et de la Jeunesse à Knowlton Athletic Association:

1955-1956: - \$300 - Chèque no 749361 - daté 29 août 1955.

Endossement:

Écriture courante: - Knowlton Athletic Association,

J. Edward Perry.

Estampe: - Protestant Central School Board of the County of Brome.

(Signature illisible) Chairman.

1956-1957: - \$300 - Chèque no 804130 - daté 12 juin 1956.

Endossement:

Écriture courante: - Knowlton Athletic Association, comté de Brome,

J. Edward Perry, Treas.

(Autre signature:) H. T. Long.

Payé par le département du Bien-être social et de la Jeunesse à Knowlton Youth Club.

1957-1958: - \$300 - Chèque no 20500 - daté 29 octobre 1957.

Endossement:

Écriture courante: - Knowlton Youth Club,

J. Edward Perry, (Treas.)

(Autre signature:) H. Long.

1958-1959: - \$300 - Chèque no 42744 - daté 9 septembre 1958.

Endossement:

Écriture courante: - Knowlton Youth Club,

J. Edward Perry.

Payé par le département de la Jeunesse à Knowlton Youth Club.

1959-1960: - \$300 - Chèque no 66895 - daté 26 juin 1959.

Endossement:

Écriture courante: - Knowlton Youth Club,

H. Long, P.C.H.S. Board.

3. Les renseignements demandés concernent la régie interne de chacune des associations ci-haut mentionnées.

Projets de loi:

**Quebec Gas
Transmission Lines Inc.**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 113 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines Inc.

M. Chalifour (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Gagnon), que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 27 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) se dit heureux que le gouvernement provincial songe à construire deux autres ponts sans péage à l'extrémité ouest de l'Île de Montréal. Il faudrait, dit-il, que les citoyens de la rive sud aient les mêmes avantages, car c'est de ce côté-là qu'on trouve la population la plus dense.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Pourquoi n'êtes-vous pas intervenu sur cette question quand vous étiez au pouvoir et qu'un gouvernement libéral était en fonction à Ottawa?

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): J'en ai souvent parlé et les libéraux se sont présentés devant la Législature avec la même demande à maintes reprises auparavant.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui. Aussitôt que M. Marler¹ est devenu ministre des Transports, vous avez cessé de soulever cette question.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il y a deux sortes de ponts: ceux qui sont à base de péage et les autres sur lesquels on circule librement. Les deux ponts du gouvernement fédéral et du chemin de fer Canadien National², à Montréal, sont encore des ponts de péage. Depuis qu'il a été construit en 1936³, le pont Jacques-Cartier a rapporté des revenus de \$24,923,224⁴. La ville de Montréal et la province de Québec, par son gouvernement, sont intéressées dans ce pont. Les trois gouvernements intéressés ne pourraient-ils pas s'entendre pour donner aux citoyens de la rive sud l'avantage de pouvoir entrer dans l'Île de Montréal sans payer ce droit de passage? Il y a longtemps que le pont est payé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) se dit étonné de constater que le député de Saint-Hyacinthe n'ait pas soulevé cette question avant. Le député, dit-il, n'a pas voulu formuler cette demande pendant que son ancien chef, M. Marler, était ministre des Transports à Ottawa? Il a attendu qu'il soit remplacé par un autre pour faire cette requête.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Je l'ai toujours demandé. Il (M. Saint-Pierre) ajoute qu'il n'est député que depuis 1956 et qu'il a toujours été d'opinion que le péage devait disparaître sur le pont Jacques-Cartier. Pour ma part, dit-il, je suis surtout intéressé aux citoyens de la rive sud et non pas à Ottawa. Il reproche au gouvernement fédéral d'avoir augmenté récemment le prix du passage sur le pont Jacques-Cartier. Je fais ma demande au gouvernement de Québec, dit-il, parce que ce pont est dans la province de Québec et qu'une grande partie de la population de la rive sud est intéressée à cette affaire. Il y a eu des assemblées, des protestations et des requêtes à Ottawa, mais cela n'a encore rien donné. C'est le temps d'abolir ce péage.

Le gouvernement du Québec devrait faire une recommandation à ce sujet aux autorités fédérales, qui ont juridiction sur les deux ponts. Ceux qui voyagent entre Montréal et la rive sud doivent payer pour utiliser les deux ponts tandis que les automobilistes

qui utilisent les ponts sur les voies d'accès est et ouest de l'Île de Montréal n'ont rien à payer. La situation sera encore plus injuste quand les deux nouveaux ponts sans péage du gouvernement du Québec seront construits à Dorion et à Sainte-Anne-de-Bellevue. Je ne vois pas pourquoi tout le monde ne serait pas traité sur le même pied d'égalité. Je dirais que c'est le devoir du gouvernement du Québec d'aborder cette question avec Ottawa. À défaut de l'abolir, qu'on en diminue le taux pour que les usagers de ces ponts bénéficient de l'augmentation de revenu enregistrée depuis l'installation du péage automatique⁵.

Il (M. Saint-Pierre) suggère que les gouvernements fédéral et provincial s'unissent et construisent au moins un troisième pont dans l'est, afin de faciliter la circulation des automobiles qui augmente sans cesse entre le sud et Montréal. En abolissant le péage sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria, et en construisant un nouveau pont à l'est, la province entière, mais surtout la rive sud et mon comté, en profiteraient énormément⁶. Je crois que c'est mon devoir de faire ces demandes au gouvernement.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): On a souvent, du côté du gouvernement, reproché à l'opposition libérale de faire perdre le temps de la Chambre, et c'est mon devoir de proclamer que cette opposition n'aura de repos que le jour où elle aura placé le gouvernement et l'Union nationale en face de ses responsabilités.

Malgré les vantardises de l'Union nationale, le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour sauvegarder la santé morale et physique de la population du Québec. On nous dit souvent que la province de Québec est la mieux administrée de toutes les provinces du Canada. À cela je répondrai que ce n'est pas l'avis des plus hautes autorités de la province de Québec.

Au sujet de la santé morale, Son Excellence Mgr Arthur Douville, évêque de Saint-Hyacinthe, dénonce les feuilles pourries et ceux qui en vivent. C'est aussi Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec, qui dit qu'il est temps de nettoyer la place des publications scandaleuses. C'est également Son Éminence le cardinal Léger qui déplore que les endroits de jeu continuent de se multiplier. C'est le juge Gérard Lacroix⁷ qui affirme que les tavernes et les grills sont les antichambres méprisables des cours criminelles. C'est M. L.-P. Poulin, secrétaire général de l'U.C.C.⁸, qui dit que l'agriculture québécoise est dans le plus grand dénuement et qu'elle est la victime de l'immobilisme du gouvernement.

Sur le plan de la santé physique, c'est à peu près la même inertie; elle n'est pas non plus suffisamment protégée par le gouvernement. La pollution des eaux s'accroît dans la province de Québec. Charles Léon Lorain, le secrétaire de la Commission nommée pour faire enquête et suggérer des remèdes appropriés, a déclaré le 17 décembre 1958 que la Commission n'avait fait aucun travail et n'avait soumis aucun rapport. Pourtant, la loi instaurant cette Commission a été sanctionnée le 15 décembre 1955 et elle spécifiait clairement qu'un rapport devait être soumis dans l'année qui suit la création de cette Commission. La conclusion évidente est que les membres de la Commission pour étudier le problème de la pollution des eaux sont payés même si aucun travail n'est accompli⁹. Cette question de la pollution des eaux en est pourtant une de vie ou de mort pour les citoyens du Québec et ne peut être ignorée plus longtemps, car selon la Société centrale d'hypothèques et de logement, qui a fait enquête à ce sujet, 68 % des eaux du Québec présentent des dangers pour la santé publique.

De partout on réclame de l'action dans ce secteur. Plusieurs groupes ont manifesté leur inquiétude au sujet de la pollution de la Rivière Ottawa et du Lac-des-Deux-Montagnes. Le maire de Hudson a même dit qu'il n'est pas besoin de réactions chimiques pour constater que nos eaux sont polluées au point d'être inutilisables dans plusieurs secteurs de la province. Et le docteur Prévost, professeur de biologie à l'Université de Montréal, a déclaré que quelques-uns des plus beaux cours d'eau de la province sont devenus de véritables canaux d'égout à ciel ouvert. Si la Commission pour étudier le problème de la pollution des eaux n'a encore accompli aucun travail, je dis alors qu'il est de son devoir de commencer à travailler immédiatement afin que la santé de la population soit protégée efficacement.

Parlant du travail des unités sanitaires, il (M. Couturier) déclare que par leur action dans la population des comtés, principalement lorsqu'il s'agit de maladies contagieuses, de mortalité infantile, d'hygiène publique, elles ont rendu des services, mais ce n'est pas seulement à ces organismes que l'on doit les progrès que l'on constate dans le domaine de la santé publique. Ce n'est pas non plus au ministère de la Santé, dit-il, ou au gouvernement actuel comme l'a dit déjà le ministre des Ressources hydrauliques du Québec (l'honorable M. Johnson) que ces progrès ont été réalisés.

Le dire est une insulte à la profession médicale et aux médecins qui se dévouent jour et nuit pour améliorer les méthodes d'asepsie et d'antisepsie. Ce

sont les médecins qui travaillent, étudient et font des recherches qui profitent à la population. C'est à eux par exemple que l'on doit la diminution considérable des fièvres puerpérales.

Le gouvernement ne s'intéresse pas suffisamment au sort des diabétiques. Ils se sont groupés en association, dans le but de dépister les diabétiques au début de la maladie. Le ministre fédéral de la Santé a compris le problème. Il a fait distribuer dans toutes les provinces, sauf dans le Québec, des petits papiers tournesols dont la réaction chimique indique aux diabétiques si la maladie est stationnaire ou continue sa marche. Il y a de nombreux diabétiques dans la province de Québec et pourquoi la province de Québec n'a pas accepté l'offre du fédéral?

La tuberculose, toujours en dépit des vantardises du gouvernement, continue d'exercer des ravages tous les jours et de demeurer une maladie redoutable. C'est encore la maladie épidémique qui cause le plus de décès dans la province, et le gouvernement a tort d'endormir la population avec ses déclarations. L'an dernier, dans la province, il y a eu 538 décès. D'ailleurs, le docteur J.-A. Vidal¹⁰ a lancé un cri d'alarme car la tuberculose tue chaque année 7.8 personnes par 100,000 dans tout le Canada et 124 par 100,000 dans la seule province de Québec. Ce taux élevé ne se retrouve qu'à Terre-Neuve, alors que le pourcentage de l'Ontario n'est que de 4.1 par 100,000.

La mortalité infantile est encore plus élevée au Québec que partout ailleurs au pays. Le ministère de la Santé du Québec le prouve dans son rapport annuel; nous avons le taux de mortalité le deuxième plus élevé du pays, soit 40.8 par 1,000 naissances, comparativement à 43.3 par 1,000, à Terre-Neuve, et à 25.2 par 1,000, en Ontario.

Et que dire de nos grands hôpitaux psychiatriques? Ils ne répondent sûrement plus aux besoins des malades et des médecins qui veulent les soigner. Ils créent la maladie plutôt qu'ils ne la guérissent. On manque de spécialistes dans ce domaine si important, et il y a lieu de se demander où le gouvernement prendra les médecins compétents qui prendront soin des 4,000 malades mentaux qu'il faudra placer d'ici un an dans d'autres institutions que la prison de Bordeaux¹¹.

Le gouvernement provincial également n'a pas encore établi, d'une façon précise, raisonnable et raisonnée, des centres de diagnostic dignes de ce nom. Et les citoyens de la classe moyenne, les pauvres, n'ont pas d'argent pour payer leur hospitalisation dans les cas graves. Il y a l'assistance publique pour les indigents, mais que reste-t-il pour la classe moyenne? Et c'est pour cette classe des

salariés que je demande au gouvernement d'établir immédiatement, cette année, un plan d'assurance-hospitalisation. Les cultivateurs, par l'entremise de l'U.C.C., ont demandé un plan contributoire d'assurance-santé.

L'Union nationale annonce, elle, qu'elle va étudier la question, alors que les autres provinces ont déjà des plans de ce genre pour la protection de la population. Le Québec peut être différent des autres provinces, mais nos malades sont semblables à ceux qu'on trouve partout ailleurs. Ils ont besoin d'être traités, et une assurance-hospitalisation répondrait à un besoin urgent. Ce programme libérera les hôpitaux de leurs déficits annuels et des difficultés financières que leur cause le soin des patients indigents. Le plan d'assurance-hospitalisation est possible dans la province, il est nécessaire, et le gouvernement devrait le mettre en vigueur le plus tôt possible. En conclusion, les prétentions de l'Union nationale affirmant que la province de Québec est la mieux administrée de toutes les provinces du Canada ne sont pas justifiées par les faits et les statistiques, principalement dans le domaine de la santé publique.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) présente ses hommages à l'Orateur, se dit heureux de son retour à la santé et souligne l'amitié qui a toujours uni Sir Mathias Tellier¹² et l'honorable juge Adjuditor Rivard¹³. J'espère, dit-il, que les mêmes liens d'amitié continueront à unir les deux fils.

M. Tellier fait honneur à l'Assemblée législative. Il (l'honorable M. Rivard) parle de la dignité avec laquelle il (l'honorable M. Tellier) dirige les débats et insiste sur son esprit de justice et sa science en droit parlementaire.

Il félicite le proposeur et le second de l'adresse et rappelle l'événement tragique du 7 septembre dernier, alors que l'honorable Maurice Duplessis trouvait la mort dans les régions désertiques du Grand Nord.

Il (l'honorable M. Rivard) rappelle qu'il avait connu l'ancien premier ministre au cours d'un congrès politique qui, en 1922, se réunissait à Montréal pour choisir Arthur Sauvé¹⁴ comme chef de l'opposition. Il insiste sur l'amitié qui l'a toujours lié à M. Duplessis. Si la province, dit-il, a perdu en Maurice Duplessis, un administrateur aux larges horizons qui lui a fait connaître des progrès inespérés, un défenseur de ses droits et de ses prérogatives, un chef dont toute l'énergie a été consacrée aux meilleurs intérêts de la race et du pays, je veux souligner de façon toute spéciale la générosité de son cœur.

Combien d'étudiants pauvres et de malheureux ont frappé à sa porte et y ont trouvé un accueil réconfortant? Combien d'adversaires politiques, abandonnés sur le chemin de la vie, ont été relevés par lui. Il nous avait habitués à ne pas nous laisser abattre par les épreuves et les malheurs. Dès le 11 septembre, tous les conseillers législatifs et députés de l'Union nationale étaient unanimes à choisir le ministre du Bien-être social et doyen de la Chambre (l'honorable M. Sauvé), comme premier ministre, un homme politique que M. Duplessis avait lui-même choisi depuis longtemps et qui incarnait la jeunesse et l'enthousiasme.

Jamais, dans l'histoire politique de notre province, un nouveau premier ministre n'a reçu un appui unanime et n'a pu s'affirmer de façon aussi décisive, en l'espace de trois mois, comme le nouveau chef de la race des Canadiens français.

Comme le premier ministre lui-même l'a dit à la conférence d'Ottawa, la voix a changé. L'accent aussi a peut-être changé. Mais une chose demeure la même: la pensée de l'Union nationale et de Maurice Duplessis, que le nouveau premier ministre continue de maintenir avec tant de vigueur et de succès. Dans son premier grand discours en Chambre, un discours qui fera époque dans nos annales parlementaires, il (l'honorable M. Sauvé) disait que notre province n'est pas une province comme une autre. C'est pour cela que l'union législative est impossible ici.

Et c'est précisément parce que notre province n'est pas une province comme une autre que nous avons la Confédération canadienne qui doit protéger les droits essentiels des provinces, de la province de Québec en particulier¹⁵. Depuis 1944, Maurice Duplessis s'est battu énergiquement et sans relâche pour reprendre les lambeaux de nos droits cédés à Ottawa. Contre qui avons-nous lutté? Contre ceux-là mêmes qui étaient responsables des abandons et contre ceux qui avaient accaparé. Et c'étaient les mêmes partout.

Si le Parti libéral provincial veut connaître la raison de son discrédit actuel, il n'a qu'à faire un retour en arrière. La province de Québec n'oublie pas ceux qui l'ont lâchée. Mais elle appuie ceux qui l'ont aidée à reprendre ce que les autres lui avaient fait perdre. Si nos adversaires veulent aussi connaître le motif de leur faiblesse, qu'ils regardent le genre de direction qu'ils ont.

Il déclare qu'il a écouté avec intérêt le discours du chef de l'opposition (M. Lapalme) la semaine dernière. Il a déclaré, dit-il, que tout était changé dans la politique québécoise, qu'il retrouvait des phrases de ses discours dans le discours du trône,

que le programme législatif du gouvernement renfermait des mesures qu'il avait lui-même préconisées. C'est comme si l'Union nationale était un parti nouveau a ajouté le chef de l'opposition. Quant au chef, à retardement, du Parti libéral (M. Lesage), il a adressé la parole hier à une assemblée de jeunes libéraux. Il a déclaré: "Rien n'est changé dans le gouvernement de l'Union nationale, c'est le même vieux régime."

Les deux chefs pourraient toujours commencer par s'entendre. L'un dit: Tout est changé. L'autre dit: Rien n'est changé. Je ne sais pas s'il arrive aux deux chefs de se voir, de se rencontrer pour se parler ou s'ils discutent ensemble de stratégies de parti, mais à tout événement, ils ne parlent pas de la même façon. Le chef de l'opposition n'a pas besoin de s'inquiéter s'il ne peut comprendre M. Lesage parce que personne dans la province ne le comprend. Rien d'étonnant à cela, puisqu'il n'y a qu'une seule personne qui l'écoute: il s'écoute lui-même...

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il se regarde aussi!

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le chef de l'opposition regarde l'autre chef de loin. Cela lui donne plus de liberté de pensée et plus d'allant. Mais que le chef parlementaire se rassure, l'autre chef ne viendra jamais prendre sa position comme chef de l'opposition en cette Chambre. Il ne siégera jamais ici.

Au congrès des jeunes libéraux, M. Lesage a fait des déclarations extraordinaires sur les projets d'aide du gouvernement aux universités¹⁶. Si l'on en croit les rapports de son discours, il est le seul dans la province à n'avoir rien compris et je suis poli en le disant. En plusieurs circonstances, le premier ministre a déclaré que la province allait aider les universités dans la réalisation de leurs projets d'agrandissement et de constructions nouvelles, ce qui leur permettra de se financer. Évidemment, lorsque le gouvernement offre sa garantie, il ne s'engage pas à garantir d'avance n'importe quoi. Il faut qu'il scrute les besoins afin de protéger le crédit de la province. Nous ne sommes pas prêts à engager le crédit de la province sans savoir sur quoi ce crédit sera engagé. D'après la formule suggérée par le premier ministre, la province aidera les universités, mais les générations futures seront appelées à aider la génération présente dans le domaine des investissements nécessaires pour l'expansion matérielle et l'aménagement des institutions d'enseignement supérieur.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève alors un point d'ordre, alléguant qu'un bill relatif aux universités est imprimé et qu'en vertu de l'article 285 des règlements de la Chambre, paragraphe 11, il est interdit de se référer à une affaire inscrite au *Feuilleton*.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) répond qu'il est à discuter l'un des articles du programme législatif couverts par le discours du trône et qu'il est parfaitement dans le même droit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le débat sur l'adresse a une portée générale et on peut couvrir toute question d'intérêt public. Si l'argumentation du député de Saint-Maurice (M. Hamel) était acceptée, on ne pourrait discuter aucune des questions qui font l'objet d'une quarantaine de projets de loi du gouvernement au *Feuilleton*.

M. Levesque (Bonaventure): En vertu de l'article 759, il est irrégulier de parler d'un bill qui a été annoncé au *Feuilleton*.

Décisions de l'Orateur:

Débat sur des affaires fondées sur le même principe

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice est mal fondé, même suivant l'article qu'il invoque, lequel excepté toute affaire basée sur le même principe que celle qui est en discussion. Or, l'honorable procureur général est à discuter d'une affaire dont il est fait mention dans le discours du trône et qui est fondée sur le même principe que le bill qui est inscrit au *Feuilleton*. Il est à noter que l'on a d'ailleurs parlé de l'aide aux universités depuis le début du débat, et qu'il est ainsi permis de répondre à ce que les préopinants ont pu dire sur le sujet.

Pour toutes ces raisons, le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice est rejeté.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Larouche, Leclerc, Lizotte, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Sauvé, Talbot, Turcotte, Vachon. 44.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La façon d'envisager le problème universitaire annoncé par le premier ministre à plusieurs occasions a été accueillie avec satisfaction par tous les intéressés.

L'honorable premier ministre a annoncé également qu'il stabilisera les finances de l'enseignement à tous les paliers, universitaire, secondaire et primaire. Un projet de loi sera soumis plus tard à cet effet. Mais, pour rédiger cette loi, il faudra attendre de connaître exactement la situation financière des institutions d'enseignement. Tout le monde sait que le premier ministre a soumis à Ottawa une formule concrète concernant les sommes actuellement en la possession de la Conférence des universités canadiennes et du Conseil des arts pour les universités québécoises.

Pour que les universités puissent toucher ces subventions sans violer la juridiction essentielle des provinces dans le domaine de l'éducation, domaine qui lui est assigné expressément par la Constitution canadienne, en admettant que la proposition concrète du premier ministre soit acceptée par Ottawa, la loi concernant les investissements immobiliers des universités, qui sera présentée à la Chambre, devra tenir compte de cette proposition. Mais, si la proposition est refusée, le gouvernement de Québec présentera quand même une loi à cette Chambre, mais devra également tenir compte du refus d'Ottawa.

Citant *Le Soleil*¹⁷ du matin même, il (l'honorable M. Rivard) affirme que le chef du Parti libéral provincial (M. Lesage) a accusé le gouvernement du Québec de chercher à s'approprier une bonne partie des \$25,000,000 de subsides que la Conférence canadienne des universités garde en réserve pour les universités du Québec, dans l'espoir de se rembourser des versements que la province a elle-même faits à

ces universités, sous forme d'octrois de remplacement en attendant le règlement de la question¹⁸.

Il n'y a pas un iota de vrai dans tout cela, dit-il. C'est une fausseté du commencement à la fin et rien ne permet à un homme qui se prétend un homme politique, de lancer une pareille affirmation. Il est habituel de la part du chef du Parti libéral de faire des déclarations intempestives pour tenter de se gagner des votes. Si, dans le respect des droits de la province en matière d'éducation, nous pouvons récupérer les \$25,000,000 gardés par la Conférence des universités, ce ne sera pas pour le passé, mais pour l'avenir de nos universités.

Dans le même discours, M. Lesage a dit que les collèges classiques n'ont pas touché les octrois de remplacement et que la décision du gouvernement de s'en approprier une partie pour se rembourser ces octrois est injuste pour ces institutions d'enseignement secondaire. Est-ce qu'il sait ce dont il parle? S'il le sait, il fait le cachottier. Car tous ceux qui s'occupent d'éducation dans la province savent que les collèges classiques ont reçu ces octrois de remplacement du gouvernement de Québec en même temps que les universités depuis 1952.

Je comprends que M. Lesage ne montre pas beaucoup d'enthousiasme à venir parler ici. Il n'y pourrait pas parler comme il aime le faire ailleurs.

Une province qui accepte des octrois en retour de l'abandon de ses droits de taxation se met en état de sujétion et elle met en péril l'état de son gouvernement responsable. Le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) ne semble pas y avoir compris grand-chose. Il s'est scandalisé de ce que la province de Québec n'a pas fait comme les neuf autres provinces et loué ses droits de taxation en retour d'octrois. Suivant le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), nous aurions ainsi perdu des millions et des millions de dollars.

Une voix: Six cent vingt-neuf millions de dollars.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député de Notre-Dame-de-Grâce a oublié de dire, cependant, que pendant la période qu'il a mentionnée, la province de Québec a continué de percevoir elle-même ses taxes et a ainsi recueilli, pour seulement quatre items, un montant de \$282,000,000, qui autrement serait allé à Ottawa. Et puis, il y a une autre chose que le député ne comprend pas. Et c'est que la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Elle a le devoir impérieux de maintenir son autonomie et son

indépendance financière dans les domaines où sa juridiction est souveraine. Et ce ne sont pas les millions qu'on peut nous offrir qui nous feront sacrifier nos droits et notre survivance.

Le député de Hull (M. Parent) m'a fait le reproche de n'avoir pas répondu à une lettre qu'il m'avait adressée en juillet. Quand je lis dans les journaux une lettre qui m'est adressée et que je ne reçois que plus tard, je sais dans quel but elle m'est adressée et je n'y réponds pas. Je suis entré dans la vie publique avec le nom de mon père, avec un nom propre, et j'ai bien l'intention de laisser un nom propre à mon fils. Il dit (l'honorable M. Rivard) qu'il ne veut pas avoir besoin de se refaire une virginité en liant politique et moralité.

Il répond au député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) au sujet des revues obscènes. La question des publications obscènes dit-il, fait toujours l'objet d'une étude attentive de mon département. Le Code criminel fédéral est actuellement extrêmement difficile à appliquer, surtout quand il s'agit de textes, à cause de la définition trop vague du mot "obscénité". Il est plus facile de sévir dans le cas des images, photos et gravures. Mais le ministre de la Justice¹⁹ nous assure toutefois que nous aurons bientôt, au cours de la prochaine session qui s'ouvre à Ottawa, une législation qui ne laissera plus à la discrétion du juge de définir ce qui est obscène, et le Québec continuera d'appliquer la loi sans restriction.

Le Québec est la province qui a été le plus loin dans la limite de sa juridiction pour faire la guerre aux publications obscènes et un nombre incalculable d'imprimés ont été saisis. Mais, dans l'état actuel des choses, le département doit se contenter de surveiller ces publications et d'arrêter la diffusion quand c'est possible. Il y a actuellement une section de la Sûreté provinciale qui s'occupe particulièrement de faire appliquer la loi provinciale et la loi fédérale, quelle que soit sa difficulté d'application. Une chose demeure, c'est que tous les efforts sont faits par le département pour arrêter leur diffusion.

Il parle ensuite de sécurité routière²⁰. Le gouvernement actuel, dit-il, a apporté une attention particulière à ce problème et aux accidents de la route qui se multiplient dangereusement. Il est parti de zéro dans ce domaine, puisque rien de tel n'avait été entrepris avant lui. Nous avons augmenté considérablement le nombre des hommes de police, d'une cinquantaine dans la région de Montréal. Mais on conviendra qu'on ne peut placer un policier derrière chaque conducteur-automobile. Il y avait une campagne d'éducation à faire, et elle a été entreprise.

Ce qui importe surtout, c'est une campagne de publicité éducative, mettant constamment devant les yeux du public les notions élémentaires de prudence et les stipulations de la loi. C'est pourquoi nous avons constitué le comité provincial de la sécurité routière dont dépendent aujourd'hui 160 comités locaux répartis dans toutes les parties de la province.

La publicité éducative se fait par des congrès comme le troisième congrès de la sécurité routière, tenu en mai dernier à Québec, qui a été un succès, par des films, par des conférences, par des annonces placées le long de la voie publique.

La campagne d'éducation se poursuit aussi par l'envoi de conférenciers dans les écoles. De septembre 1958 à mai 1959²¹, il y a eu ainsi 992 ralliements dans 760 écoles, qui ont permis de mettre en garde 218,709²² écoliers contre les dangers de la circulation. Il y a eu également 1,231 séances de projection lumineuse. Depuis 1955, le nombre des ralliements a été de 3,777 et près de 1,000,000 d'élèves ont été mis au courant. De plus, on a présenté des films sur la sécurité routière à 123 endroits différents.

En 1953, année de la fondation du comité provincial, il y avait dans la province 642,652²³ véhicules enregistrés et 748,810 chauffeurs. On compte maintenant 1,051,000 véhicules enregistrés et 1,300,000 chauffeurs. En six ans, le nombre des véhicules a presque doublé et pourtant le nombre des morts causées dans des accidents de la route a diminué, tombant de 901, en 1953, à 821, en 1958. C'est une preuve de l'efficacité de l'action éducative entreprise sous l'égide du gouvernement.

Il (l'honorable M. Rivard) remercie de leur coopération efficace les corps publics, les municipalités, les clubs sociaux, la presse, la radio, et la télévision, et leur lance un appel pour qu'ils continuent comme dans le passé à aider les autorités.

Le Parlement, dit-il, a accordé aux municipalités de la province, il y a quelques années, le droit de poursuivre les violateurs des règlements municipaux et de la loi provinciale régissant la circulation ainsi que d'encaisser le produit des amendes. Il voulait ainsi obtenir la collaboration des municipalités pour assurer la sécurité de la route. D'une façon générale, et dans l'immense majorité des cas, les municipalités ont collaboré. Mais il y a eu quelques exceptions.

Des municipalités, au sud de Montréal n'ont vu dans l'autorisation qu'elles avaient de percevoir les amendes que le moyen d'avoir une nouvelle source de revenus au moyen d'amendes imposées aux automobilistes qui passent dans ces municipalités. Les municipalités en question - et elles se

reconnaissent - ont été averties à plusieurs reprises dans le passé que le gouvernement ne tolérera pas leurs abus de pouvoir. Par la suite, il y a eu une modification de la loi. On a donné le droit au procureur général d'enlever à ces dernières municipalités le pouvoir qu'elles ont. Nous ne nous sommes par encore prévalus de ce droit. Mais j'avertis certaines municipalités que, si les abus continuent, nous devrons en venir à ce moyen.

Il souligne les progrès qui ont été enregistrés dans la province et dans son comté dans tous les domaines, éducation, voirie, agriculture, colonisation.

Il faut que le grain meure en terre pour produire la moisson. Il y a à peine trois mois, nous déposons en terre, à Trois-Rivières, la dépouille mortelle de M. Duplessis et, déjà, la moisson des vertus qu'il a pratiquées, des principes qu'il a prêchés et de la politique qu'il a instaurée est perceptible dans tous les départements ministériels de la province. La situation est telle, M. l'Orateur, que si vous voulez vous souvenir des visages de ceux qui siègent à votre gauche, vous devez les bien regarder, de peur qu'après les prochaines élections, vous ne puissiez les revoir.

(Applaudissements à droite)

M. Lafrance (Richmond) félicite le nouveau premier ministre à qui il offre ses meilleurs vœux de bonne santé et de fructueuse administration pendant les quelques mois qu'il lui reste à gouverner la province avant les prochaines élections.

Il rend hommage, à la mémoire de feu Son Excellence Mgr Joseph Charbonneau²⁴. La grande charité apostolique de cet éminent et distingué prélat, dit-il, a dépassé les frontières de son propre diocèse pour atteindre les humbles et les déshérités de partout. Le comté de Richmond, en particulier, a connu et a largement bénéficié de sa grande sympathie pour les syndiqués de l'amiante. Les orphelins d'Europe ont aussi connu un peu plus la douceur de vivre grâce à sa générosité. En des heures difficiles, il a eu le courage, en face de puissances politico-financières, de rappeler que le rôle de l'Église et de l'État était d'abord et avant tout de protéger le faible, de prendre parti pour l'opprimé. Au nom de mes électeurs, et en particulier en celui des syndiqués de l'amiante, je désire rendre un hommage sincère à celui qui demeurera longtemps dans la mémoire du peuple du Québec comme l'évêque de la justice sociale dans le Québec.

Le discours du trône en a déçu plusieurs. La phraséologie peut différer, mais la substance n'a pas changé; il fut comme ses prédécesseurs, un

désappointement pour la population. On se rend compte que c'est toujours le même régime vieux de 16 ans qui est au pouvoir. Or, l'ancien premier ministre avait l'habitude de dire: "après 15 ans de pouvoir, un régime est corrompu, c'est le temps de le changer!"

En effet, l'histoire politique de notre province démontre qu'il est impossible de renouveler et encore moins d'assainir et de rénover un vieux régime usé et corrompu par 16 ans d'abus administratifs. On s'était pourtant illusionné en certains milieux. Aussi, le plus mauvais service que l'on pouvait rendre au nouveau premier ministre, c'était de laisser miroiter l'adoption de mesures quasi miraculeuses par un surhomme comme on l'a fait de façon vraiment extravagante dans certains journaux, à la radio et à la télévision à tous les jours depuis plus de deux mois.

Si on analyse le discours du trône, et surtout, l'abondante législation qui nous a été soumise, nous devons reconnaître qu'il y a d'importants amendements qui sont apportés à certaines lois désuètes, comme il fallait s'y attendre à cette session pré-électorale. Mais il faut reconnaître que toute cette législation se borne à replâtrer le vieux régime actuel, en donnant l'impression de corriger quelques-uns des nombreux vices et lacunes qui se trouvent encore dans nos Statuts. Mais rien ne laisse espérer ce radical coup de barre qui s'impose dans tous les domaines de l'activité provinciale.

Durant le dernier quart de siècle, il y a eu bien des changements de figures politiques et des amendements nombreux aux lois de la province, mais peu de rénovation politique; c'est sans doute ce qui justifie ce vieux dicton populaire: plus ça change, plus ça se ressemble au Québec. Le fait est que si nous jetons un regard sur ce qui s'est accompli chez nous sous les différentes administrations qui se sont succédé depuis 25 ans, on peut résumer leur action politique en disant qu'elles ont toutes réussi à faire naître beaucoup d'illusions et d'espérance, mais elles ont laissé peu d'œuvres vraiment constructives et effectives.

Nous avons d'abord connu l'époque de 1935-1939, marquée par une crise internationale causée, non pas par les gouvernements du Québec comme on tente de le faire croire malhonnêtement, mais par des conditions économiques affectant tous les pays du monde, sans exception. Grâce aux enseignements de l'École sociale populaire, nous avons été témoins d'une grande vague populaire réclamant un ordre social nouveau inspiré par la doctrine sociale chrétienne.

On se souvient de l'enthousiasme qu'a suscité chez ceux de ma génération l'enseignement du catéchisme des électeurs diffusé par l'Action libérale nationale qui fit une alliance avec le Parti conservateur pour former ce que l'on appelle encore l'Union nationale²⁵. Je connais des patriotes de chez nous qui ne pardonneront jamais à ce parti politique d'avoir fait avorter cet admirable mouvement populaire de restauration sociale qu'avaient préconisé les Semaines sociales du Canada²⁶. Cette époque de 1936-1939 fut pour beaucoup celle des grandes illusions et surtout celle de la grande déception!

De 1939 à 1944, la province de Québec connut un autre gouvernement. Ce fut une période difficile à cause des restrictions imposées par le gouvernement fédéral qui mobilisa toutes les forces de la nation pour la défense de principes démocratiques. Cependant, malgré l'envahissement du pouvoir central dans des domaines réservés jusqu'alors aux provinces, je dois avouer, quoique j'aie combattu ce régime²⁷, qu'il y a eu sous l'administration Godbout de véritables mesures de rénovation nationale comme l'étatisation de la Montréal Light, Heat & Power, la création d'un Conseil d'orientation économique, le vote féminin, la gratuité scolaire, etc., etc.

Il y a enfin la période du régime actuel qui est au pouvoir depuis plus de 16 ans, qu'on pourrait qualifier l'ère de l'opportunisme politique ou de l'infantilisme politique. Il est indéniable que notre province a connu sous le régime actuel des développements notoires, mais nettement inférieurs à ceux qu'ont connus les autres provinces du pays. Toute personne de bonne foi reconnaîtra que cette prospérité est attribuable, non pas au génie politique du régime actuel comme on tente de le faire croire, mais des conditions économiques internationales. L'histoire démontrera combien l'incurie, l'opportunisme électoral, le favoritisme et l'improvisation administrative du régime de l'Union nationale a retardé de plus de 25 ans l'épanouissement social, économique et culturel de notre peuple.

Ce qu'il nous faut au Québec, et ça presse, c'est une politique proquébécoise, c'est-à-dire une pensée politique conçue et réalisée en fonction des intérêts et selon les aspirations nationales et religieuses du peuple du Québec. C'est une véritable politique de grandeur nationale qu'il nous faut.

Pour réaliser une telle politique, il faudrait posséder des organismes compétents et libres, qui auraient pour mission d'élaborer une pensée politique dynamique et conquérante, une politique vraiment

catholique et canadienne-française, dans tous les secteurs d'activité relevant de l'autorité provinciale.

L'une des grandes caractéristiques sociales du Québec, c'est la famille nombreuse. Les statistiques démontrent que plus de 60 % de toutes les familles nombreuses du pays, qui comptent plus de 10 enfants, se recrutent dans le Québec. Pour être fidèle à l'engagement que j'ai pris lors de mon entrée en cette Chambre, je voudrais de nouveau réclamer du gouvernement de la province de Québec la création d'un ministère des Affaires familiales²⁸.

Nous n'avons aucun organisme particulier pour promouvoir et défendre les intérêts de la famille, cette pierre angulaire de la société. Pourtant, chez nous, plus qu'ailleurs, toute notre législation devrait être centrée sur la famille, car toute réforme véritable, comme toute prospérité réelle, doit reposer sur cette cellule de la société.

Il me semble que s'il y a un peuple qui ne devrait pas ignorer cette grande vérité sociale, c'est bien le nôtre qui doit sa survivance, non pas aux puissances politiques, ni financières, mais à la générosité et, disons-le, à l'héroïsme des pères et mères de famille du Québec. N'est-ce pas précisément pour préserver et accroître ces valeurs et traditions familiales que nos prédécesseurs en cette enceinte, Mercier et les autres, ont lutté avec la plus grande énergie pour la sauvegarde de cette souveraineté politique et législative qu'on appelle l'autonomie provinciale? Et bien, il faudrait que cette autonomie serve, non pas surtout à des chicanes politiques avec le pouvoir central sur des considérations monétaires, mais plutôt à l'épanouissement des familles nombreuses du Québec.

Ce nouveau département serait essentiellement un organisme d'étude et de coordination. Il pourrait comporter plusieurs sous-comités, comme un bureau qui aurait pour objet les relations avec les différentes organisations familiales, un bureau des diverses allocations sociales, un bureau des affaires financières, qui scruterait les diverses charges fiscales, impôts et taxes, etc. affectant la famille, un bureau juridique qui étudierait la législation, un bureau du logement qui traiterait toute question intéressant le logement familial si important pour le bien-être matériel et moral de la famille.

En un mot, ce ministère se fera en toute occasion le défenseur de la famille, l'avocat de la liberté et du bien-être de la famille, en s'inspirant toujours du principe que la famille n'est pas au service de l'État, mais que l'État existe pour suppléer à l'insuffisance de celle-ci.

Un autre problème que l'on devrait aborder sans tarder, toujours de la plus haute importance pour l'avenir des familles du Québec, c'est celui de l'exploitation de nos richesses naturelles et de l'orientation économique à donner à l'économie québécoise.

Le discours du trône n'en parle pas et, en consultant le *Feuilleton* de la Chambre, on constate également que ce problème est totalement ignoré par le gouvernement actuel, puisque aucune mesure n'est annoncée pour coordonner l'industrialisation du Québec et faire profiter notre peuple de l'exploitation de son patrimoine national. Qui pourra jamais mesurer le tort incalculable et irréparable causé à tout un peuple par l'imprévoyance et l'opportunisme d'un régime qui n'a aucun plan d'ensemble ni aucune idée maîtresse dans cet important domaine de l'activité provinciale?

On aime beaucoup parler d'autonomie de l'autre côté de la Chambre et l'on prétend avec raison qu'elle est menacée, mais on semble ignorer que le véritable danger ne vient pas surtout du pouvoir central, mais plutôt de l'influence sans cesse grandissante de puissances financières étrangères qui sont en train de nous asservir économiquement, socialement, voir même politiquement.

Aussi, c'est avec raison qu'un éminent patriote de chez nous déclarait récemment qu'il ne servait à rien de réclamer notre autonomie pour le simple plaisir de céder nous-mêmes nos richesses naturelles aux Américains. À ce compte, ajoutait-il, Ottawa pourrait la faire tout aussi bien que nous!

Si nous voulons que nos richesses, qu'on dit inouïes, servent au bien-être des familles du Québec, il est grandement temps de créer un Conseil d'orientation économique qui aura pour tâche de réviser toute notre politique d'exploitation des ressources naturelles. Je crois que le moment est venu de créer cet organisme économique dont le rôle sera d'éclairer les gouvernements, et aussi le public, en lui révélant les ressources dont nous disposons et les moyens de les utiliser au profit de notre population.

Ce conseil, qui grouperait nos plus hautes compétences, des spécialistes dans différentes branches des affaires et de la vie sociale, serait purement consultatif, et aurait pour mission de procéder à une planification économique, en vue de faire bénéficier davantage les citoyens du Québec de ses richesses.

L'administration de ce conseil ne contribuera pas à alourdir le Trésor public puisqu'il éliminera en grande partie les nombreuses régies et commissions

d'enquête qui existent présentement. D'ailleurs, le gouvernement n'a pas même à faire adopter une nouvelle législation à cet effet, car il existe déjà dans les Statuts de la province une loi qui a été votée et sanctionnée qui l'autorise à procéder.

C'est en 1943 que M. Godbout fit adopter une loi, 7 George VI, chapitre 8, créant un Conseil d'orientation économique. Quinze membres furent nommés, parmi lesquels on relève les noms suivants: Jules Brillant²⁹, comme président, Wilfrid Bovey³⁰, Jacob Nicol³¹, le révérend père G.-H. Lévesque, o.p.³², MM. Esdras Minville³³, Gérard Picard³⁴, J.-E. Simard³⁵, J. O. Wilson³⁶, Eugène L'Heureux³⁷, et comme secrétaire M. Raymond Robic³⁸, de Montréal.

Durant les neuf mois qu'il fut en fonction, le conseil économique avait accompli un travail considérable en collaboration avec les divers départements de l'administration provinciale et les corps publics de la province, et une volumineuse documentation avait été recueillie. Malheureusement, quand le régime actuel s'empara du pouvoir à la fin d'août 1944, on n'entendit plus parler de cet organisme qui avait été créé précisément en vue d'adopter les mesures appropriées pour orienter dans tous les domaines l'activité économique de cette province, de façon à assurer, non seulement le retour à la vie normale, mais aussi une utilisation plus rationnelle et plus complète de nos ressources agricoles, forestières, minérales et industrielles.

Ce fut extrêmement malheureux. Peut-on s'imaginer les services incalculables qu'un tel organisme aurait rendus à notre peuple durant ces dernières 15 années? Aussi, combien grave est la responsabilité de ceux qui ont arrêté le travail si prometteur d'un tel organisme. L'histoire jugera sévèrement l'opportunisme des politiciens qui se sont rendus coupables d'un acte aussi contraire à l'intérêt de tout un peuple.

Je crois que le nouveau premier ministre poserait un acte salubre de haute portée nationale, et contribuerait à réparer le geste malheureux de son prédécesseur en rétablissant le Conseil d'orientation économique créé en 1943, et alors on pourrait affirmer avec raison qu'il y a vraiment quelque chose de changé dans l'administration provinciale.

Il (M. Lafrance) regrette que le discours du trône ne mentionne aucune mesure promettant de se préoccuper de l'exploitation de nos richesses naturelles et de l'orientation économique à donner à la famille québécoise. On se contente de dire que l'expansion économique du Québec fait l'admiration de tout le monde, dit-il. Rien n'est annoncé pour coordonner l'industrialisation de notre province et

faire profiter plus à fond notre peuple de son patrimoine national. Il est donc grandement temps de créer un Conseil d'orientation économique qui aurait pour tâche principale de réviser notre politique d'exploitation de nos ressources naturelles.

Il (M. Lafrance) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Toutefois, nous regrettons que rien dans le discours du trône n'indique que le gouvernement a l'intention de remettre en application la loi votée par la Législature en 1943, instituant le Conseil d'orientation économique (7 George VI, chapitre 8), et de procéder à une planification économique telle que réclamée par la Fédération des chambres de commerce de la province et autres organismes, en vue de faire bénéficier davantage la province et ses citoyens des richesses naturelles de notre province."

M. Levesque (Bonaventure): Le comté de Bonaventure serait fort heureux que la motion soit accueillie et que la suggestion qu'elle contient soit mise en vigueur par le gouvernement actuel.

La Gaspésie n'a pas participé à la prospérité québécoise au même rythme que les autres régions économiques de notre province. Comment expliquer que la population de la Gaspésie ne s'accroisse pratiquement pas? Parce qu'il n'y a pas pour eux d'avenir brillant, en raison même des opportunités limitées. Les citoyens de Gaspé continuent d'émigrer de la région et la population, plutôt qu'augmenter, ne cesse de diminuer. La raison, c'est que parce qu'ils ne trouvent pas à s'employer, les Gaspésiens quittent leur petite patrie, viennent s'installer dans les villes où ils augmentent la congestion et contribuent à augmenter les problèmes que doivent résoudre les grandes administrations municipales. Quant à ceux qui restent, leur sort n'est guère enviable. Un grand nombre d'entre eux doivent passer plusieurs mois par année hors de la Gaspésie, loin de leurs familles, pour augmenter un peu leurs revenus. Leurs cas ne sont pas exceptionnels, car alors, je n'en parlerais pas. Il s'agit d'un problème social et économique de grande envergure.

Cet exode est d'autant moins excusable que nous avons toutes sortes de richesses naturelles: une agriculture viable, spécialement le long de la Baie-des-Chaleurs, des minéraux en abondance, des pêcheries, des panoramas qui lui attirent des touristes en grand nombre et, surtout, d'immenses forêts. Comment se fait-il qu'avec autant de richesses, nous ne réussissions pas à garder nos fils? Une des

raisons, c'est que malheureusement, la forêt ne sert pas autant qu'elle le pourrait les fins de l'économie gaspésienne, car une grande partie de notre bois s'en va alimenter, à partir de Gaspé le long de la Baie-des-Chaleurs, les papeteries du Nouveau-Brunswick où l'on s'occupe de l'ouvrier. Sans doute existe-t-il une loi qui interdit l'exportation en dehors du Québec du bois non ouvré, mais la loi comporte un *proviso* qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des permis spéciaux d'exportation. Je dis que ces permissions desservent les intérêts de la Gaspésie.

Le gouvernement devrait réviser sa politique à ce sujet et encourager la construction d'usines de transformation du bois sur la rive québécoise de la Baie-des-Chaleurs. Ces usines du Nouveau-Brunswick peuvent trouver tout le bois dont elles ont besoin dans leurs propres forêts.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre afin d'empêcher le représentant de Bonaventure de discuter des choses qui, à son avis, seraient plus dans l'ordre dans le débat sur le discours du trône, mais pas sur une motion de censure.

M. Levesque (Bonaventure)³⁹: Si nous avions un Conseil d'orientation économique, il pourrait étudier surtout la possibilité d'utiliser davantage les ressources naturelles de la péninsule gaspésienne et aviser aux moyens de mieux faire servir les richesses de la Gaspésie au bien-être de la population. Nous avons donc grand besoin d'un Conseil d'orientation économique, car le gouvernement ne doit pas se limiter à vanter l'entreprise privée, mais trouver des solutions à des problèmes économiques comme celui que je viens d'exposer. Que le gouvernement prenne ses responsabilités!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je dirai deux mots seulement, pour éviter qu'une fausse impression ne se répande dans la province à la suite des dernières paroles du député de Bonaventure. Il a terminé son discours en disant: "Que le gouvernement prenne ses responsabilités." Or, que dit la motion? Elle exprime simplement le regret que nous n'ayons pas exprimé dans le discours du trône l'intention d'établir un conseil économique. Il n'y a rien de positif dans une telle motion et son adoption n'aurait pas pour effet d'établir un tel conseil.

Quand une loi a été votée en 1943 pour instituer un conseil économique, il n'y a eu désaccord ni sur le principe, ni sur les modalités de la mesure.

Son adoption a été unanime. Et du fait qu'il n'y a rien là-dessus dans le discours du trône, il ne faut pas conclure que nous sommes contre telle ou telle initiative.

S'il fallait que nous parlions dans le discours du trône non seulement des politiques que nous entendons appliquer dans les projets de loi, mais également de celles qui pourront l'être dans l'administration courante, nous aurions un document qui n'en finirait plus. Il faut bien se borner à donner les grandes lignes de notre programme.

Ces remarques s'appliquent également à toutes les motions du même genre que l'opposition pourrait présenter au cours du débat sur l'Adresse. Nous ne pouvons certainement pas concourir dans des motions qui auraient pour seul effet d'adresser au gouvernement un blâme qu'il ne mérite pas.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais à mon tour exprimer ma pensée sur le sujet. L'opposition n'a que des moyens limités à sa disposition. À ce stade-ci des débats comme aux autres qui suivront, nous ne pouvons présenter aucun projet de loi, ni même aucune motion qui auraient pour effet d'entraîner des dépenses d'argent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de procéder d'une façon négative, en exprimant des regrets. Libre ensuite au gouvernement de prendre attitude sur les sujets que nous soulevons. Compte tenu des exigences de la procédure, la motion demande en somme au gouvernement de remettre en application la loi de 1943.

Le manque de planification et de recherche économique minutieuses est frappant dans l'administration provinciale actuelle. Quand on veut étudier par exemple la question industrielle dans la province, je suis toujours frappé par le fait qu'il y a eu très peu d'études sociologiques de faites sur notre milieu. Le premier ministre a soulevé l'autre jour un problème quand il a parlé des industries qui s'établissaient sur les rives du Saint-Laurent, où se trouvent nos meilleures terres⁴⁰. Une étude sociologique pourrait nous renseigner non seulement sur les migrations probables de population, mais aussi sur les déplacements d'industries.

Il arrive que des industries déménagent parce qu'elles réalisent qu'elles ne s'étaient pas d'abord établies à l'endroit le plus avantageux. C'est donc qu'il y a un manque de planification, d'orientation économique. Il nous faudrait des études portant non seulement sur la population actuelle, mais aussi sur les mouvements prévisibles de cette même population. Des centres d'achats s'établissent dans des endroits presque déserts parce qu'au sein même de ces entreprises, il y a des services qui ont

précisément pour mission de prévoir où sera la population dans quelques années. Dans le domaine des travaux d'hiver, nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements. Il y a là encore toute une planification à faire.

Le problème soulevé par le député de Bonaventure en est un autre exemple. On dit qu'il y a plus de Gaspésiens à Montréal qu'il n'y en a en Gaspésie. Il peut y avoir des secteurs qui, pour certaines raisons, n'accueilleront jamais de grosses industries et où il y a peu d'agriculture, mais alors, ne pourraient-ils pas être travaillés à fond pour autre chose, comme le tourisme?

Les divers ministères ont à leur emploi des spécialistes qui travaillent plus ou moins séparément. Si toutes ces recherches ne sont pas intégrées, on finit par perdre la trame de vue. C'est pourquoi les chambres de commerce en particulier ont préconisé l'institution d'un Conseil d'orientation économique. Il s'agit précisément de ramasser tous les faits pour obtenir une vue d'ensemble. Il y a en France un organisme qui a pour mission de faire sortir les industries de Paris pour les envoyer en province. Ce n'est pas du dirigisme absolu, mais il faut une certaine mesure de dirigisme si nous voulons voir clair dans nos problèmes.

Je ne sais pas si c'est bon ou mauvais, mais nous vivons à une époque de spécialisation, une époque où l'on a besoin d'experts. Or, les experts sont portés à tout ramener à leur spécialité. C'est pourquoi il faut, au-dessus de tout cela, un conseil d'orientation qui ne prendrait pas la place du gouvernement, mais lui fournirait les vues d'ensemble dont il a besoin pour agir. Le fait d'être ministre d'un cabinet ne donne pas la science infuse. Il serait bon que les membres du gouvernement aient à la portée de la main un tableau complet des perspectives économiques.

Il ne faudrait pas attendre trop longtemps pour créer cet organisme car, dans 10 ans, la situation va être encore bien plus compliquée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

M. Brown (Brome) entreprend de parler d'une de nos grandes ressources naturelles, la pêche et la chasse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est absolument hors d'ordre. Nous ne discutons pas de pêche ou de chasse, mais de la création d'un Conseil d'orientation économique.

M. Brown (Brome): Nous parlons de la planification de nos richesses naturelles et le sujet que j'ai abordé en fait partie.

M. l'Orateur: Le député est hors d'ordre en discutant de chasse et de pêche sur une motion réclamant la création d'un Conseil d'orientation économique.

M. Brown (Brome) dit qu'il va être bref. Il croit, dit-il, que la renaissance et la remise en activité du Conseil de la recherche économique de 1943 s'avèreraient extrêmement profitables dans le domaine de la chasse et de la pêche, un domaine qui a besoin de beaucoup de développement et d'améliorations dans cette province. Il (M. Brown) mentionne quatre régions précises de la province où, à son avis, des améliorations sont nécessaires. Ce sont Gaspé, les Laurentides, le Nouveau-Québec et le nord-ouest de la province.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat ajourné vendredi le 27 novembre dernier, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Brown (Brome): Il vient des milliers et des milliers de gens de l'extérieur pour profiter de nos lacs et de notre gibier. Il faudrait qu'un Conseil d'orientation voie à ce que nos lacs soient repeuplés et à ce que tout soit planifié. Si on faisait cela, le

Québec retirerait des profits encore plus importants de l'industrie touristique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

J'ai l'impression que le député de Brome attribue au conseil économique un rôle plus vaste que celui qu'avait en tête le proposeur de la motion. Même en étirant le plus possible le sens de la motion, je ne vois pas comment le conseil envisagé pourrait décider que toute ou telle variété de poissons devrait se trouver dans telle ou telle rivière⁴¹.

(Rires)

M. Brown (Brome): Un conseil économique pourrait planifier l'utilisation de ces ressources et voir à la conservation de notre faune. Les recherches économiques devraient être particulièrement intenses dans le Nouveau-Québec, puisque nous ne connaissons à peu près rien de cet immense domaine.

Il (M. Brown) regrette que le discours du trône ne parle pas de ce Conseil d'orientation économique.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Nous, du Québec, avons des choses à défendre non seulement au point de vue culturel, mais aussi au point de vue économique. Un Conseil d'orientation économique pourrait nous aider à ce sujet.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Bernatchez, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Labbé, Larouche, Leclerc, Lizotte, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Ross, Roy, Samson, Sauvé, Talbot, Turcotte, Vachon, 39.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté⁴².

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

(Parlant au chef de l'opposition à propos du nombre de vote des ministériels) dit qu'il est heureux de leur faire ce petit velours et de leur faire croire qu'ils sont aussi forts. Cela peut probablement vous reconforter. Nous allons vous donner ce petit plaisir quelquefois au cours de l'année, dit-il, car vous faites pitié messieurs.

Des voix de l'opposition: Ils sont partis pour Ottawa⁴³.

Des voix de l'opposition: Vous faites bien de vous habituer à voir diminuer votre nombre.

M. Chalifour (Portneuf) rappelle le souvenir de M. Duplessis dont le nom, dit-il, est encore sur toutes les lèvres. L'histoire, à mon sens, mettra surtout en relief deux faits de sa carrière. Premièrement, d'avoir présidé à un essor industriel fantastique et d'avoir placé la province en évidence sur la carte économique du pays. Deuxièmement, d'avoir imprégné la vie politique du pays de sa propre pensée.

Que l'on ne s'y trompe pas, la pensée politique de M. Duplessis et celle de l'immense majorité de la population du Québec ne font qu'une. Nos adversaires ont longtemps fait naître des doutes sur les sentiments des électeurs en regard de la politique autonomiste de l'ancien député de Trois-Rivières, tâchant d'enlever, par des accusations de fraudes invraisemblables, toute signification aux verdicts populaires de 1944, 1948, 1952 et 1956. Toutes ces calomnies ont été détruites et la certitude de la communion de pensée politique entre le citoyen de Québec et son chef s'est affirmée lorsque 100,000 personnes se sont pressées pour rendre hommage au chef de l'État avant qu'il fut conduit à son dernier repos pour, de là, revivre dans l'histoire.

Le chef de l'opposition disait à ses partisans dans son discours d'adieu le 31 mai 1958: "Il faut avoir à la fois le culte du chef et le culte de la doctrine!" Il y a longtemps que nous l'avions, ce double culte et il y a longtemps que ceux qui sont à notre gauche nous le reprochaient.

Mais, lorsque nous défilions au milieu de ces haies humaines interminables, silencieuses, recueillies⁴⁴, nous-mêmes attristés, nous ne pouvions refouler un sentiment de fierté d'avoir su conserver le double culte malgré toutes les avanies et déjà, dans notre pensée, nous l'apportions, ce double culte, à celui que nous savions être le successeur du député de Trois-Rivières, et cela, sans remord et sans honte, car nous sentions que c'était là le désir de celui qui occupait le corbillard à la tête du long cortège.

Ce n'est pas vrai de dire: "Il n'y a pas d'hommes nouveaux, il n'y a qu'un homme de moins." Il n'y a pas d'hommes nouveaux, mais la même équipe d'hommes de bonne volonté ayant foi en leur chef et dans l'avenir de la province. Et il n'y a pas un homme de moins, il y a un homme de plus, celui qui occupe la première banquette de cette enceinte, car son prédécesseur reste peut-être en

regard de la tâche sublime qu'il s'était donné de sortir de la servitude son peuple, reste peut-être plus fort aujourd'hui qu'hier par le rayonnement de sa pensée.

Il (M. Chalifour) parle du livre du chef du Parti libéral qui s'intitule *Lesage s'engage*. Il n'y a pas, dit-il, dans cet évangile, de ligne de conduite claire, de principe bien défini en matière de relations fédérales-provinciales et en ce qui a trait à l'autonomie du Québec. Il ne nous dit pas ce qu'il entend faire. On se contente de dire que la politique du Parti libéral "sera cohérente et positive", que l'autonomie, avec les libéraux, deviendra un signe de force et un principe d'action.

D'ailleurs, il a emprunté une partie de ce qu'il a écrit à son collègue Gérin-Lajoie⁴⁵. Cette indécision, cette absence de ligne de conduite bien définie, s'explique quand on se rappelle que ce même M. Lesage déclarait autrefois, lorsqu'il était ministre dans le gouvernement Saint-Laurent⁴⁶, que, à son avis, le régime des subsides au lieu et place des pouvoirs de taxations, n'est pas contraire à l'esprit du pacte confédératif.

D'ailleurs, c'est aussi un de ses collègues dans le cabinet libéral fédéral, l'honorable Douglas Abbott⁴⁷, qui disait un jour, à Montréal, devant le Canadian Club, "qu'il est futile de tenter de diviser une fois pour toutes les responsabilités et les pouvoirs fiscaux". Et ce même M. Abbott ajoutait: "La suggestion de recommencer à neuf et de redistribuer les pouvoirs fiscaux entre les gouvernements ne peut être mise en pratique."

M. Lesage est fort embarrassé pour se prononcer aujourd'hui sur le problème des relations fédérales-provinciales. Il n'est pas sans reconnaître que cette opinion n'est pas celle du peuple de Québec ni celle que l'on retrouve dans le rapport de la commission Tremblay⁴⁸ qui a condamné le régime des subsides comme un mauvais régime.

Au congrès des jeunes libéraux à Québec, en fin de semaine, le chef libéral a abordé un autre sujet: celui de l'aide financière que se propose d'apporter le présent gouvernement aux universités au chapitre des dépenses en immobilisation. M. Lesage a qualifié l'autorisation que le gouvernement entend réclamer du Parlement à cet effet de "chèque en blanc". En réalité, pourtant, ce que le gouvernement entend faire ici correspond à peu près avec les suggestions que formule M. Lesage lui-même dans son livre.

Enfin, un député libéral a prétendu ici, en Chambre, il y a quelques jours, que l'obstination du Québec dans le domaine fiscal lui a fait perdre plus de \$600,000,000, soit les montants que la province aurait recueillis en signant les ententes. Mais le chef

libéral serait le plus mal venu de tous de soutenir ici son collègue et de reprocher à l'Union nationale les sommes d'argent que sa lutte pour l'autonomie a pu coûter à la province, lui qui, à titre de ministre à Ottawa, a constitué le principal obstacle que Québec a rencontré sur sa route, vers une solution juste et équitable.

La province de Québec est à un tournant de sa lutte pour la récupération de ses droits fiscaux. Si Québec fut longtemps à batailler seul, il ne l'est plus tout à fait. La bataille n'aura pas été vaine, même si elle a paru parfois désespérée, a dit un journal. Et l'évidence de l'indépendance politique du gouvernement de Québec par rapport à celui d'Ottawa ne fait plus de doute.

On a souvent reproché au gouvernement de la province de Québec de retarder à faire des propositions concrètes aux autorités fédérales. Il apparaît presque à tous aujourd'hui que c'eût été prématuré. Aujourd'hui, la victoire semble toute proche, c'est pourquoi Québec peut davantage aller de l'avant.

Il est intéressant de constater que la politique du gouvernement provincial jusqu'à ce jour, dans le domaine fiscal, est très conforme à certaines recommandations ou exposés de la commission Tremblay. On a reproché au gouvernement de se tenir constamment au niveau des principes, mais on peut lire dans le rapport de la Commission lui-même que "la première démarche en vue d'un renouveau fiscal doit consister en une prise de position sur le plan même des principes directeurs de la politique canadienne". Et plus loin: "Les impôts directs, dont l'incidence sur les individus et les institutions est la plus immédiate, doivent être réservés à l'initiative première des gouvernements qui ont la responsabilité constitutionnelle de la culture et de l'ordre social."

Il (M. Chalifour) critique le discours prononcé en Chambre, la semaine dernière, par le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl). En regrettant que la province de Québec n'ait pas, elle aussi, signé d'entente fiscale avec Ottawa, dit-il, le député manifeste la même mentalité libérale que le peuple a rejetée parce qu'elle était contraire aux intérêts mêmes de la province.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): M. l'Orateur, nous commençons une nouvelle session qui sera probablement la dernière de cette 25^e législature. Cette année, la session est dirigée par un nouveau premier ministre, mais le gouvernement n'est pas nouveau comme ses membres voudraient bien le faire croire à la population. Ce sont, comme on l'a dit l'autre jour, les mêmes gens qui sont là depuis

15 ans, moins un, les mêmes gens qui ont appuyé les actes de maladministration, les mesures vexatoires et arbitraires et les attitudes souvent révoltantes de leur ancien chef M. Duplessis, mais qui, aujourd'hui, à l'approche d'élections générales, tentent de présenter un visage nouveau dans l'espoir de faire oublier à l'électorat de la province qu'ils ont été les principaux collaborateurs de celui qui s'est toujours obstiné à refuser les octrois statutaires, l'assurance-santé, les réformes administratives, les améliorations demandées par nos syndicats de travailleurs, les demandes répétées de l'U.C.C., les réformes réclamées par la population.

Il rend longuement hommage à Jean Lesage.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

On entend toujours parler de lui, mais où est-il?

M. Turpin (Rouyn-Noranda): On verra et on entendra M. Lesage en cette Chambre très bientôt.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dites-lui de ne pas venir ici entre les sessions parce que la Chambre subira des réparations et personne ne le verra sauf les ouvriers.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement fait bien des promesses depuis deux mois. Mais il y a une chose qu'il a oubliée, c'est l'énoncé d'une politique adéquate aux besoins de notre agriculture et de notre colonisation.

Il n'y a rien dans le discours du trône qui laisse entrevoir la réorganisation nécessaire dans le domaine agricole. Pourtant, l'agriculture connaît actuellement, dans la province de Québec, une période de désorganisation complète. Les agronomes ont quitté en grand nombre le ministère de l'Agriculture et ceux qui y sont demeurés ont été privés de toute initiative. Non seulement il est nécessaire de repenser la politique agricole et la colonisation, comme l'a admis enfin le nouveau chef du vieux régime, mais il faut en changer complètement la direction. L'agriculture est en train de mourir dans la province de Québec sous le régime actuel. Avant qu'il ne soit trop tard, il faut lancer au plus tôt une vigoureuse politique d'agriculture et de colonisation. Malheureusement, rien jusqu'ici, dans les projets de loi annoncés, ne laisse prévoir que le gouvernement entend passer des bonnes intentions à l'action.

M. l'Orateur, j'ai demandé assez souvent en cette Chambre que le gouvernement soit plus généreux pour nos agriculteurs en leur accordant une plus large part dans la préparation de son budget. Les

crédits consacrés aux fins agricoles ne sont pas suffisants. Nous avons déjà démontré que le pourcentage du budget alloué à l'agriculture diminue d'année en année si l'on tient compte de l'augmentation du budget de la province. Comme exemple, durant la dernière année fiscale, sur une dépense totale de \$546,000,000 dans la province, les crédits du ministère de l'Agriculture ne se sont élevés, en réalité, qu'à \$22,800,000, soit 4.18 % de l'ensemble des dépenses. Le pire, c'est qu'une analyse de l'ensemble des déboursés aux fins agricoles démontre que ceux-ci n'ont en somme guère profité aux cultivateurs. Les neuf dixièmes de ces dépenses ont surtout été avantageuses aux entrepreneurs et aux fournisseurs du régime.

Il n'y a probablement pas un dixième de 1 % du budget qui tombe effectivement dans le gousset de nos cultivateurs. Et ce sont ces mêmes gens qui, en 1936, criaient au scandale parce que le gouvernement d'alors consacrait 11 % du budget de la province à l'agriculture.

M. l'Orateur, il faudrait procéder à une révision complète du taux des primes accordées aux agriculteurs. Il faudrait aussi que le gouvernement accorde des primes saisonnières, tout comme les anciens gouvernements libéraux l'avaient fait autrefois et que le gouvernement actuel s'est empressé de faire disparaître dès son arrivée au pouvoir. Il faudrait aussi qu'il adopte des mesures destinées à faciliter aux cultivateurs l'achat d'engrais chimiques à bon marché. C'était l'un des buts que se proposait l'ancien ministre de l'Agriculture, feu l'honorable Adélard Godbout, en nationalisant la Montreal Light, Heat & Power.

En plus d'élaborer de nouvelles politiques pour venir en aide à notre classe agricole, le gouvernement devrait tout mettre en œuvre pour aider nos cultivateurs à accroître certaines productions agricoles déficitaires de l'aveu même du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

Il (M. Turpin) recommande l'application d'une politique agressive pour faciliter la multiplication des entrepôts frigorifiques dans toutes les régions rurales de la province en vue d'encourager les coopératives agricoles.

Il est question dans notre région depuis de nombreuses années d'un projet d'abattoir. Ce projet a fait couler beaucoup d'encre jusqu'à date; il a fait naître bien des espoirs, et aussi, il a causé bien des déceptions. Les représentants du parti au pouvoir, voire même un membre du gouvernement, ont souventes fois déclaré qu'il s'agissait là d'un projet qu'ils avaient à cœur et auquel ils s'engageaient à

donner suite. Mais jusqu'à date, c'est encore le néant. Si, pour ma part, je ne suis pas encore intervenu dans ce débat, c'est que j'avais, comme bien d'autres, confiance dans les promesses faites par le ministre de notre région⁴⁹ et par les autres membres du gouvernement qu'ils étaient intéressés aux problèmes que rencontrent les colons d'ici.

M. l'Orateur, vous n'êtes peut-être pas au courant de tout le travail que les différentes organisations ont fait afin d'en arriver à une solution acceptable pour tous les intéressés. Je vous ferai grâce de ne pas énumérer les comptes rendus de toutes les assemblées des chambres de commerce de notre région, pour arriver aux résultats suivants. Les chambres, à l'unanimité, sont venues d'accord pour qu'un comité spécial soit formé pour étudier tous les aspects de la question d'un abattoir.

Après un exposé détaillé, les experts en sont venus à la conclusion suivante: "En considération de ce qui précède, nous recommandons la ville de Rouyn comme site pour la construction de cette entreprise, à condition que les responsables des capitaux à investir s'assurent au préalable que le coût de l'eau potable à utiliser ne dépasse pas un taux de 15 cents au mille gallons."

M. l'Orateur, à la suite de tout ce que je viens de vous exposer, nous avons reçu des douzaines de résolutions venant de part et d'autre, et nous en avons également une de la cité de Rouyn qui, après avoir sérieusement étudié le mémoire des experts et pris connaissance des exigences dont le mémoire fait mention, m'ont prié de porter toute mon attention à leur demande.

M. l'Orateur, c'est incontestable, nous avons besoin d'un abattoir dans notre région si nous voulons donner un regain de vie à notre agriculture et à notre colonisation. Mais malheureusement, Rouyn tel que recommandé par les experts et accepté par la majorité de la population du Nord-Ouest, est situé dans le comté de Rouyn-Noranda, et c'est pourquoi le ministre s'en est-il peut-être trop occupé en essayant de l'obtenir dans son comté plutôt que dans le comté voisin, Rouyn-Noranda. Il est évident que nous ne sommes pas plus près d'une solution à ce problème aujourd'hui que quand le projet a été planifié.

Il (M. Turpin) y voit un moyen efficace de remédier aux problèmes de notre agriculture et de notre colonisation. À l'heure actuelle, dit-il, nos agriculteurs québécois sont presque empêchés de faire l'élevage des animaux de boucherie parce qu'ils n'ont à leur disposition aucune facilité pour l'abattage des animaux et pour l'accès au marché. Ils se trouvent en quelque sorte presque à la merci des

grandes compagnies d'abattoirs des grands centres. N'ayant pas à leur portée le marché pour l'écoulement des produits de boucherie, ils se désintéressent donc forcément de ce secteur de l'économie rurale. Les chambres de commerce de la région ont formé, au cours de l'été 1958, un comité d'experts pour étudier la question. Ces experts ont étudié les possibilités de divers centres et en ont conclu que Rouyn était la ville la mieux située pour l'érection d'un tel abattoir.

Le ministre de cette région s'est beaucoup démené pour essayer d'obtenir l'abattoir dans son propre comté au lieu du comté voisin de Rouyn-Noranda. Il (M. Turpin) presse le gouvernement de faire une étude sérieuse de cette question afin de porter des gestes précis pour réaliser ce projet d'abattoir. En faisant cela, dit-il, le gouvernement peut se concentrer ultérieurement sur un programme d'éducation portant sur les nombreux aspects de l'agriculture et de l'élevage de bétail parmi les colons des régions du Témiscamingue, de Rouyn-Noranda et de l'Abitibi.

Il souhaite que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent en vue d'assurer des prix raisonnables pour la vente du bois de pulpe pour les colons et les cultivateurs. Malheureusement, dit-il, l'agriculture périclité dans la province, car rien ne se fait sous l'égide du gouvernement dans le but de préparer une classe de cultivateurs qui contribuera davantage à la prospérité de notre province et du pays entier.

Dans le domaine de la colonisation, on s'est contenté de faire voter certaines lois sous prétexte de promouvoir les intérêts de la colonisation et stimuler le retour à la terre. Mais ce fut une déception complète et les montants d'argent que le gouvernement s'était fait autoriser à dépenser à même ces lois spéciales n'ont servi qu'à favoriser les amis du régime quand ce n'était pas pour monter une organisation de propagande électorale à l'avantage du régime de nos amis d'en face. Le colon dans tout ça a été oublié.

Depuis 1946, alors que l'Union nationale s'était engagée à instaurer une nouvelle politique de colonisation, le régime a dépensé plus de \$150,000,000 sous prétexte de promouvoir la colonisation. Tout cet argent fut dépensé à l'aveuglette, et le résultat c'est qu'aujourd'hui, après 15 années de régime d'Union nationale, notre colonisation est une faillite complète. Ce ne sont certainement pas les colons qui ont encaissé ces \$150,000,000! À l'occasion d'un récent congrès de missionnaires-colonisateurs, il a été révélé qu'à l'exception de quelques paroisses qui se sont trouvées dans des circonstances exceptionnelles,

les autres ne sont pas encore viables après 20 et 25 années d'existence".

M. l'Orateur, comment voulez-vous qu'un colon, père de famille, puisse, malgré toute son énergie et son courage, parvenir à faire vivre convenablement sa famille? J'ai moi-même été en contact assez souvent avec ces braves pères de famille pour me rendre compte qu'ils ont à affronter et aussi de l'inertie du ministère de la Colonisation pour remédier à leur triste sort. J'ai répété ici, en Chambre, à plusieurs occasions, que le gouvernement n'était pas assez généreux, qu'il était trop mesquin à l'endroit de nos pauvres colons, et que toute la politique d'octrois du ministère devrait être révisée de façon à stimuler le retour à la terre. Les budgets de la colonisation devraient être augmentés proportionnellement aux revenus que perçoit le gouvernement, alors qu'ils sont demeurés semblables ou à peu près ce qu'ils étaient en 1947-1948.

Qu'on cesse la propagande électorale à même les argents destinés aux colons, qu'on cesse les folles dépenses à même les budgets de la colonisation, et l'on pourra de cette façon assurer un peu plus de bien-être à ceux-ci.

Si l'on veut réellement être sérieux en matière de colonisation, le gouvernement devrait réviser le barème de ses primes aux colons relativement à la construction résidentielle, augmenter la superficie pouvant être primée chaque année et permettre aux colons de bénéficier d'un pourcentage plus élevé des primes de défrichement.

Ensuite, le gouvernement devra en plus amender la loi concernant la colonisation pour lui donner l'autorisation de garantir les emprunts des colons. M. l'Orateur, il y a eu plusieurs congrès de l'U.C.C. depuis quelques années à la suite desquels ces mêmes demandes ont été adressées au gouvernement de la province.

Il (M. Turpin) traite de la question du bois de pulpe. Il maintient que l'ordonnance 39 ne protège pas suffisamment les bûcherons. Le taux actuel prescrit par l'ordonnance 39 est de \$4.60 la corde, dit-il. Le résultat, c'est que les compagnies, profitant de la régression actuelle et n'étant pas tenues de payer des prix plus élevés que ceux prescrits par l'ordonnance, obligent en quelque sorte nos bûcherons à couper le bois de pulpe pour le compte des corporations au prix de \$4.50 à \$5 la corde. En Ontario, les prix sont actuellement de \$7 la corde.

Durant les années 1948, 1950 ou 1951, les taux qui se payaient dans la province de Québec étaient de \$6.00, \$6.50 et \$7.00 la corde, à comparer avec les prix d'aujourd'hui. Il demande donc au

gouvernement de réviser l'ordonnance 39 en conformité avec les prix qui se payaient alors dans les chantiers de la province de Québec.

M. Levesque (Bonaventure) exprime les félicitations d'usage puis répond au discours du premier ministre. En indiquant, qu'avant septembre 1959, il (l'honorable M. Sauvé) n'était pas encore chef du gouvernement, dit-il, le premier ministre veut indiquer qu'il n'est pas responsable des erreurs de son prédécesseur. Toutefois, le premier ministre paraît vouloir s'attribuer une petite partie du mérite de la politique de M. Duplessis.

Le chef du gouvernement a déformé les paroles du chef de l'opposition (M. Lapalme) quand il a prétendu qu'il était opposé à l'exploitation du fer de l'Ungava.

C'est déformer les faits. Ce que le chef de l'opposition a condamné, ce sont les conditions acceptées par le gouvernement, et il a demandé une formule pour que la population bénéficie pleinement de la mise en valeur des richesses naturelles du Nouveau-Québec, avec notamment l'établissement d'une industrie sidérurgique.

Tous les ministres ont fait tourner leurs discours autour du chef du Parti libéral (M. Lesage). Mais leurs attaques se bornent à dire que le chef est absent de cette Chambre. Il ne l'est pas pour longtemps. M. Lesage parlera dans cette Chambre bientôt. Il sera ici même à la prochaine session du Parlement et du côté du gouvernement. Je suis fier d'avoir un chef comme l'honorable Jean Lesage, un homme qui a tant d'esprit de travail, un homme qui a eu une brillante carrière politique, un homme qui s'était présenté devant une partie importante de la population de la province dans Montmagny-L'Islet, s'est fait élire de façon répétée et qui n'a jamais connu de défaites.

Je tiens à dire aussi combien nous, de l'opposition, nous sommes fiers d'avoir comme chef un homme de sa trempe et de ses talents. Tous les libéraux sont fiers de leur chef qui les dirige avec tant de succès et qui a transformé le Parti libéral en une unité de combat formidable qui fera mordre la poussière aux petits boss de la province, dès 1960. La population du comté de Montmagny a renouvelé constamment sa confiance à Jean Lesage, et ce dernier a quitté ce comté avec regrets lorsqu'il a démissionné pour devenir chef du Parti libéral provincial.

La situation n'est pas brillante au Québec, particulièrement dans l'agriculture. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bertrand) est heureux de l'état de la classe agricole, mais les

cultivateurs ne le sont pas, pas plus que les offices de producteurs et que tous ceux qui s'occupent des problèmes agricoles.

Un grand problème doit être d'abord réglé, celui du prix accordé aux agriculteurs pour leur bois de pulpe. Dans la loi des marchés agricoles, il importe de mieux définir le mot "acheteur". Car, dans la pratique à l'heure actuelle, les offices de producteurs doivent négocier avec les premiers acheteurs, qui ne sont en somme que des courtiers au service des compagnies de pulpe et de papier, et ces dernières leur imposent à l'avance un prix. Les compagnies fixent les prix et se trouvent ainsi à lier les courtiers.

Et les représentants des cultivateurs ne peuvent négocier qu'avec ces courtiers, dont l'attitude est déterminée d'avance par les compagnies. Le mot "acheteur" devrait signifier la compagnie qui achète le bois et non le courtier. Il faudrait donc changer la définition du mot "acheteur", de façon à permettre aux offices de producteurs de négocier directement avec les papeteries, qui sont les véritables acheteuses.

Le juge L. Duguay, de New Carlisle, a lui-même dénoncé la situation: "les intermédiaires n'ont aucune capacité de contracter, ce sont de simples agents des compagnies forestières".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dans ce que dit le député de Bonaventure, il y a un point qui est sérieux et qui est d'ailleurs à l'étude actuellement. Mais il ne faut pas oublier que la loi des marchés agricoles s'applique à une infinité d'autres produits et pas uniquement dans le cas des produits du bois. Il ne faudrait donc pas généraliser à la légère, et modifier la définition du mot "acheteur", car une telle généralisation pourrait provoquer des inconvénients sérieux en d'autres domaines ou pour d'autres produits. Il faudra agir avec prudence.

M. Levesque (Bonaventure): S'il y a danger de généraliser, il me semble qu'on pourrait faire un amendement qui s'appliquerait seulement dans le cas des acheteurs de bois de pulpe.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne veux pas défendre la loi des marchés agricoles, qui est à l'essai, mais l'esprit de cette loi, c'est de favoriser les négociations entre le producteur et le premier acheteur. Le changement que le député préconise n'aurait-il pas pour effet d'augmenter le nombre des intermédiaires?

M. Levesque (Bonaventure): Je n'ai pas demandé cela. Il ne s'agit pas d'augmenter le nombre

des intermédiaires, mais de permettre aux producteurs de négocier directement avec les compagnies. Ce que je veux, c'est que les négociations pour l'achat du bois se fassent au niveau des compagnies et des cultivateurs par leur Office de producteurs. Il y a dans tout cela une confusion qui est admise par tous les intéressés, et elle provient surtout d'une mauvaise définition du mot "acheteur" dans la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ça changerait tout de même l'économie de la loi. La négociation se ferait entre le producteur et le consommateur plutôt qu'entre le producteur et l'acheteur. Ce que vous proposez paraît une solution facile. Mais ce qui paraît facile en théorie devient parfois beaucoup plus difficile quand on tente de l'appliquer. Il y a un examen sérieux à faire pour corriger la situation. Mais, en ne changeant que la définition du mot "acheteur", on ne réglerait pas tout le problème. De toute façon, je voulais souligner que nous sommes bien au courant du problème et que nous l'examinons sérieusement.

M. Levesque (Bonaventure): L'Office des producteurs de bois rencontre des difficultés basées principalement sur le fait que les compagnies disent aux producteurs qu'elles n'ont pas besoin de bois car elles ont de vastes concessions forestières dans la province. Il faudrait trouver un moyen d'empêcher les compagnies de profiter du domaine forestier de la province pour affamer les propriétaires de boisés de ferme. À l'heure actuelle, elles peuvent couper plus de bois sur les terres de la couronne et refuser d'acheter celui des colons et des cultivateurs, à moins que ceux-ci ne consentent à le vendre à vil prix.

Dans ces conditions, où est la puissance de négociation des offices de producteurs? Le domaine public se trouve à concurrencer directement les boisés de ferme. Quoi faire pour aider les cultivateurs et les colons? J'affirme que c'est le devoir du gouvernement d'intervenir. L'ancien premier ministre Duplessis disait que parce que la province a de vastes ressources forestières, elle peut imposer sa volonté à ceux qui les exploitent. Il semblerait que le ministre actuel des Terres et Forêts (l'honorable M. Bertrand) ne pense pas la même chose que son ancien chef, car il disait dans un congrès récent des manufacturiers de bois de sciage qu'il était un fervent de l'initiative privée.

S'il y a un secteur de notre économie où l'État doit intervenir, c'est bien dans ce domaine où il se doit d'aider les cultivateurs et les colons aux prises avec des gens puissants et bien organisés.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Si le député de Bonaventure veut réellement, par sa proposition, amener le gouvernement à forcer les compagnies à diminuer la coupe du bois sur les terres de la couronne pour acheter davantage des cultivateurs, admettra-t-il que les compagnies ont de nombreux employés qui travaillent pour elles et que la solution aurait pour effet de diminuer l'emploi chez les concessionnaires forestiers? Ce serait créer un problème pour en régler un autre. Le député de Bonaventure n'est pas juste quand il affirme que les compagnies n'achètent pas de bois des cultivateurs et des colons.

M. Levesque (Bonaventure): Nous avons l'espoir que le ministre des Terres et Forêts nous annoncerait quelque chose de positif pour aider les cultivateurs, mais je constate qu'il ne fait que continuer l'ancienne pratique de l'Union nationale de jouer l'un contre l'autre. Maintenant, c'est les propriétaires de boisés de fermes contre les bûcherons. Je soumets que ni les cultivateurs ni les bûcherons ne reçoivent présentement un traitement équitable et n'ont l'occasion d'avoir des conditions de vie décentes sous le régime actuel.

Il cite un article de *La Terre de Chez Nous* et une résolution de la Jeunesse libérale portant que le gouvernement n'accorde désormais des permis de coupe qu'après que les compagnies auront absorbé la production des cultivateurs.

Je voudrais, dit-il, que le gouvernement prenne en considération les suggestions faites de bonne foi par les députés des deux côtés de la Chambre qui s'occupent spécialement de cette question. Une grosse proportion des cultivateurs ont absolument besoin, pour boucler leur budget, du revenu d'appoint qu'ils tirent de leurs boisés en hiver. Une corde de bois se vend habituellement entre \$20 et \$22 alors que, dans le comté de Bonaventure, ils recevaient seulement de \$8 à \$9 la corde l'an dernier...

(Protestations à droite)

Avec les prix qu'ils reçoivent aujourd'hui, comme celui de \$10,35 la corde payée par la Gaspesia Sulphite, et encore moins en certains endroits du comté pour du bois de pulpe livré par le fermier jusqu'aux routes de camions l'an dernier, les cultivateurs se trouvent à donner pour rien du tout soit leur bois, soit leur travail. Il est reconnu de tout le monde que ces prix ne sont pas assez élevés.

M. Hamel (Saint-Maurice) offre ses condoléances à la famille de Son Éminence Mgr Charbonneau, à celle de l'honorable Maurice Duplessis et félicite le député libéral de Bonaventure

(M. Levesque) de l'exposé qu'il a fait concernant le problème forestier.

Le revenu du bois, dit-il, est un des meilleurs moyens de permettre au cultivateur d'avoir une situation équivalente à celle de l'ouvrier des villes. Si nous ne nous occupons pas du problème du bois, nous aurons la désertion des campagnes. Le gouvernement a passé une loi concernant le prix du papier à journal. Il a fixé le prix du papier à journal. S'il était possible de passer une mesure pour protéger les journaux pourquoi ne serait-il pas possible de passer une mesure pour protéger les cultivateurs de la province de Québec?

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Questions et réponses:

Hangar pour avions à Haldimand⁵⁰

M. Hamel (Saint-Maurice): 1. À qui appartient le terrain sur lequel le gouvernement a fait ériger, en 1953, un hangar pour avions, à Haldimand, dans le comté de Gaspé-Sud?

2. Si ce terrain est la propriété du gouvernement, de qui l'a-t-il acquis, à quelle date et à quelles conditions?

3. Si le terrain n'est pas la propriété du gouvernement, à qui appartient-il et à quelles conditions le gouvernement l'utilise-t-il?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Le département a fait ériger en 1953 un hangar pour avions, de 75 pieds x 75 pieds, sur un terrain appartenant à M. Mortimer Carter. Ce terrain est en bordure de la piste d'atterrissage et était sous option pour deux ans à la municipalité de Gaspé en vue de l'aménagement et de l'agrandissement de l'aéroport.

En 1958, soit cinq ans plus tard, et par conséquent après l'échéance de l'option, M. Mortimer Carter a vendu à Trans-Gaspésien Aérien ltée ce terrain de forme un peu irrégulière, longeant la partie sud du champ d'atterrissage et d'une superficie de 853 pieds de longueur par 450 pieds environ, dont cette compagnie avait besoin tant pour l'érection de ses bureaux, salle d'attente, ateliers de réparation et d'entreposage que comme terrain de stationnement pour les avions et les automobiles. C'est sur ce

terrain qu'est construit le hangar, de 75 pieds par 75 pieds, du département des Pêcheries.

2. Répondu par 1.

3. En partie répondu par 1. Le département en a toujours eu la jouissance gratuitement et le propriétaire actuel a offert de céder gratuitement à la province l'emplacement de 75 pieds par 75 pieds sur lequel le hangar est construit.

Lasalle Equipment Inc.⁵¹

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

1. Depuis le 1^{er} janvier 1953 jusqu'au 15 novembre 1959, quelles sommes chacune des corporations gouvernementales suivantes a-t-elle versées à la firme Lasalle Equipment Inc.:

a) l'Hydro-Québec?

b) l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides?

c) l'Office de l'électrification rurale?

d) la Commission des liqueurs de la province de Québec?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

a) \$72,089.68;

b) Aucune somme;

c) Aucune somme;

d) Aucune somme.

Demande et dépôt de documents:

Concessions minières

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des décrets adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil relativement: a) aux concessions minières émises par le gouvernement au cours de l'année fiscale 1953-1954, tel que mentionné à la page 15 du rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1954;

b) aux concessions minières émises par le gouvernement au cours de l'année fiscale 1954-1955, tel que mentionné à la page 14 du rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1955;

c) aux concessions minières accordées par le gouvernement au cours de l'année fiscale 1955-1956, tel que mentionné à la page 13 du rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1956;

d) aux concessions minières accordées par le gouvernement au cours de l'année fiscale 1956-1957, tel que mentionné à la page 8 du rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1957;

e) aux concessions minières accordées par le gouvernement au cours de l'année fiscale 1957-1958, tel que mentionné à la page 8 du rapport général du ministre des Mines pour l'année finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 42)

Commission des loyers

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie du rapport annuel de ses opérations, pour l'année de calendrier 1958, que la Commission des loyers a transmis au gouvernement de la province ou à l'un de ses membres ou officiers.

2. Un état indiquant les endroits où la Commission maintient des bureaux avec, en regard de chaque dit bureau, le montant de la dépense totale annuelle et le nombre des décisions rendues au cours de la dernière année pour laquelle le gouvernement possède des statistiques.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 43)

Dépôt de documents:

Employés publics cautionnés

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre un état détaillé au 24 octobre 1957 des employés publics de la province de Québec cautionnés conformément aux dispositions de la section IV du chapitre 10 des Statuts refondus de Québec (1941). (Document de la session no 44)

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. George C. Marler (1901-1981) député de Westmount-Saint-Georges de 1942 à 1954. Chef intérimaire du Parti libéral de juillet 1949 à mai 1950, chef de l'opposition à Québec de novembre 1948 à novembre 1953. Il fut ensuite ministre des Transports à Ottawa dans le cabinet Saint-Laurent de 1954 à 1957, ministre sans portefeuille dans le cabinet Lesage de 1960 à 1966, et conseiller législatif de la division d'Inkerman de 1960 à 1968.

2. *La Tribune* du 1^{er} décembre 1959, à la page 20, précise qu'il s'agit du pont Jacques-Cartier (gouvernement fédéral) et du pont Victoria (chemin de fer Canadien National).

3. Date de *La Presse* du 1^{er} décembre 1959, à la page 43. Après vérification, l'ouverture du pont Jacques-Cartier à la circulation date plutôt du 14 mai 1930 et un péage y était déjà exigé. Une erreur s'est donc glissée dans le discours de M. Saint-Pierre. Il est toutefois impossible de savoir si l'erreur est attribuable au député ou aux journalistes qui ont rapporté son discours. *L'Action catholique* du 2 décembre 1959, à la page 17, écrit quant à elle "1956", date encore plus éloignée de la réalité.

4. Chiffre de *La Presse* du 1^{er} décembre 1959, à la page 43. *L'Action catholique* du 2 décembre 1959, à la page 17, écrit plutôt \$24,925,224.

5. Le péage automatisé a été instauré le 8 septembre 1959. L'abolition du péage sera réalisée le 1^{er} juin 1962.

6. En ce qui concerne la construction d'un nouveau pont, *La Presse* du 1^{er} décembre 1959, à la page 43, précise que M. Saint-Pierre reprend une idée lancée récemment par le nouveau ministre associé de la Défense nationale, l'honorable Pierre Sévigny.

7. Gérard Lacroix (1898-1984), juge à la Cour supérieure du Québec de 1951 à 1973 et professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval.

8. Union catholique des cultivateurs (U.C.C.).

9. La "Commission pour étudier le problème de la pollution des eaux", créée en 1955, était dirigée par M. Aimé Marchand, un ancien juge à la Cour d'appel du Québec, mais son poste n'a pas été comblé depuis son décès, survenu à la fin du mois de juin 1957. Raymond O'Hurley, devenu ministre de la Production de Défense dans le cabinet Diefenbaker, a également quitté après son élection en 1957. Il ne reste donc plus que Theo Lafrenier du département de la Santé, Wilfrid Gariépy, C. L. Lorrain et Pierre Lauriault.

10. Le docteur Vidal est un professeur de l'Université de Montréal et un ami de M. Duplessis. Il s'intéresse particulièrement au problème de la tuberculose.

11. M. Couturier fait ici référence au problème aigu que constitue l'enfance illégitime et le système pénitentiaire provincial. Ce problème a ressurgi durant l'année 1959, suite à la publication du livre *Scandale à Bordeaux*. Dans cet ouvrage, Jacques Hébert raconte le sort réservé à un jeune enfant illégitime qui croupit à la prison de Bordeaux et dont il a pu voir le dossier. C'est l'une des premières phases d'une controverse qui, plusieurs décennies après, désignera les victimes de ces mauvais traitements en tant qu'"orphelins de Duplessis".

12. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur de Joliette de 1892 à 1916 et chef de l'opposition de 1909 à 1915. Nommé juge à la Cour supérieure du district de Montréal et, de 1932 à 1942, juge en chef de la province de Québec.

13. Adjudant Rivard (1868-1945), professeur et avocat. Pratiquant d'abord à Chicoutimi (1891-1895), il s'installe ensuite à Québec. Fondateur, avec Stanislas-Alfred Lortie, de la Société du parler français au Canada en février 1902, dont il publie le *Bulletin* (1902-1918). Il participe également à la fondation de *L'Action Sociale Catholique* en 1907, journal qui deviendra *L'Action catholique*. Il est le principal organisateur du Premier Congrès de la langue française au Canada, qui a lieu à Québec du 24 au 30 juin 1912.

Nommé bâtonnier de la province de Québec en 1919, puis juge à la Cour d'appel en 1922, il exerce cette fonction jusqu'en 1942. Tout au long de sa vie, il publie de nombreux travaux sur la langue française au Canada. L'un de ses ouvrages, *Chez nos gens* (1918), lui vaut un prix de l'Académie française en 1920. Père du député et ministre unioniste Antoine Rivard (1898-1985).

14. Arthur Sauvé (1874-1944), député conservateur de Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de 1908 à 1930. Chef de l'opposition de 1916 à 1929 et chef du Parti conservateur du Québec de 1922 à 1929. Père de Paul Sauvé, premier ministre du Québec en 1959-1960.

15. Le *Montréal-Matin* du 1^{er} décembre 1959, à la page 5, souligne que cette affirmation de M. Rivard à propos de la Confédération canadienne avait été dite à l'intention de M. Earl. Ce dernier, dans son discours du 25 novembre, avait critiqué la politique autonomiste de l'Union nationale en disant que les autres provinces avaient fait preuve de plus de réalisme en acceptant les ententes fiscales avec le gouvernement fédéral.

16. Dans un discours prononcé le 28 novembre lors du congrès annuel de la Fédération des jeunes libéraux du Québec, M. Lesage a critiqué le nouveau projet de loi sur les investissements immobiliers des universités (bill 3). Il a affirmé que le projet de loi ne faisait que donner un chèque en blanc au Conseil exécutif, sans garantir que les universités recevraient de l'argent.

17. L'honorable M. Rivard cite l'extrait d'un article du *Soleil* publié en page 3 sous le titre: "Lesage veut une commission indépendante des universités." Jean Lesage participait alors au congrès des jeunes libéraux.

18. *The Montreal Daily Star* du 1^{er} décembre 1959, à la page 1, souligne que si, en 1952, les universités ont accepté les octrois fédéraux, elles les refusent ensuite depuis 1953. En 1956, le gouvernement fédéral "décida que les octrois refusés seraient gardés en fiducie jusqu'à ce que les sommes soient acceptées".

19. Le ministre fédéral de la Justice était alors E. Davie Fulton. Il est devenu célèbre par la suite pour ses efforts afin de rapatrier la Constitution et sa position en matière de relations fédérales-provinciales connue sous le nom de "formule Fulton-Favreau".

20. L'honorable M. Rivard est également ministre des Transports et des Communications.

21. Date du *Soleil* du 1^{er} décembre 1959, à la page 16. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 5, écrit plutôt "de septembre 1958 à septembre 1959".

22. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} décembre 1959, à la page 16. *La Voix de l'Est* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 218,700 écoliers.

23. Chiffre du *Soleil* du 1^{er} décembre 1959, à la page 16. *La Voix de l'Est* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt 649,652 écoliers.

24. Mgr Charbonneau (1892-1959), qui fut archevêque de Montréal de 1940 à 1950, est décédé le 19 novembre 1959. Ordonné prêtre en 1916, il est sacré évêque de Hearst en 1939. Il devient archevêque de Montréal en 1940, jusqu'à sa démission en 1950. Il était l'un des seuls membres de l'épiscopat à ne pas se rallier au premier ministre, Maurice Duplessis. En 1949, il appuie d'ailleurs les grévistes de l'amiante et ordonne que des quêtes soient tenues, dans tout le diocèse, en leur faveur. Il est toutefois contraint à démissionner de son poste d'archevêque de Montréal en janvier 1950, à la suite des pressions faites à Rome de la part du gouvernement et de l'épiscopat québécois. Il s'était alors réfugié en Colombie-Britannique.

25. M. Lafrance fait ici référence au *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J. B. Thivierge et fils, 1935, 128 pages. Les troupes du Parti conservateur et de l'Action libérale nationale, alliées à l'occasion de la campagne électorale de 1935, avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs qui s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie qui fut longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto*, en 1936, pour devenir l'Union nationale.

26. Les Semaines sociales du Canada ont été fondées en 1920 par le père J.-P. Archambault. Installées chaque année dans une ville différente du Québec, elles réunissent, à la fin de l'été, les élites laïques et religieuses de la région. On y organise des conférences et des débats publics entourant la façon d'appliquer la doctrine catholique au profit des problèmes sociaux (famille, relations ouvrières, etc.). En 1933, la Semaine sociale tenue à Rimouski donne naissance au *Programme de restauration sociale* qui, pour une douzaine d'années, deviendra une référence majeure pour l'ensemble du mouvement nationaliste.

Il est présenté comme une troisième voie entre le libéralisme et le communisme. On y prône le retour à des valeurs que la vie moderne aurait bafouées. Concrètement, on préconise un soutien prioritaire à l'agriculture et à la colonisation, "l'achat chez nous" et une restriction de l'immigration. Mais on y prône aussi certaines idées "progressives" comme l'aide aux chômeurs et le contrôle ou la nationalisation de certains monopoles.

27. M. Lafrance ne s'est joint au Parti libéral qu'en 1952. Il avait d'abord été organisateur local de l'Action libérale nationale en 1935, puis candidat défait du Bloc populaire aux élections fédérales de 1945.

28. *La Presse* du 1^{er} décembre 1959, à la page 55, précise que M. Lafrance réclame la création d'un ministère des Affaires familiales depuis plusieurs années.

29. Jules Brillant (1888-1973), docteur en Droit, en Sciences sociales et en Sciences commerciales. Il fut président du conseil d'orientation économique du Québec de 1943 à 1946 ainsi que conseiller législatif (libéral) de 1942 à 1968.

30. Wilfrid Bovey (1883-1956), avocat de Montréal, conseiller législatif (libéral) de la division de Rougemont de 1942 à 1956.

31. Jacob Nicol (1876-1958), député libéral de Richmond (1921-1923), puis de Compton (1923-1929) à l'Assemblée législative. Ministre des Affaires municipales (1921-1924) et trésorier provincial (1921-1929) dans le cabinet Taschereau, il est nommé conseiller législatif de la division de Bedford le 16 septembre 1929. Il est également fondateur de la *Tribune* de Sherbrooke dont il est propriétaire jusqu'en 1955, ainsi que propriétaire du *Soleil* (1927-1948), de *L'Événement* (1936-1948) et du *Nouvelliste*, jusqu'en 1951.

32. Georges-Henri Lévesque (1903-2000), fondateur de l'École des sciences sociales de l'Université Laval (1938). Fervent catholique libéral engagé à promouvoir les principes de la démocratie, il entre souvent en conflit avec l'élite politique et cléricale de la province, notamment avec M. Duplessis.

33. Esdras Minville (1896-1975), professeur à l'École des H.E.C., spécialiste des questions économiques et sociales. Il sera directeur de l'École des H.E.C. de 1938 à 1962.

34. Gérard Picard (1907-1980), président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.) de 1946 à 1958. Sous sa gouverne, le militantisme de la C.T.C.C. s'accroît, notamment lors de la grève de l'amiante en 1949 et de la grève des travailleurs du textile à Louiseville en 1952-1953.

35. Joseph-Édouard Simard (1888-1963) est un industriel réputé de la région de Sorel. Il fonde, en 1917, avec son frère une entreprise de dragage, de construction navale et d'armement, la Marine Industries. Tous deux sont apparentés aux libéraux. Cette entreprise familiale est restée pendant longtemps l'un des plus beaux succès de l'industrie canadienne-française.

36. James O. B. E. Wilson (1875-), né en Écosse, est un industriel et un homme d'affaires. Il est président depuis 1939 de la compagnie hydro-électrique The Shawinigan Water and Power Co.

37. Eugène L'Heureux (1893-1975) est un journaliste réputé proche des libéraux et fort critique du gouvernement Duplessis. Diplômé en droit de l'Université Laval, il fait plutôt carrière dans le journalisme. À partir de 1918, il est collaborateur puis directeur du *Progrès du Saguenay* de Chicoutimi (Saguenay). En 1931, il entre à *L'Action catholique de Québec*, à l'époque il en est le rédacteur en chef.

38. Raymond-André Robic (1895-), né en France, est un avocat réputé qui a pratiqué au Canada et aux États-Unis, spécialisé dans le domaine des brevets d'invention. En 1935-1936, il est vice-président du Bureau des Brevets (Patent Institute of Canada).

39. *Le Soleil* du 1^{er} décembre 1959, à la page 16, souligne que M. Sauvé n'a pas insisté pour obtenir une décision de l'Orateur au sujet de son point d'ordre.

40. M. Sauvé a relevé ce problème lors de la séance du 24 novembre 1959.

41. *Le Montréal-Matin* du 2 décembre 1959, à la page 17, souligne que le premier ministre intervient "avec humour".

42. *Le Nouvelliste* du 1^{er} décembre 1959, à la page 20, souligne qu'il s'agit d'un des plus petits votes pris en Chambre depuis 1944. Le journal explique qu'il y a peu de voteurs du côté ministériel parce que plusieurs députés sont à Montréal à

l'occasion d'une fête soulignant les 25 ans de vie politique de Roméo Lorrain, le ministre des Travaux publics.

43. *Le Nouvelliste* du 1^{er} décembre 1959, à la page 20, note qu'il y a un congrès national du Parti conservateur à Ottawa.

44. M. Chalifour fait ici référence à l'enterrement de M. Duplessis.

45. M. Chalifour semble faire référence à Paul Gérin-Lajoie, qui s'était porté candidat à la direction du Parti libéral contre Jean Lesage et René Hamel en 1958.

46. Durant ses 13 ans passés à la Chambre des communes, M. Lesage fut ministre des Ressources et du Développement économique en 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, de 1953 à 1957.

47. Douglas Abbott fut ministre des Finances à Ottawa, de décembre 1946 à juin 1954.

48. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953 afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

49. Il s'agit du solliciteur général, l'honorable Jacques Miquelon, député d'Abitibi-Est.

50. *La Presse* du 1^{er} décembre 1959, à la page 16, souligne que l'opposition s'intéresse étroitement à la compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée parce que son président est le fils du ministre de la Chasse et des Pêcheries (M. Pouliot). Au sujet de l'implication de l'honorable M. Pouliot dans cette compagnie, voir la séance du 3 mars 1960, ainsi que Georges-Émile Lapalme *Le vent de l'oubli*, Leméac, 1970, p. 284-285.

51. Une controverse entoure LaSalle Equipment Inc., qui vend des pelles mécaniques. L'Orateur de l'Assemblée, M. Tellier, est l'un des directeurs de cette compagnie qui aurait vendu pour \$102,833 d'équipement au gouvernement.

Séance du mardi 1^{er} décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 103 concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds;

- bill 211 modifiant la charte de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises).

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 121 concernant la succession du Très Honorable Raoul Dandurand;

- bill 201 concernant Sir George Williams College;

- bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 107 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 138 concernant la succession de Joseph Labrèche.

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 159 constituant en corporation le Séminaire Saint-Charles-Borromée.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 159, ci-dessus mentionné: Loi constituant en corporation le Séminaire Saint-Charles Borromée soit changé en

celui de: Loi constituant en corporation le Séminaire de Sherbrooke.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 157 concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus;

- bill 148 concernant Duvan Copper Company Ltd.;

- bill 214 accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Yves Fortier

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Adoption de
Elizabeth Christine Reynolds**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs grises de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant la charte de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises).

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Raoul Dandurand

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant la succession du très honorable Raoul Dandurand.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sir George Williams College

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant Sir George Williams College.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Tadeusz Konbrat

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dimitrios Hadjis

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Joseph Labrèche

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant la succession de Joseph Labrèche.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Séminaire de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 constituant en corporation le Séminaire de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie de Jésus

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Duvan Copper Company Ltd.

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 concernant Duvan Copper Company Ltd.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Hôpital général du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi concernant la composition de son bureau des gouverneurs;
- de St. Therese Realities Ltd., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Russell Lukasiewicz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Lukas;
- de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de La Mutuelle des

commissions scolaires compagnie d'assurances générales;

- de Autobus Lévis-Québec inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de J.-Albert Daoust, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de vendre une ferme située dans la paroisse de l'Île-Perrot;
- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;
- de la Filature de l'Abitibi inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation d'Oka, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Hôpital général Fleury inc., demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière;
- de la Chaîne coopérative du Saguenay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Coenraad Zuurbier, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Napoléon Benoît Conrad Côté.

Projets de loi:

Filature de l'Abitibi Inc. à Amos

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant la ville d'Amos, la commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi Inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Albert Daoust

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 relatif à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

St. Therese Realities Ltd.

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mutuelle des
commissions scolaires**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 constituant en corporation La Mutuelle des commissions scolaires compagnie d'assurances générales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Westmount

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chaîne coopérative du Saguenay

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant la Chaîne Coopérative du Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coenraad Zuurbier

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph Napoléon Benoît Conrad Côté.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Russell Lukasiewicz

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Autobus Lévis-Québec,
Lévis et Lauzon**

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital général
du Saguenay**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 concernant l'Hôpital général du Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital Saint-Charles
de Saint-Hyacinthe**

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation d'Oka

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234 concernant la corporation d'Oka.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital général
Fleury inc.**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné lundi le 30 novembre dernier, sur la motion proposée par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur) dont elle a été saisie jeudi le 19 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je voudrais d'abord faire une mise au point. Le premier ministre, je crois, a déclaré que jamais avant l'Union nationale les collèges classiques n'avaient bénéficié de subventions spéciales...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Pour des constructions nouvelles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Très bien. J'ai ensuite les *Comptes publics* et les Statuts de la province. J'ai constaté qu'en 1921-1922, le collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière a reçu \$50,000 par statut.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Les libéraux avaient été obligés d'avoir recours à des lois spéciales pour consentir ces subventions alors que tel n'est pas le cas pour le gouvernement actuel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'est pas question de discuter la procédure que l'on a suivie, mais de la subvention.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je suis obligé de soulever un point d'ordre. J'ai mentionné que les collèges classiques ont reçu \$24,000,000 sous l'Union nationale pour leurs immeubles et qu'ils n'avaient rien reçu sous les anciens régimes libéraux, sauf par des lois spéciales.

M. Hamel (Saint-Maurice): À ce moment-là, le budget de la province n'était que de \$20,000,000, soit 25 fois moins qu'actuellement. En 1940, le Collège de Saint-Jean d'Iberville a reçu \$100,000 pour sa reconstruction.

J'ai fait cette mise au point pour deux raisons. D'abord parce que les faits sont tels et, ensuite, parce que, trop souvent, du côté de l'opposition, on nous saute à la gorge pour la moindre inexactitude dont nous nous rendons coupables.

Nous n'avons pas, nous, les moyens d'information du gouvernement. Je crois qu'à l'avenir on usera d'un langage plus parlementaire et on y pensera à deux fois avant de nous accuser de tronquer les faits ou de citer incomplètement des documents. Nous n'avons jamais prétendu être infaillibles.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Je soulève un point d'ordre. Rien ne justifie le député de faire un débat sur le langage des gens en Chambre. Cela n'est pas prévu par le Règlement qui régit le débat actuel.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris que la liberté de parole en cette Chambre ne soit pas un sujet que l'on puisse discuter.

Relativement à la popularité dont jouit l'Union nationale, je voudrais refroidir un peu l'enthousiasme dont on tente de faire preuve. À les entendre, on croirait qu'ils ont l'appui absolu de la grande majorité des électeurs du Québec.

Des voix ministérielles: Sans doute!

M. Hamel (Saint-Maurice): "Jupiter enlève la raison à ceux qu'il veut perdre"! Voyez comme ils sont peu réalistes. Pourtant, les faits sont contraires à l'enthousiasme dont ils font preuve. Si je lis le rapport officiel des élections générales de 1956, je constate que l'Union nationale a reçu 51.7 % des votes enregistrés et le Parti libéral 48.1 %.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
À quelle date?

M. Hamel (Saint-Maurice): En 1956.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Nous sommes en 1959.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'y arrive! Donc, sur 100 votes donnés en 1956, 49 étaient contre l'Union nationale. Je crois qu'il y a là matière à réflexion. En 1959, il y a eu deux élections partielles, et bien que le principal parti d'opposition n'y ait pas pris part, il n'avait pas deux hommes à présenter, a dit le premier ministre. Le gouvernement a reçu moins de votes qu'en 1956. Ce serait une bonne chose pour l'Union nationale, et sans doute aussi pour la province, que le gouvernement garde ces faits à l'esprit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
On n'a pas le droit de déformer mes paroles. J'ai dit que le Parti libéral avait sûrement deux hommes qui voulaient se battre, mais que leurs chefs n'ont pas voulu.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est là votre interprétation. Comme ils ont la mémoire courte! Mais si vous êtes tenté de vous illusionner, je vous rappellerai qu'en 1933, votre prédécesseur a laissé ainsi élire deux candidats ministériels lors d'élections complémentaires sans leur faire opposition¹. Cela ne semble d'ailleurs pas de mauvais augure, puisque deux ans plus tard, le gouvernement était balayé.

Il n'y a pas à se le cacher, j'affirme donc que les jours de l'Union nationale sont comptés parce que

le peuple est fatigué de sa politique rétrograde, particulièrement en agriculture. Malgré la propagande, malgré l'illusion que veut répandre l'Union nationale, elle n'a pas réussi au cours des 15 dernières années à faire avancer le Québec au rythme des autres provinces canadiennes dans tous les domaines. Cela fait 15 ans que l'Union nationale nous répète à quel point elle est attachée à la classe agricole du Québec. Elle a essayé de convaincre les cultivateurs du Québec que son administration a fait plus pour la classe agricole que tous les gouvernements précédents. Elle les a tant aimés qu'elle les a étouffés.

La commission d'enquête sur l'écart des prix affirme que, depuis 1949, le revenu des cultivateurs canadiens n'a pas augmenté. Cette affirmation s'appliquant à tout le pays, il y a lieu de nous demander si cette constatation décourageante s'applique aussi aux cultivateurs de la province de Québec. Le rapport statistique du Québec démontre que, depuis 1949, non seulement dans la province de Québec le revenu du cultivateur n'a pas augmenté, mais il a diminué.

Laissons parler les chiffres publiés non par les libéraux, mais par le département de l'Industrie et du Commerce. Vous allez constater que le portrait n'est pas aussi rose que les partisans de l'Union nationale voudraient bien le laisser croire. En 1951, il était de \$261,476,000, et il était descendu à \$185,425,000 en 1957², soit une diminution d'environ 25 % en sept ans...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice parle-t-il de la production agricole ou du revenu du cultivateur?

M. Hamel (Saint-Maurice) répond qu'il parle du revenu net. Par ailleurs, dit-il, non seulement le revenu du cultivateur a diminué de 25 %, mais le coût de la vie a augmenté de 25 % depuis 1949. Il y a donc là un énorme décalage. Peu importe ce que l'Union nationale leur raconte, les cultivateurs du Québec savent que leur situation est pire aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 15 ans et que le gouvernement ne fait pratiquement rien pour améliorer leur sort.

Ce n'est pas étonnant, puisque le gouvernement a diminué d'année en année la proportion du budget attribuée à l'agriculture. Cette proportion était de 8.49 % en 1943, dernière année de l'administration libérale, et elle est tombée à 5.9 %³ en 1958. Et si l'on enlève les montants d'argent qu'on charge au département de l'Agriculture, mais qui n'ont rien à voir avec le problème agricole comme les subventions

pour faciliter la construction de nouveaux logements, qui a accaparé une somme de \$4,500,000 sur le vote de l'an dernier, mais qui y a été mise en provenance des dépenses de l'Office d'habitation, on constate que la proportion tombe à 5 %⁴. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour corriger une situation qui, à maintes reprises, lui a été signalée?

Devant cette situation effarante, le gouvernement s'est croisé les bras en disant comme dans la chanson "Tout va bien, Madame la Marquise". Il y a huit ans que l'opposition libérale clame que le problème agricole est sérieux et propose au gouvernement des mesures concrètes susceptibles d'enrayer cette dégringolade. Au lieu d'étudier sérieusement le problème, le gouvernement ne faisait rien et nous accusait de créer des appétits stériles et de dénigrer notre province. J'admettrai que le gouvernement a établi le prêt agricole, mais on admettra également, de l'autre côté, qu'il est difficile de vivre sur des emprunts.

Ai-je besoin de rappeler la motion dont la Chambre fut saisie par l'honorable député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) pour protéger les aviculteurs de la province contre le "dumping" des dindons ou de volailles américaines? L'attitude du gouvernement a été: "Ça ne nous regarde pas, c'est un problème fédéral."

Personne n'a oublié dans cette Chambre les discours remarquables de l'honorable député de Brome (M. Brown) qui a traité les problèmes agricoles de façon réaliste et pratique. Il a demandé des explications au gouvernement sur des déficiences dans différents domaines agricoles. Au lieu de corriger les situations, le gouvernement arrache la page du rapport officiel pour nous empêcher d'en parler, en nous privant des statistiques nécessaires.

L'honorable M. Barré (Rouville) proteste contre cette affirmation et déclare que jamais il n'a arraché la page dont parle le député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste également.

M. Hamel (Saint-Maurice) retire ses paroles puis déclare que, dans les rapports subséquents, ces chiffres sont disparus.

C'est le député de Rouyn-Noranda (M. Turpin), dit-il, qui, après d'autres, a attiré l'attention du gouvernement sur le fait qu'il était dangereux pour le bien-être de la population rurale de diminuer la proportion du budget consacrée à l'agriculture à qui il devait le pouvoir. Ou bien il ne pouvait rien faire, ou bien il ne voulait rien faire. Dans le premier cas, il doit abandonner le pouvoir à cause de son incapacité

et de son incompétente; dans le second cas, il doit partir à cause de son inconscience tragique et condamnable.

On a là une idée de l'atmosphère qui règne dans l'agriculture provinciale. Le gouvernement a manqué de fermeté en face des compagnies de papier qui refusent de payer un prix raisonnable pour le bois de pulpe⁵. C'est un aveu d'incompétence.

En 1957, l'honorable député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a pris le rapport du ministre d'Agriculture pour souligner des choses absolument anormales, en démontrant les différents items où la province ne produisait pas suffisamment pour la consommation locale et ceux où elle produisait des excédents alors que les produits de l'extérieur envahissaient notre marché. Le gouvernement n'a rien fait pour améliorer cette situation.

Alors que les laiteries montréalaises ont déclaré de surplus une moyenne quotidienne d'environ 16,504 gallons de lait ou au-delà de 165,000 livres, il arrivait chaque matin 8,021 gallons de lait de l'Ontario ou au-delà de 80,000 livres, en 1957.

À plusieurs reprises, j'ai attiré l'attention du ministre de l'Agriculture sur le fait que les producteurs d'érable de la province de Québec recevaient jusqu'à 60 % de moins que les autres provinces. En 1956, alors que le cultivateur des autres provinces a reçu pour son sirop d'érable \$5.57 le gallon, celui du Québec ne touchait que \$3.57.

Qu'on prenne un autre item: la betterave à sucre. En 1951, les cultivateurs ont reçu \$1,446,000, vendant \$15 la tonne. En 1957, ils ne vendaient plus que \$13 la tonne et ne recevaient que \$994,000. Une diminution dans le prix de près de 14 % avec la conséquence que la culture en a été délaissée: 10,000 acres en 1951, 5,890 acres en 1957, soit 40 % de moins.

J'ai déjà démontré que la valeur moyenne de l'acre de nos fermes québécoises n'avait pas suivi l'élan de celle des autres provinces. En 1943, nos terres valaient \$7 l'acre de plus que les terres de l'Ontario. En 1954, ou 1955, elles en valaient \$21 de moins. Cela veut dire pour une terre de 100 acres, \$2,100 de moins.

Dans le domaine des relations industrielles, il y a huit ans que nous réclamons plus de justice. Dès mon arrivée en cette Chambre, j'ai demandé qu'un comité parlementaire des relations industrielles soit formé pour étudier les problèmes ouvriers en toute sérénité. Le gouvernement a accédé à cette demande, je crois que c'est avant la dernière élection⁶. Mais le comité n'a siégé que deux fois, pour se faire encenser.

Nous avons demandé que le comité des relations industrielles étudie un projet de code du travail, mais au lieu de soumettre à ce comité des suggestions qui ont été proposées par le Conseil

supérieur du travail, le gouvernement l'a pratiquement aboli. Il (M. Hamel) exprime l'espoir que le Conseil supérieur du travail soit rétabli dans ses importantes fonctions.

Nous l'avons dit et répété, dit-il, si nos lois en matière de relations industrielles ont besoin d'être corrigées, c'est surtout l'esprit qui préside à leur application qui doit être changé. Nous avons suggéré, pour obtenir ce résultat, des mesures qui auraient assuré aux commissaires l'indépendance nécessaire à leurs fonctions. Nous avons demandé que les décisions de la commission soient motivées et publiées, que les dossiers devant servir à ses décisions soient accessibles aux deux parties.

Pour créer un climat de confiance dans ce domaine, nous avons réclamé qu'il n'y ait pas de choses secrètes, que le rapport médical sur lequel est basée la décision de la commission des accidents du travail soit accessible à l'accidenté. Le gouvernement nous a répondu: "Non. Une connaissance parfaite de son état serait de nature à effrayer la victime d'un accident."

Ce que nous avons reproché à l'Union nationale, c'est de s'être servie de l'autonomie pour des fins électorales plutôt que pour assurer la sauvegarde des droits de la province et le bien-être de sa population. Encore aujourd'hui, les députés de la droite ont parlé des ententes de 1942 dans cette matière pour blâmer le gouvernement du temps⁷.

On peut différer d'opinion sur l'entente de 1942, mais combien d'entre eux ont admis que cette entente contenait une clause permettant tout de même à la province d'y mettre fin et de reprendre ses droits de taxation le 31 mars de chaque année, après avis d'un mois au gouvernement central? Or, l'Union nationale a repris le pouvoir en 1944. Pourquoi n'a-t-elle pas signifié son intention d'y mettre fin comme elle avait le droit de le faire en 1945 et en 1946? Elle ne l'a pas fait. Qu'aurait fait le premier ministre actuel, pendant qu'il était sur les champs de bataille de l'Europe, s'il avait appris que le gouvernement de Québec avait refusé de signer avec Ottawa une entente fiscale qui était de nature à aider le Canada à gagner la guerre⁸?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est une question que me pose le député? Et bien, j'aurais dit que le gouvernement de Québec ne faisait que son devoir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors pourquoi le gouvernement n'avait pas aboli les ententes avec Ottawa, quand il est revenu au pouvoir, si ces ententes étaient si mauvaises pour la province de Québec?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le gouvernement de Québec n'a pas bougé à ce moment pour la simple raison qu'il n'y avait rien, à côté de la clause mentionnée par le député de Saint-Maurice, pour nous permettre de récupérer nos champs de taxation. À la faveur des ententes, le gouvernement d'Ottawa avait pénétré profondément dans le champ des impôts provinciaux du Québec et, en mettant fin au contrat, la province aurait perdu les sommes payées par Ottawa. Nous aurions perdu la compensation financière sans retrouver nos sources de revenus.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les empiétements du fédéral ont-ils diminué depuis les dernières années? Non, ils se sont aggravés. L'octroi aux universités a été porté à \$1.50 par tête. La loi de l'assistance-chômage a été élargie.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le député de Saint-Maurice ne parlait pas toujours sur le même ton. Il a déjà affirmé aux Communes que plus une province se donne aux libéraux, plus elle est en danger⁹.

M. Hamel (Saint-Maurice) remet en doute la véracité de ces propos.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il pourrait les retrouver dans le *Hansard* à Ottawa. On semble bien malheureux, du côté de l'opposition. On aimerait bien savoir sur quel pied danser. Les uns se demandent s'ils peuvent dire que l'avènement du premier ministre actuel a amené des changements dans l'administration; les autres, d'autre part, s'interrogent visiblement pour savoir s'ils ne pourraient pas présenter le présent gouvernement comme la copie exacte de l'ancien (en souriant)¹⁰. La raison de cette angoisse chez les libéraux s'explique. Si l'on dit que c'est le même gouvernement, le peuple le réélira avec le même enthousiasme que l'ancien; si l'on dit qu'il y a eu changements, mais que l'on est obligé d'admettre que c'est pour le mieux, le peuple votera avec encore plus d'enthousiasme. Cruel dilemme!

Il (M. Leclerc) aborde le problème de la vente par les cultivateurs et colons du bois de pulpe. On sait, dit-il, qu'un amendement a été apporté à la loi de l'Office des marchés agricoles pour y bien spécifier que le bois de pulpe tombe sous son application. Mais le problème reste fort complexe.

Il y a trois endroits où l'on peut se procurer le bois en question: sur les terres des cultivateurs ou colons, sur le domaine des grandes compagnies et dans les limites forestières appartenant à des particuliers.

Les grandes compagnies peuvent acheter leur bois de pulpe indifféremment des cultivateurs ou des particuliers ayant des limites forestières. Si vous forcez les grandes compagnies à n'acheter que des cultivateurs ou des colons, vous privez les employés des limites forestières des particuliers de leur travail ou gagne-pain. Ainsi, dans Charlevoix, le Séminaire de Québec est propriétaire de limites à bois dans le parc national.

J'ai réclamé que les compagnies, comme Donohue Brothers, encouragent de préférence les cultivateurs, mais deux jours après, j'ai reçu une délégation de gens qui gagnaient leur vie sur des territoires privés, comme ceux du Séminaire, et qui venaient protester contre cette démarche. Ils craignaient de perdre leur gagne-pain. Ce n'est pas un cas unique. Il y a aussi la compagnie Canada Steamship qui a des limites à bois et emploie de la main-d'œuvre tout comme le Séminaire.

En créant la loi des marchés agricoles, nous avons donné aux cultivateurs un moyen de traiter sur un pied d'égalité avec les acheteurs. Ainsi, les cultivateurs peuvent s'aider avec leur Office des producteurs. Cet Office leur donne beaucoup de poids pour forcer les compagnies à acheter leur bois. Au fait, à la suite de pressions, Donohue Brothers a consenti à acheter 3,000 puis 10,000 cordes de bois des cultivateurs par l'intermédiaire de l'Office.

Cette loi a donné des résultats, même si la situation n'est pas encore ce qu'elle devrait être. Malheureusement, il arrive que des cultivateurs préfèrent vendre à des intermédiaires qui leur consentent des avances sur le bois à être livré plus tard. On a même cru opportun de former un Office des petits acheteurs. On ne se rend pas compte qu'on se met ainsi la corde au cou, car il serait sûrement plus avantageux de négocier ensemble avec une compagnie comme la société Donohue, qui peut acheter toute la production des cultivateurs.

Il y a lieu de croire que les choses vont s'améliorer, maintenant que les producteurs ont un outil de négociations entre les mains. Les compagnies acheteuses se sont peut-être montrées plus réticentes dans leurs achats depuis l'organisation de l'Office des marchés, mais la diminution des achats notée chez les cultivateurs a été moins évidente que celle enregistrée chez les détenteurs de limites forestières. La preuve, de toute façon, que notre système d'Office des marchés n'est pas si mauvais, c'est que l'Ontario nous a envoyé deux délégués pour en étudier le mécanisme sur place. On veut établir le même système ailleurs.

Il (M. Leclerc) répond au chef de l'opposition (M. Lapalme) qu'il trouve étrange qu'il semble dire

que l'Union nationale "a accroché ses patins". Il (M. Lapalme) se demandait, il y a quelques jours, ce que faisaient les ministres et députés de l'Union nationale avant l'arrivée du nouveau premier ministre (l'honorable M. Sauvé), dit-il. Ils travaillent. La preuve en est dans les œuvres qu'on peut admirer aujourd'hui dans Charlevoix qui est un peu l'image de ce qui s'est produit dans toute la province.

Il (l'honorable M. Leclerc) évoque le temps où, pour traiter les malades de son comté, il fallait quitter sa voiture à l'entrée du village parce qu'il n'y avait pas de chemin. Le gouvernement de l'Union nationale a donné des routes qui sillonnent tout le comté, dit-il. Il a aussi donné l'électricité dans toutes les maisons et même dans les bâtiments de ferme. Charlevoix a maintenant son école des arts et métiers qui permet à la jeunesse de rester dans la région pour se former, car tous les jeunes ne peuvent aller à l'université. Des écoles de ce genre existent partout dans la province, si bien que tout jeune homme en a une à pas plus de 20 milles de sa localité. Nous avons fait tout cela pendant que le chef de l'opposition patinait. Dans tous les domaines, aussi bien dans Charlevoix qu'ailleurs, on a assisté à des progrès analogues.

Depuis 1944, on a construit quelque 110 nouveaux hôpitaux dans la province et on en a agrandi 99. Ils ont été construits partout, même dans les petits centres. Une douzaine d'hôpitaux sont actuellement ou construits ou agrandis dans différentes parties de la province. On a cherché à mettre des hôpitaux d'une centaine de lits au plus dans tous les districts pour que les gens puissent se faire soigner près de chez eux. Si nous n'avions rien fait, comme voulait l'insinuer le député d'Outremont (M. Lapalme), nous n'aurions pas tant de choses à montrer aujourd'hui.

Ces réalisations de l'Union nationale, personne ne peut les nier. La population est satisfaite et manifesterait encore cette satisfaction aux prochaines élections. Je ne reproche pas à l'opposition de vouloir se donner des motifs d'espoir, car tous les malades passent par une telle période d'euphorie.

(Rires)

D'autre part, le chef de l'opposition (M. Lapalme) a ajouté que nous n'avons fait que mettre en vigueur le programme du Parti libéral. Le député de Saint-Maurice, lui, a essayé de prouver que ce n'est pas nous qui sommes au pouvoir, mais les gens d'en face. Toutes ces fantaisies peuvent conduire au ridicule. Toutefois, ce programme libéral est bien connu de la population de la province et pourtant, à chaque élection, l'Union nationale est

réélue. L'opposition se vante d'avoir préconisé certaines mesures que nous adoptons aujourd'hui. Elle a pu faire, à l'occasion, des suggestions utiles et ne devrait pas se scandaliser du fait que nous en acceptons quelques-unes.

Le gouvernement accepte toutes les bonnes idées de l'opposition, et les met en pratique. Il pouvait y avoir certains points du programme libéral qui avaient du bon sens. Mais le peuple a dit, aux élections de 1944, de 1948, de 1952 et de 1956, qu'il n'avait pas confiance aux libéraux pour mettre ces idées en pratique. Il a compris que s'il y avait de bons points dans le programme libéral, c'est notre équipe qui se chargerait de les appliquer, que nous les accepterions et saurions les faire servir à bon escient.

Il (M. Leclerc) parle de la condition et du salaire des bûcherons. La situation de ces derniers n'est pas comparable à celle qui existait il y a 25 ans, dit-il. Lorsqu'un médecin était appelé, dans certains camps de bûcherons, à cette époque, il trouvait souvent les hommes couchés avec les chevaux. Ces bûcherons ne recevaient qu'une pitance.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est pire que le scandale à Bordeaux¹¹.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Que le député se complaise dans le sadisme, c'est son affaire. Moi, ça ne m'intéresse pas. Aujourd'hui, il y a une loi du salaire minimum. Il y a des bûcherons qui gagnent jusqu'à \$18 par jour. C'est l'Union nationale qui a fait voter les premières lois ouvrières pour améliorer les conditions de travail de la classe laborieuse, qui a donné les vacances payées, qui a institué l'hygiène industrielle.

Il (M. Leclerc) souligne l'essor minier au Québec depuis quelques années grâce, dit-il, à la clairvoyance et à l'énergie du premier ministre Duplessis qui a déclenché la mise en valeur de nos ressources. Il fallait un gouvernement qui ait un peu de compréhension pour permettre aux compagnies de commencer à exploiter les richesses de notre sous-sol. L'opposition a parlé de scandale, mais qu'elle aille se renseigner sur place, et elle constatera qu'aujourd'hui les nouvelles exploitations minières donnent des millions et des millions de dollars de salaires à nos ouvriers.

Les libéraux ont négligé mon comté comme la province. En 1944, j'ai retrouvé des routes qui avaient été commencées avant 1939, mais auxquelles on n'avait pas touché depuis cette année-là. Sous les libéraux, Charlevoix était considéré comme un rang dans la province de Québec; et la province de Québec

elle-même comme un rang dans la Confédération. La situation a bien changé puisqu'aujourd'hui, on voit même des délégations de l'Ontario venir en voyage d'études au Québec pour y étudier ses institutions.

Les problèmes avec lesquels nous sommes aux prises datent de M. Godbout qui les a créés en cédant nos droits à Ottawa. Mais le gouvernement de l'Union nationale fait des progrès dans sa lutte pour la récupération de ces droits. Si la province avait voulu mettre fin immédiatement à cette entente et taxer pour telle ou telle fin, Ottawa aurait continué à taxer quand même et nous aurions eu la double taxation. M. Duplessis a su faire sortir la province de l'ombre et la donner en exemple aux autres provinces. Toutes les autres provinces ont maintenant les yeux tournés vers la nôtre et le Québec ne se sent plus isolé lorsqu'il formule ses revendications dans sa lutte pour la récupération de ses droits fiscaux.

Il est probable que d'ici quelque temps, quelques mois, peut-être d'ici un an, ce sera la majorité des provinces qui présenteront un front presque uni avec la nôtre, dans ses réclamations auprès d'Ottawa lorsque viendra le temps de négocier les prochaines ententes fiscales.

L'honorable M. Duplessis a été, de 1936 à 1939, puis de 1944 à nos jours, comme le départ d'une grande fusée qui a fait le tour non seulement de la province, mais du dominion. Aujourd'hui, nous avons l'impression que c'est le deuxième étage de la fusée qui s'allume. Nous prenons de la vitesse. Et surveillez bien l'entrée en action du troisième étage, dans 15 ou 20 ans.

M. Dionne (Rimouski) fait des suggestions pour l'amélioration de la situation agricole, dont dépend le niveau de vie d'une forte partie de la population. Il prend l'exemple de son comté qui possède un marché sur la Côte-Nord. On y trouve de nombreux maraîchers, dit-il, mais la récolte se fait trois ou quatre semaines plus tard qu'ailleurs à cause du climat, soit à une époque où les prix sont moins intéressants, vu l'abondance de la marchandise sur le marché. Ce qu'il manque chez nous, c'est surtout les entrepôts où les produits agricoles pourraient être emmagasinés, classés et préparés pour le marché. Les cultivateurs pourraient ainsi bénéficier des meilleurs prix. Ils n'auraient pas à vendre leurs produits au premier offrant, dans les périodes d'abondance. Il appartient au ministère de l'Agriculture d'y pourvoir. La construction d'un entrepôt adéquat dans Rimouski corrigerait cette situation et permettrait à la classe agricole de retirer des profits justes et raisonnables.

Les entrepôts seraient aussi des centres de sélection. Actuellement, les cultivateurs en sont réduits à recourir à des moyens de fortune pour l'entreposage de leurs produits, si bien que ces derniers se détériorent et perdent de la valeur.

À en juger par le discours du trône, rien n'indique que nos problèmes agricoles aient des chances d'être repensés sérieusement. Le gouvernement continue sa politique de ces dernières années, c'est-à-dire qu'il ne fait rien. Il se contente de vanter le crédit agricole. Il faudrait étudier la possibilité d'établir un prix de plancher pour certains produits de jardins maraîchers. Les seules initiatives dans ce sens nous viennent jusqu'ici du gouvernement d'Ottawa.

Je mets beaucoup d'espoir dans l'enquête entreprise sur l'agriculture dans cinq parties de ma région, dans mon comté et dans les comtés voisins par le Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent, avec l'aide du ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la classification des sols. De pareils travaux de recherche devraient être entrepris dans toute la province. Ils permettraient de mieux orienter la production agricole, suivant la valeur des terres, les conditions du marché et l'emplacement des fermes.

En ce qui concerne le drainage des petits cours d'eau pour la mise en valeur des terres basses, le gouvernement s'occupe plus souvent de drainer les fonds publics pour enrichir des entrepreneurs que de s'occuper méthodiquement du drainage des terres. L'administration provinciale n'a pas répondu à ma demande, pour savoir ce que coûterait le travail de drainage de la Grande-Rivière, soit la rivière du lac Saint-Mathieu. Je crois que l'on n'a pas fait d'estimés; on ne veut pas se donner la peine. Il faudrait drainer particulièrement les terres basses récupérables.

À propos de recherches agricoles, il faudrait étudier le problème du barrage du détroit de Belle-Isle. Le gouvernement devrait entreprendre des études pour donner suite aux travaux du commandant Lucien Beaugé. Cet ancien professeur de l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière soutenait qu'en barrant le détroit de Belle-Isle, on améliorerait sensiblement notre climat, pour le plus grand bénéfice de l'agriculture, de la navigation, des pêcheries et du tourisme¹².

C'est que, chaque printemps, des icebergs descendent des régions nordiques par le détroit de Belle-Isle. Ils viennent fondre dans le golfe, y abaissant de plusieurs degrés la température de l'eau. À son tour, cette masse liquide refroidit l'air ambiant, retardant d'un mois l'arrivée de l'été.

D'après le commandant Beaugé, si l'on construisait une jetée pour arrêter les glaces dans le

détroit de Belle-Isle, qui n'a que neuf milles de largeur à un certain endroit, et que l'on détournait le courant du Labrador, tout se passerait comme si la province de Québec était située à 240 milles plus au sud, et il en résulterait un prolongement de la saison chaude à Gaspé et le long du fleuve Saint-Laurent. Grâce à cette hausse appréciable de la température, on améliorerait la navigation sur le fleuve durant l'hiver, prolongerait la saison du tourisme et surtout, on récupérerait, pour une culture rentable, certaines parties du district du Bas-du-Fleuve. La digue mesurerait approximativement neuf milles de longueur et, d'après les estimations, elle coûterait environ \$50,000,000. Qu'est-ce que c'est en comparaison de la canalisation du Saint-Laurent qui, une fois terminée, aura absorbé plus d'un milliard de dollars? Des travaux analogues entrepris par les Soviétiques du côté de la Sibérie ont eu des résultats excellents pour le port de Vladivostok. Il vaudrait la peine de dépenser quelques milliers de dollars pour scruter plus à fond cet audacieux projet.

La réalisation de l'entreprise pourrait rapporter des dizaines de millions de dollars à nos cultivateurs en améliorant la navigation sur le Saint-Laurent durant la mauvaise saison et en prolongeant la saison du tourisme. Il (M. Dionne) aimerait que le gouvernement consacre certains crédits pour faire des recherches dans ce domaine.

Il n'y a rien dans le discours du trône, dit-il, qui prévoit que tous les citoyens seront traités sur un pied d'égalité en ce qui concerne le droit de vote. Il (M. Dionne) exprime l'espoir que les citoyens de Schefferville et d'autres localités situées dans le comté de Saguenay, au Nouveau-Québec, qui ont été privés de leurs droits de suffrage lors des dernières élections générales pourront voter aux prochaines élections. Il semble qu'il soit simplement juste et raisonnable que, dans une province comme la nôtre, tous les citoyens puissent exercer leur droit de vote.

Il (M. Dionne) fait allusion à certains discours des ministériels. Ils ont tort, dit-il, de tenter de reprocher au gouvernement d'Ottawa de s'accaparer la majeure partie des profits de nos ressources naturelles sous forme de taxes. N'appartient-il pas au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour modifier l'état actuel des choses? Il me semble que cela serait facile de s'entendre entre amis.

La proposition du député de Lac-Saint-Jean (M. Levasseur), appuyé par le représentant de Labelle (M. Lafontaine), à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur est soumise à la Chambre.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte à l'unanimité.

Projets de loi:

Monument à la mémoire de M. Duplessis

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis soit maintenant lu une deuxième fois¹³.

Cette mesure a pour effet d'obtenir l'autorisation, par le gouvernement de la province, de faire élever un monument à la mémoire de l'honorable Maurice Duplessis dans la ville de Québec, monument qui concrétisera pour les générations futures l'hommage rendu à l'unanimité par toute la province et par les plus éminents citoyens de tous les coins du Canada à notre ancien premier ministre, alors qu'on allait conduire sa dépouille mortelle dans sa terre natale.

Je voudrais dégager de toute considération de partisanerie politique la présentation de cette mesure. Pendant que la dépouille de M. Duplessis était exposée ici même, entre le siège qu'il avait occupé comme premier ministre et celui qu'il avait occupé auparavant comme chef de l'opposition, un adversaire commençait l'hommage qu'il rendait au disparu en disant: "Devant la mort, toutes les animosités tombent, toutes les querelles cessent".

M. Duplessis a été premier ministre pendant 18 ans, soit pendant plus longtemps que tout autre dans l'histoire de la province, et il a représenté le même comté de Trois-Rivières pendant 32 ans. Pendant 32 ans, M. Duplessis s'est donné entièrement au service de sa province. C'est un fait indiscutable. Pendant 18 ans, il a été un premier ministre dévoué. Il a donné l'exemple du travail acharné, du dévouement, de la consécration au service de sa province. C'est encore là un fait incontestable.

Il a représenté devant tout le Canada le point de vue de la province de Québec dans la Confédération canadienne au sujet des droits provinciaux en matières d'éducation et de taxation directe, pour la première fois dans l'histoire de la Confédération. Les principes qu'il a proclamés dans ce domaine à toutes les réunions constitutionnelles ont été sanctionnés par le peuple, par des gens qui peut-être ne partageaient pas ses idées politiques sur d'autres terrains, mais qui proclamaient que si nous gagnions quelque chose dans la lutte constitutionnelle, nous le devions en très grande partie à M. Duplessis.

Dans ce domaine de la conservation des droits et des traditions de la province de Québec, il a eu le mérite de sonner l'alarme. Il a affirmé clairement et hautement les principes qui sont à la base des positions prises par la province. D'autres récolteront peut-être la moisson, mais il appartient à la province d'en donner dès maintenant le crédit à celui qui a jeté la semence.

Que ce soit parmi ceux qui l'ont suivi et soutenu ou parmi ceux qui l'ont combattu, je pense que personne ne peut décemment refuser de rendre cet hommage à un homme politique qui a donné 32 ans de sa vie à ses concitoyens et s'est consacré au service de sa province.

Il (M. Sauvé) lit alors le préambule de la loi pour montrer qu'il ne contient aucune considération partisane:

"Attendu que l'honorable Maurice-L. Duplessis, décédé le 7 septembre 1959 dans l'accomplissement des devoirs de sa fonction de premier ministre de la province de Québec, a consacré au service de celle-ci trente-deux années de sa vie, avec toutes les ressources d'une vaste intelligence, d'une extraordinaire puissance de travail et d'un profond amour de sa province;

"Attendu que son œuvre politique et administrative et sa constante et vigoureuse défense des droits constitutionnels des provinces et du pacte confédératif le classent parmi les grands hommes d'État du Canada;

"Attendu que la population du Québec, douloureusement émue de sa disparition, lui a rendu, à sa mort et lors de ses obsèques, et continue de lui rendre un éloquent hommage de reconnaissance et d'admiration, auquel se sont associés les dirigeants et les interprètes autorisés du monde religieux et civil de tout le Canada et d'ailleurs;

"Attendu qu'il convient de perpétuer cet hommage à la mémoire d'un illustre fils et serviteur de la patrie;

J'ai l'honneur, de présenter ce projet de loi et d'en demander l'adoption.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je m'en voudrais de ne pas accepter les propos du premier ministre. Il est facilement compréhensible qu'il ait dit ce qu'il vient de déclarer après sa longue association avec M. Duplessis. Or, il se trouve que sur le but à atteindre, je me sépare de lui. Mon rôle n'est pas des plus faciles, car je dois faire comprendre que je n'agis pas par partisanerie politique.

Ai-je besoin de rappeler le message que j'ai envoyé à la mort de M. Duplessis? Je déclare qu'il n'y a dans mon attitude non seulement aucune partisanerie, mais même aucun mauvais souvenir. Lorsque j'ai entendu parler de cette proposition, je me suis dit qu'il est regrettable qu'elle ait été présentée trop tôt.

Plus le pouvoir est grand, plus ses conséquences sont grandes. Les bonnes comme les mauvaises actions prennent plus d'ampleur si elles sont lancées de plus haut. Plus le pouvoir est grand, plus il y a danger d'injustices, involontaires ou non. M. Duplessis a certainement joué un grand rôle dans la politique de la province. Il était haut en couleur et il avait une façon retentissante d'exprimer son opinion. Quand le premier ministre actuel s'absente, on a l'impression, bien malgré nous, que c'est l'ancien premier ministre qui va subitement entrer dans cette Chambre.

Mais si nous, qui portons encore les cicatrices des combats passés, nous sommes prêts à oublier, il est certain que, chez d'autres personnes, les passions sont moins éteintes, justement à cause de ces injustices dont je parlais plus haut. M. Duplessis a joué un rôle politique brillant. Mais bien des citoyens de la province portent encore les cicatrices des combats et il y a certaines personnes chez lesquelles les passions sont encore brûlantes.

Deux mois seulement se sont écoulés depuis la mort de M. Duplessis. Quand un État érige un monument, cela doit se faire quand l'unanimité est atteinte parmi tous les groupements politiques. Si j'avais à écrire mes mémoires, j'hésiterais, car je craindrais d'être encore la victime de mes préjugés.

Qu'est-ce qui fait émerger les actions d'un grand homme? C'est l'Histoire. Il ne nous appartient pas à nous de rendre ce jugement. Ce que je dirais aujourd'hui de M. Duplessis pourrait être différent si j'avais à en parler dans 10 ans. Seule l'Histoire sera en mesure de dire quel rôle a joué M. Duplessis dans le développement de la province.

Le maire de Trois-Rivières a dit qu'il ne lui appartenait pas de prendre une pareille initiative. C'est ce qu'on a pensé dans le cas de Laurier et de Mercier. On a attendu que les passions se soient éteintes pour leur élever un monument au pied duquel tout le monde pouvait déposer son hommage, un hommage entaché d'aucune partisanerie. Il me revient à la mémoire d'autres personnages morts depuis plusieurs années. Il est encore trop tôt, il y a encore trop de survivants trop rapprochés de ces disparus pour demander à l'État d'intervenir.

Je n'ai aucun reproche à faire à ceux qui ont eu un respect filial pour M. Duplessis. Je dis que l'hommage qu'on veut lui rendre est prématuré. Il y a encore trois mois, nous étions face à face à nous reprocher les choses que l'on sait. Attendons un peu, attendons que le temps ait apporté à tous la sérénité.

Je ne veux pas discuter les qualités du disparu, mais simplement souhaiter qu'il n'y ait pas de choses désagréables autour de son monument. Je dis en toute franchise que c'est un projet de loi qui nous a gênés. Je proposerais que ce bill soit remis à six mois à une date plus opportune.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) rappelle qu'il est allé au bureau de l'ancien premier ministre pendant les premiers temps qu'il siégeait à l'Assemblée législative pour obtenir quelques conseils. Il s'agissait de questions personnelles étrangères à la politique, dit-il. Je suis retourné plusieurs fois par la suite et j'ai toujours été bien reçu sans qu'il ne soit question de politique.

J'estime qu'il est juste que nous érignons un monument à celui qui fut l'un des plus grands premiers ministres du pays. L'histoire donnera raison à la décision du gouvernement de lui ériger un monument. C'est pour cette raison que mon collègue, le député de Montréal-Verdun (M. Ross), et moi favorisons l'adoption du bill relatif à l'érection d'un monument à l'ancien premier ministre.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) fait allusion à la suggestion du chef de l'opposition officielle (M. Lapalme) de retarder de six mois l'adoption du bill. Je ne vois pas, dit-il, la différence que cela peut faire. Cette décision sera bien accueillie par l'élément anglais de la province. Les contribuables de langue anglaise de la province désirent participer à l'érection de ce monument, quel qu'en soit le coût. L'ancien premier ministre a donné un exemple à tous les premiers ministres des autres provinces dans son attitude en marge de la question constitutionnelle.

L'ancien premier ministre Saint-Laurent disait de M. Duplessis qu'il était un grand chef dans sa province et qu'il s'était remarquablement bien débrouillé sur le plan du développement du Québec. Les députés réunis aujourd'hui souhaiteraient lui rendre hommage, car ils ne seront peut-être plus parmi nous dans 10 ou 15 ans. Il convient d'adopter cette loi dès la première session après la mort de l'ancien chef du gouvernement, car qui sait si, à la prochaine session, nous serons tous ici.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si d'autres députés voudraient exprimer une opinion sur la question.

(Personne ne se lève)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai écouté avec grande attention et un grand intérêt le discours du chef de l'opposition. L'histoire pourra avoir raison, mais elle pourrait aussi avoir tort. Mais jamais elle n'a été unanime dans son jugement d'un grand homme politique. Il appartient à ceux qui ont été témoins des actes de l'ancien premier ministre de dire, par l'érection d'un monument, l'hommage qui est dû à un illustre fils et serviteur de la patrie. Aussi appartient-il à notre génération d'exprimer de cette façon notre hommage et notre gratitude à un premier ministre qui a servi sa province avec une extraordinaire puissance de travail et un profond amour des siens.

Dans 10 ou 15 ans, l'histoire pourra sans doute souligner ce qu'il a fait dans le domaine constitutionnel. Mais la génération actuelle n'a pas besoin du recul du temps pour reconnaître que sa défense des droits de la province le classe parmi les grands hommes d'État du Canada. La génération actuelle n'a pas besoin du recul du temps pour réaliser que le nom le plus prestigieux dans la politique du pays a été celui de M. Duplessis. La génération et la population actuelles de la province, ses gouvernants et ses législateurs n'ont pas besoin du jugement du temps pour concrétiser dans un signe sensible l'hommage de toute une province.

Il est difficile pour les historiens de s'entendre lorsqu'ils traitent d'hommes et de gestes politiques. On trouve encore des objections à certains actes de Sir Wilfrid Laurier et, pourtant, il a depuis longtemps son monument sur la colline parlementaire à Ottawa. La même chose est vraie pour le cas du monument et de l'histoire de Sir John A. Macdonald. S'il fallait attendre le jugement unanime de l'histoire, le pays serait désert au point de vue monument.

Dès qu'un Orateur de la Chambre abandonne le poste qu'il occupe, son portrait est affiché dans les corridors du parlement. C'est un hommage qu'on rend à celui qui a l'honneur d'occuper ce poste. C'est dans un but analogue que la génération actuelle, reconnaissant ce qui est dit dans le préambule de la loi, trouvera comme moi que c'est normal de perpétuer l'hommage rendu à l'ancien premier ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se dit prêt à permettre l'adoption de la mesure sur division, sans la tenue d'un vote officiel et enregistré.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour que le vote soit enregistré.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 2 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que les dépenses occasionnées par l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 2 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 2 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁴.

Demande et dépôt de documents:

Garage de la Voirie à Cap-Santé

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant, depuis le 1^{er} avril 1956 jusqu'au 31 octobre 1959:

a) la liste des employés du garage de la Voirie à Cap-Santé, comté de Portneuf, avec en regard de chaque nom le montant payé à chacun en salaire ou rémunération au cours de la période susmentionnée;

b) la liste des fournisseurs du garage de la Voirie à Cap-Santé au cours de la susdite période avec, en regard de chaque nom, le montant payé à chacun et la description des marchandises achetées.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 45)

Dépôt de documents:

Ministère de l'Industrie et Commerce, Rapport 1958-1959

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Industrie et Commerce de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1959. (Document de la session no 46)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi augmente de \$15,000,000 le total du crédit agricole provincial et porte de \$9,000 à \$10,000 le maximum des prêts que l'Office du crédit agricole peut consentir.

Avec cette loi, c'est \$20,000,000 qui ont été affectés à ce service du prêt agricole depuis 1936 et l'à-propos de cette loi ne se discute plus, car elle fut un bienfait reconnu pour l'agriculteur de cette province.

Il (M. Barré) rappelle la période de crise de 1936, crise provoquée par la rareté de l'argent et le taux élevé de l'intérêt. Heureusement, dit-il, il s'est

trouvé dans l'ancien premier ministre (M. Duplessis) quelqu'un qui comprenait les cultivateurs et connaissait leurs besoins. Le crédit agricole a été son œuvre fondamentale pour assurer la sécurité de l'agriculture chez nous. Les cultivateurs ne payent que 4 %, soit 2½ % d'intérêt et 1½ % d'amortissement. Comparativement à l'intérêt de 6 % et 7 % qu'il leur faudrait payer actuellement sur le marché de l'argent, c'est une économie de \$500 par année qu'ils se trouvent à réaliser sur un prêt de \$10,000.

Au 20 novembre 1959, \$176,464,645 avaient été prêtés à 59,241 cultivateurs, ce qui représente à peu près la moitié de tous les cultivateurs du Québec. Jusqu'à ce jour, il a été remboursé, à l'échéance comme avant, une somme de \$61,244,355.15 et l'Office n'a perdu en tout que \$4,179.59.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il y a un aspect du prêt agricole, dit-il, que je veux souligner plus particulièrement. C'est ce petit montant de pertes évidemment, mais plus particulièrement, c'est que 2,725 prêts consentis depuis le 1^{er} janvier, pour un montant de \$11,754,150 ont été pour des prêts aux jeunes cultivateurs et, sur ce nombre, 1,578¹⁵ ont été pour des cas de nouvel établissement de fils de cultivateurs.

C'est la preuve que la loi de 1936 a stabilisé l'agriculture en permettant aux cultivateurs de rester sur leur terre au lieu de fuir la campagne. Graduellement, cette loi s'est cependant transformée en une loi d'établissement pour les jeunes. La loi a été passée il y a 23 ans mais son utilité n'a pas cessé.

Un jeune homme qui obtient un prêt d'établissement de \$10,000 n'a à payer que \$250 d'intérêt par an, au lieu de \$750¹⁶ qu'il paierait sur le marché ordinaire de l'argent. Il épargne donc \$450 par an. De sorte que, sur une période de 30 ans, il reçoit de la province un cadeau de \$13,500. En ajoutant le \$1,000 d'octroi d'établissement, c'est \$14,500 que le jeune cultivateur aura reçu de sa province. Pas un père de famille ne fait autant pour son fils que la province pour ces jeunes gens entreprenants. À ce moment, l'Office n'a qu'une seule terre reprise pour non-remboursement et une offre d'achat a été faite. Sur 59,241 prêts, il n'y a eu que 182 terres vendues à la suite de procédures prises par des tierces personnes.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose quelques questions au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

M. Hamel (Saint-Maurice) met en doute le bien-fondé de l'affirmation du premier ministre (l'honorable M. Sauvé) selon laquelle l'administration

provinciale se trouverait à faire un cadeau de \$13,000 en intérêt au cultivateur qui emprunte \$10,000 à l'Office, à cause du taux peu élevé de l'intérêt exigé de l'emprunteur. Il s'agit d'un cas purement hypothétique, dit-il, la moyenne des prêts ne dépassant guère \$4,000. Le cadeau est donc beaucoup moins gros que ne le dit le premier ministre.

Il (M. Hamel) réclame un effort plus grand de la part du gouvernement dans son aide aux cultivateurs.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Les députés de l'opposition perdent du temps à chercher des failles dans une loi parfaitement conçue. Les gens d'en face avaient l'habitude de dire que nous ne faisons pas assez. Mais cette fois, ils ont semblé plus prudents, plus conscients de la réalité. Il fallait cependant que le stratège de l'opposition¹⁷ nous arrive avec la ritournelle d'autrefois et nous dire que nous ne faisons pas assez.

Le bill rétablit l'ancien texte de la loi originaire du crédit agricole de 1936 qui fixait à 2½ % le taux annuel de l'intérêt et à 1½ % celui de l'amortissement. Il est arrivé qu'en 1940, le régime des gens qui disent que nous ne faisons pas assez aujourd'hui, a haussé le taux d'intérêt à 3 % et le taux d'amortissement à 2.714 %. En d'autres termes, ils ont saboté notre loi. Ils ont dit à la province: ils en ont fait trop sous l'Union nationale, nous allons diminuer cela nous. Et cela, après avoir combattu la loi, en 1936, parce que, à leur avis, les cultivateurs n'avaient pas besoin de crédit. Quand nous sommes revenus au pouvoir, en 1944, nous avons rétabli les anciennes conditions du prêt, nous, et aujourd'hui, nous proposons de rétablir l'ancien texte.

Nous avons là l'histoire de l'attitude de l'opposition devant cette mesure du crédit agricole. Je n'aurais pas rappelé tous ces faits si le stratège de l'opposition n'était pas revenu avec sa ritournelle que nous n'en faisons pas assez.

Quand les libéraux sont dans l'opposition, ils disent: "On veut plus", mais quand ils sont au pouvoir, ils disent: "On n'en veut pas"¹⁸.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit ne pas vouloir se prononcer nécessairement sur le mérite de la formule Godbout, mais souligne qu'elle faisait déboursier moins au cultivateur en intérêt. En portant le taux d'intérêt à 3 % en 1940, dit-il, le gouvernement Godbout a réduit de 40 à 25 ans la période au bout de laquelle doit avoir lieu le remboursement. À la fin du compte, avec le système des 2.5 %, le cultivateur doit payer plus d'intérêt à l'administration provinciale, soit \$579 par \$1,000 empruntés, qu'avec le système des 3 %,

les intérêts globaux payables alors au gouvernement étant de \$428.61.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Telle ne semble pas avoir été l'opinion des cultivateurs en 1944, puisqu'ils ont rendu le pouvoir à l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a encore plus de difficulté à discuter des problèmes à leur mérite que l'année dernière. Il (M. Hamel) qualifie ses adversaires politiques de spécialistes du niaisage¹⁹.

M. Levesque (Bonaventure): Le premier ministre a basé ses calculs sur un prêt maximum de \$10,000, ce qui est exceptionnel. Pour ne rien exagérer on devrait prendre plutôt la moyenne des prêts, qui est de \$4,000 à \$4,500 environ.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Saint-Maurice prétend qu'en payant plus cher, ça coûtera moins cher...

M. Hamel (Saint-Maurice): En payant moins longtemps.

L'honorable M. Barré (Rouville): Mais le cultivateur est-il capable de payer moins longtemps? Le but du prêt agricole, c'est d'assurer la stabilité et la sécurité sur la ferme. Le cultivateur est capable de payer 2 % et c'est parce qu'il est capable de payer qu'il n'y a pas eu de pertes. Le vrai crédit agricole, c'est celui que M. Duplessis a établi. L'autre porte la marque de quelqu'un qui ne connaissait pas les besoins des cultivateurs.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'Office tient certains députés au courant des prêts consentis dans leurs comtés, pour leur permettre de se faire du capital politique avec le crédit agricole.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela ne relève pas des résolutions à l'étude. Il (M. Sauvé) invite le député d'Abitibi-Ouest à engager un débat là-dessus lors de la discussion des crédits de l'agriculture.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Certainement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes au montant total de cent quatre-vingt-cinq millions de dollars que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme de quinze millions de dollars, pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, en la manière et aux conditions déterminées par ladite loi en tenant compte de modifications qui y sont apportées par les articles 2, 3 et 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que le paragraphe *d* de l'article 8 de la loi du crédit agricole de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"*d*) Consentir aux agriculteurs déjà établis des prêts garantis par première hypothèque sur des fermes, jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de la valeur de chaque ferme, telle qu'établie par l'Office, sauf le cas prévu à l'article 20, ces prêts ne devant en aucun cas excéder dix mille dollars pour chaque emprunteur;"

Adopté.

3. Que l'article 16 de ladite loi soit modifié en remplaçant les paragraphes *a* et *b* par les suivants:

a) porte intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi annuellement.

b) est remboursable, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement

du solde à l'expiration de celui-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux.

Adopté.

4. Que l'article 20 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"20. En outre des prêts à base d'amortissement prévus par l'article 16, l'Office peut accorder à l'emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire à échéance plus courte, garanti par une hypothèque de second rang en sa faveur; il doit alors fixer toutes les conditions du prêt dans l'acte d'obligation; mais le total de ces deux prêts ne doit en aucun cas excéder la somme de dix mille dollars, ni soixante-quinze pour cent de la valeur, établie par l'Office, de la ou des fermes hypothéquées en garantie."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Ces modifications feront de la nouvelle loi des accidents du travail la mesure la plus généreuse, la plus humanitaire et la plus sociale de toutes les

mesures relatives aux lois sur les accidents industriels dans tout le Canada. Le bill complète ce que nous avons fait dans ce domaine depuis quelques années. En 1944 la province de Québec était la moins avancée de tout le pays dans ce domaine particulier. Depuis lors, le gouvernement de l'Union nationale a apporté quatre modifications à la loi cette année.

En 1944, le maximum de salaire pour le même calcul n'était que de \$2,000 et l'accidenté n'avait droit qu'aux deux tiers de cette somme. En 1954, le gouvernement a porté la base du salaire pour fins de calcul de l'indemnité à \$4,000 par année et l'élève de nouveau à \$5,000 par cette législation. De plus, l'accidenté aura droit dorénavant à 75 % de cette somme. C'est dire qu'avec les amendements, la victime d'un accident de travail couvert par la loi recevra dorénavant 75 % de son salaire, soit trois fois plus que ce qu'elle pouvait obtenir en des cas semblables sous l'empire de la loi de 1944.

C'est dans la province de Québec que les allocations aux veuves des victimes d'accidents de travail sont les plus élevées du pays. Elles recevaient auparavant \$40 par mois, dit-il, plus une allocation de \$10 par enfant à leur charge²⁰. Aujourd'hui, les allocations sous ce chapitre sont portées à \$75 par mois, au regard de \$55 jusqu'ici, plus \$25 par enfant. Une veuve avec trois enfants aura donc droit à \$150 par mois. En Saskatchewan, une mère de trois enfants qui a perdu son mari, victime d'un accident du travail, touche \$135 par mois, ce qui place cette province au deuxième rang quant au montant de l'allocation à cet égard.

Ce nouvel article de la loi a un effet rétroactif et toutes personnes recevant des allocations en vertu de la loi actuelle verront leurs indemnités accrues. C'est une disposition qui n'existe pas ailleurs. Cet amendement fait de la loi des accidents du travail une mesure supérieure, et de beaucoup, à la loi ontarienne correspondante.

La loi ne pourrait pas être plus généreuse. La Commission des accidents du travail devra créer un fonds spécial de \$7,000,000 afin d'être en mesure de rencontrer les dispositions prévues dans l'article relatif à la rétroactivité. Les veuves recevront \$700,000 de plus par année, les enfants \$150,000 et les travailleurs blessés \$800,000. En tenant compte de tous les amendements, les paiements annuels de la Commission augmenteront de \$2,600,000, ce qui rendra nécessaire de porter le fonds disponible à \$8,600,000 par année en plus du fonds spécial de \$7,000,000²¹.

Le bill prévoit également des amendements aux articles visant la pension des orphelins, aux frais

funéraires et aux allocations spéciales de décès. De \$30, la pension des orphelins est portée à \$35 par mois; les frais funéraires accordés par la Commission des accidents du travail lors du décès d'un ouvrier à la suite d'un accident de travail sont augmentés de \$200 à \$400. Quant aux allocations spéciales de décès payables à la veuve, elles ne seront plus de \$200, mais de \$300.

À notre arrivée, en 1944, le niveau des allocations versées en vertu de la loi des accidents du travail était le plus bas au pays. Aujourd'hui, nous pouvons dire que notre loi est la meilleure à l'échelle du Canada. Nous pouvons donc affirmer que les progrès sociaux dans le Québec ont été même supérieurs depuis quelques années aux progrès économiques du pays.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous sommes en faveur des amendements proposés, que l'on considère justes et opportuns, mais nous voudrions qu'un plus grand nombre de travailleurs puissent bénéficier de cette loi. Un grand nombre d'ouvriers sont automatiquement exclus de cette loi, notamment les employés d'hôpitaux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En 1944, il y avait 11,314 employeurs assujettis à la loi des accidents du travail. Ce nombre était de 24,330, en 1958. Il y a de nombreuses industries nouvelles dans le Québec et elles ont un grand nombre d'employés protégés par la loi.

Si, depuis 15 ans, on avait voulu aller trop vite dans l'augmentation des bénéfices de cette loi sociale, il aurait fallu créer une réserve d'au moins \$50,000,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) de la mesure qu'il a présentée, l'une des plus importantes de la session. Cette initiative, dit-il, témoigne de son sens de l'équité. Il félicite le ministre du Travail de son rétablissement. L'immense majorité des travailleurs de la province qui ont pour lui un profond respect seront heureux de le voir consacrer une plus grande part de son temps à l'administration de son ministère²².

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande un vote enregistré.

La motion est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 7 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: 1. Que l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), telle que modifiée par des Statuts subséquents, soit prolongée jusqu'au 30 avril 1961.

Adopté.

2. Que l'article 38 de ladite loi, modifiée par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 17, par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 28, par l'article 9 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le millésime "1960" par le millésime "1961".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est la situation dans les bureaux régionaux de la Régie, en dehors de Québec et de Montréal? S'il y a peu de causes dans ces bureaux, il serait peut-être inutile de prolonger la Régie. Par surcroît, a-t-on une idée du nombre de logis vacants dans les villes de Montréal et de Québec? Il affirme qu'on lui a cité des chiffres afférents à ce sujet et qu'il y aurait, dans la seule ville de Montréal, 8,000 logis vacants.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Les bureaux régionaux sont très occupés à l'année longue. Dans le district électoral de Richmond, par exemple, il y a eu 1,415 causes enregistrées et 438 ont été entendues. Au Lac-Saint-Jean, il y a eu 2,350 demandes et 175 causes entendues. Dans

Drummond, les juges ont reçu 4,265 demandes de conciliation.

Cette branche de l'administration provinciale est encore très active. Pour la dernière année, le nombre des causes entendues par la Commission des loyers à Montréal a été de 7,377. À Québec, il a été de 751; par contre, il y a eu 37,350 demandes. C'est dire que la très grande majorité ont été réglées par les administrateurs.

Enfin, il (M. Rivard) révèle que même s'il n'a pas de statistiques à apporter, il est nettement sous l'impression que, s'il y a un certain nombre d'appartements vacants à Montréal, ceux-ci doivent exiger des loyers élevés ne convenant pas à la classe moyenne. Le grand nombre de ces appartements n'offre donc pas la solution au problème du logement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) annonce que le mercredi redeviendra la journée des députés²³. Il indique qu'il veut s'en tenir aux stipulations de la procédure parlementaire et donner la chance aux députés de l'opposition de présenter ou leurs projets de loi ou leurs motions. Il demande également au chef de l'opposition (M. Lapalme) d'en faire le choix.

Il est alors convenu qu'on commencerait par discuter du bill sur l'Orateur de l'Assemblée législative, inscrit au nom du chef de l'opposition.

Il dit qu'il appellera ensuite deux motions du chef de l'opposition, l'une réclamant l'institution d'un Journal officiel des débats, l'autre demandant la

révision de la carte électorale. Il appellera également une motion du député de Saint-Maurice (M. Hamel) concernant l'érection d'un pont entre Trois-Rivières et la rive sud, et enfin, celle du député de Brome (M. Brown) demandant la production de documents relativement au pont de Bolton Centre, dans le comté de Brome.

Il (M. Sauvé) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Plusieurs journaux du 2 décembre donnent des dates différentes à propos des élections par acclamation: alors que *La Presse*, à la page 51, les situe en 1933, *Le Soleil*, à la page 10, et *L'Action catholique*, à la page 3, mentionnent plutôt 1935. La question a été difficile à trancher puisqu'il y a bel et bien des élections complémentaires en novembre 1933, dont deux (Nicolet et Montréal-Jacques-Cartier) vont être remportées par acclamation par les libéraux. Mais trois libéraux sont également élus par acclamation lors des élections générales de 1935. Cependant, le balayage dont parle M. Hamel est subi lors des élections générales de 1936 lorsque l'Union nationale remporte 76 sièges sur 90, soit deux ans et demi après les complémentaires en question. C'est pourquoi nous avons pensé que M. Hamel faisait référence à 1933 et non pas à 1935.

2. Chiffre de *L'Action catholique* du 2 décembre 1959, à la page 3. Le *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 54, donne plutôt le montant "\$165,425,000" en 1957.

3. Chiffre du *Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 10. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 17, écrit plutôt "5.09 %".

4. Chiffre du *Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 10. Le même jour, *Le Nouvelliste*, à la page 17, écrit "4 % environ en 1958-1959" et le *Progrès du Saguenay*, à la page 9, mentionne plutôt "5.9 %".

5. Lors de la séance du 30 novembre, le bois de pulpe fut un sujet abordé notamment par les libéraux Turpin (Rouyn-Noranda) et Levesque (Bonaventure), qui ont estimé que les revenus des cultivateurs seraient plus élevés s'ils pouvaient vendre leur bois à des prix raisonnables, sans subir la concurrence des terres du gouvernement, ni du bois des autres provinces.

6. Le comité des relations industrielles a été formé au début de la session 1954-1955.

7. *Le Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 10, explique qu'il est ici question des ententes signées en 1942 par le premier ministre libéral Adélard Godbout, avec le gouvernement fédéral, afin de permettre au gouvernement d'Ottawa de se procurer les fonds nécessaires à la conduite de la guerre. Selon le *Montréal-Matin* du 2 décembre 1959, à la page 3, l'entente cédait à Ottawa les principales sources de taxation de la province en échange d'un subside de \$20,000,000.

8. *Le Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 10, souligne qu'au moment de la signature des accords Ottawa-Québec à ce sujet, le premier ministre Sauvé faisait son service militaire dans l'armée canadienne, comme officier supérieur du régiment des Fusiliers du Mont-Royal, régiment qu'il commandait à la fin de la guerre, après avoir été promu brigadier.

9. M. Hamel fut député du Bloc populaire à la Chambre des communes dans la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche de 1945 à 1949.

10. *Le Devoir* du 2 décembre 1959, à la page 2, note que M. Leclerc fait cette affirmation "en souriant".

11. Le scandale à Bordeaux fait référence au problème aigu que constituent l'enfance illégitime et le système pénitentiaire provincial. Ce problème a ressurgi durant l'année 1959, en conséquence de la publication du livre *Scandale à Bordeaux*. Dans cet ouvrage, Jacques Hébert raconte le sort réservé à un jeune enfant illégitime qui croupit à la prison de Bordeaux et dont il a pu voir le dossier. C'est l'une des premières phases d'une controverse qui, plusieurs décennies après, désignera les victimes de ces mauvais traitements en tant qu'"orphelins de Duplessis".

12. Selon *Le Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 10, ces informations sont contenues dans une lettre dont M. Dionne a fait lecture en Chambre. Cette lettre, adressée par le commandant Beaugé à un

citoyen de Sainte-Luce en 1954, expliquait les avantages de la construction du barrage de Belle-Isle.

13. *The Montreal Daily Star* du 2 décembre 1959, à la page 1, précise qu'à ce moment "le climat de quasi-gaieté ponctué de solides boutades a fait place à une profonde attention".

14. Le monument en question sera réalisé par le sculpteur Émile Brunet. Bien qu'il fût complété en 1960, le nouveau premier ministre, Jean Lesage, refusa alors de l'inaugurer, craignant des désordres publics. C'est finalement René Lévesque qui l'inaugurera en 1977. La statue se trouve dans le jardin du parlement à Québec et fait face à la rue Grande-Allée.

15. Chiffre du *Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 3. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, en compte seulement 1,378.

16. Version du *Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 3. *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, écrit plutôt "au lieu des \$700".

17. Selon *La Presse* du 21 novembre 1958, à la page 40, c'est suite à sa défaite lors de l'investiture à la direction du Parti libéral que M. Hamel est nommé chef adjoint en matière de stratégie. Au sein du Parti libéral, il y a donc un chef (M. Lesage), un chef parlementaire (M. Lapalme) et un stratège (M. Hamel). Les députés de l'Union nationale utilisent souvent ces "titres" afin de démontrer les dissensions qui règnent à l'intérieur du Parti libéral.

18. Un journal favorable à l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 2 décembre 1959, à la page 2, ajoute que l'honorable M. Sauvé a mis beaucoup d'humour et de verve pour fustiger les positions de l'opposition et a provoqué des rires dans toute la Chambre.

19. *Le Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 9, souligne qu'une brève discussion a eu lieu entre M. Hamel et l'honorable M. Sauvé. Cependant, l'affirmation de M. Hamel est tout ce qu'il reste de cette discussion, aucun journal n'en rapportant davantage.

20. Bien que ni *L'Action catholique* du 2 décembre 1959, à la page 3, ni *Le Soleil* du même jour, à la page 6, n'en fassent mention, ces chiffres sont ceux de 1944. Depuis 1954, *La Tribune* du même jour, à la page 27, les veuves d'accidentés reçoivent \$55 par mois en plus d'une allocation de \$20 par enfant à charge.

21. *Le Soleil* du 2 décembre 1959, à la page 6, écrit que la Commission des accidents du travail devra accroître ses fonds de \$8,600,000 par année. Mais comme ce montant est très élevé, il s'agit vraisemblablement d'une erreur.

22. M. Barrette a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une maladie qui reste très mystérieuse. Une brouille avec M. Duplessis serait peut-être à la source du problème. À l'époque, M. Barrette ne peut pas s'occuper adéquatement de son ministère et il offre sa démission trois fois à M. Duplessis qui ne veut rien entendre. Au printemps 1959, il fait un voyage autour du monde, notamment au Japon, et il revient finalement à la tête de son ministère après la mort de M. Duplessis.

23. Selon l'article 115, paragraphe 2, du Règlement de l'Assemblée législative, le mercredi et le vendredi, la Chambre doit donner priorité aux questions et aux motions de députés. Les motions du gouvernement ne viennent qu'après. *La Presse* du 2 décembre 1959, à la page 1, explique toutefois qu'à l'époque, malgré les protestations de l'opposition, M. Duplessis soutenait depuis quelques années qu'à titre de leader de la Chambre, il pouvait appeler les affaires au *Feuilleton* dans l'ordre qu'il jugeait convenable. L'initiative de M. Sauvé fait donc plaisir à l'opposition. Mais, devant les journalistes, un ministre non identifié aurait déclaré "C'est un peu comme dans l'Église: il n'y a jamais de divergence entre les chefs qui se succèdent sur les questions de doctrine, mais chacun d'eux garde sa personnalité."

Séance du mercredi 2 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah et son affiliée Congregation Shaare Tefillah;

- bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations;

- bill 139 constituant en corporation Beth Zion Congregation;

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 229 changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora;

- bill 169 concernant Lakeshore Unitarian Church;

- bill 171 concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 18 décembre courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Congregation
Shaare Tefillah**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah et son affiliée Congregation Shaare Tefillah.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Community Holy Association
of United Jewish Congregations**

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Beth Zion
Congregation**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 constituant en corporation Beth Zion Congregation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Congregation Beth Ora

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 229 changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lakeshore Unitarian Church

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 concernant Lakeshore Unitarian Church.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fusion de l'Union Saint-Joseph et La Solidarité

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi aux fins de constituer en corporation l'Hôpital Saint-Joseph de Granby;

- de l'Union Canadienne, compagnie d'assurance, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de The Steel Company of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gustave Doyon, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser la vente d'un immeuble dépendant de la succession de Roch Lanctôt;

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des représentants légaux de feu Charles J. Baillargeon et de feu Elzéar Baillargeon, demandant l'adoption d'une loi validant un titre de propriété;

- du village de Pincourt, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de ville de Pincourt;

- de Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Herbert Jacobs;

- de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 18 décembre courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte de Montréal**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament
de Roch Lancôt**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant le testament de feu Roch Lancôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Successions Elzéar
et Charles Baillargeon**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de l'Association de bienfaisance
et de retraite de la police de Montréal**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Steel Company
of Canada Ltd.**

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph H. Jacobs

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'Union Canadienne,
compagnie d'assurances**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital
Saint-Joseph de Granby**

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Avions du ministère
de la Colonisation**

M. Levesque (Bonaventure): Depuis le 1^{er} novembre 1958 jusqu'au 1^{er} novembre 1959, un avion Cessna appartenant au ministre de la Colonisation a-t-il été piloté par un ou des pilotes du ministère de la Colonisation? Dans l'affirmative:

A. Pendant quel nombre d'heures ce ou ces pilotes ont-ils piloté cet avion?

B. Pour chaque voyage:

1. Qui était le pilote?

2. Quels étaient le but et la destination du voyage?

C. D'autres avions appartenant au ministre de la Colonisation ont-ils, depuis 1948, été pilotés par des pilotes du ministère de la Colonisation?

D. Dans l'affirmative, et pour chaque avion:

1. Quelles sont la marque et les lettres d'identification de l'avion?
2. Quels sont les noms et prénoms de ces pilotes?
3. À quelle période chaque dit pilote a-t-il piloté chacun de ces avions?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Aucun pilote du ministère de la Colonisation, dans l'exercice de ses fonctions, pour les fins personnelles du ministre, n'a piloté les avions personnels du ministre.

Engrais Humo

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quelle quantité d'engrais composé, de marque "Humo", le gouvernement a-t-il achetée au cours de chacun des exercices financiers 1957-1958 et 1958-1959?

2. Quel a été le prix payé à la livre par chaque département?

3. De qui le gouvernement a-t-il acheté cet engrais composé de marque "Humo", et par l'entremise de quels départements, au cours de chacune des susdites années, et quel montant global a été payé, dans chaque cas, par chaque département, à chaque fournisseur?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Quant au ministère de la Colonisation:

1. 1957-1958: - 4,000 livres.

1958-1959: - 5,000 livres.

2. 15¢ et 22¢.

3. 1957-1958: - de Georges Mainguy, 2,115 rue Brulart, Sillery, \$600.

1958-1959: - de Paul Godbout inc., Carré Parent, Québec, \$1,100.

Mont Original

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien a coûté au ministère de la Colonisation, depuis 1953 jusqu'à date, la construction d'une ligne de pouvoir électrique jusqu'au sommet du mont Original dans le comté de Dorchester?

2. À quel ce montant a-t-il été payé et à quelle date?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. \$1,662.28.

2. Shawinigan Water & Power Co., le 3 avril 1958.

Morin & Frères Itée

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): 1. Quelle est l'adresse de la compagnie Morin & Frères Itée,

dont le nom apparaît pour un montant de \$33,401.94 sous la rubrique Voirie, contrats, à la page 480 des *Comptes publics de la province de Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 1957*?

2. S'il s'agit d'une erreur d'inscription, quel est le nom véritable de cette compagnie ainsi que son adresse?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. et 2. Il s'agit de E. Morin & Frères Limitée; adresse: 114, avenue Hôtel de Ville, Rivière-du-Loup, P. Q.

Emprunts du gouvernement

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1959 jusqu'au 30 novembre 1959, emprunté de l'argent:

a) de Hydro-Québec?

b) de la Commission des liqueurs?

c) de la Commission des accidents du travail?

d) de la Commission du salaire minimum?

2. Dans l'affirmative:

a) À quelle date chaque emprunt a-t-il été effectué et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Eu égard au resserrement du crédit, les banques à charte ont dû cette année réduire considérablement les prêts temporaires qu'elles accordent à la province chaque automne sur dépôts de bons du Trésor en attendant l'encaissement des revenus élevés qui sont perçus dans le premier semestre de l'année du calendrier. Au 30 novembre 1959, lesdits prêts ne s'élevaient ainsi qu'à \$14,000,000.

Dans ces conditions, les bons du Trésor déposés au 30 novembre 1959 auprès des divers organismes de la province s'élevaient aux montants ci-après: (Voir le tableau ci-dessous)

	Montant	Date des prêts
a) À l'Hydro-Québec.....	\$20,000,000	19 novembre
b) À la Commission des liqueurs.....	néant	
c) À la Commission des accidents du travail	5,000,000	2 oct., 16 oct., 2 nov., 20 nov., 27 nov.
d) À la Commission du salaire minimum.....	2,000,000	8 oct., 15 oct., 21 oct.

Ces prêts sont remboursables à des dates convenant aux organismes intéressés entre le 15 janvier et le 30 mars 1960.

Au total, les bons du Trésor déposés au 30 novembre 1959 s'élevaient ainsi à \$41,000,000.

Projets de loi:

Albert Daoust

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 relatif à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

St. Thérèse Realities Ltd.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mutuelle des commissions scolaires

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 constituant en corporation La Mutuelle des commissions scolaires compagnie d'assurances générales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chaîne coopérative du Saguenay

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant la Chaîne coopérative du Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital général du Saguenay

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 concernant l'Hôpital général du Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporation d'Oka

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 concernant la corporation d'Oka soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital général Fleury inc.

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Filature de l'Abitibi Inc. à Amos

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant la ville d'Amos, la commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Westmount

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la charte de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Coenraad Zuurbier

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Russell Lukasiewicz

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Autobus Lévis-Québec, Lévis et Lauzon

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Division territoriale

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) donne avis de son intention de présenter un projet de loi concernant la division territoriale de la province qui établit les limites des districts électoraux¹.

Questions et réponses:

Enquête sur le logement à Hull

M. Parent (Hull): Le 15 décembre 1956, le conseil de ville de la cité de Hull faisait parvenir une

demande au gouvernement provincial concernant l'approbation de celui-ci en regard d'une enquête sur le logement dans ladite cité de Hull. Le 2 décembre 1958, les autorités municipales de Hull renouvelaient leur demande. Aucune décision ne semble avoir été prise jusqu'à maintenant. Le premier ministre (M. Sauvé) pourrait-il nous dire si la cité de Hull peut espérer une réponse définitive à cette demande?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je vais faire enquête sur la question et je dirais ensuite ce que le gouvernement en pense. C'est la première fois que j'entends parler de cette question.

Projets de loi:

Orateur de l'Assemblée législative

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant l'Orateur de l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois².

M. l'Orateur: Afin d'accorder plus de latitude à la discussion de ce bill, je me ferai remplacer au fauteuil par l'Orateur suppléant (M. Caron)³.

Le député de Maskinongé (M. Caron) prend la place de l'Orateur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'apprécie le geste que vient de poser l'Orateur et j'avertis d'avance la Chambre que j'entends discuter cette mesure d'une façon absolument objective. C'est surtout le principe en jeu qui m'intéresse, et c'est sur le principe que j'insisterai. Le principe est bon ou il ne l'est pas.

Au début de mes remarques, je voudrais d'abord attirer l'attention des membres de cette Chambre sur l'importance du rôle que joue l'Orateur et, surtout, sur la place exceptionnelle qu'il occupe dans notre système de gouvernement.

Nos droits parlementaires nous viennent tous en ligne directe de la tradition britannique et du parlementarisme anglais. Partout où ce système de Parlement est en vigueur, le poste de l'Orateur est entouré d'une sorte de halo. Il y a eu des reflets de cette attitude au Canada encore tout dernièrement, à tel point que le premier ministre Diefenbaker a informé la presse qu'il annoncerait bientôt la nomination d'un Orateur suppléant aux Communes, ajoutant qu'il ne ferait pas connaître le choix avant

d'en avoir discuté avec le chef de l'opposition. Ceci prouve que le choix de l'Orateur suppléant doit se faire au-dessus des partis politiques. Que dire alors quand il s'agit de l'Orateur?

Il est de tradition, dans tous les parlements britanniques, que l'Orateur soit le choix unanime de la Chambre. C'est dire qu'on le place généralement au-dessus de tout parti politique. Mais il existe d'autres obstacles à la liberté de l'Orateur que ceux se rattachant à la politique. Les ministres de la couronne n'ont pas le droit de faire partie de compagnies, en tant que directeurs, si ces sociétés font affaire avec le gouvernement. C'est l'application du principe bien connu, portant qu'un homme ne doit pas être placé dans une situation telle qu'il ait à choisir entre son intérêt et son devoir. Les intérêts personnels d'un ministre ne doivent jamais entrer en conflit avec ceux de la province.

Mais le personnage le plus important de la Chambre c'est l'Orateur. Le rôle de l'Orateur est au-dessus de celui des ministres. L'Orateur remplit une mission encore plus délicate, puisqu'il doit rendre des décisions sur des questions présentées par le gouvernement ou par l'opposition. Aussi, il doit être au-dessus de tout soupçon et rigoureusement impartial, parce qu'il est tenu de rendre justice à tous les députés de la Chambre. L'Orateur a le pouvoir de déclarer hors d'ordre des mesures qui sont présentées ou de faire expulser des députés. Il est presque souverain, et seule la Chambre entière pourrait se placer sur sa route, mais elle ne le fait pas, soucieuse de garder le prestige reconnu à celui qui occupe ce haut poste.

Si donc un ministre est exclu par la loi de faire partie d'entreprises faisant affaire avec le gouvernement, à bien plus forte raison l'Orateur doit lui aussi être exclu de la même façon.

J'ai cru bon de présenter ce bill à la suite des divergences d'opinions exprimées depuis quelque temps en marge du poste de l'Orateur et sur l'interprétation de l'article 69^d de la loi de la Législature. C'est dans le but de préciser la loi que je présente ce bill, dit-il. Je ne donne raison ni à l'une, ni à l'autre, des expressions d'opinion émises alors; je ne fais que souligner l'énoncé de principe.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ce projet de loi a pour effet d'interdire à l'Orateur d'être directeur d'une société commerciale faisant affaire avec le gouvernement. Le chef de l'opposition a terminé son discours en disant que le but qu'il voulait atteindre, c'est de faire disparaître la confusion, les divergences d'opinions sur

l'interprétation de l'article 69 de la loi de la Législation.

Cette loi a été passée en 1885 et elle est rest e telle quelle depuis cette date jusqu'au 12 novembre 1936. Elle est rest e, dans les Statuts, la seule restriction imposée aux députés de la Chambre dans leurs relations avec une compagnie exécutant un contrat pour la province.

L'article 69 de la loi de la Législation se lit comme suit:

"69. Nul, entreprenant, exécutant ou ayant directement ou indirectement seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un préposé ou d'un tiers, un contrat ou marché avec Sa Majesté, ou avec un officier public ou un département du gouvernement de cette province, se rattachant au service public de cette province, ou en vertu duquel des deniers publics de la province doivent être payés pour quelque service, ouvrage, matière ou chose, ne peut être nommé conseiller législatif, ou être élu député, ni siéger ou voter en l'une ou l'autre qualité". Si le texte de la loi s'arrêtait là, je m'accorderais avec le chef de l'opposition sur la nécessité de faire disparaître les divergences d'opinions. Mais comme les législateurs de 1885 étaient aussi intelligents que le premier ministre et le chef de l'opposition, ils ont cru devoir faire disparaître toute divergence possible et ils ont ajouté à l'article un deuxième paragraphe.

Ce deuxième paragraphe stipule que rien dans l'article pr c dent ne rend inéligible ou inhabile   siéger et à voter dans l'une des deux Chambres une personne qui est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation ayant un tel contrat ou marché, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics.

Cela veut dire que jusqu'ici, un simple député, non membre du Conseil exécutif, peut légalement être actionnaire d'une compagnie ayant un contrat ou un marché avec la province, sauf pour l'exécution de travaux publics. C'est tellement vrai que, depuis la Confédération jusqu'en 1936, un grand nombre de députés furent actionnaires et directeurs de compagnies faisant affaire directement ou indirectement avec la province.

Non seulement des députés ont été dans ce cas, mais il y a même eu des ministres de la Couronne qui ont fait partie, comme actionnaires ou administrateurs, de compagnies traitant avec les départements auxquels ils présidaient comme ministres.

Je ne critique pas le passé, je ne blâme pas, je ne formule aucun jugement, je constate simplement un fait; moi aussi je veux rester dans l'objectivité.

En 1936, la Législature a décidé qu'il fallait exclure les membres de l'Exécutif de la règle générale appliquée aux membres de la Chambre. Il y avait à cela d'excellentes raisons. Les membres de l'Exécutif font partie de l'administration. Comme tels, ils ont des décisions exécutives à prendre, ils ont à attribuer, à même les deniers publics votés par la Chambre, des contrats à certaines compagnies.

Ils doivent se prononcer sur l'opportunité d'accorder tel ou tel contrat à telle ou telle compagnie. Il a donc été sage d'établir une disposition leur interdisant d'être actionnaires ou directeurs de compagnies en relations d'affaires avec la province. Il était normal qu'on veuille les classer dans une catégorie à part.

Si on n'a pas, jusqu'ici, placé l'Orateur sur le même pied que les ministres à ce sujet, c'est que l'Orateur, lui, n'accorde pas de contrats, il n'a pas de fonctions exécutives. J'appuie tout ce qu'a dit le chef de l'opposition sur le rôle que remplit l'Orateur. Mais il y a une différence très nette entre son rôle et celui des ministres. Sa seule fonction administrative consiste à siéger dans le comité de régie de l'Assemblée législative et de présider les débats de l'Assemblée.

Le chef de l'opposition dit que l'Orateur doit être dégagé de toute préoccupation personnelle extérieure. Je suis d'accord avec lui. Il a dit aussi que l'Orateur est appelé à déclarer qu'une motion est hors d'ordre et à trancher des litiges. C'est vrai. Mais j'ajoute qu'au-dessus de l'Orateur, d'où que vienne la procédure, il y a la Chambre qui décide en dernier ressort si telle ou telle de ses décisions doit être acceptée.

Jusqu'à maintenant donc, c'est clair, il n'a jamais été interdit à aucun Orateur de l'Assemblée législative d'être actionnaire ou directeur d'une corporation, même si elle faisait directement ou indirectement des affaires avec le gouvernement, pourvu qu'il ne s'agisse pas de l'exécution de travaux publics.

Le projet de loi proposé par le chef de l'opposition suggère de changer cet état de choses. On veut donner à l'Orateur le même statut qu'aux membres de l'Exécutif. Le bill est d'ailleurs la reproduction mot pour mot de la troisième section de la loi de l'Exécutif. Je ne vois pour ma part aucune objection à accepter la proposition du chef de l'opposition.

J'y vois même certains avantages. Il en découlera encore plus de prestige pour l'Orateur. Je déclare donc dès maintenant que personnellement, je n'aurai aucune objection à voter pour la mesure suggérée par le chef de l'opposition.

(Des députés libéraux ainsi que ceux de l'Union nationale frappent sur leurs bureaux.)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Cela aura-t-il pour effet de faire disparaître des divergences d'opinions? Je ne le crois pas. Car il y a deux sortes d'opinions: celles qui sont basées sur la bonne foi et celles qui ne le sont pas. Le gouvernement écoute les critiques formulées de bonne foi et celles-ci ne causent jamais de trouble. Mais il n'accorde pas beaucoup d'attention à celles qui sont faites de mauvaise foi, puisque le gouvernement ne peut rien faire pour les empêcher. Elles continueront d'exister, malgré tous les changements possibles que l'on pourra apporter à nos lois.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 97 sans l'amender.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Des députés des deux côtés de la Chambre frappent sur leurs bureaux en guise d'approbation.)

M. l'Orateur (l'honorable M. Tellier) reprend le fauteuil.

Motions des députés:

Journal officiel des débats parlementaires (Journal des débats)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que:

Attendu que les contribuables ont le droit d'être pleinement renseignés sur les débats parlementaires par l'entremise d'un service officiel;

Attendu que, dans la plupart des Parlements des pays démocratiques, il existe un système de compte rendu officiel des délibérations;

Cette Chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité d'établir un journal officiel des débats à l'Assemblée législative du Québec, afin de fournir aux contribuables un service d'information complet sur les débats parlementaires de cette Chambre⁶.

Je veux encore maintenir cette question au-dessus de toute considération politique. Les contribuables ont le droit d'être pleinement renseignés sur les débats parlementaires par l'entremise d'un service officiel, dit-il. Dans la plupart des pays démocratiques, il existe un système de compte rendu officiel des délibérations. C'est pourquoi je présente une motion priant le gouvernement d'étudier la possibilité d'établir un journal officiel des débats à la Chambre basse, afin de fournir aux contribuables des informations complètes sur les débats.

Je me demande s'il est nécessaire de donner quelques-unes des raisons qui militent en faveur de tels comptes rendus officiels. Au cas où des gens auraient encore des doutes, je crois devoir en dire plus long. Les raisons sont multiples. Je vais en énumérer seulement quelques-unes au hasard.

Il y a eu une époque où l'Assemblée législative et le gouvernement étaient en réalité plutôt des administrateurs que des législateurs. Bien des questions que la députation a à étudier aujourd'hui n'existaient pas autrefois. Ainsi, les relations interprovinciales prennent une ampleur considérable et un caractère de plus en plus compliqué. Tout est profondément changé. L'évolution de notre monde moderne en a fait un mode tout à fait différent de l'ancien.

Lorsque nous voulons savoir ce qui s'est passé exactement à la Chambre sur un débat de fond, nous sommes obligés d'aller glaner dans les journaux quelques paragraphes qui résument des heures de délibérations. On ne peut blâmer les journalistes, qui ne sont pas des sténographes officiels, qui ne doivent retenir que l'essentiel et doivent résumer les discours pour les mettre à la portée de leurs lecteurs. Ils se trouvent dans une situation difficile, non seulement pour rapporter ce qu'ils entendent, mais aussi pour capter tout ce qui se dit. Leurs comptes-rendus sont donc nécessairement incomplets.

C'est tellement vrai qu'un débat qui a duré parfois trois ou quatre heures en Chambre, ne couvre que quelques colonnes de journal. Il arrive même souvent que des adversaires se servent ainsi de phrases sorties du contexte et parues dans les journaux pour les interpréter à leur façon, contre celui qui l'a prononcé; et ainsi, certains hommes politiques traînent parfois derrière eux de telles phrases pendant toute leur carrière.

Si nous avions un journal officiel, cela rendrait justice à tous ceux qui participent aux débats. Il ne pourrait plus être question par la suite de se cacher derrière des comptes rendus incomplets. Ce serait également rendre justice à ceux qui nous délèguent ici.

Cela permettrait de ne pas perdre la documentation très importante que contiennent certains discours qui, présentés comme des improvisations, n'en ont pas moins été préparés avec soin. Souvent un discours qui doit être prononcé en Chambre a exigé une longue préparation. Aujourd'hui, les questions que la Chambre doit débattre sont souvent complexes et requièrent des données statistiques et précises. Des députés préparent souvent sur ces problèmes des études fouillées où ils citent nombre de statistiques et alignent des opinions d'experts. Et celui qui le prononce n'a souvent à sa disposition, en Chambre, que des notes. Mais pour le collègue qui veut plus tard y référer, il ne reste plus rien, sinon des comptes rendus incomplets de journaux. Une fois le discours prononcé, il ne lui reste que le recours de glaner dans les journaux le résumé de ce discours. Les références et les statistiques, dans nombre de cas, s'évanouissent en fumée.

La dernière expérience de compte rendu sténographié n'a pas été très concluante⁷. Elle a même eu un effet désastreux. Je ne veux pas jeter la pierre aux sténographes. L'embauche de sténographes est un précédent à la Chambre de Québec, mais ils travaillaient dans des conditions extrêmement difficiles et n'ont apparemment pas pu entendre ce qui se disait. De plus, ils n'étaient pas habitués aux débats parlementaires. Leur compte rendu ne rend justice à personne et contient des perles.

L'un des sténographes à l'œuvre dernièrement lui a fait dire alors qu'il s'adressait au procureur général (l'honorable M. Rivard): "Je m'excuse, Antoine⁸!"

(Rires de toute la Chambre)

Le premier ministre a trouvé dans le même compte rendu des sténographes des termes qu'on ne trouve même pas dans les mers du Sud. Mais cela prouve simplement qu'il nous faudrait, si l'on adopte un système du genre, des sténographes d'expérience comme ceux que l'on retrouve à Ottawa.

Il (M. Lapalme) prie donc le gouvernement d'étudier la possibilité de créer un journal officiel des débats. L'opposition, dit-il, est prête à collaborer avec lui dans ce but. Un tel journal, c'est l'affaire de toute la Chambre. Je dis ceci parce que je pense au mot "dépenses". Essayons de trouver, tous ensemble, le moyen le plus rapide et le moins cher de garder les

registres de ce qui se dit dans cette enceinte. Dans certaines provinces, on recourt au magnétophone; dans d'autres provinces, à d'autres procédés. Je ne suggère aucune façon de procéder; ce qui compte, c'est d'obtenir un document authentique.

Il (M. Lapalme) remarque qu'il ne cède pas à des considérations politiques. Ceux qui sont engagés dans l'action politique, dit-il, savent combien il y a d'indifférence dans le public. Parfois l'Assemblée siège depuis trois mois, et certaines personnes ne le savent même pas. Il faut intéresser la population à la chose publique et servir la cause du parlementarisme au Québec.

Un *Hansard* serait un document authentique. Certains y chercheraient peut-être l'écho de leurs propres paroles; d'autres y chercheraient les paroles de leurs adversaires.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
(Souriant) C'est vraiment la journée du chef de l'opposition⁹. J'ai écouté ses remarques à l'appui de sa motion avec beaucoup d'attention. Ce n'est pas la première fois que la Chambre aborde ce problème. Nous en avons discuté, au fait, à quelques reprises dans le passé.

Nous avons alors généralement en vue le système de transcription sténographiée des débats comme il se pratique à Ottawa. J'ai été du nombre de ceux qui se sont montrés plutôt sceptiques quant à la possibilité d'installer un système semblable ici.

L'expérience que nous avons tentée lors du discours du chef de l'opposition et du mien, la semaine dernière, n'a pas été un succès. Elle n'aurait sûrement pas suffi à me faire changer d'idée. Le chef de l'opposition a cité quelques perles puisées dans le compte rendu sténographié de son discours. Il y en avait d'aussi renversantes dans le compte rendu du mien. Mais il faut admettre que ces sténographes officiels n'ont pas travaillé dans des conditions idéales, qu'ils étaient trop loin des orateurs. Il ne faudrait pas, cependant, se baser uniquement sur cette expérience.

Une chose m'a frappé en entendant l'exposé du chef de l'opposition. Un de ses arguments m'a particulièrement impressionné. C'est lorsqu'il a signalé le cas de députés qui préparent avec grand soin un discours, colligent à cet effet des statistiques et élaborent des calculs qu'ils présentent dans un ordre logique et qui constatent, ensuite, que tout leur effort reste à peu près vain, parce qu'on ne peut plus y référer par la suite. Il peut y avoir là pourtant des résumés de situations de fait, des thèses importantes, qu'on pourrait consulter plus tard avec grand avantage.

Ce seul argument ne serait peut-être pas suffisant en lui-même pour justifier un compte rendu officiel des débats, mais il est sûrement frappant.

Il y a aussi un autre aspect important à ce problème. On voudrait exiger de ceux qui font ici la liaison entre la province et les députés, c'est-à-dire les journalistes, qu'ils soient d'une complète objectivité et d'une parfaite exactitude. N'oublions pas, cependant, qu'ils ont une tâche gigantesque à accomplir. Prenons, comme exemple, la journée d'hier. Tout d'abord, ils ont dû assister tôt dans la matinée à l'entrevue accordée par le premier ministre à la délégation des manufacturiers canadiens. Les journalistes y étaient pour renseigner le public sur ce qu'il s'y dirait. Pour se rendre aux exigences de leurs patrons, ils ont dû se ruer sur leurs clavigraphes pour expédier leurs comptes rendus. Mais, immédiatement après la réception de cette délégation, commençait la séance du comité des bills publics. Comment ont-ils pu rédiger en vitesse leur compte rendu de ce qui s'est dit au bureau du premier ministre devant la délégation et se retrouver, aussitôt après, au comité des bills publics, dont des comptes rendus ont été publiés, je me le demande. Ils ont dû prendre entre eux des arrangements mystérieux que j'ignore.

Le comité a terminé sa séance un peu après 1 heure de l'après-midi. Encore une fois, alors que les députés se rendaient déjeuner, les journalistes ont dû s'installer à leurs dactylos, car leurs journaux veulent la nouvelle sans tarder. Ils devaient à la fois finir leur travail et trouver le moyen de déjeuner. Ils étaient là quand l'Assemblée a commencé sa séance régulière à 3 heures de l'après-midi. Les journalistes ont dû écouter encore trois ou quatre discours pendant le débat sur l'adresse. Il leur a fallu ensuite noter la discussion sur trois ou quatre projets de loi que nous avons adoptés. Il a fallu que les journalistes absorbent tout cela et en fassent le compte rendu. Puis la Chambre a de nouveau siégé hier soir. Il n'y avait qu'un intervalle de deux heures entre les deux séances.

Or, dans les journaux d'aujourd'hui, nous pouvions lire une masse d'informations sur ce qui s'était dit ou fait à toutes ces phases de la journée d'hier. Après un tel travail, nous voudrions exiger que les rapports des journalistes soient absolument objectifs et exacts. En parcourant tout cela, je me suis pris à penser que nous devrions être grandement indulgents pour les journalistes qui ont réussi quand même, à travers tout ça, à donner une information très considérable à la population de la province.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

Les journalistes ont à suivre de nombreuses manifestations au cours d'une même journée. Ils ne

peuvent être partout à la fois. Un *Hansard* pourrait leur permettre de suivre les débats beaucoup plus facilement. Cela ne les dispenserait pas d'être présents pour constater l'atmosphère et prendre des notes, mais ils pourraient par la suite vérifier au besoin l'exactitude d'une phrase ou d'une déclaration.

Si on doit considérer la possibilité d'établir un *Hansard*, et j'en suis, je crois qu'on doit penser, toutefois, à une formule un peu différente de celle d'Ottawa. Lors de l'expérience que nous avons tentée, les sténographes, à ce que l'on m'a rapporté, n'ont terminé leur travail qu'à 5 heures du matin. Il est évident que, dans de telles conditions, la chose ne peut être utile aux journalistes.

Et justement, parce que le *Hansard* doit servir à renseigner la population, en passant évidemment par les journalistes qui doivent toujours écrire à la course et n'ont pas le temps d'attendre, il faut trouver une formule qui permettra de mettre ces comptes rendus officiels à leur disposition avec le moins de retard possible.

Je ne suis pas un expert en ces matières, mais je sais qu'il existe des techniques modernes permettant d'enregistrer un discours sur ruban de façon que les journalistes parlementaires puissent en obtenir la reproduction à peu près immédiatement. On pourrait sûrement étudier les divers systèmes qui se présentent et choisir ainsi celui qui nous convient le mieux.

De toute façon, la suggestion du chef de l'opposition vient à son heure; c'est pourquoi j'ai l'intention, une fois qu'elle sera acceptée par la Chambre, et cela, sans vouloir enlever le crédit à celui qui a mis le projet de l'avant, telle n'est sûrement pas mon intention, de présenter une motion pour créer un comité parlementaire spécial pour étudier tout le problème et faire ensuite rapport au Parlement.

La motion est adoptée¹⁰.

(Applaudissements de la députation)

Comité spécial d'étude d'un journal officiel des débats parlementaires

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose qu'un comité de trois membres soit formé pour étudier la possibilité d'établir un système de comptes rendus officiels des débats de l'Assemblée législative et pour faire rapport à ce sujet à l'Assemblée législative.

En feront partie, l'honorable procureur général (M. Rivard), le président du comité plénier (M. Caron) et le chef de l'opposition (M. Lapalme).

Adopté.

(Applaudissements de la députation)

Pont entre Trois-Rivières et la Rive-Sud

M. Hamel (Saint-Maurice) propose que: Attendu que la population de la province a augmenté considérablement depuis un quart de siècle;

Attendu que le nombre des véhicules-moteurs dans la province s'élève maintenant à environ 1,000,000 de voitures;

Attendu qu'il est indispensable de doter notre province d'un système de communication rapide pour contribuer au développement économique de toutes ses régions;

Attendu qu'il n'existe aucun système de communication rapide entre les deux rives du fleuve Saint-Laurent sur une distance d'environ 180 milles, entre Montréal et Québec;

Attendu qu'il est devenu nécessaire dans l'intérêt de l'économie des comtés de la région centrale de la province en particulier et de l'économie de la province en général, de relier les deux rives du fleuve Saint-Laurent par un pont;

Cette Chambre prie le gouvernement d'étudier avec diligence les moyens appropriés pour assurer au plus tôt l'érection d'un pont au-dessus du fleuve Saint-Laurent entre Trois-Rivières et la Rive-Sud.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare que cette motion était évidemment contraire aux règlements parce qu'elle provoquait une dépense d'argent, ce qui est du ressort d'un ministre de la couronne¹¹. Mais, il (l'honorable M. Sauvé) ajoute qu'étant donné que ce projet concerne une région extrêmement importante et intéresse une population fort nombreuse, il consent à ce que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) fasse son exposé. Il se réserve ensuite le droit de soulever ses objections.

M. Hamel (Saint-Maurice): La province de Québec est pourvue de magnifiques cours d'eau, particulièrement d'un fleuve qui fait son orgueil, mais pose quand même des problèmes quand il y a nécessité de voyager d'une rive à l'autre.

Il rappelle les constructions antérieures de ponts dans la région de Montréal et de Québec, mais, dit-il, il faudrait maintenant songer à relier les deux rives du fleuve à Trois-Rivières, qui constitue la région centrale de la province.

Il y a des traversiers, mais ils offrent des inconvénients au public voyageur, surtout en fin de semaine où les délais sont considérables et où la

glace cause des problèmes. Il dit avoir étudié la situation quand le pont Victoria a été construit, vers 1860, et quand on a construit le pont de Québec, vers 1900. Le besoin d'avoir un pont à Trois-Rivières, dit-il, est plus pressant à l'heure actuelle que ne l'était ce besoin à Québec quand on y a construit le pont de Québec.

En 1860, la population de Montréal était de 90,323 âmes et, en 1900, celle de Québec était de 68,400 âmes. Il y avait 7,700 âmes à Lévis, et le budget de la province était alors de \$4,515,170 ou \$2.70 *per capita*.

À ce moment-là, le gouvernement a contribué à la construction du pont de Québec par un octroi de \$250,000. Pour équivaloir à cette somme, aujourd'hui, en tenant compte du budget de la province, c'est \$25,000,000 que le gouvernement serait appelé à souscrire.

Huit cent mille personnes sont intéressées dans la région de Trois-Rivières et de la rive sud à la construction de ce pont et il y a longtemps qu'on en parle. Des études ont été faites depuis 10 ans, qui ont démontré qu'il est nécessaire de construire ce pont le plus vite possible.

L'opinion publique s'est montrée favorable au projet, et la Chambre de commerce de Trois-Rivières a formé un comité qui a lancé une souscription publique qui a rapporté la somme de \$30,000 pour payer les études à faire et les consultations d'experts.

Par la suite, une corporation a été formée par une loi de la Législature et elle s'est mise à l'œuvre pour mener à bien les études commencées. À un certain moment, on se demandait si un tunnel ne ferait pas mieux l'affaire, mais un ingénieur, M. P.-L. Pratley¹², a dit que le pont serait plus pratique et plus économique.

Les experts ont fait une évaluation préliminaire du coût des travaux. Le pont peut être bâti pour \$13,500,000, disaient les experts, mais le gouvernement fédéral est intervenu pour faire des changements nécessaires à la navigation. On a changé les plans de façon à prévoir le creusage d'un deuxième chenal dans le fleuve, ce qui a monté le coût des travaux à \$18,500,000.

La Corporation du pont a des statistiques qui démontrent que, de 1926 à maintenant, le nombre des passagers des traversiers et le nombre des autos ont sans cesse augmenté, passant de 232,073 passagers en 1926, à 816,000 en 1951, à 917,000 en 1953, et à 1,038,411¹³ et 450,325 automobiles en 1958 sans compter les conducteurs des automobiles et les enfants, qui ne paient pas.

C'est donc actuellement une moyenne de 4,100 personnes par jour qui utilisent les traversiers.

Le trafic va encore s'intensifier et, d'après l'estimation de la firme new-yorkaise Coverdale and Colpitts, c'est 936,000 véhicules qui emprunteront les traversiers en 1961. Et les experts sont d'avis que ce nombre de voyageurs augmentera de 25 % dès la première année de la mise en service du pont, pour augmenter ensuite de 10 % l'année suivante, et de 5 % les années subséquentes.

En 1961, il est certain qu'au moins 2,000,000 de personnes utiliseront le pont d'un mille et demi de longueur s'il est construit à cette date. Quinze comtés sont directement intéressés, et la population agricole de la rive sud trouvera dans la région de Trois-Rivières un débouché intéressant pour ses produits maraîchers.

Il est temps de songer à la population du centre de la province, et aux avantages touristiques, commerciaux et industriels qui en résulteraient non seulement pour la Mauricie, mais aussi pour les comtés de la rive sud du fleuve, de Sherbrooke jusqu'à Sainte-Angèle. Un pont entre Sainte-Angèle-de-Laval et Trois-Rivières mettrait à la portée des municipalités de la rive sud un magnifique port de mer moderne, celui de la capitale du papier, le deuxième port du Saint-Laurent par ordre d'importance si l'on considère les quantités de marchandises manipulées. Les échanges entre les différentes agglomérations s'intensifieraient.

La Corporation du pont de Trois-Rivières s'est intéressée au problème financier, mais elle a rencontré des difficultés. Il y a eu la contraction du crédit. Il y a eu aussi la nécessité d'obtenir une garantie de l'État. Et là on s'est demandé si c'était le gouvernement de Québec ou celui d'Ottawa qui devait intervenir.

Il est important que nous prenions position là-dessus. Selon moi, il n'est pas douteux que la question relève d'abord du gouvernement provincial. Je ne nie pas que le gouvernement fédéral ait aussi à y voir du fait qu'il assume la responsabilité de la navigation, mais le pont ferait partie du système routier de la province.

J'ai lu cependant dans un journal qu'Ottawa serait prêt à contribuer dans une proportion de 50 % à la construction du pont s'il était inclus dans la route transcanadienne¹⁴. Ce serait alors un avantage extraordinaire qu'il ne faudrait pas laisser passer. Le pont pourrait commémorer l'ouverture du pont Victoria à Montréal, en 1860, par le prince de Galles.

Plus de 70 conseils municipaux des deux rives se sont prononcés pour la construction du pont. Il me paraît donc clair que la réalisation du projet s'impose. Et le gouvernement provincial devrait admettre carrément sa responsabilité qu'il lui

incombe dans la construction de l'ouvrage d'art pour qu'il n'y ait pas confusion. L'honorable Léon Balcer, solliciteur général du Canada, réclame la construction du pont par Ottawa, et il ne faudrait pas se laisser damer le pion¹⁵.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le député de Saint-Maurice d'avoir amené la question sur le tapis. La motion présentée par le député de Saint-Maurice, dit-il, soulève une question extrêmement importante qui intéresse une nombreuse population et dont la solution affecterait l'économie de toute la province. C'est pour cela que j'en ai permis la discussion au lieu de me prévaloir des règlements qui m'auraient permis de l'écarter, vu que la construction entraînerait nécessairement une dépense des deniers publics.

J'ai pensé qu'il était important de prendre position et de déclarer à la Chambre ce que nous pensons du problème¹⁶.

Le député de Saint-Maurice a fait l'histoire de la question, qui remonte au tout début du siècle. Depuis 1901, alors qu'on a essayé d'intéresser les compagnies de chemin de fer à la réalisation du projet, il en a constamment été question. Je félicite la Chambre de commerce de Trois-Rivières d'avoir, vers 1951, poussé très activement les choses avec la collaboration du conseil de la ville et à la Corporation du pont, composée de citoyens éminents de Trois-Rivières. Ces gens ont fait un travail dans l'ombre. Ils ont été patients et avisés.

Tous les médiums d'information qui n'ont pas cessé, durant une dizaine d'années, de dire: "Le pont, il nous le faut et nous l'aurons." Grâce à cette publicité, dit-il, la population et les corps publics ont été gagnés à l'idée.

Les députés de Champlain (l'honorable M. Bellemare) et de Nicolet (M. Roy) m'en ont parlé à plusieurs reprises et m'ont fourni une abondante documentation sur le sujet ainsi qu'un mémoire. Ce mémoire était très bien fait et il nous a convaincu de l'urgence d'une telle construction.

La région de Trois-Rivières est extrêmement importante, tant par le chiffre de sa population que par ses industries. Il n'est pas douteux que le fleuve Saint-Laurent, tout en nous fournissant une excellente voie de communication, constitue en même temps un obstacle pour les communautés situées sur ses deux rives.

Le gouvernement de la province n'est pas et ne peut pas être indifférent à ce problème. Une corporation a été formée en vue de financer la construction d'un pont par l'établissement de taux de péage. Des pourparlers ont été entamés et des plans

ont été faits. La première estimation, qui date de 1955, était de \$12,500,000. En 1956, elle a monté subséquemment à \$18,500,000 à cause de la nécessité de prévoir deux chenaux pour la navigation. Mais cet estimé ne prévoit qu'un tablier de 27 pieds de largeur. Je crois qu'il serait ridicule de dépenser une telle somme pour un pont large de 27 pieds seulement. Il faudrait prévoir le double, sinon plus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Une chaussée à quatre voies.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui. La dépense sera donc plus considérable que celle qu'on avait d'abord prévue.

À la suite des représentations qui m'ont été faites, notamment par les députés de Champlain (l'honorable M. Bellemare) et de Nicolet (M. Roy), j'ai transmis la documentation au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Je lui ai demandé de faire un examen de la situation et de faire préparer par ses ingénieurs des plans et une estimation du coût de la construction d'un pont entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle-de-Laval, ainsi qu'un rapport recommandant au gouvernement de la province le meilleur moyen possible pour réaliser la construction du pont. Le tout devrait être prêt dans le plus bref délai possible.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a parlé d'une contribution possible du fédéral à 50 % dans le cadre de la construction de la route Trans-Canada. Il faudrait sans doute à cet effet qu'une entente soit signée avec Ottawa. Cette question de la possibilité d'une contribution fédérale n'a d'ailleurs été mentionnée que dans un journal, et elle n'a aucun caractère officiel.

À propos d'entente avec Ottawa, il faut dire que nous avons assez de difficultés avec les ententes déjà en vigueur. Les modalités de cette entente, comme l'expérience l'a prouvé ailleurs, sont difficiles d'application. Il ne faut donc pas trop attendre de ce côté. La province s'engage dans cette affaire avec l'idée de payer entièrement les coûts. Si la chose est possible, tant mieux.

On a aussi parlé de l'opportunité de commencer les travaux en 1960, alors que l'on commémorera le centenaire du pont Victoria. Il y a bien d'autres événements plus récents et dans la région même de Trois-Rivières qu'il ferait plaisir de commémorer. La région de Trois-Rivières a produit, à toutes les époques et encore récemment, des grands hommes envers qui la province a contracté une dette immense de reconnaissance. Nous serions heureux de construire

un tel pont et de le commémorer en honneur d'un événement historique survenu dans cette région.

Le ministère des Travaux publics a commencé et continuera avec diligence l'étude de la question. Le gouvernement a l'intention, par tous les moyens qu'il a à sa disposition, de permettre la réalisation de ce pont.

Je remercie ceux qui ont consacré de leur temps et même de leur argent à la préparation des plans préliminaires et je répète, en terminant, l'assurance que le gouvernement donnera à ce problème toute l'attention possible.

L'honorable M. Bellemare (Champlain) remercie le premier ministre de l'intérêt qu'il a manifesté à toute cette affaire et de la diligence qu'il y a apportée en demandant au ministère des Travaux publics de faire rapport dans le plus bref délai. Le premier ministre, dit-il, a laissé entendre discrètement que ce projet pourrait être un hommage à la mémoire de son illustre prédécesseur.

Il (l'honorable M. Bellemare) remercie toutes les municipalités de la région et les diverses associations qui ont contribué un montant de \$29,000 pour que l'on puisse procéder aux études sommaires qui ont permis plus tard la préparation des plans de l'ingénieur Pratley.

Il (M. Bellemare) rend aussi hommage à la ténacité des journaux et de la radio.

Il (M. Bellemare) demande au ministère des Travaux publics de jeter les yeux, au cours de ses études, du côté du Cap-de-la-Madeleine. Un pont construit à cet endroit, dit-il, n'aurait pas besoin de faire place à deux chenaux, comme devant Trois-Rivières, mais seulement à un chenal réservé à la navigation. On pourrait ainsi économiser \$6,500,000.

De toute façon, toute la région de Trois-Rivières et de la Mauricie sera heureuse demain de prendre connaissance du geste que vient de poser le premier ministre.

M. Lafrance (Richmond) dit que son comté et toute l'Estrie s'intéressent grandement à ce projet et en réclament la réalisation. Il remercie le premier ministre de son attitude et dit espérer que ce pont pourra être effectivement construit dans l'intérêt des contribuables de sa région.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer de nouveau que la motion du député de Saint-Maurice est irrégulière et lui demande s'il consentirait à la retirer sans qu'on prenne de vote, l'effet qu'il se proposait en la présentant étant quand même acquis. Si le vote était pris, dit-il, il faudrait que le gouvernement vote contre la motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) répond qu'il n'exige pas le vote sur sa motion dont le seul but était d'avoir l'opinion du gouvernement sur la question et qu'il préfère la voir mourir sur le *Feuilleton*.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'il n'y a pas de vote, la motion meurt au *Feuilleton* de la Chambre. Il n'est pas tout à fait 6 heures, mais certains avaient exprimé le désir de voir s'ajourner la Chambre un peu plus à bonne heure. Des députés sont reçus à Bois-de-Coulonges¹⁷, il y a causerie au Club de la Réforme¹⁸ et le cabinet doit siéger en soirée.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Questions et réponses:

Palais de justice de Saint-Hyacinthe

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): 1. Depuis le montant de \$355,998.03 donné par le ministre des Travaux publics comme coût des travaux de réfection entrepris depuis 1956 à l'édifice du palais de justice de Saint-Hyacinthe, et mentionné à la page 376 du volume des *Journaux de l'Assemblée législative pour la session 1958-1959*, quel montant additionnel lesdits travaux de réfection ont-ils coûté depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'au 15 novembre 1959?

2. Quel est l'estimé du coût des travaux qu'il reste encore à exécuter?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Aucun.
2. Les plans et devis dont la préparation a été confiée à l'architecte S. A. Cyr n'ayant pas encore été transmis au département des Travaux publics, il est impossible d'établir une estimation précise du coût des travaux.

Demande et dépôt de documents:

Pont à Bolton Centre

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: A. Un état indiquant, en détail, le montant des dépenses encourues par le gouvernement, du 1^{er} avril 1955 au 31 mars 1957, concernant:

a) la construction du pont;

b) les réparations au pont qui traverse la rivière Missiquoi à Bolton Centre, dans le canton de Bolton, y inclus le coût de la démolition et du transport du vieux pont, les quantités et le coût de la pierre et du gravois pour les approches, les armatures additionnelles en ciment, les formes, bois d'œuvre et autres détails concernant la construction et la réparation des ponts.

B. Aussi le nom du ou des entrepreneurs intéressés et le ou les montants qui leur furent payés.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 47)

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée un peu avant 6 heures.

NOTES

1. Ce projet de loi sera présenté en première lecture le 3 décembre 1959.

2. Bien qu'il soit un peu étonnant de voir qu'un projet de l'opposition soit discuté, il faut savoir que selon l'article 115, paragraphe 2, du Règlement de l'Assemblée législative, le mercredi et le vendredi, la Chambre doit donner priorité aux questions et aux motions de députés. Les motions du gouvernement ne viennent qu'après. *La Presse* du 2 décembre 1959, à la page 1, explique toutefois qu'à l'époque de M. Duplessis, malgré les protestations de l'opposition, le premier ministre soutenait qu'à titre de leader de la Chambre, il pouvait appeler les affaires au *Feuilleton* dans l'ordre qu'il jugeait convenable. L'initiative de M. Sauvé fait donc plaisir à l'opposition. Mais, devant les journalistes, un ministre non identifié aurait déclaré "C'est un peu comme dans l'Église: il n'y a jamais de divergence entre les chefs qui se succèdent sur les questions de doctrine, mais chacun d'eux garde sa personnalité."

3. Le projet de loi à l'étude fait suite à une controverse mettant en cause l'Orateur de la Chambre, M. Tellier. Rappelons que le 27 septembre, M. Lesage avait accusé M. Tellier d'être directeur d'une compagnie faisant affaire avec le gouvernement et avait réclamé sa démission. Entre 1953 et 1958, la compagnie LaSalle Equipment Inc., qui vend des pelles mécaniques, et dont M. Tellier est l'un des directeurs, aurait vendu pour \$102,833 d'équipement au gouvernement. *Le Soleil* du 11 novembre 1959, à la page 1, mentionne que M. Tellier a cédé tous ses intérêts dans la compagnie, bien qu'il ait déclaré que la compagnie n'avait vendu aucune pelle mécanique au gouvernement, mais plutôt de simples pièces de rechange dont elle était la seule dépositaire.

4. Article du *Montréal-Matin* du 3 décembre 1959, à la page 5. *Le Devoir* du même jour, à la page 2, écrit plutôt "article 59 des Statuts", mais, après vérification, il s'agit d'une erreur.

5. Voir les Statuts refondus de la province de Québec, 1925, chapitre 3, article 69.

6. Le *Montréal-Matin* du 3 décembre 1959, à la page 7, souligne que le chef de l'opposition propose cette motion pour la sixième ou septième année de suite, mais M. Duplessis avait toujours fait rejeter cette requête par la Chambre. *La Presse* du 3 décembre 1959, à la page 65, rappelle que M. Sauvé votait alors avec la majorité.

7. Dans le cadre du débat des chefs, le 24 novembre 1959, et à la demande des journalistes de la tribune de presse, quatre sténographes avaient assisté aux débats de la Chambre afin de faire un compte rendu officiel des discours. Ce devait être une expérience en vue de la création d'un journal des débats, mais le résultat ne fut pas concluant. Non seulement les journalistes avaient terminé leurs articles bien avant les sténographes, mais en plus, les comptes rendus officiels étaient incompréhensibles puisque les sténographes travaillaient dans des conditions difficiles.

8. Cette phrase se retrouve effectivement dans le compte rendu des sténographes, à la page 5.

9. *Le Soleil* du 3 décembre 1959, à la page 12, note que M. Sauvé fait cette affirmation en souriant.

10. *L'Événement* du 3 décembre 1959, à la page 10, souligne que les observateurs ont été étonnés de voir le nouveau premier ministre approuver des questions

qui ont soulevé de si orageux débats au cours des dernières années, alors que l'Union nationale était dirigée par M. Duplessis. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 1, abonde dans le même sens, écrivant que, sur la tribune de la presse, les journalistes affirmaient voir cela pour la première fois. Le journaliste écrit qu'auparavant les propositions de l'opposition, bonnes ou mauvaises, étaient inévitablement rejetées par les ministériels.

11. Selon l'article 155, paragraphe 1 du Règlement de l'Assemblée législative, seul un ministre peut proposer à la Chambre une mesure exigeant des déboursés.

12. Nom donné par *La Presse* du 3 décembre 1959, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 8, écrit plutôt "M. Bradley".

13. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 décembre 1959, à la page 3. *La Presse* du même jour, à la page 24, arrondit plutôt à "1,500,000 personnes, sans compter les enfants."

14. *Le Presse* du 3 décembre 1959, à la page 24, note que M. Hamel fait ici référence à son édition du 27 février 1959. À la page 3 de cette édition, on retrouve en effet un article intitulé *Effort pour réaliser un projet que la Mauricie réclame depuis 10 ans*, dans lequel on retrouve l'extrait cité par M. Hamel.

15. Selon *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1959, à la page 22, le discours de M. Hamel a duré un peu plus d'une heure.

16. *The Montreal Daily Star* du 3 décembre 1959, à la page 22, affirme qu'après avoir écouté M. Hamel défendre son point de vue pendant plus d'une heure, la Chambre est surprise de l'accueil positif que le nouveau premier ministre réserve à cette motion.

17. Le Bois-de-Coulonge est la résidence du lieutenant-gouverneur du Québec.

18. Le Club de Réforme est le club politique du Parti libéral à Québec.

Séance du jeudi 3 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Hébert (Beauharnois): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des relations industrielles.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières.

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Cowansville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Farnham

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 modifiant la charte de Farnham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cowansville

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Division territoriale

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant la division territoriale de la province².

Il s'agit, dit-il, de régler la situation de certains territoires non organisés, afin de les rattacher à une circonscription établie et d'accorder ainsi le cens électoral à des citoyens qui en sont actuellement privés. C'est le cas, par exemple, de Schefferville³.

Elle aura aussi pour effet de changer la division territoriale de certains autres comtés de la province de Québec qui ont une population trop considérable⁴.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Code municipal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le Code municipal de la province de Québec. (Document de la session no 48)

Questions de privilège:

Pont entre Trois-Rivières et la rive sud

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare que le député libéral de Bonaventure (M. Levesque) a eu tort de dire, dans une conférence prononcée la veille au Club de Réforme de Québec, que le gouvernement avait voté la motion inscrite par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) au sujet de la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre Trois-Rivières et la rive sud.

M. Levesque (Bonaventure): Ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement avait approuvé le projet, en principe.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement partage l'idée d'examiner la possibilité de construire un pont à cet endroit.

Questions et réponses:

Frédéric Rhéaume

M. Couturier (Rivière-du-Loup): 1. Quels sont le prénom et l'adresse de M. F. Rhéaume, dont le nom apparaît à la page 327 des *Comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 1958*, sous le rubrique "Procureur général, Fonds d'honoraires des officiers de justice"?

2. Quelles étaient les fonctions de ce M. F. Rhéaume durant cet exercice financier?

3. À quel titre cette somme lui a-t-elle été payée? S'agit-il de services rendus, de documents réclamés par l'opposition?

4. Quelle est la nature exacte des services rendus ou des marchandises fournies dans chaque cas?

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

1. Frédéric, 330 des Franciscains, Québec.

2. Rédacteur en chef des jugements au greffe de la Cour supérieure, palais de justice, Québec.

3. et 4. Ce montant lui a été payé uniquement à titre de traitement.

Enquête sur le logement à Hull

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

(En réponse à une question posée la veille par le député de Hull, M. Parent)⁵ Les informations que j'ai obtenues sont à l'effet qu'en 1956, la ville de Hull a demandé au gouvernement provincial l'autorisation nécessaire à la tenue d'une enquête sur le logement, en coopération avec la Société centrale d'hypothèques et de logement. Cette autorisation lui a été refusée à ce moment-là.

En 1958, des demandes semblables ont été faites par les villes de Montréal et de Québec. Ces demandes ont été accordées. On m'informe par ailleurs que la ville de Hull n'a renouvelé officiellement sa demande qu'après les permissions accordées à Montréal et à Québec. Si elle juge à propos de refaire sa demande, je recommanderai qu'elle soit acceptée.

Polycopie des documents

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande s'il ne serait pas possible de donner deux copies des documents réclamés par l'opposition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement songe à l'achat d'une machine à

polycopier afin de donner plus rapidement, en plusieurs copies, les documents que l'opposition réclame. Le personnel des différents ministères fait tout son possible pour répondre aux demandes de renseignements. Plusieurs doivent travailler le soir et ils reçoivent un supplément de salaire pour ce faire, mais ils ne peuvent pas faire plusieurs copies quand le dossier est volumineux.

La question est à l'étude et s'il y a moyen, en pratique, le gouvernement fournira deux copies à l'opposition.

Demande et dépôt de documents:

International Publishing Co.

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de chaque rapport mensuel transmis au gouvernement de la province par International Publishing Company, du 15 avril 1958 jusqu'à date, sur les résultats obtenus avec les feuillets détachables ou les découpures des feuillets détachables constituant une publicité illustrée, ainsi qu'une copie de tous affidavits contenus dans lesdits rapports mensuels concernant les émissions radiophoniques et de télévision, tel que requis par le contrat entre le gouvernement de la province et International Publishing Company relativement à une campagne de relations publiques, de publicité, d'annonces illustrées, d'émissions radiophoniques et de télévision, aux États-Unis et au Canada, durant les saisons printemps-été 1958, automne 1958 et hiver 1958-1959.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 49)

Projets de loi:

Code municipal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant la révision du Code municipal de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec soit maintenant lu une deuxième fois⁶.

Depuis que la loi originale à cet effet a été adoptée, dit-il, du 11 avril 1946 au 30 septembre 1959, la Commission hydroélectrique de Québec et la Beauharnois Light, Heat and Power qui est couverte par la même loi, ont consenti et exécuté 966 prêts de construction à leurs employés pour un montant total de \$7,147,550.

L'Hydro a consenti 869 de ces prêts pour un montant de \$6,660,359; la Beauharnois, 97 prêts pour un montant de \$487,200. La moyenne de ces prêts est de \$7,399.12. Les prêts ont servi aux fins suivantes: 73.89 % soit \$5,281,500 à l'achat de propriété; 12.6 % soit \$683,740 au parachèvement de leur construction; 3.94 % soit \$281,410 à l'amélioration de leur propriété.

Durant cette période de 1946 à 1959, 221 prêts ont été remboursés par anticipation pour un montant global de \$1,282,100 dont 202 prêts pour \$1,206,300 par les employés de l'Hydro et 19 prêts pour \$75,800 par les employés de Beauharnois. La plupart de ces prêts ont dû être remboursés avant échéance parce que les employés qui en étaient bénéficiaires avaient vendu leur maison ou avaient quitté l'emploi de la compagnie.

Il y a présentement 745 de ces prêts en vigueur pour un montant de \$5,865,450, qui a été réduit à \$4,845,569.75 tant par versements réguliers que par acomptes spéciaux. Il y avait, par contre, au 30 septembre de cette année, 18 prêts consentis mais non réalisés.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que l'opposition ne formule aucune objection au principe du bill⁷. Toutefois, il ne voit pas la nécessité d'ajouter \$1,000,000 à la disposition de l'Hydro, car si ses calculs sont bons, celle-ci a encore au moins \$2,000,000 en disponibilité qu'elle peut prêter à ses employés pour fins d'habitation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne s'agit là que d'une autorisation, mais l'Hydro-Québec n'en a pas besoin immédiatement. Si l'Hydro n'en a pas besoin, elle n'aura tout simplement qu'à ne pas s'en prévaloir. Il ne s'agit pas d'argent que la province gèlerait à cette fin. De toute façon, l'Hydro

a demandé cette autorisation et il n'y a rien à craindre à la lui accorder.

Un député de l'opposition pose des questions⁸.

L'honorable M. Johnson (Bagot): La moyenne de ces prêts que l'Hydro a consentis au taux d'intérêt de 3 % sont plus élevés aujourd'hui qu'aux premières années de la loi. Cette moyenne dépasse légèrement aujourd'hui les \$10,000. Le taux d'intérêt est extrêmement généreux. L'Hydro est même plus généreuse pour ses employés que pour le gouvernement. Quand elle prête au gouvernement, elle prête au taux d'intérêt du marché, ce qui veut dire, à l'heure actuelle, 5.75 %. Une assurance-feu protège les propriétés construites en vertu de la loi pour le montant de leur hypothèque respective. Depuis 1956, une assurance collective hypothécaire est en vigueur, elle couvre actuellement 649 prêts consentis à 573 employés de l'Hydro et de la Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des titres de propriété en Gaspésie et au Saguenay

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

L'article 1 du bill, dit-il, change le nom de la loi qui sera désormais connue sous le nom de la "loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux de la province".

Un autre amendement a pour but d'étendre la portée de la législation de manière qu'elle soit applicable non plus seulement en Gaspésie comme depuis 1948, année au cours de laquelle la loi fut votée, et au district du Saguenay, mais aussi aux comtés de Bonaventure, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud, des Îles-de-la-Madeleine et dans certains cantons de Rivière-du-Loup.

Cette loi a déjà rendu de très grands services. Elle a permis de réviser le cadastre à cause de certaines différences qui existaient entre la description des propriétés et les terrains véritablement occupés par les propriétaires. La loi a mis fin à bien des incertitudes et normalisé les titres de propriété. En Gaspésie, environ 80 % de la révision du cadastre est maintenant terminée. Des milliers de personnes ont bénéficié de la loi. Cela n'a affecté aucunement les droits de propriété; mais cela fait disparaître les incertitudes pour ceux qui occupent des lots depuis des années.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le bill no 24 peut affecter des causes pendantes devant les tribunaux?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): En aucune façon. L'autorité chargée de la confection du cadastre n'a pas reçu de plaintes. Il fallait intervenir notamment dans l'intérêt des cultivateurs et des colons; ce sont surtout eux qui en profitent. Leurs titres de propriété ne sont pas modifiés mais clarifiés. Les gens chargés de dresser les plans agissent d'ailleurs avec prudence; ils examinent tous les documents déposés au bureau d'enregistrement et font des enquêtes, ils consultent les propriétaires, etc. Il n'y a pas eu de plaintes depuis 11 ans contre la façon dont cette loi a été appliquée d'après le directeur du service de l'arpentage.

M. Levesque (Bonaventure) dit qu'il peut y avoir un danger et demande qu'on entoure de publicité la révision du cadastre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Nos lois relatives à l'arpentage et au cadastre nous ont valu des éloges des experts. Au dire d'un spécialiste belge de grande réputation, c'est dans la province de Québec que l'on trouve les dispositions les plus claires au sujet du cadastre. Je crois qu'en ce domaine comme en tant d'autres, la province de Québec a raison d'être fière de ses lois.

M. Levesque (Bonaventure) demande si le gouvernement entend prendre des mesures pour

autoriser le protonotaire de la Cour supérieure, aux Îles-de-la-Madeleine, à émettre les procédures relevant des dossiers de la Cour de circuit qui a été abolie par proclamation le 28 juin 1958, afin que la justice puisse suivre son cours régulier dans cette région isolée du Québec?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) répond qu'un projet de loi sera probablement présenté en ce sens à cette session.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 39, est remplacé par le suivant:

"2. Le ministre est autorisé à faire dresser des plans et livres de renvoi révisés pour tout territoire qu'il désigne, dans les districts électoraux de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Îles-de-la-Madeleine, Saguenay et dans la partie du district électoral de Rivière-du-Loup comprenant les lots "A" et "B" du rang "A" et 1 à 37 inclusivement des rangs "A" et "B" du canton de Bégon.

"Les originaux de ces plans et livres de renvoi sont déposés au département des terres et forêts."

Cet article est amendé et les mots "lots "A" et "B"" sont remplacés par "lots "A", "B", "C" et "D"".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des emprunts pour chômage

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)⁹

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

"5. Les pouvoirs conférés aux corporations municipales par la présente loi peuvent être exercés en tout temps pour l'exécution de travaux destinés à remédier au chômage et que le gouvernement du Canada consent à subventionner."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La loi de l'an dernier avait autorisé les municipalités à s'entendre avec le gouvernement fédéral pour remédier au chômage seulement au cours de la période s'étendant du 5 décembre 1958 au 2 mai 1959. Grâce au bill, les municipalités pourront conclure des accords avec le gouvernement fédéral en tout temps, en vue de l'exécution des travaux destinés à réduire le chômage, travaux auxquels le gouvernement du Canada offre de contribuer.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) suggère que la province de Québec contribue au financement de ces travaux.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): À l'heure actuelle, la province de Québec a bien d'autres façons d'aider les municipalités. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que le chômage relève maintenant d'Ottawa, en vertu d'un amendement à la Constitution permis par l'ancien gouvernement libéral.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les travaux qui peuvent être exécutés en vertu de la loi pendant l'hiver sont surtout des travaux d'aqueduc et d'égout. Or, dans la province, nous avons déjà une loi qui permet au gouvernement de Québec d'intervenir dans ce domaine et qui sera amendée à cette session. Cette loi prévoit une contribution gouvernementale.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Les gouvernements provinciaux de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta paient de 25 % à 30 % du prix de la main-d'œuvre, ce qui s'ajoute à la contribution fédérale, de 50 %, ce qui laisse aux municipalités à payer 20 % ou 25 %, leur permettant ainsi de mettre sur pied plus facilement des programmes d'aide. D'après M. Diefenbaker, l'administration fédérale a \$15,000,000 à déboursier ainsi cette année. La province de Québec devrait aussi faire sa part dans la lutte contre le chômage sans que cela n'atteigne une contribution exorbitante.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député compare l'attitude du Québec à celle des autres provinces. J'ai eu l'occasion déjà cette semaine, devant une délégation de l'Association des manufacturiers canadiens, de parler de la situation des finances municipales au Québec et de dire ce que nous faisons pour les municipalités. L'Alberta et d'autres provinces ont accepté de contribuer à une fraction du coût de la main-d'œuvre pour certains travaux déterminés. C'est leur affaire. Mais si nous voulons faire une comparaison avec les autres provinces quant à l'aide que notre gouvernement apporte aux municipalités, on verra qu'il n'y a pas d'autres provinces qui vont aussi loin que nous allons en ce domaine. À l'heure actuelle, pour l'année courante, le montant total que le gouvernement provincial affecte directement ou indirectement pour alléger le fardeau des municipalités...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas

le droit de passer en revue toute la politique du gouvernement; il doit s'en tenir à l'examen du contenu du bill. De toute façon, le premier ministre a déjà dit qu'il était opposé à des octrois statutaires. Va-t-il le nier?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je n'ai jamais employé l'expression d'octrois statutaires; j'ai expliqué que je ne voulais pas l'employer parce qu'on a donné une signification mesquine à ces mots. Lorsque j'ai pris la parole à l'Université de Montréal, je me suis contenté de répéter mot pour mot ce que disait, au sujet de l'aide aux universités, le mémoire de l'Université Laval à la commission Tremblay. Quand le député de Westmount (M. Hyde) prétend que je vais essayer de nier, tout ce que je puis répondre, c'est que c'est non seulement contraire aux règlements, mais c'est de l'impertinence et de l'indécence.

M. le président rappelle qu'il a lui-même entendu parler le nouveau chef du gouvernement à l'Université de Montréal. Par conséquent, dit-il, le député de Westmount doit accepter la parole du premier ministre. Par ailleurs, ce dernier avait parfaitement le droit d'exposer la situation dans la province de Québec en ce qui concerne la situation des finances municipales.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le but de la loi à l'étude vise à autoriser les corporations municipales à bénéficier de la loi fédérale visant les travaux d'hiver. Le bill ne fait aucune mention d'une participation de Québec dans ce programme, et la suggestion du député de Westmount est hors d'ordre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Pour quelles raisons le gouvernement provincial ne fait pas sa part dans ce genre de travaux qui visent à donner du travail à ceux qui en ont besoin durant la période tranquille?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Nous allons, à l'heure actuelle, plus loin que n'importe quelle autre province en ce qui concerne l'aide provinciale aux municipalités et corporations scolaires. La province de Québec va actuellement dans ce domaine à l'extrême limite de ses moyens financiers. Notre contribution, en assistance directe et indirecte aux corporations municipales et scolaires s'est accrue graduellement, au point qu'aujourd'hui elle dépasse le montant des taxes payées par les

contribuables de ces corporations. Pour 1958-1959, cette aide provinciale forme 65,7 %¹⁰ du revenu global du gouvernement. Pour 1959-1960, ce sera encore plus.

Comme je le disais en répondant plus tôt cette semaine aux requêtes contenues dans le mémoire de l'Association des manufacturiers canadiens, nous sommes rendus à la limite de nos possibilités financières. Il est impossible d'aller plus loin que cela sans compromettre l'économie de la province de Québec. Ce qui ne change rien au fait que les administrations locales éprouvent de sérieuses difficultés financières.

L'explication de ce fait, c'est qu'Ottawa accapare au-delà de 80 % de chaque dollar de taxes, ne laissant à la province, aux municipalités et aux corporations scolaires que moins de 20 % du dollar de l'impôt à partager. Si nous voulons alléger le fardeau des corporations locales, il n'y a qu'un moyen de le faire, c'est d'arriver à une meilleure répartition des champs de taxation.

Lorsque le gouvernement fédéral offre de payer une fraction du coût de la main-d'œuvre pour les travaux de chômage, nous n'avons pas à en rougir, mais je dis encore une fois que nous ne pouvons faire plus pour alléger le fardeau financier des municipalités sans une meilleure répartition des sources de taxation.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) tente à nouveau de parler de la part que la province, à son avis, devrait accorder aux municipalités en marge des travaux d'hiver. Il soulève de nouveau la question des octrois statutaires.

M. le président rappelle le député de Westmount-Saint-Georges à l'ordre. Au stade actuel de l'étude du bill, dit-il, le débat est limité aux différents articles seulement. Il ne permet pas que l'on entreprenne tout un débat sur les octrois statutaires aux municipalités et corporations scolaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est question du chômage dans le projet de loi à l'étude, on devrait permettre la question de l'aide financière aux municipalités.

M. le président soutient le contraire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle de sa décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

Restriction du débat en comité

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur l'article 1 du bill 11, j'ai décidé que même si l'on avait convenu de faire une discussion générale en comité plénier, on devait s'en tenir au principe et au détail de l'article 1. Or, l'effet de l'article 1 du bill est de faire disparaître une restriction de temps et de permettre aux corporations municipales de faire des ententes avec le gouvernement fédéral en tout temps. J'ai décidé, en conséquence, que le débat devait porter strictement sur les dispositions de l'article 1 et ne pas s'étendre au-delà.

L'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemar, Bertrand, Boudreau, Bourque, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gaspé (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill 11 modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 8, est remplacé par le suivant:

"5. Les pouvoirs conférés aux corporations municipales par la présente loi peuvent être exercés en tout temps pour l'exécution de travaux destinés à remédier au chômage et que le gouvernement du Canada consent à subventionner."

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre des Affaires municipales (M. Dozois), s'il a des renseignements sur le nombre des municipalités qui se sont prévaluées l'an dernier de l'aide fédérale aux travaux d'hiver.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Soixante et onze municipalités sur un total de 1,700 ont bénéficié de la loi et conclu des ententes avec Ottawa à ce sujet, et les municipalités concernées ont exécuté des travaux pour une somme de \$16,344,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a, dans ces chiffres, un écart qui devrait faire réfléchir et faire comprendre au gouvernement de Québec que cette loi n'est pas suffisante pour atteindre le but qu'on se propose.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Ce sont surtout les grandes villes qui en profitent. Sur 54 cités, 27 ont profité de la loi l'an dernier, 27 villes sur 159 ont fait la même chose et, sur 1,455 municipalités rurales, 17 ont obtenu de l'aide. En tout, le fédéral a payé au Québec une somme de \$1,420,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le premier ministre sait quelle a été la contribution du gouvernement fédéral pour ces travaux dans tout le Canada?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): dit qu'il croit qu'une somme de \$15,000,000 a été payée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est étrange de constater que la province de Québec, n'a retiré, pour sa part, que \$1,420,000 sur \$15,000,000 dépensés par l'administration fédérale à travers le Canada. Elle perd beaucoup d'argent. À mon avis, c'est au moins \$3,500,000 que nous aurions droit d'obtenir dans le Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Drôle de façon de discuter. Il s'agit de travaux

destinés à remédier au chômage. Le député de Saint-Maurice, lui, estime que nous n'avons pas reçu assez. Il regrette donc que nous n'ayons pas eu plus de chômeurs à aider.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Le gouvernement fédéral s'y prend trop tard. Les villes font de même. À Montréal, on était rendu au mois de février quand les travaux remédiateurs au chômage ont été entrepris¹¹.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) cite des chiffres sur les travaux faits dans la cité de Montréal l'hiver dernier. Ces ouvrages remédiateurs au chômage, dit-il, ont coûté \$2,475,000, et Montréal a reçu d'Ottawa la somme de \$602,000. Dès le mois de septembre, le gouvernement d'Ottawa a fait connaître son intention de remettre en vigueur son programme de travaux d'hiver. Par la suite, le premier ministre du Québec a annoncé que le gouvernement présenterait cet automne une loi pour permettre aux municipalités de conclure des ententes avec Ottawa. Il y a plus d'un mois, mon sous-ministre a envoyé à toutes les municipalités une lettre les avertissant de la chose en leur donnant la ligne de conduite à suivre pour profiter de ces travaux. La lettre contenait une formule de demande d'octroi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement du Québec ressemble à un cheval rétif qui n'a pas bougé d'un pouce pendant six ou sept ans, mais part ensuite à la course. Il reste que les municipalités auraient dû profiter d'un délai plus long pour préparer leurs travaux d'hiver pour la lutte contre le chômage.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri

(M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 11 modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions d'étudier l'opportunité d'apporter les mesures pour contribuer plus efficacement à l'exécution de travaux destinés à remédier au chômage".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement alléguant qu'il entraînerait, s'il était adopté, l'allocation ou l'affectation de deniers publics, le tout contrairement aux dispositions de l'article 155 du Règlement; l'honorable premier ministre ajoute que l'amendement est incompatible avec le principe qui a été affirmé à la deuxième lecture, et qu'il est ainsi irrégulier suivant les dispositions de l'article 566 du Règlement. La motion du député de Westmount (M. Hyde), dit-il, est hors d'ordre à sa face même.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La motion soumet une procédure constructive sur laquelle la Chambre devrait avoir l'avantage de se prononcer. Il (M. Hyde) cite, à l'appui de cette opinion, une discussion qui eut lieu à Ottawa alors que M. Pierre Sévigny, le ministre des élections provinciales à Ottawa, était au fauteuil. Il (M. Hyde) cite d'autres points de vue de ministres fédéraux exprimés au cours d'un débat similaire.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de recourir à la jurisprudence et non à des discours de ministres.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'amendement proposé n'implique nullement des dépenses de la part du gouvernement. Il s'agit simplement d'étudier la possibilité de modifier le projet de loi de façon à permettre à l'État provincial de faire sa part dans le domaine des travaux d'hiver de chômage.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est impossible d'accepter cet amendement à ce moment-ci de la discussion. Le bill est adopté en principe, puisqu'on en est à la troisième lecture.

M. Hamel (Saint-Maurice): La question qui se pose, c'est de savoir si le simple fait de référer le bill au comité plénier de la Chambre obligera le gouvernement à faire de nouvelles dépenses.

Décisions de l'Orateur:**Amendement
à incidence financière**

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement qui est devant la Chambre a pour but de demander la contribution du gouvernement provincial, ce qui n'est pas prévu par le principe du bill affirmé par la deuxième lecture. De plus, on peut déclarer sans aucune hésitation que ledit amendement entraînerait des dépenses d'argent et qu'il est ainsi contraire aux articles 155 et 790 du Règlement, n'étant pas recommandé par le lieutenant-gouverneur ni proposé par un ministre de la couronne.

L'amendement est, en conséquence, jugé irrégulier et contraire aux dispositions des articles 566 et 155 du Règlement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bertrand, Boudreau, Bourque, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue¹².

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion: "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Brown, Charbonneau, Cottingham, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Levasseur, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 66.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 11 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des services
d'aqueduc et d'égout**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement provincial va, au cours des 10 prochains mois environ, dépenser en grande partie ou totalement la somme de \$25,000,000 que le gouvernement se propose d'accorder aux petites municipalités de 7,000 âmes ou moins qui construisent des égouts ou des aqueducs. Déjà, une somme de \$3,000,000 a été mise de côté pour répondre aux demandes des municipalités.

La loi n'est véritablement en vigueur que depuis un mois et demi¹³. Le gouvernement a approuvé 30 demandes d'aide et il en étudie présentement 200. Le gouvernement étudie la situation de chaque municipalité qui présente une demande d'aide, afin de déterminer quelle partie des paiements d'intérêt il va assumer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le gouvernement désire annoncer des élections, pourquoi ne le dit-il pas?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Est-ce que le député dort la nuit?

M. Hamel (Saint-Maurice): C'était à la veille d'une élection provinciale que le gouvernement avait pour la première fois présenté un bill à ce sujet et avait demandé à la Législature de voter un fonds de \$10,000,000. Il est étrange que rien n'a toutefois été dépensé, et plus tard, le gouvernement a augmenté le total. Là encore, on n'a rien dépensé. Le gouvernement ne veut pas manquer d'argent. Le gouvernement a ensuite fait augmenter le fonds en question à \$20,000,000, et toujours sans rien dépenser. Le gouvernement maintenant désire augmenter le fonds encore une fois et prétend qu'en un peu plus d'un mois seulement, il a promis une somme de \$3,000,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Les choses marchent rondement depuis un mois. D'ici 10 mois, il est bien possible que le gouvernement se sera engagé à dépenser beaucoup plus que \$25,000,000.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)
propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)
informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)
propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)
propose: Que l'article 11 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 58, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter aux fins de la présente loi une somme totale n'excédant pas vingt-cinq millions de dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'un ou de plusieurs emprunts que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à contracter, au taux d'intérêt, de la manière et pour le terme et le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine pour chaque emprunt.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à même cette somme de vingt-cinq millions de dollars, affecter les montants qu'il juge nécessaires à la recherche et à l'aménagement de sources souterraines d'eau potable, à une distance économiquement accessible, dans le cas de corporations municipales n'ayant pas à leur disposition, à une telle distance, de source apparente d'approvisionnement d'eau potable."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)
propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Galipeault (Québec-Ouest): La loi, dans sa forme actuelle, se trouve en somme à donner un chèque en blanc de \$25,000,000 au gouvernement.

Cette façon de procéder met la démocratie en danger. Je propose donc, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"la résolution relative au bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à spécifier que les dépenses occasionnées par l'application de cette loi seront payées à même les deniers votés annuellement par l'Assemblée législative".

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dans le cours de la discussion, il a été établi qu'en fait, les sommes dépensées chaque année en vertu de la loi seraient mentionnées au budget. Tout ce que le bill 6 décrète, c'est l'augmentation de la somme globale que le gouvernement est autorisé à consacrer à aider les municipalités pour la construction de leurs systèmes d'aqueduc et d'égout. Le total est haussé de \$20,000,000 à \$25,000,000.

Le gouvernement a beaucoup de demandes dans ce secteur de ses activités et, d'ici quatre ou cinq mois, il y aura au moins \$4,000,000 à \$5,000,000 engagés. Ce n'est pas un principe nouveau et l'opposition a voté chaque année avec le gouvernement. Le gouvernement ne veut pas courir le risque d'être dans l'obligation de refuser des demandes légitimes de municipalités si elles continuent d'augmenter. Je ne crois pas que la démocratie soit en danger comme l'a dit le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) tantôt.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement se fait ainsi donner un chèque en blanc. Gouverner c'est prévoir, et le gouvernement n'a pas de raison valable de nous demander de lui donner un chèque en blanc, parce que la Législature a été élue pour surveiller la dépense des crédits annuellement, mais avant qu'on ne les dépense.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-

Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 59.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

La résolution relative au bill 6 est agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Le comité poursuit l'étude du bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la

Régie des transports

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi de la Régie des transports soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1941, chapitre 16, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 21), modifié par des Statuts subséquents, est remplacé par le suivant:

"2. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

"1° "régie": la Régie des transports;

"2° "propriétaire": toute personne, société ou corporation et leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs, séquestrés ou syndics, qui exploitent, administrent ou contrôlent un service de transport au sens de la présente loi;

"3° "service de transport": un service

"a) de transport par tramways, autobus, taxis, véhicules de livraison au sens de la loi des véhicules automobiles ou de transport pour considération par véhicules de promenade non enregistrés comme taxis ou véhicules de livraison;

"b) de location au public de véhicule automobiles au sens de la loi des véhicules automobiles, que ceux-ci soient conduit par les locataires eux-mêmes ou leur préposés, ou par les locuteurs ou leurs préposés;

"c) de courtier en transport qui possédant ou non des véhicules, contracte, en qualité de principal, pour le transport de marchandises ou de passagers qu'il fait exécuter par des tiers;

"4° "transport à tant la course ou à tant par jour": le transport qui est effectué à un prix ou taux fixe, payé uniquement par le locataire du véhicule sans contribution d'aucun autre voyageur et sans égard au nombre de passager;

"5° "transport à tant par tête": le transport qui est effectué pour un prix variant suivant le nombre de passagers, qu'il soit payé par chaque voyageur ou par un pou plusieurs d'entre eux."

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre des Transports (l'honorable M. Rivard) si les travailleurs qui se groupent pour se transporter en commun vers l'usine tombent sous le coup de la régie des transports.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): S'il y a un tarif par tête, c'est du domaine de la régie. Autrement, ça ne l'est pas.

Cet article est amendé et les mots "ou de passagers qu'il fait exécuter" sont remplacés par "ou de passagers, qu'il fait exécuter".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'art musical

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 16 modifiant la loi de l'art musical.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à l'Académie de musique de Québec une subvention annuelle n'excédant pas quinze mille dollars, pour la tenue de concours en vue de l'attribution de bourses désignées sous le nom de "Prix d'Europe".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill no 16 modifiant la loi de l'art musical.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi de l'art musical soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Prévost) fait l'éloge et l'historique de l'Académie de musique, qui fut fondée en 1870¹⁴. Plus tard, dit-il, en 1911, la Législature votait une loi qui mettait à la disposition de cette institution un montant annuel de \$3,000 pour le concours du prix d'Europe. En 1941, ce montant a été haussé à \$5,000.

Il (M. Prévost) affirme qu'au cours de plusieurs entrevues qu'il a eues avec les directeurs de l'Académie, ceux-ci lui ont représenté que cette contribution était devenue insuffisante à cause du nombre de plus en plus grand de candidats aux prix et de la variété de talents représentés. Il est arrivé souvent, dit-il, que les jurys se sont trouvés dans une situation difficile pour attribuer le prix au plus méritant parmi des chanteurs et des instrumentistes.

L'Académie a proposé au gouvernement l'institution de deux concours, une année, ouverts aux chanteurs et à des candidats jouant des instruments à clavier; l'année suivante, il y aurait également deux concours ouverts, ceux-là aux candidats jouant des instruments de l'orchestre et aux compositeurs. La recommandation a été acceptée et c'est pour cette raison que le gouvernement triple le montant de sa contribution, qui lui permettra d'aider davantage nos jeunes artistes, doués de talents exceptionnels, à poursuivre leurs études à l'étranger.

Les candidats sont recrutés par l'Académie et le gouvernement n'a rien à voir dans le choix des membres du jury. Le gouvernement n'intervient en aucune façon. Il verse l'argent, c'est tout.

M. Hamel (Saint-Maurice) approuve la mesure, mais se demande pourquoi le gouvernement a attendu 18 ans, c'est-à-dire de 1941 à 1959, pour hausser la contribution.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Nous avons tout simplement répondu à la demande de l'Académie de musique¹⁵.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Saint-Maurice, comme toujours, oublie bien des choses ou feint de les ignorer. Il ne tient pas compte qu'en outre de cette contribution à l'Académie, le gouvernement de la province, par l'intermédiaire du ministère de la Jeunesse, aide considérablement les jeunes musiciens. Nous sommes partis à zéro à ce point de vue, et nous donnons aujourd'hui des millions de dollars chaque année en bourses d'études, dont une certaine partie pour des jeunes qui veulent poursuivre des études musicales.

M. Hamel (Saint-Maurice):

Je trouve cela très beau, mais alors, que vient faire l'article 3, portant que l'Académie de musique peut, avec l'approbation du secrétaire de la province, autoriser un boursier à poursuivre ses études musicales ailleurs qu'en Europe. Je trouvais très beau tout à l'heure le discours du premier ministre disant que ni le gouvernement ni le secrétaire de la province n'avaient quoi que ce fût à voir là-dedans. Or, voici une clause qui gâte tout. Pourquoi exiger ici l'approbation du secrétaire de la province. Si grand artiste qu'il est, pourquoi est-ce lui qui va choisir l'endroit où nos boursiers vont étudier?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

C'est toujours l'Académie de musique qui va décider. Mais la loi parle d'un prix d'Europe. Pendant la guerre, il est arrivé que nos étudiants ne pouvaient pas poursuivre leurs études en Europe. Le prix était décerné quand même. Et il a fallu une loi spéciale pour permettre aux lauréats d'aller ailleurs qu'en Europe. Par cette clause, nous voulons simplifier les choses. L'autorisation pourra se donner sans amender la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice):

Mais pourquoi forcer l'Académie de musique à demander l'autorisation du ministère?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il se peut que l'Académie songe à envoyer un boursier dans un tel pays, alors que nous savons, nous, que ce serait l'exposer à des dangers physiques ou moraux. Par exemple, supposons que l'Académie veuille envoyer un boursier en Pologne, sans savoir que nous sommes en conflit avec ce pays à propos des trésors polonais...¹⁶

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, ce n'est pas le secrétaire provincial qu'il faudrait consulter, c'est le ministre des Affaires extérieures!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je bondis devant cette affirmation. Est-ce que l'éducation ne relève pas des provinces? Allons-nous soumettre nos décisions à Ottawa en matière d'éducation?

D'ailleurs, le secrétaire provincial est, en fait, le ministre des Affaires extérieures de la province de Québec. Et c'est pour posséder un avant-poste, de façon à pouvoir obtenir tous les renseignements dont il a besoin, qu'il a consenti à laisser partir M. Bruchési pour l'Espagne...¹⁷

M. Levesque (Bonaventure): L'exemple du premier ministre ne vaut pas, car la Pologne, c'est en Europe.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais il y a deux Europes: celle qui est libre et celle qui ne l'est pas¹⁸.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des concours littéraires ou scientifiques

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 17 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Que l'article 3 de la loi des concours littéraires ou scientifiques (Statuts refondus, 1941, chapitre 65) soit remplacé par le suivant:

"3. Un montant de dix mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu de la province, est affecté annuellement à ces fins."

Il convient, dit-il, de réviser les montants attribués chaque année. Le nombre des ouvrages soumis au jury augmente sans cesse et il convient de donner des prix qui encouragent encore plus efficacement les créations culturelles¹⁹. Le gouvernement veut augmenter les prix donnés pour qu'ils soient plus conformes à ce qu'on donne ailleurs dans des concours du même genre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:**Dépenses de colonisation**

M. Brown (Brome): Quels montants d'argent le département de la Colonisation:

- a) a-t-il dépensés et
- b) payés pour la réparation, construction et réfection de chemins et ponts au cours de l'année financière présente dans chacun des comtés suivants de la province: Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Brome, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Drummond, Frontenac, Lotbinière, Mégantic, Missisquoi, Pontiac, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Comtés</i>	<i>Montant</i>
Arthabaska	\$ 1,647.64
Beauce.....	188,320.39
Bellechasse.....	46,238.97
Brome.....	799.00
Châteauguay.....	5,000.00
Compton.....	35,821.72
Deux-Montagnes.....	.....
Dorchester.....	157,535.52
Drummond.....	6,821.39
Frontenac.....	101,305.21
Lotbinière.....	42,129.42
Mégantic.....	66,202.48
Missisquoi.....	22,459.62
Pontiac.....	56,875.89
Richmond.....	7,450.00
Shefford.....	2,273.32
Sherbrooke.....	3,500.00
Stanstead.....	3,537.58
Wolfe.....	<u>64,854.43</u>
	\$ 809,772.58

Demande et dépôt de documents:

**International
Publishing Company**

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat actuellement en cours entre le gouvernement et la compagnie International Publishing Company relativement à la publicité touristique et autre.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 50)

Projets de loi:

**Institut de microbiologie
et d'hygiène**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que les contributions au fonds d'amortissement et les dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution des engagements contractés en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution et qui ne sont pas couvertes par le fonds d'amortissement seront payées à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil ou, suivant ses instructions, à même l'un ou l'autre de ces fonds.

Ce projet de loi, dit-il, tend à favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal. Je n'ai pas besoin de souligner le rôle considérable de cet organisme fondé en 1938. Sa réputation a dépassé depuis longtemps les frontières provinciales et même celles du pays tout entier. L'excellent travail de l'Institut est reconnu internationalement et nous fait une excellente publicité dans le monde.

Il (l'honorable M. Sauvé) tient ensuite à rendre hommage au directeur de l'Institut de microbiologie de Montréal, le docteur Armand Frappier²⁰. Par sa science profonde et son travail acharné, dit-il, le directeur de l'Institut a mis au service de la province et du monde des réalisations remarquables dans ce domaine particulier. On s'y livre à des travaux remarquables de recherche scientifique. Parmi les services signalés que cet Institut a rendus à la province, il mentionne la fabrication de vaccins et de produits pharmaceutiques. En somme, dit-il, cet organisme a rendu d'immenses services tant par sa production que par le prestige qu'il s'est mérité à l'étranger et qui rejaillit sur la province.

Actuellement, l'Institut poursuit son travail dans des locaux différents et insuffisants qui ne correspondent pas à ses besoins. Les uns sont à l'Université de Montréal, les autres abritent des laboratoires à Laval-des-Rapides. Il faut prévoir un agrandissement. La pénurie d'espace devient de plus en plus sérieuse. Le docteur Frappier a déjà déclaré que la situation n'est plus tolérable. On devra construire et dans les terrains de l'Université et à Laval-des-Rapides. Le bill vise à permettre à l'Institut d'acquérir de l'espace supplémentaire. Les principaux buts du projet de loi sont de garantir le remboursement de tout emprunt obligatoire que l'Institut peut contracter pour les fins de construction, d'expansion et d'aménagement de ses immeubles et garantir le paiement de l'intérêt sur un tel emprunt.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'institut de microbiologie sert en même temps d'école d'hygiène à l'Université de Montréal. Dans la partie qui se trouve à l'Université, on se livre surtout à la recherche; dans la partie de l'Institut qui est installée à Laval-des-Rapides, on se livre à des travaux très importants de laboratoire, on y prépare des vaccins, etc. Le personnel est payé par la corporation de l'Institut, mais le gouvernement provincial accorde des subventions à cette corporation. Le bill no 19, fait-il remarquer, est rédigé sur le même principe et dans les mêmes termes que le rapport de loi visant à aider la construction d'édifices universitaires.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Ajournant la séance un peu avant l'heure réglementaire) Le député de Saint-Maurice doit être fatigué de l'effort qu'il a dû déployer tout au cours de la journée.

Il (M. Sauvé) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 9 h 30.

NOTES

1. M. Lapalme est absent de la Chambre lors de cette séance. Selon *Le Devoir* du 4 décembre 1959, à la

page 6, il aurait été rappelé à Montréal pour des raisons personnelles. Par ailleurs, *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 15, note que l'absence de M. Lapalme a surpris tout le monde puisqu'il avait dit à ses collègues qu'il serait de retour pour les débats de la journée.

2. *L'Action catholique* du 4 décembre 1959, à la page 3, souligne que le texte du projet de loi n'a pas encore été déposé.

3. Les citoyens des villes qui ont été fondées au Nouveau-Québec depuis le début des travaux d'exploitation minière, au début des années 1950, paient des taxes mais ne sont pas encore représentés à l'Assemblée législative.

4. M. Sauvé ne donne pas plus de détails en ce qui concerne les comtés qui seront divisés, mais *Le Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 3, mentionne que le comté de Saguenay pourrait être l'un d'eux, puisqu'il s'étend sur 700 milles de longueur de Charlevoix à Blanc Sablon. D'après ce même journal, le comté de Laval pourrait aussi être l'un d'eux, puisqu'il compte 135,000 électeurs. *La Presse* du même jour, à la page 16, écrit plutôt que le comté de Laval compte plus de 150,000 électeurs, alors que le comté des Îles-de-la-Madeleine n'en compte que 5,181.

5. M. Sauvé répond ici à une question que le député de Hull (M. Parent) lui avait posée la veille. M. Sauvé avait alors répondu qu'il s'informerait.

6. L'objet de cette loi est d'ajouter \$1,000,000 au montant que l'Hydro-Québec est autorisée à prêter à ses employés pour fins de construction, d'amélioration ou d'acquisition de maisons d'habitation. Plusieurs journaux du 4 décembre 1959 offrent des versions différentes: *Le Devoir*, à la page 6, et *La Tribune*, à la page 24, écrivent que le montant autorisé passera ainsi de \$7,000,000 à \$8,000,000. Toutefois, *The Quebec Chronicle*, à la page 2, dit que ce montant sera porté à \$7,000,000. Quant au *Montréal-Matin*, à la page 11, il ajoute que dans le cas de la Beauharnois Light, Heat and Power, qui a reçu la même autorisation, le montant de \$500,000 qu'elle peut prêter depuis 1953 à ses employés pour les mêmes fins n'a pas besoin d'être augmenté.

7. L'intervention de M. Hamel s'explique par l'absence de M. Lapalme, qu'il remplace comme chef de l'opposition. *La Presse* du 4 décembre 1959, à la page 45, rappelle que l'expérience n'est pas nouvelle

pour M. Hamel puisqu'il a remplacé M. Lapalme durant toute la session 1956-1957, alors que ce dernier était malade.

8. Aucun journal ne précise le nombre ni la teneur des questions.

9. Selon *La Presse* du 4 décembre 1959, à la page 1, c'est la première fois qu'un député indépendant préside le comité plénier de la Chambre basse.

10. Chiffre du *Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 13. *La Presse* du même jour, à la page 45, écrit plutôt "67.7 %".

11. *Le Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 13, souligne que M. Rochon est conseiller municipal à Montréal.

12. *Le Montréal-Matin* du 4 décembre 1959, à la page 5, note que la dernière partie du débat, sur la question de procédure, a duré environ une demi-heure.

13. *La Tribune* du 4 décembre 1959, à la page 24, explique que la loi avait été adoptée durant la session 1955-1956, et avait établi à ce moment un fonds de \$10,000,000. Le fonds fut ensuite porté à \$15,000,000 puis à \$20,000,000. Au début, le gouvernement pouvait payer jusqu'à 3 % de l'intérêt sur ces emprunts municipaux, mais maintenant, il peut aller jusqu'à 4 %.

14. *Le Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 15, écrit que l'Académie de musique a été créée en 1881. Après vérification, nous découvrons que l'Académie a plutôt été créée en 1868, mais ne fut reconnue officiellement qu'en 1870.

15. Contrairement au *Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 15, *Le Devoir* du 5 décembre 1959, à la page 3, attribue plutôt cette phrase au premier ministre.

16. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, 26 caisses renfermant la plupart des bijoux du trésor national polonais quittent la Pologne afin d'éviter que leur contenu ne tombe entre les mains des envahisseurs. La collection se retrouve au Canada en 1940 et les trésors sont entreposés à Ottawa jusqu'à la fin de la guerre. Toutefois, en 1945, suite à l'avènement d'un gouvernement communiste en Pologne, et à l'instigation des agents du gouvernement en exil, les caisses sont dispersées à travers le Québec pour empêcher leur localisation. Maurice Duplessis les fera ensuite transférer secrètement au Musée provincial, l'actuel Musée du Québec, et il refusera toujours de remettre les trésors. Le débat durera 13 ans et causera

d'importantes frictions diplomatiques entre la Pologne et le Canada. Les trésors seront finalement remis à la Pologne en 1961.

17. Jean Bruchési (1901-1979) fut nommé sous-secrétaire d'État par Maurice Duplessis en 1937. Pendant 22 ans, il fut à la tête des affaires culturelles de la province. En 1959, il quitte la fonction publique provinciale pour devenir ambassadeur du Canada à Madrid.

18. *Le Soleil* du 4 décembre 1959, à la page 15, souligne que toute cette discussion s'est faite sur un ton badin.

19. *La Presse* du 4 décembre 1959, à la page 45, précise que jusqu'alors, le montant était de \$5,000.

20. Armand Frappier (1904-1991), médecin et microbiologiste. Il fonde en 1938 l'Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal (rebaptisé Institut Armand-Frappier en 1975) et, en 1945, l'École d'hygiène de l'Université de Montréal, qui était la première école d'hygiène francophone au monde. Reconnu internationalement, il a mené de nombreuses recherches sur les maladies infectieuses et les vaccins. Il reçut plusieurs distinctions honorifiques.

Séance du vendredi 4 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lac Lemoine

M. Larouche (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Turcotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale Lac Lemoine, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue. Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la corporation municipale Lac Lemoine, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation.

Questions et réponses:

**Grève de la Dominion
Textile à Magog**

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) si des mesures de dernière heure ont été prises par le ministère du Travail, ou s'il songeait à en prendre, pour tenter de régler la grève des employés de la Dominion Textile à Magog¹?

L'honorable M. Barrette (Joliette): En effet, des mesures sont prises aujourd'hui même à Montréal dans ce but. Quand une grève dure un peu trop longtemps, comme c'est le cas à Magog, les relations entre patrons et ouvriers deviennent forcément de plus en plus tendues. Sans qu'aucune des deux parties en cause ne m'ait demandé d'intervenir, j'ai délégué aujourd'hui à Montréal un sous-ministre pour rencontrer les dirigeants de la Dominion Textile et les représentants des syndiqués.

La Dominion Textile, on le sait, a pris des procédures contre le syndicat. Par contre, le syndicat refuse actuellement de laisser entrer dans l'usine de Magog les préposés à l'entretien et les chauffeurs de fournaise. Si cette situation se continue, le conflit peut s'aggraver de façon très considérable. C'est pour ça que j'ai décidé de déléguer mon sous-ministre² qui va demander aux deux parties d'accepter immédiatement un compromis.

J'ai demandé à mon sous-ministre de se rendre à Montréal pour demander à la compagnie Dominion Textile de retirer les procédures qu'elle a prises contre le syndicat et ses employés de Magog. Il demandera en même temps aux dirigeants du syndicat de laisser entrer les employés de la compagnie dans l'usine, savoir les préposés à l'entretien et les chauffeurs de bouilloires. Si nous obtenons aujourd'hui ce compromis, je crois que ce sera le premier pas dans la voie du règlement de ce grave conflit ouvrier.

(Applaudissements)

Projets de loi:

Testament de Roch Lancôt

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant le testament de feu Roch Lancôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Successions Elzéar
et Charles Baillargeon**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Steel Company
of Canada Ltd.**

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 pour valider le titre de

The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Joseph H. Jacobs

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Union Canadienne, compagnie d'assurances

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital Saint-Joseph de Granby

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 modifiant la charte de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Farnham

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de Farnham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cowansville

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de la prévention des incendies

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 14 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1941, chapitre 151), remplacé et modifié par des Statuts subséquents, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder aux corporations municipales de paroisse, de village et de ville des subventions pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies.

"Le gouvernement peut affecter à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'un million cinq cent mille dollars par année."

Ce projet de loi, dit-il, a pour but de porter de \$1,000,000 à un \$1,500,000 par année le montant des subventions que le gouvernement peut accorder aux corporations municipales qui y sont mentionnées pour les aider à se protéger efficacement contre les incendies. En vertu de cette législation gouvernementale, il est possible pour les municipalités d'obtenir des subventions couvrant jusqu'à 50 % des sommes qu'elles ont dépensées pour se procurer l'équipement nécessaire à la lutte contre les incendies.

Les demandes d'aide sont nombreuses et je remercie le gouvernement de l'autoriser à demander ce montant additionnel. Il dit que, depuis sa nomination comme responsable du ministère des Travaux publics en 1944, le gouvernement provincial a ainsi accordé \$9,000,000 sous l'empire de cette loi. Devant les demandes accrues des corporations municipales, le gouvernement a pris la décision d'augmenter de 50 % cette aide pour la prévention des incendies.

Je voudrais féliciter par la même occasion ceux qui travaillent comme pompiers volontaires dans les petites municipalités partout dans la province. Ces hommes accomplissent un excellent travail, souvent au prix de grands sacrifices personnels.

Il demande à la Chambre d'appuyer à l'unanimité le projet de loi. Il est d'une importance vitale et commande toute notre attention, puisqu'il assurera la protection des vies humaines ainsi que des biens immobiliers et mobiliers qui constituent une richesse pour la province.

M. Hamel (Saint-Maurice)³ accuse le ministre des Travaux publics d'essayer de prendre tout le crédit de la mesure présentement à l'étude. Le gouvernement de l'Union nationale se fait des illusions s'il croit que rien ne se faisait, dans ce domaine, avant lui. Si vous écoutez ceux qui parlent au nom de l'Union nationale, vous aurez l'impression que rien ne se faisait dans cette province avant que leur parti n'arrive au pouvoir. Le ministre aurait dû dire à la Chambre qu'avant l'Union nationale, il y avait aussi une loi de protection contre les incendies. Il a voulu donner l'impression à la Chambre que cette loi ne date que depuis 1944. Je ne crois pas que la population devrait avoir l'impression que rien n'a été fait pour la prévention des incendies avant l'Union nationale. La première législation en cette matière a été adoptée sous le régime de Taschereau. Elle existe depuis nombre d'années et déjà, en 1941, le gouvernement du temps octroyait une somme de \$200,000 à des fins analogues.

Pourquoi le gouvernement vient devant les Chambres à tous les ans avec une mesure semblable? C'est peut-être dans le but de permettre au ministre des Travaux publics de faire son discours annuel pour vanter les mérites du gouvernement. Il (M. Hamel) est en désaccord avec le fait que cette aide provient du fonds consolidé du revenu. Le gouvernement devrait inclure dans le budget ordinaire les montants destinés à la prévention des incendies, plutôt que de revenir devant la Chambre à tous les ans avec un projet identique.

L'opposition appuie ce projet de loi, car nous sommes tout autant que les ministériels en faveur de la protection des vies humaines et des biens des gens. Nous étions en faveur d'une telle mesure dans le passé et nous le sommes encore aujourd'hui. Demain, notre attitude sur le sujet sera la même. Même si le montant prévu par la loi était voté dans le budget ordinaire, le ministre des Travaux publics pourrait toujours faire son discours alors que la Chambre devra étudier l'étude de ce crédit en particulier.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond qu'il n'a jamais prétendu que cette législation n'existait que sous le présent régime. Je n'ai pas voulu dire qu'il y avait une loi avant 1944 et donner des chiffres sur les octrois accordés en marge de cette loi, précisément pour épargner un souvenir douloureux aux membres de l'opposition en leur rappelant ce qui se faisait autrefois, parce qu'en fait, l'ancien gouvernement libéral n'a presque pas contribué à aider à mettre en place ces services de lutte contre les incendies. Mais il semble que le

député de Saint-Maurice (M. Hamel) veuille attirer l'attention de la Chambre sur ce fait. Puisqu'il insiste, je pense que je dois présenter à la Chambre des comparaisons entre notre aide et celle qui fut accordée sous les régimes libéraux.

Dans le comté même du député de Saint-Maurice, de 1939 à 1944, il ne s'est dépensé que \$1,333 pour la protection contre les incendies. Sous l'Union nationale, au contraire, le même comté a reçu \$216,750 pour les mêmes fins. Sous les régimes libéraux, la protection n'était qu'illusoire et coûtait par contre fort cher. L'aide gouvernementale était en moyenne de \$36,000 par année et les coûts d'administration s'élevaient en moyenne à \$75,000 par année. Autrement dit, quand on donnait \$1, ça coûtait plus de \$2 à la province. Certains comtés de la province n'ont rien reçu de 1939 à 1944. Depuis 1944, le gouvernement actuel a distribué \$9,000,000 dans toute la province pour aider les municipalités à s'outiller pour la lutte contre les incendies.

Les municipalités se rendent compte, encore aujourd'hui, que le gouvernement actuel, dirigé par un grand homme d'État, ne se contente pas de paroles, mais agit. C'est beaucoup mieux que la petite politique qu'on fait avec cette question du côté de l'opposition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) de la présentation de ce projet de loi. Nous présentons une loi spéciale parce les montants versés aux municipalités varient chaque année; ils sont de plus en plus nombreux d'année en année. Nous voulons tenir compte de tous les besoins au fur et à mesure qu'ils se présentent.

En voulant parler de ce qui se faisait avant nous, le député de Saint-Maurice a voulu profiter de l'absence du chef de l'opposition (M. Lapalme) pour essayer d'établir, comme il l'a déjà dit, que le meilleur moyen pour une province de se ruiner, c'est de se donner aux libéraux⁴. Ce n'est pas correct, ce n'est pas loyal. Le député de Saint-Maurice aurait dû attendre que celui qui est chargé de parler au nom du Parti libéral puisse le défendre. Le député de Saint-Maurice a semblé insister par ses questions pour fournir au ministre des Travaux publics l'occasion de prouver comment une administration libérale est une ruine pour la province.

Depuis 1944, la province de Québec a dit non à plusieurs reprises en réponse à ceux qui voulaient qu'elle se donne aux libéraux. Nous nous accordons à ce point de vue avec le député de Saint-Maurice. Il y a longtemps que nous partageons son avis sur ce

sujet. C'est bien la seule fois que le député de Saint-Maurice a eu raison. Mais nous déplorons le fait qu'il ait attendu l'absence du chef de l'opposition pour faire cette démonstration.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est nécessaire de rappeler certains faits. Jamais je n'ai prononcé les paroles que le premier ministre m'impute, "que le meilleur moyen pour une province de se ruiner, c'est de se donner aux libéraux..."

(Protestations à droite)

(En s'avancant dans l'allée, au centre du parquet)⁵

J'ai déjà critiqué le Parti libéral, mais c'était quand le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) était avec les libéraux, quand le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) était avec les libéraux, quand le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois), était avec les libéraux, quand le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) était avec les libéraux, et quand d'autres ministériels actuels étaient dans le Parti libéral.

(Protestations à droite)

J'ai critiqué le Parti libéral alors, mais ceux qui sont aujourd'hui de l'autre côté de la Chambre sont 100 fois plus mauvais administrateurs que les libéraux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le président, avez-vous remarqué l'attitude du député de Saint-Maurice? J'aimerais attirer votre attention sur le fait que le député de Saint-Maurice a presque traversé le plancher de la Chambre. Remarquez comme il se rapprochait des ministériels. Si on ne l'avait pas arrêté, il serait rendu avec nous. Avez-vous remarqué son expression? Si j'avais seulement tendu les bras, il se jetait dedans.

(Rires)

Je félicite les autres membres de l'opposition de la force d'âme dont ils font preuve. Dans une situation à la fois dangereuse, et même à d'autres points de vue, ridicule, ils trouvent le moyen d'afficher un sourire. Il demande au député de Saint-Maurice en quelle année il fut député à Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice): De 1944 à 1949.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand le député nous dit qu'il critiquait le Parti libéral, c'était entre 1945 et 1949. Alors, à ce moment, le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) n'était pas dans les rangs libéraux. Il

était déjà avec nous depuis 10 ans. Il avait quitté le Parti libéral en constatant comment il était mauvais, parce qu'il savait qu'il ruinait la province. C'est la même chose pour les autres ministres. Le député de Saint-Maurice, lui, s'en est aperçu 10 ou 12 ans plus tard. Cependant, je dirai donc au député qu'il est préférable pour lui de rester derrière son pupitre actuel. Cela ne sert à rien, pour lui, de nous faire des avances, on n'en veut pas. Il n'en reste pas moins vrai qu'il a dit: "la meilleure façon de ruiner la province, c'est d'avoir un gouvernement libéral!"

(Rires et applaudissements à droite)

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Et le gouvernement conservateur!

M. le président demande aux députés de s'en tenir au sujet du bill 14. Nous en sommes, dit-il, à la loi pour la prévention des incendies.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre des Travaux publics combien son ministère a payé, de 1952 à 1958, dans ce domaine de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond qu'il n'a pas ce chiffre, mais qu'il a celui qui représente la dépense globale de 1944 à 1958 dans ce domaine.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel système est employé au moment de l'enquête dans les municipalités?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Un ingénieur est envoyé et il fait ensuite rapport au département. Une fois ce rapport examiné et approuvé, le ministre accorde un octroi qui peut aller jusqu'à 50 %.

M. Lafrance (Richmond) reproche au ministre des Travaux publics de faire des comparaisons qui ne sont pas à son honneur. Pourtant, dit-il, l'ancien premier ministre (M. Duplessis) disait souvent qu'il fallait comparer des choses identiques. J'accuse le ministre des Travaux publics de faire de la petite politique, et je le prouve.

La ville d'Asbestos a acheté, depuis quatre ou cinq ans, des appareils pour combattre les incendies et elle a dépensé à cette fin une somme d'environ \$35,000. Les échevins et le maire ont fait des démarches pour obtenir l'octroi ordinaire du gouvernement, mais la ville d'Asbestos n'a jamais rien reçu. Et j'affirme que c'est parce que le comté de Richmond a un député libéral.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député n'a pas droit de dire cela, il n'a pas le droit d'imputer de tels motifs à un ministre. C'est contre le Règlement de la Chambre et c'est contraire aux faits. Je demande que le député retire ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je ne les retirerai pas.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député doit s'en tenir aux règlements.

M. le président: Le député de Richmond doit savoir qu'il ne peut imputer de tels motifs à un collègue de la Chambre. Il n'a pas le droit de prononcer de telles paroles. Il doit les retirer.

M. Lafrance (Richmond): Je les retirerai quand le ministre (l'honorable M. Lorrain), qui a dit la même chose, aura retiré les siennes. Je soulève un point d'ordre à ce sujet.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le ministre n'a rien à retirer, car il ne parle pas en ce moment, et tout manquement aux règlements doit être relevé à l'instant où il se produit.

M. Lafrance (Richmond): Je retire mes paroles. Que le ministre fasse de même. Il n'y a pas deux poids et deux mesures en cette Chambre...

M. le président: Le point d'ordre est tardif et ne peut être accepté. Le député aurait dû demander au ministre de retirer ses paroles au moment où il les a prononcées. Si le député continue dans cette voie, et persiste à violer les règlements, je me verrai dans l'obligation de faire rapport à l'Orateur de la Chambre.

M. Lafrance (Richmond) retire ses paroles mais en appelle à la Chambre de la décision du président du comité (M. Ross).

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat, l'honorable député de Richmond (M. Lafrance) soulève un point d'ordre à l'encontre de certaines paroles prononcées par l'honorable ministre des Travaux publics plusieurs minutes auparavant et alors que plusieurs députés ont, depuis, participé au débat.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 200 du Règlement, j'ai décidé qu'une violation de l'ordre ou du Règlement ne peut être signalée qu'à l'instant où elle vient d'avoir lieu, ou que pendant le temps qu'elle se continue, et que, partant, le point d'ordre est tardif et doit être rejeté.

L'honorable député de Richmond en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Saguenay), Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. le président: Le comité poursuit l'étude du projet de résolution relative au bill 14 modifiant la loi de la prévention des incendies.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce que la ville d'Asbestos a reçu des subventions du gouvernement depuis cinq ans pour la prévention des incendies à même les crédits prévus par ce projet de loi?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Alors que le comté de Richmond avait reçu \$2,300 d'octrois entre 1939 et 1944 sous le gouvernement libéral, le comté a obtenu \$90,979.66, de 1944 à 1959.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre ne répond pas à la question précise que j'ai posée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faut être raisonnable. Nous ne sommes pas en train d'étudier le budget, mais une loi générale pour la protection contre le feu. Le ministre ne peut dire de mémoire ce qu'a reçu depuis 10 ou 12 ans chacune des 1,700 municipalités de la province.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dit qu'il n'a pas l'information sous les yeux. Il dit qu'il la lui fournira dès qu'il l'aura en sa possession. Le gouvernement reçoit de très nombreuses demandes, dit-il. Il n'est pas toujours possible de faire enquête dans tous les cas. Il faut procéder par ordre de mérite, mais le gouvernement ne fait certainement pas de politique sur une question aussi grave que celle-là.

M. Lafrance (Richmond): Nous sommes en faveur de la présente loi, mais nous tenons à nous assurer qu'elle est administrée sans partisanerie politique. Nous savons trop bien qu'à certains endroits, l'administration a une attitude punitive envers les comtés de l'opposition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Punitive? Pourquoi le gouvernement voudrait-il punir davantage les comtés qui ont élu des libéraux?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le gouvernement nous parle souvent de nos ancêtres. Pourquoi ne fait-il jamais allusion au premier gouvernement de l'Union nationale, de 1936 à 1939? Nous aimerions savoir quelles subventions se payaient à ce moment-là.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a qu'à inscrire une motion au *Feuilleton* de la Chambre et nous lui fournirons toutes les informations qu'il peut raisonnablement désirer.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi

de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des relations ouvrières

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements de la Chambre)

Ce bill a été adopté en première lecture depuis quelque temps déjà. À la suite de recommandations qui nous ont été faites par des représentants du monde ouvrier et du monde patronal, le gouvernement y a apporté des modifications qui ont rencontré dans l'ensemble les vues principales de ces deux groupes.

En fait, le comité parlementaire des relations industrielles n'a été saisi d'aucun amendement. L'atmosphère d'ailleurs qui a régné tout au long de l'étude du bill en comité, où étaient présents de nombreux représentants des syndicats et des employeurs, a été extrêmement encourageante. Cela me dispense d'explications très élaborées.

La portée de cette législation devrait être étendue mais, en même temps, ses dispositions devraient être strictes. Le bill, dans ses grandes lignes, élargit les cadres de la Commission de relations ouvrières, son activité et ses pouvoirs et accorde une protection accrue aux ouvriers en ce qui concerne le respect du droit d'association et les congédiements pour activités syndicales. Il contient, au fait, à ce propos des clauses que certains ont qualifiées de draconiennes parce qu'elles imposent des pénalités extrêmement sévères aux employeurs qui tenteront de se soustraire aux ordonnances de la Commission ou refuseront d'obéir à la loi. Elles s'appliquent indistinctement à tous ceux qui transgresseront la loi. Mais elles ne visent, en somme, qu'à garantir une plus complète liberté d'association pour le travailleur.

Le gouvernement est allé le plus loin possible pour satisfaire aux demandes syndicales, notamment en ce qui a trait au rôle du vice-président de la Commission. Les membres de la Commission seront nommés dès que la loi sera sanctionnée.

Les parties intéressées ont admis que le bill comprenait des clauses concises et claires, établissant bien les pouvoirs de la Commission des relations ouvrières, des pouvoirs qu'elle aurait dû avoir depuis quelques années. Ces pouvoirs nouveaux sont conformes aux demandes des centrales syndicales, la Confédération catholique canadienne ouvrière qui compte 100,000 membres et la Fédération ouvrière du Québec et du président de la Commission⁷.

Il (M. Barrette) fait un historique des transformations par lesquelles est passée la Commission des relations ouvrières depuis un certain nombre d'années. Elle ne comprenait pas de représentants attitrés du patronat, dit-il. Cette anomalie disparaît avec la parité de représentation patronale et ouvrière qu'assure le bill, parité qui était demandée par tous depuis longtemps. La Commission se composera de huit membres, dont un président et un vice-président, de trois membres recommandés par le patronat et de trois autres suggérés par les syndicats. Il est entendu que le vice-président ne votera que lorsque le président ne siègera pas. Il y aura toujours égalité entre les deux parties, patrons et ouvriers. Bref, avec ce bill, la Commission aura une composition différente, on pourrait presque dire que ce sera une commission différente. Le gouvernement a conscience d'avoir fait tout son possible pour rencontrer les vues de tous les intéressés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me suis toujours efforcé d'examiner ces problèmes sans passion. Je crois que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est celui qui a la tâche la plus difficile parce qu'il a à résoudre des problèmes où des intérêts divergents se rencontrent. C'est pourquoi, dès 1952-1953, je réclamaï la constitution d'un comité des relations industrielles, pour permettre aux intéressés de venir donner leur point de vue à l'occasion d'un projet de loi comme celui-ci. Nous en avons fait l'expérience hier, et je crois que l'expérience a été heureuse. Il serait un peu exagéré de dire que les deux parties ont été complètement satisfaites du projet de loi, mais il n'y a pas lieu de se surprendre de certaines réticences.

L'un des griefs que l'on a fait valoir contre le projet de loi, c'est que la formation de la Commission des relations ouvrières n'est pas assez souple. Il y a une évolution perpétuelle dans ce domaine. Un commissaire nommé aujourd'hui peut, dans 10 ans, n'être plus capable de s'adapter aux conditions nouvelles. Il est possible que l'une ou l'autre des parties ne soit plus satisfaite de son représentant parce qu'après tout ce dernier devient un fonctionnaire.

D'après le projet actuel, la nomination des commissaires est faite par le gouvernement, qui choisit entre les personnes qui lui sont suggérées par les organisations patronales et ouvrières. C'est bien. Mais, le gouvernement est le seul qui puisse destituer un commissaire. Et cela comporte un inconvénient. On expose ainsi les conflits industriels à s'envenimer de considérations partisans. Si l'on n'est pas satisfait de la Commission, on sera toujours tenté de blâmer le gouvernement. Ne dit-on pas que les commissaires prennent leurs instructions du gouvernement?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si on veut le prendre sur ce ton, je n'ai pas d'objection, mais...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux justement éviter qu'on fasse ce reproche au gouvernement. Je crois qu'il y a un moyen. Il suffirait de dire que les commissaires seront nommés pour telle période, disons deux ou trois ans, après quoi les organismes qui les ont suggérés seraient appelés à prendre de nouvelle attitude. Ces organismes pourraient bien suggérer les mêmes commissaires; mais il est possible aussi que les personnes déjà en fonction n'auraient plus la confiance de ceux-là mêmes qui les ont suggérées. Alors, ces organismes pourraient reconsidérer leur suggestion. Je crois que ça ne ferait de mal à personne. Au contraire, ce serait assurer de nouveau le prestige de la personne qui a été suggérée.

Il y a aussi le problème des décisions de la Commission en matière de réembauchage. Quand un ouvrier a été congédié pour activités syndicales et quand la Commission a décidé qu'il devrait être repris, il faudrait trouver un moyen pour que ça ne traîne pas devant les tribunaux pendant des mois ou des années. Tout le monde a intérêt à ce que les conflits ne se prolongent pas indûment. Si l'ouvrier est soutenu par un syndicat fort, on peut dire qu'il y a au moins deux forces en présence, même si elles ne s'équilibrent pas toujours. Mais si l'ouvrier est seul...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas seul. Il y a une organisation syndicale derrière lui puisqu'il a été renvoyé pour activités syndicales.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il reste que l'ouvrier n'est pas payé pendant tout le temps que les choses traînent devant les tribunaux. On a donc suggéré ceci: quand la Commission aura décidé qu'un ouvrier doit être réembauché, si le patron refuse, on pourra invoquer un bref d'injonction

intérimaire pour le forcer à reprendre cet ouvrier, en attendant le jugement final. Je sais bien que si les tribunaux décident en définitive en faveur de l'ouvrier, celui-ci recevra tout son salaire depuis le jour de son congédiement; mais, en attendant, il aura jeûné pendant deux ou trois ans. Pourtant, la loi établit une telle présomption en sa faveur. Il y a aussi la décision de la Commission qui est pour lui. Pourquoi devrait-il attendre si longtemps? Dans ces conditions, la loi ne remplit pas son rôle qui est de protéger le faible contre le fort.

M. Lafrance (Richmond): Il semble y avoir un effort loyal de la part du gouvernement pour améliorer cette loi. Nous nous en réjouissons, car cette loi doit être un instrument de paix sociale et non pas une cause de conflits sociaux.

Dans le passé, il y a eu trop d'interventions en haut lieu dans les conflits ouvriers. À mon avis, le vice fondamental de la loi, c'est que les commissaires demeurent des fonctionnaires, ce qui ouvre la porte à certaines influences. Il conviendrait que la loi édicte des sanctions plus sévères, car des compagnies puissantes se moquent d'une amende quotidienne, même si elle se monte à \$1,000.

Il ne sert à rien d'édicter de bons principes si on ne prend pas les moyens d'en assurer l'application. Dans le passé, les sanctions de la loi se sont avérées inefficaces, et le gouvernement ferait un beau geste s'il assurait aux décisions rendues par la Commission des relations ouvrières un caractère de finalité. Ce geste favoriserait la paix sociale dans la province de Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette) résume le débat et insiste sur le fait que le gouvernement considère que la loi est très dure par ses pénalités. Si le gouvernement allait plus loin que cela, dit-il, il commettrait une imprudence.

La nouvelle loi devra bientôt subir l'épreuve de l'expérience. Si, à la lumière de cette expérience, nous trouvons qu'il faut l'amender, nous le ferons. Pour le moment, si nous allions plus loin, on nous accuserait de dictature. Le gouvernement a examiné le texte de la loi avec soin et l'opposition l'a étudié en toute objectivité.

Pour ce qui est des commissaires, il faut assurer la stabilité de leurs fonctions, sans quoi le gouvernement, les patrons et les ouvriers pourront difficilement trouver des hommes compétents.

Cette loi est très importante parce qu'elle régit les relations entre les patrons et des centaines de mille employés. C'est un cadre assez rigide, mais si

l'expérience nous prouve qu'il faut l'élargir encore, nous le ferons sans hésitations en convoquant alors le comité des relations industrielles de la Chambre.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion de deuxième lecture est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 8 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender dans le sens suivant:

"1° Décréter qu'une décision de la Commission suivant les articles 21a et 21b fait preuve par elle-même de tous les faits qui y sont constatés et de l'obligation de réinstaller le salarié ou de lui payer une indemnité, et qu'une telle décision ne peut pas être contestée ou révisée devant les tribunaux;

"2° Permettre à tout intéressé d'obtenir contre l'employeur qui néglige de réinstaller un salarié une injonction l'y obligeant sous peine mépris de cour."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le gouvernement n'est pas prêt à accepter cet amendement. Il n'est pas nécessaire d'étudier le bill plus longuement. On a fait tout notre possible pour

rédiger la loi conformément aux désirs du patronat, des syndicats ainsi qu'à la satisfaction du gouvernement. Tout le monde sait que, lors de l'étude du projet de loi au comité des relations industrielles, il a été convenu à l'unanimité de faire un essai loyal de cette nouvelle loi. Nous avons alors déclaré que si les buts visés n'étaient pas atteints par l'application de la nouvelle loi, les intéressés seraient invités à faire de nouvelles suggestions. Tous ont paru satisfaits d'une telle procédure et du bill tel que présentement présenté. Nous sommes allés aussi loin que possible, et cela, dans un climat de paix.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 62.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette,

Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 8 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi trente minutes.

NOTES

1. *La Presse* du 5 décembre 1959, à la page 1, précise que cette grève dure depuis plus de deux mois.

2. *La Presse* du 5 décembre 1959, à la page 1, précise que les journalistes ont appris plus tard que le sous-ministre en question était Me Jacques Casgrain.

3. Pour la deuxième séance consécutive, M. Hamel remplace M. Lapalme comme chef de l'opposition, ce dernier étant retenu à Montréal pour des raisons personnelles.

4. M. Hamel fut candidat du Bloc populaire aux élections provinciales de 1944, puis député du Bloc populaire à la Chambre des communes en 1945. Il ne s'est joint au Parti libéral qu'en 1952.

5. *Le Soleil* du 5 décembre 1959, à la page 14, souligne que M. Hamel était piqué au vif par les propos du premier ministre et qu'en répondant, il s'est avancé au centre de la Chambre, jusqu'à la table du greffier, en faisant des grands gestes.

6. *Le Soleil* du 5 décembre 1959, à la page 1, rapporte qu'il est alors midi.

7. Selon *La Presse* du 5 décembre 1959, à la page 1, il s'agit du juge Conrad Pelletier.

Séance du lundi 7 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget supplémentaire
1959-1960 (1)**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (No 1) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 7 décembre 1959
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.
Adopté.

Demande et dépôt de documents:

**Développement minier et industriel
dans le Nouveau-Québec (adresse)**

Un député pour M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1958 jusqu'au 30 novembre 1959,

relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42) et ses amendements.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 51)

**Développement minier et industriel
dans le Nouveau-Québec (ordre)**

Un député pour M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les télégrammes, lettres et autres messages échangés entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1958 jusqu'au 30 novembre 1959, relativement à la révision de la rente annuelle imposée à la compagnie concessionnaire visée à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42) et ses amendements.

Adopté.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 52)

**Absence du
chef de l'opposition**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Saint-Maurice (M. Hamel) s'il a des nouvelles du chef de l'opposition. Je comprends que ce n'est pas la coutume pour les membres du gouvernement de poser des questions à l'opposition, mais je voudrais renverser les rôles et j'aimerais demander au député de Saint-Maurice comment il se fait que son chef soit de nouveau absent. J'espère au moins qu'il n'est pas malade².

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député d'Outremont (M. Lapalme) a sans doute voulu profiter, comme certains ministres et certains députés, du fait que la Chambre ne siège pas demain

pour prendre une longue fin de semaine. Il sera à son pupitre mercredi après-midi. Il (M. Hamel) ajoute qu'il ne croit pas que M. Lapalme soit malade.

Questions au Feuilleton

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a des questions et motions qui paraissent au *Feuilleton* de la Chambre depuis près de trois semaines. Je comprends que certaines peuvent demander de longues réponses, mais ce n'est pas le cas de toutes...

L'honorable M. Johnson (Bagot): Il a lu *Le Devoir* de ce matin³!

M. Hamel (Saint-Maurice): ... dans les cas auxquels je me réfère, il suffit de quelques minutes pour donner les réponses. Je me réfère, par exemple, à la question qui porte le numéro 7 et qui se rapporte au ministère de la Chasse et de la Pêche et à la Compagnie Trans-Gaspésien Aérien Ltée. Il est possible que nous ayons besoin de ces réponses lors de l'étude des crédits. Peut-on espérer les avoir bientôt?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Règle générale, ce sont les journaux qui font écho à ce que disent les députés. Cette fois, je me demande si ce n'est pas le député qui fait écho à un article publié aujourd'hui même par un quotidien du matin. D'ailleurs, je ne me scandalise pas de cela du tout. De toute façon, qu'il y ait ou non rapport de cause à effet, le député peut-être certain qu'il aura les réponses à ces questions en temps utile. Le gouvernement a déjà répondu à plusieurs questions et j'ai donné l'instruction à tous les ministères de faire diligence pour fournir les renseignements demandés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a dit qu'à son avis les rôles avaient été renversés, mais je crois que l'opposition dans cette affaire a manifesté une plus grande patience que l'opinion publique...

Projets de loi:

Loi du secrétariat

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi du secrétariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill, dit-il, a pour effet de modifier le mode d'enregistrement des proclamations, commissions et lettres patentes, de même que de tout autre document relevant de la juridiction du secrétaire de la province qui devaient être transcrits au long. On les produira à l'avenir au moyen d'un procédé électrique nouveau qui permettra d'économiser beaucoup de temps.

Le bill autorise la nomination d'un sous-secrétaire adjoint du département, qui sera d'office sous-régistraire adjoint, avec pouvoir de signer les documents officiels. La tâche est devenue simplement trop considérable pour le sous-secrétaire de la province qui doit s'en occuper seul actuellement. Il (l'honorable M. Prévost) déclare qu'après le départ de M. Jean Bruchési⁴ pour l'Espagne, il avait dû passer jusqu'à trois heures par jour à signer des documents. Même après la nomination de M. Raymond Douville⁵ comme sous-secrétaire de la province, il s'est avéré que la besogne était devenue trop absorbante pour un seul homme.

Enfin, le projet de loi autorise les officiers actuels à signer certains documents qui, dans le passé, n'avaient pas été signés. L'ancien sous-secrétaire de la province, M. C.-J. Simard, avait ainsi omis ou oublié de signer 1,234 documents qu'il aurait dû signer pour qu'ils fussent valides.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"5. Le registraire de la province enregistre avec diligence les documents visés au paragraphe 5° de l'article 4, en déposant dans un registre une copie de ces documents accompagnée d'un certificat attestant, sous sa signature, qu'il s'agit d'une copie

authentique de l'original et qu'elle est déposée pour fins d'enregistrement.

"Sur le document original, il certifie, sous sa signature, la date de cet enregistrement ainsi que le numéro du libro et du folio du registre dans lequel cette copie a été déposée."

M. Hamel (Saint-Maurice) formule une objection à l'article 2. À l'avenir, dit-il, le secrétaire de la province ne sera pas tenu d'envoyer aux registrateurs et aux secrétaires-trésoriers des municipalités la liste des terres publiques concédées à des particuliers au cours de l'année. Les secrétaires-trésoriers ne sauront plus que certaines terres de la couronne appartiennent à des particuliers et sont, par conséquent, taxables.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les secrétaires-trésoriers, tout comme les registrateurs d'ailleurs, ne savent que faire de ces listes et la pratique de leur adresser a été discontinuée depuis assez longtemps. Quant aux taxes qui peuvent être perçues sur les lots concédés par la couronne, les municipalités ont toujours leurs évaluateurs qui sont là pour s'occuper de la chose.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 11 de ladite loi est abrogé."

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article 5 abroge une disposition de l'ancienne loi tendant à imposer au secrétaire de la province personnellement une sanction pénale pour négligence dans l'accomplissement d'un acte prescrit relativement à l'enregistrement de certains documents. Pourquoi le secrétaire veut ainsi se soustraire à une telle sanction, s'il n'a rien à se reprocher? S'il n'entretient aucune crainte dans ce domaine, il ne devrait pas faire modifier la loi à ce propos.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette disposition, remontant avant 1925, est devenue incompatible avec l'économie générale de nos lois. Toutes les dispositions similaires se rapportant aux ministres de la couronne sont disparues de nos Statuts.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 10 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division⁶.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bibliothèques publiques

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant les bibliothèques publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Que jusqu'au 1^{er} avril 1961, les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi seront payées à même le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de \$200,000 et, à compter de cette date, à même les deniers votés à cette fin par la Législature.

Il s'agit d'une loi extrêmement importante, dit-il. Elle vise à parfaire l'éducation populaire en encourageant et en facilitant la lecture. On sait que le livre est un merveilleux instrument de travail et de culture, de même qu'un excellent moyen de détente. Il procure des distractions fort intéressantes. Sans compter que le livre demeure l'ami fidèle par excellence. Après avoir pourvu au cours des dernières années aux plus urgentes nécessités, le gouvernement présente la nouvelle loi qui marque sûrement une étape importante dans la province. Les bibliothèques publiques jouent un rôle primordial dans la vie culturelle d'une population. À la suite des progrès réalisés ces dernières années dans le domaine éducatif et culturel, de pressants besoins de bibliothèques se font sentir dans la province. Il faut adopter des mesures répondant efficacement à ces besoins, et il y a lieu de faire une étude attentive des problèmes que soulèvent l'organisation de bibliothèques publiques, leur administration et leur financement. Il convient donc de constituer un organisme pour étudier ces problèmes et les meilleurs moyens de les résoudre, ainsi qu'un service administratif chargé d'assurer l'exécution des décisions prises par les autorités compétentes. J'ai la conviction que personne n'oserait s'opposer au principe de l'établissement de bibliothèques publiques.

Les dispositions du bill 35 sont pour la plupart conformes aux suggestions formulées par deux des principales associations de bibliothécaires: l'Association des bibliothécaires du Québec et l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française. Au mois d'août, elles m'ont soumis leurs points de vue dans un mémoire conjoint, et le projet de loi tient compte des suggestions dans une proportion de 95 % à 99 % peut-être.

Ainsi, le soin d'appliquer la nouvelle loi est confié au secrétaire de la province, et on crée une Commission des bibliothèques à qui il appartiendra de faire un inventaire et d'étudier les problèmes et les besoins qui se manifestent ici et là et de recommander les meilleurs moyens d'y pourvoir, soit par l'établissement de bibliothèques locales, soit par la création de bibliothèques régionales complémentées par des bibliobus ou autrement, afin de les mettre à portée de tout le monde. Le service des bibliothèques, organisme administratif, sera créé et mettra en pratique les décisions prises par le gouvernement sur la recommandation de la commission à même le budget prévu.

Ce projet de loi marque une étape importante parce qu'il favorisera la culture populaire par l'entremise de la lecture, qui est de plus en plus

nécessaire à une époque où chaque individu a intérêt à augmenter son bagage de connaissances. On peut se demander jusqu'à quel point la population adulte prendra avantage de la nouvelle loi. Souhaitons qu'elle en profite! Mais une chose est certaine, la jeune génération en bénéficiera largement. Il (M. Prévost) remercie le premier ministre de lui avoir permis de présenter son projet de loi à la Chambre.

Lors de l'étude du budget provincial, dit-il, la Chambre aura à se prononcer sur un item particulier tendant à consacrer une plus forte part du prochain budget de l'Instruction publique au développement des bibliothèques scolaires. Il faut en effet encourager les jeunes à lire, car la lecture, c'est un goût qui se cultive.

M. Brown (Brome) exprime son désappointement de constater que le bill 35 constitue en réalité un chèque en blanc, puisqu'il autorise le gouvernement à dépenser \$200,000 sans que les députés ne puissent ensuite exercer un contrôle sur l'utilisation de l'argent.

Il (M. Brown) formule sa crainte de voir le gouvernement procéder à des nominations politiques. De toute façon, dit-il, quoi que dise le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost), il y a longtemps que le reste du Canada nous donne l'exemple dans le domaine des bibliothèques. On crée une nouvelle commission alors que les autres provinces nous ont devancés depuis longtemps par des mesures concrètes. Il y a des années que les législateurs des autres provinces ont passé des lois pour venir en aide à de telles institutions. Il serait bon qu'on charge le comité permanent des bibliothèques d'examiner toute la question avant l'adoption du bill 35 et prépare le travail de l'Assemblée législative.

M. Lafrance (Richmond) souligne l'urgence d'une aide aux bibliothèques publiques. Il y a des années que l'opposition le répète, dit-il. Il importe que les autorités provinciales règlent ce problème vital des bibliothèques publiques avant que l'administration fédérale ne s'en mêle.

Les statistiques sont très inquiétantes et humiliantes pour le Québec. Il y a cinq ou six ans, on comptait 281 bibliothèques publiques en Ontario et seulement 43 au Québec. En Ontario, le gouvernement donne en octrois statutaires à 281 bibliothèques publiques gratuites la somme de \$620,791 annuellement. Dans le Québec, trois bibliothèques publiques gratuites reçoivent en subventions du gouvernement provincial \$2,300 en un an.

En 1953, le gouvernement ontarien a donné aux bibliothèques publiques, en octrois statutaires, la

somme de \$147 par 1,000 habitants. La Nouvelle-Écosse donnait pour l'année la somme de \$141.70 par 1,000 habitants. Mais le Québec, seulement \$0.59 par 1,000 habitants. Le gouvernement de l'Union nationale a mis des années à intervenir; des années se sont écoulées avant que ce régime ne cède enfin aux pressions de l'opposition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ce régime n'a que deux mois.

M. Lafrance (Richmond): C'est du reniement. On voudrait nous faire croire qu'il y a quelque chose de changé, mais en fait il n'y a rien de changé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Ne parlez pas comme ça! Le chef de l'opposition ne reviendra pas si vous ne cessez pas de le contrarier. Cessez de le contredire. Les libéraux devraient se consulter entre eux. Il est amusant de voir certains libéraux dire que tout a changé alors que d'autres trouvent que tout est pareil.

M. Lafrance (Richmond): Cela fait 20 ans que nos amis d'en face sont au pouvoir. Ils n'avaient rien fait avant aujourd'hui pour remédier à la situation. Souhaitons qu'ils fassent enfin diligence.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Si vous parlez de l'Union nationale, ça fait plus longtemps. Mais si vous parlez du premier ministre actuel, vous devez admettre qu'il n'est en fonction que depuis deux mois.

M. Lafrance (Richmond): Trop de gens lisent les histoires illustrées appelées "comics" qui se spécialisent dans le sadisme. À ces gens, il importe de fournir de bons livres.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à la Chambre de prendre bonne note des chiffres que son collègue (M. Lafrance) vient de lire. Ils sont de nature à éclairer la députation sur l'inaction et le mépris du gouvernement au sujet de la culture, dit-il. Depuis 15 ans que le gouvernement refuse d'agir dans ce domaine. Le gouvernement devrait avoir honte, surtout s'il compare son inaction avec les réalisations qui ont été faites ailleurs, notamment dans une province pauvre telle la Nouvelle-Écosse.

Heureusement, à certains endroits de la province, on n'a pas attendu le gouvernement avant de faire quelque chose dans le domaine des bibliothèques publiques. Il (M. Hamel) cite le cas de

Shawinigan. On peut nettement avoir l'impression, dit-il, que le gouvernement était intéressé à garder le peuple dans l'ignorance. Dans certaines autres parties de la province, on a été obligé de fermer les bibliothèques paroissiales parce que le gouvernement ne les aidait pas et qu'on manquait de fonds nécessaires à leur fonctionnement.

Il parle du rapport que devra soumettre la commission que l'on songe à instituer. J'espère, dit-il, à ce sujet, qu'il ne s'agira pas d'un rapport par téléphone, comme cela s'est déjà produit pour des commissions établies par le gouvernement. Le montant mis à la disposition de la commission n'est pas suffisant et cette mesure aurait dû être présentée il y a des années.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Pourquoi n'avons-nous pas fait plus pour les bibliothèques dans le passé, se demande le député de Saint-Maurice. Pendant quatre ou cinq sessions consécutives, ce député a passé son temps à fouiller les statistiques et à tâcher de trouver, au bas des pages, un chiffre qui lui aurait permis de démontrer que la province de Québec était celle où il y a le plus de gens qui ne savent pas lire.

Nous n'avons pas cru cela. Si le gouvernement n'est pas intervenu dans le domaine des bibliothèques avant aujourd'hui, c'est qu'il voulait d'abord combler des lacunes dans d'autres domaines. Il fallait donc commencer par le principal, c'est-à-dire par l'enseignement.

Il a fallu d'abord réparer les erreurs les plus graves de l'ancien régime. Nous avons consacré non pas des centaines de milliers, mais des centaines de millions de dollars pour organiser et construire des écoles, aider l'enseignement primaire, secondaire et spécialisé, en vue de permettre aux gens d'apprendre à lire et donner à l'enseignement universitaire son essor actuel. Nous avons fait une excellente besogne dans ce domaine, car aujourd'hui nous avons dans la province de Québec 3,200 élèves⁷ de plus dans nos universités que dans celles de l'Ontario, la province modèle de nos adversaires, bien que notre population soit moins considérable.

Il (l'honorable M. Sauvé) fait allusion à une objection faite par le député de Brome (M. Brown) à l'effet que la députation n'aurait rien à dire à ce sujet une fois la commission formée. La Chambre, dit-il, sera appelée à voter, à partir de 1961, les crédits qui seront mis à la disposition de l'organisme en question.

Le gouvernement provincial peut maintenant faire quelque chose dans le domaine des bibliothèques, après avoir apporté une solution aux questions les plus pressantes, celles relatives à l'enseignement à

tous ses degrés. Nous croyons que nous sommes rendus au stade où il est possible de distraire certaines sommes pour l'établissement et l'organisation de bibliothèques et nous le faisons avec plaisir. Personne ne blâmera le gouvernement d'avoir répondu aux besoins les plus pressants, soit ceux visant l'enseignement à tous les niveaux. J'ai déjà eu l'occasion de déclarer ces jours derniers que nous étions rendus au stade de la consolidation, et il entre dans ce cadre l'établissement de bibliothèques publiques à travers la province.

Il (l'honorable M. Sauvé) répond, à ceux qui prétendent que le bill constitue un chèque en blanc en faveur du gouvernement, que bien au contraire, l'administration demande à la Chambre de lui permettre de dépenser \$200,000 d'ici le 1^{er} avril 1961, afin de permettre à la commission de commencer son travail. Après cette date, les montants nécessaires seront inclus dans le budget qui est soumis chaque année à l'examen des députés; ils pourront donc exercer une surveillance.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le montant de \$200,000 qui est indiqué dans la loi, est-ce pour payer les dépenses de la commission ou si c'est pour établir des bibliothèques? Il n'y a rien dans le texte qui le dit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pourtant clair. La commission va recommander l'établissement de bibliothèques à tel ou tel endroit; le lieutenant-gouverneur en conseil va adopter tous les règlements nécessaires pour appliquer ces recommandations et les dépenses seront prises à même le montant de \$200,000 jusqu'au 31 mars 1961; après quoi, le budget annuel y pourvoira.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais comment ça va coûter, cette commission?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça ne pourra pas coûter bien cher, puisqu'il est entendu que les membres de cette commission n'auront droit qu'à leurs frais de déplacement et de subsistance. Les \$200,000 seront donc utilisés pour donner suite aux recommandations de la commission.

M. Lafrance (Richmond): Ce que nous voulons, ce sont des subventions statutaires. Nous avons peur des actes discrétionnaires du gouvernement. Nous en avons tant souffert dans le passé!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si on fait ça, on va se faire accuser de vous voler vos patentes.

M. Lafrance (Richmond): Patentes? Nous n'aurions pas d'objections, mais le gouvernement est loin d'appliquer les réformes que nous préconisons. S'il veut vraiment nous voler nos patentes, qu'il commence donc par rappeler le bill 34⁸, cette jolie patente électorale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition a été élu sous l'empire du bill 34, ça ne doit pas être si mauvais que cela.

La résolution est adoptée⁹.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La commission est chargée d'étudier les meilleurs moyens de résoudre les problèmes relatifs à l'établissement, au maintien et au développement des bibliothèques publiques dans la province, de faire rapport de ses constatations et opinions au secrétaire de la province et, en outre, d'étudier toutes questions se rattachant aux bibliothèques publiques que ce dernier lui soumet.

"Elle doit commencer et poursuivre son travail avec diligence et faire rapport de ses études, conclusions et recommandations au secrétaire de la province sur les sujets visés par le présent article."

M. Brown (Brome) dit qu'il se défie de la création d'une commission, quand on en connaît tant

d'autres qui ont dépensé des sommes considérables et qui n'ont fait aucun travail sérieux.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) cite le mémoire des associations de bibliothécaires, qui proposent à la fois la nomination d'un directeur des bibliothèques, la formation d'une commission des bibliothèques et la création d'un service provincial de bibliothèques, autant de recommandations dont le gouvernement a tenu compte dans la préparation du projet de loi. Je crois que ces gens-là connaissent le problème aussi bien que le député de Brome.

M. Brown (Brome): Il faudrait au moins obliger la commission à faire rapport dans un certain délai.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne s'agit pas ici d'une commission chargée d'étudier le problème dans son ensemble, mais d'étudier, de semaine en semaine, les besoins qui se manifesteront à tel ou à tel endroit de la province. Cette commission durera tant que nous aurons besoin de bibliothèques dans la province. C'est pourquoi le bill prévoit un mandat de six ans, qui pourra être renouvelé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il devrait quand même y avoir une clause obligeant la commission à faire rapport au moins tous les trois mois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça ne me paraît pas nécessaire, car la commission devra faire rapport beaucoup plus souvent que cela. Mais je n'ai aucune objection à le dire. Nous allons faire un amendement à l'article 4, disant que la commission devra faire rapport au moins tous les trois mois au secrétaire de la province.

Cet article est amendé et les mots "faire rapport de ses études" sont remplacés par "faire rapport au moins à tous les trois mois de ses études".

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La commission se compose

"a) du directeur des bibliothèques publiques de la province qui en fait partie de droit et dont la nomination est prévue par l'article 11;

"b) de six autres membres choisis pour l'intérêt qu'ils prennent au développement des bibliothèques et qui sont nommés par le lieutenant-

gouverneur en conseil pour six ans. Leur mandat peut être renouvelé. Exceptionnellement, à la fin du premier triennat, trois membres désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil sortent de charge. À la fin de chaque triennat, le lieutenant-gouverneur en conseil comble les vacances de la commission."

M. Hamel (Saint-Maurice): Ne pourrait-on pas confier au comité catholique de l'Instruction publique le soin de suggérer l'un des commissaires? Un autre pourrait être suggéré par le comité protestant, un autre par la Fédération des collèges classiques, etc.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En vertu de la loi, la commission sera composée du directeur des bibliothèques publiques de la province, qui en sera membre de droit, ainsi que de six autres membres nommés par le cabinet provincial. Les 21 ministres doivent avoir assez de bon sens pour nommer des gens qui ont fait preuve de compétence et d'initiative dans le domaine des bibliothèques. La loi le stipule clairement.

Il faut se rappeler, de temps en temps, que nous tenons à la formule du gouvernement responsable. Pour nous, ce n'est pas une formule vide de sens. Nous l'appliquons, au contraire, dans toute notre administration. Comment prétendre que ce serait de la sage administration que de consulter 20, 30 ou 40 organismes pour en arriver à dépenser l'argent du peuple. Autrement, nous en arriverons un jour à une situation telle que le gouvernement ne sera plus qu'un assemblage de commis occupés à apposer des estampilles.

Quel avantage politique pour le gouvernement pourra-t-on trouver dans le fait qu'une bibliothèque est établie dans un centre ou l'autre de la province? L'opposition devrait rougir de penser, ou de laisser croire que nous puissions nous servir d'une telle commission pour faire de la politique. Passe encore qu'on en fasse avec des choses qui s'y prêtent, mais pas avec des bibliothèques. Qu'on revienne donc au sens des réalités et qu'on cesse donc, de l'autre côté de la Chambre, de se préoccuper de la petite bête politique. Qu'on essaie donc, une fois pour toutes, de tenter de placer de grandes questions comme celles-là au-dessus des considérations de politique partisane.

M. Hamel (Saint-Maurice): On dira ce qu'on voudra, mais il y a déjà eu des régimes politiques qui, par le contrôle des bibliothèques et de l'enseignement, ont créé des situations extrêmement pénibles. Par exemple, le national-socialisme de

l'Allemagne hitlérienne. Le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est un parti politique, qu'on le veuille ou non.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais un parti politique qui est responsable au peuple et qui est élu tous les quatre ans. C'est le peuple qui décide en définitive. Il ne faudrait pas lui enlever ces prérogatives.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut prendre des précautions. Si par hasard le gouvernement plaçait certains de ses amis dans cette commission, on pourrait bien imposer *Quinze années de réalisations* comme livre de lecture¹⁰.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela serait aussi bien, à coup sûr, que *Lesage s'engage*¹¹.
(Rires)

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est précisément pour éviter ces sortes de choses que je cherche le moyen de chasser la politique de cette commission. Le passé de l'Union nationale nous invite à la prudence. On sait combien le gouvernement...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice comme d'habitude, veut rapetisser le débat à sa taille.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne rapetisse rien du tout. On sait ce qui se passe dans les rangs du gouvernement. On connaît ce dont les députés ministériels sont capables¹².

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'il dise donc ce qu'il sait ici même s'il en a le courage, plutôt que d'aller faire des déclarations loin de cette Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai différé d'opinion avec l'ancien premier ministre (M. Duplessis) et je l'ai combattu sans avoir peur alors qu'il était au faite de sa puissance. Je n'ai pas attendu, moi, qu'il fût mort, qu'il fût six pieds sous terre pour l'attaquer.

Il dit qu'il n'avait de leçon de courage à recevoir de personne.

(Exclamations à droite et à gauche)

Des députés: À l'ordre, à l'ordre!

M. le président: Je demande au député de revenir au débat. Il est question de la formation de la nouvelle commission.

M. Hamel (Saint-Maurice): Très bien, mais que l'on ne m'accuse pas de manquer de courage...

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je demande qu'on aille chercher le chef de l'opposition (M. Lapalme), pour que le débat soit plus ordonné.

M. Lafrance (Richmond): Je constate que comme d'habitude le député n'a rien compris.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): Assis-toi, Frank¹³!

M. Lafrance (Richmond) et M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) continuent de se quereller.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faudrait faire suggérer les noms des membres de la commission par des organismes intéressés à l'éducation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): En quoi est-ce que cela relève de leur domaine?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre veut-il affirmer que les bibliothèques n'ont rien à voir à la culture?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La création matérielle des bibliothèques n'a rien à voir à la culture. Quand la bibliothèque est établie, alors, et alors seulement, la culture intervient.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je réaffirme que le gouvernement doit protéger les bibliothèques contre toute tentative d'ingérence politique.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 15, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Brown (Brome) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 35 concernant les bibliothèques publiques soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec les instructions de l'amender de façon à prévoir, pour le choix des membres de la Commission des bibliothèques publiques du Québec, un mode de désignation qui assure leur caractère représentatif et leur indépendance de la politique".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, 7.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemar, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Dozois, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Laberge, Lafontaine, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Prévost, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Tremblay, 48.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande un vote enregistré sur la troisième lecture.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemar, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Dozois, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Prévost, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Tremblay, 56.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 35 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter¹⁴.

Demande et dépôt de documents:

Acquisition de territoires forestiers

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province depuis le 1^{er} décembre 1958 jusqu'au 30 novembre 1959 inclusivement, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 38 et amendements).
Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 53)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Institution du comité des subsides

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à sa Majesté.
Adopté.

Institution du comité des voies et moyens

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à sa Majesté.

Projets de loi:

Ordre du mérite forestier

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 instituant l'Ordre

du mérite forestier soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis 1889, à l'époque de l'honorable Honoré Mercier, existe chez nous l'Ordre du mérite agricole. Cet ordre a pour but de reconnaître le labeur et le dévouement de ceux qui s'efforcent d'améliorer notre patrimoine agricole. En 1950, on a créé l'Ordre du mérite du défricheur, à l'instigation du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin). Nous voulons, dans le domaine de la forêt, suivre l'exemple donné dans ces deux secteurs de l'activité économique de la province.

Nous voulons, par ce projet de loi, récompenser, reconnaître les mérites et encourager ceux qui travaillent à la conservation de ce précieux patrimoine que constitue la forêt québécoise. Ces gens sont nombreux. On peut mentionner d'abord les 650 employés du ministère des Terres et Forêts qui s'occupent de la surveillance, du contrôle et de la gestion du plus grand domaine forestier au Canada. Et il y a aussi des groupements comme l'Association forestière québécoise qui groupent d'ardents partisans de la grande cause de nos forêts. Et que dire des clubs 4-H dont les activités bienfaitrices profitent à la jeunesse, aident à faire l'éducation des gens et contribuent à la sauvegarde de nos forêts, notre principale richesse? Depuis 1944, le gouvernement a versé un montant de \$292,806 à l'Association forestière et aux clubs 4-H que l'industrie privée aide aussi énormément.

L'industrie privée et le gouvernement ont coopéré au succès des congrès des clubs 4-H en payant les dépenses de voyage et de séjour des jeunes qui participent aux congrès annuels. En vertu du projet de loi, des concours permettront de faire participer les jeunes fils de cultivateurs, de colons, d'industriels et autres à cette décoration du Mérite forestier.

Dans plusieurs cas, les pertes forestières causées par des incendies sont le résultat de la négligence. Le ministère des Terres et Forêts est intéressé à sensibiliser le public sur l'importance de préserver nos ressources forestières. La famille est nombreuse de ceux qui s'intéressent à nos forêts, que ce soit sur les terres de la couronne des compagnies concessionnaires ou des particuliers. Il n'est que juste de reconnaître les mérites de ceux qui s'acharnent à protéger ce précieux patrimoine que nous voulons garder et livrer intact aux générations futures.

Voilà le motif fondamental sous-jacent à la loi. Il est aussi important de dire que nous voulons, de cette façon, souligner le 50^e anniversaire de fondation de la Faculté de génie forestier et

d'arpentage de l'Université Laval, une œuvre que le gouvernement a aidée, en particulier, en lui accordant la subvention généreuse de \$600,000.

M. Hamel (Saint-Maurice): La forêt joue un rôle de premier plan dans l'économie du Québec. Elle emploie directement ou indirectement, sauf erreur, quelque 75,000 hommes. Et cette industrie paie des salaires élevés. Il existe un peu partout des moulins de papier à travers la province. La Mauricie, en particulier, est le plus grand centre de production de papier au monde.

Il (M. Hamel) cite de longs extraits d'un livre où il est dit, en particulier, que la forêt a joué dans l'histoire de tous les peuples un rôle de première grandeur. Il décrit les pertes des forêts anciennes de la Chine et de l'Inde ainsi que du Désert du Sahara...

M. l'Orateur indique que le député de Saint-Maurice s'éloigne du sujet, puisque le bill ne s'applique qu'à la province de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le titre de cet ouvrage? Je pourrais le lire par temps perdu.

M. Hamel (Saint-Maurice): *Pays de Cocagne ou terre de Caïn?* de l'ingénieur forestier Thomas Maher¹⁵. Il rappelle les avertissements pessimistes de M. Maher au sujet de l'avenir de nos bois, qu'il juge menacé par une exploitation irrationnelle. Il dit qu'il approuve la mesure de tout cœur, bien qu'il aurait aimé que le ministre (l'honorable M. Bertrand) profite de l'occasion pour dire ce que son ministère entend faire pour protéger nos forêts.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas l'intention de suivre le député de Saint-Maurice à travers toutes les citations qu'il a tirées du livre de M. Maher. Je connais bien ce monsieur et son attachement très sentimental à la forêt. C'est lui qui, en 1952, déclarait que dans 25 ans nous n'aurions plus de forêts au Québec¹⁶. D'ailleurs, Ottawa a reconnu récemment ses mérites en le nommant à la Galerie nationale des arts.

Il (l'honorable M. Sauvé) loue l'initiative du ministre des Terres et Forêts qui a proposé au gouvernement la création de cet Ordre de mérite exceptionnel. La province, dit-il, possède encore d'immenses réserves forestières, les plus importantes au fait en Amérique du Nord. Alors que d'autres pays ont réalisé les prophéties de M. Maher, nous allons continuer, quant à nous, à les faire mentir. Mais si

nous voulons garder ce patrimoine, il faut en prendre les moyens. Et il n'y a pas seulement l'argent qui compte ici. Il y a aussi l'éducation des gens.

Quand on remonte dans l'histoire de la province, on constate que d'importantes tranches de notre forêt ont été perdues par suite de la négligence de gens qui n'en appréciaient pas toute l'importance. On souhaite que cette mesure aide à prévenir les importantes pertes forestières causées à chaque année par des incendies qui, dans certains cas, résultent de la négligence humaine. Une campagne générale de sensibilisation sur l'importance de nos forêts s'impose, et c'est pourquoi nous voulons récompenser ceux qui font preuve d'initiative dans ce domaine. Le bill du ministre des Terres et Forêts apporte un encouragement qui vient à point pour appuyer ce travail d'éducation. La fondation de l'Ordre du mérite forestier aura une influence utile au point de vue de l'éducation des gens, en encourageant les bonnes volontés.

M. Levesque (Bonaventure) accueille avec satisfaction la présentation de ce projet de loi. Il dit appartenir à une région où la forêt est la principale richesse naturelle et il est convaincu de l'importance de sa conservation. Il convient donc, dit-il, de récompenser les mérites de ceux qui se dévouent à cette œuvre de salut.

Depuis un an, la Gaspésie a souffert de graves dommages par un incendie, le plus grave de toute son histoire. Il faut absolument que le public soit éduqué dans le sens de la conservation de cette immense ressource naturelle qu'est la forêt, si nécessaire à la prospérité de la province de Québec. Si le bill créant un Ordre du mérite forestier a pour effet d'encourager la conservation de la forêt et de faire à ce sujet l'éducation du public, il doit faire l'unanimité en cette Chambre.

Une distinction comme celle d'appartenir à l'Ordre du mérite forestier incitera les cultivateurs et les colons à augmenter la superficie de leurs boisés de ferme et à les protéger contre l'incendie en recourant à des procédés méthodiques de sylviculture, tout en parachevant leur aménagement rationnel, ce qui serait de nature à améliorer les prix du bois de pulpe.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. À ces fins, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder les distinctions et décorations suivantes:

"a) le titre et la décoration de grand officier de l'Ordre du mérite forestier et le diplôme de très grand Mérite exceptionnel;

"b) le titre et la décoration de commandeur de l'Ordre du mérite forestier et le diplôme de très grand Mérite;

"c) le titre et la décoration d'officier de l'Ordre du mérite forestier et le diplôme de grand Mérite;

"d) le titre et la décoration de chevalier de l'Ordre du mérite forestier et le diplôme de Mérite."

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question à propos des distinctions.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Il y aura deux genres de récompenses. Les unes seront accordées à la suite d'un concours et les règlements du concours seront établis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les autres, soit le titre de grand officier de l'Ordre du mérite forestier et le diplôme de très grand Mérite exceptionnel, sorte de doctorat honorifique, sera accordé à des gens qui ne seront pas appelés à un concours, mais qui auront connu des services exceptionnels à la forêt, soit par leur travail dans l'industrie, dans le domaine public, de la science, de la recherche ou par toute autre forme de promotion de la préservation des forêts.

M. Hamel (Saint-Maurice) suggère au ministre des Terres et Forêts de donner le diplôme de grand Officier et de très grand Mérite exceptionnel à M. Thomas Maher pour le cri d'alarme qu'il a lancé dans son livre *Pays de cocagne ou terre de Caïn?* dont il a cité précédemment de larges extraits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je connais bien M. Maher, qui est mon ami depuis 30 ans. On pourrait peut-être l'inscrire dans la section des arts. À tout événement, M. Maher a beaucoup travaillé pour la forêt et il lui est très

attaché. Mais il est sensible et les blessures que l'on fait à nos forêts provoquent chez lui des réactions très violentes.

(Rires)

Il fait observer que les députés font de l'humour. Comme le chef de l'opposition est absent, dit-il, on peut se permettre de telles choses.

M. Levesque (Bonaventure) demande au ministre des Terres et Forêts quel barème le guidera dans l'attribution de ces récompenses honorifiques.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) répond qu'il recherchera la qualité plutôt que la quantité, en se basant sur des informations fournies par les bureaux de renseignements forestiers situés un peu partout dans la province.

Ce sont ces bureaux de renseignements, dit-il, qui conseillent les cultivateurs et les colons dans leur travail de reboisement et depuis 12 ans, 20,500,000 plants ont été fournis dans la province sur les conseils de ces bureaux qui font un travail tellement précieux que le gouvernement travaille à en augmenter le nombre.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si le ministre a songé aux premiers citoyens qui recevront cette décoration en premier lieu.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): J'ai déjà plusieurs noms en tête, mais le député de Saint-Maurice n'est pas là...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le nom du ministre des Terres et Forêts y est-il?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre ne peut pas commettre d'indiscrétion...

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Je ne passe pas mon temps dans le miroir...

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare qu'il est convaincu que le nom du ministre est là.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le jour viendra peut-être où le gouvernement jouera un tour à l'opposition et proposera dans des lois que l'opposition désigne ceux qui seront nommés pour conseiller le gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourtant, la semaine dernière, le gouvernement, sans attendre des

lois, a accepté des motions et des propositions de l'opposition libérale, notamment un projet de loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela prouve que lorsque l'opposition propose quelque chose qui a du bon sens, nous l'acceptons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il a fallu 15 ans au gouvernement pour s'apercevoir que nous avons du bon sens.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non pas! Mais il a fallu attendre 15 ans pour recevoir de l'opposition quelque chose qui a du bon sens!

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'assistance aux personnes âgées

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 3, modifié par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la première ligne du deuxième alinéa le mot "quatre" par le mot "six".

Cette addition de deux commissaires à la Commission des allocations sociales du Québec, dit-il, permettra une accélération du travail de cet organisme qui devient de plus en plus lourd.

À l'heure actuelle, cette commission est chargée de l'application de quatre lois, soit celle qui se rapporte aux pensions de vieillesse des personnes âgées de 65 à 70 ans, ainsi que les lois d'allocations aux mères nécessiteuses, aux invalides et aux aveugles, qui n'existaient pas sous les régimes libéraux. Le travail qu'elle accomplit est fort considérable.

En une année, il y a environ 83,500 bénéficiaires de ces lois dans la province, ils reçoivent \$62,000,000. Il n'est donc pas exagéré de vouloir porter à six le nombre des commissaires. Le quorum ne change pas et reste fixé à trois, ce qui permettra à la commission de se dédoubler parfois et à ses sections de siéger simultanément à deux endroits différents, ce qui avancera son travail quand le nombre des demandes sera élevé.

Cela présentera l'avantage d'activer le travail, de ne pas imposer de délais inutiles et de hâter les décisions et soulager plus rapidement certaines misères.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comment se fait-il que la commission a réclamé de l'argent à des gens ayant atteint 70 ans et recevant la pension fédérale de vieillesse? Je trouve tout à fait anormale cette façon de procéder!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand, entre 65 et 70 ans, quelqu'un a obtenu de la commission de l'argent sous de fausses représentations, faites peut-être de bonne foi, il est normal qu'on lui fasse une réclamation. Cela existe dans toutes les lois, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce que les nouveaux commissaires seront choisis parmi les fonctionnaires?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) répond qu'il n'a pas encore envisagé le problème et qu'il attend d'abord l'autorisation de porter de quatre à six le nombre des membres de la commission.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Clinique
d'aide à l'enfance**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant la clinique d'aide à l'enfance soit maintenant lu une deuxième fois.

La clinique d'aide à l'enfance, dit-il, créée grâce à la loi de 1945¹⁷, a rendu de si grands services à Montréal que le gouvernement a l'intention d'en faire bénéficier d'autres villes au fur et à mesure que le nombre des Cours de bien-être social augmentera. Le bill vise donc à modifier la loi de 1945 et à créer au département du Bien-être social un service appelé "Clinique de l'aide à l'enfance" qui jouera dans la province le même rôle que la première clinique à Montréal.

L'institution comprendra notamment des spécialistes en psychiatrie, en psychologie, en médecine, en service social et autres qu'elle mettra à la disposition des diverses Cours de bien-être social de la province pour le travail de prévention.

Il faudrait très bientôt créer de nouvelles Cours de bien-être social particulièrement dans la

ville de Québec, afin d'apporter une aide supplémentaire aux diverses institutions privées travaillant auprès des jeunes de moins de 18 ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il existe déjà des œuvres qui s'occupent des jeunes délinquants. À quoi bon enlever à ces organismes des fonctions qu'ils remplissent de façon satisfaisante? Pourquoi confier les enfants mal adaptés à des organismes de l'État qui les considéreront comme des numéros matricules?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice n'a pas l'air de saisir la portée du bill. On ne confiera pas les enfants au personnel de la clinique. On les fera simplement examiner et les spécialistes, psychiatres, médecins et autres, feront rapport au juge avant que les jeunes accusés ne soient traduits devant la Cour du bien-être social. Le juge pourra alors trancher quant au traitement approprié.

Il répète qu'il va falloir créer d'autres Cours du bien-être social très bientôt à travers le Québec.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mercredi prochain.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Pour la troisième séance consécutive, M. Lapalme est absent de la Chambre. Il n'est d'ailleurs pas le seul puisque, d'après les votes tenus lors de la séance, il y a que 56 députés en Chambre, sur une possibilité de 93. Plusieurs députés ont sans doute préféré ne pas revenir à Québec pour une seule séance puisque la Chambre ne siège pas le 8 décembre, jour de l'Immaculée Conception qui, à cette époque, est un jour férié au Québec.

2. M. Lapalme en Chambre a invoqué des raisons personnelles pour s'absenter de la Chambre et demeurer à Montréal. Des rumeurs se sont propagées, allant de la promesse d'assister à une noce à une querelle entre MM. Lapalme et Lesage. Selon *La Presse* du 8 décembre 1959, à la page 1, toutes ces rumeurs ont aussitôt été démenties par les principaux intéressés.

3. Effectivement, dans son édition du 7 décembre, *Le Devoir* écrit, en page 1, que plusieurs questions traînent au *Feuilleton* depuis le 18 novembre.

4. Jean Bruchési (1901-1979) est l'ancien sous-secrétaire d'État de la province (1937-1959). Il a quitté ce poste pour devenir ambassadeur du Canada en Espagne.

5. Raymond Douville (1905-1997), journaliste et éditeur, fut sous-ministre du secrétariat de la province de 1959 à 1972. À ce sujet, voir *Les Cahiers des dix*, n° 55 (2001), p. 25.

6. Bien que le *Journal de l'Assemblée législative*, à la page 151, rapporte que la Chambre se divise, *La Presse* du 8 décembre 1959, à la page 17, souligne que le bill a été adopté sans opposition et *Le Soleil* du 9 décembre 1959, à la page 42, précise qu'aucun vote n'a été enregistré.

7. Chiffre du *Montréal-Matin* du 9 décembre 1959, à la page 13. *L'Action catholique* du 9 décembre, à la page 22, écrit plutôt "3,000 élèves". Cependant, dans son discours du 24 novembre, M. Sauvé affirme bien qu'il y a 3,200 élèves de plus dans les universités du Québec, soit 31,000 élèves contre 27,800 en Ontario.

8. Le bill 34 (ou loi modifiant la loi électorale de Québec, 1-2 Élisabeth II, chapitre 32), adopté durant la session 1952-1953 malgré les protestations de l'opposition, imposait de nombreuses restrictions à la loi électorale adoptée en 1945 (loi électorale de

Québec, 9 George VI, chapitre 15, sanctionnée le 1^{er} juin 1945). Parmi ces restrictions, on supprimait le droit qu'avait le parti de l'opposition de nommer un deuxième énumérateur électoral lors de la confection des listes d'électeurs. Des modifications y seront apportées au moyen du bill 53, voté en première lecture le 18 décembre 1959.

9. *Le Soleil* du 9 décembre 1959, à la page 15, souligne que la discussion se poursuit sur le même ton pendant plusieurs minutes avant que la résolution ne soit adoptée, sans toutefois rapporter les paroles qui ont été dites.

10. L'ouvrage *Quinze années de réalisations: les faits parlent*, a été publié en 1956 par Robert Rumilly. Il s'agit d'une analyse pour le moins élogieuse à l'égard de M. Duplessis et de sa politique.

11. *Lesage s'engage: libéralisme québécois d'aujourd'hui: jalon de doctrine*. Cette publication de Jean Lesage est parue en septembre 1959, dans laquelle il présente le programme du Parti libéral.

12. *Le Devoir* du 8 décembre 1959, à la page 1, affirme que cette phrase de M. Hamel a déclenché le débat le plus orageux de la présente session.

13. *Le Soleil* du 9 décembre 1959, à la page 15, et *Le Devoir* du 8 décembre 1959, à la page 6, rapportent tous les deux cette affirmation tout à fait à l'encontre du Règlement de la Chambre. *Le Devoir* ajoute que M. Hanley a alors repris son siège, mais qu'il n'en a pas moins continué ses échanges avec M. Lafrance. Du haut de la tribune de presse, les journalistes n'entendaient pas ce qu'ils disaient, mais *Le Devoir* écrit que "l'amitié était manifestement bannie de leurs propos".

14. *Le Montréal-Matin* du 9 décembre 1959, à la page 9, précise que le débat entourant l'adoption du bill 35 a duré 1 h 30, tandis que *La Presse* du 8 décembre 1959, à la page 43, affirme qu'il a plutôt duré près de 2 heures.

15. Thomas Maher est un ingénieur forestier qui, selon *Le Soleil* du 9 décembre 1959, à la page 15, est bien connu à Québec. Le livre *Pays de Cocagne ou terre de Cain?* a été publié aux Presses Universitaires Laval en 1952.

16. Bien que tous les journaux écrivent "1912", il faudrait sans doute lire "1952", puisque *Le Soleil* du

9 décembre 1959, à la page 15, précise que cette citation est tirée du livre *Pays de Cocagne ou terre de Cain?* qui a été publié en 1952. De plus, M. Maher n'est né qu'en 1914.

17. *Le Montréal-Matin* du 8 décembre 1959, à la page 15, écrit que la loi instituant une clinique d'aide à l'enfance date de 1946. Il s'agit toutefois d'une erreur. Cette loi a été adoptée par les législateurs le 1^{er} juin 1945.

Séance du mercredi 9 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 127 confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 111 modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul;

- bill 112 concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture;

- bill 234 concernant la corporation d'Oka;
- bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 151 constituant en corporation La Mutuelle des commissions scolaires compagnie d'assurances générales ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 108 concernant la ville d'Amos, la Commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi inc.

Et, sans amendement, le bill 192 concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 172, changeant le nom de Coenraad

Zuurbier en celui de Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

St. Therese Realities Ltd.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Frères de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Contrat de mariage Rioux-Couture

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation d'Oka

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 234 concernant la corporation d'Oka.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 234 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital général Fleury inc.

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 247 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Filature de l'Abitibi inc. à Amos

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 concernant la ville d'Amos, la commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Autobus Lévis-Québec, Lévis et Lauzon

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Gilles Brassard et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Paul Brassard;

- de Dame Marie Morand Dumouchel, demandant l'adoption d'une loi établissant clairement des titres de propriété située à Saint-Joachim de Châteauguay;

- de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Fondation mondiale contre la fin et la misère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du Cimetière de l'est de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Joliette, les commissaires d'écoles de la cité de Joliette, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Charles Borromée, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Société des techniciens en rayons X de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de ville de Dollard;

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement concernant l'évaluation foncière de St. Maurice Power Corporation;

- de Sicard inc., demandant l'adoption d'une loi aux fins de fixer, pour une période de dix ans, l'évaluation de ses biens imposables situés dans la cité de Sainte-Thérèse;

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être formés en corporation professionnelle;

- de la ville de Duvernay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Saint-Elzéar, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Dragutin Baum, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Charles Dragutin Baume;

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;

- de la corporation municipale Lac Lemoine, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation;

- de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Propriété de Maria Morand Dumouchel

M. Laberge (Châteauguay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la charte de la ville de Duvernay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de LaSalle**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Elzéar

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Elzéar.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorion

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cimetière de l'est de Montréal

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Drummondville

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lac Lemoine

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 concernant la corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**St. Maurice Power Corporation,
La Tuque**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la Corporation
des instituteurs catholiques**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Tracy

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Techniciens en
radiologie médicale**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Tremblay (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Côte-Saint-Luc**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dollard-des-Ormeaux

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le

bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard-des-Ormeaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Outremont**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Fondation mondiale
contre la faim et la misère**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Asbestos**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dragutin
Baum**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Paul Brossard**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 concernant la succession de Paul Brossard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Travailleurs sociaux
professionnels**

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Joliette

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 concernant la ville de Hauterive.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:

Commissaires d'écoles de Louiseville

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, documents, mémoires, télégrammes, etc., échangés en 1959 entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, société ou corporation, au sujet des commissaires d'écoles de Louiseville.

Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 54)

École ménagère de Upton

M. Thérberge (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a) une copie de toute correspondance, document, contrat, etc., en rapport avec l'achat fait par le gouvernement en 1959 du domaine de l'École ménagère d'Upton;

b) une copie de tous chèques, avec leurs endossements, émis par le gouvernement en paiement de cet achat.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 55)

Motions des députés:

Revision des circonscriptions électorales

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au chef de l'opposition (M. Lapalme) s'il peut attendre le bill que le gouvernement présentera à ce sujet, durant la présente session, avant d'entreprendre un débat sur la redistribution électorale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill n'est pas encore imprimé, on en ignore donc la nature exacte.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le projet de loi ministériel pourrait bien être assez complet pour rendre inutile un débat immédiat sur la question. Il (l'honorable M. Sauvé) promet qu'on étudiera la motion en même temps que le projet de loi si le député d'Outremont l'exige.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) accepte la suggestion du premier ministre. Il (M. Lapalme) souligne toutefois qu'il se réserve le droit de présenter de nouveau sa motion si le projet de loi ministériel ne correspond pas à l'attitude de l'opposition en marge des besoins de reviser la carte électorale de la province.

Aide fédérale à l'industrie du textile

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que:

Attendu que l'industrie généralement connue sous le nom d'industrie du textile et qui comporte de multiples activités industrielles, remplit un rôle important dans l'économie de la province et procure normalement de l'ouvrage à plus de 50,000 employés;

Attendu qu'il existe, dans la province de Québec, plus de 350 moulins à manufactures qui se rattachent à ladite industrie du textile et qui sont localisés dans différentes régions de la province;

Attendu que lesdites activités industrielles apportent une contribution considérable au progrès et à la prospérité de la province, de sa population, ainsi qu'à la stabilité financière des corporations municipales et scolaires;

Attendu que, depuis quelque temps, des produits étrangers, fabriqués en dehors du pays par

de la main-d'œuvre d'ailleurs, envahissent le marché canadien de façon très préjudiciable et font une concurrence injuste et dangereuse aux produits de textile manufacturés dans la province par de la main-d'œuvre de la province;

Attendu que lesdites importations étrangères dans la province occasionnent beaucoup de chômage et privent de leurs moyens de subsistance des milliers d'employés;

Attendu qu'il est urgent de faire cesser cette concurrence injuste et dommageable faite par lesdites importations étrangères sur le marché québécois;

Attendu que les autorités fédérales possèdent tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires pour remédier à cette périlleuse situation;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales d'adopter, avec diligence, les moyens appropriés et justes pour mettre fin à cette concurrence indésirable desdits produits étrangers sur le marché de la province;

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir, sans délai, au premier ministre du Canada, le très honorable John Diefenbaker, une copie de la présente résolution.

Cette motion ne comporte aucun blâme ni aucune critique. Elle n'est dirigée contre personne. Je n'ai pas non plus envie d'aborder le sujet brûlant de la grève de Magog. Cette affaire fera l'objet de débats subséquents. Nous aurons l'occasion de reparler de ces différends ouvriers qui se répètent depuis 1937. Le seul et unique motif qui a amené l'opposition à inscrire cette motion est d'aider au développement de l'industrie textile canadienne, et en particulier de celle du Québec, afin de procurer plus d'emplois et de meilleures conditions de travail aux employés du textile.

Et comme il y a à la source des difficultés que connaît cette industrie un problème relevant des douanes canadiennes, celui du dumping, nous invitons respectueusement le gouvernement fédéral à prendre les moyens appropriés pour remédier à la situation de plus en plus inquiétante pour l'avenir des fabriques canadiennes.

En un mot, ce que nous voulons et demandons par cette motion, c'est que le pouvoir central adopte les mesures nécessaires pour permettre à l'industrie textile du Canada de reprendre et de conserver le marché canadien et non de s'emparer de celui des autres pays.

Nous considérons qu'une intervention du gouvernement fédéral favorisant l'industrie canadienne

contribuerait largement à diminuer le chômage qui s'accroît depuis quelques années dans ce secteur important de l'économie canadienne.

Cette motion a été rédigée de la même façon qu'une motion ministérielle semblable de 1953.

Le problème revêt, à l'heure actuelle, un caractère international. Dans tous les pays du monde, l'industrie textile se débat avec les mêmes difficultés. La technique moderne a multiplié la productivité. Mais l'industrie textile canadienne est peut-être celle qui a le plus fortement ressenti la concurrence étrangère. Sans cesse elle perd du terrain.

Les cotonnades canadiennes vendues sur le marché canadien constituaient 69 % de toutes celles vendues sur ce marché en 1938; mais, en 1958, les cotonnades canadiennes vendues sur le marché canadien ne constituaient plus que les 45 % de toutes les cotonnades vendues sur ce marché.

Les tissus canadiens en laine vendus sur le marché canadien constituaient 77 % de tous les tissus en laine vendus sur le marché canadien en 1938; mais, en 1958, les tissus canadiens en laine vendus sur le marché canadien ne constituaient plus que les 65 % de tous les tissus en laine vendus sur le marché canadien.

Les tissus synthétiques canadiens vendus sur le marché canadien constituaient 88 % de tous les tissus synthétiques vendus sur le marché canadien en 1938¹; mais, en 1958, les tissus synthétiques canadiens vendus sur le marché canadien ne constituaient plus que 69 % des tissus synthétiques vendus sur le marché canadien. D'après certains, la baisse serait plus marquée! M. Allard, représentant de Sherbrooke aux Communes, a déjà affirmé que le marché national des tissus synthétiques est tombé de 87.2 % en 1951 à 18.7 % en 1957.

Dans notre industrie textile canadienne, l'effectif de la main-d'œuvre a diminué, passant de 98,200 en 1951, à 78,300 en 1957, 20,000 ouvriers de moins en 20 ans, de même que la production annuelle est tombée de 435,000,000 de verges de tissu en 1951, à 361,000,000 en 1957.

Si l'industrie textile canadienne était aujourd'hui protégée, elle devrait fabriquer 475,000,000 de verges par année et assurer ainsi un travail régulier à quelque 110,000 personnes. Cela signifie que 30,000 ouvriers de plus pourraient être à l'emploi de l'industrie. L'industrie textile de la province occupe une place importante dans l'industrie textile canadienne. Les usines du Québec mettent sur le marché 54 % de la production canadienne. Et les 54 % de la main-d'œuvre de l'industrie textile canadienne travaillaient au Québec en 1956: 39,760 employés. Sur 1,272 établissements que groupe l'industrie textile

canadienne, 604 sont dans notre province. Et, en 1956, la valeur de la production canadienne s'étant montée à \$766,977,127, la valeur de la production du Québec a atteint \$412,018,417.

Il (M. Lafrance) met en lumière l'importance de l'industrie textile des Cantons-de-l'Est par rapport à celle de la province. Cette industrie, dit-il, est à la base de la vie économique des principaux centres de la région: Sherbrooke, Granby, Magog, Saint-Hyacinthe, Drummondville, Coaticook, Victoriaville, etc.

Il (M. Lafrance) passe en revue une série d'articles parus dans la presse de la province pour attirer l'attention sur la gravité de la présente situation et pour réclamer l'intervention d'Ottawa.

Les difficultés que connaît présentement l'industrie textile canadienne, dit-il, proviennent en très grande partie de l'envahissement du marché domestique par la concurrence étrangère. Et, comme le plus fort pourcentage des importations vient des États-Unis, peut-être plus de 50 %, je crois que c'est toute notre loi fédérale antidumping qui devrait être révisée, afin de la rendre plus efficace en assurant un certain pourcentage du marché canadien aux produits fabriqués chez nous, peut-être 75 %.

Je crois qu'il serait absolument futile, si on considère le coût de la production et la supériorité des moyens de fabrication de certains pays concurrents, de compter sur les marchés étrangers pour écouler le surplus de notre production. Mais ce qui s'impose, c'est d'adopter des mesures radicales qui permettront à l'industrie canadienne de reprendre et de conserver notre propre marché domestique.

Et, pour atteindre cette fin, nous avons tous, à des degrés divers, une part de responsabilité dont la plus importante revient, il va sans dire, au gouvernement du Canada, que nous prions bien respectueusement d'intervenir pour empêcher le dumping étranger.

Une deuxième part de responsabilité appartient aux industries elles-mêmes qui devraient peut-être songer à sacrifier une partie de leurs profits pour améliorer leur production, afin de rencontrer la concurrence étrangère.

Enfin, chacun de nous peut faire beaucoup pour aider et augmenter la production canadienne en achetant des produits canadiens.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La question à l'étude est loin d'être nouvelle puisque, à tous les quatre ou cinq ans, une motion semblable est présentée devant la Chambre.

Il (l'honorable M. Barrette) reconnaît toutefois l'importance du problème que cause la diminution des activités dans l'industrie textile. Pour

quelque 400 petites villes environ, dit-il, l'industrie du textile a une importance capitale dans la province de Québec. Il est vrai qu'il s'agit un peu d'une industrie artificielle, en ce sens qu'elle doit importer sa matière première. Il reste toutefois que le marché canadien pour le produit textile est très considérable.

L'inconvénient, c'est qu'une partie seulement de la production de l'industrie canadienne du textile est vendue au pays. Le Canadien s'approvisionne plutôt de textiles importés. Il estime à 50 % la proportion des textiles de l'étranger vendus ici.

Pour quelles raisons les autorités compétentes, soient la Commission canadienne du tarif et le gouvernement fédéral, refusent depuis des années d'intervenir dans le sens exprimé par tous ceux qui doivent souffrir de la situation actuelle dans cette industrie. Si l'industrie canadienne pouvait compter sur 75 % du marché canadien, dit-il, non seulement cette industrie serait prospère, mais elle pourrait se développer aux profits des employés d'abord de la province et du pays entier.

Il se dit convaincu que l'industrie légère du genre de l'industrie du textile est nécessaire dans le contexte industriel de la province. Il explique le fait qu'elle s'est développée plus dans le Québec que dans les autres provinces en raison de la jeune main-d'œuvre dans notre province. Toutes proportions gardées, dit-il, les jeunes gens qui sont prêts à travailler dans l'industrie du textile chez nous restent toujours plus nombreux que dans les autres provinces.

Tout en insistant sur l'importance de l'industrie du textile, il tient à souligner que le sort de plusieurs autres industries, comme celles des filatures et des entreprises spécialisées dans la teinture, est lié à celui de l'industrie textile elle-même. Il existe des villes dont toute l'économie dépend de l'industrie du textile, dit-il. Quand celle-ci périclité, comme c'est le cas actuellement, elle met en danger toute l'économie de la ville où elle se trouve.

Comment se fait-il qu'après toutes les représentations faites auprès des autorités concernées nous sommes encore au même point? Si l'industrie du textile canadien pouvait compter sur une proportion plus considérable du marché canadien, soit 75 % environ, elle pourrait fonctionner à plein rendement, tout en augmentant les conditions de travail des ouvriers qui y peinent. Le salaire moyen dans cette industrie n'est que de \$1.28. Mais rien n'a été fait jusqu'à ce moment. Nous manquerions certes à notre devoir si nous ne protestions pas contre le dumping du Japon qui contribue aussi à faire marcher au ralenti notre industrie du textile.

Jamais, sous aucun gouvernement, on a tenu compte des recommandations faites à la Commission du tarif douanier ou au gouvernement fédéral. Il semble qu'il est temps, après 25 ans de revendications répétées, que les autorités compétentes prennent les mesures qui s'imposent pour aider cette industrie québécoise et aussi toute l'économie canadienne. J'espère que cette fois il en sera autrement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) attire l'attention de la Chambre sur le deuil qui vient de frapper l'honorable ministre de la Colonisation (M. Bégin), dont la mère est décédée ces jours derniers. Il offre au ministre de la Colonisation et aux membres de sa famille ses condoléances et celles de toute l'opposition.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) déclare qu'il parlera sur le même sujet à la fin de la séance.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les discours du député de Richmond (M. Lafrance) et du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), dit-il, ont bien démontré l'ampleur d'un tel problème. Il (M. Lapalme) s'étonne qu'on soit sans cesse obligé de revenir sur la même situation. Je sais que le problème est en dehors de notre juridiction, mais je crois que nous sommes parfaitement justifiés de discuter et de protester.

Une question analogue à celle du député de Richmond (M. Lafrance) avait été présentée, le 4 décembre 1953, par le député de Missisquoi (M. Bertrand), aujourd'hui ministre des Terres et Forêts, et de nombreux discours avaient été prononcés. La motion en question fut adoptée à l'unanimité par la Chambre. Six années ont passé³ et la situation n'a pas changé.

Le ministre du Travail déclarait tout à l'heure qu'il ignorait ce qui se fait et ce qui ne se fait pas. A-t-on jamais reçu une réponse d'Ottawa, ne fût-ce même une réponse négative? Des accusations contre le dumping ont été portées à temps et à contre temps. Comment se fait-il qu'on ne puisse trouver un semblant de remède? Si des motions comme celle-ci ne règlent rien, elles ne peuvent certainement pas faire de tort.

Si nous ne pouvons faire autre chose que de présenter des doléances, adoptons au moins la motion. Essayons de lui donner le plus d'écho possible. Qu'elle résonne assez fort pour qu'on finisse par nous entendre. Il dit espérer qu'à force de demandes répétées, les autorités d'Ottawa décideront

finaleme nt de prendre des mesures pour améliorer la situation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il s'agit d'un sujet qui mérite d'être longuement discuté. Comme ceux qui ont parlé avant moi ont fait un excellent exposé du problème, je serai plutôt bref.

La situation dont on se plaint dans l'industrie du textile n'est pas nouvelle. La dernière motion relative au textile a été présentée en 1953. Elle a été adoptée par la Chambre à l'unanimité. Si les résultats n'ont pas été encourageants jusqu'à date, j'espère que la présente motion produira de meilleurs résultats.

Le greffier de l'Assemblée législative, Me Antoine Lemieux, c.r., avait fait parvenir, dans le temps, le texte de la motion au premier ministre du Canada⁴ et le gouvernement du Québec a reçu quelques jours plus tard un simple accusé de réception.

Il (l'honorable M. Sauvé) rappelle que, lors d'une conférence sur le chômage, à Ottawa, il a déclaré, au cours de son argumentation, que la situation du textile pourrait plonger 300 petites villes de la province de Québec dans un chômage quasi total. Mes paroles, dit-il, ont paru choquer des membres du Parlement d'Ottawa. La motion que nous avons passée à Québec n'avait pas pour but de choquer qui que ce soit. Je voudrais qu'on comprenne bien que de pareilles motions sont présentées dans l'unique but d'attirer l'attention des autorités compétentes en la matière sur une situation extrêmement importante.

Je serai heureux de voter pour la présente motion et, avec le ministre du Travail (M. Barrette), je me plais à espérer que les autorités compétentes nous diront quelque chose ou expliqueront tout au moins pourquoi on ne peut rien faire. Si cette Assemblée adopte une telle motion - et nous n'y avons recours que rarement - c'est parce que la situation exige une attention immédiate.

Le député de Missisquoi (l'honorable M. Bertrand) va présenter un amendement à la motion. Je suis persuadé que, malgré cet amendement, l'opposition pourra encore voter pour la motion.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que l'industrie textile est extrêmement importante dans son comté. Bien des gens, dit-il, ne paraissent pas soupçonner l'envergure des capitaux investis dans cette industrie et le volume des salaires qu'elle paie. C'est pourquoi il est bon de rappeler quelques chiffres.

D'après l'*Annuaire statistique du Canada*, la somme des capitaux investis dans le textile proprement dit a été de \$47,500,000 en 1955, \$56,500,000 en

1956, et \$60,900,000 en 1957. Les capitaux investis dans l'industrie du vêtement se sont élevés à \$14,000,000 en 1955, \$14,800,000 en 1956 et \$12,600,000 en 1957.

Le nombre des établissements dans le textile proprement dit était, en 1958, de 977, pour tout le pays, et de 444 pour la province de Québec. L'industrie du vêtement comptait, la même année, 2,648 établissements au Canada dont 1,559 dans la province de Québec. Le nombre des employés était de 69,114 dans le textile proprement dit, de 21,618 dans le tricot, et de 89,686 dans le vêtement. Ces chiffres sont pour tout le pays, et au moins la moitié des employés étaient de notre province. La somme des salaires payés vers 1957 s'élevait à \$187,800,000 dans le textile proprement dit, de \$47,000,000 dans le tricot et de \$186,000,000 dans le vêtement.

Or, les importations augmentent au lieu de diminuer et compromettent ces placements. De 1954 à 1956, la valeur des produits textiles et des vêtements importés est passée de \$313,000,000 à \$416,000,000, soit une augmentation de plus de 25 %. Il va de soi que cet apport massif de produits étrangers affecte une industrie qui est vitale pour notre province. Elle affecte une classe de petits salariés qui a particulièrement besoin de protection. C'est pourquoi j'appuie chaleureusement la motion du député de Richmond.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) dit que s'il y a beaucoup de chômage dans son comté, c'est dû principalement aux difficultés que connaît l'industrie textile à cause de l'importation massive de produits étrangers. Ottawa, dit-il, devrait au moins fixer des quotas d'importation. Des usines qui ont déjà employé jusqu'à 250 personnes ont dû fermer leurs portes. Il leur est impossible de concurrencer des pays qui ne paient que de très bas salaires. Dans l'intérêt de nos ouvriers et de nos industriels, j'appuie de tout cœur la motion à l'étude.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Le 3 décembre 1953, j'avais l'honneur de proposer une motion, qui est récitée intégralement, sans aucun changement, dans celle du député de Richmond. La seule différence, c'est qu'il a fallu changer le nom du premier ministre du Canada à cause du résultat des dernières élections fédérales⁵.

Je remercie le député de Richmond des compliments discrets qu'il a formulés à l'endroit de cette motion. Il a raison de dire qu'elle avait été présentée objectivement et sans partisanerie. Je parlais, à ce moment-là, d'une situation qui existait "depuis quelque temps". Nous étions alors en face

d'un dumping de produits étrangers. C'était une situation relativement récente. Mais la situation dure depuis ce temps-là et, pour être pleinement objectif, je crois qu'il est important de donner à la motion actuelle une force encore plus grande que celle qu'a voulu lui donner le député de Richmond.

Je propose donc, secondé par le député de Stanstead (M. Gérin), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant, dans la première ligne du quatrième paragraphe, les mots "depuis quelque temps" par les mots "depuis plusieurs années".

L'amendement est adopté.

Un vote enregistré ayant été demandé par l'opposition, et la motion amendée est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Laberge, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion amendée est adoptée.

Péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde) que:

Attendu que l'existence du régime des droits de péage sur les ponts constitue une entrave à la libre et rapide circulation des véhicules-moteurs;

Attendu qu'il importe, dans l'intérêt de l'économie de la province, de faire disparaître autant que possible les obstacles à la circulation;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec a aboli, en 1942, les péages sur les ponts provinciaux;

Cette Chambre prie le gouvernement de cette province d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités concernées en vue d'obtenir la suppression des péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria entre Montréal et la rive sud du fleuve Saint-Laurent, de façon à faire disparaître des obstacles à la libre et rapide circulation des véhicules-moteurs.

Il (M. Saint-Pierre) déclare qu'au nom des Cantons-de-l'Est dont la population souffre de cet état de choses qu'est la congestion du trafic aux entrées de la ville de Montréal, il réclame que le gouvernement de la province de Québec prenne les mesures nécessaires pour obtenir que le gouvernement d'Ottawa et le chemin de fer Canadien National mettent fin immédiatement au système de péages sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria, qui leur appartiennent respectivement.

Au début de ce siècle, dit-il, Montréal était une ville assez considérable, mais il y avait peu d'automobiles et les gens voyageaient bien moins qu'actuellement. Personne ne songeait à s'éloigner de la métropole. Il y avait alors deux moyens de communiquer avec la rive sud, soit par le pont Victoria, inauguré vers ce temps-là, soit par le bateau-passeur, à Longueuil, et durant l'hiver, un pont de glace sur lequel on a bâti un chemin de fer. La locomotive traînant quelques wagons à passagers circulait entre les deux rives. Et plus tard, en 1934, lorsque le pont Jacques-Cartier fut construit, la rive sud n'était pas développée, et les cultivateurs y étaient en grande majorité.

Mais les petits villages d'autrefois sont devenus des villes importantes: Saint-Lambert, Longueuil, Jacques-Cartier, Lafleche, Saint-Hubert, Richelieu, Chambly, Belœil, Saint-Marc, Saint-Bruno, Saint-Hilaire, Saint-Basile.

Dans les Cantons-de-l'Est, les municipalités avaient alors le tiers de leur population actuelle. Tout cela est transformé aujourd'hui, et la population qui était agricole en grande partie est en voie de devenir presque totalement urbaine, un très grand nombre de citoyens de la rive sud vont travailler dans la ville de Montréal.

Le centre des affaires de Montréal est au sud, et dans ce secteur, où se trouvent les entrées de deux ponts, Jacques-Cartier et Victoria, alors que tous ceux qui y ont affaire et qui viennent des régions dont j'ai parlé, et aussi des autres villes du sud et de l'est de la province, empruntent aussi ce même pont. Il y a une nombreuse population dans les régions de Saint-Jean, Saint-Hyacinthe, Sorel, Granby, Drummondville, Sherbrooke, Victoriaville, Mégantic

et beaucoup d'autres centres. Ce sont toujours ces mêmes ponts qui, depuis 1930, doivent servir à tous ceux qui demeurent à Montréal et se rendent dans ces régions. La population totale, dans la région de Montréal, atteint les 2,000,000, si ce n'est pas plus.

Des échanges économiques de plus en plus nombreux résultent de l'expansion du commerce dans la région métropolitaine. La population de la rive sud ne peut faire qu'augmenter, de même que la population de Montréal, et la situation de la circulation va s'aggraver chaque jour davantage.

Il (M. Saint-Pierre) cite des commentaires des journaux de Montréal et de la région des Cantons-de-l'Est pour réclamer que l'on construise un autre pont entre l'île de Montréal et la rive sud, dans l'est.

Le péage provoque des retards et paralyse l'essor du district. Il importe de le faire disparaître... D'autant plus que, depuis 29 ans⁶ le seul pont Jacques-Cartier a produit des revenus de l'ordre de \$24,923,775⁷, et si le péage automatique avait été installé, ce montant serait d'environ \$12,000,000 de plus. Il n'avait coûté que \$19,000,000.

La congestion qui augmente sans cesse cause du tort à la fois à l'économie de Montréal et de la rive sud. Montréal étouffe dans ce cadre et il faut faire quelque chose pour que cette grande ville garde son titre de métropole du Canada. Environ 15,000,000 de véhicules circulent sur les deux ponts à péage en un an. Si on supprimait le péage sur ces deux ponts, qui font, en un sens, partie du système routier de la ville de Montréal, la région de Montréal et celle des Cantons-de-l'Est se développeraient bien plus. Il faut à tout prix accélérer la circulation, et le premier pas à faire est, je crois, que le gouvernement provincial intervienne pour demander d'abolir le péage sur les ponts Victoria et Jacques-Cartier. Le temps est venu de procéder à cette amélioration.

Le gouvernement de la province de Québec a aboli le péage sur les ponts qui relèvent de sa juridiction. D'ailleurs, pourquoi le gouvernement fédéral ne pourrait-il pas enlever le péage sur ces ponts qui sont payés depuis longtemps et qui sont situés en outre, au centre du plus grand développement de notre pays?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Cette question de l'abolition des péages intéresse avec raison une grande partie de la province de Québec et en particulier les citoyens de la rive sud.

On me permettra de dire qu'on reste perplexe devant certains chiffres qu'on nous propose relativement au pont Jacques-Cartier. Les journaux en ont mentionné et le proposeur de la motion y a fait allusion.

J'ai tenté de me procurer des chiffres à la source la plus authentique dans les circonstances, soit auprès de la Commission du port de Montréal.

On m'informe qu'en date du 31 décembre 1958, la dette du pont Jacques-Cartier était de \$14,926,000, plus \$14,185,816 pour les déficits accumulés et les intérêts, soit une somme globale de \$29,111,000. Ces chiffres me paraissent fabuleux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Moi, je ne comprends plus rien!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Moi non plus!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Disons que ce n'est pas la journée de la compréhension!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai donc l'intention d'obtenir des informations moins surprenantes que celles-là avant de poursuivre le débat. Je propose donc l'ajournement du débat et je donne à la Chambre l'assurance que cet item sera rappelé quand nous aurons les informations nécessaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande la permission de dire quelques mots avant l'ajournement. Il (M. Lapalme) pose deux questions. Y a-t-il un moyen, dit-il, pour que cette question soit réglée par la province elle-même? Si oui, à quelles conditions cela peut-il être réglé?

M. Brown (Brome): Le fleuve Saint-Laurent est devenu le véritable centre de la ville de Montréal, et les gens d'une grande région du Québec souhaitent que la motion du député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) soit acceptée et qu'elle ait un lendemain.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté. Le débat est ajourné.

Motions de condoléances:

Décès de la mère du ministre de la Colonisation, M. Bégin

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) présente ses condoléances, et celles de toute la députation, au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) qui vient de perdre sa mère.

M. Ross (Montréal-Verdun) s'associe au premier ministre pour exprimer ses condoléances au ministre de la Colonisation (M. Bégin).

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Même si *L'Action catholique* du 10 décembre 1959, à la page 16, reproduit presque intégralement l'article du *Soleil* publié le même jour, en page 3, le premier journal écrit ici "1948" plutôt que "1938". Tous les autres journaux rapportent "1938".
2. *Le Soleil* du 10 décembre 1959, à la page 40, souligne que M. Barrette a posé cette question plusieurs fois durant son intervention.
3. Parmi toutes les sources, seul le *Montréal-Matin* du 10 décembre 1959, à la page 3, écrit que "six ans ont passé" depuis la motion de M. Bertrand. Tous les autres journaux écrivent "cinq ans". La motion en question date bel et bien de six ans, presque jour pour jour.
4. Le premier ministre du Canada était alors Louis Saint-Laurent (libéral).
5. John Diefenbaker, premier ministre conservateur, est élu en juin 1957.
6. *Le Soleil* du 10 décembre 1959, à la page 21, et du *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 17, donnent 23 ans. Le pont a été inauguré en mai 1930 et le péage est exigé depuis l'ouverture. En date du discours de M. Saint-Pierre, cela fait plutôt 29 ans.
7. Version du *Soleil* du 10 décembre 1959, à la page 21. Le *Montreal Daily Star* du 10 décembre 1959, à la page 17, écrit plutôt que le péage sur le pont Jacques-Cartier a produit des revenus de \$23,923,775 (plutôt que "\$24,923,775") depuis 1923.

Séance du jeudi 10 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 220 concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

- bill 219 concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby;

- bill 156 concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers.

Et, sans amendement, le bill 164 pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés, et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Projets de loi:

**Hôpital Saint-Charles
de Saint-Hyacinthe**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hôpital
Saint-Joseph de Granby**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 219 concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 219 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Successions Elzéar
et Charles Baillargeon**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Steel Company
of Canada Ltd.**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur

certaines propriétés, et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Canada Steamship Lines Ltd.

M. Samson (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement entre ladite compagnie et la municipalité de Tadoussac, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement entre ladite compagnie et la municipalité de Tadoussac.

Projets de loi:

Écoles d'architecture et des beaux-arts

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 des écoles d'architecture et des beaux-arts¹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'existe qu'une école de ce genre dans la ville de Montréal. Le projet du gouvernement comporte l'établissement d'une école du même genre pour le bénéfice des jeunes étudiants de l'est du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cimetières catholiques

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) pour l'honorable M. Prévost (Montmorency)² propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 prévoyant la constitution de corporations pour détenir des cimetières catholiques romains.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des explications.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des demandes ont été adressées depuis assez longtemps au gouvernement de la part de certaines autorités religieuses dans ce sens. On voudrait que plusieurs fabriques puissent se grouper entre elles et former une corporation qui pourrait administrer un cimetière qui leur serait commun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Justice dans les Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 concernant l'administration de la justice dans les Îles-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

9 décembre 1959

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Auger, Baribeau, Boulanger, Brillant, Comors, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Renaud, Rowat et Tardif, auxquels avait

déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Projets de loi:

Écoles d'architecture et des beaux-arts

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 intitulé: Loi des écoles d'architecture et des beaux-arts.

Adopté.

Questions et réponses:

Sommerville Park à Saint-Anicet

M. Brown (Brome): Relativement à l'octroi au montant de \$500 alloué par le département du Bien-être et de la Jeunesse à Somerville Park de Saint-Anicet, tel qu'il appert à la page 163 des *Comptes publics de la province pour l'année financière 1958-1959*:

1. Quel est le numéro du lot où le parc est situé, et quelles sont les dimensions du parc en superficie?
2. Qui est le propriétaire dudit Somerville Park?
3. Quels sont les administrateurs et officiers dudit Somerville Park?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. Le parc est situé sur la partie est du lot 590, et les dimensions de la plage sont: 400 pi x 400 pi.
2. La municipalité de Saint-Anicet est propriétaire de cette plage.
3. Les administrateurs et officiers sont les membres du conseil de Saint-Anicet; M. Alcide Caza, conseiller en charge.

Demande et dépôt de documents:

Hôtel Rocher Panet à l'Islet (ordre)

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une

copie de tous documents et de toute correspondance échangés, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'à date, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et le ou les propriétaires de l'Hôtel Rocher Panet, à l'Islet, ou avec toute autre personne, en rapport avec l'achat dudit Hôtel Rocher Panet, ainsi que copie du contrat intervenu entre le gouvernement et le vendeur à ce sujet.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 56)

Hôtel Rocher Panet à l'Islet (adresse)

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de l'arrêté ministériel adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil au mois de novembre 1959, relativement à l'achat par le gouvernement de la province de l'Hôtel Rocher Panet, à l'Islet.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 57)

Questions et réponses:

Annnonce aux journalistes

M. Parent (Hull): Pourquoi le premier ministre a-t-il annoncé la décision de construire deux ponts à l'ouest de Montréal aux journalistes, au cours d'une conférence de presse, avant d'en faire part à l'Assemblée législative, alors que la Chambre devait siéger quelques minutes plus tard³?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Parce que j'avais jugé à propos d'agir de la sorte.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas

respectueux pour les membres de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

En quoi aurais-je manqué de respect aux députés? Il s'agissait tout simplement d'une décision prise dans le cours ordinaire de l'administration de la province. J'ai eu parfaitement raison d'agir comme je l'ai fait.

Projets de loi:**Propriété de
Maria Morand Dumouchel**

M. Laberge (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Cimetière
de l'est de Montréal**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**St. Maurice Power Corporation,
La Tuque**

M. Ducharme (Lavolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation, à La Tuque, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi de la Corporation
des instituteurs catholiques**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Techniciens en
radiologie médicale**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Fondation mondiale
contre la faim et la misère**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dragutin Baum

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Paul Brossard**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 concernant la succession de Paul Brossard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Travailleurs
sociaux professionnels**

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse
de Trois-Rivières**

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la charte de la ville de Duvernay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de LaSalle**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Elzéar

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Elzéar soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorion

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la ville de Dorion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Drummondville

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lac Lemoine

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 concernant la corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Saint-Michel**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Tracy

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard Inc., soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Côte-Saint-Luc

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dollard-des-Ormeaux

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Outremont

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Joliette

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 concernant la ville de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides:

Budget supplémentaire 1959-1960 (1^{re} partie)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

voyage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Garage du département (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maisons de détention (centres d'accueil) (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'assistance sociale (Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs Nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et outillage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers (finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas six millions quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Sherbrooke (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse: écoles d'enseignement spécialisé, écoles professionnelles privées, aide à l'établissement des

jeunes et bourses d'études (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de transport (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuite au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour constructions d'hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Main-d'œuvre et salaires (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de

voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pépinières diverses (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureaux (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts: entretien et construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien et réparations, aménagement des palais de justice, prisons et loyer d'édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1959-1960 (1^{re} partie)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1960, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$26,382,500.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960 et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des

dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1961, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 10 décembre 1959
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Voies et moyens:

Discours du budget 1960-1961⁴

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) se lève⁵. (Longue ovation)

M. l'Orateur, l'année 1959 a marqué pour la province de Québec la fin d'une brillante époque et le début d'une ère nouvelle. L'honorable Maurice Duplessis est décédé le jour de la fête du Travail, à Schefferville, dans le Nouveau-Québec. Il est mort à la tâche, dans ce territoire immense qu'il avait ouvert à la civilisation, après s'être associé, pendant plus de trente ans, à la vie et à l'histoire de sa province.

Au siècle dernier, Louis Hémon avait peint en quelques mots, dans "Maria Chapdelaine" notre attitude séculaire, en écrivant: "Au pays de Québec, rien ne doit mourir, rien ne doit changer." S'il revenait parmi nous, exprimerait-il la même opinion? Il pourrait affirmer que rien ne doit mourir, car les Canadiens de langue française sont toujours attachés à leur histoire et à leur passé. Nos traditions et nos coutumes demeurent, notre langue est plus vivante, notre volonté de conserver nos droits et privilèges est plus tenace. Pourrait-il soutenir que rien ne doit changer?

Autrefois, la province de Québec semblait destinée à demeurer une province essentiellement agricole, sur un continent fortement industrialisé. Elle apparaissait comme un cas d'exception en Amérique du Nord.

Mais, sous l'impulsion de l'honorable Maurice Duplessis, elle est passée de l'état de province agricole à l'état de province industrielle.

Son expansion rapide est en voie de faire d'elle une véritable puissance économique. Hier, elle était uniquement une image du passé; aujourd'hui, elle est un espoir en l'avenir.

Elle n'est pas devenue pour cela une province comme les autres. Elle a peut-être une personnalité nouvelle, mais elle prend davantage conscience qu'elle est différente des autres provinces. Elle a plus de force pour affirmer que rien ne doit mourir, pour s'attacher plus fermement encore à ses droits et à ses traditions.

L'honorable Maurice Duplessis demeurera toujours un symbole d'amour de sa province et il laissera le souvenir d'un défenseur intrépide de nos droits. Il a éveillé notre fierté économique. Il sera considéré par l'histoire comme l'un des grands hommes politiques de langue française au Canada.

Nul n'était mieux préparé pour prendre la relève et pour continuer son œuvre que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. Bien que jeune encore, notre nouveau premier ministre possède une longue expérience de la vie politique. A la maison familiale, il a pu suivre les luttes ardentes livrées par son père contre un régime réactionnaire et antisocial. N'a-t-il pas eu, dès cette époque, l'occasion d'observer les misères d'une politique fermée à toute mesure de sécurité sociale? N'a-t-il pas regretté les injustices d'une politique d'abandon de nos plus belles ressources naturelles, au profit d'amis influents?

Député à l'âge de vingt-trois ans, il devait devenir l'un des principaux artisans des transformations économiques suscitées par le gouvernement de l'Union nationale, au cours du dernier quart de siècle. Il y a une dizaine d'années, il se voyait confier l'administration de nos lois de sécurité sociale, et il était chargé d'organiser à travers toute la province un système d'enseignement spécialisé destiné à préparer notre jeunesse au rôle qu'elle devra jouer dans le développement de nos richesses naturelles.

Il sera, nous en sommes convaincus, le chef qui permettra à la province de Québec d'atteindre son plein développement et de prendre ainsi une place encore plus grande dans la Confédération canadienne et dans l'économie de notre pays. Il est lui aussi un fervent défenseur de l'autonomie des provinces et il inscrira son nom dans la grande lignée des hommes politiques qui ont lutté pour la reconnaissance des droits constitutionnels provinciaux. À Ottawa, il y a quelques semaines, il a fait excellente figure et il s'est affirmé comme un chef de file de grande envergure.

Il a été accepté d'emblée comme le porte-parole véritable des aspirations de notre province. Il aura, grâce à ses talents, une politique d'inspiration personnelle, mais il suivra certainement dans ses grandes lignes la voie tracée par son regretté prédécesseur.

C'est un fait assez rare dans le passé qu'un chef soit choisi et accepté avec une si parfaite unanimité. Déjà, il a eu l'occasion de discuter avec les représentants de toutes les classes de la société. Il a étudié avec eux, dans une atmosphère de grande franchise et de cordialité, les problèmes les plus controversés de l'heure présente. Ses projets de solution sont accueillis avec la plus grande satisfaction.

Ses talents, son expérience du gouvernement, permettront à notre province d'envisager l'avenir avec confiance. Il a, pour poursuivre sa tâche, notre appui le plus loyal et le plus complet, et il pourra compter demain sur l'appui effectif de toute la population de notre province.

I

Considérations sur l'année financière 1959-1960

L'année 1959-1960 peut être considérée comme une année de prospérité économique pour notre province. La politique monétaire de la Banque du Canada a causé un peu d'inquiétude chez les administrateurs de la chose publique et chez les hommes d'affaires, mais, dans l'ensemble, le Québec a continué sa marche ascendante vers le progrès. C'est l'état général du commerce et des affaires et non l'augmentation des impôts qui explique la hausse sensible de nos revenus. Ces revenus s'élèveront pour 1959-1960 à une somme approximative de \$593,633,900, soit \$47,000,000 de plus que pour l'année précédente (Cf. *Tableau No 1*). Il y a augmentation plus ou moins marquée dans chacune de nos catégories de revenus. Nos dépenses suivent la même ligne ascendante et elles sont la conséquence inévitable de l'expansion industrielle de notre province.

Les dépenses ordinaires s'élèveront à environ \$479,210,000 au 31 mars 1960, ce qui signifiera un surplus au compte ordinaire qui dépassera la somme de \$114,423,900. À même ce surplus, le gouvernement aura effectué des travaux d'une nature permanente au montant de \$113,584,000, soit une somme de travaux qui dépasse tout ce qui a été réalisé jusqu'à maintenant. Nous terminerons donc l'année avec un surplus global d'opérations d'environ \$839,000 (Cf. *Tableau No 2*).

Il me fait plaisir de souligner en particulier que le département de l'Instruction publique aura

consacré, au cours de la présente année financière, une somme d'environ \$104,858,000 à des fins d'éducation soit primaires, soit secondaires, soit universitaires. C'est un montant 10 fois plus élevé que le budget de ce département en 1944-1945. L'éducation est toujours demeurée l'objectif principal du gouvernement de l'Union nationale, et je suis convaincu que le nouveau premier ministre de la province, non seulement continuera dans cette voie, mais augmentera si possible la part de l'État.

a) Dépenses imputables au capital

Le gouvernement a toujours consacré la presque totalité de ses surplus au compte ordinaire à l'exécution de travaux d'une nature permanente qui contribuent à enrichir notre patrimoine. Ces travaux augmentent notre actif et le coût de leur exécution, payé à même nos revenus, n'affecte pas notre dette. Si vous référez au bilan publié dans les *Comptes publics*, vous constaterez qu'au 31 mars 1945, l'actif immobilisé s'élevait à \$321,917,447.73. C'était l'actif accumulé après soixante-huit ans d'administration.

Au 31 mars 1959, cet actif immobilisé s'élevait à \$1,067,997,313.30. L'administration de l'Union nationale a ainsi triplé la valeur de l'actif immobilisé de la province.

Le ministère de la Voirie continue l'exécution de son programme de modernisation de nos routes. Il multiplie et améliore les voies d'accès à nos grandes villes, tandis que le ministère des Travaux publics assure la réfection des principaux ponts de la province.

Faut-il ajouter que certaines sommes d'argent, inscrites au chapitre des dépenses ordinaires, sont en réalité des dépenses imputables au capital, comme les subventions pour la construction d'hôpitaux et pour la construction d'écoles soit pour l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire.

Ces actifs, toutefois, ne sont pas inscrits au bilan de la province, mais au bilan des institutions qui en profitent. Si nous relevions dans toutes nos dépenses ordinaires les sommes d'argent destinées à permettre à l'initiative privée et publique de poursuivre des travaux d'une nature permanente, le montant de nos dépenses imputables au capital devrait être triplé.

L'événement principal de l'année dans le domaine de la voirie a été, je crois, le parachèvement des travaux de construction de l'autoroute des Laurentides. Ces travaux, exécutés sous la

surveillance de la Commission de l'autoroute, ont été payés à même le revenu d'emprunts contractés par cet organisme et garantis par le gouvernement de la province. Ces travaux de génie sont un actif précieux pour la région de Montréal et font l'orgueil, non seulement des automobilistes qui en profitent, mais de toute la population.

Si nous établissons le bilan de nos dépenses imputables au capital depuis le 1^{er} avril 1945, nous constatons qu'en l'espace de 15 ans, elles forment un montant total de plus de \$900,000,000. À la fin de la prochaine année, le montant de cet actif dépassera certainement le milliard.

Actif de la province

Année terminée le 31 mars

1946.....	\$	12,977,903
1947.....		24,287,135
1948.....		40,927,129
1949.....		64,755,220
1950.....		42,341,455
1951.....		33,825,175
1952.....		60,262,344
1953.....		67,007,015
1954.....		58,088,426
1955.....		57,937,154
1956.....		76,607,809
1957.....		87,492,404
1958.....		86,355,119
1959.....		93,444,148
1960.....	¹	<u>113,584,000</u>
Total:	\$	<u>919,892,436</u>

¹ Estimation

b) Surplus au compte ordinaire

Le surplus au compte ordinaire, à la fin de l'année financière, soit le 31 mars 1960, s'élèvera à la somme approximative de \$114,423,900. Ce sera le quinzième surplus au compte ordinaire en quinze ans d'administration.

Ce sera en outre le plus important de tous ces surplus, car pour la première fois, il dépassera \$100,000,000. Ces surplus se totalisent à plus de \$800,000,000, pour la période du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1960.

Surplus de la province

Année terminée le 31 mars

1946.....	\$	14,768,397
1947.....		26,471,830
1948.....		44,367,887
1949.....		33,765,031
1950.....		31,753,562
1951.....		38,006,501
1952.....		62,074,513
1953.....		28,887,819
1954.....		36,456,881
1955.....		36,634,866
1956.....		76,902,362
1957.....		86,180,352
1958.....		86,628,133
1959.....		93,817,886
1960.....	¹	<u>114,423,900</u>

Total: \$ 811,139,920

¹ Estimation

Mon prédécesseur a insisté à plusieurs reprises sur l'importance, pour les contribuables, de bien connaître la procédure suivie par le gouvernement de la province de Québec, pour établir le résultat de ses opérations financières.

Il arrive malheureusement trop souvent que des esprits non avertis ne rendent pas justice à notre province dans leurs comparaisons entre le résultat de nos opérations financières et celui des autres provinces canadiennes.

Vous serez sans doute intéressés de prendre connaissance de l'exposé clair et précis publié sur cette question par le *Canadian Tax Journal*, dans son numéro de mars-avril 1959:

"À cette époque de l'année où les budgets provinciaux sont publiés, les expressions comptables très simples de surplus et de déficit sont interprétées dans des sens très différents. Dans l'Ontario, le surplus qui a fait l'objet de nombreux commentaires ne vise que le compte ordinaire et ne tient aucunement compte des centaines de millions de dollars de dépenses imputables au capital. Par contre, au Québec, le déficit prévu tient compte de l'ensemble des transactions au compte ordinaire et au compte capital.

"Le système suivi par l'Ontario est traditionnel en matière de finances gouvernementales

et il a été suivi pendant de nombreuses années par les municipalités et par beaucoup de gouvernements provinciaux. Le système du Québec est analogue à celui qui est suivi par le gouvernement fédéral et maintenant par plusieurs provinces du Canada.

"Il est difficile de partager clairement les provinces entre les deux écoles. Les provinces de Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Manitoba conservent la séparation traditionnelle entre les dépenses ordinaires et les dépenses imputables au capital; le surplus ou le déficit qu'elles déclarent reflète la situation seulement en ce qui concerne les transactions ordinaires.

"D'autre part, les provinces de Saskatchewan, Alberta et Colombie-Canadienne établissent en fait leurs comptes sur une base combinée. Le Nouveau-Brunswick, qui occupe une position intermédiaire, fait figurer partie, mais non toutes ses dépenses imputables au capital, au compte ordinaire. Dans le budget de l'Alberta, pour l'année 1959-1960, le déficit global tient compte de différents emprunts autorisés par des Statuts ainsi que de toutes ses dépenses imputables au capital. Pour sa part, la Colombie-Canadienne paiera une petite partie de ses dépenses imputables au capital à même un surplus de revenus accumulés.

"Cette confusion générale empêche le citoyen moyen de se rendre compte, sur une base rationnelle, de la situation financière de son gouvernement. Il n'est donc pas étonnant que, dépité, il y renonce.

"Il est naturellement possible d'avancer des arguments en faveur de chaque système, mais le danger de comparer le "surplus" ou le "déficit" d'une province avec le "surplus" ou le "déficit" d'une autre province du gouvernement fédéral sans se référer attentivement aux mots qui qualifient ces expressions ainsi qu'au système en vigueur, peut être démontré par un rapide examen des budgets de l'Ontario et du Québec pour la présente année.

"D'après le système suivi en Ontario, le budget de la province de Québec se traduirait par un "surplus" dépassant \$100,000,000 au lieu du "déficit" de l'ordre de \$7,000,000 qui a été annoncé. (Il s'agit du budget 1959-1960).

"D'après le système suivi dans le Québec, le budget de la province de l'Ontario se traduirait par un "déficit" dépassant \$200,000,000 au lieu du "surplus" de l'ordre de \$3,000,000 qui a été annoncé.

"Chaque province devrait suivre le système qui fait le mieux son affaire, mais il serait souhaitable que l'on puisse établir une plus grande mesure d'uniformité."

c) Dette per capita

Si nous consultons les *Comptes publics* déposés au début de la présente session, nous constatons que la dette nette de la province est de \$194,385,355.16. C'est une diminution de près de \$31,000,000 comparativement au chiffre de la dette nette au 31 mars 1958. Pour bien comprendre toute l'importance d'un pareil résultat, il suffit de calculer quelle était, au cours des années passées et quelle est, à l'heure actuelle, la dette *per capita* de notre province. Cette dette, qui était de \$87.16 en 1944, a diminué graduellement pour s'établir à \$39.10, en 1959. Voici d'ailleurs un tableau indiquant le montant de la dette nette de la province à la fin de chaque année financière, depuis 1944 et le montant de la dette *per capita* pour chacune de ces années. (Voir le tableau à la page suivante)

*Dette nette per capita
du 31 mars 1944 à 1959 inclusivement*

<i>Année</i>	<i>Dette nette au 31 mars</i>	<i>Population (en milliers)</i>	<i>Dette nette par tête</i>
1944.....	\$305,078,048.32	3,500	\$87.16
1945.....	308,243,440.96	3,560	86.58
1946.....	299,412,173.00	3,629	82.50
1947.....	284,915,911.19	3,710	76.80
1948.....	274,912,456.34	3,788	72.58
1949.....	299,364,639.86	3,882	77.12
1950.....	284,131,784.77	3,969	71.59
1951.....	267,428,335.87	4,056	65.93
1952.....	248,776,943.16	4,174	59.60
1953.....	273,933,254.94	4,269	64.17
1954.....	280,339,501.47	4,388	63.89
1955.....	285,257,888.61	4,517	63.15
1956.....	265,322,345.96	4,628	57.33
1957.....	247,869,555.93	4,725	52.46
1958.....	225,298,163.47	4,852	46.43
1959.....	194,385,355.16	4,971	39.10

Ce tableau illustre la diminution constante de la dette nette de la province, au cours des 15 dernières années. Cette diminution s'est produite dans une période où les dettes de la plupart des gouvernements, de presque toutes les entreprises et des individus, étaient à la hausse. Peut-on trouver meilleur exemple de saine administration?

d) Surplus consolidé

Le surplus consolidé, qui était de \$43,522,635.69 au 31 mars 1945, s'élevait à \$624,238,577.45 au 31 mars 1959, et il atteindra tout près de \$750,000,000 au 31 mars 1960.

e) Obligations de la province

Je signalais, dans mon dernier discours sur le budget, que grâce à la prudente administration de ses finances, le gouvernement de la province avait réussi à éviter toute nouvelle émission d'obligations, depuis le 15 janvier 1957. Toutefois, je soulignais que le programme de remboursement d'emprunts pour 1959-1960 était extrêmement chargé. En fait, depuis le 1^{er} avril dernier, le gouvernement a remboursé trois emprunts ou tranches d'emprunts s'élevant à un montant total de \$24,730,782. De plus, durant les trois prochains mois, il devra rembourser trois autres

émissions au montant total de \$22,500,000. Cependant, toutes ces émissions d'obligations à rembourser prévoyaient des versements aux fonds d'amortissement, et c'est la raison pour laquelle ces opérations ne grèvent guère les finances de la province.

Nous continuons toujours d'attacher énormément d'importance à nos fonds d'amortissement, puisqu'ils contribuent à faciliter le remboursement de nos obligations. Pendant l'année 1958-1959, les fonds d'amortissement ont augmenté d'une somme de \$18,440,000 malgré le remboursement entier, à même ces fonds, d'un emprunt de \$10,350,000 dont l'échéance était fixée au mois d'août 1958. En fait, les revenus des fonds d'amortissement, pour la seule année 1958-1959, se sont élevés à \$28,790,099.06.

L'année 1959 a été marquée par une hausse continue du taux d'intérêt, qui a atteint 6 % pour les provinces qui jouissent du meilleur crédit sur le marché. De plus, les restrictions sur le crédit ont forcé les banques à charte à restreindre leurs prêts temporaires aux individus, à l'industrie et aux gouvernements. Il a été nécessaire au cours de l'automne, c'est-à-dire à l'époque où les revenus de la province sont moins élevés, d'effectuer un emprunt sur le marché américain pour obtenir les argents nécessaires à la bonne administration du

gouvernement. Il s'agit d'un emprunt de \$25,000,000 effectué le 1^{er} octobre, au taux d'intérêt de 5½ %.

Pour mesurer la hausse constante du taux des intérêts au Canada, examinons le taux d'intérêt des bons du Trésor fédéraux, au cours des deux dernières années. Le 19 septembre 1958, ce taux d'intérêt était de 2.17 %, alors que le 20 août 1959, il était de 6.04 %:

Bons du Trésor fédéraux

	<i>Date</i>	<i>Taux d'intérêt %</i>
1958	19 septembre	2.17
	24 octobre	2.48
	21 novembre	3.00
	19 décembre	3.56
1959	23 janvier	3.46
	20 février	3.78
	20 mars	4.22
	23 avril	4.72
	21 mai	5.05
	18 juin	5.22
	23 juillet	5.41
	20 août	6.04
	17 septembre	5.88

Le taux d'intérêt des bons du Trésor fédéraux est établi chaque semaine d'après le résultat des soumissions qu'adressent, tous les jeudis, les banques à charte et certaines autres institutions financières, à la Banque du Canada. Cette dernière fixe alors son taux d'escompte pour la semaine suivante à un taux de 0.25 % supérieur. C'est ainsi que lorsque le taux des bons du Trésor est de 5.88 %, le taux d'escompte est fixé à 6.13 %.

Pour la prochaine année, le gouvernement de la province aura à rembourser un seul emprunt au montant de \$15,000,000 dont l'échéance est fixée au 1^{er} juillet 1960.

II

Considérations sur l'année financière 1960-1961

Que nous réserve l'année 1960? Sera-t-elle une année de prospérité? Sera-t-elle une année de régression économique? L'opinion générale des hommes d'affaires et des économistes est à l'effet que la prochaine année sera meilleure que 1959. Le 18 novembre dernier, le *Financial Post* résumait ainsi une enquête faite chez un groupe important d'hommes d'affaires canadiens:

"Les dirigeants d'un nombre imposant de compagnies qui ont pu être interrogés estiment que les perspectives pour la prochaine année sont excellentes. La plupart estiment que les ventes de leurs compagnies augmenteront considérablement en 1960. De plus, pour la majorité des compagnies, les bénéfices seront sensiblement supérieurs.

"C'est ainsi que l'on peut résumer les réponses aux questions que le *Financial Post* avait posées à d'éminents manufacturiers et commerçants. Bien entendu, toutes les compagnies ne bénéficieront pas de cette amélioration pendant le dernier et si prospère stade du cycle actuel de l'économie, mais, dans leur ensemble, les tendances actuelles sont dirigées vers l'expansion."

La semaine suivante, le même journal nous apportait l'opinion d'un groupe de banquiers canadiens. Leurs prévisions sont à l'effet que l'activité économique de 1960 sera supérieure à celle de 1959. Toutefois, ils expriment des réserves sur les conséquences que pourraient avoir à la longue les restrictions sur le crédit. En fait, ils semblent tous d'accord pour affirmer que les taux d'intérêt demeureront très élevés.

Monsieur J. E. Coyne, gouverneur de la Banque du Canada, déclarait le 16 novembre dernier, à Montréal, que "l'économie de l'Amérique du Nord s'est éloignée du retrait de 1957-1958 pour passer au regain de 1958-1959 et que certains observateurs parlent actuellement d'un "boom" pour 1960." Cette opinion est identique à celle exprimée par le ministre fédéral des Finances, l'honorable Donald Fleming, le 8 octobre dernier, à Shawinigan, alors qu'il affirmait qu'une période de très grande prospérité n'est pas incompatible avec une période de rareté d'argent et de taux élevés d'intérêt.

L'économie de notre province est, à mon avis, plus stable que l'économie du pays tout entier. Elle est basée sur une expansion graduelle de l'exploitation de nos richesses naturelles. D'ailleurs, l'an dernier, alors que les profits des corporations diminuaient aux États-Unis et au Canada, ils continuaient d'augmenter dans la province de Québec. Dans notre province, les profits des corporations ont une tendance continue à la hausse. Par contre, la moindre régression économique affecte cette source de revenu sur le plan fédéral, c'est-à-dire sur le plan canadien. Il est donc permis d'affirmer que notre économie possède une grande stabilité et qu'elle conservera les mêmes caractéristiques en 1960.

Je crois cependant qu'il est de mon devoir de souligner que la politique monétaire actuelle du

gouvernement canadien pose, à l'attention des pouvoirs publics, des problèmes dont la solution nous semble extrêmement difficile. À l'heure présente, les gouvernements provinciaux, les corporations municipales, les commissions scolaires et les institutions d'assistance éprouvent de très grandes difficultés pour financer à long terme leurs travaux nécessaires d'expansion.

La politique de restriction réelle ou mitigée du crédit cause de l'inquiétude chez les dirigeants des institutions publiques. Le développement de nos communautés sociales entraîne, au point de vue municipal et scolaire, des problèmes qui doivent recevoir des solutions.

Il n'est pas possible d'ajourner indéfiniment certains travaux publics municipaux et la construction de certaines écoles. Nous touchons là à des questions qui sont de primordiale importance pour le bien-être du citoyen, et un régime économique soucieux de ses obligations devrait, à mon sens, trouver un règlement équitable à ces problèmes. Les corporations municipales canadiennes font actuellement des démarches afin que le gouvernement fédéral crée pour elles un fonds d'emprunt à un taux d'intérêt modique qui leur permettrait de faire face plus facilement à leurs obligations.

La situation actuelle augmente les problèmes soumis à l'attention des gouvernements provinciaux et, malheureusement, ces derniers n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour en assurer un règlement définitif.

D'ailleurs, le pouvoir d'emprunt n'est-il pas un corollaire du pouvoir de taxation? C'est un pouvoir destiné à assurer le paiement, par les générations futures, de certains travaux permanents dont elles jouiront elles-mêmes. Les provinces, les corporations municipales et les commissions scolaires, déjà limitées dans leurs pouvoirs de taxation, peuvent-elles continuer de se développer normalement si leur pouvoir d'emprunt est en fait partiellement paralysé?

Les prévisions budgétaires pour 1960-1961 dépassent celles de l'année dernière. Nos revenus atteindront \$617,797,200. (Cf. *Tableau No 3*) Les dépenses ordinaires s'élèveront à \$500,672,300 (Cf. *Tableau No 4*) et les dépenses imputables au capital toucheront \$116,625,000. Le total du budget atteindra donc \$617,297,300. Nous aurons ainsi un surplus au compte ordinaire de \$117,124,000 et un surplus global d'opérations de près de \$500,000.

Le budget ne prévoit aucun changement dans le niveau des impôts.

a) L'éducation

C'est dans le domaine de l'éducation que l'augmentation des crédits sera la plus sensible. Le budget du département de l'Instruction publique prévoit, au seul chapitre des subventions aux commissions scolaires, une somme de \$10,000,000 de plus que l'an dernier. En ce qui concerne l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire, le gouvernement de la province, par l'entremise de son premier ministre, a fait une proposition concrète aux autorités fédérales, afin d'apporter une solution au problème qui résulte de l'intrusion du gouvernement central dans ce domaine provincial.

Cette suggestion tient compte des droits inaliénables de notre province en matière d'éducation. Dès le début de la présente session, le gouvernement a déposé un projet de loi intitulé "Loi concernant les investissements immobiliers des universités". Cette loi prévoit un mode de financement à long terme pour assumer le développement de l'enseignement universitaire. Les emprunts que ces institutions devront contracter pour leur expansion et leurs besoins croissants seront garantis par le gouvernement.

Ce dernier pourra également garantir le paiement des intérêts et prendre à son compte, en totalité ou en partie, toute échéance de capital et d'intérêt. Il n'est que juste et équitable que le coût de ces constructions permanentes ne soit pas payé uniquement par la génération présente, mais aussi par les générations futures qui en profiteront. Le budget ne tient pas compte des revenus supplémentaires que la province pourrait retirer, en vertu de l'entente projetée.

b) La protection de la santé

Le gouvernement poursuivra sa politique de protection de la santé. Il continuera d'apporter son aide pour multiplier les facilités d'hospitalisation. En effet, le budget prévoit une dépense de \$3,000,000 pour assurer le paiement des subventions nécessaires à la construction des hôpitaux d'Amqui, de Sept-Îles, de Maniwaki et de Mégantic. Le budget total du ministère de la Santé s'élèvera à \$74,166,000 en 1960-1961, comparativement à \$69,725,000 en 1959-1960.

Dans le domaine de l'assurance-hospitalisation, le gouvernement ne voit aucun obstacle constitutionnel à l'élaboration d'un plan qui tienne compte des caractéristiques propres à notre

province. Il se croit cependant justifiable d'agir avec prudence. Il cherchera à obtenir toutes les données du problème, pour l'étudier en profondeur et avec réalisme.

c) La sécurité sociale

Le gouvernement recherche constamment les moyens qui peuvent être mis en œuvre pour améliorer ses mesures de sécurité sociale. Il vient d'apporter de profondes modifications à la loi des accidents du travail et il prévoit en particulier une somme additionnelle de plus de \$7,000,000 pour l'assistance sociale. En fait, le budget du ministère du Bien-être social, pour cette année, est de \$12,000,000 supérieur à celui de l'an passé. Il était de \$69,871,000 en 1959-1960 et il sera de \$82,282,000 en 1960-1961.

Les gouvernants soucieux de leurs responsabilités doivent se pencher sans cesse sur les déshérités de la vie, pour les aider dans toute la mesure du possible à réduire les malheurs humains et sociaux qui les accablent.

d) L'activité économique

1° - L'industrie agricole

L'agriculture du Québec a connu un regain de vie depuis 15 ans. Successivement, les lois du crédit agricole et de l'électrification rurale ont transformé nos campagnes. De plus, avec les années, le gouvernement a pris à sa charge une part de plus en plus importante des responsabilités des corporations municipales et des commissions scolaires. Il a augmenté sa contribution à l'assistance publique, il a assumé la majorité de leurs dépenses dans le domaine de la voirie et de la construction des ponts publics. Il accroît sans cesse son aide aux commissions scolaires.

Cette année, le budget du ministère des Affaires municipales contient un montant de \$2,500,000 pour permettre au gouvernement d'accorder une aide financière aux municipalités qui sont dans l'obligation de construire des systèmes d'aqueduc et d'égout. Toutes ces mesures permettent au milieu rural de mieux se développer, parce qu'il est libéré de la majeure partie des charges financières qui l'accablaient autrefois.

Le gouvernement continuera sa politique d'aide aux cultivateurs et le budget du ministère de l'Agriculture pour 1960-1961 s'élèvera à \$33,762,000, comparativement à \$30,216,000 pour

la présente année. Le ministère poursuivra son programme de drainage et d'égouttement des terres, afin d'augmenter la superficie cultivable de la province. D'autre part, l'enseignement agricole et les contacts plus fréquents de nos cultivateurs avec leurs agronomes permettent à l'industrie agricole de mettre sur le marché des produits de meilleure qualité.

Ces produits font aujourd'hui concurrence à ceux de l'extérieur, sur les marchés de nos grandes villes. L'agriculture, dans notre province, est une industrie qui s'affirme, qui se spécialise et qui utilise actuellement des techniques qui se comparent avec celles de la grande industrie.

2° - L'exploitation de nos richesses naturelles

A) La forêt

Il est encore trop tôt pour obtenir des chiffres définitifs sur la production de nos ressources forestières pour l'année 1959. Déjà cependant, nous pouvons affirmer que la production et les expéditions de papier journal au cours de cette année ont augmenté de plus de 10 % par rapport à 1958. Les ingénieurs forestiers soulignent de plus que l'emploi dans l'industrie de la pulpe et du papier et dans les exploitations forestières a augmenté dans la même proportion, au cours de l'année qui s'achève.

B) La production hydroélectrique

Le ministère des Ressources hydrauliques poursuit son inventaire du potentiel hydroélectrique de tout le nord québécois, de la Baie James à la Baie d'Ungava. L'Hydro-Québec, de son côté, a chargé ses ingénieurs de préparer les plans définitifs des projets de Carillon et de Manicouagan. Le projet de Carillon assurera aux consommateurs 800,000 c.v. additionnels et il sera complété en l'espace de deux ans. Celui de Manicouagan permettra le développement de 6,000,000 c.v. et il sera réalisé au cours des 10 prochaines années.

L'année 1960 marquera de plus la fin des travaux entrepris par l'Hydro-Québec à Bersimis. Ces immenses travaux démontrent le désir du gouvernement de la province de mettre tout en œuvre pour assurer l'exploitation rationnelle de nos richesses naturelles. Nous voulons donner à l'industrie et à la consommation domestique toute l'énergie électrique dont elles ont besoin. Au début de 1958, la province de Québec pouvait compter sur 8,979,857 c.v. On estime qu'à la fin de 1960, elle

disposera de 11,876,557 c.v., soit de près de 3,000,000 c.v. additionnels en l'espace de trois ans.

C) Les mines

La production minière de notre province touchera en 1959 un nouveau sommet, car la valeur de cette production atteindra une somme approximative de \$453,000,000, soit \$64,000,000 de plus qu'au cours de l'année 1958. La production du minerai de fer dépassera de \$42,000,000 celle de 1958. Il y aura de plus augmentation de \$27,000,000 dans la valeur de la production du cuivre et de \$8,000,000 dans celle de l'amiante. À ce rythme, la province de Québec deviendra la plus importante du Canada, par son industrie minière.

En fait, cette augmentation sera encore plus sensible dans un avenir rapproché, par suite de la mise en opération des importantes exploitations qui sont actuellement en voie d'organisation. La compagnie Quebec Cartier Mining, pour sa part, exécute des travaux qui exigeront des déboursés d'environ \$250,000,000 dans la région de Shelter Bay et du Lac Jeannine. Elle se propose de commencer l'extraction du minerai de fer en 1961. Mon collègue, le ministre des Mines, écrivait le 26 novembre dernier, dans *The Northern Miner*, un article qui se terminait comme suit:

"Des commentaires aussi brefs ne peuvent que signaler les développements principaux de l'industrie minière de la province au cours de l'année dernière, mais ils suffisent pour souligner le rôle de cette industrie dans l'expansion économique du Québec. Des milliers et des milliers de travailleurs gagnent directement et indirectement leur subsistance dans cette industrie, et des millions de dollars sont payés chaque année en gages, salaires et services. Chaque nouveau producteur et chaque nouvelle installation se traduit par des investissements qui s'élèvent d'habitude à des dizaines de millions de dollars, et le matériel utilisé dans les opérations minières a pour effet de donner de l'emploi à des centaines d'autres travailleurs, pour leur procurer un niveau élevé de vie. L'expansion de notre industrie minière se continuera et bénéficiera, directement et indirectement, à tous les citoyens de la province."

D) Les travaux publics et la voirie

Une somme de \$14,000,000 est inscrite au budget du ministère des Travaux publics pour permettre la construction de deux nouveaux ponts et faciliter ainsi la circulation à la sortie de l'Île de

Montréal. Le premier ministre a d'ailleurs déjà annoncé la construction d'un second pont à Sainte-Anne-de-Bellevue et d'un autre à Montréal, à côté du pont Mercier. Le gouvernement reconnaît ainsi ses responsabilités, en assurant à la métropole du Canada des facilités d'accès qui lui permettront de conserver son rang de première ville canadienne.

Le ministère de la Voirie continuera, pour sa part, les importants travaux qu'il a entrepris en particulier dans les régions de Montréal et de Québec, pour rendre la circulation plus facile aux abords des grandes villes. Il ne néglige rien non plus pour améliorer l'entretien des chemins durant la saison d'hiver, car le budget consacré à cette fin est passé de \$5,750,000, en 1954-1955, à \$12,250,000, en 1960-1961.

3° L'industrie manufacturière

Si nous examinons les principales données statistiques, qui sont le reflet de notre activité économique, nous constatons que les résultats de l'année 1959 dépasseront ceux de l'année 1958. Il y aura une augmentation d'environ \$200,000,000 dans la valeur brute des produits manufacturés, une augmentation de \$400,000,000 dans le revenu personnel des contribuables et une augmentation de \$20,000,000 dans la valeur de la production de nos fermes. L'industrie de la construction a exigé des capitaux qui dépassent de \$20,000,000 ceux de 1958. Toutefois, dans l'ensemble, à cause des restrictions sur le crédit, le montant total des dépenses imputables au capital effectuées, tant par les organismes publics que par l'entreprise privée, est sensiblement le même qu'au cours de 1958.

Vingt mille cent quarante-cinq maisons d'habitation nouvelles étaient terminées au cours de l'an dernier. Leur nombre a atteint 20,938 en 1959. À l'heure présente, 17,844 maisons d'habitation sont en construction, comparativement à 17,159 à la même date en 1958.

Si nous rappelons nos prévisions du début, nous pouvons conclure que tous ces chiffres seront dépassés en 1960. Personne n'exprime de doute à ce sujet, mais les opinions varient sur l'importance de l'augmentation. D'ailleurs, la vigueur de notre jeune économie, l'initiative de nos chefs d'entreprise, le talent de notre main-d'œuvre, justifient ces espoirs.

Conclusion

Le budget contient la somme des dépenses nécessaires à l'exécution des obligations d'un gouvernement envers les contribuables. Nous avons

conscience de ne pouvoir, avec nos revenus, remplir complètement et parfaitement notre rôle. Tous les services essentiels à la vie sociale et économique du pays relèvent des provinces et nous leur consacrons le cinquième des impôts payés par le contribuable canadien. Nous croyons que cette proportion est insuffisante et qu'elle peut compromettre à la longue le développement normal du pays lui-même.

Le premier ministre de la province déclarait l'autre jour à une délégation de l'Association des manufacturiers canadiens:

"Qu'il fallait absolument une répartition plus équitable du produit des impôts au Canada. C'est, disait-il, une question de vie ou de mort pour les provinces et pour les autorités municipales et scolaires. Si en 1962, l'année où expirent les ententes fiscales avec Ottawa, la chose n'est pas reconnue, je ne vois pas comment la Confédération canadienne pourra continuer à fonctionner."

Quelques instants plus tard, il ajoutait:

"La survivance de la Confédération est possible seulement dans la mesure où il y aura un rajustement fiscal. Le gouvernement provincial et les administrations municipales et scolaires sont incapables d'assumer leurs responsabilités avec seulement un cinquième du produit des impôts."

Ce problème essentiel à la survivance des gouvernements provinciaux n'est pas un problème personnel pour les membres de l'Union nationale. C'est un problème qui touche nos intérêts les plus chers, ceux de nos familles, ceux de nos associations professionnelles, ceux des générations futures et ceux de toutes les classes de la société. Ce ne doit pas être l'objet d'une lutte de la part d'un parti ou d'un gouvernement, mais ce doit être la lutte de tous les citoyens de la province. La victoire est possible si tous veulent bien faire front commun pour la reconnaissance définitive des droits essentiels à notre autonomie.

La Confédération a été le résultat d'un pacte entre les provinces de 1867. Les provinces n'ont pas voulu disparaître, mais elles ont voulu confier à une nouvelle administration gouvernementale certains problèmes qu'elles étaient incapables de résoudre séparément. Elles ont voulu survivre et elles le désirent encore aujourd'hui.

En certains milieux, il est déjà question de marquer par des célébrations grandioses le centenaire de la Confédération. L'idée est excellente, mais une telle célébration ne pourra être un véritable succès, si elle est entourée d'une atmosphère de malaise. Elle devra être l'expression naturelle des sentiments du peuple canadien envers les institutions politiques qui

le gouvernement. Ce sont les provinces qui ont permis la naissance de la Confédération. Peuvent-elles célébrer dans la joie, un régime qui les a mises en tutelle? Peuvent-elles organiser des manifestations pour rappeler leur autonomie perdue, pour souligner la diminution graduelle de leurs droits et privilèges? Faudrait-il penser qu'elles ont, il y a cent ans, imaginé un système qui les paralyserait? Les dispositions de l'Acte de 1867 sont trop claires pour permettre une telle théorie. Toutes les fonctions essentielles de la société sont abandonnées aux gouvernements provinciaux.

C'est d'ailleurs pour permettre à l'électorat de mieux exercer son pouvoir de contrôle sur eux que les Pères de la Confédération leur ont laissé le champ de la taxation directe. Les hommes politiques, de l'époque déclaraient que les taxes directes étaient impopulaires, parce qu'elles frappent directement le contribuable. Si elles ne sont pas justifiées, elles peuvent être un danger pour l'homme politique qui les impose. C'est la raison principale de l'attribution des taxes directes aux gouvernements provinciaux. Les Pères de la Confédération n'ont-ils pas voulu par là faciliter, sur le plan provincial, l'exercice du gouvernement démocratique?

Les provinces sont aux prises avec des problèmes qui découlent du développement de leurs richesses naturelles. Elles doivent solutionner toutes les difficultés entraînées par leur expansion économique. Elles ne reçoivent pas d'aide pour la construction des routes et des ponts dans les régions nouvelles. Elles doivent contribuer à la construction des écoles et des hôpitaux. Elles doivent secourir les municipalités qui sont aux prises avec une foule de problèmes de vie collective. Une fois cette tâche accomplie, une fois qu'elles ont consacré des sommes énormes pour faire face à leurs obligations, les corporations qui profitent de ce développement versent les quatre cinquièmes de leurs impôts au gouvernement fédéral et le cinquième aux institutions provinciales.

Personne ne peut soutenir la justice et l'équité d'une pareille situation. Depuis 20 ans, sous l'inspiration de certains théoriciens, le gouvernement fédéral s'est engagé sur une fausse voie, en vertu de principes nouveaux dénués de sens pratique. Il est temps que la Confédération reprenne son sens véritable, celui qu'elle avait en 1867. Il est temps que les provinces puissent respirer de nouveau et collaborer complètement à la grandeur du Canada tout entier.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1960**

7 mois terminés - 5 mois en cours

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$24,000,000.00	
Sur les corporations (profits)	<u>85,000,000.00</u>	
		\$109,000,000.00
Impôt provincial sur le revenu		58,000,000.00
Sur la gazoline.....		93,000,000.00
Vente.....	65,500,000.00	
<i>À déduire : Partie attribuée au</i>		
Fonds d'éducation.....	<u>32,500,000.00</u>	
		33,000,000.00
Sur les successions.....		19,000,000.00
Sur le tabac.....		19,000,000.00
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,300,000.00
Loi de l'assistance publique:		
Courses.....	4,600,000.00	
Divertissements.....	2,200,000.00	
Pour hôpitaux (sur repas).....	6,200,000.00	
Entente fédérale provinciale	<u>10,000,000.00</u>	
		23,000,000.00
Pour la prévention des incendies.....		<u>167,000.00</u>
		\$355,467,000.00

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:		
Terres et Forêts		14,750,000.00
Mines.....		4,529,000.00
Ressources hydrauliques.....		5,228,000.00
Chasse		2,538,000.00
Pêcheries		231,000.00
Terres de colonisation		27,200.00
Attribué au Fonds d'éducation:		
Droits de coupe	670,000.00	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,600,000.00</u>	
		<u>6,270,000.00</u>
		33,574,000.00
Licences et permis:		
Véhicules automobiles.....		38,000,000.00
Hôtels, restaurants, etc.		650,000.00
Loi de l'assistance publique.....		200,000.00
Divers.....		<u>708,000.00</u>
		39,558,000.00

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1960 (suite)**

7 mois terminés - 5 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	\$ 1,000,000.00	
Département du procureur général.....	3,625,000.00	
Transports et Communications.....	710,000.00	
Département du travail.....	1,125,000.00	
Secrétariat de la province.....	300,000.00	
Ressources hydrauliques.....	554,500.00	
Divers.....	<u>188,800.00</u>	
		\$ 7,503,300.00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	5,100,000.00	
Divers comptes.....	<u>923,000.00</u>	
		6,023,300.00
Fonds d'éducation.....	41,370,000.00	
<i>À déduire : Revenus figurant à la rubrique:</i>		
Ressources naturelles.....	<u>6,270,000.00</u>	
		35,100,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941, chapitre 255, article 31).....	2,000,000.00	
Permis et droits.....	13,000,000.00	
Compte de commerce.....	35,000,000.00	
<i>À déduire : Octroi à l'assistance publique.....</i>		
	<u>1,000,000.00</u>	
	<u>34,000,000.00</u>	
		49,000,000.00
Autres revenus:		
Paiement de péréquation (net).....	63,200,000.00	
Subside canadien.....	3,173,000.00	
Amendes, etc.....	969,200.00	
Divers.....	<u>66,000.00</u>	
		<u>67,408,200.00</u>
Total des revenus.....		\$593,633,900.00

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1960**

7 mois terminés - 5 mois en cours

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 2,682,000.00	\$ 2,682,000.00	.....
Agriculture	31,459,000.00	31,198,000.00	\$ 261,000.00
Bien-être social	74,347,000.00	71,347,000.00	3,000,000.00
Chasse	4,606,000.00	4,106,000.00	500,000.00
Colonisation	15,625,000.00	12,100,000.00	3,535,000.00
Conseil exécutif	8,717,000.00	8,717,000.00	.....
Finances	9,424,000.00	9,424,000.00	.....
Industrie et Commerce	2,043,000.00	2,043,000.00	.....
Instruction publique	104,858,000.00	104,558,000.00	300,000.00
Jeunesse	23,977,000.00	17,477,000.00	6,500,000.00
Législation	1,542,000.00	1,542,000.00	.....
Mines	6,353,000.00	3,653,000.00	2,700,000.00
Pêcheries	4,450,000.00	3,880,000.00	570,000.00
Procureur général	19,387,000.00	19,387,000.00	.....
Ressources hydrauliques	4,735,000.00	4,433,000.00	302,000.00
Santé	77,281,000.00	77,281,000.00	.....
Secrétaire de la province	3,534,000.00	3,034,000.00	500,000.00
Terres et Forêts	9,856,000.00	9,606,000.00	250,000.00
Transports et Communications	882,000.00	882,000.00	.....
Travail	3,495,000.00	3,495,000.00	.....
Travaux publics	43,388,000.00	21,312,000.00	22,076,000.00
Voirie	116,242,000.00	43,142,000.00	73,100,000.00
Réserve	<u>2,000,000.00</u>	<u>2,000,000.00</u>	.....
	<u>\$570,883,000.00</u>	<u>\$457,299,000.00</u>	<u>\$113,584,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>\$ 21,911,000.00</u>	<u>\$ 21,911,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus

\$593,633,900.00

Dépenses:

Ordinaires

\$457,299,000.00

Service de la dette publique

21,911,000.00 \$479,210,000.00

Surplus au compte ordinaire

\$114,423,900.00

Compte immobilisation

\$113,584,000.00

Tableau No 3

Province de Québec

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1960-1961**

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$25,500,000.00	
Sur les corporations (profits)	<u>88,000,000.00</u>	\$113,500,000.00
Impôt provincial sur le revenu		61,000,000.00
Sur la gazoline.....		97,000,000.00
Ventes	70,000,000.00	
<i>À déduire : Partie attribuée au</i>		
Fonds d'éducation.....	<u>34,500,000.00</u>	35,500,000.00
Sur les successions.....		19,000,000.00
Sur le tabac.....		19,500,000.00
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,500,000.00
Loi de l'assistance publique :		
Courses.....	5,500,000.00	
Divertissements.....	2,300,000.00	
Pour hôpitaux (sur repas).....	6,400,000.00	
Entente fédérale provinciale	<u>8,500,000.00</u>	22,700,000.00
Pour la prévention des incendies.....		<u>170,000.00</u>
		\$369,870,000.00

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:		
Terres et Forêts		15,052,000.00
Mines.....		5,719,000.00
Ressources hydrauliques.....		6,972,000.00
Chasse		2,584,000.00
Pêcheries		275,000.00
Terres de colonisation		34,500.00
Attribué au Fonds d'éducation:		
Droits de coupe	675,000.00	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,800,000.00</u>	<u>6,475,000.00</u>
		37,111,500.00
Licences et permis:		
Véhicules automobiles.....		39,500,000.00
Hôtels, restaurants, etc.		650,000.00
Loi de l'assistance publique.....		255,000.00
Divers.....		<u>718,000.00</u>
		41,123,000.00

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1960-1961 (suite)**

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	\$ 1,000,000.00	
Département du procureur général.....	3,518,000.00	
Transports et Communications	725,000.00	
Département du Travail	1,145,000.00	
Secrétariat de la province.....	325,000.00	
Ressources hydrauliques.....	555,000.00	
Divers	<u>176,000.00</u>	
		\$ 7,444,100.00
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement	4,700,000.00	
Divers comptes.....	<u>856,700.00</u>	
		5,556,700.00
Fonds d'éducation.....	43,675,000.00	
<i>À déduire : Revenus figurant à la rubrique:</i>		
Ressources naturelles.....	<u>6,475,000.00</u>	
		37,200,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941, chapitre 255, article 31)	2,000,000.00	
Permis et droits	13,000,000.00	
Compte de commerce	\$37,000,000.00	
<i>À déduire: Octroi à l'assistance</i>		
publique.....	<u>1,000,000.00</u>	<u>36,000,000.00</u>
		51,000,000.00
Autres revenus:		
Paiement de péréquation (net)	64,300,000.00	
Subside canadien.....	3,173,400.00	
Amendes, etc.	951,800.00	
Divers	<u>66,700.00</u>	
		<u>68,491,900.00</u>
Total des revenus.....		<u>\$617,797,200.00</u>

Tableau No 4

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1960-1961**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 6,005,400.00	\$ 6,005,400.00	.....
Agriculture	33,762,000.00	32,612,000.00	\$ 1,150,000.00
Bien-être social	82,282,100.00	78,282,100.00	4,000,000.00
Chasse	4,895,000.00	4,395,000.00	500,000.00
Colonisation	15,125,000.00	12,075,000.00	3,050,000.00
Conseil exécutif	9,417,000.00	9,417,000.00	.....
Finances	10,413,700.00	10,413,700.00	.....
Industrie et Commerce	2,523,000.00	2,523,000.00	.....
Instruction publique	109,828,200.00	107,328,200.00	2,500,000.00
Jeunesse	25,877,000.00	20,877,000.00	5,000,000.00
Législation	1,604,400.00	1,604,400.00	.....
Mines	6,716,000.00	4,216,000.00	2,500,000.00
Pêcheries	4,386,000.00	3,936,000.00	450,000.00
Procureur général	20,681,000.00	20,681,000.00	.....
Ressources hydrauliques	5,499,000.00	4,894,000.00	605,000.00
Santé	74,166,000.00	74,166,000.00	.....
Secrétaire de la province	4,766,500.00	3,916,500.00	850,000.00
Terres et Forêts	9,520,000.00	9,300,000.00	220,000.00
Transports et Communications	922,000.00	922,000.00	.....
Travail	3,851,000.00	3,851,000.00	.....
Travaux publics	52,499,000.00	19,799,000.00	32,700,000.00
Voirie	<u>111,887,000.00</u>	<u>48,787,000.00</u>	<u>63,100,000.00</u>
	<u>\$596,626,300.00</u>	<u>\$480,001,300.00</u>	<u>\$116,625,000.00</u>
Service de la dette publique	<u>\$ 20,671,000.00</u>	<u>\$ 20,671,000.00</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$617,797,200.00

Dépenses:

Ordinaires..... \$480,001,300.00

Service de la dette publique..... 20,671,000.00 \$500,672,300.00

Surplus au compte ordinaire..... \$117,124,900.00

Compte immobilisation \$116,625,000.00

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subventions aux universités⁶

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) entre dans la Chambre, s'assoit, puis se lève.
(Acclamations à droite)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois qu'il est de mon devoir de communiquer à la Chambre une lettre que j'ai reçue, ce midi, du premier ministre du Canada, le très honorable John Diefenbaker. Il s'agit d'un document qui intéresse non seulement les membres de l'Assemblée législative, mais toute la population de la province.

"Ottawa, le 9 décembre 1959

"L'honorable Paul Sauvé, c.r.

"Premier ministre de la province de Québec

"Québec, Qué.

"Mon cher premier ministre,

"Le gouvernement a décidé de recommander au Parlement une mesure législative prévoyant une méthode alternative de versement des subventions fédérales aux universités.

"Aucun changement n'est envisagé pour les provinces qui préféreront s'en tenir à la méthode de subvention actuelle.

"Au cours de la prochaine session, le Parlement sera invité à statuer à la demande de tout gouvernement provincial qui s'engagera à verser à ses universités des subventions supplémentaires à une échelle équivalant aux subventions fédérales actuelles de \$1.50 par tête. La part provinciale du produit de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés gagné dans cette province en vertu des dispositions de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces, relativement au partage d'impôts, sera portée de 9 % à 10 %. Cela remplacera les subventions fédérales aux universités dans une telle province.

(Applaudissements à droite)

"Là où la perte de revenu pour le Trésor fédéral dépassera les subventions aux universités (\$1.50 par tête) dans la province en question, le gouvernement fédéral déduira cette différence d'autres versements faits à la province en vertu de la loi en cause.

"Si 1 % du produit de l'impôt sur le revenu des sociétés dans la province n'atteint pas le montant que représente la subvention de \$1.50 par tête, le gouvernement fédéral paiera au gouvernement de la province, au profit des universités, le montant de cet écart.

"Sous réserve de la modification par le Parlement de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, tout gouvernement provincial qui a loué le domaine de l'impôt sur le revenu fédéral aux termes d'un accord des sociétés au gouvernement conforme aux dispositions de la loi, pourra, s'il souhaite adopter le nouvel arrangement relatif aux subventions aux universités, modifier son accord en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés et en reprendre la perception aux conditions susmentionnées.

"En fin de compte, le gouvernement fédéral fera, dans l'ensemble, les mêmes versements qu'à l'heure actuelle, versés selon la même formule de répartition qu'à présent et sujets au relèvement régulier de l'ensemble des subventions en fonction de l'accroissement de la population.

"Si elles reçoivent l'approbation du Parlement, les nouvelles dispositions seront mises en application le 1^{er} avril 1960, et elles resteront en vigueur pendant deux ans, jusqu'à la fin de la période de cinq ans en cours, qui se termine le 31 mars 1962.

"Bien à vous,

"John D. Diefenbaker"⁷

(Applaudissements à droite)⁸

J'ai reçu cette lettre à midi. J'ai l'intention d'en discuter immédiatement avec mes collègues du Conseil exécutif et de soumettre la chose à l'Assemblée législative avant de répondre à l'offre faite à toutes les provinces de la Confédération canadienne par le chef du gouvernement canadien. L'offre fédérale est dans l'esprit de l'offre faite par la province de Québec le 15 octobre dernier.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain.
Adopté.

La séance est levée⁹.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 11 décembre 1959, à la page 3, précise que le projet de loi n'est pas encore imprimé.

2. Version des *Journaux de l'Assemblée législative* de 1959-1960, à la page 174. Le *Montréal-Matin* du 11 décembre 1959, à la page 4, écrit plutôt que c'est M. Sauvé qui présente ce projet de loi.

3. Cette annonce avait été faite la veille, soit le 9 décembre 1959.

4. Habituellement, le discours du budget a lieu au mois de février. *La Presse* du 11 décembre 1959, à la page 1, écrit d'ailleurs qu'il semble que ce soit la première fois qu'il soit prononcé avant Noël.

5. *Le Montréal-Matin* du 11 décembre 1959, à la page 3, souligne que M. Bourque est entré en Chambre à 2 h 45 et qu'il portait une tenue de grandes occasions, soit un veston noir et des pantalons rayés. Puis, quelques minutes avant 3 heures, il a rencontré le chef de l'opposition sur le parquet de l'Assemblée pour lui remettre une copie officielle de son discours.

6. Ce problème commence en 1952, lorsque le gouvernement fédéral décide de verser des subventions aux universités. La première année, Québec les avait acceptées "sous réserve"; mais elle les refuse depuis 1953. En 1956, le gouvernement fédéral avait donc décidé de garder les octrois rejetés dans un "trust", jusqu'à ce qu'ils soient acceptés par le gouvernement provincial. En 1959, c'est \$25,000,000 qui dorment dans les coffres de la Conférence nationale des universités à l'intention des universités du Québec. Afin de régler la question,

M. Sauvé avait proposé, le 15 octobre 1959, une formule de règlement au premier ministre du Canada, M. Diefenbaker.

7. *La Tribune* du 11 décembre 1959, à la page 19, précise que la lettre est rédigée en français.

8. *The Quebec Chronicle* du 11 décembre 1959, à la page 1, précise que les députés ministériels "frappent bruyamment sur leurs pupitres." Pendant ce temps, selon *La Presse* du même jour, à la page 2, les députés de l'opposition gardent le silence. Même une fois les exclamations des ministériels terminées, les libéraux ne posent aucune question.

9. *La Presse* du 11 décembre 1959, à la page 2, souligne que la séance a été levée quelques minutes après la lecture de la lettre de M. Diefenbaker.

Séance du lundi 14 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 217 concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances;
- bill 124 relatif à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 177 concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs.

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de représenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 158 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;
- bill 163 modifiant la charte de la cité de Westmount;
- bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville;
- bill 196 modifiant la charte de la ville de Richmond;
- bill 115 accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville;
- bill 114 modifiant la charte de Farnham.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas.

Projets de loi:

**L'Union Canadienne,
compagnie d'assurances**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Albert Daoust

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 relatif à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Joseph H. Jacobs**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Westmount

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Richmond

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 196 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cowansville

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Farnham

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de Farnham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Russell Lukasiewicz

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Ministère du Travail, Rapport 1958-1959

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1959. (Document de la session no 58)

Projets de loi:

Loi du département des Transports et Communications

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant la loi du département des transports et communications.

Le bill numéro 45, dit-il, a pour but de confier au ministre des Transports et Communications l'exécution des lois et des appropriations de deniers votés par la Législature relativement à des services de transport aérien ou maritime organisés pour le bénéfice de la population de la province ou de certaines régions du Québec.

La loi a également pour but d'établir, au ministère des Transports et Communications, un service central de transport aérien pour le bénéfice des divers services de l'administration provinciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du progrès de l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation¹.

Il s'agit, dit-il, d'une couple d'amendements à la loi actuelle. Un de ces amendements aura pour effet d'élever le niveau des salaires du personnel enseignant rural. L'autre aura trait au règlement des conflits entre les commissions scolaires et leurs employés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Aide aux corporations scolaires

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant.

La mesure, dit-il, établira un nouveau barème pour ces primes de traitement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subventions pour l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (High Schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

Il s'agit tout simplement de mettre à jour la loi régissant ces subventions et qui remonte à 1921.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis;
- bill 5 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles;
- bill 7 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- bill 11 modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage;
- bill 14 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 16 modifiant la loi de l'art musical;
- bill 17 modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques;
- bill 19 pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;
- bill 22 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec;
- bill 24 modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay;
- bill 34 modifiant la loi de la Régie des transports;
- bill 97 concernant l'Orateur de l'Assemblée législative.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds;
- bill 105 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 106 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 107 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 121 concernant la succession du Très Honorable Raoul Dandurand;
- bill 138 concernant la succession de Joseph Labrèche;
- bill 139 constituant en corporation Beth Zion Congregation;
- bill 148 concernant Duvan Copper Company Ltd.;
- bill 157 concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus;
- bill 159 constituant en corporation le Séminaire de Sherbrooke;
- bill 169 concernant Lakeshore Unitarian Church;
- bill 171 concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie;
- bill 211 modifiant la charte de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises);
- bill 214 accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke;
- bill 229 changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora.

Questions et réponses:

Lévis Lorrain

M. Parent (Hull): Le gouvernement ou l'un de ses organismes paie-t-il un ou des salaires,

rémunérations, honoraires ou autres montants d'argent quelconques à M. Lévis Lorrain, publiciste?

Dans l'affirmative, par l'entremise de quel ministère, département ou organisme, et quels montants ont été ainsi payés à M. Lévis Lorrain, et à quels titres, au cours des années:

a) 1956? b) 1957? c) 1958? d) et depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'au 31 octobre 1959?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement ou l'un de ses organismes n'a jamais payé de salaires, rémunérations, honoraires ou autres montants d'argent quelconques à M. Lévis Lorrain, publiciste.

Commission des loyers à Hull, Aylmer, Gatineau, Buckingham

M. Parent (Hull): 1. Quels sont les noms, prénoms et adresse des personnes des cités de Hull, Aylmer, Gatineau et Buckingham auxquelles la Commission des loyers a payé un traitement, salaire, rémunération ou des honoraires depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'au 30 novembre 1959?

2. Quel a été le montant payé à chacune de ces personnes au cours de cette dite période?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. et 2. Groulx, François, 69, rue Prud'homme, Hull	\$ 2,200.00
Huard, H.-G., Palais de Justice, Hull	90.00
Mougeot, Lionel, 190, rue Principale, Hull	1,100.00
Patry, Mme C., 18, rue Maisonneuve, Hull	2,750.00
Patry, Réjean, 45a, rue Principale, Hull	1,100.00
St-Onge, Roland, 127a, rue Binet, Hull	2,200.00
Théoret, Roland, 151, Boulevard Maloney, Hull	1,100.00
Wallace, Miller, 190a, rue Principale, Hull	1,100.00
Charron, Gérard, rue Principale, Buckingham	1,100.00

Protection contre l'incendie à Asbestos

M. Lafrance (Richmond): 1. Une demande a-t-elle été faite au gouvernement par les autorités municipales de la ville d'Asbestos, depuis le 1^{er} avril 1955 jusqu'à date, pour l'obtention de subventions

pour aider à défrayer le coût d'organisation de système de protection contre l'incendie?

2. Dans l'affirmative, des subventions ont-elles été accordées, pour quel montant et à quelle date dans chaque cas?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Oui.

2. Une subvention de \$16,124.22, le 25 novembre 1959.

Demande et dépôt de documents:

LaSalle Equipment Inc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de chaque rapport annuel transmis au secrétaire de la province, depuis le 1^{er} janvier 1953 jusqu'au 15 novembre 1959, par la compagnie LaSalle Equipment Inc., tel que requis par l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (S.R.Q., 1941, chapitre 281)².

Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 59)

Emprunts du gouvernement

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de chacun des arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil à l'occasion des emprunts que le gouvernement a contractés au cours de l'année 1959 de Hydro-Québec, de la Commission des accidents du travail et de la Commission du salaire minimum.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 60)

Projets de loi:

Loi du progrès de l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté.

Subventions pour l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 pour augmenter et généraliser les subventions aux collèges classiques, aux institutions protestantes d'enseignement secondaire (High Schools), aux écoles normales et aux instituts familiaux.

Adopté.

Réponse du gouvernement fédéral à une motion de la Chambre

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) communique à la Chambre le texte d'une lettre reçue d'Ottawa, en réponse à la motion adoptée unanimement la semaine dernière et priant le gouvernement fédéral de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger l'industrie du textile.

L'autre jour, dit-il, j'ai eu l'occasion de lire à la Chambre la réponse foudroyante que nous avons reçue d'Ottawa à la suite d'une motion semblable adoptée il y a quelques années³. Voici maintenant la réponse qu'a reçue le greffier de la Chambre après avoir transmis aux autorités fédérales la motion de la semaine dernière.

"Monsieur Antoine Lemieux,
"Greffier de l'Assemblée législative,
"Province de Québec,
"Québec.

"Cher M. Lemieux,

"Le premier ministre a attiré mon attention sur votre lettre du 10 décembre et sur les copies que vous y aviez jointes de la résolution concernant l'industrie du textile, qui a été adoptée à l'unanimité par les députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, à leur séance du 9 décembre 1959.

"Tout en vous accusant réception de votre communication, je tiens à vous assurer que l'important sujet dont traite la résolution recevra la considération la plus attentive.

"Votre bien dévoué,
"Gowan T. Guest,
"L'adjoint exécutif au premier ministre"

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
(En remettant la lettre au greffier) Le tout, sans commentaires.
(Rires de la Chambre)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voilà pourquoi votre fille est muette⁴.

Subventions aux universités

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avant l'ajournement de la séance, jeudi dernier, le premier ministre a lu le texte de la réponse de M. Diefenbaker à son projet de solution au problème des octrois fédéraux aux universités. Il a dit plus tard que cette réponse était dans l'esprit du projet qu'il avait soumis. Je voudrais lui poser une double question à ce propos.

1. Est-ce que le premier ministre du Québec avait soumis son projet par écrit?

2. Si oui, ne croit-il pas que le texte de la proposition en question devrait être déposé sur la table du greffier?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
En réponse aux questions du chef de l'opposition, je dois dire que, lors de mon voyage à Ottawa, en octobre, pour la reprise de la Conférence des ministres des Finances⁵, j'ai eu l'occasion de rencontrer le premier ministre du Canada et le ministre fédéral des Finances, M. Fleming. J'ai discuté avec eux de la situation qui résulte pour la province de Québec du système établi par le gouvernement pour le paiement de subventions aux universités. J'ai discuté avec eux les divers aspects de ce problème.

J'ai suggéré au premier ministre Diefenbaker et au ministre des Finances ce que je croyais être un projet de solution équitable. Je les ai avisés en même temps d'une décision prise par le gouvernement du Québec de soumettre au cours de la présente session provinciale certaine législation. Je leur ai demandé quelle serait la réaction du gouvernement fédéral, quelle attitude il prendrait devant telle ou telle situation.

Durant la conférence de presse que j'ai tenue à Ottawa, à l'occasion de la conférence fiscale d'octobre, j'ai dit aux journalistes que, dans mon opinion, il y avait une solution possible au problème,

une solution qui respecterait intégralement les principes à la base de l'autonomie provinciale, de même que l'esprit et la lettre de la Confédération canadienne, et qui fournirait en même temps aux universités du Québec l'aide à laquelle elles ont droit.

J'ai ajouté que si je ne cherchais pas véritablement à en arriver à un règlement du problème, je n'aurais aucune objection à faire connaître la teneur de ma proposition et je me permettrais de discuter publiquement les entretiens que j'avais eus avec le premier ministre et le ministre des Finances.

Mais, comme je craignais que la publicité ne devienne une cause de discorde et nuise ainsi à la solution du problème que nous recherchons dans l'intérêt du pays et de la province, j'ai dit aux journalistes que je trouvais préférable d'observer la plus entière discrétion et poursuivre discrètement les entretiens commencés.

Je n'ai pas fait alors de représentations par écrit, parce que je crois qu'il est important de laisser ce sujet ouvert pour pouvoir en discuter avec toute la latitude possible. J'ai tout simplement expliqué aux autorités fédérales la ligne de conduite que nous entendions suivre à la Législature provinciale. J'ai demandé au premier ministre et au ministre des Finances de me dire quelle serait leur réaction à un geste du genre posé par Québec.

J'ai reçu la réponse de M. Diefenbaker, jeudi dernier, et je l'ai communiquée à la Chambre. J'ai annoncé en même temps que je la soumettrai à mes collègues du Conseil exécutif aussitôt que possible, afin que nous puissions l'étudier ensemble. J'ai ajouté que je lui répondrais après avoir consulté les membres du cabinet. Mon intention est de ne rendre public le texte de ma réponse à l'alternative fédérale que lorsque j'aurai la certitude que M. Diefenbaker l'aura reçue. Je me ferai alors un devoir de la soumettre à l'Assemblée législative.

J'ajoute que c'est en réponse aux questions des journalistes après la séance de la Chambre que j'ai parlé de la lettre de M. Diefenbaker. On m'a demandé si cette lettre était conforme aux propositions que j'avais moi-même formulées. J'ai répondu qu'elle ne concernait qu'une partie des propositions que j'avais faites au gouvernement fédéral. C'est encore devant les journalistes que j'ai dit que le fait de proposer une alternative pour ces octrois du fédéral aux universités était dans l'esprit de mes propres propositions.

Toutes les propositions et toutes les ententes entre Québec et Ottawa doivent se faire selon l'esprit de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Je crois qu'il est important de conserver le caractère

privé à ces entretiens entre les deux gouvernements en ne déposant pas immédiatement en Chambre le texte des propositions que j'ai faites à Ottawa.

Projets de loi:

Loi de l'autoroute Montréal-Laurentides

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour objet de donner à l'Office de l'autoroute des Laurentides certains pouvoirs qu'a le ministre de la Voirie relativement à l'entretien de l'autoroute.

Le projet de loi prévoit aussi, dans un amendement, que les employés de l'Office pourront bénéficier de la loi des pensions tout comme les autres employés de la province de Québec. L'Office paiera sa part des primes au même degré que paient le gouvernement ou les autres commissions provinciales.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 10, est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

"Les officiers et employés de l'Office sont régis par la section III de la loi des pensions.

"Les dispositions du second alinéa de l'article 52 et du second alinéa de l'article 63 de la loi des pensions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'Office."

Cet article est amendé et les mots "second alinéa" sont remplacés par "troisième alinéa".

L'amendement est adopté.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a maintenant 94 employés réguliers sur la liste de paie de l'autoroute.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est un nombreux personnel pour administrer une route qui n'a que 30 milles de longueur.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La route, en fait, est plus longue que cela, car elle a six voies, trois dans un sens, trois dans l'autre, et elle nécessite plus d'entretien qu'une autre qui n'a que 24 pieds de largeur.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il s'agit de la plus belle autoroute de l'Amérique du Nord et elle nécessite une surveillance et un entretien constants, jour et nuit.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) émet une objection à propos de la nomination des membres du personnel de l'autoroute. La loi dit que c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui nomme le personnel.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est l'Office qui recommande les nominations.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) suggère de changer la loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand la loi a été faite, on s'est préoccupé surtout du côté administratif de l'affaire. Cette proposition semble raisonnable.

Il (l'honorable M. Sauvé) propose de rapporter le projet et dit qu'il préparera un amendement pourvoyant à ce que ce soit l'Office qui nomme désormais les employés et non le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'an dernier, lors de l'étude de la loi de l'autoroute, l'opposition a proposé un amendement dans le même sens que celui que veut apporter maintenant le premier ministre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande aux membres de l'opposition s'ils veulent qu'il s'excuse de son attitude antérieure.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'ancien premier ministre (M. Duplessis) avait alors déclaré que l'amendement de l'opposition n'avait pas de bon sens.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai assez de respect pour sa mémoire pour penser maintenant que, s'il a dit ça, c'est qu'il avait raison. Aucun amendement ne sera apporté. On laisse tout cela comme c'est. Êtes-vous contents?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La limite de vitesse de 60 milles à l'heure sur l'autoroute des Laurentides n'est pas suffisante. Elle n'est de toute façon pas respectée, ils roulent tous à environ 80, 85 milles à l'heure, et les gens qui s'y maintiennent courent de graves risques. Il est ridicule d'avoir la même limite de vitesse sur l'autoroute que sur les routes provinciales ordinaires. Il propose d'augmenter la limite de vitesse à 70 milles dans le jour et à 65 milles le soir. Si une limite de 70 milles à l'heure était permise, elle pourrait être appliquée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette suggestion contredit les panneaux du département de la Voirie selon lesquels "l'excès de vitesse est mortel".

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond qu'il va transmettre cette demande à l'Office de l'autoroute.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:
"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 17, les suivants:

"17a. La pose d'affiches et de panneaux-réclames est prohibée le long de l'autoroute en deçà d'une distance déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui peut varier, d'une partie à l'autre de son parcours, selon les circonstances de lieux.

"17b. L'Office peut installer des garde-neige sur les terrains adjacents à l'autoroute, à des endroits appropriés, mais de façon à ne pas causer de dommages et dans aucun cas devant des maisons ou autres bâtiments."

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Pourquoi on n'applique pas la loi générale des panneaux-réclames?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'Office doit réglementer la pose de ces annonces, et il lui faut

les mêmes pouvoirs que le gouvernement a par la loi des panneaux-réclames. C'est bonnet blanc, blanc bonnet.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je ferai remarquer au député de Saint-Maurice (M. Hamel) que nous ne parlons pas du Crédit social. Il est plus simple de donner ces pouvoirs à l'Office de l'autoroute que de forcer les gens à se référer à une autre loi.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il vaudrait mieux prohiber l'affichage des annonces sur toute la longueur de cette route moderne parce qu'elles constituent une distraction et deviennent dangereuses.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ceci n'est pas pratique non plus parce qu'il sera impossible de déterminer des causes possibles devant les tribunaux. Qu'est-ce que "le long de la route" signifie en cour? Jusqu'à quelle distance les panneaux-réclames seront-ils prohibés? Jusqu'à 50, 100, 200 pieds? Ça n'empêchera pas plus de poser de grandes annonces à une distance qui s'opposera à l'intention de la loi.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): On devrait défendre les panneaux-réclames sur tout le terrain qui est la propriété de l'Office.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dans ce cas, l'Office n'a pas besoin de loi. Elle est sur son terrain et peut faire ce qu'elle croit bon.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut permettre ou défendre. Si on le permet, il faudra des règlements, et alors, il vaudra mieux avoir une loi générale, car si l'Office de l'autoroute peut exproprier, il arrivera ce qui arrive toujours. Il est important de protéger les membres de l'Office contre leurs propres faiblesses.

La loi pose un principe dangereux en décrétant que les affiches et panneaux-réclames sont prohibés en deçà d'une distance déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et qui peut varier d'une partie à l'autre de son parcours, selon les circonstances et les lieux. Le fait de laisser la décision au cabinet est une mauvaise façon de procéder parce que, s'il s'agit d'un ami, on pourra faire un traitement de faveur. On peut permettre à un ami du régime de poser une annonce à un certain endroit et ne pas le permettre à quelqu'un d'autre. Les abus sont à craindre.

Pourquoi ne pas laisser à des urbanistes le soin de décider? Pourquoi une loi d'exception pour l'autoroute? Pourquoi ne pas mettre dans le code de

l'autoroute une disposition à l'effet que telle ou telle affiche pourra être placée à telle ou telle distance, comme dans la loi générale? Je ne fais qu'essayer de protéger le parti de ses propres faiblesses, qui mènent à des abus comme il s'en est commis durant les 15 dernières années.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

D'après la prétention du député de Saint-Maurice, il faudrait faire disparaître la croix du Mont-Royal. Sur l'autoroute, les circonstances varient d'un endroit à un autre et il faut prévoir.

Il est impossible d'établir des règlements qui s'appliqueraient à toute la route, parce qu'en certains endroits elle passe près de différentes municipalités ou les traverse, tandis qu'à d'autres endroits elle passe en pleine campagne.

Ce qui peut être une annonce raisonnable à 50 pieds peut être plus visible à 150 pieds. Une laiterie, par exemple, peut installer une grosse annonce représentant une vache et cette annonce pourrait être visible à trois milles à la ronde.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 29 modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à rendre uniforme la distance en deçà de laquelle la pose d'affiches et de panneaux-réclames pourra être prohibée le long de l'autoroute".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu, Bellemarre, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thuot, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 29 modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à:

"1. laisser à l'Office le soin de nommer ses employés et de fixer leur rémunération;

"2. prévoir la publication de ses règlements dans la *Gazette officielle de Québec* avant leur entrée en vigueur."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu, Bellemarre, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost,

Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thuot, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Beaulieu, Bellemarre, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thuot, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 29 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter⁶.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 4 modifiant la loi des accidents du travail, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant dans la cinquième ligne le mot "depuis" par le mot "après".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié aux deux premières lignes du sous-article 6a en remplaçant les mots "La

vente des obligations émises en vertu de la présente loi" par ce qui suit:

"La vente des obligations émises par les corporations municipales en vertu de la présente loi".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 8 est modifié en remplacement les mots "Le jour de sa sanction" par ce qui suit: "le 5 janvier 1960".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and affiliated Congregation Shaare Tefillah, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant les mots "école privée" par ce qui suit: "école d'instruction religieuse".

Projets de loi:

Loi des accidents du travail

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 4 modifiant la loi des accidents du travail.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des services d'aqueduc et d'égout

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 6 modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des relations ouvrières

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 8 modifiant la loi des relations ouvrières.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Congregation Shaare Tefillah

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 104 concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and affiliated Congregation Shaare Tefillah.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi érigeant en corporation Community Holy Association of United Jewish Congregations";

2. L'article 1 est modifié à la sixième ligne en intercalant, après le mot "United", le mot "Jewish";

3. L'article 3 est modifié en remplaçant les mots "école de religion" par ce qui suit: "école d'instruction religieuse".

Projets de loi:

Community Holy Association of United Jewish Congregations

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 érigeant en corporation Community Holy Association of United Congregations.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Écoles d'architecture et des beaux-arts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 40 des écoles d'architecture et des beaux-arts.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: Que les dépenses relatives à l'établissement et au maintien de l'École d'architecture de Montréal et de l'École d'architecture de Québec, jusqu'au 1^{er} avril 1960, seront payées à même le montant prévu à l'item 6 de la section XVII (secrétaire de la province) de l'annexe de la loi des subsides No 3, 1959-1960, et, jusqu'à concurrence de cinquante mille dollars, à même le fonds consolidé du revenu conformément à l'article 2, de la loi qui accompagne la présente résolution.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 40 des écoles d'architecture et des beaux-arts.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 des écoles d'architecture et des écoles des beaux-arts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les paragraphes 1 à 5 de l'article 1 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 1, qui se lit comme suit:

"6. Pour chacune des écoles régies par la présente section, un conseil pédagogique est institué et composé

"a) du directeur de l'école;

"b) d'au moins deux membres et d'au plus quatre membres nommés pour trois ans par le secrétaire de la province sur la recommandation du directeur général;

"c) de deux membres nommés pour trois ans par le secrétaire de la province sur la recommandation de l'Association des architectes de la province de Québec. Cette association choisit un de ces membres parmi les architectes diplômés de la section d'architecture de l'École des beaux-arts de Québec ou de Montréal ou de l'une des écoles d'architecture créées par la présente loi."

L'honorable M. Prévost (Montmorency) insiste sur la formation d'un conseil pédagogique qui se compose des principaux professeurs dans chaque catégorie des beaux-arts.

M. Hamel (Saint-Maurice) émet des objections. Il dit qu'il aurait voulu que les membres de conseils pédagogiques des institutions mentionnées ainsi que les examinateurs soient nommés par la direction des écoles et non par le secrétaire de la province. Il fait allusion à l'enseignement gratuit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Celui qui préconise pareil enseignement n'est pas qualifié pour enseigner⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice) révèle qu'un certain professeur d'école normale avait été persécuté, ces dernières années, parce qu'il s'était déclaré en faveur de l'enseignement gratuit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): De quelle école s'agit-il?

M. Hamel (Saint-Maurice): De l'École normale Laval de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) met au défi le député de Saint-Maurice de nommer cet instituteur. Est-ce le gouvernement, est-ce le secrétaire de la province, qui a persécuté le professeur dont fait mention le député de Saint-Maurice?

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il fournira des détails de l'affaire à la Chambre au moment opportun. On va discuter ça en temps et lieu, dit-il.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition veut livrer une lutte quand il n'y a rien, mais quand il y a quelque chose, elle s'enfuit.

M. Brown (Brome) pose plusieurs questions au secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) et demande si les personnes qui obtiennent des certificats de ces écoles peuvent pratiquer dans d'autres provinces que la nôtre⁸.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): L'enseignement diffusé par l'École d'architecture de la métropole est aussi bon et peut-être supérieur à celui qui est donné dans les établissements analogues des autres provinces. L'École d'architecture de Montréal exige que les élèves, avant de s'y inscrire, aient leur B.A. Il y a bien des écoles d'architecture qui n'en exigent pas autant.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4, et le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Justice dans les Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 concernant l'administration de la justice dans les Îles-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

En 1952, dit-il, le Parlement a aboli la Cour de circuit dans la province, mais la situation n'était pas claire pour le cas de la Cour de circuit dans les

Îles-de-la-Madeleine. Des juges ont accepté d'entendre des causes de cette sorte dans les Îles depuis 1952, d'autres juges ont refusé de le faire. Le projet de loi prolonge l'existence de la Cour de circuit dans cette partie de la province, mais seulement pour certaines actions pendantes jusqu'au 10 décembre 1960.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quels juges se sont occupés de ce genre de causes?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il s'agit des juges de la Cour supérieure.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Suspension des travaux

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La réception de multiples délégations empêche le Conseil exécutif de se réunir aussi souvent qu'il le voudrait. Il demande donc la permission de suspendre les délibérations de la Chambre jusqu'à 8 heures, afin que le Conseil des ministres puisse se réunir dans l'intervalle.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Grève de la Dominion Textile à Magog

L'honorable M. Barrette (Joliette) annonce que les deux parties impliquées dans la grève de

Magog lui ont suggéré d'intervenir, afin de mettre fin au conflit⁹.

Il (l'honorable M. Barrette) dit que M. René Gosselin, président de la Fédération du textile, lui a demandé, il y a quelques jours, d'agir comme médiateur. Je lui ai répondu, dit-il, que je n'avais pas le pouvoir d'agir ainsi à moins que les deux parties ne le demandent. Mais je viens de recevoir un télégramme de M. Archibald, de la Dominion Textile. M. Archibald me dit que sa compagnie est prête à venir participer à des séances de médiation à Québec. Alors, je puis maintenant agir comme médiateur.

J'ai avisé, dit-il, le syndicat et la compagnie de mon acceptation et je leur ai promis de présider moi-même une bonne partie des séances de médiation. Il rappelle qu'il a déjà agi comme médiateur en 1957 dans l'affaire de l'Aluminium Company¹⁰. Ces séances avaient duré sept semaines et avaient pris tout mon temps durant cette période. Il serait à peu près physiquement impossible que je puisse présider toutes les séances de cette nouvelle médiation, mais j'y assisterai autant que je pourrai le faire et je me ferai un plaisir de suivre l'affaire de près. La médiation se poursuivra à mon bureau sous la présidence de mon sous-ministre¹¹ qui me remplacera de temps à autre, quand le travail législatif requerra ma présence en Chambre. Elle devrait commencer dès cette semaine, dit-il.

Il rappelle la mission remplie par M. Jacques Casgrain, le 4 décembre, alors qu'il avait obtenu du syndicat qu'il laisse entrer les préposés aux bouilloires, et de la compagnie qu'elle suspende ses procédures prises contre les grévistes. À ce moment-là, dit-il, il ne pouvait s'agir de véritable médiation, car aucune des parties de l'avait sollicité. Il s'agissait de préparer le terrain en faisant disparaître ces deux obstacles majeurs.

C'est sûrement un pas dans la bonne direction. Je crois que nous pouvons maintenant espérer qu'il sera possible de mettre fin au présent conflit avant la fin de l'année en cours¹².

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les dispositions nécessaires pour que le Conseil supérieur du travail soit en mesure de remplir les fonctions que la loi lui a assignées".

Je voudrais soulever un problème important, celui du Conseil supérieur du travail. Créé en 1940, il devait être un organisme consultatif du gouvernement sur maints sujets intéressant et le monde du travail et les employeurs. Je crois que nous aurions grand avantage à avoir les lumières des membres de cet important comité, spécialement sur le problème de l'habitation, car on sait qu'un des moyens les plus efficaces de combattre le communisme, c'est de veiller à ce que le plus grand nombre possible de membres de la classe ouvrière deviennent propriétaires.

Il (M. Hamel) félicite ceux qui avaient créé cette loi du Conseil supérieur du travail, car, dit-il, il est facile de constater qu'ils ont conçu un beau projet. Le Conseil, en effet, groupait huit représentants ouvriers, huit représentants du capital et huit personnes nommées par le gouvernement provincial parmi les gens qualifiés sur ces sortes de problèmes. On pouvait aussi adjoindre au comité, mais sans droit de vote, trois représentants du ministère du Travail et trois représentants du ministère de l'Industrie et du Commerce.

On voit combien ce Conseil était représentatif, et il a été possible de constater que les personnes nommées étaient dignes de la confiance qu'on avait mise en elles. Ces membres étaient nommés pour trois ans et devaient garder la confiance des groupements qui les avaient recommandés au ministre du Travail, car on voulait que ce Conseil soit continuellement le porte-parole des divers milieux qui y étaient représentés.

Le Conseil supérieur du travail a siégé. Il a même proposé et adopté à l'unanimité un code du travail qui aurait dû être soumis à la Chambre par le gouvernement. Malheureusement, on n'en a presque plus entendu parler.

Qu'est devenu le Conseil du travail? Est-il mort d'inanition ou l'a-t-on sacrifié par mesure d'euthanasie? On le dirait bien à voir les *Comptes publics*. En 1955-1956, le gouvernement s'est fait voter \$15,000 pour cet organisme. Dans les *Comptes publics*, on constate

qu'il n'a dépensé que \$1,285. L'année suivante, il a encore demandé \$15,000, mais il n'a absolument rien dépensé. Même chose pour les années qui ont suivi.

Le gouvernement devrait faire en sorte de ressusciter ce Conseil. C'est évident qu'il ne s'est pas réuni puisqu'on n'a rien dépensé. Le gouvernement devrait se conformer à la loi de 1940 et redonner à la province ce Conseil supérieur du travail qui avait rendu de grands services.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'Union nationale, pendant les cinq ans qu'elle a été dans l'opposition, de 1939 à 1944, aurait pu présenter plusieurs fois une motion du même genre, parce que, sous le régime libéral, le Conseil supérieur du travail n'a siégé que deux ou trois fois sans faire de recommandations appréciables. Ce Conseil a été créé par une loi, en février 1940, et il n'a été constitué que deux ans et demi plus tard. Par la suite, il n'a siégé que très peu de temps, à deux reprises, et il s'est contenté de faire des suggestions générales.

Sous le gouvernement actuel, l'opposition est moins justifiée de présenter une motion de ce genre. J'ai, pour ma part, invité les membres du Conseil supérieur du travail à se réunir aussi souvent qu'ils le voudraient. En fait, toutes les lois que j'ai présentées ici ont été soumises au préalable à ce Conseil. Il a siégé régulièrement et il a souvent suggéré des amendements aux lois ouvrières, qui ont été acceptés.

Il (M. Barrette) dit que c'est lui-même qui a soumis au Conseil supérieur du travail une demande de préparer un projet de code du travail. Les membres du Conseil ont accepté, dit-il, et pendant deux ans de labeur continu, après avoir formé une commission conjointe, ils ont préparé le projet qui nous a été remis et qui fut mis en forme légale par des avocats, avant d'être retourné au Conseil supérieur lui-même pour approbation définitive.

Mais, par la suite, certains représentants ouvriers ont demandé que ce code ne soit pas appliqué maintenant. En tout cas, j'aurais été heureux de soumettre ce projet de code du travail au Parlement, et je le serais encore si les ouvriers ne m'avaient pas représenté qu'il valait mieux attendre, pour le moment.

Depuis la fin du travail de codification, le Conseil supérieur ne s'est pas réuni, mais les lois amenées cette année sont extraites de ce projet de code.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre se rend bien compte que la motion du député de Saint-Maurice (M. Hamel) n'a qu'un but: permettre à l'opposition libérale de récolter le crédit

d'une décision déjà prise par le gouvernement et que j'ai moi-même annoncée, il y a deux ou trois semaines, dans une conférence de presse.

J'avais alors annoncé que le gouvernement avait décidé de reconstituer le Conseil supérieur du travail, et quand le député de Saint-Maurice vient, dans une motion, exprimer l'avis qu'il faut faire renaître le Conseil supérieur du travail, il espérait que personne ne s'en apercevrait. Je voterai personnellement contre cette motion parce qu'elle n'a qu'un but politique.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: M. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, 13.

Contre: M. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Turcotte, Vachon, 58.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est adoptée et la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Des députés de l'opposition questionnent le ministre du Travail (M. Barrette) au sujet des salaires payés dans son département.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Relativement aux conciliateurs, l'augmentation moyenne est de \$1,000 depuis le 1^{er} novembre 1959.

(Lors de l'étude d'un poste budgétaire concernant la Commission du salaire minimum, un débat s'engage ensuite au sujet de deux fonctionnaires qui ont les mêmes noms et les mêmes prénoms, mais qui ne gagnent pas les mêmes salaires.)

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si les fonctionnaires ont le droit de faire de la politique dans l'exercice de leurs fonctions.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le député de Saint-Maurice prétend qu'on doit congédier un fonctionnaire qui fait de la politique?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux savoir si, dans l'administration des lois, les fonctionnaires ont le droit de faire de la politique.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le député de Saint-Maurice a une raison de prendre position devant la Chambre? Le peuple a le droit de savoir s'il mettrait dehors lui-même un fonctionnaire qui ferait de la politique.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande si un fonctionnaire peut quitter sa position pendant un mois ou un mois et demi, pour aller faire de la politique, et revenir à son poste. Il cite un nom.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des précisions. Il y en a deux du même nom, dit-il.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre du Travail la liste des employés de la Commission du salaire minimum.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il n'a pas toute l'information avec lui, mais ajoute qu'il fournira la liste demandée d'ici quelques jours.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi l'opposition ne peut obtenir cette liste immédiatement? Le gouvernement, dit-il, n'a pas tenu compte des demandes précédentes faites à ce sujet.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a eu à s'occuper de questions plus urgentes au cours des derniers mois. La présente session a commencé il y a un mois et, si l'opposition a attendu jusqu'à ce soir avant de nous demander cette liste, alors je dis qu'il est évident aussi qu'elle ne considère pas cette question comme étant urgente.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce que je veux, c'est découvrir jusqu'à quel point le régime actuel utilise la fonction publique pour camoufler ses organisateurs politiques. Des noms de favoris de l'Union nationale sont camouflés sur les listes de paye de la Commission du salaire minimum et de la Régie des alcools. L'argent dépensé pour le maintien de ces commissions est l'argent des contribuables. En s'en servant pour payer des salaires aux amis du régime, le gouvernement se sert des fonds publics à des fins politiques¹³.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de donner les noms de fonctionnaires qui auraient été utilisés à des fins électorales par le gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice) refuse de mentionner des noms.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice doit savoir si ce qu'il dit est vrai ou non. S'il sait que c'est vrai, il peut nous dire que, dans tel cas, tel fonctionnaire est payé par la province pour faire de la petite politique. S'il ne le sait pas, eh bien, il agit comme d'habitude, il fait une affirmation gratuite. Qu'on donne des noms, qu'on apporte des précisions, qu'on dénonce des coupables s'il y en a. Mais il y a une limite à ce procédé malhonnête qu'utilise le député de Saint-Maurice, qui consiste à se promener dans la province et à lancer de la boue à ceux qui consacrent leur vie à la province. Si le député a des accusations à porter, qu'il se lève et qu'il ait donc le courage nécessaire de les porter ici, en Chambre, comme un homme, au lieu de se contenter d'insinuations malhonnêtes et de faire semblant de porter des accusations.

(M. Sauvé est en colère et frappe violemment sur son bureau)

Si le député sait que le gouvernement a employé des fonds publics à des fins politiques, à des fins contraires à celles auxquelles ils étaient destinés, ou qu'il y a eu détournement des fonds, c'est son devoir impérieux de dénoncer ces choses et de dire devant toute la Chambre qu'un ministre a manqué à son serment. S'il n'est pas capable de faire ça, qu'il se taise.

Qu'il ne suive pas l'exemple de celui qui se sauve et se cache derrière les murs d'un club politique, qui n'a même pas le courage d'essayer de venir siéger ici et par-dessus le marché, fait des reproches à ceux qui font son travail en cette Chambre, parce qu'il ne les trouve pas assez salauds¹⁴.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas de leçons d'honnêteté à recevoir de qui que ce soit du côté du gouvernement. Pendant trois ou quatre ans, l'opposition a demandé en vain la liste des employés de la Commission du salaire minimum.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À trois reprises, j'ai produit à l'opposition la liste des noms demandés et je la produirai une quatrième fois avant longtemps. Si l'on veut avoir une liste complète, avec les adresses, je me rendrai au désir de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je sais que feu le premier ministre Duplessis avait refusé de donner la liste, prétendant que ce serait un gaspillage d'argent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Commission du salaire minimum fonctionne avec les fonds qui lui sont fournis par les 46,000 employés que touche la loi sur le salaire minimum. Cette loi, dit-il, fixe les salaires minimums dans des industries qui emploient dans le Québec un total d'un million de travailleurs¹⁵.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande quand cet organisme va recommencer à siéger.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le Conseil supérieur du travail sera reconstitué avant la prochaine session, mais le gouvernement n'a pas l'intention d'en nommer les membres maintenant, parce qu'il n'y aura pas de nouvelles lois ouvrières avant la fin de la présente session.

Il n'y a pas d'urgence actuellement à remettre ce Conseil en action. Si des nominations étaient faites

dans le moment, on pourrait accuser le gouvernement de faire de la politique. Mieux vaut attendre, dans l'intérêt du Conseil supérieur du travail lui-même.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction des centres d'apprentissage des métiers du bâtiment (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de recherches (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Un député de l'opposition pose une question au sujet du service de recherches.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit de recherches économiques. Une des études entreprises par ces experts est déjà prête, et le service de recherches économiques vient de publier une brochure qui sera bientôt distribuée aux députés. Cette enquête révèle, avec chiffres graphiques et références à l'appui, que la province de Québec a fait des progrès beaucoup plus considérables que toutes les autres et que ces progrès économiques ont surtout profité aux travailleurs. Autrement dit, les progrès sociaux ont été aussi rapides que les progrès économiques.

En somme, cette brochure illustre que le passage d'une économie agricole à une économie industrielle, dans le Québec, a bénéficié surtout aux classes laborieuses. En Russie, on est passé très rapidement d'une économie agricole à une économie industrielle, mais cette transformation a coûté la vie à 35,000,000 de personnes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, le ministre du Travail a engagé des experts pour prouver que c'était mieux dans Québec qu'ailleurs?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ils ont été engagés pour étudier les effets des transformations économiques sur le monde du travail. Il s'agit d'une étude très objective et très scientifique. Vous n'y trouverez aucune réclame, seulement des chiffres, des graphiques, des faits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande s'il y a un fondement aux rumeurs voulant que le groupe Eaton¹⁶ ait de la difficulté à grouper les capitaux nécessaires et désirait qu'on lui accorde un délai.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Cyrus Eaton, le financier américain de Cleveland, n'est pas du tout certain d'obtenir le permis d'exploitation qu'il espérait dans le Nouveau-Québec pour ses compagnies International Iron Ore et Atlantic Iron Ore.

Ces deux compagnies avaient jusqu'au 1^{er} juillet 1959 pour demander ce permis d'exploitation, mais des raisons d'ordre majeur ont empêché M. Eaton de présenter sa requête principalement, dit-on, parce que la mauvaise température a retardé l'arpentage des terrains. On dit aussi que le refus du financier allemand Alfred Krupp¹⁷ de fournir des capitaux considérables nécessaires à des exploitations de ce genre aurait considérablement dérangé les plans du financier américain.

Il (l'honorable M. Sauvé) dit qu'il a reçu la visite des représentants de l'Atlantic Iron Ore

Limited compagnie contrôlée par M. Eaton, depuis qu'il est premier ministre, mais qu'il a refusé de leur donner l'assurance que les délais prévus dans la loi pour commencer les travaux seraient prolongés. L'International Iron Ore et l'Atlantic Iron Ore, dit-il, devaient, en vertu de la loi, commencer l'exploitation des ressources minières avant le 1^{er} juillet 1962, mais ils devaient demander ce permis avant le 1^{er} juin 1959.

Il rappelle qu'il a eu la visite du groupe Eaton également avant qu'il ne devienne premier ministre. Il dit avoir appris que le groupe Eaton a cherché à obtenir des capitaux ailleurs, mais que ceux qui ont été approchés ont été effrayés par les risques.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 13. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. *La Presse* du 15 décembre 1959, à la page 43, précise que le texte du projet de loi n'est pas encore imprimé.

2. Rappelons que la LaSalle Equipment Inc. est cette compagnie dont M. Tellier, l'Orateur de la Chambre,

était l'un des directeurs jusqu'en novembre 1959, et qui avait vendu au gouvernement pour \$102,833 en pièce de pelles mécaniques. La controverse qui en a découlé a amené le gouvernement à voter une loi, le 9 décembre 1959, interdisant à l'Orateur d'occuper un poste de direction dans une compagnie faisant affaire avec le gouvernement.

3. La motion en question date du 3 décembre 1953 et le gouvernement n'avait reçu comme réponse qu'un simple accusé réception.

4. Les versions divergent dans les journaux à savoir qui de M. Lapalme ou de M. Sauvé parle le dernier. *L'Action catholique* du 15 décembre 1959, à la page 8, écrit que M. Lapalme donna le mot de la fin en disant: "Voilà pourquoi votre fille est muette". Mais, *Le Devoir*, à la page 12, *La Presse*, à la page 35, et *La Tribune*, à la page 1, du même jour, disent que M. Sauvé a ajouté, à la toute fin: "Le tout sans commentaires."

5. *The Quebec Chronicle* du 15 décembre 1959, à la page 2, précise que cette rencontre a eu lieu le 15 octobre.

6. Le *Montréal-Matin* du 15 décembre 1959, à la page 5, précise que le débat entourant le bill 29 a duré environ une heure.

7. La remarque de M. Hamel à propos de la gratuité scolaire n'est pas anodine, puisqu'il s'agit d'un important sujet de discordance entre libéraux et unionistes. Cette question avait d'ailleurs fait l'objet d'un débat virulent à la dernière session, lors de l'adresse en réponse au discours du trône, le 4 décembre 1958. Le député unioniste de Frontenac, M. Guillemette, avait alors déclaré: "Nous ne voulons pas de l'instruction gratuite parce qu'elle est illusoire et antisociale, parce qu'elle pourrait nous mener à l'école laïque, neutre et sans Dieu." La question avait également refait surface le 9 décembre 1958. M. Sauvé avait alors déclaré qu'il ne pourrait engager un professeur prônant la gratuité scolaire.

8. *Le Soleil* du 15 décembre 1959, à la page 19, précise que M. Brown a posé plusieurs questions au secrétaire de la province (M. Prévost). Cependant, les journaux ont rapporté seulement celle-ci.

9. *Le Soleil* du 15 décembre 1959, à la page 3, rappelle que plus de 1,000 employés de la Dominion Textile à Magog sont en grève depuis le 26 septembre. *La Presse* du même jour, à la page 2, ajoute que le

textile est la seule industrie dans cette ville et que l'affaire a pris une ampleur provinciale puisque des milliers de syndiqués à travers la province ont souscrit une aide financière pour aider les grévistes de Magog. Selon *The Quebec Chronicle*, à la page 1, la médiation concernera également les usines de la Dominion Textile à Montmorency, Sherbrooke et Drummondville, dont les employés ne sont toutefois pas en grève.

10. Il s'agit de l'usine de l'Aluminum Company à Arvida.

11. *The Quebec Chronicle* du 15 décembre 1959, à la page 1, écrit que le sous-ministre en question est Jacques Casgrain.

12. *La Presse* du 15 décembre 1959, à la page 2, souligne que l'honorable M. Barrette avait l'air heureux de communiquer la bonne nouvelle à la Chambre.

13. Il s'agit de la version de *La Presse* du 15 décembre 1959, à la page 20. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 17, écrit plutôt "le gouvernement se sert des fonds publics pour faire de la petite politique." Quoique possible, cette version est moins probable car l'accusation de "faire de la petite politique" est interdite en Chambre et un point d'ordre aurait sans doute été soulevé par les ministériels.

14. M. Sauvé fait évidemment allusion à M. Lesage, qui est chef du Parti libéral, mais qui n'a pas encore de siège à l'Assemblée législative.

15. *La Presse* du 15 décembre 1959, à la page 43, souligne que le débat sur les crédits du ministère du Travail a duré environ une heure et qu'à la fin, la Chambre avait adopté la totalité des crédits, au montant de \$3,851,000. *L'Action catholique* du 16 décembre 1959, à la page 5, écrit toutefois que le débat a duré "un peu plus de deux heures".

16. Du nom de Cyrus Eaton (1883-1979), financier américain d'origine canadienne (Nouvelle-Écosse), qui, à partir du milieu des années 1940, est le plus important producteur indépendant et expéditeur de minerai de fer en Amérique.

17. Alfred Krupp, héritier de l'empire industriel allemand du même nom, fonda l'Ungava Iron Ore en compagnie de Cyrus Eaton et d'autres associés, afin d'exploiter le minerai de fer de la Baie d'Ungava, dans le nord du Québec.

Séance du mardi 15 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Gaétan Marsan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Didace Lavoie;
- de la ville de Saint-Georges, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Danville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Rosemere Management Corporation, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville de Montrose et modifiant sa charte;
- des syndic des écoles complémentaires du comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Annexion à Saint-Georges

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Lorraine

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Charlesbourg

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Danville

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles secondaires dans Chambly

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 concernant les écoles secondaires du comté de Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Châteauguay-Centre

M. Laberge (Châteauguay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Didace Lavoie

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 concernant le testament de Didace Lavoie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 modifiant la charte de la ville de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rapports médicaux et loi des accidents du travail

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 94 concernant les rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Compagnie de téléphone de Dorchester

M. Brown (Brome): 1. Quels ont été au cours des années fiscales 1957-1958 et 1958-1959 les montants payés par le ministère de la Colonisation à la Compagnie de téléphone de Dorchester inc. en abonnements, pour les appareils mobiles et fixes installés en vertu du contrat passé entre le ministère et la compagnie, le 16 septembre 1957?

2. En vertu dudit contrat, quel montant le ministère de la Colonisation a-t-il payé à la susdite compagnie depuis septembre 1957 jusqu'à date, pour le nombre de messages supplémentaires à quarante, chaque mois?

3. Quel montant total le ministère de la Colonisation a-t-il payé à la Compagnie de téléphone de Dorchester inc. depuis le 16 septembre 1957 jusqu'à date, pour les appels interurbains faits des diverses stations et du système de radiocommunication?

4. À quel endroit ont été acheminés chacun des appels interurbains faits par ou pour le ministre de la Colonisation et payés par le ministère de l'une quelconque des stations du système, depuis le 16 septembre 1957 jusqu'à date? Et dans chaque cas:

a) Quel est le nom et l'adresse de la personne à qui s'adressait l'appel?

b) Quelle est la date de l'appel?

c) Quel en a été le coût?

5. La compagnie a-t-elle, depuis le 16 septembre 1957 à venir à date, pris des abonnés supplémentaires pour les joindre au système? Dans l'affirmative:

a) Quels sont les noms et adresses de chacun de ces abonnés?

b) à quelle date chaque abonné s'est-il joint au système?

c) Quelles sont les conditions de leur abonnement?

6. Quel montant le ministère a-t-il payé à la compagnie depuis le 16 septembre 1957 jusqu'à date, pour l'entretien, les réparations et les améliorations du système?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. \$1,804.26.

2. Aucun; 11,783 appels gratuits.

3. \$132.10.

4. a) Les compagnies de téléphone n'inscrivent d'autres renseignements que le lieu de destination de l'appel et la date.

b) ...

c) Document ci-annexé. (Document de la session no 61)

5. a), b), c) Non.

6. \$237.67.

Monuments historiques

M. Brown (Brome): 1. Combien:

a) de monuments

b) de constructions

c) de sites et objets historiques ou artistiques
la Commission des monuments historiques ou artistiques a-t-elle classés à date, dans chaque comté de la province?

2. Combien:

a) de monuments

b) de constructions

c) de sites et objets historiques ou artistiques
ladite commission possède-t-elle actuellement en pleine propriété dans chaque comté de la province pour les avoir achetés ou reçus en dons?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
(Voir le tableau à la page suivante)

Liste des édifices religieux classés comme
Monuments historiques

Châteauguay
Châteauguay..... Église de Saint-Joachim (1957)

Dorchester
Saint-Isidore..... Église (1957)

L'Assomption
Saint-Sulpice..... Église (1959)

L'Islet
L'Islet..... Église et salles des Habitants (1957)

Lotbinière
Lotbinière..... Église et chapelle de procession
(1957)

Montmorency
Saint-François
(Île d'Orléans) .. Église et école de Fabrique (1957)

Saint-Jean
(Île d'Orléans) .. Église (1957)

Saint-Joachim..... Église et presbytère (1959)

Montréal
Montréal..... Maison de la Côte des Neiges
(1957)

Nicolet
Saint-Grégoire..... Église (1957)

Portneuf
Deschambault..... Église et vieux presbytère (1957)

Neuveville..... Sanctuaire, orgue et chapelle
Sainte-Anne (1957)

Québec
Charlesbourg..... Église (1959)

Lorette..... Chapelle des Hurons (1957)

Québec..... Église Notre-Dame-des-Victoires
(1929)

Sillery..... Maison des Jésuites (1929)

Richelieu
Sorel..... Christ Church (1959)

Rimouski
Sainte-Luce..... Église (1957)

Rivière-du-Loup
Cacouna..... Église et presbytère (1957)

Rouville
Saint-Mathias..... Église (1957)

Saint-Hyacinthe
La Présentation..... Église (1957)

Saint-Jean
Lacadie..... Église (1957)

Vaudreuil
Vaudreuil..... Église Saint-Michel (1957)

Yamaska
Saint-François-
du-Lac..... Église (1957)

Montmagny
Cap-Saint-Ignace.. Manoir Gamache (1959)

Cap-Saint-Ignace
(L'Anse-à-
Gilles)..... Moulin de Vincelotte (1957)

Montréal

Montréal Château de Ramezay (1929)

Québec

Giffard Maison Robert Côté (1957)

Richelieu

Sorel Châteaux des Gouverneurs (1957)

Verchères

Belœil Maison de Pré-Vert (1957)

Liste des édifices religieux classés comme Monuments
historiques dont la Commission des Monuments et
Sites Historiques ou Artistiques est devenue
propriétaire

Berthier

Berthier-en-Haut... Chapelle Cuthbert (1957)

Montmorency

Saint-Pierre
(Île d'Orléans)... Vieille église

Iberville

Sabrevois Maison Honoré Mercier (1959)

Nicolet

Saint-Grégoire Moulin à vent (1957)

Québec

Québec..... Hôtel Chevalier (1956)

Québec..... Maison Jacquet (1957)

Sainte-Foy Maison Routhier (1956)

**Succession
de M. Duplessis**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
donne lecture d'un échange de lettres entre madame
Henri Balcer, sœur et légataire universelle de
Maurice Duplessis, lui-même (M. Sauvé) et le
conservateur du Musée de la province, M. Gérard
Morisset¹, au sujet des peintures et biens mobiliers
de M. Duplessis.

"Trois-Rivières, 5 octobre 1959

"L'honorable Paul Sauvé,

"Premier ministre,

"Québec.

"Cher Monsieur Sauvé,

"Connaissant Maurice comme je le connaissais
et, comme tous vous le connaissez si bien, le
testament en date du 26 février 1930 n'étant plus
conforme aux faits actuels, en toute conscience, je
dois poser le geste qu'il aurait lui-même posé si son
départ n'avait pas été si soudain, en donnant à la
province de Québec la collection de peintures que

ses amis lui offraient, soit aux anniversaires de sa naissance, soit à l'occasion d'autres heureux événements. Il en est de même pour les meubles meublant son bureau de premier ministre qui lui ont été tout récemment donnés par les membres de son cabinet, par les conseillers législatifs et par les députés de l'Union nationale à l'Assemblée législative.

"C'est ma très forte conviction que c'est là la réalisation et l'accomplissement des dernières volontés de Maurice que je veux exécuter comme légataire universelle.

"Voudriez-vous désigner quelqu'un pour prendre possession de ces tableaux et m'aviser de la date de cette prise de possession.

"Sincèrement,

"Jeanne D. Balcer"

"Le 15 octobre 1959

"Madame Jeanne D. Balcer,
"240, rue Bonaventure,
"Trois-Rivières.

"Chère Madame Balcer,

"J'ai transmis votre lettre du 5 octobre dernier à mes collègues du Conseil exécutif, et je me fais leur interprète pour vous dire combien nous apprécions le geste que vous voulez bien poser en offrant à la province la collection de tableaux que possédait l'honorable M. Duplessis et les meubles qui lui avaient été offerts au printemps dernier, pour meubler son bureau, par les membres de son cabinet, les conseillers législatifs et les députés de l'Union nationale.

"Je sais que vous croyez exécuter le désir de votre cher disparu en agissant ainsi. Je sais aussi qu'il avait, de son vivant, manifesté ce désir à plusieurs reprises, mais cela ne diminue en rien la valeur de la décision que vous avez prise spontanément. Veuillez recevoir le témoignage d'appréciation et d'admiration de tous les membres du Conseil exécutif de la province qui me chargent d'accepter votre proposition.

"J'ai désigné pour prendre possession de la collection de tableaux mon sous-ministre, Monsieur Fernand Dostie, le conservateur du Musée de la province, Monsieur Gérard Morisset et Mademoiselle Auréa Cloutier². Ces personnes communiqueront avec vous au sujet de la date qui pourrait vous convenir et pour tous autres arrangements qui pourraient être nécessaires.

"Veuillez accepter, chère Madame Balcer, l'expression de ma respectueuse amitié.

"Paul Sauvé"

"Le 10 décembre 1959

"L'honorable Paul Sauvé
"Premier ministre de la province
"Hôtel du Gouvernement, Québec,

"Monsieur le premier ministre,

"Suivant les instructions que vous m'avez fait parvenir, j'ai reçu, le mardi 1^{er} décembre, les neuf caisses contenant les tableaux de la collection de feu l'honorable Maurice L. Duplessis. Le jeudi 3 décembre, nous avons procédé à l'ouverture des caisses et, d'accord avec Mlle Cloutier, nous avons inventorié 65 tableaux. Après échange de vues, nous sommes tombés d'accord pour grouper cette collection dans les trois salles qui se trouvent au fond de la grande salle Levasseur. Ces salles ne sont pas grandes, elles correspondent toutefois au module des tableaux de la collection.

"La mise en place des tableaux s'est effectuée sous ma direction le 7 et le 9 décembre. Dans le montage, j'ai tenu compte le plus possible de la dominante des toiles, de leurs qualités intrinsèques et de leurs dimensions. L'ensemble est agréable.

"Au cours des prochaines semaines, nous allons rédiger les entrées réglementaires, apposer sur chaque pièce son numéro d'inventaire et faire les fiches de référence.

"J'ai l'honneur d'annexer à la présente un inventaire provisoire de cette collection, contenant une brève description de chacune des toiles, le nom de son auteur et son numéro d'entrée³.

"Plus tard, après un examen prolongé de ces tableaux, il sera possible d'apporter des précisions bibliographiques sur l'ensemble de la collection.

"Veuillez agréer, monsieur le premier ministre, l'assurance de mon plus entier dévouement.

"Le conservateur
"Gérard Morisset"

Je suis sûr que Mme Balcer exécute ainsi les dernières volontés de son illustre frère. J'ai moi-même entendu l'ex-premier ministre manifester lui-même un tel désir. Sans les circonstances soudaines de sa mort, je suis convaincu qu'il aurait lui-même

exprimé cette volonté par écrit. Mais pour illustrer un trait qui illustre bien son caractère, je dois ajouter qu'il m'avait déjà dit: "Dans ma famille, il n'est pas besoin de papier pour signifier ce qui doit être fait en temps et lieu. Le geste de Mme Balcer prouve que l'opinion que M. Duplessis avait de sa famille était bien fondée.

(Applaudissements de la Chambre)

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 10 décembre courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁴: M. l'Orateur, jeudi dernier le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), dérogeant à une coutume longtemps établie, prononçait son discours sur le budget plusieurs mois avant le commencement de la future année financière. Je ne sais pas si ceci constituait une des nombreuses manœuvres de ce qu'on a appelé: l'opération déblocage!

D'autre part, il ne s'agissait peut-être que d'établir une coupure apparente mais trompeuse au sein d'une administration qui, dans le fond, est demeurée la même sous l'un ou sous l'autre de ses chefs.

À tout événement, sans vouloir me plaindre du fait que ce discours et ce budget, présentés si hâtivement, me placent quelque peu dans une situation d'infériorité, je ne puis m'empêcher de remarquer que le ministre des Finances, en agissant ainsi, a couru des risques considérables. N'est-il pas, en effet, dans la mémoire de tous que, depuis 15 ans, son prédécesseur et lui-même ont eu énormément de difficultés à établir des prévisions budgétaires, même lorsqu'ils présentaient leurs estimés peu de temps avant la clôture de l'année courante et le début de l'année suivante? Lorsque le grand argentier de la province prononçait son discours quelques semaines environ avant le début de l'année financière pour laquelle il apportait ses prévisions, ses chances étaient beaucoup plus grandes de voir plus juste. En ce qui concernait l'année courante, il pouvait presque en parler comme s'il se fût agi d'une année déjà terminée, et placé pour ainsi dire sur le seuil de celle qui s'en venait, il était infiniment plus rapproché de

son administration future. Or, les approximations annoncées par le ministre furent toujours désastreuses.

Que dire alors de ce qui nous attend pour la prochaine année financière? Si je consulte le discours de cette année et les tableaux qui y sont annexés, je vois que le ministre nous présente un état provisoire des revenus et les dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 1960, c'est-à-dire pour sept mois terminés et pour cinq mois en cours. Le discours contient également un état des revenus approximatifs et des prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1960-1961.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que le ministre des Finances s'est trouvé dans l'obligation de prédire l'avenir administratif de la province pour une période future s'étendant sur 17 mois, soit sur 5 mois de l'année courante et sur 12 mois de l'année prochaine. Que vaudront des prévisions aussi démesurément allongées? Quand il n'avait que 12 mois et quelques semaines d'avenir à entrevoir il ne pouvait même pas, si je puis m'exprimer ainsi, contrôler les dépenses, et ce contrôle avait beaucoup moins de valeur encore quand il s'agissait des revenus. Avec 17 mois d'avance, il m'apparaît que le ministre doit être passablement troublé quant à la justesse de ses prophéties. Tout cela cependant ne serait pas d'une gravité irrémédiable s'il ne s'ajoutait aux difficultés prévues un obstacle que l'Union nationale a toujours trouvé jusqu'ici insurmontable. Cet obstacle, qui va surgir tout à l'heure sur la route du ministre des Finances, est devenu classique et son prédécesseur a buté de façon catastrophique chaque fois qu'il s'est trouvé devant lui. Je veux parler des élections.

En effet, si nous nous reportons à 1948, nous trouvons dans les écrits d'alors que le ministre des Finances (M. Gagnon) avait annoncé solennellement à la Chambre que les dépenses de cette année-là seraient de \$141,990,457. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le ministre fut d'une grande naïveté, car lorsque l'année financière de 1948 se fut terminée, les *Comptes publics* nous apprirent que l'Union nationale ne s'était nullement préoccupée de son ministre des Finances et qu'elle avait dépensé \$83,468,978 de plus que le montant ci-dessus mentionné. N'était-ce pas suffisant pour créer chez le ministre des Finances un véritable complexe d'infériorité?

Quatre ans plus tard, en 1952, le ministre, ayant apparemment oublié les leçons du passé, se hasarda encore une fois à fixer un chiffre définitif: "Les dépenses de l'année 1952, affirma-t-il avec véhémence, ne dépasseront pas \$260,848,244." Il employa même une expression qui décrivait sa

volonté bien déterminée de s'en tenir à ce chiffre; il parla de "stabilisation des dépenses".

Une deuxième catastrophe fondit à la fois sur le ministre et sur le Trésor. Les *Comptes publics* nous apprirent un an plus tard que les députés de l'Union nationale avaient profité du fait que le ministre avait le dos tourné, pour dépenser \$60,888,493 de plus.

Comme on peut le constater, chaque venue en Chambre du ministre des Finances, l'année des élections, devenait un véritable pèlerinage, une sorte de mortification subie d'avance. Il fallait se résoudre à l'inévitable, et c'est ainsi qu'en 1956 nous avons entendu le troisième refrain de la cantilène: le ministre des Finances (M. Gagnon) nous annonçait imperturbablement que les dépenses de cette année-là atteindraient le chiffre de \$374,101,427. Au lendemain des élections, les *Comptes publics* révélèrent une dépense additionnelle de \$68,627,463.

Au total, pour trois années d'élections, les députés de l'Union nationale firent mentir leur ministre des Finances pour plus de \$212,984,934.

En scrutant le détail des prévisions ministérielles de l'année d'élection 1948, il était facile de comprendre pourquoi les dépenses se gonflaient ainsi à date fixe. Sous différents postes comme, par exemple, les travaux publics, la voirie et l'assistance publique, des chiffres s'alignaient qui montraient à quel endroit se trouvait la source d'approvisionnement du gouvernement lorsqu'il entrait en campagne.

En 1948, le ministre des Finances avait dit en substance ceci: nous dépenserons cette année les sommes suivantes:

- pour les travaux publics.....	\$ 9,088,000
- pour la voirie.....	24,050,000
- pour l'assistance publique.....	10,050,000

Le résultat final fut que ces trois postes à eux seuls englobèrent une augmentation de \$51,649,896.56.

Le ministre n'avait, en 1952, qu'à référer à ses erreurs personnelles et aux réquisitions des députés ministériels de 1948 pour préparer en conséquence son budget de 1952. Il n'en fit rien et le résultat fut le suivant: (Voir tableau ci-dessous)

	1952	
	<i>Prévisions des dépenses</i>	<i>Résultat définitif</i>
Travaux publics.....	\$16,280,600	\$21,506,222.75
Voirie.....	50,800,000	86,870,540.28
Assistance publique...	27,655,000	34,450,602.45
Total.....	\$94,735,600	\$142,887,365.48

Le résultat définitif établi alors qu'on avait, sans permission, puisé dans la caisse et dépensé \$48,091,765.48 de plus que le ministre ne l'avait prévu.

En 1956, il n'y eut pas encore de contrition parfaite. Au contraire, il y eut récidive. Et toujours parce que le ministre des Finances (M. Bourque) n'avait pas reconnu la précieuse collaboration des travaux publics, de la voirie et de l'assistance publique à l'occasion d'un appel au peuple. Il avait prévu, alors que ces trois items se solderaient par une dépense de \$132,160,600, alors qu'on devrait dépenser, en fait, \$179,790,756.33.

	1956	
	<i>Prévisions des dépenses</i>	<i>Résultat définitif</i>
Travaux publics.....	\$24,325,600	\$28,317,230.08
Voirie.....	65,760,000	100,258,503.34
Assistance publique ...	42,075,000	51,215,022.91
Total	\$132,160,600	\$179,790,756.33

Les prévisions étaient encore dépassées: \$47,630,156.33 de plus que prévu.

C'est pourquoi le ministre des Finances (M. Bourque) mérite beaucoup de sympathie pour les grands risques qu'on lui a demandé de courir en devançant de deux mois ses prévisions de 1960-1961.

Il faudrait être, cette année, d'une grande naïveté et d'une grande crédulité pour croire que les choses vont en arriver là où le ministre en est resté, à moins que l'Union nationale, réellement devenue une entreprise libre, fasse marche arrière et n'indique clairement, par des faits, qu'elle entend se désolidariser de son passé électoral.

Est-ce possible? C'est fort douteux, car les mêmes hommes, qui ont agi ainsi pendant 15 ans, peuvent-ils se défaire de tous les plis sur lesquels tant d'années ont passé et repassé!

Lorsque les *Comptes publics* pour l'année 1960-1961 seront publiés, il faudra se hâter d'aller voir certains items, comme ceux que je viens de mentionner, afin de constater jusqu'à quel point le ministre des Finances n'aura pas profité des conseils que nous lui avons déjà donnés, conseils tirés d'une expérience dont la province a été régulièrement la victime.

Ces remarques préliminaires ne sauraient prendre fin sans qu'il soit cependant porté à l'acquit du ministre une innovation remarquable. Autrefois, le ministre des Finances avait l'habitude d'appeler à

sa rescousse, au chapitre des éloges, les témoignages de revues et de journaux étrangers. Mais, depuis que nous avons éventé le truc de la publicité commanditée que faisait faire le gouvernement dans ces revues et journaux aux frais de la province, le ministre, s'étant senti probablement plus gêné de faire appel à de tels témoignages, a été, cette année, d'une grande discrétion. C'est là la principale innovation du discours sur le budget.

Dans l'exposé budgétaire qu'il a fait l'autre jour à la Chambre, ou du moins ce qui était censé être un exposé budgétaire, le ministre des Finances n'a pas daigné dire un seul mot de son administration financière au cours de l'exercice fiscal écoulé. Comme s'il eût voulu jeter de l'ombre sur un passé récent, le ministre a été d'une discrétion pour le moins étrange. Il est vrai que la discrétion est la marque de commerce du régime.

Puisqu'il n'a pas voulu faire la lumière sur son administration passée, nous allons le faire à sa place, dans le but de renseigner ceux qui ont droit de l'être, puisqu'ils sont appelés en définitive à payer la note: les contribuables de la province de Québec.

1. Les prévisions du ministre des Finances:

Revenu	\$ 506,945.000
Budget des dépenses	506,537,400
<i>Surplus prévu</i>	\$ 407,600

Dans son exposé budgétaire du 7 février 1958, le ministre des Finances (M. Bourque) avait déclaré que pendant l'exercice financier 1958-1959 les revenus de la province atteindraient la somme de \$506,945,000 et que les dépenses s'élèveraient à \$506,537,400, laissant, par conséquent, un excédent budgétaire - un surplus - de \$407,600 à la fin de l'exercice. Et le ministre soumit alors à l'approbation des membres de l'Assemblée législative un budget de dépenses au montant de \$506,537,400.

2. Chiffres provisoires mentionnés par le ministre des Finances à la veille de la clôture de l'exercice financier 1958-1959:

Revenu	\$ 537,252,000
Dépenses	536,873,000
<i>Surplus prévu</i>	\$ 379,000

Dans son exposé budgétaire de l'année dernière (20 février 1959), le ministre des Finances (M. Bourque) donna un aperçu sommaire des opérations financières de l'exercice 1958-1959 qui

était à la veille de se terminer. Se basant sur les opérations financières des 10 mois écoulés depuis le début de l'exercice financier, le ministre avouait alors s'être complètement trompé dans des calculs et il révélait que les revenus de l'exercice financier 1958-1959, qu'il avait estimés à \$506,945,000, s'élèveraient à \$537,252,000, soit \$30,807,000 de plus que les prévisions qu'il avait faites, et que les dépenses dépasseraient de \$30,336,000 le budget de \$506,537,400 que le gouvernement avait soumis aux députés, pour atteindre le montant de \$536,873,000.

3. Résultats définitifs de l'exercice financier 1958-1959:

Revenus	\$ 546,859,705.13
Dépenses	546,485,966.82
<i>Surplus</i>	\$ 373,738.31

Les *Comptes publics* pour l'exercice financier 1958-1959 nous ont appris que le ministre des Finances s'était encore trompé! Au début de l'exercice, il nous avait annoncé des revenus de \$506,945,000; plus tard, après 10 mois d'opérations et deux mois avant la clôture de l'exercice, il nous avait déclaré qu'il avait fait une erreur de \$30,807,000 et, quant aux revenus de l'année, que ceux-ci s'élèveraient effectivement à \$537,252,000. Aujourd'hui, il avoue que, dans le domaine du revenu, son erreur a été de près de \$40,000,000, soit exactement de \$39,914,705.13.

Le ministre des Finances avait soumis aux députés au début un budget de dépenses se totalisant à \$506,537,400. Dans son état provisoire, 10 mois plus tard, il révélait que les dépenses de l'année s'élèveraient à \$536,873,000, soit \$30,335,000 de plus que son budget original. Dans les *Comptes publics*, le ministre des Finances (M. Bourque) avoue que les dépenses du gouvernement se sont élevées à \$546,485,966.82, soit un écart de tout près de \$40,000,000 par rapport au budget des dépenses originalement soumis à l'Assemblée législative.

Pour se financer, au cours de l'exercice 1958-1959, le gouvernement a utilisé un montant de \$43,429,764.13 appartenant à l'exercice suivant. De plus, il a laissé impayés à la clôture de son année fiscale des comptes pour une somme de \$23,813,345.89.

Les *Comptes publics* nous révèlent également qu'au cours de l'exercice terminé, le gouvernement s'est financé à même la caisse de l'Hydro-Québec pour une somme de \$5,000,000. L'Hydro devient de plus en plus une source d'énergie gouvernementale.

Un tel écart budgétaire d'environ \$40,000,000⁵ au titre des dépenses est inadmissible en régime

démocratique. La loi prévoit bien le cas des dépenses imprévisibles et urgentes; le législateur a établi, à cet effet, la procédure des mandats spéciaux. Mais cet excédent de dépenses au montant de \$40,000,000, pendant l'exercice financier 1958-1959, ne résulte pas de dépenses imprévisibles et urgentes; loin de là, il résulte entre autres des extravagances du régime, du système de patronage et de contrats sans soumissions et de l'augmentation des dépenses de la dette publique.

J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que sous l'administration actuelle, les budgets n'avaient plus aucun sens. En effet, les faits ont démontré que l'Union nationale se moque totalement de l'autorité du Parlement en matière fiscale. Si l'on remonte au début du régime actuel, l'on constate qu'il a continuellement méprisé, depuis 1945, la souveraineté du Parlement en matière de dépense publique⁶. Voici, depuis 1945, un état des écarts budgétaires commis par le gouvernement actuel:

<i>Budgets des dépenses présentés par le ministre des Finances et approuvés par l'Assemblée législative</i>	<i>Montants dépensés d'après les états sommaires publiés dans les Comptes publics</i>	<i>Excédents sur les dépenses inscrites aux budgets</i>
1945-1946	\$ 99,854,805	\$ 108,530,798
1946-1947	107,965,650	131,221,261
1947-1948	123,873,636	164,352,233
1948-1949	141,990,457	225,459,435
1949-1950	176,497,860	198,196,236
1950-1951	200,614,860	234,532,403
1951-1952	236,726,900	273,860,621
1952-1953	260,848,244	321,736,737
1953-1954	286,904,800	319,448,774
1954-1955	308,746,660	356,378,744
1955-1956	331,201,660	407,518,222
1956-1957	374,101,427	442,728,890
1957-1958	471,467,860	503,338,565
1958-1959	506,537,400	546,485,966
1959-1960	548,938,500	(x) 592,794,000
		\$650,312,166

(x) État provisoire

Comme on peut le voir, le régime actuel a dépensé, depuis le 1^{er} avril 1945, en excédent des budgets soumis à l'approbation du Parlement, une somme de \$649,912,066.

C'est pourtant le même régime qui proclamait bien haut, par la bouche du ministre des Finances, en 1946, le droit absolu de contrôle du Parlement sur les dépenses publiques, en rappelant le souvenir des luttes livrées par les grands parlementaires que furent Lafontaine et Baldwin⁷.

4. En réalité revenus et dépenses sont encore plus élevés que ne l'indique le résultat définitif

Revenu réel en 1958-1959	\$615,864,733
Dépense réelle en 1958-1959	<u>615,490,995</u>
Surplus déclaré	\$ 373,738

En vérité, les revenus de la province pendant l'année fiscale 1958-1959 se sont élevés à \$615,864,733 et les dépenses à \$615,490,995. Il existe, en effet, dans nombre de départements de l'administration, un système que j'ai déjà eu l'occasion de dénoncer et qui consiste à laisser ces départements dépenser en quelque sorte à leur guise, plutôt que de les verser dans le fonds général du revenu de la province, certains revenus spéciaux qu'ils perçoivent de part et d'autre. Ainsi, au cours du dernier exercice fiscal, soit celui de 1958-1959, divers départements de l'administration ont encaissé des revenus spéciaux pour un montant de \$69,005,028 qu'ils ont dépensés en plus des crédits qui leurs avaient été attribués dans le budget régulier de \$506,537,400, et également en plus de l'excédent de \$39,948,567 dépensé en surplus du budget original.

Or, si l'on ajoute comme il se doit ce montant de \$69,005,028 de revenus spéciaux au revenu de \$546,859,705 rapporté dans le volume des *Comptes publics*, l'on constate que le revenu véritable s'est chiffré à \$615,864,733. Par ailleurs, si l'on ajoute également ce montant de \$69,005,028 de revenus spéciaux que les départements ont dépensés au montant de la dépense de \$546,485,967 rapporté dans les *Comptes publics*, l'on constate aussi que la dépense s'est véritablement élevée à \$615,490,995 durant l'exercice financier 1958-1959. Pourquoi ne pas le dire franchement? Le gouvernement a-t-il honte d'avouer que ses revenus dépassent les \$600,000,000? Il est vrai qu'un tel aveu viendrait en contradiction avec certaines affirmations que le chef du gouvernement se permet de faire parfois à des délégations auxquelles il déclare que les revenus de la province sont insuffisants pour accéder à leurs suggestions, sous prétexte que le fédéral absorbe une trop grande part des revenus publics, ne laissant que des miettes aux provinces.

Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur la progression constante des revenus de la province pendant les 16 dernières années. Les revenus de la province pendant la dernière année complète du gouvernement Godbout, soit pendant l'exercice financier 1943-1944, s'élevèrent à \$93,036,713. Les revenus du gouvernement de l'Union nationale pendant l'exercice financier 1958-1959 atteignirent \$546,859,705; ils atteignirent en réalité, comme je l'ai démontré, la somme de \$615,864,733, et pour l'exercice courant, soit celui qui se terminera dans trois mois et demi, ils atteindront, d'après le ministre des Finances, la somme énorme de \$593,633,900, et cela sans tenir compte aussi des revenus spéciaux encaissés et dépensés par les départements de l'administration. Voici un tableau illustrant la progression constante des revenus de la province au cours des 16 dernières années d'administration de l'Union nationale:

1944-1945	(x) \$ 96,455,703
1945-1946	110,321,293
1946-1947	133,405,956
1947-1948	167,792,991
1948-1949	194,469,247
1949-1950	207,249,228
1950-1951	238,713,729
1951-1952	275,672,790
1952-1953	283,617,541
1953-1954	297,817,229
1954-1955	335,076,455
1955-1956	407,812,775

1956-1957	\$ 441,416,839
1957-1958	503,611,580
1958-1959	546,859,705
1959-1960	(xx) 593,663,900

(x) 5 mois d'administration libérale, 7 mois d'U.N.

(xx) Chiffres provisoires du ministre des Finances.

Dans ce cas-ci également, il n'a pas été tenu compte des revenus spéciaux encaissés et dépensés par certains départements.

Comme on peut le voir, les revenus de la province ont augmenté considérablement au cours des dernières seize années. En 1933, les revenus de la province étaient de \$31,000,000, alors qu'en 1960-1961 ils atteindront \$617,000,000, soit 20 fois plus qu'en 1933. En 1933, les revenus du gouvernement fédéral étaient de \$311,000,000, alors qu'en 1960-1961 ils dépasseront les \$5,000,000,000, soit 17 fois plus qu'en 1933.

On ne peut, malheureusement, en dire autant de la situation financière des corporations scolaires et municipales qui s'est constamment détériorée par suite, d'une part, de l'accaparement par le pouvoir provincial de sources de revenus leur appartenant et, d'autre part, de l'imposition de charges n'étant pas de leur responsabilité.

5. 1958-1959: Source de revenus de l'État provincial

Taxes.....	75.53 %
Richesses naturelles:	
(y compris contribution de \$2,800,000 de l'Hydro).....	6.01 %
Subsides du fédéral, etc.	11.24 %
Divers (Commission des liqueurs, etc.)...	7.22 %
	100 %

Le gouvernement tire la majeure partie de ses revenus des taxes qu'il impose aux contribuables. En effet, une analyse de la provenance des revenus du gouvernement montre qu'au-delà des trois quarts des revenus de l'État provincial, \$413,042,360, soit 75.53 %, proviennent des impôts payés par les citoyens de la province, telles:

La taxe sur les repas.....	\$ 5,805,348
La taxe sur les ventes au détail	61,670,110
La taxe de 0.13 le gallon sur la gasoline.....	88,787,601

La taxe sur le tabac.....	\$ 18,197,812	
La taxe sur les divertissements.....	6,419,352	
La taxe de chômage (sur les spiritueux).....	1,979,060	
La taxe d'enregistrement des autos.....	35,504,945	
La taxe sur le revenu des particuliers.....	47,772,283	
Les taxes sur le capital et le revenu des corporations.....	107,033,136	
La taxe sur les successions.....	22,270,167	
Divers impôts, droits, licences, permis.....	17,602,546	
	\$ 413,042,360	75.53 %

6. Subsidies fédéraux

Au cours de l'exercice financier 1958-1959, les subsides versés à la province par le gouvernement fédéral, tant au titre des paiements de péréquation (\$56,004,460) qu'au titre de subside canadien régulier basé sur le chiffre de la population (\$3,173,408.60) et une autre somme représentant diverses contributions au total de \$2,281,326 ont donné un pourcentage de 11.24 % du revenu total de la province, contre 8.42 % l'année précédente.

Comme nous sommes déjà loin de l'époque des virulentes tirades oratoires contre la politique des subsides! Alors qu'hier le gouvernement dénonçait la politique des subsides comme ce qu'il qualifiait de politique d'asservissement, il en accepte joyeusement aujourd'hui pour \$61,500,000 dans une seule année, soit dans une proportion de 11.24 % de son revenu total! Et ces subsides, au montant de \$61,500,000, n'incluent pas les sommes considérables versées par le gouvernement fédéral aux divers départements, tels:

Agriculture.....	\$ 619,828.79
Bien-être social et Jeunesse (pour assistance aux personnes âgées de 65 à 70 ans, aux invalides, aux aveugles).....	20,792,480.25
Colonisation.....	51,226.54
Instruction publique.....	91,774.52
Santé.....	14,222,470.79

7. Les dépenses

Après avoir passé sommairement en revue l'état des revenus, jetons un coup d'œil au chapitre de la dépense. C'est dans ce domaine, particulièrement,

que le régime exerce sa discrétion aux dépens du Trésor public. Ainsi, un examen sommaire des dépenses faites par le gouvernement pendant l'exercice financier 1958-1959 révèle que le gouvernement a dépensé:

- 36.9 % du budget, soit \$201,745,572 en subventions pour la plupart discrétionnaires;
- 17.4 % en indemnités, traitements et salaires, honoraires, commissions et services professionnels et pensions de retraite, soit \$95,264,970;
- 2.1 %: \$11,983,766, en dépenses de voyage;
- 7.0 %: \$38,434,942, en allocations sociales;
- 2.9 %: \$15,985,586, en papeterie, impressions, publicité, loyer de bureaux et de machinerie;
- 25.1 %: \$137,698,594, en contrats sans soumissions, matériaux, fournitures, machinerie et outillage;
- 1.1 %: \$6,359,589, pour achat de terrains et propriétés et dépenses diverses;
- 7.7 %: \$2,530,284, en intérêts et amortissement d'escompte, réserve pour créance douteuse et dépréciation des actifs; moins \$3,517,336 divers crédits ou remboursements.
- 100 %: \$546,485,967.

8. Dépenses faites depuis 1945: \$4,846,223,769

Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement actuel a dépensé depuis le 1^{er} avril 1945, y compris l'année financière en cours, la somme énorme de \$4,846,223,769.

Au cours des 16 dernières années, le gouvernement actuel a dépensé, sous prétexte de sauver l'agriculture québécoise la somme de \$258,175,601.

Or, malgré cette dépense, il est bien évident que le gouvernement est dans une impasse, impasse d'autant plus dangereuse que le ministre des Finances et le premier ministre ne s'accordent pas sur la gravité de la situation. Dans son discours du budget, le ministre des Finances parle d'un regain de vie. Par contre, l'on sait assez que le premier ministre a parlé à différentes reprises de "repenser" notre politique agricole. Avoir dépensé une somme aussi considérable pour en arriver à la conclusion qu'il faut tout repenser, c'est admettre qu'on a mis la charrue devant les bœufs. Il aurait mieux valu penser avant de dépenser. Nous reviendrons d'ailleurs aux choses de l'agriculture quand il sera question des richesses naturelles.

Pendant les 16 dernières années, la colonisation nous a coûté la somme de \$167,566,770.

Or, l'on sait le jugement sévère que les apôtres de la colonisation ont prononcé sur la politique de colonisation, ou plutôt sur l'absence de

politique de colonisation du gouvernement, lors du congrès de colonisation d'Amos au mois de juin dernier, alors qu'on a qualifié de "tragédie humaine profonde" la situation actuelle de nos paroisses de colonisation.

Malgré les dépenses engagées au titre de l'éducation, les commissions scolaires, entre le 1^{er} avril 1946 et le 30 juin 1958, ont contracté une dette globale de \$264,789,000, selon les chiffres mentionnés à la page 241 du dernier rapport du surintendant de l'Instruction publique. Et, en outre, le gouvernement lui-même s'est endetté envers les commissions scolaires. En effet, d'après les chiffres que le gouvernement de la province a dû publier lors d'un emprunt contracté aux États-Unis par l'Hydro-Québec, le 15 juin 1959, il a été révélé que le gouvernement de la province devait aux commissions scolaires, à la date du 1^{er} avril 1959, la somme de \$82,096,700! Le gouvernement omet bien d'inclure cette dette dans le bilan qu'il soumet aux contribuables québécois, mais aux États-Unis on est plus exigeant et lorsque, par hasard, notre gouvernement s'aventure d'aller y emprunter de l'argent, il est forcément obligé de tout dire.

Depuis le 1^{er} avril 1945, le gouvernement a dépensé \$36,500,000 pour les pêcheries. Or, voici un tableau comparatif de la valeur totale des pêcheries au Canada, par province, en 1945 et en 1955 (ces derniers chiffres étant les derniers mentionnés dans l'*Annuaire statistique de 1958*).

	1945 (1)	1955 (2)
Île du Prince Édouard.....	\$3,076,811	\$3,841,000
Nouvelle-Écosse	30,076,900	47,093,000
Nouveau-Brunswick	13,270,376	20,420,000
Québec	7,907,692	6,675,000
Ontario	7,261,661	7,631,000
Colombie-Britannique....	44,531,858	60,032,000
Manitoba,		
Saskatchewan, Alberta,		
Yukon.....	7,115,802	10,333,000

(1) *Annuaire statistique de Québec 1948*

(2) *Annuaire statistique de Québec 1958*

La province de Québec, qui se classait en quatrième place en 1945, a été dépassée depuis par la plupart des autres provinces pour reculer en sixième place.

Dans le domaine de la santé publique, même échec! Toujours malgré la dépense élevée faite par la province, nous présentons une situation assez

caractéristique. Le directeur du service antituberculeux de notre province déclarait récemment que le taux de mortalité par la tuberculose dans la province de Québec était encore le double de celui des provinces sœurs, sauf Terre-Neuve, et que la province de Québec, à elle seule, comptait la moitié des 24,000 tuberculeux de tout le Canada.

L'*Annuaire statistique 1958 de la province de Québec* nous apprend qu'alors que le taux moyen de la mortalité infantile était au Canada, en 1956, de 32, dans la province de Québec il était de 40.

En 1957, Québec était la province qui comptait le plus grand nombre de cas de cécité au pays, soit 2,918 contre 1,713 dans l'Ontario, dont la population était pourtant de 864,000 âmes supérieure à la nôtre à cette époque. Nous comptons également à cette époque 15,856 invalides contre 8,065, dans l'Ontario à la même époque.

Ces statistiques constituent autant de sujets d'interrogation quant à l'efficacité de l'emploi que le gouvernement a fait des millions qu'il a dépensés depuis 1945, sous le prétexte de l'amélioration de la santé publique.

En outre, au cours des deux grandes épidémies de polio, la province de Québec a détenu le record peu enviable d'être celle qui a été la plus affectée. Mais, ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'au cours de ces grandes épidémies, la province de Québec a entendu presque quotidiennement la voix du directeur du service médical de la ville de Montréal⁸ et non pas celle du ministre provincial de la Santé⁹. À peine celui-ci a-t-il élevé la voix une fois ou deux. Par contre, on sait le bruit de fanfare qui accompagne la pose d'une pierre angulaire.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a dépensé, depuis 1945, au-delà de \$20,000,000 (\$20,937,595) pour promouvoir l'expansion de l'industrie et du commerce dans la province. Or, en dehors de New York, nous n'avons même pas d'agence commerciale à l'étranger. Et l'on dirait que ce ministère semble concentrer son attention sur la distribution des subventions discrétionnaires.

En somme, en examinant de près cet exercice financier, on constate l'existence des mêmes défauts qui ont caractérisé l'administration des années précédentes: prévisions fausses, écarts non excusables dans la dépense, sommes énormes engagées dans les opérations financières de la province et rendement inférieur à ce que l'on devrait attendre d'une administration dont toute l'activité devrait être planifiée.

Nous sommes maintenant en pleine actualité. Nous venons à peine de dépasser la moitié de l'année financière courante dont le ministre des Finances a

tenté de faire une analyse. J'emploie le mot tenter à dessein, car s'il possède des chiffres pour les derniers sept mois, il est à peu près dans le noir quand il s'agit des cinq premiers mois. On peut dire que la situation du ministre des Finances est à peine plus facile vis-à-vis de l'année en cours qu'elle ne l'est pour l'année prochaine.

Pouvons-nous accepter les chiffres qu'il nous a donnés? C'est très problématique. Toutefois, comme nous n'avons pas d'autres chiffres que ceux qu'il a énoncés, essayons d'en arriver à quelques conclusions.

1. L'assistance chômage donne un surplus au gouvernement

En janvier 1952, le ministre des Finances du temps avait annoncé, pour l'exercice 1951-1952, un surplus de \$1,161,400. En examinant de près la situation, monsieur Marler¹⁰ s'était aperçu que les contributions des employés civils au fonds de pension se chiffraient à \$1,300,000 et que, en l'absence de ce fonds, le gouvernement n'aurait pas pu annoncer un surplus. Les fonctionnaires, bien involontairement, étaient venus à la rescousse du gouvernement. Cette année, ce sont les nécessiteux.

Le gouvernement de la province, en juillet de cette année, a conclu une entente avec le gouvernement fédéral sur l'assistance-chômage, entente qui, d'après l'état provisoire, rapporte \$10,000,000. Or, lorsque le ministre donna ses prévisions le 20 février dernier, il annonça que l'exercice financier 1959-1960 se terminerait par un déficit de \$7,043,500. L'autre jour, il a annoncé un surplus probable de \$839,900. Comment le gouvernement a-t-il pu arriver à transformer en un surplus de \$839,900 un déficit prévu de l'ordre de \$7,043,500?

La réponse est partiellement contenue dans la somme de \$10,000,000 résultant de l'entente fédérale-provinciale en matière d'assistance-chômage aux nécessiteux. On peut donc dire que ce sont les chômeurs nécessiteux qui sont venus à la rescousse du gouvernement provincial.

Ceci étant dit, voyons comment les choses se sont passées d'une manière générale quant aux prévisions passées et quant à la réalité.

Prévisions du ministre des Finances le 20 février 1959 pour l'exercice financier 1959-1960

Revenus.....	\$ 541,895,000
Dépenses	<u>548,938,500</u>
Déficit prévu.....	\$ 7,043,500

Prévisions actuelles du ministre des Finances pour le même exercice

Revenus	\$ 593,633,900
Dépenses.....	<u>592,794,000</u>
Surplus	\$ 839,900

C'est toujours l'éternelle histoire. Sept mois seulement après les prévisions initiales, le ministre est obligé d'admettre qu'il s'est trompé de \$51,738,900 au chapitre des revenus, et de \$43,855,500 au chapitre des dépenses, le tout en excédent du budget qui avait été soumis au Parlement.

Il est inutile de faire plus de commentaires. Comme, cette année, le gouvernement nous donne ses chiffres provisoires 5 mois avant la clôture de l'année fiscale, l'on peut se permettre d'être plus que sceptique quant au résultat final, car ici comme dans d'autres cas, le passé va continuer à dominer le présent et l'avenir. Tout en ne voulant pas dire de mal du ministre des Finances, je ne puis m'empêcher de dire que je ne crois à peu près rien de ses prévisions budgétaires.

2. Les paiements de péréquation

D'après les propres chiffres du ministre, les paiements de péréquation atteindront \$63,200,000 en 1959-1960.

Voici ce qu'ont donné les paiements de péréquation depuis leur acceptation par le gouvernement de Québec:

Comptes publics 1957-1958	\$ 37,560,000
Comptes publics 1958-1959	56,004,460
État provisoire des revenus pour l'année se terminant le 31 mars 1960	<u>63,200,000</u>
	\$156,764,460

On sait que le gouvernement provincial se plaint du déséquilibre fiscal qui existe entre le fédéral et le provincial. On sait également, toutefois, que les municipalités se plaignent à leur tour du même déséquilibre qui existe à l'avantage du gouvernement provincial et au désavantage des municipalités.

Or, si le gouvernement provincial ne cesse de faire valoir ses vues du côté du gouvernement fédéral, il peut tout de même se vanter d'avoir reçu \$156,764,460 au titre de la péréquation.

Il est logique, dans les circonstances, de s'attendre à ce que le gouvernement provincial, à même cette somme, établisse à son tour un système de paiements de péréquation en faveur des municipalités. Il n'en a rien fait, se contentant de subventionner au hasard.

Aujourd'hui que les revenus du gouvernement provincial tournent autour de \$600,000,000, on peut se demander quel montant il lui faudra recevoir dans ses coffres pour qu'il se décide enfin à agir envers les municipalités d'une manière uniforme et juste. Attend-il que le budget atteigne le milliard?

Il est bien beau de réclamer du gouvernement fédéral et de réussir à en retirer des sommes importantes, il n'est pas aussi louable de faire la sourde oreille aux municipalités, et de laisser celles-ci s'acheminer lentement, mais peut-être sûrement, vers le gouvernement fédéral.

*Exercice financier
1960-1961*

Revenus prévus	\$ 617,797,200
Budget des dépenses	617,297,300
<i>Surplus prévu</i>	<i>\$ 499,900</i>

Dans son discours de jeudi dernier, le ministre des Finances a risqué des prédictions pour l'exercice financier 1960-1961. Il a déclaré, en effet, qu'il entrevoyait, ou du moins qu'il espérait, des revenus de \$617,797,200, et il nous a soumis un budget de dépenses de \$617,297,300, en concluant qu'il terminera le prochain exercice avec un surplus d'un demi-million de dollars.

Vu les prédictions fantaisistes que nous connaissons, avons-nous quelque chose de plus à dire que ce que nous avons déjà dit? Si le ministre croit réellement à ses chiffres, je préfère le laisser dans cette euphorie. Tout cela sera balayé par le vent de l'élection, et ces chiffres, lorsqu'on les lui rappellera plus tard, seront pour lui toute une surprise.

À la page 19 de son texte, le ministre fait la déclaration suivante: "Le budget ne prévoit aucun changement dans le niveau des impôts." Cette déclaration fut littéralement couverte d'applaudissements lorsqu'elle fut faite devant la Chambre. Les ministériels craignaient-ils une augmentation et est-ce pour cela qu'une annonce de cette sorte les enthousiasmait? Par contre, ont-ils pensé un seul instant à tous ceux qui attendent toujours une diminution ou un dégrèvement des impôts?

Depuis des années, non seulement le Parti libéral, mais un grand nombre d'organismes intéressés

aux consommateurs ont requis le gouvernement d'enlever la taxe sur le combustible d'usage domestique et sur les médicaments. Dans un pays comme le nôtre, le chauffage constitue une charge importante dans le budget annuel, et la taxe devient véritablement une taxe de nuisance tout en grevant le budget familial à même une nécessité de la vie.

Mais il y a une chose plus paradoxale et c'est la suivante: Nous avons acheté avec nos deniers ce qui s'appelle aujourd'hui l'Hydro-Québec. Nous l'avons achetée pour notre bénéfice. Cette Hydro, qui nous appartient, fournit l'électricité, mais sur chaque facture qu'elle nous envoie, elle est forcée de nous demander de payer une taxe. En d'autres termes, nous nous payons une taxe à nous-mêmes avec cette différence, toutefois, que cette taxe ne s'en va pas à l'Hydro, mais dans les coffres du gouvernement provincial. Il ne faut pas oublier, à ce sujet, que nous n'avons pas le choix, car le consommateur d'électricité de Montréal ne peut s'adresser qu'à l'Hydro qui est sa propriété.

Enfin, toujours dans le domaine du dégrèvement, il nous paraît inadmissible que la maladie soit obligée de payer la taxe de vente; or c'est ce qui arrive lorsque le malade est obligé d'acheter un médicament breveté. Là non plus le contribuable n'a pas le choix.

C'est devant une annonce de dégrèvement que les ministériels auraient eu le droit d'applaudir.

Le ministre a fait la déclaration suivante: "Je crois cependant qu'il est de mon devoir de souligner que la politique monétaire actuelle du gouvernement canadien pose, à l'attention des pouvoirs publics, des problèmes dont la solution nous semble extrêmement difficile. À l'heure présente, les gouvernements provinciaux, les corporations municipales, les commissions scolaires et les institutions d'assistance éprouvant de très grandes difficultés pour financer à long terme leurs travaux nécessaires d'expansion."

Ces considérations sont justes. Il faudrait ajouter cependant que la "tight money policy" du gouvernement fédéral ne touche pas seulement les corps publics, mais les particuliers eux-mêmes qui, dans des cas multiples, se trouvent acculés au mur.

Le gouvernement provincial doit-il se contenter de faire des constatations alors que c'est toute l'économie qui est en jeu? Je sais une époque au cours de laquelle l'Union nationale aurait protesté avec infiniment plus de véhémence si un tel état de choses s'était produit. Depuis qu'on est entre amis, entre Québec et Ottawa, on agit un peu trop platoniquement.

Pour montrer jusqu'à quel point la politique fédérale constitue une entrave, je cite une réponse du

ministre des Finances, réponse contenue dans les *Procès-verbaux* du 2 décembre courant:

"Réponse par l'honorable M. Bourque:

"Eu égard au resserrement du crédit, les banques à charte ont dû cette année réduire considérablement les prêts temporaires qu'elles accordent à la province chaque automne sur dépôts de bons du Trésor en attendant l'encaissement des revenus élevés qui sont perçus dans le premier semestre de l'année du calendrier. Au 30 novembre 1959, lesdits prêts ne s'élevaient ainsi qu'à \$14,000,000. Dans ces conditions, les bons du Trésor déposés au 30 novembre 1959 auprès des divers organismes de la province s'élevaient aux montants ci-après:

	Montant	Date des prêts
a) À l'Hydro-Québec	\$20,000,000	19 nov.
b) À la Commission des liqueurs.....	néant	
c) À la Commission des Accidents du travail.....	5,000,000	2 oct., 16 oct., 2 nov., 20 nov., 27 nov.
d) À la Commission du Salaire minimum ...	2,000,000	8 oct., 15 oct., 21 oct.

"Ces prêts sont remboursables à des dates convenant aux organismes intéressés entre le 15 janvier et le 30 mars 1960. Au total, les bons du Trésor déposés au 30 novembre 1959 s'élevaient ainsi à \$41,000,000."

Autre temps, autres mœurs. Cet état de choses, le gouvernement se contente de le souligner. Il confirme son impuissance et se confine dans l'espérance. Qu'est-ce qui l'empêchait, cette année, de dire, par exemple, ceci:

"Dans ces conjonctures, ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que les provinces devraient être consultées sur le problème du crédit, quand cette politique de restriction les affecte ainsi dans leur vitalité et qu'au surplus, si la situation ne s'améliore pas, les conséquences pour elles et pour le pays seront des plus désastreuses?"

Qu'est-ce qui l'empêchait également de nous dire ceci:

"Pendant que le gouverneur de la Banque du Canada suscite des difficultés incalculables aux commissions scolaires, en limitant leur pouvoir

d'emprunt, pendant qu'il paralyse l'expansion normale et urgente de l'instruction primaire à travers toute la province et tout le pays, le gouvernement fédéral offre maintenant quelques millions aux universités canadiennes. Ai-je besoin d'ajouter que cette décision de la Banque du Canada sur le crédit paralyse la politique généreuse du département de l'Instruction publique relativement à la construction des écoles et du ministère de la Santé, concernant la construction des hôpitaux.

Dans le même temps, le gouvernement fédéral s'apitoie sur la situation de l'éducation et de l'hygiène publique au Canada. De toute façon, si les corporations municipales et les commissions scolaires ne peuvent emprunter, vous concevez les difficultés qu'éprouvent les provinces pour continuer leur généreuse assistance. Ainsi, un fonctionnaire du gouvernement fédéral, le gouverneur de la Banque du Canada, réussit à s'immiscer dans un domaine exclusivement provincial, puisque de sa propre autorité, il contribue, par les mesures draconiennes qu'il a décrétées, à paralyser le pouvoir d'emprunt de nombreux corps publics, c'est-à-dire à empêcher la construction de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux et la poursuite de certains travaux publics nécessaires par les municipalités, comme la construction d'aqueducs et l'organisation de systèmes de protection contre l'incendie."

Qu'est-ce qui l'empêchait enfin de conclure de cette façon:

"Voyez, M. l'Orateur, s'accroître d'une façon inquiétante le nombre des faillites, alors que les petites industries sont en danger de périr. L'industrie de la construction, qui est la base de toute prospérité et l'un des fondements les plus importants de notre économie, en est singulièrement affectée. Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que la Banque du Canada aurait dû adopter une ligne de conduite spéciale pour les gouvernements provinciaux, les municipalités, les commissions scolaires et les institutions d'assistance publique? Il est donc urgent que la politique anti-inflationnaire actuelle soit modifiée. Il serait de plus très recommandable que la Banque du Canada ou son gouverneur discute avec les provinces de ces mesures de restriction sur le crédit et que la nouvelle politique s'inspire d'une entente harmonieuse entre la Banque du Canada, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux."

Ce langage, M. l'Orateur, le ministre des Finances ne l'a pas tenu parce qu'il avait des raisons de ne pas le tenir. Il y a maintenant à Ottawa un gouvernement qui prend ses députés chez les salariés

de l'Union nationale, qui prend ses ministres chez les salariés de l'Union nationale, qui prend ses sénateurs dans les rangs de l'Union nationale et qui prend ses juges dans les rangs de l'Union nationale. Je n'irai pas jusqu'à dire que c'est là le prix du silence, mais il y a tout de même des coïncidences troublantes.

En 1957, les amis de l'Union nationale n'étaient pas au pouvoir à Ottawa. Le langage de l'Union nationale était autrement sévère, car les paroles que je viens de prononcer sont extraites du discours sur le budget prononcé par le ministre des Finances du gouvernement de l'Union nationale de la province de Québec, à l'Assemblée législative, le 7 février 1957. Oui, monsieur l'Orateur, autre temps, autres mœurs!

Délaissant maintenant cet exercice de haute voltige, suivons le ministre dans les aperçus qu'il nous a donnés quant à l'avenir économique de la province.

Prenant à son compte divers commentaires, il les fait siens et nous assure que la prochaine année fiscale en sera une de grande prospérité. Je le veux bien et je le désire. Mais si, malgré la politique fédérale de restriction du crédit, ce désir devient réalité, je maintiens que les obligations du gouvernement de la province de Québec seront encore plus grandes et que les responsabilités de l'administration s'accroîtront. Aussi ses regards devront-ils plonger plus avant vers l'avenir. Cela veut dire qu'il devra se faire une politique bien planifiée au sujet de ce que nous avons de plus grand: nos richesses naturelles.

Nos immenses richesses naturelles, que le gouvernement actuel n'a cessé d'utiliser comme thème de propagande, n'ont contribué aux revenus de la province, durant le dernier exercice fiscal, que dans la maigre proportion de 6.01 %, y compris la contribution de \$2,800,000 de l'Hydro-Québec au

fonds d'éducation, le tout comparativement à 7.10 % l'année précédente¹¹.

Les richesses naturelles n'ont, en effet, rapporté au Trésor public en 1958-1959, d'après les *Comptes publics*, que la somme de \$30,045,143, plus le montant précité de \$2,800,000 versé par l'Hydro au fonds d'éducation. L'année précédente, la province avait perçu de cette même source un revenu de \$35,742,360.

Au seul item de l'exploitation minière, la province n'a perçu que \$5,391,848 comparativement à \$8,016,799. L'année précédente, soit une diminution de \$2,624,951, comme quoi la réalité ne correspond pas toujours à la fiction. Ainsi, je lisais récemment dans l'édition 1958 du *Canadian Securities Manual*, distribué par la maison de courtage L. J. Forget & Cie, que l'une des principales sociétés qui participent à l'exploitation de notre minerai de fer a réalisé à ce seul chapitre, en 1957, des profits de \$14,112,803 pendant que la province de Québec, propriétaire de ces mines de fer n'en retirait que la maigre pitance de \$106,000, soit \$100,000 à titre de rente annuelle et \$6,000 au titre de permis spécial de recherches minières.

En 1957, la province de Québec a expédié à l'étranger au-delà de 13,000,000 de tonnes de minerai de fer à l'état brut que nos milliers de concitoyens sans-travail, vivant de la charité publique, regardaient s'en aller alimenter des industries situées dans des pays étrangers.

Un examen attentif des *Comptes publics* nous donne pour les trois dernières années les sommes suivantes relativement aux revenus et aux dépenses relevant de nos richesses naturelles: (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Comptes publics</i>	<i>Revenus</i>		<i>Dépenses</i>	<i>Déficit</i>
1956-1957 p. 34	\$ 38,721,137	(1) p. 37	\$ 46,554,995	\$ 7,833,958
1957-1958 p. 35	32,942,360	(2) p. 40	49,234,372	13,492,012
p. 36	<u>2,800,000</u>			
	\$ 35,742,360			
1958-1959 p. 33	\$ 30,045,143	(3) p. 38	\$ 52,472,067	\$ 19,626,924
p. 34	<u>2,800,000</u>			
	\$ 32,845,143			
<i>Total</i>	\$107,308,540		\$ 148,261,434	\$ 40,952,894

Ce tableau démontre que nous sommes déficitaires d'un montant global de \$40,952,894. Il faut noter que nous parlons ici des revenus directement

encaissés et des dépenses directement payées par la trésorerie provinciale.

Notes- (1) Le montant des revenus provenant des ressources hydrauliques, soit \$10,026,601.38 inclus dans le total de \$38,721,037, mentionné à la page 34 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1956-1957*:

Page 78, B-12-revenu des ressources hydrauliques.....	\$ 4,682,828.04
Page 81, B-18-revenu du Fonds d'éducation-Hydro-Québec.....	\$ 2,800,000.00
Page 81, B-18-revenu du Fonds d'éducation KW-heures	\$ 2,543,773.34
	\$ 10,026,601.38

Le montant des revenus provenant des Terres et Forêts, soit \$19,583,369.26 inclus dans le total de \$38,721,037, mentionné à la page 34 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1956-1957*:

Page 79, B-14-revenu des Terres et Forêts	\$ 18,680,566.01
Page 81, B-18-revenu du Fonds d'éducation droit de coupe	\$ 902,803.25
	\$ 19,583,369.26

(2) Le montant des revenus provenant des Ressources hydrauliques, soit \$7,625,417 inclus dans le total de \$32,942,360, mentionné à la page 35 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1957-1958*:

Page 84, B-12-revenu des Ressources hydrauliques.....	\$ 5,041,356.15
Page 87, B-18-revenu du Fonds d'éducation KW-heures	\$ 2,584,061.14
	\$ 7,625,417.29

Le montant des revenus provenant des Terres et Forêts, soit \$15,500,498 inclus dans le total de \$32,942,360, mentionné à la page 35 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1957-1958*:

Page 85, B-14-revenu des Terres et Forêts	\$ 14,751,032.15
Page 87, B-18-revenu du Fonds d'éducation droit de coupe	\$ 749,465.65
	\$ 15,500,497.80

(3) Le montant des revenus provenant des Ressources hydrauliques, soit \$8,399,043 inclus dans le total de \$30,045,143, mentionné à la page 33 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1958-1959*:

Page 82, B-12-revenu des Ressources hydrauliques	\$ 5,429,712.93
Page 81, B-18-revenu du Fonds d'éducation KW-heures.....	\$ 2,969,329.50
	\$ 8,399,042.43

Le montant des revenus provenant des Terres et Forêts, soit \$14,078,548 inclus dans le total de \$30,045,143, mentionné à la page 33 des *Comptes publics*, se décompose comme suit dans les *Comptes publics 1958-1959*:

Page 83, B-14-revenu des Terres et Forêts.....	\$ 13,411,570.74
Page 85, B-18-revenu du Fonds d'éducation droit de coupe.....	\$ 666,977.32
	\$ 14,078,548.06

J'ai déjà eu l'occasion de déplorer la politique déficitaire du gouvernement actuel en matière d'exploitation de nos ressources naturelles. Je me souviens que l'honorable secrétaire (M. Prévost) de la province a même prétendu que j'errais dans les chiffres que je citais, allant même jusqu'à me reprocher, dans un discours qu'il prononçait dans cette Chambre, le 20 février 1958, que j'avais "oublié de tenir compte des revenus encaissés par le fonds d'éducation des entreprises forestières et hydroélectriques." J'avais affirmé, entre autres choses, dans mon discours sur le budget du 11 février 1958, qu'au cours de l'exercice financier 1956-1957, nos ressources naturelles n'avaient rapporté qu'une somme de \$38,721,000 au Trésor public de la province, et je déplorais le fait que le ministre n'entrevoit à cet item qu'un revenu de \$35,703,600, et \$31,805,000 pour 1958-1959. Ouvrons ensemble le volume des *Comptes publics de la province pour l'exercice 1956-1957*, à la page 34, à l'état numéro 6, intitulé: "Revenus classifiés d'après la source pour l'exercice 1956-1957" et notons-y bien à l'item "Ressources naturelles" le revenu de \$38,721,037.83 et, en regard du sous-item "Ressources hydrauliques", le montant de \$10,026,601.38. Pour indiquer au secrétaire de la province de quoi est fait ce montant de \$10,026,601.38, allons voir à la

page 78, aux "Annexes de l'état des revenus, état B-12, Ressources hydrauliques" et relevons-y le montant de \$4,682,828.04. Puis reportons-nous à l'état B-18, Fonds d'éducation, (page 81) dont le secrétaire de la province m'a accusé de n'avoir pas tenu compte dans mes calculs, et relevons-y les deux montants suivants:

Revenus sur Kilowatts-heures	
d'électricité.....	\$ 2,543,773.34
Contribution de l'Hydro-Québec	\$ 2,800,000.00

Total du sous-item des Ressources hydrauliques..... \$ 10,026,601.38

Dans le même état numéro 6, à la page 34, notons en regard du sous-item "Terres et Forêts" le revenu mentionné au montant de \$19,583,369.26. Pour encore renseigner le secrétaire de la province quant à la composition de ce montant, allons voir avec lui à la page 79, "État B-14, Terres et Forêts (Annexes de l'état des revenus)", cueillons-y le chiffre du revenu inscrit au montant de \$18,680,566.01, puis allons chercher à la page 81 "État B-18, Fonds d'éducation" le montant de \$902,803.25 "Droits de coupe" pour l'ajouter au montant précité de \$18,680,566.01 et nous obtiendrons le montant de \$19,583,369.26 inclus lui aussi dans le montant de \$38,721,037.83 de revenus inscrit à l'item des ressources naturelles dans les *Comptes publics* de cette année-là et que j'avais cité, mais auquel le secrétaire provincial n'a pas ajouté foi en prétendant que j'étais dans l'erreur. Si ce n'était pas abuser de la patience de la Chambre, nous pourrions refaire la même expérience pour démontrer la véracité des chiffres que j'avais également cités quant aux revenus provenant des richesses naturelles pour les années 1957-1958 et 1958-1959.

Or, quand nous attaquons le gouvernement sur le peu de revenus qu'il retire de notre richesse naturelle, il nous répond habituellement à côté de la question en parlant des salaires que les ouvriers en retirent, de la taxe de vente payée par les compagnies qui exploitent cette richesse et des achats que font les mêmes compagnies.

Le gouvernement oublie que lorsque l'Alberta ou le Venezuela, pour ne parler que de ces deux possesseurs de grandes richesses naturelles, font état des énormes revenus qu'ils reçoivent, ils indiquent par là les revenus directement perçus par la trésorerie, soit de l'Alberta, soit du Venezuela. Le gouvernement albertain et le gouvernement vénézuélien ne tentent pas de grossir le chiffre de

leurs propres revenus en s'attribuant les revenus que reçoivent les ouvriers. Seul un gouvernement déficitaire comme le nôtre se voit dans l'obligation d'invoquer de telles statistiques pour recouvrir le vide du Trésor en cette matière.

Le ministre ne s'étant permis qu'une seule réminiscence littéraire, à mon tour je ne lui servirai que la suivante, qui est de Plutarque¹²:

"Les géographes relèguent à la limite de leurs cartes les parties du monde dont ils ne savent

"rien et y ajoutent des notes marginales expliquant

"qu'il n'y a rien au-delà de ces limites que des

"déserts sablonneux pleins de bêtes féroces,

"d'inapprochables marécages, des glaces scythiques

"ou une mer gelée."

Cette vision qu'offrait la géographie antique nous fait instantanément penser à notre Grand Nord, mais elle évoque en même temps la présence d'un homme nouveau accompagnant le géographe: le géologue.

Grâce à lui, les calottes glaciaires et les déserts sablonneux révèlent une partie du futur, et le géographe a déjà commencé à les situer dans la géographie humaine. Au Québec, qui dit richesse naturelle dit le "Nord". Mais il n'y a pas que ça.

Quelles sont nos richesses naturelles? Par ordre chronologique de leur exploitation, elles se présentent ainsi: les pêcheries, l'agriculture, la forêt, l'énergie hydroélectrique et les mines. Par ordre d'importance, elles se classifient autrement: la forêt occupe le premier plan et les pêcheries le dernier.

Nous savons jusqu'à quel point elles sont rentables présentement, mais nous ne savons pas l'étendue de leur volume, ou, comme on dit dans le langage américain, de "leurs possibilités". Il faut donc en premier lieu faire un inventaire. Parmi ces richesses il en est de renouvelables comme la forêt, l'agriculture et les pêcheries et il en est qui ne renaissent jamais.

Nombreux sont les économistes qui ajoutent à cette liste une richesse qu'ils qualifient également de naturelle: le tourisme. Pour ma part, le tourisme ne peut être considéré comme tel. Les facteurs humains, historiques et culturels y jouent un trop grand rôle à côté de l'immobilité des paysages pour qu'on puisse l'assimiler à la forêt et aux mines.

En outre, il peut être une création purement artificielle, comme au Manitoba, par exemple. Chez

nous, il est inséparable du fait français. Il en sera donc question séparément.

Au départ, je prends pour acquis que les richesses naturelles serviront à épauler financièrement la structure de l'État provincial. C'est donc toute une politique qu'il faut instaurer à leur égard. Auparavant, jetons un coup d'œil sur chacune d'elles.

Québec est une province atlantique, sillonnée de rivières, trouée de lacs, et pourtant son apport est insignifiant au chapitre des pêcheries. A-t-on remarqué les efforts qui se font dans le monde pour explorer et évaluer la faune sous-marine? On parle de plus en plus de la "mer nourricière". La consommation de poisson est peu abondante et nous exportons notre petite production, au moins pour une partie importante de celle-ci. Nous possédons des chercheurs émérites, nous avons une assez bonne organisation gouvernementale, mais nous n'avons pas de politique.

L'agriculture nous a fait faire de beaux discours. Je serais porté à formuler le paradoxe suivant: elle nous a sauvés et nous nous sommes illusionnés. Je ne puis m'empêcher de voir en elle la survivance du groupe, mais j'applaudis au néologisme de M. Michel Brunet¹³: l'agriculturisme, qui nous a fait croire à une mission d'agriculteurs, ce que nous n'étions pas au départ. Aujourd'hui elle est puissante. Grâce à elle, nous sommes maîtres du sol, de tout le cheptel, de toutes les maisons de nos campagnes et de nos villes de province, de nos villages, de nos églises, de nos écoles. Tout cela a été acheté et payé par l'agriculture. Mais, en même temps, elle nous a enfermés dans une "mission" impossible. Maîtres du sol, nous ne sommes pas maîtres des leviers de commande économiques et les fils des "missionnaires" du sol représentent aujourd'hui dans les villes 75 % de la population totale du Québec.

Il y a des moments où on croirait que la population canadienne-française ne sait pas qu'elle vit dans un pays nord-américain, et ceci est particulièrement vrai de la population agricole. C'est ainsi que, partout ailleurs, l'agriculture cesse rapidement d'être familiale. Est-ce pour cela que les produits du sol consommés par nos cultivateurs ne viennent pas de leurs terres mais de l'Ontario? Pénétrons dans n'importe quelle cuisine d'un fermier québécois, ouvrons-y les armoires et nous y trouverons les conserves alimentaires du sud-ontarien. Le lait lui-même n'est pas exempt de cette concurrence. En Abitibi, on envoie les animaux vivants en Ontario et on mange la viande qui vient des animaux morts de l'Ontario. Question d'organisation des marchés, dira-t-on. Oui, mais aussi question d'organisation moderne de l'agriculture.

La routine, tant au ministère de l'Agriculture que dans l'exploitation des fermes, n'a pas permis la création de nouvelles cultures. Seul le tabac à cigarette a progressé. La betterave et le lin survivent à peine.

Je me suis souvent demandé comment la France, par exemple, vu l'exiguïté de son territoire, pouvait tellement produire. Un jour, en Provence, j'ai compris. Tout le sol, autour des cépages qui produisent, je crois, le célèbre Châteauneuf-du-Pape, près d'Avignon, était couvert de cailloux. Ils rejetaient la nuit la chaleur du jour et ils gardaient le jour la fraîcheur que la nuit avait transmise au sol. A-t-on tenté cela chez nous, ou autre chose, pour certaines de nos cultures?

La province de Québec n'a pas tellement de sol arable, cultivé ou non. Quant au sol cultivé, on peut dire qu'un grand secteur en est impropre à la culture. Or, le déboisement et le défrichement ont produit une dangereuse érosion particulièrement dans le Bas-Saint-Laurent. Qui peut nous dire alors ce que sera le sol cultivable dans quelques décades? Moins la surface arable est grande, plus grand est le danger d'appauvrissement. Les États-Unis ont entrepris de vastes études et de grands travaux sur la conservation des sols. Ici nous n'avons jamais entendu parler de cela.

Il est reconnu qu'un très grand nombre de nos cultivateurs vivent assez misérablement sur des terres impropres, ou presque, à la culture. Même chez ceux qui vivent convenablement, il faut, la plupart du temps, un métier de soutien. On va couper du bois dans les chantiers, on fait du camionnage pour la voirie. Dans les cas où le cultivateur coupe lui-même son propre bois de pulpe, il parvient difficilement à le vendre à un bon prix.

Alors que l'agriculture demande à être réaménagée, on engloutit encore des millions dans la colonisation. Nous sommes loin du temps où Rameau de Saint-Père¹⁴ voyait l'avenir du Québec dans la colonisation. À deux ou trois reprises, en Chambre, j'ai demandé au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) s'il croyait en celle-ci. Ses réponses, jamais au point, toujours évasives, me laissent croire qu'il a perdu la foi. Dans les endroits colonisés, c'est la désespérance complète.

Non seulement nous assistons au dépeuplement des paroisses nouvelles, mais nous en sommes au point où il faut consolider les vieilles paroisses de colonisation qui, après 25 ans, n'ont pas encore atteint le niveau agricole. Et en reculant encore dans le temps, nous entendons des spécialistes affirmer qu'il faudrait d'abord consolider les vieilles paroisses agricoles elles-mêmes dépeuplées. Il s'agirait donc de recommencer le processus initial.

Le revenu d'appoint, pour le cultivateur comme pour le colon, semble devoir venir surtout de la forêt. Or, les plaintes viennent de partout à ce sujet, car c'est le chaos dû à la politique partisane et à l'incurie.

Absence presque totale de recherches scientifiques et sociologiques, absence d'inventaire et, partant, absence d'une politique.

La forêt est présentement la plus grande richesse du Québec. En 1957, Québec possédait 20 usines pour la production du papier journal dont la valeur dépassait la moitié de toute la production canadienne. "Or, dit M. Benoit Brouillette¹⁵, dans *L'actualité économique* d'avril-juin 1959, la concurrence se fait de plus en plus vive entre producteurs canadiens et américains. Les papeteries établies dans le Sud semblent les plus favorisées, ainsi que vient de l'affirmer le président des Canadian and New Brunswick International Paper Companies, devant le conseil économique des provinces Maritimes. Nous avons, dit-il, l'avantage de pouvoir flotter notre bois sur nos rivières, mais le bois à pâte par tonne de papier journal coûte \$7.50 de moins à Mobile, Alabama, (usine de l'International Paper) qu'à notre usine de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick. D'autre part, la livraison du papier journal de Mobile coûte \$5.00 de moins la tonne que celui de Dalhousie, à cause de la proximité de la clientèle américaine. Le papier du Nouveau-Brunswick revient donc à \$12.50 de plus la tonne que celui d'Alabama, soit près de 10 % du prix de vente."

On voit donc que notre monopole va en s'effritant et que notre plus gros client veut devenir un dangereux concurrent. Ajoutons la production scandinave et rappelons que le Brésil et le Chili, de même que le Mexique, érigent ou ont érigé des usines. Le contexte de cette industrie peut rapidement évoluer à notre détriment.

Or, si cela se produit, on pourra dire que l'événement est grave, car en dehors du papier journal, nos forêts ne peuvent alimenter un grand nombre d'industries. À vrai dire, il ne reste que le bois de construction, le bois de chauffage devant être éliminé parce que n'étant pas un produit industriel.

Où en sommes-nous dans notre connaissance de la forêt québécoise? Dans l'Abitibi, on me disait que des pans énormes de forêt pourrissaient sur place. Quel paradoxe que d'affirmer ceci; on surexploite la forêt en même temps qu'on la perd en ne l'exploitant pas! L'inventaire, toujours l'inventaire. Pas d'inventaire, pas de planification, pas de véritable politique forestière!

Je ne sais plus qui a écrit que l'Eldorado se trouve au Canada. Peut-être. Les Américains le croient sans doute s'il faut en juger par ceci:

"La répartition géographique des actions accorde aux Américains le contrôle de 60 % de notre industrie minière, tandis que les Canadiens n'en ont que 38 %. C'est un renversement de la situation de 1948, alors que les Canadiens contrôlaient les deux tiers de l'industrie. L'exploitation du minerai de fer dans le Nouveau-Québec, la construction d'alumineries à Kitimat et à Baie-Comeau, l'exploitation du cuivre de Murdochville et de Chibougamau, entre autres récentes réalisations, ont attiré des capitaux extérieurs et ainsi placé notre industrie minière sous la dépendance de l'étranger. Bref, en 1955, les Américains contrôlaient 64 % des industries pétrolières et minières à comparer avec 38 % en 1939. L'expansion de notre pays dans ce domaine s'accompagne donc d'un assujettissement à l'étranger, principalement aux États-Unis." (*L'actualité économique*, avril-juin 1959. Article de M. Gérard Gardner.)

La seule contre-partie favorable réside dans le fait que les Canadiens ont délogé les Américains dans l'industrie de la pâte et du papier. Les Canadiens détiennent maintenant 46 % de son activité contre 43 % aux Américains.

De ce contrôle absolu de l'étranger sur l'industrie minière, il résulte, par la force des choses, que c'est l'étranger qui dicte notre pseudo-politique minière et non le gouvernement.

Dans le dernier numéro de la grande revue française *Réalités* (juin 1959), on peut lire une magistrale étude sur l'Europe, et on y apprend qu'en Allemagne, il y a un dirigisme économique et financier qui ne vient pas de l'État mais des capitalistes.

Chez nous, sans qu'il y ait un dirigisme économique, il existe une sorte de pesanteur étrangère sur les actes politiques, connus et cachés, de l'administration. On ne le sent nulle part ailleurs mieux que dans le Québec. Le gouvernement est souvent le parte-parole de M. Cyrus Eaton¹⁶ et vice versa.

Le Parti libéral s'est suffisamment identifié à une certaine politique des richesses naturelles sans qu'il soit nécessaire de reprendre les étapes de cette politique. Au début, il était seul. Aujourd'hui, sauf l'Union nationale, tout le monde répète en chœur ce que, pour ma part, j'ai prêché d'une façon assez radicale depuis 10 ans. En résumé, que disions-nous? La richesse d'un pays ne fait pas toujours la prospérité d'un peuple. L'uranium du Congo belge,

le pétrole du Proche-Orient, l'étain du Pérou, le café du Brésil, n'ont pas enrichi les Africains, les Arabes et les Sud-Américains. Ce n'est pas en exportant des matières premières qu'un peuple s'enrichit, mais c'est en montant des industries qui peuvent exploiter les richesses naturelles du pays et alimenter, par la suite, les marchés d'exportation.

Nos ancêtres politiques libéraux ont compris cela. Ils ont imposé l'exploitation sur place de nos forêts. Et la fondation des villes de Shawinigan, Grand'Mère, Port-Alfred, Kénogami, Jonquière, Dolbeau, Baie-Comeau, Témiscamingue, Hull, et autres est le résultat de cette politique. Nous avons voulu la même chose pour le fer.

Nous avons cru et nous croyons encore à la réalisation de ce que nous avons prêché. D'ailleurs, dans d'autres pays du monde, on a mis à l'épreuve les méthodes économiques que nous avons mises de l'avant et les méthodes techniques imaginées par MM. Cholette et Potvin¹⁷. Enfin, si on en croit le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), le gouvernement opérerait bientôt une conversion.

Rectifions une erreur. Nous n'avons pas réclamé l'installation de fours électriques à Sept-Îles. Nous avons plaidé pour la Côte-Nord généralement, ce qui veut dire de Québec au golfe.

Et la partie est d'autant plus belle que l'électricité, la canalisation du Saint-Laurent, la proximité de la mer sont trois facteurs qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Quant aux marchés, ils sont à portée de la main. La force ouvrière nécessaire ne s'est-elle pas présentée d'elle-même par milliers quand il s'est agi d'ouvrir l'Ungava?

Enfin, c'est venir à l'encontre de toutes les enquêtes faites jusqu'à présent que de laisser se centraliser davantage l'industrie alors que nous souffrons énormément du fait que Québec a mis tous ses œufs dans le même panier. Québec n'a qu'un grand centre et tout s'y retrouve: Montréal. L'Ontario a dispersé ses industries. Le sort fait à Matane n'est pas isolé chez nous; il est une résultante. Il témoigne d'un manque évident de planification économique. Enfin, ce n'est pas le centre qui fait l'aciérie; c'est l'aciérie qui fait le centre.

Nous avons également parlé de ce que l'on appelle un anglicisme, soit les royautes, mais ce fut pour dire qu'elles ne nous intéresseraient pas tellement si l'industrie de l'acier naissait chez nous. Ce qui ne revient pas à prendre pour principe que nous pouvons donner nos richesses à cette condition-là.

Il y a dans le Québec cinq bassins hydroélectriques: la Côte-Nord, le Saguenay, la

Mauricie, la Gatineau et le Saint-Laurent. Le fleuve est au centre de notre vie industrielle et la Côte-Nord est toujours aux extrémités du pays, géographiquement, financièrement et économiquement. Le potentiel est énorme, la production également. Les prix sont élevés, ce qui est inconcevable, et ne sont pas uniformes. Sous l'actuel gouvernement, le "harnachement" se fait de la manière suivante: on va chercher l'électricité sur la Côte-Nord à Bersimis et on l'apporte à Montréal, soit sur une distance de 500 milles. Par contre, la canalisation du Saint-Laurent se fait devant Montréal et l'Hydro ne profite pas de cette occasion pour bâtir une centrale, et on laisse inexploités les rapides de Lachine, aux portes de la métropole.

D'après M. Lionel Chevrier¹⁸, la province de Québec aurait économisé \$25,000,000 si, concurremment avec les travaux de canalisation, elle avait érigé une centrale hydroélectrique aux environs de Montréal, c'est-à-dire là où la consommation d'électricité est, après Toronto, la plus élevée au Canada. Économie ou non, un fait reste certain: il n'y aura pas de centrale avant longtemps.

La Gaspésie est, dans ce secteur de la richesse naturelle, la parente pauvre de la province de Québec. Totalement privée de cours d'eau susceptibles d'engendrer de l'électricité, elle reçoit celle-ci par l'entremise des câbles venant de Bersimis. Les taux y sont plus élevés qu'ailleurs dans la province.

De cette analyse un peu succincte des quatre grands facteurs de prospérité de la province de Québec, c'est-à-dire l'agriculture, la forêt, les mines et l'hydroélectrique, il ressort que tout est laissé à l'empirisme ou aux caprices électoraux du moment, pour ne pas dire de la finance.

Cette politique des richesses naturelles doit être une politique d'ensemble. C'est pourquoi le Parti libéral a déjà préconisé et préconise encore la formation d'un ministère des Richesses naturelles, duquel, cependant, serait exclue l'agriculture dont le ministère actuel doit continuer d'exister indépendamment de celui que nous projetons. L'agriculture, en effet, s'étendant à toute la province de Québec, demande l'attention d'un ministère qui lui soit entièrement consacré, mais d'un ministère qui coordonne son action avec celui des richesses naturelles.

Si on songe qu'en 1956 il ne restait que 122,617 fermes comparativement à 134,336 en 1951, et, si, d'autre part, on compare le revenu annuel du cultivateur en 1949 (\$1,830) et en 1957 (\$1,554), on s'aperçoit que la diminution des fermes a accompagné la diminution des revenus par tête. Ceci est une chose inadmissible. Depuis la guerre, en

Europe, alors que le nombre des fermes a considérablement diminué, il en est résulté une augmentation par tête du revenu du paysan européen, ce qui est normal. Cette affirmation peut paraître paradoxale, mais elle est tout à fait logique. Malgré la diminution du nombre des fermes, la production a augmenté en Europe, grâce à la mécanisation qui a décuplé l'effort de l'homme.

Chose curieuse, dans un pays dont le standard de vie est aussi élevé que celui des États-Unis, il y a eu régression dans le revenu annuel réparti sur un moins grand nombre de travailleurs agricoles qui ont, cependant, produit plus.

La main-d'œuvre agricole a également diminué considérablement, puisqu'en 1951, elle était de 195,410 et, en 1956, de 171,375.

À quoi ceci est-il dû? Il est fort probable que la mécanisation n'est pas assez avancée dans la province de Québec, et elle n'est pas assez avancée à cause d'une législation insuffisante. Sur les 122,617 fermes qu'il y avait dans le Québec en 1956, on n'utilisait que 54,322 tracteurs. Le parc des tracteurs est donc, à première vue, totalement insuffisant.

Il est clair que le nombre des fermes va diminuer progressivement avec les années. La compensation viendra-t-elle d'une augmentation de la production et d'une augmentation du revenu personnel de l'agriculture? À ceci, le ministère de l'Agriculture ne donne aucune explication.

Sommes-nous en état d'établir le surplus ou le déficit de nos échanges agricoles? Le ministère de l'Agriculture ne répond pas à cette question. Enfin, est-il vrai que l'agriculture québécoise freine présentement l'effort général de la province? À cela le ministère de l'Agriculture du Québec ne répond pas non plus.

Citant une revue française, je dirai que: "il faut la mise en commun des bonnes volontés, des connaissances et du matériel, la création d'associations, ensuite, l'acceptation et la mise en œuvre des techniques modernes de production; enfin, à la fois cause et résultat, un changement de mentalité qui fait du paysan un chef d'entreprise et un homme du XX^e siècle".

Il existe en France, outre les Cercles des jeunes agriculteurs, des Centres d'études techniques agricoles, des Coopératives d'utilisation de matériel agricole et des Chambres d'agriculteurs. Les seuls Centres d'études agricoles sont au nombre d'environ 800.

Cette seule énumération nous montre toutes nos déficiences. D'ailleurs, le rapport de la commission Tremblay¹⁹, que j'ai longuement cité dans le discours sur le budget de février 1959, insiste énormément sur

le fait qu'il manque non seulement une direction agricole, mais une pensée.

Dans ces circonstances, le ministère de l'Agriculture, s'il veut que nos cultivateurs puissent être à la fois des chefs d'exploitation familiale et des chefs d'entreprise, devra mettre sur pied des associations multiples qui, groupant un nombre limité de cultivateurs dans chacune d'elles, pourront utiliser à fond la mécanisation agricole grâce, non seulement à de telles associations, mais à une législation dite de crédit.

Le ministère de l'Agriculture devra viser à rendre le cultivateur maître de sa production par une politique de régularisation et de stockage. De nos jours, grâce aux moyens modernes de production, on peut faire nôtre la phrase d'un spécialiste en agriculture: "Il n'y a pas de mauvaises années pour les bons agriculteurs."

Le ministère de l'Agriculture devra reconvertir l'orientation des exploitations suivant les besoins. C'est là l'un des maux dont nous souffrons le plus.

Il appartient également au ministère de l'Agriculture de trouver des débouchés et de créer une politique de vente et d'exportation. Les contrats collectifs agricoles, sur lesquels nous avons peut-être un peu trop compté, sont plus ou moins une déception à l'heure actuelle. Cela n'est-il pas dû à un manque absolu de politique agricole de la part du gouvernement, politique qui aurait dû être basée sur les aperçus ci-dessus?

Le ministère de l'Agriculture ne s'est-il jamais préoccupé de faire adapter les produits agricoles aux goûts des consommateurs? C'est probablement la raison pour laquelle Chicago et la province d'Ontario luttent avantageusement contre la production québécoise dans la province de Québec elle-même.

Enfin, la recherche doit primer partout et nous devrions avoir divers laboratoires à différents endroits de la province.

Est-il besoin, pour conclure cette assez courte énumération, d'insister sur la qualité et le nombre du personnel agronomique, de ce personnel spécialisé qui, comme l'instituteur, est relégué chez nous au second rang?

C'est une erreur de croire que l'agriculture est un facteur isolé de l'économie. Il est absolument nécessaire que son exploitation soit intégrée dans l'exploitation de toutes nos richesses naturelles.

À notre avis, il y a entre toutes ces choses, une interdépendance complète. Quand on parle des richesses naturelles, on pense surtout aux mines, aux cours d'eau, à la forêt. On emploie le mot "naturelles" parce que ces richesses sont là toutes faites et

immédiatement utilisables, alors que l'agriculture ne produit rien si l'homme n'est pas à la source de sa production. Par conséquent, lorsqu'il sera question ci-après des richesses naturelles, il faudra se limiter aux trois éléments que je viens de mentionner. Un ministère des richesses naturelles s'appliquerait également à ces trois immenses domaines.

Présentement, l'exploitation de ces richesses se fait d'une façon tout à fait individualiste, c'est-à-dire que dans l'exploitation de chacune d'elles, on agit comme si l'on s'agissait de différents territoires étrangers les uns aux autres. Dans leur exploitation, on oublie ce grand tout qu'est la province de Québec.

Il est à déplorer qu'aucune étude sociologique n'ait été complétée sur le milieu canadien-français. Il est vrai que le professeur Garigue²⁰ de l'Université de Montréal a entrepris une telle étude, mais elle est loin d'être terminée et ne peut servir de base présentement à une répartition, même hypothétique, de populations. Il faudra donc, pour l'exploitation de nos richesses, avoir une vue d'ensemble de la province, de ses besoins, de sa population, de son potentiel industriel, etc., afin de procéder ensuite à une intégration. La province de Québec ne peut retirer quelque chose de ses richesses que si celles-ci profitent à tout l'ensemble. C'est là le premier point.

En second lieu, la trésorerie provinciale ne peut retirer des revenus appréciables provenant de nos richesses que si elle les administre, selon l'expression du Code civil, en bon père de famille. Ceci constitue donc une défense de les donner.

La richesse naturelle devient d'autant plus précieuse qu'elle est périssable. C'est le cas de nos mines. Elle a également un prix infini si, même renouvelable, elle peut être détruite par l'homme. On pense à la forêt. Il faut donc, selon les cas, avoir des méthodes différentes.

Je suis d'avis que l'exploitation de nos richesses naturelles doit contribuer à décentraliser l'industrie. Si, profitant de l'énergie hydroélectrique que nous avons entre Québec et le Labrador, nous faisons surgir une industrie de la métallurgie, il naîtrait autour de cette industrie une énorme concentration industrielle, tout comme cela s'est produit dans ce que l'on appelle la ceinture métallurgique américaine. S'il avait fallu concentrer dans New York les industries qui font aujourd'hui la grandeur du bassin de l'Ohio, l'Est américain présenterait une figure bien différente. Ce serait également la même chose dans l'Ontario.

Dans l'exploitation de la richesse naturelle, la province de Québec doit donc avoir une politique d'égalisation au profit de toutes les régions.

Je ne crois pas que l'on puisse imposer aux compagnies étrangères l'obligation d'avoir un nombre minimum d'actionnaires canadiens. Le capital nécessaire à l'exploitation d'une industrie ne se recrute pas par des lois. Mais quand il s'agit de venir exploiter une richesse qui nous appartient à tous, je crois que le gouvernement doit imposer à toute société l'obligation de faire représenter la province de Québec sur son bureau de direction. De la sorte, au sein même de ces sociétés, il y aurait une sorte de chien de garde. L'expression est peut-être un peu trop imagée, mais elle est réaliste.

D'autre part, il est du devoir du gouvernement de la province de Québec d'attirer le capital canadien et, pour ce faire, d'utiliser tous les moyens qu'il a à sa disposition. Ce sont des intérêts canadiens qui contrôlent une grande partie de l'économie brésilienne.

Avant la guerre, il y avait du capital canadien, en quantité énorme, en Finlande. Les seules Caisses populaires de la province de Québec ont non seulement un potentiel énorme, mais des dépôts suffisants pour faire surgir des industries immenses.

Il ne s'agit pas de faire du nationalisme économique; il s'agit de laisser entre nos mains ce qui est à nous.

Dans une magistrale conférence qu'il a prononcée l'an dernier, Me Paré²¹ a parlé non seulement du capital canadien-français, mais aussi du capital canadien-anglais, et il sollicitait une sorte d'alliance de ces deux capitaux.

Le gouvernement de la province, par une action directe, pourrait travailler lui-même à l'édification d'industries qui naîtraient de l'exploitation de nos ressources et qui nous appartiendraient. Ce serait la tâche d'un ministère des Ressources naturelles. D'autre part, le gouvernement a-t-il le devoir de se lancer lui-même dans l'exploitation de nos ressources? Les socialistes disent: OUI. Les conservateurs disent: NON. Le Parti libéral a tenu, à mon avis, le juste milieu.

La nationalisation de la Montreal Light, Heat and Power est une œuvre libérale dont le but a été détourné par le gouvernement actuel. L'Hydro n'est pas ce qu'elle devrait être, et il faut entrevoir le jour où, par la force des choses ou de la loi, elle deviendra la distributrice de la presque totalité de notre électricité. En outre, il apparaît désastreux de dénationaliser ce qui était le patrimoine de l'État.

En tant que le fer est concerné, afin que l'industrie sidérurgique naisse un jour chez nous, je n'hésiterais pas à recommander la garantie financière de la province.

Dans ce domaine des richesses naturelles, nous aurons besoin d'à peu près tous les techniciens et, parmi ceux-ci, des meilleurs, car l'avenir économique de la province est là. Aujourd'hui, nous avons une bien faible idée de ce que les géologues nous apporteront d'ici 25 ans. Dès aujourd'hui, il faut être prêt pour demain.

Pour résumer, disons que:

1°. L'agriculture doit être entièrement réorganisée sur des bases nouvelles et selon quelques-unes des données précédemment énumérées;

2°. La création d'un ministère des Richesses naturelles est une nécessité urgente, l'accent étant donné sur l'inventaire, la recherche, la coordination et l'intégration;

3°. Les pêcheries devraient relever de ce ministère qui accentuerait la recherche, la propagande en faveur de la consommation locale et la poussée vers une exportation de première qualité;

4°. L'énergie hydroélectrique doit être la propriété de l'Hydro partout où il est économiquement possible de le faire et les taux doivent être abaissés et régularisés à travers toute la province;

5°. Le développement de cette énergie devrait s'accomplir d'abord à proximité des marchés;

6°. La trésorerie provinciale doit retirer directement des exploitants les loyers les plus élevés et recourir, là où c'est possible, à l'enchère publique;

7°. Il est faux de croire que nous éloignerons le capital en louant nos richesses au prix fort, l'exemple du Venezuela démontrant le contraire;

8°. Le gouvernement se doit de provoquer la naissance de l'industrie lourde en y allant même de sa garantie;

9°. Tout bureau de direction de toute société exploitant nos richesses sera tenu d'avoir parmi ses directeurs un ou des représentants de la province;

10°. Un département du ministère des Richesses naturelles aurait pour tâche de rechercher le capital canadien;

11°. L'exploitation de la forêt devrait se faire de façon rationnelle et l'exportation du produit non ouvré doit être prohibée entièrement afin d'empêcher, par exemple, que le bois québécois, flottant près du rivage gaspésien, n'aille ensuite alimenter les usines du Nouveau-Brunswick;

12°. Les meilleurs techniciens devraient être à l'emploi du gouvernement qui paierait les salaires que paye l'industrie, la province étant le plus important employeur;

13°. Par l'entremise du ministère du Commerce dont l'action doit être concertée, des

agences seraient établies dans les principales capitales du monde.

Tout cela n'a rien de limitatif. Je me suis contenté d'exposer ce qui saute aux yeux de tous. Les richesses naturelles ne sont pas toute la richesse de l'État. Elles n'entrent réellement en fonction que si elles sont intégrées. D'où la nécessité de la planification.

Se trouvant dans un milieu américain, l'un des nôtres a fait, cette année, une enquête personnelle sur les connaissances que possèdent à notre sujet nos voisins du Sud.

Le résultat de cette enquête, à mon avis, contient toutes les raisons qui nous incitent à nous pencher sur cet important facteur économique qu'est le tourisme.

Voici les données principalement sur lesquelles nous reviendrons d'ailleurs un peu plus tard:

"L'enquête a révélé qu'au moins 32 % des personnes interrogées n'ont aucune idée précise du Québec. Les autres se partagent comme suit:

- 27 % le connaissent par ouï-dire;

- 23 % le connaissent d'une façon exclusivement livresque;

- 18 % le connaissent pour l'avoir visité et avoir lu quelque chose qui le concerne."

(Patrick Allen - *L'Action Nationale*, mai-juin 1959.)

Il ne faut pas avoir voyagé beaucoup dans le monde pour constater douloureusement que le Canada n'a ni bonne presse ni mauvaise presse: il n'en a aucune. Les gens ont des notions précises sur de petites mottes de terre qui s'appellent Cuba, Haïti, Belgique, Suisse, Portugal, Bermudes, etc. Du Canada, ils ne connaissent même pas la situation géographique. Et ce qu'il y a de plus insultant pour nous c'est que c'est en France et aux États-Unis qu'on est le plus ignorant à notre sujet. Des étudiants de l'Université de Toulouse demandaient où est exactement situé le Canada. Des Américains arrivent ici en juillet avec leurs skis. Et pourtant, nos voisins du Sud viennent annuellement ici par millions.

M. Patrick Allen a tiré ses renseignements des membres de la *Special Libraries Association* réunis en Congrès à Atlantic City. Ses informateurs étaient donc des gens cultivés, qui, dans une proportion de 27 %, ne connaissent rien du Québec.

Évidemment, si on ne sait rien du Canada, on en connaît encore moins de la "douce province".

Il en est cependant qui nous ont visités. Ces Américains (18 %) ont livré leurs impressions à M. Allen:

"Enfin, environ 18 % des personnes interrogées ont à la fois une connaissance livresque et concrète du Québec pour l'avoir visité. Cette catégorie est particulièrement intéressante à interroger. Pour celle-ci, la géographie du Québec est attrayante sous plusieurs aspects: les Laurentides, les lacs, le fleuve, le contraste entre la région de Montréal, de Québec, des Cantons-de-l'Est, du Bas-du-Fleuve, tout cela révèle quelque chose de différent des États-Unis.

"L'Américain de cette catégorie trouve que le Canadien français n'a pas une façon tellement différente d'outre-frontière de se loger, de se nourrir et de se vêtir. Il se demande si nous parlons un français bien authentique, comparable à celui de Paris, ce qu'il n'est pas prêt d'admettre. Il regrette de lire tant d'affiches en anglais à Montréal, à Québec et même dans les villes de moindre taille où il y a 95 % ou 99 % de Canadiens français.

"Plusieurs de ceux qui ont visité Québec se demandent combien de temps encore on y parlera français et pourquoi on tient tant à le parler. Ceux-là se demandent ce que la France nous a donné et nous donne encore que la Grande-Bretagne et les États-Unis ne nous donnent pas."

Voici donc des gens qui, géographiquement, sont les plus près de nous et qui, numériquement, viennent le plus chez nous, Résultat: déception pour tous. Profitons cependant de notre désarroi devant tant d'ignorance pour éclairer notre lanterne... touristique.

De l'ensemble de ces impressions, nous devons glaner trois faits: 1°. la géographie "attrayante" du Québec est bien délimitée; 2°. l'Américain regrette de trouver si peu de français; 3°. le même Américain ne croit pas à notre survivance éventuelle comme groupe français.

Nous avons des panoramas à lui offrir, mais nous lui cachons la scène culturelle. Il veut quelque chose de différent et nous lui donnons de l'anglais. Tout a été dit à ce sujet dans d'innombrables articles de journaux et de revues. Revenons-y quand même.

Le panorama. Dans toute l'Amérique du Nord, il n'y a de comparable à la faille du Saint-Laurent que celle du Grand Canyon du Colorado. En outre, c'est sur les bords du fleuve que s'est réfugiée la vie française la plus authentique, particulièrement dans le Bas-Saint-Laurent. Que faisons-nous pour le touriste? Rien ou presque. Notre publicité est inadéquate, nos routes le rebutent souvent, nos hôtels de campagne laissent trop souvent à désirer. Pour montrer notre immobilisme, j'affirmerai que, dans toute la province, le touriste ne trouve même pas un banc pour s'asseoir!

Dans les Laurentides criblées de lacs, on ne semble pas se douter que nous avons un privilège inestimable qui ne prend sa valeur que par comparaison. Le Sud, celui des Antilles, des Bahamas et même celui de la Floride, n'a qu'une saison touristique. À Nasseau, à venir jusqu'à ces derniers temps, les hôtels fermaient leurs portes en mai à cause de la chaleur. Ces pays vivent pour et par l'hiver. Ce qui n'a pas empêché d'y bâtir de grands hôtels luxueux.

Ici, la saison touristique dure toute l'année. Et nous n'avons que trop de boîtes d'allumettes qui, à la première étincelle, flambent en une heure. Les exceptions sont trop rares. Dans toute la province, en dehors des villes, existe-t-il beaucoup de grands hôtels?

Et dire que le Canada est le plus touristique de tous les pays au monde! Il a reçu en 1958, 28,000,000 d'Américains! La province de Québec en accueille à elle seule près de 5,000,000, c'est-à-dire infiniment plus que ce que la France reçoit de toutes les nations! Nous devrions savoir ça! Nous devrions comprendre qu'il y a à nos portes la plus vaste agglomération de touristes qui soit, et des plus riches, encore!

Que faire? De la propagande? Certes, mais pas sous de fausses représentations.

Bâtissons d'abord notre province sous l'angle touristique. Donnons-lui des routes qui ne sont pas des pistes d'épreuves pour experts et sur lesquelles le spectre de la mort à chaque tournant ne viendra pas voiler le paysage. On s'obstine à construire à deux voies alors que les Américains ont abandonné ce système il y a 25 ans.

Dans les parcs nationaux, le gouvernement ne doit pas ériger de luxueux chalets pour l'usage de quelques privilégiés seulement. Il faut que la population locale et touristique y ait facilement accès.

Aux points stratégiques, là où l'entreprise privée n'offre que déception, je favoriserais la construction, par la province elle-même, d'auberges de bon ton à la cuisine excellente, comme on a fait, par exemple, avec les paradors, en Espagne. On crierait au socialisme, ce à quoi on peut répondre: "Compter sur l'entreprise privée pour tout, est aussi peu réaliste que de compter sur le gouvernement pour tout." Ailleurs, le tourisme est devenu une véritable entreprise d'État, c'est-à-dire que l'État s'occupe de cette source de revenus avec autant d'intérêt qu'il s'occupe de ses chemins de fer ou de ses mines ou de son agriculture.

La Gaspésie est le joyau de la province de Québec, mais eu égard à l'ensemble, bien peu

d'Américains la visitent. Sa situation stratégique devrait en faire l'un des points culminants du tourisme sur la côte est de l'Amérique du Nord. D'un côté, dominant le fleuve qui a des allures de mer intérieure, de l'autre, baignant dans la Baie-des-Chaleurs, bornée à ses extrémités par la Matapédia et l'océan, son centre, contenant quelques-unes de nos montagnes les plus élevées et un grand nombre de lacs, la Gaspésie mérite plus que ce qu'elle a et ce qu'elle reçoit.

Le Saint-Laurent, lui, est visible partout, mais pour voir la Gaspésie, il faut rouler pendant des centaines de milles. Une fois rendu à Percé, le touriste s'attend à quelque chose, mais il s'apercevra que dans tout ce long périple la nature n'a pas été aidée par les hommes. Des sites magnifiques ont été déflorés et les hôtels de qualité y sont partout rares.

L'aspect panoramique ne manque donc pas de grandeur ni de beauté. Que ce soit le long du fleuve, dans les Laurentides, dans les Cantons-de-l'Est ou dans la Gaspésie.

Si à ceci on ajoute le spectacle grandiose qu'offre la ville de Québec vue de la côte de Lévis ou de l'Île d'Orléans, et le décor inattendu de Montréal bâtie autour d'une montagne, on peut dire que nous avons le matériel sur lequel on peut intensément travailler.

En admettant que nous ayons tout ce qu'il faut comme attraits et comme logement, comment présentons-nous, dans notre propagande, la province de Québec aux Américains?

Il serait bon que nos prétendus experts aillent faire un tour outre-mer pour apprendre comment chaque partie de pays possède, dans le détail, sa propre information touristique. L'État de New York inonde la province de Québec d'une propagande française qui pénètre dans des milliers de foyers et dont le contenu réfère jusqu'au moindre coin d'un État qui ne possède pas ce que nous avons.

Ces Américains constituent pourtant un immense marché touristique. Un marché qu'il faut toutefois cultiver, intéresser, développer, au lieu de le prendre tout simplement pour acquis. Or, les feuillets de propagande québécois n'ont rien de dynamique et s'en tiennent aux banales généralités. Les dépliantes que l'on trouve dans les hôtels de Québec (dépliantes commerciaux) procèdent de l'infantilisme le plus parfait.

Ici, au point de vue officiel, on semble considérer le touriste comme une personne qui, un jour ou l'autre, s'est décidée à venir nous voir alors qu'il faudrait convaincre les gens qu'il faut nous visiter. C'est tout. La preuve? La province de

Québec a un Office de tourisme et de publicité. Son directeur est mort il y a deux ou trois ans, mais n'a été remplacé que dernièrement.

Devant cette incurie, on est moins surpris de lire dans les journaux de cette année que le tourisme régresse au Canada, mais en particulier dans la province de Québec. Par contre, le Manitoba qui n'a rien à offrir a réussi tout de même à attirer plus de touristes que jamais, grâce à la création, de toutes pièces, d'endroits de villégiatures.

Pour ceux que les statistiques intéressent, voici quelques chiffres qui devraient avoir le mérite de nous éveiller à la réalité. Au cours de l'année 1958, 55,000,000 de Canadiens et d'Américains ont traversé la frontière dans les deux sens. De ce nombre, comme déjà dit, 28,000,000 étaient des Américains. Le fait demeure que 27,000,000 de Canadiens sont allés outre-frontière alors que la population totale de notre pays était de 17,000,000. Les Canadiens sont donc allés plusieurs fois aux États-Unis. Ces chiffres démontrent que nous ne sommes même pas capables de faire visiter notre pays par les Canadiens eux-mêmes. Nos gens dépensent plus aux États-Unis que les Américains ne dépensent chez nous.

L'an dernier, 6,000,000 d'automobiles américaines sont entrées au Canada. L'Ontario en a reçu 3,800,000 et le Québec 580,000. Est-ce que ce chiffre n'est pas suffisamment révélateur?

Durant le mois de mai 1959, alors que nous avons eu un climat idéal, le nombre des voitures américaines a diminué comparativement au même mois de l'an dernier, et nous avons eu 10,000 visiteurs de moins. Où sont allés ces absents? Au Mexique et en Europe.

Est-ce que nous allons expliquer cette faillite en mettant la faute sur le touriste? Ce serait le comble! Quand les gens ne viennent pas chez nous, c'est qu'ils n'ont pas été invités à le faire ou qu'ils ont été mal reçus.

Il y a, en effet, toute une éducation à faire et toute une propagande nouvelle à lancer. Il doit y avoir une action conjointe des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral, en vue de lancer une grande offensive touristique et de récupérer ainsi des sources considérables de revenus que nous devrions avoir, mais que nous perdons aujourd'hui.

Le fait français. Ce serait trop long, ici, de traiter tout ce sujet, mais comme l'enquête de M. Allen nous démontre que les Américains regrettent de voir si peu de français dans la province de Québec, il vaut la peine de s'y arrêter encore un instant et d'être très réaliste.

Nos gens aiment l'argent et en général toutes les valeurs matérielles. Comment se fait-il qu'ils n'aient pas saisi la valeur pécuniaire du fait français? Comment n'ont-ils pas saisi que le fait français peut leur rapporter de l'argent? C'est peut-être poser la question d'une façon brutale et terre à terre, mais s'il n'y a pas d'autres moyens d'éveiller nos commerçants à la réalité, utilisons-le à plein rendement.

Il y a aussi la carence gouvernementale dont j'ai déjà quelque peu parlé. L'Américain ne croit pas à notre survivance éventuelle. Comment y croirait-il, lui qui, traversant la frontière et sachant qu'il se trouve au milieu de Canadiens français, ne voit plus que des mots anglais, que du style américain, que des noms américains à la devanture des motels et des auberges? Il retourne chez lui en disant ce qu'il a dit à M. Allen: "Le français ne survivra pas au Canada, son règne est fini." Il dira ensuite à ses congénères: "Allons au Mexique."

C'est pour toutes ces raisons que je ne place pas le tourisme dans la section des richesses naturelles. Chez nous, il y a les choses impalpables, intangibles mais réelles, dont l'action se conjugue avec la majesté de nos paysages. Ces choses, ce sont la langue, nos coutumes, notre présence telle quelle sur le continent Nord-Américain. C'est tout cela qu'il faut travailler et pétrir dans le contexte touristique. On ne viendra pas nous voir et on ne viendra pas dépenser d'argent ici parce que nous serons plus fins ou plus intelligents que les autres, mais parce que nous serons Français vivant dans un décor typiquement canadien.

Le tourisme, malgré le retard qu'il subit chez nous par manque de publicité et d'organisation, est encore notre quatrième industrie par ordre d'importance. Il faut avoir les chiffres devant soi pour croire à une telle assertion, mais en consultant les statistiques de 1957, on s'aperçoit que le tourisme, comparé à la valeur de vente des expéditions manufacturières, se plaçait au quatrième rang. Par contre, devant la valeur nette de la production, il passait au cinquième, tel qu'en font foi les deux tableaux suivants:

	<i>Valeur de vente des expéditions manufacturières</i>
	\$ 000,000
1. Pulpe et papier	596.2
2. Produits du pétrole	500.9
3. Fonte et affinage des métaux non-ferreux	457.9
4. <u>Tourisme</u>	<u>225.0</u>
5. Appareils et fournitures électriques divers	<u>184.2</u>

	<i>Valeur nette de la production</i>	<i>En % du total</i>
	\$000,000	
1. Manufactures	2,947.9	60.8
2. Construction	285.3	17.0
3. Agriculture	247.8	5.1
4. Mines	238.2	5.0
5. <u>Tourisme</u>	<u>225.0</u>	<u>4.6</u>
6. Énergie électrique	185.4	3.8
7. Forêt	<u>179.0</u>	<u>3.7</u>
<i>Total</i>	4,848.6	100.0

Nous venons de dépenser durant la dernière année \$1,475,000 et nous avons retiré \$225,000,000, mais la somme que nous avons déboursée englobe tous les salaires, tous les frais de voyage, tous les frais de bureau, ce qui laisse une somme bien inférieure pour la publicité touristique. À la suite d'une réorganisation générale, c'est trois fois plus qu'elle pourrait nous valoir.

La Chambre de commerce du district de Montréal, lors des journées d'étude de la Chambre de commerce de la province de Québec, en novembre de cette année, c'est-à-dire il y a quelques jours à peine, a soumis un mémoire sur le tourisme dans la province de Québec, mémoire dans lequel elle a étudié les principes en cause, la situation actuelle, la situation des déboursés, le déficit touristique, la responsabilité du gouvernement provincial et l'étude du marché. Le tout se termine par des recommandations excessivement importantes. Je présume que ce mémoire est parvenu à l'Office provincial de tourisme et de Publicité et, pour ma part, je compte sur le talent du nouveau titulaire pour faire profiter la province de ce remarquable travail. Lorsque nous aborderons les estimés, il sera intéressant d'en discuter.

Je disais, il y a quelques instants, que le nombre des visiteurs avait diminué au mois de mai 1959. Il faut admettre qu'il y a eu ensuite augmentation, mais ceci est dû aux cérémonies grandioses qui ont accompagné l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent, alors que Sa Majesté est venue présider les cérémonies conjointement avec le président des États-Unis²².

De ceci, il faut tirer un exemple et une leçon: c'est que le tourisme est une chose que l'on peut créer par des gestes positifs, par des spectacles, par des incitations, par des facilités, par de la publicité bien faite.

La population des États-Unis dépasse présentement 175,000,000 d'habitants. Dans 10 ans, elle dépassera 200,000,000. L'incomparable marché touristique qui se trouve à nos portes commande au gouvernement d'organiser à l'échelle de toute la province une industrie touristique qui, demain, selon les données de la Chambre de commerce, devrait atteindre \$600,000,000.

Le ministre des Finances, dans la conclusion de son discours, nous a dit ceci: "La Confédération a été le résultat d'un pacte entre les provinces de 1867. Les provinces n'ont pas voulu disparaître, mais elles ont voulu confier à une nouvelle administration gouvernementale certains problèmes qu'elles étaient incapables de résoudre séparément. Elles ont voulu survivre et elles le désirent encore aujourd'hui."

Soulignons les mots suivants: "elles ont voulu confier à une nouvelle administration gouvernementale certains problèmes qu'elles étaient incapables de résoudre séparément".

Ceci se passait en 1867. Or, après 93 ans de régime constitutionnel ne peut-on pas dire que les provinces se trouvent encore devant certains problèmes qu'elles sont incapables de résoudre séparément? Malgré cet état de choses, elles continuent à suivre les chemins qui les tiennent isolées les unes des autres.

Certes, la création de la Confédération a unifié nombre de problèmes et, par suite, nombre de solutions, mais, par contre, de cette création même est né un sujet de friction qui s'appelle la répartition fiscale. Cette dernière difficulté a à son tour engendré une infinité de problèmes que les deux dernières guerres ont considérablement grossis.

Et au moment où nous allons entrer dans l'année 1960, quel spectacle avons-nous devant les yeux? Les gouvernements provinciaux voyagent de temps à autre à Ottawa, chacun contenant dans sa serviette ses problèmes à lui, ses solutions à lui, et lorsqu'on en déverse le contenu sur la table des conférences, le Canada tout entier n'y voit qu'un chassé-croisé de problèmes et de solutions disparates.

Si, en 1867, les provinces, se déclarant incapables de résoudre séparément les difficultés du temps, ont décidé de créer un organisme qui les aiderait, pourquoi en 1960, se trouvant dans d'inextricables difficultés, continuent-elles d'agir isolément?

Ce n'est plus le temps de revenir aujourd'hui, dans le détail, sur la proposition que je soumetts depuis plusieurs années devant la Chambre et que j'ai reprise il y a quelques jours lors du débat sur l'adresse, mais la petite phrase du ministre des

Finances m'oblige à insister de nouveau. Ces problèmes qu'elles sont incapables de résoudre séparément, pourquoi ne les étudieraient-elles pas au cours d'une conférence interprovinciale de sorte que toutes les provinces puissent régler leurs problèmes et éventuellement constituer un front uni dans leurs demandes au gouvernement fédéral?

Ces problèmes qu'elles sont incapables de résoudre séparément, pourquoi n'en font-elles pas préparer l'étude par un conseil permanent interprovincial de consultation? Ces problèmes qu'elles sont incapables de résoudre séparément, pourquoi n'en classent-elles pas les dossiers dans un secrétariat permanent des provinces où tous les dossiers et les suggestions seraient réunis et conservés?

Notre ministre des Finances disait la semaine dernière, avec justesse: "Toutes les fonctions essentielles de la société sont abandonnées aux gouvernements provinciaux." Je ne crois pas que le gouvernement fédéral partage cette opinion. Je ne crois même pas que toutes les provinces partagent cette opinion. Selon qu'elles sont riches ou pauvres, elles veulent garder pour elles-mêmes ou passer aux autres des responsabilités. Or, nous touchons précisément au cœur du problème confédératif et la désunion est plus qu'apparente; elle est en profondeur.

Nous assistons présentement - et rien ne peut être plus actuel - à la recherche d'une solution de l'un de ces problèmes et l'une de ces responsabilités: le financement des universités canadiennes. Il nous fournit un bel exemple de la confusion actuelle. L'éducation, la culture, le fédéralisme, le provincialisme, la finance, tout cela est englobé dans cette seule question. L'on cherche, à ce sujet, des solutions de rechange. Les derniers événements situent les provinces devant deux propositions fédérales applicables en même temps à travers le Canada, mais au sujet desquelles chaque province n'a qu'un choix. Les complications apparaissent immédiatement et sont visibles à l'œil nu.

Le gouvernement libéral fédéral décida un jour de subventionner les universités canadiennes en établissant des normes rigides. L'élément québécois du Parti conservateur fédéral fit une lutte sans merci à une telle politique et promit la cessation de ce qu'il qualifiait: "l'intrusion fédérale dans le domaine de l'éducation." Mais le Parti conservateur fédéral remplaça ensuite les libéraux à Ottawa. L'un de ses premiers gestes fut, non pas de rescinder la législation en cours, mais de lui donner une portée encore plus importante et plus considérable en augmentant les sommes versées aux universités canadiennes. Pendant ce temps, d'autres provinces

que le Québec acceptèrent cette politique pendant que nous demeurions à l'écart.

Récemment, nous avons appris que le premier ministre du Québec avait soumis un projet de règlement de la question universitaire à Ottawa, projet dont nous ne connaissons à peu près rien au moment où j'écris ces lignes.

Par la suite, le 9 décembre, le premier ministre du Canada a adressé au premier ministre de Québec une lettre dont nous avons connu la teneur jeudi soir dernier à l'Assemblée législative. Cette lettre, si elle a le mérite de nous faire connaître la prise de position fédérale, ne nous renseigne pas sur le projet que la province de Québec aurait soumis à Ottawa. Étudions-la alors telle qu'elle est.

Le premier paragraphe se lit comme suit:

"Le gouvernement a décidé de recommander au Parlement une mesure législative prévoyant une méthode alternative de versement des subventions fédérales aux universités."

Dès ce premier paragraphe, toute une série de questions sont soulevées et les paragraphes suivants en augmenteront le nombre.

Le gouvernement fédéral va présenter une législation additionnelle prévoyant une méthode alternative de versements des subventions fédérales aux universités:

Cela veut-il dire que le gouvernement fédéral actuel croit avoir le droit de demeurer dans le champ de l'éducation et en particulier dans celui de l'enseignement universitaire?

Cela veut-il dire que le gouvernement fédéral actuel ne tient pas compte des prétentions au contraire soulevées en particulier par le gouvernement de Québec?

Cela veut-il dire que le gouvernement fédéral actuel entend instaurer une politique permanente de subventions aux universités, et ce, malgré la date limite de la loi projetée?

Le second paragraphe de la lettre se lit ainsi:

"Aucun changement n'est envisagé pour les provinces qui préféreront s'en tenir à la méthode de subvention actuelle."

Ceci veut-il dire que le gouvernement fédéral actuel, entendant rester dans le domaine de l'éducation universitaire, veut instaurer un système flexible de subventions, de façon à ce que les provinces puissent éventuellement passer de l'une ou à l'autre méthode selon les besoins ou selon la situation économique du moment?

En d'autres termes, une province ayant déjà fait un choix, pourra-t-elle demain revenir sur ses pas et faire un autre choix?

Dans le troisième paragraphe, le premier ministre dit que le Parlement fédéral sera invité à statuer sur cette question alors que, dans le premier paragraphe, il déclare que le gouvernement a décidé de recommander la mesure mentionnée.

Ceci veut-il dire que le gouvernement fédéral vient de faire connaître ses positions définitives en la matière et qu'il n'entend plus en changer?

Le troisième paragraphe se lit comme suit:

"Au cours de la prochaine session, le Parlement sera invité à statuer qu'à la demande de tout gouvernement provincial qui s'engagera à verser à ses universités des subventions supplémentaires à une échelle équivalant aux subventions fédérales actuelles de \$1.50 par tête, la part provinciale du produit de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés gagné dans cette province, en vertu des dispositions de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, sera portée de 9 % à 10 %. Cela remplacera les subventions fédérales aux universités dans une telle province. Là où la perte de revenu pour le Trésor fédéral dépassera les subventions aux universités (\$1.50 par tête) dans la province en question, le gouvernement fédéral déduira cette différence d'autres versements faits à la province en vertu de la loi en cause. Si 1 % du produit de l'impôt sur le revenu des sociétés dans la province n'atteint pas le montant que représente la subvention de \$1.50 par tête, le gouvernement fédéral paiera au gouvernement de la province, au profit des universités, le montant de cet écart."

Ceci veut-il dire que les gouvernements provinciaux devront d'abord prendre un engagement formel envers le gouvernement fédéral et non envers les universités pour profiter de l'offre?

Ceci veut-il dire que le gouvernement fédéral seul fixe lui-même l'échelle de \$ 1.50 par tête?

Ceci veut-il dire que la province n'a pas le choix dans la fixation du montant de la subvention?

Ceci veut-il dire que si l'impôt rapporte plus que le montant de \$ 1.50 par tête, le gouvernement provincial devra faire un chèque dont la somme, tirée de son propre impôt, sera payable au gouvernement fédéral?

Ceci veut-il dire qu'à défaut d'un tel chèque, le gouvernement fédéral saisira de lui-même le surplus à même le paiement de péréquation ou autres paiements du gouvernement fédéral?

Ceci veut-il dire que toute la question demeure ouverte en tant que les subventions passées sont concernées?

L'avant-dernier paragraphe se lit comme suit:

"En fin de compte, le gouvernement fédéral fera, dans l'ensemble, les mêmes versements qu'à l'heure actuelle, versés selon la même formule de répartition qu'à présent et sujets au relèvement régulier de l'ensemble des subventions en fonction de l'accroissement de la population."

Ceci veut-il dire que le gouvernement fédéral reste sur ses positions en tant que l'ensemble de la question universitaire est concerné?

Ceci veut-il dire que le fédéral entend donner, en cette matière, une ligne de conduite aux provinces?

Enfin, le dernier paragraphe se lit ainsi:

"Si elles reçoivent l'approbation du Parlement, les nouvelles dispositions seront mises en application le 1^{er} avril 1960, et elles resteront en vigueur pendant deux ans, jusqu'à la fin de la période de cinq ans en cours, qui se termine le 31 mars 1962."

Devons-nous comprendre que ces mots contiennent une réponse aux quelques-unes des questions que nous nous sommes posées?

Depuis que cette lettre a été publiée, des commentaires nombreux et contradictoires sont venus s'ajouter à ceux que cette question avait soulevés dans le passé. Par contre, à cause du silence dans lequel le gouvernement de Québec a agi, il nous est impossible de comparer ou de commenter le projet québécois.

Pour ma part, je n'ai pas été surpris d'entendre le premier ministre de Québec déclarer, l'autre soir, qu'avant de répondre, cette lettre serait soumise à l'étude de l'Exécutif, car elle portait en elle-même des motifs d'étude. L'autonomie provinciale subit-elle, par cette lettre, une attaque indirecte ou est-ce, comme on l'a dit, un pas dans la bonne direction? La réponse à ces questions n'est pas si simple que cela.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut faire une mise au point.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À ce moment de mon discours, je sens plutôt le besoin de m'asseoir que de rester debout.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne voie en ce sens que c'est la première fois qu'Ottawa offre une alternative depuis qu'il s'est immiscé dans le domaine de l'enseignement universitaire. Je n'ai pas été plus loin que cela!

L'état de perplexité dans lequel se trouve le chef de l'opposition souligne bien la difficulté qu'il y a d'employer un même langage pour s'adresser à

deux catégories de personnes, placées dans des conditions absolument différentes. L'offre du gouvernement fédéral a été faite à toutes les provinces. Il convient de ne pas oublier ce fait non plus en discutant ce problème. Il (l'honorable M. Sauvé) cite le cas du ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique²³ qui accuse Ottawa et M. Diefenbaker d'avoir, par leurs dernières propositions, capitulé devant Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'en pensent les autres provinces? Dans le panorama national, vont-elles présenter un aspect aussi diversifié que le sont leurs paysages?

C'est ici, M. l'Orateur, que je rejoins mes propositions du début et que je rejoins en même temps la phrase prononcée par le ministre des Finances sur l'incapacité de résoudre séparément certains problèmes.

A ce stade de ce qui peut être à la fois le commencement ou la fin des négociations, je ne veux pas troubler les eaux constitutionnelles. Je ne puis m'empêcher de souligner encore le besoin et la nécessité d'une action conjointe des gouvernements provinciaux.

"Il est temps, a dit le ministre des Finances, que la Confédération reprenne son sens véritable, celui qu'il avait en 1867."

Je dirai, M. l'Orateur, qu'il est temps que les provinces s'unissent en 1960 tout comme elles ont décidé de s'unir en 1867.

De ce budget, et du discours du ministre des Finances, que pouvons-nous dire qui en marque la caractéristique?

Tout d'abord, l'un et l'autre sont extrêmement généralisés et n'entrent dans à peu près aucun détail. Il faudrait recommander au ministre des Finances de prendre connaissance de certains autres budgets publiés dans le Canada, budgets qui renseignent les députés sur toute la vie, non seulement administrative, mais économique et financière de l'État.

Les députés, qui sont appelés à voter les dépenses gouvernementales, ont le droit d'exiger que le budget de la province ne soit pas un immense chèque en blanc qu'on leur soumet.

Une autre caractéristique consiste dans le fait que, depuis des années, malgré que nous ayons un grand nombre de sans-travail, le discours sur le budget ne parle jamais du chômage. N'eût été l'entente fédérale-provinciale sur l'assistance-chômage aux nécessiteux, le mot n'aurait même pas été écrit.

Enfin, alors que le premier ministre, dans deux occasions au moins, a parlé de la nécessité de repenser notre agriculture, le discours sur le budget

demeure inchangé et ne traduit aucune des préoccupations énoncées par le premier ministre. Les initiatives nouvelles n'y apparaissent pas.

Qu'est-ce à dire? Cela signifie que, quand la population répète: "Il faut que ça change", elle veut dire qu'il ne suffit pas de changer de premier ministre, mais qu'il faut changer de gouvernement²⁴.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)
propose l'ajournement du débat.
Adopté.

Dépôt de documents:

Ministère de la Santé, Rapport 1958

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix)
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Santé pour l'année 1958. (Document de la session no 62)

Demande et dépôt de documents:

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Turpin): (article 2 du *Feuilleton*)

Aéroport à Mingan

1. Le gouvernement a-t-il acquis un aéroport à Mingan, dans le comté de Saguenay, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'à date?

2. Dans l'affirmative: de qui, à quelle date, et à quelles conditions?

3. Combien de personnes sont employées à cet aéroport et quel est le montant total payé annuellement en salaires?

4. Qui est en charge de cet aéroport et quel est son salaire annuel?

5. Après avoir acheté cet aéroport, le gouvernement a-t-il fait établir un inventaire des machineries et marchandises qu'il avait acquises en même temps que l'aéroport?

6. Depuis l'acquisition de cet aéroport, le gouvernement a-t-il revendu à quelque personne, société ou corporation des machineries ou marchandises qu'il s'était trouvé à acquérir en même temps que ledit aéroport, et dans l'affirmative: à quelle personne, société ou corporation et pour quel montant, dans chaque cas?

7. Depuis qu'il a acheté cet aéroport, le gouvernement a-t-il fait des dépenses pour améliorations, réparations, soit aux bâtiments ou à la piste, et dans l'affirmative:

a) Pour quel montant chaque année fiscale?

b) À qui ces montants ont-ils été payés et combien dans chaque cas?

8. Le gouvernement a-t-il vendu, ou loué, ou prêté l'usage de cet aéroport ou de quelque partie de cet aéroport à quelque particulier, société ou corporation, et dans l'affirmative: à qui l'a-t-il ainsi vendu, ou loué ou prêté et à quelles conditions?

9. La compagnie Trans-Gaspésien Aérien a-t-elle fait usage de cet aéroport au cours de chacune des années 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, et dans l'affirmative: combien de fois les avions de cette compagnie ont-ils atterri à cet aéroport?

10. Quels sont les avions, autres que ceux de la compagnie Trans-Gaspésien Aérien, qui se sont déposés sur cet aéroport au cours des années 1955, 1956, 1957, 1958 et 1959?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 63)

Questions et réponses:

Trans-Gaspésien Aérien ltée

M. Thérberge (Chambly): Relativement à la réponse donnée par l'honorable M. Pouliot le 4 mars 1959 et qui apparaît à la page 606 des *Journaux* pour la session 1958-1959:

Quelle est la marque de chacun des avions utilisés par la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée, pour chacun des 47 voyages effectués aux Îles-de-la-Madeleine, pour lesquels le gouvernement de la province a payé à ladite compagnie une subvention de \$250 du voyage?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les avions utilisés pour ces voyages de Gaspé aux Îles-de-la-Madeleine étaient des avions à deux moteurs: (Voir la liste à la page suivante)

Lockeed - 10 passagers: 41 voyages;
Cessna Crane - 4 passagers: 1 voyage;
Beechcraft - 6 passagers: 5 voyages.

Office des marchés des produits agricoles

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. L'Office des marchés des produits agricoles occupe-t-il des bureaux dans la ville de Québec?
2. Dans l'affirmative:

a) À quelle adresse sont situés cesdits bureaux?
b) Quel est le loyer annuel payé?
c) Donnez la liste des noms, adresses, fonctions et salaires de chacune des personnes employées dans ce bureau.

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. Oui.

2. a) 39, rue Saint-Louis.

b) \$6,440.

c) ... (Voir le tableau ci-dessous)

Noms et prénoms	Adresses	Fonctions	Salaires
Audette, Samuel	810, Ave. Moncton, Québec.	Enquêteur, chef de la section des produits forestiers et officier spécial.....	\$ 5,600.00
St-Pierre, Mme Éliane G.	1281, Ouest St-Cyrille, Qué. ..	Assistante-secrétaire.....	\$ 2,500.00
Tardif, Maurice.....	584, des Oblats, Québec	Commis	\$ 2,300.00

Chemin des rangs VI et VII, canton La Reine

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quel montant le ministère de la Colonisation a-t-il attribué pour les travaux d'entretien et de réfection de chemins depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 30 novembre 1959, dans le chemin des rangs VI et VII du canton La Reine dans le comté d'Abitibi-Ouest, à partir du lot no 1 jusqu'au lot no 45?

2. Quel montant a été effectivement dépensé relativement auxdits travaux au cours de la même période?

3. Quels sont les noms, prénoms et adresses des employés du ministère de la Colonisation qui ont participé à ces travaux, et quel montant chacun d'eux a-t-il reçu pour son travail?

4. Combien de camions ont été utilisés au cours de l'exécution de ces travaux et pendant quel nombre d'heures chacun de ces camions a-t-il été utilisé?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. \$37,377.60.

2. \$35,943.10.

3. Arsenault, Adélarde.....	Dupuy.....	\$ 7.50
Arsenault, Roland	Dupuy.....	178.50
Bellavance, Napoléon .	R. R. I La Reine...	75.00
Binette, Donat	R. R. I La Reine...	47.25
Binette, François	R. R. I La Reine...	385.60

Bordeleau, André.....	Dupuy.....	\$ 360.00
Bordeleau, Dosithé.....	Dupuy.....	635.40
Bordeleau, François.....	Dupuy.....	37.50
Bordeleau, Garcia.....	R. R. I Dupuy.....	581.25
Bordeleau, Ovide.....	Dupuy.....	427.50
Cossette, Jacquelin	La Reine.....	82.50
Cossette, Joachim	La Reine.....	37.50
Cossette, Raymond.....	La Reine.....	30.00
Cossette, Roland.....	La Reine.....	71.25
East, François	La Reine.....	15.00
East, Sylvio.....	La Reine.....	18.75
East, Ulric.....	La Reine.....	7.50
Faucher, Léo.....	R. R. I La Reine ..	18.75
Flamand, Gérard.....	La Reine.....	75.00
Flamand, Jean-Paul	La Reine.....	37.50
Flamand, Roger	La Reine.....	30.00
Gagnon, Gérard	La Reine.....	30.00
Gaudreault, Joseph	La Reine.....	168.00
Gilbert, Denis.....	Dupuy.....	15.00
Gilbert, Jean.....	Dupuy.....	15.00
Jacob, Donat	Dupuy.....	180.00
Jacques, Gérald.....	La Reine.....	30.00
Jacques, Jean-Louis	La Reine.....	37.50
Jacques, Yvan	La Reine.....	30.00
Larose, Gratien	La Reine.....	146.25
Lehouillier, Lionel.....	Dupuy.....	36.00
Lelièvre Vianney	La Reine.....	37.50
Lévesque, Robert.....	La Reine.....	3.75
Martial, Hervé	La Reine.....	82.50
Moore, Gérard	R. R. I La Reine ..	135.00
Neault, Jean-Marc	La Sarre.....	124.80
Paquin, Donat	Dupuy.....	223.50
Paquin, Gérard.....	Dupuy.....	261.00

Paquin, Ghislain.....	Dupuy	\$ 360.75
Paquin, Jean-Guy.....	Dupuy	294.75
Paquin, Liguori.....	Dupuy	18.75
Pelland, Gérard.....	R. R. I La Reine...	87.75
Perreault, Irmond.....	La Reine	127.50
Perron, Marcellin.....	La Reine	37.50
Perron, Paul-P.....	La Reine	30.00
Perron, Roméo.....	La Reine	57.75
Poulain, Félix.....	R. R. I La Reine...	39.75
Racicot, Elzéar.....	Dupuy	345.00
Rivard, Adrien.....	R. R. I La Reine...	88.50
Rivard, Albert.....	Dupuy	172.50
Rivard, Alfred.....	La Reine	37.50
Rivard, Freddy.....	La Reine	90.00
Rivard, Séverin.....	C.P. 395	
	La Sarre.....	3.75
Rivard, W.....	La Reine	127.50
Roy, Gustave.....	La Reine	22.50
Roy, Tom.....	La Reine	30.00
St-Arsenault, Marcel...	La Reine	82.50
St-Jean, René.....	La Reine	45.00
Sévigny, Armand.....	Dupuy	146.25
Sévigny, Charles.....	Dupuy	11.25
Sévigny, Léo.....	Dupuy	59.25
Sévigny, Roland.....	Dupuy	257.25
Soulard, Antoine.....	La Reine	21.00
Soulard, Cyrille.....	R. R. I La Reine...	296.25
Soulard, Henri.....	La Reine	47.25
Soulard, Joseph.....	La Reine	6.00
Thouin, Normand.....	La Reine	22.50

\$7,681.30

4. 36 camions.

Les camions étant payés au tarif de transport à la verge cube, il est impossible d'établir le nombre d'heures de travail de chacun.

Rivières Galt et Salmon, canton Ditton

M. Brown (Brome): 1. Quel était:

a) l'état estimatif?

b) le coût du redressement et creusage de la rivière Galt dans le canton Ditton, comté de Carlton, au cours de la période depuis le 1^{er} janvier 1958 au 20 novembre 1959?

2. À qui le contrat fut-il accordé?

3. Ces travaux seront-ils parachevés et où termineront-ils?

4. Quel a été le coût du creusage et redressement de la rivière Salmon dans le canton Ditton, comté de Compton, depuis le 1^{er} janvier 1958 au 20 novembre 1959 et à qui le contrat fut-il accordé?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. a) \$27,413.85;

b) \$34,542.16.

2. Mégantic Construction inc.

3. Terminés.

4. \$302,418.57; contrat accordé à Mégantic Construction inc.

Suspension des travaux

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Après le régal oratoire que nous venons d'avoir, je crois qu'il est opportun de suspendre la séance jusqu'à ce soir.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)

félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de son exposé de la semaine dernière. Ce discours, dit-il, a eu une répercussion considérable non seulement dans la province mais à travers tout le pays.

On s'est rendu compte que la situation économique et la stabilité de la province de Québec dépassent ce que l'on peut voir dans les autres provinces de la Confédération canadienne.

Il ne faut pas s'étonner, comme l'a fait le chef de l'opposition (M. Lapalme), que les prévisions budgétaires, tant du côté revenus que du côté dépenses, soient assez souvent dépassées, car c'est le devoir du gouvernement, quand il constate que les revenus augmentent, de faire profiter les divers services administratifs d'une augmentation de dépenses, au profit des administrés. Ce n'est pas de la mauvaise administration, mais de la sagesse administrative.

Avec un budget comme celui de la province de Québec actuellement, il ne faut pas s'étonner si les

prévisions sont dépassées à chaque année de \$25,000,000 ou \$30,000,000 en période d'expansion économique. À cause d'un surcroît d'activité, les taxes rapportent davantage et les besoins augmentent aussi dans tous les secteurs de l'administration.

Si on examine les prévisions soumises à la Chambre depuis quelques années, on se rendra compte qu'elles ne constituaient pas un bilan. Il s'agissait d'une simple estimation. Qu'il y ait un écart de 8 % à 10 %²⁵, il n'y a rien dans cela qui puisse surprendre. Ces différences s'expliquent aisément par le fait que lorsque nous percevons plus d'argent que prévu, le gouvernement est en position de dépenser davantage.

La même chose se répète dans toutes les administrations gouvernementales. Il peut arriver que le ministre de Finances perçoive des revenus plus élevés que ses estimés, il demande alors au Conseil exécutif l'autorisation de permettre à des ministres qui ont suspendu l'exécution de certains travaux, leur budget étant épuisé, de procéder à ce qu'il y a de plus pressé. Cela est permis par la loi de la Législature.

Tant mieux si les chiffres du ministre des Finances restent toujours en deçà de la vérité. Nous avons une politique financière que certains économistes jugent même trop prudente. Le chef de l'opposition n'a pas confiance dans le budget provincial, mais la façon dont procède le ministre des Finances, c'est la sagesse administrative. Il (l'honorable M. Beaulieu) fait l'éloge de la sagesse administrative de l'ancien premier ministre. C'était à tel point, dit-il, que, depuis 15 ans, comme homme d'affaires, le seul reproche que je pourrais faire, c'est que M. Duplessis était un peu trop prudent dans l'administration de la province de Québec.

Mais c'est à cause de cette politique qu'après 15 ans d'administration, le gouvernement a pu, à même ses revenus réguliers, transformer le réseau routier, réorganiser notre système d'éducation, bâtir plus de 4,000 écoles modernes, construire des centaines de ponts partout et que, pendant cette période, ce même gouvernement a pu réduire sa dette de \$305,000,000 à \$194,000,000. Je dis que c'est là un bilan qu'aucune autre province ne peut présenter.

Le chef de l'opposition (M. Lapalme), en affirmant que nos richesses naturelles ne rapportent qu'environ \$30,000,000 par année à la province, a fait une déclaration puérile. C'est enfantin et ridicule. Je ne crois pas que ce soit le chef de l'opposition qui ait lui-même préparé ce genre d'argumentation. Ne parle-t-il pas d'une entreprise qui a fait \$14,000,000 de bénéfices dans une année? Il a oublié de dire qu'en plus des droits payés sur ces ressources, le

gouvernement a prélevé 9 % sur les profits des compagnies qui les exploitent.

Si le chef de l'opposition trouve que nous ne retirons pas suffisamment des compagnies qui exploitent nos ressources, qu'il en blâme ses anciens amis d'Ottawa et les anciens régimes libéraux. À l'heure actuelle, nous percevons 9 % d'impôt sur les profits de ces compagnies. Mais si les amis du chef de l'opposition n'avaient pas cédé nos droits de taxation à Ottawa, c'est 40 % et au-delà que nous pourrions retirer sur ces profits. Actuellement le reste est pour Ottawa.

Il y a quelques années, les amis du chef de l'opposition cédaient ces droits de taxation sur le revenu des particuliers et les profits des corporations au profit d'Ottawa. En échange, ils acceptaient un montant de \$20,000,000, d'abord, puis de \$30,000,000 et de \$40,000,000. Nous nous souvenons des débats qui eurent lieu à l'époque. Nous soutenions la thèse de l'autonomie. Aujourd'hui, une partie de ces droits ont été récupérés, et ce que nos amis les libéraux cédaient à Ottawa pour un si faible montant en échange rapporte à notre province au-delà de \$200,000,000. Voilà ce que nous a valu la lutte pour nos droits. De 5 % qu'elle était après la fin de la guerre, notre part des profits des corporations est montée à 7 %, puis à 9 %. Elle montera encore si l'on parvient à régler équitablement un problème qui est présentement à l'étude²⁶.

Il (l'honorable M. Beaulieu) reproche au chef de l'opposition d'avoir déclaré que le gouvernement de Québec équilibre son budget avec les subsides fédéraux. On croirait, dit-il, que ces subsides sont une faveur alors que ce sont des droits. Les subsides sont tout simplement un ajustement pour ce que la province de Québec paie en trop *per capita* à Ottawa.

Le chef de l'opposition protestait autrefois contre les investissements dans l'Ungava. Le même homme se dit heureux aujourd'hui qu'une industrie sidérurgique s'établisse maintenant dans la province de Québec. D'un côté, l'opposition reproche au gouvernement d'avoir cédé les richesses naturelles du Québec à des intérêts étrangers, et de l'autre, elle lui reproche de ne pas prendre les mesures nécessaires pour attirer de nouvelles industries dans la province. J'aimerais bien qu'elle se décide quant à l'attitude qu'elle souhaite voir prendre le gouvernement.

Mais il fallait commencer par le commencement en mettant en exploitation les dépôts du minerai de fer. Nous savions qu'une fois les approvisionnements de minerai assurés, l'industrie

sidérurgique viendrait d'elle-même s'établir dans le Québec. C'est ce qu'elle est en voie de faire actuellement. Si l'Union nationale n'avait pas eu la vision nécessaire pour intéresser des gens à la mise en valeur de notre minerai de fer, on ne penserait pas, aujourd'hui, à la création d'une industrie sidérurgique. L'opposition ne voulait pas approuver notre politique à ce sujet. C'est pourtant cette politique qui nous apportera un centre sidérurgique à proximité de Montréal.

À mesure que nous mettons en valeur nos ressources naturelles, nous attirerons ici les industries pour les transformer. Nos matières premières finiront infailliblement par être transformées dans notre pays, car les Américains ont tout intérêt à rapprocher leurs usines des sources de minerai et d'énergie électrique. L'immensité de nos ressources minières, forestières et hydrauliques, la stabilité de notre gouvernement de notre politique et de notre économie, la qualité de notre population et la compétence de notre classe ouvrière sont autant de facteurs qui incitent les capitalistes étrangers à venir s'établir ici et à investir des capitaux chez nous.

Tout le monde désire évidemment que les gens de chez nous fussent les premiers à investir leurs capitaux dans la mise en valeur de nos ressources. Mais, dans la province, il n'y a pas suffisamment d'épargne pour placer des capitaux dans des entreprises de risque, comme ce fut le cas dans le Nouveau-Québec où les risques étaient considérables. C'est l'Union nationale qui est intervenue pour que des capitaux étrangers viennent développer l'Ungava pour donner du travail au peuple, garder nos compatriotes chez nous, élever le niveau général de vie dans la province de Québec et pour nous aider à révéler au monde l'existence de si riches gisements que ceux de l'Ungava.

Il ne faut pas se scandaliser du fait que nos revenus augmentent, car si nos impôts produisent davantage, c'est tout simplement parce qu'il y a plus de prospérité dans la province de Québec, parce qu'il s'y gagne de plus gros salaires et que plus d'industries s'y installent. Il cite des statistiques fédérales pour établir que le Québec accueille plus d'industries nouvelles que l'Ontario. De 1948 à 1959, dit-il, les investissements de toute nature faits dans la province de Québec, tant pas nos compatriotes, le gouvernement et les entreprises que par les capitalistes d'Angleterre et des États-Unis totalisent la somme considérable de plus de \$23,000,000,000. Depuis 1948, la moyenne annuelle a dépassé un milliard de dollars. Ils se sont répartis comme suit depuis 1948:

<i>Année</i>	<i>Montant</i>
1948-1949	\$1,150,000,000
1950	\$1,200,000,000
1951	\$1,500,000,000
1952	\$1,700,000,000
1953	\$1,894,000,000
1954	\$1,869,000,000
1955	\$2,000,000,000
1956	\$2,453,000,000
1957	\$2,600,000,000
1958	\$2,680,000,000

Nous ne sommes pas encore à la tête de toutes les provinces dans tous les domaines, mais on a coutume de diviser l'industrie en 33 secteurs différents, et dans 19 de ces secteurs, nous sommes en avance sur l'Ontario.

Il reproche au chef de l'opposition d'avoir dit que l'Union nationale n'a aucun mérite dans le développement économique de la province de Québec. Évidemment, dit-il, le gouvernement respecte la liberté d'entreprise, parce que nous croyons qu'il s'agit là du système le mieux adapté à une expansion industrielle normale de la province, mais il surveille la situation. Et quand on examine ce qui se passe dans le monde, on constate que la concurrence augmente dans tous les domaines de l'activité économique et qu'il nous faut lutter plus durement pour conserver les positions acquises, notamment dans le domaine de la production du papier journal.

Si les Américains viennent investir de l'argent dans la province de Québec, ils en investissent également dans les autres provinces, notamment dans le gaz et le pétrole de l'Ouest. C'est curieux que nos adversaires n'en parlent pas comme d'une aliénation du patrimoine national! Leurs critiques commencent dès que le capital franchit les limites de notre province. Les libéraux disent alors que l'Union nationale vend le patrimoine du peuple. Pourtant, nous avons encore besoin de ce capital de risque. Cependant, le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) nous disait récemment que nous n'avons pas encore touché à 3 % du total de nos richesses minières.

La province de Québec a des ressources naturelles énormes à mettre en valeur. D'où l'importance qu'il faut attacher à l'éducation et à l'enseignement spécialisé, pour former les techniciens dont nous avons besoin pour prendre les premières places dans les industries nouvelles et pour occuper des postes de commande dans le développement économique de la province. Tous les jours, l'industrie

réclame de ces techniciens et nous n'en avons pas assez encore. Il importe donc de pousser de plus en plus nos jeunes vers les écoles de génie.

Le chef de l'opposition a dit dans son discours que les touristes nous rapportent, bon an, mal an, \$200,000,000, avec une dépense d'environ \$1,000,000 en publicité. Ce n'est pas si mal, surtout si on considère que l'industrie touristique est la quatrième en importance dans le Québec. Et si on ne nous connaît pas, ou si peu, dans certains pays d'Europe, comme le prétend le chef de l'opposition, c'est que les gens de ces pays ne voyagent pas, probablement parce qu'ils n'en ont pas les moyens. C'est le contraire ici, et les Canadiens voyagent et se renseignent. À quoi servirait une publicité en Europe qui ne nous rapporterait rien?

En 1944, quand l'Union nationale est revenue au pouvoir, il n'y avait rien de fait dans la province. Aujourd'hui, la réputation du Québec est tellement grande partout que ceux qui nous ont quittés autrefois pour aller s'établir à l'étranger veulent maintenant revenir dans leur province natale profiter de la prospérité que l'Union nationale a créée. En moins de 15 ans, nous avons tout transformé l'économie de notre province.

Le chef de l'opposition dit que les revenus augmentent sans cesse sans que le gouvernement n'apporte aucun dégrèvement au contribuable. C'est parce que les revenus augmentent, comme conséquence des développements économiques formidables du Québec, que le gouvernement provincial a pu augmenter considérablement les crédits à la santé, l'éducation, à la voirie, aux travaux publics. Nous n'avons pas peur de placer notre bilan devant le peuple de la province, et c'est à cause de ce bilan excellent que nous remportons toutes les élections partielles.

La dette provinciale a été diminuée de \$100,000,000, le gouvernement a investi près d'un milliard de dollars dans les édifices publics, les ponts et les routes, et ce milliard a été payé à même les revenus ordinaires de la province de Québec.

La production industrielle globale de la province a monté de \$2,000,000,000, en 1950, à près de \$7,000,000,000 en 1958, sous l'Union nationale, et le bilan de la province ne tient pas compte des actifs immobilisés au moyen d'octrois aux hôpitaux, aux commissions scolaires, etc. Si on en tenait compte, il faudrait rappeler que c'est un autre milliard de dollars que le gouvernement a dépensé à même les revenus ordinaires.

L'opposition fait souvent des comparaisons avec l'Ontario. Que les libéraux nous disent donc

comment il se fait qu'avec une population de 5,000,000 d'habitants contre 5,800,000 dans l'Ontario, la province de Québec ait un réseau d'écoles neuves à nul autre comparable, comment il se fait que nous ayons un réseau routier comparable à celui de la province voisine, et comment il se fait que notre dette ne soit que de \$194,000,000 quand la dette ontarienne atteint \$1,000,000,000. Nos routes dépassent celles de la province voisine, l'Ontario.

Lorsque l'Union nationale a repris le pouvoir en 1944, la politique de grandeur des libéraux se résumait à "pas un sou pour personne". Les vieux, les mères nécessiteuses, les orphelins, les aveugles, ne recevaient rien. Autrefois, le sort d'un gouvernement se décidait en parlant de ses finances. Aujourd'hui, on n'ose plus nous attaquer sur ce sujet, et l'opposition n'est pas capable de nous citer un seul exemple de...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gaz naturel...²⁷

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre cette interruption. Dans l'après-midi, dit-il, les ministériels ont écouté poliment le chef de l'opposition. Que les libéraux fassent de même pour le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Hamel (Saint-Maurice) répond qu'il croyait que le ministre (M. Beaulieu) avait posé une question.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): L'augmentation des revenus est la conséquence du développement industriel et commercial du Québec. Il cite certains articles de journaux pour démontrer l'importance de l'expansion économique de la province.

Il ajoute des statistiques fédérales établissant que sur 1,080,000 ménages dans notre province, environ 546,000 possèdent leur propre maison, 800,000 ont des bains, 858,000 des appareils de télévision, 905,000 des réfrigérateurs et 941,000 ménages possèdent des lessiveuses. Ces chiffres donnent une idée de l'amélioration du niveau de vie dans notre province.

Tous les observateurs compétents, à l'exception peut-être de l'opposition, sont sensibilisés à la prospérité qui accompagne la transformation économique du Québec en une région industrialisée. Je ne crois pas qu'on puisse trouver dans tout le Canada une province où on enregistre un progrès plus considérable. Dans plusieurs secteurs industriels, nous sommes en avance sur les autres provinces. La province de Québec possède tous les éléments qui

vont lui permettre de passer au premier rang de la Confédération d'ici quelques années, ce qui se traduira par une nouvelle hausse du niveau de vie de la population. Mais, pour atteindre ce but, ces éléments devront être mis en œuvre de la bonne façon.

Il fait l'éloge du nouveau premier ministre, le félicite de sa foi en l'avenir de la province et de sa détermination à lui assurer tous les revenus dont elle a besoin pour parvenir à son plein épanouissement.

(M. Ross remplace l'Orateur de la Chambre, M. Tellier)

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)²⁸ reproche au ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de n'avoir donné aucun détail sur la façon dont il entend dépenser les \$600,000,000 prévus dans son budget de 1960-1961. À Ottawa, dit-il, où le budget est de \$6,000,000,000, le ministre donne ces détails. C'est aussi la pratique en Ontario. On y dit, par exemple, au chapitre des travaux publics, où le gouvernement entend construire des ponts durant l'année et combien ils coûteront. Ici, dans Québec, c'est par les journaux qu'on apprend ces précisions.

Le gouvernement, d'ailleurs, a toujours montré très peu de respect pour les autorisations du Parlement. Au cours de la dernière année fiscale terminée, soit celle de 1958-1959, il a dépensé \$40,000,000 de plus qu'il n'avait été autorisé à le faire par la Chambre. En ces 15 dernières années, il a ainsi dépensé quelque \$650,000,000 en sus des autorisations du Parlement. Le gouvernement actuel ne regarde pas à la dépense. La preuve, au cours des trois dernières années, il a dépensé en tout \$1,491,514,386, alors que, de 1867 à 1945, les 19 gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir n'avaient dépensé que \$1,392,035,277.

Les prévisions du ministre des Finances, tant au chapitre des dépenses que des revenus, ne sont pas plus fiables que celles de la météo. Le 20 février 1959, le ministre des Finances prédisait un déficit global de \$7,033,000. Il vient d'annoncer que ce déficit s'était converti en un surplus de \$839,000. Apparemment, c'est le \$10,000,000 que le gouvernement a accepté d'Ottawa, au chapitre de l'assistance aux chômeurs, qui a permis d'opérer cette transformation.

Le gouvernement a perçu près de \$5,000,000,000 des contribuables depuis 15 ans. Or, malgré que les revenus s'accroissent à un rythme fantastique, on ne trouve aucune promesse, pas la moindre promesse d'une diminution des taxes dans le dernier discours du budget.

Au chapitre de l'éducation, les subventions versées par le gouvernement d'Ontario à ses universités, en 1957-1958, 1958-1959 et 1959-1960, dépassent d'environ \$33,000,000 ce qu'a versé le gouvernement du Québec aux siennes durant la même période de temps. Et cela, pendant que les étudiants du Québec paient des frais de scolarité plus élevés que partout ailleurs au Canada. Pour l'éducation en général, si l'on veut continuer la comparaison, l'Ontario a dépensé \$202,400,000 en 1959-1960 contre seulement \$109,828,200 pour les mêmes fins pour Québec. C'est donc dire que l'Ontario consacre à l'éducation environ 30 % de l'argent qu'il perçoit, et que le Québec ne consacre à la même fin que 18 % de ses fonds.

Le Québec aide également moins ses municipalités que l'Ontario en ce qui concerne les routes provinciales qui les traversent. Au fait, le Québec, qui taxe plus les automobilistes que toute autre province, ne remet pas un centin aux municipalités de l'impôt dont il frappe la gazoline ni de l'argent qu'il perçoit sur les licences. Le gouvernement ontarien a compris qu'il devait subventionner ses municipalités pour leur participation à la construction des rues se situant à l'intérieur du réseau provincial de voirie. Ainsi, en 1957-1958, le gouvernement ontarien a versé, seulement pour défrayer une partie du coût des rues faisant partie du réseau des routes provinciales à la ville et à la région métropolitaine de Toronto, en octrois statutaires, la somme globale de \$10,296,780. Les autres villes de la province se sont partagé un montant global de plus de \$47,000,000²⁹. Ce ne serait que justice que les municipalités du Québec obtiennent une part du produit de la taxe sur la gazoline.

La ville de Montréal, aux prises avec ses problèmes d'enlèvement de la neige, d'expropriations, de construction et d'entretien de rues qui font partie du réseau routier provincial, devrait recevoir des subventions statutaires du gouvernement provincial. Ces subventions compenseraient pour les dépenses que consent ainsi la métropole au profit d'un réseau routier qui est une partie intégrante de notre système de routes provinciales. La situation actuelle est injuste et doit immédiatement être redressée. Et le cas de Montréal se répète dans celui de toutes les villes et municipalités. Les municipalités qui doivent aussi dépenser des millions pour assurer des voies carrossables aux automobilistes ne reçoivent absolument rien à ce chapitre.

Dans un autre domaine, l'exploitation de nos richesses minières ne rapporte pas à la province ce qu'elle devrait rapporter. Pour l'année 1959-1960 qui

prendra fin dans quelques mois, le gouvernement n'a retiré de ses mines, en droits, permis ou taxes diverses, qu'un montant de \$4,529,000, alors que le ministère des Mines coûtait à la province la somme de \$6,353,000. Il y a là un déficit de \$1,724,000. La situation va d'ailleurs là en empirant. Mais la situation n'a jamais été tellement encourageante, car, au cours des 16 dernières années, le surplus global des revenus du gouvernement provenant de cette source sur les dépenses du ministère n'ont été que de \$10,000,000.

Il (M. Earl) déplore une fois de plus la pratique du gouvernement d'emprunter de commissions gouvernementales, notamment de l'Hydro-Québec comme il continue de le faire depuis des années. C'est une pratique malsaine, dit-il, et l'Hydro-Québec ne devrait elle-même emprunter que lorsqu'elle a réellement besoin d'argent pour la réalisation de ses projets.

Sur le problème des relations fédérales-provinciales, le gouvernement de l'Union nationale aurait dû chercher à coopérer davantage avec les autres provinces, afin d'amener Ottawa à consentir de meilleures conditions, une plus large part de l'assiette des impôts. Le gouvernement de l'Union nationale a eu tort également de ne jamais formuler de propositions concrètes, de dire, en termes de pourcentages, ce qu'il voulait dans le domaine de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les corporations et de l'impôt sur les successions.

Enfin, le gouvernement du Québec, contrairement à celui de l'Ontario, se refuse à adopter le système de soumissions publiques pour ses achats et l'octroi de ses contrats. Il n'est pas étonnant que les routes coûtent alors moins cher en Ontario. La route ontarienne numéro 401, par exemple, n'a coûté qu'entre \$400,000 et \$1,000,000 du mille, alors que notre autoroute des Laurentides a coûté environ \$2,500,000 du mille³⁰.

M. Dionne (Rimouski) rappelle ce qu'il a déjà dit au sujet des sinistrés de Rimouski et Cabano, lors des conflagrations de 1950³¹.

Il signale à l'attention du nouveau premier ministre l'engagement pris par son prédécesseur, suivant une loi spéciale passée à la session 1950-1951, tant en faveur des sinistrés de Rimouski et de Cabano, qui reconstruisirent leurs maisons, qu'à l'égard de la ville de Rimouski qui supporte, depuis des années, des emprunts consentis à nombre de sinistrés, que le gouvernement s'était pourtant engagé à garantir.

Le gouvernement, dit-il, devait aussi payer une partie de l'intérêt des prêts en question. Cette

promesse du gouvernement avait été faite au lendemain des désastreux incendies qui avaient dévasté une partie importante de ces deux villes. Elle a été faite dans le but d'encourager les sinistrés à reconstruire leurs logis. À cet égard, la ville de Rimouski enregistre à date un déficit de \$80,000 causé entièrement pour l'administration du compte des sinistrés, chose impensable quand une loi provinciale a été votée et que les dirigeants de l'administration provinciale se sont engagés à en libérer la ville. Il demande au gouvernement de permettre aux sinistrés de Rimouski, qui ont reconstruit leur maison, de bénéficier de la loi de l'aide à l'habitation, en obtenant la ristourne de 3 % sur les prêts à l'habitation.

Il évoque alors, à l'appui de ses revendications, la promesse des autorités provinciales aux sinistrés qui reconstruiraient dans un délai raisonnable "qu'ils pourraient emprunter de l'argent à 2 %, par l'entremise de la ville, qui ferait une émission de débentures garantie par la province. La différence de l'intérêt devrait être payée par la province". L'ancien premier ministre, dit-il, avait reconnu le bien-fondé de ces revendications en faveur des sinistrés. Il est possible que le fait que Rimouski ait élu un député libéral a eu pour effet de retarder le règlement de cette question. Pourtant, on sait toutes les représentations faites dans ce sens par les autorités municipales concernées, en particulier de la part de Rimouski, auprès des autorités de l'Office du crédit agricole et du ministère des Affaires municipales, alors qu'il était échevin, faisant partie de la délégation rimouskoise au Parlement.

Le 9 octobre 1956, la ville recevait une lettre de l'Office du crédit agricole disant que la requête pour le remboursement de l'intérêt était soumise au Conseil exécutif. La ville de Rimouski n'en a jamais eu d'autres nouvelles depuis, et sa demande pour le remboursement de la ristourne d'intérêt, tel que prévu par la loi 14-15 George VI, chapitres 5 et 6, n'a donc jamais été acceptée ni refusée. Trente-cinq sinistrés sur 122 en bénéficient déjà et les 87 autres attendent encore.

L'on se rappellera que cette loi a été adoptée par l'Assemblée législative au cours de la session 1950-1951. Elle permettait à la ville de Rimouski de prêter aux sinistrés qui désiraient se reconstruire dans un délai donné un certain montant d'argent ne devant pas excéder \$8,000 dans aucun cas, pour une seule construction. Rares sont ceux qui ont pu emprunter le maximum qui était permis par la loi, parce que cette loi contenait un article qui limitait les prêts à 50 % de la valeur de remplacement. La valeur de remplacement,

en l'occurrence, d'après l'article 7, était trois fois l'évaluation municipale avant l'incendie.

Pour déterminer le montant que la ville était autorisée à prêter, il fallait multiplier l'évaluation municipale par trois, et ensuite enlever le montant des indemnités des assurances payables par suite de cet incendie, ainsi que tous les dons obtenus, soit par les autorités provinciale ou fédérale. Si le total des assurances et des secours était moindre que la valeur de remplacement, la ville ne pouvait prêter que la moitié de cette différence seulement.

Ainsi, 32 prêts furent consentis, d'après cette loi. La valeur moyenne des prêts était de \$3,484 seulement, tandis que la valeur moyenne des prêts sur la loi de l'aide à l'habitation en vigueur à cette date, d'après le rapport de l'Office du crédit agricole, était de \$9,613, au 31 décembre 1958.

Au surplus, l'article 9 de cette loi prévoyait un remboursement d'intérêt par l'Office du crédit agricole n'excédant pas 2 % à ceux qui obtiendraient des prêts. Par contre, cette loi ne prévoyait aucune différence entre les établissements commerciaux et les maisons d'habitation. Si on fait une comparaison entre la loi pour venir en aide aux sinistrés et la loi pour encourager la construction d'habitations, on comprendra immédiatement que la loi pour les sinistrés était beaucoup plus restrictive que la loi de l'aide à l'habitation alors en vigueur. Plusieurs demandes d'aide ont été rejetées.

Il eût été plus avantageux pour les sinistrés de se prévaloir alors de la loi de l'aide à l'habitation, comme le commun des emprunteurs, futurs propriétaires, qui leur aurait permis d'emprunter jusqu'à \$6,000 pour un logement et jusqu'à \$10,000 pour deux logements. Au surplus, ce sinistré eût pu bénéficier, sans tant de sollicitations, d'interventions, d'angoisses même, d'une ristourne d'intérêt de 3 % au lieu de 2 %, tel que spécifié dans la loi des sinistrés.

Plusieurs cas n'ont pas encore été réglés, dit-il, pour toutes sortes de raisons, et le gouvernement devrait prendre les mesures pour régler ce problème qui date déjà de plusieurs années.

Malgré des pressions constantes de la part de la ville de Rimouski, jamais la question de la ristourne d'intérêts n'a été réglée. Je sais que les refus n'ont pas été motivés par des considérations politiques, car il y a des gens de tous les partis parmi ceux qui attendent encore un règlement. Mais j'ai la conviction qu'une révision de ces cas permettrait de réparer bien des injustices.

Il (M. Dionne) s'est dit impuissant, dans un discours limité à une heure, d'exposer tous les détails du problème, puisque le gouvernement et ses experts

n'ont pu trouver la solution après neuf ans, sept mois et sept jours. J'hésite à croire que le nouveau premier ministre n'apportera pas à cette question toute l'attention qu'elle mérite, et je crois qu'enfin les sinistrés de 1950 recevront comme les autres leur part de profit de la loi d'aide à l'habitation.

Il (M. Dionne) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Parent), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Gérard Morisset (1898-1970), spécialiste d'histoire de l'art et notaire de formation, était conservateur du Musée provincial (aujourd'hui Musée du Québec), en plus d'être directeur de l'inventaire des œuvres d'art et secrétaire de la Commission des monuments historiques du Québec.

2. Auréa Cloutier fut la secrétaire et proche collaboratrice de Maurice Duplessis durant toute la carrière de celui-ci. À son service à partir de 1923, elle lui survécut et perpétua la mémoire de Duplessis longtemps après qu'il soit mort. À ce sujet, voir Conrad Black, *Duplessis. L'ascension*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, à la page 45 et Sophie Doucet, "Auréa et le chef" dans *Femme Plus*, vol. 12, no 4, mai 1999, à la page 138.

3. *Le Soleil* du 16 décembre 1959, à la page 47, donne la liste des 65 tableaux en question. Parmi les œuvres les plus connues, on retrouve des toiles de Cornelius Krieghoff, Frederick S. Coburn, Camille Corot, Auguste Renoir, Horatio Walker, M. Cullen, et M. W. Turner, Clarence Gagnon, Robert Pilot, etc. Toujours le 16 décembre 1959, *Le Nouvelliste*, à la page 7, affirme que cette collection est évaluée à "plus de \$300,000", le *Montréal-Matin*, à la page 6, à "au-delà de \$200,000" et le *Quebec Chronicle*, à la page 3, à "environ \$250,000".

4. Bien que complété à l'aide des journaux du 16 décembre 1959, le texte du discours de M. Lapalme provient essentiellement de la copie officielle conservée aux archives.

5. Le montant initialement écrit dans la copie d'archive du discours de M. Lapalme était de \$50,000,000, mais il a été corrigé à la main pour devenir \$40,000,000. Cependant, *Le Nouvelliste* du 16 décembre 1959, à la page 21, et *Le Devoir* du même jour, à la page 1, recopient l'erreur et citent "\$50,000,000".

6. *The Montreal Daily Star* du 16 décembre 1959, à la page 1, souligne que depuis trois ans, à chaque discours sur le budget, M. Lapalme insiste sur le fait que le gouvernement reçoit et dépense plus d'argent qu'il est prévu dans le budget.

7. Louis-Hippolyte La Fontaine (1807-1864) et Robert Baldwin (1804-1858), tous deux députés réformistes à l'époque du Canada-Uni, dirigèrent ensemble un gouvernement de coalition de mars 1848 à octobre 1851. Ils luttèrent tous deux pour l'obtention du gouvernement responsable, qui fut accordé au Canada-Uni en 1848.

8. Le directeur du service médical de Montréal était le docteur Adélard Groulx.

9. Le ministre de la Santé était alors Joseph-Henri-Albiny Paquette (1888-1978) qui fut à la tête de ce département de décembre 1936 à novembre 1939, puis d'août 1944 à novembre 1958. Il devint ensuite conseiller législatif de la division de Rougemont jusqu'en octobre 1967.

10. George C. Marler (1901-1981) député de Westmount-Saint-Georges de 1942 à 1954. Chef intérimaire du Parti libéral de juillet 1949 à mai 1950, chef de l'opposition à Québec de novembre 1948 à novembre 1953. Il fut ensuite ministre des Transports à Ottawa dans le cabinet Saint-Laurent de 1954 à 1957, ministre sans portefeuille dans le cabinet Lesage de 1960 à 1966, et conseiller législatif de la division d'Inkerman de 1960 à 1968.

11. *Le Devoir* du 16 décembre 1959, à la page 6, dit que comme d'habitude, Lapalme a consacré une des sections les plus importantes de son discours aux richesses naturelles.

12. Plutarque (v. 46/49 - v. 125), biographe et moraliste grec de l'antiquité qui acquit une grande réputation

après avoir été remis à l'honneur à la renaissance. Ce qui reste de ses écrits est regroupé sous deux titres: *Vies parallèles* et *Oeuvres morales*.

13. Michel Brunet (1917-1985), historien, professeur au département d'histoire de l'Université de Montréal dont il fut directeur de 1959 à 1967. Il s'appliqua surtout à étudier le passé et le destin de la société québécoise. Il publia notamment *Canadiens et Canadiens. Études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas* (1954) et *Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775* (1970).

14. François-Edmé Rameau de Saint-Père (1820-1899), historien français qui publia *La France aux colonies* (1859) et *Une colonie féodale en Amérique* (1877). Il vint pour la première fois au Canada en 1860 et se rendit dans les Maritimes pour étudier la situation des Acadiens, notamment leur lutte contre l'assimilation linguistique. En plus de faire l'historique de l'Acadie, Rameau de Saint-Père traite de questions politiques, religieuses, économiques et sociales. Il propose un programme de relèvement national, la création d'une élite acadienne et la fondation de sociétés patriotiques.

15. Benoît Brouillette (1904-1979), docteur en géographie de l'Université de Paris et membre de la Société royale du Canada.

16. Cyrus Eaton (1883-1979), financier américain natif de la Nouvelle-Écosse. À partir du milieu des années 1940, il est le plus important producteur indépendant et expéditeur de minerai de fer en Amérique.

17. Albert Cholette est le premier professeur (1943-1983) et le premier directeur du département de Génie chimique de l'Université Laval (1940) et Roger Potvin était professeur de métallurgie à l'Université Laval. En janvier 1949, lors d'une conférence devant la section québécoise de l'Institut de chimie du Canada, ils démontrent qu'avec les ressources hydrauliques abondantes de la Côte-Nord, il était possible, à Sept-Îles, de transformer le minerai de fer que le gouvernement du Québec se proposait plutôt d'exporter vers les États-Unis. Ils disaient que le fer pouvait être transformé sans charbon, à l'aide de fours électriques. Voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (1944-1959)*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, p. 255-256.

18. Lionel Chevrier, ministre (libéral) fédéral des Transports dans le cabinet Saint-Laurent de 1948 à

1954 et président de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent de 1954 à 1957.

19. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

20. Philippe Garigue (1917-), économiste, anthropologue et politologue. Professeur de sociologie à l'Université McGill (1954-1957), puis doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1957-1972).

21. M. Lapalme veut probablement parler de Lorenzo Paré, correspondant parlementaire de *L'Action catholique* à Ottawa.

22. Cette cérémonie eut lieu le 26 juin 1959.

23. Le ministre de l'Instruction publique de la Colombie-Britannique était alors le créditiste M. Leslie Raymond Peterson.

24. Plusieurs journaux du 16 décembre donnent des durées différentes au discours de M. Lapalme. *Le Nouvelliste*, à la page 1, écrit qu'il a duré plus de 3 heures ce qui, selon ce journal, est probablement le plus long de sa carrière politique. *The Montreal Daily Star*, à la page 1, écrit également que son discours dure 3 heures, mais *Le Devoir*, à la page 1, et le *Montréal-Matin*, à la page 8, disent plutôt qu'il dure 2 heures. Enfin, le *Quebec Chronicle*, à la page 3, écrit 2 h 30.

25. Il s'agit du chiffre du *Montréal-Matin* du 16 décembre 1959, à la page 2. *The Gazette* du 17 décembre 1959, à la page 4, écrit plutôt "8 % à 9 %".

26. M. Beaulieu veut manifestement parler de la question des subventions aux universités.

27. M. Hamel fait ici référence au scandale du gaz naturel, dévoilé en juin 1958 et toujours pendant devant les tribunaux à ce moment de la session. Le vendredi 13 juin 1958, le journal *Le Devoir* révèle en première page qu'au moins six ministres du cabinet Duplessis et quatre conseillers législatifs ont profité

de la vente par Hydro-Québec, l'année précédente, de son réseau de distribution de gaz naturel à la Corporation de gaz naturel de Québec, pour réaliser d'importants profits. Mis au courant de la transaction avant qu'elle ne soit rendue publique, les ministres et conseillers impliqués ont acheté des actions de la Corporation de gaz naturel de Québec; une fois la vente conclue, la valeur des actions a rapidement augmenté, permettant aux intéressés de réaliser des profits estimés à \$20,000,000.

28. *Le Soleil* du 16 décembre 1959, à la page 47, souligne que M. Earl prononce son discours en anglais.

29. Chiffre de *La Presse* du 16 décembre 1959, à la page 3. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 11, écrit plutôt que les autres villes ontariennes ont reçu "\$57,522,000" et ce, sans compter les \$10,297,780 octroyés à la ville de Toronto.

30. *La Presse* du 16 décembre 1959, à la page 3, note que M. Earl a parlé environ une heure.

31. M. Dionne fait référence aux incendies qui ont détruit une partie de la ville de Rimouski les 6 et 7 mai 1950 et la moitié de la ville de Cabano le 9 mai. Le gouvernement provincial avait alors voté une loi spéciale pour aider les sinistrés à reconstruire leurs maisons (Statuts de Québec, 14-15 George VI, 1950-1951, chapitres 5 à 8).

Séance du mercredi 16 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 167 concernant la Chaîne Coopérative du Saguenay;

- bill 102 concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel;

- bill 154 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 15 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Chaîne coopérative du Saguenay

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 concernant la Chaîne Coopérative du Saguenay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

M. Levesque (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Maria Morand Dumouchel

M. Laberge (Châteauguay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Laberge (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la Corporation des instituteurs catholiques

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'abolir le droit de retour constitué par l'une des clauses d'un acte de vente intervenue entre Léandre Coutu et l'œuvre et fabrique de la mission de Saint-Donat;
- de la ville de Rosemère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui permettant d'annexer un certain territoire;
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de Montréal métropolitain, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Lac-Mégantic, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Boucherville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Omer Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Constant;
- de la corporation du village de Shawinigan-Sud, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Serge Donati et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant la ville Gagnon;
- de la ville d'Anjou, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de Sainte-Monique-des-Saules, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville Les Saules;
- de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Lilianne Ruttenburg Azef, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre tous les biens de la succession de feu Lewis Azef;

- de M. & M. Propane Gas Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi leur accordant les privilèges requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit;

- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des maîtres nettoyeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Eddy Monette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Thérèse;
- de la ville de Saint-Bruno-de-Montarville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Alyre Aubin, demandant l'adoption d'une loi prévoyant l'émission d'un certificat de décès de son époux;
- de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Amélia Renée Lenouski, demandant l'adoption d'une loi disposant qu'elle est la véritable acquéreuse d'un certain immeuble;
- de Westminster Paper Company Ltd., demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certaines propriétés acquises de Howard Smith Paper Mills Ltd. *et al.*;

- de la cité des Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Canada Steamship Lines Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement entre ladite compagnie et la municipalité de Tadoussac.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 15 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 28 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Acton Vale

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant la ville d'Acton Vale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Belœil

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant la ville de Belœil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Omer Lefebvre

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Annexion à Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament de Lewis Azef

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant le testament de Lewis Azef.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente à Saint-Félicien

M. Turcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 concernant une taxe de vente dans la ville de Saint-Félicien et la municipalité de Saint-Félicien (paroisse).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Shawinigan-Sud

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Bromptonville

M. Gosselin (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Boucherville

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant la ville de Boucherville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de Montréal métropolitain

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la commission des écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'Industrielle
compagnie d'assurance**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 modifiant la charte de The Industrial Life Insurance Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Gagnon

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Westminster
Paper Company**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited à certaines propriétés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Dorval**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Maîtres nettoyeurs

M. Tremblay (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 concernant les maîtres nettoyeurs de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Bruno-de-Montarville

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Alyre Aubin**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Longueuil**

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. & M. Propane
Gas Co.**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 concernant M. & M. Propane Gas Co. Ltd.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Monique
des Saules**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
L'Abord-à-Plouffe**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Saint-Laurent**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation interurbaine
de l'Île-Jésus**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Sainte-Foy**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 attribuant certains pouvoirs aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
d'Amélia R. Lesnowski**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 interprétant le titre de

dame Amélia Renée Lesnowski à un immeuble en la ville de Mont-Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 236 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Repentigny

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 accordant certains pouvoirs à la corporation de la ville de Repentigny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Charles-de-Lachenaie

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 constituant en corporation la ville Saint-Charles-de-Lachenaie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 245 modifiant la charte de la cité des Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Canada Steamship Lines Ltd.

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 246 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantic) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 250 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Donat

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 251 concernant les immeubles de la Fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coenraad Zuurbier

M. Rochette (Québec) propose que le bill 172 changeant le nom de Coenraad Zuurbier en celui de Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Joseph Omer Langlois

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Quels sont les prénoms de M. J.-O. Langlois, d'Hampstead, Québec, dont le nom est mentionné dans la réponse donnée par l'honorable ministre des Finances, réponse qui apparaît à la page 284 des *Procès-verbaux* pour la session 1958-1959?

2. Quelle est son adresse précise - le nom de la rue et le numéro civique?

3. Dans quelle municipalité est situé l'immeuble hypothéqué, quelle en est l'adresse exacte - le nom de la rue et le numéro civique?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): 1. Joseph Omer.

2. Châteauguay.

3. À Montréal, nos 1130 à 1146, rue Ottawa.

Avions amphibie et Beechcraft du ministère de la Colonisation

M. Levesque (Bonaventure): A. Au cours des derniers mois de 1955 ou des premiers mois de

1956, l'avion amphibie "Grumman Mallard" du ministère de la Colonisation a-t-il fait un voyage hors du Canada? Dans l'affirmative:

1. À quelle date a eu lieu et combien de temps a duré le voyage?

2. À quel endroit ou à quels endroits s'est-il rendu?

3. Qui étaient le pilote et le copilote de l'avion?

4. Le pilote et/ou le copilote étaient-ils des pilotes du ministère de la Colonisation?

5. Quels sont les noms, prénoms et adresse des passagers qui ont fait le voyage?

B. Au cours du printemps 1958, l'avion Beechcraft du ministère de la Colonisation s'est-il rendu aux États-Unis? Dans l'affirmative:

1. À quelle date a eu lieu et combien de temps a duré le voyage?

2. À quel endroit ou à quels endroits s'est-il rendu?

3. Qui était le pilote de l'avion?

4. Le pilote était-il un pilote du ministère de la Colonisation?

5. Quels sont les noms, prénoms et adresse des passagers qui ont fait le voyage?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): A. Oui.

1. 23 mai 1956. 12 heures.

2. Peterboro, dans l'intérêt de l'administration de la province.

3. Aimé Leroux.

4. Oui.

5. Les noms et prénoms des passagers ne sont jamais indiqués dans le livre de bord.

B. Newark, New Jersey, dans l'intérêt de l'administration de la province.

1. Le 30 mai 1958.

2. Newark, New Jersey, dans l'intérêt de l'administration de la province.

3. Léo-Paul Cayer.

4. Oui.

5. Les noms et prénoms des passagers ne sont jamais indiqués dans le livre de bord.

Avion du ministère de la Colonisation

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Un avion du ministère de la Colonisation a-t-il fait un voyage à l'extérieur du Canada au cours du mois de février ou mars 1959? Dans l'affirmative:

a) À quel ou quels endroits cet avion s'est-il rendu?

b) Quelle distance en milles cet avion a-t-il alors parcourue?

c) Quels étaient les noms et prénoms du pilote, du mécanicien et de toutes les autres personnes qui ont alors voyagé à bord de cet avion?

d) Quel a été le coût de ce voyage, y compris le coût de l'entretien et des réparations de l'appareil?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): a) Newark, New Jersey dans l'intérêt de l'administration de la province.

b) 392 milles environ.

c) Les noms et prénoms des passagers ne sont jamais indiqués dans le livre de bord qui a été signé par monsieur Pierre Laliberté, pilote.

d) \$47.60.

Emprunts de l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Combien d'emprunts par émission d'obligations l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides a-t-il effectués depuis la sanction de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 10?

2. Quels ont été dans chaque cas:

a) La date de l'émission?

b) La date de l'échéance?

c) Le montant de l'émission?

d) Le taux de l'intérêt?

e) Le montant net, non compris les intérêts courus s'il y en a, reçu par l'Office de l'autoroute?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1.

Depuis la sanction de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 10, l'Office de l'autoroute Montréal-Laurentides a effectué cinq émissions d'obligations dont la première était divisée en trois tranches.

2.

Série	Date de l'émission	Date de l'échéance	Montant de l'émission	Taux de l'intérêt (%)	Montant net reçu par l'Office de l'Autoroute
A	15/10/58	15/10/59	\$ 10,000,000	2	\$ 9,795,000
B	15/10/58	15/10/60	10,000,000	3	9,775,000
C	15/10/58	15/10/63	10,000,000	4	9,703,000
D	15/03/59	15/03/75	15,000,000	5	14,568,750
E	02/07/59	02/07/79	15,000,000	5½	14,302,500
F	01/11/59	01/11/79	8,000,000	6	<u>7,680,000</u>

\$ 65,824,250

La première tranche (Série A) de l'émission du 15 octobre 1958 a été remboursée le 15 octobre 1959.

10,000,000
\$ 55,824,250

G	01/15/59	01/12/84	(x) 15,000,000	5½	(x) 14,887,500
---	----------	----------	----------------	----	----------------

(x) Fonds des États-Unis.

Territoires annexés à la cité de Hull

M. Parent (Hull) demande au procureur général (M. Rivard) s'il a l'intention de donner suite aux demandes de la cité de Hull, formulées le 2 novembre 1954, le 6 septembre 1956 et le 15 janvier 1957, afin de faire transférer à la division

d'enregistrement de Hull les lots annexés à la cité ces dernières années.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Quand une première demande nous a été faite, il y a quelques années, seulement deux lots annexés à la ville de Hull ne faisaient pas partie de la division d'enregistrement. L'assistant-procureur général de

Hull a alors répondu qu'il ne croyait pas opportun d'amender la loi pour deux lots.

Mais depuis, d'autres lots ont été annexés à la ville. Pour faire disparaître les inconvénients qui résultent de la situation actuelle, il faudrait d'abord amender la loi de la division territoriale. J'ai demandé à mon personnel de faire les recherches nécessaires, en coopération avec le ministère des Terres et Forêts, afin de déterminer les mesures qui pourraient être prises pour faire correspondre les limites de la division d'enregistrement avec celles de la ville de Hull. Une fois en possession de ces renseignements, je verrai s'il y a lieu de recommander une modification à la loi et d'effectuer le transfert de la partie annexée au bureau d'enregistrement de la ville. Si ce transfert est réalisé, tout le territoire actuel relèvera dudit bureau d'enregistrement.

Réponses aux questions inscrites au *Feuilleton*

M. Hamel (Saint-Maurice) se plaint du fait que le gouvernement n'a pas encore répondu à plusieurs questions de l'opposition inscrites au *Feuilleton* de la Chambre depuis assez longtemps. Sur le nombre, dit-il, il y en a sûrement plusieurs auxquelles le gouvernement pourrait répondre sans tarder. À moins qu'il y ait des choses mystérieuses quelque part.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Si le député le prend sur ce ton, je ne répondrai pas. Il fera son show tout seul.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a plusieurs réponses dont nous avons besoin...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Vous n'en avez pas besoin, j'imagine, pour assister à la messe de minuit... Vous les obtiendrez sûrement en temps utile pour les débats que vous voulez engager.

Projets de loi:

Écoles secondaires dans Chambly

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant les écoles secondaires du comté de Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Didace Lavoie

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 concernant le testament de Didace Lavoie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Annexion à Saint-Georges

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lorraine

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Charlesbourg

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Danville

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Châteauguay-Centre

M. Laberge (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 modifiant la charte de la cité de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Rapports médicaux et loi des accidents du travail

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant les rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois¹.

La loi des accidents du travail, dit-il, a été amendée à diverses reprises dans le passé, et chaque fois pour la rendre plus généreuse. Il y a lieu de le signaler. Mais je crois qu'il y aurait lieu de protéger encore davantage les droits de l'accidenté. Une disposition pourrait encore être modifiée, notamment celle qui consacre le caractère confidentiel et privilégié des rapports faits à la Commission des accidents du travail par un médecin, un praticien ou un expert.

L'employé est certainement le premier intéressé à connaître ce rapport médical. Actuellement, en vertu de la loi, ni l'accidenté ni son procureur ne peuvent prendre connaissance du rapport médical préparé par le médecin de la Commission ou le médecin de l'employeur.

La chose est contraire à ce qui se passe normalement dans d'autres cas, notamment dans celui des accidents de la circulation qui causent des blessures corporelles à la victime.

Cette situation peut causer des préjudices assez graves à l'accidenté du travail, car la Commission base son jugement sur le rapport médical. L'employeur peut prendre connaissance du rapport du médecin de l'employé, mais ce dernier ne peut en faire autant pour ce qui concerne le rapport du médecin de l'employeur ou de la Commission, de sorte que l'accidenté se trouve jugé sur un document qu'il ne connaît pas et qu'il ne peut pas contester.

Je sais qu'on a prétendu, à l'encontre de l'amendement que je préconise, que mieux vaut pour l'accidenté qu'il ne voie pas son rapport médical, mais il reste qu'en ne le voyant pas, il ne peut faire obtenir des corrections et qu'il peut ainsi être frustré dans son droit à une indemnité plus élevée que celle qu'on lui accorde.

Il (M. Hamel) dit qu'il a présenté le même bill à la dernière session et que la Chambre a alors préféré attendre à six mois pour se prononcer. La Chambre, dit-il, a, en effet, adopté un amendement renvoyant l'étude du bill à six mois², il y a 10 mois de cela. Les députés devraient donc être prêts maintenant à faire l'unanimité sur mon projet de loi.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il éprouve une certaine gêne à désappointer le député de Saint-Maurice, mais qu'il a des raisons très fortes de s'opposer au bill.

Le député de Saint-Maurice a prétendu que la clause qu'il veut amender viole le principe général de nos lois. Mais si son amendement était adopté, ce serait la violation du secret professionnel du médecin.

Le député de Saint-Maurice a dit que le médecin de l'employeur peut connaître le rapport médical, mais c'est aussi le cas du médecin de l'employé. Le secret professionnel ne joue pas entre les médecins. Le médecin traitant de l'employé peut, lui, prendre connaissance de ce rapport et en communiquer la partie qu'il juge à propos à son client. Mais il y aurait violation du secret professionnel, pour le médecin qui a fait l'examen, de laisser son rapport entre les mains de l'accidenté.

Accepter l'amendement proposé serait également faire un pas vers l'abîme. Ce serait un chambardement de toute l'économie de la législation qui causerait des ennuis considérables aux hôpitaux et embarrasserait aussi la Commission. Ce serait un recul considérable. Si les rapports médicaux n'étaient plus confidentiels, tout le monde pourrait s'adresser aux hôpitaux pour les obtenir. Il pourrait être dangereux, en certains cas, pour un patient de prendre connaissance de ce rapport, qui deviendrait ainsi presque public. Ce ne serait pas intéressant pour un accidenté que

son rapport médical puisse être consulté par n'importe qui, et les hôpitaux seraient débordés. Il y a environ 10,000 cas d'accidents de travail par année.

De plus, si l'accidenté ou son procureur pouvaient consulter les rapports médicaux, ceux-ci pourraient devenir incomplets et moins objectifs. L'effet psychologique pourrait être mauvais pour l'accidenté dont on aurait pronostiqué l'état de santé pour l'avenir. D'ailleurs, toutes les commissions de travail du Canada suivent à ce sujet la même ligne de conduite que la commission du Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les arguments contre le projet de loi ne sont pas très sérieux. On prétend que ce serait violer le secret professionnel. Mais ce secret, il existe entre le patient et le médecin, et le patient a parfaitement le droit d'y renoncer quant à lui et à son procureur et de permettre qu'on examine son dossier s'il y consent.

"Son dossier médical deviendrait alors un document public?", a dit le ministre (l'honorable M. Barrette). Mais non! Il n'est aucunement question de rendre le document public, car l'accidenté qui veut voir son dossier, ce n'est pas le public. Et son avocat qui en prendrait connaissance serait, lui aussi, sous le sceau du secret professionnel.

Quant à prétendre que les médecins feraient des rapports différents s'ils savaient que les patients prendraient connaissance de leurs rapports, je crois que ce serait insulter la profession médicale, qui fait son travail consciencieusement sans s'occuper de questions non médicales.

Un député demande le vote.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne proposons pas le renvoi du bill à six mois, car alors, le député de Saint-Maurice ne sera plus ici pour le proposer de nouveau!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je connais plusieurs députés de l'Union nationale qui ne seront plus là. Avec les arguments incroyables qu'on nous propose, le peuple en renverra plusieurs chez eux.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y avait chez moi un homme, comme cela, qui sifflait en traversant le cimetière!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous la proposerons de nouveau l'an prochain.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ces choses-là ne se font pas par correspondance!

Questions et réponses:

Bail de W.-M. Carter pour la pêche au saumon

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Relativement au montant de \$8,037.95 qui apparaît comme ayant été payé à M. W.-M. Carter, à la page 185 des *Comptes publics* pour l'année terminée le 31 mars 1958, sous la rubrique "Autres dépenses" (ministère de la Chasse):

a) Pour quelle raison ce montant lui a-t-il été payé?

b) S'il s'agit d'un contrat de location de services ou de fourniture de marchandises, quels sont ces services et/ou quelles sont les marchandises?

c) Ledit montant a-t-il été payé en vertu d'un contrat? Dans l'affirmative quelle est la date du contrat?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): a) M. W.-M. Carter avait une licence d'organisation licenciée (outfitter) sur une partie de la rivière à saumon St. John à Gaspé. Le gouvernement, à la suite de nombreuses demandes de citoyens de la localité, qui sollicitaient plus d'avantages pour pêcher le saumon dans cette région, a annulé le bail.

M. Carter a réclamé un dédommagement pour les améliorations qu'il avait effectuées sur cette réserve (réparations de chemin, excavations de fossés exécutées avec béliet mécanique sur les bords de la rivière, réparations de trois ponts, entretien et réparation de camps, etc.) qu'il évaluait à \$10,000, mais pour lesquelles il réclamait \$8,247 et le département, après l'inspection des lieux et des améliorations apportées, a réduit cette réclamation à \$8,000.

Achat d'un poêle Coleman à deux brûleurs: \$25.

Achat d'une roue d'engrenage et coussinet pour jeep de marque Willys: \$12.95.

b) Répondu dans a).

c) Non.

Réponses aux questions inscrites au *Feuilleton*

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait du bien de passer le fouet!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ferai remarquer à la Chambre que c'est la 64^e réponse que nous donnons à des questions en 13 séances utiles de la Chambre.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 15 décembre courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dionne (Rimouski) complète son discours commencé la veille.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il y a une crise de l'agriculture dans la province de Québec. Cette crise se manifeste par une baisse constante du revenu agricole, par la désertion d'un grand nombre de fermes et par le fait que la plupart de nos cultivateurs sont obligés de recourir à toutes sortes d'occupations extérieures pour arriver à joindre les deux bouts.

Il (M. Couturier) reproche au gouvernement de diminuer chaque année la partie de son budget consacrée à l'agriculture. Sans doute le gouvernement actuel a-t-il institué le crédit agricole, mais de là à

conclure qu'il a sauvé l'agriculture, il y a une marge. D'ailleurs, dans un régime économique sain, le crédit agricole ne devrait servir qu'à l'établissement de fils de cultivateurs ou au paiement de dettes considérables et imprévues. Si la plupart des cultivateurs établis depuis longtemps ont tellement besoin de crédit, c'est que l'agriculture québécoise est tombée dans un grand marasme.

De plus, c'est un fait que le pouvoir d'achat du cultivateur diminue sans cesse pendant que montent en flèche les prix qu'il doit payer pour ce dont il a besoin. Ce qui faisait dire à un économiste, M. Édouard Labelle³, qu'à moins que quelque chose ne soit fait pour relever l'économie du secteur agricole, le niveau de vie du cultivateur baisserait encore. Pourtant, il a droit à la même prospérité que ceux qui sont dans le commerce et l'industrie. Il (M. Couturier) reproche au gouvernement de ne jamais donner d'argent au cultivateur, mais de lui prêter seulement. Le cultivateur a peut-être besoin de prêts, dit-il, il a plus besoin encore qu'on lui donne de l'argent.

Les cultivateurs doivent avoir deux métiers pour vivre. Actuellement, le revenu du cultivateur québécois n'est que la moitié de celui de l'Ontario. En 1951, le revenu tiré de la vente des produits agricoles du Québec s'élevait à \$437,000,000. En 1955, il était baissé à \$400,000,000, soit une perte de \$37,000,000 en quatre ans. La preuve que le cultivateur du Québec est plus pauvre que son voisin de l'Ontario et des autres provinces, c'est qu'il n'y en a que 790 sur 117,000 qui ont payé l'impôt sur le revenu en 1957. Le nombre des fermes diminue sans cesse et le nombre d'acres en culture aussi. Le gouvernement devrait accorder des subventions aux cultivateurs et mettre plus d'argent à leur disposition sous forme de prêts.

Il reproche au gouvernement et à l'ancien premier ministre d'avoir combattu devant la Cour suprême pour faire déclarer inconstitutionnelle la loi fédérale prohibant la vente de la margarine. Le résultat, c'est que notre province est inondée de margarine et de "spreads" de tous noms, au point qu'il s'y vend annuellement 4,000,000 de livres⁴ de ces succédanés, ce qui a fait baisser considérablement la vente du beurre chez nous, causant ainsi un tort considérable au demi-million de personnes qui, dans le Québec, gagnent leur subsistance avec cette industrie de base.

L'Union nationale est en partie responsable de la crise qui existe actuellement dans l'agriculture et elle est incapable de contrôler cette crise et de la réprimer. N'eût été les prix de soutien fédéral établis par un gouvernement libéral, la situation serait

encore plus critique et l'agriculteur québécois serait acculé à la faillite. Que le fédéral supprime brusquement les pensions de vieillesse, les allocations familiales et les prix de soutien et c'est la misère noire pour une grande partie de nos agriculteurs.

La province de Québec doit tout à la terre. Il faut redonner à l'agriculture la place qui lui revient dans l'ensemble de l'économie du Québec. Il faut au cultivateur un revenu suffisamment élevé pour lui permettre de faire vivre sa famille, de pourvoir à l'instruction de ses enfants et à leur établissement sur des fermes, afin de lui redonner la fierté de sa profession et de reprendre confiance dans l'avenir.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est): Le ministre des Finances a fait ressortir les dangers du nouveau fédéralisme pour l'avenir de la Confédération, et il a insisté sur le problème de l'heure: la répartition juste des impôts. Je crois qu'il n'y a pas de moment plus opportun de parler d'autonomie provinciale que sur le discours du budget. Par ailleurs, je n'oublie pas que la population de mon comté m'a donné un mandat clair et précis sur cette question.

Le fédéralisme traditionnel, celui que le gouvernement de l'Union nationale défend, proclame que l'acte de 1867 est un pacte et un contrat; que la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Il croit qu'en vertu de ce système, la liberté législative doit s'appuyer sur la liberté fiscale, et il rejette la théorie néfaste des subsides, contraire au gouvernement responsable. En effet, la théorie des subsides est dangereuse parce que le droit de taxer implique le droit de gouverner, et elle n'est pas acceptable parce qu'un État normal, pas plus qu'un individu normal, ne veut être en tutelle. Je crois que les subsides aux universités constituent l'exemple le plus saisissant de cet avancé. Le premier ministre Duplessis s'est fait le champion du fédéralisme traditionnel, de l'autonomie provinciale, et nous pouvons dire sans exagérer qu'il en a été le sauveur.

De même, de 1872 à 1896, M. Oliver Mowat⁵, premier ministre de l'Ontario, s'était fait le défenseur de l'autonomie provinciale. Seul le recul de l'histoire pourra nous faire apprécier à sa juste valeur le rôle exceptionnel joué par M. Duplessis. Tout son œuvre ouvre à l'infini les horizons du progrès. Elle constitue le plus beau monument pour l'édification des générations futures. N'oublions jamais que le premier ministre Duplessis eut à combattre un nouveau fédéralisme unitaire savamment organisé, à faire cesser ses empiétements et à reconquérir des droits essentiels abandonnés.

Le nouveau fédéralisme dangereux et néfaste soutient que la Confédération est une loi, que le Québec est une province comme les autres, qu'une certaine unification législative au Parlement central est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'administration, que, s'il faut autant d'autonomie que possible, il faut surtout autant de centralisation que nécessaire, que la province de Québec doit s'intégrer lucidement dans ce nouveau fédéralisme qui s'étaye sur la théorie dangereuse des subsides et contraire à la formule du gouvernement responsable.

Dès 1931, le nouveau fédéralisme déclenchait une attaque sérieuse contre la théorie du pacte, et le fédéralisme traditionnel eut à subir les assauts de cette théorie⁶. En 1937-1938, Ottawa institua la commission Rowell-Sirois qui enquêta⁷. Québec refusa de reconnaître alors au gouvernement fédéral le droit de conférer de sa seule autorité à une commission le droit d'enquêter sur la situation financière des gouvernements provinciaux. Une des recommandations les plus importantes et les plus alléchantes pour le gouvernement central du rapport Rowell-Sirois était celle qui lui attribuait le monopole d'imposition et de perception des impôts sur le revenu des particuliers et des corporations. Ce rapport amena fatalement les ententes fiscales et, en 1942, la cession des droits de la province sur l'impôt des corporations, des successions et des individus en retour de subsides⁸.

M. Duplessis dénonça ces ententes et dès son retour au pouvoir, il refusa de les renouveler. Depuis lors, on sait quelle lutte homérique livra le premier ministre pour la reconquête, bribe par bribe, de nos droits fiscaux. Si l'opposition libérale avait, dès 1944, compris nos appels, si elle avait fait amende honorable, si elle s'était ressaisie, si elle avait voulu faire l'unanimité sur la question de l'autonomie provinciale, nous aurions pu, sans doute, nous faire restituer plus tôt les millions qui nous appartenaient. Les libéraux du Québec sont en partie responsables, par leur attitude complaisante envers leurs amis libéraux d'Ottawa, du fait que nous n'ayons pas eu plus de millions en temps opportun pour pouvoir passer les lois nécessaires à notre avancement culturel et social, lois qu'ils prétendent nous avoir suggérées et dont en réalité ils ont plutôt retardé la passation.

La politique autonomiste de l'Union nationale n'a pas été quelque chose de négatif. On a doté la province d'un drapeau. Et surtout, le gouvernement de l'Union nationale a ensuite obtenu le retrait d'Ottawa du champ de l'impôt sur le revenu des particuliers, jusqu'à 13 % en 1958, et de la taxe sur les corporations, jusqu'à 9 % en 1957.

La population de la province de Québec ne pourra jamais apprécier à sa juste valeur tout ce qu'elle doit à Maurice Duplessis pour ce geste historique posé en 1954 et qui a fait fléchir les forces centralisatrices, lorsqu'il a établi un impôt de 15 % sur le revenu des particuliers. Ce fut un coup droit et décisif contre l'accaparement et l'asservissement! Ottawa fut obligé de reculer assez loin pour permettre au Québec d'occuper une partie du champ de la taxation directe dévolue aux provinces. Cet événement demeurera à jamais comme l'une des plus belles victoires du gouvernement responsable dans cette province.

Je dis qu'il s'agit là d'une autonomie triomphante parce qu'elle nous a valu à date la récupération d'au-delà de \$200,000,000 annuellement. L'attitude du Québec devait avoir des répercussions dans le Canada tout entier, et les plus importantes des autres provinces ont commencé à nous emboîter le pas, et Ottawa s'est rendu compte qu'il serait peut-être plus simple et moins ennuyeux de s'occuper de ses propres affaires.

Il (M. Maltais) cite le rapport Tremblay⁹: "L'histoire des relations fédérales-provinciales au Canada est loin de démontrer que la province de Québec, en voulant maintenir un fédéralisme authentique, livre une lutte perdue d'avance et qu'il n'y a plus pour elle d'autre alternative que celle de s'intégrer au régime que lui propose le gouvernement d'Ottawa..."

Les auteurs du rapport n'ont cependant pas encore réussi à convaincre certains éléments du Parti libéral. Quand donc l'opposition, même si elle est contrainte de brûler ce qu'elle a adoré, acceptera-t-elle de se grandir dans l'opinion publique, de pratiquer la vraie politique de grandeur et de redonner à son parti sa seule justification possible auprès du peuple en consentant à collaborer sincèrement, sur cette grave question, avec l'Union nationale, pour répondre aux aspirations profondes de toute la province?

Il (M. Maltais) dit que l'autonomie n'est pas une arme électorale pour son parti. Mais la chevalerie de l'autonomie est indispensable à qui veut combattre dans nos arènes politiques, dit-il, car la population connaît ce qui lui est bon. Je comprends, que le Parti libéral provincial, axé sur son aile fédérale par les partisans et les chefs qu'il y recrute, est incapable, pour comprendre ces choses, de se dégager d'une vue pancanadienne passablement matérialiste de nos réalités politiques.

En déployant toutes ses énergies pour récupérer la plus grande partie possible des impôts sur les corporations qui exploitent nos ressources naturelles, le gouvernement de l'Union nationale a pris la mesure la plus urgente et la plus efficace pour

conférer à la vie économique du Québec une autonomie réelle. Les ressources naturelles sont la propriété du peuple du Québec et il n'est que juste que, par son gouvernement, le peuple ait accès à des revenus plus élevés pour leur mise en valeur.

Ni par chauvinisme ni par nationalisme étroit, nous croyons fermement que notre acharnement à vouloir préserver notre propre culture et à la faire fructifier est encore la plus belle et la meilleure contribution à la grandeur du Canada tout entier. Nous croyons que les deux cultures, française et anglaise, en s'enrichissant mutuellement, feront du Canada un pays dont la logique, la clarté, le sens pratique et la compréhension exceptionnelle répandront leurs immenses bienfaits dans les affaires extérieures aussi bien qu'intérieures.

La collectivité ethnique doit pouvoir compter sur une forte emprise économique pour assurer sa survivance et son rayonnement. C'est l'Union nationale qui a fait naître dans cette province le grand souffle d'émancipation économique qui l'anime, spécialement par la mise en valeur des ressources naturelles et l'expansion de l'enseignement, etc. Il rend hommage à la contribution du nouveau premier ministre en ce domaine.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Maltais) aborde le problème de la rivière Lairet à Québec. Il rappelle la résolution adoptée le 1^{er} décembre 1959 par la Société médicale de Québec condamnant la situation présente comme dangereuse pour la santé de la population de la ville et plus particulièrement pour le quartier de Limoilou. Le bureau municipal de l'hygiène avait déjà condamné cette rivière, dit-il, ainsi que les médecins de l'hôpital Saint-François d'Assise et la Société médicale du quartier Limoilou.

M. l'Orateur, si j'aborde cette question en Chambre, c'est que, dans un quartier en pleine expansion, dans une des plus belles zones de développement de la capitale provinciale, les méfaits et les menaces que cause ce cours d'eau infecte doivent être portés à l'attention du gouvernement devant les dénonciations répétées des autorités médicales.

En ma qualité de député de Québec-Est, où circule en totalité la partie de la rivière Lairet située dans la ville de Québec, il m'appartient d'élever la voix, afin que le gouvernement intervienne le plus rapidement possible pour mettre fin à cette situation devenue intolérable. D'autant plus qu'il apparaît clairement à tous que l'assainissement de cette rivière entraînera des dépenses qui excèdent les possibilités financières de la ville de Québec, et d'autant plus également que le gouvernement provincial devrait

assumer des responsabilités directes à l'endroit de la capitale provinciale.

Je demande donc au gouvernement, au premier ministre, ainsi qu'à ses collègues des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois), des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) et de la Santé (l'honorable M. Leclerc) d'apporter leur coopération aux autorités à l'exécution des travaux requis pour enrayer au moins les dangers les plus immédiats et mettre fin, le plus vite possible, à une situation que les citoyens de Limoilou et de Québec-Est ne peuvent endurer plus longtemps. La rivière Lairet, qui par ses innombrables détours, traîne ses détritiques à travers une bonne partie du comté, a été aussi dénoncée par tous les journaux de Québec. C'est une disgrâce pour la capitale provinciale.

Le gouvernement fédéral embellit la capitale du Canada. Si l'urbanisme consiste à embellir, et si les États se reconnaissent en général des responsabilités relatives à l'aménagement du siège de leur gouvernement, je crois qu'avant d'embellir, il importe d'assainir au moins Limoilou, cette partie de la ville dont l'histoire remonte aux origines du pays. J'estime que le gouvernement ne peut se dérober à ce devoir et contribuera à faire disparaître cette laideur que constitue la Lairet, qui déguise sa capitale, ainsi que les dangers de contamination qui menacent la population dont une bonne partie sont des employés mêmes du gouvernement.

D'ailleurs, le gouvernement vient d'adopter une loi mettant un montant de \$25,000,000 à la disposition des municipalités pour les aider à se pourvoir de services d'aqueducs et d'égouts. Puisque la province croit de son devoir de prêter son appui aux petites municipalités pour leur fournir ces services essentiels, comment pourrait-elle ne pas se reconnaître une impérieuse obligation d'apporter un généreux concours à la capitale provinciale, pour qu'elle puisse supprimer au plus tôt cette source de maux publics.

M. Brown (Brome) répond au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) qui a déclaré, hier, que notre économie est basée sur l'expansion progressive de nos ressources naturelles. Il conviendrait cependant de faire remarquer à ce sujet, dit-il, que, pendant que les profits des sociétés diminuaient l'an dernier aux États-Unis et au Canada, ils augmentaient dans la province de Québec.

Il (M. Brown) admet que le revenu des sociétés a été plus élevé chez nous, mais, dit-il, d'où proviennent ces revenus et quelle est la cause de la hausse? Il dit aussi qu'à son avis, le plus gros item

des revenus provinciaux provient du drainage continu des revenus du citoyen et de sa famille.

Les impôts pèsent lourdement sur la famille québécoise. Il y a, en premier lieu, l'impôt sur le revenu personnel qui produit \$47,772,283 et la taxe de vente dont le revenu atteint \$62,941,081. Puis, il y a la taxe sur la gasoline, \$89,576,338, la taxe sur les tabacs, \$20,232,753, ce qui veut dire que, sur un budget de \$617,000,000, plus de 35 % provient des contribuables, le reste provenant de la taxe indirecte et d'autres sources directes.

À cause de cela, la situation financière du citoyen moyen du Québec n'est pas rose, et la majorité des travailleurs sont aux prises avec l'inflation qui ne leur laisse pas suffisamment d'argent pour les besoins normaux des familles. Aujourd'hui, plus que jamais dans le passé, le travailleur est obligé d'engager son salaire des mois à l'avance pour de petits emprunts, et pendant au moins 30 ans s'il tente de se loger chez lui. Une bonne partie de son salaire est accaparée par les impôts que prélève le gouvernement.

Cette image de la situation ne cadre pas beaucoup avec l'affirmation du ministre de l'Industrie et du Commerce que la province de Québec jouit d'une prospérité sans précédent. La prospérité à laquelle fait allusion le parti de l'Union nationale est une interprétation fantaisiste de la situation qui résulte de l'inflation.

Il (M. Brown) explique comment le citoyen et sa famille réussissent à se financer en face de l'inflation, encouragée par le gouvernement provincial, qui est en train de provoquer la plus grande crise économique dont notre province n'ait jamais été le théâtre. Il faut, dit-il, que l'homme et la femme travaillent et que les enfants contribuent à la subsistance de la famille, et, souvent, le père doit avoir deux positions à remplir pour attacher les deux bouts de son budget familial.

Aujourd'hui plus que jamais, les loyers coûtent deux et trois fois plus cher qu'autrefois, les citoyens de la province doivent payer des taxes qui ont triplé ou même quadruplé et, dans tous les autres domaines, il y a une inflation incontrôlable contre laquelle le gouvernement ne prend aucune mesure. Et c'est le moment que choisit le gouvernement pour s'enorgueillir du plus gros revenu jamais perçu dans le Québec. Les éloges que fait le gouvernement de notre économie ne font que tourner le couteau dans la blessure des gens qui travaillent d'arrache-pied.

Pendant que le citoyen ordinaire est aux prises avec des difficultés sans nombre, les chefs d'industrie empruntent tant qu'ils peuvent, avec le résultat que les banques resserrent le crédit. Pour

discuter les conséquences économiques de cette inflation, il faut faire une distinction entre les effets de l'inflation sur des classes particulières de la société et sur l'économie en général.

Les classes sociales peuvent gagner ou perdre, selon que leur revenu en argent suit ou non la chute de la valeur de la monnaie. La classe qui est le mieux placée est celle qui peut voguer dans le courant de l'inflation, ou celle des usuriers qui ont des revenus cachés aux yeux perçants des percepteurs de l'impôt et qui prêtent à leurs concitoyens à de très hauts taux d'intérêt.

Il demande au gouvernement de s'attaquer à l'inflation au lieu de l'ignorer. Il réclame aussi que la province, pour aider les citoyens à se tirer d'affaire dans une période inflationnaire, accepte le plan fédéral d'assurance-hospitalisation. Plusieurs autres provinces ont accepté ce plan, dit-il, et les populations de ces provinces, notamment au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et en Ontario, s'en trouvent très bien. La province de Québec a un urgent besoin du même genre de protection.

Les citoyens d'autres provinces s'en tirent mieux que ceux du Québec. Toutes les provinces, à l'exception du Québec, prévoient les dépenses imprévues occasionnées par la maladie et l'hospitalisation. On a besoin du même genre de protection au Québec.

Il demande au gouvernement de suivre l'exemple des pays scandinaves et d'établir un plan de prêt à un taux de pas plus de 4 % pour les jeunes couples mariés qui veulent s'établir chez eux, afin qu'ils puissent emménager sans engager trop fortement leur avenir. Au Danemark, en Suède et en Norvège, les jeunes ménages peuvent emprunter du gouvernement pour acheter des meubles et des appareils domestiques. Ces prêts, remboursables sur une période de huit ans, sont accordés à un taux d'intérêt de 4 %. Environ un cinquième de tous les couples nouvellement mariés utilisent de tels prêts.

Il y a 10 ans, le gouvernement de l'Union nationale, avec l'appui de l'opposition libérale, a instauré dans les pays scandinaves toutes les mesures de sécurité sociale ainsi que des prêts matrimoniaux, des services prénatals, des services de couches et des octrois à la naissance des enfants. Aujourd'hui, dans bien des pays d'Europe, on semble, dans la planification sociale, chercher plutôt à prévenir qu'à guérir les maux sociaux. La planification sociale vise surtout à fournir du travail et à améliorer le bien-être des familles. Le Québec ferait mieux de suivre cet exemple.

Il (M. Brown) insiste sur l'importance de créer des associations athlétiques pour intéresser les jeunes¹⁰.

Il (M. Brown) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Pouvoirs de Montréal

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 93 concernant certains pouvoirs de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 93 sans l'amender.

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

16 décembre 1959

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 48 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du

gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 20 modifiant la loi du secrétariat;
- bill 21 concernant la clinique d'aide à l'enfance;
- bill 23 modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans;
- bill 25 instituant l'Ordre du mérite forestier;
- bill 35 concernant les bibliothèques publiques.

Demande et dépôt de documents:

Grains de semence

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) (article 18 du *Feuilleton*):

Relativement aux grains de semence:

1. Quelle quantité de
 - a) mélange B;
 - b) autres mélanges de graminées;
 - c) patates;
 - d) avoine;
 - e) orge;
 - f) blé;
 - g) graines de jardinage;
 le gouvernement a-t-il achetées au cours de l'exercice financier 1958-1959, et depuis le 1^{er} avril 1959 jusqu'à date?
2. De quelles personnes, agents ou sociétés le gouvernement a-t-il acheté des grains de semence et de jardinage et, par l'entremise de quels départements, au cours de chacune des susdites périodes de temps, et quel montant global a été payé, dans chaque cas, par chaque département, à chaque fournisseur?
3. Quel a été, dans chaque cas, le prix payé par chaque département, par 100 livres:
 - a) Pour le mélange B?
 - b) Autres mélanges de graminées?
 - c) Patates.
 - d) Avoine?
 - e) Orge?
 - f) Blé?
4. Quel était, dans chaque cas, le lieu de provenance de ces grains de semence?

5. Pour quel montant total d'argent le gouvernement a-t-il distribué des grains de semence dans chacun des comités de la province et par l'entremise de quels départements, au cours de chacune des susdites périodes de temps?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

Les honorables M. Bégin (Dorchester) et M. Barré (Rouville) déposent sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 64)

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 17 décembre 1959, à la page 17, souligne que M. Hamel propose cette motion pour la deuxième année consécutive.

2. *Le Soleil* du 17 décembre 1959, à la page 49, précise que dans le jargon parlementaire, une telle décision signifie un "enterrement de première classe" pour le projet de loi concerné.

3. M. Couturier veut peut-être parler de Joseph-Édouard Labelle (1883-1957), avocat d'entreprises commerciales, administrateur des chemins de fer nationaux en 1930 et président de la Banque Provinciale du Canada.

4. Version de *L'Action catholique* du 17 décembre 1959, à la page 3. *La Presse* du 17 décembre 1959, à la page 32, écrit plutôt "400,000 livres".

5. Oliver Mowat (1820-1903), avocat et homme politique ontarien. Député de l'Assemblée législative

de la province du Canada en 1858-1861 et 1863-1864. Il est l'un des Pères de la Confédération canadienne. Devient premier ministre libéral de l'Ontario en 1872, fonction qu'il occupe jusqu'en 1896. Ministre de la Justice en 1896-1897 dans le cabinet Laurier, lieutenant-gouverneur de l'Ontario de 1897 à sa mort. En tant que premier ministre de l'Ontario, il fut l'un des premiers défenseurs des droits des provinces contre les menées centralisatrices du gouvernement fédéral de John A. Macdonald.

6. M. Maltais fait certainement allusion au "Statut de Westminster". Cette loi britannique du 11 décembre 1931 proclamait officiellement l'indépendance du Canada. Cependant, faute d'entente entre les provinces et le gouvernement fédéral sur une formule d'amendement, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est exclu des dispositions du Statut, et le droit d'amender la Constitution du Canada demeure l'exclusivité du Parlement britannique jusqu'en 1982.

7. La Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (ou commission Rowell-Sirois), présidée par N. W. Rowell, puis par Joseph Sirois, a été constituée unilatéralement par le gouvernement fédéral en 1937, afin d'examiner "les bases sur lesquelles repose le Pacte confédératif du point de vue financier et économique, ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers 70 ans." Née de la crise économique qui force le gouvernement fédéral à intervenir davantage dans la gestion de l'économie, la Commission dépose un rapport en 1940, dans lequel elle recommande notamment que le gouvernement fédéral détienne tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations et qu'elle assume la responsabilité de l'assurance-chômage.

8. En 1942, le premier ministre du Canada, William Lyon Mackenzie King (libéral), conclut des ententes avec chacun des gouvernements provinciaux accordant au fédéral le droit exclusif de lever les impôts sur le revenu des particuliers et des corporations pendant toute la durée de la guerre, en retour de quoi les provinces recevaient une subvention annuelle d'Ottawa.

9. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts

entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

10. *La Voix de l'Est* du 11 décembre 1979, aux pages 2 et 7, reproduit un discours de M. Brown en réponse au discours du budget. À la lumière des autres sources, ce texte ne semble pas avoir été prononcé en Chambre.

Séance du jeudi 17 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 212 concernant l'Hôpital général du Saguenay.

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 195 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est;
- bill 141 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 230 concernant la ville de Hauterive;
- bill 181 concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard inc.;
- bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel;
- bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles;

Votre comité recommande de plus à votre Chambre que le titre du bill 129, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la Commission des écoles catholiques de la Pointe-Aux-Trembles".

Et, sans amendement, le bill 142 concernant la corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est.

Le rapport est adopté.

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 130 concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières;
- bill 117 changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair.

Projets de loi:

**Joseph Roland
Villeneuve**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pointe-aux-Trembles

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la Commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paroisse de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Drummondville

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lac Lemoine

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 concernant la

corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Thérèse

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard Inc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 195 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 195 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital général du Saguenay

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 concernant l'Hôpital général du Saguenay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travailleurs sociaux professionnels

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 218 sans l'amender.

L'honorable M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 230 concernant la ville de Hauterive.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 230 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Cie du Marché central métropolitain

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant certains titres de propriété de la Cie du Marché central métropolitain ltée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Exposition universelle à Montréal

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55

pour favoriser la tenue d'une exposition universelle à Montréal¹.

Ce projet de loi autorise le gouvernement à conclure des ententes qui rendront possible la réalisation de cet événement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subventions aux universités

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)
se lève. (Applaudissements à droite.)

Au début de la semaine dernière, j'ai donné lecture à la Chambre de la lettre que m'avait envoyée le premier ministre du Canada concernant les octrois aux universités². J'ai alors déclaré que je soumettrais cette lettre à mes collègues du Conseil des ministres, que j'enverrais une réponse à M. Diefenbaker et que je communiquerais cette réponse à la Chambre aussitôt que j'aurais la certitude que le premier ministre l'avait reçue.

J'ai adressé ma lettre avant hier et je sais que M. Diefenbaker l'a maintenant sur son pupitre³. En voici donc la teneur:

"Québec, le 14 décembre 1959

"Très Honorable John G. Diefenbaker, C.P., c.r.,

"Premier ministre du Canada

"Ottawa

"Cher M. le premier ministre,

"J'ai communiqué aujourd'hui à mes collègues du Conseil exécutif de la province la lettre que je recevais jeudi dernier et que vous aviez adressée simultanément aux premiers ministres des 10 provinces canadiennes dont huit ont cédé par contrat au gouvernement fédéral, pour cinq années, leur droit de taxer le revenu des corporations, en échange de subsides annuels. Je leur ai aussi donné connaissance du texte de la déclaration que vous avez faite à la télévision et que vous avez eu l'amabilité de me faire parvenir.

"Mes collègues se réjouissent avec moi de votre décision de créer une alternative au système actuel d'octrois fédéraux aux universités canadiennes qui tient compte de la lettre de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Nous sommes aussi très heureux que votre lettre indique que vous vous proposez de repenser la politique du gouvernement

fédéral en cette matière à la lumière des discussions qui devront avoir lieu sur la portée et la nature des relations fiscales entre le pouvoir fédéral et les provinces après le 31 mars 1962.

"Il s'agit donc d'étudier uniquement un *modus vivendi* temporaire qui vaudrait pour les deux prochaines années fiscales seulement, en attendant les décisions que nous serons appelés à prendre et qui s'appliqueront à compter du 31 mars 1962.

"Il est évident que la plus grande partie de votre lettre s'adresse aux provinces qui ont loué leurs droits et, de ce fait, je crois qu'il serait nécessaire d'en préciser le sens et la portée pour notre province. Voici la conclusion que je tire de sa lecture, de celle du texte de votre déclaration et des conversations que j'ai eues avec vous et avec votre ministre des Finances, l'honorable M. Fleming.

"Comme vous le savez, depuis 1955, le gouvernement de la province distribue aux institutions universitaires, situées dans sa juridiction territoriale et constitutionnelle, des subventions annuelles sur une base et pour des montants sensiblement équivalents aux subsides versés par le Parlement fédéral à la Conférence canadienne des universités et réservés par elle pour les universités de Québec.

"Tel que je vous l'ai mentionné au mois d'octobre dernier, le gouvernement du Québec a décidé de demander au Parlement provincial, au cours de la présente session, d'établir ces subventions sur une base permanente en adoptant une législation mettant à la disposition des institutions universitaires de la province, au *pro rata* du nombre d'élèves, une somme annuelle équivalente à \$1.50 par tête de la population du Québec. Si le Parlement provincial, dans le libre exercice de sa juridiction constitutionnelle, décidait de passer telle législation et de prélever les sommes d'argent nécessaires à son application par un impôt additionnel sur le revenu des corporations (champ de taxation accessible aux provinces en vertu de la Constitution), je comprends que votre gouvernement ne demanderait plus au Parlement fédéral de voter des subsides pour des octrois aux universités du Québec, mais lui demanderait d'augmenter de 9 % à 10 % la déduction que pourrait faire le contribuable de Québec de l'impôt fédéral en ce domaine, et cela, pour deux ans. Pour éviter que la perte au Trésor fédéral ne dépasse le montant qu'il était appelé à déboursier pour le paiement des octrois à la Conférence canadienne des universités, vous suggérez que l'ajustement soit fait à même le paiement de péréquation. Du moins je le présume, car il semble que ce soit le seul endroit où cela puisse se faire.

"Vous seriez bien aimable de me dire si telle est bien votre intention.

"Je note qu'il n'y a aucune mention de faite des sommes accumulées en fiducie et qui sont le total des subventions que nos universités n'ont pas réclamées⁴. Je comprends que votre lettre étant adressée aux dix provinces, il ne convenait pas de les mentionner. Il y a là, cependant, un autre aspect du problème dont vous avez hérité et qu'il faudra aussi considérer.

"Je me ferai un devoir de communiquer votre réponse à mes collègues dès qu'elle me sera parvenue et de la considérer avec eux.

"Bien à vous, Paul Sauvé"⁵.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai évidemment pas le texte de cette lettre, que je tâche de saisir dans son ensemble...

(Le premier ministre envoie un page porter copie de la lettre au chef de l'opposition.)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): ... mais à la suite de cette lettre du premier ministre, les choses me paraissent rester dans le *statu quo* pour le moment. Dois-je comprendre que la lettre se borne à demander des explications?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est exactement cela. Sans vouloir commenter la lettre de M. Diefenbaker, j'ai déjà attiré l'attention sur le fait que cette missive était adressée non pas au premier ministre de la province de Québec seul, mais que c'était en quelque sorte une lettre circulaire envoyée aux 10 provinces canadiennes, dont huit sont liées par contrat avec le gouvernement fédéral, ayant cédé pour cinq ans leur droit de percevoir certains impôts, alors que deux autres provinces⁶ n'ont pas cédé et continuent de percevoir leur propre impôt sur les corporations, et que Québec, pour sa part, n'a rien cédé du tout.

Je dis dans ma réponse qu'une grande partie de la lettre de M. Diefenbaker s'adresse à ces huit provinces. Elle leur dit comment pourraient être modifiées les conditions du contrat qu'elles ont conclu avec Ottawa, si elles désirent profiter de la nouvelle option offerte.

Ces provinces sont dans une situation bien différente de la nôtre. Comme la lettre a été envoyée à deux catégories de provinces bien distinctes, il y a lieu de demander à M. Diefenbaker de préciser quant à nous ses idées et ses intentions.

J'ai déjà aussi attiré l'attention du gouvernement fédéral, en octobre dernier, sur le fait que la province de Québec se proposait, au cours de la session qui débutait le 18 novembre, de présenter une loi, afin de placer sur une base permanente les subventions qu'elle verse à ses universités depuis 1955 à la place des subventions fédérales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais mettre les choses au clair. J'ai demandé l'autre jour au premier ministre s'il avait fait des propositions par écrit à Ottawa. Je reviens sur la question parce que, dans le récent discours sur le budget⁷, j'ai lu que le premier ministre a fait une proposition concrète au gouvernement fédéral. Est-ce que cette proposition concrète a été faite par écrit, ou est-ce que la lettre lue tantôt par le premier ministre constitue le seul écrit émanant du gouvernement de Québec sur la question?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le seul document écrit. Mais j'ai rencontré, à Ottawa, au mois d'octobre, M. Diefenbaker et le ministre fédéral des Finances, M. Fleming. J'ai attiré leur attention sur le problème des universités québécoises. J'ai dit que nous avions décidé de recommander une législation pour mettre nos subventions sur une base permanente. J'ai dit au premier ministre et au ministre des Finances qu'il était impératif que cesse dès maintenant la cause de différends qui existe entre la province de Québec et le Canada, résultant de l'intrusion du gouvernement fédéral dans le domaine de l'aide aux universités.

J'ai dit et répété à ce moment-là que je considère que le procédé par lequel on dépose sur une table des subventions qui ne sont pas réclamées est une tache dans l'histoire des relations fédérales-provinciales qu'il faudra d'abord s'appliquer à faire disparaître, si nous voulons asseoir ces relations sur une base normale et constitutionnelle, après l'expiration, en 1962, des accords fiscaux intervenus entre Ottawa et huit provinces canadiennes. J'ai dit qu'il était nécessaire de faire disparaître cette cause de discorde et ce procédé qui est, à mon sens, injurieux pour la province et pour sa population.

J'ai ajouté que nous nous trouvions dans une situation ridicule indépendamment de ses conséquences au point de vue de l'autonomie, du fait que le Parlement fédéral prend chaque année \$7,500,000 de l'argent des contribuables que refusent les institutions québécoises, et les dépose en fiducie entre les mains de la Conférence canadienne des universités, alors que, depuis 1955, le gouvernement

de Québec, à même ses revenus, s'impose le sacrifice de verser une somme équivalente aux subventions qu'offre le gouvernement central à ses universités. Il y a là une situation ridicule et paradoxale.

J'ai dit au gouvernement fédéral et je répète que la province de Québec a décidé, quoi qu'il arrive, de placer sur une base permanente ses subventions annuelles aux universités et qu'une législation à cet effet sera proposée dès cette session. Cette décision est conforme à la déclaration que je faisais à l'Université de Montréal, laquelle était conforme au texte du mémoire de l'Université Laval à la commission Tremblay⁸. Ce mémoire insistait sur la "continuité" dans les subventions. Dans le discours du trône, en outre, nous annonçons notre intention de stabiliser les finances des institutions d'enseignement à tous les paliers. Il y a déjà au *Feuilleton* de la Chambre, un projet de loi pour les commissions scolaires; il y en a un autre pour les institutions d'enseignement secondaire. Aujourd'hui même nous en présentons un qui stabilisera la situation financière des universités⁹. Il complète la trilogie de nos initiatives pour consolider les gains que nous avons déjà faits et asseoir sur des bases solides la situation financière de nos maisons d'enseignement à tous les paliers. Voilà notre programme d'action.

(Applaudissements à droite)

J'ai dit à MM. Diefenbaker et Fleming que la seule façon constitutionnelle de régler le problème, de sortir de l'impasse qui existe depuis plusieurs années, c'est de percevoir nous-mêmes, dans l'exercice de nos pouvoirs constitutionnels et dans le champ de taxation qui s'y prête le mieux, l'argent dont nous avons besoin pour les universités. L'impôt sur les corporations me semble le plus pratique, l'endroit où c'est le plus facilement faisable. Et j'ai demandé quelle serait l'attitude du gouvernement fédéral si Québec décidait d'imposer une taxe additionnelle à cette fin.

La lettre de M. Diefenbaker est une réponse à la proposition que j'ai faite au mois d'octobre. J'ai cru devoir donner ces explications et j'ai cru aussi devoir demander au premier ministre du Canada les éclaircissements qui s'imposent dans les circonstances.

de Brome, Missisquoi et Shefford, du 1^{er} avril 1956 au 25 novembre 1959?

2. Quel montant a été payé à Robert A. Guy Construction Ltd. par pont:

a) à Brome?

b) à Shefford?

c) à Missisquoi?

3. Quels sont les officiers et administrateurs de Robert A. Guay Construction Ltd.?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Dix-neuf contrats pour la construction de ponts. Aucun pour la réparation.

2. (Voir le tableau à la page suivante)

Questions et réponses:

Robert A. Guay Construction

M. Brown (Brome): 1. Combien de contrats pour la construction, la réfection ou réparations de ponts le gouvernement a-t-il accordés à la compagnie Robert A. Guay Construction Ltd., dans les comtés

2. *Brome*
- | | | |
|----|---|-----------------------|
| a) | Pont riv. Missisquoi à Bolton Centre | \$ 98,618.37 |
| | Pont Highwater, riv. Missisquoi, Ct. Potton | 176,920.86 |
| | Pont riv. Big Inlet à Foster | 100,535.04 |
| | Pont Bailey, Cold Brook, à Bolton Ouest | 44,285.76 |
| | Pont Hillary, riv. Blanche, à Bolton Ouest..... | 29,628.49 |
| | Pont rue Armagh, riv. Missisquoi à Sutton | 57,347.55 |
| | Pont village Brigham, riv. Yamaska, à Farnham Est | 182,376.25 |
| | Pont Clark, br. Missisquoi, Saint-Étienne de Bolton | Aucun paiement à date |
- Shefford*
- | | | |
|----|--|-----------------------|
| b) | Pont riv. Yamaska, à Granby, rue Robinson..... | \$ 156,255.41 |
| | Pont Copping, riv. Noire, Ct. Ely-Sud | 115,032.54 |
| | Pont Lewis, riv. Yamaska, à Waterloo..... | 54,792.66 |
| | Ponts Jumeaux, riv. Noire, à Roxton Falls..... | 230,872.51 |
| | Pont McCaffrey, riv. Waterloo, à Saint-Joachim | 65,641.09 |
| | Pont Ferland #2, Brandy Creek, Ct. Ely-Est..... | 14,000.00 |
| | Pont riv. Yamaska, à Shefford-Ouest, rg. 1, lots 1233-1359 | 88,388.37 |
| | Pont Montée Chaput, br. riv. Noire, à Sainte-Anne de la Rochelle | Aucun paiement à date |
| | Pont Laplante, Ct. Ely-Sud, rg VII, L-591 | Aucun paiement à date |
| | Pont #5, riv. Waterloo, à Saite-Prudentienne | 24,009.42 |
| | Pont Boisvert, sur Brandy Creek, Ct. Ely-Est..... | Aucun paiement à date |
- Missisquoi*
- c) Aucun
3. Président: R. A. Guay, ing. p. Autres officiers ou administrateurs inconnus du ministère.

Projets de loi:

Omer Lefebvre

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Lewis Azef

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant le testament de Lewis Azef soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Industrielle compagnie d'assurance

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant la charte de The

Industrial Life Insurance Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Westminster Paper Company

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 validant le titre de Westminster Paper Company Limited à certaines propriétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Maîtres nettoyeurs

M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant les maîtres nettoyeurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Alyre Aubin**

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

M. & M. Propane Gas Co.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 concernant M. & M. Propane Gas Co. Ltd. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Propriété
d'Amélia R. Lesnowski**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 interprétant le titre de dame Amélia Renée Lesnowski à un immeuble en la ville de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Canada Steamship Lines Ltd.

M. Samson (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Acton Vale

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Belœil

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la ville de Belœil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Annexion
à Sainte-Thérèse**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de l'Île-Perrot**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe
de vente
à Saint-Félicien**

M. Turcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant une taxe de vente dans la ville de Saint-Félicien et la municipalité de Saint-Félicien (paroisse) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Shawinigan-Sud

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 octroyant certains pouvoirs à la corporation du village de Shawinigan-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Bromptonville**

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la charte de la ville de Bromptonville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Boucherville

M. Gagné (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant la ville de Boucherville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation de Montréal Métropolitain

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal Métropolitain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des

écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Gagnon

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 concernant la commission des écoles catholiques de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Bruno-de- Montarville

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Monique des Saules

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 érigeant en corporation de ville la municipalité de Sainte-Monique des Saules soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Laurent

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation interurbaine de l'Île-Jésus

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la charte de la corporation interurbaine de l'Île-Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 attribuant certains pouvoirs

aux commissaires de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 modifiant la charte de la cité de Beauharnois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Repentigny

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 accordant certains pouvoirs à la corporation de la ville de Repentigny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Charles-de-Lachenaie

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 concernant la paroisse Saint-Charles-de-Lachenaie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 modifiant la charte de la cité de Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Donat

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 251 concernant les immeubles de la Fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 16 décembre courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Brown (Brome): La province de Québec devrait avoir une commission sportive pour organiser des programmes sportifs, afin de donner aux jeunes des moyens d'employer dans l'ordre les loisirs qu'ils ont après leurs classes ou leur travail. Une commission sportive provinciale aurait une valeur immense pour la jeunesse de la province de Québec qui pourrait plus facilement participer, sous sa direction compétente, à un genre d'expression qui lui est propre.

L'an dernier, l'honorable premier ministre (l'honorable M. Sauvé), à son titre de ministre de la Jeunesse, avait fait allusion à une commission de ce genre. Dans l'âge de la télévision et de progrès, la migration des populations rurales vers les villes s'accroît, et rien ne servirait mieux la jeunesse que de l'amener à participer activement à des programmes sportifs où la concurrence serait la règle du jeu. Car les distractions saines contribuent à former une jeunesse équilibrée et forte, ayant un esprit social développé.

Il (M. Brown) parle des facilités de loisirs qu'il faudrait organiser pour les jeunes de la province de Québec et donne comme exemple une association qui existe en Suède, la *Svanska*, qui groupe 9,279 clubs ayant 745,593 membres. Il n'y a pas moins de 40 sortes de jeux au service du public suédois, dit-il, et on compte 250,000 personnes dans les clubs de tir. Ce pays compte 2,000 gymnases¹⁰ et chaque fin de semaine en hiver, environ 150,000 à 200,000 personnes s'adonnent au sport du ski à des conditions faciles pour la classe moyenne.

Malheureusement, dit-il, dans notre province toute l'aide gouvernementale aux œuvres qui s'occupent de la question se limite à des octrois atteignant \$2,319,493.61 payés par le ministère de la Jeunesse au cours des quatre dernières années. C'est une mauvaise façon de traiter les problèmes de la jeunesse. Le rôle du ministre (l'honorable M. Sauvé) et du sous-ministre de la Jeunesse se limite à l'administration du budget du département, et ni l'un ni l'autre n'ont un entraînement spécial dans ce genre de travail social. C'est méconnaître les dangers de la situation présente. Il faudrait, en premier lieu, que la direction du département ministériel ait une formation spéciale qui la prépare à trouver des solutions dans ce domaine particulier. Des pays comme la Suède nous donnent un salutaire exemple.

Mais ici, les octrois sont accordés à la requête d'un député ministériel, ou du candidat défait dans le comté, soit à la demande directe d'un organisateur du parti et, finalement, parfois, à la demande du député libéral du comté, mais seulement après une longue

correspondance. Dans ce dernier cas, dit-il, le chèque du gouvernement est envoyé au candidat défait pour être remis au destinataire. Une réforme s'impose...

Il faudrait aussi que les institutions ou les associations qui bénéficient des dons gouvernementaux, dans le champ des loisirs, soient tenues de rédiger un rapport annuel détaillé de leurs activités. Ils ne disent même pas à quoi serviront les octrois du gouvernement. À ce sujet, dans un cas, un octroi de \$300 a été transmis par les officiers d'un club à une quelconque bande de musiciens. Et cela, pendant la période où un octroi était demandé par le député de Brome pour une fanfare scolaire. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) lui a répondu, dit-il, que ces fanfares n'avaient pas droit aux octrois provinciaux.

Il (M. Brown) rappelle qu'en 1956, après son élection, il a demandé un octroi pour l'association sportive fondée par son prédécesseur, Warwick Fox, ancien député de l'Union nationale, dans la municipalité de Foster. Dans la lettre réclamant auprès du secrétaire provincial des deniers publics pour Foster, il (M. Brown) rappelle qu'il demandait aussi des octrois pour les centres de loisirs de Austin, de Brigham, de Adamsville, Eastman, Sutton, Farnham-Est, Iron Hills, Knowlton, Bolton-Sud, etc. Le secrétaire du premier ministre, dit-il, lui a répondu qu'il n'y avait plus de crédits pour cette année-là et qu'il fallait attendre à l'année suivante. Mauvaise administration! Les octrois pour la jeunesse, s'ils étaient bien administrés, feraient des miracles pour les jeunes. Il demande au gouvernement de poser plus d'actes et de moins parler¹¹.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Nos municipalités, à la suite de l'étonnante industrialisation que nous avons connue depuis quelques années, ont poussé comme des champignons depuis quelque temps dans toutes les parties de la province. C'est un signe des temps. Un signe que le peuple du Québec a eu la main heureuse dans le choix de ses deux premiers ministres.

En 1945, à la fin du régime des libéraux, on comptait 41 corporations de 5,000 âmes et plus. Pendant les 15 années de régime de l'Union nationale, ce nombre a été porté à 109 municipalités de 5,000 habitants et plus.

Bien que cette poussée démographique et industrielle implique des investissements considérables, nos municipalités sont en général moins endettées que celles de l'Ontario. Les dettes des municipalités du Québec s'établissaient à

\$455,000,000 en 1944, alors qu'elles n'étaient en Ontario, à la même époque, que de \$241,000,000. Par contre, il y a eu un renversement complet de la situation et, en 1958, la somme des dettes municipales et scolaires de la province de Québec se chiffraient à \$861,000,000, tandis qu'elles totalisaient la même année \$1,148,000,000 en Ontario. La dette municipale moyenne par personne, en 1944, était de \$140 au Québec, et de \$66, en Ontario. En 1956, elle avait atteint \$176 au Québec, mais elle dépassait \$206 en Ontario. En 12 ans, elle s'est donc accrue de \$36 dans notre province, mais de \$142 chez nos voisins.

Il ne faut pas croire, cependant, qu'au Québec on a exécuté moins de travaux publics qu'en Ontario. La valeur de l'actif immobilier des municipalités, en 1956, était de \$1,386,000,000 dans notre province, et \$1,295,000,000, chez nos voisins.

Il (l'honorable M. Dozois) donne la moyenne des taxes payées par le contribuable de différentes villes ontariennes et québécoises, afin de démontrer que le contribuable municipal de la province de Québec paie moins de taxes que celui de la province voisine. Par exemple, dit-il, le contribuable municipal de Toronto versait \$136 en taxes à sa ville en 1958, alors que celui de Montréal devait verser \$113 au fisc municipal. Quant au contribuable de la ville de Québec, sa part était de \$89 en taxes pour la même année, à comparer avec les taxes municipales exigées à Hamilton: \$103.

Il (l'honorable M. Dozois) fait ensuite allusion au discours prononcé par le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) dans lequel il déclarait que les municipalités de la province d'Ontario recevaient plus de leur gouvernement provincial que les municipalités de la province de Québec du gouvernement provincial¹². C'est peut-être vrai, dit-il, mais il convient de souligner en faisant de pareilles comparaisons, le fait que les municipalités ontariennes assurent des charges beaucoup plus considérables et beaucoup plus onéreuses que les municipalités du Québec. Entre autres, le gouvernement métropolitain de Toronto doit assumer les frais de l'administration de la justice, de la prison, de la Cour juvénile, de l'hôpital municipal, du bureau d'enregistrement, etc. Je ne veux pas critiquer l'administration municipale de Toronto, je ne fais que souligner la différence des charges confiées à l'un ou l'autre des systèmes. En plus, les municipalités ontariennes doivent contribuer dans une très forte proportion aux finances du conseil de comté. La ville d'Eastview par exemple reçoit un octroi de \$145,000. Sa contribution au conseil de comté est de \$179,000.

Chez nous, les autorités provinciales se chargent de quantité de dépenses qui, en Ontario, incombent aux administrations locales. C'est notamment le cas dans le domaine de la voirie. Plutôt que d'accorder des octrois aux municipalités, nous avons cru opportun ici de construire les principales routes municipales. Si Montréal et son district étaient situés dans la province voisine, leurs contribuables devraient défrayer 50 % des dépenses de construction de l'autoroute des Laurentides, ainsi que du pont Mercier et du pont de Sainte-Anne-de-Bellevue.

En 1958, la province de Québec a consacré \$355,000,000 directement ou indirectement pour venir en aide aux municipalités. Cela représente 65 % du budget total de la province.

Il parle des dépenses faites au chapitre de la santé et du bien-être social. En 1957, dit-il, la province de Québec dépensait \$123,000,000 sous ce seul chapitre, alors que l'Ontario n'y consacrait que \$114,000,000. La part des municipalités pour des fins analogues s'établissait alors à \$19,000,000 dans notre province, et à \$42,000,000, dans la province voisine.

C'est dire que les dépenses des municipalités du Québec, au chapitre de la santé et du bien-être, représentaient cette année-là 13 % du total des crédits consacrés à cette fin durant l'année 1957. La proportion de la part des municipalités d'Ontario était de 27 %.

Dans l'ensemble, je ne crains pas d'affirmer que le contribuable municipal du Québec est mieux traité que le contribuable municipal d'Ontario. Le gouvernement provincial du Québec fait sa large part pour alléger le fardeau des municipalités. D'autres mesures viendront au cours de la présente session en vue d'aider davantage les corporations municipales. Malheureusement, il existe une limite à notre aide aux municipalités, c'est celle que nous impose la limitation, par Ottawa, de nos revenus. Il sera de plus en plus difficile au gouvernement du Québec d'augmenter son appui aux municipalités, si Ottawa continue d'empocher la part du lion des recettes fiscales. Malgré une répartition inéquitable des recettes fiscales, la province a tout de même réussi à présenter des mesures pour alléger le fardeau financier des municipalités. Il (l'honorable M. Dozois) fait référence à une loi qui réduira de moitié les dépenses municipales pour l'hospitalisation des indigents. Cette loi, dit-il, est présentement soumise à l'Assemblée législative. Une telle aide constituerait un véritable coup de pouce pour les municipalités. Mais il y a une limite à ce que peut faire le gouvernement. Je suis entièrement d'accord

avec le premier ministre quant à la nécessité d'une répartition plus équitable des recettes fiscales, dans la mesure où le gouvernement entend augmenter substantiellement son aide aux municipalités.

Il dit qu'il reconnaît que l'expansion des dernières années a mis certaines villes dans l'embarras financier. Une autre cause qui nuit aux villes, dit-il, est la restriction du crédit. La cherté de l'argent et les taux d'intérêt élevés ont fait que certains travaux ont dû être retardés, mais il est permis d'affirmer que la somme globale des travaux municipaux est encore plus forte cette année que l'an dernier. Mais, grâce à l'aide financière qu'elles ont reçue du gouvernement, les municipalités de la province jouissent d'excellents et solides crédits, même en ces temps difficiles. En dépit de la rareté du crédit, les municipalités de la province de Québec ont réussi à contracter autant d'emprunts cette année par rapport aux données de l'année précédente. Il loue le travail de la Commission municipale en disant qu'elle avait considérablement aidé les conseils municipaux dans les emprunts qu'ils ont eu à contracter depuis quelques années en raison de leur expansion.

Je suis convaincu que le premier ministre fera tout ce qui est possible pour accroître encore l'aide gouvernementale aux municipalités.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il faut repenser la politique agricole dans la province. Le ministre des Finances, dans son budget, s'est vanté que l'agriculture du Québec a connu un regain de vie depuis 15 ans, que le gouvernement continue sa politique d'aide aux cultivateurs, et que le budget du ministère de l'Agriculture pour 1960-1961 s'élèvera à près de \$34,000,000.

Je me demande si le ministre est sincère. Ça ne doit certes pas être le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) et celui de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qui lui ont demandé de dire cela. Où donc le ministre a-t-il pris ses informations? Ne sait-il pas que la proportion du budget provincial consacrée à l'agriculture diminue d'année en année? Sans cette diminution, c'est \$200,000,000 de plus que nos fermiers auraient reçu en subventions et en primes depuis 15 ans.

La vérité, c'est que, si le gouvernement provincial ne change pas son fusil d'épaule, nos campagnes seront en pleine crise agricole dans les premiers mois de 1960. L'Union nationale vante le crédit agricole et l'électrification rurale depuis 15 ans¹³, mais nos cultivateurs québécois à eux seuls sont plus endettés envers les offices de crédit agricole que l'ensemble des autres fermiers du

Canada. Les prêts ne sont pas un indice de bonne santé économique, et la situation paraît encore plus sombre quand on songe que plus de 50,000 demandes ont été accueillies par des refus. En Abitibi-Ouest, une enquête de l'U.C.C.¹⁴ a démontré que seulement un cultivateur sur six, soit 17 %, est en état de faire vivre sa famille avec les revenus de sa ferme. Les autres, soit la plupart, doivent abandonner femmes et enfants pendant quelques mois de l'année pour aller gagner ailleurs de quoi boucler le budget familial. Proportionnellement, les agriculteurs du Québec possèdent moins d'automobiles, de camions, de tracteurs, de moissonneuses-batteuses que les cultivateurs de l'Ontario. Et, d'année en année, les recettes de nos fermiers baissent: en 1951, le revenu global agricole était de \$261,476,000; il était tombé à \$185,425,000 en 1957¹⁵, et il sera moins considérable en 1959, quand les statistiques seront publiées.

Il faut se réveiller avant que se répète le drame de l'Argentine. On était prospère dans ce dernier pays, mais le gouvernement Peron¹⁶ y a instauré une ère d'industrialisation à outrance et il a négligé l'agriculture. Les cultivateurs ont abandonné la terre. L'Argentine ne produit plus assez pour subvenir à ses propres besoins. Québec en est rendu là... alors qu'il y aurait dans notre province de la place pour une politique de colonisation agressive.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, on n'a jamais entendu annoncer l'ouverture d'un seul établissement industriel utilisant comme matière première des produits agricoles. Verrons-nous en 1960 la fondation d'une fabrique de cidre? Verrons-nous une raffinerie de sucre de betterave fonctionner à pleine capacité chez nous? Verrons-nous la construction d'un abattoir dans le Nord-Ouest? Verrons-nous l'introduction de cultures nouvelles chez nous? Verrons-nous un conseil de recherches agricoles, celui-là libre, avec un budget suffisant, travailler au progrès de nos fermes?

Recherche scientifique, enseignement, vulgarisation, mise en marche, voilà les points de la politique agricole à l'avenir sur lesquels le gouvernement devrait porter ses efforts. Nous avons un crédit agricole qui date de 23 ans; ce qu'il nous faut, c'est un crédit agricole adapté aux circonstances. Je comprends difficilement que, si l'Union nationale a tellement confiance dans nos cultivateurs, elle leur refuse un crédit à la production, à bas taux et à court terme, pour l'achat d'animaux, de semences et d'engrais chimiques. Pourquoi refuser un crédit pour l'achat de machines agricoles avec prolongation de la période remboursement jusqu'à huit ou 10 ans, au lieu de trois ans comme prévu par la loi fédérale des prêts

pour l'amélioration des fermes, et aussi avec un taux d'intérêt réduit comme pour les prêts agricoles de la province? Je ne vois pas pourquoi le gouvernement actuel n'a pas encore songé à mettre à la disposition des organismes tels que les coopératives, appartenant directement aux cultivateurs, un crédit rural permettant de faire face aux problèmes découlant de l'évolution économique de l'heure?

Et pour nos fils de cultivateurs, surtout ceux qui sortent de nos écoles d'agriculture, sans argent, comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas songé à leur établissement suivant un plan semblable à celui de l'établissement des vétérans sur des terres par Ottawa? Comment se fait-il que le gouvernement provincial n'ait pas encore décidé, considérant le bas rendement de notre sol, de verser des octrois pour l'achat d'engrais chimiques dont le coût est beaucoup trop élevé pour la masse des cultivateurs?

Et si le gouvernement a foi dans l'industrie laitière de notre province, qui est la base de notre agriculture, pourquoi ne prend-il pas les moyens de développer, dans toute la mesure du possible, l'école de laiterie de Saint-Hyacinthe, afin d'en retirer pour les recherches scientifiques des données précises en vue de perfectionner nos méthodes? Comment se fait-il que le gouvernement n'ait jamais pensé à l'établissement d'une école spécialisée en horticulture? Nous connaissons bien nos déficiences dans ce domaine.

Le vieillissement du gouvernement, son manque de dynamisme et d'initiative se feront sentir de plus en plus au point de vue agricole au fur et à mesure que les prix baisseront, par suite du dumping étranger.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Nous ne sommes plus au temps de Louis XIV, alors qu'un homme pouvait dire: "L'État, c'est moi". Nous vivons en régime démocratique. Et les gouvernants sont soumis aux lois, tout comme les simples citoyens. La loi des travaux publics impose au ministre l'obligation de demander des soumissions publiques avant d'accorder des contrats importants pour la construction de ponts ou d'édifices publics. Or, pendant les 18 années qu'elle a été au pouvoir, l'Union nationale n'a pas accordé un seul contrat d'une façon légale en matière de travaux publics. Jamais elle n'a demandé de soumissions par la voie des journaux. C'est dire que le ministre viole constamment la loi et que le cabinet, qui approuve ses décisions, viole la loi lui aussi.

Bien des gens espéraient un changement d'attitude avec l'arrivée du nouveau premier ministre.

Ils espéraient voir cesser un système qui donne lieu à une corruption éhontée. Ils ont été déçus. Le 9 décembre dernier, le premier ministre a annoncé la construction de deux ponts à l'ouest de Montréal. Un journaliste lui a demandé s'il y aurait des soumissions publiques.

Que d'habileté, que de précautions dans la réponse du premier ministre! Pour dire en fin de compte que l'Union nationale continuerait d'écarter les soumissions publiques. Il a ajouté qu'à prime abord, il n'aurait pas d'objection à publier les noms des soumissionnaires. Or, c'est une chose que l'Union nationale n'a jamais faite.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Le député sait qu'il dit une fausseté. À toutes les sessions, les députés de l'opposition demandent les noms des soumissionnaires et obtiennent des réponses qui sont déposées dans les documents publics.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai dit que l'Union nationale ne communiquait pas les noms des soumissionnaires aux journaux, à la population.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous donnons les noms à toutes les sessions.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je vais faire mon discours, et si le premier ministre veut répondre après...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Chaque fois que vous direz une fausseté, je ne manquerai pas d'intervenir.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il y a deux systèmes en usage sous l'Union nationale: celui des contrats à la journée et celui des soumissions fermées.

Parlons d'abord des contrats à la journée. Le gouvernement paie à l'entrepreneur un pourcentage qui est généralement de 5 %. C'est le gouvernement qui paie les salaires des ouvriers et le coût des matériaux. Depuis 1944, il y a toujours eu au moins un gros pont en construction d'après ce système. De 1944 à 1956, ces contrats à la journée étaient généralement octroyés à la Dufresne Engineering. Mais, depuis 1956, un nouveau favori a surgi. Il s'agit de M. Georges Gagné, qui soumissionne sous huit noms différents.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député fausse encore la vérité, M. Gagné obtient des contrats depuis 1945. Et il y a des douzaines

d'autres constructeurs qui ont exécuté des travaux, en plus de MM. Dufresne et Gagné.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je constate que le premier ministre n'aime pas mon discours, qu'il essaie toujours de m'interrompre. Je réclame le droit de parler en cette Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dites la vérité et je ne vous interromprai pas.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Tous ont compris que je ne parlais que des contrats à la journée. Ce système est contraire aux intérêts de la province de Québec. On a même nommé un organisateur politique comme contrôleur des contrats à la journée. C'est une invitation à la malhonnêteté. Avec ces contrats à 5 %, c'est le gouvernement qui choisit les sous-entrepreneurs, qui désigne les fournisseurs de matériaux, qui embauche les ouvriers. Et le 5 % sert aux intérêts de la caisse électorale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député n'a pas le droit de dire que nous choisissons tel système pour le bénéfice de la caisse électorale. Je demande qu'il retire ses paroles.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai le droit de parler de corruption quand elle existe et de dire à quelle fin sert cette corruption.

M. l'Orateur: Il est interdit d'imputer des motifs indignes ou des intentions mauvaises à un député. Le député de Québec-Ouest doit retirer ses paroles.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je les retire, mais je n'en pense pas moins.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député doit retirer ses paroles sans conditions.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je les retire et je continue. Voulez-vous savoir à quels abus a conduit un pareil système? Le pont Hughes, à Chambly, a coûté \$2,590,000, avec les approches. D'après les ingénieurs que nous avons consultés, il n'aurait pas dû coûter plus que \$1,055,000. Et s'il y avait eu des soumissions publiques, le pont aurait coûté dans les environs de \$955,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle farce!

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

M. Galipeault (Québec-Ouest) tente de rapporter les paroles qu'un ami avait entendues, alors que le premier ministre s'adressait à un de ses collègues, pendant son discours...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre¹⁷. (Applaudissements à droite)

Le député n'a pas le droit de parler de ce qui se dit dans la galerie.

M. Galipeault (Québec-Ouest): L'opposition conservatrice avait annoncé en 1928-1929 qu'une bombe devait éclater au sujet de la construction du palais de justice. Mon père était alors ministre des Travaux publics¹⁸ et il a fourni à la Chambre toutes les informations nécessaires. Il n'y a pas eu de bombe.

Pendant la période durant laquelle mon père était ministre des Travaux publics, il n'y a pas eu un pont, pas un édifice public qui a été construit sans au préalable avoir demandé des soumissions. Voilà la différence entre le régime libéral et celui des conservateurs.

Le pont Hughes, de Chambly, construit par l'Union nationale a coûté \$1,656,000 en trop...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles prononcées par le député de Québec-Ouest alléguant qu'elles constituent une attaque contre la conduite de l'honorable ministre des Travaux publics (de la politique agricole, à l'avenir, M. Lorrain) et celle des membres du gouvernement, le tout contrairement aux dispositions du paragraphe 21 de l'article 285 du Règlement.

Je demande au député de retirer ses paroles. Les règlements de la Chambre ne lui permettent pas de porter une telle accusation. Il y a une procédure à suivre dans un cas semblable.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre passe son temps à interrompre les députés qui ont la parole. Il doit savoir que les règlements s'appliquent à lui comme à tous les autres membres de la Chambre.

M. l'Orateur: Une accusation contre un membre de la Chambre exige une motion et cette motion doit être précédée d'un avis. On n'a pas le droit de porter une attaque autrement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est temps qu'on mette fin à ces accusations vagues. Nous sommes tannés de faire face à des fantômes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a rien qui peut justifier le point d'ordre du premier ministre. Si on n'a pas le droit de dire que le gouvernement se livre à un gaspillage éhonté, je me demande s'il reste une raison d'avoir une opposition...

M. Galipeault (Québec-Ouest) essaie de poursuivre son discours.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si un député n'est pas en mesure de présenter une telle motion contre un membre du gouvernement, il devrait se taire.

M. Galipeault (Québec-Ouest) tente de reprendre son discours.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) réclame une décision de l'Orateur.

Décisions de l'Orateur:

Interdiction d'accusations directes sans motion et préavis

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les paroles prononcées par l'honorable député de Québec-Ouest (M. Galipeault) sont contraires aux dispositions du paragraphe 21 de l'article 285, ainsi qu'à celles de l'article 154 du Règlement et il maintient en conséquence le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Galipeault (Québec-Ouest) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier,

Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 65.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) exige que le député de Québec-Ouest retire ses paroles. (Protestations de l'opposition)

M. l'Orateur décide que le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) doit retirer les paroles qu'il a prononcées et qui ont provoqué la décision qui vient d'être confirmée par la Chambre.

M. Galipeault (Québec-Ouest) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon., 65.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Galipeault (Québec-Ouest) retire les paroles prononcées précédemment. Le gouvernement, dit-il, est obligé, par la loi, de demander des soumissions publiques, mais il ignore cette partie de la loi.

On demande des soumissions privément à deux ou trois personnes, dit-il, mais à chaque fois le contracteur est choisi à l'avance. C'est d'ailleurs dans un arrondissement donné toujours les mêmes, car l'entrepreneur opère sous différents noms. À cette fin, la province est divisée en secteurs.

Il (M. Galipeault) parle d'un entrepreneur du nom de Georges Gagné. Celui-ci, dit-il, opère dans la région de Gatineau. Tous les ponts et autres travaux du gouvernement lui sont confiés. Il (M. Galipeault) donne plusieurs autres noms d'entrepreneurs et mentionne le cas de Robert Guay de Missisquoi.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): C'est faux! Il demande au début de Québec-Ouest de retirer ses paroles. Il (M. Bertrand) dit que M. Guay n'a jamais obtenu de contrats dans son comté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève.

(Protestations de l'opposition)

Je demande un peu de respect pour la Chambre. Je crois qu'on n'a pas de reproche à me faire sur ma conduite comme premier ministre dans cette Chambre. J'exerce ici en Chambre une responsabilité. J'interviendrai chaque fois que cela sera nécessaire.

M. Galipeault (Québec-Ouest) dit qu'il s'est peut-être trompé. Il (M. Galipeault) parle de la construction des ponts à l'Île aux Allumettes. Il s'agit, dit-il, de ces ponts reliant les deux provinces à Pontiac et Pembroke. L'un a été construit par Québec, et l'autre, par Ottawa.

Il (M. Galipeault) parle du coût des deux ponts. Le pont provincial a été beaucoup plus dispendieux que celui construit par Ottawa. Pourquoi? Cela s'explique par le fait que le fédéral a accordé le contrat à la suite de soumissions.

M. l'Orateur souligne que l'heure du député de Québec-Ouest (M. Galipeault) est expirée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi des travaux publics n'oblige pas le gouvernement à demander des soumissions publiques pour des contrats à la journée.

M. Galipeault (Québec-Ouest) s'oppose à cette interprétation. La loi oblige le gouvernement à demander des soumissions publiques pour tous les travaux sauf dans les cas d'urgence, dit-il, ou quand le département décide de faire les travaux avec ses propres employés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) accuse le député de Québec-Ouest de tronquer le texte. Le ministre des Travaux publics n'est pas tenu à des soumissions publiques si les travaux peuvent être faits plus économiquement à la journée, et dans ce cas, le gouvernement sauve la taxe de vente.

M. Galipeault (Québec-Ouest) répond qu'il parle actuellement d'un contrat à forfait donné à M. Georges Gagné pour le pont de l'Île aux Allumettes. Le ministre n'a pas le droit de donner un contrat de ce genre à la journée à des compagnies. Il a ce droit seulement quand les travaux sont faits en régie par ses propres employés.

(M. Sauvé regarde M. Galipeault en hochant la tête)

Il (M. Galipeault) déclare que, malheureusement pour la province, l'Union nationale n'a pas changé et il promet de revenir sur le sujet en d'autres occasions¹⁹.

M. Guillemette (Frontenac) exprime ses regrets et ceux de ses électeurs pour la mort de M. Duplessis. Le choix de son successeur, dit-il, a été l'objet d'une spontanéité et d'une unanimité qui ont médisé les adversaires du gouvernement, tellement ce choix faisait contraste avec la pagaille qu'ils avaient connue dans des circonstances analogues. Notre chef occupe maintenant le poste de premier ministre avec simplicité et brio. L'autre, de son siège au Club de Réforme²⁰, avec ostentation, en bon prototype de la vieille arrogance libérale, fuse ses fanfaronnades à travers la province. Le peuple le jugera.

L'orientation future de notre agriculture ne peut se réaliser effectivement si nous ne tenons pas compte de certains phénomènes qui se sont produits au cours des 25 dernières années et qui ont amené des changements imprévus dans la structure même de notre industrie agricole. Ces changements sont comme des phares qui doivent éclairer l'avenir où notre agriculture s'engage actuellement à pas timorés. L'agriculture aura un brillant avenir dans le Québec si les cultivateurs, au lieu de résister aux pressions de l'industrialisation, s'adaptent à la situation nouvelle.

Tout en admettant que la superficie totale en culture diminue devant la poussée industrielle, les fermes, tout en diminuant en nombre, s'agrandissent. Depuis 1951, 12,000 fermes ont été perdues, mais le nombre de celles qui ont 100 acres de superficie a augmenté. En 1941, seulement 46.6 % de nos fermes pouvaient être considérées comme commerciales. Ce pourcentage est passé à près de 75 % aujourd'hui, et le nombre des cultivateurs qui devaient travailler à l'extérieur de leurs terres en 1941 est passé de 40 % à moins que 30 % à l'heure actuelle.

Dans le comté de Frontenac, chaque cultivateur possède en moyenne 140 acres de terre, mais avec seulement 36 en culture. C'est de ce fait que viennent les complications. Des profonds changements se sont produits dans la population agricole et sa main-d'œuvre. De 1941 à 1951, 8 % de la population agricole est passée dans les villes. La population agricole est actuellement de 765,000²¹, soit un peu moins qu'en 1941. Les familles des agriculteurs ne constituent aujourd'hui que 16 % de la population totale de la province, mais ce n'est pas un désastre comme certains le prétendent. En analysant ce phénomène, on se rend compte que c'est là le prix à payer pour l'industrialisation de la province et pour une meilleure rentabilité de nos fermes.

Il (M. Guillemette) se réjouit du fait que le cœur agricole de la province, les Cantons-de-l'Est et la vallée du Richelieu, n'ont perdu que 8.5 % et 4 %, respectivement, de leur population agricole. C'est dans la périphérie des grands centres que la perte a été la plus considérable, dit-il. Et si la population urbaine augmente par rapport à la population rurale, c'est tant mieux, car cela profitera aux marchés de produits agricoles.

Mais il ne faudrait pas que la disproportion entre la ville et la campagne augmente trop, car alors il faudrait propager l'idée d'une décentralisation industrielle, pour que les cultivateurs trouvent près de chez eux de l'ouvrage, sinon dans leurs paroisses, du moins dans leurs comtés.

Il (M. Guillemette) parle des changements qui se sont aussi produits dans le genre des exploitations agricoles et dans nos productions. À partir de 1950, l'industrie laitière du Québec connaît une augmentation de 28 % comparativement à 5 % dans le Canada tout entier. Par ailleurs, le bœuf, le porc et la volaille atteignent respectivement 169 %, 169 % et 280 % du niveau des années 1935-1939. Quatre-vingts pour cent du revenu agricole du Québec provient actuellement de l'industrie animale alors que, de 1926 à 1930, c'était seulement 66 %.

Il y a eu des changements énormes dans les rendements agricoles et le niveau de vie des agriculteurs. Depuis 25 ans, la production des cultivateurs a augmenté de 40 % et l'indice de production par acre s'est augmenté de 56 % comparativement à 25 % pour tout le Canada. Ceci est dû à la mécanisation plus poussée, à une plus grande productivité de la main-d'œuvre et des améliorations dans les méthodes par une diffusion plus intense de la science agricole.

Les revenus ont aussi changé. L'agriculture, à l'exception de l'industrie laitière, rapporte 40 % de plus qu'il y a 25 ans. Beaucoup moins de cultivateurs sont obligés d'aller travailler en dehors de leurs fermes. Ce qui a surtout changé, c'est le standard de vie du cultivateur. Il y a deux fois plus d'automobiles sur la ferme qu'en 1941, 10 fois plus de tracteurs, 28 fois plus de moissonneuses et de batteuses. De plus, l'électricité est installée à l'heure actuelle dans presque toutes les fermes.

Il y a d'immenses changements dans nos méthodes de mise en marché. Le gouvernement aide les cultivateurs en leur faisant crédit et en leur versant diverses subventions. Le gouvernement s'est intéressé à la mise en marché des produits agricoles et à la création de coopératives agricoles. Depuis environ 30 ans, le mouvement coopératif, aidé par le gouvernement, appuyé du zèle et du dévouement du clergé et des agronomes, a essayé de rejoindre la masse des agriculteurs pour contrôler la transformation et la vente des produits agricoles. Le succès ne pouvait qu'être proportionnel à la compréhension et à la coopération des cultivateurs eux-mêmes. Or, après 30 ans d'efforts inouïs, on a réussi à soustraire au commerce privé à peu près 20 % de la valeur totale des ventes des produits agricoles du Québec. Personne ni aucun gouvernement ne pourra apporter une véritable solution aux problèmes agricoles sans la volonté des cultivateurs eux-mêmes qui devraient se rallier en masse à leurs coopératives et à leurs associations professionnelles.

Vouloir reprocher aux autorités provinciales la situation agricole actuelle, comme le fait l'opposition, ne cadre pas avec les constatations de la commission Stewart. L'écart croissant entre les prix reçus par les cultivateurs et ceux payés par les consommateurs vient de l'inflation dont, semble-t-il, les intermédiaires et la grande industrie sont partiellement responsables et des services toujours plus grands exigés par les producteurs comme par les consommateurs, qui sont entrés dans notre mode de vie, mais que, peut-être, nous n'avons plus les moyens de payer.

D'autre part, ramener le problème agricole à une question de bois de pulpe n'est pas un signe de maturité, ni une marque de compétence. Ce n'est certes pas dû à la mévente du bois de pulpe si le revenu du cultivateur n'est pas assez élevé.

Si l'on compare l'agriculture d'aujourd'hui à celle d'il y a 20 ans, il faut admettre qu'il s'y est produit des changements sensationnels. La pression externe de l'industrialisation et la pression interne du progrès technique nous mettent dans l'obligation d'ajustements majeurs. Je ne crois personnellement pas cependant que ces phénomènes soient appelés à porter un coup à la culture. De toutes les pressions, elle peut sortir plus forte. Si elle prend sa place dans le plan économique-social actuel, il semble que le gouvernement a fait tout ce qui était humainement possible pour favoriser par des lois bien précises cette intégration: crédit agricole, électrification rurale, drainage des terres, office des marchés, etc. Ai-je besoin aussi de rappeler les octrois de plus en plus généreux aux commissions scolaires, aux municipalités rurales, etc.? Ce sont là des actes qui ont encouragé directement ou indirectement notre agriculture.

S'il y a des points sombres à l'horizon agricole du Québec, il y a des raisons d'espérer en des jours meilleurs. L'agriculture québécoise est en marche vers le progrès, et il n'y a pas lieu de s'alarmer et de se décourager comme le voudraient tant les gens de l'opposition, bien au contraire, parce qu'ensemble nous traversons une période de récession économique qui tire à sa fin. Il (M. Guillemette) conseille aux cultivateurs de se cramponner à leur terre et de profiter de toute la législation que le gouvernement met à leur portée. C'est là qu'ils trouveront le salut, dit-il, appuyés sur le gouvernement, le clergé et les agronomes. Le gouvernement ne les abandonnera pas et la province compte sur eux.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Je peux difficilement vous exprimer l'impression que j'ai eue, en écoutant le discours du budget, à voir l'honorable ministre des Finances (M. Bourque) annonçant avec un sourire l'augmentation des revenus, et par conséquent, l'augmentation des dépenses.

Lorsque l'on annonce à une population de 5,000,000 qu'il lui faudra payer au-delà de \$617,297,300 pour administrer sa province durant 12 mois, cela signifie qu'il faudra payer à peu près \$125 par personne par année, y compris les petits enfants comme les vieillards; et à même ce montant, M. l'Orateur, seulement \$20,000,000 seront appliqués en remboursement de la dette, le reste se répartissant

comme suit: \$480,001,300 pour les dépenses ordinaires et en immobilisation \$116,625,000. Il est difficile de savoir ce que veut dire l'item "immobilisation", surtout quand je vois à la rubrique "immobilisation" des travaux de réfection ou de transformation qui sont ni plus ni moins que des réparations et, par conséquent, de l'entretien et non de l'immobilisation.

Je crois que dans bien des cas de telles réparations devraient s'inscrire dans les livres comme dépenses et, M. l'Orateur, en voyant l'honorable ministre des Finances (M. Bourque) annoncer à la Chambre un tel budget et aucune réduction de taxes et que cette déclaration amena des applaudissements de la Chambre durant quelques minutes, il me semblait que les tapes que l'on donnait sur les bureaux étaient comme des tapes sur la tête des contribuables, car, ne l'oublions pas dans notre province un budget élevé pour un contribuable est plus dur à supporter que dans d'autres provinces, car la moyenne des contribuables dans notre province ont à leur charge des familles nombreuses et ne vivent pas à même des héritages reçus de leur père, mais plutôt à même le travail laborieux de leurs mains.

Oui, M. l'Orateur, le budget augmente à pas de géant et si nous comparons avec les budgets précédents nous voyons où nous sommes rendus.

M. l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup de plaisir le discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Lapalme), d'ailleurs ses idées de progrès sont connues de tous, c'est lui qui, depuis de nombreuses années a exposé devant les membres de cette Chambre et le peuple de la province, tout un programme pour assurer l'avancement de l'éducation et il aura toujours à son crédit d'avoir voulu sincèrement et honnêtement sans esprit de parti et dans l'intérêt de tous les citoyens de la province, assurer le progrès de l'éducation et assurer aux nôtres la vraie autonomie, celle qui permet à tout citoyen de se défendre économiquement intellectuellement et de conserver ses droits.

M. l'Orateur, avec un budget de \$617,000,000 parle-t-on de partager avec les municipalités certaines taxes? Oh non! pourtant, les corporations municipales ont de grandes responsabilités et elles ont beaucoup de dettes, qui dans certains cas, dépassent de beaucoup ce qu'elles pourraient payer facilement. Il n'est pas raisonnable d'avoir à supporter un pourcentage qui dépasse la moitié de la population totale de la province.

Que de choses on pourrait faire avec une somme de ce calibre, principalement commencer à

partager avec les municipalités et les commissions scolaires, comme l'avait promis puis ensuite oublié l'ancien premier ministre du Québec, sitôt que le fédéral aurait commencé à remettre à la province ses sources de revenus.

Si le gouvernement de la province peut se vanter de n'avoir pas une dette considérable, les gouvernements inférieurs ne peuvent pas dire la même chose. Le rapport du ministre des Affaires municipales dit bien que les dettes des municipalités sont de \$880,000,000 de dollars, ce qui est près d'un milliard, et presque autant que la dette de la province d'Ontario. Je n'aime pas à parler d'une autre province, mais un ministre de l'autre côté de la Chambre en a parlé de cette province, et cette dette des municipalités va aller toujours en augmentant. N'a-t-on pas vu venir devant cette Chambre des délégations des conseils municipaux demander l'autorisation d'emprunter des montants impressionnants pour leur permettre d'établir des industries pour procurer du travail à leurs citoyens?

Il y a eu des cas où le total de la dette occasionnée par des prêts était de 50 % du total de l'évaluation. Pourtant, nos municipalités ont à leur charge l'entretien et la construction de leurs rues. Ce sont des milliers de milles de rues dans la province qui sont construites et entretenues par les villes, mais pas un seul sou de la taxe sur l'essence ne leur est alloué. Que vont faire les municipalités pour progresser? Vont-elles emprunter et emprunter encore? Augmenter leurs taxes foncières, spéciales, d'affaires, d'égoût, d'eau, etc., et que feront les propriétaires en face de taxes et d'impôts de plus en plus élevés? Pourront-ils tenir le coup? Ce sera de plus en plus difficile, à moins que les municipalités reçoivent leur part. Plusieurs villes ont un problème de chômage. Nous ne sommes plus à l'époque où 85 % de la population résidait dans les campagnes et gagnait son pain sur la ferme.

M. l'Orateur, je crois que nos municipalités ont un besoin urgent d'être aidées et je suis surpris que le budget le plus considérable que la province n'a jamais connu, n'ait pas pris en considération l'aide qu'il devrait donner aux corporations municipales. Je comprends qu'il arrive que des délégations viennent payer certaines dettes en cas de détresse, mais ceci devient des octrois discriminatoires et ne régleront jamais le vrai problème des municipalités. Le gouvernement du Québec devrait aider les villes à entretenir leurs rues, ou partager avec elles, à cette fin, le produit de la taxe sur la gazoline. Ce serait, à l'égard des grandes villes, une sorte de paiement de péréquation.

M. l'Orateur, en prenant en considération l'énorme montant du budget de cette année, qui dépasse \$600,000,000, en prenant en considération le budget du gouvernement fédéral qui est de \$6,000,000,000, on en vient à la conclusion que les revenus des taxes et impôts se centralisent de plus en plus au détriment des municipalités. Il en est de même de l'industrie et du commerce. Tout se centralise de plus en plus. Il est facile à comprendre que pour faire face à des administrations gouvernementales qui, de plus en plus, prennent le contrôle sur les revenus de l'individu par des taxes directes et indirectes qui sont de plus en plus lourdes, la voix du contribuable se fait de moins en moins forte, car tout est colossal - dépenses des gouvernements - et la petite industrie, avec ses petits moyens, lutte contre des géants. Elle peut difficilement se financer et étendre sa production, manquant de capital, pouvant emprunter difficilement, ayant à faire face à des taxes et impôts qui vident parfois sa caisse de tout son actif liquide.

Il (M. Saint-Pierre) demande au gouvernement de prendre des mesures pour décentraliser l'industrie, ce qui favoriserait les Canadiens français des petits centres. Ne disait-on pas il y a quelques jours en cette Chambre, dit-il, qu'il y avait 46,000 petites industries dans cette province, employant 1,000,000 de personnes? Quelle protection reçoivent-elles, soit pour produire ou pour vendre, lorsque les importations sont de plus en plus grandes, surtout celles des produits qui sont semblables à ceux des produits manufacturés dans la province? Et je dis ceci, car peut-être n'avons-nous pas constaté assez que les produits importés sont surtout de l'ordre des textiles et des petits objets déjà manufacturés ici. Et si cette petite industrie a besoin de protection, elle a aussi besoin de crédit.

J'aurais cru, M. l'Orateur, qu'un tel budget de \$617,000,000 aurait annoncé que les grandes routes à deux tronçons seraient terminées entre les centres importants comme Montréal, Québec. Des routes à deux tronçons comme celle qu'a obtenue l'honorable ministre des Finances entre sa ville de Sherbrooke et le petit Lac Magog, et allant un peu plus loin, cette route à deux tronçons bâtie à travers des vallons et des monts est un exemple de ce que devrait être les routes où il passe peut-être 30 à 40 fois plus de véhicules, comme sur la route Sir-Wilfrid-Laurier et autres routes importantes.

Le résidant de la rive sud, en entendant dire que le budget est de \$600,000,000 cette année, pense peut-être que le gouvernement construira un autre pont entre l'est de Montréal et la rive sud, pour

faciliter l'entrée dans l'île de Montréal, parce que des projets d'industries dans l'ordre de centaines de millions sont en cours, mais pourtant, seul le pont de l'ouest de Montréal vers Toronto sera bâti, au coût de \$26,500,000. Je ne dis pas que ce pont n'était pas nécessaire, mais songeons à la circulation sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria. Ce problème existera de plus en plus tant qu'un pont à l'est ne sera pas bâti. Je ne parle pas de l'abolition du péage sur les deux ponts, la motion à ce sujet est inscrite au *Feuilleton*.

M. l'Orateur, avec un budget aussi considérable et dépassant \$600,000,000, j'aurais pensé que l'on commencerait la construction d'une école d'horticulture dans la province, afin de donner aux horticulteurs et à ceux qui cultivent des fruits et des légumes l'opportunité d'améliorer la petite culture, de diversifier leur production d'accord avec la demande du marché, d'apprendre à préparer et emballer leurs produits, et de cette façon augmenter leurs ventes, leurs revenus et assurer un nombre plus considérable d'emplois.

Il y a aussi dans une ville de 30,000 habitants, la cité de Saint-Hyacinthe, un besoin urgent d'une école d'arts et métiers - il y a dans mon comté au-delà de 10,000 personnes employées dans l'industrie, le commerce. Je ne comprends pas, M. l'Orateur, comment il se fait qu'il n'y ait pas d'école d'arts et métiers. Je comprends que l'École du textile est provinciale. Elle rend de grands services à toute l'industrie du textile, mais il est nécessaire que nous ayons une école d'arts et métiers. Saint-Hyacinthe apporte sa contribution au développement et au progrès de la province avec son évêché, ses institutions de formation et ses bureaux-chefs de compagnie d'assurances canadiennes-françaises les plus importants. C'est le centre le plus français d'Amérique, et il n'est que raisonnable que les jeunes de chez nous puissent apprendre un métier dans notre ville et dans notre province, pour mieux gagner leur vie, au lieu de s'expatrier, avec tous les risques que cela comporte pour la jeunesse.

Dans mon comté, à quelques milles du plus grand centre du Canada, il y a certaines routes, M. l'Orateur, qui ont besoin d'être terminées. Il est difficile de s'imaginer qu'une route, où habitent près de 100 cultivateurs avec des fermes importantes, n'a que 14 pieds de large et qu'elle est située dans une des vieilles paroisses de la province. Cette route est impraticable la plupart du temps, ainsi que la route entre Saint-Bernard et Saint-Judes. Voici un autre exemple, et M. l'Orateur, je ne lirai que la lettre qui s'explique par elle-même.

Il (M. Saint-Pierre) lit une lettre pour appuyer ses dires.

En 1956, dit-il, à mon premier discours, ayant écouté l'honorable premier ministre rappeler à la Chambre que la province avait besoin de la coopération de tous les députés pour assurer le progrès de la province, je me rappelle, M. l'Orateur, avoir alors, avec ma meilleure éloquence et toute ma sincérité, attiré l'attention de l'honorable ministre des Travaux publics (M. Lorrain) sur l'état du palais de justice que l'on commençait à réparer, et après avoir dit en termes aussi acceptables que possible que le palais de justice s'effondrait sur lui-même, je demandais à l'honorable ministre d'aller constater sur place que les travaux seraient fort coûteux et difficiles. Je lui avais donné tous les détails. Je ne sais pas s'il y est allé, mais on m'avait dit dans le temps que c'était un monument historique. Là-dessus, je me rappelle lui avoir dit qu'une aile ajoutée, faite de pierres différentes, ôtait à l'édifice son caractère de monument historique, qu'il était mieux de bâtir un nouvel édifice qui logerait tous les services du gouvernement.

Je faisais cette suggestion avec toute la sincérité que peut avoir un citoyen qui aime sa province. A-t-on donné suite à ma demande qui était dans l'intérêt public? Non, M. l'Orateur. Comme député de l'opposition, je n'avais pas droit de savoir ce qui se passerait, ou ce qui serait fait. Je pouvais donner des informations, mais pourquoi me demander, à moi.

Nous avons vu que le travail en sous-œuvre se continuait, car de l'extérieur rien n'était visible, sauf un trou dans le mur, quelques vitres brisées, et un peu d'outillage. Il y a eu à ce qu'on dit du travail de fait. J'ai à chaque année par la suite demandé le coût des réparations, pour constater que \$355,000 avaient été dépensés sans qu'il apparaisse quelque chose; et durant tout ce temps, le gouvernement paie des loyers à plusieurs endroits.

Je suis d'avis, M. l'Orateur, que, si on avait fait suite à ma demande, on aurait sauvé \$350,000. J'aurais rendu ce service à ma province. Ce sont des expériences comme celles-là qui me font penser que tout gouvernement doit demander des soumissions publiques par les journaux pour tous travaux de construction ou de réfection, libre à lui d'accepter ou refuser.

C'est un fait que le contribuable, lui, agit ainsi: Fait-il construire une habitation? S'achète-t-il un vêtement? Il choisit et demande le prix, il n'achète pas ou ne donne pas une commande sans savoir ce qu'il lui en coûtera. Cela est logique et il s'attend à ce que les autorités municipales ou gouvernementales fassent de même. Après tout, il a son mot à dire, c'est lui qui paie.

Il me fait plaisir de souligner l'importance de l'horticulture et de l'agriculture dans mon comté et dans la province. Les journaux de la semaine dernière rapportent que la superficie enssemencée de la betterave à sucre dans la province avait été de 4,495 acres qui produisirent 67,580 tonnes de betteraves, et le comté de Saint-Hyacinthe est arrivé en tête avec une production de 42,265 tonnes et un rendement de 15.53 tonnes à l'acre. La raffinerie de Saint-Hilaire serait de 14,000 livres - 2,760 tonnes de pulpe sèche et 5,550 tonnes de mélasse.

J'espère que l'exemple de mon comté sera suivi, car la culture de la betterave à sucre est un revenu additionnel qui peut aider beaucoup les agriculteurs qui s'y consacrent. Il y a aussi, dans mon comté, beaucoup de culture maraîchère, et la production laitière rapporte de bons revenus.

Il y a évidemment un besoin urgent de creusage de certains cours d'eau et de drainage, mais il faut trouver aussi un moyen de conserver l'eau pour les périodes de sécheresse. Il y a le creusage de bassins de réserve ou autres moyens qui aideraient sensiblement nos agriculteurs.

À mesure que la population urbaine de notre province augmente, il devient de plus en plus nécessaire que les régions agricoles produisent davantage pour nourrir les citoyens. Il est aussi nécessaire que tous les produits se conservent ou soient employés.

L'automne dernier, des milliers de boisseaux de pommes sont restés sous les pommiers. Comme je l'ai dit dernièrement dans cette Chambre, j'espère bien que le gouvernement fédéral trouvera une solution à la crise du textile; le chômage de plusieurs villes, y compris Saint-Hyacinthe, est surtout dû au manque de travail dans nos industries qui assurent le gagne-pain de milliers d'ouvriers et de leur famille.

Et je termine en demandant au gouvernement de bien étudier l'excellent discours du chef de l'opposition en réponse au discours sur le budget. Il y a tout ce qu'il faut dans ce discours pour placer la province au premier rang de la Confédération.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement ne devrait pas tellement se vanter du montant élevé de ses revenus qu'il va chercher dans la poche des contribuables sous forme de taxes. Ces taxes, en effet, constituent 75 % des revenus de la province.

On dit que le pourcentage des taxes en général n'est pas augmenté, mais il reste que ces taxes frappent de plus en plus durement les contribuables. Et il y a des taxes qui ont été augmentées, celles qui frappent, par exemple, la gazoline. Cette taxe a été majorée de 6 cents le gallon

depuis 1939. Et le produit de cette taxe ne semble pas encore suffisant au gouvernement pour apporter un meilleur service sur les routes de la province.

La taxe de vente qui coûtait, en moyenne, \$3.79 au contribuable en 1944, lui coûte aujourd'hui, \$12.40. De plus, si l'on prend l'ensemble du produit de toutes les taxes, on se rend compte que leur coût par tête n'était que de \$19.57 en 1944, et qu'il est aujourd'hui de \$83.30. Il a quadruplé. Le même contribuable doit payer aujourd'hui donc quatre fois plus de taxes qu'en 1944, et personne ne songera à affirmer que son salaire ou revenu durant la même période a quadruplé.

La réalité, c'est que le gouvernement actuel taxe trop. Il perçoit trop d'argent en taxes directes et se désintéresse de plus en plus des immenses richesses de nos ressources naturelles. Au lieu de servir au bien-être de notre population, elles servent les intérêts d'amis influents du régime et des étrangers.

En 1944, dernière année du dernier régime libéral, les revenus provenant de l'exploitation de nos ressources naturelles représentaient 10.61 % du revenu de la province. Aujourd'hui, ils ne représentent que 5.5 %, abstraction faite du montant de \$2,800,000 provenant de l'Hydro-Québec.

Nos ressources naturelles ne rapportent pas à la province ce qu'elles devraient rapporter. Tout dernièrement, un ingénieur compétent, M. John Jeffrey Hanna, de Calgary, comparait les royautés que retire l'Alberta de l'exploitation de ses puits de pétrole à celles qui vont au Trésor du Québec dans le cas du minerai de fer. "Dans le Québec, disait-il, je viens tout juste d'apprendre que le minerai de fer est exporté à l'état brut en quantités considérables et qu'il ne donne qu'une royauté d'un cent la tonne, alors que celle-ci vaut \$10 au port d'exportation."

Le gouvernement se vante aussi d'avoir diminué la dette de la province de plusieurs millions. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que ça a été au détriment du petit payeur de taxes, des agriculteurs, des ouvriers et des colons. Dans le cas des agriculteurs, en particulier, la part du budget qu'on leur consacre n'est que d'environ 4 %, alors qu'elle était de 8 % en 1944. Si l'Union nationale avait été plus généreuse envers nos colons et nos agriculteurs, la dette de la province n'aurait peut-être pas baissé, mais nos agriculteurs seraient plus avancés et en meilleure situation financière, et nous aurions moins de fermes désertes.

Il (M. Turpin) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Questions et réponses:

Location d'avions, ministère de la Chasse

M. Hamel (Saint-Maurice): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1954 au 1^{er} novembre 1959, de quelles personnes, sociétés ou corporations le ministère de la Chasse a-t-il loué des avions?

2. À quelle date et à quelles conditions la location a-t-elle été faite dans chaque cas?

3. S'il y a eu un ou des contrats écrits de location, à quelle date chacun de ces contrats a-t-il été signé, et quelles personnes ont signé:

- a) Pour le gouvernement?
- b) Pour le locateur?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. De différentes compagnies ou personnes:

Aviation de Roberval,
Boréal Airways Co. Ltd.
Fecteau A. Transport Aérien ltée,
Trans-Gaspésien Aérien ltée,
Wheeler Airlines Ltd.,
Sanmaur Air Service ltée,
Bertrand Air Service,
Charlevoix Air Service,
Dolbeau Air Service,
Golt Belt Air Service ltée,
La Tuque Air Service Ltd.,
Lemelin Air Service ltée,
Les Ailes du Nord ltée,
Mont Laurier Aviation,
Nordair ltée,
Robert Pagé.

2. Voir les listes ci-jointes. (Document de la session no 65)

Le tarif chargé est celui qui est approuvé par la Commission du transport aérien (fédéral) et varie selon les marques d'avions et les régions.

3. Ces avions ont été réquisitionnés par les chefs de districts, les biologistes, après avoir reçu l'autorisation verbale de leurs supérieurs.

Gardes-chasse à bord des avions de la Trans-Gaspésien Aérien

M. Hamel (Saint-Maurice): A. Au cours des mois de décembre 1957 et janvier, février, mars et avril 1958, le ministère de la Chasse et de la Pêche a-t-il confié à la Compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée la tâche de survoler certaines régions de la province avec à bord de ses avions des gardes-chasse provinciaux?

B. Dans l'affirmative:

1. Combien le ministère a-t-il payé à la compagnie pour l'exécution de ce travail?

2. Quelles régions ont été survolées et à quelle date ou quelles dates pour chaque région?

C. 1. La même tâche a-t-elle été confiée par le ministère à la compagnie pour les saisons d'hiver 1958-1959 et 1959-1960?

2. Dans l'affirmative, à quelles conditions pour chacune des deux saisons?

3. Ces conditions sont-elles les mêmes dans chaque cas que pour la saison 1957-1958?

4. Dans la négative, en quoi sont-elles différentes?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): A. Oui.

B. 1. \$26,018.80

2. District de Québec,

Régions: Québec, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Gaspé, Saguenay, Lac-Saint-Jean, Charlevoix, Nouveau-Québec.

C. 1. Oui, pour la saison 1958-1959 seulement.

2. Pour la saison 1958-1959, aux mêmes conditions que pour celle de 1957-1958, soit: \$50 par heure de vol qui représente un total de: \$19,163.32.

3. Oui.

4. ...

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 154 modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 18 décembre 1959, à la page 3, souligne que le texte du projet de loi n'a pas encore été distribué.

2. La lettre du premier ministre du Canada, M. Diefenbaker, a été lue en Chambre le 10 décembre 1959.

3. Le *Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 1, précise que la lettre a été rendue publique à Ottawa le midi même.

4. Le montant accumulé en fiducie, pour les universités québécoises, à la Conférence canadienne des universités est d'environ \$25,000,000.

5. Le *Montréal-Matin* du 18 décembre 1959, à la page 3, souligne que la députation a écouté la lecture de la lettre "avec une vive attention et un profond silence." Selon *L'Événement* du même jour, à la page 1, la lettre a été écrite en français puis traduite en anglais.

6. En plus du Québec, l'Ontario n'a pas "loué" au gouvernement fédéral son droit de taxation sur les revenus des corporations.

7. Le discours sur le budget a été présenté lors de la séance du 10 décembre 1959.

8. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

9. Le *Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 5, note en effet que le *Feuilleton* de la Chambre donne avis d'un projet de loi au nom de M. Sauvé "concernant une aide financière aux universités de la province" (Bill 58). Il y a également à l'ordre du jour, en deuxième lecture, un projet de loi qui se rapporte aux investissements immobiliers des universités (Bill 3).

10. Chiffre du *Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 9. Le *Devoir* du même jour, à la page 6, écrit plutôt "200 gymnases".

11. *La Voix de l'Est* du 11 décembre 1979, aux pages 2 et 7, reproduit un discours de M. Brown en réponse au discours du budget. À la lumière des autres sources, ce texte ne semble pas avoir été prononcé en Chambre.

12. M. Earl a prononcé ce discours lors de la séance du 15 décembre 1959.

13. Données rapportées par *Le Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 9. *La Presse* du même jour, à la page 39, écrit plutôt "depuis 12 ans".

14. Il s'agit de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.).

15. Chiffre du *Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 9. *La Presse* du même jour, à la page 39, mentionne plutôt "\$261,470,000 en 1951, et \$185,452,999 en 1957". *La Frontière* du 24 décembre 1959 mentionne, quant à elle, le dernier des chiffres comme étant plutôt "\$185,452,000".

16. Juan Domingo Peron (1895-1974). Homme politique argentin, élu président de la République en 1946, mais renversé par un putsch en 1955. Dès son élection, il établit une dictature qui s'appuie à la fois sur le clergé, les partis de gauche et les nationalistes d'extrême droite. Alliant mesures sociales, anti-américanisme et répression, il arrive, en moins de 10 ans, à transformer radicalement le pays, en négligeant toutefois l'agriculture.

17. *Le Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 26, précise que lorsque M. Sauvé se lève sur un point d'ordre, les dernières paroles de M. Galipeault se perdent dans le bruit des applaudissements.

18. Le père du député de Québec-Ouest était Antonin Galipeault (1879-1971), député libéral de Bellechasse de 1909 à 1930. Il fut Orateur de la Chambre de 1916 à 1919, puis ministre des Travaux publics et du Travail dans les cabinets Gouin et Taschereau de 1919 à 1930.

19. *Le Nouvelliste* du 18 décembre 1959, à la page 14, écrit que le discours de M. Galipeault a entraîné le débat "le plus violent" en Chambre depuis le début de la session.

20. M. Guillemette parle de M. Lesage, chef du Parti libéral ne siégeant toutefois pas en Chambre, qui prononce régulièrement des discours au club politique du Parti libéral à Québec.

21. Chiffre du *Soleil* du 18 décembre 1959, à la page 25. *La Presse* du même jour, à la page 16, écrit plutôt "775,000".

Séance du vendredi 18 décembre 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides;
- bill 40 des écoles d'architecture et des écoles des beaux-arts;
- bill 49 concernant l'administration de la justice dans les Îles-de-la-Madeleine;
- bill 93 concernant certains pouvoirs de la cité de Montréal;
- bill 195 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel;
- bill 108 concernant la ville d'Amos, la commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi inc.;
- bill 111 modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 112 concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture;
- bill 114 modifiant la charte de Farnham;
- bill 115 accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville;
- bill 124 relatif à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust;
- bill 127 confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache;

- bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 156 concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers;

- bill 158 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;

- bill 163 modifiant la charte de la cité de Westmount;

- bill 177 concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs;

- bill 192 concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon;

- bill 201 concernant Sir George Williams College;

- bill 217 concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances;

- bill 219 concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby;

- bill 220 concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

- bill 234 concernant la corporation d'Oka.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin, après le mot "Montréal", ce qui suit:

" , sauf les droits existants en faveur du vendeur, en vertu de l'acte passé devant Me Paul Poirier, notaire le 21 octobre 1959, sous le numéro 10,321 de ses minutes."

Projets de loi:

Hôpital général Fleury inc.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 247 relatif au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre

officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, à la première ligne, les mots "Les personnes" par ce qui suit:

"Nonobstant les dispositions de l'article 124, les personnes".

2. L'article 15 est modifié en remplaçant le sous-article 528a par ce qui suit:

"528a. "Nonobstant les dispositions de l'article 526, le conseil peut imposer un permis annuel ne dépassant pas deux cents dollars, sur chaque phonographe dont l'usage est autorisé par la loi et qui fonctionne au moyen de pièces de monnaie, et en percevoir le montant de son propriétaire, locataire ou exploitant."

Projets de loi:

Pincourt

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 constituant le village de Pincourt en corporation de ville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Aide aux universités

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

Conformément aux nombreuses indications données en cette Chambre et en dehors, il s'agit d'une

loi qui établira de façon permanente un système de subventions annuelles aux universités de la province de Québec. Ces subventions seront basées sur le montant de \$1.50 par tête de population de la province de Québec, déterminées d'après le dernier recensement statistique de la province de Québec, et réparties entre les différentes institutions universitaires, et je dis "institutions universitaires" parce qu'elles comprennent une partie du cours secondaire¹, au prorata du nombre des élèves dans ces institutions.

Les fonds nécessaires seront pris à même le fonds de l'éducation², donc la loi telle que présentée ne prévoit pas l'imposition d'aucune nouvelle taxe. C'est une loi qui se situe entièrement dans la juridiction constitutionnelle de la province de Québec.

Je me permets de demander à la Chambre de prendre quelques minutes de son temps pour un à-côté qui est intimement lié au sujet de cette loi. Il est probable que la session sera ajournée aujourd'hui jusqu'en janvier. La question des subventions aux institutions universitaires est actuellement l'objet, dans la province de Québec, de commentaires nombreux et divers.

Me serait-il permis, tout en respectant la liberté de parler et d'écrire, de demander à tous ceux qui veulent se prononcer sur cette question de tenir compte non seulement de l'importance de trouver une solution au problème universitaire, mais en même temps de la façon dont ce problème se situe dans le contexte des relations fédérales-provinciales et dans le contexte du partage des pouvoirs fiscaux entre Ottawa et Québec.

Ce partage influera évidemment sur l'atmosphère qui doit exister d'aujourd'hui à 1962, alors que tous les gouvernements seront appelés à poser des gestes qui influenceront sur les relations fédérales-provinciales dans les années à venir³.

Je n'ai aucun doute que la période que nous avons à traverser d'ici 1962 est la plus importante dans l'histoire des discussions entre les pouvoirs fédéral et provinciaux. Si on ne réussit pas en 1962 à faire un pas important dans la voie du respect intégral de l'esprit et de la lettre de la Constitution, on aura fait un pas immense dans le sens contraire.

Je demande à ceux qui veulent se prononcer là-dessus qu'on traite la question en tenant compte non seulement de son importance en elle-même, mais aussi de ses répercussions sur l'ensemble des relations fédérales-provinciales. Et veuillez croire qu'en prononçant ces paroles je parle en toute franchise. Il ne faut risquer aucun commentaire qui puisse compromettre le succès des pourparlers noués entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Je tiens à souligner ici l'attitude du chef de l'opposition qui a apporté au gouvernement une collaboration précieuse en y allant avec une extrême prudence et en observant une discrétion pour laquelle il mérite des félicitations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi électorale

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant la loi électorale de Québec.

Cette mesure contient, avec d'autres amendements, deux dispositions principales: l'une qui rajuste le traitement du président général des élections, Me François Drouin, c.r., et l'autre, qui porte de un à deux le nombre des énumérateurs dans les villes⁴.

(Applaudissements et coups frappés sur les bureaux des deux côtés de la Chambre)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Souriant) À mon tour, je dois souligner l'extrême prudence avec laquelle le premier ministre s'engage sur la voie des réformes électorales⁵.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 concernant les Statuts refondus de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Exposition universelle à Montréal

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 pour favoriser la tenue d'une exposition universelle à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour objet de favoriser l'exposition mondiale dans la métropole l'année du centenaire de la Confédération canadienne. Il (l'honorable M. Sauvé) demande à la Chambre de faire diligence en faisant passer immédiatement par toutes les étapes le projet de loi en question⁶. Il faut, dit-il, que la demande en vue de la tenue de l'exposition mondiale soit faite aux intéressés avant le 15 janvier. Il nous reste donc très peu de temps pour entreprendre les pourparlers

nécessaires entre gouvernements et autres organismes directement intéressés.

Une pareille exposition exige des déboursés de quelque \$40,000,000 au total. On prévoit des dépenses de \$14,000,000 pour l'administration seulement, tandis que l'installation des services d'aqueduc et d'égout coûtera environ \$11,000,000 et les pavillons d'usage général, quelque \$18,000,000. Au total, y compris les dépenses diverses et autres inhérentes à la mise à exécution d'un projet aussi gigantesque, les déboursés totaliseront \$40,000,000.

Il ne veut pas révéler, dit-il, la part que le gouvernement provincial consentira à fournir en marge du projet. Il est plus sage d'entreprendre d'abord les pourparlers avec les intéressés avant de fixer le montant que la province consentira à déboursier, en vue de la tenue de l'exposition universelle dans la métropole. Quand viendra le moment, la Chambre sera consultée.

La possibilité de récupérer une bonne partie des investissements dans ce projet est grande, puisque la location des espaces seulement donnera quelque \$5,000,000. Au total, on récupère environ \$22,000,000. Il est évident aussi qu'à même les revenus provenant des impôts, la taxe de vente par exemple, la province pourra être complètement remboursée, soit par les revenus de la location ou ceux provenant des impôts.

Le commerce, non seulement de la région de Montréal, mais celui de toute la province, retirera des avantages considérables de cette exposition si on arrive à s'entendre pour la tenir dans notre province. Si une telle exposition universelle était tenue à Montréal, cela aiderait la ville à conserver son titre de métropole du Canada.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les libéraux approuvent le bill et ils donneront leur approbation à toutes les mesures destinées à faciliter la tenue de l'exposition universelle à Montréal. J'ai mentionné dans mon discours sur le budget⁷, dit-il, alors que je traitais du tourisme, l'importance de tenir des grands spectacles pour attirer le touriste; cette exposition en est sûrement un. Personne dans la province ne peut s'opposer à ce que cette exposition soit tenue à Montréal, car tous en bénéficieront en quelque sorte.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1960-1961 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 17 décembre courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond): Je voudrais profiter de cette première occasion qui m'est offerte pour faire une mise au point relativement à des annonces publiées dans les journaux de la province, jeudi le 17 décembre.

La compagnie Dominion Textile, dans une annonce d'une demi-page, s'est prévalu du débat qui a eu lieu en cette Chambre la semaine dernière⁸ pour prétendre que le vote unanime des membres de l'Assemblée législative sur la motion du textile devait être interprété comme un geste soutenant la compagnie dans son différend avec les tisserands de Magog.

Eh bien! Je tiens à déclarer que cette publicité est contraire aux faits et à la vérité. D'abord, j'ai bien prévenu la Chambre, dès le début de mes remarques, de mon intention de ne faire aucune allusion à la grève de Magog en cours, mais que j'espérais que les députés allaient avoir prochainement l'occasion de traiter de ces conflits qui surviennent périodiquement depuis 1937.

Jamais, en aucune façon, au cours de mes remarques et de celles de mes collègues, nous n'avons dit ou laissé entendre que la Dominion Textile pouvait être justifiée par les conditions actuelles à refuser de se rendre aux demandes des tisserands de Magog.

De plus, la Dominion Textile a volontairement tronqué le compte rendu des journaux en omettant de publier que, dans les remèdes qui ont été suggérés, j'ai rappelé aux compagnies de textile qu'elles devaient songer à utiliser une partie de leurs profits pour améliorer les conditions de leurs employés, ainsi que leur production, afin de rencontrer la concurrence étrangère.

Je profiterai de l'occasion pour protester énergiquement contre l'attitude inqualifiable de la Dominion Textile qui, au moment même où les séances de conciliation débutaient sous la direction du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), pendant que les membres de cette Chambre s'abstenaient de toute discussion, pendant que les tisserands eux-mêmes évitaient tout geste pouvant nuire aux négociations, la Dominion Textile continuait sa publicité tapageuse dans les journaux et à la T.V.

C'est une attitude malheureuse et condamnable qui n'est ni à l'honneur, ni à l'avantage de la Dominion Textile.

Quand on considère que la compagnie Dominion Textile a réalisé, d'après le journal *L'Action catholique* du 13 novembre 1958, des gains nets de \$51,450,590 durant les sept dernières années, soit de 1953 à 1959 inclusivement; quand on sait que la Dominion Textile a augmenté son actif immobilier de \$50,933,506, qu'il était à \$87,457,205 en 1959; quand on sait que les profits nets de cette compagnie se sont élevés durant cette même période de temps à \$12,059,358, en sept ans; quand on sait qu'elle a payé des dividendes à ses actionnaires pour le montant de \$10,415,928 durant cette même période; quand on sait que cela ne l'a pas empêchée d'accuser des dépréciations effectuées de 1953 à 1959, pour \$25,939,940; et cela, en dépit de sa dette obligataire qu'elle a diminuée de \$14,000,000 à \$9,000,000 en sept ans, de payer \$8,000,000 d'impôts etc., je crois que la Dominion Textile est bien mal venue à l'heure actuelle d'alléguer que sa situation financière ne lui permet pas de considérer les revendications syndicales qui ont été approuvées par un comité d'arbitrage.

J'espère, M. l'Orateur, que nous ne serons pas obligés de revenir en cette Chambre sur ce grave conflit et que la Dominion Textile négociera enfin en toute bonne foi dans le plus grand intérêt de ses quelque mille employés du Québec à qui va toute notre sympathie.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a dit que "le Québec traverse une période de prospérité sans précédent". Il faut faire une distinction entre la prospérité du gouvernement et celle de la province. Je conçois

qu'une administration se dise satisfaite quand elle dispose d'un budget de \$615,000,000. Mais la population a bien des raisons de ne pas partager le même optimisme, car les impôts qui font la prospérité du gouvernement avilissent le niveau de vie des familles.

Un budget peut être interprété comme étant un signe de prospérité si les fonds publics proviennent du surplus des revenus du peuple et si ces impôts n'affectent pas le niveau de vie des familles. Malheureusement, ce n'est pas le cas du Québec. La situation de la famille québécoise est inquiétante.

Si on considère d'abord les salaires qui sont payés dans le Québec, nous constatons que la moyenne s'établissait au 2 juillet 1959, d'après la *Gazette du travail d'Ottawa*, à \$70.69, soit bien en dessous de la moyenne de tout le Canada qui est de \$73.82 par semaine, tandis que le salaire moyen de l'Ontario est \$76.94, et celui de plusieurs villes ontariennes de \$95.63, \$92.13, \$85.89, \$85.32, etc. Dans le Québec, à Québec même, il est de \$60.92, à Drummondville de \$60.07, à Montréal de \$71.85, et à Sherbrooke de \$59.27. Notre province est au sixième rang dans le pays pour les salaires. On ne peut certainement pas qualifier de raisonnables et encore moins de familiaux, des salaires aussi peu élevés, quand on sait que, d'après une étude, L'Office des statistiques d'Ottawa, au mois de mai 1958, établissait à plus de \$80 par semaine, soit à \$85.80, le salaire minimum pouvant permettre à une famille de trois personnes seulement de subsister. Et le salaire minimum de santé et efficacité à \$91.57 pour le père, la mère et un enfant.

Eh bien, je ne crois pas que l'on soit justifié de taxer des familles salariées qui touchent un revenu aussi bas. Mais le gouvernement provincial ne tient pas compte de cette constatation et impose une taxe sur les ventes de 6 % qui accroît considérablement les charges de la famille.

Peut-on soutenir en toute connaissance de cause que le cultivateur québécois a un revenu qui lui permet de payer des taxes au gouvernement provincial? Malgré les déclarations pour le moins surprenantes faites périodiquement par le premier ministre et son ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), il n'en demeure pas moins que le cultivateur du Québec vit dans des conditions économiques et sociales très au-dessous des autres classes de la société.

Il est contraire aux faits de soutenir que le cultivateur du Québec est prospère, quand on sait que le revenu moyen du cultivateur dans le Québec équivaut, d'après un rapport de la Coopérative fédérée du Québec devant un comité sénatorial, à

\$30 par semaine. Les autorités compétentes dans le domaine agricole ont raison d'affirmer que l'agriculture québécoise connaît à l'heure actuelle de graves difficultés qui menacent de compromettre son avenir.

Ce ne sont donc pas les cultivateurs du Québec, avec un revenu hebdomadaire aussi dérisoire que \$30, qui ont le moyen de payer une taxe sur les nécessités de la vie comme médicaments, meubles, ustensiles, vêtements, etc.

Nombre de chefs de famille sont privés de travail. Les statistiques officielles démontrent que près du tiers des chômeurs de tout le pays se trouvent encore dans la province de Québec, quoique l'Ontario compte un plus grand nombre de sans-travail depuis quelques mois.

En juillet 1959, la période où l'embauchage est à son niveau le plus élevé de l'année, d'après la *Gazette du travail d'Ottawa*, il y avait 94,199 chômeurs d'enregistrés aux bureaux d'assurance-chômage. Si l'on considère le nombre considérable de sans-travail qui négligent de s'enregistrer, on peut affirmer que le nombre réel de chômeurs dans le Québec était beaucoup plus élevé que ne le révélaient les statistiques officielles.

Et pourtant, malgré les tristes conditions dans lesquelles se débattent ces chefs de famille qui sont privés de travail, ils sont obligés, comme toutes les autres classes plus fortunées de la société, de payer une taxe de vente de 6 % quand ils font l'achat de certaines nécessités pour la vie comme les vêtements, le chauffage, les médicaments, etc.

On me permettra de dénoncer l'apathie et l'indifférence dont fait preuve le gouvernement actuel envers cette classe si éprouvée de notre société. Le chômage est l'une des grandes plaies modernes de notre système capitaliste dont ne semblent pas se soucier beaucoup de nos gouvernants, puisqu'ils ne daignent même pas y faire la moindre allusion dans le discours sur le budget. Je me demande ce que pensent les familles de nos chœurs quand elles entendent vanter la grande prospérité économique de notre province?

Il est reconnu que le nombre des familles propriétaires du logement qu'elles occupent est un indice de la prospérité des familles. Eh bien, dans le Québec, d'après les enquêtes faites par des organismes comme la L.O.C.⁹ et la Société Saint-Jean-Baptiste¹⁰, plus des quatre cinquièmes des familles urbaines du Québec, soit 82.5 % sont locataires. À Montréal, 96.5 % des familles ouvrières sont locataires.

C'est également dans le Québec où les logements sont les plus petits de tout le Canada, car plus de 60 % des familles du Québec vivent dans des

logements de moins de cinq pièces, tandis que plus de 200,000 familles comptent plus de six personnes. Et ce qui nous révèle bien la gravité de cette situation, c'est ce qu'affirmait la Société Saint-Jean-Baptiste devant la commission Tremblay¹¹, quand elle déclare que 80 % des familles de notre province vivent dans des logements insalubres, soit malsains ou trop étroits.

Je considère que des familles qui ne peuvent même pas se loger convenablement ne devraient pas être contraintes de payer une taxe de vente de 6 % sur les nécessités de la vie.

Dans une mémorable déclaration, le sous-ministre de la Santé a affirmé que plus de 80 % des familles du Québec n'ont pas les revenus suffisants pour assumer les soins hospitaliers et médicaux. Ce n'est certainement pas un signe de prospérité, et pourtant, cela n'empêche pas le gouvernement provincial de Québec de se payer le luxe de fournir environ \$50,000,000 par année pour acquitter les comptes d'hôpitaux des familles des autres provinces.

Toutes ces familles à revenus modiques, soit 80 % d'après le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc), sont cependant obligées de payer une taxe provinciale quand elles font l'achat de médicaments et de remèdes.

Le nombre des pensions de toutes sortes que nous payons à nos miséreux établissent que nous sommes un peuple de nécessiteux, car dans tous ces domaines, nous sommes en avance sur l'Ontario, qui compte beaucoup moins de mères, de vieillards ou d'infirmités nécessiteux que nous. De plus, un grand nombre d'enfants de notre province sont dans l'obligation de quitter l'école à cause du manque de moyens de leurs parents. Notre fréquentation scolaire est trop faible; elle est scandaleusement inférieure à ce qu'elle devrait être.

Il en coûte beaucoup plus cher pour vivre, et surtout pour manger, dans le Québec, où le prix des aliments est le plus élevé de tout le pays. En avril 1958, l'indice du coût des aliments était de 123.7 à Toronto et de 127.4 à Montréal. Dans le Québec où il n'y a pas de gratuité scolaire, pas d'assurance-hospitalisation, où il y a des taxes additionnelles sur le tabac, l'essence, etc.

Voilà un tableau sombre et incomplet, mais malheureusement bien authentique, des conditions sociales et économiques qui prévalent dans cette province que l'on dit si prospère.

Il (M. Lafrance) s'étonne du fait que le gouvernement actuel, qui est dirigé par un père de famille, n'a pas encore songé à corriger certaines graves injustices sociales envers la famille qui existent dans notre mode de taxation provinciale.

L'impôt provincial ne tient pas suffisamment compte des droits de la famille. La grande réforme qui s'impose dans la politique provinciale, c'est la reconnaissance des droits de la famille en principe et en fait.

Il faut placer au haut de cet édifice la justice sociale pour la famille, justice en vertu de laquelle l'État doit tenir compte des revenus et des besoins des familles. Il est absolument antisocial et antifamilial, et opposé aux enseignements chrétiens que le père de famille ayant de nombreux enfants et qui gagne \$60 par semaine paie exactement le même impôt sur les ventes qu'un célibataire dont le chèque de paye atteint \$100. Ce qui est encore inconcevable, c'est que non seulement le père paie la même taxe de vente, mais qu'il la paie autant de fois qu'il a d'enfants. Ce qui est souverainement injuste dans cette taxe, c'est qu'elle atteint tout le monde également, riches et pauvres, célibataires et chefs de famille nombreuse.

Il demande au gouvernement de repenser notre mode de taxation en fonction des besoins de la famille nombreuse. Alors, dit-il, on cessera de punir les parents qui ont assez de générosité pour accepter les enfants que la Providence leur confie. Les familles n'existent pas pour l'État, mais l'État a été créé pour elles, pour les protéger, les aider.

Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a cité des chiffres impressionnants sur la production industrielle du Québec. Mais nous ne contrôlons que 10 % de l'industrie québécoise. Dans l'industrie primaire, notre part est encore plus infime. Si le ministre est satisfait de cela, une forte partie des nôtres ne se contentera plus des prophéties périodiques de ministre sur la supériorité économique du Québec, mais exigera demain une véritable planification.

Il (M. Lafrance) reprend la suggestion du chef de l'opposition à l'effet de créer un ministère des Ressources naturelles. Alors que nos deux minerais, le fer et l'amiant, dit-il, servent à enrichir et à procurer des emplois aux étrangers, le ministre du Commerce se dit fier et satisfait... D'autres provinces et d'autres pays tirent une grande richesse de leur sous-sol; le Québec, lui, se contente d'une maigre pitance.

Le plus grand problème de l'heure, c'est la libération économique de notre peuple, car chez nous la vie économique est gardienne de la langue et de la culture. L'Union nationale loin d'aider au relèvement économique des nôtres a contribué à la naissance de nouveaux trusts, comme ceux du fer et du gaz naturel.

Au sujet de la participation des nôtres à l'exploitation des ressources naturelles, nous devrions nous faire reconnaître comme partenaires et exiger qu'une part du minerai soit ouverte dans le Québec, vendre les concessions minières par voie de

soumissions publiques et exiger le maximum de bénéfices pour les citoyens du Québec.

L'important, c'est que le gouvernement provincial se libère de sa mentalité colonialiste et prenne enfin conscience de l'ampleur de ses responsabilités économiques et sociales. Pour cela, il lui faudra avoir un minimum de fierté nationale et l'ambition de devenir maîtres chez nous.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

M. l'Orateur, je tiens à souligner tout d'abord que je n'ai aucunement l'intention de répondre au député qui vient de parler. Même si c'est vendredi, je n'ai aucun goût pour le fiel et le vinaigre...

M. Lafrance (Richmond) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant que l'honorable ministre ne peut accuser un autre membre de la Chambre d'avoir tenu un langage qui justifie une telle appréciation. Le député n'a pas le droit de dire cela. Si les règlements s'appliquent de la même façon pour les deux côtés de la Chambre, je demande qu'on exige du ministre qu'il retire ses paroles. Il n'a pas le droit de qualifier ainsi le discours que je viens de prononcer.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce que je voulais dire, tout simplement, c'est que je n'ai pas de goût pour le fiel et le vinaigre...

M. Hamel (Saint-Maurice): (Secondé par plusieurs députés de l'opposition) Le ministre ne retire pas ses paroles?

Décisions de l'Orateur:

Paroles jugées parlementaires

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que les paroles prononcées par l'honorable ministre de la Voirie ne s'adressaient à aucun député en particulier et qu'elles ne sont pas ainsi antiparlementaires au sens de l'article 285 du Règlement. Il n'y a aucun règlement en cette Chambre qui défend à un député de dire qu'il n'a pas de goût pour telle ou telle chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision¹².

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemar, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Lizotte, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Sommerville, Talbot, Thibault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de son exposé d'une remarquable sobriété et d'une merveilleuse précision qui est un reflet de l'excellente administration financière de la province. Bien qu'il ait parlé pendant près de trois heures d'horloge, dit-il, le chef de l'opposition n'a pas été capable de le réfuter, ni même de l'entamer. Son roman-fleuve, son roman noir a peu de chances d'avoir un succès d'édition dans la province de Québec.

La population sait bien que sa situation s'est améliorée dans tous les domaines. Personne ne lui fera croire qu'une province qui diminue sa dette de \$110,000,000 en 15 ans est une province qui va mal. Personne ne lui fera croire qu'un gouvernement qui a baissé de \$87.10 à \$39.10 la dette *per capita* n'a pas une bonne administration financière.

Cette population a appris à faire des comparaisons avec la province d'Ontario. Elle sait que la dette ontarienne dépasse le milliard, qu'elle représente \$151.20 par tête, contre \$39.10 pour la province de Québec. Elle sait qu'en Ontario, le seul service de la dette publique coûte \$2,000,000 par semaine. Il est clair pour tout le monde que nous avons fait des progrès extraordinaires en ces dernières années.

Commençons par le domaine agricole. Aucune province n'a un prêt agricole aussi généreux, aussi large que le nôtre, un prêt qui accommode autant de monde à des conditions aussi faciles.

Dans le domaine de l'électrification rurale, nous sommes à la tête de toute la Confédération. Et pourtant, vous savez d'où nous sommes partis. En 1943, le premier ministre du temps¹³, qui était

agronome, admettait que seulement 20 % de nos fermes étaient électrifiées. Aujourd'hui, la proportion est de 97 %. L'Ontario, qui avait de l'avance sur nous, n'a pas encore atteint 90 %, et la moyenne pour tout le Canada est de 74 %.

Pas une province n'a, comme la nôtre, trois facultés d'agriculture, 13 écoles moyennes d'agriculture et des institutions spécialisées comme l'École de laiterie et l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe.

La province de Québec est encore la seule province du pays à aider à la construction d'habitation familiale. Grâce à cette loi, 34,442 habitations nouvelles ont été construites logeant 43,401 familles... Quarante-cinq compagnies et 705 caisses populaires ont prêté \$257,479,000 en vertu de cette loi. La province de Québec a elle-même engagé \$75,341,000 dans l'aide à l'habitation. Elle a déjà payé \$31,765,000 en pur don aux nouveaux propriétaires qui reçoivent en moyenne \$2,000 chacun.

Le gouvernement de la province de Québec n'a pas de leçon à recevoir de qui que ce soit en ce qui concerne le sens social. Elle est la seule du pays à maintenir un ministère de la Colonisation. Dans toutes les autres provinces, les colons ne reçoivent à peu près aucune aide de l'État. Depuis 15 ans, le gouvernement de la province de Québec a réussi à augmenter notre domaine agricole de 1,000,000 d'acres et à placer en pays neuf 23,830 Canadiens.

Dans le domaine de l'électricité, nous sommes aussi à la tête de toute la Confédération. En 1944, la puissance de nos turbines était de 5,847,322 chevaux-vapeur. Aujourd'hui, elles dépassent les 11,000,000 de chevaux-vapeur. À elle seule, notre province produit 48 % de l'électricité de tout le pays.

Nous avons aussi les plus bas taux d'électricité de tout le Canada. Nous partageons même avec la Norvège l'honneur d'avoir les plus bas taux du monde entier. Grâce à une électricité abondante et à bon marché, grâce aussi à la stabilité du gouvernement et à la qualité de notre population, notre province est celle qui peut se vanter d'avoir fait les plus grands progrès dans le domaine industriel. Au cours des dernières 10 années, la province s'est enrichie de 5,400 nouvelles industries.

Si le Parti libéral avait appliqué les principes qu'il prêche aujourd'hui durant les 45 ans qu'il a été au pouvoir, il y a belle lurette que nous aurions dépassé l'Ontario dans le domaine de l'industrialisation, et le député de Richmond (M. Lafrance) n'aurait pas prononcé le discours qu'il vient de faire. Mais même avec ce recul et surtout grâce à la politique du gouvernement depuis une quinzaine d'années, nous pouvons nous vanter justement d'être à l'heure

actuelle à la tête de la Confédération dans les domaines suivants: production du minerai de fer, de l'aluminium, du papier journal, de l'amiante, de la fabrication des appareils électriques, des vêtements, des chaussures, du textile, du tabac, des produits chimiques et aussi dans la production du matériel ferroviaire.

Il n'y a qu'un seul domaine où nous sommes à la queue de la Confédération et c'est celui des chemins de fer. Nous ne possédons que 4,000 milles de chemin de fer, alors que dans l'Ontario on établit à 16,000 milles la longueur des voies ferrées. En dépit du fait que la province de Québec compte 33 % de la population du Canada, elle ne dispose que de 11 % des lignes ferroviaires du pays. Mais cela ne relève pas de Québec et je suis surpris que le Parti libéral fédéral, qui a été au pouvoir pendant 25 ans, et que le chef du Parti libéral provincial, qui a été ministre pendant plusieurs années à Ottawa¹⁴, n'ait pas tenté de corriger cette situation déplorable.

C'est peut-être dans le champ de l'éducation qu'il y a le plus de progrès. Les écoles dans toute la province se sont multipliées à un rythme étonnant. Aux niveaux primaire et secondaire, la fréquentation scolaire a doublé dans la province depuis quelques années. Nous sommes à l'heure actuelle à la tête de toutes les autres provinces en ce qui concerne l'éducation universitaire. La province de Québec est celle qui a le plus d'institutions pour l'enseignement familial. Elle est aussi la seule de tout le pays à avoir un ministère de la Jeunesse, dont la création remonte à 1946.

Il rappelle la réalisation de ce ministère, en soulignant qu'il a été bâti de toutes pièces par le chef du gouvernement actuel. Ce département, dit-il, a ouvert une série d'établissements pour la formation technique et professionnelle des nouvelles générations. Ces institutions n'ont pas de pendant dans le reste du Canada. On compte huit instituts de technologie dans le Québec, tandis qu'en Ontario, il n'y en a que quatre. Notre province compte 40 écoles d'arts et métiers, alors que dans la province voisine, il y en a une seulement. Quant aux écoles spécialisées, il y en a sept dans le Québec et aucune dans l'Ontario.

Le ministère de la Jeunesse a également établi le plus beau système de bourses qui existe à l'heure actuelle en Amérique du Nord. La province de Québec paie plus à elle seule que toutes les provinces de la Confédération réunies. Dans ce domaine, la province de Québec paie cinq fois plus que la chère province d'Ontario qu'affectionnent nos amis d'en face. Au Québec, aujourd'hui, tous les étudiants qui en ont besoin ont des bourses. Sur les 3,800 élèves de l'Université Laval, l'an dernier, seulement 477 n'avaient pas de bourses.

Même dans le domaine de la voirie, nous en sommes arrivés à des sommets. Aux environs de 1944, la province de Québec était la fable (sic) de la Confédération. Toutes nos grandes routes étaient à refaire, la voirie rurale était à peu près inexistante. Pour remettre du gravier sur les routes qui en manquaient, il fallait \$20,000,000. Nous avions un ministère désorganisé, et à cause des salaires infimes, on avait laissé partir nos ingénieurs.

Après 15 années, je peux proclamer que toutes les grandes routes de la province ont été refaites sur 90 % de leur longueur. Québec est de toutes les provinces du pays celle qui a le plus de routes pavées et asphaltées par rapport à l'ensemble de son réseau.

Les statistiques à ce sujet, je ne les trouve pas dans un rapport du gouvernement provincial, dans une revue québécoise, mais dans un imprimé ontarien *Road and Engineering Construction*: 24 % au Québec, 17 % en Ontario, 9.1 % dans l'ensemble du Canada.

La province de Québec est la seule province de la Confédération qui s'occupe de construire et d'entretenir elle-même tout un réseau de routes rurales importantes, un réseau qui s'évalue à \$20,000,000. Nous avons à l'heure actuelle la plus belle voirie rurale de toute la Confédération. Tout cela a été fait sans que les municipalités ne soient obligées de déboursier alors que, en Ontario, l'année dernière, les municipalités rurales, pour leurs routes rurales, ont dû déboursier \$64,000,000.

L'autoroute des Laurentides est la plus moderne qui existe à l'heure actuelle au monde. Le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) l'a comparée à la route 401 de l'Ontario, mais cette dernière ne saurait soutenir la comparaison. Il s'agit d'une route à quatre voies dans la plus grande partie, et non à six voies, comme l'autoroute des Laurentides. Cette route 401 est comparable à la route de Montréal à Sainte-Anne-de-Bellevue. Je suis étonné du coût de la route 401. Les routes semblables dans la province de Québec coûtent beaucoup moins cher. Nous n'avons pas de leçon à recevoir de l'Ontario pour le coût des routes. On se rappelle les avatars qui se sont produits en Ontario. Deux ou trois ministres ont dû y laisser leur chemise.

En résumé, nous n'avons pas à avoir honte dans la Confédération, car nous occupons la première place dans la plupart des domaines. Cette situation, nous la devons indubitablement à l'homme qui, pendant 15 ans, a dirigé les destinées de la province, l'honorable Maurice Duplessis. Quand Maurice Duplessis a repris le pouvoir en 1944, la province s'enfonçait dans la médiocrité. Avec un courage inlassable, il a travaillé jour après jour pour faire gravir au Québec

les échelons qui l'ont amené au succès que l'on constate aujourd'hui. Il a réussi à lui donner un avenir brillant, à lui réserver un sort qui suscite l'admiration et même l'envie des autres provinces.

Il y a laissé sa vie. Il est allé mourir à Schefferville, au centre de ce territoire que sa ténacité avait réussi à ouvrir à la civilisation. Comme tout le peuple de cette province, nous avons été peinés de sa disparition. Mais, même dans notre chagrin, à aucun moment nous n'avons été désespérés, parce que nous savions qu'il y avait parmi nous un homme prêt à la relève. C'est pourquoi, nous, de l'Union nationale, d'un commun accord, sans aucune dissension, nous nous sommes unis pour demander à cet homme de se mettre à la tête du gouvernement. L'esprit de travail, l'esprit de décision, la fermeté, la dignité dont il a fait preuve, nous ont prouvé amplement que nous avions raison de le choisir, et nous sommes assurés qu'avec lui, la province de Québec continuera à marcher sur le chemin du succès et de la gloire.

(Applaudissements à droite)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité des voies et moyens.

Le comité siège durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 55 pour favoriser la tenue d'une exposition universelle à Montréal.

Demande et dépôt de documents:

Personnel de la Commission du salaire minimum

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec, en

regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 66)

Suspension

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre soit suspendue jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi pour rendre hommage à la mémoire de l'honorable Maurice-L. Duplessis;

4 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

5 Loi affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles;

6 Loi modifiant la loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

7 Loi prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

8 Loi modifiant la loi des relations ouvrières;

11 Loi modifiant la loi concernant les emprunts municipaux en matière de chômage;

14 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

16 Loi modifiant la loi de l'art musical;

17 Loi modifiant la loi des concours littéraires ou scientifiques;

19 Loi pour favoriser le développement de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;

20 Loi modifiant la loi du secrétariat;

21 Loi concernant la clinique d'aide à l'enfance;

22 Loi concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec;

23 Loi modifiant la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans;

24 Loi modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay;

25 Loi instituant l'Ordre du mérite forestier;

29 Loi modifiant la loi de l'autoroute Montréal-Laurentides;

34 Loi modifiant la loi de la Régie des transports;

35 Loi concernant les bibliothèques publiques;

40 Loi des écoles d'architecture et des écoles des beaux-arts;

49 Loi concernant l'administration de la justice dans les Îles-de-la-Madeleine;

55 Loi pour favoriser la tenue d'une exposition universelle à Montréal;

93 Loi concernant certains pouvoirs de la cité de Montréal;

97 Loi concernant l'Orateur de l'Assemblée législative;

102 Loi concernant une propriété de dame Maria Morand Dumouchel;

103 Loi concernant l'adoption et le changement de nom de Elizabeth Christine Reynolds;

104 Loi concernant Congregation Shomrim Laboker-Beth Yehudah and affiliated Congregation Shaare Tefillah;

105 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Dimitrios Hadjis à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

106 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tadeusz Konbrat à l'exercice

de la profession d'avocat dans la province de Québec;

107 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Anatole Lesyk et Jean-Paul Dufour à l'exercice de la profession d'avocat;

108 Loi concernant la ville d'Amos, la commission scolaire d'Amos et la Filature de l'Abitibi inc.;

111 Loi modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul;

112 Loi concernant le contrat de mariage de feu Georges Antoine Rioux et de dame Gabrielle Couture;

114 Loi modifiant la charte de Farnham;

115 Loi accordant une charte et certains pouvoirs spéciaux à la ville de Cowansville;

116 Loi érigeant en corporation Community Holy Association of United Jewish Congregations;

121 Loi concernant la succession du très honorable Raoul Dandurand;

124 Loi relative à l'autorisation de vendre un lot de Albert Daoust;

127 Loi confirmant le titre de propriété de St. Therese Realities Ltd. sur certains lots de la paroisse de Saint-Eustache;

138 Loi concernant la succession de Joseph Labrèche;

139 Loi constituant en corporation Beth Zion Congregation;

148 Loi concernant Duvan Copper Company Ltd.;

153 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Yves Fortier à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

154 Loi modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec;

156 Loi concernant les titres des représentants légaux de feu Elzéar Baillargeon et de feu Charles J. Baillargeon à certains immeubles et droits miniers;

157 Loi concernant les facultés de philosophie et de théologie pour la Compagnie de Jésus;

158 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;

159 Loi constituant en corporation le Séminaire de Sherbrooke;

163 Loi modifiant la charte de la cité de Westmount;

169 Loi concernant Lakeshore Unitarian Church;

171 Loi concernant la fusion de l'Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec et La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie;

177 Loi concernant la succession de Joseph Herbert Jacobs;

180 Loi constituant le village de Pincourt en corporation de ville;

192 Loi concernant Autobus Lévis-Québec inc., la cité de Lévis et la cité de Lauzon;

195 Loi modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est;

201 Loi concernant Sir George Williams College;

211 Loi modifiant la charte de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (communément appelées Sœurs grises);

214 Loi accordant certains pouvoirs à la corporation The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke;

217 Loi concernant L'Union Canadienne, compagnie d'assurances;

219 Loi concernant l'hôpital Saint-Joseph de Granby;

220 Loi concernant l'hôpital Saint-Charles de Saint-Hyacinthe;

229 Loi changeant le nom de Jewish Congregation of St. Laurent en celui de Congregation Beth Ora;

234 Loi concernant la corporation d'Oka;

247 Loi relative au titre de propriété de l'Hôpital général Fleury inc. au lot 163-691 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet en la cité de Montréal.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960 et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:**Aide aux universités**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

Adopté.

Statuts refondus

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 concernant les Statuts refondus de la province.

Adopté.

Loi électorale

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 53 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au lundi 11 janvier 1960.

Adopté.

Échange de vœux

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) remercie tous les membres de la Chambre basse pour le travail ardu accompli dans la première partie de la session de 1959-1960. Nous partons tous l'âme sereine, dit-il. À tous les députés, à leur famille, j'offre les meilleurs vœux du premier ministre et des membres du Conseil exécutif. À tous, je souhaite la paix, du bonheur, de la santé et la réalisation des désirs les plus chers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) souhaite au premier ministre qu'il puisse reprendre, durant cet ajournement, les heures de sommeil qu'il a perdues à travailler aussi arduement. Et j'ajouterai en lui souhaitant

une bonne et heureuse année, ainsi qu'aux membres de la Chambre, que c'est la première fois depuis très longtemps qu'un premier ministre de cette province fera un arbre de Noël pour sa femme et ses enfants.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 19 décembre 1959, à la page 1, explique que les collèges classiques toucheront les mêmes subventions pour les quatre dernières années de cours qu'ils dispensent soient: belles-lettres, rhétorique et philosophies.

2. D'après les informations publiées dans le *Montréal-Matin* du 19 décembre 1959, à la page 5, le "fonds de l'éducation" a été institué en 1946 (loi pour assurer le progrès de l'éducation), en vue du rachat des dettes des commissions scolaires. Il est alimenté par une taxe spéciale sur les compagnies exploitant les ressources naturelles, par la moitié du produit de la taxe provinciale de vente et par une contribution de l'Hydro-Québec évaluée à \$2,800,000. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 1, ajoute que pour l'année fiscale 1959-1960, le fonds de l'éducation devrait s'élever à \$41,000,000, et pour 1960-1961, le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) évalue le montant à \$43,675,000.

3. L'importance de l'année 1962 provient de la fin des ententes fiscales entre Ottawa et les 9 autres provinces du Canada. Québec n'a pas signé de telles ententes avec Ottawa.

4. Ce projet de loi modifie donc le fameux "bill 34" (ou loi modifiant la loi électorale de Québec, 1-2 Elizabeth II, chapitre 32). On supprimait le droit qu'avait le parti de l'opposition de nommer un deuxième énumérateur électoral lors de la confection des listes d'électeurs. Toutefois, les comtés ruraux ont toujours eu un seul énumérateur puisqu'on prenait pour acquis que les gens se connaissaient suffisamment pour éviter les fraudes.

5. *Le Montréal-Matin* du 19 décembre 1959, à la page 9, souligne que M. Lapalme a fait cette déclaration

en souriant. Il retournait en quelque sorte le compliment que M. Sauvé venait de lui faire lors de la présentation du projet de loi précédent.

6. Le souhait de M. Sauvé sera exaucé, puisque les deux Chambres ont adopté ce projet de loi à l'unanimité et le lieutenant-gouverneur a pu le sanctionner le jour même.

7. Ce discours a été prononcé le 15 décembre 1959.

8. Le débat en question a eu lieu lors de la séance du 9 décembre 1959.

9. La Ligue ouvrière catholique (L.O.C.) est une branche des Jeunesses ouvrières catholiques destinée aux jeunes mariés. Durant les années 1940 et 1950, la "campagne d'habitation" a tenu une place importante dans le programme d'activité de la Ligue.

10. La Société Saint-Jean-Baptiste est une association patriotique fondée en 1834 par le journaliste Ludger Duvernay. En plus d'organiser les célébrations de la Fête de la Saint-Jean et de remettre des prix pour le mérite artistique, littéraire et sportif, la Société s'engage dans diverses activités financières et publie de nombreux mémoires sur des sujets d'intérêt nationaliste, linguistique et constitutionnel.

11. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

12. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative* de 1959-1960, à la page 269, c'est M. Lafrance qui en appelle de la décision de l'Orateur. Cependant, tous les journaux, dont *Le Soleil* du 19 décembre 1959, à la page 44, s'accordent pour attribuer ces paroles à M. Hamel.

13. Le premier ministre était alors Adélard Godbout (1939-1944).

14. Durant ses 13 ans passés à la Chambre des communes, Jean Lesage fut, entre autres, ministre des Ressources et du Développement économique, en 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, de 1953 à 1957.

Séance du lundi 11 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions de condoléances:

**Ajournement en signe de deuil,
Décès du premier ministre
Paul Sauvé¹**

L'honorable M. Barrette (Joliette) se lève.
(Applaudissements à droite)²

Il y a quelques jours à peine, le premier ministre de la province, à cette même place que j'occupe en ce moment, adressait ses vœux de santé et de bonheur à tous les députés. En proposant l'ajournement des délibérations du Parlement avant la Noël, l'honorable Paul Sauvé partait la conscience légère et le cœur gai, satisfait d'avoir accompli une tâche considérable, conscient et convaincu d'avoir travaillé vraiment dans les meilleurs intérêts de sa province, méritant éloges et appuis de partout³.

Mais aujourd'hui, l'honorable Paul Sauvé n'est plus ici, et vous avez, devant vous, pour lui succéder, le plus humble de ses anciens collaborateurs.

En peu de temps, l'honorable Paul Sauvé a accompli un travail considérable. Son passage, bien que rapide, a été vraiment fulgurant dans le firmament politique de la province de Québec. Il nous avait montré des moyens nouveaux d'atteindre les mêmes buts et nous étions déjà habitués à le voir à la proue. Nous acceptions avec plaisir de l'avoir pour chef.

Or, voici qu'aujourd'hui la province vient de le perdre. En lui, nous avons perdu un très grand citoyen. Il avait succédé à l'honorable Maurice Duplessis il y a quatre mois à peine. Il avait été désigné à ce poste parce qu'il était celui qui devait continuer l'œuvre commencée. Il avait été désigné à l'unanimité par ses députés pour accomplir le même travail que son prédécesseur.

L'honorable Maurice Duplessis était tombé au devoir, dans la ville lointaine de Schefferville, usé par un labeur incessant pendant des années et des années. Il savait qu'il ruinait ainsi sa santé, mais il sacrifiait quand même à sa province ses talents et son énergie. Il s'est tué littéralement au service de la province.

Son successeur était un géant dans la force de l'âge, en pleine maturité, en pleine possession d'un talent magnifique et d'une vive intelligence. Sa tombe s'est fermée et de grandes choses et les plus brillants espoirs ont disparu avec lui. C'est pourquoi la province de Québec tout entière a pris le deuil comme quand M. Duplessis était tombé, s'était couché lui aussi pour la dernière fois.

M. Sauvé était peut-être, on l'a répété avec raison, l'homme le plus complet de sa génération: héros sur le champ de bataille, citoyen exemplaire, administrateur habile, excellent père de famille. Le député de Deux-Montagnes avait créé de toutes pièces le ministère de la Jeunesse, afin de donner à la génération montante qu'il aimait tant, tous les moyens nécessaires pour parvenir à des postes de commandement et se faire une place au soleil.

Il était l'homme tout désigné pour succéder à M. Duplessis. Plein de force et de courage, M. Sauvé est tombé à son tour dans cette tempête qu'il avait lui-même déchaînée, tellement il voulait servir vite et bien sa province. Il est tombé, victime de l'amour immense qu'il nourrissait pour cette province.

Si la province de Québec a perdu en lui un chef et le Canada l'un de ses plus grands citoyens, nous tous, ici, au Parlement, nous avons perdu l'un de nos meilleurs amis. Et si, à certains moments, dans cette heure d'épreuve, nous sommes portés à nous révolter contre ce deuil, songeons à ce que la Providence a exigé de Mme Sauvé et de ses enfants.

Nous avons perdu un chef; le meilleur moyen de respecter sa mémoire, c'est de continuer le travail qu'il a commencé dans toutes les directions.

Par deux fois, la province de Québec vient d'être plongée dans le deuil et le caractère imprévu du deuxième deuil le rend particulièrement dramatique et en a fait un motif de consternation pour tous. Tous partagent cette douleur à la Chambre basse. Et de toutes les parties du pays et de plusieurs pays à travers le monde, sont parvenus des témoignages de sympathie. Il y en a eu de Sa Majesté la reine Elizabeth II, de Sa Sainteté le pape Jean XXIII, de Son Excellence le gouverneur général du Canada⁴, du très honorable John Diefenbaker, chef du gouvernement fédéral, de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, et autres. Des éloges de M. Sauvé comme celui fait par le cardinal Léger resteront dans le cœur de tous ceux qui les ont lus ou entendus.

Nous sommes allés nous-mêmes nous agenouiller près de son cercueil et nous avons pleuré. Mais il y a

des gens qui souffrent plus que nous encore. Au nom de tous les députés de cette Chambre, je désire renouveler mes plus vives condoléances et ma très sincère sympathie à Mme Sauvé, à ses enfants ainsi qu'à toute sa famille.

En signe de deuil, j'ai l'honneur, secondé par le chef de l'opposition, de demander que la Chambre ajourne ses travaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)⁵: Lorsque, au matin du 2 janvier, un coup de téléphone nous annonçait le décès de M. Paul Sauvé, nous avons tous été plongés dans la stupéfaction. Nous venions de converser avec lui, je dirais même rire avec lui. Il nous semblait que nous venions à peine de le quitter, lui qui était l'image même de la santé. Cette mort devenait une chose particulièrement dramatique à cause de ce que je viens de dire, des éléments qui l'entouraient et à cause des événements humains qui l'ont précédé. La mort n'avait pas voulu de lui sur les champs de bataille. Il revient au pays, il atteint rapidement le sommet de sa carrière politique et, au moment où il se prépare à jouir de cette sorte de gloire qui accompagne la fonction à laquelle il avait accédé, la mort vient le surprendre, au milieu de sa famille, au lendemain de la fête du Nouvel An. La nouvelle de la mort de l'honorable Paul Sauvé a jeté dans la stupéfaction le public en général.

Il (M. Lapalme) dit qu'avant de partir, au cours de la dernière séance de la Chambre, avant l'ajournement des Fêtes, dans une conversation en arrière du trône de l'Orateur, M. Sauvé lui avait demandé s'il était fatigué. Puis il a ajouté, dit-il, "Quant à moi, je me sens épuisé." Je lui ai dit alors: "dans ce cas-là, vous savez ce qui vous reste à faire, c'est de vous reposer pendant le congé des fêtes." Il m'a dit que c'est ce qu'il se proposait de faire. Mais je ne croyais pas alors que ce repos nécessaire allait se changer en un repos éternel.

Aujourd'hui, en prononçant ces paroles, je pense à l'homme affable, souriant, qui, depuis plusieurs années, avait pris l'habitude de s'arrêter devant ce pupitre pour converser quelques minutes. Je pense aussi à l'homme politique qui voulait humaniser la politique et la vie politique elle-même.

Contrairement à ce que l'on peut croire, j'ai toujours considéré que les luttes les plus dures que j'ai menées en cette Chambre ont été celles auxquelles prenait part M. Sauvé. Mais lorsque ces luttes étaient finies, l'adversaire était disparu. M. Sauvé redevenait l'homme, le parlementaire et l'ami.

C'est avec peine et regret que je me suis penché sur son cercueil et c'est avec émotion que je

prononce cette sorte d'oraison funèbre. Il (M. Lapalme) renouvelle à Mme Sauvé, à sa famille, aux membres du gouvernement et aux ministériels en général l'expression de ses sincères condoléances.

En l'espace de quelques mois, trois premiers ministres se sont succédé à la tête du gouvernement de la province. Il fut un temps où le premier ministre actuel et celui qui parle en ce moment, étaient mêlés à des luttes politiques limitées à un comté⁶. Le hasard veut qu'aujourd'hui, les luttes que nous devons nous livrer seront à la grandeur de la province de Québec.

Aussi, c'est sans mesquinerie que je lui souhaite, non pas la bienvenue, mais tout ce qui, dans les circonstances actuelles, prend un sens bien éloquent et qui se résume dans un mot: santé. Par ce mot, j'évoque tout le passé en formulant mes souhaits pour l'avenir.

Sous l'administration Sauvé, les députés libéraux n'ont jamais fait d'opposition systématique. Ils suivront la même ligne de conduite sous l'administration du nouveau premier ministre, votant en faveur des mesures du gouvernement qui leur sembleront bonnes et contre ces mesures s'ils croient qu'elles ne sont pas dans l'intérêt général.

Il (M. Lapalme) seconde la motion du premier ministre d'ajourner la Chambre basse en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'honorable Paul Sauvé.

M. Pouliot (Laval): Permettez-moi à titre de représentant immédiat du comté voisin de Deux-Montagnes et aussi représentant du plus peuplé comté de la province d'ajouter mon humble parole aux témoignages d'hommages rendus par l'honorable premier ministre ainsi que par l'honorable chef de l'opposition.

La population de Deux-Montagnes fut particulièrement consternée en apprenant la disparition foudroyante de M. Sauvé. Partout dans la province et dans le pays ce fut un écho de regrets. Vous n'ignorez pas, M. l'Orateur, qu'il existait autrefois un comté connu sous le nom de Laval-Deux-Montagnes; ce fut à ce moment que M. Paul Sauvé fit valoir ses premières aptitudes politiques. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était de mon devoir de rappeler ce souvenir pour mentionner l'amitié et l'intimité demeures autour des paysans non pas seulement au sein du comté des Deux-Montagnes, mais aussi au milieu de cette brave population de l'Île-Jésus qui s'enorgueillissait de voir au milieu d'eux, Paul Sauvé, premier ministre patriote et formulait par des actes l'espoir dans notre province.

À ses amis de l'Île-Jésus, je dis mes sentiments de mon cœur reconnaissant; à cette grande dame de Deux-Montagnes, à cette épouse héroïque et

énergique à la fois de même qu'à son fils et ses deux filles, j'adresse le renouvellement, dans cette enceinte parlementaire, de mes profondes et respectueuses condoléances.

M. Ross (Montréal-Verdun) dit qu'il souhaite prononcer quelques mots en son nom et au nom du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon)⁷.

Il (M. Ross) rappelle la carrière du défunt dans l'armée canadienne et dans la politique québécoise. M. Sauvé, dit-il, a consacré sa vie à sa province et à son pays. Le Canada et la province de Québec ont perdu en lui l'un de leurs fils les plus illustres. Il passera à l'histoire comme un grand premier ministre et un homme d'État d'une envergure extraordinaire. Il emporte avec lui l'amitié et les espoirs de tous les siens.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) endosse tout ce qui a été dit précédemment à la louange du premier ministre défunt. Il (M. Hanley) évoque en particulier ce que M. Sauvé a fait pour aider les jeunes de son comté et soulager les orphelins. De plus, dit-il, M. Sauvé a fait beaucoup dans le comté de Sainte-Anne pour éliminer la délinquance juvénile. Sa contribution dans ce domaine suffit à elle seule à assurer le premier ministre défunt du souvenir impérissable de tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre pendant une trop courte période de temps. Nous ne l'oublierons jamais.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Composition des comités permanents⁸

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que, par suite du décès de l'honorable M. Sauvé, la composition de quelques-uns des comités permanents institués par cette Chambre au début de la présente session soit modifiée de la manière suivante:

a) L'honorable M. Rivard remplace l'honorable M. Sauvé comme président du comité des bills publics en général, et l'honorable M. Barrette remplace l'honorable M. Sauvé comme membre de ce comité;

b) L'honorable M. Prévost remplace M. Gagnon comme président du comité des bills privés en général, l'honorable M. Talbot remplace l'honorable M. Sauvé comme membre de ce comité et M. Gagnon reste membre dudit comité;

c) L'honorable M. Barrette remplace l'honorable M. Sauvé comme membre de chacun des comités suivants:

- 1^o comité des privilèges et des élections;
- 2^o comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
- 3^o comité des comptes publics;
- d) L'honorable M. Custeau remplace l'honorable M. Sauvé comme membre du comité des relations industrielles.

Adopté.

Changement du parrain des bills

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que le nom de l'honorable M. Barrette soit substitué à celui de l'honorable M. Sauvé comme parrain des bills suivants et des résolutions relatives à ces bills, le cas échéant:

- bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités;
- bill 13 relatif à la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- bill 33 concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation;
- bill 45 modifiant la loi du département des Transports et Communications;
- bill 47 concernant la division territoriale de la province;
- bill 53 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 58 concernant une aide financière aux universités de la province.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que le nom de l'honorable M. Bertrand soit substitué à celui de l'honorable M. Sauvé comme parrain des bills suivants et des résolutions relatives à ces bills, le cas échéant:

- bill 28 modifiant la loi de l'adoption;
- bill 36 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 37 concernant la protection de la jeunesse.

Adopté.

Composition du comité spécial

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, que la composition du comité spécial de onze membres, institué par cette Chambre le 18 novembre 1959 pour choisir les membres ainsi que le président de chacun des comités permanents alors formés, soit modifiée en

remplaçant son président, l'honorable M. Sauvé, par l'honorable M. Barrette.

Adopté.

Changement du parrain des bills

L'honorable M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que le nom de M. Charbonneau soit substitué à celui de l'honorable M. Custeau comme parrain des bills suivants:

- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle;
- bill 175 changeant le nom de famille de Russell Lukaszewicz en celui de Lukas;
- bill 185 concernant les écoles secondaires du comté de Chambly;
- bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard;
- bill 191 concernant le testament de Didace Lavoie;
- bill 203 concernant la succession de Paul Brossard.

Adopté.

L'honorable M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que le nom de M. Tremblay soit substitué à celui de l'honorable M. Custeau comme parrain des bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain;
- bill 174 revisant et refondant la charte de la cité de Montréal;
- bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc;
- bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 202 pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited à certaines propriétés.

Adopté.

L'honorable M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que le nom de M. Boudreau soit substitué à celui de l'honorable M. Maltais comme parrain du bill suivant:

- bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec.

Adopté.

Ajournement

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill de Montréal sera présenté devant le comité parlementaire des bills privés demain, à 10 h 30.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 3 h 30.

NOTES

1. Le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1960, à la page 3, mentionne que pour cette brève séance de l'Assemblée législative dans laquelle l'honorable M. Barrette siège comme premier ministre pour la première fois, les galeries sont bondées de visiteurs et la députation est présente au grand complet. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, souligne que l'absence de Paul Sauvé, décédé le 2 janvier, a fait un vide immense à l'Assemblée, "au point où on aurait dit qu'il ne s'agissait plus de la même Chambre".

2. Un journal favorable à l'Union nationale, *Le Temps* du 12 janvier 1960, à la page 7, écrit que M. Lapalme est également applaudi lors de son entrée en Chambre.

3. Un journal favorable à l'Union nationale, le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1960, à la page 3, note que l'honorable M. Barrette parle avec une émotion difficilement contenue. *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, ajoute toutefois que M. Barrette a donné l'impression d'être parfaitement à son aise dans son rôle de chef du gouvernement.

4. Il s'agit de Georges Philias Vanier (1959-1967).

5. Le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1960, à la page 3, dit que M. Lapalme est aussi vivement ému.

6. Aux élections provinciales de 1952, M. Lapalme fut candidat libéral dans Joliette. C'est toutefois M. Barrette qui avait été élu.

7. Le *Montréal-Matin* du 12 janvier 1960, à la page 5, souligne que M. Ross est en proie à une émotion qu'il ne peut contenir.

8. *Le Soleil* du 12 janvier 1960, à la page 3, estime que l'honorable M. Barrette apprend du destin de ses prédécesseurs, MM. Duplessis et Sauvé, et évitera les corvées trop dures. M. Duplessis, surtout, présentait presque tous les projets de loi et présidait les séances du comité des bills publics. M. Barrette, en plus de faire présenter par ses collègues plusieurs projets de loi inscrits au nom de M. Sauvé, ne présidera pas le comité des bills publics, comme les précédents premiers ministres avaient coutume de le faire.

Séance du mardi 12 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À l'avenir, les règlements devront être strictement respectés. Aucun autre bill privé ne pourra être présenté au cours de la présente session.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 110 concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

Projets de loi:

Cap-de-la-Madeleine

M. Roy (Nicolet) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 110 concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Roy (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation du village d'Hébertville et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Joseph Maurice Antonio Moisan, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Griggs;

- de Le Gaz provincial du Nord de Québec Itée, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le privilège requis pour l'achat, l'installation et la distribution de leur produit.

Projets de loi:

Gaz provincial du Nord de Québec Itée

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la loi concernant Le Gaz provincial du Nord de Québec Itée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe de vente au Lac-Saint-Jean-Est

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Myson-Griggs

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 concernant le changement de nom Myson-Griggs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cautionnement de fonctionnaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 concernant le cautionnement des fonctionnaires et employés publics.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Document non conforme à un ordre de la Chambre¹

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me lève sur une question de privilège. Mon intervention doit être interprétée seulement comme résultant de mon souci que le Règlement de la Chambre basse soit respecté, que la volonté de tous les députés soit mise en œuvre tant par les fonctionnaires que par les ministres.

Le 1^{er} décembre 1959, j'ai proposé d'adopter une motion pour que la Chambre ordonne qu'il soit produit et déposé, sur le bureau, une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle s'il en est.

À plusieurs reprises après le 1^{er} décembre 1959, j'ai demandé au gouvernement de répondre avant que vienne l'étude des crédits du ministère du Travail. Je n'ai pas réussi à obtenir de réponse.

Le 14 décembre 1959, lors de la discussion des crédits du ministère du Travail, j'ai renouvelé ma demande et l'honorable ministre du Travail (M. Barrette) a déclaré qu'il donnerait à cette

Chambre le nom et l'adresse des employés de la Commission du salaire minimum. Il a déclaré à cette date que le nombre des employés de la Commission s'élevait à 347 personnes.

Le 18 décembre 1959, soit avant l'ajournement pour les Fêtes, l'Assemblée législative a pris en considération la motion et elle l'a adoptée à l'unanimité, ce que mentionne le *Procès-verbal de l'Assemblée législative* à la page 270².

À la suite de cette adoption, ce même 18 décembre 1959, le ministre du Travail (M. Barrette) a déposé sur le bureau de la Chambre un document portant le no 66, que j'ai présentement entre les mains, mais ce document ne répond pas à l'ordre formel que la Chambre avait donné à l'unanimité. En effet, il donne une liste de 277 personnes employées de la Commission du salaire minimum à la date du 15 décembre 1959, alors que le 14 décembre, le ministre du Travail avait parlé d'un effectif de 347, alors que l'ordre enjoignait de donner cette liste à la date du 1^{er} novembre 1959. De plus, le document no 66 ne mentionne pas l'adresse des employés de ladite Commission, ce qui peut être aussi très important, alors que l'ordre unanime de la Chambre lui enjoignait de le faire.

En résumé, le document no 66 n'est pas conforme à ce que les membres de l'Assemblée législative avaient décidé à l'unanimité. Ça n'est pas sans raison que nous avions demandé la liste du personnel de cette Commission à la date du premier novembre. Ce n'est pas sans raison que nous avions demandé les adresses des employés. Les membres de cette Chambre ont le droit, ont le devoir de veiller à ce que les ordres de l'Assemblée législative soient intégralement respectés. Je n'ai rien contre le premier ministre. J'ai lu tous les hommages qui lui ont été adressés...

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Le député ne peut sortir de la question de privilège qu'il a soulevée.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors je conclus. Comme le ministre n'a pas donné les renseignements demandés, en conséquence je proposerai, secondé par le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland), qu'il soit déclaré par cette Chambre que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), ayant depuis assumé de plus la fonction de premier ministre, ne s'est pas conformé à l'ordre clair et précis qu'il a reçu le 18 décembre 1959, ordonnant qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre: Une copie de

la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle s'il en est. Et je propose, par conséquent, qu'il soit déclaré que le ministre du Travail (M. Barrette) ne possède plus la confiance de cette Chambre³.

L'honorable M. Barrette (Joliette):

M. l'Orateur, vous concevez sans doute, comme moi et comme la grande majorité des députés, le peu de sérieux de la motion que vient de présenter le député du Saint-Maurice. Quand il dit que le ministre du Travail et premier ministre ne s'est pas conformé à l'ordre de la Chambre, il me vient à l'esprit de lui répondre qu'il ne se conforme pas lui-même aux règles de la plus stricte politesse pour les gens de Montréal, venus nombreux pour la présentation de leur bill annuel au parlement, et qui attendent en ce moment pour la continuation de l'étude de leur projet de loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre n'a pas le droit de faire des insinuations semblables. Il devrait savoir qu'une question de privilège doit être posée à la première opportunité après que cela a eu lieu. Si j'avais attendu, on me l'aurait reproché. C'est maintenant la première séance régulière, et donc, c'est aujourd'hui que s'offre pour moi la première opportunité de soulever la question, car si j'en avais parlé hier, on m'aurait dit que je troublais la séance consacrée exclusivement à la mémoire de l'ancien premier ministre. C'est pourquoi j'amène la question aujourd'hui devant la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous allons nous amuser, si cela marche comme cela!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'est pas d'un gentilhomme de parler comme le premier ministre l'a fait. Il ne s'agit pas d'amusement, mais de l'observance des ordres de la Chambre qui doivent être respectés non seulement par les ministres et les députés, mais également par les employés civils qui ont à préparer les réponses aux questions provenant de l'opposition dont le rôle, en vertu de la Constitution, est de surveiller les intérêts du peuple en scrutant la dépense des deniers publics.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond que puisque le député de Saint-Maurice le prend sur ce ton, il verra à ce qu'on fasse appliquer à la lettre les règlements de la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) exprime l'espoir que les règlements s'appliqueront à tous les membres de la Chambre.

M. l'Orateur: Le premier ministre n'a rien dit au détriment du député de Saint-Maurice. Le député du Saint-Maurice a expliqué pourquoi il n'avait pas soulevé cette question à la séance d'hier. Je ne vois pas comment le député peut vouloir empêcher le premier ministre de s'expliquer lui-même et de dire au député pourquoi ce n'est pas le temps de soulever la question aujourd'hui. Le premier ministre doit avoir la même latitude que le député.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je regrette encore une fois que cette question de privilège, soulevée à ce moment, retarde l'étude du bill de Montréal. Le député de Saint-Maurice aurait aussi bien pu la présenter demain, après-demain, la semaine prochaine ou même plus tard. De toute façon, la proposition n'est pas sérieuse.

Depuis le début de la session, nous avons répondu à un nombre considérable de questions. Nous avons peut-être produit plus de documents qu'il ne s'en était jamais produit auparavant. Nous avons également accordé un nombre sans précédent de motions, au point que les membres de l'opposition n'ont pas eu le temps de se mettre au courant de toutes ces réponses, ainsi que le député vient de nous en fournir la preuve.

Quant à la liste demandée des noms des employés de la Commission du salaire minimum, la date de sa confection n'a aucune importance. Vous avez la liste complète des employés de cette Commission. Il ne s'agit pas ici d'employés du gouvernement payés à même les deniers publics. Il s'agit des employés d'une commission qui les paie à même les deniers qu'elle perçoit. J'ai transmis la demande à la Commission, qui m'a fourni une liste. Il se peut que cette liste porte la date du 15 décembre, mais ça n'a aucune importance. Vous avez une liste complète des employés de la Commission. Si la liste n'est pas complète, je verrai à la faire compléter. Si le député veut les adresses, il les aura, car nous n'avons rien à cacher.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait remarquer au premier ministre qu'un ordre de la Chambre a été donné au gouvernement avant l'ajournement des Fêtes. Il s'agit d'une question sérieuse, dit-il, contrairement à ce qu'a laissé entendre le chef du gouvernement. Malheureusement, ces questions sérieuses ne sont pas toujours traitées

sérieusement par le gouvernement. On en a un nouvel exemple.

La réponse du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) à la demande de l'Assemblée est incomplète. On a tort de reprocher à l'opposition de s'offusquer et de protester quand elle obtient la moitié de la vérité, quand, en vertu des ordres unanimes de la députation, elle a droit à toute cette vérité. Et puis, il faut prendre les documents produits par le gouvernement tels qu'il les produit. Et il est du devoir des membres d'attirer l'attention de la Chambre sur toute irrégularité dans les réponses fournies. Dès l'instant que nous constatons qu'une réponse est incomplète, nous avons le droit de nous rappeler que ce n'est pas la première fois que cela arrive⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La réponse n'est pas incomplète. Je viens de dire que si la réponse n'est pas assez complète pour le député de Saint-Maurice, nous la compléterons; s'il veut les adresses, il les aura.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je prends les documents officiels tels qu'ils sont. Il me faut bien constater que la réponse est incomplète et le gouvernement n'a aucune excuse. C'est à cause de ce qu'elle ne contient pas que le député de Saint-Maurice s'est levé sur une question de privilège. Il (M. Lapalme) regrette que ce soit le premier ministre lui-même qui, aujourd'hui, soit en cause dans cette affaire. Mais le malheur veut, dit-il, que la réponse qui a été fournie dans ce cas-ci ne soit pas complète.

Au cours des précédentes sessions, j'ai déjà, pour ma part, posé des questions et réclamé des documents dont la date constituait un élément très important et le cabinet a prétendu qu'ils n'existaient pas. Or, plus tard, j'ai constaté en lisant le compte rendu des débats de la Chambre des communes que ces documents, supposés ne pas exister, existaient bel et bien.

Aujourd'hui, le député de Saint-Maurice a soulevé un problème résultant d'une question de principe. Un document public est vrai ou faux, complet ou incomplet.

La réponse à la motion du député de Saint-Maurice est notoirement incomplète et n'est pas conforme à l'ordre donné. Cela ressort des documents publics et ce n'est pas la première fois que la chose se produit. Je concevrais que le premier ministre ait admis qu'il y avait eu erreur dans la préparation de sa réponse au département du Travail, mais je ne conçois pas du tout que le premier

ministre vienne nous dire que l'intervention que nous faisons n'est pas sérieuse. L'omission, ici, est sérieuse.

Quant à l'opportunité de cette question de privilège, il n'aurait pas été décent de la présenter lundi, alors que la Chambre avait consacré la séance à déplorer la perte qu'elle venait de subir. Mais depuis, les travaux de la Chambre ont repris leur cours et il nous fallait dénoncer l'irrégularité de cette réponse à la première opportunité. Le seul moyen de le faire, c'est celui qu'a pris le député de Saint-Maurice.

Quant au fait que le gouvernement a répondu à un grand nombre de questions, ça ne justifie pas un ministre de la couronne de laisser donner une réponse incomplète ou inexacte après un ordre de la Chambre. Je soudets qu'il faut faire droit à la demande du député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition vient d'employer le mot indécent. Ce qui est indécent, c'est bien la motion du député de Saint-Maurice...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me lève sur un point d'ordre pour souligner que le Règlement de la Chambre, spécifiquement à l'article 285⁵, défend à un député de parler de la sorte. On n'a pas le droit de dire que le député ou la motion qu'il propose est indécent. Je demande que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) retire ses paroles.

Décisions de l'Orateur:

Expressions antiparlementaires

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que le mot "indécent" a été employé des deux côtés de la Chambre, et qu'il ne s'adresse à aucun membre de la Chambre en particulier, mais qualifie seulement la procédure qui a été employée. Dans la remarque du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), il n'y a absolument rien qui affecte la personnalité du député de Saint-Maurice (M. Hamel). En conséquence, il y a renvoi du point d'ordre soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de la motion du député de Saint-Maurice. Toute cette discussion n'a pas sa raison d'être. La motion du député de Saint-Maurice n'est pas conforme aux règlements de la Chambre. Il s'agit d'une motion de non-confiance contre non pas le gouvernement, mais contre le premier ministre, contre l'homme. C'est une attaque contre un homme et non pas contre un gouvernement. Ce n'est pas du tout le moyen prévu par les règlements pour porter une accusation contre un député. Elle n'a pas ainsi le caractère d'une motion de non-confiance contre le gouvernement et, dans un tel cas, l'honorable député de Saint-Maurice aurait dû procéder suivant les dispositions de l'article 196 du Règlement⁶ au lieu de soulever une question de privilège telle que prévue par le paragraphe 2 de l'article 114⁷.

Au lieu de cela, le député de Saint-Maurice nous sert une motion, qui a le ton d'un pamphlet électoral, dirigée non contre le gouvernement, mais contre son chef personnellement, qu'il veut attaquer. Sa motion devrait être mise purement et simplement de côté sans autre discussion.

M. Lafrance (Richmond): Je crois que la procédure suivie par le député de Saint-Maurice est celle fournie par le règlement de la Chambre. Un ordre a été donné par la Chambre et au lieu de se conformer aux directives de la Chambre, il est clair qu'on a fourni une réponse incomplète.

Pourquoi, par exemple, a-t-on donné la liste des fonctionnaires en date du 15 décembre plutôt qu'en date du 1^{er} novembre comme l'ordre de la Chambre le demandait? D'après mes informations, il y a peut-être eu des congédiements dans les bureaux de la Commission du salaire minimum entre le 1^{er} novembre et le 15 décembre. Le désir de cacher ces renvois expliquerait la manière dont a procédé le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Le premier ministre prétend que l'opposition se livre à un jeu alors qu'au contraire, elle ne fait que son devoir en demandant à la Chambre de faire respecter les ordres qu'elle donne.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Tout ce débat a créé une situation certainement anormale. Il est loisible à tout membre de cette Chambre de proposer un vote de non-confiance à l'adresse du gouvernement. Mais, dans le cas présent, il ne s'agit pas d'employés du gouvernement, mais d'une commission. Lorsqu'une demande de présentation est faite à l'adresse d'un organisme indépendant de la Chambre, il nous faut accepter les documents fournis. Si les documents sont incomplets, si l'on veut vraiment obtenir d'autres renseignements, qu'on demande d'abord à ceux qui ont donné les informations de les compléter. C'est le moyen normal de procéder.

Mais, dans le cas qui nous préoccupe, ce n'est pas ce que l'on voulait du côté de l'opposition. On voulait faire quelque chose de plus sensationnel. On arrive avec une motion de non-confiance non pas à l'adresse du gouvernement, mais à l'adresse de son chef, personnellement, parce que les documents déposés sont incomplets. Cette motion ne peut être soutenue parce qu'elle n'est pas prévue par les règlements de la Chambre et elle fera éclater la province de rire. Le Règlement ne prévoit pas de motion de méfiance.

L'honorable M. Bellemare (Champlain) demande que l'on rende une décision sur cette motion⁸.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si quelqu'un d'autre veut parler puisqu'il désire lui-même exercer son droit de réplique...

(Protestations à droite)⁹

J'ai sûrement un droit de réplique, comme l'accorde l'article 267 du Règlement¹⁰, parce qu'il s'agit d'une question de privilège et d'une motion de fond...

Une voix ministérielle: Pas une motion de fond, une motion de fou!

Décisions de l'Orateur:

Droit de réplique à une motion autre que de fond

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de l'honorable député de Saint-Maurice et de quelques autres membres de la Chambre, déclare que si la motion du député de Saint-Maurice est une motion de fond, le droit de réplique existe en vertu des dispositions de l'article 267 du Règlement. Or, suivant la définition que l'on retrouve au paragraphe 4 de l'article 140 du Règlement, la motion du député de Saint-Maurice, qui soulève une question de privilège, n'est pas une motion de fond et, en conséquence, celui qui l'a proposée n'a pas le droit de réplique.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Procédure à suivre pour une motion de privilège

M. l'Orateur, déclare à l'égard du point d'ordre soulevé par l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot), que les dispositions de l'article 196 du Règlement, invoqué par l'honorable ministre, indiquent bien que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) aurait dû procéder d'abord par une déclaration faite de son siège, puisque, en fait, sa

motion attaque la conduite d'un député, déclaration qu'il aurait dû faire suivre d'une motion annoncée. Or, comme il n'y a pas eu de telle déclaration avant la présente motion et que cette dernière n'a pas été précédée d'un avis, il y a lieu de conclure que la motion de privilège formulée par l'honorable député de Saint-Maurice est irrégulière et contraire au Règlement, et qu'elle doit être déclarée hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue et la motion est déclarée hors d'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la séance soit suspendue jusqu'à huit heures pour permettre au comité permanent des bills privés de poursuivre l'étude du bill de Montréal.

Adopté.

À 4 heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Reprise de la séance à 8 heures

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 8 heures¹¹.

NOTES

1. *Le Soleil* du 13 janvier 1960, à la page 3, explique que la Chambre devait siéger seulement quelques minutes afin de poursuivre l'étude du bill de Montréal au comité des bills privés et qu'elle allait s'ajourner lorsque M. Hamel s'est levé pour présenter une motion de non-confiance à l'endroit du premier ministre. Selon le journal, cette motion aurait pris la droite par surprise, entraînant un débat qui, selon *La Tribune* du 13 janvier 1960, à la page 24, a duré 45 minutes. Certains journaux affirment que le débat a duré plus d'une heure, mais le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 6, confirme la version de *La Tribune* en disant que le comité des bills privés a recommencé à siéger à 4 heures au lieu de 3 h 15. Par ailleurs, *La Presse* du 16 janvier 1960, à la page 2, ajoute que lors du débat sur la motion de M. Hamel, les ministériels "se sentaient visiblement en mauvaise posture" et *La Tribune* du 13 janvier 1960, à la page 24, écrit que l'honorable M. Barrette "est resté assis souriant durant presque toute la discussion".

2. *Le Soleil* du 13 janvier 1960, à la page 3, indique la page 290.

3. *La Tribune* du 13 janvier 1960, à la page 24, écrit que l'honorable M. Barrette se met alors à rire.

4. Le *Montréal-Matin* du 13 janvier 1960, à la page 5, souligne que la remarque de M. Lapalme fait bondir le premier ministre.

5. Dans l'article 285 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* de Louis-Philippe Geoffrion, on retrouve des paragraphes interdisant aux députés de tenir des propos séditieux (paragraphe 13), d'imputer des motifs indignes ou des intentions mauvaises à un député (paragraphe 19) et de se servir d'expressions offensantes à l'égard d'un membre de la Chambre (paragraphe 20).

6. L'article 196 du *Règlement*, tel que contenu dans le *Règlement annoté de l'Assemblée législative* de Louis-Philippe Geoffrion, stipule que lorsque "un

député désire accuser un de ses collègues de quelque acte rendant celui-ci indigne de siéger dans la Chambre, il doit d'abord lire, de son siège, une déclaration où l'accusation est énoncée en termes directs, explicites, modérés, et où il prend la responsabilité de l'accusation portée, puis donner immédiatement avis qu'il proposera à la Chambre de procéder à une enquête pour constater si l'accusation est fondée".

7. Le paragraphe 2 de l'article 114 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* de Louis-Philippe Geoffrion, prévoit "qu'immédiatement après l'expédition des affaires courantes et avant que la Chambre n'entame les affaires du jour, un député peut soulever une question de privilège, entre autres au sujet de l'état incomplet de dossiers déposés. Mais les remarques doivent être brèves et faites de façon à ne pas provoquer de débats".

8. *La Tribune* du 13 janvier 1960, à la page 24, souligne que M. Bellemare a demandé à quelques reprises durant le débat qu'on prenne un vote sur la motion.

9. *Le Soleil* du 13 janvier 1960, à la page 7, mentionne que lorsque M. Hamel a tenté d'apporter des explications additionnelles, les ministériels ont fait assez de vacarme pour empêcher que sa voix arrive à l'Orateur.

10. Selon l'article 267 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative* de Louis-Philippe Geoffrion, "le droit de réplique n'appartient qu'au député qui a fait une motion de fond, ou qui a proposé la deuxième lecture d'un bill public non fondé sur des résolutions adoptées en comité plénier".

11. *La Presse* du 13 janvier 1960, à la page 51, mentionne que la Chambre n'a siégé qu'une minute en soirée, le temps de permettre au premier ministre d'ajourner les travaux au lendemain. Le comité des bills privés a ainsi pu terminer l'étude du projet de loi de Montréal au cours de la soirée, et permis aux nombreuses délégations de la métropole de retourner à Montréal.

Séance du mercredi 13 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque;

- bill 194 concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 203 concernant la succession de Paul Brossard.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Projets de loi:

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**St. Maurice Power Corporation,
La Tuque**

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Fondation mondiale
contre la faim et la misère**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Paul Brossard**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 203 concernant la succession de Paul Brossard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

**Pavage de routes
dans Bonaventure et Gaspé-Sud**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante du représentant de Bonaventure (M. Levesque). (Voir article 10 *du Feuilleton*)

1. Le gouvernement a-t-il effectué ou fait effectuer des travaux de pavage sur des terrains ou emplacements autres que ceux sur lesquels sont construites des routes dont il assume l'entretien dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé-Sud, au cours de la période du 1^{er} avril 1952 jusqu'au 30 novembre 1959?

2. Dans l'affirmative: dans quelle localité, chez qui, et quel a été le coût des travaux dans chaque cas?

3. Le gouvernement a-t-il réclamé le remboursement, dans chaque cas, aux propriétaires de tels terrains ou emplacements, pour quel montant, et à quelle date dans chaque cas ce remboursement a-t-il été fait?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la

Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 67)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Depuis le début de la présente session du Parlement, les autorités provinciales ont répondu à quelque 74 ou 75 des 100 demandes ou plus de renseignements formulées par la députation libérale. J'ai pris possession de mon bureau de chef du gouvernement cette semaine, dit-il, et je n'ai pas eu le temps de m'informer si d'autres documents étaient prêts à être produits en réponse à l'opposition. Jusqu'ici, nous avons procédé avec célérité et nous continuerons de le faire.

**Personnel de la
Commission du salaire minimum**

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame de nouveau la liste du personnel de la Commission du salaire minimum à la date du 1^{er} novembre, avec les adresses des employés en face de leur nom.

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor en cours au 11 janvier 1960?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Trente et un millions de dollars.

**Emprunts
de la province**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Le gouvernement a-t-il depuis le 1^{er} décembre 1959 jusqu'au 11 janvier 1960 emprunté d'autres sommes d'argent:

- a) De l'Hydro-Québec?
- b) De la Commission des liqueurs?
- c) De la Commission des accidents du travail?
- d) De la Commission du salaire minimum?

2. À quelle date chaque emprunt a-t-il été effectué et pour quel montant dans chaque cas?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Du 1^{er} décembre au 11 janvier 1960, le gouvernement de la province n'a emprunté aucune nouvelle somme des Commissions précitées.

Journée des députés

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre étudie le bill 46 modifiant la loi du Barreau.

M. Hamel (Saint-Maurice) fait observer au premier ministre que c'est mercredi, qu'il s'agit donc de la journée des députés, et que les problèmes chers aux représentants du peuple ont un droit de priorité.

Motions des députés:

Comité spécial pour la loi électorale

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), qu'un comité spécial formé de quinze membres de cette Chambre soit institué avec instructions d'examiner la loi électorale de Québec et de faire rapport à cette Chambre de toute modification désirable.

Il (M. Lapalme) dit qu'il ne parlera pas de la question des deux énumérateurs, puisque l'ancien premier ministre Sauvé a promis de régler le cas par un projet de loi qui n'est pas encore déposé, mais qui apparaît au *Feuilleton*. Je n'entrerai pas dans ce domaine, dit-il. Je prends la parole de M. Sauvé.

Le comité que je propose sera chargé d'étudier la loi électorale dans son ensemble, ce qu'elle comporte et ce qu'elle ne prévoit pas, afin que les élections aient meilleure réputation. Au cours de la discussion, je veux parler de choses qui se produisent actuellement lors de l'application de cette loi, et si je mentionne quelques-uns des problèmes qui pourraient être soumis à ce comité, ce n'est qu'à titre d'exemple.

Ce ne serait pas faire injure à qui que ce soit que d'affirmer que les élections, à cause de ce qui manque ou qui existe, n'ont pas précisément très bonne odeur dans la province de Québec, et il serait bien important d'y mettre de l'ordre, dans l'intérêt des hommes politiques eux-mêmes. Il y a dans la province une quantité considérable de gens qui ne se donnent pas la peine d'aller voter parce qu'elles ne

croient plus aux élections. Si l'on glane des faits à droite ou à gauche, on arrive à un ensemble de constatations qui devraient nous faire réfléchir.

Il (M. Lapalme) explique que le comité dont il réclame la formation dans sa motion serait en fait créé dans un but de réforme. Mais quand je réclame des réformes, dit-il, je ne me fais aucune illusion. Je sais bien que nous n'atteindrons pas la perfection demain et que les lois ne suffisent pas toujours à redresser les mœurs, car il y a beaucoup d'hésitations, de tâtonnements dans les pays démocratiques dans le perfectionnement du système électoral. Mais il y a tout de même des mesures qui peuvent aider à sauvegarder la liberté du vote et à mieux atteindre l'idéal démocratique.

En régime démocratique, ce dernier mot ne doit pas seul apparaître: il faut que les principes qu'il implique soient mis en œuvre. À ce propos, on refuse aux moins de 21 ans le droit de vote alors qu'à partir de 18 ans, on les laisse prendre la responsabilité de conduire des véhicules qui peuvent provoquer des accidents mortels, alors qu'il arrive également à l'État de faire appel à ces jeunes pour aller combattre sur les champs de bataille loin dans le monde et qu'on leur confie alors des machines de guerre bien plus meurtrières et plus coûteuses. Pourquoi alors s'obstiner à leur refuser d'élire les Législatures dont dépendra leur avenir?

Un comité de la Chambre pourrait enquêter sur la question du vote des moins de 21 ans. Ce comité serait en mesure de recueillir des opinions qui surprendraient. Je ne dis pas qu'il en arriverait à la conclusion que les jeunes de 18 à 20 ans doivent aller aux urnes, mais qu'il pourrait obtenir une documentation intéressante. Pour ma part, je crois que les jeunes de 18 ans et plus devraient avoir le droit de vote et j'estime qu'on a bien servi les principes démocratiques en donnant le droit de vote aux femmes¹.

Le même comité pourrait chercher aussi un système propre à mieux respecter la volonté des électeurs. Dans la pratique, certains électeurs sont privés de leur droit de vote. Ainsi, on a vu des gens de bonne foi déposer leur bulletin dans l'urne, mais ces bulletins ont été rejetés à cause de souillures qui sont souvent accidentelles. Quel est le moyen de remédier à une telle situation? C'est un problème qui mérite d'être examiné. Le comité ne pourrait-il pas faire une enquête sur la mécanisation du vote? Dans certains pays, le vote se fait au moyen de machines et, dans ce cas, il ne peut être question de bulletins souillés. Cela évite certaines scènes disgracieuses que nous connaissons.

Depuis 20 ans, on a beaucoup parlé de la carte d'identité, afin de décourager la circulation de ce qu'on appelle les télégraphes. Le télégraphe est une petite industrie qui renaît à chaque scrutin. C'est encore là un point sur lequel je me pose des questions. Il semble qu'il mérite d'être pris en considération... On a vu des personnes bien connues dans leur localité arriver au bureau de vote pour apprendre qu'elles avaient déjà voté. À ce sujet, il (M. Lapalme) cite l'exemple de ce qui s'est passé à Québec dans certaines élections municipales à des commerçants établis depuis près d'une trentaine d'années. Ils se sont présentés au bureau de vote vers les 10 heures: on leur a dit qu'ils avaient déjà voté. Je me demande si, par la carte d'identité obligatoire, on ne pourrait remédier quelque peu à de tels abus.

Quand on parle des députés provinciaux ou fédéraux², on les traite souvent de politiciens, mot qui a un sens péjoratif à cause de toutes ces circonstances qui entachent le système démocratique. Ces choses, je les regarde en face comme la majorité des députés. Pourquoi nous tairions-nous sur le sujet de part et d'autre? Pourquoi ne prendrions-nous pas nos responsabilités dans un domaine où nous sommes les premiers concernés?

Le comité devrait étudier la façon d'améliorer la liste électorale fabriquée rapidement alors que la population dans les grandes villes change considérablement. Est-ce que nous ne devrions pas imiter certains pays d'Europe où il existe une liste électorale constamment mise à jour annuellement et accessible au public en tout temps? Dans l'état actuel des choses, il arrive que des noms d'électeurs ne figurent pas sur les listes parce qu'ils étaient absents au passage des énumérateurs.

Quels sont ceux d'entre nous qui pourraient se vanter d'avoir été élus avec leur seul argent? Certains peut-être auraient été assez fortunés pour le faire, mais nous savons tous que derrière les finances électorales, il y a la caisse électorale. C'est probablement ce qui a jeté le plus de taches sur les partis politiques. Que l'on passe du pouvoir à l'opposition ou de l'opposition au pouvoir, on retrouve toujours une caisse électorale.

Elle est un peu plus grosse ou un peu plus petite, mais elle est là. Or, un pays où un homme pauvre n'est pas capable de se présenter aux élections sans cette caisse électorale et de se faire élire d'après son mérite, à même ses propres ressources financières, est un pays qui ne fait que jouer à la démocratie.

Les candidats se trouvent aujourd'hui devant des frais électoraux qui sont incompressibles. Ainsi,

dans un comté où se trouvent 100,000 électeurs, où l'on compte 300 bureaux de vote ou plus, cela coûte déjà une fortune pour avoir un représentant dans chacun des bureaux de vote... Un candidat n'est pas capable par lui-même d'assumer de telles dépenses. Ces frais qu'un candidat ne peut éviter, ne devraient-ils pas être incorporés aux frais payés par le gouvernement pour l'application de la loi électorale?

On dira peut-être que ces choses-là, c'est comme la température, qu'on en parle beaucoup mais qu'on n'y peut rien. Or, c'est justement parce qu'on ne tente pas grand-chose pour y remédier que tant de gens qui devraient être dans la politique, n'y viennent pas, et ceux qui s'y lancent développent avec le temps un air de supériorité et de mépris. Cela est très mauvais.

Pour prévenir des abus, faudrait-il, comme aux États-Unis, forcer les gens à rendre publiques les souscriptions faites en faveur des candidats par des organismes publics qui doivent leur existence aux bonnes relations qu'ils entretiennent avec le gouvernement? Il est clair que si on publiait les souscriptions faites aux partis, certaines pressions ne s'exerceraient plus. Il y a bien d'autres points qu'un comité pourrait étudier pour préparer une réforme électorale tant au point de vue moral et démocratique qu'au point de vue technique. On nous accuse de tous les péchés d'Israël. Une telle commission nous permettrait de trouver une ou deux façons de corriger certains de ces points. Je ne jette de pierres à personne. J'ai voulu traiter cette question sans partisanerie, car les partis politiques se sont succédé au pouvoir sans jamais ne rien changer de fondamental. Je demande à ceux qui participeront à ce débat de le faire aussi en tout objectivité.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition a parlé de plusieurs sujets en ayant la précaution d'affirmer qu'il s'agissait d'opinions personnelles. Et il a ajouté que si on allait en profondeur, on trouverait certainement qu'il est nécessaire de faire des changements. Et, à cette fin, le chef de l'opposition propose la formation d'un comité de 15 membres.

Depuis des années, le gouvernement a apporté divers amendements à la loi électorale et c'est son intention de continuer. Nous avons même inscrit cette année un projet de loi qui apporte une autre amélioration que réclamait l'opposition, celle du rétablissement du système des deux énumérateurs pour la confection des listes électorales³. Nous avions auparavant remis en vigueur le bulletin de vote avec talon pour remplacer l'odieux bulletin de

vote sans talon. C'était encore une très grande amélioration, qui a mis fin à plusieurs abus. Et je pourrais en citer une foule d'autres. En plusieurs autres occasions, l'Union nationale a manifesté son souci de doter la province de Québec de la meilleure loi électorale du Canada.

Le chef de l'opposition se défend de faire de la politique avec cette question, mais tout le monde sait que quand l'opposition critique la loi électorale, il vient tout de suite à l'esprit des gens que le gouvernement profite des imperfections dénoncées et d'une loi mal faite.

On a parlé des machines qui pourraient enregistrer les votes. Je crois que c'est précisément là un système qui pourrait détourner les électeurs de leur devoir. Pour ma part, quand je vais voter, j'aime bien poser un geste personnel, tenir un bulletin dans ma main, y tracer moi-même ma croix. Un système trop mécanique me répugne.

Si j'avais à peser sur un bouton pour enregistrer mon vote, je n'aurais pas l'impression d'exercer un droit souverain. Je ne dis pas cependant qu'il ne faudra jamais adopter ce système, mais alors il me semble que le vote deviendra quelque chose de mécanique, d'impersonnel. Pour le moment, je suis opposé à cette mécanique, bien qu'il soit possible que plus tard on en arrive à ce moyen de vote, mais personnellement, je n'y suis pas intéressé.

On a parlé aussi de télégraphes, de caisses électorales. Rien de cela n'existait en 1896. Mais tout cela existait en 1936. C'est donc une invention du Parti libéral, l'invention d'un parti qui avait été 40 ans au pouvoir. Quant à nous, nous nous sommes efforcés et nous nous efforçons encore d'assainir les mœurs électorales.

(Applaudissements à droite)

J'admets qu'il y aurait peut-être lieu de faire supporter par le gouvernement une plus grande partie des frais électoraux, mais je regrette qu'on dise tant de mal des politiciens. Il faut regretter qu'on ait tellement clamé partout qu'il y a des abus aux élections, qu'on a fini par ancrer dans l'esprit du public le sentiment que les hommes politiques font preuve de vénalité.

Pourtant, il me semble que c'est bien la profession la plus grande, la plus belle et la plus noble de toutes, parce que le politicien représente ses concitoyens au Parlement de la nation. Être le représentant du peuple, faire connaître le sentiment du peuple au Parlement, je me demande si ce n'est pas là une noble profession.

Ceux qui se lancent dans la vie politique doivent négliger leur profession, leur vie privée et

leur famille. Ils y sacrifient souvent leur santé pour s'occuper de leurs concitoyens. Ils sont en butte aux attaques des journaux et de leurs adversaires qui essaient de les déprécier. Ceux qui ne parlent que de suppositions de personnes et de caisse électorale en arrivent à faire croire que la politique est un métier qui salit. Et c'est très malheureux.

Le gouvernement se propose d'améliorer sans cesse la loi électorale. Il propose déjà des amendements importants cette année, il en proposera d'autres l'an prochain et dans les années à venir. Pour le moment, je ne vois rien de pratique dans la motion en discussion et j'en demande le rejet.

M. Hamel (Saint-Maurice) déclare qu'il est très heureux d'appuyer la motion du chef de l'opposition. Je me demande, dit-il, si la loi électorale actuelle nous permet la liberté et l'honnêteté dans toute la mesure du possible. Le chef de l'opposition a abordé le sujet sur le plan de l'intérêt public, alors que le premier ministre a voulu l'entraîner sur le plan de l'électoratisme.

D'après le premier ministre, la caisse électorale et les télégraphes seraient des inventions des libéraux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est le chef de l'opposition qui a parlé de la caisse électorale. J'ai dit, pour ma part, qu'elle n'existait pas autrefois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans l'histoire de la province de Robert Rumilly⁴, que le premier ministre connaît bien, et je cite de mémoire, on parle pourtant de dons faits à la caisse électorale au temps de Chapleau.

Il est amusant de voir le premier ministre rappeler des irrégularités qui se sont produites en 1936, mais pas celles de 1956. Il semble qu'en vieillissant on ait la faculté de se souvenir d'incidents qui se sont produits il y a 25 ans, mais qu'on soit incapable de se rappeler de ceux qui se sont produits il y a un ou deux ans.

Pourquoi, lors des élections de 1956, dans un certain arrondissement du comté de Saint-Jacques, le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois), aujourd'hui ministre des Affaires municipales, a obtenu 243 votes dans un bureau de vote qui ne comptait que 218 électeurs inscrits?

L'honorable M. Barrette (Joliette) fait remarquer qu'en 1935-1936, les suppositions de personnes étaient très rares.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) cite le rapport officiel des élections pour démontrer que cette affirmation est inexacte. Il dit avoir obtenu 117 votes à ce bureau de vote. Le candidat libéral en avait 48 et les autres en avaient 4, pour un total de 169.

(Échanges de paroles de part et d'autre de la Chambre)

M. l'Orateur: À l'ordre! Il (l'Orateur) demande qu'on en revienne à la motion du chef de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice) souhaite parler de la question des énumérateurs...

M. l'Orateur fait remarquer au député de Saint-Maurice qu'il faudra attendre pour discuter cette question que le texte de loi vienne devant la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) aborde la question des campagnes électorales. Il tente de démontrer que, dans le rapport des élections de 1956, le président des élections a fait une erreur.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) demande au député de Saint-Maurice de lire tout le rapport auquel il fait allusion.

L'honorable M. Barrette (Joliette): À l'ordre!

M. l'Orateur demande au député de Saint-Maurice de s'en tenir à l'objet de la motion, qui propose la formation d'un comité pour étudier des amendements possibles à la loi électorale. Le député de Saint-Maurice anticipe. Il prend pour acquis que le comité existe et qu'il siège dans le moment. Il est en train de plaider devant ce comité.

M. Hamel (Saint-Maurice): D'accord. Mais en ce faisant, je démontre pourquoi ce comité devrait être formé. Je prends le rapport officiel des élections et je constate que, dans un autre bureau de vote du comté du ministre des Affaires municipales, il y avait 212 votes valides au total, et seulement 207 électeurs inscrits.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Mais les chiffres démontrent que, dans ce comté, les libéraux ont obtenu plus de votes, proportionnellement, que moi.

M. l'Orateur: C'est là un incident auquel on a déjà répondu. L'incident est clos et je demande qu'on revienne à la motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Très bien. Je suis pour la formation d'un comité parce qu'il faut trouver le moyen de réduire les dépenses électorales. Il y aura lieu de se demander par exemple si, avec un système mécanique d'enregistrement des votes, on ne pourrait pas prévenir les excès d'enthousiasme.

De plus, une élection sérieuse se fait avec des représentants dans les bureaux de votation. Ces représentants sont absolument nécessaires pour assurer la liberté du vote. Il y aura donc lieu de se demander si ces représentants ne devraient pas être payés par le gouvernement plutôt que par les partis politiques.

En temps d'élection, les journaux augmentent leurs tarifs. La radio et la télévision font de même. Plutôt que de doubler leurs tarifs, les journaux devraient réserver des espaces aux candidats. La même chose s'applique à la radio et à la télévision. De plus, le candidat doit louer des salles publiques. Toutes ces dépenses diminuent d'autant la liberté du candidat. Pourquoi, par exemple, les candidats ne pourraient-ils pas se servir gratuitement des salles publiques? En certains pays même les manifestes électoraux sont payés par l'État. D'après *Le Devoir*, les frais de propagande ont coûté en moyenne \$23,000 par candidat de l'Union nationale⁵ aux dernières élections.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je regrette encore une fois qu'on fasse perdre tellement de temps à la Chambre, en restant en dehors du sujet, quand il y a tant de choses importantes à faire. Je connais bien la façon de procéder du député de Saint-Maurice...

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le premier ministre était venu plus souvent en Chambre au cours des cinq dernières années, il saurait mieux ce qui s'y passe⁶.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai assisté à des séances à chacune des sessions. Ce que dit le député de Saint-Maurice constitue une attaque indirecte contre le chef parlementaire de l'opposition, qui a été une année complète sans venir à Québec⁷. Je me suis absenté, moi aussi, pour cause de maladie. Mais quand le chef de l'opposition s'est absenté pour les mêmes raisons, jamais de ce côté-ci de la Chambre une parole désagréable n'a été prononcée à

son endroit. Je ne demande pas au député de Saint-Maurice d'avoir de la générosité, je sais qu'il en est incapable; mais quand il parle de mes absences, il faut bien que j'évoque d'autres absences.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice est absolument hors d'ordre. D'après les règlements, quand un député a déjà été rappelé deux fois à l'ordre, l'Orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre⁸. Ça fait déjà plus de deux fois que j'avertis le député de Saint-Maurice et ce sera la dernière.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, je termine. La motion du chef de l'opposition est une excellente motion. Je suis surpris que le gouvernement ne l'ait pas acceptée, après l'avoir discutée avec sérénité.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit qu'il ne fera que quelques remarques, en toute objectivité.

Je tiens cependant à relever tout de suite certaines affirmations. Qu'on ne se soit pas aperçu de l'autre côté de la Chambre des améliorations importantes déjà apportées à la loi électorale, il n'y a rien là qui m'étonne. Ça fait quatre ans que ces gens-là ne participent pas aux élections⁹. Ils préférèrent s'en abstenir. La loi a été améliorée. Et j'ai suffisamment confiance dans le peuple de la province pour savoir que chaque électeur exprime honnêtement son opinion par son vote et que c'est ça qui amène ici une majorité de députés de l'Union nationale.

On a affirmé aussi que ceux qui s'occupent de politique souffrent d'une mauvaise réputation. Le chef de l'opposition ne me contredira pas si je dis qu'ils ne méritent pas cette réputation. Mais quels sont les responsables de cette mauvaise réputation? Ce sont ceux qui tentent de salir les hommes qui ont abandonné leur carrière, qui ont négligé leur famille et qui, souvent, ont compromis leur santé pour servir leur province et leur pays.

Maintenant, revenons à la motion elle-même. Elle demande la formation d'un comité de 15 membres pour étudier les réformes électorales. Or, cela regarde toute la Chambre. Il y a justement sur l'ordre du jour un projet d'amendement à la loi électorale. Le premier ministre a parlé d'une des clauses de ce projet de loi, mais il n'a pas seulement pour objet de rétablir le système des deux énumérateurs. Je dois dire et je sais qu'il contient aussi plusieurs autres clauses. Il appartiendra donc à la Chambre, et non pas seulement à un comité de 15 membres, d'étudier l'opportunité de ces amendements et d'en proposer d'autres au besoin. Le

comité dont on propose la formation est donc absolument inutile.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) veut parler du comté de Saint-Jacques. En parlant du bureau de vote où il y a eu plus de suffrages que d'électeurs, dit-il, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) s'en est pris au député de ce comté, l'honorable ministre des Affaires municipales (M. Dozois).

M. Lafrance (Richmond): M. l'Orateur, vous avez décidé, tout à l'heure, que ce point était hors d'ordre.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) a droit de répondre à des accusations.

M. Lafrance (Richmond) sort de la Chambre¹⁰.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le député de Richmond (M. Lafrance) manque de courage. L'honorable ministre des Affaires municipales (M. Dozois) était un homme d'affaires en vue et a quitté ses fonctions de membre du conseil de la cité de Montréal pour accepter d'entrer dans l'arène provinciale à la demande d'un grand nombre d'électeurs de la métropole.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de discuter, alléguant que les paroles prononcées par le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) ne relèvent aucunement de la motion qui est devant la Chambre. La carrière du député de Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) n'a rien à voir au débat.

Décisions de l'Orateur:

Droit de répliquer à un préopinant

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide qu'un préopinant ayant déjà parlé de ce qui s'était passé lors des dernières élections dans le comté de l'honorable ministre des Affaires municipales, il était permis d'y répondre. Le député de Westmount (M. Hyde) serait justifié de soulever ce point si son collègue de Saint-Maurice (M. Hamel) n'avait pas persisté, malgré mes avertissements, à parler du rapport des élections.

M. Lafrance (Richmond) (Revenu en Chambre) en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): On a basement attaqué le ministre des Affaires municipales aux dernières élections. Il (M. Hanley) fait allusion au débat de la veille sur la motion de censure du député de Saint-Maurice (M. Hamel) à l'endroit du premier ministre...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas permis de revenir sur un débat antérieur...

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Anne devrait revenir au sujet en discussion. Il ne peut revenir sur un débat antérieur.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Les attaques de l'opposition semblent vouloir décourager les citoyens honnêtes d'entrer dans la vie publique. Il est triste que le député de Saint-Maurice ait adopté cette basse attitude.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de nous prêter des motifs...

M. l'Orateur: Il n'y a rien là d'irrégulier. Le député de Sainte-Anne commentait les remarques du député de Saint-Maurice, non sa personnalité.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'ai pris bien des notes durant le discours du député de Saint-Maurice et je voudrais répondre à quelques points.

M. l'Orateur: Je le regrette, mais comme le député de Saint-Maurice a été très souvent hors du sujet, le député qui parle en ce moment ne peut le suivre sur ces points ...

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) tente de continuer son discours...

(Protestations à gauche)¹¹

Il se plaint des interruptions de la gauche et affirme que, pour sa part, il n'a pas de caisse électorale et qu'il ne sait pas ce qu'est une caisse électorale.

(Éclats de rire à gauche)

Une voix de l'opposition: Il est innocent...

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Ce sont le chef de l'opposition et le député de Saint-Maurice qui ont parlé de caisse électorale. Il m'a fallu me reporter à 30 ou 40 ans en arrière dans mes souvenirs pour me rappeler la première fois que cette expression a été employée devant moi...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne veux pas interrompre le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) dont je reconnais la contribution aux débats, mais comme il est un expert en élections, il devrait pouvoir parler du sujet en discussion et nous faire profiter de son expérience.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): La motion devant cette Chambre, de toute façon, ne vise pas à servir l'intérêt public. Il est arrivé que l'opposition, par exemple, n'a pu trouver d'énumérateurs. On risque ainsi de paralyser le mécanisme électoral...

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a eu une décision rendue sur ce point, M. l'Orateur; vous avez décidé qu'on ne pouvait parler du problème des énumérateurs.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Anne devrait s'en tenir au sujet en discussion.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Alors, j'y reviens et je dis que le gouvernement n'a pas

besoin d'une telle commission pour agir. L'expérience qu'il possède de ce qui se passait avant son arrivée au pouvoir lui suffit, et le gouvernement actuel ne peut être tenu responsable des abus commis aux élections avant qu'il n'assume la direction de la province.

M. Lafrance (Richmond): Le député est encore hors d'ordre. Il a dû être rappelé si souvent à l'ordre que je demande à l'Orateur d'appliquer l'article 74 du Règlement qui prévoit, en semblable cas, que le député soit rappelé nominativement à l'ordre.

M. l'Orateur: Comme je ne l'ai pas fait pour le député de Saint-Maurice, je ne crois pas devoir le faire pour le député de Sainte-Anne...

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) termine en disant qu'il votera sûrement contre la motion libérale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) déclare qu'à son avis la motion en est une qui peut fournir un beau thème à un discours à ceux en mal d'électoralisme, mais pour les esprits sérieux, c'est une motion inutile.

La loi électorale de la province de Québec est l'une des meilleures qui existent au Canada. Elle n'est peut-être pas parfaite parce qu'elle est humaine. Mais la loi actuelle a été élaborée à la suite d'études sérieuses de toute la législation existante au Canada et dans certains États américains, étude faite par le président général des élections, Me François Drouin, dont tout le monde reconnaît l'honnêteté et la compétence.

Le projet a été amené, en 1945, devant un comité spécial, que je présidais et qui, à la demande de l'opposition, s'était adjoint le juriste de l'opposition d'alors, Me Louis-Philippe Pigeon¹². Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des suggestions faites ont été approuvées par le comité. Cette loi a apporté des corrections formidables telles que la liste électorale mieux conçue, exigeant que les listes électorales soient rédigées à la main plutôt que selon l'ancien système de feuilles mobiles, qui entraînait toutes sortes d'abus; une commission de révision siégeant de 7 à 12 jours au lieu de 3 comme auparavant; des bulletins de vote comportant un carré spécial pour la croix de l'électeur; des enveloppes scellées dans lesquelles on dépose les bulletins de vote dans les boîtes au lieu de les laisser en paquets, pratique qui permettait toutes sortes de manipulations. De plus, la loi oblige les électeurs de

l'Île de Montréal et de Québec de s'identifier avant de voter, enrayant ainsi bien des fraudes.

La motion d'aujourd'hui est bien mal amenée, car d'autres améliorations seront apportées par une loi qui est déjà à l'ordre du jour. Cette motion est inutile parce qu'elle demande la création d'un comité de 15 membres alors que tout le monde sait que nous avons déjà un comité des privilèges et élections composé de 28 parlementaires, y compris le chef de l'opposition, que l'on peut convoquer en tout temps pendant la session et saisir de tout projet de réforme électorale. Je soutiens donc que cette motion est inutile et qu'elle ne sert que de prétexte à des discours électoraux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il a présenté sa motion parce que le chef du gouvernement, feu M. Sauvé, avait lui-même déclaré que le projet de loi qui doit être soumis n'était qu'en fonction de l'énumération. Peut-être y a-t-il d'autres aperçus que nous ignorons, car le texte n'en est pas encore déposé, dit-il, mais, pour ma part, je ne pouvais procéder autrement pour soulever la question de la révision complète de la loi électorale.

Le ministre soutient que ma motion est mal venue parce qu'il y a un projet de loi qui s'en vient. Tous savent que sur ce projet de loi je ne pourrai pas parler des grands principes mais seulement de la question de l'énumération et des articles soumis à la Chambre. Du reste, comme la loi électorale appelle des questions d'argent, je ne pourrai pas non plus proposer des modifications ou des amendements. La discussion sera forcément limitée aux amendements proposés par le gouvernement.

Enfin, l'argument du ministre, qui dit qu'un comité existe déjà pour s'opposer à ma motion qui demande la création d'un comité de 15 membres, ne tient pas, puisque le ministre lui-même reconnaît qu'en 1945 on a confié à un comité spécial l'étude de la loi. J'estime que c'est toute la loi électorale qui devrait être refaite dans son ensemble et que le meilleur moyen de la faire, c'est de constituer un comité spécial de la Chambre.

En somme, M. l'Orateur, je regrette que la Chambre ne veuille pas se pencher sur des problèmes aussi importants¹³.

La motion du député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel,

Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Thuot, Turcotte, Vachon, 60.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Victimes d'automobilistes insolvable

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que:

Attendu qu'un grand nombre de personnes sont victimes d'accidents causés dans cette province par des automobilistes insolvable:

Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées soient prises pour assurer aux victimes d'accidents ainsi causés par des automobilistes insolvable toute la protection nécessaire.

L'automobile a rendu d'immenses services, surtout au gouvernement de la province par les revenus considérables qu'elle lui assure chaque année. À elle seule, la taxe sur l'essence a rapporté l'an dernier près de \$89,000,000. À quoi il faut ajouter \$35,000,000 provenant de la vente des permis et des droits d'enregistrement.

Les avantages de l'automobile sont nombreux et cela dans plusieurs domaines. Mais pour l'État provincial, il convient de souligner que ces deux sommes réunies représentent 25 % du budget de la province. Le nombre d'automobiles a augmenté considérablement depuis quelques années. Mais les accidents ont suivi cette même courbe ascendante. En 1957, environ 879 personnes sont mortes à la suite d'accidents d'automobiles. Au cours de la même année, on a calculé que 19,502 avaient été blessées et au-delà de 101,170 véhicules ont été impliqués dans des accidents.

Il (M. Hamel) parle de cas particuliers comme celui d'une femme de Québec qui a eu la

jambe coupée lors d'un accident d'automobile. Un jugement de \$8,000 avait été émis contre le conducteur, dit-il, mais ce dernier était insolvable. Il mentionne aussi le cas d'un père de six enfants, de La Tuque, tué lui aussi par un conducteur insolvable.

La législation actuelle ne suffit pas. Elle n'offre pas suffisamment de protection pour les victimes d'accidents causés par des conducteurs insolvable. À peu près tous les pays du monde ont adopté des lois plus adéquates que celles en vigueur dans la province de Québec en ce qui concerne ces cas. C'est la même chose dans le reste du pays. Dans les autres provinces canadiennes, il existe des lois qui protègent les victimes d'accidents d'automobiles en leur garantissant des indemnités adéquates.

Il semble que, dans la province de Québec, on est surtout intéressé aux revenus provenant de l'automobile sous différentes formes. On a mis de côté les graves conséquences sociales que peuvent avoir certains accidents d'automobiles.

Certains États ont adopté l'assurance obligatoire. Mais ce n'est pas une solution parfaite. Cela ne réglerait pas le problème. Il y a des divergences d'opinions quant à l'utilité d'avoir recours à l'assurance obligatoire. Je respecte ces points de vue divergents. On dit même qu'elle tend à faire augmenter le nombre des accidents. De plus, l'assurance obligatoire, même si elle constitue une garantie limitée, n'offre pas une protection absolue. Dans le cas d'une automobile volée, par exemple, la victime n'a pas de recours.

Il existe d'autres systèmes sur lesquels il y a également divergences de vues. Je n'en préconise aucun en particulier, car j'estime que c'est là la responsabilité du gouvernement. Mais il est temps qu'on fasse quelque chose. Pour ma part, je verrais d'un bon œil l'établissement d'un fonds d'indemnité auquel seraient obligés de contribuer ceux qui n'ont pas d'assurance automobile et qui servirait à indemniser les personnes qui ont le malheur d'être victimes d'insolvable. Des fonds communs ont été établis en d'autres pays pour indemniser les victimes d'accidents d'automobile aux prises avec des conducteurs ou des propriétaires d'automobiles qui sont insolvable et ils semblent avoir donné de bons résultats.

On a déjà trop longtemps tardé à résoudre ce problème, et il est nécessaire et urgent que le gouvernement agisse d'une façon ou d'une autre. Le peuple ne peut plus attendre et, dès la présente session, une loi devrait être présentée à ce sujet. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et il n'y a aucune raison économique ou autre qui justifierait un retard.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député de Saint-Maurice a souligné une situation qui a été depuis quelque temps portée à mon attention. La situation commande une solution.

Il a donné tout à l'heure des statistiques sur le nombre des véhicules qui circulent dans le Québec. Il me permettra, non pas de les contredire, mais d'y ajouter. Cette année, il y a 1,075,000 véhicules de tous genres sur nos routes. Et cela ne comprend pas les automobiles des touristes. En 1953, alors que nous avions 649,652 véhicules enregistrés, il y a eu dans notre province 901 pertes de vies. L'an dernier avec 1,020,601 véhicules, il n'y a eu que 854 pertes de vies. C'est-à-dire qu'il y a eu un certain travail de fait dans le domaine de la sécurité routière.

Mais, nous sommes quand même en face d'une situation à laquelle il faut tenter d'apporter remède. Il y a eu déjà plusieurs amendements augmentant la responsabilité légale du conducteur. On a créé des présomptions de responsabilité qui n'existaient pas auparavant. Pour ma part, je ne serais pas disposé à augmenter encore ces présomptions légales. Je soumets que le problème n'est pas là.

Le problème, c'est celui des victimes d'accidents qui peuvent établir la responsabilité du conducteur, mais qui ne peuvent être indemnisées parce qu'elles se trouvent en présence d'un insolvable. De quelle manière parer à cette situation? À mon sens, il y a trois sortes de moyens: l'assurance obligatoire, l'assurance d'État et le fonds d'indemnité contributoire.

L'assurance obligatoire m'inspire énormément de craintes. À part les réserves que le député de Saint-Maurice a faites lui-même, il y a le fait que, si les gens sont obligés de s'assurer, ils se trouvent soumis du même coup aux conditions dictées par les compagnies d'assurance et des taux sur lesquels je me demande si nous avons constitutionnellement le droit d'intervenir.

L'assurance d'État m'inspire encore plus de craintes; je ne peux pas déterminer exactement quelles sont les obligations financières que cela imposerait à la province, mais c'est une chose dont il faut tenir compte.

Il y aurait enfin cet autre moyen: un fonds d'indemnité, auquel les conducteurs souscriraient obligatoirement un ou deux dollars lorsqu'ils demandent leurs permis, et qui servirait à indemniser les victimes qui ne peuvent pas l'être autrement.

C'est un problème sur lequel nous devons nous pencher le plus rapidement possible, mais en prenant toutes les précautions nécessaires pour ne pas nous embarquer, à l'exemple de certains États, dans des aventures regrettables.

Si le premier ministre y consent, je serais donc prêt pour ma part à accepter la motion du député de Saint-Maurice, en l'amendant toutefois non pas de façon à obtenir du délai, mais parce que, je le dis en toute franchise, je ne suis pas actuellement en mesure de dire quelle serait la solution la plus appropriée.

Je propose donc que la motion soit amendée comme suit. Au lieu de dire: "Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées soient prises..." elle dirait: "Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées doivent être étudiées pour assurer aux victimes d'accidents ainsi causés par des automobilistes insolubles toute la protection nécessaire".

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas d'objection à l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre l'adopte.

Un débat s'élève sur la motion amendée qui se lit maintenant comme suit:

Que:

Attendu qu'un grand nombre de personnes sont victimes d'accidents causés dans cette province par des automobilistes insolubles:

Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées soient étudiées pour assurer aux victimes d'accidents ainsi causés par des automobilistes insolubles toute la protection nécessaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) parle de l'assurance obligatoire et souligne la situation dans les diverses provinces du Canada. Il (M. Lapalme) fait des comparaisons entre Québec et Ontario et cite des documents. Relativement à la situation en Saskatchewan, dit-il, où l'assurance-obligatoire est en vigueur, Québec devrait obtenir des précisions sur la législation dans cette province. Il importerait de savoir si la législation de la Saskatchewan a porté des fruits.

Un député fait remarquer au chef de l'opposition que le moment de l'ajournement de la séance est venu¹⁴.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné¹⁵.

Adopté.

Projets de loi:**Charte
de Montréal¹⁶**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande qu'on attende le retour du projet de loi actuellement sous presse chez l'imprimeur. Il y a eu tellement d'amendements qu'il serait bon de prendre connaissance de la version retouchée avant le passage final du texte à la Chambre basse.

Remboursement de droits:**Quebec Gas
Transmission Lines**

M. Chalifour (Portneuf) propose que le bill 113 accordant certains pouvoirs à Quebec Gas Transmission Lines Inc. ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Frères de
Saint-Vincent-de-Paul**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill 111 modifiant la charte de la province canadienne des frères de Saint-Vincent-de-Paul ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Sir George Williams
College**

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill 201 concernant Sir George Williams College ayant pour objet de favoriser l'instruction publique en général et la diffusion des lettres, des arts et des sciences, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Gaz provincial
du Nord de Québec ltée**

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la loi concernant Le Gaz provincial du Nord de Québec ltée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxe de vente
au Lac-Saint-Jean-Est**

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 prolongeant de deux années, la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Myson-Griggs

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 concernant le changement de nom Myson-Griggs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) répondant aux questions du chef de l'opposition, déclare que la Chambre ne siégera pas ce soir et que demain plusieurs bills seront étudiés, entre autres, ceux du Barreau, des Statuts refondus, des pensions, du fonds d'amortissement et des cimetières.

Il (l'honorable M. Barrette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Version de *L'Action catholique* du 14 janvier 1959, à la page 3, que nous avons préférée à cette

version du *Soleil* du même jour, également à la page 3, qui dit plutôt que "Le jour où l'on a accordé le droit de vote aux femmes, on a donné à la démocratie une expansion plus grande qu'elle devait avoir."

2. Version de *L'Action catholique* du 14 janvier 1960, à la page 3. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, écrit plutôt "Quand on parle des députés libéraux et fédéraux...", ce qui semble être une erreur.

3. L'honorable M. Barrette fait référence au projet de loi 53: Loi modifiant la loi électorale de Québec, présenté aux députés lors de la séance du 18 décembre 1959.

4. Robert Rumilly (1897-1983) est un historien nationaliste qui a notamment écrit une série de 42 volumes sur l'histoire du Québec.

5. Voir la mise au point de M. Hamel au début de la séance du 15 janvier 1960.

6. Rappelons que M. Barrette n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et le début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une "maladie". Selon le journaliste Pierre Godin, une brouille avec Maurice Duplessis serait plutôt à l'origine du problème. M. Barrette offre d'ailleurs sa démission trois fois à M. Duplessis, qui la refuse. Au printemps 1959, M. Barrette fait un voyage autour du monde, notamment au Japon, et il revient finalement à la tête de son ministère après la mort de M. Duplessis. À ce sujet, voir Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (1944-1959)*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, pages 635-636 et 684, ainsi que Pierre Godin, *La Révolution tranquille. La fin de la grande noirceur*, vol. 1, Montréal, Boréal, 1991, page 168.

7. À la suite d'une intervention chirurgicale, M. Lapalme a été absent durant toute la session 1956-1957. C'est M. Hamel qui le remplaçait à la tête du Parti libéral.

8. L'Orateur fait ici référence à l'article 74 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, en vertu duquel un député qui continue à s'éloigner de la question en discussion, après avoir été rappelé à l'ordre à deux reprises, peut être rappelé à l'ordre en étant désigné par son nom, ce qui

équivalait à l'expulser de la Chambre pour le reste de la séance.

9. L'honorable M. Rivard fait probablement allusion aux élections partielles qui ont eu lieu depuis les élections générales de 1956.

10. *La Presse* du 14 janvier 1960, à la page 72, écrit que M. Lafrance en appelle de la décision de l'Orateur puis sort de la Chambre. Au contraire, *Le Soleil* du même jour, à la page 11, écrit que M. Lafrance n'en appelle pas de la décision et ne fait que sortir de la Chambre. Comme les *Journaux de l'Assemblée législative* ne font aucune mention d'un vote de la Chambre à ce moment, mais seulement après la décision de l'Orateur concernant le droit de réplique d'un préopinant, la version du *Soleil* semble être la plus plausible.

11. *Le Soleil* du 14 janvier 1960, à la page 11, écrit que M. Hanley continue son discours, mais peine à se faire comprendre en raison des nombreuses interruptions des membres de la gauche.

12. Juriste très compétent, Louis-Philippe Pigeon fut conseiller personnel du premier ministre Adélard Godbout et il resta par la suite conseiller des chefs libéraux.

13. *L'Action catholique* du 14 janvier 1960, à la page 3, souligne que le débat sur la refonte électorale a duré 2 heures.

14. *La Presse* du 14 janvier 1960, à la page 72, ne précise pas qui a fait cette remarque.

15. *Le Montréal-Matin* du 14 janvier 1960, à la page 2, note que le débat sur les automobilistes insolubles a duré environ 45 minutes.

16. Voir la note 6 de la séance du 14 janvier et la discussion sur ce même projet de loi (bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal). Cette information provient de *La Presse* du 14 janvier 1960, à la page 3.

Séance du jeudi 14 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 128 concernant le testament de feu Roch Lanctôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession;

- bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal;

Et, sans amendement, le bill 199 changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc;

- bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard;

- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

Motions des députés:

Anniversaire du chef de l'opposition

M. Lapalme, Montréal-Outremont

M. Hamel (Saint-Maurice) souhaite formuler les vœux des membres de l'opposition à l'adresse de leur chef (M. Lapalme). Tout le monde dans cette Chambre, dit-il, a eu l'occasion d'apprécier ses interventions judicieuses. Il est là pour surveiller les mesures prises par le gouvernement. Sans négliger cette partie de son rôle qui consiste à dénoncer les faiblesses de la politique gouvernementale, il s'est

toujours appliqué à proposer des suggestions positives qui ont fait, en général, leur chemin dans l'opinion publique et qui ont même été acceptées assez souvent de l'autre côté de la Chambre.

Je souhaite qu'il continue de siéger longtemps dans cette enceinte. Je sais qu'après les prochaines élections, c'est sur les banquettes ministérielles qu'on le retrouvera. Il pourra alors, plus que jamais, faire profiter la province de sa vaste expérience. Je termine, dit-il, en exprimant mes vœux de bonne santé à l'adresse du chef de l'opposition et en lui souhaitant l'accomplissement de tous ses désirs légitimes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis très heureux de m'associer au député de Saint-Maurice, aux autres membres de l'opposition et j'en suis sûr, à toute la Chambre, pour offrir également mes meilleurs vœux de santé et de prospérité au chef de l'opposition à l'occasion de son anniversaire.

Nous sommes deux Joliettains et nous nous connaissons, lui et moi, depuis si longtemps que j'aurais dû me rappeler que c'était aujourd'hui son anniversaire de naissance. J'en reprends bonne note et si le chef de l'opposition est encore ici l'an prochain...

(Rires)

... je m'efforcerai d'être le premier à le féliciter.

Je lui souhaite de la santé. Pour remplir les fonctions de chef de l'opposition, il faut avoir une bonne santé et je constate avec plaisir que si la santé a paru décliner jadis, il est maintenant en pleine possession de tous ses moyens¹. Il nous fait une lutte ardente, que nous trouvons parfois dure et sévère, même si elle est toujours courtoise. C'est dire que tout va bien. Car c'est ainsi que les choses doivent être et nous aussi, nous aimons la lutte. Mes vœux n'en sont pas moins très sincères. Je lui souhaite la santé, mais je ne souhaite pas au chef de l'opposition tout ce qu'il peut désirer, évidemment. Mais je lui souhaite tout le bonheur possible dans la position qu'il occupe.

M. Ross (Montréal-Verdun) joint ses souhaits de bonheur, de longue vie et de bon succès à ceux qui viennent d'être exprimés en son nom et au nom de son collègue, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon).

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ceci démontre que tous les hommes ne sont pas frappés de la même façon par les événements qui surviennent dans le monde. Pour ma part, ce qui me frappait le plus en

lisant les journaux d'aujourd'hui, c'était l'anniversaire du docteur Schweitzer². Quant au mien, je n'y ai aucun mérite, je n'ai rien fait pour l'avoir aujourd'hui. La vie, ce n'est pas moi qui me la suis donnée...

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Il n'a que 39 ans!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je remercie le député de Saint-Maurice, le premier ministre et le député de Verdun (M. Ross) de leurs souhaits. Mais je demande à mes collègues de se rappeler qu'à l'avenir, j'aurai toujours 39 ans...³

Projets de loi:

Retrait d'une clause de la loi modifiant la charte de Montréal

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Se tournant vers la galerie de la presse) J'ai une communication à faire à la Chambre et je demande aux journalistes d'en prendre note.

J'ai pris connaissance de certains articles, particulièrement des éditoriaux, parus dans les journaux de Montréal, qui semblent condamner le fait que le paragraphe 4 du bill de Montréal comporte un effet rétroactif, à propos de l'homologation de certains terrains près de l'avenue des Cèdres⁴.

Ces représentations, faites d'une façon courtoise, semblent avoir ému l'opinion publique. Or, vu l'intérêt considérable que soulève la question, je tiens à dire que le ministre des Affaires municipales demandera le retrait de ce paragraphe du bill de Montréal qui concerne la rétroactivité de l'article.

Testament de Roch Lancôt

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant le testament de feu Roch Lancôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cimetière de l'est de Montréal

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dragutin Baum

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Tremblay (Maisonnette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dollard-des-Ormeaux

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de LaSalle

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 415 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, article 7, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toute décision du comité exécutif ou du conseil selon le cas, décrétant une modification ou addition au plan général de la cité ou une homologation de propriété, devient nulle et de nul effet quant à tout immeuble ou partie d'immeuble dont l'expropriation est subséquemment refusée par le conseil, et ce, à compter de tel refus. La modification ou addition devient ainsi nulle et de nul effet, nonobstant le fait qu'elle a pu être confirmée par la cour supérieure.

"Les présentes dispositions sont aussi applicables dans le cas de toute résolution du conseil refusant une expropriation, et passée entre le 1^{er} septembre 1959 et la date de la sanction de la présente loi, mais en pareil cas, la modification ou addition ne devient nulle et de nul effet qu'à compter de la sanction de la présente loi."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Lors de l'étude du bill par le comité de la Chambre, cette semaine, plusieurs amendements ont été adoptés. Il y en a un, entre autres, à l'article 4 pour permettre au conseil d'effacer une ligne d'homologation. Parmi ceux qui ont assisté à la séance du comité, certaines personnes ont demandé que ce pouvoir soit rétroactif.

Le comité des bills privés, de bonne foi, a adopté à l'unanimité l'amendement parce qu'il ne savait pas que cet amendement pouvait affecter des causes pendantes. Or, des journaux de Montréal ont signalé que la rétroactivité réglait un cas présentement devant la cour. Lors de l'étude par le comité, on nous avait signalé qu'il y avait une action en dommages contre la ville de Montréal pour un montant de \$2,366,000⁵.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et on nous a dit explicitement que cela n'aurait aucun effet sur les causes devant le tribunal.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): C'est exact. L'avocat de la ville, Me Albert Berthiaume, a informé le comité qu'il accepterait l'amendement avec la rétroactivité parce qu'il croyait qu'il n'affectait pas les droits actuels de chacun dans les procédures entreprises contre la ville par les propriétaires de la propriété de l'avenue Cedar, car l'homologation serait annulée seulement lors de la sanction de la nouvelle loi par le représentant de la reine. Le comité ignorait jusque-là qu'il y eût d'autres procédures.

Le comité a accepté l'amendement. M. Berthiaume a accepté la rétroactivité et a déclaré clairement qu'il n'avait aucune objection quant au texte proposé par le sénateur Gustave Monette, l'avocat des propriétaires du Cedar, parce qu'il a dit qu'il l'avait lui-même rédigé. C'est dans ce climat que le comité a accepté.

Puis, j'ai pris connaissance des articles de journaux qui signalent qu'il y a une autre procédure devant les tribunaux. Vu ces faits nouveaux, ce matin, j'ai communiqué immédiatement par téléphone avec le directeur des services à l'hôtel de ville de Montréal, M. Lucien Hétu. Il m'a expliqué la situation. Il m'a dit que la Cour supérieure avait rejeté une injonction interlocutoire l'automne dernier par laquelle on aurait empêché la ville de Montréal d'homologuer la propriété qui n'a pas encore été étudiée au mérite. Il a dit aussi qu'en plus de la poursuite en dommages-intérêts, les propriétaires avaient aussi intenté un autre procès. Un bref d'injonction permanent a été signifié à la ville, et elle doit venir devant les tribunaux le 25 janvier, alors que la Cour supérieure sera appelée à décider si elle doit accorder un permis de bâtir.

Je ne savais pas, au comité, que l'on réglait une cause devant les tribunaux. La Législature ne doit pas se substituer aux tribunaux, et étant donné ces faits nouveaux, je propose donc que le deuxième paragraphe de l'article 4 soit biffé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) se déclare très heureux de la demande du ministre. Cette question de rétroactivité était un des motifs pour lesquels le chef de l'opposition avait demandé la veille que le bill de Montréal soit réimprimé avec tous ses amendements avant de l'étudier en troisième lecture⁶.

Je pense aussi que l'élimination automatique des lignes concernant l'homologation dans la première partie de l'amendement pourrait être changée.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La clause 4 demeure quand même; ce n'est que son

effet rétroactif que l'on fait disparaître. Quant à la première partie de cet article 4, il accorde un pouvoir qui est une mesure de justice pour les contribuables. Ceci apporte une certaine justice aux propriétaires dont la propriété pourrait être immobilisée pour des années sans compensation. La cité possède le droit d'homologuer pour une période de cinq ans et cette homologation peut être renouvelée pour une période de cinq autres années. Mais en vertu de notre nouvelle loi, si avant l'expiration de ce délai l'administration propose l'expropriation au conseil et que celui-ci refuse, manifestant par là, de façon évidente, qu'il ne montre pas d'intérêt à acquérir l'immeuble touché par l'homologation, il serait injuste dans un tel cas de prolonger ladite homologation et d'interdire plus longtemps au propriétaire de bâtir. De toute façon, dès que l'homologation disparaît, les autorités municipales peuvent encore recourir à la procédure d'expropriation quand elles le désirent.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'article 415 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 66, article 7, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toute décision du comité exécutif ou du conseil selon le cas, décrétant une modification ou addition au plan général de la cité ou une homologation de propriété, devient nulle et de nul effet quant à tout immeuble ou partie d'immeuble dont l'expropriation est subséquentement refusée par le conseil, et ce, à compter de tel refus. La modification ou addition ou homologation devient ainsi nulle et de nul effet, nonobstant le fait qu'elle a pu être confirmée par la cour supérieure."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Tous les droits et pouvoirs conférés à la cité par l'article 421 de sa charte, tel que modifié par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 72 et par l'article 421a, tel qu'édicé par l'article 8 de la même loi, de même que ceux qui lui sont conférés par l'article 59 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 69, sont par les présentes étendus et modifiés de manière à accorder à la cité toute capacité civile requise pour qu'elle puisse exercer tous les droits et bénéficier de tous les avantages prévus en faveur des corporations

municipales par les dispositions de toute loi fédérale ou provinciale applicables en matière de réaménagement urbain, d'élimination de taudis, d'aménagement de terrains, de construction de maisons ou de projets d'habitation.

"Plus particulièrement et sans limiter la portée du paragraphe précédent, la cité, nonobstant toute la loi contraire, peut:

"a) acquérir de gré à gré ou par expropriation et déblayer des terrains pour toutes les fins prévues dans la loi nationale de 1954 sur l'habitation et ses amendements de même que dans toutes lois provinciales concernant l'habitation;

"b) disposer des terrains ainsi acquis et déblayés, pour toutes fins prévues dans les lois indiquées au sous-paragraphe (a) précédent, et dans les conditions y prévues, et notamment en disposer ainsi pour toutes fins municipales, ou pour des projets d'habitation ou de réaménagement urbain, sans que la cité soit tenue, dans ce dernier cas, de reconstruire des maisons d'habitation sur les terrains acquis et déblayés, lesquels pourront être utilisés ou aliénés de manière à recevoir leur meilleure destination pour les fins dudit réaménagement urbain, la cité ayant alors le droit de construire ailleurs, s'il y a lieu et si elle le décide, des maisons d'habitation ou des projets d'habitation;

"c) emprunter les fonds nécessaires pour la réalisation des fins susdites et financer tels emprunts, soit à même le fond des améliorations locales créé par le règlement no 1735 de la cité, soit comme dépenses capitales, le tout suivant les formalités prescrites par la loi pour les emprunts de la cité;

"d) conclure, s'il y a lieu, toute entente ou contrat avec le gouvernement provincial, ou avec le gouvernement fédéral après approbation du gouvernement provincial, pour les fins prévues aux présentes;

"e) créer tout organisme aux fins de gérer et administrer, seul ou conjointement avec d'autres, tout projet exécuté dans les limites de ladite cité de Montréal, ou confier cette fonction à l'organisme actuellement existant sous le nom de Corporation des habitations Jeanne-Mance."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "ou de projets".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La cité peut permettre à la Société Radio-Canada ou à d'autres d'y construire une nouvelle

tour de transmission et de réception de télévision et de radio ainsi que les bâtiments nécessaires à son utilisation, pourvu que les plans des constructions et bâtiments projetés et leur localisation dans le parc Mont-Royal aient reçu l'approbation préalable du directeur du service des travaux publics et du directeur du service des parcs et soient ensuite approuvés par le conseil, sur rapport du comité exécutif. La cité peut faire tout contrat ou convention pour l'utilisation ou la construction par des tiers de ces tour et bâtiments, pourvu que tels contrat ou convention ne comportent pas aliénation des droits de propriété de la cité sur le territoire du parc Mont-Royal. À l'expiration du bail existant entre la cité et la Société Radio-Canada ou à toute date antérieure convenue entre elles, la tour présentement érigée au parc Mont-Royal devra être démolie et les lieux rétablis dans leur état primitif, suivant les termes du bail existant."

Cet article est amendé et les mots "un nouvelle tour de transmission" sont remplacés par "une nouvelle et unique tour de transmission". Les mots "de ces tours et bâtiments" sont également remplacés par "de cette tour et de ces bâtiments".

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 40 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 60 est modifié:

"a) en remplaçant dans les deux dernières lignes du deuxième alinéa les mots: "l'article 42 de la loi 22 George V, chapitre 105" par les mots: "l'article 39 de la présente loi";

"b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'article 20 de la loi 12 George V, chapitre 105, tel que remplacé par l'article 42 de la loi 22 George V, chapitre 105, est abrogé."

"Les dispositions du présent article sont déclaratoires."

Cet article est amendé et les mots "chapitre 60" sont remplacés par "chapitre 69".

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 à 17 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie l'article 18, qui se lit comme suit:

"18. L'article 476 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 19 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 52, est de nouveau remplacé par le suivant:

"476. Il y a au plus (onze) juges municipaux pour la cité de Montréal et une cour d'archive appelée "Cour municipale de la cité de Montréal", laquelle est présidée par l'un de ces juges municipaux et possède un sceau.

"Ladite cour tient ses séances à l'hôtel de ville ou en tout autre endroit que le conseil a désigné ou désignera.

"Elle peut siéger chaque jour non férié et simultanément en plusieurs divisions, dont chacune est présidée par un de ces juges municipaux."

M. Hamel (Saint-Maurice) s'objecte à la façon dont l'article 18, qui accorde à la cité le pouvoir de nommer un autre juge à la Cour municipale de Montréal, a été incorporé dans le projet de loi. Cela s'est fait par un amendement soumis au comité. Il n'y a donc pas eu auparavant d'avis public dans les journaux. Ça ne me dérange pas du tout que Montréal ait 10 ou 100 juges municipaux.

Ils en ont probablement besoin d'un ou deux de plus. Ce qui me dérange, c'est que le nouvel amendement n'a pas été mentionné dans l'avis de bill officiel et n'a pas été soumis au conseil municipal de Montréal ou au comité exécutif. C'est contraire au règlement parlementaire.

On a privé la population du droit qu'elle avait d'être informée à l'avance d'une modification apportée à la charte de la ville. Peut-être a-t-on caché aux gens, pour les tranquilliser, ce qui allait se produire? Il y a certains dangers à accepter des amendements à la charte d'une ville sans que ceux-ci n'aient été inscrits dans l'avis de bill. Il faudrait qu'à l'avenir le règlement soit respecté. C'est une question de principe.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Pendant l'étude d'un projet de loi, les autorités ont toujours le droit de proposer un amendement. Dans le cas en question, c'est le député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui a fait la proposition. Le juge en chef, M. Roland Paquette, avait suggéré de porter de 10 à 11 le nombre des juges de la cour municipale. Il avait adressé une lettre dans ce sens le 30 novembre à M. Hétu, en soulignant le travail croissant du tribunal. Le texte du projet de loi venait d'être approuvé par le conseil municipal de Montréal. On ne peut refuser de prendre une mesure nécessaire pour une

meilleure administration de la justice. Il n'y aura nouveau juge qu'au moment où l'Hôtel de Ville le voudra.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit que le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) n'a pas répondu à ses objections au sujet de l'absence d'avis préalable.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député devrait savoir que n'importe quel membre du comité des bills privés a le droit de soumettre un amendement sans que cet amendement ne soit précédé d'un avis. C'est un droit indiscutable. C'est élémentaire. Un député n'est pas obligé de donner un avis public quand il veut présenter un amendement en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): En Chambre, il s'agit de projets de loi publics. Les avis publics sont pour les projets de loi privés, et il faut renseigner la population. Va-t-il falloir maintenant, que je donne des cours à mon ancien professeur à Laval?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le député de Saint-Maurice aurait dû comprendre ceux que je lui ai donnés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le procureur général (M. Rivard) a trouvé autrefois que je comprenais ses cours puisqu'il m'a accordé son prix à l'université pour le meilleur élève. Je plains le reste de la classe s'il considère que je n'ai rien appris.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Bien, tout ce que je peux dire, c'est que vous semblez en avoir oublié beaucoup depuis ce temps.

M. le président cite le paragraphe 2 de l'article 631 du Règlement qui établit que toute proposition d'un député, au comité, n'a pas à être précédée d'un avis préalable.

L'article 18 est adopté.

Les articles 19 et 20 sont adoptés.

Le comité étudie le 9^e paragraphe de l'article 21, qui se lit comme suit:

"La cité est autorisée à intervenir à l'acte d'échange de terrains ci-haut mentionnés et, de temps en temps au besoin et du consentement de l'Association athlétique nationale de la jeunesse, à modifier les conditions mentionnées dans l'acte de vente ci-haut décrit, reçu devant Maître Jean-Luc

Trempe le 2 juin 1959, sauf des dispositions de la loi 7-8, Elizabeth II, chapitre 52, article 26. L'exercice de ce pouvoir peut être décrété par simple résolution du comité exécutif."

Cet article est amendé et les mots "sauf des dispositions" sont remplacés par "sauf celles découlant des dispositions".

L'amendement est adopté.

L'article 21, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 22 et 23, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du Barreau

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 46 touche la loi organique du Barreau. Je présente cette loi comme procureur général et comme membre *ex officio* du Barreau, mais ce n'est pas une loi du gouvernement, et chacun est libre de voter comme il l'entend. Il (l'honorable M. Rivard) ajoute que ce bill lui a été soumis tel quel par le Conseil général du Barreau et il propose de l'étudier en comité plénier.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) explique les articles non contentieux.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 49 de la loi du Barreau (2-3 Elizabeth II, chapitre 59), remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Le comité provincial de discipline exerce une juridiction de première instance et d'appel. Il est composé du bâtonnier de la province et de cinq avocats choisis, pour chaque affaire, par le bâtonnier de la province et le secrétaire-trésorier, parmi onze avocats désignés annuellement par le conseil général. Trois des membres en forment le quorum. Le secrétaire-trésorier du conseil général agit comme secrétaire et greffier du comité. Les membres saisis d'une affaire doivent la terminer, même si leur mandat est expiré."

L'honorable M. Rivard (Montmagny): L'article 1 concerne le comité de discipline et augmente de 5 à 11 le nombre des membres de ce comité⁸.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 24 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les suivants:

"1. Le bureau des examinateurs est composé du président nommé annuellement par le conseil général, de cinq membres choisis, pour trois ans, par le conseil général parmi les avocats en exercice qui sont professeurs ou chargés de cours aux facultés de droit de chacune des universités Laval, McGill, Montréal, Ottawa et Sherbrooke, et de 18 membres nommés pour trois ans par les différentes sections, dans l'ordre déterminé ci-après.

"À l'examen de reprise, la commission chargée, suivant les règlements, de préparer les questions d'examen plus, le cas échéant, un certain

nombre d'examineurs déterminé par le président, constituent le bureau des examinateurs.

"Si le président est absent ou incapable d'agir, le bureau lui nomme un remplaçant temporaire parmi ses membres.

"2. À compter de mai 1960 et tous les trois ans par la suite, les Conseils des Barreaux de Hull, de Trois-Rivières, de Saint-François, de Richelieu, du Saguenay et des Laurentides nomment chacun un examinateur;

"à compter de mai 1961 et tous les trois ans par la suite, le Conseil du Barreau de Montréal nomme six examinateurs;

"À compter de mai 1962 et tous les trois ans par la suite, le Conseil du Barreau de Québec nomme deux examinateurs et les Conseils des Barreaux du Bas-Saint-Laurent, d'Arthabaska, de Bedford et d'Abitibi-Témiscamingue nomment chacun un examinateur.

"Les examinateurs actuellement en fonctions le 15 décembre 1959 le demeurent jusqu'à ce qu'ils soient remplacés suivant le mode prévu aux alinéas précédents."

L'honorable M. Rivard (Montmagny):
L'article 2 ajoute au bureau des examinateurs des avocats enseignant aux universités de Sherbrooke et d'Ottawa.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 83 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"83. Sur preuve jugée suffisante par le secrétaire-trésorier du conseil général que les mêmes privilèges sont accordés aux avocats de la province, les membres du Barreau d'une autre province du Canada ont droit d'occuper devant les tribunaux criminels et correctionnels de la province de Québec."

L'honorable M. Rivard (Montmagny):
L'article 4 laisse au secrétaire-trésorier du Barreau le soin de décider si un avocat venant d'une autre province aura le droit de pratiquer dans le Québec. Précédemment, ce soin était confié au Conseil du Barreau.

L'article 4 est adopté.

M. le président: Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 97 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "soit", dans la septième ligne, les mots "ou qui emploie ou garde à son emploi un avocat suspendu ou rayé du tableau de l'Ordre des avocats, ou qui tolère, sans raison valable, sa présence dans son étude."

L'honorable M. Rivard (Montmagny):
L'article 5 du projet de loi préposé par le Conseil général du Barreau aurait pour effet de défendre à tout avocat pratiquant de garder dans son bureau un avocat suspendu de l'exercice de sa profession. L'article défend même de tolérer, sans raison valable, la présence d'un tel avocat dans une étude d'avocats.

Il (l'honorable M. Rivard) réserve son opinion à ce sujet. Il admet qu'il soit raisonnable d'empêcher un avocat d'employer ou de garder à son emploi un avocat suspendu ou rayé du tableau de l'Ordre, mais il croit que la dernière partie de l'article 5, qui défend de tolérer, sans raison valable, la présence d'un tel avocat dans une étude, va trop loin.

Il faut tout de même que cet avocat gagne sa vie, dit-il. On ne peut tout de même pas en faire un débardeur, et il me semble qu'il n'y a pas d'objection à ce que cet avocat suspendu agisse comme comptable ou commis dans les bureaux des confrères qui voudront lui rendre ce service. Il sollicite l'avis des autres avocats qui sont en Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si le Barreau a motivé sa demande à cet effet.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit qu'en effet, le Conseil général a remis un mémoire avec la loi et qu'il a rencontré le secrétaire général, Me Émile Coderre, puis les membres du Conseil général. Il dit qu'au cours de ces entrevues, il a fait remarquer que cet amendement défendant de tolérer la présence d'un avocat était trop rigoureux, mais le Conseil général lui a demandé d'insister pour obtenir l'adoption de l'article 5 tel quel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) exprime le même avis que le procureur général (l'honorable M. Rivard) et il se demande pourquoi on empêcherait ces avocats de faire le travail que font les sténographes d'expérience et les commis compétents des bureaux d'avocats. Pourquoi empêcher un avocat suspendu de faire le même travail?

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit qu'il n'a pas d'objection à ce que ces avocats fassent des travaux de recherche ou de jurisprudence. Ils peuvent faire ce travail chez eux.

M. Galipeault (Québec-Ouest): L'article est peut-être rigoureux, mais il est nécessaire, et le Conseil général insiste pour que l'Assemblée législative l'adopte tel quel. Il y a trop de ces avocats qui font de la pratique illégale dans les bureaux et il faut prendre les moyens d'empêcher ces abus⁹.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): L'article va trop loin. Il y a, dit-il, dans tous les bons bureaux, des employés compétents qui ne sont pas avocats et qui préparent des procédures, des mémoires de frais, etc. Pourquoi ne pas permettre à un avocat suspendu de faire ce travail? Il (l'honorable M. Bertrand) croit que cet avocat suspendu est assez puni comme cela sans qu'on le prive de toute possibilité de gagner sa vie.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) félicite le Conseil général du Barreau de veiller avec tant de soin sur l'honneur de la profession légale.

L'article 5 est retiré et, en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 6 devenu article 5, est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 après l'avoir amendé.
Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Statuts refondus

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 54 concernant les Statuts refondus de la province.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: Que les dépenses requises pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Une commission a été nommée en 1952 en vue de procéder à la refonte des Statuts de 1941 à 1960¹⁰. Ce travail est à peu près terminé. Le 11 décembre dernier, le président de la Commission de la refonte, l'honorable Léon Méthot, a fait part que la compilation, à l'exception des lois devant la Législature cette année, était terminée.

Il se dit heureux de ce travail. Je crois que tous ceux qui s'intéressent aux lois de la province, la population en général, seront satisfaits d'apprendre que toutes les lois générales adoptées depuis 1941 à nos jours, ainsi que les amendements aux lois existantes, seront groupés et dorénavant connus comme Statuts refondus 1960. Le tout comprendra environ sept volumes¹¹ et ils seront prêts dès l'automne prochain.

Il convient maintenant d'adopter les dispositions législatives nécessaires à la mise en vigueur des nouveaux Statuts refondus. La procédure suivie aujourd'hui est analogue à celle adoptée en 1941 en pareilles circonstances.

On incorporera dans le rapport soumis par les personnes chargées de refondre les lois de la province d'un caractère général et permanent, les lois de cette nature qui seront mises en vigueur à la suite de leur adoption par le Parlement, au cours de la présente session de la législature. Il reste aussi à déterminer le numérotage des chapitres, titres, sous-titres et paragraphes des différentes lois.

Ce travail ne sera pas fait par la Commission de la refonte, mais plutôt par les fonctionnaires du département du procureur général. La Commission de la refonte a terminé son travail le 1^{er} janvier dernier. Cette façon de procéder serait moins

coûteuse. C'est aussi les mêmes fonctionnaires qui seront chargés de faire le travail de vérification.

Un député de l'opposition pose des questions au procureur général.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le travail sera terminé en septembre ou octobre prochain.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'opposition ne veut pas prendre la responsabilité du passage du projet de loi. Le projet de loi sera adopté sur division, comme cela s'est fait en 1941.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Lors d'un bill semblable adopté par la Législature en 1941, les frais de la refonte avaient été votés, alors qu'aujourd'hui, le projet de loi concernant les Statuts refondus de la province stipule que les dépenses seront payées à même les fonds consolidés de la province. Pourquoi cette nouvelle façon de procéder?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): En 1941, la Commission de la refonte avait continué d'exister, alors que celle de 1959 a cessé son travail avec les premiers jours de la nouvelle année. Il serait passablement difficile, par ailleurs, d'avoir dès maintenant des estimés précis de ce que coûtera l'impression des nouveaux Statuts refondus de la province.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 54 concernant les Statuts refondus de la province.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant les Statuts refondus de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 19 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), modifié par l'article 3 de la loi 12 George VI, chapitre 15, soit de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"19. À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement du fonctionnaire ou employé public, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite est payée à sa veuve aussi longtemps que dure son état de viduité."

Adopté.

2. Que l'article 45 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"45. Sont considérés comme fonctionnaires ou employés du gouvernement, pour les fins de la présente section:

1° les sous-ministres, fonctionnaires et ouvriers régis par la loi du service civil;

2° les greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, le chef de cabinet du premier ministre et l'auditeur de la province;

3° le directeur, les membres du personnel enseignant, les officiers et employés de l'École provinciale de médecine vétérinaire;

4° les agents généraux de la province;

5° les membres:

a) de la Commission municipale de Québec;

b) de l'Office du crédit agricole du Québec;

c) de la Régie des transports, de la Régie de l'électricité et du gaz et de la Régie des services publics;

d) de l'Office du drainage;

e) de la Commission des allocations sociales du Québec;

f) de la Commission du salaire minimum;

g) de la Commission du service civil de la province de Québec;

h) de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec;

i) de la Commission hydroélectrique de Québec;

6° le gérant et l'assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec;

7° le président du Bureau de censure du cinéma et tout membre de ce bureau qui en a déjà été le président;

8° les employés permanents ou à titre permanent de la Raffinerie de sucre de Québec."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) regrette notamment qu'à l'article 2, la loi des pensions ne nomme pas toutes les fonctions dont les titulaires ont droit à une pension. On en retrouve dans d'autres lois également, dit-il.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a deux catégories de pensionnés, soit ceux qui, en vertu de l'ancienne formule, ne contribuaient que 3 % de leurs salaires, et ceux qui, maintenant, versent 5 %.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourtant il se produit certaines anomalies dans le cas des fonctionnaires qui ont pris leur retraite il y a plusieurs années et qui, ayant versé leurs contributions à une époque où l'argent n'avait pas la même valeur, doivent aujourd'hui se contenter de pensions de \$40

ou \$50 par mois¹², pensions qui sont nettement insuffisantes. N'y aurait-il pas moyen d'opérer des rajustements dans leurs cas?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

C'est une question fort délicate. Ce cas des pensions ressemble fort à celui des assurances. Un individu s'assure aujourd'hui pour \$10,000, montant qu'il croit raisonnable, mais, dans 20 ans, la situation peut changer du tout au tout. De toute façon, le gouvernement étudie cette question afin de voir s'il n'y aurait pas moyen de faire quelque chose.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) suggère que les contributions au fonds de pension que doivent verser les employés, ne durent pas plus de 35 ans. Cela se pratique à Ottawa, dans une autre province au moins et dans diverses grandes compagnies. Actuellement, un fonctionnaire doit contribuer pendant toute la durée de son emploi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cette suggestion est pleine de sens. On ne devrait pas exiger de contribution pendant plus de 35 ans. Je m'engage à faire étudier la chose au plus tôt et le plus attentivement possible par nos experts en ce domaine.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Que l'article 56 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"56. À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement d'un fonctionnaire ou employé public, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite est payée à sa veuve aussi longtemps que dure son état de viduité."

Adopté.

4. Que l'article 71 de ladite loi, modifié par des Statuts subséquents, soit remplacé par le suivant:

"71. Tout fonctionnaire sujet à l'application de la présente loi peut, pour les fins de sa pension, faire compter, en totalité ou en partie, à son gré, le temps pendant lequel il a été au service de la province avant que la présente loi lui devienne applicable, aux conditions ci-après prescrites.

Le fonctionnaire auquel la présente loi était applicable le dix-huit novembre 1959 doit donner au ministre des Finances, avant le premier janvier 1961, un avis de son intention de bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, en indiquant la période qu'il entend faire compter pour les fins de sa

pension, et le fonctionnaire auquel la présente loi est devenue ou deviendra applicable après le dix-huit novembre 1959 doit donner un tel avis dans les douze mois suivant le jour où la présente loi lui est devenue ou lui deviendra applicable.

Le fonctionnaire doit de plus verser au fonds consolidé du revenu, en la matière déterminée par l'article 68, mais sans intérêt, un montant égal aux retenues qui auraient dû être effectuées sur son traitement si la présente loi lui avait été alors applicable."

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à M. Jean Bruchési, nommé ambassadeur du Canada en Espagne après vingt-deux ans de service comme sous-secrétaire de la province, une pension équivalente à celle à laquelle il aurait eu droit en vertu de la loi des pensions s'il avait alors été dans les conditions requises pour obtenir sa mise à la retraite et que la pension qui pourra lui être accordée en vertu du présent article aura à tous égards les mêmes effets que si elle l'avait été sous l'empire de la loi des pensions.

Adopté.

6. Que les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, n'ont pu, à cause des dispositions de l'article 57 de la loi des pensions, bénéficier de la demi-pension des veuves prévue par l'article 56 de ladite loi, auront droit à cette demi-pension à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourvu que, en tenant compte de l'abrogation dudit article 57, elles soient encore à ce moment dans les conditions prescrites par ladite loi.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 48 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 54, et par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 40, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les chiffres et mot "8°, 9° et 10°" par les chiffres et mot "4°, 5° et 6°".

Cet article est amendé et les mots "4°, 5° et 6°" sont remplacés par "2°, 4°, 5° et 6°".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 9 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cimetière catholiques

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43

prévoyant la constitution de corporations pour détenir des cimetières catholiques romains soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement n'est pas l'auteur du présent projet de loi. Il a été rédigé par un comité de juristes canonico-civil, à la demande de l'assemblée épiscopale. Il s'agit d'une loi que je pourrai appeler permissive. Elle autorise une corporation à détenir en commun des cimetières catholiques romains. Dans les grandes villes, une telle loi peut présenter de nombreux avantages. Avec les agglomérations urbaines actuelles, le fait, pour chaque paroisse, d'avoir son cimetière pose un problème considérable. J'ajouterai que non seulement le bill a été rédigé par un comité de juristes canonico-civil, mais qu'il a été soumis à la dernière assemblée épiscopale. En décembre dernier¹³, j'ai reçu une lettre de ladite assemblée épiscopale me disant qu'elle serait heureuse si le projet de loi en question était adopté.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Le comité étudie les articles 41 et 42 du chapitre 313A introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lisent comme suit:

"41. Tout immeuble utilisé par la corporation comme cimetière

"a) est de droit soustrait au piquetage minier et ne peut être l'objet d'une concession minière;

"b) ne peut être affecté de lignes homologuées résultant de plans faits par les municipalités et approuvés par les tribunaux."

"42. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans le but de poursuivre ses fins ou de loger ses aides et employés sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles elle a été constituée et jouissent des privilèges propres à tels biens."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais demander au secrétaire de la province

(l'honorable M. Prévost) s'il a objection à un article ou deux, du bill. C'est ainsi qu'à l'article 41, on dit: "Tout immeuble utilisé par la corporation comme cimetière est de droit soustrait au piquetage et ne peut être l'objet d'une concession minière". Il serait peut-être préférable de mettre cela dans la loi des mines.

À l'article 42, on dit que la corporation, à même les biens qu'elle possède, pourra loger ses aides et employés et que ces biens jouiront de privilèges propres à de tels biens. Cela touche à des privilèges municipaux.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il ne faut pas oublier que nous légiférons pour fins de cimetières. Je crois que, dans cette loi, c'est le meilleur endroit pour placer l'article 41. Si quelqu'un est intéressé au piquetage dans des cimetières, il consultera la loi concernant les cimetières, avant de procéder.

Quant à l'article 42, il faut tenir compte que la corporation n'a aucun but lucratif et qu'elle doit avoir les pouvoirs nécessaires pour loger ses aides et employés.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fonds d'amortissement

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 32 concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que le paragraphe *b* de l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, soit remplacé par les suivants:

"*b*) le résidu sera employé, chaque année, au paiement des intérêts et à la constitution du fonds d'amortissement particulier à chaque emprunt contracté en vertu de la présente loi;

"*c*) à compter du premier avril 1959, le solde inutilisé du résidu sera affecté, chaque année, au paiement du coût des travaux de voirie et de ponts autorisés par toute loi de la province."

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Cet argent, versé en trop par les automobilistes, devrait retourner aux automobilistes. Si l'on n'a plus besoin de toute la taxe sur l'essence, qu'on la réduise¹⁴.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'argent retournera de toute façon aux automobilistes, puisqu'il faudra construire d'autres routes et d'autres ponts.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) ou M. Earl (Montréal-Notre-Dame de Grâce): Les automobilistes du Québec sont trop lourdement taxés. Ceux de Montréal paient une très grosse partie de la taxe sur l'essence, et pourtant, Montréal ne reçoit rien des revenus de cette taxe. Mais la surtaxe de 1950 a été imposée pour un but bien défini. Il s'agissait de constituer un fonds pour rembourser des emprunts. Le fonds dépasse aujourd'hui le montant des emprunts, et il est plus que suffisant pour rembourser les emprunts et continuer d'effectuer des travaux de voirie, de construire des ponts et pour financer l'entretien des routes en hiver. Le but est donc atteint et la surtaxe devrait disparaître avec l'objet pour lequel elle a été créée¹⁵.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les besoins en matière de voirie augmentent au lieu

de diminuer et il faut des revenus pour y pourvoir. Le revenu de la taxe pourrait permettre, en plus de défrayer certains travaux de voirie, de payer d'autres dépenses gouvernementales, dont la dette de la province.

M. Parent (Hull): Il est clair que l'idée derrière la surtaxe de 1950 a changé. Maintenant, le gouvernement veut utiliser les revenus provenant de cette taxe pour à peu près n'importe quoi.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Si elle n'était pas changée, nous ne viendrions pas demander cette autorisation à la Chambre. Le gouvernement veut utiliser les surplus au lieu de les laisser s'accumuler dans le fonds.

M. Parent (Hull): C'est un mauvais procédé. Si on veut construire des routes, qu'on fasse voter l'argent nécessaire dans le budget au lieu de prendre des moyens détournés.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ce ne sont pas des moyens détournés, puisque nous demandons précisément à la Chambre d'affecter le surplus du fonds à d'autres fins.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Que l'article 5 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"5. Les sommes versées à chaque fonds d'amortissement et les revenus qui en proviendront seront investis ou déposés suivant que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Finances."

Adopté.

3. Que les sommes constituant à la date du trente septembre 1959 le fonds d'amortissement visé par le paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, seront employées comme suit:

a) la partie de ce fonds d'amortissement ainsi constitué qui a atteint à cette date le montant intégral nécessaire au remboursement des emprunts alors contractés en vertu de cette loi demeurera dans un fonds spécial et ne devra servir qu'au remboursement de ces emprunts;

b) la partie de ce fonds d'amortissement qui ne sera pas employée aux fins visées par le précédent paragraphe *a* sera affectée sur décision du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement à échéance de tous emprunts quelconques contractés par le gouvernement.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées. Adopté, après division.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Suite à une intervention chirurgicale, M. Lapalme a été absent durant toute la session 1956-1957. C'est M. Hamel qui le remplaçait à la tête du Parti libéral.

2. Albert Schweitzer (1875-1965), médecin missionnaire français, récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1952.

3. M. Lapalme a eu 53 ans et non 63, comme l'écrit *Le Soleil* du 15 janvier 1959, à la page 26.

4. Ainsi formulé, l'article du projet de loi aurait permis à des entrepreneurs de ressusciter un projet de construire cinq immeubles à logements de 11 étages chacun au flanc du Mont-Royal, sur l'ancien terrain du Children's Memorial Hospital. En parlant des éditoriaux l'ayant fait réfléchir, l'honorable M. Barrette fait sans doute référence au quotidien *La Presse* qui, dans ses éditions du 13 janvier, à la page 6, et du 14 janvier 1960, à la page 4, a publié des éditoriaux s'opposant à cet article de la loi. Parmi les opinions émises, on protestait surtout contre "l'aliénation de cet héritage sacré qu'est le Mont-Royal". *Le Devoir* du 15 janvier 1960, à la page 6, rappelle qu'à la mi-septembre un violent débat avait éclaté au conseil municipal de Montréal à propos de l'expropriation du terrain de l'avenue des Cèdres.

5. Le montant de la poursuite varie selon les journaux du 15 janvier 1960: *Le Devoir*, à la page 3, écrit "\$2,280,000" tandis que *La Presse*, à la page 3, donne "\$2,366,000".

6. *La Presse* du 14 janvier 1960, à la page 3, faisait effectivement allusion à la demande de M. Lapalme concernant le bill de Montréal (Voir la séance du 13 janvier 1960).

7. À partir de 1933, avant sa carrière politique, l'honorable M. Rivard était professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval. Il semble que M. Hamel fut l'un de ses étudiants lors de ses études à l'Université Laval, à la suite desquelles il obtint une licence en droit en 1937.

8. *Le Nouvelliste* du 15 janvier 1960, à la page 5, écrit que le nombre de membres du comité de discipline passe de "8 à 11". Mais tous les autres journaux, sans exception, écrivent "de 5 à 11".

9. *Le Soleil* du 15 janvier 1960, à la page 9, précise que M. Galipeault est lui-même membre du Conseil général du Barreau et ancien bâtonnier général.

10. *Le Montréal-Matin* du 15 janvier 1960, à la page 6, écrit que la Commission a été nommée en 1955, alors que les autres journaux écrivent "1952". Après vérification, il semble bien que ce soit 1952 puisque la loi concernant la refonte des lois de la province (15-16 George VI, chapitre 25) a été sanctionnée le 4 décembre 1951.

11. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 15 janvier 1960, à la page 26. *La Presse* du même jour, à la page 37, écrit plutôt "6 volumes".

12. Il s'agit de la version du *Soleil* du 15 janvier 1960, à la page 3. Le même jour, le *Montréal-Matin*, à la page 18, écrit plutôt "de \$10 à \$40 par semaine" et *The Montreal Daily Star*, à la page 47, écrit "\$35 à \$50 par mois".

13. Alors que *Le Soleil* du 15 janvier 1960, à la page 9, écrit "en décembre", le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, écrit plutôt "en septembre".

14. La taxe en question est une taxe de 2 cents le gallon d'essence, qui avait été adoptée sur division le 15 novembre 1950, afin d'alimenter un fond d'amortissement en vue du remboursement d'un éventuel emprunt de \$60,000,000 servant à l'exécution d'un programme de construction de routes et de ponts et pour l'entretien des routes l'hiver. Selon le *Montreal Daily Star* du 15 janvier 1960, à la page 47, les taxes sur l'essence atteignaient ainsi 13 cents le gallon. Le même journal souligne que le gouvernement n'a finalement emprunté que \$34,000,000 à cette fin et, selon *L'Événement* du même jour, à la page 20, depuis le 31 mars 1959, le fonds d'amortissement dépasse le montant nécessaire pour rembourser les emprunts.

15. *The Montreal Daily Star* du 15 janvier 1960, à la page 47, attribue plutôt ces paroles à M. Earl, et non à M. Hyde, comme le fait *Le Soleil* du même jour, à la page 9.

Séance du vendredi 15 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 137 modifiant la charte de la ville de Dorion;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 131 modifiant la charte de la ville de Duvernay;
- bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy;
- bill 197 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Elzéar ont décidé qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Explications sur des faits publiés:

Erreur dans le compte rendu d'un journaliste

M. Hamel (Saint-Maurice) veut faire une mise au point au sujet d'une déclaration formulée par lui-même pendant le débat sur le problème des élections. Un journal, dit-il, m'a fait dire que les dépenses de propagande avaient coûté en moyenne \$23,000,000 par comté aux dernières élections. Ce que j'avais avancé, c'était que les frais de publicité

s'étaient élevés à \$23,000 par candidat de l'Union nationale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député du Saint-Maurice a droit à son opinion, mais les chiffres mentionnés sont fantastiques et fantaisistes. Une telle somme représente sans doute la publicité de tous les partis politiques depuis 10 ou 15 ans pour le moins¹.
(Éclat de rire général)

Questions et réponses:

Grève de la Dominion Textile de Magog

M. Lafrance (Richmond): Il y a plus d'un mois, soit le 14 décembre dernier, je demandais au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui depuis est devenu premier ministre, s'il entrevoyait un règlement prochain dans le conflit des tisserands de Magog avec la compagnie Dominion Textile.

Comme ce différend n'est pas encore réglé, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre où en sont rendues les négociations relatives à cette grève qui affecte des milliers de familles de Magog²?

Comme ce conflit menace de s'étendre à d'autres filiales de la Dominion Textile, soit les usines de Montréal et de Valleyfield, d'après une déclaration du directeur canadien du syndicat des ouvriers du textile d'Amérique M. Roger Provost, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il se rendra à l'invitation qui lui a été faite il y a plus d'un mois, et qui vient de lui être renouvelée, d'intervenir immédiatement?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis heureux que vous m'ayez posé la question à cause de l'importance du conflit et du danger qu'il y a qu'il s'étende. Pour parer à cette éventualité, j'ai demandé que l'on tente de réunir ensemble les syndicats intéressés, afin d'en arriver à des négociations conjointes. Si les discussions ont lieu séparément, ce sera de nature à retarder le règlement, mais si l'on fait rencontrer les représentants de la Fédération du textile de la C.T.C.C.³ et de la Fédération provinciale du travail⁴, il sera plus facile d'atteindre un résultat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre désire, en quelque sorte, une conférence au sommet.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si la chose se fait, je me propose d'aller à ce moment-là voir ensemble les délégués des syndicats et de la compagnie. Mon intention est de tout mettre en œuvre pour clore le différend à la satisfaction de tous. La solution se trouve, je crois, dans un rapprochement des syndicats et de la compagnie avec la médiation du ministère du Travail.

M. Lafrance (Richmond): Il avait été question d'un règlement très rapproché!

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est pour arriver à un tel règlement que nous voulons précisément une réunion de tous les intéressés. Il sera plus aisé de s'entendre si tous savent ce que chacun veut...

Personnel de la Commission du salaire minimum

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre s'il obtiendrait enfin la liste des membres du personnel de la Commission du salaire minimum à la date du premier novembre 1959, avec adresse, salaire et allocations annuelles en face de chaque nom, telle que la Chambre a ordonné la déposition en décembre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai dit que le député de Saint-Maurice aura la liste de ce personnel à la date qu'il désire, avec les adresses et les détails qu'il demande... Sur la liste de paie, les noms apparaissent par ordre alphabétique, et trouver les adresses correspondant à tous les noms constitue un travail considérable... J'ai donné les instructions à la Commission du salaire minimum de me remettre aussi tôt que possible le document que réclame le député. Dès que je l'aurai, il sera déposé sur le bureau de cette Chambre. Cela peut prendre huit jours, 10 jours, mais ce sera avant la fin de la session.

Une voix ministérielle: Une liste avec les adresses et le nombre des enfants...

Projets de loi:

Charte de Lachine

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorion

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Duvernay

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la charte de la ville de Duvernay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Tracy

M. Gagné (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Gagné (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Danville

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du département des Transports et Communications

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi du département des Transports et Communications.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose: Que, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la loi qui accompagne la présente résolution, les dépenses de ce service central de transport aérien seront payées, pour le reste de l'année financière 1959-1960 et pour l'année financière 1960-1961, à même les montants votés par la Législature pour les fins des services de transport aérien organisés dans divers

départements de l'administration provinciale et, en cas d'inexistence ou d'insuffisance de tels montants, à même le fonds consolidé du revenu.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce projet de loi calmera peut-être les appréhensions du chef de l'opposition qui, il y a deux ans, avait déclaré que le ministère des Transports et Communications avait un beau nom, mais rien à faire. Ce projet de loi donne une importance accrue à mon ministère en mettant sous sa juridiction l'exécution des lois et les appropriations qui sont dans les divers départements pour les avions du gouvernement. Le ministère des Transports et des Communications aura aussi juridiction sur certains contrats, comme celui du gouvernement avec la compagnie Clarke, pour la traverse de Tadoussac. Ce sera le premier effet de cette loi.

Le deuxième effet, c'est de placer sous la juridiction du ministère les services d'avions de trois départements, les ministères de la Chasse et de la Pêche, de la Colonisation et des Terres et Forêts, afin qu'il n'y ait qu'un seul contrôle, et cette année, les dépenses seront couvertes par les crédits que l'on trouve dans les estimés budgétaires des trois départements concernés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit que, dans le passé, il a souvent parlé de cet éparpillement des affaires de la province dans divers départements et qu'il fallait en venir à plus d'uniformité sur ce plan, afin de réaliser des économies et d'obtenir un meilleur rendement. Je parlais, dans le temps, notamment des services aériens et je suis favorable à cette centralisation proposée par la loi que nous étudions.

Il (M. Lapalme) propose (en riant) que cette loi porte le nom de "loi créant un ministère de l'aviation provinciale"⁵. Le ministre (l'honorable M. Rivard) serait bien qualifié pour le diriger, à cause de ses belles envolées. Dorénavant, un ministre qui voudra voler devra avoir la permission du procureur général.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit qu'il a déjà fait du service dans l'aviation militaire au cours de la Première Grande Guerre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien d'heures de vol⁶?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): De nombreuses heures de vol, parce que c'était un autre qui pilotait!

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se demande si réellement, il y aura une centralisation des services aériens. À qui appartiendront désormais les avions?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Au ministère des Transports et des Communications.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 45 modifiant la loi du département des Transports et Communications.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi du département des Transports et Communications soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Le service central de transport aérien qui sera établi en vertu de la présente loi au département des Transports et Communications remplacera les services de transport aérien organisés dans divers départements de l'administration provinciale, dont le matériel est transféré au département des Transports et Communications.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter le transfert, au département des transports et communications, de ceux des officiers et employés de ces services qu'il désigne."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question au ministre des Transports et Communications (l'honorable M. Rivard).

L'honorable M. Rivard (Montmagny) dit que c'est l'intention de centraliser les services des avions du gouvernement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans la réalité quotidienne, est-ce que tous les avions du gouvernement deviennent la propriété du ministère des Transports?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Exactement! Tous les avions relevant des trois ministères mentionnés et ceux que le gouvernement pourra acquérir deviendront la propriété du ministère des Transports et Communications.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les équipages relèveront-ils de l'autorité du ministre des Transports et Communications?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Exactement!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (En souriant) Et si un ministre veut avoir un avion, il devra en demander un au ministère des Transports et Communications?⁷

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Exactement! Un directeur du service exercera le contrôle nécessaire.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En centralisant ainsi les services aériens, tout officier supérieur du gouvernement⁸ qui aura besoin d'un avion pour une fin précise pourra en obtenir un en le demandant au ministère des Transports et Communications. Ce n'est pas réservé aux ministres.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le ministère qui a parfois le plus besoin d'avions et qui n'en possède pas est le département du procureur général.

Nous en aurions souvent besoin pour les voyages sur la Côte-Nord, où la Sûreté doit parfois se rendre pour y quérir des prisonniers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Souriant) Il ne faudra pas donner à trop de gens la permission de voler!

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il est bien entendu que les seuls vols que j'autoriserai seront des vols légaux.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si c'est le ministère des Transports et Communications qui va contrôler les transactions. Il demande également si les nombreuses questions posées par l'opposition au sujet de certaines transactions depuis quelques années ont contribué à amener le gouvernement à faire cette centralisation.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ce qui motive cette loi, c'est le meilleur intérêt de la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement a commencé par acheter un avion, puis un autre. Aujourd'hui, nous en avons six et ce nombre augmentera certainement. Il est donc nécessaire, à ce stade-ci, de centraliser ces services aériens. Il se peut que le gouvernement acquière d'autres avions, car le besoin s'en fait sentir. Mais on ne peut dire combien pour le moment.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La province d'Ontario a 60 avions à la disposition des ministres et des employés du gouvernement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit d'une mesure au point de vue purement administratif. On veut coordonner les envolées et l'administration. Je crois que c'est une bonne mesure dans l'intérêt de l'administration de la province.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cautionnement de fonctionnaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant le cautionnement des fonctionnaires et employés publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit uniquement de simplifier la procédure suivie actuellement. Jusqu'à ce jour, il appartenait au gouvernement lui-même d'exiger un cautionnement de tel ou de tel employé et de fixer l'importance de la somme servant de garantie. À l'avenir, c'est au ministre des Finances qu'il incombera de prendre une décision. Cela réduira les formalités, épargnera d'innombrables signatures, etc.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) exprime l'opinion que le bill est inutile.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) annonce son intention de présenter une motion de non-

confiance envers le gouvernement au sujet de la transformation des richesses naturelles du Québec.

Il (M. Lapalme) dit qu'il ne se fait pas d'illusion quant au sort de la motion, mais il explique qu'il la soumet, afin de permettre aux membres de la Chambre de faire connaître leurs vues sur ce problème car, même si c'est une motion de non-confiance, ceci n'empêche pas les parties en présence de partager les mêmes opinions.

Je n'ai pas l'intention de parler de l'extraction du minerai de fer et du prix des concessions. Je veux parler de nos mines et de la transformation du minerai dans la province de Québec. C'est un sujet qui a préoccupé tous les dirigeants des pays qui s'industrialisent et, même dans le Québec, on a pensé à transformer chez nous les richesses extraites de notre sol.

En 1910, alors que le bois était la principale richesse naturelle exploitée, les autorités ont adopté un arrêté ministériel qui stipulait que tout bois coupé dans la province de Québec devait être traité ou transformé au Canada. On a pensé alors que le bois devait être ouvré sous toutes ses formes chez nous. On a considéré cependant qu'il pourrait y avoir des surplus et, dans ce cas, on a exigé qu'un permis d'exportation du gouvernement soit émis chaque fois que l'on voulait exporter de ces surplus, mais seulement quand il y avait surplus.

En 1947, la loi du bois coupé sur les terres de la couronne avait le même effet¹⁰. Ce ne sont que les surplus qui pouvaient être exportés¹¹. Puis, notre économie a été modifiée progressivement. Après le bois, on a commencé l'exploitation de nos ressources hydrauliques. En 1926, il a été dit dans une loi que nous ne pourrions même pas exporter le produit de nos chutes d'eau, sauf dans des cas tout à fait spéciaux¹². Jusqu'en 1947, nous avons eu trois documents à cet effet: une loi et deux arrêtés ministériels, qui avaient pour but de garder chez nous cette richesse.

En plus de ces richesses du bois et de l'électricité, plusieurs autres de nos richesses naturelles ont été mises en exploitation. Si l'on regarde un seul instant la nomenclature des métaux que nous extrayons de notre sol, on constate que nous avons le quasi-monopole de l'amiante, que nos mines de fer sont de plus en plus importantes, sans parler de tous les autres métaux. En 1958, la valeur de notre minerai de fer a atteint \$69,000,000 et celle de l'amiante \$82,000,000, etc.

En 1946, au sujet du minerai de fer, une loi fut adoptée, mais elle est très difficile d'interprétation¹³. En effet, cette loi dit que tous les travaux de traitement et de manipulation requis pour son

expédition seront faits dans la province de Québec. On a réalisé que cela veut tout simplement dire qu'on ne peut pas prendre une montagne et la mettre dans un camion. En somme, cette loi n'exige pas que seuls les surplus peuvent être exportés, comme dans le cas de nos autres richesses. Il en résulte que nos expéditions de minerai vers l'extérieur ne sont pas limitées à un excédent. En fait, elles s'accroissent chaque année.

À chaque fois que j'ai parlé du rôle de l'État, rôle supplétif, il y a eu des protestations énergiques dans certains milieux, mais je dois dire que l'on a alors torturé mon jugement sur la question. Bien que les anciens premiers ministres Duplessis et Sauvé m'ont reproché, lorsque j'ai parlé de cette question, de réclamer la nationalisation des industries, ce n'était pas du tout le sens de mon propos. Je n'ai fait qu'indiquer ce que le rôle du gouvernement du Québec pourrait et devrait être dans ces domaines. Ce que j'ai demandé, c'est que l'État intervienne et qu'il y aille de sa garantie. Cela ne signifie pas de la nationalisation.

Il (M. Lapalme) fait lecture de rapports officiels qui démontrent que, si elle augmente rapidement, une bonne partie de la production minière du Canada demeure non traitée et le pays est obligé d'importer les mêmes minéraux traités en quantités toujours plus importantes. Seulement en 1956, dit-il, le Canada a importé en minerai de fer et sous-produits pour une valeur de \$234,000,000, comparativement à \$129,000,000 l'année précédente, et \$97,000,000 en 1954. Par ailleurs, la production du minerai de fer augmente aussi d'une façon substantielle. C'est pour le moins une anomalie coûteuse.

Il tient à souligner ce qui a été fait au Bengale grâce aux argents du Canada et des autres pays membres du plan Colombo¹⁴. À ce sujet, au cours d'une campagne électorale fédérale, l'honorable procureur général (M. Rivard), qui tentait de faire élire les conservateurs à Ottawa, s'est particulièrement signalé lorsqu'il a parlé d'aide aux vaches sacrées de l'Inde. Non seulement les amis du procureur général une fois au pouvoir ont augmenté notre participation au plan Colombo, mais ils estimaient aussi qu'ils n'avaient pas de meilleur moyen pour garder l'amitié de ces peuples...

Qu'est-ce qu'on a fait de l'argent du Canada versé au plan Colombo? On est allé bâtir une industrie sidérurgique au Bengale. Ce n'était pas pour les vaches sacrées!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette manière de

discuter la motion soumise à la Chambre, alléguant qu'elle est contraire aux dispositions de l'article 377 du Règlement, puisque c'est une question qui ne relève pas de la Législature provinciale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qui était possible au Bengale est encore plus facile dans la province de Québec. On est allé jusqu'à faire partie d'un pool international pour bâtir une industrie sidérurgique au Bengale. Est-ce cela de l'étatisation? J'estime qu'il est du devoir de la province de Québec de travailler de toutes ses forces en vue d'établir chez nous une industrie sidérurgique.

Décisions de l'Orateur:

Sujet du débat sur la motion portant formation du comité des subsides

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition est hors d'ordre en parlant comme il le fait. Le débat, sur une motion portant la formation du comité des subsides, doit se restreindre à des sujets d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la Législature, et le débat, tel que fait par l'honorable chef de l'opposition au moment où le point d'ordre a été soulevé, venait à l'encontre des prescriptions de l'article 377 du Règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des directives à M. l'Orateur sur les conséquences de sa décision.

M. l'Orateur réitère que le débat ne peut porter sur autre chose que des sujets d'intérêt public, dans le cadre des attributions de la province, et que le chef de l'opposition ne peut continuer la discussion sur les questions dont il parlait au moment où il a été interrompu par le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre de la Voirie (M. Talbot).

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je considère le sujet que je traite tellement important que je dois en appeler de la décision de l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dozois, Ducharme,

Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 53¹⁵.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Après avoir bien réfléchi sur le sens des décisions que vous venez de rendre, je tiens à dire que je n'ai pas l'intention de récidiver. Mais, à un moment de mon exposé, je disais qu'il est universellement reconnu que les pays économiquement faibles de l'Asie ou de l'Amérique du Sud cherchaient à stabiliser la situation en obtenant l'aide des pays riches pour l'implantation d'une industrie lourde, employant habituellement des industries sidérurgiques précisément pour en arriver à rebâtir leur économie sur des bases solides.

Chose étrange, alors que se développait chez nous l'exploitation du minerai de fer, il n'y avait rien dans nos lois pouvant laisser prévoir que le gouvernement de la province de Québec pourrait avoir pour but la transformation sur place de nos richesses. Bien plus, quand je parlais non pas d'une exploitation directe par l'État, mais d'utiliser l'influence de l'État pour susciter chez nous une industrie sidérurgique, on répondait que c'était impossible. Quand je faisais état d'un procédé spécial préconisé par des savants de chez nous, on qualifiait la chose de ridicule¹⁶. Aujourd'hui, huit ou 10 ans après, il y a des pays scandinaves qui ont des industries sidérurgiques opérant exactement sur les bases préconisées dans le temps par des ingénieurs canadiens-français et qu'on traitait de ridicules.

On est en train d'établir aussi des industries sidérurgiques dans d'autres provinces. Une douzaine de pays non seulement légifèrent pour favoriser l'établissement d'industries semblables, mais vont jusqu'à y contribuer par une participation directe de l'État alors que très souvent le minerai vient d'ailleurs.

Il semble que peu à peu, l'opinion ait évolué de l'autre côté de la Chambre. Le ministre des Mines

(l'honorable M. Cottingham) a déclaré à un moment donné qu'il avait bon espoir de voir s'établir un jour une industrie sidérurgique dans le Québec. Comme question de fait, voilà que des usines moins importantes que celles auxquelles je pense vont peut-être s'établir chez nous. Je me réjouis de voir que l'opinion a changé.

Si l'on veut avoir une idée de ce que cela va représenter, et je ne parle que du fer, si l'on veut avoir une idée de ce que peut représenter pour nous l'industrie sidérurgique, voyons ce qui s'est passé dans le bassin de l'Ohio et dans le bassin des Grands Lacs. Au Bengale, les industries sidérurgiques produiront 1,500,000 tonnes. À l'heure actuelle, plus de 30,000 personnes travaillent à leur construction¹⁷. Le Canada, pays riche, et la province de Québec, province riche, que font-ils? Est-ce que la province de Québec a mis en principe dans ses lois la transformation du minerai de fer d'abord?

On dira: il se fait quelque chose. Oui, mais ce qui se fait, ce n'est pas l'œuvre du gouvernement de Québec. Les compagnies qui viennent de droite et de gauche établir des industries chez nous le font en vue de leurs revenus personnels. Je n'invente rien. Ce qui compte, c'est l'opinion des grands techniciens du monde économique. Aujourd'hui, je demande une action dynamique de la part de la province de Québec pour établir des industries de base, des industries lourdes.

Nous assistons à une révolution industrielle depuis la dernière guerre, mais dans la province de Québec, riche en matières premières, elle ne se fait que du côté des produits secondaires seulement. Elle aurait été plus profitable à la population si le gouvernement de la province avait exercé son influence en vue de l'établissement dans le Québec d'industries lourdes.

Il (M. Lapalme) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait introduit aucune mesure législative au cours de la présente session, ni annoncé son intention de le faire, pour assurer la transformation dans la province de nos richesses naturelles, plus particulièrement des minerais extraits du sous-sol de notre province".

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition a pris la précaution de déclarer aux ministériels que sa motion en était une de non-

confiance. Par conséquent, il ne s'attendait pas à obtenir le vote de la droite. Il a ajouté que dans la motion qu'il présentait, il y avait sans doute des points sur lesquels les deux côtés de la Chambre pourraient s'entendre. Le chef de l'opposition nous a fait part de ses opinions, mais a semblé oublier la situation économique de la province et les progrès réalisés chez nous, en ces dernières années, notamment dans l'industrie du fer et de l'acier, ainsi que la présence de minerai de fer dans les autres pays.

Personne ne désire plus que nous l'établissement d'une industrie sidérurgique dans le Québec. Mais il fallait d'abord préparer son avènement.

Tout d'abord, il faut se rappeler comment est née et s'est développée l'industrie sidérurgique américaine autour des Grands Lacs. Il y a là des points de comparaison avec ce qui s'est produit dans la province de Québec. Si les capitaux européens et tout particulièrement anglais, n'étaient alors intervenus, cette industrie américaine n'aurait certainement pas pu réaliser si vite de tels progrès.

À cette époque, le port de Boston était devenu l'un des plus importants du monde. C'est ce qui attira l'attention de ceux qui avaient des capitaux à placer. Mais, pendant que la ville de Boston se développait au point de vue industriel, les États de la Nouvelle-Angleterre devaient quand même demeurer des États agricoles. C'est de Boston que se sont déplacés les capitaux vers le centre des États-Unis et ont contribué au développement des industries sidérurgiques, parce que ce vaste territoire était à proximité des gisements de minerais et des voies maritimes. Il y a même des capitaux canadiens qui ont été déplacés de Montréal et de Toronto vers les entreprises sidérurgiques du centre des États-Unis et de la région des Grands Lacs.

La province de Québec se trouve aujourd'hui dans une situation analogue à celle qui existait lors de l'établissement des industries sidérurgiques américaines. Nos possibilités sont grandes, nous sommes en plein essor. Nous possédons la plus belle voie fluviale au monde. Nous avons une des voies maritimes les plus sûres au monde. Nous sommes à proximité des marchés européens par l'Atlantique et des marchés de l'Amérique par le Saint-Laurent.

L'existence des mines de fer était connue chez nous depuis longtemps. On en souhaitait depuis longtemps la mise en valeur, mais il n'y avait pas de capitaux pour réaliser ce projet. Il a fallu attendre plusieurs années. Les capitalistes étrangers, qui sont venus dans la province en ces derniers temps, ont fini par se rendre compte de notre richesse et, au lieu de

se rendre au Venezuela, pays pourtant très riche en minerai de fer, ils sont venus dans notre province, attirés en particulier par la sécurité que le Québec et le Canada pouvaient leur offrir.

Après la création de Schefferville, on s'est rendu compte des perspectives extraordinaires qu'offrait l'empire industriel de l'Ungava avec ses gisements de minerai de fer. Je suis allé moi-même visiter le Nouveau-Québec. De la Baie-James à la Baie de l'Ungava, j'ai vu, du haut des airs, de l'activité partout.

La compagnie Iron Ore a construit à ses seuls frais un chemin de fer de 360 milles de longueur pour relier Sept-Îles et le vaste développement minier de Schefferville, sans la moindre contribution du gouvernement. C'est la première fois au Canada qu'un chemin de fer est construit selon de telles dispositions.

Je veux ici proclamer bien haut le travail immense pour le Québec et le Canada qu'a accompli feu l'honorable Maurice Duplessis en faveur de l'industrie du fer et de l'acier. Dans les transactions entre le gouvernement et l'Iron Ore, il a été décidé qu'une minime partie d'un immense territoire de 300,000 milles carrés, soit seulement 300 milles, carrés serait louée à la société minière. Ces 300 milles sont au centre du territoire. Cela s'est fait à des conditions qui peuvent être modifiées en tout temps. La location de ce territoire en plein centre de l'Ungava a permis un développement extraordinaire dans tout le Nouveau-Québec.

Jusqu'alors toute cette région était déserte et improductive. L'importante décision qui a été prise est due à la clairvoyance, je dirai même le génie de M. Duplessis, et on a assisté à la naissance d'un vaste empire industriel. Il a été décidé alors que la province de Québec garderait le contrôle absolu de ce territoire et des ressources qu'il recèle. Et il a été alors prévu que toutes nos industries, fonderies ou aciéries qui auraient besoin de minerai de fer seraient les premières servies.

Mais il était impossible de compter sur les capitaux canadiens pour les développements dans le Nouveau-Québec. Des capitaux sont venus de l'étranger, pour un montant de \$500,000,000 peut-être. Ils ont été transformés en dormants de chemins de fer, en rails, ce qui a bien servi l'économie de la province. Même si le développement des ressources en minerai de fer de l'Ungava a été effectué en partie par des intérêts étrangers, le gouvernement du Québec a néanmoins gardé le contrôle complet de nos ressources naturelles. Le gouvernement savait que ces ressources appartenaient à la province.

Tous les capitaux venant de l'étranger sont les bienvenus chez nous et d'autres peuvent encore s'ajouter, en autant que cela se fasse dans le respect des lois du Québec. Nous avons des possibilités pour le placement de milliards de dollars, si nous pouvons prouver, après étude, que c'est dans l'intérêt de la province. Le monde entier a les yeux tournés sur le Québec. Mais il a fallu commencer par le développement de nos pouvoirs d'eau en vue du développement industriel. L'énorme progrès que la province a réalisé dans le domaine du développement des richesses naturelles prouve la nécessité de mettre en valeur le vaste potentiel hydroélectrique du Québec.

Déjà, nous avons à Sorel la Quebec Iron & Titanium Company, qui emploie 1,500 à 1,800 personnes pour la transformation du minerai de fer titané provenant des mines du lac Allard à Havre Saint-Pierre¹⁸. À Contrecoeur, des travaux pour un montant de \$150,000,000 ont été commencés pour l'établissement des usines de la Stelco, de la Dosco et de la Quesco. On entend même dire que cette partie de la province est appelée à devenir la Ruhr du Canada et de l'Amérique du Nord. On achète des terrains à n'importe quel prix dans cette région-là, parce qu'elle est admirablement placée au point de vue du transport fluvial et maritime.

Tout cela montre que la politique du gouvernement a été sage, que cette politique a favorisé d'abord notre province. Le gouvernement a conservé un contrôle absolu de nos ressources. C'est tellement vrai que la valeur brute des produits du fer et de l'acier, dans la province de Québec, qui était de \$180,000,000 en 1946, avait atteint \$550,000,000 en 1958. Les investissements nouveaux, dans ce secteur de notre économie, entre 1947 et 1958, se sont élevés à \$344,000,000. Il y a présentement 46,000 employés dans les industries lourdes du fer et de l'acier. La feuille de paie, qui était de \$63,000,000 en 1946, était montée à \$175,000,000 en 1957.

On trouve présentement dans notre province 13 usines avec fourneaux. C'est considérable, ça, pour une province de 5,000,000 d'habitants. Avec ses immenses gisements de minerai de fer, sa magnifique voie fluviale et sa population industrielle, la vallée du Saint-Laurent est en train de devenir le Pittsburgh canadien. Avant longtemps, cette industrie pourra non seulement répondre à nos propres besoins, mais produire en plus pour les marchés d'exportation.

Il nous faut continuer dans la même voie. Nous allons procéder rapidement, mais avec toute la prudence nécessaire. Nous allons continuer de développer cette industrie lourde, qui est basique, qui est essentielle à la richesse d'un pays et à la force

économique d'une nation. Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons accepter la motion du chef de l'opposition et j'en demande le rejet.

(Applaudissements à droite)¹⁹

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 11.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Custeau, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 52.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Subventions aux universités

L'honorable M. Barrette (Joliette): Hier, dit-il, j'ai pris connaissance officiellement de la

correspondance échangée entre mon prédécesseur, M. Sauvé, et le premier ministre Diefenbaker au sujet des subventions aux universités. J'ai ici la dernière lettre de M. Diefenbaker à M. Sauvé, en date du 22 décembre.

Elle est parvenue ici durant la période des fêtes, alors que la Chambre ne siégeait pas. Je tiens à dire, pour l'instant, que je n'ai pas de commentaire à faire sur cette lettre, dont je n'ai pris connaissance qu'après mon assermentation, parce que je n'en ai pas encore discuté avec mes collègues du cabinet. Je voulais tout simplement informer la Chambre, à ce moment, que nous avons bien reçu cette lettre et que nous allons l'étudier, mes collègues et moi.

Il promet de faire tenir une copie de cette lettre à tous les députés qui le désireraient, puis il en fait la lecture.

"Ottawa, le 22 décembre 1959

"L'honorable Paul Sauvé, m.a.l.,

"Premier ministre de la

"province de Québec

"Québec, Qué.

"Mon cher premier ministre,

"J'accuse réception de votre lettre du 14 décembre, relativement à la nouvelle formule alternative énoncée dans ma lettre du 9 décembre, au sujet des subventions fédérales aux universités.

"Ma lettre, ainsi que vous le notez, s'adressait dans les mêmes termes aux premiers ministres des dix provinces, puisque cette nouvelle base est offerte également à toutes. Je suis heureux de profiter maintenant de l'occasion que vous m'avez fournie par votre lettre pour vous indiquer plus en détail comment cette formule s'appliquerait dans le cas de la province de Québec, laquelle a exercé son droit de percevoir son propre impôt sur les sociétés et de ne pas louer ce domaine au gouvernement fédéral aux termes de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôt. Sous ce rapport, j'ai pris bonne note des subventions statutaires et des subventions accrues que vous avez proposé, à l'Assemblée législative de Québec, de voter pour les universités de votre province.

(Applaudissements à gauche)²⁰

"Si l'Assemblée législative de Québec décide d'adopter la nouvelle formule et que la loi fédérale est modifiée par le Parlement de la manière proposée par le gouvernement, il en résultera que pendant les deux prochaines années fiscales, soit à compter du

1^{er} avril 1960 jusqu'au 31 mars 1965, les dispositions suivantes seront en vigueur:

"a) Si l'Assemblée législative de Québec devait décider de porter l'impôt provincial sur les sociétés à 10 % ou plus des profits des sociétés, il sera accordé aux sociétés frappées de cet impôt une exemption de 10 %, au lieu des 9 % actuels, de l'impôt fédéral sur les profits des sociétés;

"b) La subvention de \$1.50 par tête de population que le gouvernement fédéral accorde avec l'autorisation du Parlement aux universités cessera à l'égard des universités de la province de Québec;

"c) La différence entre le produit de l'exemption d'impôt additionnel de 1 % et les \$1.50 par tête de population de votre province sera ajustée, de sorte que la situation fiscale du gouvernement fédéral reste inchangée. En d'autres termes, si l'exemption d'impôt de 1 % dépasse la somme équivalente de \$1.50 par tête de population, comme ce sera le cas, le gouvernement fédéral déduira le montant en excès du paiement de péréquation qui est maintenant versé à la province de Québec à même le Trésor fédéral en fonction des dispositions de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôt.

"Pour fournir un exemple, si la nouvelle formule était appliquée en se fondant sur les chiffres de 1959, le Trésor provincial gagnerait environ \$9,250,000 par suite du changement introduit dans les taux d'imposition sur les sociétés. D'autre part, les subventions aux universités basées sur \$1.50 par tête appliquées à la province de Québec se chiffrent à \$7,500,000; la différence de \$1,750,000 serait déduite du paiement de péréquation destiné à la province de Québec, paiement qui, en 1959, sera d'environ \$67,000,000.

"La formule précitée ainsi qu'il a été indiqué plus haut, serait en vigueur pendant les deux prochaines années fiscales. Comme vous le notez, aucune disposition expresse n'a été prise à l'égard des montants accumulés qui sont retenus en fiducie pour les universités de la province de Québec et qui n'ont pas été réclamés. Ce montant a maintenant atteint environ \$25,000,000. Advenant un accord à l'égard des paiements pour les deux années à venir, nous serons heureux d'entamer avec vous des discussions sur la façon dont il y aurait lieu de disposer de ces sommes accumulées.

"J'ai bon espoir que les observations qui précèdent suffiront à éclaircir la proposition alternative du gouvernement fédéral en ce qui concerne les subventions aux universités."

Je (l'honorable M. Barrette) n'ai rien à ajouter, dit-il. Cette lettre sera étudiée par le cabinet la semaine prochaine. Nous allons préparer une réponse, et dès que cette réponse sera parvenue à son destinataire, nous en informerons la Chambre.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* du 16 janvier 1960, à la page 13, précise que l'honorable M. Barrette fait cette déclaration avec le sourire.

2. *Le Devoir* du 16 janvier 1960, à la page 1, explique que près de 1,800 tisserands de la filature de Magog sont en grève depuis 112 jours. Depuis la mi-décembre, Jacques Casgrain, sous-ministre adjoint du Travail, joue le rôle de médiateur entre la Dominion Textile et quatre syndicats affiliés à la Fédération nationale du textile. À ce sujet, voir la séance du 14 décembre 1959.

3. Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.).

4. Pour désigner les syndicats en cause, *Le Devoir* du 16 janvier 1960, à la page 1, écrit plutôt: "... les représentants de la Fédération nationale du textile (C.T.C.C.) et ceux des Ouvriers unis du textile d'Amérique (C.T.C.)..."

5. *Le Devoir* du 16 janvier 1960, à la page 1, souligne que M. Lapalme répète cette suggestion à plusieurs reprises durant le débat, en riant.

6. Alors que le *Montréal-Matin* du 16 janvier 1960, à la page 7, attribue ces paroles à M. Hamel, *La Presse* du même jour, à la page 1, les attribue plutôt à M. Lapalme.

7. Le *Montréal-Matin* du 16 janvier 1960, à la page 7, précise que M. Lapalme pose cette question en souriant.

8. Alors que *Le Devoir* du 16 janvier 1960, à la page 2, écrit: "...tout officier supérieur du gouvernement...", *Le Soleil* du même jour, à la page 25, écrit plutôt: "...tous les employés de la province..."

9. *Le Montréal-Matin* du 16 janvier 1960, à la page 5, souligne que la Chambre se forme en comité des subsides pour étudier le budget des mines lorsque M. Lapalme propose une motion de non-confiance.

10. M. Lapalme fait allusion à la loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne (11 George VI, chapitre 36), sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 10 mai 1947.

11. Les textes du *Soleil* du 16 janvier 1960, à la page 41, et de *L'Action catholique* du même jour, à la page 16, sont exactement les mêmes, sauf pour ce passage du *Soleil* qui se lisait ainsi: "Ce ne sont que les surplus qui pouvaient être transformés." Nous avons préféré la version de *L'Action catholique* qui, selon nous, est la plus logique.

12. M. Lapalme fait allusion à la loi relative à l'exportation de la force hydroélectrique (16 George V, chapitre 26), sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 24 mars 1926.

13. M. Lapalme fait allusion à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec (10 George VI, chapitre 42), sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 17 avril 1946.

14. Le plan de Colombo pour le développement économique coopératif de l'Asie du Sud et du Sud-Est a été établi à la suite d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth à Colombo, au Ceylan. Il vise à combattre la pauvreté. Les gouvernements intéressés réalisent toujours leurs projets de développement par arrangements bilatéraux. L'Inde, le Pakistan, le Ceylan, le Bangladesh et l'Indonésie en ont été les principaux bénéficiaires. *Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 2000, page 552.

15. Selon *Le Soleil* du 16 janvier 1960, à la page 41, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 16, lors de ce vote, 56 députés appuient la décision de l'Orateur. Cependant, nous avons préféré conserver

la version officielle, soit celle des *Journaux de l'Assemblée législative*, qui donne 53 voix "pour".

16. Les savants en question sont Albert Cholette et Roger Potvin, tout deux professeurs à l'Université Laval. En 1949, ils ont démontré qu'avec les ressources hydrauliques abondantes de la Côte-Nord, il était possible, au moyen de fourneaux électriques, de transformer en fonte et en acier, le minerai de fer que le gouvernement du Québec se proposait plutôt d'exporter vers les États-Unis. Voir à ce sujet l'ouvrage de Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps (1944-1959)*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, pages 255-256.

17. *Le Soleil* du 16 janvier 1960, à la page 41, écrit "300 personnes" alors que *L'Action catholique* du même jour, à la page 16, écrit plutôt "30,000 personnes". La version de *L'Action catholique* doit être privilégiée, car M. Lapalme fera une rectification à ce sujet lors de la séance du 19 janvier 1960.

18. À l'époque, la *Quebec Iron and Titanium Compagny* est une compagnie américaine qui exploite les gisements du lac Allard depuis 1948.

19. *La Presse* du 16 janvier 1960, à la page 2, note que ce discours a duré environ 30 minutes.

20. *La Presse* du 16 janvier 1960, à la page 17, souligne que les députés ont écouté la lecture de la lettre de M. Diefenbaker dans le plus profond silence, sauf pour ce passage où les libéraux ont applaudi dérisoirement, puisque l'honorable M. Sauvé refusait toujours d'employer le terme "statutaire" pour qualifier ces subventions.

Séance du mardi 19 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette;
- bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim;
- bill 109 concernant la ville d'Acton Vale;
- bill 237 modifiant la charte de la cité de Magog;
- bill 233 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 251 concernant les immeubles de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm;
- bill 123 permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire.

Explications sur des faits publiés:

Erreur dans le compte rendu d'un journaliste

M. Lapalme (Montréal-Outremont) signale que certains journaux ont fait une erreur en rapportant son discours de vendredi dernier, sur la transformation de nos matières premières chez nous.

J'avais donné l'exemple de l'industrie sidérurgique du Bengale. Cette industrie emploie 30,000 personnes et non pas seulement 300 comme me l'ont fait dire certains comptes rendus¹.

Questions et réponses:

Police des liqueurs

M. Parent (Hull) cite un article de journal afin d'attirer l'attention du gouvernement sur la réflexion du juge en chef de la cour des sessions de la paix², trouvant immoral que la police des liqueurs se soit servie de jeunes de 16 ou 17 ans comme indicateurs dans une cause³. Il (M. Parent) demande au procureur général (l'honorable M. Rivard) ce qu'il en pense et si on a fait quelque chose pour empêcher la police des liqueurs d'utiliser des adolescents dans ses enquêtes.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai appris qu'un agent de la police des liqueurs s'était servi de son fils âgé de 17 ans pour savoir si un certain établissement violait la loi. Bien qu'il soit difficile parfois d'appliquer la loi sans recourir à des méthodes surprenantes, je n'avais pas autorisé cet officier à agir ainsi. J'ai donné aussitôt des instructions pour que cette pratique cesse et elle a cessé.

M. Parent (Hull): Un membre de la police des liqueurs du nom de Ancil aurait prévenu les chroniqueurs judiciaires que le bureau du procureur général leur interdisait de publier les noms des agents qui font les enquêtes et préparent les poursuites en justice. Il (M. Parent) demande si cette déclaration est autorisée et fondée.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): L'agent Ancil affirme qu'il n'a jamais fait une telle déclaration. Elle serait d'ailleurs contraire aux faits.

Choix du nouveau premier ministre

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre s'il considère comme exact le compte rendu du caucus tenu en vue du choix du nouveau premier ministre, tel que contenu dans une déclaration du député du comté de Québec et whip en chef de l'Union nationale (M. Rochette), publiée dans les journaux du 14 janvier⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Sautant prestement sur ses pieds) Il s'agit là d'une question

qui ne relève pas de la Chambre et encore moins du député de Saint-Maurice. Quand nous jugerons opportun de dire ce que nous avons à dire à la population, nous le ferons.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut parler au sujet de ce rappel à l'ordre...

Des voix ministérielles: À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): On a prétendu que ce n'était pas dans l'intérêt public la façon dont le premier ministre avait été nommé...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Autre point d'ordre... Le député est la cause de désordre...

M. Hamel (Saint-Maurice) veut parler sur le deuxième point d'ordre...

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice s'est levé en invoquant une question de privilège parlementaire.

S'il s'agissait vraiment d'une question de privilège, il ne pourrait y avoir de débat.

Mais, de toute façon, le député de Saint-Maurice se plaint de ce qu'un article de journal ne correspond pas à ce qui s'est passé; ça ne peut être une question de privilège pour le député de vouloir savoir si ce qui a été rapporté par un autre député est exact.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas parlé sur une question de privilège mais sur une question d'intérêt public.

L'article 114 du Règlement stipule qu'immédiatement après l'expédition des affaires courantes, un député peut demander des renseignements au sujet de tout sujet d'intérêt public. J'ai posé une question au premier ministre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'y ai répondu et je considère l'incident clos.

M. l'Orateur invoque l'article 681 du Règlement pour affirmer qu'il faut donner un avis avant une demande de renseignements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais l'article 114 est là.

Des voix ministérielles: Gardez-le pour vous... À l'ordre!

Projets de loi:

Charte de Joliette

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 238 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Châteauguay-Centre

M. Laberge (Châteauguay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Laberge (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Acton Vale

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant la ville d'Acton Vale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

L'honorable M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 237 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 237 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 233 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 233 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Donat

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 251 concernant les immeubles de la Fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 251 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Saint-Georges

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gaz provincial du Nord de Québec ltée

M. Larouche (Témiscamingue) propose que tous les ordres votés par cette Chambre au cours de

la présente session concernant le bill 149 modifiant la loi concernant Le Gaz provincial du Nord de Québec ltée soient révoqués et que ledit bill soit maintenant retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai lu deux articles de journaux. On se rappelle que, lorsque la Chambre a entrepris l'étude du budget de ce ministère en décembre, le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) avait posé une question sur les intérêts dans l'Ungava et que le premier ministre du temps, l'honorable Paul Sauvé, avait affirmé que les intérêts allemands, associés à l'entreprise de M. Eaton⁵, avaient décidé de se retirer⁶.

Or, deux articles, l'un de *L'Événement-Journal* du 28 décembre 1959, l'autre de *L'Action catholique* du 30 décembre 1959⁷, ont rapporté une dénégation de ce qui avait été dit dans cette Chambre.

M. White, président de l'Ungava Iron Ore Co. et l'industriel Cyrus Eaton ont déclaré, d'après ces articles, qu'il n'est pas question que les intérêts allemands et particulièrement M. A. Krupp se retirent de l'Ungava. M. Eaton avait fait une mise au point à l'occasion de son 76e anniversaire.

J'ai lu la même chose dans la presse anglaise. Je pose donc la question à nouveau: Est-ce que les intérêts allemands sont toujours, à la connaissance du ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham), intéressés à l'Ungava comme l'ont déclaré MM. Eaton et White?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il est bien difficile d'interpréter la pensée de M. Paul Sauvé et la portée de sa déclaration. Nous sommes, en réalité, en présence de deux déclarations contradictoires, celle de M. Sauvé et celles de deux industriels rapportées par des journaux. Il est malaisé d'en discuter. Mais, en tenant compte du fait que les intérêts Eaton et allemands ont investi des capitaux énormes dans une entreprise minière, il est bien difficile d'imaginer qu'ils se retireraient entièrement.

Peut-être que M. Sauvé a rencontré ces gens et qu'ils lui auraient dit qu'ils avaient l'intention de ralentir cette activité dans le Nouveau-Québec pour un certain temps, ou peut-être attendre, par exemple, certains accords...

Il (l'honorable M. Barrette) promet de se renseigner sur toute la question. Je présume que j'aurai l'occasion de rencontrer M. Eaton et ses associés prochainement et d'en discuter avec eux. Dès que je serai en possession des renseignements désirables à ce sujet, j'en informerai la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une autre question à ce sujet.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'à son avis les travaux pourraient se poursuivre même si les industriels allemands se retiraient.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande si des démarches ont été faites par le Québec pour obtenir des îles côtières le long de la baie d'Hudson et de la baie James, dont plusieurs seraient riches en minéraux. Il (M. Earl) demande que soit tenue une conférence fédérale-provinciale sur les droits de propriété. Même si elles font réellement partie du Québec, ces îles sont administrées par le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dit que son département a toujours agi comme si ces îles appartenaient au Québec, et Ottawa connaît ce point de vue.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose des questions au sujet d'un crédit de \$267,000 pour une usine-pilote dans la ville de Québec.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Incluant l'équipement et d'autres aménagements, le gouvernement dépensera au total presque \$1,000,000 pour cette usine, qui était connue auparavant comme étant l'usine d'échantillonnage. Elle était utilisée

principalement par les étudiants en mines à l'Université Laval.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement aurait dû acheter le bâtiment de l'usine, au lieu de le louer et de dépenser tout cet argent sur ce bâtiment.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): L'usine est située dans une ancienne rotonde de chemin de fer, et le gouvernement avait une option de 30 ans pour l'acheter à un prix forfaitaire. On n'a pas encore jugé bon de l'acheter.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Hamel (Saint-Maurice) interroge le ministre des Mines sur certains montants apparaissant dans les *Comptes publics* au nom de H. J. O'Connell, notamment sur une somme de \$258,394.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Ce montant a été payé pour des travaux sur la route de Chibougamau-Saint-Félicien.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour combien de milles de route cette somme a été payée?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) regrette de n'avoir pas ces détails. Il déclare qu'il se les procurera et les fera parvenir député de Saint-Maurice⁸.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Brown (Brome) demande au ministre des Mines si son département surveille le développement de la nouvelle ville minière de Gagnon, actuellement en construction.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) répond qu'il n'a aucune juridiction à ce sujet.

M. Brown (Brome) reproche à la Cartier Mining⁹ de donner ses principaux contrats à des compagnies de l'Ontario et des États-Unis. Une de ces compagnies a fait banqueroute et ses ouvriers ont perdu leurs salaires, dit-il. Il (M. Brown) reproche au gouvernement de ne pas insister pour que la Cartier Mining fasse gagner le plus d'argent possible aux ouvriers de la province de Québec.

M. Lafrance (Richmond) demande au ministre des Mines si les villages miniers sont des villes fermées.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dit que dans le cas de Gagnonville, il ne le sait pas, car les arrangements ont été conclus hors de sa connaissance. Mais dans le cas des autres villages miniers comme Chibougamau, dit-il, le gouvernement fait l'établissement pendant cinq ans. Après cinq ans, un conseil municipal est élu, les lots sont vendus à l'encan et l'argent provenant de cette vente est versé dans le Trésor municipal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Un député de l'opposition pose des questions au ministre des Mines à propos des bourses d'études.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Au cours de 1958-1959, le ministère des Mines a attribué, en tout, 87 bourses d'études. Sur ce nombre, 35 sont allées à des finissants, dont 29 se spécialisaient en géologie et 6 en métallurgie. Les autres ont été accordées à des élèves qui commençaient leur troisième année d'études, dont 23 en métallurgie, 23 en génie minier et 6 en géologie.

Les boursiers sont choisis par un comité spécial formé de représentants des écoles ou universités de la province, de l'Association minière et d'un membre du ministère.

C'est à ce comité que sont attribuées les demandes, et le ministère des Mines n'est pour absolument rien dans la décision qui est prise. Il n'intervient jamais, ni directement, ni indirectement, dans l'octroi d'une bourse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre des Mines la permission d'aborder la question de la Commission d'étude et de revision des lois minières¹⁰.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) consent à la demande du chef de l'opposition. Les membres de la Commission des lois minières de Québec, dit-il, présidée par M. Normand Grimard¹¹, ont travaillé d'une manière diligente, ils ont accompli jusqu'ici un gros travail et leur rapport sera publié avant longtemps, d'ici six mois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est une diligence lente. La Commission a été formée à la session 1955-1956 et, depuis, elle a entraîné une dépense de plus de \$160,000. Avec une telle somme, on aurait pu bâtir plusieurs villages miniers. C'est scandaleux que de dépenser \$160,000 pour faire l'étude d'une loi quand, après cinq ans, nous n'avons encore rien.

Nous avons demandé des rapports au cours des dernières années. Nous en avons obtenu deux. De fait, il ne s'agit que de lettres. La première est en date du 18 novembre 1957¹². Il s'agit d'une lettre au chef de cabinet du premier ministre. Ce rapport est consacré en grande partie à rappeler que la loi créant la Commission a été adoptée; que les membres ont été nommés; et qu'ils ont prêté le serment d'office.

Ensuite, cette lettre du secrétaire de la Commission, Me Jacques Alleyn, au chef de cabinet, nous dit que les membres de la Commission ont fait des voyages. Ils sont allés à Toronto rencontrer le sous-ministre des Mines de l'Ontario; ils ont assisté à un congrès d'ingénieurs miniers au Lac Louise; ils ont fait un voyage dans l'Ungava et à la rivière Payne. Ils ont tenu 55 séances, mais on compte dans cela les rencontres, entre eux, des deux membres de la Commission qui habitent le nord-ouest de la province. La lettre dit aussi que des mémoires ont été reçus.

Ça, c'était le 18 novembre 1957. Le deuxième rapport est en date du 3 décembre 1958¹³. Cela faisait donc trois ans que la Commission avait été formée. Le bilan: 85 séances, et on est retourné faire des voyages, mais il faut voir quels voyages, puisque le deuxième rapport parle d'un voyage à Toronto, d'un congrès au Lac Louise, d'une tournée dans l'Ungava et à la rivière Payne... C'est en somme une répétition du premier rapport. À cela, on ajoute deux séances publiques, mais il s'agit de celles au cours desquelles des mémoires ont été reçus, comme le mentionne le premier rapport. Toutefois, il y a du nouveau: un congrès à Montebello.

C'est scandaleux! Je comprends que le premier ministre récemment décédé ait donné des ordres, du moins officieux, pour que toutes les commissions fassent rapport, car ce régime des commissions est devenu intolérable. Comme le disait un ancien député, ces commissions font des cours classiques aux frais de la province.

Si cette Commission prend tant de temps pour réviser la loi des mines, je me demande si celle qui s'occupe du Code civil pourra faire rapport avant 100 ans!

Un tel état de choses n'aurait pas été toléré par le premier ministre décédé. J'espère que l'actuel exigera lui aussi des rapports, car cela fait cinq ans que celui de la Commission qui doit réviser la loi des mines est en route, et le ministre vient nous dire qu'il va avoir le rapport très vite.

Il y a certainement des personnes siégeant sur cette Commission qui auraient pu étudier la question et faire rapport rapidement. J'ai nettement l'impression que quelqu'un a mis des bois dans les roues, car une commission qui siégerait régulièrement de 9 heures a.m. à 6 heures p.m. aurait pu faire rapport en quelques mois.

Je ne m'élève pas uniquement contre cette Commission, mais c'est contre le système. Depuis des années, toutes sortes de commissions ont été formées, commissions qui ont coûté à la province jusqu'à maintenant pas loin d'un million de dollars, sinon plus.

Si ces commissions avaient travaillé avec diligence, il ne fait aucun doute que les économies qui auraient pu être réalisées à ce seul chapitre auraient pu servir à apporter des améliorations marquées dans d'autres ministères et départements, et ainsi permettre d'améliorer le service au public.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition a voulu minimiser le travail accompli par ceux qui font partie de cette Commission. Il a

pris cela sur un ton badin, mais il n'a pu s'empêcher de dire que la Commission a tenu 85 séances. Il a dû mentionner aussi que les membres de cette Commission sont allés à Toronto rencontrer le sous-ministre des Mines, qu'ils sont allés au Lac Louise et jusqu'à la baie de l'Ungava et le long de la rivière Payne, qu'ils ont rencontré sur place les géologues et les ingénieurs. Par conséquent, ils ont visité tout le territoire minier, ce qui était leur devoir.

En plus, ils ont rencontré des spécialistes dans des congrès. Quand les membres sont allés au Lac Louise, pour participer à des congrès importants, ils y sont allés pour travailler, et non pour s'amuser. Tout cela constitue un travail considérable, dont le chef de l'opposition cherche maintenant à minimiser l'importance.

(Rires du côté de l'opposition)

Ils ont fait un travail sérieux et quand le rapport sortira, ils le prouveront.

Le chef de l'opposition dit que la Commission devrait siéger de 9 heures a.m. à 6 heures p.m. Il sait bien que c'est impossible. Quand a-t-on vu une commission ou un tribunal siéger ainsi toute la journée et plusieurs jours d'affilée? Le chef de l'opposition sait fort bien que c'est impossible, car il sait qu'il y a un nombre de dossiers à consulter et que cela ne se fait pas en séance.

Puis, le chef de l'opposition termine en disant qu'il faudrait donner des ordres. L'ordre a été donné non seulement à cette Commission, mais à toutes les commissions gouvernementales de faire rapport avant l'expiration de l'année fiscale en cours, soit avant le 1^{er} avril prochain.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est fantastique! Ça fait des années que nous parlons de cette sorte de choses.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition reproche aux membres d'avoir dépensé trop d'argent. Il laisse croire que toutes ces sommes ont à peu près été dépensées en salaires. Mais il sait que l'on ne peut aller à la rivière Payne, située aux confins de l'Ungava, avec des pruneaux. Ce sont là des dépenses d'avion et de voyage qui coûtent cher.

Le chef de l'opposition semble aussi oublier que ce n'est pas seulement la loi des mines que doit réviser la Commission, mais toutes les lois concernant les mines, ce qui est différent, et cela est un travail extrêmement considérable. On verra alors l'importance du travail qui a été accompli pour la province. S'il arrive que des membres n'ont pas

travaillé suffisamment et n'ont pas accompli leur devoir, nous y verrons quand ils publieront le rapport.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) relève l'allusion du premier ministre au sujet des frais de voyage et cite les *Comptes publics* pour l'année 1958 qui démontrent que, sur une dépense totale de \$38,222.77, \$33,408.00 ont été versés en salaires et seulement \$4,814.77 en frais de voyage.

Il (M. Lapalme) dit qu'il n'a pas pu minimiser le travail de la Commission, puisqu'il n'a même pas encore en main un soupçon de rapport. Tout ce que j'ai, dit-il, ce sont des lettres qui nous disent qu'il y a eu trois séances publiques et 85 séances des membres, et cela tient compte, comme je le signalais, des rencontres entre certains des membres demeurant dans une même région.

À tout événement, même les ministériels se rendent compte que nous avons raison, que ce régime de commissions inopérantes ne peut plus durer, et la meilleure preuve de cela, c'est que des ordres ont été donnés. Tout ce que nous demandons maintenant, c'est que ces ordres soient exécutés.

M. Hamel (Saint-Maurice) revient sur la question en citant la loi 4-5 Elizabeth II créant la Commission et stipulant les devoirs des membres¹⁴. Cette loi, dit-il, stipule que les membres de la Commission doivent préparer et remettre au lieutenant-gouverneur en conseil, pas au chef de cabinet, et ce, dans les 15 mois de leur nomination, un rapport de leur travail et leurs suggestions. La loi dit bien un rapport de leur travail et de leurs suggestions. Nous sommes en 1960 et rien de cela n'a encore été fait. Il y a eu des lettres, mais pas de rapport. Le gouvernement a été d'une tolérance inouïe!

Il (M. Hamel) lit les documents relatifs à la formation de la Commission d'étude et de révision des lois minières. On n'étudie pas en allant siéger au Lac Louise, dit-il. Le gouvernement n'a pas respecté les lois.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit de parler comme il le fait présentement. Jusqu'ici, j'ai permis beaucoup de choses. Si le débat actuel se poursuit, c'est parce que nous le voulons.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi dit: Coordonnez les lois minières et faites rapport dans les 15 mois. Dans le rapport qu'on a présenté, il n'est question ni de coordination, ni de révision, ni de

suggestions. Les commissaires ont tenu 55 séances. Ils ont fait un voyage à Chibougamau du 9 au 14 juillet. Du 9 au 10 août, ils se sont rendus dans le Nouveau-Québec. Ils ont visité Schefferville, Fort-Chimo et Payne Bay. Il s'agit d'un rapport qui nous coûte \$160,000¹⁵. Les 25, 26, 27 et 28 novembre, les commissaires se sont rendus à Toronto pour obtenir certains renseignements. Il y a eu aussi des séances au Lac Louise. Pour ma part, j'ai étudié la loi des automobiles dans tous les pays du monde et je n'ai pas eu besoin d'aller plus loin que la bibliothèque.

Dans le rapport qui a été présenté, je demande qu'on me signale un article où il est question de révision et de suggestions. Dans un deuxième rapport, mentionnant les mêmes noms, il est dit que 30 autres séances ont été tenues. Les membres de la Commission sont allés dans la région de Chibougamau, dans le Nouveau-Québec, à l'époque où les gens prennent généralement leurs vacances.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les membres de la Commission ne prenaient pas de vacances mais travaillaient.

M. Hamel (Saint-Maurice) continue à disséquer les rapports.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit d'une commission d'étude et pas seulement d'une commission pour la révision de lois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les commissaires sont des gens chargés de codifier nos lois minières. La loi dit: Étudiez et coordonnez nos lois minières. Les commissaires se sont dit: Allons au Lac Louise pour étudier nos lois minières. Il (M. Hamel) se dit convaincu que si le gouvernement utilisait les deniers publics d'une façon raisonnable, il pourrait soustraire 10 % de son budget de dépenses. Cela signifierait une économie de \$60,000,000 par année, dit-il.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je rappelle que ce débat n'a été rendu possible que parce que le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) l'a permis par gentillesse, parce que le chef de l'opposition avait une question à poser. Rien ne nous obligeait à donner cette latitude à l'opposition. Il est clair que le député de Saint-Maurice prend un chemin de travers. Il parle maintenant de \$60,000,000. Depuis environ trois quarts d'heure, il tente de faire perdre le temps de la Chambre en soulevant des questions qui ne sont pas pertinentes au débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Une commission comme celle-là, qui dure depuis cinq ans, et en dépit des interventions de l'opposition, ne produit aucun rapport, et le gaspillage continue au même niveau. Dans 15 jours, tous ces voyages dont fait mention le rapport auraient pu être faits par n'importe qui. Pour cela, on verse \$8,000 aux commissaires par année.

Il est intolérable qu'une commission prenne cinq ans pour faire rapport. Les membres de la Commission ne consacrent pas un dixième de leur temps à ce travail. De deux choses l'une. Soit que les commissaires donnent tout leur temps à la tâche qu'on leur a confiée - si c'est cela, dans le cas qui nous occupe, ce sont des incompetents, car ça fait cinq ans qu'ils étudient et nous n'avons encore aucun résultat - soit qu'ils ne donnent pas tout leur temps... c'est que le gouvernement est satisfait de ces voyages.

C'est inconcevable qu'on laisse gaspiller les fonds de la province de cette façon. Dans l'immense majorité, les commissions sont des sinécures pour gaver les amis du régime.

L'honorable M. Barrette (Joliette) se lève alors sur un point d'ordre. Le député sait qu'il n'a pas le droit de dire que ces commissions sont des sinécures formées pour gaver les amis du régime, dit-il. MM. A.-O. Dufresne, E. Larochelle et Normand Grimard sont des citoyens d'une honnêteté et d'une compétence reconnues. On n'a pas le droit de parler de la sorte à leur égard, et le député qui parle maintenant depuis une heure sait qu'il lui est interdit de laisser planer des doutes sérieux dans l'esprit du public sur l'honnêteté et la compétence des commissaires.

Encore une fois, il s'agit d'un débat que nous avons permis par condescendance pour l'opposition. Si c'est la façon de procéder pour l'opposition, nous nous en souviendrons la prochaine fois et, à l'avenir, nous nous en tiendrons au strict Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il ne considère pas comme un privilège et une faveur d'étudier les *Comptes publics* de la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agit d'un item statutaire. Il ne prête pas à discussion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On ne parle pas de ce qui sera dépensé, mais plutôt de ce qui a été dépensé, de la manière que les deniers publics ont été dépensés pour cet item statutaire. Nous avons le droit de demander comment on a dépensé l'argent du peuple.

Il n'est pas question de discuter des dépenses futures, mais plutôt de celles de l'année dernière. Le débat porte sur les actions de la Commission d'étude et de révision des lois minières. Si on n'a pas le droit d'étudier cet aspect, il ne sert en somme à rien d'avoir des *Comptes publics*.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Les arguments du chef de l'opposition vont à l'encontre de la décision de l'Orateur suppléant de la Chambre. L'item statutaire ne se discute pas, à moins d'un consentement spécial de la part du gouvernement.

Ce consentement a été donné généreusement, mais on ne savait pas que le débat allait prendre cette tournure.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et demande l'ajournement de la Chambre¹⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 16 janvier 1960, à la page 41, est l'un des fautifs.

2. Le juge en question est M. Thomas Tremblay (1895-1988), avocat et juge. De 1919 à 1937, il

pratiquait à Québec et à Montmagny avec différents associés, dont Me Armand Lavergne. Candidat conservateur défait dans le comté de l'Islet aux élections provinciales de 1931 et dans Montmagny-L'Islet aux élections fédérales de 1935. Vice-président de la Commission des liqueurs du Québec de 1937 à juillet 1938. Juge des Sessions de la Paix à Québec de 1938 à 1948, année où il devient juge en chef de cette même cour. Président de l'Office de l'électrification rurale de la province de Québec de 1945 à 1950. Président du Tribunal d'arbitrage créé pour régler le conflit de l'amiante en 1949. En 1953, président de la commission Tremblay, une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels. Il se mérite de nombreuses distinctions tout au long de sa carrière dont l'Ordre du Canada (1972) et l'Ordre du Québec (1988).

3. *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1960, à la page 23, explique que M. Parent fait allusion à une affaire survenue la semaine dernière, lorsque le fils d'un policier a affirmé en cour s'être fait servir de la boisson dans un certain établissement à Québec. L'article de journal en question est probablement celui paru dans *Le Soleil* du 14 janvier (20 janvier, à la page 25), intitulé "L'agent Ancil mécontent de la mention de son nom".

4. M. Hamel fait référence aux dissensions dans l'Union nationale depuis le caucus du 7 janvier 1960. Le 13 janvier, M. Lizotte, député unioniste de L'Islet avait annoncé sa démission, protestant contre la façon dont l'honorable M. Barrette avait été choisi. Le jour même, M. Rochette avait fait une déclaration publique afin de rétablir les faits, dans laquelle il faisait un compte rendu du caucus en question. *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1960, à la page 23, écrit que M. Hamel fait spécifiquement référence à un article paru dans le *Montréal-Matin* du 14 janvier 1960, mais en réalité, tous les journaux ont repris l'affaire le même jour.

5. Cyrus Eaton (1883-1979), financier américain d'origine canadienne (Nouvelle-Écosse). À partir du milieu des années 1940, il est le plus important producteur indépendant et expéditeur de minerai de fer en Amérique.

6. Cette discussion a eu lieu lors de la séance du 14 décembre 1959.

7. L'article de *L'Événement* du 28 décembre 1959, à la page 1, est intitulé "Les industriels Eaton et Krupp

sont toujours très intéressés". Cependant, aucun article à ce sujet n'est paru dans *L'Action catholique* du 30 décembre 1959. On en retrouve un toutefois dans l'édition du 28 décembre, à la page 3, intitulé "Cyrus Eaton et cinq compagnies allemandes investiraient \$200,000,000 en Ungava", et un autre, dans l'édition du 29 décembre, à la page 4, intitulé "L'empire du Québec vu par Cyrus Eaton".

8. *L'Action catholique* du 20 janvier 1959, à la page 18, rapporte que "plus tard, le ministre a annoncé que la compagnie O'Connell a fait des travaux sur 303 milles dans la région de Chibougamau et dans celle de Senneterre." Malheureusement, il est impossible de savoir à quel moment l'honorable M. Cottingham a donné cette réponse, ni même s'il l'a donnée durant la séance.

9. La Cartier Mining Company est une filiale de la Oliver Iron Mining Company, qui est elle-même une filiale de la United States Steel Corporation, qui est une des plus grandes entreprises du monde. À ce sujet, voir Robert Rumilly, *Duplessis et son temps (1944-1959)*, tome 2, Montréal, Fides, 1973, page 583.

10. *L'Action catholique* du 20 janvier 1960, à la page 18, précise qu'habituellement, il n'y a pas de discussion sur les crédits statutaires; c'est pourquoi M. Lapalme demande la permission de discuter de cet item.

11. Normand Grimard, avocat, fut président de la Chambre de commerce de Rouyn-Noranda en 1955-1956. Outre M. Grimard, la Commission d'étude et de révision des lois minières est constituée de A.-O. Dufresne, sous-ministre des Mines de Québec, Eugène Larochelle, ingénieur spécialisé dans les recherches minières et employé du service des mines depuis 1923, W. J. Wiltsey, président de l'Association des prospecteurs, et Jacques Alleyn, secrétaire. Selon le *Quebec Chronicle* du 20 janvier 1960, à la page 3, MM. Grimard, Larochelle et Wiltsey touchent un salaire de \$8,000 pour leur travail à la Commission.

12. Plusieurs journaux du 20 janvier 1960 donnent une date différente à cette lettre: *Le Soleil*, à la page 16, et *L'Action catholique*, à la page 18, disent d'abord que la lettre est datée du 10 novembre 1957, puis, plus loin, on parle du 18 novembre 1957. Mais selon la version de *La Presse*, à la page 62, elle semble bien datée du 18 novembre.

13. L'information est tirée de *L'Action catholique* du 20 janvier 1960, à la page 18. *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 2, date plutôt la seconde lettre du 1^{er} décembre 1958.

14. M. Hamel parle de la loi concernant le développement minier dans la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 57), sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 23 février 1956.

15. Chiffre tiré du *Soleil* du 20 janvier 1960, à la page 16. *L'Action catholique* du même jour, à la page 9, écrit plutôt "\$60,000".

16. Le *Montréal-Matin* du 20 janvier 1960, aux pages 2 et 5, note que le débat entourant la Commission d'étude et de révision des lois minières a duré une heure et demie et qu'à lui seul, M. Hamel a parlé près d'une heure.

Séance du mercredi 20 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 143 concernant le testament de Lewis Azef.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham;

- bill 250 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines;

- bill 205 concernant la commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;

- bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

- bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Questions et réponses:

Précisions sur les fonctions du député de Champlain, M. Bellemare

M. Parent (Hull): Dans son édition de lundi, le 18 janvier, un quotidien de Montréal avait publié une nouvelle en provenance du Cap-de-la-Madeleine selon laquelle le député de Champlain (M. Bellemare), au cours d'une fête en son honneur samedi soir, le 16 janvier, aurait annoncé à ses organisateurs qu'il servirait désormais d'adjoint au ministre du Travail².

Il (M. Parent) demande au premier ministre s'il pouvait expliquer quand cette nomination a été faite et quelles sont exactement les fonctions du député de Champlain (M. Bellemare)?

L'honorable M. Barrette (Joliette) fait l'éloge du député de Champlain (M. Bellemare). Il n'a pas dit à ses auditeurs du Cap-de-la-Madeleine qu'il serait assistant-parlementaire du ministre du Travail, dit-il. Il a tout simplement dit qu'il aurait un bureau dans le département du Travail, dans le but d'aider le ministre à accomplir sa tâche, si l'occasion s'en présente. Il peut rendre de grands services. Mais il n'est pas adjoint parlementaire du ministre du Travail.

Publicité payée par une commission scolaire

M. Hamel (Saint-Maurice) attire l'attention de la Chambre sur une annonce électorale de la Commission scolaire de Saint-Urbain, qui a été publiée dans *L'Action catholique* du 17 décembre 1959³. Le premier ministre peut-il nous dire si l'argent confié aux commissaires d'écoles par les parents pour l'instruction de leurs enfants peut ainsi servir à publier des pamphlets électoraux?

M. l'Orateur: Cette question n'est pas régulière parce que contraire aux règlements de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Se levant avec le sourire) Il est bien étrange, à la vérité, de constater que du côté de l'opposition, on n'est jamais satisfait des déclarations qui paraissent dans les journaux. On ne s'en plaint pas de ce côté-ci de la

Chambre. Nous avons parfaitement confiance en la presse. Et, pour ma part, depuis 24 ans que je siège à l'Assemblée législative, je ne me suis jamais plaint des journaux ou des journalistes et je n'ai jamais dit qu'un article publié dans les journaux était inexact. À tout moment, de l'autre côté de la Chambre, on voit se lever des députés qui critiquent ce qu'affirment des journaux et s'en prennent à eux.

M. Hamel (Saint-Maurice): La remarque du premier ministre ne se rapporte pas à la question que j'ai posée.

(Protestations à droite)

Si l'Orateur n'a plus le contrôle de la Chambre, qu'il ajourne...

M. l'Orateur: La question posée par le député de Saint-Maurice est irrégulière parce que, d'après l'article 681 du Règlement, toute demande de renseignements doit être précédée d'un avis.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article 681...

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur fait observer au député de Saint-Maurice qu'en vertu du règlement il ne peut pas faire de commentaires sur la décision prise par l'Orateur. Tout ce que le député peut faire, c'est interjeter appel devant l'Assemblée.

Projets de loi:

Testament de Lewis Azef

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant le testament de Lewis Azef.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Omer Lefebvre

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 248 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 205 concernant la commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lorraine

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Remboursement de droits:

Charte de Saint-Elzéar

M. Pouliot (Laval) propose que le bill 135 modifiant la charte de la ville de Saint-Elzéar ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Gaz provincial du Nord de Québec Itée

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill 149 modifiant la loi concernant Le Gaz provincial du Nord de Québec Itée ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Avions du gouvernement

M. Thériage (Chambly): Référant au document numéro 50 de la session 1958-1959:

A. Quant au ministère de la Colonisation,

i. En ce qui concerne l'avion "Beechcraft E 183" au paragraphe 1a):

a) En quelle année cet avion a-t-il été construit?

b) Quel était le nombre d'heures de vol des moteurs et de la carlingue au moment de l'achat dudit appareil, le 24 avril 1958?

ii. En ce qui concerne le paragraphe 2:

a) Quelle est la marque de l'hélicoptère donné en échange par le département à Timmins Aviation Limited?

b) Quelle est l'année de sa construction?
 c) Quel était au moment de la transaction, le 24 avril 1958, le nombre d'heures de vol de son ou de ses moteurs et de sa carlingue?

B. Quant au ministère des Terres et Forêts,
 En ce qui concerne le paragraphe 4:

a) En quelle année a été construit l'avion "Beechcraft 18" vendu le 27 mai 1955, à la société Automotive Products Company Limited de Montréal?

b) Quel était au moment de la vente le nombre d'heures de vol des moteurs et de la carlingue?

C. Quant au ministère de la Chasse et de la Pêche,

i. En ce qui concerne le paragraphe 3:

a) Quelle est la date de la construction de l'avion de marque "Widgeon", échangé le 7 décembre 1956?

b) Quel était au moment de l'échange le nombre d'heures de vol des moteurs et de la carlingue?

c) En quelle année le ministère de la Chasse et de la Pêche avait-il acquis ledit appareil "Widgeon"?

d) Quel en a été le prix d'achat?

e) De qui a-t-il été acheté?

f) Quel était au moment de son acquisition le nombre d'heures de vol du moteur et de la carlingue?

g) Quel a été le montant dépensé par le ministère de la Chasse et de la Pêche durant la période de temps où il a été propriétaire du "Widgeon" pour lui faire subir une transformation et/ou des réparations?

ii. En ce qui concerne ce même paragraphe 3:

a) Quelle est la date de construction du "Cessna Crane" y mentionné?

b) Quel était au 7 décembre 1956 le nombre d'heures de vol de ses moteurs et de sa carlingue?

iii. En ce qui concerne le paragraphe 4:

a) À quelle date exactement, en 1954, le département de la Chasse et de la Pêche a-t-il cédé à la compagnie Trans-Gaspésien Aérien l'avion "Belanca" y mentionné?

b) Au moment de cette cession, quel était le nombre d'heures de vol de son moteur et de sa carlingue?

c) En quelle année cet avion a-t-il été construit?

d) À quelle date le département l'avait-il acquis, de qui et à quel prix?

e) Au moment de l'acquisition mentionnée au paragraphe précédent quel était le nombre d'heures de vol de sa carlingue et de son moteur?

f) Quel a été le montant déboursé chaque année par le gouvernement dans chaque cas pour garage, entretien, réparation et amélioration dudit avion?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Quant à ce qui concerne le département de la Colonisation:

A. 1. a) Complété le 2 février 1958.

b) Il s'agit d'un avion neuf.

2. a) Bell, Model H. 1.

b) 1956.

c) 228 heures d'après les renseignements fournis par l'ingénieur.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est): Quant à ce qui concerne le département des Terres et Forêts:

B. a) Construits originellement aux États-Unis, en 1943, le fuselage ayant été réassemblé et remonté au Canada en 1951.

b) Moteurs: 325 heures de vol depuis le dernier changement de ceux-ci, effectué en octobre 1952.

c) Carlingue, ou plus précisément fuselage: 600 heures de vol depuis que le fuselage a été réassemblé et remonté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Quant à ce qui concerne le département de la Chasse et des Pêcheries:

C. i. a) 1941.

b) 2,198 heures;

c) 18 juin 1951;

d) \$18,850.00;

e) Raoul E. Fortin;

f) 1,100 heures;

g) \$18,412.00: transformation; \$4,296.60: réparations.

ii. a) 1941.

b) 3,460 heures.

iii. a) 11 mai 1954.

b) 1,150 heures;

c) 1948;

d) 3 juin 1948 de Arthur Bouchard au prix de \$7,990.00;

e) Avion neuf;

f) Il en coûte approximativement \$1,500. à \$2,500 annuellement pour l'entretien d'un petit avion de ce genre.

Hélicoptère et avion Widgeon

M. Thérberge (Chambly): Référant au document 50 de la session 1958-1959:

A. Quant au ministère de la Colonisation, et relativement à l'hélicoptère mentionné au paragraphe 4:

1. À quelle date le ministère de la Colonisation a-t-il acquis ledit hélicoptère?

2. De qui?

3. À quel prix?

4. Pendant combien d'heures ledit hélicoptère a-t-il volé entre la date de son acquisition par le ministère de la Colonisation et le 24 avril 1958?

5. Durant la période de temps au cours de laquelle ledit hélicoptère a été la propriété du ministère de la Colonisation.

a) Quels sont les noms des personnes qui l'ont piloté?

b) Combien a coûté au ministère l'entraînement spécial pour l'hélicoptère de chacune des personnes qui l'a piloté?

c) Quel est le nom de chacun des passagers qui, durant cette période, a volé dans ledit hélicoptère?

d) Quelle raison le ministère avait-il dans chaque cas de transporter en hélicoptère chacun desdits passagers?

B. Quant au ministère de la Chasse et de la Pêche:

En ce qui concerne l'avion de marque "Widgeon" mentionné aux paragraphes 2 et 3:

1. À quelle date le gouvernement a-t-il fait subir à cet avion une transformation et/ou des réparations majeures?

2. Quel a été le nombre d'heures de vol de moteurs et de la carlingue dudit avion "Widgeon" entre la date où le gouvernement lui a fait subir ladite transformation ou lesdites réparations majeures et le 7 décembre 1956?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Quant à ce qui concerne le département de la Colonisation:

A. 1. 18 avril 1956.

2. H. J. O'Connell Ltd.

3. Obtenu en échange pour un avion Goose (21A).

4. 228 heures, d'après les renseignements fournis par l'ingénieur.

5. a) Aimé Leroux et Léo-Paul Cayer.

b) Dépenses de voyage et de séjour, \$1,149.06.

c) Noms des passagers consignés nulle part.

d) Intérêt de l'administration.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Quant à ce qui concerne le département de la Chasse et des Pêcheries:

B. 1. Le 10 mai 1954.

2. 850 heures.

Bimoteur Cessna Crane

M. Hamel (Saint-Maurice): Référant au document no 50 de la session 1958-1959:

Quant au ministère de la Chasse et de la Pêche en ce qui concerne le bimoteur Cessna Crane, mentionné aux paragraphes 2 et 3:

1. Pendant combien d'heures ledit avion a-t-il volé au service du ministère de la Chasse et de la Pêche depuis le 7 décembre 1956 jusqu'à aujourd'hui et combien d'heures chaque mois au cours de cette période?

2. A-t-il été garé et est-il encore garé dans un hangar à l'aéroport de l'Ancienne-Lorette?

3. À qui appartient ce hangar?

4. L'espace pour le garer était-il ou est-il loué?

5. Quel était le coût mensuel de location de l'espace loué

a) en 1957?

b) en 1958?

c) en 1959?

6. Les conditions de location ont-elles changé en 1957, 1958 ou 1959?

7. Dans l'affirmative, à quelle date des changements ont-ils eu lieu et quels sont-ils précisément?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. 125 heures.

2. a) Oui.

b) Non.

3. Département des Transports, Ottawa.

4. Oui.

5. \$6,683.04 par année pour bureaux, ateliers de réparations, entrepôts et hangars pour tous les avions des trois départements.

a) 1957, le même.

b) 1958, le même.

c) 1959, le même.

6. Non.

7. Répondu par 6.

Autoroute Montréal-Laurentides

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): 1. À quel montant s'élève, depuis le début de l'entreprise jusqu'à date, le coût total de l'autoroute Montréal-Laurentides?

2. Quelles sommes ont été dépensées, depuis le début de l'entreprise jusqu'à date, pour chacun des items et sous-items suivants:

- a) Construction:
 - Nivellement, dégagement et défrichage?
 - Fondation et pavage?
 - Drainage?
 - Ponts (Rivière-des-Prairies et Rivière-des-Milles-Îles)?
 - Toutes les autres structures?
 - Changement d'emplacement des services publics?
 - Édifices, postes de péage, système de communication?
 - Sondages?
 - Établissement de piliers dans les terrains sablonneux?
 - Contrôle et maintien de la circulation, détours, éclairage, lignes (blanches) écriteaux?
 - Terrassement?
 - Clôtures, rampes de sécurité, accessoires?
 - b) Services des ingénieurs et des architectes (y compris assistants-ingénieurs)?
 - c) Services administratifs et légaux?
 - d) Équipement d'entretien et d'exploitation?
 - e) Coût initial d'établissement du service administratif?
 - f) Droit de passage (comprenant le coût d'acquisition et de démolition)?
3. Quel est le montant des estimés pour le parachèvement de ladite autoroute?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

1. \$60,499,798.31
2. a) Construction: nivellement, dégagement et défrichage \$ 317,075.63
- Fondation et pavage 9,446,862.87
- Drainage 2,010,583.33
- Ponts (Rivière-des-Prairies et Rivière-des-Milles-Îles) 13,602,810.42
- Toutes les autres structures 10,778,266.71
- Changement d'emplacement des services publics 735,005.89
- Édifices, postes de péage, système de communication 1,403,434.57
- Sondages (montant compris dans "autres structures") 29,863.39
- Établissement de piliers dans les terrains sablonneux 138,507.11
- Contrôle et maintien de la circulation, détours, éclairage, lignes (blanches), écriteau 1,113,017.97

Terrassement.....	\$13,160,412.70
Clôture, rampes de sécurité, accessoires.....	649,498.48
Embellissement.....	464,348.48
b) Honoraires des ingénieurs-conseils et des architectes.....	1,585,368.04
Service technique (ingénieurs-résidents, assistants, chaîneurs, frais et allocations ..	1,390,359.93
c) Services administratifs et légaux	352,888.48
d) Équipement d'entretien et d'exploitation.....	456,701.69
e) Coût initial d'établissement du service administratif	93,909.06
f) Droit de passage (comprenant le coût d'acquisition et de démolition)	2,800,746.95
3. \$12,000,000.00.	

Club athlétique Champlain

M. Brown (Brome): 1. Quel est le montant total d'argent que le gouvernement de la province a donné au Club athlétique Champlain limitée, en anglais Club Athletic Champlain Ltd., depuis le 31 mars 1951 au 30 novembre 1959?

2. Quels sont:

- a) les directeurs;
- b) les officiers du Club athlétique Champlain qui étaient en fonction en date du 30 novembre 1959?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Quant à ce qui concerne le département de la Voirie:

1. Du 31 mars 1951 au 30 novembre 1959, soit durant une période de huit ans et huit mois, le département de la Voirie a payé au Club athlétique Champlain un montant de \$397,167.48 pour loyer de certains locaux situés dans l'édifice de la Tour à Québec, et occupés par le service de signalisation et par une partie du service du registraire.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quant à ce qui concerne le département des Travaux publics:

1. Du 31 mars 1951 au 30 novembre 1959, le département des Travaux publics a payé au Club athlétique Champlain un montant de \$5,641.62.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Quant à ce qui concerne le département de l'Instruction publique:

2. a) M. Alphonse Cantin, M. Gaston Cadrin et Mme Alberta Owen Cadrin;

b) Président, M. Alphonse Cantin; vice-président, M. Gaston Cadrin; secrétaire, Mme Alberta Cadrin.

Engagements pour écoles et institutions d'enseignement

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Quel était, au 30 novembre 1959, le montant total des engagements pécuniaires du gouvernement concernant la construction, la reconstruction et la

réparation d'écoles et autres institutions d'enseignement dans la province?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Engagements du département de l'Instruction publique, au 30 novembre 1959, concernant la construction, la reconstruction et la réparation d'écoles et autres institutions d'enseignement dans la province. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Commissions scolaires</i>	<i>Autres institutions d'enseignements</i>	<i>Total</i>
1959-1960	\$ 13,968,352.12	\$ 1,235,000.00	\$ 15,203,352.12
1960-1961	32,118,872.96	2,725,000.00	34,846,872.96
1961-1962	24,571,031.73	1,053,000.00	25,624,031.73
1962-1963	17,530,322.77	228,000.00	17,758,322.77
1963-1964	13,916,078.14	223,000.00	14,139,078.14
1964-1965	8,556,311.33	215,000.00	8,711,311.33
1965-1966	5,311,120.14	100,000.00	5,411,120.14
1966-1967	4,863,426.70	100,000.00	4,963,426.70
1967-1968	4,102,629.60		4,102,629.60
1968-1969	3,994,152.40		3,994,152.40
1969-1970	3,437,567.82		3,437,567.82
1970-1971	2,850,938.23		2,850,938.23
1971-1972	2,552,133.33		2,552,133.33
1972-1973	2,189,085.51		2,189,085.51
1973-1974	1,694,914.14		1,694,914.14
1974-1975	1,279,555.13		1,279,555.13
1975-1976	596,836.85		596,836.85
1976-1977	94,334.67		94,334.67
1977-1978	30,444.21		30,444.21
1978-1979	25,176.54		25,176.54
1979-1980	23,591.25		23,591.25
1980-1981	10,622.50		10,622.50
1981-1982	10,466.25		10,466.25
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	\$ 143,727,964.32	\$ 5,882,000.00	\$ 149,609,964.32

Gardes-chasse destitués

M. Brown (Brome): Combien de gardes-chasse furent destitués par le département de la Pêche et de la Chasse:

a) en 1956?

b) en 1957?

c) en 1958?

d) en 1959 jusqu'au 30 novembre?

Nil.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): a)

b) Nil.

c) Nil.

d) Nil.

**Travaux de voirie,
rang Saint-Ignace, Château-Richer**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1959, le gouvernement de la province a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de construction, de réfection ou d'entretien de chemin dans le rang Saint-Ignace, à quatre milles de Château-Richer, dans le comté de Montmorency?

2. Dans l'affirmative, quel ministère a exécuté ou fait exécuter cesdits travaux, et quel en a été le coût total?

3. Qui était le contremaître en charge de cesdits travaux?

4. Quel montant d'argent fut dépensé au cours de chacune des années financières comprises durant la période de temps susmentionnée pour chacun des items plus haut mentionnés?

5. Le gouvernement de la province a-t-il déboursé un montant quelconque pour l'expropriation de terrains, et, dans l'affirmative, donner le nom, l'adresse et le montant payé à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Oui.

2. Le ministère de la Colonisation au coût de \$25,475.81.

3. M. Omer Gamache.

4. \$25,475.81 du 13 juillet 1959 au 17 octobre 1959.

5. Aucun.

**Route 105,
Glen Sutton-Highwater**

M. Brown (Brome): 1. Le gouvernement a-t-il accordé, en 1958 ou 1959, un contrat concernant la route 105 qui conduit de Glen Sutton à Highwater?

2. Si oui:

a) à qui?

b) pour quel montant?

3. L'entrepreneur a-t-il cédé, en tout ou en partie, le contrat à un ou plusieurs sous-entrepreneurs, et dans l'affirmative, à qui?

4. À quelle date les travaux furent-ils commencés et quelle somme d'argent fut dépensée?

5. Les travaux furent-ils laissés en suspens, à quelle date et pour quelle raison?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Oui, en 1959.

2. a) Desourdy Construction Ltée, de Cowansville.

b) \$166,782.66.

3. Le département l'ignore.

4. et 5. Les travaux ont commencé le 28 juillet 1959 et ils étaient encore en cours le 13 janvier 1960. À cette date, le montant dépensé s'élevait approximativement à \$115,000.00.

Demande et dépôt de documents:

Best Auto Service

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de chaque rapport annuel transmis au secrétaire de la province depuis le 1^{er} janvier 1948 jusqu'au 30 novembre 1959, par la compagnie Best Auto Service de Donnacona, tel que requis par l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281).

Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 68)

Assurance-santé

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du rapport qu'ont fait au gouvernement les enquêteurs qu'il avait envoyés dans les autres provinces pour y étudier le fonctionnement de l'assurance-santé.

Adopté.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) déclare qu'il n'y a pas de tel rapport, personne n'ayant été envoyé dans les autres provinces.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 10.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 21 janvier 1960, à la page 8, souligne qu'une importante délégation d'Outremont était au parlement pour l'étude du projet de loi modifiant la charte de la municipalité. Comme cette étude était loin d'être terminée en début d'après-midi, on s'est entendu pour continuer à siéger en comité. Les députés ont toutefois dû se retrouver à la Chambre à 3 heures, comme convenu, mais la séance a été très brève, *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 3, estimant sa durée à 10 minutes.

2. Le quotidien en question est *La Presse* qui, à la page 11 de son édition du 18 janvier 1960, publie un article intitulé "L'honorable Maurice Bellemare servira d'adjoint au ministre du Travail."

3. L'annonce en question est un minuscule article publicitaire paru à la page 13 de *L'Action catholique* du 17 décembre 1959 et intitulé "Le Dr Leclerc continue de donner à Saint-Urbain."

Séance du jeudi 21 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 246 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 191 concernant le testament de Didace Lavoie, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 165 prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean-Est.

Et, sans amendement, le bill 221 concernant le changement de nom Myson-Griggs.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 213 concernant M. & M. Propane Gas Co. Ltd. ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon;

- bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe;

- bill 242 modifiant la charte de la ville de Repentigny.

Projets de loi:

**Canada Steamship
Lines Ltd.**

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 246 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe de vente
au Lac-Saint-Jean-Est**

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac-Saint-Jean.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Levasseur (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Myson-Griggs

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 concernant le changement de nom Myson-Griggs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 221 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Outremont

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gagnon

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 222 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Repentigny

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 modifiant la charte de la ville de Repentigny.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Remboursement de droits:**M. & M. Propane Gas Co.**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill 213 concernant M. & M. Propane Gas Co. Ltd. ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:**Techniciens en radiologie médicale**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que tous les ordres votés par cette Chambre au cours de la présente session, concernant le bill 178 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec soient révoqués et que ledit bill soit maintenant retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Motions du gouvernement:**Retraite des juges des cours supérieures**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que: Attendu que le gouvernement du

Canada, par l'intermédiaire de son ministre de la Justice et procureur général, l'honorable Dave Fulton, a exprimé le désir d'obtenir des gouvernements de chacune des provinces du Canada l'autorisation de demander qu'un amendement soit apporté par le Parlement du Royaume-Uni à la loi de 1867 concernant l'Amérique du Nord britannique en vue de rendre obligatoire, dans chaque province, la retraite des juges des cours supérieures qui ont atteint l'âge de soixante-quinze ans;

Attendu que cette Chambre est d'opinion d'agréer cette demande:

L'Assemblée législative de la province de Québec consent à ce que le gouvernement du Canada s'adresse au Parlement du Royaume-Uni pour le prier d'amender l'article 99 de la loi de 1867 concernant l'Amérique du Nord britannique (30-31 Victoria, chapitre 2) en vue de rendre obligatoire, dans chaque province, la retraite des juges des cours supérieures qui ont atteint l'âge de soixante-quinze ans;

Cette Chambre prie respectueusement les honorables membres du Conseil législatif de bien vouloir l'informer si la requête du gouvernement du Canada telle que ci-dessus formulée leur agréée, pour que l'expression de leur consentement soit transmise avec celle de l'Assemblée législative au gouvernement du Canada.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Il (l'honorable M. Rivard) donne lecture d'une lettre du ministre fédéral de la Justice, l'honorable Dave Fulton, au sujet de l'amendement proposé, dans laquelle M. Fulton demande aux provinces de faire savoir si elles approuveraient qu'un amendement soit apporté par le Parlement du Royaume-Uni à l'Acte de 1867, afin de rendre obligatoire, dans chaque province, la retraite à 75 ans des juges des cours supérieures. Il (M. Rivard) lit ensuite la réponse qu'il a adressée à Ottawa¹.

Notre Constitution est reconnue par un acte du Parlement britannique. Cet acte, à mon sens, et suivant des prétentions souvent exprimées, ne fait que reconnaître un pacte ou une entente intervenue entre les provinces existantes ou si l'on veut, entre les deux grandes races. De cela, il ressort que, pour obtenir un amendement quelconque à l'acte constitutionnel, il faut acquiescer le consentement des parties à l'entente.

Le premier ministre, M. Diefenbaker, a exprimé récemment le désir de rapatrier la Constitution canadienne. C'est un désir qu'il n'est pas le premier à exprimer. À la Conférence fédérale-

provinciale tenue à Québec en 1950, convoquée dans le but de trouver une formule pour opérer en partie ce rapatriement et amender la Constitution canadienne sur le sol même de notre pays, M. Duplessis s'était déclaré alors bien explicitement en faveur d'une constitution canadienne, faite au Canada par des Canadiens et selon l'esprit de 1867. Le premier ministre du temps pour le Nouveau-Brunswick, M. McNair, partageait cette opinion.

Je ne sais pas par quel chemin on pourra en arriver là et opérer ce rapatriement, mais je souhaite que ce chemin soit trouvé et suivi.

Quant à la demande d'Ottawa visant à obtenir le consentement des gouvernements provinciaux pour amender la Constitution, nous croyons que ce consentement ne doit pas venir uniquement des gouvernements, encore moins par simple lettre d'un premier ministre, mais au contraire, il doit provenir de toute la Législature².

Car, en fin de compte, il appartient aux élus du peuple d'approuver ou de refuser ce changement à l'entente originale. C'est la raison de la motion soumise à toute la députation.

En pratique, ce que l'on veut, c'est amender la loi et fixer l'âge de la retraite des juges qui sont nommés et payés par Ottawa. L'article 99 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord donne au gouvernement fédéral le droit de nommer les juges des cours supérieures et stipule que ces mêmes juges restent en fonction durant leur bonne conduite, ne pouvant être démis que par le gouverneur en conseil sur une adresse des deux Chambres.

On peut se demander, à la lumière de ces dernières considérations, s'il est dans les limites normales de la juridiction fédérale de décider de l'âge de leur retraite. Il le semble bien, puisque c'est lui qui fixe leur salaire et les conditions de leur engagement, de même que les modalités de leur pension.

Dans le cas de la Cour suprême et de la Cour de l'Échiquier, que le gouvernement fédéral a instituées après 1867, les autorités canadiennes ont fixé l'âge de la pension de ces juges à 75 ans. Quant à la modification proposée pour les juges des autres tribunaux supérieurs, afin de fixer l'âge de la retraite à 75 ans, il (l'honorable M. Rivard) trouve personnellement la chose très sensée. Il y a des juges, dit-il, qui ont encore une grande vivacité d'esprit et une très forte énergie à cet âge, mais cela reste l'exception, et plusieurs avocats ont eu parfois à se plaindre de juges trop âgés qui ne tombaient pas dans la catégorie des exceptions. L'âge de certains juges pourrait leur interdire de suivre les procureurs qui sont beaucoup plus jeunes!

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il partage entièrement l'opinion du procureur général (l'honorable M. Rivard) sur ce dernier point. Il (M. Lapalme) dit qu'il a connu un juge de la Cour d'appel qui, malgré son grand âge, avait gardé toute sa clarté d'esprit. Pourtant, dit-il, ce juge prit sa retraite et, comme je lui demandais pourquoi il abandonnait ses fonctions, le juge répondit: "Je ne voulais pas attendre le jour où mes collègues iraient plus vite que moi." Il s'agissait de Sir Mathias Tellier, père de l'Orateur actuel de la Chambre.

Mais, il en est d'autres... et là je mets une foule de points de suspension.

Je n'ai pas à discuter de la sagesse de la clause en vertu de laquelle les juges de la Cour supérieure devront se retirer à 75 ans. Lors d'un congrès tenu à Québec en 1953, le Barreau canadien l'avait déjà demandé à Ottawa. Il y eut des recommandations analogues à Montréal en 1956 et à Vancouver, l'an dernier.

Dès 1903, le gouvernement fédéral obligea les juges des cours de comté à prendre leur retraite à 80 ans. En 1913, on fixa l'âge de la retraite à 75 ans. Par la suite, il y eut des dispositions semblables pour les juges de la Cour suprême et de la Cour de l'Échiquier.

Le procureur général a parlé de révision et de rapatriement de la Constitution canadienne. J'exprime un doute sur la nécessité d'aller en ce moment devant le Parlement du Royaume-Uni. J'exprime un doute très fort au sujet de la nécessité pour le gouvernement fédéral de s'adresser à Londres pour un amendement comme celui-ci.

En 1949, le mot "rapatriement" a été employé dans la province et au Canada au sujet de la Constitution. Ce n'était pas vrai de parler de rapatriement de la Constitution à cette époque. Le rapatriement était seulement partiel, puisque le Canada obtenait le droit de modifier sa Constitution sauf dans quatre cas: un, en ce qui concerne les matières exclusivement provinciales; deux, pour ce qui était des privilèges de qui que ce soit en matières scolaires; trois, en ce qui a trait à l'usage des langues officielles, pour ce qui est des sessions annuelles du Parlement fédéral et du terme d'un Parlement.

Bref, il y a des cas où nous sommes encore grandement dépendants de Westminster. Dans le cas présent, y a-t-il nécessité d'aller devant le Parlement impérial? En 1950, des chefs de partis politiques au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans une autre province ont demandé une nouvelle Constitution canadienne avec le pouvoir de la modifier chez nous. Depuis lors, nous n'avons plus entendu parler de rien. C'est une excellente occasion de rappeler que nous

nous trouvons toujours avec la même vieille Constitution, 10 ans après avoir parlé de l'opportunité d'avoir une constitution conforme à notre nouvelle stature, et qu'on va aller devant le Parlement impérial pour lui dire: Veuillez exaucer les vœux du Canada qui souhaite que les juges de la Cour supérieure prennent leur retraite à 75 ans.

Nous avons pourtant l'âge adulte pour régler ces cas-là chez nous. Si l'on continue à employer le mot "rapatriement", il faudrait bien qu'il ne s'agisse pas d'un mot qui tombe dans le vide, et je voudrais que, lorsqu'on parlera d'un autre amendement, peut-être dans six ou sept ans, nous ne nous trouvions plus devant la même situation qu'en 1950.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Commission scolaire de Thetford Mines

M. Fortin (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 250 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Le comité se lève sans faire rapport.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Brown (Brome) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides demandés par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faire augmenter le revenu net des cultivateurs de la province de Québec."

L'essor industriel du Québec ne doit pas faire oublier l'importance du rôle que doit jouer l'agriculture dans notre économie, où elle est un facteur de stabilité et une garantie de survivance. Actuellement, le fermier du Québec ne peut plus vivre du produit de sa terre, à cause de l'augmentation constante du coût de la vie. Bien plus, le revenu du cultivateur diminue d'année en année, surtout depuis 1951.

Il (M. Brown) passe en revue la situation faite aux cultivateurs dans les diverses branches de cette industrie basique, notamment dans l'aviculture où les prix sont en train de s'effondrer, causant des pertes considérables aux cultivateurs.

Actuellement, le prix des œufs est plus bas qu'il n'a jamais été depuis les années de crise. En 1957, la production du Québec avait été de 63,850,000 douzaines. Si elle demeure la même et si les cours continuent à s'effondrer, c'est \$4,597,200 que la classe agricole perdra durant l'année courante, car les frais généraux des propriétaires de poulaillers sont plus élevés que leurs rentrées actuelles d'argent. Même chose pour la viande de porc. L'éleveur doit dépenser \$23.15 pour 100 livres de cette marchandise; or, le 12 janvier dernier à Montréal, on ne lui offrait que \$23.75.

Même état de choses dans les secteurs de l'orge, de l'avoine, des pommes de terre, etc. Il résulte de la conjoncture que, depuis 1951, année au cours de laquelle les revenus nets des fermiers s'élevaient à \$261,476,000, on les a vus diminuer de \$19,588,000 en 1952, \$3,744,000 en 1953, \$21,702,000 en 1954, \$12,040,000 en 1955, \$33,758,000 en 1956, \$7,309,000 en 1957. De toute façon, les revenus nets des cultivateurs sont tombés de \$261,476,000, en 1951, à \$201,661,000, en 1958, ce qui constitue une diminution de \$59,815,000. Or, pendant la même période, les dépenses gouvernementales du ministère de l'Agriculture se sont élevées à \$177,172,070 et les cultivateurs ont dû emprunter des dizaines de millions de dollars du crédit agricole, soit \$43,421,825 de 1951 à 1956.

Ça ne prend pas une haute intelligence pour voir que les méthodes utilisées présentement devraient être modifiées si le fermier perd constamment de l'argent. La politique des autorités provinciales est inadéquate. Elles se sont efforcées d'apprendre à produire plus, à utiliser davantage les machines, à faire des expériences, à traiter les érables, à recourir à l'insémination artificielle, à se servir de produits chimiques, à adopter certains fourrages, etc. On a encouragé le recours aux formules modernes, mais on a oublié le problème principal: les agriculteurs ne

font pas suffisamment de bénéfices avec la culture et l'élevage courants. Il ne faut pas mettre la charrue devant les bœufs.

Devant cette inquiétante situation, il est urgent de convoquer le comité parlementaire de l'agriculture, qui n'a jamais siégé sous l'Union nationale pour étudier les remèdes à prendre, probablement en recherchant une aide fédérale qui viendrait compléter celle que la province de Québec peut donner aux cultivateurs. Que l'Office des marchés agricoles mette en œuvre les décisions du gouvernement et du comité de l'agriculture³!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les arguments invoqués par le député de Brome (M. Brown) pour attaquer la politique agricole du gouvernement sont fallacieux. Le député de Brome a ignoré tout ce qu'a fait l'Union nationale et son gouvernement pour les agriculteurs québécois. Le gouvernement de Québec n'a pas le pouvoir d'augmenter les prix des œufs, de la volaille et du porc pour tout le Canada. Ce qui fait que les cultivateurs de la province de Québec sont soumis aux règles économiques de l'offre et de la demande comme ailleurs.

Nous ne pouvons influencer le marché; tout cela, le gouvernement le sait. Mais, sous l'Union nationale, avec l'honorable Maurice Duplessis et ses successeurs, il a pris les moyens voulus pour aider efficacement les cultivateurs, alors que, sous les régimes libéraux, on les ignorait totalement. Il a soutenu les coopératives agricoles de toutes sortes et c'est cette aide qui a permis aux cultivateurs de traverser les périodes de crise, car ils savaient qu'ils pouvaient compter sur le gouvernement.

Comme exemple de l'aide efficace du gouvernement à l'agriculture, l'Union nationale a introduit des cultures nouvelles; c'est elle qui a véritablement lancé la culture du tabac à cigarette dans le comté de Joliette. C'est une culture qui a rapporté des millions aux cultivateurs de mon comté. Sous le régime libéral, cette culture végétait à cause du peu d'encouragement du gouvernement.

Dans tous les secteurs de l'agriculture, le gouvernement a voulu protéger la famille agricole et son prolongement, les coopératives. Pour aider les cultivateurs, le gouvernement de l'Union nationale a donné le crédit agricole, a électrifié les fermes dans la proportion de 96 %; il a instauré une politique de drainage efficace, augmenté considérablement les subventions aux fils de cultivateurs, ouvert des écoles d'agriculture, créé un Office des marchés agricoles, favorisé la mécanisation, etc. Et quand les

libéraux disent que le revenu du cultivateur du Québec diminue, rien n'est plus faux. Ce qui est vrai, c'est que ce revenu a augmenté considérablement.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a dépensé \$27,000,000 pour les cultivateurs l'an dernier, et cette somme ne tient pas compte de la différence entre le taux courant de l'intérêt et celui que demande aux cultivateurs l'Office du crédit agricole auquel la province a déjà consacré une somme globale de \$160,000,000.

Le gouvernement ne peut rien faire au sujet des prix du marché. La loi de l'offre et de la demande travaille dans le Québec comme ailleurs.

Les libéraux n'ont pas aidé l'agriculture. Au contraire, ils ont saboté le crédit agricole durant leur séjour au pouvoir, de 1939 à 1944, en haussant le taux d'intérêt, et ce fut une période pendant laquelle les cultivateurs ont traversé une période d'angoisse et d'inquiétude. C'est pour cela qu'ils ont voté en bloc pour l'Union nationale dans le passé et qu'ils continueront de l'appuyer dans l'avenir, parce que le gouvernement a toute une preuve de sa bonne volonté derrière lui et parce qu'ils connaissent leurs vrais amis.

Autrefois, sous le régime libéral, l'aide du gouvernement aux cultivateurs se bornait à organiser de petites expositions où on donnait des petits prix variant de 50 cents à \$2, expositions qui se terminaient invariablement par une assemblée politique.

Et la raison pour laquelle les cultivateurs appuient toujours le gouvernement, c'est qu'ils ont fait des comparaisons entre les deux partis politiques dans le passé. Ils les feront encore ces comparaisons, à l'occasion, et ils voteront de nouveau pour le gouvernement. Il (l'honorable M. Barrette) demande le rejet de la motion de non-confiance présentée par le député de Brome (M. Brown).

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il est un peu embarrassé pour dire ce qu'il pense de la participation du premier ministre au débat amorcé par la motion du député de Brome (M. Brown). Ou bien le premier ministre n'a pas compris, ou bien il a fait semblant de ne pas comprendre. Une chose est certaine, c'est qu'il n'a pas parlé de la question soulevée par le député de Brome.

Tout le discours du député de Brome portait sur une étude du revenu net du cultivateur. Or, le premier ministre n'a pas parlé de cet aspect et il n'a pas prouvé que les revenus nets des cultivateurs ont augmenté. Il s'est contenté de faire une dénégation d'ordre général. La statistique utilisée par le député de Brome est officielle. Les chiffres qu'il a fournis à

la Chambre démontrent sans l'ombre d'un doute que le cultivateur de la province a vu son revenu net diminuer entre les années 1951 et 1959.

Le premier ministre a évité de parler du revenu du cultivateur. Il a plutôt fait des phrases ronflantes comme on en trouve dans les discours du trône lorsqu'on parle du cultivateur, et il a parlé de périodes extrêmement éloignées en tentant de faire oublier la diminution du revenu net du cultivateur de la province de Québec depuis plusieurs années.

Or, à cette époque assez éloignée, la proportion du budget consacrée à l'agriculture était plus élevée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je veux replacer le débat dans le cadre que lui donne la motion du député de Brome, et le discours qu'il a fait. Nous sommes en 1960. S'il y a eu des choses compréhensibles qui se sont produites en temps de crise nationale, elles deviennent incompréhensibles en période de prospérité.

L'honorable M. Barré (Rouville) dit qu'il veut faire une confession. Je n'ai pas compris le discours du député de Brome, dit-il. J'ai demandé à mon chef pour lui répondre. Je l'en remercie et je remercie aussi le chef de l'opposition pour son discours.

C'est l'Union nationale qui a pris toutes les mesures susceptibles d'augmenter le revenu du cultivateur. C'est elle qui a renfloué la raffinerie de Saint-Hilaire, construite par les libéraux sur un terrain impropre à pareille construction, dans le simple but de plaire à des amis. En ce temps-là, il fallait être rouge partout, même pour les marguilliers...

C'est elle qui a établi le crédit agricole et l'a rétabli en 1944, après qu'il eût été saboté par les libéraux. C'est elle qui a construit 11 de nos 17 écoles d'agriculture. C'est elle qui a poussé l'électrification rurale. Une motion a été présentée en 1944, avant la chute du gouvernement libéral, une motion pour aller en subsides. Cette motion a été proposée par l'honorable premier ministre actuel et secondée par l'honorable Tancrède Labbé. Elle réclamait l'électrification rurale et la création de coopératives d'électricité, indépendantes de la politique. Lorsque le vote a été pris, l'opposition entière s'est prononcée en faveur de la motion. Mais 35 députés, tous des rouges, ont voté contre. Cette motion pourrait être appelée la motion Barrette. Ceux qui l'ont battue ne devaient pas tarder à voir l'électorat censurer leur attitude.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a un bill au *Feuilleton*, concernant l'électrification rurale, et

pareille discussion ne saurait être tolérée. C'est parce que nous sommes généreux que nous avons permis au premier ministre d'entrer sur un tel terrain.

M. l'Orateur: Il ne s'agit que d'une incidence dans le discours du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et on doit lui laisser au moins autant de latitude qu'on en a laissé au député de Brome (M. Brown).

L'honorable M. Barré (Rouville): C'est l'Union nationale qui a pris les moyens de faciliter le développement des coopératives et la création d'entrepôts frigorifiques, sans considération de couleurs partisans. C'est ainsi que pour l'entrepôt frigorifique de pommes, à Frelighsburg, le gouvernement a donné \$100,000. Des subventions ont été accordées aux entrepôts frigorifiques à Chicoutimi, Shipshaw, Matane et autres endroits de la province.

L'Union nationale a effectué des travaux de drainage pour des millions de dollars, creusant plus de 4,000 cours d'eau, toujours avec l'assentiment des intéressés et des conseils municipaux. C'est elle qui a encouragé l'amélioration des fermes, en permettant aux cultivateurs d'utiliser des béliers mécaniques à un prix minime.

Même si la présente motion n'était pas une motion de non-confiance, je demanderais à la Chambre de la rejeter, pour faire un exemple, parce qu'elle est contraire aux faits et à la vérité.

M. Levesque (Bonaventure) félicite le chef de l'opposition d'avoir rappelé que les députés qui siègent aujourd'hui à l'Assemblée législative sont des députés de 1960 et que les problèmes de 1930 ou 1935 ne sont pas les problèmes d'aujourd'hui.

Ce qui m'intéresse beaucoup plus que les mesures prises par l'Union nationale, ce sont les résultats obtenus. Or, ces résultats sont désastreux. Il (M. Levesque) cite un article de journal en date du 20 janvier dernier, dans lequel on dit que plusieurs cultivateurs de la Gaspésie se voient forcés de jeter leurs produits ou de les vendre à des prix incroyablement bas parce qu'ils ne trouvent pas de marchés, ou parce qu'ils ne peuvent pas les vendre à des prix raisonnables. Un cultivateur a vendu pour \$45 un porc de 500 livres, dit-il. Un autre a jeté ses navets, ne pouvant en disposer autrement. Comment, dans ces conditions, les cultivateurs pourraient-ils vivre convenablement?

Ce sont là des exemples qui prouvent que les résultats de la politique agricole du gouvernement sont maigres et décevants. Je ne vois aucune

mesure positive qui aurait été prise par les membres de l'Union nationale pour remédier à cet état de choses, sauf peut-être les grands discours qu'ils ont faits en 1957 et en 1958 pour dire aux cultivateurs que leur sort serait grandement amélioré s'ils élaient un gouvernement conservateur à Ottawa.

Si l'on ne se résout pas, enfin, à faire quelque chose de pratique à la lumière des faits et en se basant sur des expertises et des recherches sérieuses, la situation des cultivateurs ne peut que devenir désespérante. Le gouvernement devrait intervenir pour protéger les cultivateurs contre les fluctuations du marché.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce qui compte pour le cultivateur, c'est son revenu net. De l'autre côté de la Chambre, on tente de semer la confusion dans les esprits en parlant des revenus bruts. J'ai même été très surpris d'entendre le premier ministre répéter en 1960 les mêmes paroles qu'il disait en 1935 et en 1936...

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai mentionné tantôt les dépenses faites par le ministère de l'Agriculture en 1959-1960. Je me suis attaché surtout à cela. C'est du présent, non pas du passé.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): J'ai pris en note les paroles du premier ministre. Il a dit que les libéraux, quand ils étaient au pouvoir, ont négligé les cultivateurs. Or, je retrouve la même chanson dans le petit *Catéchisme des électeurs*⁴. En 1936, on critiquait les méchants libéraux, qui ne consacraient à l'agriculture que 11 % du budget total de la province. Or, cette proportion a encore diminué dans les années suivantes. Elle n'était plus que de 4.93 % en 1958-1959. Qui donc a le plus négligé les cultivateurs? Encore faut-il remarquer que, dans le budget de l'agriculture, il y a maintenant chaque année un montant de \$4,000,000 à \$5,000,000 qui sert exclusivement à l'habitation urbaine. Sans compter que l'électrification rurale a servi presque autant de villageois que de cultivateurs.

Il (M. Courcy) cite un mémoire de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) préparé en avril 1959, et exposant la situation agricole. Ce document affirme que le revenu du cultivateur a diminué considérablement depuis 10 ans pendant que le prix de revient des produits agricoles augmentait de 25 % et que la valeur du dollar diminuait.

On a parlé des expositions agricoles. J'ai ici un article de *La Terre de chez nous* disant qu'il faut repenser nos expositions agricoles, qu'on y donne

encore des prix de 75 et de 50 cents. Il (M. Courcy) demande l'ajournement du débat.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Le débat se poursuit sur la motion d'amendement du député de Brome et qui se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides demandés par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faire augmenter le revenu net des cultivateurs de la province de Québec."

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre a dit que le gouvernement ne peut fixer les prix des produits agricoles...

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai dit que le gouvernement ne peut fixer le prix des œufs, de la volaille et du porc au Canada, prix conditionné par la loi de l'offre et de la demande sur le marché national.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre prétend que le gouvernement ne peut fixer les prix, mais que fait-il alors de la Commission de l'industrie laitière?

La situation s'explique facilement quand on compare le prix de revient des produits agricoles et les prix payés aux cultivateurs. C'est que les fermiers doivent vendre à perte. Ainsi, la corde de bois revient à \$15 plus le salaire⁵; mais il arrive que le fermier ne peut vendre cette corde de bois que \$10.35⁶. Des œufs qui reviennent à 40 cents la douzaine doivent être cédés pour 17 ou 18 cents⁷. Les patates...

(Rires à droite)

Il y a assez longtemps que les membres du gouvernement rient des agriculteurs.

(Protestations à droite)

On se laisse dépasser par l'expansion industrielle et on néglige la classe agricole. La même chose s'était produite, en Argentine, sous Peron⁸. Et l'on sait quels en ont été les résultats. Je me demande si notre premier ministre d'aujourd'hui ne sera pas demain notre Peron québécois.

Dans nos campagnes, c'est le marasme. Les terres s'abandonnent. Dans une paroisse, on a mis en

vente 11 terres en même temps. Les Oblats eux-mêmes ont dû annoncer qu'ils ne pouvaient plus continuer à exploiter leur domaine de Saint-Marc-de-Figuery. Et quantité de cultivateurs en sont réduits, pour mieux vivre, à implorer les patroneux de leur obtenir de petites jobs.

Il (M. Courcy) réclame un abattoir pour l'Abitibi. Il suggère aussi la fondation d'une cidrerie dans la province, dans le but d'utiliser la récolte complète de pommes des vergers de la région située au sud de Montréal. Cela permettrait, dit-il, l'utilisation des 20 % à 25 % de notre production de pommes qui se perdent actuellement. Il est paradoxal de constater que les pomiculteurs du Québec exportent du jus de pomme en Angleterre pendant que ce pays vend du cidre à la Commission des liqueurs du Québec, et alors que le jus de nos pommes reste inutilisé. Le gouvernement devrait remédier à un tel état de choses pour assurer de meilleures sources de revenus aux pomiculteurs du Québec⁹.

L'honorable M. Johnson (Bagot): L'opposition ayant couvert, au cours du présent débat, toute la question agricole, il ne sera plus permis d'y revenir d'ici la fin de la présente session¹⁰.

Comment peut-on affirmer dans une motion que le gouvernement n'a pas la confiance de l'électorat quand, à chaque élection depuis 1948, il a reçu, au contraire, des témoignages de confiance renouvelés de la part, en grande partie, de la partie rurale du Québec?

Il (l'honorable M. Johnson) cite les noms de plusieurs députés ministériels qui, depuis 29 ans, 27 ans ou 25 ans, ont été constamment réélus dans leur comté, en particulier par l'élément rural. Il se dit très content d'avoir constaté que le nouveau premier ministre connaît la question agricole tout aussi bien que la question ouvrière. Il salue en l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) le père de la rénovation agricole. À la base de la politique salvatrice de l'électrification rurale, dit-il, il y a la motion Barrette. À l'heure actuelle, plus de 96 %¹¹ des fermes du Québec sont électrifiées et, dans ce domaine, nous sommes à la tête de toutes les provinces du Canada. En fournissant ainsi l'électricité, on réduit le coût de revient de la production agricole et on augmente le revenu net du cultivateur...

M. Levesque (Bonaventure): Point d'ordre! Cette question n'entre pas dans le cadre de la motion de non-confiance qui regrette que le gouvernement n'ait pas pris les moyens d'augmenter le revenu net du cultivateur.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre comme mal fondé, et il explique qu'il a donné une grande latitude aux deux côtés de la Chambre depuis le commencement du débat.

L'honorable M. Johnson (Bagot) rappelle au député de Bonaventure que les moyens que l'on prend pour abaisser le prix de revient du cultivateur, comme l'électricité, sont des moyens d'augmenter le revenu net des habitants.

Il (l'honorable M. Johnson) reproche au député de Brome (M. Brown) de n'avoir cité que des statistiques pour la période de 1951 à 1957, relativement à la production de la betterave à sucre, pour tenter de démontrer que le prix payé aux cultivateurs a baissé. Si le député avait continué son énumération, dit-il, au lieu de s'arrêter à 1957, il aurait pu dire à la Chambre qu'en 1958 et en 1959, il y a eu une forte augmentation du prix. Voilà comment l'on discute du côté de l'opposition, toujours pour tenter de montrer la situation sous un jour faux...

M. Brown (Brome) soulève une question de privilège...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'opposition emploie souvent la tactique du pyramidage des points d'ordre...

M. Lafrance (Richmond): Il n'y a pas de justice...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), qui prétend bien connaître le Règlement de la Chambre, devrait savoir qu'on ne soulève pas un point d'ordre dans un point d'ordre.

M. l'Orateur intervient pour ramener l'ordre. Il rappelle le député de Richmond (M. Lafrance) à l'ordre, qu'il accuse d'avoir dit tout haut qu'il n'y a pas de justice et lui demande de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond) proteste et déclare que ce qu'il a dit c'est que, du côté du gouvernement, on fait aussi le pyramidage des points d'ordre.

L'honorable M. Johnson (Bagot): En ne citant jamais exactement les statistiques, l'opposition emploie des tactiques condamnables pour faire croire aux cultivateurs que cela va plus mal qu'en réalité. Contrairement à ce qu'a dit le député d'Abitibi-Ouest

(M. Courcy), nos producteurs de betterave à sucre reçoivent plus dans le Québec que partout ailleurs au Canada. Ils touchent \$1.40 la tonne de plus qu'en Ontario, et il faut ajouter à cela le subside fédéral de \$1.10 la tonne.

Il (l'honorable M. Johnson) établit des comparaisons pour affirmer que la proportion du budget consacrée à l'agriculture est plus forte maintenant que sous les régimes libéraux. Les cultivateurs, sous les régimes antérieurs, dit-il, ne recevaient qu'une infime portion des appropriations budgétaires. La plus grosse partie allait aux favoris du régime.

Les électeurs du comté d'Abitibi-Ouest préfèrent-ils le 11 % du budget consacré à l'agriculture, sous les libéraux, et qui représentait pour ce comté la somme de \$55,000, en subsides ou primes, au 5 % de l'Union nationale, qui se traduit pour ce comté à \$104,000 en subsides et primes?

Il donne le compte rendu d'un discours de l'honorable Jean Lesage alors ministre fédéral du Grand Nord et des Ressources naturelles¹², qui affirmait, en 1956, selon le journal *La Réforme*, que le sort du cultivateur canadien, y compris celui du Québec, avait été grandement amélioré, et qu'il est dans une situation tout à fait différente de celle qu'il a connue de 1930 à 1935 grâce à de nouvelles techniques mises en œuvre, comme la mécanisation et l'électrification rurale. La mécanisation, dit-il, c'est sous l'Union nationale qu'elle s'est développée, introduite par le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), et l'électrification rurale dans la province est la conséquence d'une motion présentée par le premier ministre actuel en 1944.

Il faudrait que les libéraux s'entendent et que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), qui est l'organisateur de l'un des trois chefs du parti, plus précisément du chef qui est à l'extérieur, accorde ses violons¹³. Le 23 mai 1957¹⁴, son chef, M. Lesage, déclarait encore à la face de toute la population, comme en 1956, que le sort du cultivateur était grandement amélioré, qu'en l'espace de 12 ans le revenu des cultivateurs québécois avait triplé, qu'il était passé de \$900,000,000 à \$2,338,000,000, soit une augmentation de 250 %. Et lui, le député de l'Abitibi-Ouest prétend aujourd'hui le contraire en tentant de démontrer que le revenu du cultivateur a diminué.

Comme preuve de l'action efficace du gouvernement, je pense qu'il est difficile de trouver un meilleur témoignage que celui de l'un des chefs du Parti libéral...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne suis pas un des chefs du Parti libéral.

L'honorable M. Johnson (Bagot) cite un extrait de journal du 20 janvier qui démontre que les coopératives n'ont pas cessé de progresser dans la province de Québec.

Or, dit-il, à notre arrivée au pouvoir, il n'y avait dans la province que des embryons de coopératives. C'est sous l'Union nationale qu'elles se sont développées.

Je suis convaincu que, dans le domaine agricole, nous avons fait jusqu'ici tout ce qu'il était possible de faire.

(Applaudissements)

Il y a, certes, encore beaucoup à accomplir. Si tout avait été fait, les libéraux pourraient espérer nous remplacer, car ils sont toujours à leur aise quand il n'y a rien à faire. La motion du député de Brome n'a pas sa raison d'être car, à chaque élection depuis 1948, le régime de l'Union nationale a reçu des preuves manifestes et éclatantes de la confiance du peuple, en particulier dans les campagnes.

Cette confiance que nous témoigne la classe agricole est la meilleure réponse à cette motion. On ne trompe pas les paysans, et c'est pour cette raison que les libéraux n'ont aucune chance de prendre le pouvoir aux prochaines élections.

(Applaudissements à droite)

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): La motion présentée par l'honorable député de Brome, nous montre l'importance qu'il y a actuellement pour cette Chambre d'étudier le problème très grave de la baisse du revenu net du cultivateur.

Les orateurs qui m'ont précédé, entre autres les honorables députés de Brome, d'Abitibi-Ouest et de Bonaventure, ont demandé au gouvernement que l'agriculteur québécois, aussi bien que l'aviculteur et l'horticulteur et le pomiculteur, soit aidé non pas seulement avec des lois de prêts provincial et fédéral, car notre classe agricole en général ne demande pas des lois pour augmenter ses emprunts; il est vrai qu'elle a été obligée de le faire à cause de la mévente de ses produits, mais elle aimerait bien mieux voir ses revenus nets augmenter, afin de pouvoir s'éviter d'emprunter et assurer pour les siens une stabilité nécessaire à sa profession.

La situation agricole en général n'est sûrement pas excellente. Le gouvernement ne devrait pas se vanter de la somme considérable d'argent qu'il prête aux cultivateurs en vertu du prêt agricole. Cela veut tout simplement signifier que les cultivateurs s'enlisent de plus en plus dans les dettes. Il ne faut pas se cacher que le problème agricole est sérieux, qu'il se complique sans cesse avec la concurrence accrue de partout.

On fait certaines comparaisons parfois du côté du gouvernement entre les revenus du cultivateur en 1945 et aujourd'hui, mais on ne prend pas en considération que \$1 en 1945 équivalait aujourd'hui à près de \$2 et qu'on n'achète pas avec \$1 aujourd'hui ce que l'on achetait autrefois. On ne prend pas en considération ce qu'il en coûte aujourd'hui pour administrer une ferme, un verger ou une ferme avicole. Le gouvernement lui-même a besoin de \$600,000,000 pour une année d'administration, comparativement à \$100,000,000 en 1945. Il en est de même du cultivateur qui lui aussi a besoin de beaucoup de revenus pour payer ses dépenses, et il se voit de plus en plus obligé d'emprunter pour faire face à ses dépenses courantes.

Comme l'a souligné tout à l'heure l'honorable député de Brome, le prix de vente des œufs est aujourd'hui de beaucoup moindre que le prix coûtant. Il a souligné que le rapport du ministre de l'Agriculture qui dit qu'il en coûte 48 cents pour produire une douzaine d'œufs, or le prix de vente en gros sur le marché actuel n'est pas la moitié du coût de la production et le coût ascendant de la production chez l'agriculteur lui cause de graves inquiétudes, surtout lorsqu'il voit le prix de vente aller toujours en diminuant sur tout ce qu'ils produisent, que ce soit le porc, les volailles, les poulets de grill, les céréales, les légumes et autres.

Le gouvernement reçoit annuellement une délégation de l'U.C.C., qui lui présente son mémoire annuel dans lequel, M. l'Orateur, nous trouvons un état réel de la condition de l'agriculture et de ses besoins. Cet organisme qu'est l'U.C.C. mérite des félicitations et des remerciements pour le beau travail qu'il fait.

Ses assemblées nombreuses dans toute la province tiennent ses membres en éveil et leur donne l'avantage d'étudier leurs problèmes et de préparer ainsi ce mémoire qui est présenté au gouvernement pour étude, et dans son dernier mémoire, elle demandait de mettre un plus grand nombre de techniciens agricoles spécialistes au service de l'agriculture et que l'on multiplie le nombre d'agronomes au service des agriculteurs.

Elle demandait aussi la protection de l'industrie laitière. Elle soulignait l'importance de la mise en marché des produits agricoles et l'amendement de la loi, de façon à toujours permettre aux producteurs de négocier la vente de leurs produits directement avec l'acheteur véritable, c'est-à-dire, avec celui au niveau duquel s'établit le niveau réel des prix du marché sur lequel le producteur écoule ses produits.

Aussi, à la page 27 du mémoire, elle insistait pour que la Raffinerie de sucre du Québec porte le prix de la betterave à \$15 la tonne, et là-dessus j'insiste pour dire que le prix de \$15 aiderait à augmenter la production. Le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) avait dit que le député de Brome avait cité des chiffres incomplets. Il (M. Saint-Pierre) cite les statistiques publiées dans un hebdomadaire de Saint-Hyacinthe et établit que la production de cette denrée n'a pas augmenté en 1958, par rapport à l'année précédente, mais a diminué.

Il faut prendre en considération que l'industrie de la betterave à sucre est nécessaire, dit-il, car la betterave est un produit de notre sol qui, en passant par la raffinerie, devient un produit prêt à la consommation et permet d'avoir sur notre table du sucre produit dans la province. Il y a aussi les sous-produits dérivants, de sorte que cette industrie de la betterave est un facteur important qui permet d'augmenter les revenus de nos cultivateurs; et même si le gouvernement ne rencontre pas le prix coûtant en payant \$15 la tonne, il a rendu toutefois un grand service et, en même temps, aidé au développement d'une industrie. Il (M. Saint-Pierre) préconise l'étude du marché par des spécialistes de manière à pouvoir orienter la culture.

Il le fait d'ailleurs pour d'autres industries, etc. Les concessions forestières pour la production du papier sont un exemple, aussi bien que l'industrie du bois. Il pourrait y avoir d'autres produits qui, venant de notre sol, pourraient être transformés; mentionnons les fruits, comme les pommes, qui pourraient se transformer en divers produits et être vendus partout. Le gouvernement pourrait lancer une campagne pour convaincre le public d'acheter des produits cultivés au Québec.

L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) a raison de dire, dans son mémoire, qu'il s'agit dans ce cas d'une capitalisation sur l'avenir qui rapportera au centuple, aussi bien pour les propriétaires de la raffinerie que pour l'agriculteur du sud-ouest de la province.

Il faut aussi signaler le succès qu'obtiennent nos coopératives de production. Elles rendent de grands services à l'agriculteur et à tous les organismes qui existent et ont pour but d'aider à l'agriculture, comme les conserveries, etc.

Nous devons tous faire de sorte de répondre à ce mémoire de l'U.C.C. et au dévouement de tous ces organismes coopératifs et autres, en étudiant sérieusement ce problème de la baisse du revenu net de nos cultivateurs et faire en sorte de les aider pour qu'ils continuent leur tâche et s'attachent à leur

profession. La province de Québec dépend de l'agriculture pour maintenir ses traditions et doit considérer l'agriculture comme la base même de son économie.

Lorsque l'agriculture est prospère dans notre province, tout va bien. C'est pourquoi, M. l'Orateur, il me fait plaisir d'appuyer la motion de l'honorable député de Brome, qui se lit comme suit:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides demandés par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faire augmenter les revenus nets des cultivateurs de la province de Québec."

Et je terminerai en disant que le problème est sérieux, qu'il faut étudier le problème de la baisse du revenu net de nos cultivateurs et éviter la désertion de nos campagnes; nous voulons considérer l'agriculteur comme le citoyen le plus stable de la province. Il ne demande rien d'autre que de pouvoir vivre avec des revenus raisonnables.

L'honorable M. Barrette (Joliette) suggère que le débat soit ajourné à mardi et que la séance du lendemain soit consacrée à la législation.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Gagnon), que le débat soit maintenant ajourné¹⁵.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsque la Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *La Presse* du 22 janvier 1960, à la page 37, souligne qu'au cours de l'été, M. Fulton avait adressé une lettre à ce sujet aux procureurs généraux des 10 provinces. La lettre avait été adressée à Maurice Duplessis et le nouveau procureur général

(l'honorable M. Rivard) n'en a pris connaissance que le 7 octobre. La réponse de M. Rivard a été envoyée à Ottawa le 16 octobre. Malheureusement, les journaux ne publient aucune de ces deux lettres.

2. *La Tribune* du 23 janvier 1960, à la page 1, explique que l'honorable M. Rivard exécute un geste sans précédent en demandant à la Chambre de se prononcer sur un amendement à la Constitution. En 1940, c'est par lettre, et sans consulter l'Assemblée, qu'Adélard Godbout avait consenti à reconnaître au gouvernement fédéral l'entière juridiction sur l'assurance-chômage et, en 1951, Maurice Duplessis avait fait de même en ce qui concerne les pensions de vieillesse.

3. Le *Quebec Chronicle* du 22 janvier 1960, à la page 3, note que M. Brown a parlé durant une heure.

4. Le *Catéchisme des électeurs*, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie (Montréal, J. B. Thivierge & fils, 1935, 128 pages). À l'approche de l'élection de décembre 1935, le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale avaient fait imprimer, en vue de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs. Il s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie, longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale.

5. Au lieu de "\$15 plus le salaire" comme l'écrit *Le Soleil* du 22 janvier 1960, à la page 11, *La Presse* du même jour, à la page 12, évalue le coût de la corde de bois à "quelque \$21".

6. Chiffre du *Soleil* du 22 janvier 1960, à la page 11. *La Réforme* du 30 janvier 1960, à la page 13, mentionne plutôt \$10.25.

7. *La Presse* du 22 janvier 1960, à la page 11, souligne que M. Courcy tire ses chiffres du dernier rapport du ministère provincial de l'Agriculture.

8. Juan Domingo Peron (1895-1974). Homme politique argentin, élu président de la République en 1946, mais renversé par un putsch en 1955. Dès son élection, il établit une dictature qui s'appuie à la fois sur le clergé, les partis de gauche et les nationalistes d'extrême droite. Alliant mesures sociales,

antiaméricanisme et répression, il arrive, en moins de 10 ans, à transformer radicalement le pays, en négligeant toutefois l'agriculture.

9. *Le Devoir* du 23 janvier 1960, à la page 3, mentionne que M. Brown avait également parlé de la fabrication du cidre de pomme dans son discours. Cependant, le journal ne rapporte pas les paroles du député, ni ne précise le moment où il en a fait mention.

10. *Le Montréal-Matin* du 22 janvier 1960, à la page 2, souligne que M. Johnson a commencé son discours à 9 heures et *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, ajoute qu'il a parlé pendant une heure.

11. Chiffre du *Montréal-Matin* du 22 janvier 1960, à la page 2. *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, écrit plutôt 97 %.

12. Durant ses 13 ans à la Chambre des communes, M. Lesage fut ministre des Ressources et du Développement économique en 1953, puis ministre du Nord canadien et des Ressources nationales de 1953 à 1957.

13. M. Johnson fait allusion à la répartition des tâches politiques et parlementaires au sein du Parti libéral: M. Lesage est le chef du Parti libéral, M. Lapalme est le chef de l'opposition parlementaire et M. Hamel fait office de conseiller en matière de stratégie auprès de ce dernier.

14. Date de *La Presse* du 22 janvier 1960, à la page 39. *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 28 janvier 1960, à la page 8, mentionne plutôt "en mars 1957".

15. *L'Action catholique* du 22 janvier 1960, à la page 1, mentionne que ce débat sur l'agriculture a duré près de cinq heures alors que le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, estime plutôt sa durée à quatre heures.

Séance du vendredi 22 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

**Techniciens en
radiologie médicale**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill 178 constituant en corporation la Société des techniciens en radiologie médicale du Québec ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Commission scolaire
de Thetford Mines**

M. Fortin (Mégantic) propose que le bill 250 concernant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

**Loi d'une école
de médecine vétérinaire**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Il s'agit de refaire la nomenclature des tribunaux actuels, de permettre au juge Léon Casgrain, titulaire de la Cour supérieure à Rimouski, de résider soit dans cette ville soit à Rivière-du-Loup, et enfin d'augmenter de un le nombre des juges de la Cour supérieure.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi du département
des pêcheries**

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi du département des pêcheries.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la Législature,
acquisition par expropriation**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 modifiant la loi de la Législature.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fondation cardinal Léger

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 constituant en corporation la Fondation cardinal Léger.

L'organisme à la naissance duquel le Parlement va présider sera chargé d'administrer un fonds constitué de dons et devant servir aux œuvres humanitaires et chrétiennes que Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger¹ et ses collaborateurs ont en vue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Administration
de Montréal**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal.

Le bill n'a pas été encore imprimé. Il s'agit, par cette mesure, de préparer l'enquête sur le comité administratif de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 prévoyant la constitution de corporations pour détenir des cimetières catholiques romains;
- bill 45 modifiant la loi du département des transports et communications;
- bill 52 concernant le cautionnement des fonctionnaires et employés publics;
- bill 54 concernant les Statuts refondus de la province;
- bill 117 changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair;
- bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la Commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles;
- bill 130 concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières;
- bill 141 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 142 concernant la corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est;
- bill 181 concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard inc.;
- bill 212 concernant l'Hôpital général du Saguenay;
- bill 230 concernant la ville de Hauterive.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe: "Attendu que l'évaluation municipale est actuellement de plus de quatre-vingt-six millions de dollars dont soixante-dix-sept millions imposables;" par ce qui suit:

"Attendu que l'évaluation municipale est actuellement de plus de quatre-vingt-seize millions de dollars dont quatre-vingt-six millions imposables;"

Projets de loi:

Charte de Saint-Michel

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 147 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 164 pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié

a) en biffant dans les 4e, 5e et 6e lignes les mots: (ajouté aux présentes comme Annexe "A" pour en faire partie).

b) en ajoutant à la fin de l'article, après les mots: "déclarés valides et légaux", ce qui suit:

", mais avec l'amendement ci-après: la période de commutation de taxes municipales est réduite de dix ans à sept ans, et la somme annuelle payable est augmentée de mille deux cent cinquante à mille cinq cents dollars."

2. L'article 8 est modifié

a) en biffant dans les 6e et 7e lignes les mots: (ajouté aux présentes comme Annexe "B" pour en faire partie).

b) en ajoutant à la fin de l'article, après les mots: "déclarés valides et légaux", ce qui suit:

", mais avec l'amendement ci-après: la période de commutation de taxes scolaires est réduite de dix ans à sept ans, et la somme annuelle payable est augmentée de neuf mille à dix mille dollars".

3. Les Annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié dans la 33^e ligne de la page 3 en remplaçant les mots "district de Québec" par ce qui suit: "district de Montmagny;"

2. L'article 12 est modifié en biffant dans les trois dernières lignes les mots suivants:

"L'amende appartient à la corporation au nom de laquelle la poursuite doit être intentée."

Projets de loi:

Steel Company of Canada Ltd.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 164 pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travailleurs sociaux professionnels

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 218 concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Administration de Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 concernant le système administratif de la cité de Montréal.

Adopté.

Lettre à Ottawa à propos des subventions aux universités

L'honorable M. Barrette (Joliette) fait remettre au chef de l'opposition une copie de la réponse écrite donnée par la province à l'honorable John Diefenbaker. La lettre originale, dit-il, a été remise à M. Diefenbaker il y a quelques minutes à peine. Il vient de m'appeler en me disant que la lettre était arrivée à Ottawa. Je crois donc pouvoir en faire la lecture pour mettre les législateurs au courant de

l'attitude que le gouvernement a prise. Je ne ferai pas de commentaires, nous allons attendre la réaction du gouvernement fédéral².

"Québec, le 21 janvier 1960

"Très honorable John G. Diefenbaker, C.P., c.r.,
"Premier ministre du Canada,
Ottawa, Ont.

"Monsieur le premier ministre,

"J'ai pris connaissance il y a quelques jours seulement de votre lettre du 22 décembre dernier adressée à l'honorable Paul Sauvé au sujet des subventions aux universités, et je l'ai soumise à mes collègues du Conseil exécutif.

"Je constate que vous affirmez, comme l'honorable M. P. Sauvé l'indiquait dans sa lettre du 14 décembre, que la solution alternative soumise par votre gouvernement s'adressait simultanément aux dix provinces canadiennes.

"Il est de ce fait admis, je le présume, que pour ce qui concerne la province de Québec, votre lettre pouvait uniquement servir de base aux pourparlers entamés entre votre gouvernement et le nôtre, dans le but d'apporter une solution à l'épineux problème dont vous avez hérité, et d'éviter un accroissement d'impôt pour les sociétés opérant dans la province de Québec.

"Les universités et le gouvernement de la province de Québec ayant refusé les sommes offertes par le gouvernement fédéral parce qu'ils ne lui reconnaissent pas, en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, l'autorité de participer de quelque façon que ce soit à l'élaboration d'une politique concernant l'éducation, le gouvernement de Québec doit par conséquent réaffirmer ses positions à ce sujet.

"Le gouvernement de Québec, dans le but de mettre à la disposition des universités les sommes d'argent nécessaires pour qu'elles puissent remplir pleinement leur rôle et faire face à leurs obligations, a décidé d'exercer son droit de porter de 9 % à 10 % l'impôt sur les profits des sociétés. Nous comptons bien, comme vous le dites dans votre lettre du 22 décembre dernier, que le Parlement fédéral accordera une exemption égale d'impôt à ces mêmes sociétés à compter du 1^{er} avril 1960, et cela, pour une période de deux ans se terminant le 31 mars 1962.

"De ce fait, la subvention de \$1.50 par tête de population que le gouvernement fédéral offre aux universités, par la Conférence nationale des

universités canadiennes, cessera à l'égard des universités de la province de Québec.

"Le gouvernement de Québec a aussi décidé, sujet à l'approbation de la Législature, après une nouvelle étude des besoins de nos universités, de leur accorder, en plus des montants considérables déjà inscrits dans son budget et pour l'année fiscale 1960-1961, une contribution additionnelle dépassant substantiellement \$1.50 par tête de sa population, quelle que soit l'issue des pourparlers entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec.

"Nous concevons, comme l'honorable Paul Sauvé l'indiquait dans la lettre qu'il vous adressait le 14 décembre dernier, que si des ajustements doivent être faits, votre gouvernement et le nôtre s'entendront à ce sujet.

"Puisque tout le problème des relations fiscales fédérales-provinciales doit être réexaminé dans son ensemble avant le 1^{er} avril 1962, il est bien compris que cette entente est temporaire et ne comptera que pour la durée des deux prochaines années fiscales à partir du 1^{er} avril 1960.

"Mes collègues du cabinet provincial et moi-même espérons pouvoir annoncer bientôt que, pour ce qui concerne les contributions offertes par la Conférence nationale des universités canadiennes, votre gouvernement et le nôtre en sont venus à un accord qui reconnaît la juridiction provinciale exclusive dans ce domaine.

"Quant aux sommes accumulées en fiducie ou autrement et qui sont le total des subventions que nos universités n'ont pas réclamées, nous sommes prêts à entamer avec vous les pourparlers nécessaires à ce sujet, conformément à la législation qui sera soumise au Parlement de Québec au cours de la présente session.

"Veuillez agréer, monsieur le premier ministre, l'assurance de ma haute considération.

"Sincèrement vôtre,

"Antonio Barrette"

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais demander des explications au sujet du paragraphe relatif à l'augmentation de l'impôt provincial sur les sociétés, impôt qu'on va porter de 9 % à 10 %. La décision du gouvernement de décréter cette hausse de la taxe sur les revenus des corporations, avant la fin de pourparlers Ottawa-Québec sur la question des subventions aux universités, signifie-t-elle que Québec ignore l'intention du gouvernement fédéral de récupérer le surplus que cette augmentation de taxe pourrait

apporter, par rapport au barème fédéral pour lesdites subventions³?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le chef de l'opposition veut sans doute parler de la différence entre le produit de l'impôt provincial additionnel de 1 % et la somme équivalant aux subventions fédérales aux universités, calculées à raison de \$1.50 par tête de population. S'il existe une différence et si, par égard pour les autres provinces du pays, nous devons négocier à ce sujet, nous sommes prêts à rencontrer les autorités fédérales... Mais je n'ai pas l'intention de discuter cette question.

Questions et réponses:

Intérêts du premier ministre dans la Corporation du gaz naturel

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, j'aurais une question à poser à l'honorable premier ministre, qui est d'intérêt public et ne demande aucune recherche. L'honorable premier ministre peut-il dire à cette Chambre et à la population de Québec si, avant de devenir chef du gouvernement ou depuis qu'il l'est devenu, il s'est départi des intérêts qu'au vu et au su de toute la population, il possédait dans la Corporation du gaz naturel, dont l'activité est soumise à un organisme gouvernemental, savoir la Régie de l'électricité⁴?

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous en avons suffisamment entendu. Cela ne se rapporte nullement aux relations entre Québec et Ottawa⁵.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis d'accord. Il (M. Hamel) se réfère à l'article 114 du Règlement parlementaire pour justifier sa question qu'il qualifie d'intérêt public⁶.

Des députés ministériels soutiennent que la question est hors d'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La réponse sera facile. Il s'agit d'une affaire *sub judice*. Pour ma part, j'ai pris des actions contre certains journaux. J'ai hâte que les actions soient plaidées et que les jugements soient rendus. Je possède des renseignements qui confondront le député de Saint-Maurice et ses amis. Quand je les donnerai, je sais qu'il y aura des surprises, mais je me dois d'attendre que les tribunaux se prononcent.

Les choses que l'on a dites sont en grande partie fausses et nous mettrons les choses au point. J'ai hâte de faire connaître à la population ce que je suis le seul à connaître. Je le ferai quand le moment sera venu; dans le moment, je préfère me taire.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente de continuer le débat...

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre. En vertu du Règlement, dit-il, avant de poser une question il faut en donner avis à la Chambre, dans l'ordre du jour. En outre, les règlements interdisent la discussion sur toute affaire relevant des tribunaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Chaque fois qu'une occasion semblable se présente, l'Orateur réfère toujours à l'article 681. Dans ce cas, il va falloir déchirer l'article 114⁷.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre. Il (l'honorable M. Talbot) blâme le député de Saint-Maurice de faire ainsi une critique déguisée des décisions de l'Orateur tout en faisant semblant de demander des explications. Pourtant, dit-il, les libéraux sont ces mêmes gens qui ont prêché le respect dû à la présidence et qui ont discours sur sa dignité⁸. Il est temps que le député de Saint-Maurice reçoive de vous l'admonition que pareille attitude mérite.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai tout le respect voulu pour l'Orateur de l'Assemblée législative, mais au-dessus de la personne de l'Orateur, il y a les règlements de la Chambre auxquels tous, ministres et députés, sont soumis.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): L'Orateur a permis au chef du gouvernement de communiquer à l'Assemblée législative une lettre d'intérêt public. Il devrait autoriser le député de Saint-Maurice à demander des informations qui sont d'intérêt public...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Westmount-Saint-Georges fait un rapprochement entre des choses bien différentes. Pour lui, une lettre d'une extrême importance, traitant de l'aide financière aux universités, devrait être placée sur le même pied que la question insidieuse du représentant de Saint-Maurice!

M. l'Orateur accepte le point d'ordre du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot). Il ne

s'agit pas de déchirer le Règlement, mais de le suivre... L'article 114 n'ignore par l'article 681... Il (M. l'Orateur) cite l'article 71 selon lequel une fois la décision de l'Orateur rendue, il n'est pas permis de la critiquer même indirectement et qu'une fois cette décision faite, un député n'a pas le droit de demander des directives, ni de revenir sur le problème au sujet duquel cette décision a été prise.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à l'Orateur quand l'article 114 trouve son application.

M. l'Orateur: Cet article ne s'applique pas dans des cas semblables à celui soulevé par la question du député de Saint-Maurice (M. Hamel).

Projets de loi:

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de rendre l'application de la loi plus facile et donner certains avantages de pension aux employés de l'Office de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le second alinéa de l'article 10 de ladite loi, ajouté par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 30, est remplacé par le suivant:

"Au surplus, la loi du service civil et les dispositions de la section III de la loi des pensions s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux membres et au secrétaire de l'Office et aux officiers et employés mentionnés dans l'alinéa précédent."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est la deuxième fois que, par une loi spéciale, on fait profiter des employés d'un organisme des avantages de la loi générale des pensions. En principe, je n'ai pas d'objection, mais je me demande si l'on ne compliquera pas un peu la situation en procédant ainsi.

Maintenant nous aurons les membres de l'Office de l'autoroute des Laurentides et ceux de l'Office de l'électrification rurale. Dans quelque temps, nous aurons peut-être deux ou trois autres nouveaux cas. Mais les textes législatifs sont dispersés. Pour simplifier, n'y aurait-il pas lieu de voir à ce que la loi générale comporte toutes ces additions, de façon à n'avoir pas à recourir à plusieurs lois pour savoir qui tombe sous la juridiction de la loi générale?

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Le troisième alinéa de l'article 43 de ladite loi, tel que remplacé par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 5, est de nouveau remplacé par le suivant:

"L'année financière des coopératives se termine le 30 avril de chaque année. Cependant, toute coopérative peut, par règlement et avec l'approbation de l'Office, décréter que son année financière se terminera à toute autre date qu'elle pourra fixer. Une assemblée générale doit être tenue, à l'endroit désigné par les administrateurs, dans les quatre mois suivant la fin de son année financière. L'avis de convocation est donné en la manière prescrite par les règlements."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se demande encore une fois si cela n'est pas de nature à créer de la confusion.

L'honorable M. Barré (Rouville): Tout changement devra être fait avec l'approbation de l'Office qui maintient ainsi un contrôle complet.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de l'école d'agriculture à Oka

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 27 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 15, soit remplacé par le suivant:

"3. Le coût d'acquisition des immeubles et droits réels, de la construction, de l'organisation et de l'ameublement des immeubles destinés à l'établissement et à la mise en marche de cette école sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

"Toutes autres dépenses résultant de l'exécution de la présente loi seront payées à même les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature, sauf celles de l'année fiscale au cours de laquelle cette école sera mise en marche, qui seront payées à même le fonds consolidé du revenu."

Ce bill a pour but de prolonger la loi adoptée l'an dernier. Les pères Trappistes ont averti le gouvernement, il y a plus d'un an, qu'après 1960, leur communauté ne pourrait plus s'occuper de l'école abritant depuis nombre d'années l'Institut agricole d'Oka, qui date de 1893.

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris la décision des RR. PP. Trappistes mais nous n'y pouvons rien. Il faut donc construire une nouvelle école, et l'an dernier un bill a été adopté à cet effet. Mais comme l'école n'est pas encore construite, il faut prolonger la portée de la loi de l'an dernier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) affirme qu'il ne s'oppose aucunement au projet de construire une école à Oka. Mais, il trouve curieux que le gouvernement ne fasse mention d'aucune somme d'argent.

On se contente de noter que le coût d'acquisition des immeubles et droits réels de la construction de l'organisation et de l'ameublement des immeubles destinés à l'établissement et à la mise en marche de cette école, sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

Quand la loi de l'École polytechnique fut votée, on mentionnait une somme de \$5,000,000 ou \$6,000,000, mais par la suite, les autres lois concernant cette école sont devenues elles aussi des chèques en blanc. Ce que nous déplorons, c'est que tous les bills, que ce soit pour des fins non discutables ou parfois discutables, sont des bills qui constituent des chèques en blanc. On procède de façon à nous empêcher d'avoir quelque contrôle que ce soit sur les sommes d'argent dépensées à ces fins.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a une différence entre la construction d'une école et un budget régulier. Il s'agit ici d'une situation particulière. On peut facilement prévoir des dépenses d'entretien. Dans le cas qui nous occupe, il y a urgence. L'Institut agricole d'Oka ne doit pas fermer ses portes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre doit avoir une idée du coût de cette construction?

L'honorable M. Barré (Rouville) donne lecture de lettres d'organisme comme l'U.C.C.⁹, d'un comité d'agronomes, etc., sur l'importance d'assurer à la province un excellent enseignement agronomique.

M. Hamel (Saint-Maurice): En vertu de l'article 696 des règlements de la Chambre, je demande au ministre (l'honorable M. Barré) de déposer ces lettres sur la table du greffier. Il s'agit, comme le prévoit l'article, de documents publics et d'intérêt public¹⁰.

L'honorable M. Barré (Rouville): Une note au bas du même article dit que lorsqu'un ministre ne fait que résumer un document, il n'est pas tenu de le déposer. Et ce n'est pas un document public, mais de la simple correspondance.

M. le président: Il s'agit bien de documents privés et le ministre n'est pas tenu de les déposer.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

(Pendant que le président du comité rédige son rapport à l'Orateur, le premier ministre et le chef de l'opposition échangent des mots assez vifs.)

M. le président: La Chambre ne doit pas oublier le décorum.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur la résolution relative au bill 27, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré) a cité quelques paragraphes d'une lettre qui lui a été adressée le 26 août 1958, par le comité de l'enseignement agronomique.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) demande que le ministre dépose ce document sur le bureau de la Chambre, et, pour ce faire, il invoque l'article 696 du Règlement.

J'ai décidé que le document est un document privé et qu'en vertu des dispositions de la note 1 sous l'article 696, Beauchesne no 316, l'honorable ministre de l'Agriculture n'est pas tenu de le déposer.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Somerville, Talbot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de la résolution soumis plus tôt par le représentant de Rouville (l'honorable M. Barré).

L'honorable M. Barré (Rouville): De la correspondance que j'ai reçue et des entrevues que j'ai eues avec les agronomes et ceux qui s'intéressent au progrès de l'agriculture, il résulte qu'il est nécessaire d'avoir une école et que cette école doit être construite dans la région d'Oka qui est assez typique des régions agricoles du Québec.

On nous demande d'organiser une école supérieure d'agriculture comme il n'en existe pas dans la province, et même supérieure à celle que dirigeaient les pères Trappistes. Il (l'honorable M. Barré) précise qu'il est difficile de spécifier un montant exact, mais que les crédits de son ministère pour l'année 1960-1961 prévoient un montant de \$1,000,000 pour cette école. Il en coûtera plus que cela, mais, à mon avis, le montant permettra de couvrir le coût des travaux préliminaires; mais je ne désire pas être pris au dépourvu, puisqu'on ignore, pour le moment, combien exactement il faudra dépenser.

Nous ne pouvons donc dire ce que cela va coûter. Mais je puis affirmer que nous procéderons avec le plus grand souci d'économie possible, fermant l'oreille à ceux qui veulent marchander avec le développement de l'agriculture.

Nous demandons les moyens de continuer l'enseignement d'Oka, voire de l'améliorer et de l'adapter aux besoins d'aujourd'hui et de demain. Personne ne peut nous dire ce qu'il faudra dépenser pour continuer dans la voie du progrès agricole.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La nécessité de la construction de l'école ne fait aucun doute. Si nous étions en dehors de la Chambre, je pourrais dire au ministre: combien avez-vous besoin pour que ça marche? Pouvez-vous nous donner une idée?

Mais il nous a déclaré qu'il ne savait aucunement ce que cela allait coûter. Tous les ministres pourraient prendre la même attitude. Il est impossible de savoir à la cent ce qu'on va dépenser pour les ponts, les routes, mais on doit au moins avoir une idée de pareilles dépenses.

Nous avons à légiférer pour autoriser des sommes d'argent. Avons-nous besoin de \$5,000,000, \$6,000,000? Qu'on nous dise quelque chose. Il importe qu'un montant apparaisse dans la loi ou dans le budget. Il n'est certainement pas déraisonnable de demander ce que le gouvernement entend dépenser.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Contrairement aux allégations du leader des libéraux, cette pratique est normale en pareille circonstance. On ne demande pas au ministre de la Voirie d'indiquer à l'avance le détail de la construction d'un pont ou de l'aménagement d'une nouvelle route. C'est la même chose en ce qui concerne la nouvelle école dont il est question ici. Il est nécessaire qu'elle soit construite, mais nous ignorons dans le moment ce qu'elle coûtera. C'est pour cette raison qu'on demande d'être autorisé à consacrer les argentés nécessaires à la construction et à l'ameublement de la nouvelle école d'agriculture à Oka.

Il serait assez difficile actuellement pour le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de donner tous les détails exigés par l'opposition. Il ne possède pas ces détails dans le moment. Il y a une chose certaine, c'est qu'il importe de procéder le plus rapidement possible au projet. Dans les circonstances, il est impossible de procéder autrement que de la façon actuelle.

Je tiens à faire remarquer à l'opposition que les dépenses encourues par la construction et

l'ameublement de la nouvelle école seront soumises à l'approbation du Parlement par la suite et qu'il sera toujours loisible à l'opposition d'interroger le gouvernement sur les dépenses qui seront faites pour l'exécution du projet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Personne ne peut nier que le gouvernement demande à la Législature de voter l'inconnu total et absolu...

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions de condoléances:

Décès de la mère du député de Stanstead, M. Gérin

L'honorable M. Barrette (Joliette) offre les condoléances de la droite et de toute la députation au député de Stanstead (M. Gérin) qui vient d'avoir la douleur de perdre sa mère.

Tous ceux qui ont eu la douleur de perdre leur mère, dit-il, savent combien ce deuil est dur à supporter.

J'espère que la sympathie de toute la Chambre sera un réconfort pour notre collègue.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'associe au premier ministre dans ce témoignage de sympathie.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Paul-Émile Léger (1904-1991) fut archevêque de Montréal de 1950 à 1967.

2. Cette lettre fait suite à la correspondance en cours entre les deux paliers de gouvernement en vue de régler le problème des subventions aux universités. On trouvera les lettres précédentes ainsi que des explications supplémentaires aux séances du 10 décembre, du 17 décembre et du 15 janvier.

3. Selon *The Gazette* du 23 janvier 1960, à la page 1, l'augmentation de 1 % de la taxe sur les corporations engendrerait des revenus de \$9,200,000 pour la province de Québec. Cependant, les subventions du fédéral aux universités s'élèvent à \$7,500,000. M. Lapalme s'attend donc à ce que le gouvernement fédéral réclame la différence.

4. Rappelons que le 13 juin 1958, *Le Devoir* a révélé en première page qu'au moins six ministres du cabinet Duplessis et quatre conseillers législatifs ont profité de la vente par Hydro-Québec, l'année précédente, de son réseau de distribution de gaz naturel à la Corporation de gaz naturel de Québec.

5. *La Presse* du 23 janvier 1960, à la page 1, souligne que l'honorable M. Barré ne s'est pas aperçu de la fin du débat sur la lettre adressée à Ottawa par les autorités provinciales. C'est ce qui explique son intervention.

6. L'article 114 du Règlement de l'Assemblée législative, auquel M. Hamel se réfère, affirme "qu'immédiatement après l'expédition des affaires courantes et avant que la Chambre entame les affaires du jour, un député peut [...] demander ou

donner des renseignements [...] au sujet de quelque autre affaire d'intérêt public."

7. *Le Soleil* du 23 janvier 1960, à la page 1, écrit "article 683" au lieu de "681" comme dans *Le Devoir* du même jour, à la page 1. Il faut effectivement lire "681", cet article stipulant "qu'aucune question ne peut être posée à moins qu'il n'en ait été donné un avis suivant les règles relatives aux avis de motions".

8. L'honorable M. Talbot fait sans doute allusion à un discours du chef de l'opposition tenu lors de l'étude d'un projet de loi concernant l'Orateur, le 2 décembre 1959, dans lequel il avait affirmé que l'Orateur était "le personnage le plus important de la Chambre".

9. Il s'agit de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.).

10. L'article 696 du Règlement de l'Assemblée législative stipule que lorsqu'un "ministre cite en entier ou en partie un rapport ou un document public, il doit être prêt à le déposer sur le bureau [...]".

Séance du mardi 26 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Remboursement de droits:

**Testament
de Didace Lavoie**

L'honorable M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill 191 concernant le testament de Didace Lavoie ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull;

- bill 118 concernant la ville de Belœil.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 150 concernant une taxe de vente dans la ville de Saint-Félicien et la municipalité de Saint-Félicien (paroisse) ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

**Personnel de la
Commission du salaire minimum**

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au premier ministre combien de temps il fera patienter

l'opposition avant de se rendre à l'ordre que lui intimait la Chambre, en décembre dernier, de déposer sur la table du greffier la liste des employés de la Commission du salaire minimum en date du 1^{er} novembre 1959?

Il (M. Hamel) rappelle qu'il a soulevé la question le 15 janvier dernier en précisant alors que les renseignements fournis étaient incomplets. La Chambre, dit-il, n'a pas encore reçu les documents exigés¹.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il a déjà déposé sur le bureau de la Chambre la liste des noms des employés de la Commission du salaire minimum.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande qu'on publie aussi les adresses et les salaires.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je tiens à souligner que je ne suis pas tenu de répondre aux nouvelles demandes du député de Saint-Maurice (M. Hamel). Les employés en question ne sont pas payés par le gouvernement. Je produirai demain toutefois les renseignements demandés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Sur une question de privilège...

Des députés ministériels protestent.

M. l'Orateur: Il n'y a pas de question de privilège. Le député de Saint-Maurice n'a pas le droit de lancer un débat sur une question.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant que l'Orateur ne se prononce, il conviendrait peut-être qu'il attende la question de privilège.

M. Lafrance (Richmond): Un ordre a été donné par la Chambre...

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je désire ajouter un mot. Je préviens les députés de l'opposition que s'ils continuent de demander des questions en aussi grand nombre à l'avenir, et d'un genre semblable, leurs questions devront être précédées d'un avis de motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'appartient pas au premier ministre de faire des menaces aux députés sur la façon de procéder aux questions.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce n'est pas une menace.

M. l'Orateur: Le débat est clos.

Projets de loi:

Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 modifiant la charte de la cité de Hull et concernant la Commission des écoles catholiques de Hull et les syndicats des écoles dissidentes de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Belœil

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant la ville de Belœil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 21 janvier courant, sur l'amendement du représentant de Brome (M. Brown) à la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides demandés par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faire augmenter le revenu net des cultivateurs de la province de Québec."

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) dit qu'il est de son devoir, en tant que cultivateur, de rétablir les faits. Il (M. Riendeau) reproche à l'opposition d'avoir présenté cette motion dans le but unique de jeter de la poudre aux yeux des cultivateurs de la province, en leur faisant croire que le gouvernement n'a rien fait pour eux².

Par son attitude, l'opposition n'aime pas les cultivateurs. En considérant les revenus des cultivateurs, il convient de ne pas oublier de tenir compte de deux facteurs: celui de la température et le fait aussi que les conditions du climat sont variables dans différentes parties de la province. En 1946, la température a été tellement pluvieuse et mauvaise que les semences se sont faites très en retard, et ceci a eu une influence formidable sur le rendement de nos récoltes.

Il (M. Riendeau) cite un article du *Financial Post* de février 1959, où il est établi que pour les neuf premiers mois de 1958, les revenus en argent des cultivateurs du Québec atteignirent \$306,200,000, comparés à \$279,000,000 pour la même période en 1957.

Il (M. Riendeau) énumère les crédits votés sous le chapitre du drainage. En 1944, dit-il, à la fin du régime libéral, il y avait à l'item drainage une somme totale de \$300,651. De 1945-1959, les cultivateurs ont bénéficié d'une somme globale de \$83,000,000 environ pour les travaux de drainage. Cela a permis de récupérer quelque 1,423,328 arpents, qui auraient autrement été perdus pour l'agriculture, et qui contribuent à majorer les revenus des cultivateurs de la province.

Il y a 16 ans, il n'y avait rien au budget concernant l'amélioration des fermes. Le gouvernement actuel, a dépensé plus de \$11,000,000 pour l'amélioration des terres.

Au nom de ses frères les cultivateurs, il (M. Riendeau) remercie le premier ministre actuel de sa motion de 1944, favorable à l'électrification rurale. Cette motion, dit-il, a été à l'origine de la politique d'électrification de nos campagnes, en vertu de laquelle une somme de \$35,000,000 a été mise à la disposition de l'Office de l'électrification rurale. Cette initiative a abaissé le coût de production agricole, rendu la vie plus attrayante sur les fermes et facilité la tâche de la famille.

Il (M. Riendeau) reproche aux oppositionnistes les critiques qu'ils formulent au sujet de l'industrie de la betterave à sucre. S'il y a un parti qui ne devrait pas soulever cette question, c'est bien celui de l'opposition. L'ancien régime libéral avait acheté à Saint-Hilaire une vieille usine pour y installer un outillage démodé, acquis au Wisconsin, le tout pour \$150,000. Il a fallu payer \$45,000 pour le transport de la machinerie importée des États-Unis. La contribution des régimes libéraux à cette industrie se résume à cette transaction. Leur réalisation dans ce domaine a été coûteuse et pas très utile. Il (M. Riendeau) rappelle par contre les initiatives de l'Union nationale pour implanter solidement cette industrie et la rendre payante pour les producteurs de betterave à sucre.

En ce qui concerne le crédit agricole, dit-il, grâce à cette initiative, une somme de \$200,000,000 a été mise, jusqu'ici, à la disposition de l'Office du crédit agricole, en vue d'aider les cultivateurs, à un taux d'intérêt peu élevé. Au 31 décembre 1958, 26,531 fils de cultivateurs avaient bénéficié d'un prêt pour leur établissement; cela représente une somme totale de \$87,000,000 environ. Le nombre de cultivateurs qui ont bénéficié de cette loi s'établit à 54,617.

Il (M. Riendeau) donne une série de chiffres pour démontrer que le standard de vie des cultivateurs est supérieur aujourd'hui à ce qu'il était, il y a une quinzaine d'années: le revenu net total du cultivateur en 1954 a été de \$198,000,000, et de \$202,000,000 en 1958. Le revenu monétaire des cultivateurs, de janvier à septembre en 1957, 1958, 1959, provenant de la vente des produits laitiers, s'est élevé à \$118,000,000, \$130,000,000 et \$129,000,000 respectivement. Comment peut-on dire après cela, comme le font les députés de l'opposition, que les cultivateurs sont ruinés? Pas une province n'a fait autant que le Québec pour le

cultivateur. Les sommes versées par le gouvernement de Québec en vue d'aider le cultivateur sous forme de subventions et d'indemnités concernant l'aviculture s'établissent au total à près de \$2,000,000. Il invite l'opposition à ne pas dénaturer la situation véritable de l'agriculture³.

(Applaudissements à droite)

M. Turpin (Rouyn-Noranda) insiste sur l'importance de l'agriculture dans la province de Québec. L'Union nationale, dit-il, est loin d'avoir rendu justice à la classe agricole. Le député de Brome (M. Brown) a déclaré que le revenu net des cultivateurs avait baissé de \$59,000,000, de 1951 à 1959. Dans son discours, le député de Napierville-Laprairie n'a pas nié cela. Le député de Brome (M. Brown) a clairement démontré que l'agriculture était à la baisse dans la province de Québec. L'une des raisons de cette situation, c'est que le gouvernement de l'Union nationale ne veut pas faire de peine à ses amis d'Ottawa, qui négligent la fixation des prix des produits agricoles.

Nous sommes prêts à faire des comparaisons entre la politique du gouvernement actuel et celle des anciens gouvernements. Le revenu de la province de Québec a augmenté de six fois au cours des 15 dernières années et le bénéfice pour les cultivateurs n'a augmenté que de trois fois⁴.

Dans plusieurs compartiments, ce fut nettement la faute du gouvernement. En 1944, la prime sur le fromage rapportait \$1,000,000. Or, le gouvernement de l'Union nationale a supprimé cette prime. Pour augmenter le revenu du cultivateur, il faut nécessairement augmenter proportionnellement la part qui lui revient.

Le coût des travaux de drainage est beaucoup trop élevé sous le présent gouvernement. Les libéraux critiquent et critiqueront toujours la façon dont se fait le drainage sous l'Union nationale, tant que le ministère de l'Agriculture continuera de payer des prix unitaires qui sont souvent le double de ce que paie l'entreprise privée.

Depuis 15 ans, les membres de l'Union nationale ne cessent de prétendre que le crédit agricole a sauvé l'agriculture. On n'enrichit pas le cultivateur en l'amenant à emprunter. Si les cultivateurs avaient eu la part qui leur revient du revenu national, ils n'auraient pas eu besoin du crédit agricole.

Relativement à l'électrification rurale, en 1944, le gouvernement libéral a fait voter \$10,000,000 pour la construction de lignes, sans contribution des cultivateurs. N'oublions pas que

ceux que l'on appelle aujourd'hui les pionniers de l'électrification rurale, dans l'Union nationale, ont voté contre la loi des libéraux. Ce sont les libéraux qui ont mis de l'avant la politique de l'électrification rurale.

En terminant, il est bien inutile de dépenser de l'argent si l'agriculture n'est pas repensée. Le présent débat a démontré que l'agriculture est en régression et qu'il faut nécessairement faire quelque chose pour la remettre sur la voie du progrès.

M. Lafrance (Richmond) souligne qu'il veut simplement formuler quelques observations, afin de bien faire remarquer que le gouvernement n'a pas démenti les statistiques étayant la thèse du proposeur de l'amendement, le député de Brome.

La motion en discussion blâme le gouvernement qui ne fait rien pour remédier à notre situation agricole déplorable. Les faits sont là pour prouver que la situation se détériore. Dans Richmond, selon l'*Annuaire statistique* de la province, 507 cultivateurs sur les 2,008 que l'on comptait en 1941 avaient abandonné leur ferme, en 1956. Dans Compton, durant la même période, le nombre des fermes exploitées était également tombé de 2,824 à 2,108. Le fait que le cultivateur abandonne sa terre indique bien la situation dans laquelle il se trouve. Le nombre de cultivateurs québécois qui font un revenu assez élevé pour payer l'impôt sur le revenu à Ottawa est minime, comparé à celui des cultivateurs ontariens.

Les témoignages des experts en la matière confirment également que notre agriculture se détériore. En octobre 1958, M. Gérard Filion, ancien secrétaire général de l'U.C.C.⁵, disait qu'elle était dans le marasme. Tout récemment, M. J.-B. Lemoyne⁶, président du même organisme, déclarait qu'on ne pouvait sûrement pas employer le mot "prosperité" pour décrire notre agriculture. La Coopérative fédérée de Québec, dans un mémoire à Ottawa, établissait également que notre agriculture est en régression. Ce même organisme évaluait à \$30 par semaine le revenu moyen de nos agriculteurs. C'est une disgrâce que l'agriculteur, qui investit des milliers de dollars dans son entreprise, ne puisse en retirer des revenus comparables à ceux d'un balayeur de planchers dans les usines.

Il (M. Lafrance) veut répondre au discours prononcé, la semaine dernière, par le député de Bagot (l'honorable M. Johnson), dans lequel celui-ci parlait des trois chefs des libéraux provinciaux⁷...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur déclare qu'il ne s'agissait alors que d'une incidence et qu'il (M. Lafrance) ne peut entrer dans ce domaine.

M. Lafrance (Richmond): Toute cette situation déplorable provient du fait que le gouvernement actuel n'a aucune pensée, aucune politique agricole. C'est d'ailleurs feu M. Sauvé lui-même qui le reconnaissait à Matane, quand il disait qu'il faudra repenser toute la question de l'agriculture⁸...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre pour rétablir les faits. C'est une citation inexacte. J'étais à Matane quand M. Sauvé a abordé ce problème. Il a simplement dit que nos terres arables n'étaient pas si nombreuses que cela et qu'elles se situaient surtout le long des rives du Saint-Laurent. Il a noté la tendance des industries à envahir ce domaine, alors qu'elles devraient s'établir ailleurs pour laisser ces terres à l'agriculture. C'est dans ce sens qu'il a dit qu'il fallait repenser cette situation.

M. Lafrance (Richmond) remercie le ministre d'avoir confirmé ce qu'il vient de dire. De toute façon, dit-il, l'Union nationale n'a jamais pensé dans ce domaine, elle s'est contentée de dépenser. Les agronomes sont d'ailleurs les premiers à déplorer cette absence de politique agricole au Québec. Pour l'Union nationale, la politique agricole se résume au crédit agricole, malgré que celui-ci n'ait pas évolué depuis son institution. D'ailleurs, le crédit agricole n'est pas une invention de l'Union nationale: c'est le gouvernement fédéral qui l'a instauré le premier.

Le crédit agricole ne devrait être considéré que comme un des éléments d'une telle politique. Il devrait être amendé pour faciliter davantage l'établissement des jeunes sur des fermes. À ce propos, l'Ontario a une législation beaucoup plus généreuse.

Quant à l'électrification rurale, il est bon de bien rappeler que les libéraux n'ont jamais été opposés à cette mesure, qu'ils ont été, au fait, les premiers à aborder cette question. D'ailleurs, avant la guerre, les fermes du Québec étaient aussi électrifiées que celles des autres provinces...

L'honorable M. Johnson (Bagot): C'est inexact. Je réfère le député de Richmond au rapport de l'Hydro d'Ontario pour l'année 1945. On y verra que le nombre des fermes électrifiées en Ontario, en 1944, était de 65 %, alors que les statistiques fédérales révèlent que, pour la même année, on ne

comptait que 20 % de fermes électrifiées dans le Québec.

M. Lafrance (Richmond) note qu'il ne parlait pas de 1944, mais de la période d'avant la guerre. Il (M. Lafrance) fait quelques considérations sur la loi québécoise de l'électrification rurale. Il dit qu'il veut revenir au texte de la déclaration de M. Jean Lesage lu, la semaine dernière, en Chambre, par le député de Bagot. M. Lesage, dit-il, ne parlait pas alors des revenus nets, mais bien des revenus bruts des cultivateurs québécois⁹.

À propos de citations, j'aimerais rappeler ce que disait le député de l'Union nationale de Frontenac (M. Guillemette), agronome, dans un discours qu'il prononçait, le 20 mai 1957, durant la campagne électorale fédérale. Or, cet agronome disait que les cultivateurs du Québec ne sont pas prospères, et qu'au contraire, ils crèvent de faim.

M. Guillemette (Frontenac): Je soulève un point d'ordre. Je ne me souviens pas avoir prononcé ces dernières paroles...

M. Lafrance (Richmond) fait remarquer au député de Frontenac que son discours a été enregistré sur ruban sonore.

Il faudrait repenser toute notre politique agricole, dit-il. Il existe dans ce domaine un manque d'orientation. J'espère que le gouvernement apportera au cours de la présente session les mesures nécessaires au relèvement du niveau de vie de la classe agricole.

Il se vend dans la province, au détriment du cultivateur, plus d'un million de livres de margarine de couleur. J'ai donc droit de dire qu'il s'agit d'une politique miteuse.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'avais pas l'intention de participer au débat, mais les déclarations étonnantes faites par les ministériels m'y obligent.

Le problème agricole intéresse environ un million de personnes dans le Québec. C'est une question d'importance capitale. Le député de Brome (M. Brown), qui a proposé la motion de non-confiance devant la Chambre, a fourni des chiffres que personne n'a niés. Il a dit que le revenu du cultivateur dans la province a diminué de \$261,000,000, en 1951, à \$185,000,000, en 1957. Personne n'a nié cela.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): La statistique, ce n'est pas un fait, mais plutôt une estimation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce pour induire la population en erreur que le ministère du Commerce publie des rapports où ces chiffres ont été puisés? Ces rapports coûtent pourtant des milliers de dollars aux contribuables. L'estimation dit tout de même que les revenus ont passé de \$261,000,000 à \$185,000,000.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Les chiffres du député de Brome avaient été compilés par lui; ils n'étaient pas officiels.

M. Brown (Brome): J'ai envoyé mes notes au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) pour qu'il se renseigne, en lui demandant de les montrer aussi au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

L'honorable M. Barrette (Joliette): On prend, sur une période de 12 années, les chiffres les plus bas pour une année donnée et les chiffres les plus hauts pour une autre année considérée.

M. Lafrance (Richmond): L'intervention du premier ministre ne devrait pas être permise. Il a déjà participé au débat.

M. l'Orateur: Le premier ministre a le droit de soulever un point d'ordre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On prétend que le revenu du cultivateur a baissé. Ce qui est vrai, c'est que le revenu net du cultivateur a passé de \$155,000,000 en 1946 à \$198,000,000 en 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les ministres ne semblent pas prendre la situation au sérieux. Quelle a été la réponse des ministres aux accusations de l'opposition? Le premier ministre a-t-il convenu que la situation était sérieuse et qu'il apporterait les mesures qui s'imposent pour aider le cultivateur? Rien de cela n'a été fait. Pas une seule proposition concrète n'a été faite par les ministres qui ont pris part à ce débat. On se contente d'énumérer les montants d'argent qu'on a dépensés, sans montrer comment ils ont servi l'agriculture.

En somme, la réponse du ministre a consisté à dire: "nous avons dépensé des sommes énormes au chapitre de l'agriculture." C'est vrai, mais cela ne signifie pas que le gouvernement a réussi à assurer au cultivateur l'aide dont il a besoin. On a parlé de drainage... Il aurait fallu parler de drainage des fonds publics.

Il (M. Hamel) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

7. À ce sujet, voir la séance du 21 janvier 1960.

8. L'honorable M. Sauvé avait soulevé ce problème, lors d'un voyage à Matane, le 5 octobre 1959. M. Lapalme en avait déjà fait mention dans son discours du 24 novembre 1959.

9. Lors de la séance du 21 janvier 1960, M. Johnson avait lu des comptes rendus de discours de M. Lesage datant de 1956 et 1957, dans lesquels l'ancien ministre du Nord canadien et des Ressources nationales disait que le sort des cultivateurs s'était grandement amélioré depuis les années 1930.

NOTES

1. Rappelons qu'à la séance du 12 janvier, M. Hamel avait présenté une motion de non-confiance à l'endroit du premier ministre parce que la liste des employés de la Commission du salaire minimum, telle que présentée le 18 décembre (document no 66), n'était pas conforme à ce qui avait été demandé.

2. *Le Montréal-Matin* du 27 janvier 1960, à la page 2, précise que M. Riendeau est cultivateur professionnel et adjoint parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce.

3. Selon *L'Action catholique* du 27 janvier 1960, à la page 18, M. Riendeau a parlé environ une heure.

4. Ces propos ont été rapportés par *Le Soleil* du 27 janvier 1959, à la page 14. *La Tribune* du 28 janvier 1960, à la page 1, rapporte toutefois une version sensiblement différente écrivant que "le revenu du gouvernement provincial a augmenté à six reprises au cours des 15 dernières années, tandis que celui des cultivateurs a augmenté seulement à trois reprises".

5. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. En ce qui concerne Gérard Filion, il est devenu depuis éditeur du journal *Le Devoir*, tâche qu'il a accomplie de 1947 à 1963.

6. Jean-Baptiste Lemoyne fut président de l'Union catholique des cultivateurs de 1954 à 1962.

Séance du mercredi 27 janvier 1960

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse;

- bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg;

- bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou;

- bill 133 modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot;

- bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère;

- bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 10 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Annexion
à Sainte-Thérèse**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Charlesbourg**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 145 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
d'Anjou**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Anjou.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de l'Île-Perrot

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rosemère

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la charte de la ville de Rosemère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Laurent

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Ross (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Belleterre, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Belleterre, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire et régulier et conforme à la pétition, mais que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande de prolonger au 10 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Belleterre

M. Larouche (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 249 concernant la ville de Belleterre.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Assurance-hospitalisation

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation.

Le bill relatif à l'assurance-hospitalisation vise à former une commission d'enquête qui étudiera le problème de l'hospitalisation. Si le gouvernement veut se faire autoriser à instituer une commission d'enquête, c'est pour que le plus tôt possible la

population de la province de Québec puisse profiter d'un plan d'assurance-hospitalisation qui mette à la portée de toutes les bourses l'avantage de se faire soigner de façon adéquate.

Le plan envisagé pourrait couvrir les soins donnés non seulement dans les hôpitaux, mais aussi dans les cliniques externes. Nous songeons même à la possibilité de donner certains services à domicile.

Je suis ministre de la Santé depuis 14 mois, et je ne cache pas que l'ampleur des problèmes qui m'ont été soumis depuis cette date m'a quelque peu inquiété.

Quelques mois à peine après avoir assumé la direction du ministère, j'ai eu une entrevue avec le premier ministre du temps, M. Duplessis. Je lui ai dit que, devant l'envergure des problèmes posés, le nombre considérable des hôpitaux et des unités sanitaires, le problème de l'aliénation mentale, qui est notre problème de santé numéro 1, celui de la tuberculose, etc., il fallait songer à entreprendre une étude complète des services fournis et du coût de l'hospitalisation, qui, il faut bien l'admettre, ne peut pas être rencontré par la majorité de la population.

Il a donc été question d'abord d'étudier nos problèmes de santé dans leur ensemble. J'ai reçu depuis quelques mois des délégations d'à peu près tous les organismes qui s'intéressent à la question...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. En première lecture, le ministre devrait se limiter à des explications sommaires. Ce n'est pas le temps pour lui de faire un grand discours. Il pourra le faire sur la deuxième lecture.

M. l'Orateur: C'est à la demande du chef de l'opposition que le ministre de la Santé donne des explications. Il pourrait bien les remettre à plus tard mais il ne faudrait pas que l'opposition s'en plaigne.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le chef de l'opposition ne m'a même pas demandé d'explications. Mais, par un signe qu'il a fait, par le jeu de sa physionomie, lorsque la mesure a été appelée, j'ai cru qu'il en désirait.

De toute façon, si nous avons décidé de proposer une commission d'enquête sur l'assurance-hospitalisation seulement, au lieu d'enquêter sur tout le problème hospitalier, c'est afin de régler au plus tôt l'aspect le plus urgent du problème et afin que la population de la province puisse bénéficier le plus tôt possible d'un système qui lui convienne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Réimpression du texte d'un projet de loi

L'honorable M. Barrette (Joliette): Des erreurs importantes se sont glissées dans l'impression du bill 60, concernant les universités et le nouvel impôt sur les corporations, bill dont le texte a été distribué mardi.

Il (M. Barrette) demande l'approbation de la Chambre afin de donner les instructions pour faire imprimer le bill à nouveau.

La motion est adoptée.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Devoir*

M. Lapalme (Montréal-Outremont) manifeste l'intention de prendre la parole.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On veut me poser une question? Je constate que les membres de l'opposition ont toujours trois ou quatre questions à poser avant de passer à l'ordre du jour. Ils pensent peut-être me faire perdre patience, mais je leur dirai que, au contraire, ça me fait plaisir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais obtenir des renseignements au sujet d'une nouvelle parue dans *Le Devoir*². Ce journal écrit que le chef du gouvernement aurait vendu, en deux blocs, l'un de \$10,000 et l'autre de \$2,500, les actions et les obligations d'une valeur de \$12,500 qu'il possédait dans la Corporation de gaz naturel du Québec.

Le journal précise que la transaction aurait eu lieu le 2 novembre 1959 et ajoute que tous les autres ministres se seraient également débarrassés de leurs intérêts dans la Corporation de gaz naturel. Le premier ministre pourrait-il commenter cette nouvelle?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cette question est absolument hors d'ordre. Elle n'est pas d'intérêt public au sens de l'article 114 du Règlement. La réponse, dans ce cas, est très simple. Toute la question est *sub judice*. Je ne puis conséquemment y répondre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mais le journal passe outre au *sub judice*...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui est *sub judice* doit être bien compris. Mais tout n'est pas *sub judice*. Il s'est passé certains faits. Des ministres ont acheté...

Décisions de l'Orateur:

Question n'étant pas d'intérêt public

M. l'Orateur: J'ai écouté le début des remarques du député pour en saisir la portée. Il n'y a que quatre cas où l'on peut poser des questions suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 114 du Règlement, et celle qui vient d'être faite par l'honorable chef de l'opposition n'est couverte par aucun de ces cas, n'étant pas d'intérêt public, et dans les circonstances, c'est l'article 681 du Règlement qui s'applique. La question doit alors être faite par écrit et précédée d'un avis.

Le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est en conséquence maintenu et la question verbale posée par le chef de l'opposition (M. Lapalme) est déclarée irrégulière et contraire au Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibault, Tremblay, Turcotte, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Questions et réponses:

Vols pour lac Malbaie

M. Couturier (Rivière-du-Loup): A. Au cours de 1956, 1957, 1958 et 1959, les avions du ministère de la Colonisation ont-ils fait des voyages au lac Malbaie, dans le parc national des Laurentides?

B. Dans l'affirmative et pour chaque voyage:

1. À quelle date le voyage a-t-il été fait?

2. Quelle était la marque de l'avion utilisé?

3. Qui était le pilote?

4. Le pilote était-il à l'emploi du ministère de la Colonisation?

5. Quels sont les noms, prénoms et adresses des passagers qui ont fait le voyage?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): A. Oui.

B. 1.

- 1956: juin le 24; juillet le 19; septembre les 6, 7, 23 et 26;

- 1957: mai les 16, 17, 20, 22, 28, 29 et 31; juin les 1, 3, 11, 12, 13, 29 et 30; juillet les 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 19, 21, 24, 27; août les 1, 2, 4, 6, 8, 10, 21, 23, 24, 25 et 28; septembre 1, 2, 3, 4, 15, 17, 19, 22 et 23; octobre les 5 et 29.

- 1958: mai les 21, 25 et 26; juin les 2, 4, 12, 13, 22, 23, 24, 29 et 30; juillet les 1, 2, 6, 10, 12, 14, 18; août les 7, 13, 15 et 29; septembre les 4, 8, 9, 12, 13, 14, 27 et 28.

- 1959: mai le 31; juin les 5 et 7; juillet le 1^{er}; septembre le 15.

2. Mallard.

3. Aimé Leroux, Léo-Paul Cayer, J.-C. Lemarier ou Pierre Laliberté.

4. Oui.

5. Les livres du bord n'indiquent jamais les noms des passagers, mais ces voyages furent faits pour les ministères des Terres et Forêts, des Mines, de la Chasse et de la Pêche, et de la Colonisation, dans l'intérêt de l'administration.

Scandale à Bordeaux

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le procureur général a-t-il fait enquête sur les faits révélés par le journaliste Jacques Hébert dans son livre intitulé: *Scandale à Bordeaux*³?

2. Dans l'affirmative:

a) Qui fait ou a fait cette enquête?

b) Un rapport a-t-il été transmis au procureur général?

c) Quelles mesures le procureur général a-t-il prises pour remédier à la situation déplorable révélée par le journaliste Jacques Hébert?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): 1. Les révélations de Jacques Hébert ne sont pas conformes aux faits et ne tiennent pas compte des réformes mises en œuvre et admises par l'auteur lui-même.

La situation causée par le surplus de malades logés par nécessité à Bordeaux est en voie de solution définitive et n'a jamais été celle dépeinte dans son livre intitulé: *Scandale à Bordeaux*.

Paiement à Odilon Dubé pour expropriation d'immeubles

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Relativement à la réponse donnée par le ministre de la Voirie, en date du 25 février 1959, et mentionnée à la page 542 des *Journaux de l'Assemblée législative*, (session 1958-1959) quel montant le gouvernement a-t-il payé ou promis de payer à M. Odilon Dubé, de Saint-Pamphile, dans le comté de L'Islet, pour expropriation d'immeubles ou parties d'immeubles, depuis le 1^{er} avril 1954 jusqu'au 31 décembre 1959?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le département a payé à M. Odilon Dubé, de Saint-Pamphile, le premier décembre 1959, le montant de \$1,412.22.

Édifice Adams

M. Lafrance (Richmond): 1. Le gouvernement a-t-il loué de l'espace dans l'édifice Adams sur le chemin Sainte-Foy, à Québec?

2. Dans l'affirmative:

a) Quelle superficie?

b) Quel est le montant du loyer annuel?

3. Un bail a-t-il été signé à cet effet, à quelle date et pour quelle durée?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Non.

2. Répondue par 1.

3. Répondue par 1.

Garage de la Voirie à Cap-Santé

M. Hamel (Saint-Maurice) 1. De qui, à quelle date et quel prix le gouvernement a-t-il acheté

le terrain sur lequel est construit le garage de la Voirie à Cap-Santé, dans le comté de Portneuf?

2. Quelle est la superficie de ce terrain?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. et 2. Napoléon Guillemette; 16 février 1956: \$19,756.22, dont \$12,475.20 pour 311,880 pieds carrés de terrain, \$4,000.00 pour une maison en pierre qui est actuellement occupée par un employé du département, \$1,485.00 pour d'autres constructions et \$1,796.02 à titre de dommages pour dépossession forcée, conformément à une jurisprudence bien établie; Joseph Lavallée; 23 juillet 1956: \$3,663.00, dont \$480.00 pour 4,800 pieds carrés de terrain, \$2,850.00 pour un chalet situé sur cet emplacement et \$333.00 à titre de dommages pour dépossession forcée.

Cléophas Brunette

M. Parent (Hull): Quels sont le prénom au long, la fonction et l'adresse de M. C. Brunette, dont le nom apparaît en regard d'un montant de \$2,725.00 à la page 419 du volume des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1958-1959, sous la rubrique: "Travail - Traitements"?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Cléophas Brunette, Office de placement, 1225, Charlevoix, Montréal.

Demande et dépôt de documents:

Édifice Langlais ltée

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde): (article 27 du *Feuilleton*)

1. Quels sont, d'après le dernier rapport transmis au secrétaire de la province, en conformité de l'article 4 de la loi concernant les renseignements relatifs aux compagnies (S.R.Q., 1941, chapitre 281), les noms, prénoms et adresses des directeurs et officiers de la compagnie "Édifice Langlais ltée", dont le nom apparaît en regard d'un montant de \$35,349.96 à la page 448 des *Comptes publics pour l'exercice 1958-1959*, sous la rubrique "Travaux publics - Loyers"?

2. Quelle superficie de planchers le gouvernement a-t-il louée dans ledit édifice? Et à quel prix?

3. S'agit-il de bureaux ou d'entrepôts?

4. Quels services administratifs du gouvernement sont logés à cet endroit?

5. Existe-t-il un bail de location et, dans l'affirmative, quelle en est la durée?

6. Le gouvernement a-t-il dépensé quelque argent en travaux de réparations, réfection, transformation, etc., et dans l'affirmative, quel montant?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 69)

Autoroute Montréal-Laurentides

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant les noms et adresses des entrepreneurs, manufacturiers et autres fournisseurs, avec en regard de chaque nom le montant payé à chacun et la nature des travaux effectués, des services rendus et des marchandises ou du matériel achetés ou loués, relativement aux travaux de l'autoroute Montréal-Laurentides.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 70)

Dépôt de documents:

Personnel de la Commission du salaire minimum

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 1^{er} novembre 1959, avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est. (Document de la session no 71)

Le document est certifié par le président de la Commission du salaire minimum, l'honorable Marc Trudel. Il (M. Barrette) répète qu'il n'est pas obligé

de produire cette liste, puisque les employés de la Commission du salaire minimum ne sont pas payés par les deniers publics, mais qu'il la produit quand même⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente de soulever un débat.

Un **député ministériel** soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur décide qu'en effet la production d'un document ne pouvait pas donner lieu à discussion.

Motions des députés:

Victimes d'automobilistes insolvables

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 13 janvier courant, sur la motion amendée du représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) proposant que:

Attendu qu'un grand nombre de personnes sont victimes d'accidents causés dans cette province par des automobilistes insolvables:

Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées soient étudiées pour assurer aux victimes d'accidents ainsi causés par des automobilistes insolvables toute la protection nécessaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au moment de son adoption, cette motion voulait dire que le gouvernement devait, pour le moins, faire étudier par des experts les mesures de protection qui ont été prises dans les autres provinces du Canada pour la protection du public contre l'automobiliste irresponsable financièrement. Seule la province de Québec n'a pas de lois qui protègent le public contre les insolvables qui causent des accidents. Il est temps que l'on agisse et que l'on cesse d'en parler.

Il (M. Lapalme) passe en revue ce qui est fait dans les neuf autres provinces du Canada, où l'automobiliste et le public sont bien protégés. Dans la province de Québec, l'assurance obligatoire ne couvre que le cas des conducteurs de moins de 21 ans, et seulement 30 % des automobilistes sont assurés. Cette situation crée un grave problème. Dans les neuf autres provinces, des mesures sont prises pour forcer celui qui cause un accident à payer les

dommages-intérêts. Dans la plupart, si ce dernier ne paie pas, son permis de conduire n'est pas renouvelé.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La loi de la province de Québec permet aux juges, lors d'une réclamation civile, de suspendre le permis de conduire d'un conducteur jusqu'à ce qu'il ait satisfait au jugement rendu contre lui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le Barreau canadien, celui de la province de Québec, des journaux, des corps publics, notamment la Chambre de commerce de la province de Québec, ont demandé au gouvernement de prendre diverses mesures, soit au sujet de l'assurance obligatoire, soit au sujet de la création d'un fonds de compensation qui, à la place des chauffeurs insolubles, indemniserait les accidentés.

Il semble qu'il y ait unanimité autour de ce fonds de compensation, mais, de toute façon, il faudrait étudier rapidement toutes ces questions et en venir à des conclusions pratiques. Il faudra cesser à un moment donné de parler de ces questions qui sont agitées ici depuis une quinzaine d'années.

Une loi comme il en existe dans les autres provinces serait une amélioration considérable, mais les études nécessaires devraient être entreprises immédiatement, afin de soumettre le plus vite possible au Parlement les moyens à prendre pour protéger le public.

Il (M. Lapalme) demande au procureur général (l'honorable M. Rivard), si ses officiers ont commencé à obtenir des autres provinces des copies des lois en force.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) répond dans l'affirmative.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il espère n'avoir plus à parler de cette question de la façon dont il vient d'en parler et que prochainement le public de la province de Québec sera protégé efficacement contre les conducteurs insolubles.

M. Galipeault (Québec-Ouest) félicite le député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'avoir présenté sa motion. Chaque avocat qui siège à la Chambre, dit-il, a eu, à un moment ou l'autre de sa carrière, un client qui n'a pas pu être compensé pour un accident parce que celui qui l'avait causé était insolvable.

Il (M. Galipeault) cite des statistiques qui démontrent que sur 1,028,000 véhicules automobiles enregistrés en 1958, 550,000 n'étaient pas assurés⁵.

En face de ce pourcentage énorme, dit-il, on se rend compte de l'ampleur du problème et on se demande s'il ne vaut pas mieux rester chez soi en fin de semaine que de courir le risque que compte le voyage.

Il reproche à l'Union nationale de n'avoir rien fait pour faire face à ce grave problème, sauf de voter l'article 81 de la loi des véhicules-moteurs, qui permet au juge de suspendre le permis et d'exiger que le défendeur soit tenu de fournir une assurance pour l'avenir s'il veut continuer de circuler sur les routes.

Or, cette partie de la loi n'a pas beaucoup d'effet, puisqu'en 1958, il n'y a eu que neuf jugements comportant une suspension du permis jusqu'au paiement des dommages-intérêts et pas un seul jugement ne comporte l'obligation de l'assurance pour l'avenir.

Cet article n'est pas suffisant et il faut prendre d'autres mesures, notamment de forcer l'automobiliste à payer tous les dommages qu'il cause, en le menaçant d'une suspension de son permis s'il ne le fait pas. Cette loi existe dans toutes les autres provinces et seule la province de Québec n'a rien fait.

De plus, une deuxième mesure corollaire serait d'obliger les assureurs à indemniser complètement les victimes d'accidents, quelles que soient les clauses de nullité qui peuvent exister dans les polices d'assurance.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) demande au député de Québec-Ouest s'il favorise un système particulier.

M. Galipeault (Québec-Ouest) répond qu'il est en faveur d'une loi de responsabilité financière à peu près absolue et qu'il préconise les systèmes d'assurance existant dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan⁶.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) soulève un point d'ordre à l'encontre de la manière dont le député de Québec-Ouest débat la question. Le temps n'est pas aux conclusions. La motion sur laquelle a lieu le présent débat a été adoptée unanimement par la Chambre. Elle ne propose que d'étudier des mesures appropriées pour protéger les victimes d'accidents, et non pas d'en préconiser une ou plusieurs en particulier.

(On discute de part et d'autre sur le bien fondé du point d'ordre.)

Décisions de l'Orateur:**Écart du débat
des conclusions de la motion**

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'au moment où l'honorable procureur général a posé sa question, le député de Québec-Ouest était en train de recommander certaines mesures en particulier, qu'il donnait l'impression qu'il étudiait des amendements à la loi des véhicules-moteurs, et qu'il allait ainsi plus loin que les conclusions de la motion. Il est alors décidé de maintenir le point d'ordre soulevé par le représentant de Montmagny (l'honorable M. Rivard).

M. Galipeault (Québec-Ouest) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Galipeault (Québec-Ouest) suggère, en terminant, qu'il faudrait établir au plus tôt le fonds d'indemnité qui n'a pas besoin d'être considérable puisque, l'an dernier en Saskatchewan, ce fonds n'a versé que \$75,000 aux victimes d'accidents. Le temps d'agir est arrivé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La question demande une étude approfondie en vue de la protection du public.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) estime qu'il s'agit du problème le plus grave de l'heure, d'autant plus que le nombre des accidents augmente avec la circulation routière... Il (M. Saint-Pierre) cite le cas lamentable d'un chauffeur au volant d'une voiture de peu de valeur qui a gravement blessé un jeune couple. Non seulement ce conducteur s'est-il tué dans cette collision, mais les deux autres personnes demeurent invalides pour la vie. L'une des victimes a eu à payer une note d'hôpital de \$10,000 par la faute d'autrui et dont la seconde victime, le coupable, un père de famille, ne possédait aucune assurance et a été tué, laissant démunis sa femme et ses enfants.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) fait perdre le temps de la Chambre avec sa motion. On parle de ce qui se passe en Ontario, en Saskatchewan, dans l'Île-du-Prince-Édouard et aux États-Unis... Ce qui compte le plus, ce sont les mesures prises par le gouvernement pour prévenir les accidents, car il est plus important de prendre des mesures avant qu'après... Il (M. Hanley) dit que les gens de son comté ouvrier ont besoin d'automobiles, mais qu'ils ne sont peut-être pas prêts à accepter un fardeau financier additionnel.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion dit que "Attendu qu'un grand nombre de personnes sont victimes d'accidents causés dans cette province par des automobilistes insolvables:

"Cette Chambre exprime l'avis que des mesures appropriées soient étudiées pour assurer aux victimes d'accidents ainsi causés par des automobilistes insolvables toute la protection nécessaire."

À l'unanimité, la députation s'est montrée favorable à l'idée d'une étude du problème. Une seule voix discordante s'est élevée, celle du député de Montréal-Sainte-Anne.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) proteste contre une telle interprétation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Depuis 1918, certains pays ont mis au point un système de protection contre les automobilistes insolvables et devant les misères qu'entraînent les accidents en l'absence d'un tel système, le vote de la motion s'impose.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion amendée est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Levesque, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 78.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

Demande et dépôt de documents:

Inspection des produits des pêcheries

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tout arrêté ministériel adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 1^{er} janvier 1957 jusqu'au 31 décembre 1959, relativement à l'inspection des produits des pêcheries.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 72)

Projets de loi:

Assurance-hospitalisation

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 66 concernant l'assurance-hospitalisation.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette): Comme la députation a abattu beaucoup de besogne aujourd'hui, je propose l'ajournement de la Chambre⁷.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande au premier ministre s'il a une raison spéciale pour proposer un tel ajournement. Il reste encore 50 minutes avant la fin normale de la séance⁸.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Nous avons une séance du Conseil des ministres...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne suis pas tenu de donner de raison pour demander l'ajournement de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vous pourriez au moins avoir la courtoisie de nous dire pourquoi. Vous nous coupez une heure sur les trois heures de la journée des députés. C'est un manque absolu de courtoisie à l'endroit des députés et une mesure dictatoriale.

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de telles paroles, alléguant qu'elles ne sont pas parlementaires. Je demande au chef de l'opposition de retirer les mots "mesure dictatoriale".

Décisions de l'Orateur:

Paroles antiparlementaires et rappel nominatif à l'ordre

M. l'Orateur déclare que les paroles prononcées par l'honorable chef de l'opposition ne sont pas parlementaires, qu'elles sont contraires à l'article 285 du Règlement, et doivent alors être retirées. Il est indiscutable que l'expression employée n'est pas parlementaire. Le chef de l'opposition est sans doute allé au-delà de sa pensée. Je lui demande donc de retirer ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, je ne retire pas mes paroles et je partirai d'ici avant de le faire. Le mercredi est la journée des députés et si des mesures énergiques ne sont pas prises, le gouvernement pourrait ajourner la Chambre chaque mercredi à 3 h 10, privant ainsi les députés d'un de leurs privilèges⁹.

M. l'Orateur: Les mots "mesure dictatoriale" sont l'équivalent du mot "bâillon" et, selon la jurisprudence, l'utilisation du mot "bâillon" est antiparlementaire. Ils ne peuvent être tolérés. Je demande au chef de l'opposition s'il persiste dans son refus de retirer ses paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Oui M. l'Orateur. Je ne retire pas mes paroles.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition n'a pas raison de ne pas se soumettre à une décision de l'Orateur. Dans ce cas, M. l'Orateur, vous n'avez pas le choix et le chef de l'opposition l'aura voulu. S'il persiste, il ne reste d'autre alternative que de le nommer. C'est peut-être dur, mais il n'a aucunement le droit d'employer cette expression.

M. l'Orateur: D'après l'article 75 des règlements de la Chambre, si le député qui s'est servi d'expressions antiparlementaires ne s'explique pas, ne se rétracte pas ou ne s'excuse pas de façon satisfaisante, l'Orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre¹⁰. Ordre a été donné au chef de l'opposition de retirer ses paroles. Il persiste à refuser de les retirer.

Dans les circonstances, je n'ai pas d'autre alternative et je suis donc dans l'obligation d'appliquer le Règlement. Je rappelle monsieur Georges-Émile Lapalme à l'ordre¹¹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Vous faites votre devoir. (M. Lapalme s'incline devant l'Orateur et quitte la Chambre précipitamment.)¹²

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a une question importante qui se pose. Nous n'avons jamais refusé des motions d'ajournement basées sur des raisons valables. Le chef de l'opposition a demandé au premier ministre des raisons pour motiver sa motion d'ajournement. Nous aurions moins lieu de nous objecter s'il s'agissait d'un jour réservé au gouvernement. Mais il s'agit d'un jour réservé aux députés.

Les députés n'ont pour eux qu'un jour par semaine. Qui peut empêcher le gouvernement d'ajourner la séance à 3 h 10, le jour réservé aux députés, et de priver ainsi les députés de leurs privilèges? Est-ce qu'il était exagéré pour le chef de l'opposition de demander des raisons? Je ne crois pas que la méthode employée par le premier ministre soit une méthode à encourager.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le chef de l'opposition était pleinement justifié d'agir comme il l'a fait puisque la Chambre a le droit de discuter tout sujet d'intérêt public. Il avait droit d'utiliser l'expression dont il s'est servi pour qualifier la procédure suivie.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je soulève un point d'ordre. Le député de Westmount (M. Hyde) défie l'autorité de l'Orateur en justifiant l'expression employée par son chef, alors que l'Orateur a tranché la question. Je demande que le député qui vient de prendre la parole retire ses paroles.

Elles constituent un mépris contre la décision que vous venez de rendre, M. l'Orateur. Je demande même que vous lui appliquiez la même sanction et que, de plus, il y ait une motion pour qu'il soit expulsé de la Chambre.

(Protestations à gauche)

M. l'Orateur: Le député de Westmount (M. Hyde) a fait son intervention au moment où je feuilletais mon livre des règlements, pour référer aux articles auxquels l'opposition a fait allusion, et pour rendre une décision sur un point d'ordre. Je n'ai pas entendu les paroles qu'il a prononcées. Il est impossible, dans les circonstances, de rendre une décision sur le point d'ordre du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

L'honorable M. Johnson (Bagot): Nous assistons à une scène bien typique. Il s'agit d'une motion d'ajournement de la Chambre, alors que le débat sur une motion antérieure est terminé et qu'il n'y en a pas d'autre d'appelée. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) avait terminé sa réplique. Il y avait eu un vote. Le premier ministre a fait par la suite une motion demandant l'ajournement. Le Règlement de la Chambre prévoit une pareille motion.

Quel que soit le jour de la semaine, la Chambre peut ainsi décider de s'ajourner. Le droit de proposer l'ajournement de la Chambre est un droit fondamental de toute Assemblée législative. La Chambre peut être ajournée en tout temps. Tout le brouhaha de l'opposition s'explique par les trop grandes gâteries du premier ministre à son égard. Le premier ministre actuel a traité l'opposition avec plus d'égards que jamais sous aucun gouvernement libéral. Mais si le premier ministre l'a traitée avec une extrême courtoisie, l'opposition actuelle est la moins courtoise que j'aie connue.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre vient de poser un précédent assez dangereux. Le mercredi est consacré aux députés. Nous n'avons que trois heures, pendant la semaine, réservées aux députés. Nous avons été traités d'une façon cavalière. Le député de Bagot a parlé de "gâteries". Nous n'avons pas besoin des gâteries du gouvernement, mais nous réclamons les droits des députés de cette Chambre, droits prévus par le Règlement.

Nous avons été élus ici d'une façon honnête, et c'est notre devoir de nous lever chaque fois que le principe du parlementarisme est violé. Chaque fois que cette occasion se présentera, on protestera avec toute la vigueur possible.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je serai très bref parce que le chef de l'opposition n'est pas à son siège.

Je regrette vivement qu'il ait refusé de retirer ses paroles et que vous ayez été forcé, M. l'Orateur, d'appliquer des sanctions contre lui.

M. Lafrance (Richmond) tente d'intervenir...

(Un vacarme s'élève dans la Chambre)

M. l'Orateur: Je demande au député de Richmond d'observer les règlements s'il ne veut pas être nommé à son tour.

L'honorable M. Barrette (Joliette): (Irrité et frappant sur son pupitre). Je siège en cette Chambre depuis 24 ans et je n'ai jamais eu à retirer mes paroles. Et si, un jour, mes paroles avaient dépassé ma pensée, si l'Orateur m'avait demandé de retirer mes paroles, je me serais sûrement rendu à sa décision de bonne grâce et je m'empresserais de les retirer¹³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre a incontestablement un droit de réplique, mais ce droit ne porte que sur sa motion d'ajournement. Précisément parce que le chef de l'opposition n'est pas ici, il doit s'abstenir de discuter l'incident qui le concerne.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le premier ministre a le droit de répondre à ce qui a été dit dans la discussion de cette motion. Or, le député de Westmount (M. Hyde) a dit tout à l'heure que le chef de l'opposition était parfaitement justifiable de ne pas retirer ses paroles. Le premier ministre a sûrement le droit de répondre au député de Westmount.

Décisions de l'Orateur:

Remarques en réplique à une motion principale d'ajournement

M. l'Orateur déclare que l'incident provoqué par l'honorable chef de l'opposition et qui a amené son rappel à l'ordre, est survenu depuis la motion de l'honorable premier ministre, et que ce dernier, en réplique, peut faire des remarques touchant cet incident, le paragraphe 2 de l'article 274 du Règlement lui donnant d'ailleurs plus de latitude, puisqu'il s'agit d'un ajournement de la Chambre proposé par motion principale. Il y a en conséquence renvoi du point d'ordre soulevé par l'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel).

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Sud), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je disais donc que c'est ma 24^e session en cette Chambre...

Un député de l'opposition: Il y a eu des absences¹⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette): ... et que jamais je n'ai été dans l'obligation de retirer une seule de mes paroles. Si un jour on m'avait demandé de

retirer mes paroles, je me serais rendu sans hésitation, et de bonne grâce, à la demande de l'Orateur. Je regrette, encore une fois, que le chef de l'opposition soit absent. J'aurais voulu qu'il entende mes paroles.

C'est la première fois dans l'histoire du Parlement de Québec que tous les mercredis, inmanquablement, ont été consacrés aux motions des députés. Ça ne s'était jamais fait auparavant¹⁵.

Et quand on dit que le mercredi est réservé aux députés, on semble croire de l'autre côté de la Chambre qu'il ne s'agit que des députés de l'opposition. En réalité, c'est la journée de tous les députés, les ministériels comme les autres. Et quand j'ai proposé l'ajournement, les membres de l'opposition avaient déjà pris pour eux seuls les deux tiers de la séance. Nous aurions bien pu prendre le reste. Mais nous avons autre chose à faire qu'à entendre des redites et des répétitions pendant des heures. Il faut que cette chose soit placée devant toute la province de Québec parce que je suis convaincu qu'elle se répètera.

Jamais je ne me suis rendu coupable d'insulte envers un député, au Parlement ou à l'extérieur du Parlement. Après avoir siégé en cette Chambre pendant 24 ans, je suis devenu, à la suite d'un deuil malheureux, premier ministre de la province de Québec. J'ai des obligations à remplir envers la population et je veux les remplir. Je veux faire tout mon devoir et je le ferai. Et je considère qu'il n'est pas de mon devoir de laisser se multiplier les redites au Parlement de Québec.

La motion que l'on a discutée cet après-midi, avant ma proposition d'ajournement, avait été acceptée, telle qu'amendée, par toute la Chambre. Malgré cela, on a parlé pendant deux heures. Pourquoi? Je laisse à la population le soin de répondre à cette question.

D'ailleurs, comme l'a très bien expliqué le ministre des Ressources hydrauliques (M. Johnson), il est incontestable que c'était mon droit et mon devoir de demander l'ajournement. Je veux faire mon devoir et ce ne sont pas les tactiques de l'opposition qui vont m'en empêcher.

Quand j'ai commencé à diriger de ce fauteuil les séances du Parlement, ces gens-là étaient certains de me faire perdre patience. Ce sont eux qui ont perdu patience. Je ne perdrai pas la tête, vous pouvez en être sûrs.

Jamais l'opposition n'a eu plus de latitude pour discuter ses motions que depuis j'ai accédé à mon poste, et que l'opposition pourtant, n'a jamais protesté aussi violemment alors que les honorables

MM. Sauvé et Duplessis étaient premiers ministres. Pourquoi? Je pose la question à toute la province de Québec¹⁶.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre ne peut se servir de son droit de réplique que pour répondre aux arguments soulevés pendant la discussion de sa motion d'ajournement.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est ce que je fais.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je soumets que la question de savoir si l'opposition a traité le premier ministre actuel avec plus ou moins de gentillesse qu'elle n'a fait pour M. Sauvé ou M. Duplessis n'a rien à voir à l'objet de la motion. Il y a des règles à suivre et elles doivent s'appliquer au premier ministre comme aux autres.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans l'exercice de son droit de réplique, le premier ministre ne doit pas avancer des faits nouveaux. Autrement, son discours en provoquerait d'autres et l'on n'en finirait plus.

Décisions de l'Orateur:

Sujet élargi d'une réplique

M. l'Orateur: Ce sont précisément les remarques du député de Saint-Maurice sur la motion d'ajournement qui ont élargi le cadre du débat. Le député de Saint-Maurice a dit que ce serait priver les députés de leurs privilèges que d'ajourner la Chambre. Dans sa réplique, le premier ministre ne fait que répondre à cette digression du député de Saint-Maurice, et il a été amené à dire qu'il avait toujours bien traité l'opposition. Je crois donc le point d'ordre mal fondé.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme,

Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je vais me résumer très rapidement, puisqu'il est maintenant près de 6 heures. En vertu de l'article 188, j'avais le droit de demander l'ajournement de la Chambre. Sans discussion possible. Et je répète que de tels ajournements se sont produits très souvent dans le passé. Il y en a eu plusieurs fois par session, sans aucune discussion, des ajournements à 4 h 30, à 5 heures ou à 5 h 15.

La présente session est la première, dans l'histoire du Parlement de Québec, où tous les mercredis aient été réservés entièrement aux députés. Au temps des régimes libéraux, ça n'existait pas.

Cet après-midi, les membres de l'opposition ont pris pour eux seuls deux heures sur trois d'une séance réservée non pas à eux seuls, mais à tous les députés. Est-ce que ce n'était pas suffisant?

De plus, les affaires de la province, des affaires extrêmement urgentes, demandaient que l'ajournement soit proposé à 5 heures. J'ai proposé l'ajournement parce que c'était dans l'intérêt de la province. Et je n'ai pas d'excuse à fournir à des gens qui se conduisent de la façon que nous venons de constater¹⁷.

(Applaudissements à droite)

La motion principale d'ajournement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Larouche,

Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 15.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée et la Chambre s'ajourne.

La séance est levée à 5 h 55.

NOTES

1. Pour une raison qui n'est pas expliquée par les journalistes, la séance a commencé près d'une demi-heure en retard. M. Lapalme s'en est d'ailleurs plaint aux journalistes, après la séance, lorsqu'on lui a demandé d'expliquer son refus d'appuyer la motion d'ajournement du premier ministre. *Le Soleil* du 28 janvier 1960, à la page 3, rapporte en ces mots les paroles du chef de l'opposition: "Les députés ont une journée qui leur est réservée. Il s'agit d'une séance de trois heures. Or, aujourd'hui, la séance a commencé plus tard qu'à l'heure habituelle. Au total, nous avons environ deux heures et trente-cinq de séance." *La Presse* du même jour, à la page 24, ajoute que les galeries de la Chambre étaient bondées de spectateurs, dont plusieurs provenant du comté de Montréal-Jeanne-Mance, venus rendre visite à leur député, M. Custeau. Par ailleurs, *La Réforme* du 20 février 1960, à la page 9, rapporte que le député unioniste de Terrebonne, J.-L. Blanchard, est hospitalisé dans un hôpital de Boston depuis une date indéterminée. Dans un message destiné à ses partisans, écrit *La Réforme*, M. Blanchard a annoncé son intention de se retirer de la vie publique. Nous ne savons pas s'il est revenu en Chambre avant la fin de la présente session.

2. L'article en question est paru dans *Le Devoir* du matin même, le 27 janvier 1960, à la page 1, sous le titre: "M. Barrette a vendu ses intérêts".

3. Dans son ouvrage, *Scandale à Bordeaux*, publié en 1959, Jacques Hébert raconte le sort réservé à un jeune enfant illégitime qui croupit à la prison de Bordeaux et dont il a pu voir le dossier.

4. Rappelons qu'à la séance du 12 janvier, M. Hamel avait présenté une motion de non-confiance à l'endroit du premier ministre parce que la liste des employés de la Commission du salaire minimum, telle que présentée le 18 décembre (document no 66), n'était pas conforme à ce qui avait été demandé.

5. Nous avons conservé la version du *Soleil* du 28 janvier 1960, à la page 24. Cependant, *La Presse* du même jour, à la page 59, rapporte exactement le contraire, à savoir que "sur 1,028,000 véhicules, 550,000 seulement appartenaient à des gens protégés par assurances."

6. Cette exclusion du système de la Saskatchewan n'est rapportée par aucune de nos sources. Seuls les *Journaux de l'Assemblée législative* l'évoquent, afin de mettre en contexte le point d'ordre de l'honorable M. Rivard.

7. *Le Soleil* du 28 janvier 1960, à la page 3, précise qu'il est alors 5 h 10.

8. Les *Journaux de l'Assemblée législative* rapportent plutôt les paroles de M. Lapalme ainsi: "Pour quelle raison la Chambre s'ajournerait alors qu'il reste encore quarante minutes avant 6 heures?"

9. Selon *L'Action catholique* du 28 janvier 1960, à la page 3, avant cet incident, l'atmosphère de l'Assemblée est sereine, au point où "tout le monde a eu l'impression qu'un coup de foudre venait d'éclater en plein soleil".

10. *Le Devoir* du 28 janvier 1960, à la page 1, soutient que l'Orateur a plutôt cité l'article 73 du Règlement qui dit que "lorsque l'Orateur rappelle nommément à l'ordre un député [...] ce dernier perd son droit de parole pour le reste de la séance." Cependant, nous avons préféré conserver la version officielle contenue dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 364, selon laquelle l'Orateur cite l'article 75. Par ailleurs, le *Montréal-Matin* du 28 janvier 1960, à la page 3, écrit pour sa part "article 65" mais cette fois l'erreur est manifeste, puisque cet article du Règlement traite d'un autre sujet.

11. Selon *La Tribune* du 28 janvier 1960, à la page 6, c'est la première fois depuis 1947 qu'un

leader de l'opposition se fait nommer par l'Orateur. Le chef de l'opposition était alors Adélard Godbout. Tous députés confondus, le dernier incident de ce genre, à Québec, remontait au 19 février 1957, alors qu'Oswald Parent avait été nommé puis expulsé de la Chambre pour huit jours, après avoir accusé Maurice Duplessis de faire du chantage.

12. Le fait de nommer un député ne signifie pas qu'il est expulsé de la Chambre, mais qu'il est privé automatiquement de son droit de parole pour le reste de la séance. M. Lapalme a toutefois préféré sortir, expliquant aux journalistes que, n'ayant plus le droit de parler, il était plus utile à son bureau qu'en Chambre. *Le Soleil* du 28 janvier 1960, à la page 3, mentionne que, suite à la sortie de M. Lapalme, la Chambre reste muette et, pour un moment, il y règne "un calme peu commun".

13. *La Presse* du 28 janvier 1960, à la page 24, souligne que, lors de sa réplique, M. Barrette est "visiblement irrité" et frappe "du poing sur son pupitre".

14. On fait ici référence à la longue absence de M. Barrette qui n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et au début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une "maladie".

15. En effet, malgré les protestations de l'opposition, Maurice Duplessis soutenait depuis quelques années qu'à titre de leader de la Chambre, il pouvait appeler les affaires au *Feuilleton* dans l'ordre qu'il jugeait convenable, si bien que le mercredi était une journée comme les autres.

16. Selon *Le Soleil* du 28 janvier 1960, à la page 3, M. Lapalme a expliqué plus tard, aux journalistes, que même Maurice Duplessis avait de bonnes raisons lorsqu'il voulait ajourner les travaux de la Chambre en avance.

17. M. Lapalme fait référence à cet événement dans ses *Mémoires (Le vent de l'oubli, tome 2, Ottawa, Éditions Leméac, 1970, pages 283-284)* pour montrer à quel point M. Barrette n'était pas habile avec la procédure. Il écrit: "Quand on a l'expérience de la procédure, on ne force jamais l'adoption d'une motion pour ajournement, surtout si on est pressé d'ajourner, car l'opposition n'a qu'à parler sur cette motion et le temps passe, passe jusqu'à l'ajournement réglementaire." Le premier ministre voit toutefois la chose autrement dans ses propres *Mémoires*

(Montréal, Beauchemin, 1966, pages 162-163).
M. Barrette prétend que M. Lapalme a voulu le faire
sortir de ses gonds, mais qu'il a été pris à son propre
jeu, se voyant privé de son droit de parole.

Séance du jeudi 28 janvier 1960

Présidence de G. Caron¹

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Retraite des juges des cours supérieures

CONSEIL LÉGISLATIF

28 janvier 1960

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à ce que le gouvernement du Canada s'adresse au Parlement du Royaume-Uni pour le prier d'amender l'article 99 de la loi de 1867 concernant l'Amérique du Nord britannique (30-31 Victoria, chapitre 2) en vue de rendre obligatoire, dans chaque province, la retraite des juges des Cours supérieures qui ont atteint l'âge de soixante-quinze ans;

Que le Conseil législatif se joigne à l'Assemblée législative dans l'expression de ce consentement;

Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Questions et réponses:

Grève de la Dominion Textile à Magog

M. Lafrance (Richmond): À plusieurs reprises, l'honorable premier ministre, qui est aussi ministre du Travail, a laissé entendre qu'il trouverait

un règlement prochain au grave conflit des tisserands de Magog. Cette grève affecte sérieusement, non seulement les 1,800 employés de la Dominion Textile et leur famille, mais également toute la population de Magog.

Selon l'avertissement donné par le président du la Fédération des ouvriers du textile, M. Roger Provost, ce conflit menace de plus en plus de s'étendre aux usines de Montréal et de Valleyfield.

Pour rassurer ceux qui sont affectés par cette situation, et dans l'intérêt de toute la province, j'inviterais l'honorable premier ministre à informer la Chambre:

1 - s'il y a vraiment des progrès appréciables depuis qu'il a accepté sa médiation, il y a un mois?

2 - s'il entrevoit un règlement immédiat ou de longues négociations?

L'honorable M. Barrette (Joliette) note que le député de Richmond (M. Lafrance) l'avait prévenu de cette demande de renseignements, ce qui me permet, dit-il, de donner à la Chambre une réponse plus précise.

J'ai personnellement télégraphié ce matin à la compagnie Dominion Textile pour lui demander de hâter les négociations. J'ai insisté pour qu'il y ait trois séances de médiation par jour: le matin, l'après-midi et le soir. Je considère qu'on n'a pas siégé aussi souvent et aussi longtemps qu'on aurait pu le faire.

De plus, j'ai suggéré à la compagnie d'accepter la formule d'ancienneté qui a été proposée par les tisserands et les syndicats catholiques, ce qui réglerait l'un des trois points en litige.

J'ai demandé qu'on s'attaque ensuite résolument au deuxième point: celui de la classification des tâches. J'estime que cela pourrait être réglé en un jour ou deux. Ensuite, on pourrait étudier aussi l'augmentation des salaires pour tous les tisserands, avec un effet rétroactif. Les délais n'ont pas leur raison d'être. Bref, j'ai télégraphié pour qu'on siége plus souvent et qu'on prenne les trois questions à l'étude les unes après les autres.

Projets de loi:

Belleterre

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 concernant la

ville de Belletre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 32 concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15.

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 167 concernant la Chaîne coopérative du Saguenay, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 10 est remplacé par le suivant:

"10. La Chaîne, en plus des droits, privilèges et pouvoirs découlant de la loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 290 et ses modifications), peut, afin de faciliter l'écoulement des produits du cultivateur reçus aux abattoirs et à ses entrepôts:

a) acheter ou autrement acquérir des actions, parts ou intérêts dans toute compagnie, société, chaîne de magasins, épicerie ou commerce qui distribuent des produits agricoles et ainsi participer à leur gestion comme actionnaire, membre, associé ou copropriétaire ou commanditaire, à un titre quelconque, de telles entreprises;

b) aider de toute manière les membres de la Chaîne et notamment leur consentir des prêts ou endosser, cautionner ou autrement garantir des emprunts, engagements ou autres obligations de ses membres; le tout jusqu'à concurrence d'un montant global maximum de cinq cent mille dollars."

Projets de loi:

Chaîne coopérative du Saguenay

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 167 concernant la Chaîne coopérative du Saguenay.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi du progrès de l'éducation

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but de remplacer le traitement minimum prévu, il y a plusieurs années, en 1946, pour les instituteurs et institutrices. La loi de 1946 fixait le traitement minimum à \$600 par année². En fait, ce montant était largement dépassé depuis de nombreuses années.

Mais il fallait corriger le texte de la loi existante, en vue de le rendre conforme aux faits, et pour faire disparaître la mauvaise impression créée chez ceux qui ne sont pas au courant de la véritable situation.

En portant ce minimum à \$1,500, nous nous rendons à la demande qui nous a été faite par la Corporation générale des instituteurs et institutrices de la province, dans le mémoire qu'elle a soumis à l'Exécutif de la province en 1959. Peut-être le montant paraîtra-t-il encore peu élevé mais, comme la Corporation l'a elle-même reconnu, il fallait tenir compte des cas particuliers. Elle reconnaissait que, dans le milieu rural surtout, en plus du traitement, le personnel enseignant bénéficie souvent de logement offert gratuitement.

Il faut admettre que, dans certains cas, ce minimum est très raisonnable, par exemple le cas où une institutrice n'a que quelques élèves à former dans certains secteurs peu peuplés de la province et ne consacre que quelques heures par jour à cette tâche, ou encore le cas de la femme mariée ou de la veuve qui, en enseignant, veut uniquement rendre service. Ce sont des cas spéciaux certes, mais la loi doit en tenir compte.

En fait, dans un grand nombre de territoires scolaires, le personnel enseignant masculin jouit d'une échelle de traitement allant jusqu'à \$6,000 ou \$7,000 par an. Dans quelques cas de directeurs d'école, cela va même jusqu'à \$8,000. Et même pour le personnel féminin, très souvent les traitements payés par les commissions scolaires excèdent le minimum proposé. Les traitements ont augmenté considérablement. Il y a lieu de croire qu'ils vont augmenter encore, avec l'aide que nous apportons par un autre projet de loi³.

Une autre clause du bill 42 rétablit en milieu rural le droit à l'arbitrage. Là encore, nous avons accepté la formule proposée par la Corporation des instituteurs et institutrices dans son mémoire.

La Fédération des commissions scolaires catholiques de la province de Québec, elle-même, avait reconnu, avant ce mémoire, qu'il était opportun de rétablir le droit à l'arbitrage au personnel enseignant. Ce nouveau point de vue diffère grandement de celui que les commissions avaient il y a 12 ou 14 ans.

La situation a changé depuis l'époque où on dénombrait quelque 1,200 demandes d'arbitrage en même temps. Aujourd'hui, il existe une meilleure compréhension, une excellente compréhension entre le personnel enseignant d'une part, et les commissions scolaires, d'autre part. C'est le fruit de cette généreuse compréhension qui entraîne le changement proposé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Comme le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) a expliqué le projet de loi avec sobriété et comme nous approuvons depuis longtemps le principe de cette mesure, je n'ajouterai rien au discours du ministre. Nous allons voter pour le bill en deuxième lecture.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Galipeault, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 42 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 25 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"25. Dans toutes les municipalités scolaires, les commissaires et les syndics d'écoles sont tenus de payer à chacun de leurs instituteurs et institutrices un salaire annuel d'au moins quinze cents dollars.

"25a. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, aucun différend entre instituteurs ou institutrices et commissaires ou syndics d'écoles, dans les municipalités rurales, ne peut être soumis à des conseils ou comités d'arbitrage ou de conciliation, sauf avec l'autorisation préalable du conseil d'administration de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, s'il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices catholiques, ou du comité exécutif de l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec, s'il s'agit d'instituteurs ou d'institutrices protestants.

"Les dispositions de la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés (13 George VI, chapitre 26) s'appliquent aux arbitrages visés par le présent article."

M. Hamel (Saint-Maurice): D'après le texte du bill, l'exercice du droit à l'arbitrage se trouve soumis à l'approbation préalable du conseil d'administration de la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques. Comme il ne s'agit pas, si mon souvenir est exact, d'une corporation fermée, et que ceux qui ont accepté d'en faire partie peuvent démissionner un jour ou l'autre en donnant un avis à cet effet, je me demande s'il est opportun de soumettre à son approbation des arbitrages où peuvent être concernés des gens qui n'en sont pas membres. Et si elle refusait, quels recours auront contre elle les instituteurs intéressés?

J'ai beaucoup d'estime pour cette corporation, mais si le législateur a permis à des instituteurs de n'en pas faire partie, pourquoi, alors, imposer à ces derniers le contrôle de cette corporation dans des cas

de conciliation ou d'arbitrage? Serait-ce un moyen détourné de forcer ces gens à faire partie de la corporation? Alors, mieux vaudrait y aller directement et fermer la corporation. Comment le ministre peut-il expliquer cela?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

En 1945, la Corporation des instituteurs protestants a obtenu l'approbation de la Législature pour une clause d'adhésion automatique qui a donné satisfaction. L'an dernier, la Corporation des instituteurs catholiques a demandé une clause semblable et ce fut accordé. On n'a pas cru devoir refuser aux catholiques ce que les protestants avaient déjà. Depuis le mois de décembre, la corporation a dans sa charte une clause d'adhésion automatique, avec la conséquence que, dans un avenir très rapproché, la corporation devrait grouper dans ses cadres à peu près tout le personnel enseignant de la foi catholique. C'est d'ailleurs ainsi que les choses devraient être. L'expérience heureuse faite par les instituteurs protestants servira l'intérêt général des instituteurs catholiques et tous trouveront leur profit à faire partie de leur corporation professionnelle.

M. Hamel (Saint-Maurice) se dit d'accord avec le ministre, mais il fait remarquer que ce qu'il a dit ne répond pas à la question posée. Je n'ai pas d'objection, dit-il, à l'adhésion automatique, et je crois que cela a bien du bon sens, mais pourquoi une corporation aurait-elle son mot à dire dans les affaires des gens qui n'en font pas partie?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

D'après la loi qui a été adoptée en décembre par la Législature, à la demande de la Corporation des instituteurs catholiques:

"Tout instituteur employé par une corporation scolaire catholique est ou devient automatiquement membre de la corporation. Cependant, tout instituteur peut, en tout temps, démissionner comme membre en donnant avis à la corporation par lettre recommandée, et cette démission prendra effet le 30 juin qui suit"⁴.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce bill apporte des avantages additionnels aux instituteurs en ce qui concerne l'arbitrage. En 1944, le gouvernement Godbout, dans une loi, avait donné le droit à l'arbitrage aux commissions scolaires et à leurs employés. Un an après l'adoption de la loi, il n'y avait pas eu d'arbitrage, mais 700 à 800 demandes se trouvaient sur le pupitre du ministre du Travail. Cela posait un problème extrêmement difficile, car

chaque commission scolaire avait droit à un arbitrage séparé.

J'ai alors soumis le cas à mes collègues du cabinet et on m'a conseillé d'arbitrer en même temps tous les cas d'une même zone économique ou d'un même diocèse. De cette façon, les 800 cas ont été ramenés à 15 ou 20 comités d'arbitrage⁵.

À l'avenir, les commissions scolaires pourront procéder de la même façon en se groupant dans un secteur spécifique. Ce qu'il faut, c'est de la cohésion pour éviter de trop diversifier le travail de conciliation.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande une réponse spécifique à une question spécifique: Pourquoi soumet-on au contrôle d'une corporation ceux qui n'en font pas partie?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Ceux qui ne veulent pas faire partie de leur corporation professionnelle devraient songer qu'ils ne concourent pas au bien commun dans le cadre d'une association professionnelle dévouée à leur propre intérêt.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 42 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Applaudissements de la Chambre)

**Aide aux
corporations scolaires**

L'honorable M. Prévost (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires, afin d'aider au paiement des

traitements du personnel enseignant soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit là d'une mesure très importante, dit-il. Il (l'honorable M. Prévoist) fait un bref historique de la question en mentionnant, entre autres, que la première mesure du genre date de 1937. L'ancien barème, dit-il, qui n'était pas statutaire puisqu'il avait été fixé par arrêté ministériel le 21 juillet 1943, était basé sur l'évaluation foncière et le taux de la taxe scolaire. Malheureusement, l'évaluation foncière continue de varier beaucoup d'un endroit à l'autre de la province, malgré la loi qui oblige les municipalités à inscrire au rôle la valeur réelle.

Dans le passé, les administrateurs scolaires avaient intérêt à hausser les taux d'imposition. Le rôle de l'évaluation varie d'environ 80 % de la valeur réelle dans la province. Des administrateurs municipaux, conscients de leur devoir et du fait qu'une évaluation basse est préjudiciable au crédit non seulement de la municipalité, mais aussi de l'individu, ont fait une évaluation foncière logique. Le résultat d'une évaluation logique et stable a été le suivant: l'évaluation a monté, mais le taux a baissé.

Toutefois, une trop grande majorité de corporations municipales ont continué à maintenir ridiculeusement [sic] basse leur évaluation. Dans bien des endroits de la province, il n'y a pas si longtemps, on n'avait aucune évaluation. Il était donc impossible de baser là-dessus les octrois gouvernementaux pour les primes de traitement.

Dans les circonstances, il convenait d'avoir recours à une formule plus juste qui ignore l'évaluation foncière et le taux de l'évaluation, de façon à prélever les revenus requis pour payer les salaires du personnel enseignant. Il fallait donc trouver une base moins mouvante. La proportion des taxes scolaires payée par l'industrie constituait un barème idéal.

Après bien des essais, nous avons établi un barème en vertu duquel toute commission scolaire, dans un territoire dont la population n'excède pas 150,000 âmes, recevra une subvention variant de \$100 à \$1,500 par classe, selon le montant des revenus provenant soit de la taxe foncière des particuliers ou des taxes scolaires touchant les entreprises dans une municipalité donnée. Selon la nouvelle mesure, ceux qui n'ont jamais reçu de prime de traitement en recevront désormais. Là où il y a beaucoup d'industries, nous paierons davantage. Ainsi s'établira une péréquation à l'échelle provinciale.

Le maximum de la subvention, soit \$1,500 par classe, sera payé dans les territoires où

90 % ou plus de la taxe foncière provient des particuliers. C'est le cas d'à peu près toutes les commissions scolaires rurales. Dans bien des centres ruraux, le revenu total de la corporation locale provient des individus seulement, et cela, dans une proportion de 100 %. Elles recevront donc \$1,500 par classe, pourvu cependant qu'elles payent \$2,000 de salaire. Car la subvention ne doit jamais excéder les trois quarts du traitement payé.

Mais la nouvelle mesure ne profitera pas qu'à ces petits centres. Jusqu'ici, les commissions scolaires des municipalités qui, en 1943, avaient une population de 10,000 âmes, ne recevaient pas ces octrois de primes de traitement. Elles ne recevaient que des primes spéciales de compensation à peu près sans importance pour les classes en haut de la 8^e année. Ainsi, par exemple, une corporation scolaire qui reçoit \$800 d'aide gouvernementale pour le paiement des salaires de ses enseignants recevra \$166,000. Une ville comme Sherbrooke, qui ne recevait jusqu'ici que \$3,000 par année, recevra désormais \$442,000. Et l'on pourrait citer bien des cas du genre: \$341,000 au lieu de \$2,000, \$146,000 au lieu de \$1,000, \$176,000 au lieu de \$1,000, \$435,000 au lieu de \$2,900, \$196,000 au lieu de \$1,500, \$2,000 au lieu de \$1,500, \$295,000 au lieu de \$2,007, etc.

À l'autre bout de l'échelle, si une commission scolaire tire des industries plus de 65 % du produit de sa taxe foncière, elle ne recevra que \$100 par classe. En d'autres termes, selon le nouveau barème des primes de traitement au personnel enseignant, plus la contribution individuelle sera grande, plus considérable sera la part du gouvernement. Dans le cas contraire, soit lorsque la contribution de l'industrie dans une municipalité scolaire donnée sera plus grande que celle de l'individu, la part de l'État sera alors moins grande. Le gouvernement a l'intention de payer aux côtés des propriétaires fonciers individuels.

Le nouveau barème est réaliste, car il tiendra compte uniquement des contributions versées par l'individu pour le coût d'opération des écoles que fréquentent ses enfants. Il assure aussi une distribution plus équitable en vue d'aider au traitement du personnel enseignant. De plus, l'ancien barème ne s'appliquait pas dans les municipalités comptant plus de 10,000 âmes à la date de l'arrêté ministériel en 1943. Dans ces centres urbains, les commissions scolaires ne recevaient rien. Notre nouveau barème s'appliquera dans toute la province, sauf à Québec et à Montréal. Comme ce sont précisément les villes moyennes qui connaissent les plus grosses difficultés, résultat d'une crise de croissance, la mesure apportera un redressement général de la situation.

Les primes de traitement signifieront désormais pour le gouvernement une dépense de \$35,000,000 en 1960-1961, soit \$10,000,000 de plus qu'en 1959-1960.

Non seulement cette nouvelle mesure aidera les corporations scolaires à rémunérer le personnel enseignant de façon plus raisonnable, mais aussi d'améliorer les avantages offerts à la jeunesse de bien des milieux pour s'instruire.

Il est à souhaiter aussi que si l'ancien barème d'octrois constituait le seul obstacle à une évaluation foncière juste et uniforme, à la valeur réelle, cette mesure fasse disparaître le non-sens qui existait à ce sujet.

Il (l'honorable M. Prévost) donne comme exemple d'une évaluation juste ce qui s'est passé à Beauport. On a réalisé là, dit-il, une évaluation scientifique avec le résultat que l'évaluation foncière de la petite propriété a baissé. C'est dire qu'elle payait pour les autres. Quant à l'évaluation de la propriété moyenne dans la ville en question, elle s'est simplement ajustée. C'est la grosse propriété qui a vu son évaluation augmentée. On aurait intérêt à imiter ce qui s'est fait dans ce domaine à Beauport.

La fréquentation scolaire a considérablement augmenté depuis 10 ans. Ce qui a eu pour effet d'accroître le personnel enseignant. Il donne comme exemple le cas d'une petite municipalité de son comté, Saint-Adolphe, située au cœur des Laurentides, à l'entrée du boulevard Talbot, où en 1948 il n'y avait qu'une seule école, une classe de 34 élèves. Dix ans plus tard, dit-il, en 1958-1959, avec une population augmentée d'à peine quelques colons, on comptait dans la même école trois classes et 108 élèves. C'est dire que la fréquentation scolaire s'est accrue alors de 217.6 %.

Et pourtant, il s'agit d'une municipalité isolée, dont les revenus sont les plus modestes qui soient, où les gens de condition modeste sont prêts à faire toutes sortes de sacrifices pour faire éduquer leurs enfants.

La population a augmenté et la population écolière s'est grossie davantage encore. Car on ne quitte plus l'école, comme autrefois, après une 5^e ou une 6^e année. Cela était surtout vrai au niveau rural. Ces jeunes gens venaient alors grossir les rangs des chômeurs. Une enquête a révélé que 68 % des chômeurs actuels ont quitté l'école avant la 7^e année⁶. Aujourd'hui, on manifeste heureusement plus de persévérance. Dans mon comté, il ne reste plus que 2 écoles où les enfants quittent les études après la 5^e année. Et y a cinq ou six ans, c'était généralité dans la province. Et je crois que la mesure à l'étude va contribuer à accroître la persévérance scolaire.

La hausse de la fréquentation scolaire, il va sans dire, a eu pour corollaire une augmentation dans le personnel enseignant et, donc, un accroissement des dépenses pour les corporations scolaires.

En 10 ans, le nombre des écoliers a doublé: il est actuellement de 1,100,000; le nombre des classes a été porté de 19,000 à 31,000; le nombre des professeurs est passé de 23,000 à 38,000; les inscriptions au cours secondaire ont augmenté de 56,000 à 134,000.

En 1947-1948, le gouvernement payait \$4,300,000 en primes de traitement. En 1960-1961, il en paiera \$35,000,000.

En général, les nouveaux barèmes signifieront une hausse pour 90 % des commissions scolaires qui recevaient déjà des primes de traitement. Ils s'appliqueront à nombre de commissions scolaires urbaines qui n'en ont jamais reçu. L'autre 10 % recevra les mêmes primes, et aucune commission scolaire ne recevra moins que le montant reçu en 1958-1959, si elle peut justifier au surintendant de l'Instruction publique la nécessité de recevoir le même traitement que celui de l'année dernière.

Cette initiative gouvernementale mettra un terme aux plaintes habituelles selon lesquelles les commissions scolaires sont incapables de payer les salaires des enseignants qu'elles emploient. Il résultera de tout ceci une amélioration considérable de la situation financière de nos municipalités scolaires rendue plus difficile par une crise de croissance.

Le projet de loi est rétroactif au 1^{er} juillet 1959. Cela signifie que, durant l'année scolaire en cours, toutes sauf deux corporations scolaires bénéficieront du nouveau barème, y compris les cités et villes qui jusqu'ici n'en recevaient pas. L'application de cette mesure apporte une correction qui s'impose. Plusieurs corporations scolaires de la province seront agréablement surprises au printemps quand le nouveau programme d'aide du gouvernement sera en vigueur. Je crois que le débat d'aujourd'hui facilitera les corporations scolaires à convaincre leurs créanciers que d'ici au printemps une amélioration très appréciable, surtout dans les cas où le besoin était le plus considérable, sera apportée.

Lorsque la nouvelle loi aura été sanctionnée, l'arrêté ministériel du 21 juillet 1943 sera alors abrogé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'en écoutant le ministre il a été frappé par deux choses: l'objectivité de son discours et le souvenir des anciens débats. Je me demande, dit-il, si je vais faire abstraction des anciens débats pour ne m'occuper que du discours que nous venons d'entendre.

Je serais certainement mal venu de venir dire à la Chambre que je m'oppose à des subventions statutaires. Car les barèmes qu'on nous soumet sont en réalité des subventions statutaires. Parce qu'il s'agit d'une mesure du gouvernement, il serait ridicule que je me prononce contre les principes que j'ai énoncés depuis nombre d'années. Je ne dis pas que nous avons la preuve que c'était faisable, mais qu'il est bien temps que nous ayons un tel barème.

De temps à autre, le ministre a fourni des chiffres qui constituaient une incidence politique. Mais dans l'ensemble, en tant que la propriété immobilière et l'évaluation foncière sont concernées, j'approuve ce qu'il a dit. J'approuve également ce qu'il a dit concernant l'augmentation de la fréquentation scolaire.

À chaque session depuis les sept dernières années, j'ai demandé qu'il y ait des barèmes dans les lois et les Statuts. J'ai encore demandé que dans tous les cas où cela peut se faire, la discrétion disparaisse. Au cours de chaque session, nous avons représenté que des subventions statutaires devraient être établies. Nous avons donné des exemples de ce qui se fait ailleurs. Des débats ont duré jusqu'à une semaine, quand nous avons réclamé des subventions statutaires. On nous déclarait que la chose était impossible. Deux anciens premiers ministres ont passé dans ces débats et nous ont laissé des mots célèbres.

Nous avons invoqué le fait que les corporations scolaires devaient venir chaque année faire des pèlerinages au parlement à Québec. Aujourd'hui, quand on admet enfin le principe pour lequel nous avons combattu et avons été combattus, nous disons qu'il était temps que cela arrive.

Quand je regarde le tableau qu'il y a dans la loi et que je songe aux situations qui nous étaient faites, quand je vois le gouvernement se réjouir de nous accorder ce que nous demandions sans cesse, je me demande s'il n'y avait pas une cinquième colonne au sein du cabinet.

Aujourd'hui, avec force chiffres intéressants et de nombreuses remarques non moins intéressantes, le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) nous apporte cette loi qu'on aurait dû nous donner depuis longtemps. J'accepte le principe du bill et j'en accepterai par la suite les modalités. Je voterai sûrement pour, car je crois qu'il faut tenter une noble expérience. À cause de la taxation, les barèmes pourraient bien être modifiés par la suite, mais nous devons tenter l'expérience. Cependant, je ne voudrais pas qu'à la faveur de l'article qui dit qu'aucune corporation scolaire ne recevra moins qu'elle ne

recevait précédemment, cet article devienne un article général, et qu'on tente d'établir un système en marge de la loi.

Le ministre me répondra sans doute que l'article n'est là que pour protéger les municipalités qui pourraient recevoir moins. Cet article ne devra jouer que le rôle bien précis que mentionne la loi.

Quel sera le résultat définitif de la présente législation? Je crois que les résultats seront bons. On prend comme principe que c'est la loi qui va déterminer les prestations gouvernementales dans les primes de traitement. Il me semble que dans d'autres domaines, on pourrait appliquer également le même principe. Je ne me renierai pas en appuyant le principe du bill.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je conçois que ce n'est pas gai pour l'opposition de reconnaître que cette loi produira d'excellents résultats. Le chef de l'opposition nous dit: "Voilà ce que nous réclamons depuis nombre d'années, des subventions statutaires."

Ce n'est pas la première fois pourtant que nous présentons des barèmes. Chaque fois, l'opposition disait que la mesure était arbitraire et elle réclamait quelque chose d'uniforme. D'après nos amis d'en face, les mêmes primes devaient être accordées partout, sans tenir compte des variations dans les besoins et des dépenses à prévoir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que dit le premier ministre est inexact. Nous avons fourni des tableaux et nous n'avons jamais songé à habiller tout le monde avec le même habit.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La réponse du chef de l'opposition prouve mon avancé. Il a cité précisément le mot de M. Duplessis: "Impossible d'habiller tout le monde avec le même habit". C'est donc que l'opposition réclamait quelque chose d'uniforme. Nous voulons, nous, des barèmes qui tiendront compte des sacrifices faits par les contribuables. Je me suis précisément levé pour insister sur ce point.

Je me suis également levé pour dire au secrétaire provincial l'admiration sincère et très vive que j'ai pour lui, en constatant le travail immense qu'il s'est imposé en préparant la législation qui amènera des changements profonds dans l'aide à l'éducation. Je lui offre nos remerciements au nom des instituteurs et des corporations scolaires de la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre n'a pas contribué à maintenir le débat au niveau où l'avaient placé le secrétaire provincial et le chef de l'opposition.

Il y a lieu pour l'opposition de se réjouir de ce que le gouvernement reconnaisse enfin le bien-fondé de ses arguments. Ce n'est pas seulement l'opposition. En réclamant ces octrois statutaires, l'opposition ne faisait d'ailleurs que se constituer le porte-parole d'à peu près toute la population et toutes les associations représentatives de la province. J'ai déjà cité des vingtaines et des vingtaines de résolutions à ce sujet. Pourquoi ne pas admettre tout bonnement...

L'honorable M. Bellemare (Champlain):
Que la loi est bonne.

M. Hamel (Saint-Maurice): Certainement que la loi est bonne. Et j'espère qu'elle sera appliquée dans l'esprit même qui a présidé à sa rédaction. Mais, après le discours du premier ministre, quel est l'honnête homme dans la province qui reprochera à l'opposition de réclamer sa part de crédit? Si tous ces gens qui réclamaient des octrois statutaires n'avaient pas eu comme porte-parole en Chambre les membres de l'opposition, qui nous dit que nous en serions rendus au même point?

Le premier ministre dit que le projet de loi diffère de ce que réclamait l'opposition? Il me force à lui rappeler qu'il s'est souvent absenté de la Chambre?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je ne dirai qu'un mot: Enfin!

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
On s'est demandé pourquoi la mesure n'était pas venue plus tôt; et on a laissé entendre que la mesure aurait pu être inspirée par l'autre côté de la Chambre. C'est à cela que je veux répondre brièvement.

Je suis secrétaire provincial depuis trois ans et quelques mois. Pendant la première année, j'ai voulu prendre une vue d'ensemble des problèmes scolaires. Ces problèmes, je les avais déjà vécus chez nous pendant une vingtaine d'années, mais je voulais voir dans quelle mesure ils pouvaient se présenter de la même façon dans le reste de la province.

Avec le surintendant et les membres dévoués de son personnel, je me suis ensuite mis à la recherche d'une formule capable d'atteindre les objectifs que nous avions dans l'esprit.

Nous avons élaboré et mis à l'épreuve au moins quatre ou cinq barèmes, sinon six, au cours

des deux dernières années jusqu'à ce que le département de l'instruction publique estime avoir un système qui ne nuirait à aucune commission scolaire. Avant de le fixer dans une législation, il fallait voir ce que chaque barème pourrait signifier dans la pratique.

Pourquoi avons-nous dû recommencer à plusieurs reprises? Parce que cette formule qui est aujourd'hui dans la loi ne nous est venue de personne, y compris l'opposition.

J'espère, et je suis même certain qu'il n'y a pas qu'au département de l'instruction publique que l'on travaille à la recherche de solutions justes et objectives. Mais la formule qui est là, nous l'avons trouvée au département, à force de travail. Elle ne nous a pas été fournie d'ailleurs.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

(Applaudissements de la Chambre)⁸

L'honorable M. Prévost (Montmorency)
propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1 du chapitre 61A introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

"a) "corporation": une corporation scolaire à laquelle s'applique en entier ou en partie les dispositions de la loi de l'instruction publique et exerçant sa juridiction dans le territoire ou dans une partie du territoire d'une municipalité dont la population, telle que constatée dans la plus récente publication de l'*Annuaire statistique* de la province, n'excède pas cent cinquante mille âmes;

"b) "école publique": toute école sous le contrôle de commissaires ou de syndics d'écoles;

"c) "contribuable": toute personne qui, en vertu de quelqu'une des dispositions de la loi de l'instruction publique, est obligée au paiement de taxes scolaires foncières, à l'exclusion des corporations et compagnies légalement constituées;

"d) "surintendant": le surintendant de l'instruction publique;

"e) "année scolaire": les douze mois compris entre le premier juillet d'une année et le trente juin inclusivement de l'année suivante."

M. Hamel (Saint-Maurice) demande pourquoi on exclut de l'application de la loi les villes de Québec et Montréal.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): En décembre, M. Sauvé a rencontré le président de la Commission scolaire de Montréal et a examiné la situation avec lui. Il m'a dit à son retour qu'il n'y avait pas de problème financier aigu de ce côté-là.

Dans le cas de la Commission scolaire de Québec, vous avez dû voir par les journaux d'aujourd'hui que le gouvernement lui a accordé une subvention spéciale de \$4,440,000 pour lui permettre de stabiliser sa situation financière⁹. Dans les quatre ou cinq dernières années, cette Commission a construit plusieurs écoles secondaires. Il ne lui en reste que deux à construire: l'une à la haute ville, sur le site de l'ancienne école normale, et l'autre à Saint-Sauveur. La Commission n'a jamais reçu aucune aide gouvernementale pour ce programme de construction qui lui a coûté environ \$10,000,000, si bien que la situation financière est plus difficile que celle de Montréal. La subvention que nous venons d'annoncer tient compte de ce problème.

Au point de vue scolaire, Québec et Montréal constituent des cas particuliers. Les commissaires n'y sont pas élus par le peuple, mais nommés par les autorités religieuses et le gouvernement. Nous en

sommes donc plus directement responsables. Et quand il y a lieu de les aider, nous le faisons.

L'article 1 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 2 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"3. Le montant nécessaire au paiement des subventions prévues par la présente loi, est voté annuellement par la Législature. Il est divisé, réparti et distribué par le surintendant conformément aux dispositions des articles suivants."

M. Hamel (Saint-Maurice) loue le gouvernement à propos de cet article.

L'article 3 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 4 à 6 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit¹⁰:

"7. Nonobstant les dispositions qui précèdent, le montant de la subvention qu'une corporation peut recevoir en vertu de la présente loi, ne doit excéder soixante-quinze pour cent du montant des traitements du personnel enseignant."

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Ce plafond correspond à celui recommandé par l'U.C.C.¹¹ dans son mémoire de novembre dernier.

L'article 7 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 8 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"8. Pour les fins de l'article 6 de la présente loi, le nombre de classes sous le contrôle d'une corporation est établi en divisant par 25 le chiffre de la présence moyenne annuelle des élèves de toutes les écoles publiques en activité dans la municipalité scolaire; tout résidu de dix ou plus comptant pour une classe.

"Telle présence moyenne, rapportée aux journaux officiels d'inscription et d'appel de l'année scolaire précédente, est basée sur le nombre de jours de classe prescrits par les règlements du comité catholique ou du comité protestant du conseil de l'instruction publique.

"Si le total des élèves d'une municipalité scolaire n'atteint pas vingt-cinq, la corporation scolaire reçoit une subvention proportionnelle au montant qu'elle aurait reçu si elle avait eu le minimum d'élèves requis."

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

La moyenne de 25 élèves par classe est très généreuse. Elle a été établie en tenant compte de la statistique fédérale qui donne cette moyenne pour chacune des provinces. Dans certaines provinces, cette moyenne dépasse 30 élèves; elle était de 29, en Ontario, il y a une couple d'années. La nôtre était alors de 26.5. Il n'y a pas de provinces où la moyenne soit inférieure à 25 élèves.

Ces montants seront distribués aux commissions scolaires par versements comme cela se fait présentement. Il n'y aura pas de changement quant aux dates où s'effectueront ces versements.

L'article 8 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 9 et 10 du chapitre 61A, introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 2 du projet de loi est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque,

Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 44 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Applaudissements de la Chambre)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

Subsides:

**Budget des dépenses
1960-1961**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 26 janvier courant, sur l'amendement du représentant de Brome (M. Brown) à la motion du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides demandés par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour faire augmenter le revenu net des cultivateurs de la province de Québec."

M. Hamel (Saint-Maurice) souligne l'importance de la classe agricole. Notre population rurale, dit-il, comprend un million de personnes. Les 97.5 % de nos fermes sont occupées par leur propriétaire, ce qui est un facteur d'équilibre social.

Mais tous reconnaissent que la situation est inquiétante. *La Terre de chez nous* de décembre 1959 soulignait la nécessité urgente d'une vraie politique agricole. D'après un article du *Devoir* en octobre 1959, le président de l'U.C.C., M. Jean-Baptiste Lemoyne avait déclaré que nos cultivateurs "voyagent dans la brume". Dans le *Petit Journal* de novembre 1958, on soulignait que la proportion de la population agricole par rapport à la population en général n'était plus que de 16.5 % au Québec, et l'on prédisait que cette proportion tomberait à moins de 10 % d'ici une génération, soit un pourcentage inférieur à celui de l'Angleterre, le pays le moins agricole du monde.

Le député de Brome ne dramatise pas... À quoi riment les fanfaronnades ministérielles? Ce sont là des témoignages. Mais les faits sont encore une meilleure preuve... Voyons donc quelle est la situation du patrimoine agricole. De 1951 à 1956, le nombre de nos fermes a diminué de plus de 2,000 par année, passant de 134,000 à 122,000. La superficie totale des terres dépendant de nos exploitations agricoles ne cesse de diminuer: elle était de 18,000,000 acres en 1941; elle n'était plus que de 15,900,000 acres en 1956; la diminution a donc été de 2,100,000 acres en 15 ans, soit de 143,495 acres par année;

La valeur moyenne de l'acre de terre n'a pas augmenté aussi rapidement au Québec qu'en Ontario et dans le reste du Canada. L'acre valait \$44 au Québec et \$46 en Ontario en 1939, \$58 au Québec et \$56 en Ontario pendant la dernière année du gouvernement Godbout, \$81 au Québec et \$101 en Ontario en 1954.

Comme la superficie d'une de nos fermes est, en moyenne, de 129 acres, cela veut dire que comparativement aux cultivateurs ontariens, nos fermiers ont souffert, chacun, d'un manque de plus-value, s'élevant à \$2,590, en moyenne.

Il (M. Hamel) reproche au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) d'avoir cessé de publier, dans l'*Annuaire statistique* de la province, les chiffres concernant la valeur des terres quand ceux-ci n'ont plus été un argument en faveur de la politique agricole du gouvernement de Québec. Un annuaire statistique ne doit pas être un instrument de propagande, mais il peut facilement le devenir si l'on en élimine ce qui ne fait pas l'affaire.

En 1957-1958, il y a eu, d'après Ottawa, 45 faillites de cultivateurs dans tout le Canada. Sur ce nombre, 35 se sont produites dans notre province. Quant à la valeur moyenne d'une vache laitière, elle dépassait au Québec de \$3 la valeur moyenne dans l'ensemble du pays en 1943; mais en 1957, c'était non plus \$3 de plus, mais \$15 de moins.

Les revenus globaux nets des agriculteurs de notre province sont tombés de \$261,000,000 en 1951 à \$176,000,000 en 1957, diminution de 29 %...

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les revenus nets des cultivateurs du Québec ont augmenté, au contraire, passant de \$155,000,000 en 1946 à \$192,000,000 en 1958, augmentation de 23.9 %.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'argent a perdu de sa valeur depuis 1946 et \$155,000,000 de cette année-là correspondent à quelque \$310,000,000 d'aujourd'hui. Le salaire moyen de la province a pratiquement doublé depuis 1945. Il était de \$34 pour un homme et de \$18.97 pour une femme en 1945. Il atteignait, en moyenne, \$61.63, en 1956. L'honorable Maurice Duplessis lui-même disait à tout bout de champ que le dollar ne valait plus que 40 cents, quand nous reprochions au gouvernement de dépenser trop pour certains travaux.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le revenu net a diminué de 23 %, mais parce que le nombre des cultivateurs a aussi diminué.

M. l'Orateur suppléant avertit le député de Saint-Maurice (M. Hamel) qu'il ne lui reste plus que trois minutes sur l'heure allouée par le Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au gouvernement de légaliser la fabrication du cidre de pomme.

M. Guillemette (Frontenac): Ce ne sont pas ceux qui gémissent sur le sort de nos cultivateurs qui rendent service à notre agriculture. Lui rendent service, au contraire, ceux qui étudient sérieusement ses problèmes et prennent les mesures nécessaires afin de les régler.

Il reproche aux libéraux de tenter de faire croire, par leur motion de blâme, que le revenu net du cultivateur dépend de l'action du gouvernement de la province de Québec, ce qui est faux, tout comme il est faux de dire que le gouvernement provincial n'a rien fait pour l'agriculture.

L'agriculture québécoise n'est pas emmurée dans les limites de la province, et si on veut se donner la peine de faire un examen franc de la question, on constatera que les prix dans le Québec sont influencés par les prix des produits agricoles canadiens et américains.

Le rôle du gouvernement n'est pas d'avoir une action directe sur le prix des denrées, mais de passer des lois qui reconnaissent les droits des cultivateurs et leur donnent autant de chances qu'aux autres classes de la société.

Il (M. Guillemette) énumère une foule de mesures prises par l'Union nationale pour venir en aide au fermier en diminuant le prix de revient de ses produits, donc en augmentant ses revenus, du crédit agricole qui prête de l'argent à 2½ % jusqu'à la création d'un office des marchés agricoles¹².

Il est essentiel de tenir compte de ces choses quand on veut discuter sérieusement un problème qui mérite une étude sérieuse. Les libéraux font des comparaisons boiteuses quand il s'agit d'établir que le revenu du cultivateur a diminué dans la province de Québec.

Notamment, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a pris comme années de comparaison celles de 1951 et de 1952 qui ont été des années records, celles où le revenu net et brut du cultivateur canadien a été le plus élevé de toute l'histoire de l'agriculture canadienne. Puis, le député de Saint-Maurice a comparé les chiffres de 1951 avec ceux de 1957, qui fut l'année où le revenu du cultivateur a été le plus bas depuis un grand nombre d'années.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et déclare que les années sur lesquelles il a basé ses comparaisons ont été 1955, 1956 et 1957.

M. Guillemette (Frontenac): Entre 1952 et 1957, pendant les cinq années qui servent de base au calcul, les revenus du cultivateur ont diminué de 45 % au Canada, de 26 % en Ontario, de 49 % au Manitoba, de 52 % en Alberta, de 68 % en Saskatchewan, mais seulement de 23 % au Québec.

Si on doit se baser sur la décroissance des revenus agricoles pour juger de la qualité d'un gouvernement, alors ce chiffre de 23 % dans le cas du Québec me permet de conclure que la province de Québec a le meilleur gouvernement du Canada.

On a parlé de la diminution des fermes. Certains ont dit qu'il pourrait devenir dangereux, au train où vont les choses dans le domaine agricole, qu'on établisse dans notre province des fermes collectives.

Il reconnaît qu'il y a eu diminution du nombre des fermes. Mais ce qui importe, dit-il, c'est que la population rurale, elle, n'a pas diminué. Au cours des derniers 25 ans, il y a même eu une augmentation de 300,000 âmes dans les comtés ruraux.

Il (M. Guillemette) cite une série de chiffres pour démontrer que le cultivateur a obtenu plus d'argent sous des régimes de l'Union nationale que durant le dernier règne du gouvernement libéral. En 1941, le cultivateur recevait \$2.95 par tête alors qu'il bénéficiait d'une somme de \$15.31 par tête en 1956. Chaque ferme recevait \$26.70 en 1947, alors qu'en 1956, chaque ferme obtenait \$175.50.

Cette statistique ne tient pas compte des montants versés sous l'empire de la loi du crédit agricole, ni de la somme versée par le gouvernement pour combler la différence entre le taux d'intérêt de 2.5 % et celui en vigueur à l'époque des différentes transactions entre le gouvernement et le cultivateur.

Il fait aussi remarquer que la proportion des agriculteurs, propriétaires de la ferme qu'ils exploitent, s'est accrue depuis un quart de siècle. Elle est passée de 92 %, en 1931, à 95 % en 1956.

L'agriculture du Québec est en meilleure posture que jamais pour prendre son essor vers un avenir meilleur. L'industrialisation aura pour effet de faire grossir la population de la province plus rapidement que si le Québec était resté surtout un pays agricole. Cela devrait avoir d'heureuses conséquences pour la vente des produits de la terre.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Un des moyens les plus pratiques d'aider les cultivateurs serait de leur donner des octrois pour l'achat des engrais chimiques dans la province. Les cultivateurs n'achètent pas suffisamment d'engrais chimiques parce que les prix actuels sont trop élevés. Ils ne sont pas à la portée de nos cultivateurs. Ceux-ci ne peuvent se les procurer, malgré la propagande de nos agronomes.

D'après l'*Annuaire statistique*, en 1956, il y a eu des ventes de 141,974 tonnes d'engrais, pendant que les cultivateurs de l'Ontario nous devançaient avec 415,986 tonnes. D'après des experts, il en faudrait 10 fois plus dans la province de Québec pour restituer au sol la quantité de principaux fertilisants qui en sont retirés par les récoltes. Cela augmenterait légèrement le revenu net du cultivateur. Le seul moyen d'y arriver, c'est d'accorder aux cultivateurs québécois des primes qui compenseront pour le prix élevé de cet élément indispensable à toute bonne culture.

Le député de Laprairie-Napierville (M. Riendeau) a parlé de l'augmentation du nombre des tracteurs

dans la province de Québec depuis une quinzaine d'années¹³. Je dirai que cette augmentation n'est pas un fait de la politique rétrograde de l'Union nationale puisque, dans l'*Annuaire statistique* de Québec, pour 1958, et l'*Annuaire du Canada* de la même année, je trouve que la province de Québec, sur 122,617 fermes, nos cultivateurs avaient 43 % d'automobiles, 23 % de camions, 44 % de tracteurs et une moissonneuse-batteuse par 83 cultivateurs, alors que les cultivateurs de l'Ontario avaient 83 % d'automobiles, 41 % de camions, 95 % de tracteurs et une moissonneuse-batteuse par 8,5 cultivateurs. Le gouvernement devrait aider les cultivateurs à acquérir plus de tracteurs.

Il (M. Couturier) cite un journal agricole, disant "que la politique suivie par l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré) est ridicule et pernicieuse..."

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant que le paragraphe 3 de l'article 285 du Règlement ne permet pas de lire un extrait d'écrit contredisant des paroles prononcées dans la Chambre par un député¹⁴.

Décisions de l'Orateur:

Lecture d'un extrait offensant à l'égard d'un député

M. l'Orateur suppléant, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que le paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement interdit de se servir d'expressions offensantes pour l'un des membres de la Chambre. Les paroles que l'on retrouve dans l'écrit cité par le député de Rivière-du-Loup, à savoir "ridicule et pernicieuse", sont des expressions offensantes, et l'on ne peut faire indirectement ce qu'il n'est pas permis de faire directement. En conséquence, il est décidé de maintenir le point d'ordre soulevé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier,

Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 58.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Il se vend plus de margarine que jamais dans la province de Québec, malgré la loi qui en défend la mise en marché.

L'honorable M. Barré (Rouville): La vente de la margarine est prohibée et le gouvernement sévit chaque fois qu'une infraction lui est signalée.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) soulève la question du tabac jaune, pour répondre à ceux qui ont prétendu que le premier ministre avait été le pionnier de la culture de ce tabac¹⁵. Il cite des rapports de 1933 à l'effet que des centres de culture de tabac jaune, dès cette époque, étaient établis dans Joliette.

Si l'on veut augmenter le revenu du cultivateur, le gouvernement doit rétablir les primes qu'il a supprimées, entre autres, la prime sur le fromage.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche,

Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 57.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service civil (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 31 mai 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce que l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce pourrait me dire si M. E. Gaudette, dont le nom apparaît à la page 246 des *Comptes publics pour l'exercice 1958-1959*, avec un salaire de \$2,400, est ingénieur de la cité de Saint-Jean?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Oui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quelle est la fonction de M. J.-J. Kelly, dont le nom apparaît à la page 247 des *Comptes publics de 1958-1959*, avec un salaire de \$3,600?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): M. Kelly travaille à New York comme agent spécial.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): À la même page 247, je trouve le nom de monsieur E. Lasnier recevant un salaire de \$2,400. Dois-je comprendre que M. Lasnier est le maire de la cité de Saint-Jean?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): M. Lasnier est le maire de la ville de Saint-Jean.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-ce ce même M. Lasnier qui est le gérant de la maison de courtage Forget et Forget de Saint-Jean?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): J'ignore si monsieur Lasnier est le gérant de cette maison de courtage.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quelle est la fonction qu'occupe M. Lasnier au ministère de l'Industrie et du Commerce?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): M. Lasnier fait des enquêtes pour notre département, et nous le payons suivant le nombre d'enquêtes faites.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Si M. Lasnier fait des enquêtes spéciales et est payé suivant le nombre d'enquêtes faites, comment se fait-il qu'il reçoive toujours le même salaire annuel depuis quelques années du ministère de l'Industrie et du Commerce?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): MM. Gaudette et Lasnier font à peu près un nombre égal d'enquêtes chaque année et, dans le cas de M. Lasnier, je dirai au député d'Abitibi-Ouest que c'était un libéral et il m'a fait plaisir de requérir ses services.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): M. le président, je demanderais à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce si ce n'est pas plutôt une récompense politique donnée à quelques-uns de ses organisateurs à Saint-Jean? L'honorable ministre niera-t-il que c'est ce M. Lasnier qui a fait signer son bulletin de présentation, au cours des dernières élections générales de 1956?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je suis convaincu que c'est faux.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre en est réellement convaincu?

Quelle est la fonction de J.-I. McCabe, dont le nom apparaît à la page 247 des *Comptes publics de 1958-1959* comme recevant un salaire de \$4,500 et un montant de \$4,448.68 en frais de voyage, ainsi que le nom de M. L. Robichaud, avec un salaire de \$3,500 et \$1,836.83 de frais de voyage, et M. W. Rollo, au salaire de \$2,100?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce sont des inspecteurs spéciaux qui visitent les hôtels au point de vue sanitaire et hygiène, et qui rendent de grands services à la province.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Ces fonctionnaires, d'après le ministre, ont-ils la compétence nécessaire pour s'occuper d'hygiène dans les hôtels ou autres endroits publics, comme le mentionne le ministre?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ils collaborent avec le ministère de la Santé.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mlle Madeleine McNulty, dont le nom apparaît à la page 247 des *Comptes publics 1958-1959*, au salaire de \$2,800, est-elle employée au ministère de l'Industrie et du Commerce? Quelles sont ses fonctions?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Elle est la secrétaire du ministre.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Est-elle la secrétaire du ministre à son bureau d'affaires, dans la ville de Saint-Jean?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Oui.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): M. Marcel Hébert, de Saint-Valentin, est-il à l'emploi du ministère de l'Industrie et du Commerce, et quelles sont ses fonctions?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Oui, inspecteur spécial comme les autres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions au ministre de l'Industrie et Commerce (M. Beaulieu) au sujet des agents généraux de la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'honorable ministre de l'Industrie et Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a convaincu ses collègues, y compris le premier ministre, de la nécessité pour la province d'avoir des agents généraux en Europe, principalement à Paris et à Londres.

Nous croyons qu'il est important d'en posséder aux deux endroits. Ces agents nous représenteraient sur le plan commercial et pourraient aussi prendre soin des voyageurs et des étudiants québécois qui fréquentent des écoles en France et en Angleterre.

Ces agents devraient être assistés d'un personnel adéquat et leurs champs d'activité s'étendraient à l'extérieur du pays où l'agence est située. Par exemple, celui de Londres pourrait exercer son activité dans toutes les îles Britanniques, Irlande et Écosse; celui de Paris pourrait rayonner en Belgique, en Italie, en Hollande, en Suisse, et plus tard en Allemagne.

Ces agents feront connaître le Québec à l'Europe. Ils pourront nous rendre de grands services, ils se chargeraient d'aviser en ce qui a trait aux problèmes d'ordre commercial et contribuer à diriger ici des capitaux nécessaires. Les services de ces agences pourront également être utiles aux Canadiens en général.

Le Québec a des agents commerciaux à Ottawa et à New York. On pourra en nommer éventuellement à d'autres endroits, comme Chicago, par exemple. Le cabinet a décidé de donner suite le plus tôt possible à ce projet.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il appuie entièrement la proposition du gouvernement. Il est malheureux, dit-il, que le ministre de l'Industrie et Commerce n'ait pas réussi à convaincre ses collègues de cette nécessité avant aujourd'hui. Cela m'aurait évité bien des discours que j'ai dû prononcer en cette Chambre à l'appui de cette initiative depuis des années¹⁶.

Il dit que s'il avait un peu commencé à désespérer de convaincre le gouvernement, il se réjouit d'autant plus de la nouvelle que le premier ministre vient d'annoncer.

Il explique brièvement le concept qu'il se fait de ces agences. Elles devraient, dit-il, être considérées comme la "maison du Québec" à Paris ou à Londres. Nous avons là des ambassades, mais elles ne sont pas chargées de représenter les particularités du Québec.

L'agence du Québec à Londres pourrait n'avoir à peu près exclusivement qu'un caractère

commercial. Celle de Paris, en plus, pourrait s'occuper des questions culturelles.

Dans les deux cas, on devrait s'efforcer de loger l'agence dans un bel immeuble, et même en construire de nouveaux si nécessaire. Le choix des hommes appelés à occuper ces postes devrait également faire l'objet d'une étude soignée, sans égard aux affiliations politiques.

Ils devraient être choisis uniquement pour leur compétence. Ce devraient être des gens qui ne nous feront pas honte et qui peuvent être vraiment utiles à la province. Et dans le cas de celui de Paris, en particulier, un homme qui saura bien s'exprimer en français.

Il ne fait pas de doute que les profits que le Québec retirera de ces agences compenseront amplement pour les dépenses qu'elles occasionneront.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il partage parfaitement l'opinion du chef de l'opposition en marge d'un représentant à Paris et à Londres.

Celui qui sera désigné à occuper un pareil poste devra avoir toutes qualifications d'un ambassadeur sans en avoir le titre. Il est certes nécessaire qu'il y ait là, à Paris et à Londres, des hommes extrêmement compétents. Il (l'honorable M. Barrette) dit qu'il a discuté un jour d'une question analogue avec Son Excellence Jean Désy¹⁷, au sujet du Brésil.

L'ambassadeur canadien lui révélait alors qu'il était inutile à tout homme d'affaires du Canada d'aller au Brésil en comptant faire des affaires s'il n'avait que sa carte à présenter. Il importe que tels entretiens soient préparés et le rôle de l'intermédiaire, ou du représentant est fort utile dans ce domaine.

Le personnel, dans l'un ou l'autre cas, serait formé de gens du Québec et de résidents des pays concernés, comme cela se fait dans le cas des ambassades. Il est évident que toute considération politique ne doit pas rentrer en ligne de compte dans le choix des représentants de la province dans les capitales française et anglaise.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) doute que le titre "d'agent général de la province" convienne dans pareils cas. Le titre du représentant de la province devrait donner à entendre qu'il s'agit plus que d'un simple "agent".

Je ne crois pas que cette appellation soit de nature à intéresser comme il est possible de le faire le Français, dans les domaines où on veut l'intéresser. Il faudrait le désigner d'un nom susceptible de laisser entendre qu'il est ambassadeur sans en avoir le titre officiel. C'est l'homme en somme qui fera le poste...

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dit espérer sincèrement que la future agence de Londres aidera à vendre le Québec au Royaume-Uni.

La résolution est adoptée.

(Applaudissements de la Chambre)

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 29 janvier 1960, à la page 3, précise que M. Tellier "souffre d'une indisposition", ce qui explique son absence. Ce journal ajoute que M. Caron et M. Ross l'ont remplacé à tour de rôle. M. Tellier sera absent jusqu'au 10 février 1960.

2. *Le Montréal-Matin* du 29 janvier, à la page 5, écrit plutôt que, depuis 1946, le salaire minimum des enseignants était de \$900, mais il s'agit d'une erreur. L'article 25 de la loi 10 George VI, chapitre 21, fixe bel et bien le salaire minimum des enseignants à \$600.

3. M. Prévost parle du bill 44, "loi pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires, afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant", qui sera étudié immédiatement après.

4. Il s'agit de l'article 6 du bill 154, "loi modifiant la loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec", adoptée en troisième lecture le 16 décembre 1959.

5. Ce sont les chiffres rapportés par *Le Soleil* du 29 janvier 1960, à la page 5. *L'Action catholique* du même jour, à la page 14, rapporte plutôt "18 ou 20 comités".

6. Il s'agit des chiffres de *L'Action catholique* du 29 janvier 1960, à la page 3. *The Quebec Chronicle* du même jour, à la page 2, écrit plutôt que "66 % des enfants ont laissé l'école à la cinquième année".

7. Rappelons que, pour des raisons de santé, M. Barrette n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et au début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner.

8. *La Presse* du 29 janvier 1960, à la page 37, souligne que "les applaudissements fusèrent pendant une bonne minute des deux côtés de la Chambre. Les libéraux continuèrent d'applaudir un bon moment après que les ministériels eurent cessé".

9. *The Quebec Chronicle* du 29 janvier 1960, à la page 3, souligne que cet octroi a été accordé au moyen d'un arrêté ministériel adopté le 21 janvier 1960 par le lieutenant-gouverneur en conseil.

10. *L'Action catholique* du 29 janvier 19, à la page 13, écrit plutôt que le comité étudie l'article 6, mais il s'agit d'une erreur.

11. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole.

12. *Le Soleil* du 29 janvier 1960, à la page 5, souligne que M. Guillemette a ainsi cité une vingtaine de mesures mises en place par l'Union nationale, mais le journal n'en fait pas la nomenclature.

13. M. Riendeau a probablement amené cet argument lors de la séance du 26 janvier 1960, alors qu'il participait à ce débat. Cependant, si tel est le cas, les journaux n'ont pas rapporté cette partie de son discours.

14. *Le Soleil* du 29 janvier 1960, à la page 5, attribue le point d'ordre au premier ministre, mais

nous avons préféré conserver la version officielle, telle que consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative*.

15. C'est M. Barrette lui-même qui avait fait cette affirmation au début de ce débat, à la séance du 21 janvier 1960.

16. *Le Soleil* du 29 janvier 1960, à la page 1, souligne que M. Lapalme a fait cette déclaration "tout souriant et en badinant".

17. Jean Désy (1893-1960), diplomate canadien-français; il fut successivement ambassadeur au Brésil, en Italie et en France.

Séance du vendredi 29 janvier 1960

Présidence de G. Caron¹

La séance est ouverte à 10 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Fonds d'éducation et
taxe pour les universités**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

Il (M. Barrette) explique que cette loi, comme il l'a déjà dit antérieurement, a pour effet de porter de 9 % à 10 % la taxe sur le revenu net des compagnies et de verser ce montant au fonds d'éducation².

La mesure prévoit encore que toute somme que le gouvernement de la province recevra, le cas échéant, du gouvernement du Canada ou de la Conférence nationale des universités canadiennes, ou du Conseil des arts du Canada ou encore de tout autre organisme désigné à cette fin, à même les montants qui, dans l'intention du gouvernement du Canada, auraient pu être destinés aux universités de la province, doit être versée au fonds d'amortissement constitué par la loi concernant les investissements immobiliers des universités³.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.

Adopté.

Remboursement de droits:

**Taxe de vente
à Saint-Félicien**

M. Turcotte (Roberval) propose que le bill 150 concernant une taxe de vente dans la ville de Saint-Félicien et la municipalité de Saint-Félicien (paroisse) ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.
Adopté.

Questions et réponses:

**Réponses aux questions
de l'opposition**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au gouvernement de faire diligence pour répondre aux questions de l'opposition. Il y a de ces questions, dit-il, qui ont été posées dans le mois de novembre et dans le mois de décembre, et les députés de l'opposition ont besoin des réponses pour discuter les estimés budgétaires de certains des départements. Or, cette étude est déjà commencée depuis quelque temps. Il y a également des motions des députés de l'opposition qui n'ont pas encore été appelées et qui datent de quelques semaines.

Les ministres concernés par ces questions devraient faire diligence et, dans certains cas, la réponse étant courte à donner, il serait facile de renseigner immédiatement l'opposition.

Il (M. Lapalme) insiste surtout sur la nécessité de répondre rapidement à une question qu'il a posée relativement à l'achat d'un navire par le gouvernement.

L'honorable M. Johnson (Bagot) répond que certaines questions posées à son ministère concernent aussi la politique générale du gouvernement et que, dans un cas, il faut faire faire des recherches à l'Hydro-Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déclare qu'il a invité tous ses collègues du cabinet à faire diligence pour répondre à ces questions. Le gouvernement, dit-il, répond à une dizaine de questions par semaine, mais l'opposition en pose de nouvelles tous les jours. Si cela continue, même si la

session durerait plusieurs mois, le gouvernement serait dans l'impossibilité de donner des réponses à toutes les questions et d'appeler toutes les motions des députés. À tout événement, le gouvernement donnera les réponses le plus vite possible. Je crois que toutes les questions, au moins celles inscrites au *Feuilleton* avant l'ajournement des Fêtes, auront leur réponse d'ici une semaine.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si ce serait avant la discussion des crédits des départements concernés.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond dans l'affirmative.

Projets de loi:

Investissements immobiliers des universités

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements à droite)

Il s'agit d'un projet de loi d'une grande importance non seulement pour nos universités, non seulement pour ceux et celles qui les fréquentent ou les fréquenteront, mais pour toute la population de la province. Il est peut-être encore plus important pour moi qui suis le parrain de cette mesure destinée à assurer l'avenir des universités, bien que je n'aie aucun titre universitaire officiel⁴.

D'ailleurs, le fait que la mesure soit présentée en mon nom indique bien que l'effort que nous voulons faire intéresse toutes les classes de la société. Je suis parvenu à cette tribune en passant par les rangs de l'immense armée des travailleurs manuels du Québec. Je ne veux pas m'enorgueillir de ce qui m'est arrivé, mais je mentionne la chose pour bien montrer que les ouvriers, et que tous au Québec, peuvent se comparer aux soldats de l'armée de Napoléon dont on a dit que chacun portait dans son sac son bâton de maréchal. Les voies que j'ai suivies pour en arriver à la situation que j'occupe en ce moment m'autorisent à parler au nom de toutes les classes.

Ce projet de loi vient à l'appui d'un principe qui n'a pas besoin d'une longue démonstration et qui est tellement essentiel qu'on ne devrait jamais avoir besoin de le réaffirmer: celui du respect de la personne humaine. C'est le devoir d'un gouvernement

démocratique d'insister sur cette vérité fondamentale qui, dans d'autres coins du monde, se trouve déformée par des gouvernements qui dénaturent ou entravent les idées de leurs populations, pour faire contrepoids à la philosophie matérialiste qui veut nous envahir. Or, la façon la plus efficace d'inculquer un principe, c'est de le mettre en pratique.

Pour s'épanouir, la personne humaine a besoin d'un niveau de vie matérielle adéquat. Mais il arrive trop souvent malheureusement que la recherche du gain absorbe l'homme tout entier, l'isole dans une société matérialiste et l'empêche d'extérioriser en quelque sorte sa personnalité par une formation intellectuelle et morale, qui doit être la base de toute vie humaine.

Ce qui est vrai de l'individu l'est encore davantage des institutions qui ont pour but la propagation de la science. Pendant longtemps, nous avons aspiré au moment d'aider les universités québécoises comme elles le méritent; nous avons désiré leur apporter une aide financière suffisante pour les libérer, elles et leur personnel enseignant, de tout souci matériel, afin qu'elles puissent se consacrer entièrement à leur œuvre admirable qu'est l'éducation morale et intellectuelle de notre jeunesse.

La profession d'éducateur à tous ses paliers, mais particulièrement au palier universitaire, est une profession magnifique; elle est la plus noble et la plus belle qui soit. Ne l'oublions pas parce qu'elle renferme toutes les autres et nous donne les savants, les artistes, les hommes de science dont nous avons besoin. Le haut savoir, la science la plus abstraite rayonne au sommet des universités. On est parfois porté à croire que la science la plus abstraite se volatilise à la longue. C'est une erreur. La masse des connaissances, au contraire, finit toujours par se concrétiser et descendre pour enrichir le peuple de tout ce qui est nécessaire en fait de conclusions pratiques. On peut vraiment dire en effet que les universités sont aujourd'hui les agents de la prospérité matérielle des peuples, aussi bien que de leur progrès culturel et de leur influence dans tous les domaines.

La Grèce a dominé le monde jadis grâce à sa culture intellectuelle, héritage sacré que les intellectuels du monde entier admirent et conservent. La Renaissance italienne et française a transformé l'Europe. La France a dû son brillant essor à son élite intellectuelle, et si elle a conservé son prestige, c'est parce qu'elle a gardé et protégé son élite intellectuelle. Nous espérons en faire autant au Québec. L'influence des nations part aujourd'hui de leurs laboratoires. L'université, c'est en quelque sorte le cerveau et la tête de chaque nation.

Or, dans tout corps bien organisé, il faut que le cerveau et la tête reposent sur un organisme sain, sur des épaules fortes. Le but de notre loi est donc d'assurer la stabilité financière de nos six universités québécoises⁵, de garantir leur avenir pour la relève, non seulement des professeurs, mais aussi des étudiants, et afin que se poursuivent les progrès que nous connaissons et qui iront en s'accroissant. Le but de la loi est de former une élite qui ira si vite, qui créera tellement que nous serons connus plus encore par nos savants et nos intellectuels que par les richesses que recèle notre sol.

Pour réaliser de grands projets, il faut les penser. Quelqu'un a dit que la pensée doit toujours précéder l'action. Si donc nous voulons vraiment progresser, il faut avoir au-dessus des possibilités que nous envisageons, des cerveaux pour d'abord penser.

Un grand nombre de députés en cette Chambre possèdent des titres universitaires. Lorsque, tout à l'heure, j'ai exprimé mon regret de n'être pas passé par l'université, quelqu'un a remarqué que l'on a eu la délicatesse de me décerner à moi quelques diplômes *honoris causa*. Si je connaissais mieux le latin, je pourrais dire que ce sont des diplômes *laboris causa*. Mais ce que je puis affirmer aux universités et aux universitaires, ce matin, c'est que je ne serai pas pour eux un premier ministre *honoris causa*.

(Applaudissements)

La présente loi n'est qu'une partie de toute une législation qui illustre l'attitude ferme, logique et précise du gouvernement et de cette Chambre devant le problème de l'enseignement en général. Non seulement nous affirmons ainsi notre désir d'accorder l'appui le plus complet possible aux établissements universitaires, mais, en même temps, nous y affirmons pleinement notre désir d'exercer les droits intangibles de la Législature provinciale, de profiter des prérogatives et de remplir les obligations garanties par la Constitution à la province de Québec. À ce sujet, l'attitude traditionnelle de notre province doit rester la même. Il n'y a qu'à suivre la voie tracée par les Mercier, les Taschereau, les Gouin et, plus près de nous, l'attitude encore plus ferme, parce que les problèmes étaient plus compliqués, de l'honorable Maurice Duplessis et de l'honorable Paul Sauvé.

Je sais, j'en suis profondément convaincu, que le chef de l'opposition et tous ceux qui siègent dans cette Chambre sont heureux de la présentation de la loi. Nous ne voulons rien chambarder. Il ne doit pas y avoir place pour les luttes étroites et les préjugés de parti devant une question aussi importante que celle-là. L'attitude que je prends est

la même que celle que j'ai prise partout, particulièrement aux délibérations des conférences fédérales-provinciales où j'ai accompagné le premier ministre Duplessis.

La loi est facile d'interprétation. Elle met à la disposition des universités les montants nécessaires pour réaliser les grands projets qu'elles étudient depuis longtemps, et pour leur permettre de faire venir de partout les cerveaux les plus puissants pour la formation d'intellectuels et de savants, car elles sauront que les sacrifices financiers n'effraieront pas le gouvernement du Québec. Nous voulons leur dire qu'elles peuvent étudier les projets les plus audacieux, que le gouvernement et toute la province les admirent et souhaitent que leur œuvre se continue.

Les générations futures seront appelées, elles aussi, à contribuer aux dépenses. Celles-ci ne doivent pas peser uniquement sur ceux qui fréquentent actuellement nos universités. Il est juste que les jeunes universitaires qui seront en mesure de produire, dans 10, 20 ou 30 ans, doivent, eux aussi, porter une part de la responsabilité de l'essor universitaire.

Il (l'honorable M. Barrette) souligne sa volonté d'assister l'enseignement à tous les échelons, depuis la petite école de rang jusqu'au niveau supérieur, et il insiste sur l'intention de nos législateurs de mettre un terme aux soucis et aux embarras financiers de nos universitaires. Nous voulons que ces universités québécoises, à la disposition de la jeunesse québécoise, aient non seulement les meilleurs cerveaux de la province et du pays, mais ceux de l'étranger. Ces savants viendront à cause de l'aide que nous offrons, de la permanence de notre offre et des garanties que nous donnons pour les années à venir. Nos universités ont besoin de laboratoires: elles les auront. Notre peuple a besoin de savants, d'artistes, de médecins, il les aura.

Il dit que s'il pouvait apporter quelque chose de personnel à cet exposé, il ajouterait qu'il est extrêmement heureux d'être le parrain d'un tel projet de loi. Je veux épargner à la jeunesse québécoise les mêmes sacrifices que j'ai dû faire pendant 12 ans en travaillant la nuit pour acquérir un mince bagage de connaissances. Que de talents ont été perdus autrefois dans la province et dans le Canada tout entier! Nous voulons faire en sorte qu'il n'y ait plus de talents qui se perdent ainsi. Tous les jeunes qui voudront travailler auront à leur disposition les moyens de faire fructifier leurs talents. L'éducation est une belle chose. On peut peut-être en dire comme de la charité, qu'elle est éternelle dans ses

résultats. L'instruction, la formation intellectuelle et morale se transmettent de génération en génération, et ainsi prennent de la valeur.

Les députés au Parlement provincial ont l'occasion de dire à la province qu'ils sont heureux de poser ce geste, que la province et toute la jeunesse attendent depuis longtemps. L'unanimité que la députation va montrer devant la nouvelle loi constituera un exemple pour l'ensemble de la Confédération. En défendant la cause de l'autonomie, notamment en matière d'éducation, le Québec ne parle pas seulement en son nom, mais au nom de toutes les provinces. J'éprouve donc, je le répète, une immense joie à soumettre le bill à l'approbation de tous les membres du Parlement provincial.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans la dernière partie de son discours, le premier ministre s'est dit convaincu que l'opposition serait heureuse de voir le gouvernement apporter une aide importante aux universités de la province de Québec. Nous sommes en effet fort heureux de constater que dorénavant nos universités vont respirer plus facilement, financièrement parlant.

Nous ne pouvons que nous réjouir du fait que des lois vont placer nos universités dans une situation qui leur permettra de se développer tous les jours davantage, et sur ce qu'a dit le premier ministre de l'importance des universités, je n'ai rien à ajouter.

Mais dans notre situation particulière, au Québec, il y a un fait qui prime tout. C'est que nous sommes une minorité et que la majorité dans le pays ne cesse de croître en nombre. Il semble donc fatal que c'est uniquement par le cerveau que nous démontrerons ce que nous valons.

On ne saurait faire trop pour notre enseignement supérieur. Le point ultime, en tant que la culture et les connaissances sont concernées, c'est l'université. Est-ce à dire qu'il faut chercher à voir tous nos jeunes passer par ce centre de haut savoir? Non! Ce que nous voulons, c'est qu'il ne se perde rien, pas un talent, sur la route de l'université, et c'est là, précisément le problème qui confronte les minorités qui n'ont pas le droit de perdre une seule unité, alors que la majorité peut perdre des bataillons entiers, sans trop s'en ressentir, à cause de son nombre.

Devant l'évolution rapide qu'a connue le monde, surtout depuis la dernière guerre, il est impossible de percer, comme individu ou comme groupe, sans avoir les connaissances qui ont fait les grands peuples.

Dans le passé, on considérait l'université comme un lieu où quelques privilégiés seulement

pouvaient se rendre. Mais, depuis qu'un grand peuple matérialiste et athée a lancé dans l'espace ses engins spatiaux, tous les peuples ont compris l'importance de l'université, de la science et de sa mission.

Mais, il (M. Lapalme) regrette que, dans certains pays, on ait trop diversifié les facultés en oubliant la synthèse. Par exemple, dit-il, dans une université américaine, on a créé une faculté des cosmétiques.

Le rôle de l'université est de former des hommes et d'ouvrir des horizons, et ce n'est pas parce qu'on a passé dans une université qu'on devient savant. C'est par la suite qu'on le devient et c'est la recherche qui jette du lustre sur les grandes universités. Ainsi, l'Université de Montréal a obtenu beaucoup de lustre et a jeté beaucoup d'éclat sur notre province par les recherches du professeur Hans Selye⁶ sur le stress.

Pour nous à qui il a été donné d'aller à l'université, le fait d'en voir d'autres qui avaient peut-être plus de talents et qui ne pouvaient pas y aller, faute de moyens, nous impose un devoir moral impérieux, celui de nous porter tous à l'aide des universités, de leurs professeurs, de la jeunesse, et de tous les talents qui peuvent s'y épanouir.

Sur l'ensemble du problème, sur les principes de la mesure présentée, il n'y a donc pas de divergences. Les modalités pourront changer d'un côté comme de l'autre de cette Chambre, mais les principes ne changent pas, et il n'y a personne qui puisse s'opposer aux vues que nous exprimons actuellement sur l'éducation. Il restera à discuter les modalités.

L'important c'est qu'on se rencontre dans la décision finale qui fera que l'éducation, dans son ensemble, aura été ici l'objet d'une sollicitude commune. Je voudrais cependant exprimer quelques points de vue qui marqueront des divergences relatives aux modalités.

Nous avons tous suivi l'enquête de la commission Tremblay⁷. Les universités ont formulé là des suggestions qui nous ont paru justes. Les universités Laval et de Montréal, en particulier, ont soumis dans leurs mémoires que les universités de la province devraient être groupées en une commission particulière, qui étudierait les besoins de chacune et justifierait devant l'État les projets qui ne sont pas entièrement financés par d'autres moyens, et présenterait des recommandations au gouvernement sur l'ensemble des projets, recommandations qui pourraient ensuite être discutées en Chambre.

Ayant préconisé avec ces institutions la formation d'une commission des universités qui

ferait l'inventaire des besoins et exposerait les demandes, je ne puis m'empêcher de dire jusqu'à quel point l'existence d'une telle commission nous serait utile dans l'appréciation de ce projet de loi.

En votant le présent bill, qu'est-ce que je suis appelé à faire? À faire confiance! Car, on nous a demandé d'autoriser le gouvernement à garantir les investissements immobiliers des universités. Quels investissements les universités voudront-elles faire garantir par l'État? Je n'en sais rien. Le gouvernement nous demande de l'autoriser à garantir des emprunts et leur remboursement, mais on ne sait pour quel montant. C'est un chèque en blanc. Si nous avions une commission des universités pour nous dire ce qu'il en est, on aurait pu savoir exactement ce dont elles ont besoin réellement, et j'aurais alors la faculté non seulement de m'opposer à certaines demandes, mais surtout peut-être d'en appuyer d'autres.

Je me souviens qu'il y a déjà eu ici une grosse discussion sur les avantages et les inconvénients que pourrait avoir un hôpital universitaire. M. Duplessis était aussi passionnément contre que j'étais passionnément pour. Une commission des universités pourrait nous permettre de nous prononcer dans ces cas-là en pleine connaissance de cause.

Actuellement, je ne sais pas quelles sont les demandes des universités. Des demandes ont-elles été faites que le gouvernement est résolu à refuser? J'aimerais avoir l'occasion de dire si le gouvernement, dans tel cas particulier, a raison d'accorder ou de refuser une demande.

La présente législation donne à l'Exécutif un pouvoir illimité, une discrétion absolue de décider quels sont les investissements qui seront ainsi consentis. Quand saurons-nous que des choses ont été acceptées ou refusées? "Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil..." Peut-être le gouvernement ne sait-il pas exactement lui-même à quoi il s'engage. Comment, nous de l'opposition, pourrions-nous le savoir? Si nous avions une commission des universités, nous serions devant quelque chose de précis.

Il est une autre question que je me pose. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le remboursement des emprunts obligataires. Supposons maintenant que le gouvernement refuse de donner la garantie. Pensez-vous que l'université va pouvoir emprunter facilement? Il ne se trouvera plus personne pour lui prêter.

Le premier ministre dit que ces questions doivent être discutées en dehors de toute

partisanerie. Je ne pense pas avoir versé dans la partisanerie dans mes remarques. Et je crois que les idées que je viens d'énoncer valent d'être considérées également sans partialité.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Avec le premier ministre, je me réjouis que cette législation ait été présentée au nom du chef du gouvernement. Elle présente un caractère particulier. Elle dénote chez le premier ministre de la foi ardente qui l'anime dans le haut savoir. Elle dénote sa conviction profonde que nos jeunes gens qui ont du talent doivent être capables d'accéder à l'enseignement universitaire. Elle dénote qu'il a l'amour de notre jeunesse et ambitionne pour elle le plus brillant avenir.

L'avenir de notre jeunesse dépend surtout de notre volonté de l'aider au maximum, qu'il s'agisse ou non du diplôme universitaire. Cette mesure fait du premier ministre un modèle vivant pour les jeunes, désireux d'accéder au haut savoir. C'est un modèle de courage, de volonté et d'espoir. Quand on a parcouru le chemin qu'a parcouru le premier ministre, on est convaincu de la puissance du haut savoir et de la nécessité d'y atteindre. Quand on a obtenu comme le premier ministre ce que j'appellerais un degré d'équivalence universitaire, on donne la garantie du sens des responsabilités.

Il (M. Prévost) cite un article récent de *L'Enseignement*, où il est dit, au sujet du premier ministre, qu'il a eu une grande soif de connaître, de se cultiver et de s'alimenter intellectuellement.

Le chef du gouvernement, dit-il, a des raisons d'apprécier l'instruction, parce que son savoir, c'est lui-même qui l'a façonné.

L'automne dernier, avant l'ouverture de la session du Parlement provincial, le premier ministre du temps, feu Paul Sauvé, et ses collègues ont décidé que les budgets pour les universités seraient préparés en collaboration avec les recteurs et présidents d'universités.

Dans le passé, plusieurs projets n'ont pu être réalisés. Nous avons rencontré les recteurs et présidents d'universités. Ils nous ont fourni un inventaire de leurs besoins. Le premier ministre a assisté à deux réunions sur six, et j'ai moi-même participé à quatre réunions sur six. Nous en sommes venus à la conclusion que la réalisation de l'ensemble des problèmes universitaires, progressivement et par étapes, ne pourrait donner les résultats attendus. Il fallait trouver un autre système. Il fallait procéder plus rapidement.

Les universités seules ne pouvaient assumer le fardeau. Un organisme intermédiaire, non plus.

Seul l'État provincial pouvait assumer la tâche. Voilà pourquoi la présente loi prévoit un fonds d'amortissement. Avec la garantie du gouvernement, les universités pourront pourvoir à leurs besoins. Il suffit d'examiner l'histoire des institutions universitaires pour se rendre compte qu'elles doivent compter de plus en plus sur l'État provincial. Ce dernier entend s'acquitter honorablement de sa tâche. Mais il doit financer de façon permanente, sur une période d'années, afin que tous puissent faire leur part, si modeste que puisse être cette part.

Seul l'État provincial est en mesure de garantir des investissements de cet ordre. Les universités ne sont pas en mesure de le faire elles-mêmes. Cela était trop onéreux pour elles. Par ailleurs, que signifierait une garantie d'une commission qui servirait d'intermédiaire entre l'État et les six universités de la province? Et pourtant, cette garantie est impérieuse si on veut créer au présent, réaliser les besoins immédiats.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas préconisé une garantie assumée par la commission envisagée.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Avec une pareille idée, soit l'établissement d'une commission des universités, il y aurait dans chaque cas un responsable et cinq témoins. Cela serait de nature à gêner la marche des affaires.

Chaque institution universitaire avec ses professeurs et ses étudiants dans chaque faculté ou école, constitue une entité distincte. Chaque université, en conséquence, est seule en mesure de connaître exactement ses besoins. C'est aux responsables de l'administration de chacune des universités d'exposer ces besoins au gouvernement, afin que se réalise ce qui serait resté autrement dans le domaine du rêve.

Aussi, il me paraît logique de demander au gouvernement de la province de garantir et rembourser et en capital et en intérêt les universités qui ont besoin de s'agrandir.

Le recteur de l'Université Laval est responsable de son institution, et c'est aussi le cas pour chacune des universités de la province. Ce sont des gens sérieux qui connaissent exactement leurs problèmes.

Le gouvernement provincial a été sérieux aussi dans ce domaine et il l'a prouvé à maintes reprises. S'il est un gouvernement qui a démontré jusqu'ici qu'il est conscient de ses responsabilités en matière d'éducation, c'est bien le gouvernement

provincial actuel. On pourrait faire des comparaisons intéressantes à ce sujet, mais nous y reviendrons.

Le chef de l'opposition n'a pas raison de parler de chèques en blanc. Il n'y a peut-être pas de commission des universités, mais chacune a été consultée sur ses besoins urgents, ses besoins immédiats du point de vue constructions nouvelles.

Selon l'inventaire des besoins en fait de construction et d'aménagement d'édifices nouveaux, les universités auront besoin de \$60,000,000 à \$75,000,000. Les besoins varient. Ils sont plus modestes dans le cas de Bishop's College et de Sir George Williams University⁸. Ils sont plus substantiels dans le cas des quatre autres universités: McGill: \$13,800,000; Sherbrooke: \$18,000,000; Montréal: \$15,000,000; Laval: \$20,000,000.

Dans des dépenses de cette catégorie, il faut abandonner l'idée de procéder lentement. À \$10,000,000 par année, il faudrait six ans pour permettre aux universités de réaliser leurs projets actuels.

Il parle ensuite des entretiens qu'il a eus avec les autorités universitaires en marge des besoins en investissements immobiliers des universités. Les besoins, dit-il, sont de deux sortes. Il y a d'abord ceux d'ordre administratif, visant les frais d'opération annuelle. En ce qui concerne ces besoins particuliers, l'aide de l'État provincial et leurs revenus d'autres sources leur permettront de les assumer à 100 % durant l'année académique en cours⁹. Ce premier groupe de problèmes relatifs aux opérations annuelles est donc réalisé. Le deuxième groupe vise les investissements immobiliers actuels et urgents. C'est ce deuxième groupe de problèmes qui obligera le gouvernement à assumer des obligations de quelque \$60,000,000 à \$75,000,000.

Mais cela ne répondra qu'aux besoins immédiats et urgents. Les institutions universitaires songent à d'autres projets immobiliers de réalisation prochaine. Déjà, on prévoit qu'au cours des prochaines années, les six universités du Québec auront à faire bâtir des édifices qui coûteront de \$100,000,000 à \$125,000,000. Ces programmes nouveaux devront aussi être réalisés dans un avenir assez rapproché. Mais les universités veulent d'abord régler leurs problèmes immédiats. Dans quelques années, il faudra garantir d'autres investissements nécessaires au développement de nos institutions de haut savoir. Il s'agira alors de placements immobiliers additionnels de \$25,000,000 à \$50,000,000¹⁰.

Dans ces nouveaux cas aussi, le gouvernement s'engagera en garantissant le remboursement des emprunts universitaires et le paiement des intérêts, si

nécessaire. La formule prévue dans la présente loi devait tenir compte de tout l'ensemble des besoins immédiats et futurs. La génération actuelle ne doit pas être seule à payer le coût des investissements immobiliers des universités. Il est donc juste de reporter sur les générations futures, qui en profiteront également, une partie de ces dépenses.

Il convient de souligner qu'il n'est pas question d'imposer à qui que ce soit une taxe additionnelle d'un sou pour réaliser le programme relatif aux immobilisations des institutions universitaires. Il n'est pas question non plus d'imposer une charge additionnelle ni pour les projets actuels ni pour ceux envisagés.

Un organisme intermédiaire, quand il s'agit de distribuer une subvention annuelle, cela peut se concevoir. Mais, dans le cas qui nous préoccupe actuellement, il s'agit d'investissement immobiliers considérables et donc de sommes considérables à rembourser, qu'il faudra amortir convenablement. Seul l'État provincial peut offrir cette garantie. C'est lui qui sera appelé à payer. C'est pourquoi, croyons-nous, il ne doit pas y avoir d'intermédiaire, et les universités doivent s'entendre directement avec le gouvernement.

Dans la vie, tout se paie. C'est un doyen de faculté de l'Université Laval qui s'est chargé de le dire aux professeurs et aux élèves lors de l'ouverture de l'année académique. Il leur a dit qu'il n'y a rien de gratuit comme il n'y a pas d'actes vraiment désintéressés. Tout acte indique un mouvement de pensée, un dessein, un mouvement de la volonté et comporte une part de responsabilité. La culture n'est jamais désintéressée... Le gouvernement, par cette mesure, prouve son intérêt au problème des investissements immobiliers, au niveau universitaire, et sa volonté de le régler.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le débat soit maintenant ajourné.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il croyait, vu qu'il n'y a pas d'objection de principe au bill, que l'on aurait pu le voter en deuxième lecture, voter les résolutions et le voter en troisième lecture avant l'ajournement.

M. Hamel (Saint-Maurice) fait observer au premier ministre qu'au moins deux députés ont manifesté l'intention de parler¹¹. Il (M. Hamel) manifeste lui-même son intention de prononcer un discours sur le projet à l'étude.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Aucun journal ne rapporte l'identité de l'Orateur pour cette séance, mais *La Presse* du 11 février 1960, à la page 2, souligne que lors de la séance du 10 février M. Tellier a repris le fauteuil du président de l'Assemblée après une absence d'une dizaine de jours. Comme nous savons que M. Caron le remplaçait déjà le 28 janvier, nous présumons que M. Tellier était également absent le 29 janvier.

2. Des discussions sont en cours avec le gouvernement fédéral pour que ce dernier réduise de 1 % ce même impôt sur le revenu des compagnies. Une partie de la correspondance entre les deux paliers de gouvernement a été lue en Chambre lors des séances du 10 et 17 décembre 1959, ainsi que du 15 et 22 janvier 1960.

3. M. Barrette fait ici référence au bill 3 qui sera étudié un peu plus tard au cours de cette séance.

4. En effet, M. Barrette a interrompu ses études à l'âge de 15 ans pour aller travailler au Canadien National. Il a suivi par la suite des cours privés. Cela ne l'a pas empêché d'obtenir plusieurs diplômes honorifiques, notamment un doctorat *honoris causa* en sciences sociales de l'Université Laval (1945), un doctorat *rerum civilium scientia* de l'Université de Montréal (1948), un doctorat *jure civili* du Bishop's College (1954) et un doctorat *juris atrisque* de l'Université McGill.

5. À l'époque, les six universités québécoises sont: l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université de Sherbrooke, l'Université Laval,

l'Université Bishop's, et la Sir George Williams University.

6. Hans Selye (1907-1982), physiologiste canadien d'origine autrichienne. Il fut l'un des pionniers de la recherche sur le stress, sujet qu'il étudia pendant 50 ans à l'Université de Montréal.

7. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

8. Depuis le 18 décembre 1959, date de sanction du bill 201, le nom "Sir George Williams University" remplace celui de "Sir George Williams College".

9. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 30 janvier 1960, à la page 12. *L'Action catholique* du même jour, à la page 2, écrit plutôt "10 %" alors que tous les autres journaux rapportent "100 %".

10. Estimation du *Soleil* du 30 janvier 1960, à la page 12. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, écrit plutôt "de \$25,000,000 à \$30,000,000".

11. Le *Soleil* du 30 janvier 1960, à la page 12, mentionne que M. Hanley a tenté d'obtenir la parole, mais que le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) s'est alors levé pour participer au débat.

Séance du mardi 2 février 1960

Présidence de G. Caron

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des assurances

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce projet de loi rendra les compagnies d'assurances responsables de l'argent perçu par leurs représentants¹.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'accès aux études supérieures

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 modifiant la loi facilitant l'accès aux études supérieures.

Il s'agit de changements de peu d'importance dans le but de faire concorder diverses parties de la législation provinciale.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est pour corriger les erreurs de l'ancien régime!

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 109 concernant la ville d'Acton Vale;
- bill 110 concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain;
- bill 119 autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble;
- bill 123 permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire;
- bill 131 modifiant la charte de la ville de Duvernay;
- bill 132 concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle;
- bill 136 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;
- bill 137 modifiant la charte de la ville de Dorion;
- bill 194 concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère;
- bill 196 modifiant la charte de la ville de Richmond;
- bill 197 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- bill 199 changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume;
- bill 205 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;
- bill 221 concernant le changement de nom Myson-Griggs;
- bill 233 modifiant la charte de la cité de Beauharnois;
- bill 237 modifiant la charte de la cité de Magog;
- bill 246 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay;
- bill 251 concernant les immeubles de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm.

Projets de loi:

Investissements immobiliers des universités

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 29 janvier courant,

sur la motion du représentant de Joliette (l'honorable M. Barrette) proposant que le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): À propos du projet de loi, deux questions se posent. La première: est-il vraiment opportun d'accorder à nos écoles de haut savoir toutes les possibilités d'accomplir leurs importantes fonctions sans être gênées indûment sur le plan financier? À cela, tous les membres de cette Chambre répondent par l'affirmative sans hésitation; toute la population de la province répond aussi par l'affirmative. Nous avons eu des campagnes de souscriptions publiques en faveur des universités, et la population a démontré qu'elle tenait que nos universités aient les moyens de remplir leur haute mission. Tout le monde comprend l'importance de la science dans notre siècle et les avantages qu'elle comporte.

Il (M. Hamel) souligne les progrès fantastiques de la science en ce XX^e siècle et énumère certaines des inventions modernes: télévision, utilisation de l'énergie nucléaire, ou hydraulique, etc. Le premier ministre a eu raison de dire, dit-il, vendredi, que le développement de la science se traduit par la hausse de notre niveau de vie. Nous devons profiter de l'occasion pour rendre hommage aux travailleurs intellectuels dont les réalisations finissent par apporter dans chacun de nos foyers prospérité et confort.

Mais il faut encourager non seulement les sciences pratiques, qui nous permettent de tirer un meilleur parti de nos ressources et de bénéficier de toutes les inventions modernes, mais aussi les sciences morales, sociales et politiques, que nous n'avons pas le droit de négliger. Elles s'occupent de la façon, en respectant la justice, de fournir les moyens à la masse de bénéficier des perfectionnements de la technique.

La population du Québec a compris la nécessité dans notre siècle d'avoir des savants. Le bill du gouvernement est heureux en ce qu'il donne aux universités, qui forment la pierre angulaire du savoir dans toute société, la nouvelle stabilité financière requise si l'on veut que les intellectuels et les hommes de science puissent travailler librement.

Nos universités sont l'entrée des études supérieures. Pour qu'elles puissent remplir leur rôle, il faut d'abord qu'elles aient les locaux convenables; le présent bill s'attaque à ce problème. C'est bien. Mais il faut aussi que toutes les mesures soient prises pour que le mode de financement ne soit pas, pour

ces institutions, une entrave à la liberté de leur enseignement. La liberté académique des pressions politiques est nécessaire. Par exemple, n'a-t-on pas vu des gouvernements totalitaires, comme celui de l'Allemagne hitlérienne, arracher de l'histoire certaines pages qui ne faisaient pas leur affaire?

Certains chefs d'État ont trouvé une solution satisfaisante pour mettre les universités à l'abri des interventions gouvernementales. Ainsi, en Angleterre, on a établi une Commission des universités et on s'en trouve fort bien, tant du côté universitaire que gouvernemental. Pourquoi ne ferait-on pas la même chose dans le Québec? Le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) a parlé contre la formation d'un tel organisme: c'est qu'il ne saisisait pas le rôle que devrait jouer un tel organisme. Une Commission des universités devrait étudier les besoins de ces institutions et formuler des suggestions au gouvernement; elle servirait donc de conseiller technique. Le gouvernement continuerait à avoir le contrôle de l'argent qu'il dépense.

L'Université de Montréal, dans son mémoire à la commission Tremblay², a réclamé la fondation d'une commission des universités chez nous et l'Université Laval a recommandé la même chose.

C'est pourquoi le Parti libéral, dans son programme de l'éducation, souhaite l'établissement d'une telle commission. Cette dernière examinerait les problèmes des universités dans leur ensemble, tant dans le présent qu'à l'avenir, et ferait connaître, chaque année, les besoins au ministre des Finances. Le gouvernement continuerait à dire le dernier mot, mais les questions à l'étude seraient examinées par des experts et non plus dans une atmosphère électorale. Le gouvernement prétend qu'il n'est jamais intervenu dans les questions académiques, mais d'autres ne partagent pas cette opinion.

Il (M. Hamel) déclare qu'il a adhéré au Parti libéral en particulier à cause de sa politique de l'éducation. Les Canadiens de langue française ont besoin de tout ce que le gouvernement peut faire pour faciliter leur accès, en particulier, aux carrières du génie. Il cite un rapport déjà communiqué à la Chambre en 1956 par le chef de l'opposition, sur le faible pourcentage des Canadiens français possédant des diplômes universitaires en ce domaine.

Selon ce rapport, dit-il, sur 15,582 jeunes Canadiens qui ont, à partir de 1947, embrassé des carrières scientifiques, 812 seulement étaient de langue française, soit 5.1 %.

De 1947 à 1956, parmi les diplômés canadiens, le nombre des diplômés canadiens-français était très réduit: génie civil: sur 3,695 diplômés, seulement

306 Canadiens français, soit 8.2 %; génie mécanique: sur 3,398 diplômés, aucun Canadien français; génie électrique: sur 3,252 seulement 103 Canadiens français, soit 3.1 %; génie chimique: sur 1,957 diplômés, 84 Canadiens français, soit 4.3 %; génie physique: sur 791 diplômés, zéro Canadien français; génie minier: sur 658 diplômés, 56 Canadiens français, soit 8.5 %; géologie: sur 526 diplômés, 40 Canadiens français, soit 7.6 %; génie métallurgique: sur 491 diplômés, 21 Canadiens français, soit 4.3 %; génie administratif: sur 355 diplômés, pas un Canadien français; génie aéronautique: sur 377 diplômés, pas un Canadien français; génie agricole: sur 136 diplômés, pas un Canadien français; génie céramique: sur 96 diplômés, pas un Canadien français.

Je crois donc que le gouvernement aurait dû profiter de la présentation de ce projet de loi pour former une commission des universités, de telle sorte que la situation financière de ces institutions puisse être étudiée dans une atmosphère de liberté et de sérénité.

Nous allons voter pour le principe de la loi, mais nous regrettons que le gouvernement n'ait pas pris les moyens efficaces pour protéger la liberté académique de nos universités.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Je vois dans ce projet de loi l'affirmation catégorique, positive et bienfaisante du principe que, dans le domaine de l'éducation à tous ses paliers, la province de Québec est maîtresse de ses actions, qu'elle n'a à recevoir de leçons ou d'instructions de personne, et qu'elle prend d'elle-même les initiatives qu'elle juge à propos de prendre. Le gouvernement, par ce bill, règle un problème important dans le domaine de l'enseignement universitaire, sans avoir recours à l'aide d'aucun autre gouvernement.

À titre de professeur à la Faculté de droit de Laval depuis 20 ans et membre du conseil universitaire de cette même institution depuis sept ans³, je crois avoir des motifs particuliers de me réjouir, et je veux me faire l'interprète de la vieille université pionnière afin de dire un merci bien spécial au premier ministre qui a présenté cette mesure en Chambre. Le débat sur le projet de loi s'est maintenu jusqu'ici sur un ton extrêmement élevé. Je siège ici depuis 12 ans. J'ai entendu ici de beaux discours et de bien belles choses. Mais jamais je n'ai entendu un aussi beau discours que celui du premier ministre, vendredi dernier. Je veux également féliciter mon collègue et voisin, le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost). Il

a continué avec ce débat une œuvre à laquelle il a attaché son nom prestigieux, celle du progrès inouï et inespéré de l'enseignement à tous les paliers, dans la province de Québec.

On n'attachera jamais trop d'importance à la supériorité et à la valeur de l'instruction dispensée dans ces institutions de haut savoir en cette époque de matérialisme. Il (M. Rivard) cite des extraits d'une conférence prononcée, le 13 juin 1934, à Montréal, par feu le cardinal Villeneuve⁴, exaltant le rôle des universités, ces institutions vouées à la théorie et à la science pure, à l'étude des problèmes dans leurs plus larges dimensions, à la pensée elle-même.

Le cardinal y rappelait que l'école primaire élémentaire constitue le premier palier de notre système, qu'on y apprend à épeler la pensée humaine. C'est la base nécessaire et ça été, d'ailleurs, historiquement, la première institution à s'implanter chez nous, au prix de grands sacrifices. Il y a encore le collège classique, cette institution intermédiaire où l'on apprend à lire des idées. Ce n'est qu'à l'université que l'on apprend à penser. L'université joue un rôle de plus en plus vital chez nous, à cette époque où la nécessité de la compétence se fait de plus en plus impérieuse. Le gouvernement actuel le comprend.

On ne saurait trop faire pour ces institutions quand il s'agit d'un peuple minoritaire comme le nôtre qui doit dominer par la valeur de ses cerveaux. La minorité catholique et française, sur ce continent, ne peut pas se contenter de médiocrité. Il lui faut la compétence du savoir, de la pensée et de la technique. Et ce n'est que dans ses universités que le Québec pourra entraîner les hommes et les femmes de haut savoir.

Il n'est pas juste de prétendre que le gouvernement n'a jamais élaboré de politique d'aide aux universités dans le passé. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a dit avoir adhéré au Parti libéral à cause de sa politique d'éducation. Nous avons, nous aussi, une politique en matière d'éducation. Elle n'a rien d'improvisé. Ce projet de loi en est une preuve. Il ne constitue d'ailleurs que la continuation d'une œuvre commencée depuis l'accession au pouvoir de l'Union nationale. Ce parti ne s'est pas contenté de parler, d'inscrire des projets à son programme ou de faire de la propagande. Nous avons posé des actes.

Il (l'honorable M. Rivard) compare ce que le gouvernement actuel a fait pour les universités avec ce qui se faisait sous le dernier régime libéral. En 1944-1945, sous un gouvernement libéral, les universités du Québec ont reçu \$2,465,466.67. En 1957-1958, l'Union nationale leur a versé \$18,817,266.

De 1944-1945 jusqu'ici, l'Union nationale a versé aux universités du Québec \$127,104,024. En 1944-1945, l'Université de Montréal a reçu des libéraux la somme de \$1,320,000, tandis qu'en 1957-1958, l'Union nationale lui a versé la somme de \$10,447,000. De 1944-1945 à 1957-1958, Laval a reçu du gouvernement de l'Union nationale le montant global de \$38,723,000 et l'Université de Montréal, \$60,253,000.

Le 11 mai 1959, l'ancien recteur de Laval, Mgr Ferdinand Vandry, P.A.⁵, déclarait que durant les 10 dernières années, son université avait reçu plus de \$22,000,000 du gouvernement actuel et que l'on pourrait, à juste titre, décerner à l'honorable Maurice Duplessis le titre de véritable fondateur de la cité universitaire de Laval.

La loi actuelle est l'aboutissement d'une politique toujours maintenue, non dans les programmes mais dans les actes. Elle vise à assurer aux universités les garanties nécessaires à leur épanouissement. Elle soulagera beaucoup les autorités universitaires de la province et assurera leur expansion future. Les autorités universitaires l'ont accueillie avec une grande joie, et il ne fait pas de doute que la population étudiante en retirera de grands bienfaits. Les professeurs et les étudiants sont heureux de ce geste du gouvernement qui sait prendre ses responsabilités et, dans le respect intégral de ses droits constitutionnels, contribuer à l'avancement de la culture, de la science.

On a parlé d'une présumée lacune dans le projet de loi. On a regretté que la mesure ne prévoie pas la formation d'une commission provinciale des universités. Mais rien n'empêche les institutions concernées de former cette commission si elles le désirent. C'est d'ailleurs ce qu'elles font déjà.

Quoi qu'il en soit, on peut se demander si une telle commission est bien nécessaire. Les recteurs ont déjà rencontré le secrétaire de la province en septembre dernier. Ils lui ont exposé les besoins de leurs universités respectives, qui atteignent entre \$60,000,000 et \$75,000,000. Ils reviendront à Québec demain pour formuler de nouvelles recommandations⁶. Qu'ils viennent ici au nom de chacune des universités ou par l'intermédiaire d'une commission, cela ne change rien à l'affaire. Ce qui compte, c'est que le gouvernement soit informé de leurs besoins.

Quant à la mesure elle-même, on ne saurait trop le répéter, elle constitue un geste positif, le geste d'un gouvernement qui sait prendre ses responsabilités et contribuer, dans le champ de sa juridiction, au progrès du savoir et des sciences, chez

nous. Un regard sur le monde permet de se rendre compte que pour contrecarrer l'effet pernicieux des luttes du matérialisme et du mouvement des idées fausses, il faut se tourner vers la jeunesse. C'est ce que le gouvernement actuel fait.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) félicite le gouvernement et le premier ministre du geste qu'ils posent en faveur de l'éducation. Une partie de la population de langue anglaise avait nourri certaines inquiétudes sur la politique que le gouvernement entendait adopter à l'endroit des universités. Il dit que lui-même a été interrogé à ce sujet.

Il fallait attendre le projet de loi qui serait déposé, dit-il, pour avoir une réponse. Maintenant que le gouvernement a pris des mesures bien précises et que le premier ministre a fait connaître ses opinions, il ne subsiste aucun doute dans les esprits. Après le discours qu'a prononcé le premier ministre vendredi passé, il n'y a aucune raison de craindre pour l'avenir de l'éducation chez nous. On sait positivement de quelle façon le gouvernement va procéder.

Il dit que jamais, au cours des 12 ans qu'il a passés en Chambre, il n'a entendu d'aussi belles déclarations sur l'éducation que celles faites par le premier ministre, un homme qui s'est instruit lui-même en travaillant le soir et la nuit. Il considère même l'exposé du premier ministre comme un chef-d'œuvre.

Depuis 1948, dit-il, le gouvernement actuel a soumis au Parlement plusieurs mesures qui ont permis aux enfants des familles de travailleurs, principalement ceux du comté de Sainte-Anne, d'avoir accès aux études secondaires et universitaires. Je sais que les payeurs de taxes de Sainte-Anne seront heureux d'appuyer la nouvelle législation du gouvernement. Il soutient que cela l'autorise à voter encore pour cette nouvelle initiative.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) reproche au procureur général (l'honorable M. Rivard) d'avoir comparé les montants des octrois accordés par les gouvernements de la province de Québec aux universités en 1944 et en 1959-1960. On oublie le fait, dit-il, que le budget actuel de la province est à peu près le double de ce qu'était celui du Canada vers 1935. En 1944, le budget de la province était de \$93,000,000 environ. Il est aujourd'hui de \$600,000,000. Toute comparaison entre les deux années est futile.

Il (M. Hyde) dit qu'il appuie la mise sur pied d'une commission des universités qui étudierait les

besoins de ces institutions et qui ferait des recommandations au gouvernement. Le gouvernement peut ne pas s'opposer à ce que les universités se rencontrent dans le but d'étudier leurs besoins, dit-il, mais il n'existe aucune disposition dans la loi pour la mise sur pied d'une commission des universités. Notre thèse, c'est que toute idée d'ingérence politique, à n'importe quelle étape, devrait être rejetée.

Le procureur général a précédemment fait allusion à l'autonomie de la province en matière d'éducation. Mais il faudrait aussi assurer l'autonomie des institutions elles-mêmes et les libérer de toute influence gouvernementale. Il faut à tout prix éviter cela.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il n'ajoutera que quelques mots pour répondre aux questions et aux remarques des députés de la gauche.

J'ai été étonné, dit-il, que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ait donné tantôt comme motif de son adhésion au Parti libéral le programme d'éducation de ce dernier...

M. Hamel (Saint-Maurice): L'un des motifs.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il a dit tantôt: "l'une des raisons principales". Ce qui m'étonne, c'est qu'il a adhéré au Parti libéral en 1950 et qu'il va chercher les motifs de son adhésion dans un rapport de 1956 qui, par surcroît, n'a pas dû être publié avant 1957. Comment a-t-il pu, en 1950, se décider sur des chiffres de 1956?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre torture mes expressions. J'ai parlé de la situation à partir de 1947, situation qui s'est prolongée et qu'on retrouvait dans les chiffres de 1956.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il a parlé de la situation de 1947 à 1956, insistant surtout sur celle de 1956, pour justifier un acte posé en 1950. C'est le même homme qui disait en 1949: "Plus une province se donne au Parti libéral, plus elle se pourrit"⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai jamais dit cela.

Une voix ministérielle: C'est dans le *Hansard*!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai dit que les gens qui étaient dans le Parti libéral quand je le

critiquais se retrouvent aujourd'hui de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce que démontrent les chiffres, c'est que plus une province se donne au Parti libéral, plus ses universités sont pauvres. Le chef de l'opposition, lui, avait placé et maintenu le débat à un niveau très élevé. Mais il a dit à un moment donné: "Je suis appelé à faire confiance". Faire confiance à qui? Non pas à un homme, non pas même à plusieurs hommes au gouvernement, mais à des institutions, à nos universités, en mettant à leur disposition les moyens nécessaires de s'agrandir, de s'épanouir, de matérialiser les projets qu'elles ont depuis longtemps, puisque ce seront les universités elles-mêmes qui nous diront ce qu'elles désirent. Est-il juste, dans les circonstances, de douter de la bonne foi du gouvernement et des membres du cabinet?

Le chef de l'opposition, et ses collègues de Saint-Maurice (M. Hamel) et de Westmount (M. Hyde), disent qu'il devrait exister une commission des universités, qui viendrait exposer les besoins et faire des recommandations au gouvernement. C'est ce à quoi aboutit la proposition du gouvernement. Rien dans le bill n'empêche les universités de se grouper ainsi pour étudier leurs besoins. Nous ne nous opposerions pas à un tel geste de la part des universités. Au contraire, les universités présentent leurs besoins au gouvernement depuis longtemps et nous connaissons ces besoins.

Nous le prouvons par le bill que nous présentons. Si les universités veulent se grouper pour faire des études ensemble, très bien. Nous en serons heureux. Mais ce n'est pas à nous de leur dicter une ligne de conduite. Nous savons déjà, quant à nous, qu'elles ont des projets pour environ \$75,000,000. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Prévost) les a exposés la semaine dernière. Or, on ne doit pas douter de l'attitude du gouvernement, puisque ces projets sont déjà acceptés en principe. Nous disons aux universités: Prenez dès maintenant les dispositions voulues pour emprunter et nous garantirons le remboursement du principal et des intérêts.

Je regrette encore une fois que le député de Saint-Maurice ait apporté une note politique dans le débat. Je crois que ce n'est pas à son avantage d'avoir ainsi rapetissé le débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai donné au débat le ton que je lui ai donné d'abord parce que nous n'avons pas à avoir honte des positions prises par le Parti libéral et, ensuite, parce que le secrétaire

provincial, dans son discours de vendredi dernier, a passé la moitié de son temps à faire l'éloge du premier ministre. Je n'ai fait que répondre au secrétaire provincial.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si le député de Saint-Maurice veut faire un long discours pour louer M. Lesage, nous serons heureux de l'entendre. Je me demande s'il pourrait le faire sérieusement, sans rire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je remercie le premier ministre de son invitation, mais il va le regretter.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il pourra bien, si ça lui plaît, faire des éloges dithyrambiques de cet homme appelé à disparaître de la scène politique. Le député de Westmount, lui, prétend que notre budget actuel double le budget fédéral de 1935. Il devrait revoir ses chiffres. Il constaterait que notre présent budget ne dépasse guère le budget libéral de l'époque qu'il a mentionnée.

Mais, même en tenant compte de l'augmentation du budget, même en ne considérant que les proportions, il se trouve que nous donnons aux universités au moins cinq fois plus que leur avait donné l'ancien gouvernement dans sa dernière année, qui fut sa meilleure à ce point de vue.

Et quand la session sera terminée, quand on fera le compte de ce que nous aurons donné par le budget et par nos lois, on constatera que le total représente au moins 10 fois ce que l'ancien gouvernement donnait aux universités.

Un vote enregistré ayant été demandé par les ministériels, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Saint-Pierre,

Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 3 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à sa prochaine séance⁸.

Subsides:

Budget des dépenses 1960-1961

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

M. Hamel (Saint-Maurice) revient sur la question des rapports qui auraient été faits par la Commission de révision des lois minières de la province de Québec. Il (M. Hamel) demande au ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) s'il y a eu d'autres rapports que les deux lettres produites précédemment⁹.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) répond qu'il a pris connaissance de plusieurs volumes préparés par la Commission, mais qu'il n'est pas d'intérêt public de les déposer maintenant sur le bureau de l'Assemblée législative.

M. Turcotte (Roberval) tente de continuer sur le sujet.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le débat a été clos par la déclaration du ministre selon lequel il n'est pas d'intérêt public de déposer ces documents.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste contre l'intervention du premier ministre. Il appartient au président du comité de décider si le débat est terminé et non pas au premier ministre.

M. le président rappelle la décision qu'il a rendue précédemment relativement aux items des

estimés votés par des lois. On ne peut les discuter, comme dans le cas présent, dit-il, que si la Chambre est unanime à en permettre la discussion. Dans le cas contraire, on ne peut discuter que la dépense passée, qui se trouve dans les *Comptes publics* et dont la somme est de \$38,222.70.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) demande au premier ministre et au ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) ce que ces dépenses encouraient et s'ils sont satisfaits des deux rapports ou formes de lettre qui ont été produits. La seule différence entre les deux lettres, dit-il, ce sont des changements mineurs, se résumant à trois ou quatre lignes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Sur les \$38,222.70, il y a \$33,000 pour le salaire des commissaires. Les commissaires ont déjà préparé un volumineux rapport sur le problème de l'extraction de l'huile dans la province. Toutefois, ce rapport ne peut être rendu public maintenant parce qu'il donnerait lieu à de la spéculation. Je puis dire que c'est le résultat d'un long travail. Les commissaires ont travaillé une année entière pour le rédiger. Ils ont fait du bon travail et ils ont bien gagné leur salaire.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Donc, les rapports produits sont incomplets.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Rouyn-Noranda prend pour des rapports ce qui n'en est pas. Les deux rapports, en date du 18 novembre 1957 et du 3 décembre 1958, sur lesquels l'opposition fait son débat, ont été produits à la demande du député de Westmount (M. Hyde) qui voulait des rapports sommaires. Ce sont seulement des lettres, sans caractère officiel. La loi dit que les vrais rapports de la Commission doivent être présentés au lieutenant-gouverneur en conseil alors que les lettres sont adressées, l'une à Me Émile Tourigny, ex-chef de cabinet du premier ministre, et l'autre, à feu Maurice Duplessis.

Le député de Rouyn-Noranda est excusable d'assimiler ces documents à des rapports. Par contre, le chef de l'opposition et le député de Saint-Maurice, qui sont avocats, ne sont pas excusables d'y voir des rapports officiels.

On a eu tort d'attaquer des gens honnêtes sur la foi de lettres qui ne sont pas des documents officiels au sens de la loi. Au lieu de se baser sur des documents incomplets, il aurait été facile à l'opposition de se renseigner, d'aller aux sources si elle l'avait voulu. Elle aurait été en mesure, alors, de

s'éviter des attaques inqualifiables contre les membres de la Commission. L'opposition, par des questions bien posées, aurait appris que la Commission de révision des lois minières a tenu 130 séances, qu'elle a siégé à Québec, qu'elle a fait une étude de toutes les questions relevant des lois des mines et qu'elle a abattu jusqu'ici un besogne considérable.

Les voyages des commissaires étaient parfaitement justifiés. Au sujet des voyages au lac Louise, par exemple, dont l'opposition a fait grand état, le président de la Commission, Me Normand Grimard, n'y est pas allé. M. A.-O. Dufresne s'y est rendu à titre de sous-ministre des mines, parce qu'il s'agissait d'une assemblée des ministres et des sous-ministres des Mines. Il a chargé des dépenses au ministère. M. Eugène Larochelle, un autre commissaire, y est allé aux frais des compagnies de mines. Un autre commissaire, M. Wilsey, a fait le voyage, mais au frais du ministère. Rien n'a été chargé à la Commission, mais au ministère des Mines.

Le député de Saint-Maurice ne s'est pas grandi, la semaine dernière, quand il s'est attaqué aux commissaires, qu'il les a traités d'incompétents, de favoris du régime. Me Normand Grimard est un jeune avocat brillant, qui s'est établi à Rouyn. M. Wilsey est président de l'association des prospecteurs¹⁰.

M. Eugène Larochelle, ingénieur diplômé voué aux recherches minières depuis longtemps, a été nommé au service des mines en 1923, sous le régime Taschereau. M. A.-O. Dufresne, sous-ministre des Mines, réputé dans tout le Canada, est entré dans le service civil provincial sous le régime Gouin. Les deux derniers ont été nommés par le gouvernement libéral.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a éclairé la Chambre en ce sens qu'il a admis que les rapports soumis à la Chambre étaient incomplets. En somme, le ministre a confirmé le fait qu'on ne peut se fier à pareils documents.

Ces documents ont été produits à la suite d'une demande du député libéral de Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) qui voulait savoir si la Commission avait fait des rapports. On nous a répondu que la Commission avait présenté deux rapports et ce sont ces deux documents qui nous ont été fournis. Nous nous sommes fiés sur les documents fournis, et c'est pour cela que j'ai déclaré, lors d'un débat antérieur, que la Commission d'étude et de révision des lois minières avait déjà coûté \$168,000 à la province et qu'elle n'avait produit que des rapports incomplets et sans signification.

Aujourd'hui, on nous apprend qu'il y aurait d'autres rapports. Le gouvernement n'a pas le droit de jouer à la cachette. Il n'a pas le droit de tromper la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'agissait simplement alors de rapports sommaires. Mais, depuis la publication de ces rapports, il y en a un complet qui a été remis au gouvernement. Il porte sur l'huile minérale. L'Exécutif de la province n'a pas encore pris connaissance de ce rapport.

M. le président fait remarquer que la discussion est irrégulière, puisque les crédits de \$10,000 destinés à la Commission sont déjà autorisés par une loi générale et que les questions ne portent pas sur des dépenses inscrites dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je veux simplement souligner que les membres de la Commission ont tenu 130 séances. C'est un travail considérable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le but de la Commission est de réviser les lois minières. Dans un mois, toute personne qualifiée est en mesure de faire un rapport sur le sujet. Le rapport sommaire note que la réunion au lac Louise était très importante, mais le rapport ne dit pas pour quelles raisons cela était important.

L'honorable M. Barrette (Joliette) déplore l'attitude du député de Saint-Maurice sur cette question. Libre à lui, dit-il, de s'attaquer aux commissaires, de prétendre qu'ils sont des favoris du régime, qu'ils ne gagnent pas leurs salaires. Quant à nous, nous sommes de l'avis de ceux qui les connaissent et qui les considèrent comme des spécialistes du développement minier ou des gens qui s'en occupent depuis longtemps.

M. le président: Comme il n'y a aucune question portant sur l'item à l'étude, j'appelle l'item suivant.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous ne nous laisserons pas bâillonner. J'en appelle à la Chambre de la décision du président.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur suppléant, en comité des subsides, au cours du débat sur le budget du ministère des Mines, une discussion générale s'engage sur l'item statutaire S1.

J'ai décidé que le débat ne peut porter sur cet item statutaire no S1 pour l'exercice du 1^{er} avril 1960 au 31 mars 1961, mais que des questions peuvent être posées sur les dépenses faites par le ministère au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1959.

J'ai averti à plusieurs reprises les membres du comité de faire porter le débat sur les dépenses indiquées à la page 306 des *Comptes publics* 1958-1959.

Comme, depuis assez longtemps, la discussion se fait en marge des dépenses précitées, j'ai décidé que le comité devait maintenant passer à l'étude de l'item suivant, soit l'item 10.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue¹¹.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

À 6 heures, M. le président du comité quitte le fauteuil.

Reprise de la séance à 8 heures

M. le président du comité au fauteuil

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il refusé jusqu'ici de profiter de l'offre d'Ottawa à ce sujet? Cette offre prévoit que le gouvernement fédéral est prêt à payer 50 % du prix de la construction de chemins semblables.

Le gouvernement fédéral offre cet argent sans condition, pour construire n'importe quelle sorte de route. Les neuf autres provinces ont accepté de participer à ce programme. Le gouvernement provincial projette maintenant de dépenser \$2,500,000 pour des routes dans le Nord du Québec, alors qu'il pourrait doubler ce montant sans qu'il ne lui en coûte rien en acceptant l'offre du gouvernement fédéral qui ne menace nullement l'autonomie provinciale.

M. Lafrance (Richmond): La population du Québec est en droit de se demander pourquoi le gouvernement de notre province refuse de prendre la part nous revenant des millions de dollars que lui offre Ottawa.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La question de l'offre d'Ottawa est toujours à l'étude. Le gouvernement cherche un moyen d'en venir à une entente et de récupérer ce qui doit nous revenir sans que nous ne perdions le contrôle de l'exécution des travaux. S'il est possible, sans faire de brèche dans les droits provinciaux, de récupérer l'argent offert par Ottawa, qui, en fait, nous appartient, que ce soit \$5,000 ou \$5,000,000, nous le ferons avec plaisir. Je dois dire que, dans le domaine de la voirie comme dans les autres, quand le gouvernement fédéral nous offre des subventions, il faut être d'une extrême

prudence. Il suffirait de laisser la porte entrouverte pour qu'on pénètre dans notre maison et, en l'occurrence, notre maison, c'est le Parlement provincial et ses droits.

Nous espérons qu'une récupération sera possible. Mais tant qu'il y aura le risque d'ouvrir une porte, de s'écarter de l'attitude traditionnelle du Québec, et de faire perdre à Québec le contrôle des travaux exécutés dans la province, nous refuserons les propositions du gouvernement fédéral. À quoi servirait de conclure un accord avec Ottawa si nous perdions ainsi le droit de décider où les chemins seront construits, combien cela coûtera et combien de temps cela prendra? On en arriverait à voir établir des chemins à des endroits où ils ne seraient d'aucune utilité pour les gens du Québec.

Quand l'occasion se présente de récupérer des droits dans un domaine ou un autre, nous ne manquons pas de faire un pas dans la bonne direction. On a pu le constater dans le domaine de l'éducation. De toute façon, qu'il s'agisse d'un mille de chemin ou d'un million de milles, un principe est en jeu, et c'est ça qui compte! Il se peut que ce soit plus une question d'affaires que d'autonomie provinciale.

M. Hamel (Saint-Maurice): La proposition dont a parlé le député de Montréal-Notre-de-Grâce (M. Earl) était contenue dans une lettre adressée à Québec en 1958. Elle portait la signature de l'honorable Alvin Hamilton¹², est-ce qu'on y a répondu?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je ne peux pas vous répondre dans l'immédiat. Il arrive des dizaines de milliers de lettres, dit-il. Dans les trois quarts des cas, je ne puis savoir si on y a répondu.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit non pas d'une lettre ordinaire, mais de la lettre d'un ministre fédéral. On ne peut en recevoir tous les jours. Et ça fait deux ans et demi qu'elle a dû arriver à Québec. Une circulaire adressée en même temps à tous les premiers ministres du Canada... Ah! C'était peut-être à l'époque où le ministre du Travail était absent de la Chambre...¹³

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il ne peut rien dire au sujet des premières propositions. J'ai reçu une lettre de M. Hamilton il y a cinq jours et je lui ai répondu lundi. Mais, ce qui s'est passé il y a deux ans et demi...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Travail était absent de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ça me fait penser à l'absence du chef de l'opposition¹⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le chef de l'opposition a été absent pendant une année. Mais, durant cette année, il n'a pas prononcé 42 discours, par tous les temps et des plus mauvais, pour faire élire les candidats de l'honorable John Diefenbaker, comme l'a fait le ministre du Travail durant son absence.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est inexact.

M. le président demande à la députation de revenir au sujet du débat.

M. Hamel (Saint-Maurice) et **L'honorable M. Barrette (Joliette)** continuent à discuter.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande au président du comité de rappeler le premier ministre à l'ordre.

Des députés ministériels protestent contre l'intervention du député de Westmount-Saint-Georges.

M. le président cite l'article 286 du Règlement en vertu duquel tant qu'un député a la parole, aucun député ne doit l'interrompre.

Il cite également l'article 381 du Règlement selon lequel, en comité des subsides, le débat doit porter exclusivement sur l'article à l'étude. Il (M. le président) demande qu'on s'en tienne aux crédits de \$2,500,000 pour la construction de chemins de mines.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous prétendons que les \$2,500,000 ne sont pas suffisants pour l'exécution des travaux nécessaires dans la province.

M. le président cite l'article 382 du Règlement disant qu'un simple député n'a pas le droit de suggérer une augmentation de crédits.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est pourquoi nous proposons seulement d'étudier la possibilité d'avoir plus d'argent sans être obligé de voter de plus fortes sommes...

Il y a une raison pour laquelle le gouvernement provincial ne veut pas accepter l'offre fédérale. Le premier ministre l'a dit, c'est qu'elle n'est pas conforme à la coutume traditionnelle du Québec... On connaît cette coutume.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai parlé de l'attitude traditionnelle du Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'attitude traditionnelle du Québec, c'est de ne pas demander de soumissions publiques. Si les soumissions publiques n'étaient pas obligatoires en vertu de l'offre fédérale, est-ce que le gouvernement n'accepterait pas les subsides fédéraux? J'aimerais savoir en quoi l'offre fédérale peut constituer une entrave à l'autonomie de la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dit qu'il a déjà répondu à cette question.

M. le président déclare qu'on doit revenir à l'item en discussion, sans s'attarder davantage sur le terrain de l'autonomie provinciale.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) soulève la question d'un petit pont de 24 pieds de largeur pour lequel le gouvernement a payé \$38,000. Le prix payé pour ce pont, dit-il, était deux fois trop haut.

Il a fallu plus de \$52,000 du mille pour des chemins de mine. C'est beaucoup trop élevé.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Un contrat a été signé avec un libéral, M. Beauchemin.

M. Dionne (Rimouski): L'entrepreneur libéral a travaillé pour \$13,000 du mille. On aurait intérêt à confier plus d'ouvrage dans ces circonstances aux entrepreneurs libéraux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1961.

M. Parent (Hull): C'est là le secteur le plus négligé du ministère. Il (M. Parent) cite une causerie récente de l'économiste Roland Parenteau¹⁵, qui disait que la province de Québec devrait se donner une véritable politique économique et qu'elle devrait élaborer un plan directeur pour la mise en valeur de ses ressources, parce que c'est du règlement de cette question que dépend la prospérité du Québec dans toutes ses régions.

Dans le domaine de la planification, tout marche au ralenti. En dehors de l'agglomération montréalaise, il y a des régions qui ne progressent guère et qui pourtant ont des richesses à développer. Il faudrait décentraliser l'industrie, revivifier l'économie sur toute l'étendue du territoire québécois. Mais cela ne peut se faire que si l'on dresse d'abord un plan d'ensemble qui permettrait une réelle planification. Or, le ministère de l'Industrie et du Commerce ne nous a encore donné aucune véritable politique économique. Il se contente de faire voter chaque année ce montant de \$40,000 qui est toujours le même et qui est manifestement insuffisant. Est-ce l'intention du ministre de nous dresser enfin un programme économique?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) répond que son ministère a fait entreprendre par cinq économistes réputés un projet de recherche pour découvrir les perspectives générales du développement économique du Québec. Ce programme se poursuit avec l'aide des services de recherches économiques des universités. Un volume, qui sera publié dans quelques mois, décrira la marche de l'économie québécoise au cours des 25 dernières années et cherchera à prévoir ce qui se passera au cours du prochain quart de siècle. C'est un travail qui sera accueilli avec beaucoup de satisfaction par les hommes d'affaires et les chambres de commerce.

M. Parent (Hull): Mais ce qu'il nous faut, c'est un plan directeur.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Avant de dresser un plan directeur, il fallait d'abord exécuter ce travail de base.

M. Parent (Hull): C'est pourquoi je dis que notre province est bien en retard dans le domaine de la planification économique.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député de Hull n'est pas au courant de ce qui se fait à ce sujet. À la suite des études faites par le ministère, des sociétés d'expansion industrielle se sont établies et nos études leur ont montré les possibilités. C'est aux chambres de commerce à faire ensuite le travail nécessaire pour attirer des industries.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) cite la revue *Le Québec industriel* de 1957, pour affirmer que la province de Québec est en retard dans le domaine industriel. Il compare l'Ontario à Québec et déclare

que dans la première, il y avait 13,178 industries en 1957, et 12,191, dans Québec¹⁶, avec 598,000 employés en Ontario, et 424,000 dans Québec, recevant des salaires globaux annuels de \$1,954,000,000 dans l'Ontario, et de \$1,214,000,000 dans Québec.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ces chiffres datent de trois ans et ne sont plus à point. Il (l'honorable M. Barrette) cite des chiffres tout récents puisés aux sources fédérales, pour la dernière année, et qui prouvent que Québec va de l'avant.

De 1947 à 1959, dit-il, il y a eu dans Québec des investissements de nouveaux capitaux de \$24,048,000,000, dont \$5,859,000,000 en services d'utilité publique pour le développement des richesses naturelles. Ça, c'est de la planification.

Il y a eu des investissements de nouveaux capitaux dans les manufactures du Québec pour une somme de \$4,730,000,000. Il compare ensuite les investissements faits dans Montréal et dans Toronto de 1947 à 1959 pour la construction et la réparation des manufactures: \$2,047,000,000 dans Montréal et \$1,613,000,000 dans Toronto. En 1959 seulement, on a investi \$221,000,000 dans Montréal et \$135,000,000 dans Toronto.

En 1947, les investissements dans les manufactures à Toronto étaient de \$33,000,000 et de \$38,000,000 à Montréal. En 1959, c'était \$68,000,000 dans Montréal et \$26,000,000 dans Toronto. En tout et partout, il y a eu, de 1947 à 1959, des investissements de \$574,000,000 dans Montréal et de \$399,000,000 dans Toronto.

Une délégation de l'Association des marchands détaillants nous apprenait, ces jours-ci, que le commerce de détail du Québec est encore aux mains des particuliers dans une proportion de 78 %. Le reste, 22 %, est la propriété des grosses compagnies. C'est une situation qui doit nous réjouir, car elle démontre que l'entreprise privée est encore fermement installée chez nous et que le petit commerçant est bien protégé¹⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ces chiffres démontrent la nécessité d'un plan directeur et d'une meilleure planification qui empêcherait la centralisation de l'industrie dans la ville et la région de Montréal. C'est le grand mal actuellement, les nouvelles manufactures s'installent toutes à Montréal tandis que l'Ontario pratique la décentralisation.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le gouvernement ne peut pas dire aux industriels où ils doivent s'établir.

M. Hamel (Saint-Maurice): La province de Québec, à cause de sa population, ne peut pas dépasser l'Ontario. L'opposition ne reproche pas cela au gouvernement, mais elle affirme que l'élan industriel de notre province n'a pas suivi l'élan industriel des autres parties du Canada, notamment de l'Ontario.

L'Annuaire statistique de la province de Québec, pour l'année 1958, établit le pourcentage de la production du Québec par rapport à la production nette globale du Canada. En 1943, d'après ces chiffres, Québec comptait 29 % de la production de tout le pays. C'était la dernière année du dernier régime libéral. En 1955, dernière année pour laquelle *l'Annuaire statistique du Québec* donne des chiffres, cette proportion, sous l'Union nationale, était tombée à 26.55 %. Il faut donc reconnaître que sous le gouvernement actuel, en dépit de ses vantardises, nous n'avons pas gagné de terrain, mais nous avons reculé.

Il (M. Hamel) propose l'ajournement de la discussion.

La motion est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Bien que le parrain de ce projet de loi soit l'honorable M. Bourque, tous les journaux s'accordent pour dire que c'est le premier ministre qui l'a expliqué.

2. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.

3. *Le Montréal-Matin* du 3 février 1960, à la page 3, écrit plutôt "5 ans", mais l'honorable M. Rivard est membre du conseil de l'Université Laval depuis 1953.

4. Mgr Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve (1883-1947), oblat, est ordonné prêtre en 1907. Professeur au scolasticat d'Ottawa (1907-1920) puis directeur (1920-1930), il obtient un doctorat en philosophie (1919), en théologie (1922) et en droit canonique (1930). Élu évêque de Gravelbourg (1930), archevêque de Québec (1931), puis cardinal le 13 mars 1933. Décédé à Alhambra en Californie le 17 janvier 1947.

5. Mgr Ferdinand Vandry (1887-1867), théologien, recteur de l'Université Laval de 1945 à 1954. C'est sous son rectorat que débute l'entreprise de construction de la cité universitaire.

6. *The Montreal Daily Star* du 3 février 1960, à la page 1, explique que l'honorable M. Rivard fait ici référence à une rencontre entre le surintendant de l'Éducation de la province de Québec, M. Omer-Jules Desaulniers, et les recteurs des Universités McGill, M. Cyril James; Montréal, Mgr Irénée Lussier; Laval, Mgr Parent et Sherbrooke, Mgr Irénée Pinard."

7. Rappelons que M. Hamel a été député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafleur à la Chambre des communes de 1945 à 1949.

8. Selon *Le Soleil* du 3 février 1960, à la page 28, la Chambre n'a pas procédé immédiatement à l'étude du projet de loi en comité plénier et à la troisième lecture "par courtoisie pour M. Lapalme qui est absent et qui a porté un grand intérêt à cette question". M. Lapalme souffre d'une indisposition depuis la veille. Par ailleurs, *La Tribune* du 3 février 1960, à la page 1, souligne que M. Lizotte, député unioniste de L'Islet a repris son siège à l'Assemblée législative pour la première fois depuis le 13 janvier.

Rappelons qu'il avait alors dit aux journalistes qu'il se retirait de la vie politique, protestant ainsi contre la façon dont M. Barrette avait été choisi comme premier ministre. M. Lizotte a toutefois quitté la Chambre tôt dans la séance.

9. Le débat concernant la Commission d'étude et de revision des lois minières a commencé lors de la séance du 19 janvier 1960. Habituellement, il n'y a pas de discussion sur les crédits statutaires, mais M. Lapalme avait demandé la permission de discuter de cet item, ce qui lui avait été accordé par le premier ministre. Le débat, interrompu par plusieurs rappels à l'ordre, avait alors duré 1 h 30, sans qu'on n'épuise le sujet.

10. Pour plus de détails sur MM. Grimard et Wiltsey, consulter *La Frontière* du 18 février 1960, à la page 4, qui consacre un éditorial à leur sujet.

11. *La Presse* du 3 février 1960, à la page 22, note que le débat a duré environ 1 h 15.

12. Francis Alvin George Hamilton (né en 1912), ministre du Nord canadien et des Ressources nationales dans le gouvernement Diefenbaker de 1957 à 1960, puis ministre de l'Agriculture de 1960 à 1963.

13. M. Barrette n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et au début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une "maladie".

14. À la suite d'une intervention chirurgicale, M. Lapalme a été absent durant toute la session 1956-1957. C'est M. Hamel qui le remplaçait à la tête du Parti libéral.

15. Roland Parenteau (1921-), professeur à l'École des hautes études commerciales et à l'Université de Montréal. Il deviendra par la suite directeur général du Conseil d'orientation économique du Québec (1964-1968), puis directeur fondateur de l'Office de planification du Québec (1968-1969).

16. Ces chiffres sont tirés du *Soleil* du 3 février 1960, à la page 15. *L'Action catholique* du même jour, à la page 10, écrit plutôt "12,181" pour le Québec.

17. Ce dernier paragraphe est tiré du *Temps* du 5 février 1960, à la page 16, qui est le seul journal à

le rapporter. Le journal ne précise toutefois pas quand l'honorable M. Barrette a cité ces chiffres, se contentant d'écrire "à l'Assemblée législative cette semaine". Le débat sur la planification économique nous semblait l'endroit le plus approprié pour insérer ces paroles.

Séance du mercredi 3 février 1960

Présidence de G. Caron

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 170 modifiant la loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Remboursement de droits:

Saint-Donat

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill 251 concernant les immeubles de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm, ayant pour objet des biens appartenant à une corporation qui a pour but de promouvoir un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Projets de loi:

Loi des conditions
de l'habitation

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Ce bill permet au gouvernement de payer, sur les prêts futurs et sur les renouvellements de prêts passés, le 3 % d'intérêt prévu par la loi pour améliorer les conditions de l'habitation, même si le taux de l'intérêt exigé par le prêteur excède celui de 5 % originairement stipulé par la loi, pourvu qu'il ne dépasse par 6¼ %. Le gouvernement veut faciliter davantage l'accession à la propriété. La mesure vise à faire bénéficier tous ceux qui empruntent à la Société centrale d'hypothèques et de logement de la loi provinciale d'aide à l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des
produits laitiers

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cimetière
du Mont-Royal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 71 concernant la cité de Montréal, la cité d'Outremont et la Compagnie du cimetière du Mont-Royal.

Il s'agit d'une mesure déjà annoncée touchant la portion de terrain que veut vendre la compagnie du cimetière du Mont-Royal. La loi dira que la corporation du cimetière ne pourra vendre ou céder ces terrains à d'autres qu'aux cités de Montréal ou Outremont qui, elles, ne pourront les acquérir que pour les incorporer au parc du Mont-Royal, ou pour d'autres fins de cimetière.

On n'a pas encore réussi à déterminer d'ailleurs si ce terrain se trouve dans les limites de Montréal ou d'Outremont, et on le considère pendant l'enquête que l'on a fait à ce sujet comme un "no man's land".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de
Montréal métropolitain¹

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, que l'article 531

du Règlement soit suspendu pour permettre au bill 70, concernant la Corporation de Montréal métropolitain, de franchir toutes les étapes de la procédure en une seule séance, et qu'il lui soit permis de présenter ce bill².

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est une autre preuve du désir de l'opposition de collaborer avec le gouvernement quand la chose est possible.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je m'en réjouis, et j'espère que l'opposition pourra en donner d'autres preuves d'ici la fin de la session.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1 dont le préambule se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi 19 George V, chapitre 103, est modifié en remplaçant les paragraphes 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 14 dudit article par les suivants:"

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) que l'article 1 du bill laisse subsister le droit de veto et de regard de la ville de Montréal sur les opérations de la corporation du grand Montréal relativement au boulevard métropolitain, alors que le comité des bills privés a décidé de l'abolir.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) admet que le bill a été imprimé avant cette décision du comité et amende la clause en question selon la remarque du député de Westmount (M. Hyde).

Le préambule de l'article 1 est amendé et se lit alors comme suit:

"1. L'article 3 de la loi 19 George V, chapitre 103, est modifié en abrogeant le paragraphe 16 et en remplaçant les paragraphes 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 14 dudit article par les suivants:"

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 1, qui se lit comme suit:

"3. La corporation peut exécuter le travail elle-même ou le donner à l'entreprise en tout ou en partie, après avoir demandé des soumissions par avis public publié deux fois, deux jours consécutifs, dans au moins un journal français quotidien et un journal anglais quotidien publiés en la cité de Montréal, la dernière annonce devant être publiée au moins 10 jours avant la date fixée pour la réception des soumissions. De telles soumissions seront ouvertes par la corporation à une assemblée générale tenue au jour et à l'heure indiqués dans l'avis public."

Ce paragraphe est amendé et les mots "dans au moins un journal français quotidien et un journal anglais quotidien" sont remplacés par "dans au moins un journal quotidien publié en français et un journal quotidien publié en anglais".

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 10 de l'article 1 qui concerne la répartition du coût, des frais d'entretien et du service de la dette du boulevard métropolitain entre les municipalités de l'Île de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Depuis que le bill est venu devant le comité, des protestations se sont élevées de la part d'un certain nombre de municipalités et de certains journaux, qui prévoient que le fardeau sera peut-être trop lourd à porter.

Le boulevard métropolitain aura 32 milles de longueur. L'autoroute des Laurentides n'est que de 29.5 milles³. Non seulement ce boulevard sera plus long que l'autoroute, mais il coûtera plus cher. On a dit que l'autoroute coûtera environ \$75,000,000 alors qu'on a parlé d'approximativement \$120,000,000 pour le boulevard métropolitain. Ce dernier aura aussi des voies élevées plus longues que l'autoroute.

Or, la situation géographique de cette artère semble indiquer que les municipalités qui n'auront

pas à payer bénéficieront peut-être davantage du boulevard métropolitain. Celui-ci, par exemple, ne sera guère utile aux citoyens de Verdun, Westmount, ville Mont-Royal ou Outremont. Ceux qui en feront le plus fréquemment usage seront probablement ceux des municipalités limitrophes qui ont à traverser l'Île de l'est à l'ouest, ou vice versa, pour se rendre travailler dans l'Île de Montréal.

Ce nouveau boulevard, au fait, va devenir la plus longue, la principale autoroute de la province puisqu'elle traversera l'Île de Montréal dans toute sa longueur. Il sera aussi celle qui aura coûté le plus cher. En quelque sorte, cette artère fera partie du réseau de nos routes provinciales et non seulement du réseau des chemins de l'Île de Montréal.

C'est pourquoi j'ai été un peu surpris qu'il n'y ait pas eu plus de protestations au comité quand on a décidé de le faire payer uniquement par les gens de l'Île de Montréal. Il ne semble pas juste de procéder de cette façon quand il s'agit d'une route qui ne servira peut-être pas à toute la province, mais au moins à son secteur le plus peuplé.

Le gouvernement ne peut donc raisonnablement demeurer indifférent devant ce problème. Il devrait non seulement fournir sa police, mais participer au coût d'aménagement de la route en question.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le problème soulevé par le chef de l'opposition est vraiment très important. Le gouvernement ne peut s'engager pour le moment, mais le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois) a déjà dit au comité que toute cette question financière du Montréal métropolitain serait étudiée. C'est pourquoi le comité des bills privés a décidé d'en confier l'étude à la Commission municipale de Québec. Le gouvernement veut d'abord étudier la possibilité qu'ont les municipalités concernées de payer leur part.

Il est inutile de rappeler que le gouvernement actuel est bien disposé envers Montréal. Une partie de l'autoroute des Laurentides peut être utilisée sans frais par les Montréalais. Les possibilités de paiement des municipalités seront étudiées, et si l'on en vient à la conclusion que le fardeau financier est trop lourd et qu'il y a impossibilité financière pour les municipalités membres de la corporation de terminer la construction du boulevard, le gouvernement étudiera sûrement la possibilité de contribuer financièrement à l'entreprise.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) souhaite relever un point qu'a souligné le chef de l'opposition

à propos du coût respectif de l'autoroute et du boulevard métropolitain. On voit, dit-il, que l'autoroute des Laurentides, une œuvre du gouvernement provincial qui a à peu près la même longueur que le boulevard, aura coûté presque deux fois moins cher. Cela devrait faire réfléchir ceux qui prétendent toujours que le gouvernement provincial devrait recourir aux soumissions publiques pour l'exécution des travaux et qu'il gaspille l'argent des contribuables en n'y recourant pas.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) abonde dans le sens du chef de l'opposition. Le gouvernement provincial, qui retire peut-être 70 % de ses revenus de la région de Montréal, devrait se montrer plus généreux pour les municipalités de l'île. Le gouvernement devrait s'engager spécifiquement, et au plus tôt, à apporter au moins une contribution substantielle au coût des travaux.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) déclare que depuis qu'il a annoncé, en comité, que la Commission municipale de Québec étudierait le problème du fardeau financier qu'impose aux villes de l'Île de Montréal la construction du boulevard métropolitain, afin de voir s'il n'y a pas lieu de trouver une autre solution, plusieurs municipalités lui ont fait part de leur grande satisfaction.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 70 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Étant donné que le boulevard métropolitain fera partie du réseau routier de la province de Québec, la province devrait en payer une bonne partie et ne pas laisser les municipalités de l'Île de Montréal en supporter le coût.

Il (M. Hyde) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que le bill 70 concernant la Corporation de Montréal métropolitain soit renvoyé au comité plénier avec instruction d'étudier l'opportunité pour la province de contribuer financièrement au coût du boulevard Métropolitain.

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, qui entraînerait une dépense des deniers publics, le tout contrairement aux dispositions des articles 155, 538 et 548 du Règlement⁴.

Il rappelle qu'il a déclaré précédemment, dans le débat, que le gouvernement étudie actuellement la question et que, si on trouve que la part des municipalités de l'Île est trop lourde à porter, le gouvernement y verra.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) tente d'intervenir.

M. l'Orateur suppléant déclare que la motion du député de Westmount (M. Hyde) est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande d'être entendu avant qu'une décision soit prise, et il prie l'Orateur suppléant de relire la motion du député de Westmount-Saint-Georges.

M. l'Orateur suppléant refuse en disant que sa décision est rendue.

Décisions de l'Orateur:

Amendement à incidence financière

M. l'Orateur suppléant, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide qu'il n'y a aucun doute que l'amendement proposé, s'il était adopté, entraînerait des dépenses de deniers publics et qu'il est en conséquence irrégulier, comme contraire aux articles 155 et 548 du Règlement, n'étant pas recommandé au préalable par le lieutenant-gouverneur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemarre, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

Un vote enregistré ayant été demandé par le premier ministre, la motion principale: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois, est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemarre, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levasseur, Maltais, Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget supplémentaire
1959-1960 (2)**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur suppléant un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur suppléant lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (No 2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 3 février 1960
(Document de la session no 2-A)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.
Adopté.

Subsides:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.
Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Étude et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:**Budget supplémentaire
1959-1960 (2)**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé de la province, une somme ne dépassant pas quatre cent mille dollars.
Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:**Loi des subsides No 2,
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 76 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les

dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'opposition nous demande tant de choses qu'elle n'aura probablement pas le temps de lire toutes les réponses.

Hydro-Québec et la Compagnie des Tramways de Montréal

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. La Commission hydroélectrique de Québec possédait-elle, le 14 mars 1951, directement ou indirectement, des droits ou des intérêts dans le capital-actions de la Compagnie des tramways de Montréal?

2. Dans l'affirmative:

a) Quels étaient les droits ou intérêts ainsi possédés?

b) Quelle était la quantité d'actions affectées par de tels droits ou intérêts?

3. La Commission hydroélectrique de Québec possède-t-elle encore, directement ou indirectement, des droits ou des intérêts dans le capital-actions de la Compagnie des tramways de Montréal?

4. Dans l'affirmative:

a) Quels sont les droits ou intérêts ainsi possédés?

b) Quelle est la quantité d'actions affectées par de tels droits ou intérêts?

5. Si la Commission hydroélectrique de Québec a disposé, directement ou indirectement, en tout ou en partie, des droits ou intérêts qu'elle possédait, le 14 mars 1951, dans le capital-actions de la Compagnie des tramways de Montréal:

a) Quelle a été la date de chaque telle disposition, et quelle a été la quantité d'actions affectées, et le nom de l'acquéreur dans chaque cas?

b) Chaque disposition a-t-elle été faite à titre gratuit ou à titre onéreux?

c) À l'égard de chaque disposition à titre onéreux, quel fut le prix de vente stipulé et quel prix a été reçu, en tout ou en partie, par la Commission hydroélectrique de Québec?

d) Les dispositions ont-elles été autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et, dans l'affirmative, quels sont la date et le numéro de chaque arrêté ministériel?

L'honorable M. Johnson (Bagot): 1. et 2. Le 14 mars 1951, la Commission hydroélectrique de Québec était actionnaire de Union Investors Limited qui était actionnaire de United Securities Limited, laquelle compagnie détenait 38,336 actions de la Compagnie des tramways de Montréal.

3. Non.

4. Répondue par 3.

5. La Commission hydroélectrique de Québec, lors de la liquidation de Union Investors Limited, a reçu les argents qui lui revenaient.

Retrait de questions au *Feuilleton*:

Dépenses pour travaux publics

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme): (article 2 du *Feuilleton*):

Quel a été le montant dépensé en 1959 pour des travaux publics entrepris en conformité de l'article 8 de la loi concernant les travaux publics (S.R.Q. 1941, chapitre 148) qui stipule qu'il est du devoir du ministre de demander des soumissions, par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, à l'exception des cas d'urgence?

L'honorable M. Barrette (Joliette): La question numéro 2 doit être rayée du *Feuilleton* parce qu'il y a déjà eu un débat là-dessus dans le cours de la présente session, par le député de Québec-Ouest, (M. Galipeault) et que l'opposition aura encore l'occasion d'en faire d'autres sur ce sujet⁵.

Il propose que, vu qu'il y a déjà eu débat au cours de la présente session sur le sujet de cette question, cette dernière soit rayée du *Feuilleton*.

M. Hamel (Saint-Maurice): Aucun acte de la Législature ne peut être posé sans une motion à cet effet. Il faut une motion pour rayer du *Feuilleton* une question posée par un député; donc l'opposition a droit de demander le vote.

M. l'Orateur suppléant cite l'article 686 du Règlement de l'Assemblée législative selon lequel un ministre peut refuser de répondre à une question, sans donner de raison, et qu'il ne peut y avoir de débat là-dessus.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Que le premier ministre nous dise qu'il ne répond pas à la question, très bien, mais s'il veut rayer cette question de l'ordre du jour, il lui faut faire une motion à cet effet pour en demander la permission à la Chambre. Ce n'est pas au premier ministre à décider cela tout seul.

M. Hamel (Saint-Maurice) (Au milieu des cris des ministériels) réclame de nouveau le vote.

M. l'Orateur suppléant répond que sa décision est donnée et qu'elle doit être tenue pour finale, et il ordonne de prendre le vote sur la motion pour rayer la question numéro 2.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bourque, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Schmidt, Talbot, Thuot, Turcotte, Vachon, 55.

Contre: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

Questions et réponses:

Trans-Gaspésien Aérien ltée

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Relativement à la réponse donnée le 4 mars 1959 par le représentant

de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot) et qui apparaît à la page 606 des *Journaux* pour la session 1958-1959:

1. Un ou des contrats écrits pour les services décrits à ladite réponse a-t-il ou ont-ils été signés?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Par qui:

a) Pour le gouvernement;

b) Pour la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Cette question a été posée l'année dernière exactement dans les mêmes termes et il y a été répondu le 4 mars 1959 par l'honorable Camille Pouliot, ministre de la Chasse et de la Pêche. Cette réponse apparaît à la page 606 des *Journaux*.

Le gouvernement n'a rien à ajouter à la réponse déjà donnée.

Publicité dans *Monetary Times*, *The Boston Herald, Argosy*

M. Kirkland (Jacques-Cartier): 1. Quelles sommes le gouvernement de la province et ses divers organismes et sociétés ont-ils déboursées pour des annonces et de la publicité:

a) dans l'édition du mois de décembre 1958 de la revue *Monetary Times* que le ministre des Finances a citée dans son discours sur le budget du 20 février 1959?

b) dans le journal le *Boston Herald*, au cours de l'année 1959, que le ministre des Finances a cité dans son discours sur le budget du 20 février 1959?

c) dans l'édition spéciale de la revue américaine *Argosy* au printemps 1959?

L'honorable M. Barrette (Joliette): 1. a) \$794;

b) \$3,157;

c) Pas d'édition spéciale connue.

Permis et loyers des clubs de chasse

M. Brown (Brome): Relativement au montant de \$265,389 qui apparaît à la page 77 des *Comptes publics pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959*, sous la rubrique "Chasse-Licences, Permis et Loyers":

a) De combien de clubs s'agit-il?

b) Combien de milles carrés ces clubs louent-ils?

c) Quel est le nombre, en moyenne, des membres de ces clubs?

d) Que signifie, en fait, "etc." dans les termes "Loyer de clubs, etc."?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): a) Il s'agit de 1,714 territoires loués soit à des particuliers, soit à des clubs.

b) 24,773 milles carrés.

c) 25,597 personnes sont locataires ou membres de clubs sans compter de nombreux invités, soit une moyenne de 15 membres par club.

d) Le mot "etc." indique le montant du loyer de deux camps érigés sur le territoire de clubs loués séparément depuis plusieurs années.

H. J. O'Connell Ltd.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Relativement au contrat de vente intervenu le 18 juillet 1958 entre Herbert J. O'Connell *et al.* et le ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec:

1. Les vendeurs ont-ils, depuis la signature du contrat, exécuté tout document et fait tous les arrangements pour compléter le transfert des dettes dues à H. J. O'Connell Ltd., aux vendeurs?

2. Dans la négative:

a) Quel est le montant de la balance de ces dettes?

b) Quelle est leur nature?

3. Un contrat de gérance de l'entreprise a-t-il été signé avec H. J. O'Connell Ltd. pour la période allant du 18 juillet au 31 octobre 1958?

4. Dans l'affirmative:

a) Quel a été le montant de profits nets versé à H. J. O'Connell Ltd. pour l'opération pendant cette période?

b) Ce contrat a-t-il été prolongé ou renouvelé après le 31 octobre 1958, et à quelles conditions?

5. Si un contrat de gérance n'a pas été signé avec H. J. O'Connell Ltd. pour l'été 1958, qui a géré l'entreprise à venir au 31 octobre 1958?

6. Si un tel contrat de gérance a été signé avec H. J. O'Connell Ltd. mais n'a été ni prolongé ni renouvelé, qui a géré l'entreprise depuis le 31 octobre 1958, et à quelles conditions?

7. Le gouvernement a-t-il fait des dépenses pour l'administration, l'entretien ou l'amélioration des actifs acquis par ledit contrat?

8. Dans l'affirmative, quel est le montant de ces dépenses, à quelle période et pour quelle raison spécifique ont-elles été faites dans chaque cas?

9. Quels arrangements les vendeurs ont-ils faits pour l'emploi de l'aéroport mentionné au contrat par l'acheteur et ses représentants?

10. L'acheteur et ses représentants se sont-ils servis de l'aéroport en question?

11. Dans l'affirmative et dans chaque cas:

a) Quel est le nom de l'acheteur, de son ou ses représentants?

b) À quelle date?

c) Pour quelle raison spécifique?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Le département l'ignore.

2. Voir 1.

3. Oui.

4. a) En vertu du contrat de gérance, le gérant administrait l'établissement à profit ou à perte.

b) Non.

5. Voir 3.

6. Le département.

7. Oui.

8. Du 1^{er} octobre 1958 au 31 mars 1959:

Dépenses: Administration	\$ 36,733.76
Entretien	258.19
Améliorations	645.50
Recettes	\$ 51,035.75

9. Aucun.

10. Non.

11. Répondue par 10.

Poursuite de Marc-Aurèle Larouche en Cour supérieure

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

M. Marc-Aurèle Larouche, de la ville d'Alma, qui a été poursuivi en Cour supérieure dans le district de Roberval en mai 1959, par l'honorable Maurice Duplessis *ès-qualité*, pour une somme de \$5,801.92, et condamné à payer cette somme par jugement de la Cour supérieure daté le 4 juin 1959, (no 22-603 C.S. Roberval):

a) A-t-il été condamné au civil seulement?

b) A-t-il été poursuivi au criminel?

c) Dans la négative, pour quelle raison?

d) Quels sont les noms "des certaines personnes" mentionnées au paragraphe 2 de la déclaration du demandeur, l'honorable Maurice Duplessis *ès-qualité*, personnes qui auraient été les complices de M. Larouche?

e) Ces personnes ont-elles été poursuivies au civil et/ou au criminel?

f) Dans la négative, pour quelle raison?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'est pas dans l'intérêt public de fournir les renseignements demandés.

Demande et dépôt de documents:

Permis de coupe de bois en Abitibi-Ouest

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy): (article 15 du *Feuilleton*)

1. Combien de permis de coupe de bois commerciaux le gouvernement a-t-il accordés dans le comté d'Abitibi-Ouest, au cours de chacune des années fiscales 1957-1958 et 1958-1959?

2. Quels sont les noms des personnes, sociétés ou corporations auxquelles ces permis ont été accordés et pour quelle quantité et dans quel canton, dans chaque cas?

3. Quelles ont été, dans chaque cas, les quantités coupées?

4. Quels ont été, dans chaque cas, les montants totaux de droits de coupe encaissés par le gouvernement de la province?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 73)

Questions et réponses:

Achat de terrains à Thetford

M. Galipeault (Québec-Ouest): 1. Le gouvernement de la province ou l'un de ses organismes a-t-il acheté, depuis le 1^{er} avril 1956, un ou des terrains à Thetford, dans le comté de Mégantic?

2. Dans l'affirmative, donner:

a) Les nom, prénoms et adresse du vendeur?

b) La date de l'achat?

c) La description du terrain et la superficie en pieds carrés?

d) Le prix payé?

3. Pour l'utilisation de quel ministère ce ou ces terrains ont-ils été achetés, et pour quelle fin?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Quant à ce qui concerne le département des Travaux publics:

1. Oui.

2. a) Un terrain, avec les bâtisses y érigées, acheté de Montréal Trust Company, Québec, le 2 octobre 1959, étant partie du lot 25-6 et les lots 25-9 à 25-14 inclusivement et 25-55 à 25-61 inclusivement du 4^e rang du canton de Thetford. Superficie: 64,672 pieds carrés. Prix: \$25,000.

b) Un terrain acheté de William Kenneth MacLeod, Thetford Mines, le 5 octobre 1959, étant partie des lots 25 et 25-1 et les lots 25-A-1, 25-A-2, 25-A-3 et 25-A-4 du 4^e rang du canton de Thetford. Superficie: 113,145 pieds carrés. Prix: \$30,000.

3. Pour y installer des services administratifs du gouvernement.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): Quant à ce qui concerne le département du Bien-être social et Jeunesse:

1. Oui.

2. a) Les curés et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse de Thetford, Thetford Mines;

b) 13 février 1957;

c) Description. Un terrain faisant partie du lot numéro deux cent dix (partie 210) du cadastre du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford-Mines, mesurant cinquante pieds de largeur par une profondeur d'environ deux cent pieds et huit dixièmes (50' x 200.8) du côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, comprenant le terrain situé entre la rue de la Fabrique jusqu'à la rivière Thetford, borné ledit terrain en front au sud-est, par la rue de la Fabrique; d'un côté au sud-ouest, par le résidu dudit lot numéro deux cent dix non subdivisé, propriété de J.-A. Quirion; en arrière, au nord-ouest, par la rivière Thetford, et de l'autre côté au nord-est, par la partie du lot numéro deux cent dix appartenant déjà à l'acquéreur.

Superficie: environ 10,040 pieds carrés.

d) \$1,500.

3. Département du Bien-être social et de la Jeunesse, pour l'agrandissement de l'école de métiers de Thetford.

Pont sur la rivière Gobeil

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Quel a été le coût total des travaux de construction, d'un pont sur

la rivière Gobeil, rang Saint-Eusèbe à Saint-Pamphile-de-L'Islet, au cours de l'année 1958?

2. Des soumissions publiques par la voie des journaux avaient-elles été demandées?

3. Quel entrepreneur a obtenu le contrat, et pour quel montant?

4. Quels sont les noms, prénoms et adresse du contremaître ou surveillant de ces travaux, ainsi que le montant total qui lui a été payé dans l'exercice de ses fonctions?

5. Quelle est la quantité de bois (en mille pieds) utilisé pour la construction de ce pont, par qui a-t-il été vendu et le coût total d'achat de ce bois.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. \$10,087.74 pour la reconstruction du pont et de ses approches.

2. et 3. Travaux exécutés en régie.

4. Julien Leclerc, Saint-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, agissait comme contremaître des travaux. Salaire payé: \$554.86.

5. 17,681 p.m.p. achetés d'Odilon Dubé, Saint-Pamphile: \$1,819.17; 410 p.m.p. achetés de Caron & Frères enr., Saint-Pamphile: \$24.60.

**H. J. O'Connell Ltd. et
le boul. Onésime Gagnon**

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Le gouvernement a-t-il accordé, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 31 décembre 1959, un contrat à la firme H. J. O'Connell Ltd. pour travaux de débarras, de défrichement et d'essouchage le long du boulevard Onésime Gagnon entre Saint-Félicien et Chibougamau?

2. Dans l'affirmative:

a) À quel prix l'acre?

b) Pour quel montant total?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

1. Un contrat a été signé le 27 août 1959 entre le ministre des Mines et la firme H. J. O'Connell Ltd., relativement à l'application d'une couche de gravier concassé sur le chemin de Notre-Dame-de-la-Doré, à Chibougamau: (Longueur en milles 19 à 48; 63 à 96 et 138.7 à 145); ainsi que sur les chemins reliant Chibougamau à Chapais (21 milles) et Chibougamau à Copper Rand (5 milles); et à l'arrosage et à l'enlèvement des broussailles sur le chemin de Notre-Dame-de-la-Doré, à Chibougamau (longueur: 127 milles).

2. a) Les prix unitaires ont été établis comme suit:

- 1^{er} arrosage, été 1959: 127 milles à \$82.50: le mille, \$10,477.50;

- Enlèvement des broussailles: 127 milles à \$440.00 le mille, 55,880.00;

- Montant payé au 31 décembre 1959: \$66,357.50

Les prix unitaires ont été calculés sur une base de milles de longueur parce que la largeur de la partie où les broussailles devaient être enlevées varie considérablement sur toute la longueur du chemin.

Aucun contrat d'essouchage n'a été accordé durant la période mentionnée.

Il reste à payer un montant de \$6,985.00 pour un deuxième arrosage qui sera exécuté durant l'été de 1960.

b) Montant total du contrat: \$73,342.50

Gabrielle Gagné

M. Dionne (Rimouski): 1. Quelle est l'adresse de Mlle Gabrielle Gagné, dont le nom apparaît dans les *Comptes publics pour les exercices financiers 1957-1958 et 1958-1959*, au chapitre du département de la Chasse, à la page 185 dans chaque volume, en regard des montants respectifs de \$2,554.63 et \$2,034.11, sous la rubrique: "Autres dépenses"?

2. À quel titre ces montants ont-ils été payés? S'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

3. Quelle est la nature exacte des services rendus ou des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Quelle est la profession, l'occupation ou le métier de cette demoiselle Gabrielle Gagné?

5. Quel est le numéro du certificat d'enregistrement émis au nom de cette dite demoiselle Gabrielle Gagné, et la date de son émission par le gouvernement de la province selon les dispositions de l'article 3 de la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province (4 George VI, chapitre 14)?

6. Quels montants ladite Gabrielle Gagné a-t-elle transmis au ministre des Finances au cours des exercices 1957-1958 et 1958-1959, selon les prescriptions des article 9 et 10 de ladite loi?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):
Quant à ce qui concerne le département de la Chasse et des Pêcheries

1. Cap-Chat-Est, comté de Gaspé-Nord:

2. De marchandises;

3. De l'épicerie;

4. Épicrière.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Quant à ce qui concerne le département des Finances:

5. Premier certificat no 6201-A-2 émis le 1^{er} février 1948.

Ce commerce a été reclassifié le 1^{er} juin 1953 sous le no 6201-D-14.

6. Tous les rapports transmis au contrôleur du revenu de la province sont confidentiels.

Demande et dépôt de documents:

Amélioration des fermes, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant les noms, prénoms et lieu de résidence des personnes des comtés d'Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda, sur les propriétés desquelles le ministère de l'Agriculture a exécuté ou fait exécuter des travaux d'amélioration de fermes depuis le 1^{er} janvier 1959 jusqu'au 1^{er} novembre 1959, avec, en regard de chaque nom, le nombre d'heures pendant lesquelles des tracteurs ont travaillé chez chacune de ces personnes, le nom de l'entrepreneur qui a exécuté lesdits travaux et le montant payé à chacun de cesdits entrepreneurs.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 74)

Travaux de drainage

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 30 novembre 1959, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 75)

Motions des députés:

Comité sur la Déclaration canadienne des droits

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), qu'un comité spécial formé de quinze membres de cette Chambre soit institué aux fins de considérer si le projet de "Déclaration canadienne des droits" (Canadian Bill of Rights) qui a été proposé au Parlement du Canada est susceptible de porter atteinte à l'autonomie de cette province ou à la législation qui y est en vigueur.

Il ne s'agit pas d'une motion de non-confiance ni d'une question partisane. Cette motion aurait pu être présentée par n'importe quel membre de la Chambre, de l'un ou l'autre parti. Elle concerne les attributions fédérales et provinciales. Elle a à la fois une portée juridique et politique.

Toute déclaration des droits de l'homme comporte des implications extrêmement sérieuses, surtout dans un pays comme le Canada, où on trouve plusieurs gouvernements. Il y a bien peu de gens qui sont au courant de la signification des droits de l'homme dans un pays donné. Il dit que c'est pour cela qu'il propose cette motion.

Il existe des choses acceptées de tous, devenues usuelles au point qu'on n'y songe plus. Mais il en existe d'autres toutefois pour lesquelles il faut se battre si l'on veut les conserver.

La question d'une déclaration des droits de l'homme au Canada pose des problèmes particuliers à cause précisément de notre système de gouvernement et des droits de chacun. Dans un pays où on trouve un seul gouvernement, le problème ne se pose pas évidemment de la même façon. C'est le cas pour la France et pour l'Angleterre.

Les droits de l'homme sont en quelque sorte ses libertés fondamentales. On pourrait dire que tous les hommes naissent égaux devant la loi. Cela est reconnu aux États-Unis, au Canada et dans d'autres pays. En France, il a fallu la Révolution pour affirmer ce droit de l'égalité devant la loi. Même aujourd'hui aux États-Unis, il y a des gens qui prétendent qu'ils ne naissent pas égaux devant la loi. Il (M. Lapalme) fait alors allusion aux gens de couleur.

S'il n'y a pas encore de déclaration des droits de l'homme au Canada, c'est parce qu'il est fort difficile de rédiger une pareille déclaration dans le contexte juridique et constitutionnel qui est le nôtre.

Les implications juridiques d'une déclaration des droits de l'homme seraient fort considérables. Normalement, elle devrait prévaloir sur toute autre législation.

Elle ne devrait donc pas être l'œuvre d'Ottawa seulement. Car elle pourrait alors empiéter sur-le-champ de la juridiction provinciale. C'est pourquoi, dans l'esprit de beaucoup de juristes, rien ne devrait être fait sans l'assentiment des provinces.

Il donne un exemple pour souligner l'importance d'une déclaration des droits de l'homme. Il s'agit d'un homme au Danemark qui, condamné par les tribunaux supérieurs de son pays, en a appelé de la décision finale à la Cour internationale des droits de l'homme, parce qu'il soutenait qu'un de ses droits compris dans la déclaration des libertés fondamentales avait été violé.

Il parle ensuite de la loi présentée aux Communes le 5 septembre 1958 par le premier ministre du pays, le très honorable John Diefenbaker. Il donne lecture du projet de loi fédérale, puis fait allusion au discours prononcé par le chef du gouvernement aux Communes. M. Diefenbaker, dit-il, a demandé aux Canadiens les plus intéressés, spécialement aux gouvernements provinciaux, de lui faire part de leur attitude sur le sujet. Plusieurs provinces ont alors dit qu'il s'agissait d'une question provinciale et qu'Ottawa ne devait pas agir seul en ce domaine. Québec n'a pas fait connaître son opinion sur le sujet.

Il (M. Lapalme) parle du travail fait par le comité conjoint, et celui formé par des sénateurs sur la question d'une déclaration des droits de l'homme au Canada. Le Sénat, dit-il, en était venu à la conclusion qu'une véritable déclaration des droits de l'homme devait être préparée en collaboration avec les provinces.

On disait alors qu'il aurait été impossible de procéder par la seule voix d'Ottawa à une déclaration des droits de l'homme. Un sénateur de Québec, M. Jean-François Pouliot⁶, s'était vivement élevé contre le projet de la loi Diefenbaker en 1957. Le premier ministre de l'Ontario estimait lui aussi pour sa part qu'une déclaration des droits de l'homme devrait être préparée en collaboration avec les provinces. Cette déclaration de M. Frost⁷ était publiée quelques jours après la présentation du projet de loi Diefenbaker.

Mais je trouve étrange que la province de Québec ne se soit pas encore prononcée officiellement sur la question. Pourtant, le projet fédéral tel que rédigé consiste en une pénétration fort avancée dans les domaines que la Constitution réserve aux

provinces. Si le bill des droits de l'homme était adopté par Ottawa, et même si on lui apportait certains amendements, il n'en constituerait pas moins un accroc à l'autonomie provinciale, car le principe resterait le même.

Il est vrai que M. Diefenbaker s'est défendu de vouloir empiéter sur des droits provinciaux. Cependant, comme les tribunaux l'ont maintes fois décidé, un texte de loi s'interprète par son contenu, non pas par les déclarations qui ont pu être faites lors de son adoption.

On voit par la lecture que je viens d'en faire, que les droits humains énumérés dans ce texte entrent presque tous dans le domaine provincial. Il y a bien une clause disant que le Parlement ne veut pas excéder sa juridiction, mais il n'appartient pas au Parlement fédéral, pas plus qu'à l'une ou l'autre des Législatures provinciales, de délimiter eux-mêmes les limites de leur juridiction. Cela relève de la Constitution et, s'il y a conflit, des tribunaux.

Certains disent qu'il s'agit tout au plus d'un texte déclaratoire, d'une sorte de symbole. Mais ce qu'on propose d'adopter à Ottawa, c'est beaucoup plus qu'un symbole. C'est une loi. Selon le droit britannique, et nous vivons sous un système britannique, une déclaration du Parlement est une loi, et non simplement un symbole. Une loi que l'autorité judiciaire incamera ensuite dans les faits. Dans les pays où existe une telle déclaration des droits de l'homme, les cours de justice s'en servent constamment.

Dans mon humble opinion, ce bill s'attaque donc à la racine même du droit civil, qui est de la juridiction exclusive des provinces. Il parle du droit à la liberté, à la possession de ses biens, etc. Tout cela finira par être interprété comme aux États-Unis, où une loi d'un État enlevant un droit d'accès à une grande route a été déclarée invalide parce que contraire aux droits fondamentaux contenus dans le bill des droits de l'homme.

La Cour suprême du Canada a entériné récemment une décision portant sur les droits de l'homme. Une loi de la Saskatchewan prévoit l'annulation du permis de conduire dans le cas où une personne refuse de se soumettre à un test d'alcoolémie. La loi n'oblige pas de passer le test, mais toute personne qui s'y refuse se voit confisquer un bien meuble. La Cour suprême a déclaré que, dans de telles circonstances, l'annulation du permis de conduire constitue une atteinte aux droits humains.

On voit où cela peut nous conduire. Le droit à la liberté, cela peut être interprété comme venant en conflit avec bien des lois provinciales. Il y a par exemple le cas des aliénés qui sont hospitalisés. Il y a

dans notre Code de procédure civile des cas où la contrainte par corps est permise. Il pourra suffire d'invoquer les droits fondamentaux pour éluder bien des lois provinciales. Quand par exemple notre comité des bills privés change les dispositions d'un testament, on pourra dire qu'il y a violation des droits fondamentaux. On pourrait citer ainsi une foule de cas où s'opposeraient une loi provinciale et la déclaration fédérale des droits de l'homme.

Le Québec est la seule province du Canada qui ait son propre Code civil. Les autres provinces se laissent guider dans les questions civiles par le droit commun et la jurisprudence britannique.

Cette opposition n'écarterait peut-être pas dès la première année. Mais on sait dans quels sentiers nous entraîne parfois la jurisprudence. L'interprétation que les tribunaux en viendraient à donner au bill des droits de l'homme pourrait finir par chambarder tout notre Code civil. Sur le seul point de l'égalité des sexes, on pourrait faire sauter des chapitres complets de notre Code. Car on sait qu'en vertu de notre droit civil, c'est le mari qui est le chef de la communauté. L'égalité des sexes y est très relative.

Est-ce à dire qu'il ne devrait jamais y avoir au Canada de déclaration des droits de l'homme? Je crois au contraire que nous devrions en avoir une. Il y a encore du fanatisme dans certains milieux, surtout quand se soulèvent des questions de races et de religions. Il faudrait en arriver à une déclaration des droits fondamentaux, mais pas trop vite. À cause des conséquences et des complexités d'une telle législation, nous devons prendre notre temps.

S'il y a accord, j'estime que le problème devrait d'abord être discuté par les provinces elles-mêmes, au sein d'une conférence interprovinciale, où elles élaboreraient un projet conforme aux droits provinciaux. Car si le bill soumis à Ottawa est adopté tel quel, il n'y a pas de doute qu'il y aura pénétration dans le domaine des droits provinciaux de la part du gouvernement fédéral. Nous serons en face d'un véritable chaos. Et ce sont sûrement les provinces qui y perdront.

J'ai présenté cette motion sous une forme qui n'implique aucun blâme à l'adresse du gouvernement, afin qu'elle puisse être discutée dans la sérénité.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est aussi dans l'objectivité et la sérénité que je veux discuter ce problème. Le discours du trône prononcé par Son Excellence le gouverneur général à l'ouverture de la session du Parlement fédéral annonçait que les Chambres seraient saisies d'un projet de loi concernant les droits de l'homme et les

libertés fondamentales. Il ne s'agit pas tellement, à ce moment-ci, de discuter et de juger de l'opportunité d'une telle déclaration pour Ottawa, que de savoir si la législation annoncée en est une qui outrepassa les droits du Parlement fédéral et qui empiète sur la juridiction provinciale.

On me permettra bien de douter un peu cependant de l'efficacité de ces déclarations des droits de la personne humaine, qui ne comportent guère de sanctions efficaces pour ceux qui les violent. Il y a déjà eu, dans le passé, de ces déclarations flamboyantes des droits de l'homme et ceux qui les avaient proclamées les oubliaient le lendemain pour mettre à mort ceux qui ne pensaient pas comme eux.

Ce qui importe le plus, à mon avis, est qu'un pays, et une province, rédige une législation fondée sur la préservation de la liberté individuelle, des droits de la famille, et des droits fondamentaux de l'homme et la liberté humaine. Je ne veux critiquer en aucune façon l'autorité fédérale qui, en fait, désire donner au Canada une déclaration des droits, et prendre des moyens pour assurer, dans les limites de sa juridiction, la préservation de ces droits et de ces libertés. Cela ne nous regarde pas. Mais des difficultés considérables se soulèvent du fait que nous vivons en régime fédératif. La Constitution canadienne attribue au Parlement fédéral et aux provinces des pouvoirs souverains dans les limites de leur juridiction respective.

Ottawa peut exercer une juridiction exclusive dans certains domaines et la province de Québec ne cherche pas à s'y immiscer. Nous n'entrons pas dans le champ de l'autorité fédérale, mais nous ne voulons pas que cette autorité fédérale entre dans le champ provincial. À ce sujet, on me permettra bien de dire que nous ne partageons pas du tout la théorie du néofédéralisme de M. Maurice Lamontagne⁸ qui a pour effet de saper à sa base notre Constitution canadienne qui, quoi qu'on en dise, demeure un pacte et un contrat entre les deux grandes races canadiennes. Rien ne peut donc être changé en ce qui concerne les juridictions des provinces sans le consentement de ces provinces.

En 1950, on a créé un comité des procureurs généraux des provinces pour décider quels seraient les articles de la Constitution canadienne qui exigeraient le consentement unanime des provinces pour y apporter des changements. Il y a des articles de la Constitution canadienne qui protègent le droit de la province de Québec et ces articles ne pourront jamais être changés sans que la province de Québec n'y consente. Et s'il y en a qui veulent le rapatriement

de la Constitution canadienne pour tenter d'asservir ensuite la province de Québec, ils perdent leur temps, car jamais le gouvernement actuel de notre province ne consentira à ce qu'on apporte des changements aux articles de l'Acte de l'Amérique du Nord qui protègent les droits les plus sacrés du peuple québécois.

L'annonce du projet de loi fédéral a fait naître des craintes sérieuses dans tout le Canada. Pour ma part, j'ai toujours défendu l'autonomie de la province de Québec contre le fédéral, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Nous ne sommes pas l'antichambre d'aucun parti fédéral et nous avons l'intention de continuer dans la même ligne de conduite. Nous voulons être des sentinelles vigilantes pour assurer la protection de nos droits essentiels. À ceux qui disent "conservateurs de Québec et conservateurs fédéraux marchent la main dans la main", il (l'honorable M. Rivard) répond que le gouvernement actuel de la province de Québec n'est pas à la remorque d'aucun autre gouvernement.

Le projet de loi n'est pas encore connu, mais il est possible d'en prévoir la teneur si on se réfère à un projet touchant au même sujet, le bill 60, déposé l'an dernier, qui a subi l'épreuve d'une première lecture le 5 septembre 1958. La lecture du texte de la loi fédérale révèle les intentions du gouvernement fédéral, et il est suffisant pour inspirer des craintes sérieuses, bien que, il est vrai, le premier ministre, M. Diefenbaker, ait fait des réserves concernant les droits provinciaux.

M. Diefenbaker, le 5 septembre 1958, a déclaré: "Let us clear our own doorstep first. In so far as a constitutional amendment would be concerned, the experience of 80 years indicates very clearly that the provinces, jealous of their jurisdiction, would not support a constitutional amendment applicable to themselves"⁹.

Le projet de loi stipule: "Toutes les lois du Parlement canadien édictées avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les arrêtés, décrets, règlements émis sous leur égide, et toutes les lois en vigueur au Canada où dans quelque partie du Canada, à l'entrée en vigueur de la présente loi qui sont susceptibles d'abrogation, d'abolition ou de modification par le Parlement canadien, doivent s'interpréter et s'appliquer de manière à ne pas abolir, diminuer ou transgresser, etc." À première vue, cela semblerait exclure les législations provinciales. Cependant, les mots "au Canada et dans toute partie du Canada" pourraient bien être interprétés un jour, comme indiquant non pas les limites de la juridiction fédérale, mais les limites

géographiques du pays. Et il n'en reste pas moins que toutes les lois du gouvernement canadien qui peuvent être abolies ou amendées par ce même gouvernement tombent sous la juridiction fédérale.

Si on considère le jeu combiné des articles 90 et 56 de la Constitution canadienne, le droit de désaveu par le gouverneur général en conseil durant une période d'un an ou de deux ans après l'adoption d'une loi provinciale, il faut nécessairement admettre que toute loi provinciale est visée. Toute notre législation provinciale est soumise à la surveillance du ministre de la Justice. Si l'on allait interpréter la déclaration des droits de l'homme comme ayant priorité sur toutes les lois provinciales susceptibles d'être désavouées par Ottawa, on voit où cela pourrait nous conduire. C'est tout le champ de la législation provinciale qui se trouverait subordonné à une loi fédérale. Nous ne pouvons pas admettre ce principe et nous ne l'admettons pas.

En vertu du Code civil français, le Québec possède certains droits exclusifs qu'il est le seul à posséder, et il ne pourra jamais admettre que le gouvernement fédéral exerce un droit de surveillance sur eux.

Il n'y a peut-être pas de problème concernant le droit à la vie, mais pour ce qui concerne le droit à la liberté, les provinces ont juridiction pour imposer des punitions par emprisonnement et pour ordonner la détention dans les asiles. En proclamant le droit à la liberté, le projet fédéral se trouve à restreindre ainsi les pouvoirs des provinces. En vertu des lois qui existent, une personne privée de liberté sous la législation provinciale ne peut mettre en doute la légalité de sa détention autrement qu'en prouvant qu'elle n'est pas autorisée par une loi provinciale. Mais si l'on réfère aux sous-paragraphes B, C, D et E de l'article 3 de la loi fédérale, nous devrions soumettre toute notre législation provinciale à la surveillance du ministère de la Justice d'Ottawa, tel que prévu par l'article 4, pour des matières qui relèvent exclusivement de la juridiction du Québec, en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Le sous-paragraphe A de l'article 2 de la loi fédérale place sous l'autorité de cette loi, avec le droit de l'individu à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne, également, le droit à la jouissance de ses biens et le droit de n'en être privé que par des voies de droit régulières. Nous sommes ici en présence d'une juridiction exclusivement provinciale concernant le droit civil et la propriété.

Même chose en ce qui concerne le droit de l'individu à la protection de la loi sans distinction de

race, de couleur, de religion ou de sexe. Nous sommes là encore en présence de droits civils. Dans le Québec, la femme mariée est, à certains points de vue, frappée d'incapacité. Est-ce que ces lois, qui sont antérieures à la Confédération, ne seront pas affectées par le projet fédéral?

Pour ce qui regarde la liberté du culte ou la liberté de religion, le jugement de la Cour suprême dans les affaires "Birks, cité de Montréal" et "Saumur, cité de Québec" semble mettre cette liberté sous la juridiction fédérale¹⁰. J'ai le droit d'avoir mon opinion personnelle et je me rallie entièrement, pour les deux causes, à l'opinion des juges dissidents, en particulier du juge Robert Taschereau¹¹, qui se sont déclarés en faveur du respect des droits de la province.

Le problème s'étend encore à la liberté de parole, à la liberté de réunion, d'association et à la liberté de presse. On semble vouloir dire que les Législatures provinciales n'ont plus le droit, pour des motifs qui relèvent de leurs pouvoirs, comme celui du maintien de l'ordre, etc., de réduire ces libertés parce qu'elles sont essentielles aux institutions parlementaires fédérales. Pourtant, ces libertés sont reconnues aux provinces par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

On peut également faire mention à ce sujet des activités des comités des bills privés et publics de la province de Québec qui, à chaque session, sont appelés à régir la propriété immobilière. L'exercice de cette juridiction peut être discutable, mais le remède n'existe certainement pas dans son transfert à l'autorité fédérale.

Nous sommes disposés à admettre le principe des droits fondamentaux et des libertés dans notre législation provinciale, mais nous ne croyons pas qu'il appartienne au gouvernement fédéral de nous les dicter. Nous ne nous soumettrons jamais à cela. Nous reconnaissons l'importance des droits humains et des libertés fondamentales, il ne s'agit pas de contester les principes de droit, mais il nous appartient d'affirmer que seules les provinces ont le droit de les déclarer et de les appliquer.

Le gouvernement actuel de la province de Québec a toujours été jaloux des prérogatives qui sont accordées à la province par la Constitution canadienne. Il s'est constitué le champion indiscutable de l'autonomie provinciale. Son chef regretté pour tant d'années, Maurice Duplessis, est déjà entré dans l'histoire comme la sentinelle intrépide veillant à la protection des droits provinciaux. L'honorable Paul Sauvé, durant les quatre mois qu'il a été au pouvoir, a suivi exactement la même ligne de conduite. Le

premier ministre actuel déclarait devant cette Chambre qu'il nous avait tracé la voie. Nous voulons continuer de marcher dans la voie qui nous a été tracée par l'honorable Maurice Duplessis, par l'honorable Paul Sauvé et qui nous est encore indiquée aujourd'hui par le premier ministre actuel.

Mais je ne crois pas que, pour affirmer des droits que nous défendons depuis 15 ans dans cette Législature, nous ayons besoin d'un comité composé de 15 membres qui étudieraient la question. Nous connaissons nos droits. Ce qui importe, c'est que la Législature affirme devant la province et le pays sa volonté de garder inaliénables nos droits constitutionnels.

Il (M. Rivard) propose que la motion soit amendée en substituant aux mots qui se trouvent après le mot "que" les mots suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, prenant connaissance que le Parlement du Canada doit être saisi durant la session actuellement en cours d'un projet de loi ayant pour objet la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, désire réaffirmer que cette législation fédérale ne doit en aucune manière, ni directement, ni indirectement, porter atteinte à la juridiction exclusive décernée aux provinces par les articles 92, 93 et autres de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et plus spécialement en ce qui concerne le droit à la liberté, à la propriété et aux droits civils, la liberté de religion, la liberté de parole, d'assemblée et d'association, la liberté de presse, l'administration de la justice dans la province, la procédure en matière civile et pénale, tel que décrétée par la Législature dans l'exercice de ses droits, et généralement en toute matière d'une nature purement locale ou privée dans la province.

"L'Assemblée législative de la province de Québec réaffirme que les droits des provinces ne peuvent être restreints, diminués, amendés ou changés par un acte du Parlement du Canada et sans l'assentiment des Législatures provinciales, et elle prie le greffier de l'Assemblée législative de transmettre copie de cette motion au très honorable premier ministre du Canada."

M. Brown (Brome): La formation d'un comité pour étudier les implications du projet de loi fédéral relatif à la déclaration des droits de l'homme s'impose pour quiconque songe à la complexité du problème à envisager.

L'étude du projet en question est beaucoup plus difficile qu'on semble le croire à prime abord. Il y a vraiment trop de questions qui entrent en ligne de

compte pour décider sur-le-champ d'une question d'une pareille importance.

Il fait brièvement allusion à la loi proposée par le premier ministre Diefenbaker. Certains, dit-il, estiment que cette déclaration proposée des droits de l'homme ne signifie absolument rien. Elle est tout à fait incomplète. D'autres sont d'opinion qu'elle n'a été présentée que dans un but politique.

Il (M. Brown) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Comme le précise *La Presse* du 4 février 1960, à la page 5, ce projet de loi n'est, au fond, qu'une des clauses du bill de la Corporation de Montréal métropolitain (bill 170), dont on désirait que l'adoption soit hâtée par la Chambre pour faciliter les négociations en vue d'un emprunt de \$30,000,000 contracté aux États-Unis. Il donne à la Corporation de Montréal métropolitain le pouvoir d'imposer une taxe foncière dans toutes les municipalités de l'île pour défrayer le coût du boulevard métropolitain. Il établit également la procédure des emprunts à être contractés pour financer les travaux du boulevard.

2. En vertu de l'article 531 du *Règlement de l'Assemblée législative*, "tout bill doit, avant d'être adopté, être soumis à trois lectures dans des séances différentes." Cependant, le paragraphe 2 du même article stipule que deux ou trois lectures peuvent être faites dans une même séance à condition qu'une motion de suspension du Règlement soit adoptée.

3. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 4 février 1960, à la page 27. Le *Montréal-Matin* du même jour, à la

page 3, estime plutôt la longueur de l'autoroute des Laurentides à "28.5 milles".

4. La formulation de ce point d'ordre, tirée des *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 385, sera contestée par l'opposition lors de la séance du 4 février 1960. Selon l'opposition, le premier ministre se serait objecté à la motion de M. Hyde, mais n'aurait pas soulevé de point d'ordre. Quant aux journaux, les versions varient. Plusieurs journaux du 4 février 1960 ne rapportent effectivement pas de point d'ordre: *Le Soleil*, à la page 27 et le *Montréal-Matin*, à la page 3, ne rapportent effectivement pas de point d'ordre, écrivant plutôt que l'honorable M. Barrette "s'est opposé à la motion Hyde", tandis que *L'Action catholique*, à la page 16, rapporte que le premier ministre a soulevé un point d'ordre.

5. M. Galipeault a en effet abordé la question des contrats sans soumissions publiques lors de la séance du 17 décembre 1959.

6. Jean-François Pouliot, député libéral à la Chambre des communes de 1924 à 1955 et sénateur de 1955 à 1969.

7. Leslie Miscampbell Frost (1895-1973), premier ministre conservateur de l'Ontario de 1949 à 1961.

8. Maurice Lamontagne (1917-1983), économiste et politicien. Il fut le conseiller de Lester B. Pearson (chef du Parti libéral du Canada) de 1958 à 1963 et fut nommé sénateur en 1967. Fervent fédéraliste, il prône le bilinguisme et le biculturalisme. Il a exposé sa vision du Canada dans le livre *Le Fédéralisme canadien*, publié en 1954.

9. Dans *La Presse* du 4 février 1960, à la page 69, cet extrait est en anglais. Traduction: "Faisons d'abord le ménage dans nos affaires. Pour ce qui est d'amender la Constitution, l'expérience des 80 dernières années nous indique très clairement que, jalouses de leur juridiction, les provinces n'appuieraient pas un amendement qui s'appliquerait à elles."

10. L'affaire Saumur c. Ville de Québec est un procès concernant les témoins de Jéhovah. En 1952, Laurier Saumur était arrêté dans les rues de Québec pour avoir distribué des brochures religieuses, enfreignant ainsi un règlement municipal. L'affaire va jusqu'en Cour suprême où l'une des questions litigieuses est de savoir si le droit de créer des lois concernant la religion est de compétence provinciale

ou fédérale. Deux juges (MM. Rinfret et Taschereau) affirment qu'il s'agit d'un droit provincial, mais la majorité des juges affirment le contraire. La décision rendue par la Cour suprême fait jurisprudence et le même principe est réitéré en 1955 pour donner raison à *Henry Birks and Sons Ltd.* qui désirait ouvrir ses portes quand bon lui semble, allant ainsi à l'encontre de règlements municipaux ordonnant la fermeture des commerces lors de certains jours fériés.

11. Robert Taschereau (1896-1970), juge de la Cour suprême du Canada de 1940 à 1963, puis juge en chef de cette même Cour jusqu'en 1967.

Séance du jeudi 4 février 1960

Présidence de G. Caron

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur, et sur ce M. l'Orateur suppléant (M. Caron) prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Rivard (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 189 modifiant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie.

Et, avec des amendements, le bill 193 concernant la succession de feu Maurice Michaud.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 231 interprétant le titre de dame Amélia Renée Lesnowski à un immeuble en la ville de Mont-Royal, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 245 modifiant la charte de la cité des Sept-Îles;
- bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 236 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;
- bill 227 modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic;
- bill 249 concernant la ville de Belleterre.

Projets de loi:

**L'Industrielle
compagnie d'assurance**

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la Vie.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Maurice Michaud**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 concernant la succession de feu Maurice Michaud.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Longueuil**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 210 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 236 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 236 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lac-Mégantic

M. Guillemette (Frontenac) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 modifiant la charte de la ville de Lac-Mégantic.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Guillemette (Frontenac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Belleterre

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 249 concernant la ville de Belleterre.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 249 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 modifiant la charte de la cité des Sept-Îles.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 245 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Rectification du Procès-verbal du 3 février 1960

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que:

Attendu que les *Procès-verbaux* de la séance du mercredi 3 février 1960, à la page 415 (p. 385, *JAL*), ne décrivent pas exactement les discussions qui ont amené la décision de M. l'Orateur suppléant, tel que rapporté à ladite page 415;

Attendu que M. l'Orateur suppléant a déclaré catégoriquement qu'il n'y a pas eu de point d'ordre de soulevé et que, conséquemment, il a refusé d'entendre des arguments et du député de Saint-Maurice (M. Hamel) et du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) concernant l'objection soulevée par l'honorable premier ministre;

Le *Procès-verbal* de la séance du mercredi 3 février 1960 soit rectifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes de la page 415, les mots "un point d'ordre et de règlement" par les mots "une objection", et en retranchant dans les sixième, septième, huitième, neuvième et dixième lignes de ladite page 415, les mots "le tout contrairement aux dispositions des articles 155, 538 et 548 du Règlement."

M. l'Orateur suppléant déclare réserver sa décision quant à la régularité de cette motion.

Demande et dépôt de documents:

Achat d'un navire-école

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) (article 12 du *Feuilleton*):

1. Le gouvernement a-t-il acheté un navire en Angleterre, ou ailleurs en Europe, en 1958 ou en 1959, en vue de l'utiliser comme navire-école?

2. Dans l'affirmative:

a) Quel département a acheté ce navire?

b) À quelle date?

c) Dans quel pays?

d) De qui?

e) À quel prix?

3. Qui a agi comme intermédiaire ou agent à l'occasion de cette transaction entre le département concerné et le ou les propriétaires du navire?

4. Quels sont:

a) La longueur et la largeur de ce navire?

b) Son tonnage?

5. En quelle année ce navire avait-il été construit?

6. En quelle année ce navire avait-il été réparé ou transformé avant l'achat par le gouvernement?

7. Sous quel nom ce navire était-il désigné au moment de son achat par le gouvernement et à quel port était-il enregistré?

8. À quelle(s) date(s) le gouvernement a-t-il effectué le paiement de ce navire et à l'ordre de qui le ou les chèques émis en paiement ont-ils été faits, à quelle banque et à quelle date ce ou ces chèques ont-ils été encaissés, et par qui ont-ils été endossés?

9. Le gouvernement a-t-il acheté ce navire livrable en Europe ou au Canada, et à quel endroit?

10. Dans quel port de mer du Canada ce navire a-t-il été conduit en premier lieu, à quelle date, et quel nom lui a-t-on donné?

11. L'équipage qui a conduit le navire d'Europe au Canada était-il européen ou canadien?

12. Le gouvernement a-t-il encouru quelque dépense d'argent pour faire conduire ce navire au Canada et, dans l'affirmative, quel montant, tenant compte, s'il en est, des frais de l'envoi d'un équipage canadien en Europe?

13. Dans quel port canadien ou autre ce navire a-t-il été conduit en premier lieu avant d'être finalement dirigé vers Québec, et pendant combien de temps est-il demeuré dans ce port, et quel montant le gouvernement a-t-il dû dépenser pendant cette période?

a) En réparations?

b) En frais de séjour?

c) En salaires, frais de pension et autres pour l'équipage?

14. À quelle date ce navire est-il arrivé à Québec?

15. Depuis son arrivée dans le port de Québec, pendant combien de jours ce navire a-t-il été utilisé comme navire-école de l'Institut de marine du ministère de la Jeunesse?

16. Si ce navire n'a pas été utilisé comme navire-école de l'Institut de marine, à quelles autres fins a-t-il été utilisé?

17. Quel montant d'argent le gouvernement a-t-il dépensé en rapport avec ce navire depuis son arrivée à Québec? Combien pour les salaires de l'équipage? La nourriture de l'équipage? Le combustible? Les assurances? Les frais de quaiage ou les frais de remisage en chantier?

18. Depuis l'arrivée de ce navire au Canada, le gouvernement a-t-il demandé et obtenu le permis réglementaire de navigation du service d'inspection des navires à vapeur du ministère fédéral des Transports? Dans l'affirmative, à quelle date le permis a-t-il été émis? Dans la négative, pour quelles raisons le gouvernement fédéral aurait-il refusé d'émettre ce permis?

19. Si le navire a dû être remisé en chantier, à quelle date l'a-t-il été, à quel endroit et quel est le coût mensuel de ce remisage?

20. Quelles sont les réparations et transformations, selon le cas, que le ministère fédéral des Transports aurait exigées de faire à ce navire pour satisfaire aux exigences du service d'inspection des navires à vapeur:

- a) À la coque du navire?
- b) À la machinerie et tuyauterie?
- c) Au système électrique?
- d) Au gréement du navire?

21. Quel est l'estimé du coût de ces réparations, transformations et gréage exigés par le ministère fédéral des Transports?

22. Ces travaux sont-ils en voie d'exécution? Depuis quand? Où?

23. Quand le navire sera-t-il prêt à entrer en service comme navire-école?

24. Quel sera le coût total approximatif, compte tenu de toutes les dépenses faites par le gouvernement depuis son achat du nouveau navire-école, lorsque celui-ci sera prêt à entrer en service?

25. Quel navire l'Institut de marine de Rimouski a-t-il utilisé comme navire-école en 1959? De qui et à quelles conditions le gouvernement ou l'Institut de marine a-t-il loué ce navire?

26. Le gouvernement a-t-il vendu l'ancien navire-école de l'Institut de marine de Rimouski, et, dans l'affirmative: À qui? Quand? À quel prix?

27. Quel prix cet ancien navire-école avait-il coûté au gouvernement en achat, transformations et gréage?

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 76)

M. Hamel (Saint-Maurice): On devrait en avoir des copies pour les distribuer à nos amis.

Un député ministériel: Ça n'en prendrait pas plusieurs.

Questions et réponses:

Wilbrod Langlais

M. Lapalme (Montréal-Outremont): 1. Quels sont le prénom et l'adresse de M. W. Langlais dont le

nom apparaît en regard d'un montant de \$2,000.00, à la page 146 des *Comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 1959*, sous la rubrique "Bien-être social et Jeunesse - Traitements, rémunérations additionnelles et frais de voyage", ainsi que pour un autre montant de \$4,592.20, à la page 151 du même volume, sous la rubrique "Bien-être social et Jeunesse - Autres dépenses"?

2. À quelle date fut effectué chacun des paiements formant les montants susdits payés à M. W. Langlais?

3. À quel titre, dans chaque cas, ces montants ont-ils été payés? S'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, dépenses de voyage, etc.?

4. Quelle est la nature exacte des services rendus ou des marchandises fournies ou du ou des voyages effectués dans chaque cas?

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi): 1. Wilbrod Langlais, 1215, des Gouverneurs, Sillery.

2. Le 19 décembre 1958. Le 14 janvier 1959.

3. M. Langlais a agi comme agent et représentant du département pour l'achat du bateau *Torlundy*. Ces montants ont été payés pour services rendus et dépenses de voyage.

4. Comme agent et représentant du département, M. Langlais a été chargé de trouver un bateau qui fût convenable pour l'Institut de marine de Rimouski. À cet effet, il a été obligé de se rendre à Ottawa, en Hollande, en Suède, en Norvège, en France, en Angleterre et en Écosse. Grâce à ses démarches, le département a fait l'acquisition d'un navire-école qui aura une valeur d'un peu plus du double de ce qu'il aura coûté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

le 4 février 1960

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 76 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi de l'électrification rurale;
- bill 27 modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka.

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 70 concernant la Corporation de Montréal métropolitain;
- bill 118 concernant la ville de Belœil;
- bill 133 modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot.

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 128 concernant le testament de feu Roch Lanctôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant, à la fin de cet article, le paragraphe suivant:

"L'immeuble décrit à l'article 1 est, dans les mêmes proportions, la propriété absolue des personnes ci-haut indiquées."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 143 concernant le testament de Lewis Azef, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. Ledit immeuble sera vendu de gré à gré ou par enchère publique après les avis prévus pour la vente des immeubles, aux articles 716 et 717 du Code de procédure civile, *mutatis mutandis*."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est biffé.

Les articles 7 et 8 deviennent respectivement articles 6 et 7.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant, à la quatrième ligne, les mots "Le vote unanime", par ce qui suit: "Le vote d'au moins les trois quarts".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 203 concernant la succession de Paul Brossard, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin de cet article, après les mots "et ses besoins", ce qui suit:

"et avoir approprié pour besoins futurs éventuels une somme de cinq mille dollars, prise à même les revenus, laquelle réserve devra être maintenue en tout temps jusqu'à la fin de la curatelle suivant la loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 4 comme article 5:

"5. La vente par R. Raymond de Chantal et dame Katherine Gertrude State, veuve non remariée de Joseph Raymond L. de Chantal, à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue d'un certain emplacement situé en ladite ville, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-douze (72-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier, avec les bâties portant le numéro 208 de la rue Sainte-Anne, à Sainte-Anne-de-Bellevue, le tout tel que spécifiquement détaillé à l'acte de vente passé devant le notaire N. Brunet, le quinzième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante-neuf, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1,447,483, est déclarée légale et valide, et droit d'action de propriété dudit emplacement est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi qui devra être publiée durant deux (2) semaines dans l'année, à intervalle de six (6) mois, en français dans un journal quotidien de langue française, et en anglais dans un

journal de langue anglaise du district de Montréal, ainsi que dans la *Gazette officielle du Québec*."

L'article 5 devient article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 2 comme articles 3 et 4:

"3. L'article 522 de la loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité de Dorval, par la loi 14 George VI, chapitre 120, est abrogé."

"4. Sont, par les présentes, déclarées légales et valides à tous égards la vente pour taxe et l'adjudication à Robert Richer d'une partie de la subdivision numéro quarante-six du lot originaire numéro huit cent soixante-quinze (875-Ptie 46) ci-dessous décrit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, appartenant à un propriétaire inconnu, au lieu de dame H. T. Paterson, tel que mentionné dans les avis publics à cet effet. Cette vente pour non-paiement de taxes a eu lieu le 9 décembre 1958.

"Une lisière de terrain ayant front sur l'avenue Dumouchel et mesurant 20 pieds de front par 100 pieds de profondeur, et ayant une superficie de 2,000 pieds carrés plus ou moins et bornée au nord par une autre partie du lot de subdivision 46 dudit lot originaire numéro 875 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, au sud par l'avenue Dumouchel connue et désignée comme partie du lot de subdivision 46 dudit lot originaire numéro 875, à l'ouest par le lot de subdivision 47 dudit lot originaire numéro 875, et à l'est par une partie non subdivisée du lot originaire numéro 876."

L'article 3 devient l'article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, à la suite de l'article 9, comme articles 10 et 11:

"10. L'article 7 du chapitre 68 du Statut 6-7 Elizabeth II, est amendé:

1^o En retranchant à la troisième et à la quatrième ligne du premier alinéa dudit article 7, les mots "du ministre des Affaires municipales de Québec et";

2^o En retranchant à la deuxième et à la troisième ligne du troisième alinéa dudit article 7, les

mots "du ministre des Affaires municipales de Québec et".

"11. Le contrat de vente passé par la cité de Joliette à Conan Lévesque, le 5 janvier 1960 devant Me Armand Lavallée, notaire, est par les présentes ratifié et confirmé à toutes fins que de droit."

Les articles 10 et 11 deviennent respectivement articles 12 et 13.

Projets de loi:

Testament de Roch Lancôt

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 128 concernant le testament de feu Roch Lancôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Lewis Azef

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 143 concernant le testament de Lewis Azef.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Danville

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 155 modifiant la charte de la ville de Danville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Tracy

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 168 modifiant la charte de la ville de Tracy.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Paul Brossard

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 203 concernant la succession de Paul Brossard.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Anne-de-Bellevue

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 204 concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 208 modifiant la charte de la cité de Dorval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Joliette

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 228 modifiant la charte de la cité de Joliette.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant le deuxième paragraphe par le suivant:

"Toute disposition du comité exécutif ou du conseil, selon le cas, qui décrète une modification ou

une addition au plan général de la cité comportant l'établissement de lignes homologuées, devient nulle et de nul effet quant à tout immeuble ou partie d'immeuble affectée par une telle ligne homologuée, si le conseil en refuse subséquent l'expropriation, et cela, à compter de ce refus. Une telle modification ou addition devient ainsi nulle et de nul effet nonobstant le fait qu'elle a pu être confirmée par la Cour supérieure."

2. L'article 6 est modifié aux deuxième et troisième lignes en remplaçant les mots "d'y construire" par ce qui suit: "de construire dans les limites du parc Mont-Royal"

3. L'article 9 est modifié en ajoutant à la sixième ligne, après les mots "quatre millions" les mots "de dollars"

4. L'article 16 est modifié à la deuxième ligne du paragraphe 2, à la page 10, en remplaçant les mots "lesdits terrains" par ce qui suit: "les parcelles de terrains ci-après décrites".

5. L'article 17 est modifié:

a) à la quatrième ligne du deuxième paragraphe en insérant à la suite des mots "Corporation de Montréal métropolitain" ce qui suit:

"ou membre de l'une ou l'autre des commissions scolaires de Montréal";

b) en ajoutant à la fin du deuxième paragraphe, après les mots "à une assemblée du conseil de ladite corporation." ce qui suit:

"ou à une assemblée de l'une ou l'autre desdites commissions scolaires."

6. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 19, à la page 14, comme article 20:

"20. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y ajoutant, après l'article 537, le suivant:

"537a. Dans le cas de responsabilité solidaire de la cité concernant les poursuites en dommages-intérêts, les dispositions des articles 536 et suivants de la présente charte, ne s'appliquent pas à l'action d'un débiteur solidaire contre la cité".

7. Les articles 20, 21 et 22 deviennent respectivement articles 21, 22 et 23.

8. Ce qui suit est ajouté à la suite de l'article 23 comme articles 24 et 25:

"24. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, le budget de la cité de Montréal pour l'exercice financier 1960-1961 pourra être valablement déposé au bureau du greffier de la cité le ou avant le quinze mars 1960¹. Si le conseil n'a pas adopté ce budget avant le seize avril 1960, ce budget tel qu'adopté par le comité exécutif deviendra automatiquement en vigueur à partir de cette date, de même que les règlements et les résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et

licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant.

"Tout ce qui doit être fait en relation avec ce budget devra être fait en tenant compte de ces changements de date."

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) rappelle à la députation que les autorités municipales de Montréal avaient obtenu le même délai l'an dernier.

"25. Rien de contenu dans l'article 4 de la présente loi ne doit, pour les fins de toute cause pendante, entrer en ligne de compte pour l'interprétation d'une disposition quelconque de la charte de la cité de Montréal antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, ni être considéré comme tendant à interpréter une telle disposition."

9. L'article 23 devient article 26.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 15 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 27*c*, les mots "Pour limiter le nombre de taxis" par ce qui suit: "Pour limiter le nombre de taxis et de postes de taxis".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 17 comme article 18:

"18. Les dispositions ci-dessus du présent article cessent de s'appliquer à ces terres et constructions lorsqu'elles ont fait l'objet d'une transaction ayant pour effet d'en transférer la propriété à une corporation ou encore à une personne ou à une société commerciale qui les ont acquises pour fins d'exploitation commerciale ou industrielle, y compris la floriculture."

3. Les articles 18 et 19 deviennent respectivement articles 19 et 20.

Projets de loi:

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Charlesbourg

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 145 modifiant la charte de la ville de Charlesbourg.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par la suivant:

"Loi constituant en corporation la ville de Lorraine", ce changement devant être effectué dans tous les articles du bill où le titre antérieur "ville de Montrose" apparaît.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du sous-article 4, au haut de la page 2, les mots "lequel cimetière est compris" par ce qui suit:

"lequel cimetière, sous réserve des droits ci-dessus accordés, est actuellement compris".

2. L'article 3 est modifié, à la fin du second paragraphe, en ajoutant, après les mots "pour la même fin", ce qui suit:

"; cependant, le coût de la fourniture de l'eau peut, au gré du Cimetière de l'est de Montréal, être également établi au moyen d'un compteur."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est inséré à la suite de l'article 1, comme articles 2, 3, 4 et 5:

"2. Nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraire, l'évaluation de l'ensemble des biens imposables possédés pour l'usage de son industrie

dans la municipalité de La Tuque par St. Maurice Power Corporation, incluant le lit de la rivière Saint-Maurice, le barrage, la centrale d'énergie électrique, ainsi que tous les bâtiments, machines et tous accessoires est fixée pour fins scolaires à huit millions cinq cent mille dollars.

Si, cependant, au cours de la période prévue à l'article 5 ci-après, il y a des additions, agrandissements et améliorations auxdits biens imposables de ladite compagnie, des additions, agrandissements et améliorations seront, aussitôt qu'ils seront acquis ou terminés, évalués et imposés en sus de ce que ci-dessus. D'autre part, si, pendant ladite période, quelque partie desdits biens imposables est aliénée ou subit une diminution considérable par démolition, accident ou autre cause, la compagnie possédant les biens affectés sera en droit d'obtenir une réduction proportionnée d'évaluation.

"3. Sur lesdits immeubles, St. Maurice Power Corporation paiera, annuellement aux commissaires d'écoles pour la ville de La Tuque, dans le comté de L'Assomption, toutes les taxes et cotisations scolaires générales et spéciales au taux général courant. Cependant, le montant ainsi payé par St. Maurice Power Corporation ne devra jamais être inférieur à cent soixante mille dollars.

"4. Toute compagnie qui acquerra et possèdera l'ensemble des biens de St. Maurice Power Corporation sera considérée, pour les fins des articles 2, 3 et 5 de la présente loi, comme l'ayant cause de cette corporation.

"5. Les dispositions des articles 2, 3 et 4 précédents lieront les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de L'Assomption, et St. Maurice Power Corporation durant une période de cinq ans, soit à compter du 1^{er} juillet 1960 jusqu'au 30 juin 1965."

2. L'article 2 est biffé.
3. L'article 3 devient article 6.
4. L'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant le troisième paragraphe en tête de la page 2, commençant par les mots "La Commission des écoles catholiques" par le paragraphe suivant:

"La Commission des écoles catholiques de Montréal peut nommer un ou plusieurs adjoints au secrétaire et un ou plusieurs adjoints au trésorier.

"Tout secrétaire adjoint possède les mêmes droits et pouvoirs, et est assujéti aux mêmes obligations que le secrétaire, mais il accomplit les devoirs de sa charge sous la direction de ce dernier. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le premier secrétaire adjoint le remplace d'office. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire et du premier secrétaire adjoint, le deuxième secrétaire adjoint remplace le secrétaire *ex officio*.

"Dans le cas où la commission a nommé un ou plusieurs adjoints au trésorier, l'alinéa qui précède s'applique *mutatis mutandis*."

2. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "revenus annuels à des instituteurs" par ce qui suit: "revenus de l'année courante aux instituteurs".

3. L'article 8 est biffé.

4. L'article 9, devenu article 8, est modifié en insérant dans la septième ligne, après le mot "sont", les mots "et ont toujours été".

5. Les articles 10 et 11 deviennent respectivement 9 et 10.

6. Ce qui suit est ajouté comme article 11 à la suite de l'ancien article 11 devenu article 10:

"11. La Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à accorder, par résolution, à M. J.-O. Linteau, à compter de sa retraite, une pension de quatre cents dollars par mois qu'elle lui paiera à même ses revenus ordinaires."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié, dans la cinquième ligne du sous-article 488a, en remplaçant les mots "pendant une période de 30 ans" par ce qui suit: "pendant une période n'excédant pas trente ans".

2. L'article 8 est modifié:

a) en insérant dans la cinquième ligne, après les mots "vente pour taxes" les mots suivants: "ayant eu lieu avant l'année 1959,".

b) en remplaçant à la première ligne du troisième paragraphe les mots "Jugement sera rendu" par les mots "Jugement pourra être rendu".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre "Loi constituant en corporation la ville de Saint-Joachim" est remplacé par le suivant: "Loi constituant en corporation la ville de

Châteauguay-Centre" partout où ce titre apparaît dans le bill.

2. L'article 1 est modifié en biffant le deuxième paragraphe commençant par les mots "Le lieutenant-gouverneur en conseil" et le troisième paragraphe commençant par les mots "Avis de tel changement".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre "Loi constituant en corporation la ville de Dollard" est remplacé par le suivant:

"Loi constituant en corporation la ville de Dollard-des-Ormeaux" partout où ce titre apparaît dans le bill.

2. L'article 1 est modifié en biffant, dans les trentième, trente et unième et trente-deuxième lignes de la page 3, les mots "toute la subdivision numéro un du lot original numéro 291 (291-1);"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi constituant en corporation la ville de Gagnon, la Commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et la Commission protestante des syndics d'écoles de la ville de Gagnon".

2. Le préambule est modifié en insérant le paragraphe suivant à la suite du deuxième paragraphe de la page 2 se terminant par les mots "un territoire non organisé":

"Qu'à l'heure actuelle, aucune organisation scolaire n'existe dans cette région et qu'il est à propos de constituer des corporations scolaires, catholiques et protestantes pour s'occuper de l'éducation des enfants qui vivront dans cette région."

3. L'article 25 est modifié en biffant les deux dernières lignes du sous-article 488, au haut de la page 10, et qui se lisent comme suit:

"La valeur réelle de l'ensemble est portée au rôle d'évaluation".

4. L'article 30 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "des articles 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35", par ce qui suit:

"des articles 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34 et 35".

5. L'article 33 est modifié en ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"En cas de vacance d'ici la première élection mentionnée ci-dessus, telle vacance ou vacances

seront remplies conformément aux dispositions des articles 204, 205 et 206 de la loi de l'instruction publique."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est biffé.

2. Les articles 2, 3, 4 deviennent respectivement articles 1, 2, 3.

3. L'article 4, devenu article 3, est modifié en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots "et l'intérêt ne doit pas excéder six pour cent par année" par ce qui suit:

"et le taux de l'intérêt devra être autorisé par la commission municipale".

4. Les articles 5 et 6 deviennent respectivement articles 4 et 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du sous-article 502a, les mots "S'il le fait, le directeur des finances" par ce qui suit: "S'il le fait, le trésorier ou le directeur des finances".

2. L'article 9 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "la loi 25 George V" par les mots "la loi 25-26 George V".

3. L'article 11 est remplacé par le suivant:

"11. Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable avec la présente loi, le conseil de la cité de Verdun est autorisé à accorder par résolution et à payer, durant la période qu'il détermine, à Me Francis Fauteux, aviseur légal de la cité depuis environ quarante-cinq ans, une pension annuelle n'excédant pas cinq mille dollars (\$5,000) à compter du jour où il prendra sa retraite. Cette pension lui sera payée par versements mensuels, le premier à être fait pendant le mois qui suivra sa mise à la retraite. Cette résolution, une fois adoptée, ne pourra être ni abrogée, ni modifiée."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. La loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 81, est modifiée en y ajoutant, après l'article 19, le suivant:

"19a. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant, après l'article 529, le suivant:

"529a. En sus des taxes mentionnées dans les articles précédents, le conseil peut, avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, imposer et percevoir une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent (2 %) sur le prix de vente des liqueurs alcooliques et des vins vendus et livrés par le ou les magasins de la Commission des liqueurs de Québec, dans les limites de la municipalité.

"Cette taxe est de même nature, elle est calculée sur la même base, a les mêmes effets et est sujette aux mêmes sanctions que celle établie par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, dont les dispositions seront, *mutatis mutandis*, applicables à ladite taxe spéciale.

"La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des Finances de la province et les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, pour la perception de cette taxe, advenant son imposition conformément au présent article.

"Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province, ou les officiers de la Commission des liqueurs de Québec, à exercer tous les droits de la ville de Buckingham concernant la perception de ladite taxe."

Projets de loi:

Lorraine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 125 constituant en corporation la ville de Montrose.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Cimetière de l'est de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

St. Maurice Power Corporation, La Tuque

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Côte-Saint-Luc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 183 modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Châteauguay-Centre

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 186 constituant en corporation la ville de Saint-Joachim.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Dollard-des-Ormeaux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 187 constituant en corporation la ville de Dollard.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Gagnon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 198 constituant en corporation la ville de Gagnon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 222 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 238 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Buckingham

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 248 modifiant la charte de la ville de Buckingham.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Investissements immobiliers des universités

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

L'honorable M. Barrette (Joliette) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose: Que les contributions au fonds d'amortissement et les dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution des engagements contractés en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, et qui ne sont pas couvertes par le fonds d'amortissement, soient payées à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil ou, suivant ses instructions, à même l'un ou l'autre de ces fonds.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déclare qu'il conçoit qu'au moment où l'Assemblée législative étudiera les budgets du département de l'Instruction publique, il y aura des choses inconnues, mais qu'il en est d'autres plus faciles à prévoir, par exemple les contributions qui seront exigées pour le fonds d'amortissement des emprunts faits par les universités.

Il (M. Lapalme) demande au premier ministre s'il y a une raison pour laquelle le montant requis pour le fonds d'amortissement n'est pas voté dans le budget. Ainsi, la Chambre conserverait le contrôle des deniers publics.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le gouvernement, en procédant de cette façon, veut s'assurer que les universités auront tout l'argent qui leur sera nécessaire. Si le fonds d'éducation ne suffit pas, nous pourrions aller dans le fonds consolidé du revenu.

Nous pouvons savoir quel sera le montant global nécessaire, mais il n'est pas facile de dire quelle somme il nous faudra d'une année à l'autre. Tout dépendra des dépenses qui auront été faites. Le montant pourra être moindre une année, mais doubler et tripler l'année suivante.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) dit qu'il ne veut pas répéter ce qu'il a dit en deuxième lecture sur le bill lui-même. Le fond de la question demeure toujours le même, dit-il, personne ne peut dire ce que

nous votons en dollars et cents. Il faut bien penser que cette loi n'est pas une mesure temporaire et qu'elle va demeurer dans les Statuts. Les membres du Parlement devraient connaître le montant exact que le gouvernement dépensera dans ce but. Nous ne savons pas où nous allons, sauf que le montant global peut atteindre \$75,000,000.

Par ce projet de loi, nous votons un chèque en blanc au gouvernement et nous lui donnons l'autorisation de faire ce qu'il voudra, de se réserver le droit de déterminer quels investissements il garantira et lesquels il laissera à la charge des universités. La Législature, et non pas le cabinet, devrait examiner les besoins de construction et d'agrandissement des universités. Les députés abandonnent leur droit de discuter chaque année les sommes nécessaires aux universités. Il me semble qu'il y a moyen de sauver les universités tout en sachant où nous allons. Personne ici ne peut nier que nous ne savons pas, personne, quelle sera la limite.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Pas du tout. La Chambre sera toujours là pour approuver ou désapprouver les dépenses qui auront été faites ou qui devront être faites. Le gouvernement saura chaque année ce qu'il faudra dépenser une fois les travaux en cours, mais quant à prévoir d'avance, c'est impossible. Nous ne sommes certains que du grand total de \$75,000,000 ou \$80,000,000, répartis sur une période probable de 10 années. Nous ne savons pas quels seront les besoins des universités année par année. Nous serons fixés là-dessus au fur et à mesure des montants engagés. Quand le gouvernement sera appelé à garantir les emprunts, il saura à quoi s'en tenir. Le fonds d'éducation servira pour une bonne part à garantir les investissements des universités. Pour le reste, nous nous servirons du fonds consolidé. Mais la Chambre sera toujours informée de ce que nous aurons dépensé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le gouvernement a procédé de cette façon pour l'École polytechnique de Montréal, payant tout le montant de plus de \$10,000,000 en quelques mois. C'était la politique du paiement comptant. Mais, du moment que le gouvernement abandonne cette politique pour amener les générations futures à partager avec la présente les dépenses considérables dont profiteront les jeunes de l'avenir, il devient plus difficile de prévoir.

L'Université Laval construit actuellement deux pavillons, un pour les sciences pures, et l'autre pour les sciences appliquées. On a dès lors une idée

de ce que ces travaux coûteront si l'on se rappelle qu'une seule bâtisse de ce genre a coûté à Polytechnique une somme de \$13,000,000 à \$14,000,000. Il faut prévoir pour Laval le double au moins de cette dépense. Et, quand on arrive à des sommes aussi considérables, qui tiennent compte des besoins actuels et futurs, il faut absolument abandonner la politique du "pay as you go"². Il n'est plus possible de tout payer à mesure quand les universités envisagent pour un avenir immédiat des dépenses de \$75,000,000. C'est le temps d'envisager une nouvelle méthode de financement à long terme. Il faut reporter une partie du coût sur les générations futures, car il ne serait pas juste de faire porter à la seule génération actuelle des dépenses qui profiteront longtemps aux jeunes gens de chez nous dans l'avenir.

Il (l'honorable M. Prévost) fait allusion à la rencontre qu'il a eue la veille avec les recteurs des quatre principales universités de la province: Montréal, Laval, McGill et Sherbrooke. À cette réunion, dit-il, qui avait lieu dans les bureaux du surintendant de l'Instruction publique, M. Omer-Jules Désaulniers, assistait aussi le président de la Conférence des collèges classiques de la province, Mgr Pierre Décary.

Nous avons fait ensemble, dit-il, un nouvel examen des projets de loi qui les concernent directement, soit le bill no 3, et les projets de loi nos 50 et 58³. On nous a suggéré quelques amendements de forme seulement aux bills mentionnés. En somme, ce qui a été fait hier consistait en une nouvelle étude des projets de loi soumis à la Chambre, lesquels avaient été préparés en tenant compte de l'opinion des responsables de la direction des universités de la province et des collèges classiques.

Je puis vous dire que tous les recteurs ont été enchantés et très satisfaits de la législation inscrite au *Feuilleton* de la Chambre et des différentes formules adoptées et proposées à la Chambre pour l'aide à ces institutions.

Il (l'honorable M. Prévost) explique de quelle façon les universités vont procéder en vue d'obtenir la garantie gouvernementale concernant leurs investissements immobiliers. Les institutions universitaires, dit-il, prépareront un premier programme au cours des prochains mois. Il s'agit d'un programme numéro 1 d'investissement, et qui sera suivi de d'autres plus tard.

L'Université Laval a des projets immédiats impliquant des déboursés de plus de \$20,000,000. Les plans, devis et même les projets d'exécution devront être soumis au gouvernement. Le ministre

des Finances, l'auditeur de la province et, en troisième lieu, l'Exécutif se prononceront sur les plans soumis. Il s'agira de savoir quelle annuité il faudra payer pour l'amortissement du capital et des intérêts. Il est évident que plus la période de remboursement sera longue, moins élevée sera l'annuité payable.

C'est pourquoi nous nous faisons autoriser à garantir les emprunts. Les universités vont nous soumettre des plans concrets, que nous discuterons avec elles. Si les plans sont acceptés, nous donnerons la garantie. Une proportion des revenus provenant de l'impôt sur le revenu, ou encore du fonds consolidé, ira au fonds d'amortissement dont le bill 3 prévoit la formation. Ce fonds d'amortissement servira au remboursement du principal et des intérêts sur les emprunts bénéficiant de la garantie du gouvernement, que nous assumerons en tout ou en partie, suivant les besoins.

Pour répondre au chef de l'opposition, il est impossible de savoir à l'avance à quel genre de financement les universités auront recours lorsqu'elles décideront de s'agrandir. Pas plus qu'on est en mesure de connaître exactement leurs besoins aujourd'hui. Le programme de chacune d'elles sera connu prochainement, en ce qui a trait à leur expansion. À la fin d'une période de 12 mois, il sera alors plus facile d'envisager avec plus de précisions les besoins immédiats des institutions universitaires, et on sera mieux en mesure de connaître les exigences du fonds d'amortissement.

Le gouvernement a délibérément rédigé le bill de façon à ce qu'on puisse l'adapter aux exigences de n'importe quelle université, et ceci est important parce que les besoins ne sont pas les mêmes dans tous les cas. On n'a mentionné aucun montant dans le bill parce qu'il est impossible de définir présentement le montant exact d'argent dont les universités vont avoir besoin pour leurs dépenses en immobilisations pendant les prochaines années. Il est exact qu'un montant total de \$75,000,000 a été mentionné, mais les recteurs d'universités n'ont pas précisé jusqu'à maintenant les détails de leurs besoins.

Je me demande si, dans les circonstances actuelles, il serait possible d'imaginer une méthode plus sûre que celle proposée par le gouvernement? Il serait certes difficile d'établir un plan susceptible de couvrir les besoins au fur et à mesure qu'ils sont exposés. C'est pourquoi il faut laisser à la loi beaucoup de souplesse.

Il faut faire confiance aux universités et à leurs recteurs. Ce sont eux qui nous établiront avec équité, mesure et sagesse leurs besoins. Nous

pourrons alors garantir le remboursement et le paiement de l'intérêt. Trop de souplesse dans la loi à l'étude nuirait aux mesures qu'il faut prendre pour arriver à notre but. C'est le souci du gouvernement de répondre pleinement aux soucis des universités.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La politique du paiement comptant perd de sa popularité, du moins chez ceux qui administrent les affaires de l'État. Il n'est d'ailleurs que juste que les générations futures partagent avec celles d'aujourd'hui les immenses déboursés consentis pour les universités qu'elles fréquenteront elles-mêmes demain.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) vient de dire que les universités sont satisfaites. Si j'étais recteur d'université, je le serais satisfait moi aussi. Mais j'envisage la question sur le plan parlementaire, au point de vue technique parlementaire, c'est notre domaine. J'affirme de nouveau que la loi a beaucoup trop de souplesse. Nous voudrions qu'il y ait dans la loi des dispositions qui nous permettraient d'exercer notre rôle d'administrateurs des fonds publics. Comme tel, je ne sais pas actuellement à quoi je m'engage. Si qui que ce soit m'abordait dans la rue demain pour me demander le montant exact que nous garantissons aux universités en vertu de cette législation, je ne pourrais pas le lui dire et j'ai le sentiment que les autres membres de ce Parlement sont dans le même cas. Dans le moment, personne ne sait exactement ce que l'État consentira à dépenser en vertu de la loi à l'étude. Le gouvernement affirme ne pas le savoir et le ministre vient d'apprendre à la Chambre que les universités elles-mêmes ignorent au juste la valeur des investissements immobiliers qu'elles feront d'ici à quelques années.

Les universités soumettront un plan de financement. Mais seul le gouvernement connaîtra ce plan. Nous ne le connaissons, nous, qu'une fois la décision prise. À ce moment, les engagements seront déjà pris. Engagements importants, puisque dans bien des cas la province devra tout payer elle-même.

S'il y avait une Commission des universités, elle pourrait se présenter devant le gouvernement avec son programme de construction à long terme et son inventaire des ressources probables des universités. Le gouvernement, à son tour, pourrait présenter une loi. Et nous serions alors en présence de projets bien définis.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je suis extrêmement surpris des hésitations de l'opposition à voter cette loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y a pas d'hésitation.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a une hésitation marquée. Dans le moment, il est de toute évidence impossible de prévoir des montants précis. Nous serons peut-être mieux renseignés dans un an ou deux. Mais voici que, pour une fois, les universités sont assurées d'avoir tout l'argent nécessaire. Le programme gouvernemental libérera les universités des chaînes qui entravent leur progrès. Si nous limitons le montant dans la loi, l'opposition serait la première à nous le reprocher. Elle dirait que nous forçons les universités à venir faire des courbettes, l'une essayant de passer avant l'autre.

Avec ce bill, elles sont toutes sur un pied absolu d'égalité. Il faudra l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, mais ce n'est pas un frein, ce n'est pas un contrôle. C'est tout simplement un moyen de savoir à quoi nous nous engageons, pour ensuite renseigner la Chambre. Il y a des choses que nous ne pouvons pas limiter d'avance parce que nous ne savons pas exactement quelle sera l'étendue des besoins. Prenez les pensions de vieillesse. Si nous limitons nos engagements dans la loi, nous risquerions de laisser des vieillards dans la misère.

On vient encore nous parler d'une commission des universités. Mais pourquoi cette commission? Pour que les universités puissent se rencontrer et travailler ensemble. Or, c'est précisément ce qu'elles font depuis deux jours. Et cela, dans des conditions telles qu'aucune université ne se trouve liée par les décisions des autres. Chacune reste libre. Chacune sait qu'elle va obtenir l'argent nécessaire.

Je comprends que ce ne soit pas gai pour l'opposition de se dire en présence de chaque mesure que nous présentons: "Comme nous aurions aimé nous-mêmes la présenter, si nous y avions pensé!" Je comprends que l'opposition hésite un peu. Ça ne lui plaît pas trop de voir une loi aussi complète et aussi parfaite. Comme l'observait tantôt le secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost), dites-nous donc ce que nous pourrions faire de mieux?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre vient de faire un aveu formidable en disant que, pour une fois, les universités vont être libérées de leurs plaies d'argent. Je trouve qu'il a mis du temps à se convertir. "Le diable devenu vieux se fit moine." Le gouvernement devrait aussi féliciter l'opposition car, quant à nous, nous prêchons dans cette Chambre depuis huit ans une aide plus substantielle aux universités.

On nous reproche aussi de ne pas faire de suggestions concrètes. Ces gens-là ont des oreilles et n'entendent pas. Nous avons fait une proposition concrète qui vient des universités elles-mêmes. Devant la commission Tremblay⁴, elles ont réclamé la formation d'une commission des universités.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En quelle année?

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça s'est peut-être passé pendant l'une des nombreuses absences du premier ministre⁵.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il en sait plus que vous qui êtes là tout le temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est parce que nous sommes obligés, nous, de nous fier aux renseignements qui nous viennent de l'autre côté de la Chambre et qui sont faux parfois.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je demande au député de ne pas répéter cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): On nous donne des renseignements qui sont faux ou incomplets.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Alors, je demande au président de rappeler le député à l'ordre.

M. le président: Il est interdit par les règlements d'utiliser des expressions offensantes. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Comme je suis un homme d'une discipline implacable, je retire mes paroles. Mais c'est parce que nos renseignements nous viennent de l'autre côté de la Chambre que nous ne sommes pas toujours bien renseignés. Le secrétaire provincial dit qu'il faut faire confiance aux universités, je veux bien. Mais, d'après ce bill, ce n'est pas aux universités, c'est au gouvernement qu'il faut faire confiance.

Il (M. Hamel) dit qu'il va relire pour le profit des membres de la Chambre basse un extrait du mémoire présenté par l'Université de Montréal à la commission Tremblay, extrait dans lequel elle demande la création d'une commission provinciale des universités. Le mémoire, dit-il, dit que cette commission est impensable au niveau du gouvernement fédéral, mais qu'elle rendrait de précieux services si elle était créée par le gouvernement provincial.

Comment le gouvernement ose-t-il dire que nous n'avons fait aucune suggestion concrète alors que le chef de l'opposition a deux fois au moins proposé la création d'une telle commission? Si cette commission existait, nous serions beaucoup plus larges pour voter des crédits au gouvernement, car nous aurions alors pleinement confiance. De cette façon, on serait assuré qu'il ne se glisserait aucune considération d'ordre politique.

Si on me demande à moi si j'ai confiance au gouvernement actuel, je répondrai par la négative.

M. Larouche (Témiscamingue): Ce n'est pas l'opposition, c'est la population de la province qui s'en charge.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous voulons éviter que le gouvernement ne s'octroie un autre pouvoir discrétionnaire. On se demande si le gouvernement n'est pas soudain plein de zèle pour les universités, en partie parce que c'est actuellement l'année 1960, une année pas comme les autres, une année qui arrive quatre ans après les élections de 1956!

Le premier ministre a dit qu'il voulait libérer les universités de leurs chaînes. Je le félicite de cet aveu et de cette humilité, et j'espère qu'il nous félicitera à son tour d'avoir réclamé depuis huit ans ce que son gouvernement se décide enfin à accorder cette année, encore une fois quatre ans après les élections de 1956!

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'opposition critique et nous avons l'impression qu'elle regrette surtout que ce ne soit pas elle qui ait proposé cette loi et les autres qui sont inscrites au *Feuilleton*.

On a fait allusion à des absences, je ne sais pas si ce sont là des allusions blessantes. Pour le moment, je vais les ignorer. Je dirai simplement que je passe l'éponge cette fois-ci, mais que si l'on revient à la charge je ferai moi aussi allusion non pas à une absence, mais à plusieurs absences.

Le député de Saint-Maurice a dit que 1960 n'était pas une année ordinaire? Sans doute, car c'est une année bissextile!

On a parlé de la commission Tremblay? Le député de Saint-Maurice revient constamment sur son idée d'une commission des universités. Il ne se rend pas compte que nous allons beaucoup plus loin que ce que recommandait la commission Tremblay. Notre loi est plus complète et les recteurs des universités l'admettent eux-mêmes.

C'est évidemment le rapport de la commission Tremblay qui a inspiré notre loi, certainement pas le

programme du Parti libéral. A-t-on oublié que la Commission Tremblay a été créée par le gouvernement actuel? Quand j'ai dit que nous voulions libérer les universités de leurs chaînes, c'était évidemment une figure de style. Cela voulait dire qu'elles pourront maintenant prendre leur envol. Si l'opposition n'aime pas le mot "chaînes", je le retire.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non, non, car il était très éloquent!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Et qu'on cesse donc de dire qu'on vole le programme du Parti libéral, programme qui n'est plus que lambeaux!

M. Hamel (Saint-Maurice): S'il ne se volait que cela dans la province, ça serait très bien!

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il a d'abord fallu libérer les universités du Québec de leurs dettes, car elles étaient aux portes de la faillite sous les libéraux. Nous leur avons ensuite donné \$125,000,000. Et c'est à partir d'aujourd'hui qu'elles sont prêtes à prendre leur essor. Nous le leur permettons avec le bill actuel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je crois que c'est la première fois que le gouvernement mentionne le rapport Tremblay depuis son adoption. L'opposition a eu toutes les misères imaginables à en obtenir une copie, mais c'est dans ce document que nous avons puisé nos arguments à l'appui des débats que nous avons menés sur l'éducation depuis 1956. Jamais le gouvernement n'a fait écho à ce rapport.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le premier ministre l'a cité en ma présence à l'Université de Montréal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre fait évidemment allusion à M. Sauvé. L'affaire s'est passée à la fin de 1959.

Si le texte du présent bill était inspiré de ce rapport, il contiendrait une clause créant une commission provinciale des universités. L'Université de Montréal et l'Université Laval l'ont demandée et la commission Tremblay a fait sienne cette recommandation.

Depuis quatre ans, toutes les motions de l'opposition sur la question de l'éducation ont toujours été basées sur les conclusions du rapport Tremblay, et, chaque fois, pendant quatre ans, tout le gouvernement et tous les ministériels ont voté contre ces motions libérales.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance⁶.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur suppléant fait lecture:

M. l'Orateur suppléant: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur suppléant et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

12 Loi modifiant la loi de l'électrification rurale;

27 Loi modifiant la loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka;

32 Loi concernant le fonds d'amortissement constitué en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 15;

43 Loi prévoyant la constitution de corporations pour détenir des cimetières catholiques romains;

45 Loi modifiant la loi du département des transports et communications;

52 Loi concernant le cautionnement des fonctionnaires et employés publics;

54 Loi concernant les Statuts refondus de la province;

70 Loi concernant la Corporation de Montréal métropolitain;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

109 Loi concernant la ville d'Acton Vale;

110 Loi concernant la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles

pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain;

117 Loi changeant le nom de Joseph Roland Villeneuve en celui de Joseph Rolland Auclair;

118 Loi concernant la ville de Belœil;

119 Loi autorisant Omer Lefebvre à vendre un certain immeuble;

123 Loi permettant à la ville de Saint-Georges d'annexer un territoire;

125 Loi constituant en corporation la ville de Lorraine;

128 Loi concernant le testament de feu Roch Lanctôt et autorisant la vente d'un certain immeuble dépendant de cette succession;

129 Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles et la Commission des écoles catholiques de la Pointe-aux-Trembles;

130 Loi concernant la corporation de la paroisse de Trois-Rivières;

131 Loi modifiant la charte de la ville de Duvernay;

132 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de LaSalle;

133 Loi modifiant la charte de la ville de l'Île-Perrot;

136 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

137 Loi modifiant la charte de la ville de Dorion;

140 Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal;

141 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;

142 Loi concernant la corporation municipale Lac Lemoine, dans le comté d'Abitibi-Est;

143 Loi concernant le testament de Lewis Azef;

144 Loi concernant l'évaluation et les impositions foncières de St. Maurice Power Corporation à La Tuque;

145 Loi modifiant la charte de la ville de Charlesbourg;

147 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Michel;

155 Loi modifiant la charte de la ville de Danville;

164 Loi pour valider le titre de The Steel Company of Canada, Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie;

167 Loi concernant la Chaîne coopérative du Saguenay;

168 Loi modifiant la charte de la ville de Tracy;

179 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

181 Loi concernant la cité de Sainte-Thérèse, les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne et Sicard inc.;

183 Loi modifiant la charte de la cité de Côte-Saint-Luc;

186 Loi constituant en corporation la ville de Châteauguay-Centre;

187 Loi constituant en corporation la ville de Dollard-des-Ormeaux;

194 Loi concernant la Fondation mondiale contre la faim et la misère;

196 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond;

197 Loi modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

198 Loi constituant en corporation la ville de Gagnon, la Commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et la Commission protestante des syndics de la ville de Gagnon;

199 Loi changeant le nom de Dragutin Baum en celui de Charles Dragutin Baume;

203 Loi concernant la succession de Paul Brossard;

204 Loi concernant la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

205 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;

208 Loi modifiant la charte de la cité de Dorval;

212 Loi concernant l'Hôpital général du Saguenay;

218 Loi concernant la Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec;

221 Loi concernant le changement de nom Myson-Griggs;

222 Loi modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe;

228 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;

230 Loi concernant la ville de Hauterive;

233 Loi modifiant la charte de la cité de Beauharnois;

237 Loi modifiant la charte de la cité de Magog;

238 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

246 Loi concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay;

248 Loi modifiant la charte de la ville de Buckingham;

251 Loi concernant les immeubles de la fabrique de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur suppléant de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

76 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Décisions de l'Orateur:

Rectification du *Procès-verbal* du 3 février 1960

M. l'Orateur suppléant: À la séance de cet après-midi, j'ai pris en délibéré une motion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) qui réclame une rectification du *Procès-verbal* de la séance du 3 février.

Or, l'article 133 des règlements indique ce qui peut faire l'objet d'une rectification au *Procès-verbal*, soit une erreur de fond.

Dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas eu erreur de fond. Bien plus, si la motion du député était adoptée, rien ne serait changé au *Procès-verbal* quant au fond.

Le paragraphe contesté se lirait comme suit: "L'honorable M. Barrette soulève une objection à l'encontre de cet amendement, qui entraînerait une dépense de deniers publics."

En conséquence, je suis personnellement satisfait du *Procès-verbal* comme représentant les faits tels que passés, et je réfère la motion à la Chambre pour qu'elle se prononce.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste et tente d'exposer son point de vue sur la question.

La motion du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Levasseur, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Projets de loi:

Investissements immobiliers des universités

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis ce jour par le représentant de Joliette (l'honorable M. Barrette), et dont le texte se lit comme suit:

Que les contributions au fonds d'amortissement et les dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution des engagements contractés en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, et qui ne sont pas couvertes par le fonds d'amortissement, soient payées à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera

le lieutenant-gouverneur en conseil ou, suivant ses instructions, à même l'un ou l'autre de ces fonds.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me réjouis que la discussion sur les universités se soit maintenue à un niveau élevé. Toutefois, le premier ministre m'oblige à faire une rectification. J'ai étudié à l'université de 1934 à 1937, et on n'entendait pas parler alors de problèmes financiers aussi aigus à ce moment-là...

(On entend un bruit de voix)

Il y a des gens qui croassent... Sous le gouvernement de l'Union nationale, la situation n'est plus la même. Il (M. Hamel) accuse le gouvernement de ne pas s'occuper de la misère croissante des universités.

Un article paru dans *L'Événement-Journal* en septembre 1953 parle d'un déficit de \$280,000 de McGill, à la suite du refus de Québec d'accepter les subventions fédérales. Un article de novembre 1953 signale un déficit de \$737,000 à propos de Laval. Un article publié dans *Le Devoir* en janvier 1954 relate des paroles de Mgr Alphonse-Marie Parent⁷ au sujet de la misère croissante des universités québécoises. Un journal d'octobre 1954 cite le Dr Cyril James⁸ déplorant un déficit de \$700,000 de McGill. En octobre 1956, c'était *La Presse* qui rapportait une déclaration de Mgr Irénée Lussier⁹ dépeignant la situation tragique de l'Université de Montréal. Un éditorial du *Devoir* en janvier 1957 disait: "Les universités continueront à tirer la langue..." *L'Action catholique* de mai 1958 mentionnait une réflexion de Mgr Lussier: "Nous sommes en train de mourir, et ce n'est pas une formule de style..."

M. le président: Le premier ministre a fait une déclaration sur la situation financière des universités, le député peut répondre, mais il doit le faire brièvement...

M. Hamel (Saint-Maurice): Vous avez raison de dire que la déclaration du premier ministre m'oblige à lui répondre... Un article de février 1959 relatait les paroles de Mgr Lussier disant: "J'ai étudié le budget. Je ne sais pas où va l'Université de Montréal..."

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il a été répété, établi, que les problèmes actuels de l'éducation aux niveaux universitaire, secondaire, élémentaire résultent uniquement de la croissance rapide du nombre des élèves. Ce sont des problèmes de croissance. Il y a plus d'étudiants et les jeunes

étudiant plus longtemps. À tous les paliers, le nombre des élèves a considérablement augmenté, et ce fait est attribuable surtout aux bourses nombreuses et généreuses accordées par le ministère de la Jeunesse.

Il a été établi que nous avons, dans la province de Québec, au point de vue secondaire et universitaire, plus d'institutions que dans toute autre province du Canada, y compris la plus peuplée. Mgr Pierre Décary, président de la Fédération des collèges classiques de la province de Québec, a déjà dit qu'on méconnaît notre province. Ainsi, les statistiques fédérales mentionnaient 45 institutions d'enseignement supérieur dans notre province. La vérité, c'est qu'il y en avait 89 au niveau universitaire avec les plus hautes classes des collèges si l'on compte en suivant les normes en usage dans le reste du Canada... La Fédération a fait rectifier les statistiques. Avant que cette correction ne soit apportée à la documentation, personne ne croyait que notre province était aussi avancée.

Toutes nos facultés universitaires débordent d'élèves et il nous faut les reconstruire les unes après les autres. Nous avons déjà beaucoup aidé. À l'Université Laval, il n'y a pas une seule faculté reconstruite ou dotée d'un édifice du temps des libéraux. Ces derniers diront qu'ils ont fait leur possible... Les facultés d'arpentage, de médecine, de sciences, du commerce ont été reconstruites à Laval avec le concours du gouvernement actuel.

Même avec la politique du paiement comptant, le gouvernement a aidé considérablement les universités. À Montréal, le gouvernement a réglé le problème de l'Université de Montréal qu'en grande partie les libéraux avaient laissée pendant et presque sur le bord de la faillite pendant des années. Est-ce que vous avez oublié le temps où les professeurs de l'Université de Montréal sont restés un an ou deux sans être payés?

Quelle est aujourd'hui la situation de nos universités au point de vue financier? On a prétendu que la situation était sombre, mais quelle est la véritable situation d'après les recteurs et les principaux des universités? Le Sir George William's College n'avait pas de déficit accumulé à la date du 30 juin 1959, ni la Bishop's University, ni l'Université McGill, ni l'École polytechnique, ni l'École des hautes études, ni l'Université de Montréal.

Mgr Lussier lui-même a dit, il y a quelques mois, que l'Université de Montréal n'avait pas de déficit accumulé, pas de dette capitale et qu'elle n'avait qu'une dette de reconnaissance. Cette université possède actuellement entre \$4,000,000 et

\$5,000,000 en réserve pour mettre en exécution son programme de construction et ériger notamment l'hôpital universitaire...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est le produit de la souscription!

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Oui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ah!

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il n'y a que deux universités qui avaient un déficit le 30 juin 1959: l'Université de Sherbrooke avec un déficit de \$382,000¹⁰, mais il est convenu avec Sherbrooke que ce sera payé par le gouvernement. Et l'Université Laval qui doit \$1,000,000, mais il est convenu avec Laval que le gouvernement paiera ce déficit... Donc, les universités du Québec n'ont pas de dette capitale et, au grand total, des déficits accumulés ne dépassant pas \$1,300,000. Est-ce là une situation sombre?

La situation s'explique par une crise de croissance qui se poursuivra grâce au nouvel élan que le gouvernement donne à l'éducation par les lois qui sont à l'étude. Qu'on ne vienne pas noircir la situation qui est loin d'être sombre. Nos édifices universitaires sont libres de dettes et ils constituent un actif considérable. Et le seul campus de Laval à Sainte-Foy porte des édifices récents qui valent déjà plus de \$20,000,000.

La politique de l'Union nationale, quoique critiquée, a rendu de grands services à notre enseignement supérieur. Si les universités sont dans une bonne position financière aujourd'hui, c'est grâce à l'aide que le gouvernement de la province leur a accordée au cours des 10 ou 15 dernières années. Nous voulons encore faire mieux. Avec le bill actuel, pas un problème universitaire ne sera négligé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) attire l'attention de la Chambre sur la proposition libérale de créer une commission provinciale des universités, afin de donner l'assurance qu'il n'y aura pas de politique dans les distributions des fonds aux universités.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) se dit convaincu qu'une Commission des universités serait inutile. Seul le recteur de chaque université sait ce dont il a besoin, dit-il, et personne d'autre ne peut nous donner ce renseignement.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"La résolution au bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités soit renvoyée de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à décréter que les garanties, contributions et ententes qu'il prévoit seront accordées sur la recommandation d'un conseil provincial des universités formé de représentants désignés par chacune d'elles."

L'honorable M. Barrette (Joliette) soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier comme contraire aux dispositions des articles 155, 483 et 793 du Règlement, qui exigent que tout amendement affectant des dépenses de deniers publics soit précédé d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur et adoptée préalablement en comité.

Décisions de l'Orateur:**Amendement
à incidence financière**

M. l'Orateur suppléant, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement est irrégulier comme contraire aux articles du Règlement cités par l'honorable premier ministre et aussi parce que, de l'aveu même de celui qui l'a proposé, l'amendement, s'il était adopté, ne changerait rien, ne modifierait rien et n'affecterait rien. En conséquence, le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est maintenu et l'amendement est déclaré irrégulier et nul.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

M. l'Orateur suppléant: Ceux qui sont en faveur de la motion voudront bien se lever.

(Rires et hésitations dans la Chambre)

M. l'Orateur suppléant: Ceux qui sont en faveur du maintien de la décision voudront bien se lever¹¹.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Turcotte, Vachon, 50.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue¹².

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion: Que la résolution soit maintenant adoptée, est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Maltais, Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Talbot, Thérberge, Thibeault, Turcotte, Turpin, Vachon, 64.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 3 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités.

M. l'Orateur suppléant: Le premier ministre propose que je quitte maintenant le fauteuil.

Un député: Il a bien raison!
(Toute la Chambre éclate de rire)

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:
"1. Dans la présente loi, le mot "université" désigne toute université de la province et toute école ou faculté de telle université gérée par une corporation distincte de celle qui administre l'université intéressée."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:
"1. Dans la présente loi, le mot "université" désigne toute université de la province et toute faculté ou école de telle université, gérée par une corporation distincte de celle qui administre l'université intéressée, à l'exception des institutions visées par la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 61, remplacé par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre (*insérez ici le numéro de chapitre du bill No 50*))."

L'amendement est adopté.
L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:
"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé

"a) à garantir le remboursement de tout emprunt obligataire que les universités peuvent contracter pour les fins de construction, d'expansion et d'aménagement de leur immeubles;

"b) à garantir le paiement de l'intérêt sur un tel emprunt;

"c) à prendre à son compte, en totalité ou en partie, toute échéance de principal ou d'intérêt sur un tel emprunt, ainsi garanti ou non;

"d) à faire avec toute université les ententes et conventions qu'il jugera convenables pour ces fins."

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article mentionne que "le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé..." C'est discrétionnaire.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les recteurs ne partagent pas les craintes du député de Saint-Maurice.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) fait remarquer la différence des taux de scolarité dans les institutions universitaires.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je tiens à révéler à la Chambre à ce sujet que des entretiens ont eu lieu et que d'autres suivront entre les recteurs d'universités afin d'arriver à uniformiser les taux de scolarité dans toutes les universités de la province. Les universités qui ont les taux de scolarité les plus élevés les réduiront de façon à ce qu'il y ait uniformité à ce sujet.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois qu'il convient alors de rendre hommage à tous les recteurs et présidents d'universités. L'exposé des besoins fait par chacun d'eux au gouvernement a été assez convaincant pour forcer les autorités gouvernementales à agir dans un domaine où il fallait l'intervention de l'État.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Depuis que nous discutons ce bill nous avons rendu hommage à plusieurs reprises aux recteurs des universités de la province.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) veut savoir comment le gouvernement provincial disposera, le jour où il l'aura récupérée, de la somme de \$47,000,000 que des organismes fédéraux détiennent en fiducie pour les universités de la province de Québec. Les \$25,000,000¹³ à Ottawa destinés aux universités de la province et les \$15,000,000 du Conseil des arts s'ajouteront-ils aux sommes déjà prévues dans le budget provincial pour les universités?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député ne croit pas sérieusement que nous allons répondre à une telle question!

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) dit que cette question lui était suggérée par une déclaration qu'a fait à la télévision feu le premier ministre Paul Sauvé. Il avait affirmé, dit-il, que cet argent serait versé aux universités en plus de ce que le gouvernement provincial a déjà prévu pour elles dans son budget.

(Protestations à droite)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ce n'est pas cela qu'a déclaré M. Sauvé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) cite des extraits de la transcription des déclarations de M. Sauvé.

Un député ministériel répond qu'il donne aux propos de l'ancien chef du gouvernement un sens qu'ils n'avaient pas.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous sommes en pourparlers avec le gouvernement fédéral. Cela est clairement exprimé dans la lettre que j'ai envoyée récemment au premier ministre du Canada¹⁴. Nous annoncerons les décisions en temps et lieu.

Dans ma lettre à M. Diefenbaker, je disais clairement que la province prenait les dispositions nécessaires pour aider les universités de la province, quel que soit le résultat des pourparlers avec Ottawa. J'ai dit aussi, qu'aussitôt que possible, nous aimerions discuter avec les autorités fédérales des moyens à prendre en vue de récupérer les sommes dont fait mention le député de Westmount (M. Hyde). Nous sommes en pourparlers à ce sujet, mais nous n'attendons pas de savoir ce qui en résultera pour assumer nos responsabilités. Nous ne serons influencés par aucun montant d'argent. Je répète que le présent bill n'a rien à faire avec les sommes détenues à Ottawa pour la province.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 3 concernant les investissements immobiliers des universités soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à ce que les dépenses occasionnées par l'application de la loi seront payées à même les deniers votés annuellement pour ces fins par la Législature."

L'honorable M. Barrette (Joliette): Si les recteurs des universités étaient ici, ils voteraient avec nous contre cet amendement. Il est plutôt de nature à enchaîner ces institutions qui ont connu la misère sous les régimes libéraux. Les universités ne veulent pas être liées, elles veulent aller de l'avant.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) tente de soutenir que l'amendement est irrégulier, mais, dit-il, le nôtre a déjà été demandé¹⁵.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Schmidt, Talbot, Thibeault, Turcotte, Vachon, 52.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion principale est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Brown, Chalifour, Charbonneau, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafontaine, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Maltais, Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau,

Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Schmidt, Talbot, Théberge, Thibeault, Turcotte, Turpin, Vachon, 65.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 3 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Applaudissements à droite)

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Ross (Montréal-Verdun)

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. L'article 124 de ladite loi est modifié

"a) en ajoutant après le mot "entreprise", dans la quatrième ligne, les mots "ou un contrat";

"b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le mot "contrat", employé dans le présent article, ne s'étend pas au bail, ni à la vente ou l'achat de terrain, ni à une convention se rapportant à l'un de ces actes"¹⁶.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette modification à la loi ne fera qu'ouvrir la porte aux abus. On devrait conserver une disposition qui existe déjà à l'effet qu'un commissaire d'école ne peut vendre un terrain à sa commission à moins de démissionner.

Cette mesure est inadmissible au moment où, dans les autres secteurs de la vie publique, on sent le besoin d'incorporer dans les lois provinciales des

stipulations qui ont un effet contraire. À ce sujet, un bill sera étudié d'ici à la fin de la session pour interdire aux députés de céder un immeuble à l'administration du Québec autrement qu'en subissant les ennuis de la procédure d'expropriation.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Cet amendement a été suggéré par le surintendant de l'Instruction publique. Il (l'honorable M. Prévost) affirme que personnellement, il ne tient pas à la clause, mais que, certainement, il serait dur d'exiger d'un commissaire qu'il démissionne si la commission est obligée d'acheter un terrain lui appartenant. De plus, le Code municipal contient une stipulation analogue. Étant donné la tendance croissante vers une centralisation des écoles, il peut survenir des situations où les seuls terrains disponibles sont la propriété d'un commissaire.

M. le président appelle un vote (par) assis et levés sur l'amendement.

(Les députés ministériels se lèvent tandis que les députés de l'opposition restent assis.)

L'article 13 est adopté.

L'étude du bill 39 est suspendue.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que lorsqu'elle la Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Montréal-Matin* du 5 février 1960, à la page 14, souligne que les administrateurs municipaux de Montréal ont ainsi un mois de plus pour déposer le budget de la ville, la date du dépôt étant repoussée jusqu'au 15 mars au lieu du 15 février précédemment.
2. Expression qui pourrait être traduite par "la politique du paiement comptant".
3. Le bill 50 est intitulé "loi pour augmenter et généraliser les subventions aux institutions d'enseignement classique et à certaines autres écoles". Il sera étudié durant la séance du 25 février. Le bill 58, intitulé "loi concernant une aide financière aux universités de la province", sera quant à lui étudié les 26 et 29 février.
4. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada. Elle remit en 1956 un rapport qui proposait une réforme fiscale et une plus grande autonomie des provinces à l'intérieur du Canada.
5. Rappelons que M. Barrette n'a pas participé aux travaux de la Chambre durant l'année 1958 et au début de l'année 1959. Il a passé une bonne partie de l'année 1958 à Boston, afin de se faire soigner pour une "maladie".
6. *The Montreal Daily Star* du 5 février 1960, à la page 1, souligne que le débat entourant l'adoption du bill 3 a duré cinq heures. *La Tribune* du même jour, à la page 1, précise pour sa part que l'étude du bill a occupé deux heures de la séance de l'après-midi. On peut donc présumer que les députés ont consacré trois heures à cette question en soirée, la pause du souper ayant sans doute eu lieu juste avant ou après la visite des députés à la salle du Conseil législatif.
7. Mgr Alphonse-Marie Parent (1906-1970), recteur de l'Université Laval de 1954 à 1960.
8. Cyril James (1903-1973), principal de l'Université McGill de 1939 à 1962.
9. Mgr Irénée Lussier (1904-1973), recteur de l'Université de Montréal de 1955 à 1965.
10. Chiffre du *Soleil* du 5 février 1960, à la page 21. *Le Droit* du même jour, à la page 15, mentionne plutôt \$383,000.
11. *Le Devoir* du 11 février 1960, à la page 7, explique que M. Caron, l'Orateur suppléant de la Chambre n'est pas encore très familier avec la procédure parlementaire et le ton de la discussion l'a forcé à rendre plusieurs décisions délicates au cours des 3 derniers jours, ce qui explique cette erreur cocasse.
12. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 436, ainsi que la plupart des quotidiens, attribuent 51 votes en faveur de la décision de l'Orateur suppléant, alors que seulement 50 noms apparaissent. Il s'agit probablement d'une erreur et le vote était sans doute de 50 à 14 puisque, lors du vote suivant, les *Journaux de l'Assemblée législative* dénombrent seulement 64 députés et non 65 comme l'écrit *Le Soleil* du 5 février 1960, à la page 22.
13. Il s'agit du chiffre du *Soleil* du 5 février 1960, à la page 22. *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 4, écrit plutôt "\$26,000,000".
14. La lettre en question a été lue en Chambre lors de la séance du 22 janvier 1960.
15. *Le Soleil* du 5 février 1960, à la page 22, souligne que M. Talbot veut intervenir, mais l'Orateur suppléant a déjà demandé le vote.
16. *La Presse* du 5 février 1960, à la page 22, et *Le Soleil* du même jour, à la page 19, expliquent que cet article du projet de loi permettra à un commissaire d'écoles de vendre ou d'acheter un terrain à la commission scolaire dont il est membre, sans perdre son droit de siéger sur ladite commission.

